Collection complète des lois, décrets, ordonnances, réglements, et avis du Conseil d'Etat / J. B. Duvergier

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Collection complète des lois, décrets, ordonnances, réglements, et avis du Conseil d'Etat / J. B. Duvergier. 1824-1949.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

LOIS, DÉCRETS,

ORDONNANCES, RÈGLEMENTS,

ET

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

TOME QUATRE-VINGT-TROISIÈME

PARIS. — IMPRIMERIE DE CHARLES NOBLET

13, RUE CUJAS, 13

COLLECTION COMPLÈTE

DES

LOIS, DÉCRETS,

ORDONNANCES, RÈGLEMENTS

ET

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT,

(De 1788 à 1836 inclusivement par ordre chronologique),

PUBLIÉE SUR LES ÉDITIONS OFFICIELLES,

Continuée depuis 1836, et formant un volume chaque année;

Contenant : *les Actes insérés au Bulletin des Lois;* l'Analyse des *Débats parlementaires* sur chaque Loi, des Notes indiquant les *Lois analogues;* les *Instructions ministérielles;* divers *Documents* inédits;

FONDÉE

PAR J. B. DUVERGIER,

Ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près la Cour d'Appel de Paris,

ET CONTINUÉE

PAR J. DUVERGIER,

Directeur honoraire des affaires civiles au ministère de la justice.

TOME QUATRE-VINGT-TROISIÈME

ANNÉE 1883

Paris

L. LAROSE ET FORCEL
LIBRAIRES-ÉDITEURS
22, rue Soufflot, 22

CH. NOBLET ET FILS
IMPRIMEURS-LIBRAIRES
13, rue Cujas, 13

1883

Fol. 8°
1935

D-2 2434-14 D2

COLLECTION COMPLÈTE

DES

LOIS, DÉCRETS,

RÈGLEMENTS

ET

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

1883.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PREMIÈRE PARTIE.

21 = 22 FÉVRIER 1883. — Décrets qui nomment M. Jules Ferry ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et président du conseil des ministres. (XII, B. DCCLIV, n. 12,853, 12,854.)

---

21 = 22 FÉVRIER 1883. — Décrets qui nomment M. Challemel-Lacour ministre des affaires étrangères; M. Martin-Feuillée, garde des sceaux, ministre de la justice; M. Waldeck-Rousseau ministre de l'intérieur et des cultes; M. Tirard ministre des finances; M. le général de division Thibaudin ministre de la guerre; M. Charles Brun ministre de la marine et des colonies; M. David Raynal ministre des travaux publics; M. Hérisson ministre du commerce; M. Cochery ministre des postes et télégraphes; M. Méline ministre de l'agriculture. (XII, B. DCCLIV, n. 12,855 à 12,864.)

---

4 = 5 JANVIER 1883. — Loi relative au déclassement de la batterie des Lions, à Marseille. (XII, B. DCCLV, n. 12,868.)

Article unique. Est et demeure déclassée la batterie des Lions, dans les dépendances de la place de Marseille.

---

5 = 6 JANVIER 1883. — Loi qui modifie l'art. 1734 du Code civil relatif aux risques locatifs (1). (XII, B. DCCLV, n. 12,869.)

Art. 1er. L'art. 1734 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit : « S'il y « a plusieurs locataires, tous sont « responsables de l'incendie propor-

---

(1) Proposition à la Chambre des députés, par MM. E. Durand et autres, le 19 novembre 1881 (J. O. du 30 novembre, n. 95, p. 1784). Rapport sommaire de M. Remoiville, le 6 décembre (J. O. du 15 décembre, n. 195, p. 1879). Prise en considération, le 10 décembre (J. O. du 11). Rapport de M. E. Durand, le 23 février 1882 (J. O. du 2 mars, n. 448, p. 391). Adoption, sans discussion, en première et en deuxième délibération, les 2 et 11 mars (J. O. des 3 et 12). Transmission au Sénat, le 18 mars 1882

(J. O. du 30 mars, n. 96, p. 74). Rapport de M. Batbie, le 11 mai (J. O. du 26 mai, n. 198, p. 245). Première délibération : discussion et adoption avec modifications, le 23 mai (J. O. du 24 mai). Adoption, sans discussion, en deuxième délibération, le 22 juillet (J. O. du 23).

Retour à la Chambre des députés, le 21 juillet 1882 (J. O. du 1er septembre, n. 1235, p. 2250). Rapport de M. E. Durand, le 14 novembre (J. O. du 25 novembre, n. 1364, p. 2416). Adoption, sans discussion, le 28 décembre (J. O. du 29).

La proposition présentée par MM. E. Durand, Drumel et Bernard était ainsi conçue :

« L'art. 1734 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit : S'il y a plusieurs locataires, tous sont responsables de l'incendie, proportionnellement à la valeur locative de la partie de l'immeuble qu'ils occupent, — à moins qu'ils ne prouvent que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-là seul en est tenu, — ou que quelques-uns ne prouvent que l'incendie n'a pu commencer chez eux, auquel cas ceux-là n'en sont pas tenus, et les autres répondent du tout dans la proportion indiquée au § 1er du présent article. »

Après avoir été prise en considération, cette proposition a été renvoyée à l'examen d'une commission qui l'a accueillie favorablement et a chargé l'un des auteurs, M. E. Durand, de présenter le rapport. Je crois devoir reproduire ici cet intéressant document.

« La responsabilité imposée aux locataires, en cas d'incendie, par l'art. 1733 du Code civil n'est qu'une application logique des règles qui gouvernent les contrats et spécialement du principe général inscrit dans l'art. 1302 du même Code contre le débiteur d'un corps certain.

« Un immeuble a été livré au preneur à bail pour un temps limité; il a pris l'engagement de veiller à sa conservation, il s'en est constitué le gardien jusqu'à l'époque où il est tenu d'en opérer la restitution; il doit donc le rendre, et le rendre en l'état où il l'a reçu, et s'il ne le rend pas, apporter la preuve qu'il est fondé à ne pas le rendre, c'est-à-dire que la perte en est arrivée sans sa faute.

« Mais si l'art. 1733 est en lui-même à l'abri de toute critique, le législateur n'a-t-il pas dépassé la mesure lorsque, se plaçant en présence de plusieurs locataires, il les déclare, dans l'art. 1734, solidairement responsables de l'incendie et de ses suites?

« Dans les principes de toute législation et spécialement de la nôtre, la division entre coobligés est la règle. En thèse, la solidarité ne naît et ne doit rationnellement naître que de la convention. Si parfois elle est légale, c'est parce que les circonstances sont telles qu'elles en impliquent l'acceptation par les parties, ou que la loi l'attache soit comme peine, soit comme réparation nécessaire, à un fait délictueux dès à présent constant. C'est par le premier de ces motifs que l'art. 1033 du Code civil y soumet les exécuteurs testamentaires pour le compte du mobilier que leur a confié le testateur, et que l'art. 2002 du même Code l'impose aux comandants. C'est pour le second que l'art. 55 du Code pénal déclare les auteurs d'un même crime ou du même délit solidairement responsables des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais auxquels ils sont condamnés.

« Peut-on rationnellement invoquer l'un ou l'autre à l'appui de la disposition si rigoureuse de l'art. 1734? Quels rapports juridiques y a-t-il entre les divers locataires d'une même maison? Quand ils ont passé bail avec le propriétaire, n'est-ce pas isolément, chacun pour soi, et par suite divisément? Souvent même, dans les grandes villes particulièrement, ils ne se connaîtront pas; bien mieux, ils se verront parfois, et cela dans toute la vérité du mot, obligés de subir le voisinage que la volonté du propriétaire leur aura imposé. Comment, d'un autre côté, lorsque la cause de l'incendie (et tel est bien le cas prévu par la loi) est restée inconnue, dire qu'il y a délit et même quasi-délit? N'est-il pas alors juridiquement impossible de donner à la responsabilité une étendue et une rigueur que la loi pénale ne fait peser que sur les auteurs d'une infraction dont la culpabilité commune a été judiciairement établie?

« La prescription du Code civil sur ce point prête d'autant plus à l'étonnement qu'elle n'était nullement suivie dans l'ancien droit français, et que, dès l'origine, les objections ne lui ont pas été épargnées. Pothier, le guide habituel du législateur de 1804, ne craignait même pas d'enseigner qu'aucun des locataires n'était tenu d'indemniser le bailleur : « car, disait-il, étant entièrement incertain par la faute duquel le feu a pris, il ne peut y avoir lieu contre aucun d'eux à aucune présomption de faute qui puisse servir de fondement contre lui à la demande que donnerait le locateur pour faire rétablir sa maison. » C'était aller trop loin sans doute, et l'opinion du savant jurisconsulte n'avait pas prévalu. Mais la jurisprudence, telle qu'elle est attestée, notamment par un arrêt du Parlement de Paris du 3 août 1777, avait, comme la doctrine en général, limité la responsabilité des locataires à la partie de l'immeuble qu'ils habitaient.

« Tel fut aussi le sentiment qui se fit jour lors de la communication aux tribunaux d'appel du projet des rédacteurs du Code. L'idée de la solidarité entre locataires rencontra chez la plupart une resistance très

vive. Tandis que le tribunal de Toulouse s'élevait contre cette injuste solidarité, celui de Colmar faisait observer que « nul ne peut être obligé sans son consentement, et que la loi ne peut jamais obliger personne à courir des risques qu'on ne peut éviter, à moins qu'on ne s'y oblige volontairement. » Le tribunal de Lyon n'était pas moins énergique : « Il n'est pas possible, disait-il, d'établir une solidarité entre des locataires choisis sans la participation et souvent contre le gré les uns des autres, par un propriétaire ou un locataire qui ont pu leur permettre des professions dangereuses, capables de communiquer le feu, à qui souvent, malgré le besoin d'un foyer, ils ne donnent pas même une cheminée. » Ajoutez que, même au sein du conseil d'Etat, la disposition de l'art. 1734 rencontrait des contradicteurs, et qu'un conseiller, le conseiller Lacuée, la représentait comme trop dure.

« Comment donc a-t-elle pu prévaloir et se faire admettre dans notre Code civil? Quel peut être le motif si puissant qui lui a valu les préférences du législateur? Il n'est pas facile de le dire. On lit, il est vrai, dans le rapport du tribun Mouricault que « le bailleur qui éprouve un dommage a droit à une indemnité, et qu'à côté de ce droit est le fait également certain que l'incendie ayant commencé dans la maison est le produit de la faute des locataires quels qu'ils soient. » Le même rapport porte bien encore « que c'est aux locataires à se surveiller mutuellement. » Mais ce ne sont là que des assertions sans valeur juridique, sans portée sérieuse et qui ne sauraient résister au plus simple examen. D'où donc pourrait découler ce devoir de surveillance réciproque que l'on prétend imposer aux locataires? Quand et où le contractent-ils? De quel droit et par quels moyens pourraient-ils l'exercer? Ne sont-ce pas là autant de questions qui appellent une réponse négative? En somme, chacun d'eux ne saurait être obligé que dans les limites de son propre contrat, c'est-à-dire qu'à surveiller et qu'à restituer ce qu'il a reçu. Or qu'a reçu chaque locataire? Seulement la partie de l'immeuble qui fait l'objet de son bail. Donc c'est aussi à cette partie que son obligation est limitée : donc c'est d'elle seule ou de sa valeur qu'il doit répondre lorsqu'un sinistre se produit.

« Votre commission pense, en conséquence, messieurs, avec les auteurs de la proposition dont vous lui avez renvoyé l'examen, que l'art. 1734 du Code civil doit être modifié, et qu'il y a lieu de supprimer la solidarité qui y est inscrite, pour la remplacer par le principe de la divisibilité, de telle sorte que la responsabilité des locataires envers le propriétaire n'excède pas leur part et portion. Nous pourrions ajouter, s'il en était besoin, que c'est la solution qui a prévalu dans la plupart des législations étrangères, et que le Code italien notamment dispose, dans son art. 1490, que lorsqu'une maison est habitée par plusieurs personnes, chacune d'elles n'est responsable de l'incendie qu'en proportion de la valeur de la partie qu'elle occupe.

« Reste à savoir comment se fera la division, ou, si l'on veut, à quel point précis s'arrêtera la responsabilité de chaque locataire. Seront-ils tenus *pro parte virili*, et, par suite, par portions égales? Leur obligation ne devra-t-elle pas plutôt être proportionnelle au montant de leur loyer?

« La même question se pose déjà aujourd'hui pour le recours qu'exerce contre les autres celui qui a eté actionné pour le tout par le propriétaire. Elle a été résolue en sens divers. Cependant s'il faut en juger par un arrêt de la cour de Colmar du 2 février 1870, la jurisprudence inclinerait vers la répartition par portions égales. Quant au motif donné à l'appui de cette solution, il consiste à dire que la présomption de faute serait imputable, à un égal degré, à tous les locataires.

« N'est-il pas difficile pourtant de faire ici abstraction de l'étendue de chaque location? *A priori*, n'y a-t-il pas lieu, par exemple, de penser que l'incendie provient plutôt du fait de celui qui occupe six ou huit pièces et qui a quatre ou cinq feux, que du fait de celui qui n'occupe qu'une chambre et qui n'allume qu'un feu? A quoi d'ailleurs s'applique l'obligation de chaque locataire? N'est-ce pas à la partie de l'immeuble qu'il a louée, et n'est-ce pas dès lors de la valeur de cette partie qu'il doit rationnellement être constitué débiteur? Admettre la répartition par tête, n'est-ce pas, en définitive, obliger chacun à plus ou moins que ce à quoi il s'est obligé par son contrat, et, par suite, manquer à la fois aux prescriptions de la logique et de l'équité? Aussi, messieurs, vous proposons-nous de dire que les locataires seront responsables de l'incendie dans la proportion de la valeur locative de la partie de l'immeuble qu'ils occupent.

« Il est possible, et le cas a été prévu par l'art. 1734, que quelques-uns des locataires échappent à toute responsabilité en prouvant que l'incendie n'a pu commencer chez eux. Dans l'état actuel de la législation, un pareil fait n'a évidemment d'autre conséquence que de restreindre le nombre des débiteurs sans amoindrir l'action du bailleur contre ceux qui ne parviennent pas à rétablir leur irresponsabilité. Qu'arrivera-t-il lorsque la solidarité aura disparu? Ne faudra-t-il pas, par application du principe que leur obligation n'embrasse que la partie de l'immeuble qu'ils ont louée, faire retomber sur le propriétaire la conséquence de la preuve que l'un ou quelques-uns ont faite, et ne lui permettre, par suite, d'agir contre les autres que pour la part originaire de chacun?

« tionnellement à la valeur locative « de la partie de l'immeuble qu'ils « occupent; à moins qu'ils ne prou- « vent que l'incendie a commencé « dans l'habitation de l'un d'eux, « auquel cas celui-là seul en est « tenu; ou que quelques-uns ne prou- « vent que l'incendie n'a pu com- « mencer chez eux, auquel cas « ceux-là n'en sont pas tenus. »

2. Les dispositions de la présente loi sont applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

« Une telle solution paraîtra peut-être logique, mais elle serait trop rigoureuse et certainement en désaccord avec les faits. En thèse, quand la cause d'un incendie reste inconnue, tous les locataires, comme le disent avec raison les auteurs de la proposition, sont réputés en faute. Lorsque l'un d'eux prouve qu'il ne l'est pas, la présomption ne peut que se reporter tout entière sur les autres, et c'est dès lors sur eux aussi que doit retomber d'autant la responsabilité de l'incendie.

« Le législateur de 1804 n'a pas réglé le cas, assez fréquent cependant, où le propriétaire habite lui-même la maison dans laquelle le feu a pris. N'y a-t-il pas là une lacune qu'il conviendrait de combler? La question a été posée devant la commission, qui l'a résolue négativement. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, la doctrine et la jurisprudence ont fait leur œuvre.

« S'il est utile et même nécessaire de réformer une loi imparfaite, il ne l'est pas au même degré, et il peut même être dangereux d'introduire dans le domaine législatif des solutions qui s'induisent soit des principes généraux, soit des textes déjà existants, et qui d'ailleurs paraissent généralement acceptées. Ajoutez qu'il y a d'autant plus de raison de s'en tenir à la modification demandée par les auteurs de la proposition, que les décisions qui ont prévalu lorsque le propriétaire est lui-même un habitant de la maison, cadreront sans peine avec le principe de la responsabilité limitée à la part et portion de chacun des locataires. »

La proposition a été adoptée sans modifications par la Chambre dans les séances des 2 et 11 mars.

Transmise au Sénat, elle a également rencontré un accueil favorable de la part de la commission chargée de l'examiner. Toutefois la commission a cru devoir modifier sur un point la rédaction primitive. D'après le texte voté par la Chambre, si l'un ou quelques-uns des locataires réussissaient à établir que le feu n'avait pu commencer chez eux, les autres devenaient responsables du tout. La commission du Sénat a pensé que cette solution était en désaccord avec le principe consacré par le premier paragraphe de l'article. « S'il est juste, dit M. Batbie dans son rapport, que la responsabilité, en cas d'incendie, soit limitée à une part corrélative à la valeur locative, pourquoi cette part serait-elle augmentée par l'exonération d'un ou de plusieurs locataires? Ce serait rentrer dans l'obligation *in solidum* après l'avoir condamnée et y avoir substitué l'obligation *pro rata parte*. Sans doute la part de celui qui a fait la preuve qu'il n'est pas en faute sera supportée par le propriétaire, mais l'objection ne doit pas vous arrêter, car il est naturel que la perte tombe sur le propriétaire, en vertu du principe : *res perit domino*. Des locataires, à moins que la faute de l'un d'eux ne soit démontrée, ne pourraient être tenus qu'en vertu d'une présomption qu'on n'a pas trouvé juste de maintenir et d'une responsabilité collective qu'on a été d'avis de supprimer. » Et plus loin : « Quand il y a plusieurs locataires, chacun d'eux n'est tenu de restituer que la portion que le bailleur lui a livrée. A l'égard des autres appartements, il n'est qu'un voisin et en dehors de tout engagement contractuel. Si pour son appartement, qui est l'objet de son bail, il est tenu en vertu de l'art. 1302, pour le reste de la maison, le locataire n'est obligé que par l'art. 1382. Aussi doit-il prouver, pour la portion habitée par lui, qu'il n'est pas en faute. Pour les appartements voisins, il faut au contraire qu'on lui prouve qu'il est en faute, car on ne peut l'actionner pour cette portion des locaux que s'il a commis un délit ou un quasi-délit.

« Ainsi la nouvelle rédaction fera rentrer complètement l'art. 1734 dans l'application des principes, tandis que la rédaction proposée par la Chambre laisse subsister une portion de l'injustice à laquelle on s'était proposé de porter remède.

« Notre rédaction résout aussi la question de savoir si les locataires sont responsables lorsque le propriétaire habite la maison. La part de maison occupée par le propriétaire est assimilée à la part qu'occuperait un autre locataire. C'est ce que décidait l'ancien Code sarde (art. 1743), dont nous vous proposons d'adopter la rédaction, rédaction qui se trouve reproduite dans l'article 1590 du Code civil italien. »

Le Sénat s'est rallié aux propositions de sa commission, et la nouvelle rédaction a été également sanctionnée par la Chambre.

Aux termes d'un article introduit au cours de la délibération au Sénat sur la proposition des sénateurs des colonies, les nouvelles dispositions seront applicables à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion.

10 = 13 JANVIER 1883. — Loi qui ouvre un crédit extraordinaire sur l'exercice 1882, pour les dépenses de l'exposition d'Amsterdam, et annule, sur le même exercice, un crédit afférent à l'exposition de Melbourne. (XII, B. DCCLV, n. 12,870.)

Art. 1er. Sur les crédits ouverts au ministre du commerce, au titre de l'exercice 1882, par la loi du 8 juillet 1882, une somme de 80,000 fr. est et demeure définitivement annulée au chap. 24 (*Exposition internationale de Melbourne*).

2. Il est ouvert aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 29 juillet 1881, des crédits extraordinaires montant à la somme de 225,000 fr., pour les dépenses de l'exposition internationale d'Amsterdam. Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, ainsi qu'il suit (*Suit le détail*). Il sera pourvu aux crédits extraordinaires ci-dessus au moyen de ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1882.

---

18 = 19 JANVIER 1883. — Loi qui dispense temporairement les candidats à l'engagement volontaire dans l'armée de terre de l'obligation de savoir lire et écrire. (XII, B. DCCLV, n. 12,871.)

Article unique. L'obligation de savoir lire et écrire pour contracter un engagement volontaire dans l'armée de terre ne sera imposée qu'à partir du 1er janvier 1886.

---

30 JANVIER = 1er FÉVRIER 1883. — Loi qui, 1° ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit de 664,645 fr. sur le budget extraordinaire de 1882; 2° annule une somme égale sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881. (XII, B. DCCLV, n. 12,872.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, un crédit de 664,645 fr., réparti comme suit, savoir : Chap. 1er. Matériel naval, 494,645 fr. Chap. 2. Travaux des ports, 170,000 francs. Total égal, 664,645 fr.

2. Sur les crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880 et reportés par décrets à l'exercice 1881, une somme de 664,645 fr. est et demeure annulée aux chapitres ci-après, savoir (*Même détail*).

3. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'art. 1er ci-dessus au moyen des ressources déterminées par la loi de finances du budget de l'exercice 1883.

---

30 JANVIER = 1er FÉVRIER 1883. — Loi qui, 1° ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1882, un crédit supplémentaire de 900,000 fr.; 2° annule une somme égale sur l'exercice 1881. (XII, B. DCCLV, n. 12,873.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882, chap. 8 (*Vivres*), au delà des crédits alloués par la loi de finances du 29 juillet 1881 et par des lois spéciales, un crédit de 900,000 fr.

2. Sur les crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies au titre du budget ordinaire de l'exercice 1881, une somme de 900,000 fr. est et demeure annulée au chap. 8 (*Vivres*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'art. 1er ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1882.

---

2 = 3 JANVIER 1883. — Décret relatif aux funérailles de M. Gambetta. (XII, B. DCCLV, n. 12,874.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Des funérailles nationales seront faites à M. Gambetta.

2. Les frais en seront acquittés par le trésor public.

3. Le président du conseil des ministres, le ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

3 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit extraordinaire pour les funérailles de M. Gambetta. (XII, B. DCCLV, n. 12,875.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Un crédit extraordinaire de 20,000 fr. est ouvert au ministre

de l'intérieur et des cultes pour pourvoir aux frais des funérailles de M. Gambetta ; il sera inscrit au budget du ministère de l'intérieur et des cultes (1re section) sous le n° 56 et intitulé : *Funérailles de M. Gambetta.*

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1883.

3. Le présent décret sera soumis à la sanction des Chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion.

4. Le ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

5 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret portant que les funérailles de M. le général Chanzy seront célébrées par les soins de l'Etat et aux frais du trésor public. (XII, B. DCCLV, n. 12,876.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les funérailles de M. le général Chanzy seront célébrées par les soins de l'Etat et aux frais du trésor public.

2. Le président du conseil des ministres, les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

8 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée pour la construction de la conduite d'eau de Bou-Filaine. (XII, B. DCCLV, n. 12,877.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget du ministère de l'intérieur et des cultes, exercice 1882 (1re sect. — *Services du ministère de l'intérieur*, chap. 54. — *Travaux de colonisation en Algérie*), une somme de 15,000 fr., montant du versement de la commune de Châteaudun, département de Constantine, pour sa participation dans les dépenses de construction de la conduite d'eau de Bou-Filaine, non employée sur les crédits ouverts à l'exercice 1881.

2. Pareille somme de 15,000 fr. est annulée au chap. 60 (*Travaux de colonisation en Algérie*) du budget du ministère de l'intérieur, exercice 1881.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'art. 1er au moyen des sommes versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la commune de Châteaudun.

4. Le ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

9 = 10 JANVIER 1883. — Décret qui fixe la composition des commissions d'examen des aspirants et aspirantes au brevet de capacité. (XII, B. DCCLV, n. 12,878.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les commissions d'examen chargées de juger l'aptitude des aspirants et aspirantes au brevet de capacité sont nommées, chaque année, par le conseil départemental. Chacune de ces commissions se compose de sept membres et choisit son président. Un inspecteur de l'enseignement primaire et deux membres de l'enseignement public ou libre en font nécessairement partie.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé, etc.

---

11 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département des Pyrénées-Orientales, le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLV, n. 12,879.)

---

13 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du compte de liquidation de l'exercice 1880. (XII, B. DCCLV, n. 12,880.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 60,516,374 fr. 03 c., reporté des exercices 1877, 1878 et 1879 à l'exercice 1880 du compte de liquidation des charges de la guerre (chap. 1er), en vertu des décrets susvisés, crédit réduit à 28,399,706 fr. 60 c. par le report de l'exercice 1880 à 1881 de 32,116,667 fr. 43 c., suivant décrets également susvisés, un nouveau report à l'exercice 1881 est autorisé jusqu'à concurrence de la somme de 1,480,000 fr., répartie comme suit :

COMPTE DE LIQUIDATION DES CHARGES DE LA GUERRE DE L'EXERCICE 1881. — Chap. 1er. Artillerie, 1,480,000 fr.

2. Une somme de 1,480,000 fr. est annulée au compte de liquidation des charges de la guerre de l'exercice 1880 (chap. 1er).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des ressources spéciales du compte de liquidation de l'exercice 1881.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

13 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880. (XII, B. DCCLV, n. 12,881.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 80 millions de francs ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880 par la loi du 23 mars 1880 (chap. 1er), crédit porté à 131 millions de francs par le report de 1879 à 1880 d'une somme de 51 millions de francs, suivant décret du 26 janvier 1880, puis réduit à 54 millions 800,000 francs par le report de 1880 à 1881 d'une somme de 76 millions 200,000 francs, suivant décrets des 11 janvier 1881 et 20 novembre 1882, un nouveau report à l'exercice 1881 est autorisé jusqu'à concurrence de 950,000 fr., répartis comme suit :

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES DE L'EXERCICE 1881. — Chap. 1er. Artillerie, 950,000 fr.

2. Une somme de 950,000 fr. est annulée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880 (chap. 1er).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des ressources spéciales du budget extraordinaire de l'exercice 1881.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

13 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui ouvre au budget ordinaire du ministre de la guerre un nouveau chapitre, destiné à recevoir l'inscription du crédit extraordinaire accordé pour l'entretien de compagnies mixtes en Tunisie. (XII, B. DCCLV, n. 12,882.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le crédit extraordinaire de 2,800,000 fr. ouvert par la loi du 31 décembre 1882 au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, sera inscrit à un chapitre nouveau de la 1re section du budget du ministère de la guerre (*Dépenses ordinaires*), sous le titre de : Chap. 32. — *Entretien de compagnies mixtes en Tunisie.*

2. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

15 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée pour la construction de l'école d'apprentissage de Dellys. (XII, B. DCCLV, n. 12,883.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La somme de 12,090 fr. 51 c., restée disponible à l'exercice 1880 et transportée par le décret du 31 décembre 1881 au budget du ministère des arts pour l'exercice 1881, chap. 62 (*Travaux extraordinaires en Algérie*), est et demeure définitivement annulée au titre de ce dernier ministère.

2. La somme précitée de 12,090 fr. 51 c. est reportée au budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1881, où elle sera inscrité au chap. 14 (*Agriculture, police sanitaire et lazarets en Algérie*).

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

22 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui fixe le traitement de certains juges de paix. (XII, B. DCCLV, n. 12,884.)

Le Président de la République, vu le décret du 7 août 1882 qui déclare authentiques, à partir du 1er janvier 1883, les tableaux du dernier recensement de la population de la France; vu la loi de finances du 29 décembre

1882 portant fixation du budget général ordinaire des dépenses et recettes de l'exercice 1883, décrète :

Art. 1er. Le traitement du juge de paix de la ville de Cette (Hérault), dont la population est au-dessus de trente mille âmes, est fixé à 3,000 fr. Celui du juge de paix de la ville d'Armentières (Nord), dont la population est au-dessus de vingt mille âmes, est fixé à 2,700 fr. Les juges de paix en exercice dans les villes ou communes de Ribemont (Aisne), Monthermé (Ardennes), Coursan (Aude), Sancoins (Cher), Bastelica (Corse), Capestang (Hérault), Montrichard (Loir-et-Cher), Bourg-Argental (Loire) Langogne (Lozère), Trélon et la Bassée (Nord), Etaples (Pas-de-Calais), Digoin et Paray-le-Monial (Saône-et-Loire), Gournay (Seine-Inférieure), le Raincy (Seine-et-Oise), dont la population agglomérée est de trois mille âmes ou au-dessus, recevront le traitement de 2,100 fr. Les juges de paix en exercice dans les villes ou communes de Sospel (Alpes-Maritimes), Istres (Bouches-du-Rhône), Bonifacio (Corse), Tréguier (Côtes-du-Nord), Saint-Ambroix (Gard), Montréjeau (Haute-Garonne), Vizille (Isère), Meung (Loiret), Evron (Mayenne), Sées (Orne), Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), Corbie (Somme), Lorgues, le Luc et Saint-Maximin (Var), dont la population agglomérée est inférieure à trois mille âmes, recevront le traitement de 1,800 fr.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé, etc.

---

23 = 24 JANVIER 1883. — Décrets qui convoquent les collèges électoraux des arrondissements de Rochechouart et de Grenoble, à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCLV, n. 12,885, 12,886.)

---

23 = 25 JANVIER 1883. — Décret qui fixe les prix de ventes des cigarettes dites *Medianas*. (XII, B. DCCLV, n. 12,887.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La régie est autorisée à faire vendre, dans les débits ordinaires, des cigarettes dites Medianas, aux prix suivants, savoir :

ESPÈCES DE CIGARETTES. — Cigarettes en tabac à 12 fr. 50 : par kilogrammes de 100 cigarettes : aux consommateurs, 20 fr.; aux débitants, 18 fr. 50 c.; par paquets de 20 cigarettes, 40 cent. Cigarettes en tabac à 16 fr.: par kilogrammes de 100 cigarettes : aux consommateurs. 25 fr.; aux débitants, 23 fr. 25; par paquets de 20 cigarettes, 50 cent.

2. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

23 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Rouen pour des travaux de casernement. (XII, B. DCCLV, n. 12,888.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882 (chap. 2), un crédit de la somme de 190,000 fr., applicable aux travaux militaires ci-après :

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES DE L'EXERCICE 1882. — Chap. 2. Génie. Rouen. — Réorganisation du casernement, 190,000 francs.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources versées au trésor par la ville ci-dessus désignée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

23 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de travaux militaires en Algérie. (XII, B. DCCLV, n. 12,889.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882 (chap. 20, 20 *ter* et 20 *quater*), un crédit de la somme de 211,452 fr. 18 c., applicable aux travaux militaires ci-après :

BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1882. — Chap. 20. Etablissements et matériel du génie. — La compagnie concessionnaire du chemin de fer de Sétif à Ménerville. Construction d'un blockhaus, 6,000 fr.; Bône. Terrain

cédé par le génie pour la construction d'un abattoir, 2,085 fr. 18; Douai. Elargissement de la porte d'Arc, 25,000 fr.; Aumale. Alignement d'une maison de la rue des Zouaves, 300 fr; Besançon. Prolongement du quai Weil-Picard, 50,000 fr.; Saint-Maixent. Casernement de l'école militaire d'infanterie, 28,067 fr. Total, 111,452 fr. 18. — Chap. 20 *quater*. Nancy. Cession de la caserne des Prémontrés, 100,000 fr. Somme égale, 211,452 fr. 18.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources versées au trésor par la compagnie et les villes ci-dessus mentionnées.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

23 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du compte de liquidation de l'exercice 1880. (XII, B. DCCLV, n. 12,890.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 2 millions reporté des exercices 1878 et 1879 à l'exercice 1880 du compte de liquidation des charges de la guerre (chap. 3) en vertu du décret susvisé, un report à l'exercice 1881 est autorisé jusqu'à concurrence de la somme de 149,165 fr. 45, répartie comme suit :

COMPTE DE LIQUIDATION DES CHARGES DE LA GUERRE DE L'EXERCICE 1881. — Chap. 3. Subsistances, 149,165 fr. 45.

2. Une somme de 149,165 fr. 45 est annulée au compte de liquidation des charges de la guerre de l'exercice 1880 (chap. 3).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des ressources spéciales du compte de liquidation de l'exercice 1881.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

23 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880. (XII, B. DCCLV, n. 12,891.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 79,850,000 fr. ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880, par la loi du 23 mars 1880 (chap. 2), crédit porté à 129,220,000 fr. par le report de 1879 à 1880 d'une somme de 49,370,000 fr., suivant décret du 26 janvier 1880, puis réduit à 34 millions 432,134 fr. 90 par le report de 1880 à 1881 d'une somme de 94 millions 727,265 fr. 10, suivant décrets des 11 janvier 1881 et 15 février 1882, un nouveau report à l'exercice 1881 est autorisé jusqu'à concurrence de 1,148,246 fr. 59, répartis comme suit :

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES DE L'EXERCICE 1881. — Chap. 2. Génie, 1,148,246 fr. 59.

2. Une somme de 1,148,246 fr. 59 est annulée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880 (chap. 2).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des ressources spéciales du budget extraordinaire de l'exercice 1881.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

23 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui annule divers crédits ouverts au ministre de la guerre sur la seconde partie du compte de liquidation et sur les budgets extraordinaires des exercices 1881 et 1882. (XII, B. DCCLV, n. 12,892.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre au titre de la deuxième partie du compte de liquidation et reportés successivement par décrets à l'exercice 1881, est et demeure annulée une somme de 16 millions 499,990 fr. 37, répartie par chapitres de la manière suivante : Chap. 1er. Artillerie, 15,500,000 fr. Chap. 3. Subsistances, 839,997 fr. 66. Chap. 4. Habillement, 159,992 fr. 71. Total des crédits annulés sur le compte de liquidation, 16,499,990 fr. 37.

---

23 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur res-

2. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, est et demeure annulée une somme de 63 millions 300,009 fr. 63, répartie par chapitres de la manière suivante: Chap. 2. Génie, 40 millions de francs. Chap. 3. Subsistances, 12,460,002 fr. 34 c. Chap. 6. Habillement, 10,840,007 fr. 29 c. Total des crédits annulés sur l'exercice 1881, 63,300,009 fr. 63.

3. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, est et demeure annulée une somme de 1,600,000 fr., répartie par chapitres de la manière suivante: Chap. 4. Hôpitaux, 1,500,000 fr. Chap. 9. Armes réintégrées dans les arsenaux, 100,000 fr. Total des crédits annulés sur l'exercice 1882, 1,600,000 fr.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

24 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée en 1880 pour les études et travaux relatifs à l'aménagement des eaux. (XII, B. DCCLV, n. 12,893.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète:

Art. 1er. Est reportée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1881 une somme de 1,624,298 fr. 07, qui sera classée au chap. 3 (*Etudes et travaux relatifs à l'aménagement des eaux*).

2. Pareille somme de 1,624,298 fr. 07 c. est annulée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics pour l'exercice 1880, chap. 10 (*Etudes et travaux relatifs à l'aménagement des eaux*).

3. Les ministres de l'agriculture, des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

28 JANVIER = 13 FÉVRIER 1883. — Décret concernant les menues dépenses des cours et tribunaux. (XII, B. DCCLV, n. 12,894.)

Le Président de la République, sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et des cultes et du ministre des finances; vu l'ordonnance royale du 27 janvier 1815 portant règlement des menues dépenses et frais de parquet des cours et tribunaux; vu la loi de finances du 25 mars 1817; vu la loi du 10 août 1871; vu la loi du 23 mars 1866, applicable à l'administration du département de la Seine, décrète:

Art. 1er. Les crédits portés au sous-chap. 1er des dépenses ordinaires des budgets départementaux pour menues dépenses et frais de parquets des cours d'assises, des tribunaux civils, de commerce, de police et des justices de paix, ne seront plus accordés à titre de fonds d'abonnement. Ils seront soumis aux règles ordinaires de comptabilité, spécialement en ce qui touche le compte à rendre de leur emploi. L'art. 4 de l'ordonnance du 27 janvier 1815 est abrogé en ce qu'il a de contraire aux dispositions précédentes.

2. Les menues dépenses des cours et tribunaux comprennent le traitement de secrétaires, s'il y a lieu, le salaire des concierges et garçons de salle, le chauffage, l'éclairage, les frais d'impression de règlements d'ordre et de discipline, les frais d'abonnement au Journal officiel et aux journaux de droit, aux recueils périodiques de jurisprudence et au Bulletin du ministère de la justice, l'acquisition d'ouvrages de droit ou de jurisprudence, les frais de reliure, ceux occasionnés par les solennités publiques, l'achat des fournitures de bureau, registres, papiers, plumes, encre, cire, et de tous autres menus objets nécessaires au service de la cour ou du tribunal, ainsi que du parquet. — L'art. 22 du décret du 30 janvier 1811 est abrogé.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

29 JANVIER = 3 MARS 1883. — Décrets qui rectifient, en ce qui concerne les départements de la Loire et du Nord, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLV, n. 12,895, 12,896.)

27 = 28 FÉVRIER 1883. — Décret qui, 1° détache l'administration des cultes du ministère de l'intérieur et la réunit au ministère de la justice; 2° nomme M. Martin-Feuillée ministre de la justice et des cultes. (XII, B. DCCLV, n. 12,898.)

---

29 JUILLET 1880 = 17 FÉVRIER 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société fondée à Paris pour la propagation de l'allaitement maternel. (XII, B. S. MCCCCXXIX, n. 18,408.)

---

27 FÉVRIER 1882 = 27 FÉVRIER 1883. — Décret qui approuve des modifications aux statuts de la société mutuelle de prévoyance pour la retraite de Reims. (XII, B. S. MCCCCXXXII, n. 18,541.)

---

27 OCTOBRE 1882 = 27 FÉVRIER 1883. — Décret qui autorise la caisse d'épargne du Havre à aliéner 3,575 fr. de rente en vue de la construction d'un hôtel destiné à l'installation de ses services. (XII, B. MCCCCXXXII, n. 18,542.)

---

10 = 14 NOVEMBRE 1882. — Décret qui supprime la caisse d'épargne d'Aix-les-Bains (Savoie.) (XII, B. S. MCCCCXXXII, n. 18,543.)

---

10 = 18 NOVEMBRE 1882. — Décret qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne d'Etampes. (XII, B. S. MCCCCXXXII, n. 18,544.)

---

14 = 15 NOVEMBRE 1882. — Décret qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne de Foix. (XII, B. S. MCCCCXXXII, n. 18,545.)

1er = 5 DÉCEMBRE 1882. — Décret qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne de Meulan. (XII, B. S. MCCCCXXXII, n. 18,546.)

---

4 DÉCEMBRE 1882 = 1er MARS 1883. — Décret qui approuve des modifications aux statuts de la société de secours mutuels: Notre-Dame de Bon-Secours, à Dieppe. (XII, B. S. MCCCCXXXIV, n. 18,584.)

---

7 DÉCEMBRE 1882 = 1er MARS 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'association des anciens élèves du collège de l'Arc, à Dôle. (XII, B. S. MCCCCXXXIV, n. 18,585.)

---

20 DÉCEMBRE 1882 = 1er MARS 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'Œuvre de l'orphelinat des arts, fondée à Paris. (XII, B. S. MCCCCXXXIV, n. 18,586.)

---

10 NOVEMBRE 1882 = 1er MARS 1883. — Décret qui autorise la compagnie du Jardin zoologique d'acclimatation à se transformer en société anonyme. (XII, B. S. MCCCCXXXVI, n. 18,597.)

---

10 = 11 JANVIER 1883. — Loi qui ouvre, sur l'exercice 1883, des crédits extraordinaires destinés à la mission de *M. Savorgnan de Brazza* dans l'Ouest africain. (XII, B. DCCLVI, n. 12,900.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit extraordinaire de 980,000 fr. sur l'exercice 1883, lequel sera classé à la première section (*Service de l'instruction publique*), où il fera l'objet d'un nouveau chapitre, libellé : N° 26 *bis*. — *Mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain.*

2. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères un crédit extraordinaire de 65,000 fr., imputable sur l'exercice 1883, lequel fera l'objet d'un nouveau chapitre, libellé : N° 8 *bis*. — *Présents diplomatiques afférents à la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain.*

3. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies un crédit extraordinaire de 230,000 fr., qui sera classé à la deuxième section (*Service colonial*), à un chapitre distinct, libellé : N° 15. — *Entretien d'un transport (type Vienne) pour la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain.*

4. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi au moyen de l'attribution au budget ordinaire de l'exercice 1883 d'un prélèvement de pareille somme sur l'excédent disponible de recette de l'exercice 1880.

---

13 = 14 JANVIER 1883. — Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour améliorer la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure. (XII, B. DCCLVI, n. 12,901.)

Art. 1er. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'amélioration de la navigation de la

Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure, conformément aux avant-projets en date des 24 juin et 19 juillet 1881 et aux avis du conseil général des ponts et chaussées du 13 janvier et du 22 décembre 1881.

2. La dépense, évaluée à 3,400,000f., sera imputée sur les ressources extraordinaires inscrites au budget de chaque exercice pour travaux d'amélioration des rivières.

---

18 = 19 JANVIER 1883. — Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Marans à Surgères. (XII, B. DCCLVI, n. 12,902.)

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Marans à Surgères par ou près Ferrières et Saint-Sauveur-de-Maillé.

2. Le ministre des travaux publics est autorisé à entreprendre les travaux d'infrastructure et de superstructure de ladite ligne et à procéder, s'il y a lieu, à l'acquisition du matériel roulant, du mobilier des gares, de l'outillage et des approvisionnements nécessaires.

3. Il est pris acte de l'offre faite par le conseil général de la Charente-Inférieure, dans sa délibération du 28 avril 1881, de payer à l'Etat une subvention égale à la moitié de la dépense d'acquisition des terrains nécessaires à l'établissement de la ligne de Marans à Surgères.

4. Il sera pourvu à la dépense des travaux et des acquisitions autorisés par la présente loi au moyen des crédits inscrits chaque année au budget du ministère des travaux publics pour les études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat, et notamment, pour l'exercice 1882, sur le chapitre 12 du budget des dépenses sur ressources extraordinaires. Viendra en déduction desdites dépenses le montant des subventions, soit en terrains, soit en argent, qui ont été ou qui seraient offertes par les départements, les communes et les propriétaires intéressés.

5. Il sera statué par une loi spéciale sur les dispositions à prendre pour assurer l'exploitation de la ligne ci-dessus désignée.

6. Un compte spécial de la dépense des travaux et des acquisitions faisant l'objet de la présente loi, ainsi que des ressources qui y auront été affectées, sera annexé à la loi portant règlement de chaque exercice.

---

18 = 19 JANVIER 1883. — Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Trilport à la Ferté-Milon. (XII, B. DCCLVI, n. 12,903.)

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Trilport à la Ferté-Milon par Lizy, Crouy et Mareuil.

2. Le ministre des travaux publics est autorisé à entreprendre les travaux d'infrastructure et de superstructure de ladite ligne et à procéder, s'il y a lieu, à l'acquisition du matériel roulant, du mobilier des gares, de l'outillage et des approvisionnements nécessaires.

3. Il est pris acte : 1° de l'offre faite par le conseil général de l'Aisne, dans sa délibération du 20 août 1880, de payer à l'Etat, pour l'établissement de la ligne ci-dessus désignée, une subvention égale à la moitié de la valeur des terrains à acquérir sur son territoire; 2° de l'offre faite par le conseil général de Seine-et-Marne, dans sa délibération du 31 janvier 1882, de payer une subvention de 20,000 fr. par kilomètre pour le même objet; 3° de l'offre faite par le conseil général de l'Oise, dans sa délibération du 19 avril 1882, de payer une subvention de 16,400 fr. pour la construction de la ligne dont il s'agit.

4. Il sera pourvu à la dépense, etc.

---

18 = 19 JANVIER 1883. — Loi qui classe, dans le département des Basses-Alpes, sous le n° 208 une nouvelle route nationale d'Entrevaux à Barcelonnette. (XII, B. DCCLVI, n. 12,904.)

Article unique. Est et demeure classée, dans le département des Basses-Alpes, sous la dénomination de Route nationale n° 208, d'Entrevaux à Barcelonnette, une nouvelle route s'embranchant sur la route nationale n° 207, au-dessous du village d'Annot, passant par Annot, Colmars et le col d'Allos, et aboutissant à la

route nationale nº 100, à Barcelonnette, conformément au tracé rouge figuré sur le plan visé par l'ingénieur en chef du département le 6 avril 1881. Les travaux à exécuter pour l'établissement de ladite route sont déclarés d'utilité publique. La dépense sera imputée sur les crédits inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les lacunes des routes nationales.

---

11 = 12 FÉVRIER 1883. — Loi qui incorpore dans le réseau d'intérêt général le chemin de fer d'intérêt local de Bazancourt à Béthéniville et déclare d'utilité publique le chemin de fer de Béthéniville à Challerange. (XII, B. DCCLVI, n. 12,905.)

Art. 1er. Est et demeure incorporé dans le réseau d'intérêt général le chemin de fer de Bazancourt à Béthéniville, dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par décret du 27 novembre 1868. Il sera statué, s'il y a lieu, par décret rendu en conseil d'Etat, sur l'indemnité ou les dédommagements qui pourraient être dus au département de la Marne.

2. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Béthéniville à Challerange par Dontrien, Sommepy et Maure.

3. Le ministre des travaux publics est autorisé à entreprendre les travaux de doublement de la voie et de rectification du chemin désigné à l'article 1er. Il est autorisé également à entreprendre les travaux d'infrastructure et de superstructure de la ligne désignée à l'art. 2 et à procéder, s'il y a lieu, en ce qui concerne cette ligne, à l'acquisition du matériel roulant, du mobilier des gares, de l'outillage et des approvisionnements nécessaires.

4. Il sera pourvu à la dépense, etc.

---

12 = 13 FÉVRIER 1883. — Loi qui modifie l'art. 18 de la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles (1). (XII, B. DCCLVI, n. 12,906.)

Art. 1er. L'emploi de médecin inspecteur des établissements d'eaux minérales naturelles ne donne droit à aucune rétribution, soit de la part de l'Etat, soit de la part des propriétaires de ces établissements.

2. Sont abrogées toutes les dispositions législatives contraires à la présente loi, et notamment l'art. 18, titre III, de la loi du 14 juillet 1856 et les art. 22 à 33 inclusivement du décret du 28 janvier 1860 rendu pour l'exécution de ladite loi.

---

16 = 17 FÉVRIER 1883. — Loi relative à l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail (2). (XII, B. DCCLVI, n. 12,907.)

Art. 1er. Les commissions locales et les inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures, institués par la loi du 19 mai 1874, sont chargés de surveiller l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail.

2. Le gouvernement est autorisé à augmenter le nombre des inspecteurs divisionnaires et des circonscriptions territoriales d'inspection instituées par l'art. 16 de la loi du 19 mai 1874.

---

4 JANVIER = 12 MARS 1882. — Décret qui annule divers crédits ouverts au ministre

---

(1) Présentation à la Chambre des députés par MM. Tirard, ministre du commerce, et Léon Say, ministre des finances, le 6 mars 1882 (J. O. du 16 mars, n. 542, p. 490). Rapport de M. Alicot, le 19 juin (J. O. du 23 juin, n. 948, p. 1621). Adoption sans discussion, le 26 juin (J. O. du 27).

Présentation au Sénat, le 27 juin (J. O. du 8 juillet, n. 307, p. 358). Rapport de M. Parent, le 10 novembre (J. O. du 2 décembre, n. 209, p. 49). Discussion et adoption, les 22 et 30 janvier 1883 (J. O. des et 31).

(2) Proposition à la Chambre des députés par M. Richard Waddington, le 25 février 1882 (J. O. du 11 mars, n. 470, p. 437). Rapport de M. R. Waddington, le 13 mai (J. O. du 27 mai, n. 815, p. 1329). Discussion et adoption, le 12 juin (J. O. du 13).

Transmission au Sénat, le 20 juin (J. O. du 28 juin, n. 278, p. 323). Rapport de M. Dauphinot, le 25 janvier 1883 (J. O. du 28 mars, n. 14, p. 483). Discussion et adoption, le 1er février (J. O. du 2).

des travaux publics au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires des exercices 1880 et 1881. (XII, B. DCCLVI, n. 12,908.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880, est et demeure annulée une somme de 45,738,553 fr. 66, répartie, par chapitres, de la manière suivante (*Suit le détail*).

2. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, est et demeure annulée une somme de 144,261,446 fr. 34, répartie, par chapitres, de la manière suivante (*Suit le détail*).

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

8 JANVIER = 12 MARS 1883. — Décret qui fixe les frais d'administration de la préfecture du Rhône. (XII, B. DCCLVI, n. 12,909.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les frais d'administration de la préfecture du Rhône sont portés, à partir du 1er janvier 1883, à la somme de 96,000 fr., savoir : dépenses matérielles, 12,400 fr.; dépenses du personnel, 83,600 fr.

2. Le ministre de l'intérieur et des cultes est chargé, etc.

---

10 JANVIER = 12 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1881, une somme non employée en 1880 pour l'installation et l'agrandissement de divers ministères. (XII, B. DCCLVI, n. 12,910.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des arts pour l'exercice 1881 une somme de 28 f. 08, qui sera classée au chap. 2 (*Installation et agrandissement de divers ministères*).

2. Pareille somme de 28 fr. 08 est annulée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics pour l'exercice 1880, chap. 20. (*Installation et agrandissement de divers ministères.*)

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'art. 1er au moyen des ressources correspondantes créées par la loi précitée du 27 mars 1880 et qui seront reportées également de l'exercice 1880 à l'exercice 1881.

4. Les ministres de l'instruction publique et des beaux-arts, des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

11 JANVIER = 12 MARS 1883. — Décret qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Clermont-Ferrand. (XII, B. DCCLVI, n. 12,911.)

---

13 JANVIER = 12 MARS 1883. — Décret qui crée un polygone exceptionnel dans la zone des servitudes de la place de Perpignan. (XII, B. DCCLVI, n. 12,912.)

---

22 JANVIER = 12 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée sur les crédits ouverts au ministre de l'intérieur et des cultes à titre de fonds de concours (exercice 1882). (XII, B. DCCLVI, n. 12,913.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au chap. 59 (*Secours pour remédier aux effets de la mauvaise saison et d'un hiver exceptionnellement rigoureux*) du budget du ministère de l'intérieur et des cultes (1re section.— *Services du ministère de l'intérieur*), exercice 1883, une somme de 231,350 fr. 56, restée disponible sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au chap. 57 du budget de l'exercice 1882. Pareille somme de 231,350 fr. 56 est annulée au chap. 57 (*Secours pour remédier aux effets de la mauvaise saison et d'un hiver exceptionnellement rigoureux*) du budget du ministère de l'intérieur, exercice 1882.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par le § 1er de l'article précédent au moyen des sommes versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'objet dont il s'agit.

3. Le ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, etc.

25 JANVIER = 12 MARS 1882. — Décret qui détermine le mode d'approvisionnement des tabacs exotiques employés dans les manufactures de l'Etat. (XII, B. DCCLVI, n. 12,914.)

Le Président de la République, vu l'art. 26 du décret du 18 novembre 1882, ainsi conçu : « Le mode d'ap« provisionnement des tabacs exoti« ques employés par l'administration « sera déterminé par un décret spé« cial ; » sur le rapport du ministre des finances, décrète :

Art. 1er. Les marchés pour la fourniture des tabacs exotiques nécessaires à l'approvisionnement des manufactures de l'Etat sont passés avec publicité et concurrence, sauf les exceptions mentionnées aux art. 6, 10 et 11 du présent règlement.

2. Il est fait une adjudication distincte pour chaque espèce de tabacs mise au concours.

3. Les clauses et conditions de l'adjudication sont déterminées par un cahier des charges générales et un cahier des charges particulières approuvés par le ministre des finances. Le cahier des charges générales fixe les formes dans lesquelles les adjudications doivent être passées, ainsi que les règles applicables à la livraison, au classement et à la réception des tabacs présentés. Il fait aussi connaître le mode de règlement des contestations qui pourraient survenir entre l'administration et les adjudicataires. Le cahier des charges particulières détermine les conditions de détail relatives à l'adjudication, telles que : date et lieu de l'adjudication; désignation des espèces et quantités à adjuger; division de la fourniture en lots; proportions par types à observer dans les livraisons; lieux et époques des livraisons; montant du dépôt de garantie, et toutes autres conditions susceptibles de variations suivant l'espèce de tabac mise au concours. Il contient, en outre, sous forme d'annexe, le modèle de soumission. Les cahiers des charges générales et particulières sont déposés : à Paris, dans les bureaux de l'administration centrale et dans ceux de la manufacture des tabacs (Gros-Caillou); en province, dans les bureaux des manufactures situées dans les lieux de livraison; à l'étranger, dans les chancelleries des consulats les plus voisins des lieux de production.

4. Les adjudications sont annoncées, sauf le cas d'urgence, au moins vingt jours à l'avance, par voie d'affiches et de publications, tant à Paris que dans les principales villes maritimes des départements et dans les places de l'étranger où se trouve un centre de commerce de tabacs mis au concours.

5. Chaque qualité, dans la même espèce, est représentée par un type formé ou agréé par l'administration et en conformité duquel les adjudicataires seront tenus d'effectuer leurs livraisons. Des exemplaires de ces types seront déposés à la manufacture des tabacs, à Paris (Gros-Caillou), afin que les négociants qui désireraient concourir puissent en prendre connaissance.

6. L'administration peut traiter de gré à gré de la fourniture des tabacs exotiques dans les cas énumérés ci-après, savoir : 1° lorsqu'une adjudication n'a pas donné de résultats ou n'a donné que des résultats incomplets; 2° lorsqu'une adjudication ayant abouti, l'administration juge utile pour les besoins du service, ou avantageux au point de vue des intérêts du trésor, d'augmenter ses approvisionnements en tabacs de l'espèce adjugée, et que l'adjudicataire consent à fournir la quantité demandée en excédent, aux clauses et conditions du cahier des charges particulières et aux prix résultant de l'adjudication ou à des prix inférieurs; 3° lorsque la quantité à acheter a une importance telle que la demande de la totalité puisse avoir une influence notable sur les prix du marché. Dans ce cas, l'administration pourra n'adjuger qu'une partie de cette quantité et traiter de gré à gré pour le surplus; 4° lorsqu'un adjudicataire n'ayant pas effectué ses livraisons aux époques fixées par le cahier des charges particulières et ne pouvant pas, après une mise en demeure, justifier, dans un délai déterminé, qu'il a en sa possession, dans un port de France ou de l'étranger, ou en cours de transport, les tabacs nécessaires à l'accomplissement de

ses engagements, l'administration juge utile de pourvoir immédiatement aux besoins de son service jusqu'à concurrence des quantités non livrées par le fournisseur en retard; 5° lorsque la quantité demandée est trop peu considérable pour faire l'objet d'une adjudication; 6° lorsque la valeur intrinsèque des tabacs ne peut être établie qu'au moyen d'essais préalables de fabrication ou de dégustation; 7° lorsque la qualité des tabacs est sujette, d'une année à l'autre, soit dans l'ensemble, soit dans la répartition par qualités, à des variations trop considérables pour que l'administration puisse demander au commerce des quantités importantes de ces tabacs conformes à des types préparés à l'avance et provenant d'une récolte antérieure; 8° lorsque, les tabacs à acheter n'étant pas employés d'une manière courante dans les fabrications, l'administration n'est pas en mesure de former, pour servir de base à une adjudication, les types dont il est question à l'art. 5.

Les achats de gré à gré spécifiés dans le présent article seront préalablement autorisés par le ministre, qui fixe le maximum de prix auquel ils peuvent être effectués.

7. Tout marché de gré à gré doit rappeler celui des paragraphes de l'article précédent dont il est fait application.

8. Les marchés de gré à gré passés en conformité des dispositions de l'art. 6 du présent règlement sont soumis à toutes les clauses et conditions imposées aux fournisseurs de tabacs en feuilles par le cahier des charges générales, en tant qu'il n'y est pas dérogé par des dispositions spéciales approuvées par le ministre des finances.

9. Lors du règlement de liquidation d'une adjudication ou d'un marché, l'administration pourra ne pas exiger des proportions par types rigoureusement identiques à celles qui auront été fixées. Mais, dans aucun cas, les différences tolérées ne devront excéder dix pour cent, soit en plus, soit en moins, de la quantité à fournir de chaque type. Cette tolérance ne pourra avoir pour effet que de modifier les proportions des différentes qualités, et l'adjudicataire sera toujours tenu de livrer la totalité des quantités de l'espèce qu'il s'est engagé à livrer. Toutefois, si un contrat se liquide par un excédent, l'administration pourra, si elle le juge utile pour les besoins de son service et avantageux au point de vue des intérêts du trésor, accepter, sans autorisation préalable du ministre, cet excédent en compte sur ledit contrat, s'il ne dépasse pas cinq pour cent de la quantité totale à livrer. Si le marché s'applique à une quantité inférieure à vingt mille kilogrammes, l'excédent qui pourra être accepté dans les conditions indiquées ci-dessus pourra s'élever à mille kilogrammes.

10. L'administration peut, sans autorisation préalable du ministre, traiter de gré à gré, sur correspondance, suivant les usages du commerce : 1° pour l'acquisition des tabacs sains qui sont extraits de colis atteints de mouillure et partiellement avariés, à des prix arbitrés par les employés supérieurs du magasin où ces colis ont été présentés en livraison, et sous la réserve que la quantité ainsi achetée n'excédera pas cinq mille kilogrammes par cargaison distincte. Toutefois, les employés supérieurs des magasins pourront, s'ils en sont requis, faire procéder de suite, pour compte et dans l'intérêt du commerce, au bénéficiement des tabacs avariés; 2° pour les achats d'échantillons de tabacs que l'administration a intérêt à se procurer afin de se renseigner soit sur l'emploi dont ces tabacs sont susceptibles, soit sur la situation des marchés étrangers et sur les ressources qu'ils présentent. L'importance des achats effectués en vertu du présent paragraphe ne pourra pas d'ailleurs excéder une dépense de vingt mille francs par achat distinct.

11. Lorsque les achats de gré à gré ont lieu sur les marchés de l'étranger, ils sont effectués pour le compte de l'Etat, par les consuls de France, avec ou sans le concours d'agents spéciaux du service des manufactures de l'Etat, suivant que les circonstances l'exigent. Ces derniers agents sont chargés du choix des tabacs, dans les limites de prix fixées

par le ministre. Les consuls sont appelés à régler les factures, à négocier les traites émises sur l'administration, jusqu'à concurrence du montant des achats; à présenter le compte définitif; en un mot, à s'occuper de toute la partie financière de l'opération. Au fur et à mesure que les achats sont effectués, les consuls adressent à l'administration, par le plus prochain courrier, un double des factures acquittées et l'avis détaillé des traites qu'ils ont tirées sur elle. Lorsqu'il y a eu affrétement et chargement d'un navire, ils lui font connaître par télégramme la valeur des tabacs chargés, quand cette valeur dépasse trente mille francs, afin que l'administration pourvoie aux assurances, et ils lui transmettent un double du connaissement.

Il est alloué aux consuls, pour rémunération de leurs peines et soins, une rétribution de deux pour cent calculée sur le montant des factures, en y ajoutant les frais faits jusqu'à l'embarquement des tabacs.

Par exception, le taux de la commission allouée au consul général de France à la Havane, pour les achats de tabacs en feuilles et de cigares, est fixé ainsi qu'il suit : un pour cent sur le premier million dépensé dans l'année; un demi pour cent sur le deuxième et troisième million dépensés dans l'année; un quart pour cent sur tout excédent au delà de trois millions.

12. Le règlement spécial du 26 juin 1849, approuvé le 17 juillet suivant par le ministre des finances, est et demeure abrogé.

13. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

29 JANVIER = 12 MARS 1883. — Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département du Pas-de-Calais, le tableau de population n° 4 déclaré authentique par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLVI, n. 12,915.)

---

29 JANVIER = 12 MARS 1883. — Décret portant homologation des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage de terrains militaires formant les zones de fortification de diverses places de guerre. (XII, B. DCCLVI, n. 12,916.)

---

29 JANVIER = 12 MARS 1883. — Décret portant homologation des plans de délimitation et des procès-verbaux de bornage de zones de servitudes et de polygones exceptionnels de diverses places de guerre. (XII, B. DCCLVI, n. 12,917.)

---

8 FÉVRIER = 12 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la construction d'une caserne de douane à Saint-Nazaire. (XII, B. DCCLVI, n. 12,918.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La somme de 119,665 f. 01, non employée sur le crédit de cent cinquante mille francs ouvert à titre de fonds de concours par le décret du 5 décembre 1882, sur le chap. 64 (*Matériel des douanes*) du budget de cet exercice, est et demeure annulée.

2. La même somme de 119,665 fr. 01 c. est reportée, au même titre et avec la même affectation, au chap. 72 (*Matériel des douanes*) du budget de l'exercice 1883, en augmentation du crédit de 446,596 fr. ouvert par la loi de finances du 29 décembre 1882.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales reportées à l'exercice 1883.

4. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

12 FÉVRIER = 12 MARS 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs de Limoges et du musée national *Adrien Dubouché*. (XII, B. DCCLVI, n. 12,919.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883 (2e section, chap. 6. — *Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 7,500 fr., applicable à l'école nationale des arts décoratifs de Limoges et au musée national Adrien Dubouché.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales ré-

sultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

12 FÉVRIER = 12 MARS 1883. — Décret qui ouvre au budget du ministre des finances pour l'exercice 1880 deux nouveaux chapitres, destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos. (XII, B. DCCLVI, n. 12,920.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au budget du ministère des finances pour l'exercice 1880 deux nouveaux chapitres, destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos. Ces chapitres seront intitulés : *Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos. Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.*

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant, d'après le tableau ci-annexé, à la somme de 692,177 fr. 47, sont, en conséquence, déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice 1880 pour les rentes viagères et les pensions, et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent : Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos, 174,004 fr. 14 ; Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos, 518,173 fr. 33; total, 692,177 fr. 47.

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances pour le service des rentes viagères et des pensions pendant l'année 1880, une somme de 692,177 fr. 47 est transportée aux deux chapitres ci-dessus et annulée aux chapitres suivants : Rentes viagères d'ancienne origine, 501 fr. 38 ; rentes viagères pour la vieillesse, 173,502 fr. 76 ; pensions civiles (loi du 22 août 1790), 12,164 fr. 11; pensions à titre de récompense nationale, 56 fr. 94 ; pensions militaires, 225,261 fr. 73 ; pensions de donataires dépossédés, 13,268 fr. 91 ; pensions civiles (loi du 9 juin 1853), 265,327 fr. 93 ; pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du roi Louis-Philippe, 626 fr. 80 ; anciens dotataires du Mont-de-Milan (décret du 18 décembre 1861), 1,466 fr. 91. Total : 692,177 fr. 47.

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1880.

5. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

13 = 14 FÉVRIER 1883. — Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Ardèche, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur. (XII, B. DCCLVI, n. 12,921.)

---

13 = 14 FÉVRIER 1883. — Décret qui convoque le collège électoral de la 1re circonscription du 20e arrondissement de la ville de Paris à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCLVI, n. 12,922.)

---

16 FÉVRIER = 12 MARS 1883. — Décret qui ouvre à Montbéliard un bureau de garantie pour l'essai et la marque des ouvrages d'or et d'argent. (XII, B. DCCLVI, n. 12,923.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Un bureau de garantie pour l'essai et la marque des ouvrages d'or et d'argent est ouvert à Montbéliard, département du Doubs.

2. La circonscription de ce bureau comprendra les arrondissements de Montbéliard, département du Doubs, de Lure, département de la Haute-Saône, et le territoire de Belfort, qui cesseront ainsi d'appartenir au bureau de garantie de Besançon.

3. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

19 = 20 FÉVRIER 1883. — Décrets qui convoquent les collèges électoraux des arrondissements de Figeac et de Nogent-sur-Seine, à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCLVI, n. 12,924, 12,925.)

---

27 = 28 FÉVRIER 1883. — Décrets qui nomment M. Noirot sous-secrétaire d'Etat au ministère de la justice et des cultes; M. Margue sous-secrétaire d'Etat au mi-

nistère de l'intérieur; M. Labuze sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances; M. Durand sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts; M. Baïhaut sous-secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics. (XII, B. DCCLVI, n. 12,926 à 12,930.)

---

13 JANVIER = 20 MARS 1883. — Décret relatif aux carrières de toute nature ouvertes ou à ouvrir dans le département du Loiret. (XII, B. S. MCCCCXLI, n. 18,664.)

---

27 = 28 DÉCEMBRE 1882. — Loi qui approuve la convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et la Grande-Bretagne. (XII, B. DCCLVII, n. 12,935.)

Art. 1er. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention pour l'échange des mandats de poste conclue, le 8 décembre 1882, entre la France et la Grande-Bretagne, et dont une copie authentique demeure annexée à la présente loi.

2. Le droit à percevoir, en France, en Algérie et dans tous les bureaux de poste français, pour les envois de fonds, au moyen de mandats de poste, à destination du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, est fixé à 10 cent. par 10 fr. Toute fraction de 10 fr. sera également passible d'un droit de 10 cent.

---

12 = 13 JANVIER 1883. — Décret portant promulgation de la convention pour l'échange des mandats de poste conclue, le 8 décembre 1882, entre la France et la Grande-Bretagne. (XII, B. DCCLVII, n. 12,936.)

Le Président de la République, sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention pour l'échange des mandats de poste conclue, le 8 décembre 1882, entre la France et la Grande-Bretagne, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris le 12 janvier 1883, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Président de la République française et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, animés du désir de faciliter les envois d'argent d'un pays à l'autre à l'aide de mandats postaux, ont résolu de signer dans ce but une convention, et, à cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : le Président de la République française, M. Eugène Duclerc, sénateur, président du conseil, ministre des affaires étrangères, etc., etc.; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Richard Bickerton Pemell, vicomte Lyons, pair du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, chevalier grand-croix du très honorable ordre du Bain, chevalier grand-croix de l'ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, membre du très honorable conseil privé de Sa Majesté Britannique et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sadite Majesté auprès du gouvernement de la République française, etc., etc.; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1er. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste tant de la France et de l'Algérie pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande que du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour la France et l'Algérie. Ces envois s'effectueront au moyen de mandats tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes britanniques, et *vice versa*. Le maximum de chaque mandat est fixé à 252 fr. ou 10 livres sterling. Est réservée à chacun des deux pays contractants la faculté de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant de l'autre pays.

2. Il sera perçu, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, une taxe qui sera déterminée par l'administration du pays d'origine et qui sera à la charge de l'expéditeur des fonds. Les mandats émis de part et d'autre et les acquits donnés sur ces mandats ne

pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à une taxe ou à un droit quelconque à la charge des destinataires des fonds.

3. L'administration qui délivrera les mandats tiendra compte à l'administration qui les paiera d'un droit de 1/2 0/0 du montant total des mandats payés.

4. Le montant des mandats sera versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en monnaie d'or ou en toute autre monnaie légale de même valeur courante. Toutefois, au cas où, dans l'un des deux pays, circulerait un papier-monnaie ayant cours légal, mais d'une valeur inférieure à celle de l'or, l'administration de ce pays aurait la faculté de le recevoir et de l'employer elle-même dans ses rapports avec le public, sous réserve de tenir compte de la différence de cours.

5. Les bases de la conversion de la monnaie française en monnaie britannique et de la monnaie britannique en monnaie française, pour l'émission et le paiement des mandats, seront fixées, d'un commun accord, entre les administrations des postes des deux pays, et pourront être modifiées par elles toutes les fois qu'elles en reconnaîtront la nécessité.

6. L'administration des postes de France et l'administration des postes britanniques dresseront, aux époques qui seront fixées par elles, d'un commun accord, des comptes sur lesquels seront récapitulées les sommes payées par leurs bureaux respectifs, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés en monnaie de France par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les délais dont les deux administrations conviendront. En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai jusqu'au jour de l'envoi de la somme due. Ces intérêts seront calculés à raison de 5 0/0 l'an et devront être portés au débit de l'administration retardataire, sur le compte suivant.

7. Les sommes encaissées par chacune des administrations en échange des mandats dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'origine seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

8. Les deux administrations désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux autorisés à délivrer et à payer les mandats. Elles régleront, d'un commun accord, la forme et le mode de transmission des mandats, la forme et les époques de règlement des comptes, et toutes autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention. Il est entendu que les dispositions prises en vertu du présent article pourront être modifiées, d'un commun accord, par les deux administrations, lorsqu'elles le jugeront nécessaire.

9. Chacune des deux administrations pourra, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, à condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'autre administration.

10. La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des postes des deux pays, après que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats. Elle remplacera, à partir de ce jour, la convention du 30 avril 1870 et demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. Pendant cette dernière année, la convention continuera d'avoir sa pleine et entière exécution, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes, après l'expiration dudit terme.

11. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 8 décembre 1882.

Signé E. DUCLERC. *Signé* LYONS

2. Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le ministre des postes et des télégraphes sont chargés, etc.

---

27 = 28 DÉCEMBRE 1882. — Loi qui approuve le tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et l'Autriche-Hongrie. (XII, B. DCCLVII, n. 12,937.)

Article unique. Le Président de la République française est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire appliquer les taxes télégraphiques telles qu'elles résultent de l'arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et l'Autriche-Hongrie, dont une copie authentique demeure annexée à la présente loi.

---

24 = 25 JANVIER 1883. — Décret portant promulgation de la déclaration relative au tarif télégraphique entre la France et l'Autriche-Hongrie signée à Paris le 3 novembre 1882. (XII, B. DCCLVII, n. 12,938.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, président du conseil, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la déclaration relative au tarif télégraphique signée, le 3 novembre 1882, entre la France et l'Autriche-Hongrie, ladite déclaration, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

DÉCLARATION.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale l'Empereur d'Autriche et Roi apostolique de Hongrie, désirant faciliter les relations télégraphiques : 1° entre la France, d'une part, la Roumanie, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie et le Monténégro, d'autre part; 2° entre l'Autriche-Hongrie, d'une part, l'Espagne et le Portugal, d'autre part, et usant de la faculté qui leur est laissée par l'art. 17 de la convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Pétersbourg, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1er. Sont modifiées ainsi qu'il suit les taxes inscrites aux tableaux des taxes télégraphiques arrêtés par la conférence de Londres le 28 juillet 1879 : 1° la taxe du transit austro-hongrois pour les correspondances échangées entre la France, d'une part, la Roumanie, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie et le Monténégro, d'autre part, est réduite à 8 cent. par mot. 2° La taxe française de transit pour les correspondances échangées entre l'Autriche-Hongrie, d'une part, et l'Espagne et le Portugal, d'autre part, est réduite à 10 cent. par mot. 3° La taxe française terminale pour les correspondances échangées entre la France et la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie et le Monténégro, est réduite à 11 c. par mot.

2. Les taxes nouvelles établies par la présente déclaration seront purement et simplement substituées aux taxes qui figurent aux tableaux arrêtés à Londres le 28 juillet 1879.

3. Le présent arrangement sera mis à exécution à partir de l'époque qui sera fixée de concert entre les deux administrations; il demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite par l'une des parties contractantes.

En foi de quoi les soussignés, savoir : le ministre des postes et des télégraphes de la République française, et l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale l'Empereur d'Autriche et Roi apostolique de Hongrie près le gouvernement de la République française, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 3 novembre 1882. *Signé* AD. COCHERY. *Signé* WIMPFFEN.

2. Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le ministre des postes et des télégraphes, sont chargés, etc.

---

27 = 28 DÉCEMBRE 1882. — Loi qui approuve le tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et la Roumanie. (XII, B. DCCLVII, n. 12,939.)

Article unique. Le Président de la

République française est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire appliquer les taxes télégraphiques telles qu'elles résultent de l'arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et la Roumanie, dont une copie authentique demeure annexée à la présente loi.

---

24 = 25 JANVIER 1883. — Décret portant promulgation de la déclaration relative au tarif télégraphique entre la France et la Roumanie, signée à Paris le 3 novembre 1882. (XII, B. DCCLVII, n. 12,940.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, président du conseil, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la déclaration relative au tarif télégraphique signée, le 3 novembre 1882, entre la France et la Roumanie, ladite déclaration, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

DÉCLARATION.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie, désirant faciliter les relations télégraphiques entre la France et la Roumanie, et usant de la faculté qui leur est accordée par l'art. 17 de la convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Pétersbourg, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1er. La taxe des télégrammes ordinaires échangés entre la France et la Roumanie par la voie directe est fixée uniformément à 35 cent. par mot, sans aucune surtaxe.

2. Chacune des deux administrations conserve le montant des taxes qu'elle a encaissées, y compris les taxes accessoires de toute nature, les taxes des réponses payées et des télégrammes urgents. La France fait à la Roumanie une bonification à raison de 6 cent. par mot pour tous les télégrammes partant de France et paie les intermédiaires pour ces mêmes dépêches. La Roumanie bonifie à la France 12 cent. par mot pour tous les télégrammes partant de Roumanie et paie les intermédiaires pour ces mêmes dépêches. Ces bonifications peuvent être réglées, d'un commun accord, en appliquant, des moyennes établies contradictoirement.

3. Les dispositions qui précèdent sont applicables aux correspondances échangées entre la Roumanie et l'Algérie ou la Tunisie par la voie des câbles atterrissant en France. Il sera toutefois perçu pour ces correspondances une taxe additionnelle de 10 c. par mot, exclusivement attribuée à la France.

4. Les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe, sur la demande de l'expéditeur, seront soumis aux taxes et aux dispositions de la convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Pétersbourg, ainsi qu'à celle du règlement de service international, avec tarifs annexes, signée, le 28 juillet 1879, à Londres.

5. Les dispositions de la convention internationale en vigueur seront applicables aux relations entre la France et la Roumanie, dans tout ce qui n'est pas réglé par les articles ci-dessus.

6. La présente déclaration, destinée à entrer en vigueur à une date qui sera déterminée d'accord entre les deux administrations, formera, avec la convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg et le règlement de service, l'ensemble des dispositions qui devront être observées dans les relations télégraphiques entre la France et la Roumanie. Elle demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite par l'une des parties contractantes.

En foi de quoi les soussignés, savoir : le ministre des postes et des télégraphes de la République française, et M. C. F. Robesco, directeur général des postes et des télégraphes de Roumanie, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 3 novembre 1882. *Signé* AD. COCHERY. *Signé* C. F. ROBESCO.

2. Le président du conseil, mi-

nistre des affaires étrangères, et le ministre des postes et des télégraphes sont chargés, etc.

---

2 JANVIER = 28 MARS 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord. (XII, B. DCCLVII, n. 12,941.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie du chemin de fer du Nord, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes d'Ermont à Argenteuil; de Paris à la frontière par Lille et Valenciennes; de Paris à Creil par Chantilly; de Creil à Beauvais; d'Amiens à Boulogne; des Houillères du Pas-de-Calais; de Lille à Calais et à Dunkerque; de Lille à Tournai; de Creil à Saint-Quentin; de Saint-Quentin à Erquelines; de Tergnier à Laon; de Busigny à Somain; de Valenciennes à Aulnoye; réseau.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 200 millions de francs ouvert, conformément aux art. 9 de la convention du 22 mai 1869 et 10 de la convention du 30 décembre 1875, pour travaux complémentaires de l'ancien réseau, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

2 JANVIER = 28 MARS 1883. — Décret qui modifie celui du 24 décembre 1881 relatif à l'organisation du corps des mines. (XII, B. DCCLVII, n. 12,942.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre des travaux publics; vu l'art. 39 du décret du 24 décembre 1851 portant organisation du corps des mines; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Les trois premiers élèves sortant annuellement des écoles des maîtres mineurs d'Alais et de Douai, qui satisfont d'ailleurs à la condition d'âge fixée au premier paragraphe de l'art. 35 du décret du 24 décembre 1851, peuvent être nommés directement à l'emploi de gardes-mines de quatrième classe, sans subir l'examen prescrit par l'art. 38 du même décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

6 JANVIER = 28 MARS 1883. — Décret portant que le collège de Laon est déclaré lycée national. (XII, B. DCCLVII, n. 12,943.)

---

9 = 10 JANVIER 1883. — Décret qui modifie celui du 29 juillet 1881 relatif à l'organisation des écoles normales. (XII, B. DCCLVII, n. 12,944.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts; vu la loi du 28 mars 1882; vu la loi de finances du 29 décembre 1882; le conseil supérieur de l'instruction publique entendu, décrète :

Art. 1er. Les art. 7 et 31 du décret du 29 juillet 1881 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 7. L'enseignement dans les écoles normales primaires soit d'instituteurs, soit d'institutrices, comprend : 1° l'instruction morale et civique; 2° la lecture; 3° l'écriture; 4° la langue et les éléments de la littérature française; 5° l'histoire et particulièrement l'histoire de France jusqu'à nos jours; 6° la géographie et particulièrement celle de la France; 7° le calcul, le système métrique, l'arithmétique appliquée aux opérations pratiques, des notions de calcul algébrique, des notions de tenue des livres; 8° la géométrie, l'arpentage et le nivellement (pour les élèves-maîtres seulement); 9° les éléments des sciences physiques, avec leurs principales applications; 10° les éléments des sciences naturelles, avec leurs principales applications; 11° l'agriculture (pour les élèves-maîtres), l'économie domestique (pour les élèves-maîtresses), l'horticulture; 12° le dessin; 13° le chant; 14° la gymnastique et (pour les élèves-maîtres) les exercices militaires; 15° les travaux manuels (pour les élèves-maîtres), les travaux à l'aiguille (pour les élèves-maîtresses); 16° la pédagogie; 17° à titre facultatif, l'étude d'une ou plu-

sieurs langues vivantes; l'étude de la musique instrumentale peut être autorisée par le recteur, sur la proposition du directeur. Le recteur peut aussi accorder aux élèves, à titre temporaire, l'autorisation de suivre des cours accessoires faits soit dans l'école, soit au dehors.

Un arrêté ministériel pris en conseil supérieur déterminera, d'une manière générale, l'emploi du temps, les programmes d'enseignement des diverses matières, ainsi que le nombre d'heures assigné à chacune d'elles. La répartition des heures de cours est faite par le directeur, sous l'approbation du recteur.

Art. 31. Les élèves auront toute facilité pour suivre les pratiques de leur culte. Dans les écoles normales d'institutrices, les élèves-maîtresses seront, sur leur demande, conduites aux offices.

2. L'art. 20 dudit décret est supprimé.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé, etc.

---

10 JANVIER = 28 MARS 1883. — Décret qui crée un lycée national de jeunes filles à Lyon. (XII, B. DCCLVII, n. 12,945.)

---

15 JANVIER = 28 MARS 1883. — Décret portant que l'Etat est substitué au département d'Oran en ce qui concerne la garantie d'intérêt du chemin de fer de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès. (XII, B. DCCLVII, n. 12,946.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. A partir du 22 août 1881, l'État est substitué purement et simplement dans les droits et obligations qui résultent pour le département d'Oran de la convention susvisée relative au chemin de fer de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès. Le département est dégagé de toute garantie d'intérêt au sujet dudit chemin de fer, le règlement de cette garantie entre l'Etat et la compagnie résultant de l'art. 9 ci-dessus visé de la convention annexée à la loi du 22 août 1881.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

18 JANVIER = 28 MARS 1883. — Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Loire, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLVII, n. 12,947.)

---

22 JANVIER = 28 MARS 1883. — Décret qui fixe le traitement du juge de paix de Saint-Pierre, canton du Fort (Martinique). (XII, B. DCCLVII, n. 12,948.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le traitement du juge de paix de Saint-Pierre (canton du Fort), à la Martinique, est porté à 6,000 fr. à compter du 1er janvier 1883.

2. Les dispositions du décret du 17 janvier 1863 relatives au traitement d'Europe et à la parité d'office sont maintenues.

3. Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, etc.

---

22 JANVIER = 28 MARS 1883. — Décret qui rend applicable à la Guadeloupe la loi des 8 mars, 12 avril et 24 juin 1851 concernant les monts-de-piété. (XII, B. DCCLVII, n. 12,949.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La loi des 8 mars, 12 avril et 24 juin 1851 concernant les monts-de-piété est promulguée dans la colonie de la Guadeloupe.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

23 JANVIER = 28 MARS 1883. — Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département du Nord, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLVII, n. 12,950.)

---

25 JANVIER = 28 MARS 1883. — Décret qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage ou charronnage flottés, pendant l'exercice 1883. (*Approvisionnement de Paris.*) (XII, B. DCCLVII, n. 12,951.)

---

4 = 5 et 6 JANVIER 1883. — Lois qui autorisent les départements de Meurthe-et-Moselle et de Tarn-et-Garonne à contracter des emprunts et à s'imposer ex-

traordinairement. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,954, 12,955.)

---

4 = 5 JANVIER 1883. — Loi qui distrait une portion de territoire de la commune de Longecombe et la rattache à la commune de Chaley (Ain). (XII, B. DCCLVIII, n. 12,956.)

---

5 = 6 JANVIER 1883. — Lois qui autorisent les départements de la Charente-Inférieure, d'Ille-et-Vilaine, de la Haute-Loire et de Tarn-et-Garonne et la ville de Boulogne-sur-Mer à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,957 à 12,961.)

---

22 JANVIER = 30 MARS 1883. — Décret qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour l'exploitation provisoire de la ligne de Bonson à Saint-Bonnet-le-Château. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,962.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète:

Art. 1er. Est approuvée la convention susvisée passée, le 19 janvier 1883, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour l'exploitation provisoire de la ligne de Bonson à Saint-Bonnet-le-Château. Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

29 JANVIER = 30 MARS 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,963.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, conformément aux indications générales du projet présenté par elle le 19 avril 1882, pour l'établissement d'une voie de garage de 500 mètres de longueur utile à la station de Pezens (ligne de Bordeaux à Cette), avec un détail estimatif montant à 59,248 fr. Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront imputées sur le compte de 57 millions de francs ouvert, conformément à l'art. 9 de la convention du 14 décembre 1875, pour travaux complémentaires de l'ancien réseau, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

31 JANVIER = 30 MARS 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée en 1881 pour la reconstruction du pont au Double, à Paris. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,964.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée à la deuxième section du budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1883 (chap. 39. — *Construction de ponts*), une somme de 100,000 fr., applicable aux travaux de reconstruction du pont au Double, à Paris, et non employée sur les crédits ouverts pour l'emploi de fonds de concours au chapitre correspondant de l'exercice 1881.

2. Pareille somme de 100,000 fr. est annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1881 (deuxième section, chap. 38. — *Construction de ponts*).

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'art. 1er au moyen des sommes versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Paris.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

8 FÉVRIER = 30 MARS 1883. — Décret qui réduit à une zone unique les servitudes de la place de Concarneau. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,965.)

---

9 = 10 FÉVRIER 1883. — Décret qui convoque le collège électoral de la Martinique, à l'effet d'élire un sénateur. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,966.)

---

9 FÉVRIER = 30 MARS 1883. — Décret concernant les intérimaires destinés à rem-

placer des magistrats aux colonies. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,967.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Dans les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, les intérimaires appelés, en cas d'empêchement, à remplacer des magistrats, pourront être dispensés des conditions d'âge et de capacité exigées des titulaires.

2. Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, etc.

---

10 FÉVRIER = 30 MARS 1883. — Décret qui transfère à Canala le siège de la justice de paix de Bourail. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,968.)

Le Président de la République, etc., décrète :

Art. 1er. Le siège de la justice de paix de Bourail est transféré à Canala. Le juge de paix de Canala tiendra une fois tous les deux mois une audience foraine à Bourail.

2. Sont abrogées les dispositions des art. 1er et 5 du décret du 28 février 1882 en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

3. Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, etc.

---

12 FÉVRIER = 30 MARS 1883. — Décrets qui rectifient, en ce qui concerne les départements de l'Ardèche, du Nord et de Seine-et-Oise, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,969 à 12,971.)

---

12 FÉVRIER = 30 MARS 1883. — Décret qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Chagny (Saône-et-Loire.) (XII, B. DCCLVIII, n. 12,972.)

---

16 FÉVRIER = 30 MARS 1883. — Décret qui rejette le recours pour abus formé par les sieurs *Poggi* et consorts. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,973.)

Le Président de la République, sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts; vu le recours formé, le 9 octobre 1882, par les sieurs Charles-Antoine Poggi et consorts, tendant à ce qu'il plaise au conseil d'Etat déclarer qu'il y a abus dans l'arrêté par lequel le maire d'Eccica-Suarella, arrondissement d'Ajaccio (Corse), a interdit dans cette commune la procession de la Fête-Dieu; ledit recours enregistré au secrétariat général du conseil d'Etat le 14 novembre dernier; vu l'arrêté du maire d'Eccica-Suarella en date du 9 juin 1882; vu le jugement rendu, le 11 juillet suivant, par le tribunal de simple police du canton de Bastelica; ledit jugement accordant aux parties défenderesses un délai de trois mois pour saisir le conseil d'Etat de l'exception d'abus; vu le rapport du ministre de l'intérieur et des cultes; vu les art. 7 et 8 de la loi du 18 germinal an 10; ensemble les pièces du dossier; considérant qu'aux termes de l'art. 1er de la convention du 26 messidor an 9, l'exercice public du culte catholique n'a été autorisé en France qu'à la condition, par ses ministres, de se conformer aux règlements de police que le gouvernement juge nécessaires pour la tranquillité publique; que les maires ont le droit de défendre les processions extérieures partout où l'exigent la sécurité publique ou les besoins de la circulation; qu'en interdisant la procession de la Fête-Dieu, le maire d'Eccica-Suarella n'a eu d'autre but que de prévenir des désordres; qu'il n'a point porté atteinte à l'exercice du culte catholique, tel qu'il est autorisé en France; qu'en conséquence il n'y a pas abus dans l'arrêté municipal du 9 juin 1882; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Le recours formé par les sieurs Poggi et consorts est rejeté.

2. Le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, etc.

---

16 FÉVRIER = 30 MARS 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour secours aux victimes des inondations. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,974.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1^er^. Il est ouvert au ministre de l'intérieur et des cultes (première section. — *Services du ministère de l'intérieur*), sur l'exercice 1882, chapitre 66, un crédit de 2,065 fr. 61, applicable aux secours aux victimes des inondations en 1882.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant du versement fait au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

21 FÉVRIER = 30 MARS 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les frais d'alimentation d'eau de l'orphelinat Saint-Philippe. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,975.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1^er^. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de 1882 (deuxième section, chap. 24. — *Entretien et grosses réparations des eaux de Versailles et de Marly*), un crédit de 50,000 fr., applicable aux frais d'alimentation d'eau de l'orphelinat Saint-Philippe.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

2 = 30 MARS 1883. — Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,976.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1^er^. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit de 72,335 fr. 83, applicable au chap. 42 *bis* (nouveau) (*Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie*).

2. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours provenant des soultes de rachat du séquestre.

3. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

2 = 30 MARS 1883. — Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie. (XII, B. DCCLVIII, n. 12,977.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1^er^. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1882, un crédit de 68,014 fr. 72, applicable au chap. 77 *déciès* (*Liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie*).

2. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources versées au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

9 = 11 MARS 1883. — Loi qui modifie celle du 10 janvier 1883 concernant les crédits extraordinaires ouverts sur l'exercice 1883 pour subvenir aux dépenses de la mission de M. *Savorgnan de Brazza*. (XII, B. DCCLIX, n. 12,985.)

Article unique. Le crédit ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883 (deuxième section. — *Service colonial*), par la loi du 10 janvier dernier, et libellé : *Chap.* 15. — *Entretien d'un transport (type Vienne) pour la mission de M. de Brazza dans l'Ouest africain*, sera classé, au même budget, sous le titre de : *Chap.* 15. — *Mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain. (Achat et entretien d'un navire à vapeur, dépenses d'affrétement et de transport.)*

---

9 = 11 MARS 1883. — Loi qui, 1° annule des crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies sur les exercices 1881 et 1882; 2° ouvre, sur l'exercice 1883, un crédit applicable à la construction d'un

chemin de fer au Sénégal. (XII, B. DCCLIX, n. 12,986.)

Art. 1er. Sur les crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, par la loi de finances du 26 février 1881, une somme de 1,281,300 fr. est et demeure annulée au chap. 6 (*Chemin de fer du Sénégal*).

2. Sur les crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, par les lois de finances des 22 mars et 4 avril 1882, une somme de 770,000 fr. est et demeure annulée au chap. 6 (*Chemin de fer du Sénégal*).

3. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 (chap. 6. — *Chemin de fer du Sénégal*), un crédit montant à la somme de 2,051,300 fr.

4. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'article précédent, savoir: 1° jusqu'à concurrence de 1,281,300 fr. au moyen des ressources affectées au crédit annulé par l'art. 1er ci-dessus (*Produit de la consolidation de la dette flottante. — Exercice* 1881); 2° jusqu'à concurrence de 770,000 fr. au moyen des ressources affectées au crédit annulé par l'art. 2 ci-dessus (*Produit de la consolidation de la dette flottante. — Exercice* 1882). Total des ressources égales aux crédits, 2,051,300 fr.

---

16 = 17 MARS 1883. — Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit extraordinaire pour l'acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux. (XII, B. DCCLIX, n. 12,987.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, au delà des crédits accordés par la loi de finances du 29 juillet 1881, un crédit extraordinaire de 500,000 fr., qui sera classé à la deuxième section (*Beaux-arts*) et inscrit à un chapitre distinct, libellé : *N° 61. — Acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux.*

2. Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen d'un prélèvement de pareille somme sur le reliquat des fonds de la souscription nationale d'encouragement aux beaux-arts et à l'industrie, laquelle somme sera portée en recette aux produits divers du budget ordinaire de l'exercice 1882.

---

23 JANVIER = 7 AVRIL 1883. — Décret qui crée un polygone exceptionnel dans les zones de servitudes de la citadelle de Langres. (XII, B. DCCLIX, n. 12,988.)

---

29 JANVIER = 7 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour le déplacement du quartier de Bonne, à Grenoble. (XII, B. DCCLIX, n. 12,989.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883 (chap. 20 *ter*), un crédit de la somme de 500,000 fr., applicable aux travaux militaires ci-après : BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1883. — Chap. 20 *ter*. Grenoble. Déplacement du quartier de Bonne, 500,000 fr.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources versées au trésor par la ville ci-dessus désignée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

29 JANVIER = 7 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la location du magasin d'habillement et de campement, à Montpellier. (XII, B. DCCLIX, n. 12,990.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1882 (chap. 12) un crédit de 2,000 fr., représentant le montant des versements effectués au trésor par la ville de Montpellier pour sa part contributive dans le paiement des frais de location, pendant l'année 1882, d'un immeuble servant de magasin central de l'habillement et du campement.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen du versement effectué au trésor par la ville ci-dessus mentionnée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

29 JANVIER = 7 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la réorganisation du casernement à Rouen. (XII, B. DCCLIX, n. 12,991.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 (chap. 2), un crédit de la somme de 170,000 fr., applicable aux travaux militaires ci-après : BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES DE L'EXERCICE 1883. — Chap. 2. Génie. — Rouen. Réorganisation du casernement, 170,000 fr.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources versées au trésor par la ville ci-dessus désignée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

29 JANVIER = 7 AVRIL 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883. (XII, B. DCCLIX, n. 12,992.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 107 millions de francs ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880, par la loi du 23 mars 1880 (chap. 1er et 3), crédit porté à 158 millions de francs par le report de 1879 à 1880 d'une somme de 51 millions de francs, suivant décret du 26 janvier 1880, puis réduit à 57,237,234 fr. 38 par le report de 1880 à 1881 d'une somme de 100 millions 762,765 fr. 62, suivant décrets des 11 janvier 1881, 15 février et 20 novembre 1882 et 13 janvier 1883, un nouveau report à l'exercice 1881 est autorisé jusqu'à concurrence d'une somme de 751,943 fr. 48, répartie comme suit : BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES DE L'EXERCICE 1881. — Chap. 1er. Artillerie, 241,207 fr. 08. Chap. 3. Subsistances, 510,736 fr. 40. Total égal, 751,943 fr. 48.

2. Une somme de 751,943 fr. 48 est annulée au budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880 (chap. 1er et 3).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des ressources affectées au budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

29 JANVIER = 7 AVRIL 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur les exercices antérieurs du compte de liquidation. (XII, B. DCCLIX, n. 12,993.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 105 millions 316,800 fr. 73, reporté des exercices 1877, 1878 et 1879 à l'exercice 1880 du compte de liquidation des charges de la guerre (chap. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9 et 10), suivant décrets susvisés, crédit réduit à 52,349,796 fr. 55 c., par le report de 1880 à l'exercice 1881 d'une somme de 52 millions 967,007 fr. 18, suivant décrets également susvisés, un dernier report à l'exercice 1881 dudit compte est autorisé jusqu'à concurrence d'une somme de 1,034,636 fr. 56, répartie comme suit : COMPTE DE LIQUIDATION DES CHARGES DE LA GUERRE DE L'EXERCICE 1881. — Chap. 1er. Artillerie, 1,034,573 fr. 50. Chap. 4. Hôpitaux, 52 fr. 21. Chap. 8. Dépôt de la guerre, 10 fr. 85. Total égal, 1,034,636 fr. 56.

2. Une somme de 1,034,636 fr. 56 est annulée au compte de liquidation de l'exercice 1880 (chap. 1, 4 et 8).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des ressources spéciales affectées au compte de liquidation de l'exercice 1881.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

29 JANVIER = 7 AVRIL 1883. — Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la défense de la rive droite de la Garonne au lieu dit *la Pomme* (Tarn-et-Garonne). (XII, B. DCCLIX, n. 12,994.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour la défense de la rive droite de la Garonne au lieu dit la Pomme, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet ci-dessus visé des 20-24 juin 1882 et à l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 17 juillet 1882.

2. Il est pris acte des engagements contractés tant par le conseil général du département de Tarn-et-Garonne, dans sa délibération susvisée du 26 août 1882, que par neuf propriétaires intéressés, dans leur déclaration du 2 juin 1882, également susvisée.

3. La part restant à la charge de l'Etat sur la dépense totale, évaluée au chiffre de 170,000 fr., sera imputée sur les crédits inscrits au budget ordinaire du ministère des travaux publics pour l'amélioration des rivières.

4. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

7 = 8 FÉVRIER 1883. — Décret qui autorise la cession faite par les sieurs *Mundel* et compagnie à la société des chemins de fer à voie étroite de Saint-Etienne à Firminy, Rive-de-Gier et extensions, des deux réseaux de tramways de Rive-de-Gier à Saint-Etienne et de Saint-Etienne à Firminy. (XII, B. DCCLIX, n. 12,995.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est autorisée la cession faite, par les sieurs Mundel et compagnie, à la société anonyme dite Compagnie des chemins de fer à voie étroite de Saint-Etienne, Firminy, Rive-de-Gier et extensions, des réseaux de tramways de Rive-de-Gier à Saint-Etienne et de Saint-Etienne à Firminy, dont ils sont concessionnaires.

2. Est approuvée la délibération en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil municipal de Saint-Etienne a accepté la cession faite par lesdits sieurs Mundel et compagnie, à la société susdénommée, du réseau de tramways de Saint-Etienne et de sa banlieue, dont ils sont rétrocessionnaires.

3. La compagnie susindiquée devra se renfermer dans l'objet des deux concessions rétrocédées par les sieurs Mundel et compagnie. En cas d'inobservation de cette condition, elle encourra la déchéance.

4. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

8 FÉVRIER = 7 AVRIL 1883. — Décret portant que l'école nationale des mines prendra désormais le titre d'*Ecole nationale supérieure des mines*. (XII, B. DCCLIX, n. 12,996.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'école nationale des mines prendra le titre d'Ecole nationale supérieure des mines.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

14 FÉVRIER = 7 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Ecully. (XII, B. DCCLIX, n. 12,997.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1882, un crédit de 13,320 fr., applicable comme suit : BUDGET ORDINAIRE. — Chap. 6. Enseignement professionnel de l'agriculture, 13,320 fr.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen du versement effectué au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

21 FÉVRIER = 7 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges. (XII, B. DCCLIX, n. 12,998.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883 (deuxième section. *Beaux-arts*, chap. 6. — *Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 2,736 fr. 25, applicable aux dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

6 = 7 MARS 1883. — Décret qui rend applicable aux colonies la loi du 2 août 1882 pour la répression des outrages aux bonnes mœurs. (XII, B. DCCLIX, n. 12,999.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La loi du 2 août 1882 ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs est rendue applicable aux colonies françaises.

2. Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, etc.

---

6 = 7 MARS 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (XII, B. DCCLIX, n. 13,300.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Nevers à Saint-Germain-des-Fossés; de Roanne à Lyon par Saint-Etienne. Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 192 millions de francs ouvert, conformément à l'art. 8 de la convention du 3 juillet 1875, jusqu'à concurrence, d'une part, des sommes qui seront reconnues de nature à être portées à ce compte, et, d'autre part, des ressources disponibles sur ledit compte. En cas d'insuffisance de ces ressources, la présente autorisation d'imputation sera considérée comme nulle et non avenue pour les dépenses excédant les disponibilités, et la compagnie ne pourra s'en prévaloir comme d'un titre pour le prélèvement, avant tout partage des bénéfices, de l'intérêt et de l'amortissement de cet excédent de dépenses dans les conditions prévues par le paragraphe final de l'art. 7 de la convention précitée.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

6 MARS = 7 AVRIL 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne. (XII, B. DCCLIX, n. 13,001.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Bordeaux à Bayonne et de la Mothe à Arcachon; de Bordeaux à Bayonne; de Bordeaux à Cette. Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 57 millions de francs, etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

7 MARS = 7 AVRIL 1883. — Décret portant extension du polygone exceptionnel de la place de Prats-de-Mollo. (XII, B. DCCLIX, n. 13,002.)

---

8 MARS = 7 AVRIL 1883. — Décret qui affecte au service du département de la guerre un terrain domanial nécessaire pour l'agrandissement de la manutention militaire à Avignon. (XII, B. DCCLIX, n. 13,003.)

---

9 MARS = 7 AVRIL 1883. — Décret concernant les drogmans et les interprètes. (XII, B. DCCLIX, n. 13,004.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères; vu les décrets des 18 septembre 1880 (art. 2 et 3) et 31 mars 1882, décrète :

Art. 1er. Les cadres du personnel du drogmanat, pour les langues arabe, turque et persane, et de l'interprétariat, pour les langues chinoise, japonaise et siamoise, comprendront, à compter de ce jour : six drogmans et deux interprètes de première classe; douze drogmans et quatre interprètes de seconde classe. Tous les autres drogmans et interprètes continueront à être rangés dans la troisième classe.

2. Le ministre des affaires étrangères est chargé, etc.

---

10 MARS = 7 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Philippeville pour l'établissement de trottoirs. (XII, B. DCCLIX, n. 13,005.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1883 (première section, chap. 27. — *Travaux ordinaires en Algérie, routes nationales et ponts, grande voirie, etc.*, art. 1er. — *Routes nationales et ponts*), un crédit supplémentaire de 2,000 fr., applicable aux frais d'établissement de trottoirs dans la traversée de Saint-Antoine à Philippeville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Philippeville.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

13 = 15 MARS 1883. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 23 mars 1882 relative à la constitution de l'état civil des indigènes musulmans en Algérie. (XII, B. DCCLIX, n. 13,006.)

Le Président de la République, sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes; vu l'art. 22 de la loi du 23 mars 1882 relative à la constitution de l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie, qui dispose qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions de son exécution; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Les opérations relatives à la constitution de l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie seront entreprises dans la région du Tell algérien, tel qu'il est déterminé au plan annexé au décret du 20 février 1873, dans le délai de deux mois qui suivra la publication du présent règlement au Bulletin officiel des actes du gouvernement général de l'Algérie. Des arrêtés du gouverneur général fixent la date de l'ouverture des opérations dans chaque commune. Ces arrêtés sont insérés dans le Mobacher, affichés dans les communes où les opérations doivent avoir lieu et publiés sur tous les marchés. Les insertions, poses d'affiches et publications sont faites un mois au moins avant l'ouverture des opérations.

2. Les opérations seront étendues au dehors du Tell, aux époques qui seront ultérieurement déterminées, conformément à l'art. 22, § 2, de la loi, par des arrêtés du gouverneur général, insérés, publiés et affichés ainsi qu'il est prescrit à l'article précédent.

3. Dans le délai compris entre la publication des arrêtés et l'époque fixée pour l'ouverture des opérations, les préfets ou les généraux commandant les divisions désignent le commissaire chargé de procéder aux opérations pour chaque commune ou section de commune de leurs départements ou commandements administratifs. Les commissaires sont choisis parmi les officiers de l'état civil en fonctions dans chaque localité, ou, à leur défaut, des délégués spéciaux sont désignés à cet effet. Les commissaires ainsi désignés prennent le titre de commissaires de l'état civil. Il est adjoint à chacun d'eux un secrétaire.

4. Une commission centrale est constituée dans chaque département pour surveiller l'exécution de la loi. La composition de cette commission est fixée par arrêté du gouverneur général, qui désigne les membres appelés à en faire partie. Elle donne aux commissaires locaux les renseignements qui peuvent leur être utiles, sert d'intermédiaire entre les divers

commissaires locaux, et veille aux mesures propres à assurer l'exécution des art. 7, 8, 10, 15 de la loi.

5. Les commissaires de l'état civil requièrent tous dépositaires publics de mettre à leur disposition sans déplacement toutes feuilles de recensement, registres, pièces et renseignements utiles à l'accomplissement de leur mission, ainsi que les listes de propriétaires, les arbres généalogiques dressés dans les localités où la loi du 26 juillet 1873 a été appliquée. Ils établissent, au moyen des indications que contiennent ces documents et en les complétant par les déclarations des intéressés, les filiations de chaque famille ou de chaque individu isolé. Pour les familles, ils dressent, autant que possible, des arbres généalogiques.

6. Les commissaires de l'état civil dressent, au fur et à mesure, la liste des indigènes ayant déjà choisi ou reçu un nom en vertu de l'art. 17 de la loi du 26 juillet 1873. Lorsque des membres de la famille de l'indigène propriétaire d'un nom résident en dehors de la circonscription, l'indication du nom déjà choisi est transmise à la commission centrale, pour être notifiée en temps et lieu, conformément aux art. 11, 12, 13, 14, 15 et 19 du présent règlement.

7. Les commissaires de l'état civil dressent la liste des indigènes absents, en distinguant ceux dont l'absence est prévue au troisième paragraphe de l'art. 3, au troisième paragraphe de l'art. 7 et à l'art. 9 de la loi. Ils exécutent, à leur égard, les prescriptions desdits articles, en se conformant aux dispositions ci-après.

8. Les commissaires de l'état civil désignent ensuite, en se conformant aux prescriptions des art. 3 et 4 de la loi, les indigènes auxquels appartient le choix d'un nom patronymique.

9. Quand l'indigène auquel appartient, aux termes de la loi, le choix du nom patronymique, a déjà fait choix d'un nom ou l'a reçu en vertu des dispositions de l'art. 17 de la loi du 26 juillet 1873, il est tenu de le conserver. Quand un membre de la famille, autre que celui auquel appartient le choix du nom patronymique, a choisi ou reçu un nom en vertu du même article, les commissaires doivent inviter le membre chargé de faire le choix à conserver ce nom.

10. Quand l'indigène auquel appartient le choix est domicilié dans la commune, le commissaire le met en demeure de choisir un nom et le convoque dans ce but, à bref délai, par bulletin spécial remis à domicile. L'indigène qui ne se rend pas à la convocation est considéré comme refusant de faire le choix, et, conformément à l'art. 5 de la loi, il lui est donné un nom d'office.

11. Quand l'indigène auquel appartient le choix du nom patronymique est absent de son domicile, mais se trouve en Algérie en un lieu connu, il est mis en demeure, par l'officier de l'état civil ou l'administrateur, d'indiquer le nom qu'il entend choisir. Cette mise en demeure se fait au moyen d'une formule extraite d'un registre à souche, laquelle est transmise à l'intéressé par l'intermédiaire de la commission centrale et des autorités locales administratives. Si cette mise en demeure reste sans réponse, à l'expiration du délai d'un mois, le silence de l'intéressé équivaut au refus prévu à l'art. 5 de la loi. La formule transmise comprend deux parties, qui sont détachées : l'une est remise à l'indigène et constitue la mise en demeure; l'autre est conservée par l'autorité chargée de la mise en demeure, et renvoyée, à l'expiration du temps fixé, avec mention du nom choisi par l'indigène, ou de son refus, ou de son abstention.

12. Les chefs de corps, directeurs des hôpitaux ou hospices, directeurs des prisons, sur la demande du commissaire de recensement du dernier domicile de l'indigène, à eux transmise par l'intermédiaire de la commission centrale, remplissent à l'égard des indigènes placés sous leur autorité ou leur surveillance, lorsque ces indigènes sont investis par la loi du droit de choisir un nom patronymique, les fonctions dévolues par l'article précédent à l'officier de l'état civil ou de l'administrateur.

13. Lorsque les indigènes domiciliés dans la commune appartiennent

à une famille pour laquelle un indigène domicilié hors de la circonscription de recensement est en droit de choisir le nom patronymique, le commissaire adresse une liste de ces indigènes à la commission centrale, avec indication du nom de l'indigène qui doit choisir et de son domicile, ainsi que la formule prescrite par l'art. 11 ci-dessus. La commission centrale adresse ces pièces au commissaire opérant au domicile de l'indigène chargé de choisir, ou, si la circonscription n'est pas encore soumise au recensement, à l'autorité locale. Le commissaire ou l'autorité locale fait la mise en demeure au moyen de la formule transmise. Le délai imparti à l'indigène pour faire son choix est, en ce cas, de quinze jours seulement. A l'expiration du délai, le commissaire ou l'autorité locale renvoie, avec les pièces, à la commission centrale, la seconde partie de la formule précitée, complétée par la mention du nom choisi, du refus ou de l'abstention de l'indigène. Si l'indigène s'est abstenu ou a refusé de choisir, le commissaire lui désigne, d'office, un nom patronymique, conformément à l'art. 5 de la loi. La commission centrale renvoie les pièces au commissaire de l'état civil qui l'avait saisie.

14. Dans le cas prévu par l'article précédent, si le commissaire de l'état civil reconnaît qu'un des indigènes appartenant à la famille qui va être pourvue d'un nom patronymique a reçu un nom en vertu de la loi du 26 juillet 1873, il doit ajouter la mention de ce nom aux autres documents transmis à la commission centrale. L'autorité chargée de mettre en demeure l'indigène auquel appartient le choix doit inviter cet indigène à adopter ce nom, conformément à l'art. 9 du présent règlement.

15. Lorsque l'indigène chargé de choisir et mis en demeure, conformément à l'art. 13 du présent règlement, est absent de son domicile, mais réside dans un lieu connu, l'autorité locale chargée de la mise en demeure en informe la commission centrale en lui renvoyant les pièces. La commission centrale transmet alors ces pièces aux autorités du lieu de la résidence de fait de l'indigène chargé de choisir. Il est procédé pour le surplus conformément aux § 3, 4, 5 et 6 du même art. 13. Le délai accordé dans ce cas à l'indigène pour faire connaître son choix ne peut être moindre de quinze jours.

16. Quand l'indigène auquel appartient le choix du nom patronymique n'a ni résidence ni domicile connus, il est considéré comme absent de l'Algérie, et les dispositions du troisième paragraphe de l'art. 3 de la loi lui sont appliquées.

17. Quand l'indigène désigné pour faire choix d'un nom refuse d'accepter le nom patronymique déjà attribué à l'un des membres de sa famille en vertu de la loi du 26 juillet 1873, le nouveau nom choisi doit, conformément à l'art. 8, § 2, de la loi, être ajouté au nom déjà donné à l'indigène propriétaire. Le commissaire de l'état civil du domicile de l'indigène qui a fait choix d'un nom communique ce nom, par l'intermédiaire de la commission centrale, au commissaire de l'état civil du domicile de l'indigène propriétaire, et celui-ci prend les mesures nécessaires pour que l'addition de nom soit mentionnée tant sur les listes de recensement que sur les titres et registres indiqués au même art. 8, § 3.

18. Les commissaires de l'état civil dressent à mesure la liste de tous les indigènes pourvus d'un nom patronymique. Lorsque ces indigènes ont des parents domiciliés dans la circonscription de recensement, ces parents sont avisés, par les soins du commissaire de l'état civil, du choix qui a été fait pour eux et des obligations qu'il entraîne.

19. Lorsque des parents devant porter le même nom sont domiciliés hors de la circonscription, les commissaires locaux adressent une liste de ces parents et l'indication du nom choisi pour eux à la commission centrale. Celle-ci transmet ces renseignements au commissaire chargé du recensement dans la circonscription où sont domiciliés les parents auxquels le nom sera attribué. Ce commissaire inscrit les indigènes sous la dénomination indiquée, en mentionnant la circonscription où le nom a

été choisi. Si les parents auxquels le nom sera attribué résident en dehors des circonscriptions de recensement, les indications sont conservées par la commission centrale, qui les transmet, au fur et à mesure des opérations de recensement, dans les différentes communes.

20. Les noms actuels des indigènes, ceux de leurs ascendants et les noms patronymiques sont transcrits en français d'après les règles de transcription déterminées par arrêté du gouverneur général de l'Algérie en conseil de gouvernement. Ces mêmes noms sont inscrits en langue arabe au regard de la transcription française.

21. Les résultats des opérations ci-dessus décrites sont, dans chaque commune, consignés en français sur des registres matrices, en double expédition. Leur forme est arrêtée par le gouverneur général; ils doivent être disposés en colonnes imprimées et contenir, outre les indications énoncées dans le deuxième paragraphe de l'art. 2 de la loi, une colonne pour l'inscription des noms patronymiques. Une table alphabétique sera dressée à la fin de chaque registre.

22. Les commissaires de l'état civil établissent en même temps, mais sans les délivrer, une carte d'identité pour chaque inscrit. Ces cartes portent en français et en arabe : au recto, le numéro de référence au registre matrice, le nom patronymique de l'inscrit, son prénom et le nom de sa commune. Le prénom est toujours son nom personnel ancien. Au verso, son nom ancien, avec son surnom s'il en a un, et les noms de ses ascendants connus. Le surnom est séparé du nom de l'inscrit par le mot *dit*.

23. Les opérations terminées, les registres matrices, accompagnés des documents qui ont servi à leur établissement, sont déposés, ainsi que les cartes d'identité, au secrétariat de chaque mairie et restent, pendant un mois, à la disposition des intéressés, qui peuvent, en cas d'erreur ou d'omission, y faire telles contradictions ou formuler à l'encontre telles réclamations qu'ils jugeront nécessaires. Un registre destiné à l'inscription de ces contredits et réclamations, coté et parafé par le commissaire de l'état civil, est mis, en même temps, à la disposition du public. Ce dépôt est annoncé, conformément aux prescriptions de l'art. 11 de la loi, au moyen des insertions, affiches et publications mentionnées en l'art. 1er du présent règlement. Le délai d'un mois ci-dessus indiqué court à partir du jour de l'insertion de l'avis du dépôt au journal le Mobacher.

24. A l'expiration du délai prévu par l'art. 11 de la loi, les registres et autres pièces sont transmis au gouverneur général. Les opérations sont examinées, et il est statué dans les formes prévues par l'art. 13 de la loi. Ces rectifications opérées, le gouverneur général prononce, le conseil de gouvernement entendu, l'homologation du travail de recensement, sans préjudice des rectifications judiciaires qui pourraient être ordonnées, conformément au même art. 13, § 2. Les cartes d'identité, établies en vertu de l'art. 22 du présent règlement, sont rectifiées conformément aux décisions prises par le gouverneur, par les soins du commissaire de l'état civil. L'arrêté d'homologation est porté à la connaissance du public par un avis inséré, affiché et publié comme il a été dit à l'art. 1er ci-dessus. L'insertion de cet avis dans le journal le Mobacher fixe le point de départ des obligations et prohibitions indiquées dans les art. 14 et 16 de la loi.

25. Après l'accomplissement de ces formalités, les registres matrices, cartes d'identité et tous autres documents sont adressés au maire de la commune. Les cartes d'identité sont alors remises aux intéressés par les soins du maire ou de l'administrateur.

26. En cas de rectifications opérées, le commissaire de l'état civil adresse, après l'homologation, par l'intermédiaire des commissions centrales, aux autorités administratives des autres circonscriptions, les renseignements utiles pour les modifications à apporter aux cartes d'identité destinées aux indigènes pour lesquels un nom patronymique a été choisi dans sa circonscription.

27. Les commissaires de l'état civil sont tenus au courant, pendant leurs travaux, par l'entremise des municipalités, des naissances et des décès qui surviennent et en tiennent compte. Les décès et les naissances qui, s'étant produits pendant ces travaux, ne sont révélés qu'ultérieurement, et ceux qui ont lieu après la confection des registres et jusqu'à l'homologation des travaux de constitution de l'état civil par le gouverneur général, sont inscrits par les maires, après cette homologation, comme il est dit à l'art. 6 de la loi.

28. Pendant la durée des opérations de recensement, les commissions centrales adressent, tous les trois mois, un rapport détaillé au gouverneur général sur l'avancement des travaux dans chaque département. Les commissaires communaux sont tenus de leur fournir tous les renseignements qu'ils réclament. Copie de ces rapports est adressée au garde des sceaux.

29. Lorsqu'un indigène non pourvu d'un nom patronymique vient établir son domicile dans une circonscription déjà recensée, le maire ou l'administrateur, sur la déclaration de l'indigène ou d'office, doit aviser la commission centrale et lui transmettre tous les renseignements de filiation propres à reconnaître s'il appartient à une famille dans laquelle un nom patronymique a été choisi. S'il est reconnu que le choix a été fait, ce nom est notifié à l'indigène. Si aucun choix n'a été fait, l'indigène est invité à choisir un nom, ou il lui en est donné un d'office. Dans les deux cas, une carte d'identité indiquant ce nom est délivrée, et inscription en est faite sur les registres matrices.

30. Les indemnités à allouer aux commissaires de l'état civil, aux secrétaires, aux secrétaires-interprètes et tous autres agents qui ont droit à une rémunération pour le concours qu'ils apportent à la constitution de l'état civil musulman, ainsi que toutes autres dépenses se rapportant à ce travail, sont réglées par le gouverneur général. Il statue sur toutes les mesures de détail qui n'ont pas été prévues dans le présent règlement.

31. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

13 MARS = 7 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les travaux d'achèvement du port d'Oran. (XII, B. DCCLIX, n. 13,007.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 (chap. 13, — *Travaux extraordinaires en Algérie, ports, phares et fanaux*, art. 1er. — *Ports*), un crédit supplémentaire de 325,000 fr., applicable aux travaux d'achèvement du port d'Oran.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la chambre de commerce d'Oran.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

13 JANVIER = 11 AVRIL 1883. — Décret qui modifie, en ce qui concerne les gardes-jurés, les décrets du 4 juillet 1853 sur la pêche côtière dans les 1er, 2e, 3e et 4e arrondissements maritimes. (XII, B. S. MCCCCXLVI, n. 18,779.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les art. 12 et 23, § 1er, des décrets du 4 juillet 1853 ci-dessus visés sont modifiés comme suit :

« Art. 12. Les gardes-jurés sont
« choisis parmi les patrons de ba-
« teaux de pêche ayant au moins
« vingt-quatre mois d'exercice en
« cette qualité, sachant lire et écrire,
« âgés de quarante ans accomplis,
« et réunissant deux années et plus
« de services à l'Etat. »

« Art. 23, § 1er. Les gardes-jurés
« qui réuniront six ans de service
« dans cette qualité seront admis à
« compter sur le pied de la durée
« effective, pour la pension dite
« demi-solde, le temps d'embarque-
« ment sur les bateaux employés à

« la petite pêche ou pêche du pois-
« son frais. »

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

2 JANVIER = 13 AVRIL 1883. — Décret concernant l'émission des bons de poste de un franc et de dix francs. (XII, B. DCCLX, n. 13,012.)

Le Président de la République, vu l'art. 10 de la loi du 29 juin 1882, portant création de bons de poste de sommes fixes; vu l'art. 2 du décret d'exécution du 15 novembre 1882; sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes, décrète :

Art. 1er. Il sera émis des bons de poste de 1 fr. et de 10 fr. à partir du 8 janvier 1883.

2. Les bureaux de Paris seront seuls approvisionnés pour cette date. Les autres bureaux de poste mettront des bons de 1 fr. et de 10 fr. à la disposition du public au fur et à mesure du développement de la fabrication.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

2 JANVIER = 13 AVRIL 1883. — Décret concernant l'émission des bons de poste de deux francs. (XII, B. DCCLX, n. 13,013.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il sera émis des bons de poste de 2 fr. à partir du 22 janvier 1883.

2. Les bureaux de Paris seront seuls approvisionnés pour cette date. Les autres bureaux de poste mettront des bons de 2 fr. à la disposition du public au fur et à mesure du développement de la fabrication.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

22 = 23 JANVIER 1883. — Décret concernant le service des colis postaux entre la France, la Corse, l'Algérie, la Tunisie, les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans, Sainte-Marie de Madagascar, Mayotte et Nossi-Bé. (XII, B. DCCLX, n. 13,014.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le service des colis postaux commencera à fonctionner, le 1er février prochain, entre la France (y compris la Corse et l'Algérie), la Tunisie et les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans, d'une part, et les colonies françaises de Sainte-Marie de Madagascar, de Mayotte et de Nossi-Bé, d'autre part.

2. L'affranchissement des colis postaux sera obligatoire. La taxe à payer par l'expéditeur sera perçue conformément aux indications du tableau ci-après (*Suit le tableau*).

3. Sont applicables aux colis postaux provenant ou à destination des colonies de Sainte-Marie de Madagascar, de Mayotte et Nossi-Bé, toutes les dispositions des décrets susindiqués.

4. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

23 JANVIER = 13 AVRIL 1883. — Décret qui retire provisoirement à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie d'Arras le droit de délivrer des inscriptions et de faire subir des examens. (XII, B. DCCLX, n. 13,015.)

Le Président de la République, vu, etc.; considérant que l'école préparatoire de médecine et de pharmacie d'Arras est actuellement hors d'état de donner l'enseignement tel qu'il a été déterminé par les décrets et règlements; vu l'avis de la section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique, en date du 13 janvier 1883, décrète :

Art. 1er. Le droit de délivrer des inscriptions et de faire subir des examens est provisoirement retiré à l'école préparatoire de médecine e de pharmacie d'Arras.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé, etc.

---

24 JANVIER = 13 AVRIL 1883. — Décret qui autorise la ville de Bagnères-de-Bigorre à créer un collège communal. (XII, B. DCCLX, n. 13,016.)

---

24 JANVIER = 13 AVRIL 1883. — Décret qui autorise la ville de Longwy à créer un collège communal. (XII, B. DCCLX, n. 13,017.)

---

24 JANVIER = 13 AVRIL 1885. — Décret qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'installation et l'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques en France et en Algérie. (XII, B. DCCLX, n. 13,018.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, sur les fonds du budget de l'exercice 1882, un crédit de 1,352,697 fr. 43 applicable aux frais d'installation et d'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques en France et en Algérie. Ce crédit est réparti ainsi qu'il suit : Chap. 7. Matériel, départements, 1,324,864 fr. 02. Chap. 11. Matériel de l'Algérie, 27,833 fr. 41. Total égal, 1,352,697 fr. 43.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

24 JANVIER = 4 FÉVRIER 1883. — Décret qui fixe la taxe à percevoir en France, en Algérie et en Tunisie sur les télégrammes à destination de la Roumanie. (XII, B. DCCLX, n. 13,019.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les dispositions des conventions conclues entre la France, d'une part, et l'Autriche-Hongrie et la Roumanie, d'autre part, le 3 novembre 1882, seront appliquées à partir du 1er mars prochain.

2. Est, en conséquence, abaissée à 35 cent., à partir de cette date, la taxe par mot à percevoir en France pour les télégrammes ordinaires à destination de la Roumanie, et acheminés par les voies directes.

3. La taxe sous-marine à percevoir en Algérie et en Tunisie, pour les télégrammes à destination de la Roumanie et acheminés par les voies directes de France, est réduite à 10 cent. par mot.

4. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

26 = 27 JANVIER 1883. — Décret qui étend au 17e, au 18e et à une portion du 19e arrondissement de Paris, le service des dépêches télégraphiques circulant par le réseau pneumatique. (XII, B. DCCLX, n. 13,020.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le service des dépêches télégraphiques circulant par le réseau pneumatique dans les limites de l'ancien octroi de Paris, et échangées conformément aux prescriptions des décrets susvisés, est étendu aux trois nouvelles circonscriptions suivantes, savoir : 1° au dix-septième arrondissement tout entier ; 2° au dix-huitième arrondissement tout entier ; et 3° à la portion du dix-neuvième arrondissement comprise entre : d'une part, la rue de l'Atlas, y compris le passage de ce nom, la rue Bolivar jusqu'à sa rencontre avec la rue Manin, la rue Manin, jusqu'à la porte de Chaumont, et, d'autre part, la ligne des fortifications depuis la porte de Chaumont jusqu'à celle d'Aubervilliers, la rue d'Aubervilliers et la ligne des boulevards extérieurs jusqu'à la rue de l'Atlas.

2. Le nouveau service sera inauguré à la date du 1er avril prochain.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

27 JANVIER = 2 FÉVRIER 1883. — Décret concernant le mariage des Français en Cochinchine. (XII, B. DCCLX, n. 13,021.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Toute personne résidant en Cochinchine, qui voudra contracter mariage, sera dispensée, lorsque ses ascendants auront leur domicile en dehors de la colonie, des obligations imposées par les art. 151, 152 et 153 du Code civil, relativement aux actes respectueux.

2. Dans les cas prévus par les art. 148, 149, 150, 159 et 160 du Code civil, lorsque les ascendants ou les membres du conseil de famille résideront hors de la colonie, il pourra être suppléé au consentement des ascendants, du conseil de famille ou du tuteur *ad hoc*, par l'autorisation du conseil privé de la colonie.

3. Le conseil privé pourra dispen-

ser les futurs époux originaires de la colonie de la production, prescrite par l'art. 70 du Code civil, de leur acte de naissance, pourvu que l'identité et l'âge paraissent suffisamment établis par des pièces de toute nature, matricules, actes de notoriété ou autres, dont le conseil privé appréciera la valeur et l'authenticité.

4. Le conseil privé pourra également, lorsqu'il résultera des pièces produites qu'il n'existe entre les futurs époux aucun empêchement provenant de la parenté ou de l'alliance, et qu'ils ne sont engagés ni l'un ni l'autre dans les liens d'un mariage antérieur, leur accorder dispense des publications auxquelles il serait nécessaire de procéder en Europe, en conformité des art. 167 et 168 du Code civil.

5. Dans le cas où l'un des futurs époux aurait antérieurement contracté mariage, s'il est établi par des documents produits que ce mariage a été dissous par la mort de l'autre conjoint, le conseil privé pourra dispenser le conjoint survivant de l'acte de décès dressé hors de la colonie.

6. Le conseil privé devra, dans sa délibération, mentionner les pièces et motiver sa décision.

7. Le consentement au mariage et les dispenses de publications ou de production des actes authentiques accordés par le conseil privé, resteront annexés aux actes de mariage, pour tenir lieu des justifications exigées par le Code civil.

8. Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, etc.

---

27 = 28 JANVIER 1883. — Décret concernant l'échange des colis postaux entre Sainte-Marie de Madagascar, Mayotte, Nossi-Bé, la France, l'Algérie, la Tunisie. les bureaux français établis dans les ports ottomans, les colonies françaises et divers pays étrangers. (XII, B. DCCLX, n. 13,022.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les colonies de Sainte-Marie de Madagascar, de Mayotte et de Nossi-Bé pourront échanger par la voie des paquebots-poste français des colis postaux avec la France (y compris la Corse et l'Algérie), la Tunisie, les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans, les colonies françaises du Sénégal, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane française, de la Réunion, de Pondichéry, de Karikal, de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie, ainsi qu'avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Égypte, l'Italie, le Luxembourg, le Monténégro, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal (y compris les Açores et Madère), la Roumanie, la Serbie, la Suède, la Suisse et la Turquie. Le nouveau service entrera en activité, dans les colonies ou établissements français précités, à dater du jour où le présent décret y aura été promulgué.

2. Ces colis postaux ne devront pas dépasser le poids de 3 kilogrammes, le volume de 20 décimètres cubes et la dimension sur une face quelconque de 60 centimètres ; ils ne devront contenir ni matières explosibles, inflammables ou dangereuses, ni articles prohibés par les lois et règlements de douane ou autres, ni lettres ou notes ayant le caractère de correspondance.

3. L'affranchissement de ces colis postaux sera obligatoire. La taxe à payer sera perçue conformément aux indications des tableaux ci-annexés. En outre, l'expéditeur d'un colis postal aura à acquitter un droit de timbre de 10 cent., dans les colonies où le timbre est en vigueur.

4. Sont applicables aux colis postaux dont il s'agit toutes les dispositions des décrets indiqués plus haut.

5. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, etc.

---

2 = 5 FÉVRIER 1883. — Décret relatif aux lettres contenant des valeurs-papiers déclarées expédiées des bureaux de poste français établis en Tunisie, à destination des colonies françaises et de divers pays étrangers. (XII, B. DCCLX, n. 13,023.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il pourra être expédié des

lettres contenant des valeurs-papiers déclarées, avec garantie du montant de la déclaration, des bureaux de poste français établis en Tunisie à destination des colonies françaises (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Sénégal, Pondichéry, Cochinchine, Réunion, Nouvelle-Calédonie), de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, des colonies danoises, de l'Egypte, de l'Espagne (y compris les Baléares et les Canaries), de l'Italie, du grand-duché de Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal (y compris Madère et les Açores), des colonies portugaises (Cap-Vert, San-Thome et Prince, Angola), de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie, de la Suède et de la Suisse.

2. Les lettres contenant les valeurs déclarées dont il s'agit seront soumises aux taxes et conditions fixées par les décrets précités des 27 mars 1879, 14 juin 1881, 12 juin et 30 octobre 1882, pour les lettres de même nature adressées de France et d'Algérie dans les colonies françaises et dans les pays étrangers ci-dessus dénommés.

3. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1er mars 1883.

4. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

10 FÉVRIER = 13 AVRIL 1883. — Décret qui autorise l'établissement et l'exploitation d'une jetée-promenade à l'est du port de Trouville. (XII, B. DCCLX, n. 13,024.)

---

18 FÉVRIER = 13 AVRIL 1883. — Décret relatif à la construction d'un quai en maçonnerie au port de Dives. (XII, B. DCCLX, n. 13,025.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il sera procédé à l'exécution des travaux à faire pour la construction d'un quai en maçonnerie de 100 mètres de longueur au port de Dives, conformément aux dispositions du projet ci-dessus visé et aux avis également ci-dessus visés du conseil général des ponts et chaussées.

2. La dépense, évaluée à 176,000 fr., sera imputée sur les crédits inscrits à la deuxième section du budget ordinaire du ministère des travaux publics, pour l'amélioration des ports maritimes.

3. Viendront en déduction de cette somme : 1° la subvention de 16,000 fr. à fournir par la commune de Dives, suivant la délibération du conseil municipal de cette commune, en date du 30 mars 1882; 2° la subvention de 14,000 fr. à fournir par le département du Calvados, ainsi qu'il résulte d'une délibération du conseil général de ce département, en date du 19 avril 1882.

4. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

19 FÉVRIER = 13 AVRIL 1882. — Décrets qui rectifient, en ce qui concerne les départements des Ardennes et de l'Aisne, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLX, n. 13,026, 13,027.)

---

21 = 27 FÉVRIER 1883. — Décret qui étend aux îles du littoral le service du recouvrement par la poste des effets de commerce soumis au protêt. (XII, B. DCCLX, n. 13,028.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le service du recouvrement par la poste des effets de commerce soumis au protêt dans les conditions prévues par la loi du 17 juillet 1880 et par le décret du 15 février 1881 est étendu aux îles du littoral désignées ci-après : Alpes-Maritimes : Saint-Honorat, Sainte-Marguerite ; Charente-Inférieure : fort Boyard, île de Ré, île d'Oleron, île d'Aix, île de Madame; Côtes-du-Nord : île de Bréhat; Finistère : île Tudy, île Chevalier, île de Batz; Morbihan : Belle-Ile, Houat, Hoëdic, île aux Moines, île d'Arz, Groix ; Var : île des Ambiers; Vendée : Noirmoutiers.

2. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

26 FÉVRIER = 13 AVRIL. — Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Marne, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLX, n. 13,029.)

---

28 FÉVRIER = 13 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires à Vernon. (XII, B. DCCLX, n. 13,030.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1882, un crédit de 48 fr. 40, applicable aux travaux ci-après : BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1882. — Chap. 18. Art. 1er. *Etablissements et matériel de l'artillerie.* Vernon. Quote-part dans les frais d'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages, 48 fr. 40.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville ci-dessus mentionnée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

5 MARS = 13 AVRIL 1883. — Décrets qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune d'Hurigny (Saône-et-Loire) et la ville de Vendôme. (XII, B. DCCLX, n. 13,031, 13,032.)

---

6 MARS = 13 AVRIL 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (XII, B. DCCLX, n. 13,033.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son nouveau réseau, par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Saint-Germain-des-Fossés à Brioude; de Brioude à Alais; de Clermont à Montbrison; de Saint-Georges-d'Aurac à Saint-Etienne; de Besançon à Vesoul; de Cavaillon à Apt; de Cavaillon à Gap.

2. Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 14 millions ouvert, conformément à l'art. 6 de la convention du 3 juillet 1875, jusqu'à concurrence, d'une part, des sommes qui seront reconnues de nature à être portées à ce compte, et, d'autre part, des ressources disponibles sur ledit compte. En cas d'insuffisance de ces ressources, la présente autorisation d'imputation sera considérée comme nulle et non avenue, pour les dépenses excédant les disponibilités, et la compagnie ne pourra s'en prévaloir comme d'un titre pour le prélèvement, avant partage des bénéfices, de l'intérêt et de l'amortissement de cet excédent de dépenses, dans les conditions prévues par le paragraphe final de l'art. 17 de la convention précitée.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

6 MARS = 13 AVRIL 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (XII, B. DCCLX, n. 13,034.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son nouveau réseau, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Saint-Germain-des-Fossés à Brioude; de Roanne à Lyon, par Saint-Etienne; d'Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour; de Clermont à Montbrison; de Brioude à Alais; de Cavaillon à Gap; de Dijon à Is-sur-Tille; de Gray à Besançon.

2. Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 14 millions, etc.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

9 MARS = 13 AVRIL 1883. — Décret relatif à l'organisation des commissariats de police du département de la Seine. (Paris excepté.) (XII, B. DCCLX, n. 13,035.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le nombre, le chef-lieu, la juridiction des commissariats de police des communes du département de la Seine (Paris excepté), et le personnel des agents attachés à chacun d'eux, sont arrêtés conformément au tableau suivant :

ARRONDISSEMENTS.	CHEF-LIEU du commissariat.	CIRCONSCRIPTION.	COMMISSAIRES DE POLICE.	SECRÉTAIRES.	BRIGADIERS.	SERGENTS DE VILLE.
Arrondissement de Saint-Denis.	Asnières.....	Les communes d'Asnières et Gennevilliers.	1	1	1	10
	Aubervilliers.....	Les communes d'Aubervilliers, le Bourget, la Courneuve, Dugny.	1	1	1	12
	Boulogne.....	La commune de Boulogne.....	1	1	1	16
	Clichy.....	La commune de Clichy.....	1	1	1	15
	Courbevoie.....	Les communes de Courbevoie et Colombes.	1	1	1	9
	Levallois-Perret...	La commune de Levallois-Perret.....	1	1	1	13
	Les Lilas.....	Les communes des Lilas, Bagnolet, Noisy-le-Sec, Romainville, Bondy.	1	1	1	10
	Neuilly.....	La commune de Neuilly.....	1	1	1	15
	Pantin.....	Les communes de Pantin, Bobigny, Drancy, les Prés-Saint-Gervais.	1	1	1	16
	Puteaux.....	Les communes de Puteaux, Nanterre et Suresnes.	1	1	1	11
	Saint-Denis (nord).	La partie nord de Saint-Denis et les communes d'Épinay, Pierrefitte, Stains, et Villetaneuse.	1	1	1	18
	Saint-Denis (sud)..	La partie sud de Saint-Denis, la plaine et l'île Saint-Denis.	1	1	1	17
	Saint-Ouen.....	La commune de Saint-Ouen.	1	1	1	8
	Charenton-le-Pont	Les communes de Charenton-le-Pont, Bonneuil, Créteil, Maisons-Alfort, Saint-Maurice.	1	1	1	14
	Choisy-le-Roi.....	Les communes de Choisy-le-Roi, Chevilly, Fresnes, l'Hay, Orly, Rungis, Thiais.	1	1	1	8
	Gentilly.....	Les communes de Gentilly, Arcueil et Villejuif.	1	1	1	11
	Ivry.....	Les communes d'Ivry et de Vitry.....	1	1	1	9
Arrondissement de Sceaux.	Joinville-le-Pont..	Les communes de Joinville-le-Pont, Bry-sur-Marne, Champigny, Nogent-sur-Marne, Saint-Maur.	1	1	1	11
	Montreuil.....	Les communes de Montreuil, Rosny, Villemomble.	1	1	1	11
	Montrouge	Les communes de Montrouge, Bagneux et Châtillon.	1	1	1	7
	Sceaux.....	Les communes de Sceaux, Antony, Bourg-la-Reine, Châtenay, Fontenay et le Plessis-Piquet.	1	1	1	8
	Vanves.....	Les communes de Vanves, Issy et Clamart.	1	1	1	12
	Vincennes.....	Les communes de Vincennes, Fontenay-sous-Bois, Saint-Mandé.	1	1	1	16
			23	23	23	277

2. Le ministre de l'intérieur est chargé, etc.

---

10 = 11 MARS 1883. — Décret portant qu'il sera fait usage, à partir du 1er avril 1883, des timbres-épargne créés par la loi du 3 août 1882. (XII, B. DCCLX, n. 13,036.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il sera fait usage, à partir du 1er avril 1883, des timbres-épargne dont la création a été autorisée par la loi précitée du 3 août 1882.

2. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

12 MARS = 13 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'instruction primaire. (XII, B. DCCLX, n. 13,037.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts (section première, exercice 1882) un crédit de 1,145 fr. 70, applicable aux dépenses de l'instruction primaire, chap. 34.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

12 MARS = 13 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour dépenses publiques en Algérie. (XII, B. DCCLX, n. 13,038.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts (section première, exercice 1882, chap. 32. — *Inspection des écoles primaires*) un crédit de 916 fr. 66.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

14 = 17 MARS 1883. — Décret qui alloue au département du Pas-de-Calais une subvention pour la construction des maisons d'arrêt et de correction de Béthune, de Boulogne et de Montreuil, en vue de la mise en vigueur du régime de l'emprisonnement individuel. (XII, B. DCCLX, n. 13,039.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est alloué au département du Pas-de-Calais sur les fonds du trésor, par application de l'art. 7 de la loi du 5 juin 1875, et sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget du ministère de l'intérieur, une subvention de 778,875 fr., pour la construction des maisons d'arrêt et de correction de Béthune, Boulogne et Montreuil, en vue de la mise en vigueur du régime de l'emprisonnement individuel. Toutefois, dans le cas où, par suite de rabais résultant d'adjudications, de marchés de gré à gré, ou de toute autre cause, une économie serait réalisée sur les évaluations du devis, la somme ci-dessus de 778,875 fr. serait réduite proportionnellement.

2. Le paiement de ladite subvention aura lieu par acomptes et sera subordonné à la justification, par le département, d'une dépense en travaux ou approvisionnements sur place quadruple de la somme à recevoir. Il sera fait réserve, sur le montant de cette allocation, d'un sixième qui ne pourra être soldé qu'après l'achèvement des travaux et leur réception ; cette réserve n'est pas applicable à la portion de subvention correspondant au prix d'achat des terrains.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé, etc.

---

14 = 17 MARS 1883. — Décret qui alloue au département de la Loire une subvention pour l'appropriation et l'agrandissement de la maison d'arrêt, de justice et de correction de Saint-Etienne, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel. (XII, B. DCCLX, n. 13,040.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est alloué au département de la Loire, sur les fonds du trésor, par application de l'art. 7 de la loi du 5 juin 1875, et sous la réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget du ministère de l'intérieur, une somme de 152,500 f., pour l'appropriation et l'agrandissement de la maison d'arrêt, de justice et de correction de Saint-Etienne, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel. Toutefois, dans le cas où, par suite de rabais résultant d'adjudications, de marchés de gré à gré, ou de toute autre cause, une économie serait réalisée sur les évaluations du devis, la somme ci-dessus de 152,500 fr. serait réduite proportionnellement.

2. Le paiement de ladite subvention aura lieu par acomptes et sera subordonné à la justification, par le département, d'une dépense en tra-

vaux ou approvisionnements sur place quadruple de la somme à recevoir. Il sera fait réserve, sur le montant de cette allocation, d'un sixième qui ne pourra être soldé qu'après l'achèvement des travaux et leur réception.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé, etc.

---

14 = 15 MARS 1883. — Décret qui convoque le collège électoral de la 1re circonscription de l'arrondissement de Clermont-Ferrand, à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCLX, n. 13,041.)

---

15 = 18 MARS 1883. — Décret qui approuve le deuxième supplément au tableau général des distances de port à port. (XII, B. DCCLX, n. 13,042.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvé le deuxième supplément au tableau général des distances de port à port, annexé au présent décret.

2. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre du commerce sont chargés, etc.

---

15 MARS = 13 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour secours aux victimes des inondations. (XII, B. DCCLX, n. 13,043.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, chap. 66, un crédit de 186 fr. 80 applicable aux secours aux victimes des inondations en 1882.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant du versement fait au trésor, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

20 = 21 MARS 1883. — Décret qui convoque le collège électoral de la 1re circonscription de l'arrondissement de Bourg, à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCLX, n. 13,044)

---

19 = 22 DÉCEMBRE 1882. — Décret relatif à la concession à la ville de Valenciennes des tramways de Valenciennes à Raismes et à Bruay par Anzin. (XII, B. DCCLXII, n. 13,055.)

---

9 = 10 JANVIER 1883. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de tramways à traction de locomotives dans la ville de Saumur et sa banlieue. (XII, B. DCCLXII, n. 13,056.)

---

17 MARS = 25 AVRIL 1883. — Décret qui étend à la Corse et à l'île d'Yeu (Vendée) le service du recouvrement par la poste des effets de commerce soumis au protêt. (XII, B. DCCLXII, n. 13,057.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le service du recouvrement par la poste des effets de commerce soumis au protêt dans les conditions prévues par la loi du 17 juillet 1880 et par le décret du 15 février 1881 est étendu à la Corse et à l'île d'Yeu (Vendée).

2. Le ministère des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

13 FÉVRIER = 28 AVRIL 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société dunkerquoise pour l'avancement des lettres, des sciences et des arts (XII, B. S. MCCCCL, n. 18,859.)

---

28 FÉVRIER = 28 AVRIL 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'association des anciens élèves du collège d'Autun (XII, B. S. MCCCCL, n. 18,860.)

---

12 MARS = 28 AVRIL 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société de charité maternelle établie à Darnetal (Seine-Inférieure). (XII, B. S. MCCCCL, n. 18,861.)

---

20 = 21 MARS 1883. — Loi qui augmente le fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires (1). (XII, B. DCCLXIII, n. 13,068.)

TITRE Ier. DES SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX COMMUNES SUR LES FONDS DE

(1) Présentation à la Chambre des députés par MM. J. Ferry, ministre de l'instruction publique, et Léon Say, ministre des finances, le 4 juillet 1882 (J. O. du 4 août,

L'ÉTAT ET DES AVANCES A FAIRE AUX DÉPARTEMENTS ET AUX COMMUNES.

Art. 1er. Le fonds de subvention de 110,000,000 de fr. affecté aux écoles primaires par les lois du 1er juin 1878 et du 2 août 1881 est augmenté de 40,000,000 de fr. payables en trois annuités à partir de 1883.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen d'un prélèvement d'égale somme sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880.

3. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, en sus des crédits accordés par la loi de finances et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire de 13,333,333 fr. 33 c. à inscrire à un chapitre spécial classé à la première section (*Service de l'instruction publique*) sous le nº 41, et intitulé: *Complément de subvention à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires.*

4. La somme de 110,000,000 de fr. mise, à titre d'avances remboursables, par les deux lois précitées, à la disposition des départements et des communes dûment autorisés à emprunter, est augmentée de 80,000,000 de fr. payables en trois annuités à partir de 1883.

5. Les départements sont admis à participer auxdites avances, à l'effet de fournir aux communes les subventions qui leur sont allouées sur le budget départemental pour la construction de leurs maisons d'école.

6. Les dispositions des lois des 1er juin 1878 et 2 août 1881 relatives aux conditions de réalisation et d'emploi des subventions et des avances mises à la disposition des départements et des communes, et notamment les art. 3, 4, 5 et 6 de la loi du 1er juin 1878 et les art. 4, 8, 9, 12, 14, 15 et 17 de la loi du 2 août 1881, sont applicables à la dotation complémentaire de 40,000,000 de fr. et au supplément d'avances de 80,000,000 de francs accordés par la présente loi. Toutefois, la dotation complémentaire de 40,000,000 de fr. sera versée à la caisse des lycées, collèges et écoles, au moyen du crédit prévu aux art. 2 et 3 de la présente loi, et ne donnera lieu à aucun décompte d'intérêts au profit du trésor.

7. L'annuité de 20,000,000 de fr. pour solde des subventions et avances consenties à la caisse des lycées, collèges et écoles, dont il ne devait être fait emploi qu'en 1887, conformément à la loi du 2 août 1881, pourra être appliquée à l'année 1883 en augmentation du montant des annuités fixées pour ladite année par la loi du 3 juillet 1880 et par celle du 2 août 1881 précitée.

TITRE II. DE L'OBLIGATION DE CONSTRUIRE DES MAISONS D'ÉCOLE DANS LES CHEFS-LIEUX DE COMMUNE ET DANS LES HAMEAUX.

8. Toute commune est tenue de pourvoir à l'établissement de maisons d'école au chef-lieu et dans les hameaux ou centres de population éloignés dudit chef-lieu ou distants les uns des autres de trois kilomètres et réunissant un effectif d'au moins vingt enfants d'âge scolaire.

9. Lorsque la création d'une école aura été décidée, conformément aux lois et règlements, les frais d'acquisition, de construction et d'appropriation des locaux scolaires ou les frais de location de l'immeuble, ainsi que les frais d'acquisition du mobilier scolaire, constituent pour la commune une dépense obligatoire. Il est pourvu à la dépense, soit par un prélèvement sur les ressources disponibles de la commune, soit par un emprunt contracté à la caisse spéciale, soit enfin par des subventions du département et de l'Etat.

---

n. 1093, p. 2115). Rapport de M. E. Durand, le 19 décembre (J. O. du 4 janvier 1883, n. 1551, p. 2670). Discussion et adoption, les 22 et 23 décembre (J. O. des 23 et 24).

Présentation au Sénat, le 28 décembre 1882 (J. O. du 15 février 1883, n. 258, p. 267). Rapport de M. Barbey, le 8 mars 1883 (J. O. du 24 avril, n. 89, p. 543). Avis de la commission des finances par M. Léon Say, le 8 mars (J. O. du 24 avril, n. 90, p. 546). Discussion et adoption avec modifications, les 13, 15 et 16 mars (J. O. des 14, 16 et 17).

Retour à la Chambre des députés, le 17 mars (J. O. du 30 avril, n. 1809, p. 515). Rapport de M. J. Roche, le 17 mars (J. O. du 18, et du 1er mai, n. 1814, p. 529). Discussion et adoption, le 17 mars (J. O. du 18).

10. A défaut d'un vote du conseil municipal ou sur son refus, le préfet, après avis du conseil général et, si cet avis n'est pas favorable, en vertu d'un décret du Président de la République rendu en conseil d'Etat, pourvoit d'office par un arrêté au paiement des frais de construction et d'appropriation de maisons d'école louées ou acquises et d'acquisition de mobiliers scolaires, soit par un prélèvement sur les ressources disponibles de la commune, soit par des subventions du département ou de l'Etat, soit enfin par un emprunt contracté à la caisse des lycées, collèges et écoles. Lorsque, dans les conditions énoncées au paragraphe précédent, un emprunt à la caisse des lycées, collèges et écoles aura été jugé nécessaire, le maire, ou, sur son refus, un délégué spécial, nommé en exécution de l'art. 15 de la loi du 18 juillet 1837, empruntera à cette caisse, après y avoir été autorisé, la somme nécessaire. Il sera alors pourvu au service de l'emprunt au moyen d'une imposition spéciale établie conformément au paragraphe 4 de l'art. 39 de la loi du 18 juillet 1837. L'emplacement de l'école à construire est désigné par le conseil municipal et, à défaut, par le préfet, deux mois après que le conseil municipal aura été mis régulièrement en demeure. Lorsque le conseil général aura refusé de classer une demande de subvention ou ne se sera pas prononcé dans la session qui suivra celle dans laquelle il aura été dûment saisi, la subvention de l'Etat pourra être accordée par décret rendu après avis du conseil d'Etat. L'article 15 de la loi du 1er juin 1878 est abrogé.

11. La somme de 17,000,000 de fr., accordée à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires à titre de subvention extraordinaire, par l'article 18 de la loi du 3 juillet 1880, pour les dépenses d'acquisition, de construction et d'appropriation de lycées et collèges, peut être appliquée par le ministre de l'instruction publique aux dépenses de même nature concernant les lycées et collèges de jeunes filles.

---

20 = 21 MARS 1883. — Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour l'agrandissement de l'école normale supérieure. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,069.)

Art. 1er. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé, en vue de l'agrandissement des locaux de l'école normale supérieure : 1° à acquérir, moyennant un prix principal de 300,000 fr., un immeuble de 1,593 m. 51 c. de superficie, situé à Paris, rue Rataud, n° 2 ; 2° à exécuter les travaux nécessaires pour l'appropriation dudit immeuble au service de l'école et ceux relatifs à la transformation de la chapelle actuelle de l'école en salles d'études et en dortoirs. Les dépenses sont évaluées, pour les travaux et acquisitions ci-dessus spécifiés, à la somme de 400,000 fr.

2. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 400,000 fr., qui fera l'objet d'un chapitre distinct, libellé: n° 1. *Agrandissement de l'école normale supérieure.*

3. Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen d'un prélèvement de pareille somme de 400,000 fr., sur l'avance de 80,000,000 de fr. faite à l'Etat par la Banque de France, en vertu de la convention du 29 mars 1878, approuvée par la loi du 13 juin suivant.

---

21 = 23 MARS 1883. — Loi relative au phylloxera en Algérie (1). (XII, B. DCCLXIII, n. 13,070.)

TITRE Ier. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1er. Tout propriétaire, toute

---

(1) Présentation au Sénat par M. de Mahy, ministre de l'agriculture, le 12 février 1883 (J. O. du 20 avril, n. 37, p. 521). Rapport de M. Parent, le 5 mars (J. O. du 24 avril, n. 87, p. 542). Discussion et adoption, le 10 mars (J. O. du 11).

Présentation à la Chambre des députés, le 10 mars (J. O. du 22 mars, n. 1773, p. 375). Rapport de M. Etienne, le 13 mars (J. O. du 14, et du 22 avril, n. 1788, p. 464). Adoption sans discussion, le 13 mars (J. O. du 14).

personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge de la culture ou la garde d'une vigne, est tenu de signaler immédiatement au maire de sa commune tout fait de dépérissement ou même tout symptôme maladif qui se seront manifestés dans ladite vigne. Une semblable déclaration est obligatoire pour les pépinières ou jardins dans lesquels il existe des pieds de vigne. Le maire prévient immédiatement le sous-préfet ou le préfet.

2. Le maire de chaque commune est tenu de faire visiter par un expert, une fois par an, et plus souvent s'il est jugé nécessaire, les vignes comprises dans le territoire de sa commune. Il rend compte immédiatement au sous-préfet ou au préfet du résultat de cette visite.

3. Le préfet fera visiter sans délai les vignes, pépinières ou jardins pour lesquels il aura reçu la déclaration prévue par les art. 1 et 2, ou dans lesquels il jugera une inspection nécessaire. Son délégué est investi du pouvoir de pénétrer dans ces propriétés et d'y faire toutes les recherches et travaux d'investigation jugés nécessaires. Cette visite sera étendue aux vignes environnantes. Le délégué transmet sans délai son rapport au préfet.

4. Lorsque l'existence du phylloxera a été reconnue, le gouverneur général prend un arrêté portant déclaration d'infection de la vigne malade, des pépinières et jardins et des vignes environnantes. Cette déclaration d'infection indique le périmètre auquel elle s'étend. Ce périmètre comprend les vignes reconnues malades ou suspectes et une zone de protection. La déclaration d'infection entraîne les mesures suivantes : I. Dans les vignes malades ou suspectes : 1° la destruction par le feu des ceps, tuteurs, échalas, feuilles, sarments et autres objets pouvant servir de véhicule au phylloxera ; 2° la désinfection du sol ; 3° l'interdiction de toute nouvelle plantation de vignes pendant un temps qui ne pourra pas dépasser cinq années. II. Dans la zone de protection : le traitement préventif des vignes qui s'y trouvent. III. Dans le périmètre total des lieux déclarés infectés : 1° la défense de pénétrer, si ce n'est avec une autorisation du délégué ; 2° l'interdiction de sortie des terres, feuilles, plants et tous objets pouvant servir à propager le phylloxera.

5. Toute plantation faite à l'aide de plants introduits frauduleusement sera détruite par ordre de l'autorité administrative, sans préjudice des poursuites à exercer contre les délinquants.

6. Il est interdit d'introduire, de détenir et de transporter à l'état vivant le phylloxera, ses œufs, larves et nymphes.

7. Dans les territoires soumis à l'autorité militaire, les dispositions des articles qui précèdent sont appliquées par l'autorité chargée de l'administration.

8. Les frais résultant des opérations prescrites aux art. 3 et 4 sont à la charge de l'Etat. Les frais de visites ordonnées par l'art. 2 sont supportés par la commune. Ces dépenses sont obligatoires.

TITRE II. INDEMNITÉS.

9. Le propriétaire dont la vigne aura été détruite en exécution de la présente loi aura droit à une indemnité qui sera à la charge du trésor. Cette indemnité ne pourra dépasser la valeur du produit net de trois récoltes moyennes que ladite vigne aurait pu donner, déduction faite des frais de culture, de main-d'œuvre et autres, que le propriétaire ou le vigneron aurait eu à faire pour l'obtenir. Les autres dommages causés par le traitement de la vigne infectée ou suspecte donneront lieu également à une indemnité correspondant au préjudice causé. Dans les deux cas, l'évaluation de l'indemnité est faite par le délégué du préfet et un expert désigné par la partie. Le procès-verbal d'expertise est visé par le maire, qui donne son avis. Le ministre peut ordonner la revision des évaluations par une commission dont il nomme les membres. L'indemnité est fixée par le ministre, sauf recours au conseil d'Etat.

10. Il n'est alloué aucune indemnité à tout détenteur de vignes, à un titre quelconque, qui aura con-

trevenu aux dispositions de la présente loi, ou aura introduit chez lui des plants ou produits agricoles ou horticoles dont l'introduction est prohibée.

TITRE III. PÉNALITÉS.

11. Sans préjudice de la déchéance prévue à l'art. 10 et des responsabilités inscrites dans les art. 1382 et suivants du Code civil, les contrevenants aux dispositions qui précèdent, aux décrets et aux arrêtés rendus pour l'exécution de la présente loi, seront passibles des peines édictées par les art. 12, 13, 14 et 15 de la loi des 15 juillet 1878 et 2 août 1879.

12. Toutes les dispositions inscrites dans les lois des 15 juillet et 2 août 1879, en ce qu'elles ne sont pas contraires à la presente loi, restent applicables à l'Algérie.

---

22 = 27 MARS 1883. — Loi qui reporte diverses sommes de l'exercice 1881 à l'exercice 1882, et de l'exercice 1881 à l'exercice 1883, au budget des dépenses sur ressources extraordinaires (*Ministère des postes et des télégraphes*). (XII, B. DCCLXIII, n. 13,071.)

Art. 1er. Un crédit de 3,598,168 fr. 15 c. non employé sur l'exercice 1881, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires, ministère des postes et des télégraphes, chapitre unique (*Etablissement de lignes télégraphiques souterraines*), est et demeure annulé sur cet exercice.

2. Un crédit de 798,168 fr. 15 c. est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, exercice 1882, budget des dépenses sur ressources extraordinaires, chapitre unique (*Etablissement de lignes télégraphiques souterraines*), en addition à celui de dix millions de francs ouvert, sur le même chapitre, par la loi de finances du 29 juillet 1881.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'art. 2 de la présente loi au moyen des ressources correspondantes, qui sont également reportées de l'exercice 1881 à l'exercice 1882 (*Produits de la consolidation des capitaux de la dette flottante*).

4. Un crédit de 2,800,000 fr., formant avec celui de 798,168 fr. 15 c., inscrit à l'art. 2 ci-dessus, pour l'exercice 1882, le montant total du crédit de 3,598,168 fr. 15 c., dont l'annulation est proposée à l'art. 1er sur l'exercice 1881, est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1883, budget des dépenses sur ressources extraordinaires, chapitre 2 (*Matériel des lignes souterraines*), en addition au crédit de 7,412,850 fr. ouvert, sur le même chapitre, par la loi de finances du 30 décembre 1882.

5. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'art. 4 de la présente loi au moyen des ressources correspondantes, qui sont également reportées de l'exercice 1881 à l'exercice 1883 (*Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante*).

---

22 MARS = 10 AVRIL 1883. — Loi qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1883, un crédit pour la participation de la France à l'exposition internationale d'électricité de Vienne. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,072.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1883, au delà des crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, un crédit extraordinaire de 80,000 fr., lequel sera classé à un chapitre distinct portant le n° 3 *bis*, et intitulé : *Participation de la France à l'exposition internationale d'électricité de Vienne.*

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

24 = 28 MARS 1883. — Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit de 211,244 fr. 23 c., et annule une somme de 212,326 fr. 77 c. sur l'exercice 1881. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,073.)

Art. 1er. Sur les crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, une somme de 212,326 fr. 77 c. est et demeure annulée aux chapitres ci-après dudit

exercice, savoir : Chap. 1er. Matériel naval, 188,465 fr. 11 c.; chap. 2. Travaux des ports, 63 c.; chap. 5. Travaux de fortifications aux colonies, 22,779 fr. 12 c.; chap. 6. Travaux de chemins de fer au Sénégal, 1,081 francs 91 c.; somme égale, 212,326 fr. 77 c.

2. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, des crédits montant à la somme de 211,244 fr. 23 c., répartie par chapitre de la manière suivante : Chap. 1er. Matériel naval, 188,465 fr. 11 c.; chap. 5. Travaux de fortifications aux colonies, 22,779 fr. 12 c.; somme égale, 211,244 fr. 23 c.

3. Il sera pourvu aux crédits ouverts par l'article précédent au moyen des ressources affectées aux crédits annulés, jusqu'à concurrence de 211,244 fr. 23 c., sur l'exercice 1881, par l'art. 1er de la présente loi.

4. Le surplus des ressources affectées aux crédits annulés sur l'exercice 1881 est reporté, jusqu'à concurrence de 1,082 fr. 54 c., au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883.

---

28 = 29 MARS 1883. — Loi qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour les funérailles du général *Chanzy*. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,074.)

Art. 1er. Un crédit extraordinaire de 10,000 fr. est ouvert au ministre de la guerre au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883 (chap. 31. — *Obsèques du général* Chanzy).

2. Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

28 = 29 MARS 1883. — Loi qui ouvre au ministre de la guerre un crédit sur l'exercice 1883. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,075.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, au delà des crédits alloués par la loi de finances du 30 décembre 1882, un crédit de 25,000,000 de fr. applicable au chap. 1er : *Artillerie*.

2. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'article précédent au moyen de l'attribution au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 du reliquat disponible de l'excédent de recette qui ressortira au budget ordinaire de l'exercice 1880, lors du règlement définitif de cet exercice. Le surplus sera prélevé sur l'excédent de recette du budget ordinaire de l'exercice 1881.

---

28 = 29 MARS 1883. — Loi qui autorise le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,076.)

Art. 1er. En attendant qu'il soit statué sur les bases définitives du régime auquel seront soumis les chemins de fer construits par l'Etat et non concédés, le ministre des travaux publics est autorisé à assurer l'exploitation provisoire de celles des douze lignes ou sections de lignes ci-après désignées, dont la mise en exploitation aura lieu effectivement avant le 1er juillet 1883, savoir : Embranchement sur Moncontour de la ligne de Niort à Montreuil-Bellay, 10 kil.; Bastia à Casamozza (section de la ligne de Bastia à Corte), 22 kil.; Nouaillé à Chauvigny (section de la ligne de Nouaillé au Blanc), 19 kil.; Favières à Frenelle (section de la ligne de Colombey à Frenelle), 19 kil.; Vieilleville à Bourganeuf, 20 kil.; Romorantin à Saint-Claude-Vineuil (section de la ligne de Romorantin à Blois), 39 kil.; raccordement, près Elbeuf, des lignes d'Elbeuf à Rouen (Saint-Sever), et de Serquigny à Rouen, 2 kil.; Bas-Evette à Giromagny, 7 kil.; Argent à Beaune-la-Rolande, 72 kil.; Buzy à Laruns, 19 kil.; Morlaix à Roscoff, 25 kil.; Concarneau à Rosporden, 14 kil. Total, 268 kil.

Il pourvoira à cette exploitation à l'aide des moyens qu'il jugera le moins onéreux pour le trésor. Des décrets détermineront les conditions dans lesquelles s'effectuera cette exploitation provisoire ; dans le cas où le ministre passerait des traités pour assurer ladite exploitation, ces traités expireraient nécessairement au plus tard le 31 décembre 1883.

2. Les traités qui ont été passés pour l'exploitation provisoire des lignes ou sections de lignes comprises dans les lois des 27 juillet 1880, 7 janvier, 22 août et 23 décembre 1881, 22 juin et 19 août 1882, pourront être prorogés, s'il y a lieu, par le ministre des travaux publics. Ils expireront nécessairement le 31 décembre 1883.

3. Il sera fait face à l'insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation à l'aide des ressources inscrites au budget du ministère des travaux publics pour l'exploitation provisoire des chemins de fer exécutés par l'Etat. (Chap. 53 du budget du ministère des travaux publics, deuxième section, de l'exercice 1883.)

---

5 = 6 AVRIL 1883. — Loi relative à l'établissement d'une forme de radoub au port de Brest. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,077.)

---

20 = 25 JANVIER 1883. — Décret qui crée à Fort-de-France (Martinique) une école préparatoire à l'enseignement du droit. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,078.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de la marine et des colonies et du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts; vu l'art. 6 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion; vu le décret du 26 octobre 1871, relatif aux titres universitaires délivrés dans les colonies; vu le décret du 28 décembre 1880, déterminant les conditions d'études et d'admission aux grades de bachelier et de licencié dans les facultés de droit; vu le décret du 8 janvier 1881; vu le décret du 21 septembre 1882; le conseil d'Etat entendu, décrète :

CHAPITRE Ier. DU PERSONNEL ET DE L'ADMINISTRATION DE L'ÉCOLE.

Art. 1er. Il est créé à Fort-de-France (Martinique) une école préparatoire à l'enseignement du droit.

2. L'administration et la surveillance de l'école sont placées dans les attributions du vice-recteur. Le procureur général est chargé de l'inspection de l'école.

3. L'enseignement est donné par des professeurs titulaires, par des chargés de cours et par des maîtres de conférences. Les magistrats peuvent, de leur consentement, être nommés professeurs ou chargés de cours. Pour être nommé professeur, chargé de cours, ou maître de conférences, il faut justifier du grade de licencié en droit. Les professeurs et les chargés de cours sont nommés par le gouverneur, sur la proposition du vice-recteur. Les maîtres de conférences sont désignés par le vice-recteur. L'avis du procureur général est demandé lorsqu'il s'agit de nommer aux fonctions de professeur, de chargé de cours et de maître de conférences des magistrats, des avocats et des officiers ministériels.

4. Le directeur de l'école est choisi par le gouverneur pour trois ans parmi les professeurs.

5. Un arrêté du gouverneur rendu en conseil privé fixe chaque année, dans la limite des crédits budgétaires, le cadre du personnel de l'école ainsi que le chiffre du traitement ou des indemnités à accorder à ce personnel, sans pouvoir toutefois diminuer le nombre des enseignements obligatoires. Cet arrêté est soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies. Il est toutefois provisoirement exécutoire.

6. Les professeurs, les chargés de cours et les maîtres de conférences arrêtent, sous la présidence du directeur de l'école, le règlement intérieur de l'école. Après avis du procureur général, ce règlement est soumis par le vice-recteur à l'approbation du gouverneur, qui statue en conseil privé et en rend compte au ministre de la marine et des colonies.

7. A la fin de chaque année le procureur général adresse au gouverneur un rapport sur le niveau des études, la valeur des examens, la discipline, les progrès de l'établissement et les améliorations à introduire dans son régime. Ce rapport est transmis par le gouverneur au ministre de la marine et des colonies.

8. Des arrêtés du gouverneur rendus en conseil privé déterminent le

mode d'administration et de comptabilité de l'école préparatoire à l'enseignement du droit de Fort-de-France. Ces arrêtés sont soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies. Ils sont, toutefois, provisoirement exécutoires.

CHAPITRE II. DE L'ENSEIGNEMENT.

9. L'enseignement comprend : 1° toutes les matières exigées par le décret du 28 décembre 1880 pour l'obtention du grade de bachelier et de licencié dans les facultés de droit de la métropole ; 2° un exposé de la législation coloniale et de son histoire. Les cours sont publics. Des conférences peuvent être ouvertes sur les diverses matières de l'enseignement.

10. Les règlements généraux concernant les programmes, les études, les inscriptions, les examens dans la métropole, sont appliqués à l'école préparatoire de droit de Fort-de-France, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent décret.

11. Ne peuvent être inscrits pour les cours de baccalauréat ou de licence que : 1° les personnes pourvues du diplôme de bachelier ès lettres ou du certificat de capacité équivalent, aux termes du décret du 26 octobre 1871 ; 2° les notaires, les avoués et autres officiers ministériels, les fonctionnaires ou employés en exercice à la Martinique ou y ayant exercé pendant trois ans. Néanmoins, les aspirants aux certificats de capacité en droit ou d'études administratives ou commerciales peuvent être inscrits, en justifiant seulement qu'ils sont âgés de seize ans révolus et qu'ils ont terminé leurs études primaires.

12. Il peut être accordé par le ministre de la marine et des colonies dispense des conditions exigées par l'article précédent. Les personnes qui sont en instance pour l'obtention de cette dispense peuvent être inscrites, mais elles ne sont admises aux examens qu'en justifiant de la dispense.

13. L'école décerne : 1° un certificat d'études de première année pour le baccalauréat, des certificats de capacité de seconde année pour le baccalauréat et de troisième année pour la licence ; 2° des certificats spéciaux de capacité pour le notariat, le greffe ou autres offices ministériels ; 3° des certificats spéciaux d'études de l'économie politique et du droit commercial ou du droit administratif (1re année) et des certificats supérieurs d'études du droit international privé ainsi que de l'histoire générale du droit français, public ou privé, et de la législation coloniale (2e année).

14. Nul ne peut obtenir les certificats spéciaux de première année, s'il ne justifie de quatre inscriptions. Nul n'est admis à l'examen pour les certificats supérieurs d'études spéciales (2e année), s'il n'est porteur d'un certificat d'études spéciales de première année, et s'il ne justifie de huit inscriptions trimestrielles.

15. Les jurys d'examen sont désignés par le directeur de l'école; ils sont composés de professeurs, de chargés de cours ou de maîtres de conférences. Ils sont présidés par le président de la cour d'appel ou un conseiller de cette cour, nommé par le gouverneur sur la proposition du vice-recteur, après avis du procureur général.

16. Les certificats d'aptitude aux grades universitaires, les certificats de capacité et d'études spéciales sont délivrés par le gouverneur, sur la proposition du vice-recteur.

17. Les inscriptions sont gratuites ; elles doivent être renouvelées au commencement de chaque trimestre. Les droits d'examen et de certificat, le droit pour la bibliothèque de l'école sont fixés par délibération du conseil général. Ces droits sont perçus pour le compte du budget de la colonie ; ils ne peuvent dépasser les droits établis dans la métropole.

CHAPITRE III. DE L'ÉQUIVALENCE DES ÉTUDES DE DROIT.

18. Les élèves pourvus du diplôme de bachelier ès lettres qui justifient par des certificats d'assiduité et d'inscriptions avoir régulièrement suivi les cours de droit à Fort-de-France, et qui ont subi avec succès les examens établis dans cette école,

peuvent, soit être admis à suivre les cours des facultés de droit de la métropole, soit y obtenir des diplômes de bachelier ou de licencié, dans les conditions suivantes : les élèves ayant suivi pendant un an les cours et porteurs de certificats d'études de première année sont admis à suivre les cours de seconde année sans nouvel examen. Les élèves ayant suivi pendant deux ans les cours et ayant obtenu le certificat de capacité de baccalauréat, les élèves ayant suivi pendant trois ans les cours et ayant obtenu le certificat de capacité de licence, peuvent obtenir les diplômes de bachelier ou de licencié après un examen spécial.

19. L'examen spécial pour le baccalauréat a lieu devant cinq examinateurs et porte sur les matières suivantes: droit romain, une interrogation; Code civil, deux interrogations; procédure civile, une interrogation; droit criminel, une interrogation.

L'examen spécial pour la licence a lieu devant cinq examinateurs et porte sur les matières suivantes : Code civil, deux interrogations ; droit commercial, une interrogation ; procédure civile, une interrogation; droit criminel, une interrogation.

20. Les candidats au diplôme de bachelier ou au diplôme de licencié versent comme droit d'examen, à la faculté de droit métropolitaine, la somme fixée par les règlements pour les épreuves, le certificat de l'examen et le diplôme. Dans le cas où ils sont admis, cette somme leur est remboursée par le budget local de la Martinique, sur la production du diplôme et jusqu'à concurrence de la somme qui lui a été versée pour l'examen correspondant à celui passé devant la faculté de droit métropolitaine.

21. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts sont chargés, etc.

---

24 FÉVRIER = 1er MAI 1883. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les mines de sel de Montmorot avec le chemin de fer d'intérêt local de Chalon-sur-Saône à Lons-le-Saunier. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,079.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les mines de sel de Montmorot avec le chemin de fer d'intérêt local de Chalon-sur-Saône à Lons-le-Saunier. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin de fer ne sont pas accomplies dans le délai de dix-huit mois, à partir de la date du présent décret.

2. La société anonyme des anciennes salines domaniales de l'Est est autorisée à construire ce chemin de fer à ses frais, risques et périls, suivant le tracé indiqué au plan ci-dessus visé et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges également ci-dessus visé. Les susdits plan et cahier des charges resteront annexés au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

27 FÉVRIER = 1er MAI 1883. — Décret qui ouvre, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers pour l'exécution de divers travaux publics. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,080.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1882, pour l'emploi de versements effectués au trésor à titre de fonds de concours, un crédit supplémentaire de 1,047,265 fr. 76 c. Ce crédit est réparti de la manière suivante entre les budgets, sections et chapitres ci-après désignés, savoir (*Suit le détail*).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

24 MARS = 1er MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,081.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880, un crédit supplémentaire de 15,454 fr. 25 c., montant des créances désignées au tableau ci-annexé et qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, et pour lesquelles des états nominatifs sont adressés, en double expédition, au ministre des finances, conformément à l'art. 129 du décret susmentionné du 31 mai 1862, savoir : exercice 1879, 5,962 fr. 40 c. ; exercice 1880, 9,491 fr. 85 c. Somme égale, 15,454 fr. 25 c.

2. Le ministre de la marine et des colonies est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercice clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'art. 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire des exercices courants.

4. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

30 MARS = 1er MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la location du magasin central d'habillement à Montpellier. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,083.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1882 (chap. 12), un crédit de 1,000 fr., représentant le montant du versement effectué au trésor par le département de l'Hérault pour sa part contributive dans la dépense de location, pendant l'année 1882, d'un immeuble affecté à l'usage du magasin central d'habillement et de campement dans la place de Montpellier.

2. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

30 MARS = 1er MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre sur le budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de divers travaux militaires. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,084.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget de l'exercice 1883 (chap. 20), un crédit de la somme de 13,442 fr. 86 c. applicable aux travaux militaires ci-après (*Suit le détail*).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor par les villes ci-dessus mentionnées.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

30 MARS = 1er MAI 1883. — Décret qui affecte au service du département de la guerre l'emplacement de l'ancien fortin du Mont-de-Couple dans les dépendances de la place de Boulogne (Pas-de-Calais). (XII, B. DCCLXIII, n. 13,085.)

---

31 MARS = 1er MAI 1883. — Décret qui organise l'inspection générale des services administratifs du ministère de l'intérieur. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,086.)

Le Président de la République, vu l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 25 novembre 1848 ; les décrets du 15 janvier 1852 ; les décrets des 21 juillet 1853, 12 août 1856, 25 avril 1859, 24 janvier 1866, 15 septembre 1871, 14 février 1873, 5 décembre 1879 et 6 avril 1880 ; les arrêtés du chef du pouvoir exécutif des 1er mai et 26 août 1871 ; les arrêtés ministériels des 25 décembre 1833, 22 août 1838, 14 juin 1839, 22 septembre 1856, 1er mai 1859, 10 août 1861 et 19 avril 1880 ; sur le rapport du ministre de l'intérieur, décrète :

Art. 1er. L'inspection générale des services administratifs du ministère de l'intérieur comprend : 1° les dépôts d'archives des préfectures, des

sous-préfectures, des mairies et des établissements publics de bienfaisance, les bibliothèques administratives des préfectures, des sous-préfectures et des mairies ; 2° les établissements généraux de bienfaisance, les hôpitaux, hospices, asiles d'aliénés publics ou privés, bureaux de bienfaisance, monts-de-piété, dépôts de mendicité et tous autres établissements publics de bienfaisance, les maisons de refuge, orphelinats, sociétés de charité maternelle, crèches ; les institutions de bienfaisance reconnues d'utilité publique ; les établissements départementaux et communaux de sourds-muets et de jeunes aveugles, et l'enseignement donné dans ces établissements ; les œuvres privées qui reçoivent des subventions de l'État, des départements et des communes ; les services intéressant les enfants assistés, la protection des enfants du premier âge et la médecine gratuite en faveur des habitants des campagnes ; 3° les maisons centrales de force et de correction, les maisons de détention, les pénitenciers agricoles, les maisons d'arrêt, de justice et de correction, les dépôts de sûreté ; les colonies et les quartiers de jeunes détenus, et tous les établissements publics ou privés servant à l'éducation correctionnelle pour l'un et l'autre sexe.

2. En conséquence, les inspecteurs généraux sont répartis en trois sections, savoir : archives départementales ; établissements de bienfaisance ; établissements pénitentiaires.

Les inspecteurs généraux relèvent de la direction de l'administration centrale chargée des services auxquels ils sont affectés.

3. Les inspecteurs généraux peuvent, en dehors de leur service spécial, être chargés d'inspections ou de missions concernant une partie quelconque des services énumérés à l'article 1er. Ils peuvent être chargés, soit individuellement, soit en comité de section, de l'étude de toutes questions intéressant l'administration dont ils relèvent. Ils ne peuvent se réunir en comité que sur la convocation du directeur et sous sa présidence. A défaut du directeur, les séances sont présidées par un inspecteur général désigné, sur sa proposition, pour le suppléer.

4. Le cadre de l'inspection générale comprend vingt et un inspecteurs généraux et une inspectrice générale.

Les inspecteurs généraux sont divisés en cinq classes et les traitements y afférents sont fixés ainsi qu'il suit : 1re classe, 10,000 fr. ; 2e classe, 9,000 fr. ; 3e classe, 8,000 fr. ; 4e classe, 7,000 fr. ; 5e classe, 6,000 fr.

L'emploi d'inspectrice générale comporte trois classes : 1re classe, 5,000 fr. ; 2e classe, 4,500 fr. ; 3e classe, 4,000 fr.

5. Les titres et emplois d'inspecteurs généraux adjoints et d'élèves inspecteurs sont supprimés. Il sera pourvu par arrêté ministériel à la situation des titulaires actuels.

6. Les fonctionnaires de l'inspection générale sont nommés par le ministre. Ils sont choisis parmi les membres des administrations publiques ou des conseils élus, et parmi toutes personnes que signalera leur compétence spéciale. Les candidats devront être citoyens français et âgés de trente ans au moins. Ceux qui se destineront à l'inspection des archives devront être munis du diplôme d'archiviste paléographe.

7. Les tournées périodiques sont réglées et les missions extraordinaires sont données par décision ministérielle. Les inspecteurs généraux font leurs rapports dans la forme, les conditions et les délais fixés par le ministre. Ils les remettent au directeur de l'administration à laquelle se réfère l'inspection ou la mission dont ils ont été chargés.

8. Les inspecteurs généraux en tournée ou en mission contrôlent le fonctionnement des services, ainsi que l'exécution des lois, règlements et instructions ministérielles. Ils n'ont qualité pour donner aucun ordre et prescrire aucune mesure, sauf en cas d'urgence, et à charge d'en référer aussitôt à l'administration centrale.

9. L'inspectrice générale a spécialement pour fonctions de visiter les établissements ou quartiers destinés à l'éducation correctionnelle des jeunes filles. Elle peut être égale-

ment chargée d'inspecter ceux qui sont affectés aux femmes et aux jeunes enfants. En tout cas, son contrôle est limité aux parties du service qui y sont expressément soumises par le ministre.

10. Sont rapportés les décrets des 5 décembre 1879 et 6 avril 1880, et généralement toutes dispositions antérieures, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

11. Le ministre de l'intérieur est chargé, etc.

---

31 MARS = 1er MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,087.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, deuxième section (chapitre 6. — *Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 4,450 fr., applicable aux dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

6 AVRIL = 1er MAI 1883. — Décret qui modifie la zone des fortifications du fort de Joux. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,088.)

---

3 FÉVRIER =. 7 MAI 1883. — Décret qui approuve la cession faite à la compagnie de chemins de fer départementaux de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Valognes-Montebourg à Saint-Vaast et Barfleur (XII, B. DCCLXIV, n. 13,089.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvée la cession faite à la compagnie de chemins de fer départementanx, par les sieurs Dubus et Debains, de la concession à eux accordée, par le décret du 14 août 1877, du chemin de fer d'intérêt local de Valognes-Montebourg à Saint-Vaast et Barfleur, telle qu'elle résulte de la convention susvisée du 11 avril 1882. Il sera pourvu à l'exécution de ce chemin de fer suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément au nouveau cahier des charges dressé par le préfet le 15 mai 1882, les art. 3 et 20 dudit cahier des charges devant toutefois être modifiés et reproduire la rédaction du cahier des charges-type. Des copies certifiées desdites convention et cahier des charges resteront annexées au présent décret.

2. Pour l'application des dispositions de l'art. 13 de la loi du 11 juin 1880, le capital de premier établissement du chemin de fer mentionné à l'art. 1er ci-dessus est fixé, à forfait, à la somme de 5,628,850 fr., y compris le matériel roulant, le mobilier des gares et l'outillage des ateliers, ainsi que les dépenses relatives à la constitution du capital-actions et à l'émission des obligations. Le maximum de la charge annuelle pouvant résulter, pour le trésor, de l'application de l'art. 13 de la loi du 11 juin 1880 est fixé à la somme de 100,000 francs.

3. Sont rapportées les dispositions du décret du 14 août 1877 qui sont contraires au présent décret, et notamment celle qui accorde au département de la Manche, sur les fonds du trésor, par application de l'art. 5 de la loi du 12 juillet 1865, une subvention de 150,000 fr.

4. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

2 = 5 AVRIL 1883. — Loi qui augmente les fonds d'avances et de subventions mis à la disposition de la caisse des chemins vicinaux (1). (XII, B. DCCLXV, n. 13,093.)

Art. 1er. La dotation de la caisse des chemins vicinaux, fixée à 200

---

(1) Présentation à la Chambre des députés par M. Léon Say, ministre des finances, le 1er juillet 1882 (J. O. du 3 août, n. 1073, p. 2099). Rapport de M. Méline, le 19 dé-

millions de francs par la loi du 11 juillet 1868, et portée à 500,000,000 de francs par la loi du 10 avril 1879, est augmentée de 20,000,000 de fr. Cette somme sera payable en deux annuités égales à partir de 1883.

2. Les avances à faire sur la nouvelle dotation de vingt millions de francs pourront être consenties aux départements et aux communes pour les dépenses des chemins de grande communication, d'intérêt commun, vicinaux ordinaires, et pour le rachat des ponts à péage. Elles seront réparties par un décret entre les départements. La réalisation des emprunts ne sera autorisée par le ministre de l'intérieur que sur la justification, par le département et les communes, qu'ils consacrent à la vicinalité la totalité de leurs ressources spéciales.

3. Il pourra être fait emploi en 1883 des sommes non employées au 31 décembre 1882 sur la dotation de 200,000,000 de fr. créée par la loi du 11 juillet 1868.

4. La somme de 80,000,000 de fr. versée à la caisse des chemins vicinaux à titre de subvention extraordinaire, en vertu de l'art. 1er de la loi du 12 mars 1880, est portée à 93,000,000 de fr.

5. Ladite subvention complémentaire de 13,000,000 de fr. sera employée dans les conditions déterminées par la loi du 12 mars 1880 et par le règlement d'administration publique du 3 juin 1880.

6. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, en sus des crédits accordés par la loi de finances du 29 juillet 1881 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire de 13,000,000 de fr. à inscrire à un chapitre spécial portant le nº 63, et intitulé : *Complément de subvention extraordinaire à la caisse des chemins vicinaux.*

7. Il sera pourvu à cette dépense par l'application au budget de 1882 d'un prélèvement de 13,000,000 de francs sur l'excédent de recettes de l'exercice 1880.

---

3 = 4 AVRIL 1883. — Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Neufchâteau à Barizey-la-Côte. (XII, B. DCCLXV, n. 13,094.)

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Neufchâteau à Barizey-la-Côte, par ou près Coussey et Ruppes.

2. Le ministre des travaux publics est autorisé à entreprendre les travaux d'infrastructure et de superstructure de ladite ligne, et à procéder, s'il y a lieu, à l'acquisition du matériel roulant, du mobilier des gares, de l'outillage et des approvisionnements nécessaires.

3. Il sera pourvu à la dépense des travaux et des acquisitions autorisés par la présente loi au moyen des crédits inscrits chaque année au budget du ministère des travaux publics pour les études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat, et notamment, pour l'exercice 1882, sur le chapitre 12 du budget des dépenses sur ressources extraordinaires. Viendra en déduction desdites dépenses le montant des subventions, soit en terrains, soit en argent, qui ont été ou qui seraient offertes par les départements, les communes et les propriétaires intéressés.

4. Il sera statué par une loi spéciale sur les dispositions à prendre pour assurer l'exploitation de la ligne ci-dessus désignée.

5. Un compte spécial de la dépense des travaux et des acquisitions faisant l'objet de la présente loi, ainsi que des ressources qui y auront été affectées, sera annexé à la loi portant règlement de chaque exercice.

---

8 = 13 AVRIL 1883. — Loi relative à un crédit extraordinaire ouvert sur l'exercice 1883, et applicable aux funérailles de M. *Gambetta*. (XII, B. DCCLXV, n. 13,095.)

Article unique. Est sanctionné le

---

cembre (J. O. du 2 janvier 1883, n. 1539, p. 2653). Adoption sans discussion, le 22 décembre (J. O. du 23).

Présentation au Sénat, le 3 février 1883 (J. O. du 20 avril, n. 34, p. 518). Rapport de M. Lacaze, le 10 mars (J. O. du 24 avril, n. 92, p. 547). Discussion et adoption, le 16 mars (J. O. du 17).

décret du 3 janvier 1883, rendu pendant l'absence des Chambres et portant ouverture au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 20,000 fr., inscrit à la première section (service du ministère de l'intérieur), sous le titre de *chapitre* 56. — *Funérailles de M. Gambetta*. Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

12 = 15 DÉCEMBRE 1882. — Décret qui approuve l'arrangement pour l'établissement de lignes télégraphiques le long des cours d'eau signé, entre la France et la Belgique, le 30 novembre 1882. (XII, B. DCCLXV, n. 13,096.)

Le Président de la République, sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Un arrangement pour l'établissement de lignes télégraphiques le long des cours d'eau entre la France et la Belgique ayant été signé, le 30 novembre 1882, entre les deux pays, ledit arrangement, dont le teneur suit, est approuvé et sera inséré au *Journal officiel*.

ARRANGEMENT.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, désirant faciliter le service de la navigation et de l'annonce des crues de la Sambre, de la Hayne, du canal de Mons à Condé, de l'Escaut, de la Lys, et de l'Yser, et jugeant utile, à cet effet, de relier par des lignes télégraphiques internationales les lignes déjà établies sur les territoires respectifs des deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1er. Il sera établi des lignes télégraphiques internationales : 1° sur la Sambre : fil direct et fil omnibus de Maubeuge à Sobre-sur-Sambre ; 2° sur la Hayne et le canal de Mons à Condé : fil semi-direct de Condé à Mons par Herbières ; 3° sur l'Escaut : fil direct de Condé à Tournai (écluse de Constantin) et second fil de Rodignies à Antoing ; 4° sur la Lys : fil des écluses de Houplines et Deulémont à l'écluse de Comines.

2. Les hautes parties contractantes se chargent respectivement, chacune sur son territoire, de la construction et de l'entretien des lignes ci-dessus indiquées, ainsi que de l'aménagement des postes auxquels elles doivent aboutir.

3. Les lignes internationales seront mises en exploitation des deux côtés de la frontière, dans le plus bref délai possible, à partir de la conclusion du présent arrangement.

4. Il sera fait exclusivement usage pour le service de ces lignes de l'appareil Morse à courant intermittent et des signaux qui s'y rapportent.

5. Les expéditeurs emploieront, à leur choix, la langue française ou la langue flamande.

6. Les dépêches échangées sur les lignes internationales, entre les deux administrations des cours d'eau français et belges, devront être exclusivement relatives au service de ces cours d'eau.

7. Les dépêches qui se rapportent spécialement aux crues et au régime des cours d'eau pourront être transmises ou reçues par les ingénieurs, conducteurs ou agents de la navigation des deux pays.

8. Les ingénieurs auront seuls la faculté d'échanger entre eux les dépêches concernant d'autres parties du service.

9. L'administration française et l'administration belge des lignes télégraphiques se réservent le contrôle des lignes internationales chacune sur son territoire.

10. Les deux administrations ne devront prélever aucune taxe sur les dépêches internationales échangées pour les besoins du service de la Sambre, de la Hayne, du canal de Mons à Condé, de l'Escaut, de la Lys et de l'Yser ; toutefois elles se réservent le droit de taxe pour le cas où elles auraient à prévenir des abus.

11. Le présent arrangement demeurera exécutoire tant que l'une des deux parties contractantes n'aura pas notifié à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. Les deux parties contractantes se réservent, d'ailleurs, à

toute époque, la faculté d'apporter, d'un commun accord, aux dispositions qui précèdent, les modifications qu'elles jugeraient convenables. En foi de quoi, les soussignés, président du conseil, ministre des affaires étrangères de la République française, et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges à Paris, dûment autorisés, ont arrêté le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets. Fait à Paris, le 30 novembre 1882. *Signé* E. DUCLERC. *Signé* BEYENS.

2. Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé, etc.

---

24 = 25 JANVIER 1883. — Décret portant promulgation de la déclaration relative au tarif télégraphique entre la France et la Grèce, signée à Paris le 13 juillet 1882. (XII, B. DCCLXV, n. 13,097.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, président du conseil, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la déclaration relative au tarif télégraphique signée, le 13 juillet 1882, entre la France et la Grèce, ladite déclaration, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

DÉCLARATION.

Le gouvernement de la République française, et le gouvernement de Sa Majesté le Roi de Grèce, désirant faciliter les relations télégraphiques entre la France et la Grèce, et usant de la faculté qui leur est accordée par l'art. 17 de la convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Pétersbourg, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er. La taxe des télégrammes ordinaires échangés entre la France et la Grèce, par la voie directe d'Otrante-Zante, est fixée uniformément, et par mot, ainsi qu'il suit: 1° pour les correspondances à destination ou en provenance de la Grèce continentale ou de l'île de Corfou, à 55 c.; 2° pour les correspondances à destination ou en provenance de toutes les îles de la Grèce, sauf Corfou, à 70 c.

2. La répartition de ces taxes aura lieu dans les proportions suivantes, acceptées par la compagnie Eastern-Telegraph, savoir: 1° pour les correspondances en provenance ou à destination de la Grèce continentale ou de l'île de Corfou: pour la France, 13 c.; pour l'Italie, 16 c.; pour le transit des câbles, 20 c.; pour la Grèce, 06 c. Total, 55 c.; 2° pour les correspondances en provenance ou à destination de toutes les îles de la Grèce, sauf Corfou: pour la France, 13 c.; pour l'Italie, 13 c.; pour le transit de câbles, 35 c.; pour la Grèce, 06 c. Total, 70 c.

3. Les dispositions qui précèdent seront applicables aux correspondances échangées par la voie des câbles atterrissant en France entre l'Algérie et la Tunisie, d'une part, la Grèce et les îles de l'archipel hellénique, d'autre part. Il sera toutefois perçu pour ces correspondances une taxe additionnelle de 10 c. par mot, exclusivement attribuée à la France pour le transit sous-marin entre la France et l'Algérie ou la Tunisie.

4. Le présent arrangement pourra être étendu, par simple entente administrative, aux correspondances acheminées par toutes les autres voies, sous la réserve que les taxes terminales attribuées à la France et à la Grèce resteront telles qu'elles sont fixées par la présente déclaration.

5. Les deux administrations détermineront, d'un commun accord, la date de la mise en vigueur du présent arrangement, qui durera pendant un temps indéterminé, et jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où la dénonciation en sera faite par l'une des parties contractantes. En foi de quoi, les soussignés, savoir : le ministre des postes et des télégraphes de la République française, et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Grèce près le gouvernement de la République française, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du sceau de leurs armes. Fait en double expédition, à Paris, le 13 juil-

let 1882. *Signé* AD. COCHERY. *Signé* MAVROCORDATO.

2. Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le ministre des postes et des télégraphes sont chargés, etc.

---

29 MARS = 22 MAI 1883. — Décrets qui rectifient, en ce qui concerne les départements du Doubs et d'Indre-et-Loire, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLXV, n. 13,098, 13,099.)

---

10 AVRIL = 22 MAI 1883. — Décret qui modifie le tableau de répartition des conseillers d'arrondissement. (XII, B. DCCLXV, n. 13,102.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le tableau de répartition des conseillers d'arrondissement entre les cantons, tel qu'il a été arrêté par les décrets susvisés, est modifié de la manière suivante :

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENTS.	CANTONS.	POPULATION.	NOMBRE de conseillers
Ain	Nantua	Châtillon-de-Michaille.	9,671	2
		Nantua	9,045	1
Calvados	Pont-l'Évêque	Dozulé	9,771	2
		Pont-l'Evêque	9,761	1
Cantal	Mauriac	Pleaux	10,111	2
		Riom-ès-Montagne	10,043	1
Charente-Inférieure	Saintes	Pons	15,367	1
		Saintes (canton nord)	15,697	2
Corrèze	Ussel	Meymac	11,115	2
		Neuvic	11,085	1
Côte-d'Or	Semur	Flavigny	10,763	2
		Montbard	10,747	1
Eure	Bernay	Beaumont-le-Roger	10,864	2
		Thiberville	10,852	1
Gironde	Blaye	Blaye	15,123	2
		Saint-Savin	15,443	3
Ille-et-Vilaine	Fougères	Fougères (canton sud)	15,848	1
		Saint-Brice-en-Cogles	15,148	1
Indre	La Châtre	Eguzon	8,286	1
		Sainte-Sévère	8,428	2
Indre-et-Loire	Chinon	Bourgueil	13,022	1
		Langeais	13,065	2
	Loches	Ligueil	9,325	1
		Montrésor	9,580	2
Isère	La Tour-du-Pin	Bourgoin	21,812	2
		Morestel	21,046	1
Marne	Châlons-sur-Marne	Ecury-sur-Code	6,496	1
		Marson	6,592	2
Meurthe-et-Moselle	Briey	Briey	8,738	2
		Conflans	8,488	1
	Lunéville Nancy	Ces deux arrondissements ayant aujourd'hui neuf cantons par suite de la création des cantons de Badonviller et de Nancy (sud) (lois du 8 avril 1879), chacun des cantons nommera un conseiller d'arrondissement.		
Nièvre	Château-Chinon	Châtillon-en-Bazois	12,990	1
		Luzy	13,250	2
Pas-de-Calais	Montreuil	Campagne-les-Hesdin	11,725	1
		Fruges	11,742	2
	Saint-Omer	Lumbres	17,439	1
		St-Omer (canton nord)	17,667	2
	Saint-Pol	Avesnes-le-Comte	13,164	1
		Heuchin	13,191	2
Seine	Sceaux	Charenton	57,897	3
		Villejuif	56.542	2
Seine-et-Oise	Pontoise	Gonesse	8,932	1
		Le Raincy	19,339	1
Tarn-et-Garonne	Castelsarrasin	Castelsarrasin	10,576	2
		Montech	10,231	1
Vaucluse	Orange	Orange (canton est)	11,953	1
		Orange (canton ouest)	12,219	2
Vosges	Mirecourt	Darnay	10,663	1
		Dompaire	10,895	2
Yonne	Tonnerre	Cruzy-le-Châtel	6,487	1
		Noyers	6,528	2

2. Les cantons dont le nombre des représentants doit être réduit en vertu de l'article précédent subiront cette réduction lorsqu'il y aura lieu de pourvoir soit au renouvellement de la série dont ils font partie, soit au remplacement d'un de leurs conseillers en cas de vacances partielles. Les cantons dont le contingent doit être augmenté éliront alors le nouveau conseiller qui leur est attribué par le même article.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé, etc.

---

14 AVRIL = 22 MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'agrandissement du dépôt d'étalons de Saint-Lô. (XII, B. DCCLXV, n. 13,106.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883 (deuxième section. — *Beaux-arts*, chap. 36. — *Reconstruction et agrandissement des bâtiments des dépôts d'étalons*), un crédit de 100,000 fr., applicable aux dépenses nécessitées par l'agrandissement du dépôt d'étalons de Saint-Lô.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

14 AVRIL = 22 MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix. (XII, B. DCCLXV, n. 13,107.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883 (deuxième section. — *Beaux-arts*, chap. 6. — *Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 3,333 fr. 33 c., applicable à l'école nationale des arts industriels de Roubaix.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

14 AVRIL = 22 MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école des beaux-arts de Bourges. (XII, B. DCCLXV, n. 13,108.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1882 (deuxième section. — *Beaux-arts*, chap. 8. — *Ecoles municipales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 53 fr. 44 c., applicable aux dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

14 = 15 AVRIL 1883. — Décret concernant le service des colis postaux entre la France, la Corse, l'Algérie, la Tunisie, les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans, les colonies danoises et le Luxembourg. (XII, B. DCCLXV, n. 13,109.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le service des colis postaux commencera à fonctionner le 1er mai prochain entre la France (y

compris la Corse et l'Algérie), la Tunisie et les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans, d'une part, et les colonies danoises de Saint-Thomas, de Saint-Jean et de Sainte-Croix, d'autre part.

2. L'affranchissement des colis postaux sera obligatoire. La taxe à payer par l'expéditeur sera perçue conformément aux indications du tableau ci-après (*Suit le tableau*).

3. A partir de la même date, la taxe à percevoir par les bureaux de poste français établis dans les ports de Turquie, pour l'affranchissement des colis postaux à destination du Luxembourg, sera fixée comme suit : à 2 fr. 25 c., pour les envois acheminés par la voie de Marseille ; à 2 fr. 75 c., pour les envois acheminés par la voie de Roumanie.

4. Sont applicables aux colis postaux dont il s'agit toutes les dispositions des décrets susindiqués.

5. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

14 = 15 AVRIL 1883. — Décret qui fixe les taxes à percevoir en France, en Algérie et dans les bureaux français à l'étranger sur les correspondances à destination ou provenant de Madagascar. (XII, B. DCCLXV, n. 13,110.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les taxes à acquitter en France, en Algérie et dans les bureaux français à l'étranger sur les lettres, les cartes postales, les papiers d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés ordinaires ou recommandés à destination ou provenant de Tamatave (Madagascar), seront perçues conformément au tarif annexé au décret susvisé du 7 septembre 1881. Les dispositions des art. 6, 7 et 8 du décret susvisé du 27 mars 1879 seront, en outre, applicables aux correspondances dont il s'agit.

2. Les lettres, les cartes postales, les échantillons de marchandises et les imprimés ordinaires à destination ou provenant du reste de l'Etat de Madagascar seront passibles des mêmes taxes que les objets similaires à destination ou provenant de Tamatave. Toutefois l'affranchissement intégral des lettres et autres correspondances sera obligatoire, et les taxes perçues au départ ne seront valables que jusqu'à Tamatave.

3. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1er mai 1883.

4. Toutes dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

5. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

16 AVRIL = 22 MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour secours aux victimes des inondations. (XII, B. DCCLXV, n. 13,111.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, chap. 66, un crédit de 1,296 fr. 40 c. applicable aux secours aux victimes des inondations de 1882.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

19 AVRIL = 22 MAI 1883. — Décret qui fixe le cautionnement de l'agent comptable de la caisse d'épargne postale. (XII, B. DCCLXIII, n. 13,112.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le cautionnement auquel l'art. 5 du décret réglementaire du 31 août 1881 assujettit l'agent comptable de la caisse d'épargne postale est fixé à 20,000 fr., pendant la durée de la gestion du nouveau titulaire.

2. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

19 = 20 AVRIL 1883. — Décret concernant le service des colis postaux entre les colonies françaises et les colonies danoises. (XII, B. DCCLXV, n. 13,113.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le service des colis postaux sera étendu aux relations du Sénégal, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane française, de Mayotte, de Nossi-Bé, de Sainte-Marie de Madagascar, de la Réunion, de Pondichéry, de Karikal, de la Cochinchine et de la Nouvelle-Calédonie, avec les colonies danoises de Saint-Thomas, de Saint-Jean et de Sainte-Croix; cette mesure sera appliquée dans les colonies ou établissements français précités, à dater du jour où le présent décret aura été promulgué.

2. L'affranchissement de ces colis postaux sera obligatoire. La taxe à payer sera perçue conformément aux indications du tableau ci-après (*Suit le tableau*).

En outre, l'expéditeur d'un colis postal aura à acquitter un droit de timbre de 10 c., dans les colonies où le timbre est en vigueur.

3. Sont applicables aux colis postaux dont il s'agit toutes les dispositions des décrets susvisés.

4. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, etc.

---

24 AVRIL = 22 MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'instruction primaire dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis. (XII, B. DCCLXV, n. 13,114.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, section première, chap. 32 (*Inspection des écoles primaires*), sur l'exercice 1883, un crédit de 12,000 fr. destiné à assurer, pendant l'année 1883, le paiement des traitements et frais fixes de deux nouveaux inspecteurs primaires dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée au trésor sous le titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

27 = 28 MARS 1883. — Loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie (1). (XII, B. DCCLXVI, n. 13,117.)

Art. 1er. Un tribunal français et six justices de paix sont institués dans la Régence de Tunis. Le tribunal de première instance siège à Tunis; les justices de paix ont leur siège à Tunis, à la Goulette, à Bizerte, à Sousse, à Sfax et au Kef. La circonscription du tribunal s'étend sur toute la Régence. Le ressort de chaque justice de paix sera déterminé par un décret rendu, le conseil d'Etat entendu. Au cas où les besoins du service judiciaire viendraient à l'exiger, d'autres tribunaux de première instance et d'autres justices de paix pourront être institués par des règlements d'administration publique, qui auront à en déterminer les ressorts.

---

(1) Présentation à la Chambre des députés d'un projet de loi relatif à l'organisation de différents services en Tunisie, par MM. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères; Humbert, ministre de la justice, etc., le 8 mai 1882 (J. O. du 24 mai, n. 800, p. 1317). Rapport de M. A. Dubost, le 6 juillet (J. O. du 3 août, n. 1082, p. 2101). Avis de la commission du budget, par M. Ribot, le 10 juillet (J. O. du 5 août, n. 1141, p. 2146). Discussion et adoption, le 17 juillet (J. O. du 18).

Présentation au Sénat, le 9 août (J. O. du 5 décembre, n. 565, p. 601). Présentation d'un projet spécial, portant organisation de la juridiction française en Tunisie, le 25 janvier 1883 (J. O. du 29 mars, n. 18, p. 492). Rapport de M. Jacques, le 15 février 1883 (J. O. du 20 avril, n. 45, p. 524, et du 21 avril, n. 45 *bis*, p. 529). Avis de la commission des finances, par M. Jacques, le 1er mars (J. O. du 21 avril, n. 68, p. 535). Discussion et adoption, le 3 mars (J. O. du 4).

Présentation à la Chambre des députés, le 10 mars (J. O. du 22 mars, n. 1768, p. 373). Rapport de M. Dubost, le 15 mars, (J. O. du 16, et du 26 avril, n. 1794, p. 470). Discussion et adoption avec modifications, le 15 mars (J. O. du 16).

Retour au Sénat du projet modifié, le 15 mars (J. O. du 15 avril, n. 108, p. 553). Rapport de M. Barthélemy Saint-Hilaire, le 17 mars (J. O. du 18, et du 26 avril,

2. Ces tribunaux font partie du ressort de la cour d'Alger. Ils connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales entre Français et protégés français. — Ils connaissent également de toutes les poursuites intentées contre des Français et protégés français pour contraventions, délits ou crimes. — Leur compétence pourra être étendue à toutes autres personnes par des arrêtés ou des décrets de Son Altesse le Bey, rendus avec l'assentiment du gouvernement français (1).

3. Les juges de paix exercent, en matière civile et pénale, la compétence étendue telle qu'elle est déterminée par le décret du 19 août 1854. Toutefois les juges de paix siégeant dans une ville où il y a un tribunal de première instance n'ont cette compétence étendue que pour les actions personnelles et mobilières en matière civile et commerciale; pour

---

n. 121, p. 558). Discussion et adoption, le 17 mars (J. O. du 18).

Le 8 mai 1882, le gouvernement a présenté à la Chambre des députés un projet de loi contenant ouverture d'un crédit extraordinaire de 3,168.667 francs aux ministres de la justice et des cultes, de la guerre, de l'instruction publique et des beaux-arts pour l'organisation de différents services en Tunisie.

Ce projet de loi comprenait quatre titres relatifs : le premier à l'organisation de la justice française, le deuxième à l'entretien des compagnies mixtes, le troisième à la création d'une école française d'enseignement primaire supérieur et professionnel, le quatrième aux dispositions financières nécessaires pour l'établissement de ces différents services.

La commission chargée d'examiner ce projet a été d'avis que les dispositions qu'il contenait étaient insuffisantes et qu'il y avait lieu de procéder à une organisation complète du protectorat, de manière à placer l'administration des affaires tunisiennes sous l'influence directe du gouvernement de la République, mais que, pour y parvenir, il était indispensable de transformer l'organisation financière actuelle de la Régence et le régime des capitulations. (Voy. à ce sujet l'intéressant rapport de M. Antonin Dubost.) Elle a pensé toutefois qu'en attendant un projet d'ensemble réglant toutes les questions que comporte l'exécution du traité de Casr-Saïd, les propositions du gouvernement relatives à l'établissement d'une juridiction nouvelle, à la création d'une école professionnelle et à l'entretien de compagnies mixtes, méritaient d'être accueillies.

Ces conclusions ont été ratifiées par la Chambre, qui a adopté, par 349 voix contre 85, le projet qui lui était soumis, à la suite d'une assez vive discussion à laquelle ont pris part MM. *Delafosse*, *Antonin Dubost*, rapporteur, *Camille Pelletan* et *de Freycinet*, président du conseil, ministre des affaires étrangères (Séance du 17 juillet 1882).

Le projet a été déposé sur le bureau du Sénat dans la séance du 9 août. Le 22 décembre, le gouvernement invitait la commission chargée de procéder à son examen à détacher le titre II relatif à l'entretien des compagnies mixtes, qui avait un caractère d'urgence tout particulier. Cette partie du projet, adoptée successivement par le Sénat et par la Chambre, est devenue la loi du 5 janvier 1883.

Enfin, par un décret en date du 25 janvier 1883, le gouvernement a retiré les titres I et III, et dans la séance du même jour il a déposé un projet de loi concernant spécialement l'organisation de la juridiction française en Tunisie.

Ce projet a été l'objet d'assez nombreuses modifications de la part de la commission (Voy. le rapport de M. Jacques, et les notes ci-après) : il a été ensuite adopté par le Sénat, dans la séance du 4 mars, malgré l'opposition de M. de *Gavardie*. Le vote des articles avait été précédé d'un intéressant échange d'observations entre MM. de *Broglie*, *Challemel-Lacour*, ministre des affaires étrangères, et le comte de *Saint-Vallier*.

La Chambre l'a voté à son tour, mais en supprimant deux articles contenant des dispositions financières pour l'application de la loi, qui avaient été ajoutés à tort par le Sénat, puisque celui-ci n'a pas l'initiative en matière de crédits, et ces dispositions ont fait l'objet d'un projet de loi spécial. (Voy. la loi suivante.)

(1) Cet article détermine la compétence des nouveaux tribunaux : ils connaîtront de toutes les affaires civiles et commerciales entre Français et protégés français, ainsi que de toutes les poursuites intentées contre les Français et protégés français pour contraventions, délits ou crimes.

Le troisième paragraphe indique que leur compétence pourra être étendue à toutes autres personnes par des arrêtés ou des décrets de S. A. le Bey, rendus avec l'assentiment du gouvernement français.

Dans la situation actuelle, il était impossible d'aller plus loin; mais le but poursuivi, de substituer à aussi bref délai que possible la justice française aux capitulations, aussi bien pour les étrangers que pour les Français, est nettement indiqué par le paragraphe troisième.

le surplus, ils exercent la compétence ordinaire telle qu'elle est déterminée par les lois et décrets en vigueur en Algérie (1).

4. Le tribunal de première instance connaît en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 3,000 fr. et des actions immobilières jusqu'à 120 fr. de revenu. En premier ressort, sa compétence est illimitée. — En matière correctionnelle, il statue en premier ressort sur tous les délits et contraventions dont la connaissance n'est pas attribuée aux juges de paix par l'article précédent.— En matière criminelle, il statue en dernier ressort sur tous les faits qualifiés crimes, avec l'adjonction de six assesseurs ayant voix délibérative, tirés au sort sur une liste dressée chaque année dans des conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique. Si l'accusé ou l'un des accusés est Français ou protégé français, les assesseurs devront être tous Français (2).

5. Le tribunal statuant au criminel

---

(1) L'art. 3 attribue aux juges de paix institués en Tunisie la compétence étendue telle qu'elle est déterminée pour l'Algérie par le décret du 19 août 1854. Cette dérogation aux lois de la métropole a été motivée par l'éloignement des distances en Algérie; elle a donné de très bons résultats; son application à la Tunisie était nécessaire pour les mêmes causes.

Mais, en Algérie, la compétence étendue n'est pas attribuée aux juges de paix des villes où siège un tribunal de 1re instance. D'après le projet du gouvernement, le juge de paix de Tunis ne devait avoir également que la compétence ordinaire. La commission du Sénat a pensé qu'en ce qui concerne la Tunisie, l'extension de compétence pouvait être appliquée même aux juges de paix siégeant dans les chefs-lieux d'arrondissement, sauf en ce qui concerne les référés, les mesures conservatoires et les matières pénales de la compétence des tribunaux de 1re instance.

Il y aurait, en effet, dit M. Jacques, dans son rapport, une espèce de contradiction à doubler dans l'art. 4 la compétence des tribunaux de 1re instance en ne faisant pas subir une modification analogue à la compétence de ces juges de paix.

(2) Les dispositions relatives à la compétence du nouveau tribunal en matière civile, correctionnelle et pénale présentent une importance particulière.

En ce qui concerne la compétence civile, le projet du gouvernement se contentait de dire que le tribunal statuerait en dernier ressort jusqu'à concurrence d'une valeur de 3,000 francs, c'est-à-dire au double des tribunaux de France, et qu'en premier ressort sa compétence serait illimitée. La commission du Sénat a cru devoir compléter cette rédaction en disant que la compétence s'étendrait jusqu'à 3,000 francs pour les actions personnelles et mobilières, et jusqu'à 120 francs de revenu pour les actions immobilières.

En matière correctionnelle, le tribunal statue, mais seulement en premier ressort, sur tous délits ou contraventions autres que ceux de la compétence des juges de paix.

Le paragraphe 3 détermine la compétence du tribunal en matière criminelle. Dans le projet du gouvernement, ce point faisait l'objet d'un article spécial (art. 5), ainsi conçu : « Si une infraction qualifiée crime est commise par une personne ressortissant à la justice française, le tribunal s'adjoint six assesseurs tirés au sort parmi les noms portés sur la liste qui est arrêtée, chaque année, à l'avance, et dressée dans des conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique. »

« Ici, disait M. Jacques dans son rapport, le gouvernement qui, dans presque toutes les dispositions de son projet de loi, se rapproche de la législation et de la juridiction algériennes, s'en éloigne sensiblement : se fondant sur l'impossibilité où il se trouvera de composer une liste de jurés en Tunisie, il a recours à un moyen terme qui n'est pas sans difficultés et sur lequel votre commission a porté son attention.

« Depuis le 24 octobre 1870, date d'un décret rendu par le gouvernement de la Défense nationale, le jury fonctionne en Algérie comme en France, sauf quelques modifications peu importantes. Mais ce n'est qu'après quarante années d'occupation et après de nombreuses transformations que ce résultat, réclamé incessamment par les populations, a été atteint.

« L'Algérie, au début de la conquête, a été divisée en deux territoires désignés sous les noms de territoire militaire et de territoire civil.

« Les délits et les crimes commis en territoire militaire ont été déférés à la juridiction du conseil de guerre, sans distinction de nationalité, jusqu'au 15 mars 1860, date d'un décret qui n'a maintenu que les musulmans sous cette juridiction.

« Les délits et les crimes commis en territoire civil ont été, sans distinction de nationalité, déférés aux tribunaux de première instance, jugeant en premier ressort, à charge d'appel devant le tribunal supérieur, et plus tard devant la cour d'appel d'Alger,

est saisi par un arrêt de renvoi rendu par la chambre des mises en accusation de la cour d'Alger, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle; sa décision est rendue dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle.

6. Le tribunal assisté d'assesseurs, comme il est dit art. 4, tient ses assises tous les trois mois, aux dates fixées d'avance par arrêté ministériel.

7. Sauf les dérogations apportées par les articles précédents, les règles de procédure et d'instruction criminelle déterminées par les lois, décrets et ordonnances en vigueur en Algérie sont applicables aux juridictions instituées en Tunisie.

8. Les délais des ajournements et des appels sont réglés conformément à l'ordonnance royale du 16 avril 1843. Toutefois, si celui qui est assigné demeure hors de la Tunisie, le délai des ajournements sera : pour ceux qui demeurent dans les autres Etats, soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée et celui de la mer Noire, de deux mois; pour ceux qui demeurent hors de ces limites, de cinq mois.

9. Lorsqu'il y aura lieu à insertions légales, elles devront, à peine de nullité, être faites dans l'un des journaux désigné à cet effet par arrêté du ministre résident de France à Tunis.

10. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1841 sur la profession de défenseur et les dispositions des décrets et arrêtés concernant l'exercice de la profession d'huissier en Algérie sont applicables en Tunisie. Cependant les Français et les étrangers qui, à la promulgation de la présente loi, exerceront la profession d'avocat en Tunisie, et auront, dans le délai d'un mois à partir de cette promulgation, adressé au ministre résident une demande à l'effet de représenter les parties devant le tribunal de Tunis, pourront, après avis du tribunal donné en la chambre du conseil, le procureur de la République entendu, être admis par décret, à titre exceptionnel, à remplir les fonctions de défenseur près ce tribunal (1).

11. Le tribunal de Tunis comprend:

---

jusqu'au 19 août 1854, date d'un décret qui a établi des cours d'assises composées, à Alger, de cinq conseillers de la cour d'appel et, dans les autres tribunaux de l'Algérie, de trois conseillers auxquels s'adjoignaient deux juges. Elles jugeaient en dernier ressort, sans assistance de jurés, tous les crimes commis dans le territoire civil, et, à partir du 15 mars 1860, ceux commis dans le territoire militaire par les Israélites et les Européens. Cet état de choses a duré jusqu'au 24 octobre 1870, date de l'établissement du jury.

« Le système admis pour la Tunisie est donc bien préférable à tous ceux qui ont fonctionné en Algérie jusqu'à cette dernière date; il se rapproche davantage de l'établissement du jury; il servira de transition jusqu'au moment où cette institution pourra être faite.

« L'art. 5 n'indiquait pas la composition de la liste des assesseurs, votre commission s'est demandé si elle ne comprendrait que des Français ou si elle renfermerait à la fois des Français et des étrangers : elle a interrogé sur ce point les représentants du gouvernement, qui lui ont déclaré que l'intention du gouvernement était d'y faire figurer des étrangers appartenant aux nationalités qui auraient renoncé au bénéfice de leurs capitulations. Ils ont fait ressortir la nécessité de cette concession, qui sera un des principaux éléments de la décision des gouvernements étrangers et qui, par cela même, facilitera l'extension de la justice française en Tunisie.

« C'est une dérogation aux principes de notre droit public; cependant votre commission a pensé que les raisons données par le gouvernement étaient assez sérieuses pour la maintenir; mais elle a ajouté un paragraphe portant que, si l'accusé ou l'un des accusés est Français, ses assesseurs devront être tous Français.

« Elle a ensuite joint cet article à l'art. 4, dont il sera le troisième paragraphe, de manière à ce que la compétence des trois juridictions figure dans un même article.

« Enfin, pour rendre ces dispositions plus claires, elle en a fait une nouvelle rédaction dans laquelle elle a reporté deux dispositions comprises dans l'art. 6, disant que le tribunal et les assesseurs délibèrent en commun et que leur décision est rendue en dernier ressort. »

Voyez ci-après le décret du 14 avril 1883, relatif aux conditions dans lesquelles seront désignés les assesseurs du tribunal de Tunis.

(1) Cette disposition constitue encore une

un président, trois juges titulaires, deux juges suppléants, un procureur de la République, un substitut et un greffier. L'un des juges désigné par le ministre de la justice remplit les fonctions de juge d'instruction. Le nombre des juges et substituts pourra être augmenté, et des commis greffiers pourront être institués par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique.

12. Les tribunaux de paix se composent d'un juge de paix, d'un ou plusieurs suppléants et d'un greffier. Un officier de police judiciaire remplit les fonctions de ministère public.

13. Des interprètes sont attachés aux tribunaux et aux justices de paix.

14. Les décrets portant nomination et révocation des magistrats, des officiers ministériels et des interprètes sont rendus sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice.

15. Les magistrats composant les tribunaux établis en Tunisie, les greffiers, commis greffiers et interprètes attachés à ces tribunaux sont soumis aux lois et règlements qui régissent les juridictions algériennes. Les conditions d'âge et de capacité pour leur nomination sont les mêmes que celles exigées pour l'exercice, en Algérie, des mêmes fonctions. Leurs traitements sont fixés conformément au tableau annexé à la présente loi.

16. Les fonctions de notaire continueront à être exercées dans la Régence par les agents consulaires français, jusqu'à ce que le notariat y ait été organisé par un règlement d'administration publique (1).

17. Le tarif des frais de justice, en matière civile et criminelle, sera fixé par un règlement d'administration publique. Jusqu'à la promulgation de ce règlement d'administration publique, les tribunaux appliqueront les tarifs en vigueur en Algérie.

18. Sont abrogées toutes les dispositions concernant la juridiction consulaire et applicables dans la Régence de Tunis, en tant qu'elles sont contraires à celles qui précèdent.

19. La présente loi sera exécutoire trois jours après son insertion dans le *Journal officiel du gouvernement tunisien.*

Tableau fixant le traitement des magistrats et du personnel de la justice française en Tunisie.

TRIBUNAL DE TUNIS.

Président, 12,000 fr.; juge d'instruction, 8,800 fr.; juge, 8,000 fr.; juge suppléant, 2,400 fr.; procureur de la République, 12,000 fr.; substitut, 8,000 fr.; greffier, 4,000 fr.; commis greffier, 3,000 fr.; interprète, 3,400 fr.

---

dérogation à notre droit public qui ne permet à aucun titre l'introduction d'étrangers dans l'administration de la justice française.

« Les représentants du gouvernement, dit le rapporteur au Sénat, ont insisté pour qu'elle soit maintenue en reproduisant les raisons qu'ils avaient déjà fait valoir sur l'art. 4, concernant les assesseurs étrangers appelés à participer à la justice criminelle; ils pensent que c'est un moyen d'arriver plus vite et plus facilement à l'abandon des capitulations de la part des nations étrangères.

« Votre commission a également admis cette innovation, mais à titre tout à fait exceptionnel et seulement pour l'organisation du tribunal de Tunis, aucune raison n'existant pour l'étendre aux autres tribunaux qui pourront être créés plus tard dans la Régence..... »

(1) Le projet du gouvernement ne faisait pas mention des notaires chargés de la rédaction des conventions intervenues entre les parties et dont l'intervention est exigée par la loi française dans certaines conditions déterminées par elle.

Les représentants du gouvernement, priés de s'expliquer sur ce point, ont déclaré que cette omission était volontaire, parce qu'il avait paru préférable de laisser aux agents consulaires l'exercice de ces fonctions, jusqu'à l'abandon des capitulations.

La commission a été d'avis qu'il n'était pas possible de laisser une pareille lacune dans la loi, et, tout en admettant la solution du gouvernement, elle a inséré un article qui consacre le principe posé et permettra au pouvoir exécutif d'organiser le notariat par un règlement d'administration publique aussitôt qu'il le jugera possible. (Rapport de M. Jacques.)

JUSTICES DE PAIX.

Juge de paix, 5,000 fr.; greffier, 3,500 fr.; interprète, 3,000 fr.; officier de police judiciaire, 3,500 fr.

---

27 = 28 MARS 1883. — Loi qui ouvre des crédits extraordinaires, sur l'exercice 1883, pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie. (XII, B. DCCLXVI, n. 13,118.)

Art. 1er. Il est ouvert aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, des crédits extraordinaires montant à la somme de 220,000 fr. Ces crédits demeurent répartis par ministères et par chapitres, conformément au tableau annexé à la présente loi.

2. Il sera pourvu aux crédits extraordinaires ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

27 JANVIER = 24 MAI 1883. — Décret portant que, dans les cercles de Ghardaia, d'Aïn-Sefra et dans le poste de Mécheria, des officiers de l'armée pourront être investis provisoirement des attributions conférées aux juges de paix. (XII, B. DCCLXVI, n. 13,119.)

Le Président de la République, sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice; vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 et le décret du 10 août 1875, sur l'organisation de la justice en Algérie; attendu qu'il est nécessaire de pourvoir à l'administration de la justice dans les cercles de Ghardaïa et d'Aïn-Sefra, et dans le poste militaire de Mécheria nouvellement créés, décrète :

Art. 1er. Jusqu'à l'établissement de justices de paix dans les cercles de Ghardaïa, d'Aïn-Sefra, et dans le poste de Mécheria, des officiers de l'armée pourront y être, sur la proposition du procureur général et par arrêté du gouverneur général, provisoirement investis des attributions conférées aux juges de paix. Seront applicables, dans lesdits territoires, les dispositions du dernier paragraphe de l'art. 6 du décret susvisé du 10 août 1875.

2. Sont rattachés, pour l'administration de la justice : le cercle de Ghardaïa, au tribunal de Blidah; le cercle d'Aïn-Sefra et le poste de Mécheria, au tribunal de Mascara.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé, etc.

---

14 AVRIL = 22 MAI 1883. — Décret qui délimite les circonscriptions des justices de paix établies en Tunisie. (XII, B. DCCLXVI, n. 13,120.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le ressort de la justice de paix de Tunis comprend le cercle militaire de Tunis (moins la partie de ce cercle réservée à la justice de paix de la Goulette) et les cercles militaires d'Aïn-Touga et de Zaghouan. Le ressort de la justice de paix de Bizerte comprend le cercle militaire de Bizerte, l'annexe de Mâteur et le cercle de Béja. Le ressort de la justice de paix de la Goulette comprend la partie du cercle de Tunis située entre la mer et une ligne déterminée par Kamart, l'Aouina, l'oued Méliana et la limite du cercle de Zaghouan. Le ressort de la justice de paix du Kef comprend les cercles militaires d'Aïn-Drahm, de Ghardimaou, du Kef et l'annexe de Fériana. Le ressort de la justice de paix de Sousse comprend les cercles militaires de Sousse, de Kairouan, de Mahadia et des Gamada. Le ressort de la justice de paix de Sfax comprend les cercles militaires de Sfax, de Djilma, de Maharès, de Gabès, d'El-Aiacha, l'annexe de Tozeur, et les cercles de Gassa et de Djerba-Ksar-Moudenin.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

14 AVRIL = 22 MAI 1883. — Décret relatif aux conditions dans lesquelles seront désignés les assesseurs du tribunal de Tunis statuant en matière criminelle. (XII, B. DCCLXVI, n. 13,121.)

Le Président de la République, sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes; vu l'art. 4, §§ 3 et 4, de la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tu-

nisie; le conseil d'État entendu, décrète :

Art. 1er. La liste générale des assesseurs est composée de cent cinquante noms et divisée en trois catégories distinctes : la première catégorie comprend les noms des assesseurs français; la seconde, les noms des assesseurs de nationalité étrangère; la troisième, les noms des assesseurs indigènes. Le nombre des assesseurs de chaque catégorie est de cinquante.

2. Ces listes sont dressées par une commission composée, savoir : en ce qui concerne la désignation des assesseurs français : 1° du résident de France à Tunis ou de son représentant, président; 2° du président du tribunal; 3° du procureur de la République; 4° du consul général de France ou, à son défaut, d'un fonctionnaire désigné par le ministre des affaires étrangères; 5° du premier député de la nation. En ce qui concerne la désignation des assesseurs de nationalité étrangère : 1° du résident de France à Tunis ou de son représentant, président; 2° du président du tribunal; 3° du procureur de la République; 4° de deux notables désignés par les représentants des puissances étrangères. En ce qui concerne la désignation des assesseurs indigènes : 1° du résident de France à Tunis ou de son représentant, président; 2° du président du tribunal; 3° du procureur de la République; 3° de deux fonctionnaires ou notables désignés par décret de Son Altesse le Bey.

3. Les listes sont dressées en double exemplaire : un exemplaire est déposé au greffe du tribunal, l'autre reste aux archives de la résidence. Les listes sont permanentes jusqu'à leur renouvellement.

4. La liste des assesseurs français sera dressée dès la promulgation du présent décret. Celles des assesseurs étrangers et des assesseurs indigènes seront dressées lorsque des arrêtés ou décrets de Son Altesse le Bey, rendus avec l'assentiment du gouvernement français, auront étendu la compétence du tribunal aux ressortissants d'autres puissances ou aux indigènes. Les commissions instituées en l'art. 2 sont convoquées, chaque année, par le résident de France, dans le courant du mois de décembre, pour procéder au renouvellement des listes d'assesseurs.

4. Les premières listes dressées en exécution du présent règlement auront leur application jusqu'au 31 décembre suivant. Les listes ultérieurement dressées seront appliquées du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

6. Les assesseurs seront choisis parmi les personnes âgées de trente ans au moins, et d'une honorabilité reconnue.

7. Les fonctions d'assesseur sont incompatibles avec celles de fonctionnaire français ou étranger en Tunisie, de militaire et marin en activité de service, de fonctionnaire tunisien civil ou militaire. Ne peuvent être assesseurs les domestiques ou serviteurs à gages.

8. Un mois au moins avant l'ouverture de chaque session criminelle, le président du tribunal tire au sort, en chambre du conseil, sur les listes générales et à raison de dix pour chaque catégoric, les noms des assesseurs qui seront appelés, pendant ladite session, à compléter le tribunal.

9. Les six personnes dont les noms seront sortis les premiers sur la liste de la première catégorie sont désignées comme assesseurs de la session prochaine. Les quatre autres sont appelées, en suivant l'ordre du tirage au sort, à remplacer les assesseurs décédés, et ceux qui justifieraient d'une cause d'empêchement par suite d'absence ou de maladie, ou qui auraient été frappés d'une condamnation pénale depuis le renouvellement de la liste, ou qui seraient sous le coup de poursuites criminelles. Si l'accusé ou l'un des accusés est Français, les six assesseurs titulaires ou leurs suppléants siégeront comme adjoints au tribunal. Si les accusés sont de nationalité étrangère, le président du tribunal appelle à siéger, avec les trois premiers assesseurs français, les trois assesseurs étrangers dont les noms sont sortis les premiers sur la liste de la seconde catégorie. Si les accusés sont indigènes, le président du

tribunal pourvoit également au remplacement des trois derniers assesseurs français par l'adjonction des trois assesseurs indigènes dont les noms seront sortis les premiers sur la liste de la troisième catégorie. Si les accusés sont, les uns des étrangers, et les autres des indigènes, les trois derniers assesseurs français seront remplacés par deux assesseurs étrangers et un assesseur indigène, dans l'ordre du tirage au sort. Il est pourvu au remplacement des assesseurs étrangers ou indigènes décédés, absents, malades, condamnés ou poursuivis, par l'appel des assesseurs désignés après eux par le sort et dans l'ordre du tirage.

10. Les noms des assesseurs qui auront rempli leurs fonctions durant une session ne seront pas compris dans les autres tirages de l'année courante.

11. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

18 AVRIL = 22 MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la reconstitution des actes de l'état civil de l'arrondissement des Andelys (Eure). (XII, B. DCCLXVI, n. 13,122.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes (service de la justice), sur l'exercice 1882, un crédit de 10,614 fr. 97 c. applicable à la reconstitution des actes de l'état civil de l'arrondissement des Andelys (Eure). Ce crédit sera imputé au chap. 16 du budget (*Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements*).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par les communes de l'arrondissement des Andelys.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

27 = 28 AVRIL 1883. — Décret qui convoque le collège électoral de la 6e circonscription de l'arrondissement de Lyon, à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCLXVI, n. 13,123.)

---

28 = 29 AVRIL 1883. — Décret qui déclare qu'il y a abus dans l'instruction pastorale de l'évêque d'Annecy en date du 21 janvier 1883 et dans la lettre en date du 27 février 1883. (XII, B. DCCLXVI, n. 13,124.)

Le Président de la République, sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts ; vu l'instruction pastorale adressée, le 21 janvier 1883, par l'évêque d'Annecy au clergé et aux fidèles pour être lue dans toutes les églises de son diocèse ; vu la dépêche du 27 janvier 1883, par laquelle le ministre de la justice et des cultes informe l'évêque d'Annecy du recours pour abus qui va être formé contre lui et l'invite à fournir ses observations ; vu la réponse de l'évêque d'Annecy à cette dépêche, en date du 31 janvier 1883 ; vu la lettre du 27 février 1883 adressée par l'évêque d'Annecy au clergé de son diocèse ; vu les art. 1er, 6 et 8 de la loi du 18 germinal an 10 ; en ce qui concerne l'instruction pastorale du 21 janvier 1883 : considérant que c'est une des règles les plus anciennes et les plus importantes de notre droit public que, sous aucun prétexte que ce soit, les bulles, brefs, rescrits, constitutions, décrets et autres expéditions de la cour de Rome, à l'exception de ceux concernant le for intérieur seulement et les dispenses de mariage, ne puissent être reçus, publiés ni autrement mis à exécution sans avoir été préalablement vus et vérifiés par le gouvernement ; que cette règle a été formellement consacrée par l'art. 1er de la loi du 18 germinal an 10 ; considérant, en outre, que l'autorité et la juridiction des congrégations qui se tiennent en cour de Rome n'ont jamais été reconnues en France ; que, spécialement, les décrets de la congrégation de l'Index n'ont été reçus à aucune époque et sous aucun régime, et que leur exécution n'a jamais été autorisée ; considérant que l'évêque d'Annecy, en publiant sans autorisation un décret de la congré-

gation de l'Index qui aurait, le 15 décembre 1882, condamné certains livres d'enseignement moral et civique, a contrevenu à l'art. 1er susvisé de la loi du 18 germinal an 10, et que, de plus, en donnant autorité et exécution à ce décret dans son diocèse, il a porté atteinte aux libertés, franchises et coutumes de l'Eglise gallicane; que, sous ce double rapport, l'art. 6 de la loi du 18 germinal an 10 est applicable; en ce qui concerne la lettre du 27 février 1883 : considérant, d'une part, que cette lettre a eu pour objet d'ajouter une sanction nouvelle à la condamnat[1] on prononcée par le décret de la congrégation de l'Index, et que, par suite, elle contrevient à l'art. 1er précité de la loi du 18 germinal an 10; considérant, d'autre part, que, dans cette lettre, l'évêque d'Annecy menace de refus éventuel de sacrements les instituteurs, les élèves et leurs parents pour le cas où les livres condamnés seraient admis dans les écoles, et aussi pour le cas où l'enseignement serait « imprégné de leur esprit »; que cette menace est de nature à troubler arbitrairement la conscience de ceux auxquels elle s'adresse; que, sous ce second rapport, la lettre pastorale rentre encore dans les cas d'abus prévus par l'art. 6 de la loi du 18 germinal an 10; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Il y a abus dans l'instruction pastorale de l'évêque d'Annecy en date du 21 janvier 1883 et dans la lettre en date du 27 février 1883. Lesdites instruction et lettre sont et demeurent supprimées.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

28 = 29 AVRIL 1883. — Décret qui déclare qu'il y a abus dans la lettre pastorale et mandement de l'évêque de Langres en date du 14 janvier 1883. (XII, B. DCCLXVI, n. 13,125.)

Le Président de la République, sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts; vu la lettre pastorale et mandement adressée, le 14 janvier 1883, par l'évêque de Langres, au clergé et aux fidèles de son diocèse, pour être lue et publiée dans toutes les églises et chapelles; vu la dépêche, en date du 5 février, par laquelle le ministre de la justice et des cultes informe l'évêque de Langres que la lettre susvisée sera déférée au conseil d'Etat et l'invite à fournir telles observations qu'il jugera convenable; vu le rapport du ministre de la justice et des cultes en date du 22 mars 1883; vu les art. 1er, 6 et 8 de la loi du 18 germinal an 10; considérant que c'est une des règles les plus anciennes et les plus importantes de notre droit public que, sous aucun prétexte que ce soit, les bulles, brefs, rescrits, constitutions, décrets et autres expéditions de la cour de Rome, à l'exception de ceux concernant le for intérieur seulement et les dispenses de mariage, ne puissent être reçus, publiés ni autrement mis à exécution sans avoir été préalablement vus et vérifiés par le gouvernement; que cette règle a été consacrée par l'art. 1er de la loi du 18 germinal an 10; considérant que l'évêque de Langres a annexé à la lettre pastorale ci-dessus visée le texte complet d'un décret de la congrégation de l'Index qui aurait, le 15 décembre 1882, condamné certains livres d'enseignement moral et civique; que, pour assurer l'exécution de ce décret dans son diocèse, il a édicté certaines sanctions; que, par cette publication et par cette mise à exécution, il a contrevenu à l'art. 1er précité de la loi du 18 germinal an 10; considérant, en outre, que l'autorité et la juridiction des congrégations qui se tiennent à Rome n'ont jamais été reconnues en France; que les décisions de la congrégation de l'Index n'ont été reçues à aucune époque et sous aucun régime, et que leur exécution n'a jamais été autorisée; que l'évêque de Langres, en donnant autorité dans son diocèse à un acte de cette nature, a porté atteinte aux franchises, libertés et coutumes de l'Eglise gallicane; considérant enfin que l'évêque déclare que les parents qui laisseraient entre les mains de leurs enfants et ne remettraient pas immédiatement à

leur curé les livres condamnés ne pourraient pas être admis aux sacrements, et que les enfants ne pourraient pas même être reçus aux réunions de catéchisme ; que ces menaces sont de nature à troubler arbitrairement la conscience de ceux qui en sont l'objet; considérant que, par tous ces motifs, il y a lieu d'appliquer l'art. 6 de la loi du 18 germinal an 10; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Il y a abus dans la lettre pastorale et mandement de l'évêque de Langres en date du 14 janvier 1883. Ladite lettre est et demeure supprimée.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

28 = 29 AVRIL 1883. — Décret qui déclare qu'il y a abus dans la lettre-circulaire de l'évêque de Viviers en date du 9 février 1883. (XII, B. DCCLXVI, n. 13,126.)

Le Président de la République, sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts; vu la lettre-circulaire adressée, le 9 février 1883, par l'évêque de Viviers au clergé et aux fidèles, pour être lue et publiée dans toutes les églises et chapelles de son diocèse; vu la réponse adressée, le 22 mars 1883, par l'évêque de Viviers à la dépêche du 28 février précédent, par laquelle le ministre de la justice et des cultes le prévenait du recours pour abus qui allait être formé contre lui; vu le rapport du ministre de la justice et des cultes en date du 30 mars 1883; vu les art. 1er, 6 et 8 de la loi du 18 germinal an 10; considérant que c'est une des règles les plus anciennes et les plus importantes de notre droit public que, sous aucun prétexte que ce soit, les bulles, brefs, rescrits, constitutions et autres expéditions de la cour de Rome, à l'exception de ceux concernant le for intérieur seulement et les dispenses de mariage, ne puissent être reçus, publiés ni autrement mis à exécution sans avoir été préalablement vus et vérifiés par le gouvernement; que cette règle a été formellement consacrée par l'art. 1er de la loi du 18 germinal an 10; considérant que, dans la lettre circulaire susvisée, l'évêque de Viviers a publié un décret de la congrégation de l'Index qui aurait, le 15 décembre 1882, condamné certains livres d'enseignement moral et civique; que, de plus, il a mis ce décret à exécution en donnant une sanction à la condamnation prononcée; qu'il a ainsi contrevenu à l'art. 1er de la loi du 18 germinal an 10; considérant, en outre, que la juridiction et l'autorité des congrégations qui se tiennent à Rome n'ont jamais été reconnues en France; que les décrets de la congrégation de l'Index n'ont été reçus à aucune époque et sous aucun régime, et que leur exécution n'a jamais été autorisée; que l'évêque de Viviers, en déclarant exécutoire dans son diocèse un décret de la congrégation de l'Index, a porté atteinte aux franchises, libertés et coutumes de l'Eglise gallicane; considérant enfin que l'évêque de Viviers déclare que l'élève d'une école dont le maître s'obstinerait à maintenir l'usage d'un livre condamné ne pourrait être admis ni à la première communion, ni à la confirmation; que cette menace est de nature à troubler arbitrairement la conscience de ceux qui en sont l'objet; considérant que, par tous ces motifs, il y a lieu de faire application de l'art. 6 de la loi du 18 germinal an 10; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Il y a abus dans la lettre-circulaire de l'évêque de Viviers en date du 9 février 1883. Ladite lettre est et demeure supprimée.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

28 = 29 AVRIL 1883. — Décret qui déclare qu'il y a abus dans la lettre pastorale de l'archevêque d'Albi en date du 24 février 1883. (XII, B. DCCLXVI, n. 13,127.)

Le Président de la République, sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts; vu la lettre pastorale adressée, le 24 février 1883, par l'archevêque d'Albi au clergé et aux fidèles de son diocèse, à l'occasion de l'application de

la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire, ladite lettre destinée à être lue et publiée dans toutes les églises; vu la réponse faite, le 24 mars 1883, par ledit archevêque à la dépêche du 19 mars précédent, par laquelle le ministre de la justice et des cultes l'informait que la lettre pastorale susvisée devait être déférée au conseil d'Etat; vu le rapport du ministre de la justice et des cultes en date du 2 avril 1883; vu les art. 1er, 6 et 8 de la loi du 18 germinal an 10; considérant que c'est une des règles les plus anciennes et les plus importantes de notre droit public que, sous aucun prétexte que ce soit, les bulles, rescrits, brefs, constitutions, décrets et autres expéditions de la cour de Rome, à l'exception de ceux concernant le for intérieur seulement et les dispenses de mariage, ne puissent être reçus, publiés ni autrement mis à exécution sans avoir été préalablement vus et vérifiés par le gouvernement; que cette règle a été consacrée par l'art. 1er de la loi du 18 germinal an 10; considérant que, dans la lettre pastorale susvisée, l'archevêque d'Albi dénonce certains livres d'enseignement moral et civique comme condamnés par la congrégation de l'Index; considérant qu'il a ainsi publié, dans le sens légal du mot, une sentence qui, rapportée par quelques journaux, fût restée dans son diocèse dépourvue de tout caractère officiel; qu'il soutient cependant, dans cette même lettre, que toute promulgation locale dans la province ecclésiastique était inutile, parce que le dernier concile d'Albi, approuvé par le Saint-Siège, aurait déclaré que les décrets de la congrégation de l'Index obligent par eux-mêmes, dès qu'ils sont connus certainement; considérant, d'une part, que le dernier concile d'Albi, tenu en 1849, n'avait ni qualité ni pouvoir pour autoriser des dérogations aux dispositions de l'art. 1er de la loi du 18 germinal an 10, et que, d'autre part, la décision du Saint-Siège qui aurait approuvé les déclarations du concile n'a jamais été reçue en France; considérant, en outre, que l'autorité et la juridiction des congrégations qui se tiennent à Rome n'ont jamais été reconnues en France; que les décisions de la congrégation de l'Index n'ont été reçues à aucune époque et sous aucun régime, et que leur exécution n'a jamais été autorisée; qu'en donnant autorité dans son diocèse à un acte de cette nature, l'archevêque d'Albi a porté atteinte aux franchises, libertés et coutumes de l'Eglise gallicane; considérant qu'il a mis à exécution le décret de la congrégation de l'Index, en édictant une sanction à la condamnation qu'il prononce; qu'ainsi il a encore contrevenu à l'art. 1er précité de la loi du 18 germinal an 10; considérant enfin qu'il menace de refus de sacrements les instituteurs, les élèves et leurs parents pour le cas où il serait fait usage dans les écoles de livres condamnés; que ces menaces sont de nature à troubler arbitrairement la conscience de ceux qui en sont l'objet; considérant que, par tous ces motifs, il y a lieu d'appliquer l'art. 6 de la loi du 18 germinal an 10; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Il y a abus dans la lettre pastorale de l'archevêque d'Albi en date du 24 février 1883. Ladite lettre est et demeure supprimée.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

28 = 29 AVRIL 1883. — Décret qui déclare qu'il y a abus dans les instructions pastorales de l'évêque de Valence en date des 14 septembre 1882 et 22 janvier 1883, et dans la circulaire en date du 24 février 1883. (XII, B. DCCLXVI, n. 13,128.)

Le Président de la République, sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts; vu les instructions pastorales adressées, les 14 septembre 1882 et 22 janvier 1883, par l'évêque de Valence au clergé et aux fidèles de son diocèse, pour être lues et publiées dans toutes les églises, lesdites instructions relatives à la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire obligatoire et aux effets de la neutralité religieuse dans les écoles; vu la lettre-circulaire adressée, le 24 février 1883, par le même évêque au clergé de son diocèse sur la

conduite à suivre envers ceux qui se servent de livres condamnés ; vu la réponse, en date du 30 mars 1883, de l'évêque de Valence à la dépêche du ministre de la justice et des cultes, le prévenant du recours pour abus qui allait être formé contre lui pour contravention à la loi du 18 germinal an 10 ; vu le rapport du ministre de la justice et des cultes en date du 3 avril 1883; vu l'art. 1er de la déclaration du clergé de France du 19 mars 1682, l'édit du même mois et le décret impérial du 25 février 1810 ; vu les art. 6 et 8 de la loi du 18 germinal an 10; considérant qu'il est de maxime fondamentale dans le droit public français que l'Eglise et ses ministres n'ont reçu de puissance que sur les choses spirituelles et non pas sur les choses temporelles et civiles ; considérant que, dans les instructions pastorales et lettre-circulaire susvisées, l'évêque de Valence critique et censure certains actes de l'autorité publique, et notamment la loi sur l'instruction primaire du 28 mars 1882; qu'il excite les parents à la désobéissance à cette loi en les déclarant affranchis de l'obligation d'envoyer leurs enfants à l'école ; qu'il a commis ainsi un double excès de pouvoirs ; considérant, en outre, que la lettre-circulaire du 24 février 1883 a pour objet de donner une sanction à la condamnation prononcée contre les livres d'enseignement moral et civique mentionnés dans une ordonnance épiscopale du 22 janvier précédent; que l'évêque déclare que les instituteurs qui continueraient à lire ou à faire lire les livres condamnés s'exposeraient à l'application rigoureuse des principes de la théologie et cesseraient d'être chrétiens ; qu'il menace de refus de sacrements les enfants qui fréquentent les écoles où les livres condamnés sont adoptés comme livres classiques ; considérant que ces menaces sont de nature à troubler arbitrairement la conscience de ceux qui en sont l'objet et qu'elles rentrent dans les cas prévus par l'art. 6 de la loi du 18 germinal an 10; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Il y a abus dans les instructions pastorales de l'évêque de Valence en date des 14 septembre 1882 et 22 janvier 1883, et dans la lettre-circulaire en date du 24 février 1883. Lesdites instructions et lettre sont et demeurent supprimées.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

15 = 16 FÉVRIER 1883. — Lois qui autorisent les départements de l'Ariège, de l'Aube, des Landes, de la Loire, de la Manche et de la Marne et la ville d'Angoulême à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCLXVII, n. 13,133 à 13,139.)

---

18 = 21 FÉVRIER 1883. — Loi qui autorise la ville de Périgueux à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCLXVII, n. 13,140.)

---

6 = 7 MARS 1883. — Lois qui autorisent les départements de la Gironde et de la Sarthe à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCLXVII, n. 13,141, 13,142.)

---

13 = 14 MARS 1883. — Lois qui autorisent les départements d'Eure-et-Loir, de la Nièvre, de la Savoie et des Vosges et la ville de Roanne à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCLXVII, n. 13,143 à 13,147.)

---

14 = 15 MARS 1883. — Lois qui autorisent les départements du Finistère et de la Lozère à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCLXVII, n. 13,148, 13,149.)

---

17 = 18 MARS 1883. — Lois qui autorisent les départements de la Manche et de Seine-et-Oise à contracter des emprunts. (XII, B. DCCLXVII, n. 13,150, 13,151.)

---

22 = 23 MARS 1883. — Lois qui autorisent le département de l'Allier et les villes de Brest, de Mâcon et de Tourcoing à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCLXVII, n. 13,152 à 13,155.)

---

28 = 29 MARS 1883. — Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt. (XII, B. DCCLXVII, n. 13,156.)

---

2 = 3 AVRIL 1883. — Lois qui autorisent les départements de la Loire-Inférieure et du Var et la ville d'Aurillac à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCLXVII, n. 13,157 à 13,159.)

---

5 = 6 AVRIL 1883. — Lois qui autorisent les départements du Calvados, du Loir-et-Cher et du Puy-de-Dôme et les villes de Grenoble et de Montpellier à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCLXVII, n. 13,160 à 13,164.)

---

4 JANVIER = 26 MAI 1883. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,167.)

---

12 = 25 JANVIER 1883. — Décret qui ouvre le bureau des douanes de Tourcoing à l'importation des fils de lin. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,168.)

---

17 FÉVRIER = 26 MAI 1883. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,169.)

---

20 = 22 FÉVRIER 1883. — Décret qui crée un conseil de prud'hommes à Alger. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,170.)

---

21 FÉVRIER = 26 MAI 1883. — Décret qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de la douane de Collioure. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,171.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de la douane de Collioure sont modifiées et établies ainsi qu'il suit : du 1er avril au 30 septembre, depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures du soir, et du 1er octobre au 31 mars, depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre heures du soir sans interruption.

2. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

10 = 12 MARS 1883. — Décrets qui autorisent l'établissement d'un dépôt de dynamite sur les territoires des communes de Vialas (Lozère), de Saint-Chéron (Seine-et-Oise) et de Saint-Florent (Gard). (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,172 à 13,174.)

---

27 MARS = 3 AVRIL 1883. — Décret qui ouvre le bureau des douanes de Feignies (Nord) à l'importation des huiles minérales et de leurs essences. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,175.)

---

5 = 15 AVRIL 1883. — Décret qui constitue en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition géographique de Douai. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,176.)

---

12 AVRIL = 26 MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre du commerce un crédit en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,177.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre du commerce, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880, un crédit de 5,072 fr. 73 c., montant des créances désignées au tableau ci-annexé qui ont été liquidées à la charge de ces exercices.

2. Le montant de ces créances pourra, lorsqu'il sera réclamé, être ordonnancé par imputation sur l'exercice courant.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

12 AVRIL = 26 MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour compléter le traitement des vérificateurs des poids et mesures du département du Nord. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,178.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1883 (chap. 8. — *Poids et mesures*), un crédit de 3,250 fr., à titre de complément de traitement aux vérificateurs des poids et mesures du département du Nord.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au

moyen des ressources spéciales résultant du versement fait au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

19 AVRIL = 26 MAI 1883. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de deux chambres et d'une bourse de commerce. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,179.)

---

23 AVRIL = 26 MAI 1883. — Décret qui organise les services extérieurs du ministère des postes et des télégraphes. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,180.)

Le Président de la République, vu le décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative; vu le décret du 20 janvier 1862 sur l'organisation de l'administration des lignes télégraphiques ; vu le décret du 27 novembre 1864 sur l'organisation du service des postes ; vu le décret du 27 février 1878 relatif à la fusion des postes et des télégraphes, décrète :

Art. 1er. Les services extérieurs du ministère des postes et des télégraphes comprennent : 1° le service technique ; 2° le service d'exploitation ; 3° le service ambulant ; 4° le service maritime ; 5° les services spéciaux, savoir : l'inspection générale du contrôle, la télégraphie sous-marine, la réception et la vérification du matériel, les services des timbres-poste, l'école supérieure de télégraphie.

2. Le service technique est chargé : 1° de la construction et de l'entretien des lignes, des appareils et du matériel postal et télégraphique ; 2° de l'installation, de l'appropriation et de l'approvisionnement des bureaux ; 3° de l'enseignement ; 4° de la télégraphie militaire.

3. Le service technique est organisé par régions. Le territoire de la France continentale avec la Corse est divisé en quinze régions. Le territoire de l'Algérie forme une seizième région.

4. A la tête de chaque région est placé un directeur-ingénieur. Il est assisté d'inspecteurs-ingénieurs, de sous-ingénieurs et de contrôleurs. Il dispose également de commis pour le service sédentaire de la direction, et assure l'exécution des travaux avec l'aide de chefs surveillants, de surveillants et d'équipes d'ouvriers. Le nombre par région des agents ci-dessus désignés et leur résidence sont fixés d'après les besoins du service. Les directeurs-ingénieurs sont ordonnateurs secondaires des dépenses du service technique.

5. L'exploitation comprend l'exécution des opérations postales et télégraphiques et la perception des taxes dans les bureaux sédentaires de poste et de télégraphe, l'acheminement, la transmission et la remise des correspondances.

6. A la tête de l'exploitation dans chaque département est placé un directeur des postes et des télégraphes responsable du service et assisté, pour la surveillance et la vérification des bureaux, d'inspecteurs et de sous-inspecteurs. Il dispose de commis pour l'exécution des travaux sédentaires de la direction et de brigadiers-facteurs. Le nombre de ces divers agents est fixé, pour chaque direction départementale, d'après les besoins du service. Un arrêté ministériel détermine les exceptions qu'il peut y avoir lieu d'apporter aux dispositions qui précèdent en ce qui concerne le département de la Seine.

7. L'exécution du service est confiée dans chaque bureau à un receveur des postes et des télégraphes qui relève du directeur départemental pour l'ensemble de l'exploitation, mais il est placé sous le contrôle du service technique pour l'entretien du matériel et des appareils télégraphiques, ainsi que pour toutes les opérations du ressort du service technique auxquelles il peut être appelé à participer. Dans chaque département, le receveur placé au chef-lieu a le titre de receveur principal. Il centralise la comptabilité des recettes et des dépenses de tous les bureaux du département, mais sans exercer aucune autorité sur les autres receveurs ; il est justiciable direct de la cour des comptes. Toutefois il n'est responsable que des faits de sa gestion personnelle et de la validité des pièces justificatives de

dépenses qu'il a admises dans sa comptabilité, après les avoir reçues des autres receveurs du département. Les receveurs sont assistés, s'il y a lieu, par des commis principaux, des commis ordinaires, des commis auxiliaires et des surnuméraires. Des chefs et des sous-chefs de section leur sont adjoints dans les bureaux d'une importance exceptionnelle. Le cadre des bureaux peut également comprendre un ou plusieurs gardiens de bureau chargés des travaux d'ordre intérieur, et, s'il y a lieu, du relevage des boîtes. La distribution des correspondances postales et télégraphiques est effectuée par des facteurs titulaires et par des facteurs auxiliaires. Des facteurs peuvent également être chargés du relevage des boîtes.

8. Le service ambulant chargé du transport et du tri des correspondances sur les chemins de fer est réparti en huit lignes ; chaque ligne est divisée en sections de ligne ; chaque section de ligne comporte un certain nombre de brigades.

9. A la tête de chaque ligne de bureaux ambulants est placé un directeur assisté d'inspecteurs, de sous-inspecteurs et de commis. Le cadre des brigades comprend des chefs de brigade, des commis principaux et des commis. Les chefs de brigade remplissent, sur les bureaux ambulants, les fonctions dévolues aux receveurs des bureaux sédentaires ; toutefois ils ne sont chargés d'effectuer aucune recette.

10. Le service maritime a pour objet le transport des correspondances échangées avec les pays d'outre-mer. Des fonctionnaires du service des postes et des télégraphes en résidence dans les ports d'attache des lignes de paquebots sont désignés par le ministre pour y remplir les fonctions de commissaires du gouvernement ou de délégués de ces commissaires. Ils veillent à l'exécution du cahier des charges des compagnies subventionnées. Des agents embarqués peuvent être placés sur certaines lignes pour effectuer le service postal à bord des paquebots, et pour y exercer les attributions qui leur sont dévolues par les règlements. Des commissions de surveillance sont instituées dans les ports d'attache des lignes de paquebots. Des commissions spéciales procèdent à la réception et aux essais du matériel naval affecté au service postal.

11. Les directeurs des postes et des télégraphes, les directeurs des lignes de bureaux ambulants et les commissaires du gouvernement exercent, chacun dans la sphère de ses attributions, les fonctions de chef de service. Ils correspondent seuls avec le ministre. Ils procèdent à l'étude des mesures d'organisation et pourvoient aux moyens d'exécution. Ils surveillent l'ensemble du service dont la direction leur est confiée, et en demeurent responsables. En cas d'urgence, ils prennent, sous leur responsabilité l'initiative des mesures nécessaires pour assurer le service : ils rendent compte immédiatement au ministre des dispositions qu'ils ont prises. Les directeurs départementaux sont ordonnateurs secondaires des dépenses de l'exploitation imputées sur les crédits qui leur sont délégués. Ils sont, en outre, chargés de la vérification de la comptabilité dans leur département.

12. L'inspection générale du contrôle est chargée de surveiller les diverses branches de l'exploitation et de renseigner directement le ministre sur l'état du service et l'exécution des règlements.

13. Le service de la télégraphie sous-marine a pour objet la réception, la pose et l'entretien des câbles sous-marins appartenant à l'Etat. L'usine de la Seyne-sur-Mer, chargée de la fabrication, de la répartition et des câbles, est rattachée à ce service.

14. Le service de la vérification du matériel a dans ses attributions la réception des fournitures générales de matériel ; il procède aux essais nécessaires et surveille, s'il y a lieu, dans les usines, les travaux de construction et d'entretien effectués pour le compte de l'administration par les fournisseurs. Le dépôt central du matériel et les ateliers du service télégraphique y sont rattachés.

15. Les services des timbres-poste comprennent l'atelier de fabrication, l'agence comptable, le magasin cen-

tral. La fabrication comprend les timbres-poste, enveloppes et bandes timbrées, chiffres-taxes, cartes-télégrammes, bons de poste, timbres épargne, et en général tous les papiers de valeur dont l'administration se réserve la fabrication.

16. L'école supérieure de télégraphie est destinée spécialement à recruter le personnel des ingénieurs. Le nombre des élèves, les conditions du programme d'admission, la durée et les matières des cours sont déterminés par arrêté ministériel.

17. Des cours sont établis à l'école supérieure de télégraphie pour les agents des postes et des télégraphes qui se préparent à cette école ou à l'examen pour l'emploi de contrôleur. Sont également institués, à Paris et dans les départements, des cours théoriques et pratiques dans le but de développer les connaissances générales et l'instruction professionnelle des agents. Le ministre détermine les conditions dans lesquelles les commis surnuméraires peuvent être appelés à suivre ces cours.

18. En dehors des services permanents désignés dans les articles précédents, des services spéciaux peuvent, en outre, être constitués à titre temporaire pour l'exécution des travaux extraordinaires, lorsque cette création est nécessitée par les besoins du service.

19. Les grades et les traitements du personnel sont fixés ainsi qu'il suit :

EMPLOIS.		MINIMUM	TRAITEMENTS intermédiaires.	MAXIMUM
Service technique et services spéciaux.	Inspecteurs généraux.....	10,000	12,000 fr.....	15,000
	Directeurs-ingénieurs et ingénieurs chefs d'un service.....	8,000	9,000 fr.....	10,000
	Inspecteurs du contrôle...	6,000	7,000, 8,000, 9,000 fr.....	9,000
	Inspecteurs-ingénieurs	4,000	5,000, 6,000, 7,000 fr.....	8,000
	Sous-ingénieurs.....	2,500	3,000 fr.....	3,500
	Inspecteurs - adjoints du contrôle.....	4,000	4,500, 5,000 fr.....	5,500
	Élèves-ingénieurs.....	.....	1,800 fr.	
	Contrôleurs.....	2,500	3,000, 3,500, 4,000 fr.....	4,500
	Mécaniciens.....	1,800	2,100, 2,400, 2,700, 3,000 fr.	3,500
	Chefs surveillants.....	1,400	1,600, 1,800, 2,000, 2,200 fr.	2,400
	Ouvriers aux machines....	1,500	1,600 fr.....	1,700
Service d'exploitation et service ambulant.	Direct[r] des postes de Paris.	8,000	9,000, 10,000, 11,000 fr....	12,000
	Directeur des postes et des télégraphes dans les départements et directeurs des bureaux ambulants..	6,000	7,000, 8,000, 9,000 fr.....	10,000
	Inspecteurs principaux à Paris.....	6,000	7,000 fr.....	8,000
	Inspecteurs.....	4,000	4,500, 5,000 fr.....	5,500
	Sous-inspecteurs.....	3,000	.....	3,500
	Brigadiers-facteurs.....	1,000	1,200, 1,400, 1,600, 1,800, 2,000, 2,200 fr.....	2,400
	Receveur principal des postes de la Seine.....	8,000	9,000 fr.....	10,000
	Receveurs des bureaux composés.....	3,000	3,500, 4,000, 4,500, 5,000, 6,000, 7,000 fr.....	8,000
	Chefs de brigade des bureaux ambulants.....	2,700	3,000, 3,300, 3,600 fr.....	4,000
	Receveurs des bureaux simples.....	800	1,000, 1,200, 1,400, 1,600, 1,800, 2,000, 2,200, 2,400 fr.	2,700
	Dames employées.....	800	Avancements par échelons successifs de 100 fr.....	1,800
	Sous-agents du matériel des bureaux ambulants.....	1,000		2,200
	Facteurs-chefs, courriers convoyeurs, entreposeurs	1,000		1,800
	Facteurs de ville des postes et facteurs des télégraphes	1,000		
Service maritime.	Agents embarqués.....	2,100	2,400, 2,700, 3,000, 3,300, 3,600 fr.....	4,000

EMPLOIS.		MINIMUM	TRAITEMENTS intermédiaires.	MAXIMUM
Emplois communs aux divers services.	Chef de section, agent comptable de la fabrication des timbres-poste.....	5,500	5,500, 6,000, 7,000 fr.....	8,000
	Sous-chef de section, garde-magasin central des timbres-poste.....	3,500	4,000, 4,500 fr.....	5,000
	Commis principaux.....	2,700	3,000, 3,300, 3,600 fr.....	4,000
	Commis ordinaires.....	1,500	1,800, 2,100, 2,400 fr.....	2,700
	Brigadiers-chargeurs.....	1,000	Avancements successifs par échelons de 100 fr.	2,000
	Surveillants, gardiens de bureau et chargeurs.....	1,000		1,800

Le traitement des facteurs chargés de la distribution des correspondances postales dans les localités les moins importantes et dénommés facteurs locaux et ruraux est fixé d'après le service effectué et sur la base du parcours kilométrique. Ces sous-agents peuvent, en outre, obtenir successivement, après dix, quinze et vingt ans de services, trois hautes paies de cinquante francs chacune, dont le montant, sujet à la retenue, concourt avec le traitement pour la liquidation de la pension de retraite. Dans les villes sièges des bureaux les plus importants et désignés à cet effet comme bureaux composés, la distribution et le relevage des boîtes sont effectués par des facteurs, dits *facteurs de ville*, dont le traitement est fixé uniformément, pour toutes les tournées, sur la base indiquée au tableau ci-dessus. Des agents et sous-agents auxiliaires peuvent être placés dans les bureaux en dehors du cadre normal pour faire face aux exigences du service. Les titulaires des bureaux de moindre importance et désignés sous le nom de *bureaux simples* peuvent recevoir un abonnement spécial destiné à leur permettre de s'adjoindre des aides rétribués directement par eux.

20. La rétribution des auxiliaires, les frais de mission et les indemnités diverses qui peuvent être allouées aux agents de toute classe, les cadres des divers services, des directions et des bureaux sédentaires et ambulants sont fixés, dans la limite des crédits budgétaires, par arrêtés du ministre des postes et des télégraphes.

21. La nomination aux fonctions d'inspecteur général, de directeur-ingénieur et de directeur de l'exploitation est faite par décret. La nomination aux autres emplois est faite par arrêté ministériel, sauf en ce qui concerne les agents désignés à l'article 5 du décret du 25 mars 1852.

22. Les conditions d'admission au surnumérariat, aux emplois de dames et de sous-agents sont déterminées par arrêté ministériel. Sont également fixées dans la même forme les conditions des examens spéciaux pour le grade d'ingénieur, l'emploi de contrôleur, et de l'examen dit *du second degré*, pour les emplois supérieurs du service de l'exploitation.

23. Nul ne peut recevoir un avancement comportant une augmentation de traitement s'il n'est bien noté, et s'il ne compte au minimum dans le traitement inférieur deux ans pour les agents à partir du grade de commis, un an pour les auxiliaires, les dames employées et les sous-agents. Il ne peut être dérogé à cette règle que pour récompenser des services exceptionnels et par une décision dûment motivée du ministre. Toutefois les agents qui ont satisfait aux épreuves de l'examen du second degré peuvent, aussitôt après avoir subi cet examen, recevoir un avancement hors tour à un an de grade.

24. Un agent peut toujours, en dehors de ses attributions normales, être chargé d'office d'une mission spéciale dans l'intérêt du service.

25. Aucun agent ne peut s'absenter de sa résidence pour une cause étrangère au service dont il est chargé, ni interrompre l'exercice de ses fonctions s'il n'a préalablement obtenu un congé ou une permission

d'absence. Les congés sont accordés par le ministre sur le vu d'une demande présentée dans la forme prévue par les règlements. La concession est facultative, elle est accordée ou refusée suivant les exigences du service et d'après l'appréciation des titres et de la situation des postulants. Le ministre détermine, s'il y a lieu, la quotité des retenues à exercer sur les traitements dans les conditions fixées par l'art. 16 du décret du 9 novembre 1853. Les chefs de service peuvent, sur la demande des intéressés et sous leur responsabilité, accorder des permissions d'absence aux agents placés sous leurs ordres. Les permissions d'absence ne sont pas sujettes à la retenue, leur durée ne peut excéder cinq jours.

26. Les fonctionnaires ou agents des postes et des télégraphes peuvent être mis à la disposition des autres ministères pour y être chargés d'un service rentrant dans leurs attributions professionnelles. Ils peuvent également obtenir un congé dont la durée ne doit pas dépasser cinq ans, et pendant lequel ils ne reçoivent aucun traitement, pour prendre du service, soit dans d'autres administrations publiques, soit à l'étranger, ou dans toutes autres conditions autorisées par décision spéciale du ministre. Ils ne conservent leurs droits à la retraite qu'à la charge pour eux de verser successivement les retenues imposées par la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles. A l'expiration de leur congé, ils reprennent, s'il y a lieu, le rang qu'ils occupaient au moment de leur départ et au fur et à mesure des vacances.

27. Les agents peuvent être mis en disponibilité, sur leur demande ou d'office, pour cause de cessation de fonctions pendant plus de six mois, pour incapacité de travail, inaptitude à remplir leurs fonctions ou défaut d'emploi. La disponibilité est prononcée par le ministre. Il n'est, du reste, en rien dérogé à l'application des dispositions de l'art. 16 du décret du 9 novembre 1853 sur les pensions civiles.

28. Les peines disciplinaires dont peuvent être passibles les agents et sous-agents des postes et des télégraphes sont ainsi graduées : l'avertissement par le chef de service ; l'avertissement comminatoire par le ministre ; le changement de résidence sans diminution de traitement ; la déchéance de traitement ou de grade sans changement de résidence ; le changement de résidence avec diminution de traitement ; la radiation des cadres ou la mise à la retraite d'office. La révocation ne peut être prononcée que par le Président de la République pour les agents nommés par décret, et par le ministre pour tous les autres agents.

20. Le présent décret n'a pas d'effet rétroactif. Sont, en conséquence, maintenus les titres, grades et traitements des agents actuellement en fonctions. Ceux dont le traitement serait inférieur aux minima fixés par l'art. 19 recevront ultérieurement l'augmentation de nature à rétablir la concordance entre leur grade et leur traitement, lorsque la situation des crédits le permettra.

30. Toutes dispositions contraires à celles qui précèdent sont et demeurent abrogées.

31. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

26 AVRIL = 26 MAI 1883. — Décret qui autorise la chambre de commerce de Rouen à contracter un emprunt. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,181.)

---

28 AVRIL = 26 MAI 1883. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de la bourse de commerce du Havre. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,182.)

---

28 AVRIL = 26 MAI 1883. — Décret qui établit un entrepôt réel et général des sels à Portbail (Manche). (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,183.)

---

30 AVRIL = 26 MAI 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour travaux à des édifices diocésains. (XII, B. DCCLXVIII, n. 13,184.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, sur les

fonds de l'exercice 1882, un crédit de 51,500 fr., formant le montant des versements ci-dessus mentionnés et applicable au chap. 12 du budget des cultes (*Acquisitions, constructions et grosses réparations des édifices diocésains*).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

15 FÉVRIER = 26 MAI 1883. — Décret qui autorise la caisse d'épargne de Bayonne à acquérir un immeuble. (XII, B. S. MCCCCLVI, n. 18,992.)

---

15 FÉVRIER = 26 MAI 1883. — Décret qui autorise la caisse d'épargne de Bayonne à aliéner dix inscriptions de rente 3 0/0 en vue de l'acquisition d'un immeuble. (XII, B. S. MCCCCLVI, n. 18,993.)

---

17 = 20 FÉVRIER 1883. — Décret qui autorise la société anonyme de la manufacture d'Annecy et Pont à se transformer en société anonyme dans les termes de la loi du 24 juillet 1867. (XII, B. S. MCCCCLVI, n. 18,994.)

---

16 MARS = 26 MAI 1883. — Décret qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne de Beaufort (Maine-et-Loire). (XII, B. S. MCCCCLVI, n. 18,995.)

---

27 = 27 AVRIL 1883. — Loi relative au remboursement ou à la conversion des rentes 5 0/0 en 4 1/2 0/0 (1). (XII, B. DCCLXIX, n. 13,190.)

Art. 1er. Le ministre des finances est autorisé à rembourser les rentes 5 0/0 inscrites au grand-livre de la dette publique, à raison de 100 fr.

---

(1) Présentation à la Chambre des députés par M. Tirard, ministre des finances, le 19 avril 1883 (J. O. du 20 avril, et du 19 mai, n. 1829, p. 661). Rapport de M. Naquet, le 23 avril (J. O. du 24 avril et du 24 mai, n. 1846, p. 683). Discussion, les 23 et 24 avril (J. O. des 24 et 25). Adoption, le 24 avril (J. O. du 25).

Présentation au Sénat, le 25 avril (J. O. du 28 avril, n. 146, p. 580). Rapport de M. Dauphin, le 25 avril (J. O. du 29 mai, n. 149. p. 746). Discussion et adoption, le 26 avril (J. O. du 27).

L'exposé des motifs du projet était ainsi conçu : « Messieurs, nous avons l'honneur de vous demander l'autorisation de procéder, conformément aux termes du présent projet de loi, au remboursement ou à la conversion des rentes 5 0/0.

« La nécessité de convertir les emprunts contractés après les événements de 1870-1871 s'impose depuis longtemps à l'attention du gouvernement.

« Les rentes 5 0/0, émises à 82 fr. 50 au mois de juin 1871 et à 84 fr. 50 au mois de juillet 1872, ont atteint le pair dès 1875; depuis elles ont été constamment cotées à un cours supérieur à 100 fr., et, à partir du mois de juin 1878, la Bourse n'a enregistré que des cours compris entre 110 et 120 fr. Dès lors, on a pu dire que la conversion était faite et qu'il ne restait plus qu'à la sanctionner.

« Nous n'avons pas à rechercher ici les causes qui ont fait cependant ajourner la réalisation de cette importante mesure, mais nous pensons qu'il est nécessaire de résoudre enfin le problème depuis si longtemps posé, et de sortir d'un état incertain qui a de graves inconvénients, non seulement pour le crédit public et les affaires, mais encore pour la gestion, prise dans son ensemble, des intérêts financiers du pays. C'est précisément parce que la conversion résulte à nos yeux de la situation même de notre crédit et des cours cotés depuis longtemps sur le marché qu'il convient de la réaliser sans plus tarder. Attendre des circonstances plus favorables, c'est courir en même temps le risque de rencontrer des difficultés nouvelles ; et lorsqu'une mesure aussi importante est depuis longtemps réalisable sans danger, lorsqu'elle est depuis longtemps discutée par l'opinion publique, lorsqu'elle a été précédée d'une étude approfondie qui exclut jusqu'à l'apparence de précipitation, on peut se demander si ce n'est pas en l'ajournant encore qu'on s'exposerait au reproche fondé d'imprudence.

« Il ne faut pas, d'ailleurs, perdre de vue que tout retard nouveau prive le budget d'une ressource sur laquelle les contribuables sont en droit de compter, en même temps qu'il prolonge l'état d'incertitude dont nous venons de parler et qui pèse sur les intérêts du pays.

« Le droit de rembourser les rentes 5 0/0 nous paraît d'ailleurs hors de discussion. Lorsque ce type d'emprunt a été adopté en 1871, la question d'un remboursement futur au pair a été publiquement débattue, et les prêteurs n'ont pu ignorer que l'Etat se réservait d'user, dans l'intérêt de la chose publique, de la faculté de rembourser à 100 fr. les rentes qui leur étaient offertes.

« L'emprunt de 1872 a été émis dans les mêmes conditions que le précédent, et, dès l'émission, tous ceux qui, en apportant leurs épargnes, montraient une patriotique confiance dans le prompt relèvement de la prospérité nationale, ont dû faire entrer dans leurs prévisions l'espoir d'un allégement plus ou moins prochain des charges que la France a pu supporter sans fléchir.

« Parmi les porteurs actuels de rentes 5 0/0, les souscripteurs primitifs sont encore de beaucoup les plus nombreux, et quant aux acheteurs qui ont pris la place d'un certain nombre d'entre eux, à des cours plus élevés, ils ne l'ont fait qu'en pleine connaissance de cause, car la question d'une conversion ou d'une réduction d'intérêt s'est posée dans le monde des affaires et dans la presse, au moment même où le pair était atteint.

« La légitimité d'une conversion ne peut donc faire doute pour personne, et nous croyons que, dans les termes où nous vous la proposons, elle donne une juste satisfaction aux intérêts généraux, que nous avons avant tout mission de défendre, en même temps qu'elle tient équitablement compte des intérêts particuliers des porteurs de rentes.

« D'une part, les rentes 5 0/0 inscrites au grand-livre de la dette publique s'élèvent aujourd'hui au chiffre de 340 millions 845,896 francs, et leur conversion en 4 1/2 0/0 produira une économie d'un dixième, soit 34 millions 84,583 francs par an.

« C'est un chiffre considérable et, quelles que soient les conséquences directes et immédiates pour nos budgets de cette atténuation de dépenses, le pays y trouvera un bénéfice important dont les rentiers eux-mêmes, comme contribuables et citoyens, recueilleront naturellement une part. Mais la conversion aura, à nos yeux, un avantage plus important, en ce qui concerne la situation générale de notre crédit public. Il n'est pas douteux que l'existence du fonds 5 0/0, paralysé en quelque sorte par une menace permanente de conversion, est un obstacle à l'établissement normal de la valeur de nos fonds d'Etat.

« D'autre part, en donnant aux porteurs de rentes 5 0/0 4 1/2 0/0 de rente, nous maintiendrons à peu près à son chiffre actuel la valeur de leur capital. En effet, le 4 1/2 0/0 ancien est constamment coté depuis le mois de décembre 1877 au-dessus du pair et se maintient depuis plus de trois ans entre 109 fr. et 117 fr. ; il n'est pas téméraire de penser que le 4 1/2 0/0 nouveau, doté d'un paiement trimestriel d'arrérages, en possession d'un marché large et puissant, et affranchi de la concurrence du 5 0/0, se capitalisera avant peu à un prix plus avantageux encore que les cours qui se pratiquent en ce moment.

« Nous sommes donc fondés à affirmer que nul, parmi ceux qui, au lendemain de nos désastres, ont placé leurs capitaux en rentes 5 0/0, n'aura de justes motifs de se plaindre de la mesure que nous vous proposons, pour satisfaire au plus légitime des intérêts, celui de tous.

« L'attention publique a été appelée à plusieurs reprises sur divers autres modes de conversion, auxquels nous avons cru devoir préférer une conversion pure et simple en 4 1/2.

« Les conversions en 3 0/0 perpétuel ou amortissable ne pourraient être opposées, avec quelques chances de succès, au projet que nous avons l'honneur de vous soumettre, qu'autant qu'elles aboutiraient à la remise d'une quotité de rente sensiblement inférieure à 4 1/2, soit 4 fr. de rente pour chaque 5 fr. de rente 5 0/0.

« Nous n'avons pas cru devoir nous y arrêter, parce que, loin de concilier l'intérêt des finances publiques et l'intérêt des rentiers, elles léseraient l'un et l'autre ; pour l'Etat, le capital de la dette serait accru d'une manière considérable, puisque la dette de 6 milliards 816 millions 916,720 fr., représentée par des rentes 5 0/0, se trouverait transformée en un capital de 9 milliards 89 millions 222,293 francs (340,845,836 fr. — 68,169,167 fr. de rente); pour les rentiers, l'opération se traduirait par une brusque diminution de revenu d'un cinquième, et on courrait le danger de voir le public chercher à réaliser tout ou partie de son capital, dans l'espoir d'atténuer par un placement plus avantageux une réduction aussi sensible.

« La conversion pure et simple en 4 0/0 n'est pas à nos yeux possible, parce qu'il nous paraît nécessaire d'offrir aux porteurs de 5 0/0 un titre dont la valeur soit sérieusement et indiscutablement établie au-dessus du pair.

« Quant aux autres procédés de conversion, conversion avec soulte, coupon supplémentaire, 4 0/0 différé, etc., nous avons cru devoir les écarter, parce que, à notre avis, une opération qui s'adresse à un public aussi nombreux n'a de chance d'être comprise et réussie qu'autant qu'elle repose sur des bases précises, claires et faciles à apprécier par tout le monde.

« Enfin, dans l'étude d'une solution, nous avions aussi le devoir de nous préoccuper des difficultés matérielles d'exécution. La combinaison à laquelle nous nous sommes arrêtés permettra de réaliser, aussi promptement que possible, une opération qui ne pourrait se prolonger longtemps sans nuire à la marche normale des affaires.

« L'intérêt des porteurs de rentes 5 0/0 à accepter la conversion n'est pas douteux. Il leur est offert soit le remboursement à 100 fr., soit la remise d'une inscription de

4 fr. 50 cotée en ce moment plus de 110 fr. Il nous a donc paru suffisant de leur accorder un délai pour demander le remboursement, après lequel ils seront considérés, en cas d'abstention, comme ayant accepté la conversion, c'est-à-dire le parti qui leur est de beaucoup le plus avantageux.

« Nous sommes fondés à penser qu'aux conditions qui leur sont faites un très petit nombre de rentiers demandera le remboursement. Mais nous avons dû cependant nous assurer, en tout état de cause, les moyens de faire face aux demandes de remboursement qui viendraient à se produire, quelque improbables qu'elles puissent être.

« Les articles du projet ne paraissent pas motiver de longs développements.

« L'art. 1er pose les bases mêmes de l'opération en autorisant le ministre des finances à rembourser les rentes 5 0/0 ou à donner en échange de nouvelles rentes 4 1/2 0/0.

« Les art. 2 et 3 déterminent les conditions et la forme du nouveau fonds dont les arrérages seront payables trimestriellement, aux mêmes échéances que ceux du 5 0/0, et qui jouira des mêmes privilèges et immunités.

« Par l'art. 2 nous avons garanti pendant cinq années les porteurs de nouvelles rentes 4 1/2 0/0 contre le remboursement au pair, parce qu'il nous a paru équitable et nécessaire de laisser les cours du fonds nouveau s'établir librement et avec la certitude absolue, pour une période un peu étendue, du maintien du taux de 4 1/2.

« D'ailleurs, une opération aussi considérable que le remboursement ou l'échange des titres d'une rente de plus de 300 millions de francs ne pourrait, en aucun cas, être renouvelée à brève échéance sans de graves inconvénients, eu égard surtout au très grand nombre des inscriptions et des rentiers.

« Il nous a paru suffisant de fixer à dix ours (art. 4), à partir de la date qui sera déterminée par un décret ultérieur du Président de la République, le délai pendant lequel les porteurs de 5 0/0 pourront demander le remboursement.

« Nous aurons, d'ailleurs, recours aux moyens de publicité les plus efficaces, et nous donnerons aux porteurs de 5 0/0 les plus grandes facilités pour l'exercice de eur droit d'option.

« L'art. 5 réserve au gouvernement, ainsi que cela a eu lieu dans des circonstances analogues, et notamment en 1852, le droit de n'opérer que par séries les remboursements qui pourront être demandés.

« Nous ne pensons pas qu'en présence des conditions qui leur sont faites, les porteurs de 5 0/0 qui opteront pour le paiement en capital soient nombreux. Mais il importe, en pareille matière, de prévoir même les éventualité improbables.

« C'est dans ce même ordre d'idées que nous vous demandons les facilités les plus étendues pour faire face aux remboursements en tout état de cause.

« Il ne suffit pas que le ministre des finances soit autorisé à émettre des rentes à 4 1/2 0/0 (art. 9) à un moment où il pourrait être dangereux de peser sur les cours d'un fonds nouveau; il faut, en outre, pour assurer l'indépendance du Trésor, qu'il ait à sa disposition des moyens plus aisés et plus prompts de désintéresser à bref délai ceux qui auraient réclamé leur capital, sauf, si cela était absolument indispensable, à classer les titres à rembourser en un petit nombre de fortes séries.

« Nous ne croyons pas avoir à recourir ni à une émission spéciale de bons du Trésor, ni à la négociation d'une avance par la Banque de France; mais nous vous demandons l'autorisation de le faire (art. 10) en choisissant le procédé le moins onéreux, si les circonstances l'exigeaient impérieusement.

« Les rentes 5 0/0 non converties seront servies au taux actuel jusqu'à leur remboursement effectif (art. 5).

« Quant aux porteurs de rentes converties, ils toucheront encore intégralement les coupons échéant les 16 mai et 16 août prochains (art. 6) et recevront des rentes nouvelles 4 1/2 portant jouissance du 16 août.

« Les art. 7 et 8 reproduisent les dispositions édictées en pareil cas par les lois antérieures, dans le but de donner aux propriétaires de rentes qui n'ont pas la libre disposition de leurs biens, ainsi qu'aux tuteurs, curateurs, etc., le moyen d'user des droits réservés aux porteurs de 5 0/0, et d'agir au nom des incapables qu'ils représentent, sans formalités et sans frais.

« Nous avons dû, ainsi que dans toutes les lois relatives à des emprunts, réserver la fixation par décret des conditions en quelque sorte matérielles, et des détails de l'opération (art. 11). En conséquence, des décrets détermineront notamment : en premier lieu, la date à partir de laquelle courra le délai d'option, et en second lieu, aussitôt après l'expiration de ce délai, l'époque des remboursements en capital.

« L'art. 12 autorise l'enregistrement et le timbre gratuit des titres et expéditions à produire pour le remboursement ou la conversion des rentes 5 0/0.

« Enfin l'art. 13 prescrit au ministre des finances de rendre compte, par un rapport adressé au Président de la République et distribué au Parlement, du résultat des mesures autorisées par la présente loi.

« Tel est, messieurs, le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

« Nous vous le soumettons avec confiance, parce qu'à nos yeux il permet de résoudre

par 5 fr. de rente, ou à les convertir en nouvelles rentes 4 1/2 0/0 portant jouissance du 16 août 1883, à raison de 4 fr. 50 c. de rente pour 5 fr. de rente.

2. L'exercice du droit de rembour-

---

sans secousse et sans danger la question depuis si longtemps débattue de la conversion du 5 0/0.

« Nous nous sommes attachés, nous le répétons en terminant, à concilier dans la plus large mesure possible l'intérêt du budget qui exclut toutes les charges que la nécessité n'impose pas, et l'intérêt des rentiers qui, en France surtout, où les valeurs d'Etat sont réparties en un très grand nombre de mains, exige de justes ménagements.

« Nous espérons avoir atteint le but, et en votant les propositions qui vous sont soumises, vous aurez puissamment contribué, nous en sommes assurés, à la stabilité et au progrès du crédit national. »

La commission chargée d'examiner le projet s'est hâtée d'accomplir sa tâche, et, le 23 avril, M. *Naquet* déposait son rapport et en donnait lecture à la Chambre. Après s'être attaché à bien établir le caractère de la mesure proposée et le droit incontestable de l'Etat d'opérer la conversion, le rapporteur faisait connaître que la commission avait été saisie d'un certain nombre d'amendements tendant à modifier plus ou moins profondément le projet du gouvernement, mais qu'elle les avait tous écartés, et qu'elle s'était bornée à étendre de cinq ans à dix ans le délai pendant lequel le droit de remboursement de l'Etat serait suspendu pour les nouvelles rentes 4 1/2 0/0, et à décider que le nouveau fonds serait divisé en séries, dans le but de faciliter les remboursements ultérieurs.

Après la lecture du rapport, la discussion générale a été immédiatement ouverte par un discours de M. *Paul de Cassagnac*, qui a combattu avec vivacité le projet. MM. *Rouvier*, *Haëntjens*, *Tirard*, ministre des finances, et *le baron de Soubeyran* ont ensuite pris la parole. — La Chambre a eu à se prononcer sur plusieurs contre-projets ou amendements. Un contre-projet présenté par M. Haëntjens était ainsi conçu : « Art. 1er. Le ministre des finances est autorisé à convertir les rentes 5 0/0 en rentes 3 0/0. Tout porteur de 5 francs de rentes 5 0/0 recevra 4 fr. 35 de rentes 3 0/0. — Art. 2. Le 3 0/0 portera jouissance des intérêts à partir du 1er mars 1883. — Art. 3. Les porteurs de 5 0/0 qui n'accepteraient pas ce mode de conversion devront en faire la déclaration dans les dix jours et opter soit pour la réduction de l'intérêt de leurs titres en 4 1/2 0/0, soit pour le remboursement au pair de leurs rentes. — Art. 4. La moitié du produit de cette opération jusqu'à concurrence de 22 millions au moins sera consacrée à venir en aide aux départements et aux communes, particulièrement à subventionner l'entretien des routes départementales et des chemins vicinaux. » L'amendement n'a pas été adopté. — M. *Lockroy*, reprenant un amendement développé par M. *Allain-Targé* devant la commission, proposait de rédiger ainsi l'art. 1er : « Le ministre des finances est autorisé à rembourser les rentes 5 0/0 inscrites au grand-livre de la dette publique à raison de 100 francs par 5 francs de rentes ou à les convertir en nouvelles rentes du titre 3 0/0, portant jouissance du 16 août 1883, à raison de 4 fr. 50 pour 5 francs de rente jusqu'au 16 août 1893 et de 4 francs de rente à partir de cette date. Les nouveaux titres 3 0/0 seront dotés pendant dix ans d'un coupon supplémentaire. » Après avoir entendu M. *Allain-Targé* et M. *Tirard*, ministre des finances, la Chambre a écarté l'amendement par 324 voix contre 81. — Deux autres contre-projets, présentés l'un par M. *Laroche-Joubert*, l'autre par M. *Sourigues*, ont eu le même sort. — L'art. 1er a ensuite été adopté à la majorité de 388 voix contre 94. — M. *Gaudin* et plusieurs de ses collègues ont alors proposé d'y ajouter un paragraphe additionnel ainsi conçu : « Les ressources provenant de cette opération seront affectées annuellement, jusqu'à concurrence de 20 millions au moins, au dégrèvement de l'impôt foncier sur les propriétés rurales non bâties. » Par 247 voix contre 143 la proposition a été rejetée. — Enfin la Chambre a également repoussé à la majorité de 252 voix contre 188 un amendement de MM. *Jametel*, *Frank-Chauveau*, etc..., tendant à opérer sur les 34 millions rendus libres par la conversion un prélèvement de 8 millions 500,000 francs pour dégrèvements à l'agriculture. Ce vote avait été précédé d'un échange d'observations entre M. *Jametel* et M. *Jules Ferry*, président du conseil. — L'ensemble du projet a été adopté par 378 voix contre 102.

Au Sénat, la commission chargée d'examiner le projet l'a accepté sans modifications.

La délibération a eu lieu le 26 avril. Après une intéressante discussion générale à laquelle ont pris part MM. *Chesnelong*, *Tirard*, ministre des finances, *de Parieu*, *Bocher* et *Oscar de Vallée*, le Sénat a adopté successivement les différents articles du projet. Conformément à l'avis de sa commission, il a ensuite repoussé une disposition additionnelle proposée par MM. *de Ravignan* et autres, et tendant à affecter l'économie résultant de l'opération de la conversion au soulagement de l'agriculture ou au dégrèvement de l'impôt foncier.

sement de l'Etat est suspendu pour les nouvelles rentes 4 1/2 0/0 pendant un délai de dix années à courir du 16 août 1883 (1).

3. Le nouveau fonds 4 1/2 0/0 est divisé en séries (2). Les arrérages du nouveau fonds 4 1/2 0/0 sont payables par trimestre, et le minimum de rente inscriptible est fixé pour ledit fonds à 2 francs. Tous les privilèges et immunités attachés aux rentes sur l'Etat sont assurés aux rentes du nouveau fonds 4 1/2 0/0. Ces rentes sont insaisissables, conformément aux dispositions des lois des 8 nivôse an 6 et 22 floréal an 7, et peuvent être affectées aux remplois et placements spécifiés par l'art. 29 de la loi du 16 septembre 1871.

4. Tout propriétaire de rente 5 0/0 qui, dans un délai de dix jours à courir de l'époque qui sera fixée par décret du Président de la République, n'aura pas demandé le remboursement, sera considéré comme ayant accepté la conversion.

5. Les remboursements demandés pourront être opérés par séries, et les rentes non converties continueront à porter intérêt à 5 0/0 jusqu'au jour de leur remboursement effectif.

6. Les rentes converties jouiront des intérêts à 5 0/0 jusqu'au 16 août 1883.

7. En ce qui concerne les propriétaires de rentes qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens, l'acceptation de la conversion sera assimilée à un acte de simple administration et sera dispensée d'autorisation spéciale et de toute autre formalité judiciaire. Les tuteurs, curateurs et administrateurs pourront, nonobstant toute disposition contraire, et notamment par dérogation à l'art. 5 de la loi du 27 février 1880, recevoir et aliéner ultérieurement sans autorisation les promesses de rente au porteur représentatives des fractions de franc non inscriptibles, résultant de la conversion des rentes appartenant aux incapables qu'ils représentent.

8. Pour les rentes grevées d'usufruit, la demande de remboursement devra être faite par le nu propriétaire et l'usufruitier conjointement. Si elle est faite par l'un d'eux seulement, le trésor sera valablement libéré en déposant à la caisse des dépôts et consignations le capital de la rente. Si ce dépôt résulte du fait de l'usufruitier, celui-ci n'aura droit, jusqu'à l'emploi, qu'aux intérêts que la caisse est dans l'usage de servir. S'il résulte du fait du nu propriétaire, ce dernier sera tenu de bonifier à l'usufruitier la différence entre le taux des intérêts payés et celui de 4 1/2 0/0. Toutefois il n'est porté aucune atteinte aux stipulations particulières qui règlent les droits du nu propriétaire et de l'usufruitier.

9. Le ministre des finances est autorisé à pourvoir aux demandes de remboursement qui seront faites au moyen de l'émission, au mieux des intérêts du trésor, de rentes 4 1/2 0/0 nouvelles, jusqu'à concurrence de la somme de rente nécessaire pour produire le capital correspondant auxdites demandes.

10. Il pourra être provisoirement pourvu aux remboursements deman-

---

(1) Ainsi que je l'ai déjà dit plus haut, le projet du gouvernement fixait à cinq ans le délai pendant lequel l'exercice du droit de remboursement serait suspendu pour les nouvelles rentes. La commission proposait de porter ce délai à dix ans. Lors de la discussion à la Chambre, M. *le comte de Douville-Maillefeu* a demandé la suppression de l'article, de manière à laisser entier le droit de remboursement de l'Etat. Après avoir entendu l'auteur de l'amendement et M. Naquet, rapporteur, la Chambre a adopté l'article par 311 voix contre 78.

(2) Cette disposition a été introduite dans la loi par la commission de la Chambre des députés : « L'avantage de cette division en séries, disait M. Naquet, dans son rapport, n'échappera à personne. Il est évident que remuer une masse de 7 milliards de rente est toujours une opération délicate, devant laquelle un gouvernement peut reculer. Mais si, au lieu d'agir sur toute la masse, on peut n'appeler qu'une fraction au remboursement à la fois, tout péril disparaît. Le succès répond-il aux espérances, on appelle une seconde, puis une troisième série, jusqu'à ce que l'on ait tout converti.

« C'est cette division en séries qui a puissamment aidé le gouvernement des Etats-Unis dans les conversions successives qu'il a effectuées depuis la guerre de sécession. »

dés, ainsi qu'aux frais de tout nature des opérations autorisées par la présente loi, au moyen de l'émission de bons du trésor à l'échéance de cinq années au plus, ou d'une avance de la Banque de France.

11. Les conditions dans lesquelles s'effectueront le remboursement et la conversion des rentes 5 0/0, la délivrance aux ayants droit de promesses de rente au porteur pour les fractions de rente non inscriptibles, la division en séries des rentes 4 1/2 0/0 nouvelles et leur émission seront déterminées par décrets du Président de la République.

12. Tous titres ou expéditions à produire pour le remboursement ou la conversion des rentes 5 0/0, pourvu que cette destination y soit exprimée, et en tant qu'ils serviront uniquement aux opérations nécessitées par la présente loi, seront visés pour timbre et enregistrés gratis.

13. Le ministre des finances rendra compte des opérations autorisées par la présente loi, au moyen d'un rapport adressé au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

---

29 JANVIER = 1er FÉVRIER 1883. — Décret qui autorise la société des docks et entrepôts d'Orléans à ouvrir et à exploiter une salle de ventes publiques de marchandises en gros. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,191.)

---

27 MARS = 8 JUIN 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux publics. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,192.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1883, chap. 11 (*Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en vertu de la loi du* 18 *mai* 1878), une somme totale de 367,937 fr. 14 c., non employée sur les crédits ouverts pour l'emploi de fonds de concours au chapitre correspondant de l'exercice 1882. Cette somme est répartie, par entreprises, conformément aux indications ci-après, savoir (*Suit le détail*).

2. Pareille somme de 367,937 fr. 14 c. est et demeure annulée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1882, chap. 15 (*Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en vertu de la loi du* 18 *mai* 1878).

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'art. 1er au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

27 MARS = 8 JUIN 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux publics. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,193.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1883, deuxième section, chap. 40 (*Amélioration des rivières*), une somme de 23,856 fr. 29 c., provenant de fonds de concours et non employée sur les crédits ouverts exercice 1882. Cette somme est applicable dans la proportion suivante aux entreprises ci-après désignées, savoir (*Suit le détail*).

2. Pareille somme de 23,856 fr. 29 c. est et demeure annulée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1882, chap. 8 (*Amélioration des rivières*).

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'art. 1er au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les travaux désignés audit article.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

2 AVRIL = 8 JUIN 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux publics. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,194.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget du ministère des travaux publics, exercice 1883, une somme totale de 236,416 fr. 96 c., provenant de fonds de concours et non employée sur les crédits ouverts exercice 1882. Ladite somme, applicable aux entreprises ci-dessous désignées, est répartie de la manière suivante, savoir (*Suit le détail*).

2. Pareille somme de 236,416 fr. 96 c. est et demeure annulée, dans la proportion suivante, aux chapitres ci-après du budget du ministère des travaux publics, exercice 1882, savoir (*Suit le détail*).

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'art. 1er au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

16 AVRIL = 8 JUIN 1883. — Décret qui affecte au service du département de la guerre une parcelle de terrain située dans la forêt domaniale d'Arques (Seine-Inférieure). (XII, B. DCCLXIX, n. 13,195.)

---

19 AVRIL = 8 JUIN 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 aux travaux à exécuter par suite du déclassement de l'enceinte de Sedan. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,196.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 34,200 fr. ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882, par le décret du 19 mars 1882, un report est autorisé à l'exercice 1883 dudit budget jusqu'à concurrence de la somme de 11,200 fr., répartie comme suit :

Exercice 1883 (BUDGET ORDINAIRE). — Chap. 20. Sedan. Déclassement de l'enceinte, 11,200 fr.

2. Une somme de 11,200 fr. est annulée au budget ordinaire de l'exercice 1882 (chap. 20).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

19 AVRIL = 8 JUIN 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux militaires. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,197.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art 1er. Sur le crédit total de 689,607 fr. ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882, par les décrets ci-dessus mentionnés, un report est autorisé à l'exercice 1883 dudit budget jusqu'à concurrence de la somme de 214,067 fr., répartie comme suit (*Suit le détail*).

2. Une somme de 214,067 fr. est annulée au budget ordinaire de l'exercice 1882, chap. 20 et 20 *quater*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des versements effectués au trésor par les villes ci-dessus désignées.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

19 AVRIL = 8 JUIN 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux militaires. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,198.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 326,000 fr. ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, par les décrets des 20 septembre et 28 juin 1882, un report est autorisé à l'exercice 1883 dudit budget jusqu'à concurrence de la somme de 89,000 fr., répartie comme suit (*Suit le détail*).

2. Une somme de 89,000 fr. est annulée au budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882 (chap. 2).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des versements effectués au trésor par les villes ci-dessus désignées.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

19 AVRIL = 8 JUIN 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée aux travaux de casernement des villes de Nevers et de Saintes. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,199.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 500,000 fr. ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1881, par les décrets du 10 octobre 1881 susmentionnés, un report est autorisé à l'exercice 1882 dudit budget jusqu'à concurrence de la somme de 70,400 fr., répartie comme suit (*Suit le détail*).

2. Une somme de 70,400 fr. est annulée au budget extraordinaire de l'exercice 1881 (chap. 2).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des versements effectués au trésor par les villes ci-dessus désignées.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

27 = 27 AVRIL 1883. — Décret pour l'exécution de la loi du 27 avril 1883, qui autorise la conversion des rentes 5 0/0 en rentes 4 1/2 0/0. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,200.)

Le Président de la République, vu la loi du 27 avril 1883, portant autorisation de rembourser ou convertir en rentes 4 1/2 0/0 les rentes 5 0/0 inscrites au grand-livre de la dette publique ; sur le rapport du ministre des finances, décrète :

Art. 1er. Les propriétaires de rentes 5 0/0 qui voudront être remboursés devront en faire la demande et effectuer en même temps le dépôt de leurs titres dans les délais ci-après fixés : 1° en France, la Corse exceptée, du mardi 1er mai au matin jusqu'au jeudi 10 mai inclusivement ; 2° en Corse, du jeudi 3 mai au matin jusqu'au samedi 12 inclusivement ; 3° en Algérie, du vendredi 4 mai au matin jusqu'au dimanche 13 inclusivement ; 4° dans les colonies, pendant dix jours consécutifs à courir du lendemain de la promulgation du présent décret.

2. Les demandes seront reçues, savoir : 1° à Paris, à la caisse centrale du trésor, rue de Rivoli ; 2° dans les départements, y compris la Corse, à la caisse des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs particuliers des finances ; 3° en Algérie, à la caisse des trésoriers-payeurs et des payeurs particuliers désignés par le ministre des finances ; 4° dans les colonies, à la caisse des trésoriers-payeurs. Les caisses ci-dessus désignées seront ouvertes de neuf heures du matin à cinq heures du soir, y compris les dimanches et jours fériés, et le dernier jour jusqu'à minuit.

3. Il sera délivré aux déposants un récépissé des titres déposés. Ce récépissé sera visé au contrôle, conformément à l'art. 2 de la loi du 24 avril 1833.

4. Les arrérages à échoir le 16 mai 1883 sur les rentes dont le remboursement sera demandé seront payés à leur échéance, savoir : pour les titres nominatifs : sur quittance spéciale remise aux déposants au moment de la demande de remboursement des rentes inscrites à leur nom ; pour les titres mixtes et au porteur : sur la présentation du coupon au 16 mai, préalablement détaché des titres avant leur dépôt. Le montant de tous autres coupons au porteur à échoir qui ne pourraient être représentés sera déduit du capital à rembourser.

5. Les demandes devront être établies en double expédition sur des bordereaux spéciaux mis à la disposition des propriétaires de rentes aux caisses des comptables autorisés à recevoir les dépôts. Ces bordereaux seront revêtus de la signature du déposant ou des ayants droit, qui devront, s'il s'agit de titres nominatifs ou de titres mixtes, faire certifier leur signature sur l'une des deux expéditions, par un notaire ou un agent de change, dont la signature, dans les départements autres que celui de la Seine, devra être légalisée.

6. Les demandes de remboursement seront centralisées dans les bureaux de la direction de la dette inscrite à Paris, où elles seront enregistrées et réparties, s'il y a lieu, par séries. Un décret publié au *Journal officiel* le 21 mai 1883 au plus tard et inséré au *Bulletin des lois* fera connaître

l'époque et le mode des remboursements à effectuer.

7. Les titres dont le remboursement n'aura pas été demandé dans les délais fixés par l'art. 1er cesseront de porter intérêt à 5 0/0 à partir du 16 août 1883, et seront, à compter de cette date et à raison de 4 fr. 50 de rente par 5 fr. de rente, convertis en titres du fonds 4 1/2 0/0 nouveau créé par l'art. 1er de la loi du 27 avril 1883. Les fractions de rente non inscriptibles du fonds nouveau donneront lieu à la délivrance de promesses de rente au porteur qui seront échangées, après réunion du minimum inscriptible de 2 fr. de rente, contre des rentes 4 1/2 0/0. Un arrêté du ministre des finances déterminera l'époque et les conditions matérielles de l'échange des titres convertis.

8. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

28 AVRIL = 8 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour dépenses publiques. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,201.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de 909 fr. 15 c., à rattacher au chap. 34 (*Instruction primaire*) du budget de l'exercice 1882.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours, pour dépenses publiques.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

28 AVRIL = 8 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses des écoles préparatoires de l'enseignement supérieur en Algérie. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,202.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit de 70,000 fr., applicable aux dépenses des écoles préparatoires de l'enseignement supérieur en Algérie. Cette somme sera rattachée au chap. 7 (*Facultés*) du budget des dépenses de l'instruction publique.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

30 AVRIL = 1er MAI 1883. — Décret qui répartit en huit séries le nouveau fonds de rentes 4 1/2 0/0. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,203.)

Le Président de la République, vu l'art. 2 de la loi du 27 avril 1883, portant que l'exercice du droit de remboursement de l'Etat est suspendu pour le nouveau fonds 4 1/2 0/0 pendant un délai de dix années à courir du 16 août 1883; vu l'art. 3 de ladite loi, portant que le nouveau fonds est divisé en séries; vu l'art. 11 de la même loi, disposant que la division en séries des rentes 4 1/2 0/0 nouvelles sera déterminée par décret; sur le rapport du ministre des finances, décrète :

Art. 1er. Les inscriptions de rentes nominatives, mixtes et au porteur du nouveau fonds 4 1/2 0/0 seront réparties en huit séries approximativement égales. La division des titres en séries sera effectuée au moment de leur expédition, et chaque inscription de rente délivrée portera l'indication de la série à laquelle elle appartient.

2. Il ne sera pas créé de livres auxiliaires du nouveau fonds 4 1/2 0/0 pour la délivrance d'inscriptions départementales.

3. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

30 AVRIL = 8 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la restauration de la tour

d'Oudon (Loire-Inférieure.) (XII, B. DCCLXIX, n. 13,204.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1882, deuxième section, chap. 11, un crédit de 2,000 fr. pour la restauration de la tour d'Oudon (Loire-Inférieure).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

30 AVRIL = 8 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs de Limoges et du musée national *Adrien Dubouché*. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,205.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, deuxième section, chap. 6 (*Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 7,500 fr., applicable aux dépenses de l'école nationale des arts décoratifs de Limoges et du musée national *Adrien Dubouché*.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

5 MAI = 8 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'instruction primaire dans le département de la Seine. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,206.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de 7,061 fr. 07 c. Cette somme sera rattachée au budget de l'exercice 1882, savoir : pour 6,483 fr. 30 c. au chap. 32 (*Inspection des écoles primaires, etc.*), et pour 577 fr. 77 c. au chap. 34 (*Instruction primaire, etc.*).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

10 MAI = 8 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la construction du palais de justice d'Alger. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,207.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit de 15,556 fr. 25 c., applicable à la construction du palais de justice d'Alger. Ce crédit sera inscrit à la deuxième section dudit budget, au chap. 55 (*Reconstruction du palais de justice d'Alger*).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des fonds de concours versés au trésor et provenant du prix de vente de divers immeubles domaniaux.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

11 MAI = 8 JUIN 1883. — Décret qui fixe pour l'année 1883 le crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,208.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853 est fixé, pour l'année 1883, à la somme de 5,012,000 fr.

2. Sont allouées, sur ce crédit, aux différents ministères, les sommes suivantes : ministère de la justice et des cultes, 310,000 fr.; ministère des affaires étrangères, 100,000 fr.; ministère de l'intérieur : ministère, 130,000 fr.; Algérie, 25,000 fr.; ministère des finances, 1,808,000 fr.; ministère de la guerre, 70,000 fr.; ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, 1,000,000 de fr.; ministère de l'agriculture : ministère, 40,000 fr.; forêts, 100,000 fr.; ministère du commerce, 50,000 fr.; ministère des travaux publics, 320,000 fr.; ministère des postes et des télégraphes, 420,000 fr.; Total, 4,373,000 fr.

3. La somme de 639,000 fr., qui représente l'excédent du crédit d'inscription fixé par l'art. 1er sur le montant des allocations déterminées par l'art. 2, formera une réserve sur laquelle de nouvelles allocations pourront, s'il y a lieu, être ultérieurement réparties.

4. Ne seront imputées sur le crédit d'inscription de la présente année que les pensions qui auront fait l'objet de décrets de concession antérieurs au 1er janvier 1884. Les portions de crédit demeurées sans emploi au 31 décembre 1883 seront définitivement annulées.

5. Les ministres aux départements ci-dessus sont chargés, etc.

---

12 = 12 MAI 1883. — Décret qui fixe la date du remboursement du capital des rentes 5 0/0 non converties. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,209.)

Le Président de la République, vu l'art. 11 de la loi du 27 avril 1883, aux termes duquel un décret du Président de la République déterminera les conditions dans lesquelles s'effectuera le remboursement des rentes 5 0/0 non converties; vu le décret du même jour; vu l'état arrêté par le ministre des finances, d'après lequel le capital des rentes dont le remboursement a été demandé en France s'élève à la somme de 95,340 fr.; sur le rapport du ministre des finances, décrète :

Art. 1er. Le remboursement du capital des rentes 5 0/0 non converties aura lieu, à partir du mercredi 16 mai 1883 en France (y compris la Corse) et en Algérie, à la caisse des comptables du trésor qui ont reçu les dépôts des titres. Ce remboursement sera justifié par la production du récépissé de dépôt dûment quittancé.

2. Dans chaque colonie, l'époque du remboursement sera fixée par un arrêté du gouverneur. Les ayants droit recevront, en même temps que le capital, l'intérêt à 5 0/0 dudit capital calculé pour le nombre de jours courus depuis le 16 mai 1883 jusqu'à la date fixée par l'arrêté susmentionné.

3. Les remboursements seront centralisés pour ordre dans les écritures du caissier-payeur central du trésor public.

4. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

15 MAI = 8 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,210.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, deuxième section, chap. 6 (*Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 10,000 fr., applicable à l'école nationale des arts industriels de Roubaix.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

15 MAI = 8 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges. (XII, B. DCCLXIX, n. 13,211.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, deuxième section, *Beaux-Arts*, chap. 6 (*Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 2,736 fr. 25 c., applicable aux dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

4 = 6 MAI 1883. — Loi qui ouvre un crédit extraordinaire, sur l'exercice 1883, pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de l'empereur de Russie. (XII, B. DCCLXX, n. 13,215.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 29 décembre 1882 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire de 370,000 fr. pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de Sa Majesté l'empereur de Russie. Ce crédit formera le chap. 18 du budget du ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1883, sous la rubrique: *Dépenses pour la représentation de la France au couronnement de Sa Majesté l'empereur de Russie.*

2. Il sera pourvu au crédit extraordinaire ouvert par l'article précédent au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

11 = 13 MAI 1883. — Loi qui accorde une pension annuelle et viagère à la veuve du général *Chanzy*. (XII, B. DCCLXX, n. 13,216.)

Art. 1er. Il est accordé à madame veuve Chanzy, née Gérard (Hermine-Alexandrine-Jeanne), une pension annuelle et viagère de 12,000 fr. Elle sera inscrite au trésor public avec jouissance à partir du 5 janvier 1883.

2. Dans cette pension est confondue celle à laquelle a droit madame veuve Chanzy, en vertu de la loi du 20 juin 1878.

3. La pension accordée par la présente loi sera réversible, en cas de décès de madame Chanzy, sur la tête des enfants mineurs du général, jusqu'à ce que le plus jeune ait atteint l'âge de vingt et un ans accomplis.

---

12 = 16 MAI 1883. — Loi qui ouvre au ministre du commerce un crédit supplémentaire sur l'exercice 1882. (XII, B. DCCLXX, n. 13,217.)

Article unique. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1882, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 juillet 1881, un crédit supplémentaire de 300,000 fr., lequel sera inscrit au chap. 6 (*Encouragements aux pêches maritimes*). Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1882.

---

19 MARS = 11 JUIN 1883. — Décret qui déclare d'utilité publique divers travaux à exécuter pour améliorer la navigation du lac Léman. (XII, B. DCCLXX, n. 13,218.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont déclarés d'utilité publique les travaux ci-après, projetés en vue d'améliorer la navigation du lac Léman, savoir : 1° amélioration du quai du port de Thonon ; 2° construction d'un quai d'entrepôt au débarcadère de Tougues; 3° dragage du port d'Evian ; 4° prolongement du quai d'Evian. Lesdits travaux devront être exécutés conformément aux dispositions générales des avant-projets ci-dessus visés et des avis susmentionnés du conseil général des ponts et chaussées, et montant

ensemble à la somme totale de 279,000 fr.

2. Il est pris acte des engagements contenus dans les délibérations ci-dessus visées, par lesquelles les conseils municipaux d'Evian et de Thonon offrent respectivement, à titre de parts contributives à la dépense des travaux : le premier, une somme de 50,000 fr, et la cession gratuite des terrains nécessaires au prolongement du quai; le second, une somme de 2,000 fr.

3. La part contributive de l'Etat, fixée à 227,000 fr., sera imputée sur les crédits inscrits à la deuxième section du budget ordinaire des travaux publics pour travaux d'amélioration des rivières.

4. Le présent décret sera considéré comme non avenu si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans à partir du jour de sa promulgation.

5. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

27 MARS = 11 JUIN 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne. (XII, B. DCCLXX, n. 13,219.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Bordeaux à Cette ; de Bordeaux à Cette et de Bordeaux à Bayonne ; de Bordeaux à Bayonne ; de Narbonne à Perpignan ; de Bordeaux à Cette et de Lamothe à Arcachon.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 57,000,000 de fr., etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

27 MARS = 11 JUIN 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne. (XII, B. DCCLXX, n. 13,220.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son nouveau réseau par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Bayonne à Irun ; de Portet-Saint-Simon à Foix.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 23,000,000 de fr., etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

27 MARS = 11 JUIN 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (XII, B. DCCLXX, n. 13,221.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Paris à Lyon ; de Lyon à Marseille ; embranchement de Marseille-Prado ; de Montbéliard à Delle ; de Mouchard aux Verrières ; de Lyon à Genève ; de Saint-Rambert à Grenoble ; de Moret à Roanne ; de Roanne à Lyon par Saint-Etienne ; de Nevers à Chagny ; de Nîmes au Teil ; de Tarascon à Cette.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 192,000,000 de fr., etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

27 MARS = 11 JUIN 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (XII, B. DCCLXX, n. 13,222.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien ré-

seau par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes d'Avignon à Marseille ; de Moret à Nevers ; de Montbéliard à Delle ; de Nevers à Chagny ; de Lyon à Genève ; d'Alais au Pouzin ; d'Alais à Nîmes ; de Nîmes au Teil ; de Bessèges à Alais ; de Tarascon à Cette.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 192,000,000 de fr., etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

27 MARS = 11 JUIN 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (XII, B. DCCLXX, n. 13,223.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Paris à Lyon ; de Lyon à Avignon ; d'Avignon à Marseille ; de Roanne à Lyon, par Saint-Etienne ; de Saint-Rambert-d'Albon à Grenoble.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 192,000,000 de fr., etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

28 MARS = 11 JUIN 1883. — Décret qui proroge le délai accordé pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer de Naix-Menaucourt à Güe-Ancerville. (XII, B. DCCLXX, n. 13,224.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Un nouveau délai d'une année, qui prendra fin le 14 janvier 1884, est accordé au concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Naix-Menaucourt à Güe-Ancerville, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution dudit chemin.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

28 MARS = 11 JUIN 1883. — Décret qui remplace par une commission unique les diverses commissions instituées pour la vérification des comptes des compagnies de chemins de fer. (XII, B. DCCLXX, n. 13,225.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les diverses commissions créées en vertu des décrets ci-dessus visés sont remplacées par une commission unique qui sera instituée par le ministre des travaux publics et composée ainsi qu'il suit : 1° deux conseillers d'Etat, dont l'un sera désigné comme président ; 2° quatre membres désignés par le ministre des finances ; 3° trois membres désignés par le ministre des travaux publics ; 4° les inspecteurs généraux des finances chargés du contrôle financier des compagnies des chemins de fer d'intérêt général auxquelles l'Etat a accordé une garantie d'intérêt ; 5° et les inspecteurs généraux des ponts et chaussées ou des mines chargés du contrôle de l'exploitation de ces compagnies, ou, en leur absence, les ingénieurs en chef adjoints appelés à les suppléer. Les inspecteurs généraux des finances et ceux du contrôle de l'exploitation n'ont voix délibérative que dans les affaires concernant le service dont ils sont chargés. La commission ne peut délibérer que si sept membres au moins sont présents sur les onze qui ont voix délibérative dans chaque affaire. La voix du président est prépondérante en cas de partage. Sont adjoints à la commission, avec voix consultative : 1° en qualité de rapporteurs les inspecteurs des finances qui ont procédé à la vérification des comptes ; 2° les auditeurs au conseil d'Etat désignés par le président pour remplir les fonctions de secrétaires de la commission.

2. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

5 AVRIL = 11 JUIN 1883. — Décret qui affecte au service du département de la guerre une parcelle de terrain dépendant

de la forêt de Sommedieue (Meuse.) (XII, B. DCCLXX, n. 13,226.)

---

5 AVRIL = 11 JUIN 1883. — Décret qui approuve l'arrêté du gouverneur de la Cochinchine, en date du 14 décembre 1882, sur l'assiette de l'impôt des salines en Cochinchine. (XII, B. DCCLXX, n. 13,227.)

---

5 AVRIL = 11 JUIN 1883. — Décret portant qu'il n'y a lieu d'accorder aucun dédommagement au département de la Meuse à raison de l'incorporation du chemin de fer de Nançois-le-Petit à Gondrecourt dans le réseau d'intérêt général. (XII, B. DCCLXX, n. 13,228.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il n'y a lieu d'accorder aucun dédommagement au département de la Meuse, à raison de l'incorporation du chemin de fer de Nançois-le-Petit à Gondrecourt dans le réseau d'intérêt général.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

5 AVRIL = 11 JUIN 1883. — Décret qui autorise l'exploitation provisoire par l'administration des chemins de fer de l'Etat de diverses lignes de chemins de fer. (XII, B. DCCLXX, n. 13,229.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'embranchement, sur Moncontour, de la ligne de Niort à Montreuil-Bellay, les chemins de fer de Nouaillé à Chauvigny et de Romorantin à Saint-Claude-Vineuil, et le raccordement, près Elbeuf, des lignes d'Elbeuf à Rouen (Saint-Sever) et de Serquigny à Rouen seront, à dater du jour qui sera fixé par décision ministérielle et jusqu'à nouvel ordre, exploités par l'administration des chemins de fer de l'Etat, dans les conditions déterminées par la loi du 28 mars 1883. Les dispositions des décrets susvisés du 25 mai 1878 sont applicables auxdites lignes. Les comptes des dépenses et des recettes de ces lignes resteront néanmoins distincts de ceux qui se rapportent au réseau racheté en vertu de la loi du 18 mai 1878.

2. Les dispositions qui précèdent seront considérées comme nulles et non avenues pour celles des ligne énumérées dans l'art. 1er, dont l'ouverture effective n'aurait pas lieu avant le 1er juillet 1883.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

9 AVRIL = 11 JUIN 1883. — Décret concernant les écoles primaires du Gabon. (XII, B. DCCLXX, n. 13,230.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Dans les écoles primaires du Gabon, l'enseignement doit être donné exclusivement en langue française. La moitié au moins du temps de la scolarité doit être consacrée à l'étude du français.

2. Toute personne qui veut ouvrir une école ou une salle d'asile doit en demander l'autorisation au commandant.

3. Les écoles primaires de garçons sont dirigées par des hommes. Les écoles primaires de filles, les écoles mixtes et les salles d'asile sont dirigées par des femmes.

4. Il est institué un certificat d'études primaires ; ce certificat est décerné après un examen public auquel peuvent se présenter les enfants dès l'âge de onze ans. Le jury d'examen est désigné par le commandant.

5. Toute infraction aux dispositions du présent décret est poursuivie devant le tribunal correctionnel. Le directeur de l'école est puni d'une amende de 50 à 500 fr. En cas de condamnation, un arrêté du commandant peut prononcer la fermeture de l'école.

6. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

16 AVRIL = 11 JUIN 1883. — Décret qui fixe les taxes à percevoir au profit de la caisse des invalides de la marine sur les salaires des marins appartenant à l'inscription maritime à la Nouvelle-Calédonie. (XII, B. DCCLXX, n. 13,231.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvé l'arrêté susvisé du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, en date du 3 août 1882, modifiant ainsi qu'il suit l'art. 33 de l'arrêté local du 20 novembre 1880 :

« Il sera perçu, au profit de ladite « caisse des invalides, une prestation « de trois centimes par franc sur les « salaires des marins appartenant à « l'inscription maritime qui navi- « guent au mois ou au voyage; ceux « qui naviguent à la part subiront « les taxes prévues à l'art. 6 de la loi « du 11 avril 1881. »

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

15 MAI = 11 JUIN 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 sur le crédit ouvert au ministre des finances pour les dépenses relatives à la séparation, sur les matrices, des revenus cadastraux des propriétés bâties et des propriétés non bâties. (XII, B. DCCLXX, n. 13,232.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La somme de 133,952 fr. 65 c., non employée sur le crédit de 1,161,060 fr. 65 c., reporté, par le décret du 9 février 1882, à l'exercice 1882. chap. 56 *ter* (*Dépenses relatives à la séparation, sur les matrices, des revenus cadastraux des propriétés bâties et des propriétés non bâties*), est annulée sur cet exercice.

2. La même somme de 133,952 fr. 65 c. est reportée, avec la même affectation, au budget de l'exercice 1883, où elle fera l'objet d'un chapitre nouveau 58 *ter* (*Dépenses relatives à la séparation, sur les matrices, des revenus cadastraux des propriétés bâties et des propriétés non bâties*).

3. Il sera pourvu au report du crédit autorisé par l'art. 1er ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1883.

4. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

20 = 23 MARS 1883. — Loi relative à l'acquisition d'hôtels des postes et des télégraphes à Grenoble et à Montpellier. (XII, B. DCCLXXI, n. 13,233.)

Article unique. Le ministre des postes et des télégraphes est autorisé à acquérir des villes de Grenoble et de Montpellier les terrains et hôtels nécessaires au service, au moyen d'annuités représentatives du loyer et de l'amortissement, conformément aux conventions annexées à la présente loi.

1er = 5 MAI 1883. — Loi qui ouvre ou annule des crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883. (XII, B. DCCLXXI, n. 13,234.)

TITRE Ier. BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES.

Exercice 1881.

Art. 1er. Le crédit ouvert au ministre des finances, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, est réduit d'une somme de 427 fr. 76 c., applicable au chapitre unique (*Frais d'émission et de négociation des rentes* 3 0/0 *amortissables à émettre pour les besoins de* 1880). Les ressources affectées au crédit ci-dessus annulé sont reportées au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883.

2. Sur les crédits ouverts au ministre des arts, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, une somme de 859,532 fr. 40 c. est et demeure annulée aux chapitres ci-après : chap. 1er. Reconstruction de l'hôtel des postes, 807,371 fr. 90 c.; chap. 2. Installation et agrandissement de divers ministères, 52,160 fr. 50 c. Total des crédits annulés, 859,532 fr. 40 c.

3. Les crédits ouverts au ministre de l'agriculture, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, sont réduits d'une somme de 159,178 fr. 13 c. applicable au chap. 4 (*Travaux extraordinaires en Algérie*). Les ressources affectées au crédit ci-dessus annulé seront reportées au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882.

TITRE II. EXERCICE 1882.

1° *Budget ordinaire.*

4. Il est alloué aux ministres sur l'exercice 1882, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 juillet 1881, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 505,168 fr. 09 c. Ces crédits demeurent répartis par

ministères et par chapitres, conformément à l'état A annexé à la présente loi. Il sera pourvu aux crédits supplémentaires et extraordinaires ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1882.

5. Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882, par la loi de finances précitée du 29 juillet 1881, une somme de 10,476,633 fr. 73 c. est et demeure définitivement annulée aux ministères et chapitres désignés dans l'état B annexé à la présente loi.

2° *Budget des dépenses sur ressources extraordinaires.*

6. Sur les crédits ouverts au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882 (section des beaux-arts), une somme de 8,678,467 francs 60 c. est et demeure annulée aux chapitres ci-après : chap. 1er. Reconstruction de l'hôtel des postes, 3,657,628 fr. 10 c. ; chap. 2. Installation et agrandissement de divers ministères, 4,820,839 fr. 50 c. ; chap. 5. Agrandissement du poste central des télégraphes, 200,000 fr. Total des crédits annulés, 8,678,467 fr. 60 c.

7. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, au delà des crédits alloués par la loi du 21 décembre 1881, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, un crédit montant à la somme de 159,178 fr. 13 c., applicable au chap. 7 (*Travaux extraordinaires en Algérie*). Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources transportées à l'exercice 1882 par l'art. 3 ci-dessus.

TITRE III. EXERCICE 1883.

1° *Budget ordinaire.*

8. Il est ouvert aux ministres sur l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 11,163,842 fr. 08 c. Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état C annexé à la présente loi. Il sera pourvu aux crédits supplémentaires et extraordinaires ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

9. Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, par la loi de finances précitée du 29 décembre 1882, une somme de 2,418,480 fr. est et demeure définitivement annulée aux ministères et chapitres désignés dans l'état D annexé à la présente loi.

2° *Budget des dépenses sur ressources extraordinaires.*

10. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires (section des beaux-arts), des crédits montant à la somme de 9,938,000 fr., qui sera inscrite aux chapitres ci-après : chap. 2. Reconstruction de l'hôtel des postes, 4,465,000 fr.; chap. 3. Installation et agrandissement de divers ministères, 4,873,000 fr.; chap. 4. Agrandissement du poste central des télégraphes, 600,000 fr. Total des crédits ouverts, 9,938,000 fr.

11. Il sera pourvu aux crédits ouverts par l'article précédent : 1° jusqu'à concurrence de 859,532 fr. 40 c. au moyen des ressources affectées aux crédits annulés sur l'exercice 1881 par l'art. 2 ci-dessus ; jusqu'à concurrence de 8,678,467 fr. 60 c. au moyen des ressources affectées aux crédits annulés sur l'exercice 1882 par l'art. 6 ci-dessus ; 3° jusqu'à concurrence de 400,000 fr. au moyen d'un prélèvement sur l'avance faite à l'Etat par la Banque de France en vertu de la convention du 29 mars 1878, approuvée par la loi du 13 juin suivant.

TITRE IV. OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES PÉRIMÉS ET CLOS.

1° *Exercices périmés.*

12. Il est accordé aux ministres sur l'exercice 1883, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de 2,587 fr. 64 c.

Ces crédits sont répartis entre les divers ministères conformément à l'état E annexé à la présente loi. Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

2° *Exercices clos.*

13. Il est accordé aux ministres, en augmentation des restes à payer des exercices clos de 1879, 1880 et 1881, des crédits supplémentaires pour la somme de 85,211 fr. 64 c., montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, conformément à l'état F annexé à la présente loi. Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'art. 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE V. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

14. A partir du 1er janvier 1883, le droit de bibliothèque de 10 fr., institué par l'art. 9 de la loi de finances du 29 décembre 1873 et visé dans les lois du 3 août 1875 (art. 9) et du 29 décembre 1882 (art. 22), sera perçu comme il suit : dans les facultés de droit, des sciences, des lettres et de théologie catholique ou protestante, en une seule fois, en même temps que les droits afférents à l'examen qui termine l'année d'études; dans les facultés de médecine et les écoles supérieures de pharmacie, en même temps et dans les mêmes conditions que les droits de travaux pratiques obligatoires. En outre, le versement de ces deux rétributions dans les facultés de médecine et les écoles de pharmacie pourra, au gré des familles, être effectué, soit en un seul versement lors de la première inscription de l'année d'études, soit par fraction d'un quart, de moitié ou de trois quarts à chaque inscription. Continuera d'être perçue en une seule fois la rétribution facultative de 40 fr., moyennant laquelle les étudiants dont la scolarité est interrompue par suite d'échec à un examen peuvent être admis à renouveler une ou plusieurs séries d'exercices. Cette rétribution demeure indépendante des droits obligatoires.

---

19 MARS = 11 JUIN 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux. (XII, B. DCCLXXI, n. 13,235.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1883, chap. 8 (*Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*), une somme totale de 5,729,720 fr. 35 c., non employée sur les crédits ouverts pour l'emploi de fonds de concours au chapitre correspondant de l'exercice 1882. Cette somme est répartie, par entreprises, conformément à l'état annexé au présent décret.

2. Pareille somme de 5,729,720 fr. 35 c. est et demeure annulée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1882, chap. 12 (*Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'art. 1er au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

2 AVRIL = 11 JUIN 1883. — Décret qui ouvre, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics. (XII, B. DCCLXXI, n. 13,236.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1882, première section (*Service ordinaire*), pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à 56,386 fr. 68 c., et répartis ainsi qu'il suit, savoir (*Suit le détail*). Ladite somme est répartie, par en-

treprises, conformément à l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

2 AVRIL = 11 JUIN 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les travaux de canalisation du Moron. (XII, B. DCCLXXI, n. 13,237.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1883, première section, chap. 20 (*Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires. Entretien et grosses réparations*), une somme de 18,653 fr. 40 c., applicable aux travaux de canalisation du Moron et non employée sur les crédits ouverts pour l'emploi de fonds de concours sur le chapitre correspondant de l'exercice 1882.

2. Pareille somme de 18,653 fr. 40 c, est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1882, première section, chap. 17 (*Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires. Entretien et grosses réparations*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'art. 1er au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

4 MAI = 11 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la location du magasin central d'habillement à Nantes. (XII, B. DCCLXXI, n. 13,238.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882 (chap. 12, *Habillement*), un crédit de la somme de 1,500 fr., représentant le montant du versement effectué au trésor par la ville de Nantes pour concourir, avec les fonds de l'Etat, à la dépense de location, pendant le deuxième semestre 1882, d'un immeuble affecté à l'usage de magasin central de l'habillement et du campement.

2. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

4 MAI = 11 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de divers travaux militaires. (XII, B. DCCLXXI, n. 13,239.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 (chap. 2), un crédit de la somme de 320,831 fr., applicable aux travaux militaires ci-après (*Suit le détail*).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des sommes versées au trésor par les villes et le département ci-dessus mentionnés.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

9 = 25 AVRIL 1883. — Décret concernant les bateaux à vapeur qui naviguent sur les fleuves, rivières, canaux, lacs ou étangs d'eau douce. (XII, B. DCCLXXII, n. 13,240.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre des travaux publics; vu l'ordonnance du 23 mai 1843 relative aux bateaux à vapeur qui naviguent sur les fleuves et rivières; vu la loi du 21 juillet 1856 concernant les contraventions aux règlements sur les appareils et bateaux à vapeur; vu les avis, tant de la commission centrale des machines à vapeur que de la commission spéciale chargée d'étudier la revision de l'ordonnance ci-dessus visée, au point de vue des mesures qui intéressent le service de la navigation; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Sont assujettis aux dispositions du présent décret les bateaux à vapeur qui naviguent sur les fleuves, rivières, canaux, lacs ou étangs

d'eau douce. Ces dispositions cessent d'être applicables à l'embouchure des fleuves, en aval d'une limite qui, pour chaque fleuve, est déterminée par un décret rendu après enquête, sur le rapport du ministre des travaux publics et du ministre de la marine.

TITRE Ier. DES PERMIS DE NAVIGATION.

SECT. Ire. FORMALITÉS PRÉLIMINAIRES.

2. Aucun bateau à vapeur ne peut être mis en service sans un permis de navigation. Toute demande en permis de navigation est adressée par le propriétaire du bateau au préfet du département où se trouve le point de départ.

3. Dans sa demande, le propriétaire fait connaître : 1° le nom du bateau; 2° ses principales dimensions, son tirant d'eau à vide et à charge complète, et sa charge maximum exprimée en tonneaux de 1,000 kil.; 3° le nom et le domicile du vendeur des chaudières ou l'origine de ces appareils; 4° la capacité et la surface de chauffe des chaudières; 5° le numéro du timbre exprimant, en kilogrammes, par centimètre carré, la pression effective maximum sous laquelle ces appareils doivent fonctionner; 6° un numéro d'ordre distinctif par chaque chaudière, si le bateau en porte plusieurs; 7° la puissance des machines, en chevaux de 75 kilogrammètres par seconde, indiqués sur le piston; 8° le service auquel le bateau est destiné (transport des passagers ou des marchandises, touage, etc.) et les lignes de navigation qu'il est appelé à desservir; 9° le nombre maximum des passagers qui pourront être reçus dans le bateau; 10° s'il y a lieu, le nombre et la capacité des récipients placés à bord. Cette demande est accompagnée d'un dessin des chaudières. Elle est envoyée par le préfet à la commission de surveillance compétente, conformément à l'art. 54 du présent décret.

SECT. II. DES VISITES ET DES ESSAIS DES BATEAUX A VAPEUR.

4. La commission de surveillance visite le bateau à vapeur à l'effet de s'assurer : 1° s'il est construit avec solidité, s'il présente une stabilité suffisante, et si l'on a pris toutes les précautions requises, spécialement pour le cas où il serait destiné à un service de passagers; 2° si les chaudières et les récipients ont été soumis aux épreuves voulues, et si ces appareils sont pourvus des moyens de sûreté prescrits par le présent décret; 3° si les chaudières, en raison de leur forme, du mode de jonction de leurs diverses parties, de la nature des matériaux employés à leur construction, ne présentent aucune cause particulière de danger; 4° si l'on a pris toutes les précautions nécessaires pour prévenir les chances d'incendies.

5. Indépendamment de la visite, la commission assiste à un essai du bateau, dont elle trace le programme en se conformant aux conditions qui seront définies par une instruction ministérielle; elle en constate les résultats et vérifie notamment si l'appareil moteur a une puissance suffisante pour le service auquel le bateau est destiné.

6. La commission dresse un procès-verbal de ses opérations et l'envoie immédiatement au préfet du département, avec ses propositions motivées, concluant à la délivrance, à l'ajournement ou au refus du permis.

SECT. III. DÉLIVRANCE DES PERMIS DE NAVIGATION.

7. Sur le vu de ce procès-verbal et dans un délai maximum de huit jours après sa remise, le préfet délivre, s'il y a lieu, le permis de navigation. Lorsqu'il reconnaît, après avis de la commission de surveillance, qu'il convient de surseoir à la délivrance du permis ou de le refuser, il notifie, dans le même délai que ci-dessus, sa décision motivée au demandeur, sauf recours de celui-ci devant le ministre des travaux publics. En cas de recours contre une décision du préfet motivée sur l'état d'une chaudière, le ministre des travaux publics statue après avoir pris l'avis de la commission centrale des machines à vapeur.

8. Dans le permis de navigation

sont énoncés : 1° le nom du bateau et le nom du propriétaire; 2° les principales dimensions du bateau, son tirant d'eau à vide et à charge complète, et sa charge maximum exprimée en tonneaux de 1,000 kil.; 3° la hauteur de la ligne de flottaison, rapportée à des points de repère invariablement établis à l'avant, à l'arrière et au milieu du bateau; 4° la capacité et la surface de chauffe des chaudières; 5° le numéro du timbre exprimant, en kilogrammes par centimètre carré, la pression effective maximum sous laquelle ces appareils doivent fonctionner; 6° la puissance des machines, en chevaux de 75 kilogrammètres par seconde, indiqués sur le piston; 7° le nombre et la définition des soupapes de sûreté, ainsi que les conditions auxquelles elles doivent satisfaire, conformément à l'art. 17; 8° le service auquel le bateau est destiné (transport des passagers, des marchandises, touage, etc.), les lignes de navigation qu'il est appelé à desservir et, s'il y a lieu, ses points d'escale en cas de service régulier de passagers; 9° le nombre maximum des passagers qui pourront être reçus à bord.

9. Le permis de navigation cesse d'être valable et doit être renouvelé, soit en cas de changement entraînant des modifications dans ses énonciations, soit en cas d'inobservation des prescriptions de l'art. 55 ci-après. Le renouvellement du permis a lieu dans les mêmes formes que sa délivrance.

10. Le permis de navigation peut être suspendu ou révoqué par le préfet, dans les cas prévus par les art. 57 et 58.

TITRE II. ÉPREUVES ET MESURES DE SURETÉ RELATIVES AUX APPAREILS A VAPEUR.

SECT. Ire. ÉPREUVES DES CHAUDIÈRES A VAPEUR.

11. Aucune chaudière à vapeur destinée à la navigation fluviale ne peut être mise en service si elle n'a subi la double épreuve ci-après : l'une, chez le constructeur, par le service de la surveillance des appareils à vapeur du département; l'autre, à bord, par les soins de la commission de surveillance. Toute chaudière venant de l'étranger est éprouvée en France, par la commission de surveillance, avant et après sa mise à bord. Le préfet pourra néanmoins, sur l'avis conforme de la commission de surveillance, dispenser de la seconde épreuve, lorsque pendant le transport ou la mise en place il ne se sera produit aucune avarie et que, depuis la première épreuve, il n'aura été fait à la chaudière ni modifications, ni réparations quelconques.

12. L'épreuve est renouvelée : 1° lorsque la chaudière ou une partie de chaudière a subi des changements ou réparations notables; 2° lorsque, par suite d'une nouvelle installation, d'un chômage prolongé, ou des conditions dans lesquelles la chaudière fonctionne, il y a lieu d'en suspecter la solidité. Le renouvellement a lieu au siège de la commission de surveillance, dans la circonscription de laquelle la nécessité en a été constatée. Il appartient à la commission de surveillance d'adresser, après examen, ses propositions au préfet, qui statue, le propriétaire entendu, sauf recours au ministre. En aucun cas, l'intervalle entre deux épreuves consécutives n'est supérieur à deux années pour les bateaux à voyageurs et à quatre années pour les bateaux à marchandises, remorqueurs, etc. Avant l'expiration de ces délais, le propriétaire doit lui-même demander l'épreuve.

13. L'épreuve consiste à soumettre les chaudières à une pression hydraulique supérieure à celle qui ne doit pas être dépassée dans le service. Pour les chaudières neuves, remises à neuf ou refondues, la surcharge d'épreuve est égale à la pression effective indiquée par le timbre, sans jamais être inférieure à un demi-kilogramme, ni supérieure à six kilogrammes. Pour la seconde épreuve de l'art. 11 et dans tous les cas prévus par l'art. 12, la surcharge d'épreuve est égale à la moitié de la pression effective indiquée par le timbre, sans jamais être inférieure à un quart de kilogramme, ni supérieure à trois kilogrammes. En cas de contestation touchant la quotité

de la surcharge d'épreuve, le préfet statue, sur l'avis de la commission de surveillance.

14. La pression est maintenue pendant le temps nécessaire à l'examen de la chaudière, dont toutes les parties doivent être visitées. Le propriétaire fournit la main-d'œuvre et les appareils nécessaires pour l'épreuve.

15. Après qu'une chaudière ou partie de chaudière a été éprouvée avec succès, il y est apposé un timbre indiquant, en kilogrammes par centimètre carré, la pression effective que la vapeur ne doit pas dépasser. Les timbres sont poinçonnés par l'agent chargé de procéder à l'épreuve et reçoivent, par ses soins, trois chiffres indiquant le jour, le mois et l'année de l'épreuve.

16. L'épreuve n'est pas exigée pour l'ensemble d'une chaudière dont les diverses parties, éprouvées séparément, ne doivent être réunies que par des tuyaux placés, sur tout leur parcours, en dehors du foyer et des conduits de flamme, et dont les joints peuvent être facilement démontés.

SECT. II. DES APPAREILS DE SURETÉ DONT LES CHAUDIÈRES A VAPEUR DOIVENT ÊTRE MUNIES.

§ 1er. — *Des soupapes de sûreté.*

17. Chaque chaudière est munie de deux soupapes de sûreté chargées de manière à laisser la vapeur s'écouler, dès que sa pression atteint la limite maximum indiquée par le timbre dont il est fait mention à l'art. 15. Chacune des soupapes doit suffire à maintenir à elle seule, étant au besoin convenablement déchargée ou soulevée, et quelle que soit l'activité du feu, la vapeur dans la chaudière à un degré de pression qui n'excède, dans aucun cas, la limite ci-dessus. Le constructeur est libre de répartir, s'il le préfère, la section totale d'écoulement nécessaire des deux soupapes réglementaires entre un plus grand nombre de soupapes.

§ 2. — *Des manomètres.*

18. Toute chaudière est munie d'un manomètre en bon état placé en vue du chauffeur et gradué de manière à indiquer, en kilogrammes, la pression effective de la vapeur dans la chaudière. Une marque très apparente sur l'échelle du manomètre indique la limite que la pression ne doit pas dépasser. La chaudière est munie, en outre, d'un ajustage terminé par une bride de quatre centimètres de diamètre et de cinq millimètres d'épaisseur, disposée pour recevoir le manomètre vérificateur.

§ 3. — *De l'alimentation et des indicateurs du niveau de l'eau.*

19. Toute chaudière est en communication avec deux appareils d'alimentation, chacun de ces appareils devant pouvoir suffire aux besoins de la chaudière dans toutes les circonstances ; l'un d'eux doit fonctionner par des moyens indépendants de la machine motrice du bateau. Chaque chaudière est munie d'un appareil de retenue, soupape ou clapet, fonctionnant automatiquement et placé à l'insertion du tuyau d'alimentation. Lorsque plusieurs corps de chaudière sont en communication, l'appareil de retenue est obligatoire pour chacun d'eux.

20. Chaque corps de chaudière est muni d'une soupape ou d'un robinet d'arrêt de vapeur placé, autant que possible, à l'origine du tuyau de conduite de vapeur, sur la chaudière même.

21. Toute paroi en contact, une de ses faces, avec la flamme doit être baignée par l'eau sur la face opposée. Le plan d'eau doit être maintenu à un niveau de marche tel qu'il soit, en toute circonstance, à une hauteur moyenne de dix centimètres au moins au-dessus du point pour lequel la condition précédente cesserait d'être satisfaite. Cette position limite est indiquée, d'une manière très apparente, au voisinage du tube de niveau mentionné à l'art. 22 ci-après. En cas d'oscillation du bateau, on prendra, pour cette hauteur, la moyenne des hauteurs observées. Les prescriptions énoncées aux paragraphes précédents du présent article ne s'appliquent point : 1° aux surchauffeurs de vapeurs distincts de la chaudière ; 2° à des surfaces relativement peu étendues et placées de manière à ne jamais rougir, même

lorsque le feu est poussé à son maximum d'activité, telles que les tubes ou parties de cheminées qui traversent le réservoir de vapeur, en envoyant directement à la cheminée principale les produits de la combustion; 3° aux générateurs dits à production de vapeur instantanée.

22. Chaque chaudière est munie de deux appareils indicateurs du niveau de l'eau, indépendants l'un de l'autre, placés en vue de l'agent chargé de l'alimentation et convenablement espacés. L'un de ces deux indicateurs est un tube de verre disposé de manière à pouvoir être facilement nettoyé et remplacé au besoin. L'autre est un système de trois robinets étagés.

SECT. III. DES RÉCIPIENTS PLACÉS A BORD DES BATEAUX.

23. Sont soumis aux épreuves, conformément aux art. 11, 12, 13, 14 et 15, les récipients de formes diverses, d'une capacité de plus de cent litres, au moyen desquels les matières à élaborer sont chauffées, non directement à feu nu, mais par de la vapeur empruntée à un générateur distinct, lorsque leur communication avec l'atmosphère n'est point établie par des moyens excluant toute pression effective notable. Toutefois, la surcharge d'épreuve sera, dans tous les cas, égale à la moitié de la pression maximum à laquelle l'appareil doit fonctionner, sans que cette surcharge puisse excéder quatre kilogrammes par centimètre carré.

24. Les récipients sont munis d'une soupape de sûreté réglée pour la pression indiquée par le timbre, à moins que cette pression ne soit égale ou supérieure à celle fixée par la chaudière alimentaire. L'orifice de cette soupape, convenablement déchargée, ou soulevée au besoin, doit suffire à maintenir, pour tous les cas, la vapeur dans le récipient à un degré de pression qui n'excède pas la limite du timbre. Elle peut être placée, soit sur le récipient lui-même, soit sur le tuyau de l'arrivée de la vapeur, entre le robinet et le récipient.

25. Les dispositions des art. 23 et 24 s'appliquent également aux réservoirs dans lesquels de l'eau à haute température est emmagasinée, pour fournir ensuite un dégagement de vapeur ou de chaleur, quel qu'en soit l'usage.

TITRE III. DE L'INSTALLATION DES BATEAUX A VAPEUR, DES AGRÈS, APPARAUX ET ÉQUIPAGES.

26. L'emplacement des chaudières et machines doit être assez grand pour qu'on puisse facilement en faire le service, en visiter toutes les parties. Les soutes à charbons doivent être séparées des chaudières, de manière à empêcher la propagation du feu. Des précautions doivent être prises pour mettre le personnel à l'abri des accidents auxquels pourrait l'exposer l'approche des parties mobiles. Le local de l'appareil moteur doit être séparé des salles réservées aux passagers par des cloisons solidement construites en tôle ou revêtues intérieurement de feuilles de tôle d'un millimètre d'épaisseur au moins, et soigneusement assemblées. Le plancher et les parois intérieures du local où l'on fait la cuisine, doivent également être revêtus en tôle. Il en est de même pour le plancher de la forge.

27. Le pont de chaque bateau doit être garni de garde-corps d'une hauteur suffisante pour la sûreté des passagers. Toutes les ouvertures pratiquées au-dessus des machines et des chaudières sont munies d'un grillage métallique, si elles ne sont pas habituellement fermées par un panneau plein.

28. Les bateaux à passagers qui ne doivent pas accoster partout à des quais ou à des pontons débarcadères sont munis d'escaliers d'embarquement, mobiles ou non, avec une rampe extérieure solidement fixée.

29. Les tambours des bateaux à vapeur à aubes qui, de chaque côté du bateau, enveloppent les roues motrices, sont munis d'une défense en fer descendant assez près de la surface de l'eau pour empêcher les embarcations de s'engager dans les roues.

30. Si la cheminée est mobile et si elle n'est pas équilibrée sur son axe de rotation dans toutes ses positions,

il est établi, sur le pont du bateau, un support suffisamment élevé pour arrêter la cheminée lorsqu'elle doit être abaissée, et prévenir tout accident.

31. La ligne de flottaison indiquant le maximum du chargement est tracée d'une manière apparente sur le pourtour entier de la carène, d'après les points de repère déterminés par le permis de navigation.

32. Le nom du bateau est inscrit en caractères très apparents sur chacun de ses côtés.

33. Il y a sur chaque bateau à vapeur : 1° deux ancres au moins, munies de chaînes, pouvant être jetées immédiatement, et des cordes d'amarres suffisantes ; 2° un canot à la traîne ou suspendu à des palans, de manière à pouvoir être, au besoin, mis immédiatement à l'eau : les dimensions de ce canot sont déterminées par le préfet, d'après l'avis de la commission de surveillance ; 3° deux bouées de sauvetage suspendues à l'arrière, et une hache à proximité ; 4° une échelle de corde ; 5° une cloche pour donner les avertissements ; 6° une boîte de secours pour les noyés et asphyxiés ; 7° un manomètre et des tubes indicateurs de rechange. Le préfet peut, sur la proposition de la commission de surveillance, dispenser le propriétaire de la portion de ces agrès dont la suppression serait jugée sans inconvénient, eu égard aux dimensions du bateau ou à la nature de son service.

34. Indépendamment du capitaine, maître ou timonier, des matelots ou mariniers formant l'équipage, il y a à bord de chaque bateau un mécanicien, au moins, et autant de chauffeurs que le service de l'appareil moteur l'exige. Sur l'avis de la commission de surveillance, le nombre des chauffeurs est fixé par le préfet, qui peut même dispenser le propriétaire d'entretenir aucun chauffeur à bord.

35. Nul ne peut être employé en qualité de capitaine ou de mécanicien, s'il ne produit des certificats de capacité délivrés dans les formes déterminées par le ministre des travaux publics.

TITRE IV. MESURES DIVERSES CONCERNANT LE SERVICE DES BATEAUX A VAPEUR.

SECT. Ire. DISPOSITIONS RELATIVES A LA POLICE DE LA NAVIGATION.

36. Les préfets prescrivent les dispositions nécessaires pour éviter, dans chaque localité, les accidents qui pourraient arriver au départ et à l'arrivée des bateaux. En cas de concurrence entre deux ou plusieurs entreprises, les heures de départ sont réglées par le préfet, de manière à éviter les accidents qui peuvent résulter de la rivalité.

37. Lorsque l'embarquement ou le débarquement des voyageurs doit se faire au moyen de ponts mobiles, ces ponts ont au moins quatre-vingts centimètres de largeur et sont garnis de garde-corps des deux côtés.

38. Dans toutes les localités où cela est possible, il est assigné aux bateaux à vapeur un lieu de stationnement distinct de celui des autres bateaux.

39. Lorsque la disposition des lieux le permet, il peut être accordé à chaque entreprise de bateaux à vapeur un emplacement particulier. Cette autorisation, toujours révocable, est accordée par le préfet, qui en détermine les conditions.

40. Pour chaque localité, un arrêté du préfet détermine les conditions de solidité et de stabilité des batelets destinés au service d'embarquement ou de débarquement des passagers, le nombre des mariniers nécessaires pour les conduire, et le nombre des personnes que ces batelets peuvent recevoir ; ce dernier nombre doit être inscrit, en grosses lettres, à un endroit très apparent du batelet. Le maire de la commune délivre le permis de service, après s'être préalablement assuré que les batelets sont conformes aux dispositions de sûreté prescrites, et que les mariniers sont aptes à faire un bon service.

41. Sur les points où le service des batelets serait dangereux, les préfets peuvent en interdire l'usage.

42. Aucun bateau à vapeur ne quitte le point de départ et les lieux de stationnement, en temps de brouillard et de glace, à moins d'une per-

mission spéciale délivrée par l'autorité chargée de la police locale. Le préfet peut interdire, sur tels ou tels points, la navigation de nuit. Il peut, de même, fixer la hauteur à laquelle la navigation doit cesser en temps de crue.

43. Si deux bateaux à vapeur, marchant en sens inverse, viennent à se rencontrer, le bateau descendant ralentit son mouvement, et chaque bateau serre le chenal de navigation à sa droite, sous réserve des exceptions qui pourraient être apportées à cette règle, par des arrêtés préfectoraux, dans le cas où la marche des bateaux serait commandée par le service de ses pontons ou par la nature des courants. Si les dimensions de ce chenal sont telles qu'il ne reste pas entre les parties les plus saillantes des bateaux un intervalle libre de quatre mètres au moins, le bateau qui remonte s'arrête et attend, pour reprendre sa route, que celui qui descend ait doublé le passage. Dans les rivières à marée, le bateau qui vient avec le flot est censé descendre. Si la rencontre a lieu entre deux bateaux à vapeur marchant dans la même direction, celui qui est en avant serre le chenal de navigation à sa droite; celui qui est en arrière serre ce chenal à sa gauche. Si les dimensions du chenal ne permettent pas le passage de deux bateaux, celui qui se trouve en arrière ralentit son mouvement et attend que la passe soit franchie pour reprendre toute sa vitesse. Des arrêtés des préfets désignent les passes dans lesquelles il est interdit aux bateaux à vapeur de se croiser ou de se dépasser, et déterminent, pour chacune de ces passes, les limites, qui sont indiquées, sur place, par des signes facilement reconnaissables.

44. Les préfets déterminent également les précautions à prendre à l'approche des ponts, pertuis et autres ouvrages d'art, tant pour la sûreté des passagers que pour la conservation des ouvrages.

45. Les capitaines de bateaux à vapeur ne feront aucune manœuvre dans le but d'entraver ou de retarder la marche des autres bateaux à vapeur ou de toute autre embarcation. Ils diminueront la vitesse de leurs bateaux, ou même ils les feront arrêter, toutes les fois que la continuation de la marche de ces bateaux pourrait donner lieu à des accidents.

46. Tout bateau à vapeur naviguant la nuit est éclairé conformément aux conditions déterminées par des arrêtés ministériels. En cas de brouillard, le capitaine fait tinter continuellement la cloche du bateau et ralentit la marche pour éviter les abordages.

47. Lorsque l'embarquement et le débarquement des voyageurs ont lieu par batelets, le capitaine doit faire arrêter l'appareil moteur du bateau, afin que les batelets puissent accoster sans danger. Ces batelets, avant d'aborder, sont amarrés au bateau à vapeur, et celui-ci ne doit continuer sa navigation que lorsqu'ils auront été poussés au large.

48. Les capitaines porteront, sans retard, à la connaissance des agents de la navigation, les faits qui pourront compromettre la liberté ou la sûreté de la navigation.

49. Les mesures que la présente section réserve à la décision du préfet sont prises par lui, sur l'avis ou la proposition de l'ingénieur en chef de la voie navigable, lequel reste chargé d'en surveiller l'exécution, ainsi que celle des autres mesures de police prescrites par ladite section.

SECT. II. DISPOSITIONS RELATIVES AUX PASSAGERS.

50. Il est interdit à toute personne étrangère au service de s'introduire, sans permission spéciale, dans l'emplacement de l'appareil moteur.

51. Il est tenu, dans chaque bateau à vapeur, un registre dont toutes les pages sont cotées et parafées par un délégué de la commission de surveillance. Ce registre est destiné à recevoir les réclamations des voyageurs qui auraient des plaintes ou des observations à formuler. Il est présenté à toute réquisition des voyageurs. Le capitaine peut également y consigner les observations qu'il jugerait convenables, ainsi que les faits qu'il lui paraîtrait important de faire attester par les passagers. Les différentes autorités que l'art. 59

ci-après charge de la surveillance des bateaux à vapeur ont le droit de se faire communiquer ce registre à toute réquisition.

52. Dans chaque salle où se tiennent les passagers, le texte du present décret est affiché, en un lieu très apparent, ainsi qu'un tableau indiquant: 1° l'emplacement des escales; 2° le nombre maximum des passagers; 3° le tarif des places; 4° la faculté, pour les passagers, de consigner leurs plaintes et leurs observations sur le registre ouvert à cet effet. Le capitaine doit, en outre, être muni du permis de navigation, pour le présenter à toute réquisition des personnes préposées à la surveillance par l'art. 59.

TITRE V. DE LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE DES BATEAUX A VAPEUR.

53. Dans les départements où existent des services de bateaux à vapeur, le ministre institue une ou plusieurs commissions de surveillance, dont il nomme les membres et présidents sur les propositions que le préfet lui adresse, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef de la navigation. Ces commissions sont composées de trois membres au moins et de sept au plus, choisis parmi les ingénieurs des mines, les ingénieurs des ponts et chaussées et autres personnes recommandées par leur compétence. Le nombre des ingénieurs des ponts et chaussées et des ingénieurs des mines ne peut pas dépasser les deux tiers du nombre total des membres de la commission. Dans chaque commission, le président a voix prépondérante en cas de partage. Les commissions nomment leur secrétaire; elles peuvent, en outre, se faire adjoindre, sur leur demande, un garde-mines ou un conducteur des ponts et chaussées pour les assister dans leurs travaux.

54. Les commissions de surveillance ont mission de faire à bord des bateaux à vapeur, avant et après leur mise en service, toutes visites, épreuves et essais à l'effet de s'assurer qu'à toute époque les appareils à vapeur placés à bord, les bateaux, leurs agrès et leur personnel satisfont aux prescriptions réglementaires. Elles sont consultées par les préfets, qui demeurent chargés, sous l'autorité du ministre des travaux publics, de prendre toutes les mesures que comporte l'exécution du présent décret. Leur action s'étend sur tous les bateaux à vapeur qui circulent dans l'étendue de leur ressort. Leurs membres peuvent faire des visites individuelles.

55. Tout propriétaire de bateau à vapeur doit provoquer la visite de son bateau par une commission de surveillance, au moins une fois par an. A cet effet, et au plus tard, quinze jours avant l'expiration de l'année qui suit la dernière visite, il est tenu d'adresser au préfet du département dans lequel il désire que la visite ait lieu une demande indiquant, dans la limite du délai de quinzaine ci-dessus, le jour à partir duquel le bateau sera mis à la disposition de la commission de surveillance. Le préfet délivre immédiatement récépissé de cette demande. Chaque visite est mentionnée à sa date par la commission elle-même sur un registre tenu à bord et dont toutes les feuilles sont cotées et parafées, comme il est dit à l'art. 51. Sur ce registre il est également fait mention, à leur date, des renouvellements des épreuves des appareils à vapeur, conformément au titre 2. Ce registre est communiqué à toute réquisition des fonctionnaires et agents préposés à la surveillance.

56. La commission adresse le procès-verbal de chacune de ses visites au préfet du département dans lequel cette visite a eu lieu. Dans ce procès-verbal, elle consigne ses propositions sur les mesures à prendre, si l'appareil moteur ou le bateau ne présente plus des garanties suffisantes de sûreté.

57. Sur les propositions de la commission de surveillance, le préfet ordonne les réparations nécessaires et peut suspendre le permis de navigation jusqu'à l'entière exécution de ces mesures.

58. Dans tous les cas où, par suite d'inexécution du présent décret, la sûreté publique serait compromise, le préfet suspend et au besoin ré-

voque le permis de navigation. Dans ce dernier cas, il rend immédiatement compte au ministre de sa décision.

59. La surveillance permanente des bateaux à vapeur, en ce qui concerne les mesures prescrites par le présent décret, est exercée par les autorités désignées à l'art. 21 de la loi du 21 juillet 1856, c'est-à-dire par les ingénieurs des mines, les ingénieurs des ponts et chaussées, les gardes-mines, les conducteurs et autres employés des ponts et chaussées et des mines, les maires et adjoints, les commissaires de police, les officiers de port, les inspecteurs et agents assermentés de la navigation et les membres des commissions de surveillance.

60. Les propriétaires de bateaux à vapeur sont tenus de recevoir à bord et de transporter gratuitement, dans toute l'étendue de leurs circonscriptions respectives, les membres des commissions de surveillance et les agents de la navigation qui sont désignés par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef.

61. S'il survient des avaries de nature à compromettre la sûreté de la navigation, l'autorité chargée de la police locale peut suspendre la marche du bateau; elle doit, sur-le-champ, en informer le préfet. En cas d'accident de personne et en cas d'accident grave survenu au matériel, le propriétaire ou, à son défaut, le capitaine, prévient immédiatement l'autorité chargée de la police locale et le préfet, qui en donne, sans retard, avis à la commission de surveillance. Aussitôt informée, la commission ou son délégué se rend sur les lieux dans le plus bref délai possible, pour visiter les appareils, en constater l'état et rechercher les causes de l'accident. Elle dresse de sa visite un rapport qui est transmis au préfet et, en cas d'accident ayant occasionné la mort ou des blessures, au procureur de la République. En cas d'explosion, le bateau ne doit point être réparé, à moins que la sûreté publique ne soit en jeu, et les fragments de l'appareil rompu ne doivent point être déplacés ou dénaturés avant la constatation de l'état des lieux par la commission de surveillance.

TITRE VI. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

62. Les conditions prescrites par le présent décret sont applicables aux chaudières servant à tout autre usage que la propulsion du bateau, ainsi qu'aux chaudières employées sur les bateaux stationnaires. Les bateaux stationnaires pourvus d'appareils à vapeur ne peuvent être mis en service sans une autorisation délivrée et renouvelée dans les formes et conditions prévues à la sect. 1re du titre 1er du présent décret.

63. Le ministre des travaux publics peut, par des décisions spéciales rendues après avis de la commission centrale des machines à vapeur, accorder dispense de tout ou partie des prescriptions du présent décret, relatives aux appareils à vapeur placés à bord des bateaux, dans tous les cas où, à raison soit de la forme, soit de la faible dimension des appareils, soit de la disposition spéciale des pièces contenant de la vapeur, il serait reconnu que la dispense ne peut pas avoir d'inconvénient. Le ministre peut aussi, par des décisions rendues sur la proposition du préfet, après avis de la commission de surveillance, dispenser de tout ou partie des prescriptions du titre 3 du présent décret, les propriétaires des bateaux à vapeur qui ne servent à aucun usage industriel ou commercial.

64. Les bateaux étrangers ou construits hors de France sont soumis à toutes les dispositions du présent décret. Toutefois le ministre des travaux publics peut, sur l'avis de la commission centrale des machines à vapeur, prononcer par arrêté l'équivalence entre les formalités accomplies à l'étranger ou les diplômes délivrés dans les pays d'origine par les autorités compétentes et les formalités ou les diplômes exigés par le présent décret, notamment en ce qui concerne la délivrance et le renouvellement du permis de navigation, les épreuves des chaudières, les visites, les certificats de capacité des capitaines et des mécaniciens, etc.

65. Les propriétaires veillent à ce que les appareils moteurs, y compris le propulseur et les appareils à vapeur accessoires, soient entretenus

constamment en bon état de service. A cet effet, ils tiennent la main à ce que des visites complètes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. faites par des hommes compétents, à des intervalles assez rapprochés, assurent la constatation de l'état des appareils et l'exécution, en temps utile, des réparations nécessaires. Ils informent le service de surveillance des réparations notables faites aux chaudières, en vue de l'exécution de l'art. 12.

66. Dans les régions industrielles où il existe des associations de propriétaires d'appareils à vapeur, le ministre des travaux publics peut, sur la demande du conseil de ces associations, le rapport des commissions de surveillance, l'avis du préfet et celui de la commission centrale, dispenser les commissions locales de la surveillance ordinaire à l'égard des appareils surveillés par l'association, mais sans qu'il soit rien changé à leurs attributions en matière d'épreuves ou d'accidents, ni à celle des ingénieurs chargés de la police de la navigation. Cette mesure est appliquée à titre temporaire et toujours révocable. Chaque associé doit, à toute réquisition des autorités préposées à la surveillance, aux termes de l'art. 59 ci-dessus, leur présenter un certificat délivré par l'association et constatant que le titulaire se conformé exactement aux indications des ingénieurs de cette association.

67. Les bateaux dépendant des services spéciaux de l'Etat sont surveillés par les fonctionnaires et agents de ces services, mais ils restent soumis à l'application des règles concernant la police de la navigation.

68. Les bateaux naviguant à la fois en aval et en amont de la limite où cesse, pour chaque fleuve, l'application du présent décret, sont assujettis, en sus des prescriptions dudit décret, au régime des bateaux de mer.

69. Les attributions conférées aux préfets des départements par le présent décret sont exercées par le préfet de police dans toute l'étendue de son ressort.

70. L'ordonnance royale du 23 mai 1843, relative aux bateaux à vapeur qui naviguent sur les fleuves et rivières, est rapportée.

71. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

9 = 18 AVRIL 1883. — Décret qui approuve la convention passée avec la compagnie des chemins de fer du Midi pour l'exploitation provisoire du chemin de fer de Buzy à Laruns. (XII, B. DCCLXXII, n. 13, 241.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvée la convention susvisée passée, le 8 avril 1883, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Midi, pour l'exploitation provisoire du chemin de fer de Buzy à Laruns. Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

10 AVRIL = 13 JUIN 1883. — Décret qui fixe le cadre du personnel affecté aux services de police de la ville du Mans. (XII, B. DCCLXXII, n. 13,242.)

---

26 AVRIL = 13 JUIN 1883. — Décrets qui rectifient, en ce qui concerne les départements de la Charente-Inférieure et de la Somme, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLXXII, n. 13,243, 13,244.)

---

26 AVRIL = 13 JUIN 1883. — Décrets qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les communes d'Antibes (Alpes-Maritimes), de Saint-Gervais, Florensac et Caussiniojouls (Hérault). (XII, B. DCCLXXII, n. 13,245 à 13,248.)

---

7 MAI = 13 JUIN 1883. — Décret qui fixe le cadre du personnel affecté aux services de police de la ville de Dijon. (XII, B. DCCLXXII, n. 13,249.)

---

14 MAI = 13 JUIN 1883. — Décret qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Chabeuil (Drôme). (XII, B. DCCLXXII, n. 13,250.)

---

16 = 18 AVRIL 1883. — Décrets qui suppriment les caisses d'épargne de Calvi, de l'Ile-Rousse, de Muret et de Morlaas (Basses-Pyrénées). (XII, B.S. MCCCCLVI, n. 18,998 à 19,001.)

23 AVRIL = 26 MAI 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société de secours mutuels et la caisse de retraites des ouvriers en soie de Lyon. (XII, B. S. MCCCCLVI, n. 19,002.)

---

4 AVRIL = 16 JUIN 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la crèche de Vincennes (Seine). (XII, B. S. MCCCCLXIII, n. 19,129.)

---

16 AVRIL = 16 JUIN 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société protestante du travail, fondée à Paris. (XII, B. S. MCCCCLXIII, n. 19,132.)

---

20 AVRIL = 16 JUIN 1883. — Décret qui dissout le conseil d'administration de la caisse de secours des prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Châlons. (XII, B. S. MCCCCLXIII, n. 19,133.)

---

21 AVRIL = 16 JUIN 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'Œuvre des crèches de Limoges. (XII, B. S. MCCCCLXIII, n. 19,134.)

---

28 AVRIL = 16 JUIN 1883. — Décret qui établit une caisse de secours pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Sées. (XII, B. S. MCCCCLXIII, n. 19,135.)

---

30 AVRIL = 16 JUIN 1883. — Décret qui dissout le conseil d'administration de la caisse de secours des prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Luçon. (XII, B. S. MCCCCLXIII, n. 19,136.)

---

30 AVRIL = 16 JUIN 1883. — Décret qui dissout le conseil d'administration de la caisse de secours et maison de retraite pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Lyon. (XII, B. S. MCCCCLXIII, n. 19,137.)

---

11 MAI = 16 JUIN 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la Société des artistes français dont le siège est à Paris. (XII, B. S. MCCCCLXIII, n. 19,138.)

---

14 MAI = 16 JUIN 1883. — Décret qui modifie les statuts de la Société philanthropique de Paris. (XII, B. S. DCCCCLXIII, n. 19,139.)

---

23 AVRIL = 21 JUIN 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la construction d'un quai à Bercy. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,272.).

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1883, chap. 5 (*Amélioration des rivières*), une somme de 80,000 fr., applicable à la construction d'un quai et bas port à Bercy, sur la Seine, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1882.

2. Pareille somme de 80,000 fr. est et demeure annulée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1882, chap. 8 (*Amélioration des rivières*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'art. 1er au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

24 AVRIL = 1er MAI 1883. — Décret qui crée une école normale primaire à Saint-Denis (Réunion). (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,272.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

TITRE Ier. DE L'ORGANISATION DE L'ÉCOLE ET DES OBLIGATIONS DE LA COLONIE.

Art. 1er. Il est créé à Saint-Denis (Réunion) une école normale primaire d'instituteurs.

2. L'école relève du vice-recteur, sous l'autorité du gouverneur.

3. Le régime de l'école est l'internat. L'internat comprend des élèves-maîtres entretenus aux frais de la colonie, des boursiers des communes et des élèves payants. En outre, sur la proposition du vice-recteur et l'approbation du gouverneur, l'école peut recevoir des élèves externes aux mêmes conditions d'admission que les internes.

4. Tous les ans, sur la proposition

du vice-recteur et après avis de la commission centrale de l'instruction publique et de la commission coloniale, le gouverneur fixe le nombre des élèves-maîtres à admettre en première année à la charge de la colonie, et des autres élèves qui pourront être admis en qualité d'internes ou d'externes.

5. La durée des cours d'études est de trois ans.

6. A partir de dix-huit ans, si l'élève-maître est pourvu du brevet élémentaire, les années passées à l'école normale comptent pour la réalisation de l'engagement de servir dix ans dans l'enseignement public, pour les deux années de stage exigées des candidats au certificat d'aptitude pédagogique et pour l'avancement dans les fonctions d'enseignement primaire. Les droits à pension des élèves-maîtres demeurent réglés par le deuxième paragraphe de l'art. 2 de la loi du 17 août 1876.

7. Une école primaire, dans laquelle les élèves s'exerceront à la pratique de l'enseignement, sera, autant que possible, annexée à l'école normale.

TITRE II. DE L'ENSEIGNEMENT.

8. L'enseignement dans l'école normale comprend : 1° l'instruction morale et civique; 2° la lecture; 3° l'écriture; 4° la langue et les éléments de la littérature française; 5° l'histoire, et particulièrement l'histoire de France jusqu'à nos jours; 6° la géographie, et principalement celle de la France et de la Réunion; 7° le calcul, le système métrique, l'arithmétique appliquée aux opérations pratiques, des notions de calcul algébrique, des notions de tenue de livres; 8° la géométrie, l'arpentage, le nivellement; 9° les éléments des sciences physiques avec leurs principales applications; 10° les éléments des sciences naturelles avec leurs principales applications; 11° l'agriculture et l'horticulture; 12° le dessin; 13° le chant; 14° la gymnastique, les exercices militaires; 15° les travaux manuels; 16° la pédagogie; 17° à titre facultatif, l'étude d'une ou plusieurs langues vivantes. L'étude de la musique instrumentale peut être autorisée par le vice-recteur, sur la proposition du directeur. Le vice-recteur peut aussi accorder aux élèves, à titre temporaire, l'autorisation de suivre des cours accessoires faits soit dans l'école, soit au dehors. Un arrêté du gouverneur, pris en conseil privé sur l'avis de la commission centrale de l'instruction publique, détermine d'une manière générale l'emploi du temps, les programmes d'enseignement des diverses matières, ainsi que le nombre d'heures assigné à chacune d'elles. La répartition des heures de cours est faite par le directeur sous l'approbation du vice-recteur. Les élèves auront toute liberté pour suivre les exercices de leur culte.

TITRE III. DU PERSONNEL.

9. Le directeur de l'école est nommé par le ministre de la marine et des colonies, conformément aux dispositions du décret du 5 juin 1880. Indépendamment de la direction matérielle et morale de l'établissement, il est chargé des conférences pédagogiques, ainsi que des cours de pédagogie et d'instruction morale et civique.

10. L'enseignement est donné par le directeur et des maîtres adjoints. Il y a, dans l'école, au moins un maître adjoint de l'ordre des lettres et un de l'ordre des sciences, et au plus deux de chaque ordre. Les maîtres adjoints sont nommés par le ministre ou, sur sa délégation, par le gouverneur. Ils doivent être titulaires du brevet supérieur. Cette condition pourra ne pas être exigée pendant les quatre premières années de fonctionnement de l'école. Un maître surveillant nommé par le gouverneur est attaché à l'école. Le nombre d'heures dû par les professeurs est fixé par le règlement intérieur de l'école.

11. Un décret du Président de la République, sur le rapport des ministres de la marine et des colonies et de l'instruction publique, déterminera les conditions dans lesquelles des membres du personnel enseignant de la métropole peuvent être mis à la disposition de la colonie pour remplir des fonctions à l'école normale.

12. Les traitements du directeur, des maîtres adjoints et du maître surveillant sont fixés par le ministre.

13. Le directeur habite dans la maison de l'établissement et n'est pas nourri.

14. Les maîtres adjoints et le maître surveillant sont logés et nourris dans l'établissement.

15. Le vice-recteur fait au moins deux fois par an l'inspection de l'école. Le directeur assiste au moins une fois par mois à l'une des leçons de chacun des maîtres adjoints. Tous les trois mois au moins, il réunit en conseil les maîtres adjoints et examine avec eux toutes les questions qui intéressent l'enseignement et la discipline.

TITRE IV. DE L'ADMISSION ET DES OBLIGATIONS DES ÉLÈVES.

16. Tout candidat à l'école normale doit justifier, au moment de son inscription, qu'il avait, au 1er janvier de l'année dans laquelle il se présente, quinze ans au moins, dix-huit ans au plus, et qu'il est pourvu du certificat d'études primaires. Toutefois le gouverneur pourra, par décision spéciale, autoriser l'inscription des candidats âgés de plus de dix-huit ans et pourvus du certificat d'études. Aucune autre dispense ne sera accordée. La liste d'admissibilité est arrêtée conformément aux dispositions de l'article 24 ci-après. L'admission est prononcée à la suite d'un examen dont les conditions et le programme sont fixés par un arrêté du gouverneur, pris sur l'avis de la commission centrale de l'instruction publique. La commission d'examen est nommée par le vice-recteur; le directeur de l'école et un maître adjoint en font nécessairement partie. Les candidats admis définitivement sont classés par ordre de mérite sur une liste qui est immédiatement transmise au vice-recteur avec les procès-verbaux de l'examen. Le vice-recteur prononce l'admission des élèves d'après l'ordre de mérite.

17. Tous les élèves sont tenus de se présenter aux examens du brevet élémentaire de capacité, à la fin de la première année, et à ceux du brevet supérieur, à la fin du cours d'études.

18. A la fin de la première année, les épreuves du brevet élémentaire tiennent lieu d'examen de passage. Ceux des élèves de cette année qui n'ont pas obtenu le brevet sont rendus à leur famille. Toutefois, sur l'avis favorable du directeur, les maîtres adjoints entendus, ils peuvent être maintenus provisoirement sur la liste des élèves de deuxième année, à la condition pour eux d'obtenir le brevet à la plus prochaine session ordinaire ou extraordinaire. S'ils échouent une seconde fois, ils cessent de faire partie de l'école.

19. A la fin de la seconde année, sur le vu des notes obtenues par les élèves dans les examens de fin d'année et sur la proposition du directeur, les maîtres adjoints entendus, le vice-recteur arrête la liste des élèves admis à passer de deuxième en troisième année.

20. Dans le cas de maladie prolongée, un élève peut, sur la proposition du directeur et de la commission de surveillance, être autorisé par le vice-recteur à redoubler une année.

21. Tout élève-maître doit, avant son entrée à l'école, prendre l'engagement de servir pendant dix ans dans l'enseignement public. Cet engagement est accompagné d'une déclaration par laquelle le père ou le tuteur du candidat l'autorise à contracter cet engagement et s'engage lui-même à rembourser les frais d'étude de son fils ou pupille dans le cas où celui-ci quitterait volontairement l'école ou en serait exclu pour raison disciplinaire, comme dans le cas où il renoncerait aux fonctions de l'enseignement avant la réalisation de son engagement.

22. Tout élève-maître qui quitte volontairement l'école ou qui est exclu pour raison disciplinaire, ou tout ancien élève-maître qui rompt l'engagement prescrit par l'art. 21, est tenu de restituer le prix de la pension dont il a joui. Sur la proposition du vice-recteur et sur l'avis motivé de la commission de surveillance, le gouverneur peut accorder des sursis pour le paiement des sommes dues, ainsi qu'une remise partielle ou totale de ces mêmes sommes.

TITRE V. DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE.

23. Il est institué auprès de l'école une commission de surveillance nommée pour trois ans. Elle est composée ainsi qu'il suit : le vice-recteur ; cinq membres nommés par le gouverneur, dont deux conseillers généraux. Elle est présidée par le vice-recteur et, en son absence, par le doyen d'âge ; en cas de partage des voix, le président a voix prépondérante. Le directeur assiste aux séances de la commission avec voix délibérative.

24. La commission de surveillance est chargée : 1° de veiller aux intérêts matériels de l'école et de s'assurer, par des visites mensuelles, du maintien de la discipline et de la bonne tenue de l'établissement ; 2° de rédiger le règlement intérieur de l'école ; 3° d'arrêter la liste d'admissibilité aux examens des candidats, conformément aux règlements ; 4° de préparer le budget de l'école ; d'examiner le compte d'administration qui lui est soumis par le directeur et le compte de gestion de l'économe-comptable ; à la suite de cette dernière opération, elle adresse au vice-recteur, en double expédition, un rapport contenant ses appréciations ; une de ces expéditions, accompagnée des comptes et des observations du vice-recteur, est envoyée au gouverneur. Le directeur assiste à la séance où est débattu son compte d'administration ; il se retire au moment du vote.

25. Toutes les délibérations de la commission de surveillance concernant la situation matérielle de l'école et les améliorations à réaliser sont transmises par le vice-recteur au directeur de l'intérieur, qui les place sous les yeux du conseil général.

TITRE VI. DU RÉGIME FINANCIER DE L'ÉCOLE.

26. Les dépenses suivantes sont obligatoires pour la colonie dans les conditions prévues aux art. 7 et 8 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866 : 1° installation première de l'immeuble et du mobilier de l'école, entretien des bâtiments et du mobilier ; s'il y a lieu, loyer de l'école ; 2° traitement du personnel de l'école normale et de l'école annexe ; frais de voyage et de rapatriement du personnel détaché de la métropole ; 3° frais d'entretien des élèves ; 4° fournitures de bureau pour la commission de surveillance et pour le directeur ; frais d'imprimés pour le service de l'école ; 5° fournitures de livres classiques ; fournitures scolaires pour l'usage journalier des élèves ; 6° fourniture, entretien et réparation des instruments nécessaires pour l'enseignement scientifique et gymnastique ; 7° frais de l'école annexe. Est obligatoire pour la colonie l'entretien du nombre d'élèves-maîtres, fixé conformément à l'art. 4 du présent décret.

27. Le conseil général statue, après avis de la commission de surveillance, sur les tarifs des bourses, prix de pension et autres rétributions pour l'entretien ou l'instruction des élèves de l'école.

28. Le budget de l'école, préparé par la commission de surveillance, est soumis aux délibérations du conseil général, conformément au sénatus-consulte du 4 juillet 1866. Il est définitivement arrêté par le gouverneur, sur la proposition du vice-recteur.

29. Un maître adjoint désigné par le gouverneur, sur la proposition du vice-recteur, est chargé, sous le contrôle du directeur, des fonctions d'économe-comptable de l'école. Les fonctions d'ordonnateur sont remplies par le directeur. Un arrêté du gouverneur en conseil privé déterminera, conformément aux dispositions de l'art. 131 du décret du 20 novembre 1882, les règles de la comptabilité intérieure et de la gestion économique de l'école.

TITRE VII. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

30. Les mesures relatives à l'admission et aux obligations des élèves, au régime intérieur et à la discipline de l'école normale, aux rapports entre la commission de surveillance et l'administration coloniale, et, en général, toutes les mesures relatives à l'application du présent décret seront réglées par des arrêtés pris par le gouverneur en conseil privé, sur l'avis de la commission centrale

de l'instruction publique. Ces arrêtés devront être soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies, dans un délai de six mois à dater de leur insertion au *Journal officiel* de la colonie.

31. Il sera statué par un décret du Président de la République, contresigné par le ministre de la marine et des colonies et par le ministre de l'instruction publique, sur la valeur dans la métropole des brevets élémentaire et supérieur délivrés dans la colonie de la Réunion.

32. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

25 AVRIL = 21 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées du département de Constantine. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,274.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1^er^. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, première section, chap. 26 (*Personnel des travaux publics en Algérie*), art. 1^er^ (*Service des ponts et chaussées*), un crédit supplémentaire de 45,100 fr., applicable au paiement du personnel des ponts et chaussées du département de Constantine.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par le département de Constantine.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

28 AVRIL = 21 JUIN 1883. — Décret relatif à la composition du conseil d'administration des chemins de fer de l'État. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,275.)

Le Président de la République, vu le décret du 25 juin 1878, instituant un conseil d'administration de neuf membres pour l'exploitation provisoire des chemins de fer rachetés par l'Etat, et décidant que le ministre des travaux publics désignera parmi ces membres un président et un vice-président; vu le décret du 24 janvier 1882, portant de neuf à seize le nombre des membres de ce conseil ; vu le décret du 18 février suivant, ramenant de seize à douze le nombre desdits administrateurs, et notamment les art. 2, 3, 4 et 5, qui sont ainsi conçus (*Suit le texte*) ; sur le rapport du ministre des travaux publics, décrète :

Art. 1^er^. Les art. 2, 3, 4 et 5 susvisés du décret du 18 février 1882 sont abrogés.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

12 MAI = 21 JUIN 1883. — Décre qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Vernon pour l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,276.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1^er^. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit de 48 fr. 40 c., applicable aux travaux ci-après:

EXERCICE 1883. (Budget ordinaire.) Chap. 18, art. 1^er^. *Etablissements et matériel de l'artillerie.* — Vernon. — Quote-part dans les frais d'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages, 48 fr. 40 c.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la ville ci-dessus mentionnée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

13 MAI = 21 JUIN 1883. — Décret qui établit en Cochinchine un droit de douane sur les liqueurs alcoolisées ou parfumées venant de Chine. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,277.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1^er^. Les droits à percevoir à l'entrée sur les liqueurs alcooliques ou parfumées dites *Vins de Chine* sont fixés comme suit : *Vins de Chine, dits de Tien-Tsin* : en jarres ou en caisses (la bouteille comptant pour un litre), par litre, 25 cents; en sacs de six fla-

cons (ne dépassant pas cinq litres), par sac, 1 piastre 25 cents. *Vins parfumés ou d'imitation, dits de Canton:* par litre, 15 cents.

2. L'assiette et les règles de perception des droits de douane, ainsi que le mode de poursuite et de répression des fraudes et des contraventions, seront déterminés par des décrets. Toutefois des arrêtés du gouverneur en conseil privé pourront rendre la réglementation en cette matière provisoirement exécutoire.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

15 MAI = 21 JUIN 1883. — Décret qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé Estève. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,278.)

Le Président de la République, sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts; vu le recours pour abus formé par l'abbé Estève contre une décision de l'archevêque de Paris qui lui a interdit l'exercice des fonctions sacerdotales et le port du costume ecclésiastique, ledit recours enregistré au secrétariat général du conseil d'Etat le 26 septembre 1882; vu le mémoire présenté à l'appui de ce recours; vu le rapport du ministre des cultes en date du 23 septembre 1882; vu les art. 6, 8, 9, 10 et 31 de la loi du 18 germinal an 10; ensemble les pièces du dossier; considérant, en ce qui touche l'interdiction du ministère sacerdotal dans le diocèse de Paris, que l'abbé Estève est étranger à ce diocèse; qu'il n'y a point été incorporé; que, s'il y a exercé successivement les fonctions de vicaire à Charonne et de prêtre habitué à Saint-Roch, ces fonctions, temporaires et révocables, ne sauraient équivaloir à un acte d'incorporation; que, dans ces conditions, l'abbé Estève n'a pu exercer le ministère sacerdotal dans le diocèse de Paris qu'avec une autorisation spéciale de l'archevêque; que cette autorisation, essentiellement provisoire, pouvait être retirée à la volonté de l'archevêque et par simple lettre; considérant, en ce qui touche l'interdiction du port du costume ecclésiastique, que cette mesure disciplinaire rentre dans les attributions de l'autorité épiscopale; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Le recours pour abus formé par l'abbé Estève est rejeté.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

15 MAI = 21 JUIN 1883. — Décret qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé Martin. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,279.)

Le Président de la République, sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts; vu le recours pour abus formé par l'abbé François-Théophile Martin contre une décision de l'archevêque de Paris qui lui a retiré les fonctions de prêtre habitué et interdit le ministère sacerdotal dans son diocèse, ledit recours enregistré au secrétariat général du conseil d'Etat le 24 juin 1882; vu les deux mémoires présentés à l'appui du recours; vu le rapport du ministre des cultes en date du 23 juin 1882; vu les art. 6, 8, 9, 31 et 63 de la loi du 18 germinal an 10; ensemble les pièces du dossier; considérant, en ce qui touche la révocation du titre de vicaire et de prêtre habitué, que, d'après la loi du 18 germinal an 10, les vicaires et les prêtres habitués sont nommés par l'évêque diocésain et révocables par lui; considérant, en ce qui touche la défense d'exercer le ministère sacerdotal, que l'abbé Martin est étranger au diocèse de Paris; que, s'il prétend y avoir été incorporé, il ne justifie pas d'un acte régulier d'incorporation; que l'exercice des fonctions temporaires et révocables de vicaire ou de prêtre habitué qu'il y a exercées ne saurait équivaloir à cet acte; que, dans ces conditions, l'abbé Martin n'a pu exercer le ministère sacerdotal dans le diocèse de Paris qu'avec une autorisation spéciale de l'archevêque; que cette autorisation, essentiellement provisoire, pouvait être retirée à la volonté de l'archevêque et par simple lettre; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Le recours pour abus formé par l'abbé Martin est rejeté.

2. Le garde des sceaux, ministre

de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

17 MAI = 21 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Paris pour les dépenses de l'instruction primaire. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,280.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sect. 1re, un crédit de 54,000 fr. Cette somme sera rattachée au budget de l'exercice 1883, savoir : pour 42,000 fr., au chap. 32 (*Inspection des écoles primaires*); et pour 12,000, au chap. 34 (*Instruction primaire, traitements, maisons d'école, encouragements*).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

17 MAI = 21 JUIN 1883. — Décrets qui affectent les maisons d'arrêt et de correction de Pontoise et de Corbeil à l'emprisonnement individuel. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,281, 13,282.)

---

20 MAI = 7 JUIN 1883. — Décret qui fixe le traitement du juge de paix de Corbie (Somme). (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,283.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La rectification suivante est apportée au décret du 22 janvier 1883 : le juge de paix en exercice dans la ville ou commune de Corbie (Somme), dont la population agglomérée est au-dessus de 3,000 âmes, recevra le traitement de 2,100 fr.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura son effet à partir du 1er janvier 1883, etc.

---

23 MAI = 21 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour secours aux victimes des inondations. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,284.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882. chap. 66, un crédit de 1,734 fr. 67 c., applicable aux secours aux victimes des inondations de 1882.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

23 MAI = 21 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement professionnel d'Armentières. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,285.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sect. 1re, un crédit de 192,260 fr. 53 c. Cette somme sera rattachée au chap. 34 (*Instruction primaire, traitements, maisons d'école, encouragements*) du budget de l'exercice 1883.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme versée au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instrction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

26 = 27 MAI 1883. — Décret qui maintient, sans limite d'âge, dans la première section du cadre d'état-major général de l'armée, M. le général de division Faidherbe, grand chancelier de la Légion d'honneur. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,286.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. M. le général de division hors cadre Faidherbe (Louis-Léon-César), grand chancelier de la Légion d'honneur, sénateur, ancien commandant du vingt-deuxième corps d'armée, puis de l'armée du Nord, pendant la guerre de 1870-1871, est

maintenu, sans limite d'âge, dans la première section du cadre de l'état-major général de l'armée.

2. Le ministre de la guerre est chargé, etc.

---

27 MAI = 21 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,287.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, deuxième section, chap. 6 (*Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 4,450 fr., applicable aux dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

2. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

27 MAI = 21 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1880. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,288.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en augmentation des restes à payer et des droits constatés par le compte définitif de l'exercice 1880, un crédit supplémentaire de 7,006 fr. 13 c., montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lequel un état nominatif sera adressé en double expédition au ministère des finances, conformément au décret précité du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, deuxième section (*Service des beaux-arts*), en exécution de l'art. 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

29 = 30 MAI 1883. — Décret qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Privas, à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,289.)

---

31 MAI = 21 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1877 et 1880. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,290.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts (*Service des beaux-arts*), en augmentation des restes à payer et des droits constatés des exercices 1877 et 1880 et à titre de régularisation, un crédit supplémentaire de 16,365 fr. 81 c., montant des nouvelles créances liquidées à la charge de ces exercices, conformément au tableau sus-indiqué.

2. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

2 = 9 JUIN 1883. — Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Vaucluse, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur. (XII, B. DCCLXXIV, n. 13,291.)

---

28 JUILLET = 4 AOUT 1882. — Loi relative à l'agrandissement des bâtiments du poste central des télégraphes. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,295.)

Art. 1er. Le ministre de l'instruc-

tion publique et des beaux-arts est autorisé à entreprendre les travaux nécessaires pour agrandir les bâtiments du poste central des télégraphes sur des terrains situés rue de Grenelle, n° 103, à Paris, et appartenant à l'Etat.

2. Les dépenses sont évaluées, pour les travaux ci-dessus spécifiés, à la somme de 2,300,000 fr. Elles seront prélevées sur l'avance faite à l'Etat par la Banque de France en vertu de la convention du 29 mars 1878, approuvée par la loi du 13 juin suivant.

3. Il est ouvert au ministre de instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 juillet 1881 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire de 300,000 fr., qui sera inscrit à un chapitre distinct portant le n° 5 et intitulé : *Agrandissement du poste central des télégraphes.*

4. Il sera pourvu à ce crédit extraordinaire au moyen d'un prélèvement d'égale somme sur l'avance de la Banque de France mentionnée à l'art. 2 ci-dessus.

---

28 = 30 MAI 1883. — Loi relative à l'établissement et à l'exercice du protectorat au Tonkin (1). (XII, B. DCCLXXV, n. 13,296.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 5,300,000 fr., qui sera classé à la deuxième section (*Service colonial*), chap. 9 (*Service du Tonkin*). Il sera

---

(1) Présentation à la Chambre des députés, par MM. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, et Ch. Brun, ministre de la marine, le 26 avril 1883 (J. O. du 19 mai, n. 1853, p. 688). Rapport de M. Blancsubé, le 10 mai (J. O. du 2 juin, n. 1889, p. 742). Discussion et adoption, le 15 mai (J. O. du 16).

Présentation au Sénat, le 17 mai (J. O. du 6 juin, n. 184, p. 790). Rapport de M. le comte de Saint-Vallier, le 24 mai (J. O. du 25 mai, et du 19 juin, n. 199, p. 810). Discussion et adoption avec modifications, le 24 mai (J. O. du 25).

Retour à la Chambre des députés, le 24 mai (J. O. du 3 juillet, n. 1931, p. 948). Rapport de M. Blancsubé, le 26 mai (J. O. du 27 mai, et du 24 octobre, n. 1936, p. 1155). Discussion et adoption, le 26 mai (J. O. du 27).

L'exposé des motifs du projet présenté par le gouvernement était ainsi conçu : « Messieurs, dans la séance du Sénat du 14 mars dernier, à l'occasion d'une question de M. le comte de Saint-Vallier, le gouvernement vous a fait connaître les idées dont il entend s'inspirer pour diriger notre politique coloniale. En ce qui concerne particulièrement le Tonkin, le ministre des affaires étrangères a annoncé que le gouvernement croit nécessaire que nous nous y fixions à titre définitif, pour y faire régner l'ordre et la tranquillité qui seuls pourront assurer le développement commercial et industriel de la contrée. Le moment est venu aujourd'hui de donner une forme plus précise à ce projet et de vous demander les ressources nécessaires pour en assurer l'exécution.

« Vous n'ignorez pas, messieurs, qu'un traité du 15 mai 1874 a placé le royaume d'Annam vis-à-vis de la France dans une situation qui constitue une sorte de protectorat. Il a été convenu, en effet, entre les parties contractantes que le roi Tu Duc s'engageait à conformer sa politique extérieure à la nôtre, sauf en matière commerciale; à permettre aux Français de s'établir dans un certain nombre de localités et, sous certaines conditions, de voyager dans le pays tout entier. La France obtenait le droit d'avoir dans plusieurs villes des consuls, lesquels étaient même autorisés à entretenir, pour leur sécurité, une force armée. Quant à la province du Tonkin, la plus riche du royaume et la plus importante, la cour de Hué s'engageait à assurer la libre navigation du fleuve Rouge.

« La plupart de ces engagements ont été, depuis 1874, l'objet de nombreuses violations de la part des Annamites. Le fleuve Rouge n'a jamais, en fait, été ouvert au commerce, ses rives étant restées, sur plusieurs points, occupées par les pirates, connus sous le nom de Pavillons noirs, qui empêchent les trafiquants de circuler librement. A plusieurs reprises, des voyageurs français, entrés dans le pays après s'être conformés à toutes les dispositions du traité, ont été molestés, sans que notre chargé d'affaires à Hué ait pu obtenir satisfaction.

« Dès 1880, le gouvernement de la République a reconnu l'impérieuse nécessité de faire cesser un état de choses dont la prolongation porterait une atteinte funeste à notre situation dans l'extrême Orient. Les circonstances n'ont pas permis de donner suite à ce projet avant le commencement de l'année dernière. S'autorisant des instructions concertées entre les départements

des affaires étrangères et de la marine, le gouverneur de la Cochinchine avait arrêté, au mois de janvier 1882, certaines mesures destinées à accentuer notre protectorat sur l'empire annamite. Il ne s'agissait, toutefois, ni d'une conquête du Tonkin, ni même d'une entreprise pouvant nous conduire à intervenir dans l'administration intérieure de ce pays. On se proposait seulement d'envoyer sur le fleuve Rouge les forces nécessaires pour chasser les Pavillons noirs, qui en occupent les rives, et d'assurer ainsi la liberté du commerce. Ce n'était donc pas, à proprement parler, une expédition militaire que nous entreprenions, puisque nos troupes ne devaient agir que contre les pirates.

« Les événements ont démontré qu'il y avait plus à faire. Les mandarins annamites, au lieu de voir en nos troupes des auxiliaires venant accomplir une œuvre qu'ils étaient incapables d'exécuter eux-mêmes, ont manifesté des intentions peu amicales et noué des intrigues avec nos adversaires. La nécessité de pourvoir à la sécurité de ses hommes a conduit le commandant Rivière à s'emparer, l'an dernier, dès le 25 avril, de la citadelle de Hanoï.

« Tout récemment, l'attitude des Annamites devenant plus inquiétante, leurs préparatifs militaires risquant de nous obliger à des efforts d'autant plus grands que nous tarderions davantage, le commandant Rivière a dû occuper encore quelques nouveaux points stratégiques, parmi lesquels figure l'importante forteresse de Nam-Dinh, qui est la clef du delta du Song-Koï et où flotte notre pavillon depuis le 28 mars dernier.

« Il s'agit de savoir, messieurs, si nous abandonnerons le Tonkin comme on a fait en 1873, à la suite de l'expédition de Fr. Garnier, ou si, au contraire, nous prendrons les mesures indispensables pour y conserver la situation acquise. Le gouvernement estime qu'il est temps de mettre fin à l'incertitude que les événements de ces dernières années ont jetée sur nos intentions. Notre retraite en 1873, la longanimité dont nous avons fait preuve ensuite, en présence des violations du traité de 1874, ont pu être considérées comme des marques d'indécision ou de faiblesse et n'ont pas été sans nuire au renom de la France en Asie.

« D'autre part, il faut considérer que les habitants laborieux et pacifiques du Tonkin sont loin de nous être hostiles. Soumis à un régime arbitraire, exposés aux incursions de bandes indisciplinées, ils voient dans notre installation permanente une garantie de justice et d'ordre. Ces dispositions n'ont pas été sans influence sur l'accueil que nos troupes ont rencontré jusqu'à présent. Mais, en même temps qu'elles sont de nature à faciliter notre action, elles nous imposent, en quelque sorte, le devoir de ne pas trahir la confiance que les populations ont mise en nous et de ne pas les livrer sans protection aux dangers auxquels les exposerait la sympathie même qu'elles nous ont témoignée.

« Un nouvel abandon du Tonkin serait tenu pour une abdication dans ces régions de l'extrême Orient, où notre pavillon figure avec honneur parmi ceux des principales puissances commerciales, et où l'expédition de 1860 lui a donné un prestige que nous ne devons pas laisser déchoir. Si, comme nous l'espérons, cette manière de voir est aussi la vôtre, nous établirons définitivement et sur des bases solides notre occupation, et nous aurons, outre l'accroissement légitime d'influence qui résulte d'une politique énergique et suivie, l'honneur d'ouvrir ainsi au commerce français et européen un des plus riches pays de l'Asie.

« Pour nous établir solidement au Tonkin, et pour affirmer aux yeux de tous notre résolution de nous y maintenir, en donnant au commerce la sécurité qui lui fait défaut aujourd'hui et en montrant aux indigènes qu'ils peuvent mettre en nous leur confiance, il est nécessaire en ce moment de renforcer nos forces navales et d'accroître l'effectif de nos troupes d'occupation.

« Le gouvernement estime que le but qu'il se propose sera atteint, en ce qui concerne les forces navales, par l'envoi d'un cuirassé de station, de deux canonnières sur la côte, et de quelques petits navires dans les différents bras du fleuve Rouge; l'adjonction de ces navires à nos divisions navales de Chine et de Cochinchine permettra de parer à toutes les éventualités.

« Quant au corps d'occupation, son effectif devra s'élever au début à 3,000 hommes de troupes métropolitaines et à 1,000 tirailleurs annamites. Comme il compte actuellement, depuis l'arrivée de la *Corrèze*, 1,000 hommes et que la Cochinchine pourra fournir un complément de 500, il n'y aura lieu d'envoyer de France que 1,500 hommes.

« La haute administration sera confiée à un commissaire général civil de la République, chargé d'organiser le protectorat et d'assurer la perception des sommes destinées à rembourser les frais de notre occupation. C'est qu'en effet il est nécessaire de prévoir le paiement par le Tonkin, dont les ressources à cet égard sont largement suffisantes, de toutes les dépenses que nous faisons pour maintenir la tranquillité dans ce pays, le débarrasser des bandes de pillards et des flottilles de pirates qui l'oppriment et assurer le développement de ses richesses agricoles.

« Ces remboursements ne pouvant avoir lieu immédiatement, il conviendra plus tard d'ouvrir un budget spécial du Tonkin; mais, en attendant, il est nécessaire de prévoir au budget ordinaire les dépenses que nécessi-

pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

2. Le ministre de la marine et des colonies rendra compte, chaque année, à partir du 31 décembre 1883, des opérations auxquelles donnera lieu le service du Tonkin, au moyen d'un rapport adressé au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

---

29 MAI = 1er JUIN 1883. — Loi qui autorise l'exécution de travaux pour la réfection des digues de la basse Seine. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,297.)

Art. 1er. Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour le réfection des lignes de la Seine en aval de Caudebec, conformément aux dispositions de l'avant-projet dressé, à la date des 4 et 5 septembre 1882, par les ingénieurs du service, et à l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 30 octobre 1882.

2. La dépense, évaluée à 9,400,000 francs, sera imputée sur les ressources ordinaires du budget, deuxième section (*Travaux extraordinaires*).

---

31 MAI = 2 JUIN 1883. — Loi qui reporte sur la tête de mademoiselle de Sabrit la pension de 1,500 francs dont était titu-

---

tera en 1883 la réalisation du programme que nous venons de vous exposer. »

Le gouvernement évaluait ces dépenses à 5,300,000 francs et demandait l'ouverture au ministre de la marine et des colonies d'un crédit supplémentaire de pareille somme au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883.

La commission chargée d'examiner le projet a proposé à la Chambre d'accorder les crédits demandés, en ajoutant l'article additionnel suivant accepté par le gouvernement : « La haute administration sera confiée à un commissaire général civil de la République chargé d'organiser le protectorat. — Le commissaire général civil sera nommé par le Président de la République sur la proposition du ministre des affaires étrangères, dès la promulgation de la présente loi. — Il aura autorité sur les forces de terre et de mer. »

Le projet est venu en discussion à la Chambre dans la séance du 15 mai. MM. *Delafosse* et *Georges Périn* se sont prononcés contre l'intervention de la France au Tonkin et ont signalé les difficultés que cette entreprise était appelée, suivant eux, à rencontrer. M. *Challemel-Lacour*, ministre des affaires étrangères, s'est attaché à répondre à ces objections et à préciser le but poursuivi par le gouvernement. Après une déclaration de M. *Frédéric Passy*, au sujet du vote défavorable qu'il croyait devoir émettre, la Chambre a adopté le projet par 351 voix contre 48, avec l'adjonction d'un article additionnel dû à l'initiative de M. *Graux*, et portant que le ministre de la marine devrait rendre compte chaque année des opérations auxquelles donnera lieu le service du Tonkin, au moyen d'un rapport adressé au Président de la République et distribué aux Chambres.

Au Sénat, la délibération a eu lieu le 24 mai. M. *de Saint-Vallier* a d'abord donné lecture du rapport présenté au nom de la commission et concluant à l'adoption du projet de loi, sauf en ce qui concerne l'art. 3 relatif au commissaire général civil.

« Tout en se déclarant, disait le rapporteur, favorable à l'institution d'un commissaire général civil, chargé de la haute administration et de l'organisation du protectorat, la commission estime que cette disposition, qui est essentiellement du domaine du pouvoir exécutif, ne peut figurer dans un projet de loi et encore moins dans une demande de crédits; il y a là une confusion fâcheuse entre les attributions des deux pouvoirs législatif et exécutif; il est essentiel de ne pas laisser subsister dans le projet cette anomalie. Subsidiairement, il importe de remarquer que si, plus tard, par suite de circonstances imprévues, le gouvernement jugeait nécessaire de confier provisoirement, en vue d'une campagne, d'une opération militaire, l'autorité supérieure à un officier de terre ou de mer, il serait tenu d'en demander l'autorisation au Parlement..... » Après un échange d'observations entre M. *Fournier* et M. *de Saint-Vallier*, rapporteur, sur le caractère de l'intervention de la France au Tonkin, M. *Challemel Lacour*, ministre des affaires étrangères, a pris la parole et s'est efforcé de répondre aux objections de la commission relativement à l'article concernant le commissaire général civil, tout en déclarant que le gouvernement n'insistait pas pour le maintien de cet article. — Le Sénat a également entendu M. *l'amiral Jauréguiberry* et M. *Buffet*, et il a ensuite adopté l'ensemble du projet par 209 voix contre 4.

Par suite de la suppression de l'art. 2, le projet a dû revenir à la Chambre, qui, sous l'empire de l'émotion produite par la nouvelle de la mort du commandant Rivière, annoncée au début de la séance par le ministre de la marine, a émis un vote favorable à l'unanimité de 494 voix.

laire sa mère, madame de Sabrit, sœur de l'enseigne de vaisseau Bisson. (XII, B. DCCLXXV, n. 298.)

Article unique. Est reportée sur la tête de la demoiselle Marie-Antoinette-Louise de Sabrit la pension viagère de 1,500 fr. dont était titulaire, sur la caisse des invalides, la dame de Sabrit, mère de cette jeune fille et sœur de l'enseigne de vaisseau Bisson, mort glorieusement, le 4 novembre 1827, à bord de la prise *le Panayoti*, qu'il commandait.

---

4 = 6 JUIN 1883. — Loi qui ratifie la cession de matériel de guerre à la mission Savorgnan de Brazza. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,299.)

Art. 1er. La cession à titre gratuit par le ministère des finances (*Direction générale des domaines*) de 100,000 armes à percussion, à canon lisse, de modèles divers hors d'usage, à prélever sur les armes de cette catégorie provenant de marchés résiliés, qui a été autorisée en faveur de la mission de M. Savorgnan de Brazza par un décret présidentiel du 21 février 1883, est ratifiée.

2. La cession à titre gratuit par le ministère de la guerre de : 8,000 armes à percussion de modèles divers hors d'usage, 20,000 sabres de modèles divers hors d'usage, 100,000 kilogrammes de poudre de démolition, 10,000,000 de capsules de guerre hors modèles, 200 tentes diverses, et 1,000 haches diverses, qui a été autorisée en faveur de la mission de M. Savorgnan de Brazza par un décret présidentiel du 21 février 1883, est ratifiée.

---

4 = 5 JUIN 1883. — Loi qui approuve un traité passé entre le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et M. Janssen, armurier à Liège. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,300.)

Art. 1er. Est approuvée la convention annexée à la présente loi, passée, le 8 mars 1883, entre le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et M. J. Janssen, fabricant d'armes à Liège.

2. L'enregistrement de ladite convention donnera lieu à la perception du droit fixe de 3 fr.

CONVENTION.

Entre le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, d'une part; et M. J. Janssen, fabricant d'armes à Liège, d'autre part, il a été convenu ce qui suit : M. J. Janssen prendra à ses frais livraison au Havre de 100,000 fusils complets au prix de 3 fr. 90 c. net, ou, à défaut, à Toulon, au prix de 3 fr. 60 c., prix entendu pour tous fusils modèles 1822 *bis* ou antérieurs, et au prix de 2 fr. 7 c. 1/2, prix entendu pour tous modèles postérieurs à prendre et à choisir uniquement au Havre, au cas où les dépôts du Havre et de Toulon ne fourniraient pas 100,000 fusils modèles 1822 *bis* ou antérieurs. M. J. Janssen s'engage à livrer en échange, dans un délai de douze mois maximum : 1° des fusils de fabrique, au choix de M. de Brazza, fournis sur échantillons soumis, pour moitié de la somme d'achat des fusils de guerre, défalcation faite des prix d'achat de munitions ainsi que de tous autres frais de transports, emballages et assurances maritimes; 2° des fusils à silex modèles 1822 *bis* pour l'autre moitié de la somme d'achat restant en tous cas intégrale, au prix l'un de 7 fr. 15 c. pris à Liège, de 7 fr. 55 c. emballés en caisse de 20 fusils, de 7 fr. 65 c. rendus sous pallans à Anvers, emballés en caisses de 20 fusils, prix convenus et nets. M. J. Janssen obtiendra signature, à titre de caution, de MM. Vernès et Ce, banquiers à Paris, ou de tout autre banquier agréé par le ministre, répondant du marché conclu pour la somme de 50,000 fr. Le présent traité ne sera exécutoire qu'après approbation par les pouvoirs législatifs et promulgation de la loi nécessaire à cet effet. Fait en double, à Paris, le 8 mars 1883. *Signé* J. JANSSEN; *signé* J. FERRY.

---

21 MARS = 28 JUIN 1883. — Décret portant que le collège de Tulle est déclaré lycée national. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,301.)

---

16 AVRIL = 28 JUIN 1883. — Décret portant modification du décret du 27 juillet 1882 sur l'administration et la comptabilité inté-

rieures des écoles normales primaires. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,302.)

Le Président de la République, sur le rapport du président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et du ministre des finances, décrète :

Art. 1er. Sont modifiés ainsi qu'il suit les art. 3, 5, 29, 31, 32, 35, 46, 50, 51 et 54 du décret du 29 juillet 1882, portant règlement pour l'administration et la comptabilité intérieures des écoles normales primaires.

Art. 3. Quand deux départements sont réunis pour l'entretien d'une école normale, les sommes destinées aux dépenses annuelles de l'établissement sont centralisées à la caisse du trésorier-payeur général du département où est située l'école.

Art. 5. La commission de surveillance décide si les approvisionnements de l'école ont lieu par voie d'adjudication ou de marchés à l'amiable, conformément aux prescriptions réglementaires. Elle désigne ceux des articles de consommation qui, ne pouvant être l'objet d'un marché préalable, seront acquis au comptant. Les marchés à l'amiable sont passés chaque année par le directeur après autorisation de la commission de surveillance, Ils sont calculés de manière que les fournitures n'aient lieu qu'au fur et à mesure des besoins. En aucun cas, les approvisionnements ne peuvent exceder les besoins de la consommation moyenne d'une année.

Art. 29. Les mandats pour les gages des gens de service sont accompagnés d'états émargés distincts, dressés tous les mois.

Art. 31. La gestion financière des écoles normales est établie par année et par exercice. L'état de situation de la caisse et l'état de situation du magasin font connaître le mouvement des encaisses et celui des approvisionnements, du 1er janvier au 31 décembre. Le compte des recettes et des dépenses du budget ou compte de l'exercice présente le résumé de toutes les opérations de l'exercice qui s'étend du 1er janvier au 30 juin de l'année suivante.

Art. 32. Toutes les dépenses d'un exercice, constatées le 31 mai et non acquittées le 30 juin, sont soldées sur les sommes reportées à l'exercice suivant.

Art. 35. Le journal de caisse est divisé en deux parties, placées en regard l'une de l'autre; les recettes y sont inscrites sur le folio de gauche, les dépenses sur celui de droite. L'économe indique dans le libellé de l'enregistrement la nature de chaque recette et de chaque dépense; il en inscrit le montant séparément et par article, avec la date et dans l'ordre de la recette et de la dépense. Les articles du journal de caisse, pour la recette comme pour la dépense, forment deux séries de numéros d'ordre non interrompues; les numéros des recettes et les dates d'inscription concordent avec ceux du livre à souche. Lorsqu'il y a au 1er janvier un reliquat ou solde en caisse de l'année précédente, ce reliquat forme le premier article de la recette sur le journal de caisse; mais il n'y est pas donné de numéro d'ordre. Il est inscrit simplement sous la rubrique : *Solde en caisse au* 31 *décembre* 188 .

Art. 46. Tous les ans, dans les cinq derniers jours du quatrième trimestre et à chaque changement d'économe, il est procédé, en présence d'un délégué du préfet, d'un membre de la commission de surveillance désigné par le recteur, du directeur de l'école et de l'économe, au récolement du mobilier et du matériel de l'établissement. Le procès verbal de cette opération est adressé en double expédition au préfet, qui transmet une de ces expéditions au ministre.

Art. 50. Tous les ans, le 1er juillet, le directeur de l'école normale primaire ferme le compte administratif de l'exercice qui vient de se clore au 30 juin. Ce compte est dressé en triple expédition. Il présente le détail des opérations de l'exercice seulement; il indique, par chapitre, les sommes à recouvrer et les sommes à payer, et, dans chaque chapitre, les recouvrements et les paiements effectués ainsi que les sommes restant à recouvrer ou à payer en fin d'exercice. Pour l'appréciation des dépenses nettes, il constate l'augmentation ou la diminution des approvisionne-

ments portés aux inventaires, ainsi que des produits en nature réservés pour l'établissement. La situation de l'exercice, en excédent ou en déficit, est établie, dans un tableau récapitulatif, par la comparaison de la recette et de la dépense. Deux tableaux complémentaires, placés l'un au commencement, l'autre à la fin du compte, offrent le résumé général de la situation financière de l'école au 30 juin de l'année précédente et au 30 juin de l'année courante. Cette situation est établie en actif et en passif. L'actif se compose : 1° de l'excédent des recouvrements sur les paiements, tant de l'exercice auquel s'applique le compte que des exercices antérieurs ; 2° du montant des créances ; 3° de la valeur des approvisionnements en magasin. Les capitaux placés en rentes sur l'Etat ou employés à des acquisitions et réparations extraordinaires ne sont rappelés que pour mémoire ; ils ne font pas partie de l'actif. Le passif se compose du montant des dettes de l'école.

Art. 51. L'ordonnateur des dépenses soumet le compte administratif de l'exercice à l'approbation de la commission de surveillance, dans les premiers jours de juillet, et l'accompagne d'un rapport détaillé sur les diverses parties du service. Il constate dans ce rapport l'exactitude et la régularité des recettes et fournit des explications sur les sommes restant à recouvrer et sur les causes du retard dans le recouvrement. Il examine successivement les diverses consommations, les compare avec celles de l'exercice précédent ; il en explique les différences et indique les améliorations introduites ou à introduire.

Art. 54. A la fin du mois de juin de chaque année, l'économe établit le compte des recettes et des dépenses qu'il a faites en numéraire pendant l'année précédente, ainsi que le compte des matières. Le compte en deniers embrasse : 1° les opérations des douze premiers mois de l'exercice, formant la deuxième partie de la gestion expirée ; 2° les opérations complémentaires du même exercice, formant la première partie de la gestion suivante. Il est établi dans la forme prescrite, pour les lycées, par l'art. 239 du règlement du 16 octobre 1867 sur la comptabilité des dépenses du ministère de l'instruction publique. Il est accompagné des pièces justificatives à l'appui, ainsi que du procès-verbal de vérification de la caisse au 31 décembre. Le compte en matières est établi et justifié conformément à l'art. 241 du même règlement. Les comptes de gestion des économes des écoles normales, quel que soit le chiffre des recettes et des dépenses, sont réglés et apurés par la cour des comptes. Ils doivent lui parvenir avant le 1er octobre de la seconde année de l'exercice.

2. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

2 = 8 MAI 1883. — Décret qui approuve la convention passée avec la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'exploitation provisoire de la ligne de Morlaix à Roscoff. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,303.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvée la convention susvisée, passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, pour l'exploitation provisoire du chemin de fer de Morlaix à Roscoff. Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

7 MAI = 28 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour travaux d'amélioration agricole. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,304.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit de 200 fr., applicable comme suit : BUDGET ORDINAIRE. — Chap. 17. Etudes et subventions pour travaux d'irrigation, de desséchement

et de curage, et travaux d'amélioration agricole.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

9 MAI = 28 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par le département du Rhône pour l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Ecully. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,305.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit de 5,000 fr., applicable comme suit : BUDGET ORDINAIRE. — Chap. 6. Enseignement agricole.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen du versement effectué au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

10 = 17 MAI 1883. — Décret qui approuve la convention passée avec la compagnie des chemins de fer d'Orléans pour l'exploitation provisoire de la ligne de Concarneau à Rosporden. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,306.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvée la convention susvisée, passée, le 5 mai 1883, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, pour l'exploitation provisoire du chemin de fer de Concarneau à Rosporden. Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

11 MAI = 28 JUIN 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter à Orléans pour le service des lignes d'Orléans à Châlons et d'Orléans à Rouen. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,307.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement à Orléans d'ateliers et d'un dépôt définitif destinés au service des lignes d'Orléans à Châlons et d'Orléans à Rouen et embranchements, conformément au plan présenté, le 6 janvier 1882, par le directeur des chemins de fer de l'Etat. Ledit plan demeurera annexé au présent décret.

2. La dépense de ces travaux, évaluée à 1,400,000 fr., sera couverte, jusqu'à concurrence de 1,342,404 fr., au moyen des ressources mises chaque année à la disposition du ministre des travaux publics pour les travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878. Le reliquat, jusqu'à concurrence de 57,596 fr., sera inscrit en dépenses dans les comptes d'exploitation du réseau d'Etat.

3. Les expropriations devront être terminées dans un délai de deux ans, au plus tard, à partir de la date du présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

15 = 17 MAI 1883. — Décret qui autorise le ministre de l'agriculture à décerner des médailles d'honneur aux préposés forestiers qui se sont signalés par leurs services. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,308.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de l'agriculture, décrète :

Art. 1er. Des médailles d'honneur en argent peuvent être décernées par le ministre de l'agriculture aux préposés forestiers qui se sont signalés par de longs et irréprochables services, ou par des actes de dévouement ou de courage dans l'exercice de leurs fonctions.

2. Un arrêté ministériel déterminera les mesures de détail relatives à cette distinction.

3. Le ministre de l'agriculture est chargé, etc.

---

16 MAI = 28 JUIN 1883. — Décret qui autorise le caissier-payeur central du trésor public à faire des avances au secrétaire de la section française de l'exposition

d'Amsterdam. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,309.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le caissier-payeur central du trésor public est autorisé à faire à M. Monthiers, secrétaire de la section française de l'exposition internationale d'Amsterdam, des avances qui n'excéderont pas le chiffre de 40,000 fr. Le délai de justification de ces avances ne pourra dépasser quarante-cinq jours.

2. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

21 MAI = 28 JUIN 1883. — Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département des Alpes-Maritimes, les tableaux de population numéros 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,310.)

---

22 MAI = 28 JUIN 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par le département de l'Orne pour la construction de routes forestières. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,311.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit de 4,500 fr., applicable aux travaux de construction des routes forestières. Le chap. 30, art. 1er, du budget dudit exercice est augmenté de pareille somme de 4,500 fr.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

23 MAI = 1er JUIN 1883. — Décret concernant l'importation en Algérie de sucres bruts ou raffinés pour la fabrication de chocolats destinés à être exportés en France. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,312.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les sucres bruts ou raffinés importés en Algérie pour la fabrication des chocolats destinés à être exportés en France pourront être admis temporairement en franchise de droits, sous les conditions déterminées par l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1836.

2. Les importateurs s'engageront, par une soumission valablement cautionnée, à réexpédier en France 100 kilog. de chocolat pour 54 kilogr. de sucre raffiné ou 60 kilogr. de sucre brut. Le délai maximum dans lequel devra avoir lieu la réexpédition sera de quatre mois.

3. Ne sont admis à la décharge des soumissions d'admission temporaire que les chocolats valant au moins 1 fr. 90 c. le kilogr. en fabrique (y compris le droit du tarif algérien) et composés exclusivement de cacao, de sucre et d'aromates sans mélange d'aucune autre substance. Ils devront être revêtus de l'étiquette ou de la marque du fabricant.

4. Les opérations ne pourront avoir lieu en Algérie, tant à l'entrée qu'à la sortie, que par les bureaux de douanes d'Alger et d'Oran. Les déclarations seront faites au nom et sous la responsabilité des fabricants.

5. Les exportations à destination de France devront être effectuées sur les ports de Marseille, Bordeaux, Nantes, le Havre ou Dunkerque, sous la formalité de l'acquit-à-caution. Les comptes d'admission temporaire ne seront définitivement apurés qu'après le renvoi au bureau d'émission des acquits-à-caution dûment déchargés, attestant que les chocolats ont été fabriqués conformément aux prescriptions de l'art. 3 ci-dessus et qu'ils ont été soumis aux droits établis par la loi du 19 juillet 1880.

6. Toute manœuvre ayant pour objet de faire admettre comme purs des chocolats mélangés entraînera pour le fabricant la déchéance du régime de l'admission temporaire, indépendamment des pénalités résultant de l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1836.

7. Les ministres du commerce et des finances sont chargés, etc.

---

26 MAI = 28 JUIN 1883. — Décret qui élève le lycée du Havre à la première catégorie. (XII, B. DCCLXXV, n. 13,313.)

6 = 7 JUIN 1883. — Décret concernant les ventes et achats de rentes et valeurs du trésor public opérés par le caissier-payeur central, à Paris, pour le compte des habitants du département de la Seine. (XII, B. DCCLXXV n. 13,314.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le caissier-payeur central du trésor public à Paris est chargé d'opérer, pour le compte des habitants du département de la Seine, et sans frais, sauf ceux de timbre et de courtage justifiés par bordereaux d'agents de change, les ventes et achats de rentes et valeurs du trésor public que les trésoriers-payeurs généraux sont chargés d'effectuer dans les départements par l'art. 21 de l'ordonnance du 14 avril 1819.

2. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

12 FÉVRIER = 2 JUILLET 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la maison Saint-Louis, fondée à Commentry (Allier). (XII, B. S. MCCCCLXVIII, n. 19,185.)

---

3 AVRIL = 2 JUILLET 1883. — Décret qui autorise la société nationale des antiquaires de France à modifier ses statuts. (XII, B. S. MCCCCLXVIII, n. 19,186.)

---

13 AVRIL = 2 JUILLET 1883. — Décret qui autorise la Société de l'école nationale des chartes à modifier ses statuts. (XII, B. S. DCCCCLXVIII, n. 19,187.)

---

23 AVRIL = 2 JUILLET 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'Association des dames françaises. (XII, B. S. MCCCCLXVIII, n. 19,188.)

---

25 AVRIL = 2 JUILLET 1883. — Décret qui approuve les nouveaux statuts de la société protectrice des animaux. (XII, B. S. MCCCCLXVIII, n. 19,189.)

---

20 = 22 MAI 1883. — Loi qui approuve l'arrangement signé à Paris, le 28 avril 1883, entre la France et l'Autriche-Hongrie, en vue de proroger la convention de commerce du 7 novembre 1881. (XII, B. DCCLXXVI, n. 13,316.)

Article unique. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter l'arrangement commercial signé à Paris, le 28 avril 1883, entre la France et l'Autriche-Hongrie. Une copie authentique de cet arrangement sera annexée à la présente loi.

---

21 = 22 MAI 1883. — Décret qui approuve l'arrangement signé à Paris, le 28 avril 1883, entre la France et l'Autriche-Hongrie, pour proroger la convention de commerce du 7 novembre 1881. (XII, B. DCCLXXVI, n. 13,317.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Un arrangement relatif à la prorogation de la convention de commerce conclue, le 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie, ayant été signé entre les deux pays, le 28 avril 1883, ledit arrangement, dont la teneur suit, est approuvé et sera inséré au *Journal officiel*.

ARRANGEMENT.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi apostolique de Hongrie, considérant que la convention de commerce conclue, le 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie, doit cesser d'être en vigueur le 16 mai prochain; ayant résolu, d'autre part, de conclure un traité définitif de commerce dont la négociation doit s'ouvrir à Paris, au commencement du mois d'octobre de la présente année, au plus tard, sont convenus de ce qui suit : la convention de commerce du 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie, est prorogée jusqu'au 29 février 1884. Il est entendu que cette prorogation s'applique également à l'article additionnel à ladite convention. Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, dès que les formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux puissances contractantes auront été accomplies. En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait à Paris, en double expédition, le 28 avril

1883. *Signé* P. CHALLEMEL-LACOUR; *signé* GOLUCHOWSKI.

2. Le ministre des affaires étrangères est chargé, etc.

---

8 = 9 JUIN 1883. — Décret qui approuve la déclaration signée entre la France et la Russie, le 29 avril/11 mai 1883, pour régler le mode de jaugeage des navires français, russes et finlandais, et leur entrée dans les ports respectifs de chaque pays. (XII, B. DCCLXXVI, n. 13,318.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Une déclaration ayant été signée entre la France et la Russie, le 29 avril/11 mai 1883, pour régler le mode de jaugeage des navires français, russes et finlandais, et leur entrée dans les ports respectifs de chaque pays, ladite déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au *Journal officiel*.

DÉCLARATION.

La méthode anglaise pour le jaugeage des bâtiments (système *Moorsom*) étant désormais en vigueur, tant en France que dans l'empire de Russie et le grand-duché de Finlande, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements, déclarent que les navires français jaugés d'après la méthode susmentionnée seront admis dans les ports russes ou finlandais, et que les navires russes et finlandais dont le jaugeage aura été fait selon le même système seront admis dans les ports français, sans être assujettis, pour le paiement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage. Ces droits de navigation seront calculés d'après le tonnage net du navire.

Art. 1er. Les vapeurs français, à leur entrée dans les ports de l'empire de Russie, seront soumis, quant à la déduction dont sont susceptibles les locaux destinés aux forces motrices et aux soutes à charbon, aux règlements établis dans cet Etat pour les bâtiments nationaux; et *vice versa*, les vapeurs russes, à leur entrée dans les ports de France, seront soumis aux règlements établis pour les vapeurs français.

2. Les règlements en vigueur en France sur le jaugeage des navires s'accordant en substance avec ceux du grand-duché de Finlande, le tonnage net inscrit dans les papiers de bord des bâtiments à vapeur ou à voiles français abordant dans un port finlandais, et celui des bâtiments à vapeur ou à voiles finlandais abordant dans un port français, sera reconnu, dans les ports respectifs de chaque pays, comme le tonnage actuel des bâtiments, sans qu'ils soient assujettis à un remesurage.

3. Les prescriptions ci-dessus sont applicables aussi aux navires mus par tout autre moteur mécanique.

4. Dans le cas de mesurage des bâtiments français dans les ports russes, aucune surtaxe ne sera perçue à cet effet.

5. La présente déclaration entrera en vigueur le 1er/13 juin 1883.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration et y ont apposé leur signature et le cachet de leurs armes. Fait en double exemplaire, à Saint-Pétersbourg, le 29 avril/11 mai 1883. *Signé* JAURÈS; *signé* GIERS.

2. Le ministre des affaires étrangères est chargé, etc.

---

17 MAI = 7 JUILLET 1883. — Décret qui crée un lycée à la Guadeloupe. (XII, B. DCCLXXVI, n. 13,319.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

CHAPITRE Ier. DE LA CRÉATION DU LYCÉE.

Art. 1er. Il est créé un lycée à la Guadeloupe. Il reçoit des élèves pensionnaires, demi-pensionnaires et des externes libres ou surveillés.

2. Le lycée constitue un établissement public. Il est représenté dans les actes de la vie civile par le proviseur, agissant, sauf pour les actes conservatoires, en vertu des délibérations du bureau d'administration, approuvées par le gouverneur. En cas de suppression du lycée, ses biens font retour à la colonie.

3. La colonie de la Guadeloupe prendra à sa charge les dépenses de premier établissement du lycée; en particulier, elle pourvoira à la con-

struction et à l'achèvement des bâtiments, et elle fournira le mobilier des logements dus à divers fonctionnaires du lycée, celui de la pension et des classes, la bibliothèque et les collections diverses nécessaires à l'enseignement.

CHAPITRE II. DE L'INSTRUCTION.

4. L'enseignement du lycée comprend : 1° l'enseignement classique complet (division des sciences, division supérieure des lettres, division de grammaire et division élémentaire); 2° l'enseignement secondaire spécial; 3° l'enseignement normal pour le recrutement des instituteurs communaux. Il comprend, en outre, les cours préparatoires et des leçons d'art d'agrément. L'enseignement religieux est donné au lycée aux élèves dont les parents en font la demande, soit par un ecclésiastique du clergé paroissial, soit, s'il y a lieu, par des ministres des cultes non catholiques; ils reçoivent une indemnité fixée par le gouverneur en conseil privé, après avis du conseil général.

5. Les programmes et règlements d'études des lycées et des écoles normales de la métropole sont suivis au lycée de la Guadeloupe.

CHAPITRE III. DU PERSONNEL DU LYCÉE.

6. Le cadre du personnel administratif et enseignant est fixé par le ministre de la marine et des colonies.

7. Le traitement des membres de ce personnel comprend : 1° un traitement d'Europe égal à la solde de classe et de grade du fonctionnaire dans la métropole; 2° un supplément colonial fixé par le gouverneur en conseil privé, après avis du conseil général, sans que ce supplément puisse, en aucun cas, être inférieur au traitement d'Europe. Le traitement d'Europe est passible des retenues fixées par la loi du 9 juin 1853 et par l'art. 22 du règlement d'administration publique du 9 novembre suivant. Des allocations supplémentaires ou indemnités peuvent être accordées, dans les formes fixées au § 2 du présent article, aux professeurs et fonctionnaires du lycée qui sont chargés de cours ou de travaux spéciaux.

8. Les professeurs du lycée, jusqu'à la classe de cinquième inclusivement, doivent être agrégés ou licenciés; ceux des classes inférieures ainsi que les maîtres répétiteurs doivent être bacheliers. Les professeurs de l'enseignement secondaire spécial et de l'enseignement primaire normal doivent être pourvus du brevet supérieur, et ceux de l'enseignement préparatoire, du brevet de capacité pour l'enseignement primaire. Les professeurs de langues vivantes doivent être munis du certificat d'aptitude.

9. Le personnel emprunté au cadre métropolitain ne cesse pas de faire partie de ce cadre. Tout membre de ce personnel qui reste pendant cinq années consécutives dans la colonie est, à sa rentrée en France, porté à une classe supérieure à celle à laquelle il appartient. En cas d'empêchement de l'un des fonctionnaires ou professeurs, il sera pourvu provisoirement à son remplacement par le gouverneur, sur la proposition du chef du service de l'instruction publique. Les intérimaires pourront être dispensés des conditions d'âge et de capacité exigées des titulaires.

10. Après dix années passées dans l'enseignement secondaire dans la colonie, déduction faite du temps des congés régulièrement accordés, les fonctionnaires du lycée appartenant au personnel universitaire de la métropole auront droit, sur les fonds du budget local, à une allocation spéciale et viagère représentant le sixième de leur traitement colonial, calculée d'après la moyenne des traitements annuels, accessoires non compris, dont ils auront joui pendant leur séjour dans la colonie.

CHAPITRE IV. DES ÉLÈVES.

11. Un arrêté du gouverneur rendu en conseil privé, après l'avis de la commission centrale de l'instruction publique, statuera : 1° sur les conditions générales pour être admis au lycée; 2° sur tout ce qui est relatif au trousseau des élèves, aux livres classiques et aux fournitures sco-

laires; 3° sur la discipline intérieure de l'établissement.

12. Un arrêté du gouverneur rendu en conseil privé, après l'avis de la commission centrale de l'instruction publique, réglera provisoirement et jusqu'à ce qu'il ait été statué par décret sur l'organisation d'une école normale : 1° les conditions particulières d'âge et de capacité pour être admis au cours normal; 2° la durée du cours normal et l'obligation envers la colonie qu'auront à contracter les élèves qui y seront entretenus.

CHAPITRE V. DU RÉGIME FINANCIER DU LYCÉE.

13. Le gouverneur, par des arrêtés en conseil privé, statue sur la forme du budget et de la comptabilité du lycée, conformément aux principes posés par les règlements des 16 octobre 1867 et 30 décembre 1868 sur la comptabilité des lycées de la métropole. Les attributions conférées par ces règlements à la cour des comptes, au ministre, au conseil académique et au recteur sont remplies, dans la colonie, par le conseil privé, le gouverneur, la commission centrale de l'instruction publique et par le chef du service de l'instruction publique.

14. Le budget du lycée est communiqué au conseil général, pour avoir ses observations, avant d'être arrêté par le gouverneur. Sont obligatoires pour la colonie, dans les conditions prévues aux art. 7 et 8 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866 : 1° les subventions nécessaires pour assurer l'équilibre du budget du lycée; 2° l'entretien au cours normal du nombre d'élèves-maîtres fixé conformément à l'art. 15 ci-après.

15. Il sera statué par arrêté du gouverneur en conseil privé, après avis de la commission centrale de l'instruction publique et du conseil général ou, à son défaut, de la commission coloniale : 1° sur le prix de la pension, de la demi-pension et de l'externat et sur les prix des bourses ou fractions de bourse entretenues par la colonie ou par les communes; 2° sur le nombre d'élèves boursiers à entretenir obligatoirement au cours normal, au compte de la colonie.

16. Le bureau d'administration, dont les attributions sont définies au règlement du 16 octobre 1867, se compose : 1° du chef de service de l'instruction publique, président; 2° de deux délégués élus pour trois ans par la commission centrale de l'instruction publique, dans la session qui précédera le commencement de l'année scolaire; 3° de trois membres nommés pour trois ans par le gouverneur. Les membres du bureau d'administration peuvent être pris parmi les membres de la commission centrale de l'instruction publique ou en dehors de cette assemblée. Ils ne peuvent être choisis parmi le personnel de l'enseignement public ou privé de la colonie. En l'absence du chef du service de l'instruction publique, la présidence du bureau appartient au doyen d'âge. Le proviseur assiste aux séances du bureau avec voix délibérative. Le bureau d'administration adresse annuellement à la commission centrale de l'instruction publique un exposé de situation, qui est lu dans la plus prochaine séance de cette assemblée et inséré au procès-verbal.

17. A défaut de paiement entre les mains de l'économe dans les quinze jours de chaque échéance, le recouvrement de toutes les sommes dues au lycée est poursuivi et opéré comme en matière de contributions directes. Les rôles ayant pour objet ces recouvrements sont établis par l'économe, visés par le proviseur et le directeur de l'intérieur et rendus exécutoires par le gouverneur. Chaque débiteur est informé administrativement par le directeur de l'intérieur, et au moyen d'une notification à personne ou à domicile, de son inscription sur les rôles de la rétribution scolaire du lycée. Le dépôt des rôles au trésor n'a lieu qu'à l'expiration du mois qui suit cette notification. En cas de contestation, les réclamations des débiteurs sont jugées par le conseil privé siégeant comme conseil du contentieux administratif, après instruction dans la forme prescrite au dernier paragraphe de l'art. 103 du décret du 5 août 1881.

18. L'économe, en sa qualité de détenteur des deniers et des matières

du lycée, devra fournir un cautionnement dont le chiffre sera déterminé par arrêté du gouverneur en conseil privé.

19. Les dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

20. Le ministre de la marine et des colonies et le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts sont chargés, etc.

1er JUIN = 7 JUILLET 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 sur le crédit ouvert au ministre des finances pour les dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties. (XII, B. DCCLXXVI, n. 13,320.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La somme de 170,449 fr. 38 c., non employée sur le crédit de 182,758 fr. 26 c., reporté par le décret du 4 février 1882 sur l'exercice 1882, au chap. 56 *bis* (*Dépense relative à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'art. 4 de la loi du 3 août* 1875), est annulée sur cet exercice.

2. La même somme de 170,449 fr. 38 c. est reportée, avec la même affectation, au budget de l'exercice 1883, où elle fera l'objet d'un chapitre nouveau 58 *bis* (*Dépense relative à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'art. 4 de la loi du 3 août* 1875).

3. Il sera pourvu au report du crédit autorisé par l'art. 1er ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de 1883.

4. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

2 = 3 JUIN 1883. — Décret relatif à l'organisation du corps des chasseurs forestiers et aux assimilations de grades dans l'armée. (XII, B. DCCLXXVI, n. 13,321.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les assimilations de grades et les emplois qui, en vertu de l'art. 35 de la loi du 24 juillet 1873, peuvent être donnés dans l'armée aux élèves de l'école forestière entrés dans le service forestier, sont déterminés par le tableau ci-après : inspecteur adjoint en stage, inspecteur adjoint de sixième classe : sous-lieutenant de réserve ou de l'armée territoriale; inspecteur adjoint de cinquième et quatrième classe: lieutenant de réserve ou de l'armée territoriale; inspecteur adjoint de troisième, deuxième et première classe : capitaine de réserve ou de l'armée territoriale; inspecteur : chef de bataillon de réserve ou de l'armée territoriale; conservateur : lieutenant-colonel de réserve ou de l'armée territoriale.

2. Les mêmes assimilations sont établies pour les agents forestiers du grade d'inspecteur adjoint et au-dessus, qui ne sortent pas de l'école forestière.

3. Les agents qui ne sortent pas de l'école forestière de Nancy, et sont pourvus seulement du grade de garde général, sont assimilés, savoir: garde général de première et de deuxième classe : adjudant sous-officier; garde général de troisième, quatrième et cinquième classe : sous-officier. Toutefois, les gardes généraux qui se trouvaient, antérieurement au 1er août 1882, assimilés au grade de sous-lieutenant ou lieutenant, en vertu des décrets du 2 avril 1875 et du 20 mars 1876, continueront à être assimilés à ce grade.

4. Les dispositions de l'art. 4 du décret du 22 septembre 1882 sont modifiées ainsi qu'il suit : les emplois de capitaine, lieutenant et sous-lieutenant dans les compagnies et sections de chasseurs forestiers sont remplis par les agents du grade d'inspecteur adjoint et par les gardes généraux assimilés au grade de lieutenant ou de sous-lieutenant par les décrets du 2 avril 1875 et du 20 mars 1876. Les emplois de sous-officier sont remplis par les gardes généraux nommés en vertu de l'art. 4 du décret du 1er août 1882. La composition des cadres des compagnies et sections actives ou de forteresse de chasseurs forestiers varie avec l'effectif des compagnies et sections et les ressources en agents gradés stationnés sur la circonscription de recrutement

de ces compagnies et sections. Nul ne peut remplir un emploi d'officier ou de sous-officier dans une compagnie ou section s'il n'est stationné, en temps de paix, dans la circonscription de recrutement de cette compagnie ou section, ou s'il n'a sous sa surveillance administrative un ou plusieurs des cantonnements qui en font partie. Toutefois, les agents appartenant à des commissions spéciales pourront, en cas de nécessité, être nommés à des emplois d'officier ou de sous-officier dans une des compagnies ou sections se recrutant dans le ressort de ces commissions. — Le cadre d'une compagnie comprend au plus : un capitaine commandant, un capitaine en second, deux lieutenants ou un lieutenant et un sous-lieutenant, un adjudant, un sergent-major, cinq sergents dont un fourrier, huit caporaux, deux clairons. Les commandants de compagnie sont montés en cas d'appel à l'activité. Si l'effectif et les ressources en gradés sont insuffisants, le nombre des officiers peut être réduit à deux par compagnie et un par section. Le nombre des sous-officiers peut être également réduit.

5. Les dispositions de l'art. 5 du décret du 22 septembre 1882 sont modifiées ainsi qu'il suit : à défaut des gardes généraux, les brigadiers forestiers peuvent être nommés sous-officiers dans les compagnies ou sections. Les caporaux sont pris parmi les brigadiers, et, à défaut de ces derniers, parmi les gardes forestiers de première classe. Les gardes ont rang de soldats de première classe. Les dispositions des art. 43 et 57 de la loi du 13 mars 1875 sont applicables aux officiers du corps des chasseurs forestiers.

6. Les dispositions de l'art. 13 du décret du 22 septembre 1882 sont modifiées ainsi qu'il suit : les officiers des cadres des compagnies et sections sont nommés par le Président de la République, sur la présentation du ministre de la guerre, et d'après les propositions du ministre de l'agriculture. Leur titre de nomination mentionne leur affectation à une compagnie ou à une section déterminée. Dans le cas où la direction des forêts les ferait passer dans une résidence située en dehors de la circonscription de leur compagnie ou section, leur nomination d'officier sera annulée de plein droit, et leur lettre de service sera renvoyée au ministre de la guerre. Ils ne pourront être pourvus d'un grade dans la compagnie ou section de leur nouvelle résidence que si un emploi de ce grade s'y trouve vacant, et ils recevront, dans ce cas, une nouvelle lettre de service. Les agents assimilés aux grades de capitaine, lieutenant, sous-lieutenant, adjudant et sous-officier, qui ne sont pas pourvus d'emploi dans les compagnies ou sections, sont considérés, en cas d'appel à l'activité, comme étant à la suite des unités dans la circonscription de recrutement desquelles ils ont leur résidence. Ils peuvent être détachés pour remplir des fonctions spéciales; des lettres de service leur sont, dans ce cas, délivrées.

7. En cas de mobilisation, les inspecteurs et conservateurs attendront, à leur poste respectif, jusqu'au moment où leur résidence sera envahie, les ordres de l'autorité militaire.

8. Le décret du 20 mars 1876, dans ses dispositions relatives aux élèves de l'école forestière entrés dans le service forestier, est abrogé.

9. Les ministres de la guerre et de l'agriculture sont chargés, etc.

---

7 JUIN = 7 JUILLET 1883. — Décret qui modifie le cadre du personnel affecté aux services de la police de Marseille. (XII, B. DCCLXXVI, n. 13,322.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le cadre du personnel affecté aux services de la police de la ville de Marseille est modifié par la création d'un vingt-deuxième commissariat de police.

2. Le décret du 7 août 1877 est rapporté en ce qu'il a de contraire au présent décret.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé, etc.

---

9 JUIN = 7 JUILLET 1883. — Décret qui déclare qu'il y a abus dans la lettre pastorale de l'évêque de Langres en date du

19 mars 1883, et supprime ladite lettre. (XII, B. DCCLXXVI, n. 13,323.)

Le Président de la République, sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts; vu les lettres pastorales adressées, le 19 mars 1883, par l'évêque de Langres au clergé de son diocèse; vu la dépêche, en date du 13 avril 1883, par laquelle le ministre de la justice et des cultes informe l'évêque de Langres que la lettre susvisée sera déférée au conseil d'Etat, et l'invite à fournir ses observations; vu le rapport du ministre de la justice et des cultes en date du 9 avril 1883; vu les art. 1er, 6 et 8 de la loi du 18 germinal an 10; considérant que dans la lettre pastorale susvisée l'évêque de Langres, après avoir rappelé qu'il a précédemment publié le « décret de la sa« crée congrégation de l'Index qui « condamnait plusieurs ouvrages de « soi-disant morale civique », déclare qu'il est de son devoir de ne rien négliger pour faire observer les prescriptions du Saint-Siège; que, dans ce but, il édicte certaines sanctions; considérant qu'en mettant ainsi à exécution le décret précité, il a contrevenu à l'art. 1er susvisé de la loi du 18 germinal an 10; considérant, en outre, qu'il menace de refus de sacrements les instituteurs qui admettent manifestement dans leurs écoles et imposent aux élèves un livre condamné, les parents qui laissent leurs enfants fréquenter ces écoles, et enfin les enfants eux-mêmes, qu'il exclut des réunions du catéchisme; que ces menaces sont de nature à troubler arbitrairement les consciences de ceux qui en sont l'objet, et qu'il y a lieu de faire application de l'art. 6 de la loi susvisée du 18 germinal an 10; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Il y a abus dans la lettre pastorale de l'évêque de Langres en date du 19 mars 1883. Ladite lettre est et demeure supprimée.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

12 = 15 JUIN 1883. — Décret qui fixe le traitement du juge de paix de Sospel (Alpes-Maritimes). (XII, B. DCCLXXVI, n. 13,324.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La rectification suivante est apportée au décret du 22 janvier 1883 : Le juge de paix en exercice dans la ville ou commune de Sospel (Alpes-Maritimes), dont la population agglomérée est au-dessus de 3,000 âmes, recevra le traitement de 2,100 francs.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

19 JUIN = 7 JUILLET 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les travaux de réparations à l'église de Saint-Gildas-de-Rhuis. (XII, B. DCCLXXVI, n. 13,325.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, deuxième section, chap. 19 (*Monuments historiques et mégalithiques*), un crédit de 2,900 fr., applicable aux dépenses nécessitées par les travaux de grosses réparations à l'église de Saint-Gildas-de Rhuis.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

22 = 27 JUIN 1883. — Loi, qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire sur l'exercice 1883. (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,337.)

Article unique. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, un crédit supplémentaire de 640,000 fr., qui sera classé au chap. 4 (*Etats-Majors*). Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

28 = 30 JUIN 1883. — Loi concernant les services maritimes postaux : 1° entre le Havre et New-York ; 2° entre la France, les Antilles et le Mexique (1). (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,338.)

Art. 1er. Le ministre des postes et des télégraphes est autorisé à mettre en adjudication, pour une période de quinze années, à compter du 22 juillet 1885, l'exploitation des services postaux de New-York, des Antilles et du Mexique. Toutefois, avant l'adjudication, le ministre des postes et des télégraphes aura la faculté de reporter l'ouverture des nouveaux services au 22 juillet 1886. Dans ce cas, le ministre est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer le service dans des conditions qui ne pourront pas excéder celles du traité actuel. — L'adjudication sera faite en deux lots, savoir : premier lot. — Service du Havre à New-York. — Deuxième lot. — Service des Antilles et du Mexique.

2. Ces services comprendront : 1° une ligne hebdomadaire du Havre à New-York ; 2° trois lignes principales mensuelles sur les Antilles et le Mexique, savoir : ligne de Saint-Nazaire à Colon-Aspinwal ; ligne de Saint-Nazaire à la Vera-Cruz ; ligne du Havre-Bordeaux à Colon-Aspinwal ; 3° une ligne annexe mensuelle de Fort-de-France à Cayenne et facultative de Cayenne à l'embouchure du fleuve des Amazones.

3. Nul ne sera admis à concourir à l'adjudication s'il n'a été préalablement agréé par une commission qui sera instituée à cet effet par décret.

4. Pendant les dix jours qui suivront l'adjudication, il pourra être déposé des offres de rabais sur les prix résultant de l'adjudication de chacun des lots séparément. Ce rabais devra être de 5 0/0 au moins. Il sera procédé à une réadjudication pour chacun des lots séparément, entre le premier adjudicataire et l'auteur ou les auteurs des offres de rabais, pourvu que ces derniers aient, préalablement à leurs offres, pris part à la première adjudication.

5. Les paquebots affectés au service du Havre à New-York devront réaliser la vitesse moyenne annuelle d'au moins quinze nœuds à l'heure en marche ordinaire, et fournir aux essais une vitesse minima de dix-sept nœuds et demi, avec faculté d'user, aux essais, du tirage forcé. Ils devront avoir un tonnage de déplacement de cinq mille tonnes au minimum. Le nombre et la répartition des cloisons étanches devront être tels qu'un compartiment quelconque étant rempli d'eau, le navire continue à flotter en eau calme.

6. Dans le cas où la vitesse moyenne annuelle fixée par l'article précédent serait dépassée, il sera alloué à l'adjudicataire une prime supplémentaire calculée à raison de 12 fr. par tonne de jauge brute et par dixième de nœud d'accélération de vitesse, en sus de la vitesse réglementaire. Dans aucun cas, le montant de la prime supplémentaire ne pourra dépasser 1,200,000 fr. par an.

7. Les paquebots affectés aux services des lignes principales des Antilles et du Mexique devront réaliser, au minimum, une vitesse aux essais de treize nœuds à l'heure et une vitesse moyenne annuelle de onze nœuds cinq dixièmes à l'heure. Dans le cas où la vitesse moyenne annuelle dépasserait douze nœuds, il sera alloué à l'adjudicataire une prime supplémentaire calculée à raison de 500 fr. par traversée et par dixième de nœud d'accélération de vitesse. Dans aucun cas, le montant de la prime totale ne pourra dépasser 400,000 fr. par an.

8. Tout paquebot neuf destiné à être affecté au service des lignes indiquées dans l'art. 1er devra avoir

(1) Présentation à la Chambre des députés, par MM. Cochery, ministre des postes et des télégraphes, et Léon Say, ministre des finances, le 6 mai 1882 (J. O. du 19 mai, nos 784 et 785, p. 1297). Rapport de M. Rouvier, le 1er février 1883 (J. O. du 18 février, n. 1660, p. 215). Rapport supplémentaire de M. Rouvier, le 7 mai (J. O. du 3 juin, n° 1878, p. 718). Discussion, les 10, 12, 17, 19, 21 et 22 mai (J. O des 11, 13, 18, 20, 22 et 23). Adoption, le 22 mai (J. O. du 23).

Présentation au Sénat, le 22 mai (J. O. du 17 juin, n° 195, p. 808). Rapport de M. Cordier, le 16 juin (J. O. du 7 juillet, n. 237, p. 830). Discussion et adoption, le 23 juin (J. O. du 24).

été construit dans des chantiers situés en France.

9. Les autres conditions de l'exploitation seront déterminées par les cahiers des charges.

10. En raison de la subvention accordée par l'Etat, il est interdit aux membres de la Chambre des députés et du Sénat, sous peine de déchéance de leur mandat, de faire partie du conseil d'administration ou de surveillance de la société concessionnaire.

---

28 = 29 JUIN 1883. — Loi relative aux enfants mineurs nés en France d'une femme française mariée avec un étranger (1). (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,339.)

Article unique. Pourront, à l'âge fixé par les lois et règlements, s'engager dans l'armée de terre et de mer, contracter l'engagement volontaire d'un an, se présenter aux écoles du gouvernement, les enfants mineurs, nés en France, d'une femme française mariée avec un étranger, lorsqu'elle recouvre la qualité de Française conformément à l'art. 19 du Code civil. Auront les mêmes droits les mineurs, orphelins de père et de mère, nés en France d'une femme française mariée avec un étranger. Lesdits mineurs pourront, dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, s'engager, concourir pour les écoles et opter pour la nationalité française aux conditions et suivant les formes déterminées par la loi du 14 février 1882.

---

16 = 19 JUIN 1883. — Décret concernant les correspondances à l'adresse ou provenant des militaires ou marins faisant partie du

---

(1) Proposition au Sénat, par M. le vice-amiral Fourichon, le 19 mai 1883 (J. O. du 17 juin, n° 191, p. 807). Rapport de M. Batbie, le 31 mai (J. O. du 26 juin, n° 206, p. 813). Discussion et adoption, le 9 juin (J. O. du 10).

Transmission à la Chambre des députés, le 14 juin (J. O. du 24 octobre, n. 1993, p. 1202). Rapport de M. A. Dubost, le 22 juin (J. O. du 23 juin, et du 30 octobre, n° 2032, p. 1228). Adoption sans discussion, le 23 juin (J. O. du 24).

L'objet et la portée de cette loi sont très clairement indiqués dans le rapport présenté à la Chambre des députés, par M. Antonin Dubost, et qui est ainsi conçu : « Vous avez voté, l'année dernière, une loi, — celle du 14 février 1882, — qui avait pour objet de combler une lacune dans la législation relative à la naturalisation. Cette loi porte que les enfants mineurs du Français qui aura perdu sa qualité dans les cas prévus par l'art. 17 du Code civil, pourront, avant leur majorité, opter, s'engager et se présenter aux écoles du gouvernement, si leur père recouvre sa qualité de Français dans les conditions prévues par l'art. 18.

Depuis la promulgation de cette loi, on a vivement réclamé en faveur d'une situation très analogue à celle qui en fait l'objet : c'est la situation des enfants de la femme française, qui, devenue étrangère par son mariage, recouvre sa nationalité après son veuvage.

Le Code civil favorise ce retour de la femme française, mariée avec un étranger, à sa nationalité d'origine, mais il est muet sur la condition des enfants nés de ce mariage.

Un projet de loi, ayant pour objet de réunir en une seule loi toutes les dispositions relatives à la nationalité française, de les modifier et de les compléter, a été étudié par le conseil d'Etat, sur la demande du Sénat et sera bientôt déposé sur le bureau du Sénat. Or, ce projet contient précisément des propositions formelles réglant la situation que nous venons d'indiquer, mais il ne pourra être voté par le Parlement que dans un délai assez long, et, en attendant, un certain nombre de jeunes gens très dignes d'intérêt et se disposant à concourir pour les écoles du gouvernement, se verraient déçus dans leurs espérances, si le Parlement n'intervenait pas d'urgence pour modifier la législation sur le point particulier qui les concerne.

C'est pourquoi un honorable sénateur, M. l'amiral Fourichon, a saisi le Sénat de la proposition qui vous est actuellement soumise. Il s'agit purement et simplement de faire pour les enfants mineurs, nés en France, d'une femme française, mariée avec un étranger, qui sont orphelins ou dont la mère a recouvré sa qualité de Française, conformément à l'art. 19 du Code civil, ce que vous avez fait déjà par la loi du 14 février 1882, pour les enfants mineurs du Français qui, ayant perdu sa qualité de Français, dans les cas prévus par l'art. 17 du Code civil, l'a recouvrée, conformément à l'art. 18. Le Sénat n'a pas hésité à voter d'urgence cette proposition. Votre commission est d'avis qu'il y a une utilité réelle à suivre le Sénat dans cette voie..... »

La proposition a été adoptée sans discussion par la Chambre.

corps d'occupation en Tunisie. (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,340.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La franchise dont jouissent actuellement les correspondances provenant ou à destination des militaires ou marins faisant partie du corps d'occupation en Tunisie cessera d'être appliquée à dater du 1er juillet prochain.

2. L'exemption du droit de 1 0/0 sur les mandats adressés aux militaires ou marins désignés en l'article précédent cessera également d'être appliquée à partir de la même date.

3. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

16 = 19 JUIN 1883. — Décret concernant les correspondances à l'adresse ou provenant des militaires ou marins faisant partie du corps expéditionnaire du Tonkin. (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,341.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les lettres simples, c'est-à-dire ne pesant pas plus de 15 gr., provenant des militaires ou marins faisant partie du corps expéditionnaire du Tonkin ou adressées à ceux-ci, sont admises à la poste en franchise.

2. Les mandats dont le montant ne dépasse pas 50 fr., adressés aux militaires ou marins désignés en l'article précédent, sont exempts du droit de 1 0/0.

3. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, etc.

---

18 = 19 JUIN 1883. — Décret qui étend à la Tunisie le service du recouvrement des effets de commerce payables sans frais. (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,342.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le service du recouvrement des effets de commerce payables sans frais est étendu à la Tunisie, à partir du 1er août 1883.

2. Un arrêté ministériel déterminera les conditions spéciales dans lesquelles ce service s'effectuera.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

23 = 25 JUIN 1883. — Décret concernant les cartes postales échangées entre la France, l'Algérie, le Danemark, l'Islande, les Antilles Danoises et la république de Costa-Rica. (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,343.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Des cartes postales avec réponse payée du prix de 20 c. pourront être expédiées, à partir du 1er juillet 1883, de France et d'Algérie à destination du Danemark (y compris l'Islande), des Antilles danoises et de la république de Costa-Rica.

2. Les cartes postales avec réponse payée à destination du Danemark, des Antilles danoises et de Costa-Rica et la partie *réponse* des cartes similaires provenant des mêmes pays pourront être soumises à la formalité de la recommandation moyennant paiement d'un droit fixe de 25 c., auquel cas elles pourront en outre donner lieu à l'émission d'un avis de réception du prix de 10 c.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

26 JUIN = 27 JUILLET 1883. — Décret portant extension du polygone exceptionnel créé dans la 1re et la 2e zone des servitudes de la place de Grenoble. (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,344.)

---

27 JUIN = 2 JUILLET 1883. — Décret relatif à la conversion en rentes 4 1/2 0/0 des rentes 5 0/0 inscrites au grand-livre de la dette publique. (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,345.)

Le Président de la République, vu l'art. 11 de la loi du 27 avril 1883; vu les décrets des 16 décembre 1876 et 12 mars 1877, et l'arrêté du même jour déterminant les attributions de l'agent comptable des reconversions et renouvellements; sur le rapport du ministre des finances, décrète :

Art. 1er. Le livre des rentes 5 0/0 sera fermé le 1er août 1883. Il sera procédé, à partir du 2 août, à l'ouverture d'un nouveau livre où les anciennes rentes 5 0/0 nominatives dont le remboursement n'a pas été

demandé seront transcrites d'office, à raison de 4 fr. 50 c. par chaque 5 fr. de rente, et avec jouissance du 16 août prochain. Les rentes du fonds 4 1/2 0/0 nouveau résultant des mutations et des transferts journaliers seront également inscrites sur ce livre.

2. Les extraits d'inscriptions des nouvelles rentes 4 1/2 0/0 nominatives seront établis par l'agent comptable du grand-livre. Ils seront vérifiés par l'agent comptable des reconversions et renouvellements et visés au contrôle au vu d'états sommaires arrêtés par le directeur de la dette inscrite.

3. Ces nouveaux titres nominatifs seront remis en échange des anciens, par les soins des comptables sur la caisse desquels les arrérages en sont ordonnancés. Aucune justification ne sera exigée des intéressés pour cet échange, alors même que les inscriptions 5 0/0 à échanger auraient plus de dix années de date. Néanmoins, la nouvelle inscription du fonds 4 1/2 0/0 sera revêtue de la mention à régulariser lorsque, par suite d'un décès ou d'un changement de qualité signalé au trésor, la rente sera devenue susceptible de mutation.

4. Les livres auxiliaires tenus dans les départements pour le fonds 5 0/0 seront clos le 1er août. Ils seront arrêtés définitivement par le préfet, aussitôt que les avis de crédit et de débit antérieurs à cette date seront parvenus aux comptables.

5. La conversion en inscriptions nominatives directes 4 1/2 0/0 des inscriptions départementales 5 0/0 aura lieu d'office par les soins de l'agent comptable du grand-livre. Elle sera opérée au vu d'états détaillés des inscriptions existantes dressés par les trésoriers généraux et visés par les préfets. Les extraits des nouvelles inscriptions seront vérifiés par l'agent comptable des reconversions et renouvellements et visés au contrôle au vu d'états sommaires arrêtés par le directeur de la dette inscrite.

6. Les inscriptions mixtes et au porteur du nouveau fonds 4 1/2 0/0 seront expédiées sur la demande des intéressés, après dépôts des titres 5 0/0 à échanger. Les certificats de réexpédition de ces titres seront établis par l'agent comptable des reconversions et renouvellements.

7. Le dépôt des inscriptions de rentes 5 0/0 mixtes ou au porteur sera reçu : à Paris, par l'agent comptable des reconversions et renouvellements; dans les départements, par les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers; en Algérie, par les trésoriers-payeurs et les payeurs particuliers; aux colonies, par les trésoriers-payeurs et les trésoriers particuliers.

8. Le dépôt des inscriptions mixtes et au porteur donnera lieu à la délivrance de récépissés à talons visés au contrôle, conformément aux dispositions de la loi du 24 avril 1833.

9. Les rentes mixtes et au porteur du nouveau fonds 4 1/2 0/0 seront émises dans les coupures ci-après : 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 20, 30, 45, 50, 90, 100, 200, 300, 500, 900, 1,000, 2,250, 4,500 fr.

10. Les fractions non inscriptibles détachées des rentes converties seront représentées par des promesses au porteur délivrées avec jouissance du 16 août 1883. Aucun paiement d'arrérages ne peut être fait sur les promesses d'inscription. Tout porteur de ces valeurs qui en produira pour une somme de 2 fr. au moins obtiendra un titre définitif dans la forme nominative, mixte ou au porteur. Toutefois, une somme de 1 fr. en promesses d'inscription pourra être convertie en une inscription définitive si le porteur en demande la réunion à une inscription déjà existante du nouveau fonds 4 1/2 0/0.

11. Les dates à partir desquelles auront lieu l'échange des titres nominatifs et le dépôt des titres mixtes et au porteur seront portées à la connaissance du public par les moyens ordinaires de publicité.

3. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

28 = 29 JUIN 1883. — Décret qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Narbonne, à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,346.)

30 JUIN = 8 JUILLET 1883. — Décret qui autorise la colonie de la Nouvelle-Calédonie à contracter un emprunt. (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,347.)

---

30 JUIN = 4 JUILLET. — Décret concernant l'exercice de la pêche du corail sur les côtes de l'Algérie. (XII, B. DCCLXXVII, n. 13,348.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'application des dispositions du décret du 19 décembre 1876, susvisé, est suspendue jusqu'au 1er juillet 1884.

2. Le ministre de la marine et des colonies et le gouverneur général civil de l'Algérie sont chargés, etc.

---

13 JUIN = 18 JUILLET 1883. — Décret qui dissout le conseil d'administration de la maison de retraite pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Pamiers. (XII, B. S. MCCCCLXXII, n. 19,283.)

---

13 JUIN = 18 JUILLET 1883. — Décret qui dissout le conseil d'administration de la caisse de secours et de la maison de retraite pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse d'Angers. (XII, B. S. MCCCCLXXII, n. 19,284.)

---

13 JUIN = 18 JUILLET 1883. — Décret qui dissout le conseil d'administration de la maison de retraite pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Tarbes. (XII, B. S. MCCCCLXXII, n. 19,285.)

---

21 = 24 MAI 1883. — Loi qui approuve la convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et l'Inde britannique. (XII, B. DCCLXXVIII, n. 13,355.)

Art. 1er. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention pour l'échange des mandats de poste conclue, le 8 mars 1883, entre la France et l'Inde britannique, et dont une copie authentique demeure annexée à la présente loi.

2. Le droit à percevoir en France et en Algérie et dans tous les bureaux de poste français pour les envois de fonds, au moyen de mandats de poste à destination de l'Inde britannique, est fixé à dix centimes par 10 fr. Toute fraction de 10 fr. sera également passible d'un droit de dix centimes.

---

13 = 14 JUIN 1883. — Décret portant promulgation de la convention relative à l'échange des mandats de poste conclue, le 8 mars 1883, entre la France et l'Inde britannique. (XII, B. DCCLXXVIII, n. 13,356.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant adopté la convention relative à l'échange des mandats de poste signée, le 8 mars 1883, entre la France et l'Inde britannique, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Londres, le 12 juin 1883, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Président de la République française et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes, animés du désir de faciliter les envois d'argent entre la France et l'Inde britannique à l'aide de mandats postaux, ont résolu de signer dans ce but une convention, et à cet effet ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : le Président de la République française, M. Charles Tissot, ambassadeur de France près Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes, grand officier de la Légion d'honneur, membre de l'Institut, etc., etc., et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Granville (George), comte Granville, lord Leveson, pair du Royaume-Uni, chevalier du très noble ordre de la Jarretière, conseiller de Sa Majesté en son conseil privé, lord gardien des Cinq Ports et connétable du château de Douvres, chancelier de l'université de Londres, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangères, etc., etc., lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1er. Des envois de fonds pourront être faits au moyen de mandats de poste, tant de la France et de l'Algérie pour l'Inde britannique, que de l'Inde britannique pour la France et l'Algérie. Aucun mandat ne pourra excéder la somme de 500 fr. ou de 20 liv. st. Toutefois, les deux administrations pourront ultérieurement modifier ce maximum, si, d'un commun accord, elles en reconnaissent la nécessité.

2. Il sera perçu pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent une taxe qui sera déterminée par l'administration du pays d'origine, et qui sera à la charge de l'expéditeur des fonds. Cette taxe ne devra pas, toutefois, dépasser en moyenne 1 0/0 des sommes rondes qui formeront les degrés de l'échelle de perception.

3. L'administration du pays d'origine tiendra compte à l'administration du pays de destination d'un droit fixé à 1/2 0/0 du montant total des mandats tirés par la première sur la seconde.

4. Le montant des mandats sera versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en monnaie d'or ou en quelque autre monnaie légale de même valeur courante. Toutefois, au cas où dans l'un des deux pays circulerait un papier-monnaie ayant cours légal, mais d'une valeur inférieure à celle de l'or, l'administration de ce pays aurait la faculté de le recevoir et de l'employer elle-même dans ses rapports avec le public, sous réserve de tenir compte de la différence du cours.

5. Chacune des deux administrations déterminera à son gré les bases de la conversion de sa propre monnaie en monnaie anglaise sterling.

6. Les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou indiens, en exécution de la présente convention, et les acquits donnés sur ces mandats, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe résultant de l'art. 2 ci-dessus. Toutefois, une seconde commission ne dépassant pas 1 0/0 pourra être perçue sur le destinataire pour les duplicata de mandats perdus, pour renouvellement de mandats périmés. ou pour tout autre service spécial rendu à la requête des destinataires.

7. Les deux administrations dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, les comptes des sommes qu'elles auront à se rembourser réciproquement, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, et dans le délai dont les deux administrations conviendront. En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai jusqu'au jour de l'envoi de la somme due. Ces intérêts seront calculés à raison de 5 0/0 l'an et seront portés au débit de l'administration retardataire sur le compte suivant.

8. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations en échange des mandats dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit, dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'origine, seront définitivement acquises à l'administration de ce pays.

9. Les deux administrations désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux autorisés à délivrer et à payer les mandats qui seront émis en vertu de la présente convention. Elles régleront, d'un commun accord, la forme et le mode de transmission des mandats susmentionnés, la forme des comptes désignés dans l'art. 7, et toutes autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention. Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécessité.

10. Chacune des deux administrations pourra, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, à condition d'en donner immédiatement avis, au be-

soin par le télégraphe, à l'autre administration.

11. La présente convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux administrations conviendront, et elle demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. Pendant cette dernière année, la convention continuera d'avoir sa pleine et entière exécution, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes, après l'expiration dudit terme.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets. Fait en double original, à Londres, le 8 mars 1883. *Signé* CH. TISSOT. *Signé* GRANVILLE.

2. Le ministre des affaires étrangères et le ministre des postes et des télégraphes sont chargés, etc.

---

21 MAI = 1er AOUT 1883. — Décret qui autorise le gouverneur général de l'Algérie à disposer directement, par délégation du ministre des travaux publics, des crédits inscrits au budget pour l'entretien des ports maritimes et des phares et balisés. (XII, B. DCCLXXVIII, n. 13,357.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le gouverneur général de l'Algérie est autorisé, à partir de l'exercice 1883, à disposer directement, par délégation du ministre des travaux publics, des crédits inscrits au budget pour les travaux d'entretien et de réparations ordinaires des ports maritimes et des phares et balises.

2. Les projets relatifs aux travaux de toute nature concernant les ports maritimes, ainsi que les phares et balises de l'Algérie, continueront à être approuvés par le ministre des travaux publics.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

3 MAI = 1er AOUT 1883. — Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi pour la construction de diverses lignes. (XII, B. DCCLXXVIII, n. 13,358.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, chapitre 8 (*Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de 4,856,250 fr., applicable, dans la proportion suivante, à la construction des lignes de chemins de fer ci-après désignées, savoir : Oloron à Pau, 250,000 fr.; Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues, 2.000.000 de fr.; Condom à Riscle, 650,000 fr.; Montauban à Saint-Sulpice, 231,250 fr.; Saint-Sulpice à Castres, 268,750 fr.; Puyoô à Saint-Palais, 231,250 fr.; Tarascon à Aix-les-Bains, 306,250 fr.; Marmande à Casteljaloux, 337,500 fr.; Cette à Montbazin, 118,750 fr.; Moux à Cannes, 200,000 fr.; Narbonne à Bize, 137,500 fr.; Mont-de-Marsan à Roquefort, 125,000 fr.; total égal, 4,856,250 fr.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la compagnie des chemins de fer du Midi.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

25 MAI = 1er AOUT 1883. — Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour la construction des lignes de Vichy à Thiers, de Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse. (XII, B. DCCLXXVIII, n. 13,359.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, chap. 8 (*Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de 1,750,000 fr., applica-

ble, dans la proportion suivante, à la construction des chemins de fer de Vichy à Thiers, Thiers à Ambert et Annecy à Annemasse, savoir : ligne de Vichy à Thiers, 250,000 fr.; ligne de Thiers à Ambert, 625,000 fr.; ligne d'Annecy à Annemasse, 875,000 fr.; total, 1,750,000 fr.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

30 MAI = 1er JUIN 1883. — Décret qui annule divers crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881. (XII, B. DCCLXXVIII, n. 13,360.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1871, est et demeure annulée une somme de 12,630,467 fr. 98 c., répartie par chapitres de la manière suivante (*Suit le détail*).

2. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

16 JUIN = 1er AOUT 1883. — Décret qui désigne un membre de droit du conseil supérieur des prisons. (XII, B. DCCLXXVIII, n. 13,361.)

Le Président de la République, vu l'art. 9 de la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons départementales ; vu les décrets des 26 janvier 1882 et 31 mars 1883 ; sur le rapport du ministre de l'intérieur, décrète :

Art. 1er. Le plus ancien des inspecteurs-généraux des services administratifs du ministère de l'intérieur, section des établissements pénitentiaires, est désigné comme membre de droit pour faire partie du conseil supérieur des prisons, en remplacement du président du comité des inspecteurs généraux des prisons, dont le titre est supprimé.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé, etc.

---

20 = 22 JUIN 1883. — Décret qui complète et modifie la nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes. (XII, B. DCCLXXVIII, n. 13,362.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre du commerce ; vu le décret du 15 octobre 1810, l'ordonnance royale du 14 janvier 1815 et le décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative ; vu les lois des 21 avril 1810 et 9 mai 1866 ; vu les décrets des 31 décembre 1866, 31 janvier 1872, 7 mai 1878, 22 avril 1879 et 26 février 1881 ; vu les avis du comité consultatif des arts et manufactures ; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. La nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 31 décembre 1866, 31 janvier 1872, 7 mai 1878, 22 avril 1879 et 26 février 1881 est complétée et modifiée conformément aux tableaux A et B annexés au présent décret.

2. Le ministre du commerce est chargé, etc.

TABLEAU A.

Addition aux nomenclatures annexées aux décrets des 31 *décembre* 1866, 31 *janvier* 1872, 7 *mai* 1878, 22 *avril* 1879 *et* 26 *février* 1881.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSE.
Amidon grillé (Fabrication de l')	Odeur	3e.
Bains et boues provenant du décrochage des métaux (Traitement des) :		
1° Si les vapeurs ne sont pas condensées. . .	Vapeurs nuisibles	1re.
2° Si les vapeurs sont condensées.	Vapeurs accidentelles	2e.
Baryte caustique, par décomposition du nitrate (Fabrication de la) :		
1° Si les vapeurs ne sont ni condensées ni détruites.	Vapeurs nuisibles	1re.
2° Si les vapeurs sont condensées ou détruites	Vapeurs accidentelles	2e.
Calorigène (Dépôts de) et mélanges de ce genre.	Danger d'incendie	2e.
Celluloïde et produits nitrés analogues, bruts ou travaillés. (Dépôts et magasins de vente en gros).	Danger d'incendie	3e.
Choucroute (Ateliers de fabrication de la). . . .	Odeur.	3e.
Cornes et sabots (Aplatissement des) :		
1° Avec macération.	Odeur et altération des eaux.	2e.
2° Sans macération	Odeur.	3e.
Eaux oxygénées (Fabrique d'). (Voir *Baryte caustique.*)		
Glycérine (Distillation de la)	Odeur.	3e.
Glycérine (Extraction de la) des eaux de savonnerie ou de stéarinerie	Odeur.	2e.
Marcs ou charrées de soude (Exploitation des) en vue d'en extraire le soufre, soit libre, soit combiné.	Odeur. Emanations nuisibles.	1re.
Nitrates métalliques obtenus par l'action directe des acides (Fabrication des) :		
1° Si les vapeurs ne sont pas condensées . . .	Vapeurs nuisibles	1re.
2° Si les vapeurs sont condensées.	Vapeurs accidentelles. . . .	2e.
Platine (Fabriques de)	Emanations nuisibles.	2e.
Soufre (Lustrage au) des imitations de chapeaux de paille.	Poussières nuisibles.	3e.

TABLEAU B.

Article à supprimer dans la nomenclature annexée au décret du 31 *décembre* 1866.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSE.
Nitrate de fer (Fabrication du) :		
1° Lorsque les valeurs nuisibles ne sont pas absorbées ou condensées.	Vapeurs nuisibles	1re.
2° Dans le cas contraire	Vapeurs accidentelles	2e.

26 JUIN = 1er AOUT 1883. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses des chambres et bourse de commerce de l'Algérie. (XII, B. DCCLXXVIII, n. 13,363.)

---

29 JUIN = 1er AOUT 1883. — Décrets qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les communes de Poilhes et d'Hérépian (Hérault). (XII, B. DCCLXXVIII, n. 13,364, 13,365.)

---

29 JUIN = 1er AOUT 1883. — Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département des Alpes-Maritimes, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCLXXVIII, n. 13,366.)

---

14 MAI = 1er AOUT 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la fondation à Irigny (Rhône) d'une providence pour les enfants et d'un hospice pour les vieillards de la commune. (XII, B. S. MCCCCLXXVII, n. 19,369.)

---

12 JUIN = 1er AOUT 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'asile *Emilie* fondé dans la commune d'Arvert (Charente-Inférieure). (XII, B. S. MCCCCLXXVII, n. 19,370.)

---

13 = 14 JUIN 1883. — Décret qui approuve une modification aux statuts de la compagnie d'assurances sur la vie *l'Ouest*. (XII, B. S. MCCCCLXXVII, n. 19,371.)

---

19 = 22 JUIN 1883. — Décret qui autorise la société des hauts fourneaux de Maubeuge à se transformer en société anonyme dans les termes de la loi du 24 juillet 1867. (XII, B. S. MCCCCLXXVII, n. 19,372.)

---

26 = 30 JUIN 1883. — Décrets qui approuvent les nouveaux statuts des caisses d'épargne de la Réole, de Laval, de la Flèche et de Poissy. (XII, B. S. MCCCCLXXVII, n. 19,373 à 19,376.)

---

25 JUIN = 11 AOUT 1883. — Décret qui approuve des modifications aux statuts de la société de secours mutuels dite des Vrais Amis de la boucherie de Paris. (XII, B. S. MCCCCLXXX, n. 19,442.)

---

4 = 6 JUILLET 1883. — Loi portant cession par l'Etat à la ville de Brest d'une partie des terrains et des bâtiments de la caserne du Petit-Couvent et abandon de la jouissance du corps de garde de la rue d'Aiguillon. (XII, B. DCCLXXX, n. 13,374.)

---

6 = 7 JUILLET 1883. — Loi qui autorise la caisse des dépôts et consignations à faire des avances à certaines caisses d'épargne (1). (XII, B. DCCLXXX, n. 13,375.)

Art. 1er. La caisse des dépôts et consignations est autorisée à faire provisoirement, et sous la garantie du trésor public, l'avance des sommes nécessaires pour permettre la réouverture des caisses d'épargne dont les opérations seraient suspendues. Elle pourra exercer toute action en répétition et en responsabilité contre qui de droit.

2. L'administration des caisses d'épargne dont les opérations seraient suspendues pourra être confiée provisoirement, soit aux agents de la caisse d'épargne postale, soit à des agents spéciaux désignés par le ministre des finances et par le ministre du commerce.

---

10 = 11 JUILLET 1883. — Loi qui annule sur l'exercice 1882 un crédit de 2,100,000 francs et ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit de pareille somme sur l'exercice 1883. (XII, B. DCCLXXX, n. 13,376.)

Art. 1er. Sur les crédits ouverts au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882, une somme de 2,100,000 fr. est et demeure définitivement annulée à la première section (*Service de l'instruction publique*), chap. 34 (*Instruction primaire, traitements, maisons d'école, encouragements, gratuité, enseignement primaire supérieur*).

---

(1) Présentation à la Chambre des députés, par M. Tirard, ministre des finances, le 14 juin 1883 (J. O. du 15 juin, et du 27 octobre, n° 1992, p. 1202). Rapport de M. Rouvier, le 18 juin (J. O. du 19 juin, et du 27 octobre, n° 2011, p. 1212). Discussion et adoption, le 18 juin (J. O. du 19).

Présentation au Sénat, le 19 juin (J. O. du 10 juillet, n° 242, p. 839). Rapport de M. Denormandie, le 21 juin (J. O. du 10 juillet, n° 258, p. 833). Adoption sans discussion, le 26 juin (J. O. du 27).

2. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 2,100,000 fr., qui sera placé à la première section (*Service de l'instruction publique*), chap. 33 (*Ecoles normales primaires*). Il sera pourvu à ce crédit supplémentaire au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

17 = 19 JUILLET 1883. — Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour le dérasement des fortifications déclassées de Calais. (XII, B. DCCLXXX, n. 13,377.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des finances sur l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, un crédit extraordinaire de 625,000 fr. Ce crédit sera inscrit à la troisième partie (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des revenus publics*) et formera un chap. 68 *bis*, intitulé : *Dérasement des fortifications déclassées de Calais*.

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

1er = 4 AOUT 1883. — Loi qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire sur l'exercice 1883. (XII, B. DCCLXXX, n. 13,378.)

Article unique. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 52,342 fr., qui sera réparti par chapitres, ainsi qu'il suit :

TROISIÈME PARTIE. (*Frais de régie.*) — Chap. 6. Personnel (Départements), 45,985 fr.; chap. 7. Matériel (Départements), 6,357 fr. Total, 52,342 fr. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

4 = 7 AOUT 1883. — Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit pour la continuation du chemin de fer et des forts du Sénégal. (XII, B. DCCLXXX, n. 13,379.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1883, un crédit de 4,677,000 fr. pour la continuation de la ligne de Kayes à Bafoulabé et des forts de protection à établir jusqu'au Niger. Ce crédit sera classé au chap. 6 (*Chemin de fer et forts du Sénégal*).

2. Le ministre de la marine et des colonies est autorisé à traiter pour la concession de l'achèvement et de l'exploitation de la ligne de Kayes-Bafoulabé. La convention et le cahier des charges seront soumis à l'approbation des Chambres.

3. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'art. 1er ci-dessus au moyen de l'attribution, au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, d'un prélèvement de 4,677,000 fr. sur l'excédent de recette du budget ordinaire de l'exercice 1881.

4. Le ministre de la marine et des colonies rendra compte, avant le 31 décembre 1883 en ce qui concerne les exercices 1881 et 1882, et avant le 31 décembre 1884 en ce qui concerne l'exercice courant, des opérations auxquelles donnera lieu le service des travaux du haut Sénégal, au moyen d'un rapport qui sera adressé au Président de la République et publié au *Journal officiel*. Les opérations concernant les forts, celles relatives à l'établissement de la voie ferrée, et enfin celles qui se rapportent à d'autres services, seront présentées sous trois titres distincts.

---

13 JUILLET = 14 AOUT 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1879, 1880 et 1881 (Service des cultes). (XII, B. DCCLXXX, n. 13,380.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes (service des cultes), en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1879, 1880 et 1881, les crédits suivants : exercice 1879, 152 fr. 77 c.;

exercice 1880, 367 fr. 78 c.; exercice 1881, 7,709 fr. 42 c. Ensemble, 8,229 fr. 97 c., égal aux nouvelles créances liquidées à la charge de ces exercices, suivant le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de ces créances, lorsqu'il sera réclamé, sera ordonnancé par imputation sur l'exercice courant.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

20 = 21 JUILLET 1883. — Décret qui fixe la date des élections pour le renouvellement partiel des conseils généraux et des conseils d'arrondissement dans les départements autres que celui de la Seine. (XII, B. DCCLXXX, n. 13,381.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les élections pour le renouvellement de la deuxième série sortante des conseils généraux et des conseils d'arrondissement auront lieu, dans les départements autres que celui de la Seine, le dimanche 12 août 1883. Les électeurs des cantons dans lesquels il y aurait lieu de procéder au remplacement de conseillers généraux ou de conseillers d'arrondissement qui n'appartiennent pas à la série sortante seront convoqués pour le même jour.

2. L'élection sera faite sur la liste des électeurs municipaux close le 31 mars 1883. Les maires des communes où, conformément à l'art. 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Conformément aux lois des 10 août 1871 et 30 juillet 1874, le scrutin ne durera qu'un seul jour. Il sera ouvert à sept heures du matin et clos à six heures du soir. Le dépouillement suivra immédiatement la clôture du scrutin.

4. Aussitôt après le dépouillement, les procès-verbaux de chaque commune seront portés au chef-lieu de canton par deux membres du bureau. Le recensement général des votes sera fait par le bureau du chef-lieu et le résultat proclamé par son président.

5. Le second tour de scrutin, dans les cantons où il devra y être procédé, aura lieu le dimanche 19 août 1883.

6. Le ministre de l'intérieur est chargé, etc.

---

21 = 22 JUILLET 1883. — Décret qui interdit l'importation en France des drilles et chiffons par la frontière d'Italie. (XII, B. DCCLXXX, n. 13,382.)

---

3 = 14 AOUT 1883. — Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la construction d'une caserne de douanes à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure). (XII, B. DCCLXXX, n. 13,383.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1883, au delà du crédit de 566,261 fr. 01 c. ouvert par la loi du 29 décembre 1882 et par le décret du 8 février 1883, sur le chap. 72 (*Matériel des douanes*), troisième partie du budget (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*), un crédit de 360,000 fr. applicable à la construction d'une caserne de douanes à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources résultant des versements effectués pendant le mois de mars 1883 par les receveurs principaux des douanes à Alger, la Rochelle, Montpellier et Valenciennes.

3. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

9 = 14 AOUT 1883. — Décret concernant les magistrats mis à la disposition du gouvernement égyptien. (XII, B. DCCLXXX, n. 13,384.)

Le Président de la République, sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances; vu la loi du 17 décembre 1875 sur la réforme judiciaire en Egypte; vu la loi du 9 juin

1853; vu le décret du 9 novembre 1853, décrète :

Art. 1er. M. Viollaud, mis à la disposition du gouvernement égyptien et remplissant les fonctions de conseiller à la cour d'appel d'Alexandrie, est rattaché à la magistrature française. Sa situation est assimilée à celle d'un conseiller d'une cour d'appel de France.

2. M. Vacher, mis à la disposition du gouvernement égyptien et remplissant les fonctions d'avocat général à la cour d'appel d'Alexandrie, est rattaché à la magistrature française. Sa situation est assimilée à celle d'un avocat général d'une cour d'appel de France.

3. M. Herbout, mis à la disposition du gouvernement égyptien et remplissant les fonctions de juge au tribunal de première instance du Caire, est rattaché à la magistrature française. Sa situation est assimilée à celle d'un conseiller d'une cour d'appel de France.

4. M. Bellet, mis à la disposition du gouvernement égyptien et remplissant les fonctions de juge au tribunal de première instance d'Alexandrie, est rattaché à la magistrature française. Sa situation est assimilée à celle d'un conseiller d'une cour d'appel de France.

5. La partie des allocations reçues par ces magistrats qui constitue leur traitement effectif, indépendamment des indemnités pour frais de représentation et de voyage, est fixée ainsi qu'il suit : M. Vacher, 8,000 fr.; MM. Viollaud, Herbout et Bellet, 7,000 fr.

6. Pour conserver des droits éventuels à une pension de retraite, les magistrats ci-dessus désignés sont désormais autorisés à verser chaque année au trésor français une somme égale au chiffre des retenues qui seraient opérées en France sur le montant de leur traitement effectif calculé d'après l'article précédent. La pension sera liquidée sur les bases et dans les conditions réglées par la loi du 9 juin 1853, en tenant compte aux intéressés de leurs services en France.

7. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

31 DÉCEMBRE 1882 = 1er JANVIER 1883. — Décret qui crée des tribunaux de première instance à Batna, à Guelma et à Sidi-bel-Abbès. (XII, B. DCCLXXXI, n. 13,392.)

Le Président de la République, sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice; vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 portant organisation de la justice en Algérie; vu le décret du 10 août 1875 sur la réorganisation de la justice en Algérie; vu la loi de finances du 29 décembre 1882; le conseil d'État entendu, décrète :

Art. 1er. Des tribunaux de première instance sont créés à Batna et à Guelma (département de Constantine) et à Sidi-bel-Abbès (département d'Oran). Chacun de ces tribunaux sera composé d'un président, de quatre juges, dont un chargé de l'instruction, d'un assesseur musulman, d'un procureur de la République, d'un substitut, d'un greffier, d'un commis greffier, d'un interprète et d'un secrétaire de parquet.

2. Le ressort du tribunal de Batna comprend les cantons judiciaires de Batna, de Khenchela et de Biskra. Le ressort du tribunal de Guelma comprend les cantons judiciaires de Guelma, de Souk-Ahras, d'Aïn-Beïda, de Tébessa et de l'Oued-Zenati. Le ressort du tribunal de Sidi-bel-Abbès comprend le canton judiciaire de Sidi-bel-Abbès, ainsi qu'il est déterminé par décret de ce jour, et ceux, créés par le même décret, de Bou-Khanéfis et de Mercier-Lacombe.

3. La circonscription de ces trois tribunaux est d'ailleurs délimitée conformément au tableau et au plan annexés au présent décret.

4. L'arrondissement judiciaire de Batna ressortit à la cour d'assises de Constantine, celui de Guelma à la cour d'assises de Bône, et de celui de Sidi-bel-Abbès à la cour d'assises d'Oran.

5. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé, etc.

---

7 = 8 JANVIER 1883. — Décret qui crée vingt-deux nouvelles justices de paix en Algérie. (XII, B. DCCLXXXI, n. 13,393.)

Le Président de la République, sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice; vu l'ordonnance du 26 septembre 1842, portant organisation de la justice en Algérie; vu le décret du 19 août 1854, relatif à la compétence des juges de paix; vu les décrets des 29 août et 10 octobre 1874, organisant la justice en Kabylie; vu le décret du 10 août 1875, sur la réorganisation de la justice en Algérie; vu la loi de finances du 22 décembre 1878, rendant applicable à l'Algérie la loi du 21 juin 1845 sur le traitement des juges de paix résidant aux chefs-lieux de tribunaux; vu les décrets des 25 mars et 13 décembre 1879, relatifs à la justice en Kabylie; vu le décret du 27 mai 1882, sur le classement personnel des juges de paix de l'Algérie; vu la loi de finances du 29 décembre 1882; le conseil de gouvernement de l'Algérie et le conseil d'Etat entendus, décrète :

Art. 1er. A partir de l'installation des trois nouveaux tribunaux de Batna, de Guelma et de Sidi-bel-Abbès, créés par décret du 31 décembre 1882 : 1° la compétence étendue attribuée aux juges de paix de ces trois villes, dans les termes du décret du 19 août 1854, sera remplacée par la compétence restreinte attribuée aux juges de paix des chefs-lieux de tribunaux de première instance; 2° le traitement de ces trois juges de paix sera de 3,000 fr. par an; 3° les emplois de suppléants rétribués desdites justices de paix seront supprimés; tous droits réservés pour les titulaires actuels.

2. Il est créé en Algérie vingt-deux nouvelles justices de paix, savoir : quatre dans le département d'Alger, siégeant : 1° à Aïn-Bessem et à Tablat (arrondissement d'Alger); 2° à Bou-Medfa (arrondissement de Blida); 3° à l'Oued-Fodda (arrondissement d'Orléansville); neuf dans le département de Constantine, siégeant : 1° à Duvivier et à Morris (arrondissement de Bône); 2° à Maouklan, sous le nom de Guergour, et à El-K'Seur (arrondissement de Bougie); 3° à Châteaudun-du-Rhumel, à Condé-Smendou et à Fedj-M'Zala (arrondissement de Constantine); 4° à Mansoura et à K'Sar-Et-Thir (arrondissement de Sétif); et neuf dans le département d'Oran, siégeant : 1° à Palikao et à Frenda (arrondissement de Mascara); 2° à Ammi-Moussa (arrondissement de Mostaganem); 3° à Aïn-el-Arbâ et à Lourmel (arrondissement d'Oran); 4° à Bou-Khanéfis et à Mercier-Lacombe (arrondissement nouveau de Sidi-bel-Abbès); 5° à Remchi et à Sebdou (arrondissement de Tlemcen).

3. La circonscription de ces justices de paix est délimitée, conformément au tableau et au plan annexés au décret du 31 décembre 1882.

4. Les douars Bou-Hattab et Bethaïa, qui dépendaient du canton judiciaire de Duperré (arrondissement d'Orléansville), sont rattachés à celui d'Orléansville. Les douars Oulad-Cheikh, Khobbaza et Harouat, qui dépendaient du canton judiciaire de Miliana (arrondissement de Blida), sont rattachés à celui de Teniet-el-Hâad (arrondissement d'Orléansville). La tribu des Aziz, appartenant à ce dernier canton judiciaire, est rattachée à celui de Boghari (arrondissement de Blida). La section de d'Aïn-el-Abid, appartenant au canton judiciaire de l'Oued-Zenati (nouvel arrondissement de Guelma), est rattachée à celui du Kroubs (même arrondissement). La tribu des Beni-Ouazzan, appartenant au canton judiciaire de Lamoricière (arrondissement de Tlemcen), est rattachée à celui de Tlemcen. La tribu des Beni-Khaled, appartenant au canton judiciaire de Tlemcen (arrondissement de ce nom), est rattachée à celui de Nemours (même arrondissement). Le territoire de la commune de Thiers et les tribus des Harchaoua, des Ouled-el-Aziz et des Beni-Maned, appartenant au canton judiciaire de Dra-el-Mizan (arrondissement de Tizi-Ouzou), sont rattachés à celui de Ménerville (arrondissement d'Alger).

5. La compétence étendue, telle qu'elle est déterminée par le décret du 19 août 1854, est attribuée aux juges de paix des 22 cantons créés.

6. En outre, les attributions conférées aux juges de paix de Kabylie par les décrets du 29 août 1874 et du 13 décembre 1879, pour le jugement des contestations entre indigènes ou musulmans étrangers, seront exercées par les juges de paix de Guergour et d'El-K'Seur. Les dispositions des art. 3, 4, 5, 6 et 7 du décret du 25 mars 1879 seront applicables : 1° à la justice de paix d'Aïn-Bessem, mais seulement en ce qui concerne les douars de Sidi-Zouïka, de Sidi-Khalifa, d'Aïn-Tiziret et de l'Ouad-el-Berdi, détachés du canton judiciaire de Bouïra; 2° à la justice de paix de Mansoura, mais seulement pour les tribus de Taffreg, Colla, Bounda, Djaffra, El-Maïn et Djanith (des Beni-Yadel), et les tribus de Mansoura, Oulad-M'hamel et Djebaïla.

7. Le § 1er de l'art. 4 du décret du 27 mai 1882 est modifié ainsi qu'il suit : il y aura au maximum : 6 juges de paix de première classe, au traitement de 4,000 fr.; 14 juges de paix de deuxième classe, au traitement de 3,500 fr.; 32 juges de paix de troisième classe, au traitement de 3,000 fr.

8. Dans celles des vingt-deux justices de paix créées où le produit des offices, joint au traitement fixe, n'assurerait pas aux greffiers et aux interprètes judiciaires 2,400 fr. de revenu, une somme annuelle qui ne dépassera pas 800 fr. pour chacun des greffiers et 300 fr. pour chacun des interprète, pourra être allouée aux titulaires à titre complémentaire et transitoire, sur états présentés par eux et dûment contrôlés, constatant que le total des émoluments fixes et éventuels n'atteint pas le chiffre de 2,400 fr. Quant aux offices d'huissier, il n'en sera créé que là où ces offices seraient suffisamment rémunérateurs ; dans le cas contraire, on appliquerait les dispositions de l'art. 3 du décret du 11 mai 1874.

9. Les territoires détachés des anciennes justices de paix continueront d'en dépendre jusqu'à la constitution effective des justices de paix créées.

10. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé, etc.

---

25 JUIN = 24 AOUT 1883. — Décret portant autorisation de la caisse d'épargne établie à Fort-de-France (Martinique). (XII, B. SMCCCCLXXXIV, n. 19,484.)

---

30 JUIN = 24 AOUT 1883. — Décret qui modifie le règlement général du pilotage dans le 1er arrondissement maritime en ce qui concerne le port de Dunkerque. (XII, B. S. MCCCCLXXXIV, n. 19,485.)

---

9 JUILLET = 24 AOUT 1883. — Décret qui autorise la caisse d'épargne de Poissy (Seine-et-Oise) à aliéner une inscription de rente 3 p. 0/0 sur l'Etat. (XII, B. S. MCCCCLXXXIV, n. 19,486.)

---

12 = 14 JUILLET 1883. — Décret qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la Société de l'école d'horlogerie de Paris. (XII, B. S. MCCCCLXXXIV, n. 19,487.)

---

11 = 23 MAI 1883. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier le puits d'extraction des mines de Drocourt à la gare de Hénin-Liétard, du chemin de fer du Nord. (XII, B. DCCLXXXII, n. 13,394.

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier le puits d'extraction de la compagnie houillère de Drocourt à la gare de Hénin-Liétard, du chemin de fer du Nord, en empruntant au besoin dans cette gare la voie de service de l'embranchement particulier des mines de Dourges, concédé par décret du 2 septembre 1870. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin de fer ne sont pas accomplies dans le délai de dix-huit mois à partir de la date du présent décret.

2. La compagnie des mines de houille de Drocourt est autorisée à construire ce chemin de fer à ses frais, risques et périls, suivant le tracé indiqué au plan ci-dessus visé et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges également ci-dessus visé. Les susdits plans et cahier des charges resteront annexés au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

12 = 24 JUIN 1883. — Décret qui rend applicables dans les établissements français de l'Inde les dispositions du Code d'instruction criminelle actuellement en vigueur dans la métropole. (XII, B. DCCLXXXII, n. 13,395.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de la marine et des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice; vu l'art. 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854; vu l'ordonnance du 7 février 1842 sur l'organisation judiciaire des établissements français dans l'Inde; vu le décret du 30 septembre 1874, portant modifications de l'ordonnance du 7 février 1842 sur l'organisation judiciaire des établissements français dans l'Inde; vu le décret du 9 mai 1878, portant ouverture du pourvoi en annulation et en cassation dans les établissements français de l'Inde; vu le décret du 1er mars 1879, portant organisation de la justice à Mahé et à Yanaon (établissements français dans l'Inde); vu le décret du 18 février 1880, portant création d'un emploi de lieutenant de juge à Karikal; vu le décret du 14 mars 1882, concernant les juridictions appelées à connaître des délits de presse, décrète :

Art. 1er. Les dispositions du Code d'instruction criminelle actuellement en vigueur dans la métropole sont rendues applicables dans les établissements français de l'Inde, sous les réserves exprimées à l'art. 3 ci-après.

2. Les attributions confiées aux cours d'assises par le Code d'instruction criminelle sont dévolues aux cours criminelles siégeant dans chacun des établissements français de l'Inde.

3. Les art. 9, 55, 58, 130, 133, 137, 145, 172 177, 178, 180, 218, 219, 220, 226, 229 à 232; 235, 236, 239, 242, 546, 247, 288, 250 à 253; 257 à 261, 263: 264, 266, 267, 291, 296, 299, 306, 309, 312, 313, 319, 323, 332, 336, 341, 342, 343, 347, 350, 353, 357, 368, 380 à 416, 420, 423, 427, 429, 434, 439, 441, 442, 470, 481, 482, 486, 509 à 517, 523, 524, 611, 613, 621, 622, 624, 625, 635, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 9. La police judiciaire sera exercée sous l'autorité de la cour d'appel et suivant les distinctions qui vont être établies : 1° par les gardes champêtres et les gardes forestiers; 2° par les commissaires de police et les commissaires de police adjoints, ainsi que par les fonctionnaires indigènes investis par les arrêtés locaux du droit de constater les crimes, les délits et les contraventions; 3° par les maires et les adjoints de maires; 4° par les procureurs de la République et les officiers chargés du ministère public; 5° par les juges de paix; 6° par les officiers de gendarmerie; 7° par les juges d'instruction.

Art. 55. Les fonctions attribuées au juge d'instruction par le présent code sont remplies, savoir : à Pondichéry et à Karikal, par le lieutenant de juge; à Chandernagor, par le juge de paix; à Yanaon et à Mahé, par l'officier chargé des fonctions du ministère public.

Art. 58. A Pondichéry et à Karikal, en cas d'empêchement du lieutenant de juge, le juge de première instance pourra remplir lui-même les fonctions de juge d'instruction ou les déléguer à l'un des juges suppléants. Le juge de paix à Chandernagor et à Karikal et l'officier du ministère public instructeur à Mahé et à Yanaon pourront être remplacés, en cas d'urgence, par décision du chef du service, qui désignera un des fonctionnaires de l'établissement.

Art. 130. Si le délit est reconnu de nature à être puni par des peines correctionnelles, le juge d'instruction renverra le prévenu au tribunal de police correctionnelle. Si, dans ce cas, le délit peut entraîner la peine d'emprisonnement, le prévenu, s'il est en état d'arrestation, y demeurera provisoirement. Le premier paragraphe du présent article et les articles précédents ne sont pas applicables au ministère public instructeur à Mahé et à Yanaon, qui saisira directement le tribunal de la connaissance de toutes les affaires correctionnelles et de simple police, ou déclarera qu'il n'y a lieu à suivre.

Art. 133. Si le juge d'instruction estime que le fait est de nature à être puni de peines afflictives ou infamantes, et que la prévention contre l'inculpé est suffisamment établie, il

ordonnera que les pièces d'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit, et un état des pièces servant à conviction, soient transmis sans délai par le procureur de la République au procureur général près la cour d'appel, pour être procédé ainsi qu'il sera dit au chapitre des mises en accusation. Les pièces de conviction resteront au tribunal d'instruction, sauf ce qui sera dit aux art. 228 et 291. Dans ce cas, et alors même qu'il estimerait qu'il n'y a lieu de suivre, le ministère public instructeur à Mayé et Yanaon transmettra directement les pièces, avec son avis, au procureur général, pour être procédé de la même manière.

Art. 137. Sont considérés comme contraventions de simple police : 1° les faits énoncés au quatrième livre du Code pénal; 2° ceux prévus par les règlements de police émanés de l'autorité locale qui peuvent donner lieu soit à 15 francs d'amende ou au-dessous, soit à cinq jours d'emprisonnement ou au-dessous, qu'il y ait ou non confiscation des choses saisies, et quelle qu'en soit la valeur; 3° les infractions aux règlements, décrets et arrêtés mentionnés dans l'art. 3 du décret du 6 mars 1877; 4° les infractions aux prescriptions en matière de caste et de religion.

Art. 145. Les citations pour contravention de police seront faites à la requête du ministère public ou de la partie qui réclame. Elles seront notifiées par un huissier; il en sera laissé copie au prévenu ou à la personne civilement responsable. Les citations qui seront faites à la requête du ministère public pourront être notifiées par les gardes de police.

Art. 172. Les jugements rendus en matière de police pourront être attaqués par la voie de l'appel, lorsqu'ils prononceront un emprisonnement ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excéderont la somme de 5 francs outre les dépens. Toutefois, cette disposition ne sera pas applicable aux jugements rendus par es juges de paix à compétence étendue, lesquels seront toujours en dernier ressort, sauf dans les matières de caste, à l'égard desquelles la législation en vigueur continuera d'être appliquée.

Art. 177. Le ministère public et les parties pourront, s'il y a lieu, se pourvoir en annulation contre les jugements rendus en dernier ressort par le tribunal correctionnel, sur l'appel des jugements de police. Le recours aura lieu dans la forme et les délais qui seront prescrits.

Art. 179. Les tribunaux de première instance en matière civile à Pondichéry, à Chandernagor et à Karikal, et les juges de paix à compétence étendue dans les autres établissements, connaîtront, en outre, sous le titre de *Tribunaux correctionnels*, de tous les délits forestiers poursuivis à la requête de l'administration, et de tous les délits dont la peine excède cinq jours d'emprisonnement et 15 fr. d'amende.

Art. 180. Le juge de première instance à Pondichéry, à Chandernagor et à Karikal, et le juge de paix à compétence étendue dans les autres établissements, rendent seuls la justice dans les matières qui sont de la compétence du tribunal de première instance statuant au correctionnel. En cas d'absence ou empêchement, le juge de première instance est remplacé à Pondichéry et à Karikal par le lieutenant de juge, et celui ci par le plus ancien des juges suppléants. A Chandernagor, à Mahé et à Yanaon, le juge de première instance et le juge de paix sont remplacés par un magistrat, ou, à défaut, par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

TITRE II (DU LIVRE II). DES AFFAIRES QUI DOIVENT ÊTRE SOUMISES A LA COUR CRIMINELLE.

Art. 218. Une chambre des mises en accusation composée d'un conseiller président qui sera désigné pour chaque semestre par le président de la cour du juge de première instance et du juge de paix de Pondichéry, sera tenue de se réunir en la chambre du conseil sur la convocation de son président et sur la demande du procureur général, toutes les fois qu'il sera nécessaire, pour entendre le rapport de ce magistrat et statuer sur ses réquisitions. A défaut de demande

expresse du procureur général, elle se réunira au moins une fois par semaine. En cas d'empêchement, le conseiller sera remplacé par un autre membre de la cour désigné par le président de la cour d'appel. Le juge de première instance le sera par un membre du tribunal qui n'aura pas connu de l'affaire, et le juge de paix par un de ses suppléants licencié en droit.

Art. 219. Le président sera tenu de faire prononcer la chambre des mises en accusation immédiatement après le rapport du procureur général; en cas d'impossibilité, la cour devra prononcer au plus tard dans les trois jours.

Art. 220. Si l'affaire est de la nature de celles qui sont réservées à la Cour de cassation, le procureur général est tenu d'en requérir la suspension et le renvoi, et la chambre des mises en accusation de l'ordonner.

Art. 226. La chambre des mises en accusation statuera par un seul et même arrêt sur les délits connexes dont les pièces se trouvent en même temps produites devant elle.

Art. 229. Si la chambre des mises en accusation n'aperçoit aucune trace d'un délit prévu par la loi, ou si elle ne trouve pas des indices suffisants de culpabilité, elle ordonnera la mise en liberté du prévenu, ce qui sera exécuté sur-le-champ, s'il n'est retenu pour autre cause. Dans le même cas, lorsque la chambre des mises en accusation statuera sur une opposition à la mise en liberté du prévenu prononcée par ordonnance du juge d'instruction, elle confirmera cette ordonnance, ce qui sera exécuté comme il est dit au paragraphe précédent.

Art. 230. Si la chambre des mises en accusation estime que le prévenu doit être renvoyé à un tribunal de simple police ou à un tribunal de police correctionnelle, elle prononcera le renvoi devant le tribunal compétent; dans le cas de renvoi à un tribunal de simple police, le prévenu sera mis en liberté.

Art. 231. Si le fait est qualifié crime par la loi et que la chambre trouve des charges pour motiver la mise en accusation, elle ordonnera le renvoi du prévenu devant la cour criminelle. Dans tous les cas, et quelle que soit l'ordonnance du juge d'instruction, la chambre des mises en accusation sera tenue, sur les réquisitions du procureur général, de statuer à l'égard de chacun des prévenus renvoyés devant elle, sur tous les chefs de crimes, de délits ou de contraventions résultant de la procédure.

Art. 232. Lorsque la chambre prononcera une mise en accusation, elle décernera contre l'accusé une ordonnance de prise de corps. Cette ordonnance contiendra les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile et profession de l'accusé; elle contiendra, en outre, à peine de nullité, l'exposé sommaire et la qualification légale du fait, objet de l'accusation.

Art. 235. Dans toutes les affaires, la chambre d'accusation, tant qu'elle n'aura pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation pourra, seulement sur la réquisition du procureur général, qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra.

Art. 236. Dans le cas du précédent article, un des membres de la chambre des mises en accusation dont il est parlé en l'art. 218 fera les fonctions de juge instructeur.

Art. 239. S'il résulte de l'examen qu'il y a lieu de renvoyer le prévenu à la cour criminelle, la chambre d'accusation prononcera ainsi qu'il a été dit aux articles 231, 232 et 233 ci-dessus. S'il y a lieu à renvoi en police correctionnelle, la chambre d'accusation se conformera aux dispositions de l'art. 230. Si, dans ce cas, le prévenu a été arrêté, et si le délit peut entraîner la peine d'emprisonnement, il gardera prison jusqu'au jugement.

Art. 242. L'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation seront signifiés à l'accusé, et il lui sera laissé copie du tout en français et dans la langue qu'il parle.

Art. 246. Le prévenu à l'égard duquel la chambre d'accusation aura décidé qu'il n'y aura pas lieu au renvoi à la cour criminelle, ne pourra

plus y être traduit à raison du même fait, à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges.

Art. 247. Sont considérés comme charges nouvelles, les déclarations des témoins, pièces et procès-verbaux qui, n'ayant pu être soumis à l'examen de la chambre d'accusation, sont cependant de nature, soit à fortifier les preuves que la chambre aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité.

Art. 248. En ce cas, l'officier de police judiciaire, ou le juge d'instruction, adressera sans délai copie des pièces et charges au procureur général près la cour d'appel, et, sur la réquisition du procureur général, le président de la chambre d'accusation indiquera le juge devant lequel il sera, à la poursuite de l'officier du ministère public, procédé à une nouvelle instruction, conformément à ce qui a été prescrit. Pourra, toutefois, le juge d'instruction décerner, s'il y a lieu, sur les nouvelles charges, et avant leur envoi au procureur général, un mandat de dépôt, contre le prévenu qui aurait été déjà mis en liberté d'après les dispositions de l'art. 229.

Art. 250. Lorsque, dans la notice des causes de police correctionnelle ou de simple police, le procureur général trouvera qu'elles présentent des caractères plus graves, il pourra ordonner l'apport des pièces dans la quinzaine seulement de la réception de la notice, pour être ensuite par lui fait, dans un autre délai de quinzaine du jour de la réception des pièces, telles réquisitions qu'il estimera convenables, et par la chambre d'accusation être ordonné dans le délai de trois jours ce qu'il appartiendra.

Art. 251. Il sera tenu une cour criminelle dans chaque établissement, pour juger les individus que la chambre des mises en accusation y aura renvoyés.

Art. 252. Au chef-lieu de la colonie, la cour criminelle est composée de trois conseillers et de quatre membres du collège des assesseurs. Le procureur général ou son substitut y portera la parole. Le greffier de la cour ou un commis assermenté y tiendra la plume.

Art. 253. Dans les établissements secondaires, la cour criminelle est composée : 1° d'un conseiller à la cour qui sera président ; 2° du juge de première instance à Chandernagor et à Karikal, du juge de paix à compétence étendue à Mahé et à Yanaon ; 3° d'un fonctionnaire désigné annuellement par le gouverneur ; 4° de quatre assesseurs. Les fonctions du ministère public seront exercées soit par le procureur général ou son substitut, soit par le procureur de la République, soit par l'officier chargé du ministère public. Le greffier du tribunal ou un commis assermenté y tiendra la plume. Dans tous les cas où il ne croira pas devoir présider la cour criminelle, le président de la cour d'appel désignera le conseiller président ; il désignera, dans tous les cas, les conseillers assesseurs. Le conseiller désigné pour présider la cour criminelle dans les établissements secondaires se transportera dans chacun d'eux aux époques fixées. Le fonctionnaire faisant, aux termes du présent article, partie de la cour criminelle dans les établissements secondaires, prêtera serment entre les mains du chef du service. Copie du procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité sera immédiatement transmise au procureur général.

Art. 257. Les magistrats qui auront voté sur la mise en accusation ne pourront, dans la même affaire, ni présider la cour criminelle ni assister le président, à peine de nullité. Il en sera de même à l'égard du juge d'instruction.

Art. 258. Les cours criminelles siégeront dans le chef-lieu de chaque établissement.

Art. 259. La tenue des cours criminelles aura lieu tous les trois mois dans les divers établissements français de l'Inde. Il pourra, si le besoin l'exige, être tenu dans l'intervalle des sessions extraordinaires, qui devront être autorisées par arrêté du gouverneur.

Art. 260. Le jour où les cours criminelles doivent s'ouvrir sera fixé par le président de la cour d'appel. Les cours criminelles ne seront clo-

ses qu'après que toutes les affaires criminelles qui étaient en état lors de leur ouverture y auront été portées. Dans le cas où la chambre des mises en accusation n'aurait renvoyé aucune affaire devant les cours criminelles de Chandernagor, de Karikal, de Mahé et de Yanaon, ce fait sera constaté par un procès-verbal de son président. Ce procès-verbal sera adressé par le président de la cour criminelle au juge de l'établissement qui, remplaçant ce magistrat aux termes de l'art. 263 du présent code, en fera donner, par le greffier, lecture en séance publique de la cour criminelle le jour fixé pour l'ouverture de la session, et prononcera immédiatement après la clôture de celle-ci.

Art. 261. Lorsque des accusés ne seront arrivés dans la maison de justice qu'après le tirage des assesseurs, il leur sera donné connaissance des noms, profession et demeure des assesseurs qui doivent siéger à la cour criminelle ; et ils ne pourront y être jugés que lorsqu'ils y auront consenti, que le ministère public ne s'y sera point opposé et que le président l'aura ordonné. Dans ce cas, le ministère public et les accusés seront considérés comme ayant renoncé à la faculté d'exercer aucune récusation contre les assesseurs antérieurement désignés par le sort. Il sera dressé un procès-verbal constatant l'accomplissement des formalités prescrites par le présent article.

Art. 263. Si, depuis la notification faite aux assesseurs en exécution de l'art. 400 du présent code, le président de la cour criminelle se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, il sera remplacé par le plus ancien des autres juges de la cour d'appel nommés ou délégués pour l'assister, et, s'il n'est assisté d'aucun juge de la cour d'appel, par le juge de première instance à Chandernagor et à Karikal, et par le juge de paix à compétence étendue à Mahé et à Yanaon.

Art. 264. Les juges de la cour criminelle seront, en cas d'empêchement, remplacés par d'autres magistrats de la cour ou du tribunal n'ayant pas connu de l'affaire. A défaut de magistrats, comme au cas d'empêchement du fonctionnaire appelé à faire partie de la cour criminelle dans les établissements secondaires, la cour s'adjoindra un cinquième assesseur. Dans ce cas, le premier assesseur qui aura été désigné par le sort fera fonctions de juge.

Art. 266. Le président est chargé d'entendre l'accusé lors de son arrivée dans la maison de justice. Il pourra déléguer ces fonctions à l'un des juges de la cour criminelle.

Art. 267. Il sera, de plus, chargé personnellement de diriger les débats, de présider à toute l'instruction et de déterminer l'ordre entre ceux qui demanderont à parler. Il aura la police de l'audience.

Art. 291. Quand l'accusation aura été prononcée, si l'affaire ne doit pas être jugée dans le lieu où siège la cour d'appel, le procès sera, par les ordres du procureur général, envoye dans les vingt-quatre heures au greffe du tribunal de première instance, ou de la justice de paix à compétence étendue du chef-lieu de l'établissement où doit se tenir la cour criminelle. Dans tous les cas, les pièces servant à conviction seront réunies dans le même délai au greffe où doivent être remises les pièces du procès.

Art. 296. L'exécution des deux précédents articles sera constatée par un procès-verbal que signeront l'accusé, le juge et le greffier ; si l'accusé ne sait ou ne veut signer, le procès-verbal en fera mention.

Art. 299. Il ne peut être formé de pourvoi contre l'arrêt de renvoi que dans les quatre cas suivants : 1° pour cause d'incompétence ; 2° si le fait n'est pas qualifié crime par la loi ; 3° si le ministère public n'a pas été entendu ; 4° si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi. Le pourvoi et les moyens sur lesquels il est fondé ne sont soumis à la Cour de cassation qu'après l'arrêt définitif de la cour criminelle. S'il est formé auparavant, il ne sera pas suspensif. Les moyens de cassation contre les actes de procédure et contre l'arrêt de renvoi pourront être invoqués sur le pourvoi contre l'ar-

rêt de condamnation. La Cour de cassation annulera, s'il y a lieu, la procédure depuis et y compris le premier acte nul.

Art. 306. Si le ministère public ou l'accusé ont des motifs pour demander que le jugement de l'affaire soit retardé, ils présenteront au président de la cour criminelle une requête en prorogation de délai. Le président décidera si cette prorogation doit être accordée ; il pourra aussi, d'office, proroger le délai.

Art. 309. Au jour fixé pour l'audience, les assesseurs prendront place sur les sièges de la cour, après les magistrats et par rang d'âge.

Art. 312. A la première audience de chaque session de la cour criminelle, le président adressera aux assesseurs, debout et découvert, le discours suivant : « Vous jurez et « promettez devant Dieu et devant « les hommes, d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les affaires qui vous seront soumises « pendant le cours de la présente session ; de ne trahir ni les intérêts « des accusés, ni ceux de la société ; « de n'écouter ni la haine ni la méchanceté, ni la crainte ou l'affection, et de ne décider que d'après « les charges, les moyens de défense « et les dispositions des lois, suivant « votre conscience et votre intime « conviction. » Chacun des assesseurs, appelé individuellement par le président, répondra en levant la main : *Je le jure*, à peine de nullité. Le même serment sera, sous la même peine, prêté par chacun des assesseurs appelés, dans le cours de la session, soit à compléter la cour criminelle, soit à y siéger comme assesseur supplémentaire.

Art. 313. Immédiatement après, le président avertira l'accusé d'être attentif à ce qu'il va entendre. Il ordonnera au greffier de lire l'arrêt de la chambre d'accusation portant renvoi à la cour criminelle et l'acte d'accusation. Le greffier fera cette lecture à haute voix.

Art. 319. Après chaque déposition, le président demandera au témoin si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler ; il demandera ensuite à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui. Le témoin ne pourra être interrompu, l'accusé ou son conseil pourront le questionner par l'organe du président, après sa déposition, et dire, tant contre lui que contre son témoignage, tout ce qui pourra être utile à la défense de l'accusé. Le président pourra également demander au témoin et à l'accusé tous les éclaircissements qu'il croira nécessaires à la manifestation de la vérité. Les juges, le procureur général et les assesseurs auront la même faculté, en demandant la parole au président. La partie civile ne pourra faire de questions, soit au témoin, soit à l'accusé, que par l'organe du président.

Art. 323. Les dénonciateurs autres que ceux récompensés pécuniairement par la loi pourront être entendus en témoignage ; mais la cour sera avertie de leur qualité de dénonciateurs.

Art. 332. Dans le cas où l'accusé, les témoins ou l'un d'eux ne parleraient pas la même langue ou le même idiome, le président, s'il n'existe pas d'interprète ordinaire et assermenté attaché à la cour ou au tribunal, nommera d'office, à peine de nullité, un interprète âgé de vingt et un ans au moins, et lui fera, sous la même peine, prêter serment de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différents. L'accusé et le procureur général pourront récuser l'interprète, en motivant leur récusation. La cour prononcera. L'interprète ne pourra, à peine de nullité, même du consentement de l'accusé ou du procureur général, être pris parmi les témoins, les juges et les assesseurs.

Art. 336. Le président, après la clôture des débats, ne pourra, à peine de nullité, résumer les moyens de l'accusation et de la défense. Il posera les questions ainsi qu'il sera dit ci-après :

Art. 341. En toute matière criminelle, même en cas de récidive, le président, après avoir posé les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats, posera la question suivante : *Existe-t-il en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes?*

L'accusé, son conseil, la partie civile et le procureur général pourront faire sur la position des questions telles observations qu'ils jugeront convenable. Si le procureur général, l'accusé ou son conseil, s'oppose à la position des questions, la cour statuera.

Art. 342. Le président fera retirer ensuite l'accusé de l'auditoire et la cour se rendra dans la chambre du conseil. Le président soumettra successivement à la délibération les questions qui auront été posées à l'audience. La discussion terminée, il recueillera les voix. Les assesseurs opineront les premiers, en commençant par le plus jeune. Si, par le résultat de la délibération, la cour croit devoir modifier la position des questions, elle devra se conformer, en ce qui concerne les nouvelles questions posées, aux dispositions de l'art. 341.

Art. 343. L'instruction suivante sera affichée en gros caractères dans le lieu le plus apparent de la chambre du conseil : « La loi ne demande « pas compte aux membres de la « cour criminelle des moyens par lesquels ils se sont convaincus; elle « ne leur prescrit point de règles « desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude « et la suffisance d'une preuve; elle « leur prescrit de s'interroger eux-« mêmes dans le silence et le recueillement, et de chercher dans la sincérité de leur conscience quelle « impression ont faite sur leur raison les preuves rapportées contre « l'accusé et les moyens de sa défense. La loi ne leur dit point : *Vous « tiendrez pour vrai tout fait attesté « par tel ou tel nombre de témoins;* « elle ne leur dit pas non plus : *Vous « ne regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui « ne sera pas formée de tel procès-« verbal, de telles pièces, de tant de « témoins et de tant d'indices;* elle « ne leur fait que cette seule question, qui renferme toute la mesure « de leurs devoirs : *Avez-vous une « intime conviction?* »

Art. 347. Les juges et les assesseurs délibèrent en commun sur les questions de fait résultant de l'acte d'accusation et des débats. La décision de la cour, tant contre l'accusé que sur les circonstances atténuantes, se forme à la majorité. Sa déclaration constate cette majorité, sans que le nombre des voix puisse y être exprimé, le tout à peine de nullité. Les juges statuent seuls sur les questions de compétence, sur l'application de la peine, sur les incidents de droit ou de procédure et les demandes en dommages-intérêts.

Art. 350. La déclaration de la cour ne pourra jamais être soumise à aucun recours.

Art. 353. L'examen et les débats, une fois entamés, devront être continués sans interruption et sans aucune espèce de communication au dehors. Le président ne pourra les suspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des membres de la cour criminelle, des témoins et des accusés.

Art. 357. Le président fera comparaître l'accusé, et lira en sa présence la déclaration de la cour.

Art. 368. L'accusé ou la partie civile, qui succombera, sera condamné aux frais envers l'Etat et envers l'autre partie. Dans les affaires soumises à la cour criminelle, la partie civile qui n'aura pas succombé ne sera jamais tenue des frais. Dans le cas où elle en aura consigné, en exécution du décret du 18 juin 1811, ils lui seront restitués.

Art. 380. Toutes les minutes des arrêts rendus par les cours criminelles tenues à Chandernagor, à Karikal, à Mahé et à Yanaon seront réunies et déposées au greffe du tribunal de première instance de ces établissements, et celles des arrêts rendus par la cour criminelle tenue à Pondichéry seront réunies et déposées au greffe de la cour d'appel.

CHAPITRE V (DU TITRE II DU LIVRE II). DES ASSESSEURS APPELÉS A FAIRE PARTIE DES COURS CRIMINELLES.

SECT. Ire. DES CONDITIONS REQUISES POUR ÊTRE ASSESSEUR.

Art. 381. Nul ne peut remplir les fonctions d'assesseur, à peine de nullité des déclarations de culpabilité auxquelles il aurait concouru,

s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis, s'il ne jouit des droits politiques, civils et de famille, ou s'il est dans un des cas d'incapacité ou d'incompatibilité établis par les deux articles suivants :

Art. 382. Sont incapables d'être assesseurs : 1° les individus qui ont été condamnés soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement; 2° ceux qui ont été condamnés à des peines correctionnelles pour faits qualifiés crimes par la loi; 3° les militaires condamnés au boulet ou aux travaux publics; 4° les condamnés à un emprisonnement de trois mois au moins; toutefois, les condamnations pour délits politiques ou de presse n'entraîneront que l'incapacité temporaire dont il est parlé au paragraphe 11 du présent article; 5° les condamnés à l'amende ou à l'emprisonnement, quelle qu'en soit la durée, pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par des dépositaires publics, attentats aux mœurs prévus par les articles 330 et 334 du Code pénal, délit d'usure; les condamnés à l'emprisonnement pour outrage à la morale publique et religieuse; attaque contre le principe de la propriété et les droits de famille; délits commis contre les mœurs par l'un des moyens énoncés dans l'art. 1er de la loi du 17 mai 1819, pour vagabondage ou mendicité, pour infraction aux dispositions des art. 60, 63 et 65 de la loi du recrutement sur l'armée et aux dispositions de l'art. 423 du Code pénal, de l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851 et de l'art. 1er de la loi des 5-9 mai 1855; pour les délits prévus par les art. 134, 142, 143, 174, 251, 305, 345, 362, 363, 364, § 3, 365, 366, 387, 389, 399, § 2, 400, § 2, 418 du Code pénal; 6° ceux qui sont en état d'accusation ou de contumace; 7° les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués; 8° les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par jugement rendu à l'étranger, mais exécutoire en France; 9° ceux auxquels les fonctions d'assesseur ont été interdites en vertu de l'art. 396 du Code d'instruction criminelle ou de l'art. 42 du Code pénal; 10° ceux qui sont sous mandat d'arrêt ou de dépôt; 11° sont incapables, pour cinq ans seulement, à dater de l'expiration de leur peine, les condamnés à un emprisonnement de moins de trois mois pour quelque délit que ce soit, même pour les délits politiques ou de presse; 12° sont également incapables les interdits, les individus pourvus de conseils judiciaires, ceux qui sont placés dans un établissement public d'aliénés en vertu de la loi du 30 juin 1838.

Art. 383. Les fonctions d'assesseur sont incompatibles avec celles de sénateur, député, membre du conseil privé, membre de la cour de cassation et des cours d'appel, ainsi que des tribunaux civils et de commerce, commissaire de police, ministre d'un culte reconnu par l'État, militaire en activité de service dans les armées de terre ou de mer.

Art. 384. Ne peuvent être assesseurs, les domestiques et les serviteurs à gages, ceux qui ne savent pas lire et écrire en français.

Sont dispensés des fonctions d'assesseur : 1° les septuagénaires; 2° ceux qui ont besoin pour vivre de leur travail manuel et journalier.

Art. 385. Les empêchements pour les juges, à raison de leur parenté ou de leur alliance entre eux, sont applicables aux assesseurs, soit entre eux et les juges, soit entre eux et les accusés ou la partie civile.

Art. 386. Nul ne peut être assesseur dans la même affaire où il aura été officier de police judiciaire, témoin, interprète, expert ou partie.

Art. 387. Les assesseurs qui manqueraient à leur service seront passibles des peines ci-après, savoir : l'amende, l'affiche de l'arrêt de condamnation, l'expulsion du collège des assesseurs. Ces peines seront prononcées par la cour, sans assistance ni intervention des assesseurs.

Art. 388. La liste des assesseurs de l'arrondissement sera notifiée à chacun des accusés, au plus tard la veille du tirage prescrit par l'article 395.

SECT. II. DE LA COMPOSITION DE LA LISTE ANNUELLE DES ASSESSEURS, DE

LEUR TIRAGE AU SORT ET DE LA MANIÈRE DE LES CONVOQUER.

Art. 389. Il sera établi annuellement, pour les établissements français dans l'Inde, un collège d'assesseurs dont les membres seront appelés à faire partie des cours criminelles.

Art. 390. La liste annuelle des assesseurs comprend : pour Pondichéry, quarante assesseurs, vingt Européens ou descendants d'Européens et vingt natifs ; pour Karikal et Chandernagor, douze assesseurs; pour Mahé et Yanaon, huit assesseurs; à Karikal, à Chandernagor, à Mahé et à Yanaon, les assesseurs seront pris indifféremment parmi les Européens, les descendants d'Européens ou les natifs. Il sera, en outre, dressé une liste d'assesseurs supplémentaires qui comprendra : à Pondichéry, cinq Européens ou descendants d'Européens et cinq natifs; à Karikal et Chandernagor, quatre membres; à Mahé et à Yanaon, deux membres. Les listes ne peuvent comprendre que des citoyens ayant leur domicile dans l'établissement où siège la cour criminelle.

Art. 391. La liste annuelle est dressée pour chaque établissement par une commission composée : à Pondichéry, du juge de première instance ou du magistrat qui en remplit les fonctions, président; du juge de paix et de l'un de ses suppléants, et de deux conseillers généraux de Pondichéry, l'un Européen ou descendant d'Européen et l'autre natif, désignés par leurs collègues; à Karikal et à Chandernagor, du chef de service, président; du juge de première instance ou du magistrat qui en remplit les fonctions; du juge de paix et de deux conseillers généraux, l'un Européen ou descendant d'Européen et l'autre natif, désignés par leurs collègues; à Mahé et à Yanaon, du chef de service, président; du juge de paix à compétence étendue; de l'officier chargé des fonctions du ministère public et des deux conseillers généraux de l'établissement. En cas d'empêchement des conseillers généraux, ils seront remplacés par le plus âgé de leurs collègues, et, à défaut de ceux-ci, par le plus âgé des conseillers locaux de la liste dont ils font partie.

Art. 392. Ces différentes commissions se réunissent sur la convocation de leur président au plus tard dans le courant du mois de novembre.

Art. 393. Les listes de l'établissement définitivement arrêtées sont signées séance tenante, et transmises avant le 1er décembre au greffe de la cour ou du tribunal où se tiennent les cours criminelles. Elles sont, en outre, par les soins du directeur de l'intérieur, publiées au *Journal officiel* et insérées au Bulletin de la colonie. Une copie est affichée dans la salle d'audience de la cour d'appel ou du tribunal.

Art. 394. Lorsque la chambre des mises en accusation aura décidé qu'il y a lieu de renvoyer comme accusé devant la cour criminelle un Européen ou descendant d'Européen, soit comme auteur principal, soit comme complice, qu'il y ait ou non des accusés natifs compris dans les poursuites, le renvoi aura lieu devant la cour criminelle séant à Pondichéry, dans quelque établissement que le crime ait été commis.

Art. 395. Douze jours avant l'époque fixée pour l'ouverture des cours criminelles, il sera procédé de la manière suivante au tirage des assesseurs nécessaires pour le service de la cour criminelle.

Art. 396. Le tirage des assesseurs qui doivent être appelés au service de la cour criminelle se fera, savoir : à Pondichéry, par le président de la cour d'appel; à Karikal et à Chandernagor, par le juge-président; à Mahé et à Yanaon, par le juge de paix à compétence étendue. Ce tirage aura lieu, en audience publique, en présence du ministère public, des accusés et de leur défenseur.

Art. 397. Si, au moment du tirage, parmi les assesseurs titulaires, il s'en trouve un ou plusieurs qui soient décédés ou aient été légalement privés des capacités exigées pour exercer les fonctions d'assesseur, ou aient accepté un mandat incompatible avec ces fonctions, le magistrat chargé de procéder au tirage, après avoir entendu le ministère public, pour-

voira, séance tenante, à leur remplacement. La liste des assesseurs titulaires sera complétée par l'adjonction d'assesseurs supplémentaires pris suivant l'ordre de leur inscription.

Art. 398. La liste ayant été ainsi complétée, s'il y a lieu, le juge chargé du tirage déposera un à un dans une urne, après les avoir lus à haute voix, des bulletins portant le nom des assesseurs de l'établissement. Cette première opération terminée, le juge tirera successivement et un à un des bulletins de l'urne et lira le nom qui s'y trouve inscrit.

Art. 399. L'accusé et le ministère public récuseront, dans la limite de cinq au maximum pour chacun d'eux, tels assesseurs qu'ils jugeront à propos, à mesure que leurs noms sortiront de l'urne. L'accusé, son conseil et le ministère public ne pourront exposer leurs motifs de récusation. La liste de service pour la session sera définitivement formée lorsqu'il sera sorti de l'urne quatre noms d'assesseurs non récusés. S'il y a plusieurs accusés, ils pourront se concerter pour exercer leurs récusations; ils pourront les exercer séparément. Dans l'un et l'autre cas, ils ne pourront excéder le nombre de récusations déterminé pour un seul accusé par le paragraphe précédent. Si les accusés ne se concertent pas pour récuser, le sort réglera entre eux le rang dans lequel ils feront leurs récusations. Dans ce cas, les assesseurs récusés par un seul, et dans cet ordre, le seront pour tous jusqu'à ce que le nombre des récusations soit épuisé. Les accusés pourront se concerter pour exercer une partie des récusations, sauf à exercer le surplus suivant le rang fixé par le sort. Procès-verbal du tout sera dressé par le greffier et signé du magistrat qui aura procédé au tirage.

Art. 400. Sept jours au moins avant l'ouverture des cours criminelles, notification sera faite, à la diligence du ministère public, à chacun des assesseurs, de l'extrait du procès-verbal constatant qu'il est appelé à faire partie de la cour criminelle. Elle contiendra sommation de se trouver aux lieu, jour et heure indiqués pour l'ouverture de la cour criminelle.

Art. 401. Si, au jour indiqué, un ou plusieurs assesseurs n'avaient pas satisfait à cette notification, il sera pourvu à leur remplacement par le président de la cour criminelle, qui procédera à un tirage au sort auquel concourront seuls les assesseurs qui résident dans la ville où se tient la cour criminelle. Le ministère public et l'accusé auront chacun le droit de récuser un des assesseurs du chef-lieu que le sort aura désigné pour le remplacement de chaque assesseur absent ou empêché. L'assesseur tombé au sort sera tenu de faire le service de cour criminelle, lors même qu'il l'aurait déjà fait l'année précédente.

Art. 402. Dans les affaires qui paraîtront devoir se prolonger, la cour pourra, avant l'ouverture des débats, ordonner qu'elle s'adjoindra un magistrat appelé dans les conditions prescrites par l'art. 428 du présent code, et qu'il sera procédé au tirage au sort d'un cinquième assesseur, en vue du remplacement d'un des magistrats ou des assesseurs qui ne pourrait continuer de siéger. Le droit de récusation s'exercera, dans ce cas, en conformité des dispositions du paragraphe 2 de l'art. précédent.

Art. 403. La cour criminelle, statuant sans le concours ni l'intervention des assesseurs, connaîtra des excuses présentées par les assesseurs ou en leur nom. Dans le cas où elle ne les jugerait pas légitimes, elle condamnera les défaillants, même par corps, le ministère public entendu, à une amende qui sera, pour la première fois, de 100 francs au moins et de 200 francs au plus, et, pour la seconde, de 200 francs au moins et de 500 francs au plus. Si l'assesseur encourt une troisième condamnation, l'amende sera de 500 fr. au moins et de 1,000 francs au plus; le défaillant pourra, en outre, être exclu du collège des assesseurs. Le recouvrement des amendes sera poursuivi à la requête du procureur général et à la diligence du directeur de l'enregistrement.

Art. 404. Les arrêts de condamnation seront publiés dans les journaux de la colonie, et les arrêts d'exclusion seront, de plus, affichés dans les

lieux ordinaires, aux frais de l'assesseur exclu et au nombre d'exemplaires fixé par la cour.

Art. 405. Les dispositions des deux articles précédents sont applicables à tout assesseur qui, même s'étant rendu à son poste, se retirerait avant la fin de la session sans l'autorisation de la cour.

Art. 406. Si, par quelque événement, l'examen des accusés sur les délits ou sur quelques-uns des délits compris dans l'acte ou dans les actes d'accusation est renvoyé à la session suivante, l'accusé ne pourra être jugé par aucun des assesseurs qui auront fait partie de la cour criminelle de laquelle est émané l'arrêt de renvoi.

CHAPITRE Ier (TIT. III, LIV. II).

DES DEMANDES EN ANNULATION.

Art. 407. Les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux de simple police dans les établissements français de l'Inde pourront être attaqués devant la cour d'appel par la voie de l'annulation. Cette voie est ouverte aux parties et au ministère public contre les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux de police pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. La même voie est ouverte au procureur général, mais seulement dans l'intérêt de la loi, contre les jugements de ces tribunaux qui auraient acquis force de chose jugée.

Art. 408. Lorsque le renvoi de l'inculpé aura été prononcé, nul ne pourra se prévaloir contre lui de la violation ou omission des formes prescrites pour assurer la défense. Lorsque la peine prononcée sera la même que celle portée par les lois, décrets ou arrêtés qui s'appliquent à la contravention, l'annulation du jugement ne pourra être demandée sous le prétexte qu'il y aurait erreur dans la citation du texte de la loi. Le recours en annulation contre les jugements préparatoires et d'instruction ne sera ouvert qu'après le jugement définitif. L'exécution volontaire de tels jugements préparatoires ne pourra en aucun cas être opposée comme fin de non-recevoir. La présente disposition ne s'applique point aux jugements rendus sur la compétence.

Art. 409. Le délai du pourvoi en annulation sera, pour le ministère public et les parties, de trois jours francs après celui où le jugement aura été prononcé. En cas de défaut, le délai courra du jour de la signification à personne ou à domicile. Pendant ces trois jours, et s'il y a eu recours, jusqu'à la réception de l'arrêt de la cour, il sera sursis à l'exécution du jugement. La déclaration du recours sera faite au greffe par la partie condamnée et signée d'elle et du greffier, et, si le déclarant ne peut ou ne veut signer, le greffier en fera mention. Cette déclaration pourra être faite dans la même forme par un fondé de pouvoir spécial; dans ce dernier cas, le pouvoir demeurera annexé à la déclaration. Elle sera inscrite sur un registre à ce destiné; ce registre sera public, et toute personne aura le droit de s'en faire délivrer des extraits. Lorsque le recours en annulation sera exercé soit par la partie civile, s'il y en a une, soit par le ministère public, ce recours, outre l'inscription énoncée dans l'article précédent, sera, dans le délai de trois jours, notifié à la partie contre laquelle il sera dirigé, soit à sa personne, soit au domicile par elle élu. Le délai sera augmenté d'un jour pour chaque distance de 3 myriamètres. La partie civile qui se sera pourvue en annulation est tenue de joindre aux pièces une expédition authentique du jugement. Elle est tenue, à peine de déchéance, de consigner une amende de 100 fr. ou de la moitié de cette somme si le jugement est rendu par défaut. Le condamné et les personnes civilement responsables sont également tenus de consigner l'amende.

Art. 410. Sont dispensés de consigner l'amende, les agents publics pour affaires qui concernent directement l'administration et les domaines ou revenus de l'Etat ou de la colonie. A l'égard de toutes autres personnes, l'amende sera encourue par celles qui succomberont dans leur recours. Seront néanmoins dispensées de la consigner celles qui joindront à leur demande en annulation un certificat

constatant qu'elles sont, à raison de leur indigence, dans l'impossibilité de le faire. Ce certificat leur sera délivré sans frais à Pondichéry par le directeur de l'intérieur, et dans les dépendances par le chef de service.

Art. 411. Le condamné ou la partie civile, soit en faisant sa déclaration, soit dans les dix jours suivants, pourra déposer au greffe du tribunal qui aura rendu le jugement attaqué une requête contenant ses moyens d'annulation. Le greffier lui en donnera connaissance et remettra sur-le-champ cette requête au magistrat chargé du ministère public. Après les huit jours qui suivront la déclaration, ce magistrat fera passer au procureur général les pièces du procès et les requêtes des parties, si elles en ont déposé. Le greffier du tribunal qui aura rendu le jugement attaqué rédigera sans frais et joindra un inventaire des pièces sous peine de 100 fr. d'amende, laquelle sera prononcée par la cour d'appel. Dans les vingt-quatre heures de la réception de ces pièces, le procureur général les déposera au greffe de la cour. Les condamnés pourront aussi transmettre directement au greffe de la cour d'appel, soit leur requête, soit les expéditions ou copies signifiées tant du jugement que de leur demande en annulation.

Art. 412. La cour d'appel pourra statuer sur le recours en annulation aussitôt après l'expiration des délais portés au présent titre, et devra y statuer dans la quinzaine au plus tard, à compter du jour où ces délais seront expirés. Elle rejettera la demande ou annulera le jugement sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'admission. L'affaire sera jugée sur rapport d'un des membres de la cour en audience publique. Les parties feront valoir leurs moyens. Le procureur général sera toujours entendu.

Art. 413. Lorsque la cour d'appel annulera un jugement rendu en matière de police, elle renverra le procès devant un autre tribunal de police, qui se conformera à la décision de la cour d'appel sur le point de droit jugé par cette cour. Lorsque l'annulation sera prononcée pour cause d'incompétence, la cour d'appel renverra les parties devant les juges qui devront en connaître. Lorsque le jugement sera annulé parce que le fait qui aura donné lieu à l'application de la peine ne constituera ni délit, ni contravention, le renvoi, s'il y a une partie civile, sera fait devant la juridiction civile : dans ce cas, le tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation. S'il n'y a pas de partie civile, aucun renvoi ne sera prononcé. Les dispositions ci-dessus ne seront point applicables au cas où l'annulation serait prononcée dans l'intérêt de la loi. La partie civile qui succombera dans son recours en annulation sera condamnée à une indemnité de 100 fr. et aux frais envers la partie acquittée, absoute ou renvoyée. La partie sera de plus condamnée envers l'Etat à une amende de 100 fr. ou de 50 fr. seulement si le jugement a été rendu par défaut. Les administrations ou régies de l'Etat ou de la colonie et les agents publics qui succomberont ne seront condamnés qu'aux frais et à l'indemnité. Lorsque le jugement aura été annulé, l'amende consignée sera rendue sans aucun délai, en quelques termes que soit conçu l'arrêt qui aura statué sur le recours, et quand même il aurait omis d'en ordonner la restitution.

Art. 414. Lorsqu'une demande en annulation aura été rejetée, la partie qui l'avait formée ne pourra plus se pourvoir en annulation contre le même jugement, sous quelque prétexte et par quelque moyen que ce soit.

Art. 415. L'arrêt de la cour d'appel qui aura rejeté la demande sera délivré dans le délai de trois jours au procureur général près cette cour, lequel l'adressera au greffe du tribunal qui aura rendu le jugement attaqué. Lorsque le jugement aura été annulé, l'expédition de l'arrêt d'annulation sera, à la diligence du procureur général, transcrite en marge ou à la suite du jugement annulé. Le greffier devra certifier au procureur général de l'exécution de cette disposition.

CHAPITRE II. DES DEMANDES EN CASSATION.

Art. 416. Le recours en cassation

est ouvert, dans les établissements français de l'Inde, au ministère public, aux condamnés, à la partie civile, aux personnes civilement responsables, contre les arrêts ou jugements en dernier ressort rendus par la cour et les tribunaux de première instance, en matière criminelle, correctionnelle et de police dans les formes et suivant les règles prescrites dans la législation de la métropole. Le recours en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction ou les jugements en dernier ressort de cette qualité ne sera ouvert qu'après l'arrêt ou le jugement définitif : l'exécution volontaire de tels arrêts ou jugements préparatoires ne pourra en aucun cas être opposée comme fin de non-recevoir. La présente disposition ne s'applique point aux arrêts ou jugements rendus sur la compétence.

Art. 420. Sont dispensés de l'amende : 1° les condamnés en matière criminelle ; 2° les agents publics, pour affaires qui concernent directement l'administration et les domaines ou revenus de l'Etat. A l'égard de toutes autres personnes, l'amende sera encourue par celles qui succomberont dans leur recours. Seront néanmoins dispensés de la consigner : 1° les condamnés en matière correctionnelle et de police à une peine emportant privation de la liberté ; 2° les personnes qui joindront à leur demande un certificat constatant qu'elles sont, à raison de leur indigence, dans l'impossibilité de consigner l'amende. Ce certificat leur sera délivré sans frais, à Pondichéry, par le directeur de l'intérieur, et dans les dépendances par le chef de service.

Art. 423. Après les dix jours qui suivront la déclaration, les pièces du procès et les requêtes des parties, s'il en a été déposé, seront, par les soins du procureur général, transmises au gouverneur, qui les fera parvenir au ministère de la marine par la voie la plus rapide. Dans les vingt-quatre heures de la réception de ces pièces, le ministre de la marine les transmettra au ministre de la justice. Le greffier de la cour ou du tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué rédigera sans frais et joindra un inventaire des pièces, sous peine de 100 francs d'amende, laquelle sera prononcée par la cour de cassation.

Art. 427. Lorsque la cour de cassation annulera un jugement du tribunal, elle renverra le procès devant un tribunal de même qualité, ou devant le même tribunal composé d'autres juges.

Art. 429. La cour de cassation prononcera le renvoi du procès, savoir : Devant une cour d'appel autre que celle qui aura réglé la compétence et prononcé la mise en accusation, si l'arrêt est annulé pour l'une des causes exprimées en l'art. 299. Devant une cour criminelle autre que celle qui aura rendu l'arrêt, si l'arrêt et l'instruction sont annulés pour cause de nullités commises à la cour criminelle. Devant un tribunal de première instance autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction, si l'arrêt et l'instruction sont annulés aux chefs seulement qui concernent les intérêts civils ; dans ce cas, le tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation. Si l'arrêt et la procédure sont annulés pour cause d'incompétence, la cour de cassation renverra le procès devant les juges qui doivent en connaître et les désignera. Toutefois, si la compétence se trouvait appartenir au tribunal de première instance où siège le juge qui aurait fait la première instruction, le renvoi sera fait à un autre tribunal de première instance. Lorsque l'arrêt sera annulé parce que le fait qui aura donné lieu à une condamnation se trouve n'être pas un délit qualifié par la loi, le renvoi, s'il y a une partie civile, sera fait devant un tribunal de première instance autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction ; et, s'il n'y a pas de partie civile, aucun renvoi ne sera prononcé. Dans les cas prévus aux deux premiers paragraphes du présent article, la cour de cassation pourra renvoyer le procès devant la même cour, et, à défaut d'un nombre suffisant de magistrats n'ayant pas connu de l'affaire, le président de la cour d'appel y pourvoira en appelant des magistrats honoraires ayant droit de siéger, des

membres du tribunal de première instance de Pondichéry, et, à leur défaut, des conseils agréés licenciés en droit, par ordre d'ancienneté. Le président pourra même, s'il est nécessaire, appeler pour compléter la cour des membres des autres tribunaux de première instance de la colonie.

Art. 434. Si l'arrêt a été annulé pour avoir prononcé une peine autre que celle que la loi applique à la nature du crime, la cour à qui le procès sera renvoyé rendra son arrêt sur la déclaration de culpabilité faite par la première. Si l'arrêt a été annulé pour autre cause, il sera procédé à de nouveaux débats devant la cour à laquelle le procès sera renvoyé. La cour de cassation n'annulera qu'une partie de l'arrêt lorsque la nullité ne viciera qu'une ou quelques-unes de ses dispositions.

Art. 439. L'arrêt qui aura rejeté la demande en cassation sera délivré dans les trois jours au procureur général près la cour de cassation par simple extrait signé du greffier, lequel sera adressé au ministre de la justice et transmis par celui-ci, par l'intermédiaire du ministre de la marine, au magistrat chargé du ministère public près la cour ou le tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué.

Art. 441. Lorsque, sur l'exhibition d'un ordre formel à lui donné par le ministre de la justice, conformément à la demande du ministre de la marine, le procureur général près la cour de cassation dénoncera à la section criminelle des actes judiciaires, des arrêts ou jugements contraires à la loi, ces arrêts, actes ou jugements pourront être annulés, et les officiers de police ou les juges poursuivis, s'il y a lieu, de la manière exprimée au chap. 3 du titre 4 du présent livre.

Art. 442. Lorsqu'il aura été rendu par la cour de Pondichéry ou par un tribunal correctionnel de la colonie, un arrêt ou un jugement en dernier ressort sujet à cassation, et contre lequel néanmoins aucune des parties n'aurait réclamé dans le délai déterminé, le procureur général près la cour de cassation pourra aussi d'office, et nonobstant l'expiration du délai, en donner connaissance à la cour de cassation ; l'arrêt ou le jugement sera cassé sans que les parties puissent s'en prévaloir pour s'opposer à son exécution.

Art. 470. Hors ce cas, il sera procédé de suite à la lecture de l'arrêt de renvoi à la cour criminelle, de l'acte de notification de l'ordonnance ayant pour objet la représentation du contumax et des procès-verbaux dressés pour en constater la publication et l'affiche. Après cette lecture, la cour, sur les conclusions du procureur général ou de son substitut, prononcera sur la contumace. Si l'instruction n'est pas conforme à la loi, la cour déclarera nulle et ordonnera qu'elle sera recommencée à partir du plus ancien acte illégal. Si l'instruction est régulière, la cour prononcera sur l'accusation et statuera sur les intérêts civils, le tout sans assistance ni intervention des assesseurs.

Art. 481. Si c'est un membre de la cour d'appel, ou un officier exerçant près d'elle le ministère public, qui soit prévenu d'avoir commis un délit ou un crime hors de ses fonctions, l'officier qui aura reçu les dénonciations ou les plaintes sera tenu d'en envoyer de suite des copies au gouverneur sans aucun retard de l'instruction, qui sera continuée comme il est précédemment réglé, et il adressera pareillement au ministre une copie des pièces.

Art. 482. Le gouverneur désignera sur-le-champ les magistrats qui rempliront les fonctions de juge d'instruction et de ministère public. Dans le cas où la mise en accusation du magistrat inculpé serait prononcée, le gouverneur, en conseil, désignera la cour criminelle devant laquelle l'accusation sera portée.

Art. 486. Le délit ou le crime sera dénoncé au ministre de la marine, pour qu'il soit donné, s'il y a lieu, ordre au procureur général près la cour de cassation d'exercer des poursuites. Le crime pourra aussi être dénoncé directement à la cour de cassation par les personnes qui se prétendront lésées, mais seulement lorsqu'elles demanderont à prendre le tribunal ou le juge à partie, ou lorsque la dénonciation sera incidente

à une affaire pendante à la cour de cassation.

Art. 509. L'ordonnateur, le directeur de l'intérieur, les maires et les adjoints et tous officiers de police administrative et judiciaire, lorsqu'ils rempliront publiquement quelques actes de leur ministère, exerceront aussi les fonctions de police réglées par l'art. 504; et après avoir fait saisir les perturbateurs, ils dresseront procès-verbal du délit et enverront ce procès-verbal, s'il y a lieu, ainsi que les prévenus, devant les juges compétents.

CHAPITRE V. DE LA MANIÈRE DONT SERONT REÇUES, EN MATIÈRE CRIMINELLE, CORRECTIONNELLE ET DE POLICE, LES DÉPOSITIONS DU GOUVERNEUR, DES CHEFS D'ADMINISTRATION ET DE CERTAINS FONCTIONNAIRES DE LA COLONIE.

Art. 510. Le gouverneur ne pourra jamais être cité comme témoin, même devant la cour criminelle, si ce n'est de son consentement, à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné par le ministre de la marine et des colonies.

Art. 511. La déposition du gouverneur sera, hors les cas ci-dessus prévus, rédigée par écrit et reçue par le président de la cour d'appel, si le gouverneur se trouve au chef-lieu de cette cour, sinon par le juge de première instance. Il sera, à cet effet, adressé par la cour ou le juge d'instruction au magistrat ci-dessus dénommé un état des faits, demandes et questions sur lesquels le témoignage est requis. Ce magistrat se transportera en la demeure du gouverneur pour recevoir sa déposition.

Art. 512. La déposition ainsi reçue sera immédiatement remise au greffe ou envoyée close et cachetée à celui de la cour ou du juge requérant, et communiquée sans délai à l'officier chargé du ministère public. Dans l'examen devant la cour criminelle, elle sera lue publiquement et soumise aux débats, sous peine de nullité.

Art. 513. Toutes les fois que le gouverneur cité en témoignage comparaîtra en personne devant la cour criminelle, on observera à son égard le cérémonial prescrit par le chap. 2 du titre 9 de l'ordonnance du 7 février 1842 sur l'organisation judiciaire.

Art. 514. Dans les affaires où le directeur de l'intérieur aura agi en vertu de l'art. 10 du présent Code, si le bien de la justice exige qu'il lui soit demandé de nouveaux renseignements, les officiers chargés de l'instruction en feront la demande par écrit, et le directeur de l'intérieur les donnera de la même manière.

Art. 515. Il ne sera donné suite à la citation aux chefs d'administration qu'autant que le gouverneur y aura donné son approbation lorsqu'ils allégueront, pour s'en excuser, la nécessité du service. Dans ce cas, le magistrat qui sera désigné par le président de la cour d'appel, après s'être entendu avec eux sur le jour et l'heure, se rendra dans leur demeure pour recevoir leurs dépositions. Les dépositions ainsi reçues seront, comme au cas prévu par l'art. 512, immédiatement envoyées au greffe de la cour ou du tribunal du juge compétent, communiquées et lues, ainsi qu'il est prescrit audit art. 512, et sous les mêmes peines.

Art. 516. Les chefs d'administration cités comme témoins à une audience correctionnelle ou devant les cours criminelles, devront comparaître en personne. Ils seront reçus par un huissier à la première porte du palais de justice, introduits dans le parquet et placés sur des sièges particuliers. Les autres membres du conseil privé appelés comme témoins à une audience correctionnelle ou criminelle auront un siège dans le parquet.

Art. 517. Seront au besoin observées les dispositions des lois métropolitaines sur la manière dont doivent être reçues les dépositions des personnes élevées en dignité, à l'égard desquelles des règles particulières ont été établies.

Art. 523. Lorsqu'il n'existera plus, en matière criminelle, d'expédition ni de copie authentique de l'arrêt, si la déclaration de la cour existe encore en minute ou en copie authentique, on procédera, d'après cette déclaration, à un nouveau jugement.

Art. 524. Lorsque la déclaration de

la cour criminelle ne pourra plus être représentée, ou lorsque l'affaire aura été jugée sans le concours des assesseurs, et qu'il n'en existera aucun acte par écrit, l'instruction sera recommencée à partir du point où les pièces se trouveront à manquer, tant en minute qu'en expédition ou copie authentique.

Art. 611. Le juge d'instruction est tenu de visiter, au moins une fois par mois, les personnes retenues dans la maison d'arrêt de l'arrondissement.

Une fois au moins dans le cours de chaque session de la cour criminelle, le président de cette cour est tenu de visiter les personnes retenues dans la maison de justice. Le directeur de l'intérieur à Pondichéry et les chefs de service dans les dépendances sont tenus de visiter, au moins une fois par an, toutes les maisons de justice et prisons et tous les prisonniers de leur établissement.

Art. 613. Le directeur de l'intérieur à Pondichéry, les chefs de service dans les dépendances, veilleront à ce que la nourriture des prisonniers soit suffisante et saine : la police de ces maisons leur appartiendra. Le juge d'instruction et le président de la cour criminelle pourront néanmoins donner respectivement tous les ordres qui devront être exécutés dans les maisons d'arrêt et de justice, et qu'ils croiront nécessaires, soit pour l'instruction, soit pour le jugement. Lorsque le juge d'instruction croira devoir prescrire à l'égard d'un inculpé une interdiction de communiquer, il ne pourra le faire que par une ordonnance qui sera transcrite sur le registre de la prison. Cette interdiction ne pourra s'étendre au delà de dix jours ; elle pourra toutefois être renouvelée. Il en sera rendu compte au procureur général.

Art. 621. Le condamné à une peine afflictive ou infamante ne peut être admis à demander sa réhabilitation, s'il n'a résidé dans le même arrondissement depuis cinq années, et, pendant les deux dernières, dans la même commune. Le condamné à une peine correctionnelle ne peut être admis à demander sa réhabilitation s'il n'a résidé dans le même arrondissement depuis trois années, et, pendant les deux dernières, dans la même commune. Les déplacements temporaires exigés par les nécessités du commerce ou imposés par l'autorité pour l'ordre ou le service de la colonie, ne seront pas considérés comme changements de résidence faisant obstacle à la réhabilitation, et, dans tous les cas, l'autorisation administrative préalable de changer de résidence ne fera pas perdre le bénéfice de la résidence qui aura été acquis dans un autre centre ou établissement.

Art. 622. Le condamné adresse sa demande en réhabilitation au procureur de la République ou à l'officier chargé du ministère public, en faisant connaître : 1° la date de sa condamnation ; 2° les lieux où il a résidé depuis sa libération, s'il s'est écoulé après cette époque un temps plus long que celui fixé par l'art. 620.

Art. 624. Le procureur de la République ou l'officier chargé du ministère public provoque, par l'intermédiaire du directeur de l'intérieur ou du chef de service, des attestations faisant connaître : 1° la durée de la résidence du condamné dans chaque lieu, avec indication du jour où elle a commencé et de celui auquel elle a fini ; 2° sa conduite pendant la durée de son séjour ; 3° ses moyens d'existence pendant le même temps. Ces attestations sont délivrées par les conseils municipaux ou les commissions municipales, et, à défaut de corps délibérants de cette nature, par une commission composée du maire ou du fonctionnaire qui en tient lieu, et de deux notables habitants appelés spécialement à cet effet par le chef de la colonie. Elles doivent contenir la mention expresse qu'elles ont été rédigées pour servir à l'appréciation de la demande en réhabilitation. Le procureur de la République ou l'officier du ministère public prend, en outre, l'avis du maire des communes et du juge de paix des établissements où le condamné a résidé, ainsi que celui du chef de ces établissements. Dans tous les cas, l'avis du directeur de l'intérieur ou du chef de service sera joint au dossier et produit à la cour.

Art. 625. Le procureur de la Répu-

blique ou l'officier du ministère public se fait délivrer : 1° une expédition de l'arrêt de condamnation; 2° un extrait des registres des lieux de détention où la peine a été subie, constatant quelle a été la conduite du condamné. Il transmet les pièces avec son avis au procureur général.

Art. 635. Les peines portées par les arrêts ou jugements rendus en matière criminelle se prescriront par vingt années révolues à compter de la date des arrêts ou jugements. Néanmoins le condamné pourra résider dans l'établissement où demeuraient soit celui sur lequel ou contre la propriété duquel le crime aurait été commis, soit ses héritiers directs. Le gouvernement pourra assigner au condamné le lieu de son domicile.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 644. Toutes dispositions des lois, ordonnances, arrêtés et règlements existant dans la colonie sont et demeurent abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent Code.

4. Dans le mois qui suivra la promulgation du présent décret, les commissions dresseront les listes annuelles d'assesseurs prévues par les articles 390 et suivants du Code d'instruction criminelle, modifiés conformément au présent décret.

5. Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, etc.

---

28 JUIN = 1er SEPTEMBRE 1883. — Décret portant réorganisation du service des commissaires-priseurs à la Nouvelle-Calédonie. (XII, B. DCCLXXXII, n. 13,396.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les commissaires-priseurs de la Nouvelle-Calédonie sont nommés par le gouverneur en conseil d'administration, sur la présentation de candidats désignés par le directeur de l'intérieur et le chef du service judiciaire; ils sont placés sous la surveillance du ministère public et du service de l'intérieur et soumis à la même discipline que les autres officiers ministériels.

2. Les aspirants aux fonctions de commissaire-priseur doivent avoir vingt-cinq ans accomplis, être Français ayant l'exercice et la jouissance de leurs droits civils.

3. Les commissaires-priseurs, avant d'entrer en fonctions, prêteront serment devant le président du tribunal de première instance et verseront au trésor le montant du cautionnement, qui sera déterminé par arrêté du gouverneur rendu en conseil privé.

4. Le nombre des commissaires-priseurs sera réglé par arrêté du gouverneur rendu en conseil privé.

5. Les commissaires-priseurs tiendront un répertoire sur lequel ils inscriront leurs procès-verbaux jour par jour, et qui sera préalablement visé au commencement, coté et parafé à chaque page par le président du tribunal de première instance. Ce répertoire sera arrêté tous les trois mois par le receveur de l'enregistrement; une expédition en sera déposée, chaque année, avant le 15 janvier, au greffe du tribunal civil.

6. Les commissaires-priseurs tiendront un registre, coté et parafé par le président du tribunal de première instance, sur lequel ils inscriront jour par jour, sans blanc, interligne, omission, ni intercalation ou transposition, et par ordre de numéros, tous les objets qui leur seront remis pour être vendus aux enchères publiques.

Ce registre indiquera pour chaque objet déposé : 1° le numéro d'ordre; 2° la date du dépôt; 3° la désignation de l'objet; 4° les noms et prénoms et le domicile des déposants; 5° la date du procès-verbal de la vente, et celle de son enregistrement; 6° en cas de non-vente, la mention du retrait des objets, signée par le déposant. Ce registre demeurera soumis comme le répertoire et les minutes à toutes les investigations des préposés de l'enregistrement, de même qu'à celles du parquet. Un récépissé reproduisant les énumérations mentionnées dans les numéros 1, 2, 3 et 4 du deuxième paragraphe du présent article sera remis à chaque déposant, au moment même de l'entrée en magasin des objets destinés à être vendus.

7. Les commissaires-priseurs sont chargés de procéder aux ventes vo-

lontaires et publiques de marchandises, effets mobiliers, aux ventes volontaires après décès ou faillite, aux ventes volontaires de navires, bâtiments de mer ou de rivière.

8. Le prix de vente au comptant est délivré au vendeur dans les vingt jours qui suivent celui de l'adjudication. Faute par le vendeur d'avoir exigé son paiement dans le délai ci-dessus, la somme est, le vingt et unième jour, sur un bordereau dressé par le commissaire-priseur, consigné par lui au trésor colonial. Le trésorier donne reçu de la consignation au pied du procès-verbal de vente.

9. La vente à terme ne peut être faite que sur la demande écrite du vendeur. Le vendeur qui stipule que l'adjudicataire fournira caution doit agréer la caution offerte, en signant sur le bulletin qui indique la personne devant servir de caution à l'adjudicataire. Le seizième jour après l'échéance du terme stipulé, les sommes recouvrées par le commissaire-priseur et non retirées par le vendeur sont consignées comme il est dit en l'art. 8.

10. Il est interdit aux commissaires-priseurs de se rendre directement ou indirectement adjudicataires des objets qu'ils sont chargés de vendre ou de priser, *d'exercer la profession de marchand ni même d'être associé à aucun genre de commerce, à peine de destitution.* A part ces prohibitions, le commissaire-priseur peut exercer d'autres emplois cumulativement avec ses fonctions, à l'exception de celui de greffier notaire.

11. Il sera alloué aux commissaires-priseurs : 1° pour droits de prisée, pour chaque vacation de trois heures, 6 francs; 2° pour assistance aux référés et pour chaque vacation de trois heures, 5 francs; 3° pour droits de vente, non compris les déboursés pour y parvenir et en acquitter les droits, non plus que la rédaction des placards, 6 0/0 sur le produit des ventes.

12. Il pourra, en outre, être alloué une ou plusieurs vacations sur la réquisition des parties, constatée par procès-verbal du commissaire-priseur à l'effet de préparer les objets mis en vente : ces vacations extraordinaires ne sont passées en taxe qu'autant que le produit des ventes s'élèvera à 3,000 francs. Chacune de ces vacations de trois heures donnera droit aux émoluments fixés par le n° 1 de l'art. 11.

13. Il sera alloué aux commissaires-priseurs, pour effectuer la consignation prévue par les art. 8 et 9, une vacation de 4 francs.

14. Il sera alloué aux commissaires-priseurs 1 fr. 50 c. pour expédition ou retrait des procès-verbaux de la vente s'ils sont requis outre le timbre et pour chaque rôle de vingt-cinq lignes à la page et de quinze syllabes à la ligne.

15. L'état des vacations, droits et recettes allouées aux commissaires-priseurs sera délivré sans frais aux parties; si la taxe est requise, elle sera faite par le président du tribunal de première instance ou par un juge délégué.

16. Toutes perceptions directes ou indirectes autres que celles autorisées par le présent décret, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles aient lieu, sont formellement interdites. En cas de contravention, l'officier public pourra être suspendu ou destitué, sans préjudice de l'action en répétition de la partie lésée et des peines prononcées contre la concussion.

17. Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, etc.

---

3 JUILLET = 1er SEPTEMBRE 1883. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883, pour les dépenses de diverses chambres de commerce. (XII, B. DCCLXXXII, n. 13,397.)

---

9 JUILLET = 1er SEPTEMBRE 1883. — Décret qui organise l'école d'apprentissage de Dellys (Alger). (XII, B. DCCLXXXII, n. 13,398.)

---

9 = 12 JUILLET 1883. — Décret qui fixe le taux d'intérêt d'un emprunt que la chambre de commerce de Dunkerque a été autorisée à contracter. (XII, B. DCCLXXXII, n. 13,399.)

---

9 JUILLET = 1er SEPTEMBRE 1883. — Décret qui déclare qu'il n'y a pas lieu de statuer

sur le recours formé par le préfet de l'Hérault contre les sieurs *Alquier* et *Xavier*. (XII, B. DCCLXXXII, n. 13,400.)

Le Président de la République, sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts; vu le recours formé par le préfet de l'Hérault tendant à ce qu'il plaise au conseil d'Etat prononcer l'abus contre les sieurs Xavier et Martial Alquier, l'un curé, l'autre vicaire de la paroisse de Servian, lesquels, contrairement aux dispositions d'un arrêté municipal, ont fait sortir une procession sur la voie publique, ledit recours enregistré au secrétariat général du conseil d'Etat, le 9 novembre 1882; vu l'arrêté du maire de Servian, en date du 14 avril 1881; vu le jugement du tribunal de simple police du canton de Servian, en date du 13 août 1881; vu le rapport du ministre de l'intérieur et des cultes; vu l'art. 1er de la convention du 26 messidor an 9 et les art. 6, 7 et 8 de la loi du 18 germinal an 10; ensemble les pièces du dossier; considérant que le maire de Servian a pris, à la date du 14 avril 1881, un arrêté interdisant les processions sur le territoire de la commune; que, contrairement aux prescriptions de cet arrêté, une procession que le sieur de Rascas avait organisée dans le parc de son château, sous la direction des sieurs Xavier Alquier et Martial Alquier, curé et vicaire de la paroisse, est sortie sur la voie publique et a emprunté un chemin communal pendant une certaine partie de son parcours; que procès-verbal de contravention a été dressé et les contrevenants cités devant le tribunal de simple police; que le juge de paix a rendu, le 13 août 1881, un jugement par lequel il a condamné le sieur de Rascas à 5 francs d'amende, et quant aux sieurs Xavier et Martial Alquier, qui avaient invoqué le bénéfice des art. 6, 7 et 8 de la loi du 18 germinal an 10, a sursis à statuer jusqu'à ce que le conseil d'Etat ait prononcé; que le commissaire de police, remplissant les fonctions de ministère public, s'étant pourvu contre cette dernière partie du jugement, un arrêt de la Cour de cassation a rejeté ce pourvoi; que le préfet de l'Hérault vient demander au conseil d'Etat de prononcer une déclaration d'abus contre les sieurs Xavier et Martial Alquier; considérant que le juge de simple police, n'aurait été fondé à surseoir que si les sieurs Alquier avaient soutenu que l'arrêté du maire de Servian avait été pris en violation des dispositions légales qui assurent la liberté des cultes; que, devant le tribunal, les sieurs Alquier n'ont pas contesté la légalité de l'arrêté municipal; que, dans ces circonstances, il n'est pas besoin, pour que le juge statue au fond, d'une déclaration préalable d'abus prononcée par le conseil d'Etat; que le tribunal de simple police saisi du fait de la contravention a toute compétence pour l'apprécier; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Il n'y a pas lieu de statuer sur le recours formé par le préfet de l'Hérault.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

---

13 = 26 JUILLET 1883. — Décret qui crée un conseil de prud'hommes à Darnétal (Seine-Inférieure). (XII, B. DCCLXXXII, n. 13,401.)

---

13 = 26 JUILLET 1883. — Décret qui crée un conseil de prud'hommes à Pavilly (Seine-Inférieure). (XII, B. DCCLXXXII, n. 13,402.)

---

12 = 13 JUILLET 1883. — Décret concernant les transferts des inscriptions nominatives du nouveau fonds 4 1/2 p. 0/0 dans les départements. (XII, B. DCCLXXXIII, n. 13,408.)

Le Président de la République, vu l'art. 11 de la loi du 27 avril 1883, portant autorisation de rembourser ou de convertir en rentes quatre et demi pour cent les rentes cinq pour cent inscrites au grand-livre de la dette publique; vu l'art. 2 du décret du 30 du même mois, portant division en séries du nouveau fonds quatre et demi pour cent, décrète :

Art. 1er. A partir du 2 août 1883, les agents de change près les bourses départementales pourvues de parquet pourront certifier les transferts des inscriptions nominatives du nouveau

fonds quatre et demi pour cent, assignées payables à la trésorerie générale du département où ils exercent, lorsque ces transferts auront pour objet la délivrance d'autres inscriptions nominatives.

2. L'agent de change établira une déclaration et un certificat de transfert qui seront revêtus de la signature du vendeur ou de son fondé de pouvoirs spécial. Cette signature sera certifiée par l'agent de change.

3. Les transferts seront signés, après vérification, par le trésorier général, agissant en qualité d'agent comptable des transferts. Le comptable justifiera, à ce titre, de sa gestion à la cour des comptes.

4. Les opérations que motiveront ces transferts seront effectuées par les soins de l'agent comptable du grand-livre à Paris, au vu des certificats de transfert et des anciens titres.

5. Les inscriptions résultant des transferts, signées par le directeur de la dette inscrite, visées par l'agent comptable du grand-livre, seront adressées au trésorier général, qui les certifiera après les avoir rapprochées des déclarations et les soumettra au visa du préfet, conformément à l'article 4 de la loi du 24 avril 1833.

6. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

22 JUILLET = 7 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879, 1880 et 1881. (XII, B. DCCLXXXIII, n. 13,409.)

---

23 JUILLET = 7 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui fixe la quantité de sel que l'administration des douanes est autorisée à délivrer en franchise pour la salaison des harengs de pêche française. (XII, B. DCCLXXXIII, n. 13,410.)

Le Président de la République, vu l'ordonnance du 30 octobre 1816, vu le décret du 5 décembre 1861, sur le rapport du ministre du commerce et d'après l'avis conforme du ministre des finances, décrète :

Art. 1er. L'art. 1er du décret du 5 décembre 1861 est modifié ainsi qu'il suit : L'administration des douanes est autorisée à délivrer en franchise de la taxe de consommation, pour la salaison, dans les ateliers à terre, des harengs de pêche française, la quantité de sel ci-après, savoir : pour cent kilogrammes de harengs blancs ou saurs, trente kilogrammes.

2. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

25 JUILLET = 7 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'entretien d'élèves à l'école d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie). (XII, B. DCCLXXXIII, n. 13,411.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1882, un crédit de 4,800 francs, applicable comme suit à l'entretien d'élèves à l'école d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie) :

BUDGET ORDINAIRE. — Chap. 14. Enseignement technique, 4,800 francs.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements effectués au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

30 JUILLET = 7 SEPTEMBRE 1883. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de la chambre de commerce de Marseille. (XII, B. DCCLXXXIII, n. 13,412.)

---

30 JUILLET = 7 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui fixe l'imposition additionnelle à percevoir en 1883 pour les dépenses de la Bourse de Marseille. (XII, B. DCCLXXXIII, n. 13,413.)

---

30 JUILLET = 7 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour secours aux victimes des inondations. (XII, B. DCCLXXXIII, n. 13,414.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au chap. 58

(*Secours aux victimes des inondations de* 1882) du budget du ministère de l'intérieur, exercice 1883, une somme de 5,283 fr. 48 c. restée disponible sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au budget de l'exercice 1882. Pareille somme de 5,283 fr. 48 c. est annulée au chap. 66 (*Secours aux victimes des inondations de* 1882) du budget du ministère de l'intérieur, exercice 1882.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par le paragraphe 1er de l'article précédent au moyen des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours pour l'objet dont il s'agit.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, etc.

---

30 JUILLET = 7 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les dépenses de colonisation en Algérie (XII, B. DCCLXXXIII, n. 13,415.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1883, chap. 50. (*Colonisation en Algérie*), une somme de 190,000 francs applicable aux dépenses d'achat de terres pour la colonisation.

2. Pareille somme de 190,000 francs est annulée au chap. 51, art. 5 (*Colonisation en Algérie*), du budget de l'exercice 1881.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'art. 1er au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours provenant des soultes de rachat du séquestre, et qui sont reportées de l'exercice 1882 à l'exercice 1883 jusqu'à concurrence de ladite somme de 190,000 francs.

4. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, etc.

---

31 JUILLET = 7 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui soumet à la retenue pour pension civile le traitement du secrétaire-comptable de l'Académie de France à Rome. (XII, B. DCCLXXXIII, n. 13,416.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le traitement du secrétaire-comptable de l'académie de France à Rome est assujetti à la retenue pour pensions civiles édictée par l'art. 3 de la loi du 9 juin 1853.

2. Les dispositions contraires du règlement des beaux-arts du 18 décembre 1867 sont et demeurent abrogées.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

13 = 15 AOUT 1883. — Décrets qui convoquent les collèges électoraux du 1er arrondissement de Paris et de la deuxième circonscription de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône, à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCLXXXIII, n. 13,417, 13,418.)

---

12 = 13 OCTOBRE 1881. — Décret qui autorise la société formée à Paris, sous la dénomination : *le Progrès national*, compagnie d'assurances sur la vie. (XII, B. S. MCCCCLXXXVIII, n. 19,530.)

---

15 = 16 OCTOBRE 1881. — Décret qui approuve les nouveaux statuts de la société anonyme, établie sous la dénomination de l'*Abeille*, compagnie d'assurances sur la vie. (XII, B. S. MCCCCLXXXVIII, n. 19,531.)

---

3 = 4 AOUT 1883. — Loi qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour frais de voyage des ouvriers délégués à l'exposition d'Amsterdam. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,425.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, en plus des crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, un crédit extraordinaire de 50,000 francs, lequel formera un chapitre distinct sous le n° 22, et intitulé : *Frais de voyage des ouvriers délégués à l'exposition d'Amsterdam.*

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

4 = 5 AOUT 1883. — Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire sur l'exercice 1883. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,426.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre

de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 10,000 fr. qui sera inscrit à la première section (*Service de l'instruction publique*), chap. 28 (*Frais généraux de l'instruction secondaire*).

2. Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

4 = 5 AOUT 1883. — Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,427.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, un crédit extraordinaire de 100,000 francs, lequel sera classé dans la deuxième section (*Beaux-Arts*), au chap. 18, intitulé : *Exposition à Paris et dans les départements.*

2. Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

5 = 12 AOUT 1883. — Loi qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour les dépenses d'une mission sanitaire en Egypte. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,423.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre du commerce, sur le budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 50,000 fr., qui sera inscrit sous la rubrique : *Chap.* 29. — *Mission sanitaire en Egypte.*

2. Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

6 = 8 AOUT 1883. — Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour achats et transports de tabacs. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,429.)

Article unique. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1883, au delà des crédits alloués par la loi de finances du 29 décembre 1882, un crédit supplémentaire de 7,500,000 fr. imputable sur le chap. 89 (*Achats et transports de tabacs*). Il sera pourvu à ce crédit supplémentaire au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

8 = 14 AOUT 1883. — Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit de 10,853,700 francs sur l'exercice 1883, et annule une somme pareille sur l'exercice 1882. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,430.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, des crédits montant à la somme de 10,853,700 fr., répartie par chapitres de la manière suivante : chap. 1er. Matériel naval, 10,768,700 fr. ; chapitre 2. Travaux des ports, 85,000 fr. ; somme égale, 10,853,700 francs.

2. Sur les crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, une somme de 10,853,700 fr. est et demeure annulée aux chapitres ci-après (*comme ci-dessus*).

3. Il sera pourvu aux crédits ouverts par l'art. 1er de la présente loi au moyen des ressources affectées aux crédits annulés par l'article précédent.

---

10 = 12 AOUT 1883. — Loi qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour subvention éventuelle à l'exposition de Nice. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,431.)

Art. 1er. Un crédit extraordinaire de 50,000 fr. est ouvert au ministre du commerce sur l'exercice 1883, pour contribuer aux dépenses de l'exposition internationale des produits de l'agriculture, de l'industrie et des beaux-arts de Nice. Ce crédit fera l'objet d'un chapitre distinct, libellé : *N° 27 (Subvention éventuelle à l'exposition internationale de Nice).*

2. La subvention que pourra accorder le ministre du commerce ne sera allouée que si les recettes de l'exposition ne suffisent pas à couvrir les dépenses et que jusqu'à concurrence du déficit constaté. Ladite sub-

vention ne pourra, en aucun cas, excéder 50,000 francs.

3. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

10 = 11 AOUT 1883. — Loi relative aux récompenses à décerner à l'occasion de l'exposition d'Amsterdam. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,432.)

Article unique. A l'occasion de l'exposition internationale d'Amsterdam, le gouvernement est autorisé à faire dans l'ordre national de la Légion d'honneur, en dehors des dispositions restrictives de la loi du 25 juillet 1873, des nominations et promotions dont le nombre ne pourra dépasser : 2 croix de commandeur; 5 croix d'officier; 50 croix de chevalier.

---

14 = 17 AOUT 1883. — Loi qui ouvre au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire au titre du budget annexe de l'Imprimerie nationale. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,433.)

Article unique. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1883, au titre du budget annexe de l'Imprimerie nationale, un crédit supplémentaire de 1,941,000 fr., applicable aux chapitres ci-après : chap. 1er. Dépenses fixes d'administration et d'exploitation, 22,000 fr.; chap. 2. Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe, 1,919,000 fr.; total, 1,941,000 fr. Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources réalisées sur le chap. 1er du budget des recettes de l'Imprimerie nationale, sous le titre de : *Produit des impressions diverses.*

---

23 = 24 AOUT 1883. — Loi qui annule sur le budget extraordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1882, une somme de 21,500,000 francs, et qui ouvre au même ministère, sur le budget de l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de pareille somme. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,434.)

Art. 1er. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, une somme de 21,500,000 fr., inscrite au chap. 15 (*Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en vertu de la loi du* 18 *mai* 1878), est et demeure annulée.

2. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au delà des crédits alloués par la loi de finances du 30 décembre 1882, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 21,500,000 francs, qui sera inscrit au chap. 11 (*Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en vertu de la loi du* 18 *mai* 1878).

3. Il sera pourvu aux crédits ouverts par l'art. 2 au moyen des ressources affectées au crédit annulé par la présente loi.

---

19 JUIN = 11 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui reconnaît d'utilité publique l'établissement d'un service de voyageurs sur le chemin de fer d'embranchement de Robiac à la Valette. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,435.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reconnu d'utilité publique l'établissement d'un service de voyageurs sur le chemin de fer d'embranchement de Robiac à la Valette. La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée est tenue, en conséquence, d'organiser immédiatement ce service, conformément aux stipulations contenues au paragraphe 3 de l'art. 2 de la convention annexée au décret du 24 juin 1857.

2. Est approuvé le projet présenté, le 2 novembre 1881, par ladite compagnie, pour l'exécution dans les gares de Robiac et de la Valette de divers travaux destinés à assurer le service des voyageurs sur ledit embranchement, avec un détail estimatif montant à 43,000 francs.

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront imputées sur le compte de 192,000,000 de fr., etc.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

19 JUIN = 11 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des che-

mins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,436.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Paris à Lyon, d'Avignon à Marseille, de Nevers à Chagny, de Moulins à Montchanin, de Givors à la Voulte, de Bessèges à Alais, de Vézénobres à Quissac, d'Arles à Lunel, de Grenoble à Valence, de Grenoble à Saint-Rambert-d'Albon, de Toulon à Nice.

2. Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 192,000,000 de fr., etc.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

19 JUIN = 11 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une seconde voie entre Morvillars et la gare de Delle (bifurcation de la ligne de Belfort). (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,437.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement de la seconde voie sur la ligne de Montbéliard à Delle, entre Morvillars (bifurcation de la ligne de Belfort) et la gare de Delle, conformément aux dispositions générales du plan dressé, le 20 avril 1882, par l'ingénieur de la compagnie, lequel plan restera annexé au présent décret.

2. Pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841. Les expropriations devront être terminées dans un délai de deux ans.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

19 JUIN = 11 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1883, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers pour l'exécution de divers travaux publics (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,438.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à 7,904,832 fr. 50 c., et répartis ainsi qu'il suit, savoir : chap. 5. Amélioration des rivières, 190,999 fr. 30 c.; chap. 6. Etablissement et amélioration de canaux de navigation, 116,685 fr. 13 c.; chap. 7. Amélioration et achèvement des ports maritimes, 1,804,250 fr.; chap. 8. Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat, 5,534,407 fr. 15 c.; chap. 10. Rachat de lignes de chemins de fer, 19,317 fr. 19 c.; chap. 11. Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878, 237,673 fr. 73 c.; chapitre 12. Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en dehors de la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'Etat par suite de déchéances définitives, 1,500 fr.; ensemble comme ci-dessus, 7,904,832 fr. 50 cent.

Ladite somme de 7,904,832 fr. 50 c. est répartie, par entreprises, conformément à l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

27 JUIN = 11 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'établissement de caniveaux avec bordure de trottoirs le long de la route nationale n° 5, dans la traverse de Rouïba. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,439.)

---

27 JUIN = 11 SEPTEMBRE 1883. — Décret pour la réglementation de la pêche dans les eaux

du lac Léman. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,440.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les permis personnels concédant le droit de pêche dans les eaux françaises du lac Léman désignent les limites du cantonnement où ils donnent droit de pêcher et la nature de la pêche qui pourra être pratiquée par le permissionnaire. Ces permis sont valables du 1er janvier au 31 décembre de l'année pour laquelle ils sont délivrés.

2. Les limites de chaque cantonnement sont fixées par le préfet de la Haute-Savoie, sur la proposition de l'ingénieur en chef ; elles demeurent invariables pendant la durée d'une même année commençant au 1er janvier.

3. La demande en délivrance de permis de pêche doit être adressée au préfet sur papier timbré, et la signature de l'impétrant légalisée par le maire de la commune. Les permis sont délivrés, sauf les restrictions contenues art. 5 et 6, par le préfet sur l'avis de l'ingénieur en chef. Ils se divisent en deux catégories : la première catégorie comprend les permis de grande pêche, donnant le droit de pêcher dans le cantonnement avec tous les engins non prohibés par les lois et règlements, et aux époques et lieux où la pêche n'est pas interdite sur le lac; la seconde comprend les permis de petite pêche, donnant le droit de pêcher avec ces mêmes engins, à l'exception du grand filet, de la tragale et de la moute, dans le cantonnement assigné, et sous réserve de l'interdiction de la pêche aux époques et lieux déterminés.

4. Un même permissionnaire peut se faire délivrer des permis distincts pour plusieurs cantonnements.

5. Il ne sera pas délivré de permis aux receveurs du produit de la pêche, aux agents spéciaux institués pour la surveillance de la pêche, aux parents et alliés en ligne directe, frères et beaux-frères, oncles et neveux de ces agents, pour les cantonnements où ils exercent leurs fonctions, ni aux personnes qui, ayant été punies pour contraventions de pêche, n'ont pas satisfait aux pénalités encourues.

6. Tout permissionnaire qui, dans l'espace d'une année, a encouru deux condamnations pour infractions aux lois et règlements sur la pêche peut être privé de la faculté de renouveler son permis.

7. Le titulaire d'un permis peut avoir avec lui trois compagnons au plus pour la grande pêche et un pour la petite pêche. Ces compagnons doivent être agréés par l'ingénieur en chef; ils ne peuvent pêcher en l'absence du titulaire et doivent monter le même bateau que lui. Toutefois, en cas de maladie dûment constatée, le titulaire peut faire agréer un remplaçant à titre temporaire.

8. Les barques et les batelets employés à l'exploitation de la pêche porteront à l'extérieur de la proue et des deux côtés le mot « pêche », ainsi que le numéro d'inscription de la barque sur un registre tenu par l'ingénieur de l'arrondissement de Thonon. Les lettres et le numéro auront au moins dix centimètres de hauteur et seront inscrits en noir sur un fond blanc.

9. La redevance due à l'Etat pour la délivrance du permis est fixée chaque année par le préfet de la Haute-Savoie, sur la proposition du directeur des contributions indirectes et l'avis de l'ingénieur en chef. Elle ne peut être inférieure à 25 francs pour la grande pêche et à 10 francs pour la petite, et doit être acquittée préalablement à la délivrance du permis. La quotité de la redevance est d'ailleurs invariable dans le courant de l'année pour un même cantonnement et une même catégorie de permis, quelle que soit l'époque où le permis est délivré.

10. Seront affichés dans les communes intéressées du département de la Haute-Savoie, le présent règlement et, à sa suite, les art. 1 à 10, 29 et 30 de la convention internationale du 28 décembre 1880, contenant les dispositions générales de police sur la pêche dans le lac Léman.

11. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

27 = 13 JUIN 1883. — Décret qui annule divers crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre du budget des

dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,441.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, est et demeure annulée une somme de 47,369,532 fr. 02 c., répartie, par chapitres, de la manière suivante (*Suit le détail*).

2. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

6 JUILLET = 11 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui autorise la chambre de commerce de Marseille à établir et à exploiter un outillage hydraulique pour le chargement et le déchargement des navires. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,442.)

---

25 JUILLET = 11 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,443.)

---

27 JUILLET = 2 AOUT 1883. — Décret qui autorise la chambre de commerce de Marseille à contracter un emprunt. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,444.)

---

31 JUILLET = 1er AOUT 1883. — Décret qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de l'arrondissement de Nancy, à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,445.)

---

8 AOUT = 11 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui convoque les membres citoyens français des conseils municipaux des communes comprises dans le département de Constantine, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,446.)

---

20 AOUT = 11 SEPTEMBBE 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre pour la réorganisation des défenses de Calais. (XII, B. DCCLXXXIV, n. 13,447.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 3,000,000 de francs ouvert au ministre de la guerre, au titre du compte spécial *Réorganisation des défenses de Calais* (exercice 1881), par la loi du 21 avril 1879, crédit porté à 4 millions 106,624 fr. 70 c. par le report de 1880 audit exercice 1881, d'une somme de 1,106,624 fr. 70 c., suivant décret du 28 juin 1881, un report est autorisé à l'exercice 1883 dudit compte jusqu'à concurrence de la somme de 3,228,141 fr. 51 c., répartie comme suit : EXERCICE 1883. Compte spécial. *Chapitre unique.* — Réorganisation des défenses de Calais, 3,228,141 fr. 51 cent.

2. Une somme de 3,228,141 fr. 51 c. est annulée au compte spécial *Réorganisation des défenses de Calais,* pour l'exercice 1881.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des crédits alloués et du produit de la vente des terrains militaires devenus disponibles par la suppression de l'ancienne enceinte de Calais.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

18 = 19 JUILLET 1883. — Loi qui ouvre ou annule des crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883. (XII, B. DCCLXXXV, n. 13,458.)

TITRE Ier. EXERCICE 1881.

1° *Budget ordinaire.*

Art. 1er. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1881, au delà des crédits alloués par la loi de finances du 28 décembre 1880, des crédits supplémentaires montant à la somme de 681,250 fr. Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état A annexé à la présente loi. Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1881.

2° *Budget des dépenses sur ressources extraordinaires.*

2. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, une somme totale de 22,270,226 fr. 77 c. est et demeure annulée aux chapitres

ci-après : chap. 1er. Artillerie, 2 millions 12,314 fr. 07 c.; chap. 2. Génie, 2,547,943 fr. 04 c.; chap. 3. Subsistances militaires, 8,624,867 fr. 01 c.; chap. 4. Hôpitaux et ambulances militaires, 11,642 fr. 60 c.; chap. 5. Remonte et harnachement, 2,245 fr.; chap. 6. Habillement, 8,181,907 fr. 67 c.; chap. 7. Transports généraux, 889,307 fr. 38 c.; somme égale, 22,270,226 fr. 77 c.

3. Les ressources affectées aux crédits annulés par l'article précédent seront reportées au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883.

TITRE II. EXERCICE 1882.

Budget ordinaire.

4. Il est alloué aux ministres, sur l'exercice 1882, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 juillet 1881, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 10,575,295 fr. 26 c. Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état B annexé à la présente loi. Il sera pourvu aux crédits supplémentaires et extraordinaires ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1882.

5. Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882, par la loi de finances précitée du 29 juillet 1881, une somme de 2,881,606 fr. 23 c. est et demeure définitivement annulée aux ministères et chapitres désignés dans l'état C annexé à la présente loi.

6. Sur le crédit extraordinaire de 500,000 fr. ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre de l'exercice 1882, par la loi du 6 mars 1883, une somme de 432,550 fr. est et demeure annulée à la deuxième section (*Service des beaux-arts*), chap. 61 (*Acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux*). Une somme égale de recette est également annulée sur la ressource de 500,000 fr., attribuée à l'exercice 1882, par la loi précitée du 16 mars 1883, au titre de : *Reliquat des fonds de la souscription nationale d'encouragement aux beaux-arts et à l'industrie.*

TITRE III. EXERCICE 1883.

1° *Budget ordinaire.*

7. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 80,580,500 fr. 07 c. Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état D annexé à la présente loi. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

8. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, en addition aux crédits votés par la loi de finances du 31 décembre 1882, un crédit extraordinaire de 432,550 fr., qui sera classé à la deuxième section (*Service des beaux-arts*), chap. 41 (*Acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux*). Il sera pourvu à ce crédit extraordinaire au moyen de l'attribution au budget ordinaire de l'exercice 1883 de la ressource de pareille somme annulée à l'exercice 1882 par l'art. 6 de la présente loi.

9. Sur les crédits ouverts au ministre des finances, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, par la loi de finances précitée du 29 décembre 1882, une somme de 88 millions 120,858 fr. 50 c. est et demeure définitivement annulée aux chapitres ci-après : 1re PARTIE. *Dette publique, dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.* Chap. 1er. Rentes 5 0/0, 85,120,858 fr. 50 c.; chap. 20. Rentes viagères pour la vieillesse, 3,000,000 de francs; total des crédits annulés, 88,120,858 fr. 50 c.

2° *Budget des dépenses sur ressources extraordinaires.*

10. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, au delà des crédits alloués par la loi de finances du 30 décembre 1882, un crédit de 22,270,226 fr. 77 c., applicable au chap. 1er : *Artillerie.*

11. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'article précédent au moyen des

ressources devenues disponibles par suite de l'annulation de crédits prononcée sur l'exercice 1881 en vertu de l'art. 2 de la présente loi.

TITRE IV. OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES PÉRIMÉS ET CLOS.

1° *Exercices périmés.*

12. Il est accordé aux ministres, sur l'exercice 1883, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de 20,964 fr. 32 c. Ces crédits sont répartis entre les divers ministères conformément à l'état E annexé à la présente loi. Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

2° *Exercices clos.*

13. Il est accordé au ministre des affaires étrangères, en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1877, un crédit supplémentaire de 285 fr. 90 c., à titre de régularisation d'un excédent de dépense effectué sur le chap. 3 : *Traitements des agents politiques et consulaires.* Le ministre des affaires étrangères est, en conséquence, autorisé à ordonnancer le crédit ci-dessus sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'art. 8 de la loi du 23 mai 1834.

14. Il est accordé aux ministres, en augmentation des restes à payer des exercices clos de 1879, 1880, 1881 et 1882, des crédits supplémentaires pour la somme de 163,987 fr. 23 c., montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, conformément à l'état F annexé à la présente loi. Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'art. 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE V. BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

1° *Grande chancellerie de la Légion d'honneur.*

15. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1881, au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, un crédit supplémentaire de 7,072 fr. 08 c., applicable au chap. 10 (*Succursales. — Matériel*). Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources réalisées sur le chap. 10 du budget des recettes de la Légion d'honneur, sous le titre de (*Pensions et trousseaux des élèves des succursales*).

16. Il est accordé au ministre de la justice est des cultes, sur l'exercice 1883, au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, pour le montant des créances des exercices périmés, un crédit spécial montant à la somme de 320 fr. 95 c., qui sera imputé au chap. 23 (*Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance*). Il sera pourvu à ce crédit extraordinaire au moyen des ressources propres du budget annexe de la Légion d'honneur pour l'exercice 1883.

2° *Caisse des invalides de la marine.*

17. Les évaluations de recette du budget annexe de la caisse des invalides de la marine pour l'exercice 1882 sont augmentées d'une somme de 2,090,000 fr., à titre de *subvention du trésor public,*

18. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1882, au titre du budget annexe de la caisse des invalides, des crédits supplémentaires montant à la somme de 1,730,000 fr., répartie par chapitres ainsi qu'il suit : chap. 1er. Pensions dites demi-soldes, pensions pour ancienneté de service, pensions de veuves et subventions aux pensionnaires, 1,718,000 fr. ; chap. 2. Secours, 12,000 fr. ; total des crédits ouverts, 1,730,000 fr. Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen de l'augmentation de recette prévue à l'article précédent.

---

30 = 31 JUILLET 1883. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1884 (1) (XII, B. DCCLXXXV, n. 13,459.)

TITRE Ier. BUDGET ORDINAIRE.

Art. 1er. Les contributions directes

(1) Présentation à la Chambre des députés du pro et général du budget pour l'exercice 1884, par M. Tirard, ministre des finances, le 3 mars 1883 (J. O. du 15 mars, n° 1749,

applicables aux dépenses générales de l'Etat seront établies pour 1884, en principal et centimes additionnels, conformément à la première partie de l'état A annexé à la présente loi et aux dispositions des lois existantes. Ces contributions sont évaluées à la somme de 386,108,100 fr. Le contingent de chaque département pour les contributions foncière (propriétés non bâties), foncière (propriétés bâties), personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, est fixé, en principal, aux sommes portées dans l'état B annexé à la présente loi.

2. Les diverses taxes assimilées aux contributions directes, énoncées au paragraphe 1er de l'état C annexé à la présente loi, seront établies, pour 1884, au profit de l'Etat, conformément aux lois existantes. Les taxes spéciales applicables aux dépenses ordinaires du budget de l'exercice 1884 sont évaluées, conformément à la première partie de l'état D annexé à la présente loi, à la somme de 25,804,960 fr.

3. Les contributions et taxes spéciales à percevoir en Algérie, énoncées dans l'état E annexé à la présente loi, seront établies, pour 1884, au profit de l'Etat, conformément aux lois existantes. Ces contributions et taxes sont évaluées à la somme de 7,846,000 fr.

4. Est et demeure autorisée la perception des contributions directes et des taxes y assimilées établies pour l'exercice 1884 en conformité de la présente loi.

TITRE II. BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

5. Les contributions foncière, personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, applicables aux dépenses départementales et spéciales, seront établies, pour 1884, en centimes additionnels, conformément à la seconde partie de l'état A annexé à la présente loi et aux dispositions des lois existantes. Ces contributions sont évaluées à la somme de 337 millions 919,946 fr.

6. Le maximum des centimes que les conseils généraux peuvent voter en vertu de l'art. 58 de la loi du 10 août 1871 est fixée, pour l'année 1884, à 25 centimes sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, plus 1 centime sur les quatre contributions directes.

7. Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter en vertu de l'art. 40 de la loi du 10 août 1871 est fixé, pour l'année 1884, à 12 centimes. Dans ce nombre sont compris les centimes dont l'imposition a été précédemment autorisée par des lois spéciales antérieures à la mise à exécution de la loi du 18 juillet 1866 sur les conseils généraux.

8. Le maximum de la contribution

---

p. 286). Rapport de M. Rouvier, le 20 juillet (J. O. du 11 août, n° 2182, p. 1109). Discussion et adoption, le 24 juillet (J. O. du 25).

Présentation au Sénat, le 24 juillet (J. O. du 5 novembre, n° 422, p. 976). Rapport de M. Dauphin, le 27 juillet (J. O. du 9 novembre, n° 443, p. 991). Adoption sans discussion, le 28 juillet (J. O. du 29).

Par suite du retard apporté au vote de la loi portant fixation du budget général de l'exercice 1884, on a dû, comme les années précédentes, en détacher ses dispositions relatives aux contributions directes et aux taxes assimilées, afin de mettre les conseils généraux à même d'exercer leurs attributions en matière de budget dans leur session d'août, et de permettre aux conseils municipaux de fonctionner dans les limites des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé par la loi. L'adoption de ces dispositions n'a, d'ailleurs, donné lieu à aucun débat.

Le gouvernement avait introduit cette année, dans son projet de budget des contributions directes, deux modifications.

La première changeait l'assiette de la contribution des portes et fenêtres dans les communes de plus de 5,000 âmes. La Chambre des députés a pensé que cette modification nécessitait une étude longue et approfondie, et devait être l'objet d'une loi spéciale indépendante du budget. Le gouvernement s'est rangé à cette opinion.

D'autre part, le gouvernement avait proposé de classer au budget ordinaire, parmi les taxes assimilées aux contributions directes, les centimes additionnels au principal des contributions arabes qui, précédemment, figuraient au budget sur ressources spéciales. La Chambre des députés a pensé aussi que cette innovation soulevait des questions trop importantes pour être introduites incidemment dans la loi, et elle a maintenu l'ancien mode de classement.

spéciale à établir sur les quatre contributions directes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'art. 61 de la loi du 10 août 1871, est fixé, pour la même année à 2 centimes.

9. Le maximum du nombre de centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à voter, pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale, et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux, en vertu de l'art. 42 de la loi du 10 août 1871, ne pourra dépasser, en 1884, 20 centimes.

10. Lorsque, en exécution du paragraphe 4 de l'art. 39 de la loi du 18 juillet 1837, il y aura lieu par le gouvernement d'imposer d'office sur les communes des centimes additionnels pour le paiement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt.

11. En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et, dans les cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1884, à titre d'imposition spéciale, 7 centimes additionnels aux quatre contributions directes.

12. Les diverses taxes assimilées aux contributions directes, énoncées au second paragraphe de l'état C annexé à la présente loi, seront établies, pour 1884, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées, conformément aux lois existantes.

13. Les taxes spéciales assimilées aux contributions directes, dont le produit est applicable au budget des dépenses sur ressources spéciales, sont évaluées, pour l'exercice 1884, à la somme de 1,099,880 fr., conformément à la seconde partie de l'état D annexé à la présente loi.

14. Il n'est pas dérogé à l'exécution de l'art. 4 de la loi du 2 août 1829, modifié par l'art. 7 de la loi du 7 août 1850, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des lois des 10 mai 1838 et 10 août 1871, sur les attributions départementales; des 16 septembre 1871 et 21 mai 1873, sur la composition du conseil général de la Seine; des 18 juillet 1837 et 24 juillet 1867, sur l'administration communale; du 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux; des 21 juillet 1870 et 20 août 1881, sur les chemins ruraux; du 16 juin 1881, articles 2 et 4, du 29 décembre 1882, art. 21, sur la gratuité absolue de l'enseignement primaire; et enfin du 21 décembre 1882, tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs.

ÉTAT A. *Tableau des contributions directes à imposer en principal*

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	foncière propriétés non bâties. Centimes additionnels.	foncière propriétés non bâties.	foncière propriétés bâties. Centimes additionnels.	foncière propriétés bâties.
				Ire PARTIE. — BUDGET
Principal des contributions.	»	118,650,252f	»	57,070,621f
A retrancher pour cotisations en principal des propriétés non bâties ayant cessé d'être imposables, déduction faite des cotisations afférentes aux propriétés non bâties devenues passibles de l'impôt. (Art. 11, 12 et 13 de la loi du 1er mai 1822)	»	30,252	»	»
A ajouter pour cotisations en principal des propriétés nouvellement bâties, imposables à partir du 1er janvier 1884, déduction faite des dégrèvements afférents aux propriétés détruites ou démolies. (Art. 2 des lois des 17 août 1835 et 4 août 1844).	»	»	»	629,379
TOTAL du principal.	»	118,620,000	»	57,700,000
A retrancher pour attribution aux communes sur la contribution des patentes.	»	»	»	»
RESTE.		118,620,000	»	57,700,000
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale (calculés sur le total du principal).	»	»	»	»
Centimes additionnels généraux extraordinaires avec maintien des exceptions déterminées par l'art. 1er de la loi du 24 juillet 1873	»	»	»	»
TOTAUX.	»	118,620,000	»	57,700,000
A retrancher de la contribution des patentes, en principal et centimes additionnels généraux, pour attribution au compte spécial établi en exécution de l'art. 9 de la loi du 18 juillet 1866, sur les courtiers de marchandises	»	»	»	»
RESTE.	»	118,620,000	»	57,700,
3/5 de la taxe de premier avertissement pour les rôles confectionnés aux frais de l'Etat (Art. 5				
TOTAL du budget général.				
				IIe PARTIE. — BUDGET DES DÉPENS
Fonds pour dépenses départementales. Budget départemental ordinaire. — Centimes additionnels portant sur les contributions directes. — Centimes additionnels portant sur les quatre contributions directes. — Centimes additionnels généraux votés annuellement par les conseils généraux (loi du 10 août 1871, art. 58) : maximum, 25 centimes	»	30,085,000f	»	14,425,000
pour dépenses ordinaires des départements : maximum, 1 c.	»	1,203,400	»	577,000
pour dépenses du service vicinal : maximum, 7 centimes	»	8,423,800	»	4,039,000
pour dépenses de l'instruction primaire (loi du 16 juin 1881, art. 4.) : 4 centimes, sauf prélèvement sur d'autres ressources	»	4,813,600	»	2,308,0
Imposés d'office, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'art. 61 de la loi du 10 août 1871 : maximum, 2 centimes. (Mémoire)	»	»	»	»
Centimes pour dépenses du cadastre : maximum, 5 centimes	»	46,900	»	23,1

(A) Sur les 5 centimes imposés pour taxe de premier avertissement, 3 centimes sur 20,150, rales du budget. Le produit de ces 3 centimes est de 604,500 francs.

Le produit des 2 autres centimes est attribué aux percepteurs pour la distribution des avertissem

et centimes additionnels pour l'exercice 1884.

CONTRIBUTIONS.						TOTAUX	
personnelle mobilière.		des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
Centim. additionnels		Centim. additionnels		Centim. additionnels			
ORDINAIRE.							
»	54,998,153 f	»	38,479,245f	»	79,000,000f		348,198,271f
»	»	»	»	»	»		en moins : 30,252
»	901,847	»	520,755	»	»		en plus : 2,051,981
.....	55,900,000	.....	39,000,000	.....	79,000,000		350,220,000
»	»	»	»	»	6,320,000		6,320,000
.....	55,900,000		39,000,000	.....	72,680,000		343,900,000
17	9,503,000	15 8/10	6,162,000	14 6/10	11,534,000		27,199,000
»	»	»	»	20	15,624,600		15,624,600
.....	65,403,000	.....	45,162,000	.....	99,838,600		386,723,600
»	»	»	»	»	1,220,000		1,220,000
.....	65,403,000	.....	45,162,000	.....	98,618,600		385,503,600
de la loi du 15 mai 1818).						(A) 604,500	
. . . . .						386,108,100	386,108,100
SUR RESSOURCES SPÉCIALES.							
»	13,975,000f	»	»	»	»	58,485,000f	
»	559,000	»	390,000f	»	790,000f	3,519,400	
»	3,913,000	»	2,730,000	»	5,530,000	24,635,800	
»	2,236,000	»	1,560,000	»	3,160,000	14,077,600	160,690,600f
»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	70,000	

centimes d'avertissements, pour rôles confectionnés aux frais de l'État, rentrent dans les fonds pour dépenses gené-

bution des contribuables, et figure à la deuxième partie du présent tableau.

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.			foncière propriétés non bâties. Centimes additionnels		foncière propriétés bâties. Centimes additionnels.	
Fonds pour dép. départ. (suite).	Budget départem. extraord.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum : 12 c.) et en vertu de lois spéciales. . . . . pour dépenses de l'instruction primaire. . . .	»	151,900 f	»	74,800f
		pour dépenses autres que celles de l'instruction primaire .	»	20,425,000	»	10,060,100
Fonds pour dépenses communales.		Centimes pour dépenses ordinaires (maximum, 5 centimes)	»	5,972,200	»	2,863,500
		Centimes pour dépenses extraordinaires (approuvés par des actes du gouvernement, par des arrêtés des préfets, votés par les conseils [illegible] dans les limites légales ou imposés d'office en vertu de l'art. 39 de la loi du 18 juillet 1837)	»	38,250,700	»	18,340,300
		Centimes pour frais de bourses et chambres de commerce (y compris le fonds de non-valeurs)	»	»	»	»
		Centimes pour dépenses des chemins vicinaux, maximum, 5 centimes	»	5,429,200	»	2,603,2[illegible]
		Centimes pour dépenses de l'instruction primaire. — Loi du 16 juin 1881, article 2 (4 centimes), sauf prélèvement sur d'autres ressources.		4,813,600	»	2,308,[illegible]
		Centimes pour frais de perception des impositions communales (3 centimes du montant de ces impositions)	»	1,650,311	»	791,2[illegible]
		Fonds de 8 c. sur le principal des patentes attribué aux communes par l'art. 36 de la loi du 15 juillet 1880	»	»	»	»
Fonds provenant de l'augmentation du produit des patentes attribuée au compte spécial établi en exécution de l'art. 19 de la loi du 18 juillet 1866, sur les courtiers de marchandises			»	»	»	»
Fonds pour secours en cas de grêle, inondations et autres cas fortuits.			1	1,186,200	1	577,000
Fonds de non-valeurs.		Sur le principal des contributions foncière, personnelle – mobilière et des portes et fenêtres (décharges et réductions non susceptibles de réimposition, remises et modérations)..	1	1,186,200	1	577,000
		Sur le principal de la contribution des patentes (décharges, réductions, remises et modérations, et frais d'expédition des formules de patentes).	»	»	»	»

CONTRIBUTIONS.						TOTAUX	
personnelle-mobilière.		des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature de contributions.	par affectation de contributions
Centim. additionnels		Centim. additionnels		Centim. additionnels			
»	70,600f	»	48,000f	»	97,300f	442,600f	
»	9,259,700	»	6,386,300	»	13,329,100	59,460,200	
»	2,697,600	»	»	»	»	11,533,300	
»	17,661,600	»	12,185,100	»	20,730,800	107,168,500	
»	»	»	1,545,600	»	730,000	730,000	
»	2,161,100	»	1,560,000	»	2,638,200	14,377,300	158,728,457f
»	2,236,000	»	472,483	»	3,160,000	14,077,600	
»	750,116	»	»	»	857,363	4,521,757	
»	»	»	»	»	6,320,000	6,320,000	
»	»	»	»	»	1,220,000	1,220,000	1,220,000
1	559,000	»	»	»	»	2,322,200	2,322,200
1	559,000	3	1,170,000	»	»	3,492,200	
»	»	»	»	5	3,950,000	3,950,000	

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	foncière, propriétés non bâties.		foncière, propriétés bâties.	
	Centimes additionnels.		Centimes additionnels.	
Fonds de non-val. (Suite.) Centimes à ajouter au montant des impositions départementales pour leur contribution à la formation du fonds de non-valeurs (art. 14 de la loi du 8 juillet 1852 et art. 11 de la loi du 4 septembre 1871)	»	651,496f	»	315,070
Centimes à ajouter au montant des impositions communales pour leur contribution à la formation du fonds de non-valeurs (art. 14 de la loi du 8 juillet 1852 et art. 11 de la loi du 4 septembre 1871).	»	544,657	»	261,150
Fonds de réimpositions.	»	1,500	»	154,600
Centimes pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires	»	17,100	»	8,400
TOTAUX.	»	124,852,764	»	60,306,504

2/5 de la taxe de premier avertissement pour les rôles confectionnés aux frais de l'Etat (art. 51 de la loi du 15 mai

TOTAL du budget des dépenses sur ressources spéciales. . . . . .

RÉCAPITU

Budget ordinaire.	»	118,620,000f	»	57,700,000
Taxe de premier avertissement	.....	.....	.....	.....
Budget des dépenses sur ressources spéciales . . .	»	124,852,764	»	60,306,504
Taxe de premier avertissement	.....	.....	.....	.....
TOTAL GÉNÉRAL des contributions directes.	»	243,472,764	»	118,006,504

(1) 3 centimes sur 400,000 avertissements, pour rôles spéciaux d'impositions extraordinaires, établis aux frais des communes, et pour rôles de frais de bourses et chambres de commerce, servent à couvrir les frais d'impression et de confection desdits avertissements ; le produit de ces trois centimes est de.. . . . . 12,000f

2 centimes sur la totalité des avertissements (20,550,000) sont attribués aux percepteurs pour la distribution desdits avertissements, soit 411,000

TOTAL. 423,000

CONTRIBUTIONS.						TOTAUX.	
personnelle-mobilière.		des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
Centim. additionnels		Centim. additionnels		Centim. additionnels			
»	300,133f	»	333,429f	»	1,145,320f	2,745,448f	13,026,189f
»	247,563	»	458,721	»	1,326,450	2,838,541	
»	1,272,000	»	41,700	»	»	1,469,300	1,469,800
»	5,900	»	3,600	»	4,700	39,700	39,700
»	58,463,312	»	28,884,933	»	64,989,433	337,496,946	337,496,946
du 15 mai 1818) et taxe entière des avertissements pour rôles spéciaux, .						423,000	(A) 423,000
. . . . .						337,919,946	337,919,946

LATION.

»	65,403,000f	»	45,162,000f	»	98,618,600f	385,503,600f	386,108,100f
.....	.....	.....	.....	.....	.....	604,500	
»	58,463,312	»	28,884,933	»	64,989,433	337,496,946	(B) 337,919,946
.....	.....	.....	.....	.....	.....	423,000	
»	123,866,312	»	74,046,933	»	163,608,033	724,028,046	(C) 724,028,046

(B) Le produit des impositions affectées à des dépenses spéciales est attribué aux ministères ci-après :

Instruction publique.	14,520,200f	337,919,946f
Intérieur.	146,100,400	
Agriculture	2,322,200	
Finances.	174,977,946	

(C) Ce chiffre se compose du total des quatre contributions (colonnes 2 à 5) et des sommes de 604,500 francs et de 423,000 francs formant le montant de la taxe de premier avertissement.

ETAT B. *Contributions foncière, personnelle-*

TABLEAU DE FIXATION DU CONTINGENT DE CHAQUE

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.			
		Foncière.		Personnelle mobilière.	Portes et fenêtres.
		des propriétés non bâties.	des propriétés bâties.		
1	2	3	4	5	6
		fr.	fr.	fr.	fr.
1	Ain	1,072,003	210,859	347,440	230,934
2	Aisne	2,180,167	781,447	794,131	687,587
3	Allier	1,152,297	311,169	435,541	304,646
4	Alpes (Basses-)	542,813	82,995	133,779	85,957
5	Alpes (Hautes-)	440,057	74,640	99,646	70,397
6	Alpes-Maritimes	410,861	346,836	393,597	237,479
7	Ardèche	730,642	225,049	280,623	188,241
8	Ardennes	976,423	421,128	434,340	296,538
9	Ariège	509,999	111.911	133,661	124,454
10	Aube	1,149,654	375,365	400,204	304,607
11	Aude	1,481,025	399,873	384,873	227,255
12	Aveyron	1,309,874	200,505	327,089	236,704
13	B.-du-Rhône	858,085	1,663,443	1,449,176	963,325
14	Calvados	3,259,633	697,633	802,101	668,624
15	Cantal	1,009,095	129,719	195,211	108,524
16	Charente	1,532,980	429,666	475,325	303,612
17	Charente-Infre	1,944,191	603,109	630,893	360,522
18	Cher	824,084	277,962	354,518	204,035
19	Corrèze	771,499	110,073	204,198	137,552
20	Corse	141,908	52,125	154,860	61,292
21	Côte-d'Or	2,137,537	618,258	576,733	363,215
22	Côtes-du-Nord	1,434,974	340,345	441,271	233,721
23	Creuse	646,379	97,665	186,694	118,282
24	Dordogne	1,883,513	338,347	454,483	262,597
25	Doubs	973,165	327,472	393,032	262,853
26	Drôme	1,031,240	260,153	363,745	235,556
27	Eure	2,682,714	655.554	572.782	602,730
28	Eure-et-Loir	1,830,039	445,632	460,761	284,668
29	Finistère	1,096,152	538,262	556,868	386,210
30	Gard	1,397,685	585,208	550,220	412,499
31	Garonne (Hte-)	1,830,108	673,331	676,551	624,670
32	Gers	1,500,977	177,625	329,980	200,537
33	Gironde	1,995,030	1,703,678	1,503,570	1,008,880
34	Hérault	1,776,145	881,381	761,186	474,313
35	Ille-et-Vilaine	1,588,403	513,761	587,550	376,230
36	Indre	834,937	244,696	306,204	161,182
37	Indre-et-Loire	1,247,308	518,769	497,107	319,195
38	Isère	2,004,991	548,275	599,596	410,695
39	Jura	1,131,319	258,488	308,775	195,430
40	Landes	632,900	158,274	220,058	184,908
41	Loir-et-Cher	1,053,836	367 703	352,783	192,781
42	Loire	1,085,473	784,679	657,043	634,657
43	Loire (Haute-)	908,430	158,949	253,693	164,457
44	Loire-Inférre	1,227,836	650,535	745,800	520,543
45	Loiret	1,348,745	672,242	546,374	346,497

mobilière et des portes et fenêtres

DÉPARTEMENT, EN PRINCIPAL, POUR 1884.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.			
		Foncière.		Personnelle mobilière.	Portes et fenêtres.
		des propriétés non bâties.	des propriétés bâties.		
1	2	3	4	5	6
		fr.	fr.	fr.	fr.
46	Lot	1,137,008	147,840	289,176	152,942
47	Lot-et-Garonne	1,860,064	324,740	434 135	226,406
48	Lozère	528,433	73,253	96,379	71,839
49	Maine-et-Loire	2,130,747	629,015	631,370	501,502
50	Manche	3,028,711	446,471	655,299	456,075
51	Marne	1,466,819	609,038	758,833	599,784
52	Marne (Haute-)	1,142,647	313,908	332,651	194,267
53	Mayenne	1,272,165	432,242	382,527	233,027
54	Meurthe-et-Moselle.	1,239,171	477,357	577,193	371,528
55	Meuse	1,262,918	306,438	362,475	215,577
56	Morbihan	1,196,652	379,959	386,644	214,138
58	Nièvre	1,055,298	323,716	386,649	211,372
59	Nord	2,947,107	2,340,136	2,625,781	2,198,047
60	Oise	2,333,295	549,816	656,623	582,213
61	Orne	2,055,297	384,263	493,258	360,779
62	Pas-de-Calais	2,493,486	777,982	872,698	925,525
63	Puy-de-Dôme	2,117,318	334,146	573,926	349,123
64	Pyrénées (B.-)	711,587	244,822	428,539	375,191
65	Pyrénées (H.-)	504,097	99,035	199,207	144,237
66	Pyrén.-Orient	584,394	180,409	200,428	130,948
68	Rhin(H.-) (Belfort).	156,001	55,187	80,709	70,534
69	Rhône	1,082,546	1,936,385	1,438,031	1,099,771
70	Saône (Haute-)	1,284,144	237,166	321,548	214,236
71	Saône-et-Loire	2,447,382	621,551	662.904	442,988
72	Sarthe	1,765,298	632,087	557,309	362,884
73	Savoie	515,606	94,232	175,364	101,936
74	Savoie (Haute-)	435,522	104,982	133,551	83,067
75	Seine	286,696	15,373,529	11,068,226	6,632,329
76	Seine-Inférre	3,191,748	2,603,486	1,637,063	1,529,910
77	Seine-et-Marne	2,372,295	689,004	676,475	421,678
78	Seine-et-Oise	2,513,490	1,503,260	1,677,962	898,971
79	Sèvres (Deux-)	1,246,626	303,105	333,620	191,927
80	Somme	2,565,188	839,641	771,980	844,818
81	Tarn	1,415,865	313,688	361,185	255,339
82	Tarn-et-Gar	1,447,998	243 699	269,648	147,022
83	Var	910,967	402,416	452,995	320,640
84	Vaucluse	725,977	256,291	341,026	268,109
85	Vendée	1,392,823	285,113	375,661	216,089
86	Vienne	1,022,321	288,980	374,994	267,825
87	Vienne (Haute-)	768,250	235,815	296,794	224,246
88	Vosges	993,361	241,018	362,765	270,837
89	Yonne	1,468,408	410,611	499,487	319,978
	TOTAUX	118,650,252	57,070,621	54,998,153	38,479,245

ÉTAT C. *Tableau des droits, produits et revenus dont les rôles peuvent être établis pour 1884, conformément aux lois existantes.*

---

§ 1er. — BUDGET ORDINAIRE.

Perceptions au profit de l'État.

Taxe des biens de mainmorte (lois des 20 février 1849, 30 mars 1872 et 30 décembre 1873);

Redevances des mines, y compris les centimes additionnels pour fonds de non-valeurs et frais de perception (loi du 21 avril 1810 et décrets des 6 mai 1811, 27 juin 1866 et 11 février 1874);

Droits de vérification des poids et mesures (décrets des 26 février 1873, 15 novembre 1875 et 7 janvier 1878, lois des 24 juillet et 5 août 1874);

Droits de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers (lois du 21 germinal an 11, arrêté du gouvernement du 25 thermidor de la même année et décret du 23 mars 1859);

Contribution sur les voitures et les chevaux, mules et mulets, déduction faite du vingtième attribué aux communes (lois des 2 juillet 1862, 16 septembre 1871, 23 juillet 1872 et 22 décembre 1879);

Taxe sur les billards publics et privés (lois des 16 septembre 1871 et 18 décembre 1871);

Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion où se paient des cotisations (lois des 16 septembre 1871, 18 décembre 1871 et 5 août 1874, art. 7).

§ 2. — BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

Perceptions au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Taxes imposées, avec l'autorisation du gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants; taxes pour les travaux de desséchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807 et taxes d'affouage où il est d'usage et utile d'en établir;

Taxes perçues pour l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux et rivières non navigables et des ouvrages d'art qui y correspondent (loi du 14 floréal an 11 [4 mai 1803]);

Taxe des frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains (dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an 7 [1er décembre 1798] et du décret de principe du 25 mars 1807, et art. 28 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841);

Taxe d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845;

Taxe municipale de balayage imposée aux propriétaires riverains des voies de communication de Paris (loi du 26 mars 1873 et décret du 24 décembre suivant);

Frais de travaux intéressant la salubrité publique (loi du 16 septembre 1807);

Taxe d'arrosage autorisée par le gouvernement (loi du 14 floréal an 11 [4 mai 1803] et art. 25 de la loi du budget de 1858);

Contributions imposées par le gouvernement sur les bains, fabriques et dépôts d'eaux minérales, pour subvenir aux traitements des médecins inspecteurs desdits établissements (art. 30 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841, et lois de finances antérieures);

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, et revenus spéciaux accordés auxdits établissements;

Prestations en nature pour les chemins vicinaux (loi du 21 mai 1836);

Prestations en nature pour les chemins ruraux (loi du 21 juillet 1870 et loi du 20 août 1881);

Taxes syndicales pour les chemins ruraux (loi du 20 août 1881);

Taxe municipale sur les chiens (loi du 2 mai 1855 et décret du 4 août suivant);

Huit centimes, au profit des communes, du principal de la contribution des patentes (art. 36 de la loi du 15 juillet 1880);

Un vingtième, au profit des communes, du principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets (art. 10 de la loi du 23 juillet 1872).

ETAT D. *Tableau des taxes assimilées aux contributions directes à établir pour l'exercice* 1884.

Ire PARTIE

BUDGET ORDINAIRE.

Taxe des biens de mainmorte, 5,795,000 fr. Redevances des mines, 2,700,000 fr. Droits de vérification des poids et mesures, 4,320,000 fr. Droits de visite des pharmacies et magasins de drogueries, 291,000 fr. Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets, 10,186,460. Taxe sur les billards publics et privés, 1,037,700 fr. Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion, 1,474,800 fr.
Total, 25,804,960.

IIe PARTIE

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES

Frais de premier avertissement de la taxe des biens de mainmorte, 5,760 fr. Frais de premier avertissement des redevances des mines, 70 fr. Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. — Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution, 534,500 fr. Fonds de non-valeurs (5 centimes par franc du principal), 534,500 fr. Portion de la taxe de premier avertissement (2/5es), 20,640 fr. Frais de premier avertissement de la taxe sur les billards publics et privés, 4,140 fr. Frais de premier avertissement de la taxe sur les cercles, sociétés et les lieux de réunion, 270 fr.
Total général, 26,904,840 fr.

ETAT E. *Tableau des contributions directes et taxes assimilées de l'Algérie à établir pour l'exercice* 1884.

CONTRIBUTIONS DIRECTES

Contributions arabes, 6,317,300 fr. Patentes, 1,315,000 fr.

TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES

Redevances des mines, 103,500 fr. Droits de vérification des poids et mesures, 98,900 fr. Droits de visite des pharmacies et magasins de drogueries, 11,300 fr.
Total général, 7,846,000 fr.

23 = 24 JUIN 1883. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramways entre le Grand-Lucé et la Chartre (Sarthe). (XII, B. DCCLXXXV, n. 13,460.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Sarthe, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramways desservie par des locomotives et destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre le Grand-Lucé et la Chartre. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Sarthe est autorisé à pourvoir à l'établissement et à l'exploitation de ce tramway, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux conditions de la convention passée, le 15 avril 1883, avec le sieur Faliès, ainsi que du cahier des charges annexé à cette convention. Ladite convention ainsi que le cahier des charges et le plan général susvisés resteront annexés au présent décret.

3. Pour l'application de l'art. 36 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement de la ligne de tramways dont il s'agit est fixé à la somme de 776.600 francs. Il est pris acte de la déclaration, en

date du 19 février 1883, par laquelle le sieur Faliès renonce à toute réclamation pour frais de constitution de capital et de société. Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au trésor est fixé à 15,532 francs. Jusqu'à concurrence du complet remboursement des avances qu'il aura faites, l'Etat entrera pour moitié dans le partage des sommes qui sont attribuées au département de la Sarthe dans les conditions stipulées à l'art. 5 de la convention susvisée.

4. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

25 = 26 JUIN 1883. — Décret qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Est pour l'exploitation provisoire des lignes de Favières à Frenelle et de Bas-Evette à Giromagny. (XII, B. DCCLXXXV, n. 13,461.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvée la convention susvisée passée, le 15 juin 1883, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Est, pour l'exploitation provisoire des chemins de fer de Favières à Frenelle et de Bas-Evette à Giromagny. Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

3 JUILLET = 17 NOVEMBRE 1883. — Décret qui modifie les statuts des associations syndicales de défense des rives du Rhône, dans les communes de Tarascon, d'Arles, de Fos et des Saintes-Marie ou de Notre-Dame de la Mer. (XII, B. S. MCCCCXCII, n. 19,554.)

---

30 JUILLET = 14 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui ouvre, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de divers travaux publics. (XII, B. DCCLXXXV, n. 13,462.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1882, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à 57,436 fr. 58 c., et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

1re SECTION. — (*Service ordinaire.*) — Chap. 15. Routes et ponts (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations), 391 fr. 65 c.; chapitre 16. Entretien des chaussées de Paris, 53,187 fr. 62 c.; chap. 18. Navigation intérieure. — Rivières (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations), 1,362 fr. 72 c.; chap. 19. Ports maritimes. — Phares et fanaux (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations), 2,494 fr. 59 c. Total comme ci-dessus, 57,436 fr. 58 c. Ladite somme de 57,436 fr. 58 c. est répartie, par entreprises, conformément à l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

20 = 21 DÉCEMBRE 1882. — Loi qui approuve une convention conclue, le 19 juillet 1882, avec les Etats-Unis d'Amérique, relativement au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre. (XII, B. DCCLXXXVI, n. 13,465.)

Article unique. Le Président de la République française est autorisé à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention conclue, le 19 juillet 1882, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, et dont une copie authentique demeure annexée à la présente loi.

---

10 = 12 JANVIER 1883. — Décret qui prescrit la promulgation de la convention conclue, le 19 juillet 1882, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, concernant le règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre. (XII, B. DCCLXXXVI, n. 13,466.)

Le Président de la République, sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant adopté la convention conclue, le 19 juillet 1882, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, concernant le règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre, et les ratifications de

cet acte ayant été échangées à Washington le 29 décembre 1882, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, ayant acquis la conviction que les travaux de la commission pour le règlement des réclamations des citoyens de chacun des deux pays contre le gouvernement de l'autre, qui a été instituée par la convention entre les deux gouvernements signée à Washington le 15 janvier 1880, ne peuvent être terminés au terme fixé par cette convention, ont résolu de conclure une convention supplémentaire pour prolonger le terme de la durée de ladite commission jusqu'à une époque ultérieure, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir : le Président de la République française, M. Théodore-Justin-Dominique Roustan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Washington, commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc.; et le Président des Etats-Unis, M. Frederick T. Frelinghuysen, secrétaire d'Etat des Etats-Unis ; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de l'article suivant :

Article unique. Le terme de deux ans fixé par le second paragraphe de l'art. 8 de la convention entre la République française et les Etats-Unis conclue le 15 janvier 1880, dans lequel les commissaires nommés plus bas sont astreints à examiner et à juger toute réclamation à eux présentée, est prolongé par le présent acte jusqu'au 1er juillet 1883. Cette disposition ne peut avoir aucun effet pour étendre ou modifier les délais fixés dans le premier paragraphe dudit art. 8 pour la présentation des réclamations, ces délais devant demeurer tels qu'ils ont été fixés. Si les opérations de la commission sont interrompues par la mort, l'incapacité de siéger, le départ ou la cessation de fonctions de l'un des commissaires, dans ce cas, le terme jusqu'auquel la durée de la commission a été prolongée par la présente convention sera calculé défalcation faite du temps pendant lequel la cause de l'interruption aura subsisté.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Washington dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en langues française et anglaise, en duplicata, et l'ont revêtue de leurs sceaux respectifs. Fait à Washington, le 19 juillet 1882. Signé TH. ROUSTAN. Signé F. T. FRELINGHUYSEN.

2. Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé, etc.

---

20 = 21 JUIN 1883. — Loi qui approuve la convention conclue, le 8 février 1883, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre. (XII, B. DCCLXXXVI, n. 13,467.)

Article unique. Le Président de la République est autorisé à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter, la convention conclue, le 8 février 1883, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, en tenant compte de la modification introduite par les déclarations échangées entre MM. Frelinghuysen et Roustan, en date des 24 et 27 février suivants. Une copie authentique de la convention et des déclarations susmentionnées demeurera annexée à la présente loi.

---

29 JUIN = 4 JUILLET 1883. — Décret qui prescrit la promulgation de la convention conclue, le 8 février 1883, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre. (XII, B. DCCLXXXVI, n. 13,468.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant adopté la convention relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre conclue, le 8 février 1883, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, en tenant compte des déclarations échangées entre MM. Roustan et Frelinghuysen, en date des 24 et

27 février suivants, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Washington le 25 juin 1883, lesdites convention et déclarations, dont la teneur suit, recevront leur pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, ayant acquis la conviction que les travaux de la commission pour le règlement des réclamations des citoyens de chacun des deux pays contre le gouvernement de l'autre, qui a été instituée par la convention entre les deux gouvernements signée à Washington le 15 janvier 1880, laquelle a été prolongée jusqu'au 1er juillet 1883, en vertu de la convention supplémentaire du 19 juillet 1882, ne peuvent être terminés le 1er juillet 1883, ont résolu de conclure une autre convention supplémentaire pour prolonger le terme de la durée de ladite commission jusqu'à une époque ultérieure, et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir : le Président de la République française : M. Théodore-Justin-Dominique Roustan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Washington, commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc.; le Président des Etats-Unis : M. Frederick T. Frelinghuysen, secrétaire d'Etat des Etats-Unis; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1er. Le terme de deux ans fixé par le deuxième paragraphe de l'article 8 de la convention entre les Etats-Unis et la République française conclue le 15 janvier 1880, dans lequel les commissaires nommés plus bas sont astreints à examiner et à juger toutes réclamations à eux présentées, lequel a été prolongé jusqu'au 1er juillet 1883, en vertu de la convention supplémentaire du 19 juillet 1882, est prolongé par le présent acte jusqu'au 1er avril 1884. Cette disposition ne peut avoir aucun effet pour étendre ou modifier les délais fixés dans le premier paragraphe dudit art. 8 pour la présentation des réclamations, ces délais devant demeurer tels qu'ils ont été fixés. Si les opérations de la commission sont interrompues par la mort, l'incapacité de siéger, le départ ou la cessation de fonctions de l'un des commissaires, dans ce cas, le terme jusqu'auquel la durée de la commission a été prolongée par la présente convention sera calculé, défalcation faite du temps pendant lequel la cause de l'interruption aura subsisté.

2. Aucun témoignage ni aucune preuve à l'appui ou en réponse à une réclamation quelconque ne seront présentés à la commission ou reçus par elle après le 1er juillet 1883.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Washington dans le plus court délai possible. En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en langues française et anglaise, en duplicata, et l'ont revêtue de leurs sceaux respectifs. Fait à la ville de Washington, ce huitième jour de février de l'an de grâce 1883. *Signé* ROUSTAN; *signé* FRELINGHUYSEN.

DÉCLARATIONS ÉCHANGÉES ENTRE LES PLÉNIPOTENTIAIRES DES DEUX GOUVERNEMENTS.

M. Frederick T. Frelinghuysen, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, à M. Roustan, ministre de la République française à Washington.

Washington, february 24, 1883.

Sir,

I have the honour to inform you that the Senate of the United States has consented to the notification of the convention concluded on the 8th instant, for extending the term of the French and American claims commission, with following amendment, viz : « Art. 1, paragraphe 3, after the word « death » at the end of line 2, insert the word « or », and, in lines 3 and 4, strike on the words « retirement or cessation of the fonctions ».

Requesting you to do me the favour of advising me at your earliest convenience as to the views of your government in regard to the proposed amendments, I beg you to accept..., etc.

Signé FREDERICK T. FRELINGHUYSEN.

TRADUCTION.

Washington, le 24 février 1883.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que le Sénat des Etats-Unis a consenti à la ratification de la convention conclue le 8 courant en vue de prolonger le délai fixé pour les travaux de la commission des réclamations franco-américaines, avec l'amendement suivant, savoir :

« Art. 1er, § 3, après le mot *mort*, à la fin de la seconde ligne, insérer le mot *ou*, et, aux lignes 3 et 4, supprimer les mots *départ ou cessation de fonctions*. »

En vous priant de vouloir bien me faire connaître le plus tôt possible les vues de votre gouvernement au sujet des amendements proposés, je vous prie d'agréer, etc.

Signé FREDERICK T. FRELINGHUYSEN.

M. Roustan, ministre de la République française à Washington, à M. Frederick T. Frelinghuysen, secrétaire d'Etat des Etats-Unis.

Washington, le 27 février 1883.

Monsieur le secrétaire d'Etat,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 24 de ce mois, en m'annonçant que le Sénat avait consenti à la ratification de la convention conclue le 8 février pour prolonger le terme de la commission des réclamations franco-américaines, sous la réserve de la modification suivante :

« Art. 1er, § 3, après le mot *mort*, insérer le mot *ou*, et supprimer dans les lignes suivantes les mots *départ ou cessation de fonctions* ».

Je m'empresse de vous informer qu'en vertu des pleins pouvoirs que j'ai reçus de mon gouvernement pour la conclusion de la convention dont il s'agit, et dans le but de ne pas en retarder la ratification en présence de la prochaine prorogation du Sénat, j'adhère à la modification qui a été proposée, et j'en informe mon gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

Signé TH. ROUSTAN.

2. Le président du conseil, ministre des affaires étrangères par intérim, est chargé, etc.

---

4 AOUT = 17 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui rend exécutoire dans les colonies l'ordonnance du 29 mai 1844 concernant les loteries de bienfaisance. (XII, B. DCCLXXXVI, n. 13,469.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'ordonnance royale du 29 mai 1844, concernant les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, est rendue applicable dans les colonies françaises. Les pouvoirs conférés par ladite ordonnance aux préfets sont dévolus, dans les colonies, aux gouverneurs et aux commandants.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

7 = 8 JUILLET 1883. — Loi portant approbation de la convention signée à Berlin, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne, pour la garantie de la propriété des œuvres de littérature et d'art (1). (XII, B. DCCLXXXVII, n. 13,470.)

Article unique. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention, avec protocole annexe et protocole de clôture, conclue à Berlin, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature et d'art. Une copie authentique de la convention et des deux protocoles demeure annexée à la présente loi.

---

21 = 22 AOUT 1883. — Décret qui prescrit la promulgation de la convention signée à Berlin, le 19 avril 1883, entre la France

---

(1) Présentation à la Chambre des députés, par M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, le 19 mai 1883 (J. O. du 28 juin, n° 1918, p. 920). Rapport de M Mézières, le 5 juin (J. O. du 28 juin, n° 1953, p. 893). Adoption sans discussion, le 14 juin (J. O. du 15).

Présentation au Sénat, le 19 juin (J. O. du 7 juillet, n° 229, p. 833). Rapport de M. le comte de Saint-Vallier, le 26 juin (J. O. du 23 juillet, n° 270, p. 857). Adoption sans discussion, le 30 juin (J. O. du 1er juillet).

et l'Allemagne, pour la garantie de la propriété des œuvres de littérature et d'art. (XII, B. DCCLXXXVII, n. 13,471.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention signée à Berlin, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne, pour la garantie de la propriété des œuvres de littérature et d'art, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Berlin le 25 juillet 1883, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Président de la République française et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire allemand, également animés du désir de garantir d'une manière plus efficace dans les deux pays la protection des œuvres littéraires ou artistiques, ont résolu de conclure à cet effet une convention spéciale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : le Président de la République française : le sieur Alphonse, baron de Courcel, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, et le sieur Charles Jagerschmidt, ministre plénipotentiaire de première classe; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse : le sieur Paul, comte de Hatzfeld-Wildenburg, son ministre d'Etat, et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1er. Les auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques, que ces œuvres soient publiées ou non, jouiront, dans chacun des deux pays réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront accordés par la loi pour la protection des ouvrages de littérature ou d'art, et ils y auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs nationaux. Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans leur pays d'origine, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux. L'expression *œuvres littéraires ou artistiques* comprend les livres, brochures ou autres écrits; les œuvres dramatiques, les compositions musicales, les œuvres dramatico-musicales; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure; les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et œuvres plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences naturelles; et en général toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique.

2. Les stipulations de l'art. 1er s'appliqueront également aux éditeurs d'œuvres publiées dans l'un des deux pays dont l'auteur appartiendrait à une nationalité tierce.

3. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, éditeurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, architectes, lithographes, etc., jouiront réciproquement et à tous les égards des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, éditeurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, architectes et lithographes eux-mêmes.

4. Sera réciproquement licite la publication, dans l'un des deux pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'un ouvrage ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que cette publication soit spécialement appropriée et adaptée pour l'enseignement, ou qu'elle ait un caractère scientifique. Sera également licite la publication réciproque de chrestomathies composées de fragments d'ouvrages de divers auteurs, ainsi que l'insertion, dans une chrestomathie ou dans un ouvrage original publié dans l'un des deux pays, d'un écrit entier de peu d'étendue publié dans l'autre. Il est entendu qu'il devra toujours être fait mention du nom de l'auteur ou de la source à laquelle seront empruntés les extraits, mor-

ceaux, fragments ou écrits dont il s'agit dans les deux paragraphes précédents. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux compositions musicales insérées dans les recueils destinés à des écoles de musique : une insertion de cette nature sans le consentement du compositeur étant considérée comme une reproduction illicite.

5. Les articles extraits de journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans l'autre pays. Mais cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, en original ou en traduction, des romans-feuilletons ou des articles de science ou d'art. Il en sera de même pour les autres articles de quelque étendue, extraits de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, l'interdiction stipulée au paragraphe précédent ne s'appliquera aux articles de discussion politique.

6. Le droit de protection des œuvres musicales entraîne l'interdiction des morceaux dits *arrangements de musique*, composés sans le consentement de l'auteur, sur des motifs extraits de ses œuvres. Les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeureront réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs, conformément à la législation de chacun des deux pays.

7. Pour assurer à tous les ouvrages de littérature ou d'art la protection stipulée à l'art. 1er, et pour que les auteurs desdits ouvrages soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis en conséquence, devant les tribunaux des deux pays, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que leur nom soit indiqué sur le titre de l'ouvrage, au bas de la dédicace ou de la préface, ou à la fin de l'ouvrage. Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant droit de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

8. Les stipulations de l'art. 1er s'appliqueront également à l'exécution publique des œuvres musicales, ainsi qu'à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales.

9. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux pays, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée à l'art. 1er, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre pays. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

10. Les auteurs de chacun des deux pays jouiront, dans l'autre pays, du droit exclusif de traduction sur leurs ouvrages pendant dix années après la publication de la traduction de leur ouvrage autorisée par eux. La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays. Pour jouir du bénéfice de cette disposition, ladite traduction autorisée devra paraître en totalité dans le délai de trois années à compter de la publication de l'ouvrage original. Pour les ouvrages publiés par livraisons, le terme de trois années stipulé au paragraphe précédent ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison de l'ouvrage original. Dans le cas où la traduction d'un ouvrage paraîtrait par livraisons, le terme de dix années stipulé au paragraphe 1er ne commencera également à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison de la traduction. Il est entendu que, pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier sera, en ce qui concerne les termes de dix

années et de trois années, considéré comme un ouvrage séparé. Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales seront, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, réciproquement protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

11. Lorsque l'auteur d'une œuvre musicale ou dramatico-musicale aura cédé son droit de publication à un éditeur pour le territoire de l'un des deux pays à l'exclusion de l'autre, les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiée ne pourront être vendus dans ce dernier pays, et l'introduction de ces exemplaires ou éditions y sera considérée et traitée comme mise en circulation d'une contrefaçon. Les ouvrages auxquels s'applique cette disposition devront porter, sur leur titre et couverture, les mots : *Edition interdite en Allemagne (en France)*. Toutefois, ces ouvrages seront librement admis dans les deux pays pour le transit à destination d'un pays tiers. Les dispositions du présent article ne seront pas applicables à des ouvrages autres que les œuvres musicales ou dramatico-musicales.

12. L'introduction, l'exportation, la circulation, la vente et l'exposition, dans chacun des deux pays, d'ouvrages contrefaits ou d'objets de reproduction non autorisée, sont prohibées, soit que lesdites contrefaçons ou reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays tiers quelconque.

13. Toute contravention aux dispositions de la présente convention entraînera les saisies, confiscations, condamnations aux peines correctionnelles et aux dommages-intérêts déterminés par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon ou la reproduction illicite seront déterminés par les tribunaux respectifs, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux pays.

14. Les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice en quoi que ce soit au droit qui appartient à chacune des deux hautes parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou reproduction à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit. La présente convention ne porte également aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux hautes parties contractantes de prohiber l'importation sur son propre territoire des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

15. Les dispositions contenues dans la présente convention seront applicables aux œuvres antérieures à sa mise en vigueur, sous les réserves et conditions énoncées au protocole qui s'y trouve annexé.

16. Les hautes parties contractantes conviennent que tout avantage ou privilège plus étendu qui serait ultérieurement accordé par l'une d'elles à une tierce puissance, en ce qui concerne les dispositions de la présente convention, sera, sous condition de réciprocité, acquis de plein droit aux auteurs de l'autre pays ou à leurs ayants cause. Elles se réservent, d'ailleurs, la faculté d'apporter d'un commun accord à la présente convention toute amélioration ou modification dont l'expérience aurait démontré l'opportunité.

17. La présente convention est destinée à remplacer les conventions littéraires qui ont été antérieurement conclues entre la France et les divers Etats allemands. Elle restera en vigueur pendant six années à partir du jour où elle aura été mise à exécution, et continuera ses effets jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, et pendant une année encore après sa dénonciation.

18. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt possible. Elle sera exécutoire dans les deux pays trois mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes. Fait à Berlin, le 19 avril 1883. *Signé* ALPH. DE COURCEL; *signé* CH. JAGERSCHMIDT; *signé* V. HATZFELDT.

PROTOCOLE.

Les plénipotentiaires soussignés, ayant jugé nécessaire de préciser et réglementer les droits accordés par l'art. 15 de la convention littéraire conclue, en date de ce jour, entre la France et l'Allemagne, aux auteurs d'ouvrages antérieurs à la mise en vigueur de cette convention, sont convenus de ce qui suit : 1° le bénéfice des dispositions de la convention conclue en date de ce jour est acquis aux œuvres littéraires et artistiques antérieures à la mise en vigueur de la convention, qui ne jouiraient pas de la protection légale contre la réimpression, la reproduction, l'exécution ou la représentation publique non autorisée, ou la traduction illicite, ou qui auraient perdu cette protection par suite du non-accomplissement des formalités exigées. L'impression des exemplaires en cours de fabrication licite au moment de la mise en vigueur de la présente convention pourra être achevée; ces exemplaires, ainsi que ceux qui seraient déjà licitement imprimés à ce même moment, pourront, nonobstant les dispositions de la convention, être mis en circulation et en vente, sous la condition que, dans un délai de trois mois, un timbre spécial sera apposé, par les soins des gouvernements respectifs, sur les exemplaires commencés ou achevés lors de la mise en vigueur. De même, les appareils, tels que clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, existant lors de la mise en vigueur de la présente convention, pourront être utilisés pendant un délai de quatre ans à dater de cette mise en vigueur, après avoir été revêtus d'un timbre spécial. Il sera dressé, par les soins des gouvernements respectifs, un inventaire des exemplaires d'ouvrages et des appareils autorisés aux termes du présent article. 2° Quant aux œuvres dramatiques ou dramatico-musicales publiées dans l'un des deux pays, et représentées publiquement, en original ou en traduction, dans l'autre pays antérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, elles ne jouiront de la protection légale contre la représentation illicite qu'autant qu'elles auraient été protégées aux termes des conventions précédemment conclues par la France avec les divers Etats allemands. 3° Le bénéfice des dispositions de la présente convention est également acquis aux ouvrages qui, publiés depuis moins de trois mois au moment de sa mise en vigueur, seraient encore dans le délai légal pour l'enregistrement prescrit par quelques-unes des conventions précédemment conclues entre la France et les divers Etats allemands; et ce, sans que les auteurs soient astreints à l'accomplissement de cette formalité. 4° Pour le droit de traduction, ainsi que pour la représentation publique en traduction des ouvrages dont la protection sera, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, garantie encore par les conventions antérieures, la durée de ce droit, que ces dernières conventions limitaient à cinq années, sera prorogée à dix années dans le cas où le délai de cinq années ne sera pas encore expiré au moment de la mise en vigueur de la présente convention, ou bien si, ce délai étant expiré, aucune traduction n'a paru depuis lors, ou aucune représentation n'a eu lieu. Les auteurs jouiront également, pour le droit de traduction de leurs ouvrages ou pour la représentation publique en traduction des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, des avantages accordés par la présente convention en ce qui concerne les délais stipulés par les conventions antérieures pour le commencement ou l'achèvement des traductions, sous les réserves fixées au paragraphe précédent. Le présent protocole, qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la convention en date de ce jour et ratifié avec elle, aura même force, valeur et durée que cette convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont dressé le précédent

protocole et y ont apposé leurs signatures. Fait à Berlin, le 19 avril 1883 : *Signé* ALPH. DE COURCEL ; *signé* CH. JAGERSCHMIDT ; *signé* V. HATZFELDT.

PROTOCOLE DE CLÔTURE.

Au moment de procéder à la signature de la convention pour la garantie réciproque de la protection des œuvres de littérature ou d'art conclue, à la date de ce jour, entre la France et l'Allemagne, les plénipotentiaires soussignés ont énoncé les déclarations et réserves suivantes : 1° aux termes de la législation de l'empire allemand, la durée de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite étant, pour les ouvrages anonymes ou pseudonymes, limitée en Allemagne à trente années à partir de la publication, à moins que lesdits ouvrages ne soient, dans les trente ans, enregistrés sous le vrai nom de l'auteur, il est entendu que les auteurs d'œuvres anonymes ou pseudonymes publiées dans l'un des deux pays, ou leurs ayants cause légalement autorisés, auront la faculté de s'assurer dans l'autre pays le bénéfice de la durée normale du droit de protection, en faisant, dans le délai de trente ans ci-dessus mentionné, enregistrer ou déposer leurs œuvres sous leur véritable nom dans le pays d'origine, suivant les lois ou règlements en vigueur dans ce pays ; 2° les livres d'importation licite, venant de l'un des deux pays, continueront à être admis dans l'autre, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, par tous les bureaux qui leur sont actuellement ouverts ou qui pourraient l'être par la suite ; 3° la législation de l'empire allemand ne permettant pas de comprendre les œuvres photographiques au nombre des ouvrages auxquels s'applique ladite convention, les deux gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement sur les dispositions spéciales à prendre, d'un commun accord, à l'effet d'assurer réciproquement dans les deux pays la protection desdites œuvres photographiques.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les gouvernements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications sur la convention à laquelle il se rapporte, et y ont apposé leurs signatures. *Signé* ALPH. DE COURCEL ; *signé* CH. JAGERSCHMIDT ; *signé* V. HATZFELDT.

2. Le ministre des affaires étrangères est chargé, etc.

---

30 JUILLET = 18 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les travaux de rectification de la route nationale n° 103, de la Voulte au Puy. (XII, B. DCCLXXXVII, n. 13,472.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1883, deuxième section, chap. 35 (*Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés*), une somme de 24,044 fr. 46 c., applicable aux travaux de rectification de la route nationale n° 103, de la Voulte au Puy par la vallée de l'Erieux, et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1882.

2. Pareille somme de 24,044 fr. 46 c. est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1882, deuxième section, chap. 34 (*Rectification des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'art. 1er au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par le département de l'Ardèche.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

9 AOUT = 18 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Villemagne (Hérault). (XII, B. DCCLXXXVII, n. 13,473.)

---

13 AOUT = 18 SEPTEMBRE 1883. — Décret concernant les conditions d'élection des maires et des adjoints dans les établis-

sements français de l'Inde. (XII, B. DCCLXXXVII, n. 13,474.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Dans les établissements français de l'Inde, les maires et les adjoints révoqués ne seront pas rééligibles pendant une année.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

30 = 31 AOUT 1883. — Loi sur la réforme de l'organisation judiciaire (1). (XII, B. DCCLXXXVIII, n. 13,476.)

Art. 1er. En toute matière, les arrêts

(1) CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Proposition de M. Boysset et plusieurs de ses collègues, le 22 mars 1879 (J. O. du 6 avril, n. 1271, p. 3023). Rapport sommaire M. Rubillard, le 1er août (J. O. du 4 décembre, p. 1869, n. 10,629). Prise en considération, le 2 décembre (J. O. du 3). — Proposition de MM. H. Brisson et Boulard, le 18 décembre 1879 (J. O. du 13 janvier 1880, n. 2129, p. 272). — Proposition de M. E. Mir, le 18 décembre 1879 (J. O. du 8 janvier 1880, n. 2131, p. 188). — Projet présenté par M. Cazot, ministre de la justice, le 20 janvier 1880 (J. O. du 20 février, n. 2206, p. 1975). — Proposition de M. Goblet, le 27 janvier (J. O. du 20 février, n. 2242, p. 1978). — Proposition de M. Varambon, le 27 janvier (J. O. du 21 février, n. 2243, p. 2016). — Proposition de MM. Versigny et Bernard, le 14 février (J. O. du 20 février, n. 2294, p. 2330).

Rapport de M. Waldeck-Rousseau, le 28 février 1880 (J. O. du 9 mars, n. 2340, p. 2801). Rapport supplémentaire de M. Waldeck-Rousseau, le 1er juin (J. O. du 8 juin, n. 2670, p. 6235).

Discussion les 13, 15, 16, 17, 20 et 22 novembre 1880 (J. O. des 14, 16, 17, 18, 21 et 23). Adoption, le 22 novembre (J. O. du 23).

SÉNAT.

Présentation du projet, le 29 novembre 1880 (J. O. du 9 décembre, n. 13). Contre-projet de M. Hérold, le 9 décembre (J. O. du 18 décembre, n. 36). Rapport de M. Bérenger, le 3 mars 1881 (J. O. du 10 mars, n. 79, p. 209). Retrait du projet, le 15 novembre (J. O. du 27 novembre, n. 27, p. 802).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Proposition de M. Martin-Feuillée, le 2 février 1882 (J. O. du 16 février, n. 378, p. 309). — Proposition de M. Rivière et autres, le 13 février (J. O. du 25 février, n. 405, p. 348). — Projet présenté par M. Humbert, ministre de la justice, le 16 février (J. O. du 2 mars, n. 422, p. 377). — Proposition de M. Giraud, le 23 février (J. O. du 11 mars, n. 452, p. 445). — Proposition de MM. Versigny et Bernard, le 23 février (J. O. du 5 mars, n. 460, p. 416). — Proposition de M. Bisseuil, le 1er mars (J. O. du 26 mars, n. 584, p. 758). — Proposition de M. de Sonnier, le 22 mai (J. O. du 6 juin, n. 854, p. 1507).

Rapport de M. P. Legrand, le 6 mai (J. O. du 19 mai, n. 783, p. 1285).

Discussion, les 30 mai, 5, 6, 8 et 10 juin (J. O. des 31 mai, 6, 7, 9 et 11 juin). Ajournement, le 10 juin (J. O. du 11).

Proposition de M. Girard et autres, le 13 juin (J. O. du 22 juin, n. 961, p. 1610). — Proposition de M. Corentin Guyho, le 17 juin (J. O. du 23 juin, n. 970, p. 1626, et du 29 juin, n. 970 *bis*, p. 1677). — Rapport sur ces propositions par M. P. Legrand, le 26 juin (J. O. du 27, et du 5 juillet, n. 1041, p. 1852). — Discussion et rejet, le 1er juillet (J. O. du 2).

Proposition de M. Boysset, le 4 décembre (J. O. du 21 décembre, n. 1456, p. 2608).

Rapport de M. Lepère, le 23 novembre (J. O. du 18 décembre, n. 1409, p. 2576).

Reprise de la discussion, les 15, 16, 18, 20, 22, 23, 25 et 27 janvier 1883 (J. O. des 16, 17, 19, 21, 23, 24, 26 et 28).

Projet présenté par M. Devès, ministre de la justice, le 29 janvier 1883 (J. O. du 10 février, n. 1657, p. 146, et du 15 février, p. 199). Retrait de ce projet, le 10 mars (J. O. du 5 avril, n. 1766, p. 433). — Proposition de M. Saint-Romme et autres, le 3 février (J. O. du 15 février, n. 1680, p. 208). — Projet présenté par M. Martin-Feuillée, ministre de la justice, le 10 mars (J. O. du 22 mars, n. 1767, p. 377).

Rapport de M. J. Roche, le 19 mai (J. O. du 5 juin, n. 1917, p. 753).

Discussion, les 24, 26, 28, 29 et 31 mai, 2, 4 et 5 juin (J. O. des 25, 27, 29 et 30 mai, 1er, 3, 5 et 6 juin). Adoption, le 5 juin (J. O. du 6).

SÉNAT.

Présentation du projet, le 7 juin (J. O. du 26 juin, n. 217, p. 820). Rapport de M. Tenaille-Saligny, le 12 juillet (J. O. du 8 août n. 344, p. 899). Discussion, les 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30 et 31 juillet (J. O. des 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 31 juillet et 1er août). Adoption avec modifications le 31 juillet (J. O. du 1er août).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Présentation le 31 juillet (J. O. du 20 novembre, n. 2227, p. 1446). Rapport de M. J. Roche, le 1er août (J. O. du 2 août, et du 1er décembre, n. 2234, p. 1534). Discussion et adoption, le 1er août (J. O. du 2).

Le 22 mars 1879, M. *Boysset* déposait sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi revêtue de cinquante si-

gnatures, et ainsi conçue : « Art. 1er. Dans le délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi, le gouvernement devra conférer l'investiture nouvelle aux magistrats de tout ordre et de tous degrés. — Art. 2. Tous les magistrats qui, d'ici à l'expiration de ce délai, n'auront pas reçu cette investiture, cesseront leurs fonctions de plein droit. — Art. 3. Les magistrats qui n'auront pas reçu l'investiture pourront être admis à obtenir une pension de retraite, s'ils ont au moins cinquante ans d'âge et au moins vingt ans de services effectifs. — La pension sera calculée, en ce cas, sur la moitié de la moyenne des cinq dernières années. »

Prise en considération, après une assez vive discussion, et à la majorité de 320 voix contre 152, cette proposition fut renvoyée à l'examen d'une commission, qui ne tarda pas à être saisie de plusieurs autres propositions de loi émanées de l'initiative parlementaire, ainsi que d'un projet présenté par le gouvernement.

Dans l'exposé de motifs qui précédait ce projet, le ministre de la justice, M. *Cazot*, rappelait que la question des réformes à introduire dans notre organisation judiciaire avait déjà été agitée à plusieurs reprises et avait été l'objet de plusieurs tentatives demeurées sans résultat. « En 1848, un premier projet fut élaboré par une commission d'hommes éminents, appartenant à la magistrature, au barreau, aux facultés de droit. Cette commission avait proposé des modifications considérables tant dans le mode de recrutement des magistrats que dans l'organisation et le fonctionnement des tribunaux. — En 1870, au lendemain de la chute de l'empire, une nouvelle commission fut instituée par le gouvernement de la défense nationale. Après des délibérations longues et approfondies, elle formula à son tour un projet qui fut présenté par l'un de ses membres, l'honorable M. Arago. — C'est ainsi que l'Assemblée nationale, saisie de la question de la réforme judiciaire, tant par le dépôt de ce projet que par les propositions émanant de l'un de ses membres, l'honorable M. Bérenger, fut appelée, en 1872, à délibérer particulièrement sur le mode de nomination des magistrats et sur les conditions de l'admission dans la magistrature. — La délibération, reprise et poursuivie à diverses époques, n'aboutit pas. Bien des systèmes se produisirent, qui furent écartés par l'Assemblée. Un projet partiel, résultant des travaux de la commission nommée en 1872, et dont l'honorable M. Bidard était le rapporteur, dut être abandonné après le rejet d'une de ses dispositions principales, et, plus tard, une nouvelle proposition, élaborée au ministère de la justice et déposée par M. Vente en 1875, ne fut même pas soumise à l'examen d'une commission parlementaire. — L'insuccès de ces diverses tentatives n'a pourtant pas découragé les efforts. Une proposition, déposée au Sénat par l'honorable M. Jules Favre, a été de nouveau présentée par lui en 1878 et prise en considération. — De son côté, l'ancien et éminent garde des sceaux, M. Dufaure, déposait, en 1876, un projet dont l'idée principale était de remplacer les petits tribunaux par des sessions temporaires au moyen de juges délégués du chef-lieu. Ce système trouva peu de faveur auprès du Sénat. La commission nommée pour l'examiner n'a rien communiqué jusqu'à présent des travaux auxquels elle a dû se livrer, et les études continuées à la chancellerie au point de vue soit de la réduction du nombre des magistrats, soit de l'abaissement de l'âge de la retraite, sont également demeurées sans conclusion... »

« Le projet de loi actuel, ajoutait *le garde des sceaux*, ne se propose pas pour but de résoudre les questions multiples si graves, si complexes et si controversées que font naître les conceptions diverses qui viennent d'être rappelées. Sans les préjuger, il s'est placé dans un ordre d'idées moins général et d'une réalisation immédiate plus facile, et il a pour objet de résoudre la question de savoir s'il n'y a pas lieu de réduire le nombre des magistrats composant les cours et tribunaux. C'est le point sur lequel l'accord des opinions peut le plus aisément s'établir, et que les commissions annuelles du budget n'ont cessé de recommander à la sollicitude du gouvernement. »

Aux termes de l'art. 1er de ce projet, le nombre des conseillers nécessaire pour la validité d'un arrêt était ramené de 7 à 5 en matière civile, de 5 à 3 en matière criminelle. — Chaque cour d'appel devait se composer, en dehors du premier président, du nombre minimum de juges nécessaires pour constituer les chambres, augmenté : 1° d'autant de magistrats qu'il y a de chambres (pour remédier aux cas d'empêchements qui pourraient se produire); 2° d'un nombre de conseillers égal au nombre des départements du ressort (pour le service des assises). (Art. 2.) — La cour d'appel de Paris, à laquelle étaient attribués 5 conseillers en plus du nombre réglementaire, devait avoir 7 chambres; celles de Bordeaux, Lyon, Rouen, Toulouse, Aix et Douai, 3 chambres toutes les autres, 2 chambres seulement (art. 3).

En ce qui concerne les tribunaux de première instance le projet proposait de supprimer ceux qui jugent moins de cent affaires par an, à moins que les difficultés de communication ne s'y opposent, en laissant à un règlement d'administration publique le soin de déterminer, d'après les bases indiquées, les tribunaux à conserver et d'attribuer à ces derniers tout ou partie des tribunaux supprimés. — Les tribunaux

qui rendent, en moyenne, par an, moins de 400 jugements contradictoires en matière civile, ou de leur équivalent en matière correctionnelle ou commerciale, ne devaient plus avoir qu'une chambre composée de 3 juges, président compris. Ceux jugeant plus de 400 affaires pourraient avoir 2 chambres ou davantage : ce point serait réglé par un décret (art. 4).

Enfin, le projet contenait un art. 6 ainsi conçu : « Il sera procédé dans le délai de six mois, à partir de la promulgation de la présente loi, à la reconstitution générale des cours et tribunaux. — Les réductions nécessitées par l'application des règles ci-dessus établies porteront sur l'ensemble du personnel indistinctement. — Les magistrats qui n'auront pas été compris dans la nouvelle organisation conserveront leur titre et leur traitement jusqu'à ce qu'ils aient été replacés ou jusqu'à ce qu'ils aient été mis à la retraite. »

Un mois après le dépôt de ce projet, la commission faisait connaître, par l'organe de M. *Waldeck-Rousseau*, les conclusions auxquelles elle s'était arrêtée. Après quelques explications préliminaires, le rapporteur, envisageant la question capitale posée par les différents projets, c'est-à-dire la suspension de l'inamovibilité, s'exprimait en ces termes : « Convient-il, en suspendant l'inamovibilité, de rendre à l'Etat une liberté d'action que tous les gouvernements ont revendiquée? Dans quelles limites cette liberté d'action doit-elle être enfermée? C'est ce dont la commission a eu tout d'abord à se préoccuper. — Les événements, les crises que nous avons traversées ont révélé l'existence d'un mal profond qui ne permet pas aux pouvoirs publics de rester plus longtemps inactifs. L'attitude prise par un trop grand nombre de magistrats, leur ardeur à se jeter dans la mêlée des partis, à combattre au premier rang d'une minorité qui cherchait à s'imposer au pays, n'ont que trop attesté leurs sentiments d'hostilité contre des institutions dont ils n'ont pas été les gardiens, mais les adversaires. — On reconnaîtra qu'il ne pouvait en être autrement, si l'on veut bien se souvenir des pratiques funestes suivies par les gouvernements précédents. — Le recrutement fut subordonné aux opinions, l'avancement à la docilité plus qu'au mérite. Le serment politique élimina tous ceux qui refusèrent d'abjurer leurs convictions, de telle sorte qu'en 1870 le corps judiciaire se trouvait presque entièrement composé de magistrats choisis par la monarchie ou par le second empire. — Il ne faut donc pas être surpris si, au 24 mai et au 16 mai, la coalition de ces deux partis trouva en eux des collaborateurs impatients de servir une cause à laquelle ils n'avaient pas cessé d'appartenir. — L'action judiciaire, lorsqu'on étudie quel fut son rôle à cette époque, apparaît étroitement unie à l'action politique : elle marche, elle s'arrête au gré de celle-ci. C'est au ministère de l'intérieur qu'on voit s'élaborer les procédures vexatoires, exactement surveillées par le préfet, presque toujours obéies par le juge. Ce fut, sous la République, un préjugé défavorable au plaideur que d'être républicain. La protestation des citoyens honnêtes contre une entreprise condamnée par le pays et flétrie par la Chambre fut érigée en délit. — On vit s'établir une jurisprudence des suspects, qui s'est traduite par 2,700 poursuites, 1,034,000 francs d'amendes et 46 ans de prison. — Ce n'est pas le moment de puiser à pleines mains dans les documents qui pourront servir à écrire cette histoire. Il suffit de constater qu'il n'est peut-être pas un point du territoire où des magistrats n'aient signalé leur zèle et fait de la justice non plus une protection, mais une menace. — Est-il un département où l'on ne trouverait le souvenir encore vivant d'une intervention passionnée, d'une poursuite implacable, d'une arrestation arbitraire, d'une saisie illégale aussitôt couverte par une instruction, d'une condamnation épuisant toutes les rigueurs de la pénalité? — Cette hostilité n'est pas encore calmée, mais elle a pris une autre forme. Le respect si ébranlé par la sévérité, et, disons-le, par l'emportement de certaines décisions, ne s'est pas raffermi, quand on a pu voir comment, depuis le 20 décembre 1877, les mêmes juridictions, parfois les mêmes juges, ont tout à coup modifié la mesure des peines, lorsqu'il s'est agi de protéger l'honneur des fonctionnaires républicains ou même des simples citoyens. — Nous demandons, dès ici, si un pareil état peut être accepté et s'il est une fiction ou même une loi supérieure qui puisse l'imposer à un pouvoir soucieux de sa conservation, de la tranquillité du pays, du respect même de la justice. — Il devait advenir et il est advenu que les fautes d'un certain nombre a rejailli sur tous, que le soupçon s'est généralisé comme l'inquiétude. — Comment les justiciables distingueraient-ils là où le gouvernement ne peut distinguer? et quand le maintien du magistrat compromis s'impose, de quelle valeur morale est-il pour le fonctionnaire intègre? — L'examen et l'étude de ce mal indiquent quel est le remède nécessaire, indispensable. — S'il n'est pas vrai que beaucoup de magistrats aient oublié la neutralité qui leur était tout au moins commandée, il faut sans retard que le gouvernement, que les Chambres déclarent hautement que le corps judiciaire est resté irréprochable. — S'il en est autrement, il n'est que temps, en écartant ceux qui ne sont demeurés fidèles qu'à leur origine, de rendre la confiance et la considération à ceux qui

sont demeurés fidèles à leur devoir. — Le droit que nous vous proposons de sanctionner a été revendiqué par tous les gouvernements, sous des formes diverses. En 1814 et en 1815, la Restauration l'a, par deux fois, exercé. La monarchie de Juillet, en établissant le serment politique, enleva par là même l'inamovibilité à tous ceux qui refusèrent de passer avec elle un contrat d'obéissance et de dévouement. Qu'est-ce que le serment, sinon une nouvelle investiture? — Le décret de 1852, savamment étudié, retira le bénéfice de l'inamovibilité à tous ceux auxquels il aurait dû surtout être acquis. La liste de ceux qu'il atteignit serait longue. — Ce que des gouvernements de régime absolu ont pu faire dans l'intérêt d'une pensée dynastique, comment un pouvoir sorti du suffrage du pays, malgré tant d'entraves, non d'une surprise, mais d'une volonté mûre et réfléchie, n'aurait-il pas le droit, le devoir, de confier l'administration de la justice à une magistrature que ce pays puisse accepter avec confiance, parce qu'il l'aura reçue du gouvernement qu'il s'est donné? — La fonction judiciaire n'étant qu'un démembrement de la souveraineté nationale, la logique la plus élémentaire veut que ceux qui l'exercent la tiennent de cette même souveraineté ou de ceux qui en sont l'expression. — La garantie de l'inamovibilité, réelle ou factice, repose sur cette considération qu'il ne doit pas dépendre du gouvernement de révoquer le juge qu'il aurait investi. Elle n'exclut donc nullement, et au contraire elle implique un contrat intervenu dans lequel ce gouvernement aura stipulé. Il s'ensuit même qu'elle ne peut exister que pour le magistrat que l'Etat aura choisi. — Lorsqu'on lui dénie le droit de renouveler les pouvoirs judiciaires, ce n'est donc pas seulement l'inamovibilité que l'on défend, mais encore cette idée aussi contraire au droit public qu'au droit privé, que le mandataire peut survivre au mandant et le fonctionnaire à celui de qui il tient sa fonction. — Il a donc paru à la commission que le droit de l'Etat était certain, que l'intérêt public exigeait qu'il fût mis en exercice, et que les magistrats de la troisième république devaient tenir d'elle par une délégation nouvelle ou renouvelée les fonctions qu'ils auront à exercer. — Elle s'est, d'ailleurs, attachée à trouver une formule qui, en consacrant le droit de suspendre l'inamovibilité, n'en préjugeât en rien le principe. Elle ne vous propose ni de le nier ni de le reconnaître. — Une objection fréquemment soulevée depuis le dépôt de la première proposition a été reproduite dans la commission par un de ses membres. — Elle consiste à dire que nous ne sommes plus au lendemain du 4 septembre 1870; elle supposerait une sorte de prescription acquise; on ajoute que, depuis plusieurs années, des nominations ont été faites et que celles-là tout au moins s'imposent. — Il est vrai que, si la République de 1870 eût immédiatement suspendu les pouvoirs des magistrats, on lui eût fait le reproche contraire, et avec plus de raison, peut-être, on lui eût imputé de ne laisser aucun délai à ceux-ci pour oublier le passé et se rallier à son principe, à elle-même pour peser les mérites et les actes. — Mais cette objection ne repose pas sur une donnée exacte, on oublie trop à quelle lourde tâche elle dut tout d'abord consacrer toutes ses forces, qu'elle trouva son territoire envahi, qu'avant d'y consolider ses institutions, elle dut le rendre libre; qu'à l'occupation étrangère succéda l'occupation des partis, et que, par deux fois, au moment où elle aurait pu se consacrer aux réformes intérieures, elle vit ce pouvoir, dont on lui reproche de n'avoir assez tôt usé, passer dans les mains de ceux-là mêmes qui seront, sans doute, d'autant plus ardents à plaider la prescription qu'ils ont tout fait pour la laisser acquérir. — La règle de l'investiture nouvelle une fois reconnue, il est impossible de lui assigner des lois d'évolution fatales, inexorables, d'imposer à un gouvernement auquel des conditions d'existence sans précédents ont été faites, les traditions et la procédure des gouvernements précédents qui n'ont pas connu les mêmes obstacles. — Quel délai convenait-il d'impartir à l'accomplissement de l'œuvre si considérable dont nous croyons avoir établi la nécessité?—M. Boysset avait proposé trois mois; mais il reconnut tout d'abord que ce n'était là qu'une indication appelant l'étude. MM. Brisson et Mir proposaient six mois; pour une mesure à peu près analogue, M. Varambon propose un an. — Aucune loi ne demande plus de maturité dans sa mise en action, des investigations plus consciencieuses. Non seulement nous ne pensons pas qu'il s'agisse de proscrire par catégorie et en masse les membres de la magistrature, mais nous estimons que les mesures individuelles qui seront prises doivent être réfléchies, les renseignements puisés aux sources les plus sûres, contrôlés avec le plus grand soin. — Un délai inflexible eût donc été peu rationnel. C'est ce qui nous a conduits à vous proposer de déclarer l'inamovibilité suspendue jusqu'à ce qu'une nouvelle institution des magistrats ait été établie par une loi ultérieure, qui devra intervenir dans un délai assez rapproché pour que la stabilité se fasse, assez long pour que toute précipitation puisse être évitée. — Ne faudra-t-il pas, en dehors des informations à recueillir, ramener tout d'abord la composition de certains tribunaux et de certaines cours, le chiffre de leur personnel, aux proportions établies par la loi? Cette transformation pourra-t-elle se faire du jour au lendemain?

— Evidemment non, et dès lors la véritable prévoyance consistait à laisser au pouvoir une certaine latitude sous le contrôle du Parlement. — Enfin la Chambre conserve tous ses droits, et au moment où elle estimerait nécessaire de fermer cette période de transition, elle pourra elle-même prendre l'initiative de cette loi d'institution... »

« Les considérations qui précèdent, ajoutait le rapporteur, expliquent suffisamment pourquoi la commission n'a pas cru pouvoir adopter purement et simplement le projet de M. le garde des sceaux. — Il consiste à supprimer un certain nombre de tribunaux, ce qui n'a pas semblé pouvoir être fait sans troubler des intérêts respectables; à supprimer un certain nombre de chambres et de sièges, ce que la commission accepte, sauf de légères modifications; à permettre enfin d'opérer l'ensemble des réductions sur l'ensemble du personnel. — C'est la disposition la plus importante. Dans ce système, les magistrats des tribunaux supprimés ou diminués peuvent être conservés, ceux des tribunaux conservés peuvent être supprimés. C'est une suspension de l'inamovibilité qui, dans ses résultats, atteint moins de personnes, mais qui dans son principe a la même étendue, et qui, sans être aussi efficace, soulève les mêmes objections. La commission a donc dû reconnaître qu'il n'avait pas le mérite, si c'en est un, de couper court à certaines critiques, et de donner satisfaction à des opinions qui reposent plutôt sur des idées convenues que sur un examen profond et réfléchi... — Il reste à parler, au point de vue spécial du personnel, des projets de MM. Goblet et Varambon. M. Goblet repousse la suspension de l'inamovibilité; néanmoins il admet que les magistrats pourront être déplacés, c'est-à dire qu'il supprime l'inamovibilité de résidence. — La commission ne pouvait donc l'accueillir en tant qu'il se refuse à une suspension nécessaire; elle ne pouvait non plus l'accepter en tant qu'il supprime à titre définitif une des formes de l'inamovibilité, puisqu'elle a entendu réserver cette question. — M. Varambon distingue les présidents et vice-présidents des magistrats ordinaires; il veut que les premiers reçoivent une investiture nouvelle; il en affranchit les seconds. Mais, sans tomber dans des redites fatigantes, sans répéter pour quels motifs indépendants du grade hiérarchique du magistrat la mesure actuelle s'impose, on peut encore observer que cette distinction ne repose pas sur une réalité toujours exacte, et que les fonctions de président et de vice-président sont très souvent déférées à de simples juges. »

Entrant ensuite dans l'examen des articles, le rapporteur expliquait que, si la commission ne croyait pas qu'il fût actuellement possible de supprimer des tribunaux, elle acceptait du moins le principe de la réduction des chambres de certaines cours et tribunaux, ainsi que du nombre des magistrats d'appel qui devront concourir à un arrêt. En ce qui concerne les cours, la commission, adoptant une base différente de celle du projet du gouvernement, proposait d'attribuer trois chambres aux cours, en dehors de celle de Paris, jugeant en moyenne deux cent quatre-vingts affaires contradictoires, deux chambres à toutes les autres. Pour les tribunaux, conformément aux propositions du gouvernement, ceux qui rendent en moyenne moins de quatre cents jugements contradictoires, ne devaient plus avoir qu'une chambre; dans les autres, le nombre des chambres et des juges nécessaires pour les besoins du service serait déterminé par décret. — Les ressources disponibles résultant des suppressions devaient être appliquées à l'amélioration des traitements. — Quant aux magistrats mis en disponibilité, par suite de la réorganisation, avant d'avoir soixante ans d'âge et trente ans de service, le projet de la commission leur accordait, à leur choix, soit une retraite proportionnelle, soit la restitution des retenues opérées sur leurs traitements avec les intérêts.

D'après les déclarations du rapporteur, gouvernement et la commission se trouvaient en désaccord sur plusieurs points importants, et entre autres sur la question de savoir dans quelle mesure devait s'exercer le droit d'élimination.

A la suite d'une nouvelle délibération au sein de la commission, l'entente a fini par s'établir, et, le 1er juin, M. *Waldeck-Rousseau* faisait connaître, dans un rapport supplémentaire, le projet auquel la commission s'était définitivement arrêtée et dont les dispositions, sauf des points accessoires ou des différences de rédaction, avaient été adoptées d'un commun accord.

« Deux innovations fort importantes, disait le rapporteur, ont pris place dans le projet de loi tel qu'il est actuellement formulé. — La première tend à unifier dans la mesure la plus large les classes si nombreuses dans l'état actuel des tribunaux. — La seconde porte sur les traitements des magistrats : ces traitements sont très sensiblement élevés... — L'unification des classes aura cet avantage de supprimer presque complètement ce qu'on pouvait appeler jusqu'ici le morcellement de la carrière judiciaire, et, partant, l'obligation pour le juge, à des intervalles presque réglés, de solliciter son déplacement. — L'élévation des traitements était depuis longtemps signalée comme nécessaire, dans l'intérêt bien entendu du recrutement. Elle était plus nécessaire peut-être au moment où le pouvoir, chargé de donner une magistrature nouvelle au pays, doit s'efforcer de couper court aux critiques

depuis longtemps formulées contre l'insuffisance du personnel judiciaire. — Réduction du nombre des chambres, des cours et tribunaux ; réduction du nombre des juges appelés à rendre un arrêt ; suppression du plus grand nombre des classes établies dans la hiérarchie judiciaire; augmentation des traitements les moins élevés; telles sont les principales réformes consacrées par le projet de loi que nous proposons à la Chambre d'adopter. — Dans ce premier ordre d'idées, le gouvernement a persisté à penser que certains tribunaux, ceux qui jugent moins de cent cinquante affaires contradictoires, devaient être supprimés. M. le sous-secrétaire d'Etat en a donné notamment cette raison : que, dans les tribunaux peu occupés, les affaires sont mal instruites, que les magistrats y perdent le goût du travail, et que l'administration de la justice en souffre. — La commission n'a pas pensé que ces suppressions pussent être opérées sans des inconvénients très graves. Elle répond que ces tribunaux, tous ou presque tous de la dernière classe, étaient des postes de début ou bien étaient assignés aux magistrats que leur aptitude aux affaires n'avait pas appelés à une classe supérieure; qu'il en sera tout différemment à l'avenir par l'effet même des dispositions ci-dessus exposées; qu'enfin le principe fondamental, admis de tout temps comme la base de notre organisation judiciaire, c'est que la justice doit être aussi rapprochée que possible du justiciable. — La loi du 27 ventôse an VIII avait édicté que les premiers présidents et les présidents des tribunaux de première instance seraient choisis pour trois ans. Cette mesure était même étendue aux présidents de chambre et aux vice-présidents. — Le gouvernement a proposé d'appliquer cette disposition aux premiers présidents seuls. Il a paru à la commission que l'assimilation la plus complète devait être faite entre les premiers présidents et les présidents de tribunaux. La commission et le gouvernement ont, d'ailleurs, été d'accord pour adopter le délai de cinq ans..... — Les art. 8 et 9 sont relatifs aux pouvoirs conférés au gouvernement pour procéder à la nouvelle organisation résultant du projet. — De ces articles résultent : 1° le droit d'éliminer les titulaires actuels que le gouvernement ne croirait pas pouvoir conserver; 2° le droit de pourvoir librement à leur remplacement. — C'est pour procéder à ces modifications qu'un délai d'un an est accordé... — La commission a été frappée de ce que le système de retraite proposé par le gouvernement aboutissait à des résultats peu admissibles. Ainsi, neuf années de service conféraient les mêmes droits de vingt-neuf années de service. La commission a donc maintenu les dispositions de son premier projet... »

C'est dans ces conditions que le projet est venu en discussion devant la Chambre dans la séance du 13 novembre 1880.

M. *Ribot* a pris le premier la parole pour combattre les propositions du gouvernement et de la commission.—A quoi tendent ces propositions? a dit l'orateur. S'agit-il d'une véritable réforme de nos institutions judiciaires, qui serait une grande œuvre digne d'une Assemblée républicaine? Il suffit d'examiner le projet et de lire le rapport pour répondre à cette question. Pour les justices de paix, on ne fait rien ; pour les tribunaux, quelques réformes qu'on peut discuter, qui ont des inconvénients et des avantages et qui ne sont ni bien radicales ni bien fécondes. Ces dispositions rédigées à la hâte ne sont qu'un moyen destiné à dissimuler la partie capitale du projet : la suspension de l'inamovibilité de la magistrature entière, sauf la cour de cassation, pendant une année. Un tel projet ruinerait la magistrature, détruirait à jamais ce qui en est le fondement : le principe de l'inamovibilité ; il jetterait le pays dans des désordres bien plus graves encore que le commencement de désordre que nous avons vu déjà se produire, il nous engagerait dans une voie révolutionnaire. Détruire l'inamovibilité complètement serait plus franc, plus digne et même moins dangereux. Quelle situation allez-vous faire aux magistrats? S'ils étaient amovibles, leur situation serait détestable, mais enfin régulière. Mais si l'inamovibilité est suspendue pendant un an, vous aurez donné rendez-vous à toutes les délations, à toutes les rancunes et aussi à toutes les convoitises ; vous créerez un désordre qui troublera les consciences et humiliera les magistrats mêmes qui seront maintenus. — Passant à un autre ordre d'idées, M. *Ribot* réfute la doctrine de la commission, qui justifie le projet de loi par des raisons politiques. « Qu'est-ce qu'un juge? dit M. le rapporteur. C'est un mandataire de la nation, de l'Etat. Dès lors quand l'Etat subit une transformation, le mandataire se trouve révoqué. Par conséquent, à chaque changement de gouvernement, il va de soi que la magistrature tout entière doit être renouvelée. » C'est là un pur sophisme. Sans doute le juge est le délégué de l'Etat. Mais est-ce que l'Etat réside dans le pouvoir exécutif? Est-ce que l'Etat change? Est-ce qu'il ne survit pas à chaque changement de gouvernement? Est ce que ce changement nous délie des engagements pris par les gouvernements précédents? Et pourquoi alors mettriez-vous en dehors de ces engagements sacrés le principe de l'inamovibilité? Si, à la rigueur, on pouvait comprendre une mesure pareille au lendemain d'une révolution, la peut-on comprendre dix ans après, alors que les deux tiers de nos magistrats ont reçu, soit par nomination,

soit par mutation, une investiture nouvelle? Il n'est pas possible de dire que la magistrature représente le régime déchu et que depuis dix ans il n'y a pas de justice en France. — D'après M. *Ribot*, ceux qui soutiennent le projet de loi ne parlent pas en hommes d'Etat, mais en hommes qui cèdent aux passions du moment. La mesure proposée est une mesure révolutionnaire que rien ne saurait justifier. S'il y a eu quelques écarts, la magistrature, dans son ensemble, est honnête, intègre, très peu préoccupée des questions politiques. D'ailleurs, vis-à-vis des magistrats qui manqueraient à leurs devoirs, on n'est pas désarm : il suffit de recourir à la cour de cassation. — Le vrai grief, dit l'orateur, que la majorité a contre la magistrature, c'est d'avoir accueilli ou paru accueillir les réclamations portées devant elle par les congrégations dispersées, c'est de ne pas s'être associée complètement au gouvernement pour assurer l'exécution des décrets. Après s'être expliqué avec détails sur ce point, M. *Ribot* proteste contre le système d'attaques permanentes envers la magistrature et contre le gouvernement, qui abandonne sans défense une des grandes institutions du pays. — A l'exception de Napoléon Ier et de la Restauration, il n'y a pas un gouvernement régulier qui ait fait ce qu'on veut faire aujourd'hui. La monarchie de Juillet a respecté l'inamovibilité. En 1848, l'Assemblée constituante décida que la magistrature entière recevrait l'investiture du nouveau gouvernement. L'empire lui-même n'a pas osé toucher au principe de l'inamovibilité : il ne l'a fait que par des moyens détournés.

Et c'est vous, républicains, s'est écrié M. *Ribot*, après dix ans de république, dans le calme du pays, qui voulez faire ce que n'a osé faire aucun gouvernement au lendemain d'une révolution. — Enfin l'orateur, après quelques considérations de politique générale, a terminé son remarquable discours en rappelant cette parole de M. Thiers : « Quand on ne veut pas recourir à la violence, il faut du temps, mais il en faut bien plus encore quand on a eu le malheur de recourir à des moyens violents et passionnés. »

M. *Waldeck-Rousseau*, rapporteur, a répondu à M. Ribot. Il s'est attaché d'abord à bien préciser le but et la portée du projet de loi. Ce projet n'est pas dirigé contre la magistrature tout entière, ainsi que l'a donné à entendre le précédent orateur. Il y a eu des magistrats qui, malgré toutes les pressions, ont su se renfermer dans le sentiment de leurs devoirs Ce ne sont pas ceux-là qui doivent s'inquiéter : pour eux l'heure de la justice ne pourrait être que l'heure de la réparation. Mais il y en a un beaucoup plus grand nombre qui ont commis ce qu'on a appelé le crime de compromettre la magistrature et qui sont descendus dans la mêlée revêtus de cette cuirasse, qu'ils croyaient infaillible, de l'inamovibilité; c'est contre eux qu'est dirigée la loi. — Le rapporteur rappelle ensuite que la question de la réforme du personnel est posée depuis longtemps, et il explique que, si la situation est devenue si grave, c'est que rien n'a été fait dans ces dernières années pour remédier au mal. Ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que le soupçon s'est généralisé ; il s'est étendu même aux magistrats intègres. Quel remède propose-t-on? De confondre tous les magistrats dans une même indulgence, qui est pour les uns un outrage et pour les autres une faiblesse. Nous, nous proposons de donner au gouvernement le droit de distinguer entre ceux qui ont été fidèles à leur devoir et ceux qui l'ont méconnu. — On a réédité ce principe que l'inamovibilité est nécessaire et que sans elle il n'y a pas d'indépendance. Mais il ne s'agit pas de savoir si les magistrats nommés par un gouvernement peuvent ou non être révoqués par lui. Il s'agit de savoir si la République, succédant à un régime différent ou plutôt contraire, doit nécessairement hériter de la magistrature à laquelle le gouvernement précédent avait donné sa confiance. Il s'agit de savoir si nous sommes liés par un contrat perpétuel que nous n'avons pas souscrit, par les engagements des gouvernements dont vous avez proclamé la déchéance. — M. *Waldeck-Rousseau* refait à son tour l'historique des atteintes portées par les gouvernements précédents au principe de l'inamovibilité. Puis, arrivant à une dernière objection de M. Ribot, celle consistant à dire qu'aujourd'hui on ne peut faire ce qui eût été possible en 1870, à la suite d'une révolution, le rapporteur répond que ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir y arrivent pour la première fois, qu'il leur a été impossible de réaliser plus tôt les réformes projetées. — « En résumé, dit M. *Waldeck-Rousseau*, en terminant, voici ce qui me rend léger le sentiment des responsabilités qu'on entasse sur nos têtes. Vous voulez, dites-vous, une magistrature très honorée, nous aussi ; vous voulez une magistrature indépendante, inaccessible aux influences extérieures, nous aussi. Il y a un mot plus simple, plus élémentaire pour résumer tout cela : vous voulez un magistrat honnête homme. Eh bien, je ne sache pas qu'il puisse y avoir une honnêteté variable et une logique contradictoire ; je ne puis pas concevoir cette idée offensante, permettez-moi de le dire, à l'égard des magistrats, que ces magistrats, pour accomplir simplement leurs devoirs, pour ne pas porter atteinte à la personne et au patrimoine d'autrui, doivent être revêtus de garanties spéciales et extraordinaires ; pour moi, les magistrats trouvent leur inpendance en eux-mêmes et non pas dans

les investitures extérieures ; je crois qu'ils la trouvent dans les traditions de leur éducation, dans les exemples précieux de leurs familles ; et si vous admettez un homme pétri d'un pareil limon que, pour rester honnête, il lui faille des garanties spéciales, vos garanties n'y suffiront pas. »

Ces deux importants discours ont rempli toute la séance du 13 novembre. Deux autres séances ont été consacrées à la discussion générale. — MM. *Louis Legrand, Boysset, Allain-Targé* et *Varambon* ont pris la parole en faveur du projet. M. *Louis Legrand* a demandé, toutefois, qu'on réduisît le délai pendant lequel l'inamovibilité serait suspendue. M. *Varambon* a exprimé le regret que la commission n'eût pas cru devoir s'occuper de la question du recrutement et de l'avancement des magistrats. — Le projet a été combattu avec une grande vivacité par MM. *Niel*, *Goblet* et *Fauré*, qui se sont élevés surtout contre la suspension de l'inamovibilité, et ont montré les conséquences funestes de l'atteinte qu'on allait porter à ce principe fondamental. — La discussion générale ayant été close, la Chambre a déclaré l'urgence, et, après avoir écarté un contre-projet de M. *Langlois*, a commencé immédiatement la discussion des articles. — A l'occasion de l'art. 1er, M. *Cazot*, garde des sceaux, a pris la parole pour expliquer l'attitude du gouvernement dans ce débat et l'esprit dans lequel il s'était accordé avec la commission. — La disposition de l'art. 2 relative à la nomination temporaire des premiers présidents a donné lieu à un vif débat, auquel ont pris part MM. *Ferdinand Boyer*, le *garde des sceaux, de Marcère*, *Ribot*, *Varambon*, *Freppel* et le *rapporteur*. Elle a été adoptée par 288 voix contre 173. — Ainsi qu'il a été dit plus haut, le désaccord avait persisté entre le gouvernement et la commission en ce qui concerne la question de la suppression des tribunaux jugeant moins de cent cinquante affaires. La Chambre a été appelée à se prononcer sur ce point, et, après avoir entendu le *garde des sceaux*, M. *Le Cherbonnier*, président de la commission, et M. *Jozon*, elle a, par 242 voix contre 203, repoussé la rédaction proposée par le gouvernement. — En arrivant à l'art. 8, relatif à la suspension de l'inamovibilité pendant un an, la Chambre s'est trouvée en présence d'un amendement de M. *Beauquier*, aux termes duquel l'inamovibilité de la magistrature était supprimée, les juges à tous les degrés devaient être élus par le suffrage universel, etc. La disposition portant suppression de l'inamovibilité a été repoussée par 263 voix contre 204 ; celle relative à l'élection des juges a été également rejetée à la majorité de 191 voix contre 135. La Chambre a également écarté un amendement de M. *Marcou*, réclamant non pas un an, mais trois ans de suspension de l'inamovibilité, afin de pouvoir réorganiser efficacement le personnel. — Enfin, après un discours de M. *Bardoux*, qui a protesté contre la suspension de l'inamovibilité, l'art. 8 a été adopté par 285 voix contre 161. Le vote de l'ensemble du projet de loi a eu lieu à la majorité de 292 voix contre 166.

Le projet fut transmis au Sénat le 29 novembre 1880. On pouvait prévoir qu'il y rencontrerait une vive opposition. Ce sentiment ne tarda pas à se manifester par le choix des membres de la commission appelée à examiner le projet. Les neuf commissaires élus s'étaient prononcés, lors de la discussion dans les bureaux, contre la suspension de l'inamovibilité et contre l'institution quinquennale des présidences. Aussi, dès sa première séance, la commission rejeta ces deux dispositions. Après s'être demandé si ce vote ne devait pas entraîner le rejet de la loi tout entière, la commission crut devoir cependant poursuivre ses travaux, et, le 3 mars 1881, elle faisait connaître par l'organe de son rapporteur, M. *Bérenger*, le résultat de ses délibérations. Le rapporteur expliquait qu'indépendamment du projet voté par la Chambre, la commission avait eu à examiner trois contre-projets dus à l'initiative de MM. Hérold, Tenaille-Saligny et Jules Simon. Ecartant les deux premiers de ces contre-projets, qui supposaient une nouvelle institution de la magistrature, la commission prit en considération celui de M. Jules Simon, dans lequel le principe de l'inamovibilité se trouvait respecté. « Nous avons pensé, disait M. *Bérenger*, que, s'il y avait à trouver un remède, il convenait de le chercher ailleurs que dans l'ébranlement même de notre édifice judiciaire. — Peu importe qu'on diffère sur les origines mêmes de l'inamovibilité, qu'on conteste même sa réelle efficacité ou qu'on puisse invoquer le mépris que d'autres temps en ont fait. — Qu'elle soit un héritage des siècles ou une création du libéralisme moderne, qu'elle procure la réalité de l'indépendance ou qu'elle n'en donne que la fiction, qu'elle ait été alternativement l'objet du respect ou du mépris des gouvernements, peu importe. Elle n'en est pas moins l'institution la plus capable d'élever le juge au-dessus de la crainte et de rassurer le justiciable contre sa faiblesse. — Ce n'est, d'ailleurs, qu'aux époques troublées où le pouvoir a voulu mettre la main sur la magistrature pour dominer la justice, qu'on a vu ces doutes se produire, et pour soutenir une thèse tant de fois condamnée au nom de la liberté, il faut que les libéraux d'aujourd'hui prennent le langage et invoquent l'autorité de ceux que nos pères combattaient alors et qu'ils ont justement vaincus. — L'inamovibilité est née des besoins mêmes de la justice. — Il ne suffit pas que la liberté

existe, que les droits soient garantis par les lois, il faut des juges pour faire respecter la liberté et les lois, et il faut qu'on ait foi dans l'indépendance des juges. Où serait la sécurité du citoyen blessé dans ses droits, si le juge dépendait du pouvoir qui l'opprime? Où serait même celle du faible et du pauvre, si le juge, toujours exposé aux caprices d'un ministre, avait à compter avec les rancunes des puissants ou l'influence des partis?... » — « Si l'inamovibilité, disait plus loin M. *Bérenger*, a eu ses crises jusque dans notre histoire contemporaine, ce qui ne peut être contesté, c'est que leurs causes furent toujours les mêmes, et ceci donne une nouvelle démonstration de son véritable caractère. Gênante au pouvoir, ce fut, à toutes les époques, l'arbitraire qui chercha à la dominer ou à la suspendre. Précieuse à la liberté, ce fut toujours en son nom que les tentatives dirigées contre elle furent combattues. — Comment, après de telles traditions, peut-on venir aujourd'hui, sous prétexte de défendre la République, c'est-à-dire la liberté, vous demander d'y porter une nouvelle atteinte? On allègue peu de raisons de principe. Il n'est pas possible, en effet, de considérer les quelques objections qui se sont produites en quelque sorte accessoirement au cours de la discussion comme les motifs réels du projet...—Les motifs de la loi sont ailleurs. Il eût suffi, pour les faire comprendre, des exemples invoqués pour les justifier. Mais ils ont été donnés avec une entière franchise. — Leur inspiration, nous l'avons déjà dit, est purement politique... » — Examinant ensuite les reproches dirigés contre les magistrats au sujet de leur attitude pendant le 16 mai et à l'occasion des décrets, le rapporteur constate que ces griefs ne sont pas fondés. La magistrature est restée sous ce gouvernement ce qu'elle a été sous tous les régimes : respectueuse de l'autorité, mais fidèle aux lois, prête à soutenir le pouvoir contre les factions. mais décidée à protéger le faible contre les abus de la force. Les justiciables n'ont jamais douté de son intégrité, de sa capacité. La probité et la pureté de ses mœurs lui font honneur. C'est tout ce qu'il est raisonnable de lui demander : chercher à obtenir plus d'elle, ce serait risquer d'en faire un instrument du pouvoir et de détruire toute confiance dans son impartialité. — Enfin, M. *Bérenger* indiquait le point de vue auquel s'était placée la commission du Sénat : « Il lui a semblé qu'un projet de réforme devait prendre les choses de plus loin, que la question judiciaire avait des origines plus anciennes, et que pour lui attribuer son véritable caractère, il n'était pas possible de s'abstraire dans les incidents du jour. — On ne devait point surtout oublier que les accusations portées contre la magistrature avaient été jusqu'à présent d'une autre nature. Ce qu'on lui reprochait, dès la répression de 1835, après les événements de 1852 ou à la fin de l'empire, ce n'était pas cet excès d'indépendance considéré pour la première fois comme un danger public, c'était sa condescendance pour le gouvernement, on eût dit volontiers sa servilité. — Il y a peu de temps encore, c'était de ce côté que se portaient toutes les préoccupations de réforme. Notre organisation, disait-on, livrait trop la magistrature au pouvoir. Les uns, comme M. Arago, cherchaient à enlever au gouvernement toute participation aux nominations ; d'autres, comme M. Goblet, bornaient leurs vœux à un système de présentation qui limitât son autorité. — Personne ne peut dire qu'on se laissât aller à des appréhensions chimériques. Les faits ont conservé toute leur réalité. Ils réclament encore les mêmes conclusions. — Quelques fautes et quelques rancunes ne peuvent suffire à effacer d'aussi récents enseignements. Devait-on, pour satisfaire à un courant d'idées contraires, s'exposer à laisser subsister, peut-être à aggraver un état de choses tant de fois et si universellement condamné? — Il ne fallait point, d'ailleurs, se méprendre à la contradiction apparente des griefs. Jusque dans les accusations de l'heure actuelle, il était facile de saisir la trace de préoccupations anciennes. N'était-ce pas en grande partie les reproches de complaisance pour la politique du 16 mai qui en étaient l'origine? — Les uns et les autres, au surplus, provenaient, à y regarder de près, d'une seule et même cause, l'immixtion vraie ou prétendue de la magistrature dans la politique. L'examen attentif de chaque crise ne laissait aucun doute à cet égard. Leur point de départ était invariablement, à toutes les époques, une action politique de la justice. — Si on voulait préserver les corps judiciaires contre le retour de ces mouvements d'opinion, qui de temps à autre ébranlaient avec leur autorité jusqu'à la base de l'institution, c'était là qu'il fallait porter le remède. — Mais pour mieux atteindre le mal, il fallait d'abord en bien préciser le caractère. — C'est sous trois formes que la politique peut avoir accès dans la justice. — La plus fréquente, celle qui à toutes les époques lui a été la plus fatale, est du fait des gouvernements. C'est l'attribution du jugement des délits politiques ou de presse à la juridiction correctionnelle : quelques années de ce régime ont toujours suffi pour déchaîner des orages contre les magistrats. — C'est, en second lieu, l'état de dépendance dans lequel nos lois d'organisation placent le magistrat vis-à-vis du pouvoir. — C'est enfin la participation directe et personnelle à la politique dont les corps comme les individus n'ont pas toujours su se préserver. Aucune réforme ne sera suffisante si elle n'embrasse à la fois ces trois points...

— La commission n'avait pas à se livrer à une longue étude pour chercher les remèdes. Ils se présentaient d'eux-mêmes à elle dans les nombreuses propositions émanées depuis dix ans, soit de l'initiative personnelle, soit même du gouvernement. Elle s'est arrêtée aux solutions suivantes : — Pour répondre à la nécessité de délivrer à jamais la justice ordinaire du jugement des affaires politiques, il fallait proclamer à nouveau que leur seul juge possible était le jury. — Pour relever l'indépendance du magistrat, il fallait trois ordres de mesures : 1° une détermination plus libérale des conditions d'admission, de celles d'avancement, et la substitution au système actuel de présentation d'un mode de présentation plus étranger à l'influence ministérielle ; 2° des modifications assez profondes dans l'état de la carrière pour ôter au magistrat le souci de son avenir et le délivrer de l'incessante nécessité des sollicitations ; à cet ordre d'idées se rattachaient l'amélioration des traitements, la réduction des classes, la suppression des tribunaux inoccupés, l'abrogation de la limite d'âge; 3° enfin des règles propres à écarter de l'instruction et du jugement des affaires correctionnelles tout soupçon de partialité, c'est-à-dire l'interdiction de l'instruction aux juges suppléants, et la défense pour le juge d'instruction de participer au jugement des affaires instruites par lui.—Si on trouvait que les premières de ces solutions ne fussent point encore suffisamment étudiées, la réalisation des autres pouvait être immédiate. — Enfin, aux écarts individuels il fallait répondre par une affirmation nette et précise, qu'aucun texte ne contenait encore, des devoirs de neutralité imposés aux magistrats et aux corps judiciaires par le caractère même de leurs attributions... » — Entrant ensuite dans l'examen des différentes dispositions du projet proposé par la commission, le rapporteur expliquait qu'en ce qui concerne les cours, il n'avait pas paru possible de sanctionner les réductions de personnel votées par la Chambre, la loi du 20 avril 1810 permettant d'ailleurs au gouvernement de supprimer, dans certaines limites, les sièges inutiles. — Pour les tribunaux, la commission s'était ralliée à la proposition du gouvernement tendant à la suppression de ceux qui jugent moins de cent cinquante affaires. Mais les magistrats des tribunaux supprimés devaient conserver leur titre et leur traitement jusqu'à ce qu'ils fussent replacés ou admis à la retraite. Les tribunaux maintenus étaient divisés en quatre classes. — Un article du projet portait qu'aucun juge ne pourrait siéger en matière correctionnelle dans une affaire par lui instruite. Aux termes d'un autre article, les juges suppléants ne devaient plus être chargés de l'instruction, si ce n'est à titre de délégation exceptionnelle et temporaire. — Le projet disposait en outre que les délits de presse et les délits politiques seraient déférés au jury, sauf les exceptions résultant de la loi sur la presse. Toutes manifestations politiques, adresses, adhésions, démonstrations publiques quelconques, étaient interdites aux corps judiciaires, toute démonstration publique d'hostilité au principe ou à la forme du gouvernement était également interdite aux magistrats.— Un article final spécifiait qu'il serait présenté dans le cours de l'année un projet de loi réglant les conditions de nomination et de révocation des juges de paix, leur ressort, leur compétence, leur traitement, et un projet de loi sur l'organisation du jury. Le rapport exprimait d'ailleurs, au nom de la commission, le vœu que les Chambres fussent prochainement saisies par le gouvernement d'un projet de loi sur le mode de nomination et d'avancement des magistrats.

Le Sénat ne fut pas appelé à se prononcer sur les conclusions de la commission. Au moment où la délibération allait s'ouvrir, le gouvernement, n'espérant pas pouvoir rallier la majorité de la seconde Chambre à ses vues, crut plus prudent d'attendre l'effet du renouvellement d'une partie de l'Assemblée, qui devait avoir lieu au mois de janvier suivant, et, à la date du 15 novembre 1881, intervint un décret portant retrait du projet de loi.

Mais la question de la réforme judiciaire restait à l'ordre du jour, et elle ne tarda pas à être posée de nouveau devant la Chambre des députés.

Une première proposition, due à l'initiative de M. *Martin-Feuillée*, fut présentée le 2 février 1882. Cette proposition, qui ne comprenait pas moins de 111 articles, tendait à introduire dans notre organisation judiciaire des modifications considérables par l'extension de la compétence des juges de paix et l'institution d'assises correctionnelles. — En matière civile, la compétence des juges de paix était étendue non seulement quant au chiffre des demandes, mais encore quant à leur nature. C'est ainsi qu'en dernier ressort cette compétence était élevée au chiffre de 500 fr. En premier ressort, elle était fixée, tant en matière mobilière qu'immobilière, au taux de la compétence actuelle en dernier ressort des tribunaux de première instance. Les juges de paix devaient connaître en outre des contestations sur l'exécution de leurs jugements et sur les offres et saisies-arrêts, des questions de servitudes, etc. En matière pénale, la compétence était étendue à un certain nombre de délits actuellement déférés aux tribunaux correctionnels. Comme conséquence de cette extension d'attributions, M. *Martin-*

Feuillée proposait d'élever à 4,000 fr. le traitement des juges de paix, toute distinction de classe étant supprimée, et d'exiger des candidats à ces fonctions, comme garanties d'aptitude, le diplôme de licencié en droit, ou l'exercice pendant dix ans de la profession de notaire, avoué, greffier ou huissier. — Le projet instituait des assises correctionnelles au chef-lieu judiciaire de chaque arrondissement pour le jugement de tous les délits actuellement déférés aux tribunaux correctionnels, à l'exception de ceux attribués aux juges de paix. Le tribunal d'assises serait composé du juge de paix du chef-lieu, président, de quatre jurés assesseurs, d'un membre du parquet et du greffier de la justice de paix ; il siégerait au moins une fois par mois. Il devait prononcer sur le fait et ses circonstances, l'application de la peine et les demandes en restitution et dommages-intérêts, le juge de paix statuant seul sur les exceptions et incidents. La formation du jury, la procédure devant le tribunal étaient également réglées avec soin. — L'extension de la compétence des juges de paix et l'institution d'assises correctionnelles devant avoir pour effet de réduire considérablement le nombre des affaires soumises aux tribunaux de première instance, M. *Martin-Feuillée* proposait de supprimer tous ceux qui siègent dans les chefs-lieux d'arrondissement et de ne conserver qu'un tribunal par département. Toutefois, une ou deux chambres, détachées du tribunal de département, auraient siégé dans certains chefs-lieux d'arrondissement importants, comme le Havre, Brest, Reims. L'action publique était centralisée au chef-lieu de chaque département, entre les mains du procureur de la République. Mais ce magistrat était autorisé à distribuer un certain nombre de substituts dans les chefs-lieux actuels d'arrondissement. De même un juge d'instruction pouvait être détaché en permanence dans un chef-lieu d'arrondissement pour y exercer spécialement ses fonctions. — En ce qui concerne les cours d'appel, le nombre en était ramené de vingt-six à dix-huit, avec une nouvelle délimitation des ressorts. — Le projet contenait également un certain nombre de dispositions sur la discipline, empruntées, pour la plupart, au sénatus-consulte du 16 thermidor an X et à la loi du 20 avril 1810.—Enfin, il devait être procédé, dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la nouvelle loi, à l'organisation du personnel des cours et tribunaux, en conformité des dispositions ci-dessus. Une retraite proportionnelle était accordée aux magistrats ayant plus de six ans de service.

Quelques jours après le dépôt de cette proposition, M. *Humbert*, garde des sceaux, présentait au nom du gouvernement un projet sur la réforme de l'organisation judiciaire. L'exposé des motifs expliquait qu'afin d'éviter une discussion trop prolongée et d'arriver rapidement à une solution, on avait cru devoir se borner à régler, par des dispositions peu nombreuses, les points principaux qui avaient fait l'objet des discussions précédentes (réduction du personnel, diminution du nombre des classes, augmentation des traitements) et laisser de côté, pour un examen ultérieur, les parties secondaires. C'est ainsi qu'il n'était pas question dans le projet des assises correctionnelles. En ce qui concerne les juges de paix, on proposait simplement d'étendre leur compétence en matière personnelle et mobilière, et de relever leur traitement. — Le projet supprimait toute distinction de classe entre les cours d'appel autres que celle de Paris, et portait que celles ayant rendu moins de deux cents arrêts contradictoires en moyenne pendant les cinq dernières années pourraient être supprimées, sans que toutefois le nombre de ces suppressions pût dépasser sept.—D'importantes modifications étaient apportées à l'organisation des tribunaux de première instance. Un article du projet disposait que le service des tribunaux ayant rendu en moyenne moins de deux cent cinquante jugements contradictoires pendant les cinq dernières années, pourrait être confié aux magistrats d'un tribunal voisin situé dans le même département. Néanmoins, les tribunaux ainsi annexés au point de vue du personnel devaient conserver leur compétence et leur ressort particulier. Un juge délégué par décret continuerait de résider au chef-lieu des tribunaux ainsi rattachés, pour y être chargé de l'instruction, des ordres et des contributions. Un substitut délégué par le procureur général devait remplir les fonctions du ministère public dans l'arrondissement. Enfin, les affaires civiles et correctionnelles devaient être jugées au chef-lieu de l'arrondissement dans des sessions périodiques, tenues sous la présidence du juge délégué, assisté de deux juges choisis à tour de rôle dans le personnel du tribunal. — Les magistrats qui ne trouveraient pas place dans la nouvelle organisation du personnel des cours et tribunaux recevraient une retraite proportionnelle.—Le projet contenait également quelques dispositions relatives à la discipline et autorisait le déplacement et l'envoi dans un siège équivalent des membres des tribunaux et des cours d'appel, sur l'avis conforme de la cour de cassation.

La proposition de M. Martin-Feuillée et le projet du gouvernement furent suivis d'autres propositions dues à l'initiative de MM. *Versigny et Bernard*, *Giraud*, *Bisseuil*, *de Sonnier*, tendant à opérer des réformes plus ou moins considérables dans notre organi-

sation judiciaire (suppression du droit d'appel, institution d'un juge unique, etc...)

La commission, appelée à choisir entre ces différents systèmes, se rallia, sur presque tous les points, aux propositions du gouvernement; cependant elle ne crut pas devoir ajourner, comme le demandait le garde des sceaux, l'organisation des assises correctionnelles, et elle accueillit sur ce point les dispositions proposées par M. Martin-Feuillée. Une autre divergence de vues beaucoup plus grave se manifesta entre le gouvernement et la commission sur la question de l'inamovibilité. Au lieu de la suspension temporaire, votée en 1881 par la Chambre et consacrée de nouveau dans le projet de M. Humbert, la commission se prononça pour la suppression. Le projet adopté par elle contenait trois articles ainsi conçus : « Art. 43. L'inamovibilité est supprimée. — Art. 44. Une loi ultérieure fixera le mode de nomination et de recrutement des magistrats. — Art. 45. Il sera procédé dans le délai de trois mois, à partir de la promulgation de la présente loi, à la réorganisation du personnel des cours et tribunaux. » — Pour justifier la décision de la commission, le rapporteur, M. *Pierre Legrand*, expliquait que « jamais en France, depuis la Révolution, l'état d'inamovibilité n'a existé légalement au profit des magistrats : son principe ne se trouve inscrit dans aucune de nos lois. Il n'a jamais été proclamé que dans des documents essentiellement politiques, dans des constitutions dont le sort est de disparaître avec le gouvernement qui les a faites; sa reconnaissance en fait a toujours été suivie d'une institution nouvelle que le nouveau souverain se réservait d'accorder ou de refuser. » — Et, après être entré dans quelques considérations historiques à l'appui de cette thèse, M. *Pierre Legrand* concluait ainsi : « Si l'inamovibilité n'est pas un droit pour le magistrat, si ce n'est qu'une faveur que le gouvernement est toujours libre d'accorder à un juge pendant toute son existence, convient-il, comme semble le demander encore aujourd'hui le gouvernement, d'autoriser la réorganisation judiciaire sous cette réserve que les magistrats qui seront l'objet de la nouvelle investiture recevront ce privilège désiré et deviendront, après leur nomination, inamovibles? Nous ne l'avons pas pensé. Nous estimons que l'inamovibilité n'est pas nécessaire pour faire un bon juge, et, sans aller chercher bien loin des exemples, nous trouverons, en dehors des cours d'appel et des tribunaux d'arrondissement, des juges excellents dont personne n'attaquera la conscience et la haute honorabilité. Les juges de paix, les juges commerciaux, les membres des tribunaux administratifs sont amovibles, et nul ne songe à leur faire changer d'état. Sans doute il peut s'en être trouvé parmi eux dont la conduite ou la science ont pu parfois laisser à désirer; mais alors le mal n'était pas sans remède, le magistrat pouvait être immédiatement remplacé. Le magistrat inamovible, dans les mêmes conditions, peut rester sur son siège tant que cela lui plaît, au grand détriment de la moralité publique... — Dans la pensée de la commission, les juges de tous ordres doivent cesser d'être inamovibles. Par qui doivent-ils dès lors être nommés ? Plusieurs de nos collègues ont soutenu que l'amovibilité des juges n'était pas incompatible avec le système de nomination par le gouvernement. Mais la majorité de la commission ne s'est pas ralliée à cette opinion; elle a pensé que la nomination des juges amovibles devait cesser d'appartenir au pouvoir, que les juges devaient être élus pour un temps à fixer, par un corps électoral spécial, et choisis dans des conditions à déterminer... — En attendant que votre commission soit en mesure de statuer sur le mode d'élection et sur les conditions d'éligibilité, nous croyons qu'il convient de laisser au gouvernement le droit de procéder dès à présent, et d'après les règles ordinaires, à la réorganisation du personnel. »

La discussion a été ouverte, dans la séance du 30 mai 1882, par un discours de M. *Georges Graux* qui a combattu le projet de la commission. Il a fait remarquer que la question la plus urgente, la réforme du personnel judiciaire, n'était pas résolue dans le projet soumis à la Chambre. Il a fait ressortir la contradiction qui existait entre les art. 43, 44 et 45, l'un supprimant l'inamovibilité, l'autre renvoyant à une époque indéterminée la fixation du mode de recrutement et de nomination des magistrats, le troisième confiant au garde des sceaux le soin de réorganiser le personnel judiciaire. Puis, après avoir mis la commission en demeure de faire connaître son opinion sur le mode de recrutement de la magistrature, l'orateur, examinant les différents systèmes en présence, s'est déclaré partisan du principe de l'élection des juges, seul compatible avec le régime républicain. — M. *Armand Rivière*, tout en partageant sur ce dernier point l'opinion de M. Graux, a soutenu que la première chose à faire était de supprimer l'inamovibilité, et de donner au gouvernement la possibilité de se débarrasser des magistrats hostiles. — M. *Martin-Feuillée* s'est prononcé à la fois contre l'élection des juges et la suppression de l'inamovibilité, et en faveur d'une suspension temporaire. — M. *Pierre Legrand*, rapporteur, a défendu le projet de la commission. — MM. *Giraud*, *Bisseuil*, *de Sonnier*, *de Soland*, *Bovier-Lapierre* et *Pieyre* ont pris ensuite la parole. — Puis, M. *Humbert*,

garde des sceaux, est venu exposer les points sur lesquels il était en désaccord avec la commission, et il a demandé à la Chambre d'adopter le projet présenté par le gouvernement. — Enfin, après un échange d'observations entre MM. *Gerville-Réache*, *Cranet*, *Langlois* et *Gaillard*, la clôture de la discussion générale a été prononcée et la Chambre a décidé, par 411 voix contre 84, de passer à la discussion des articles.

La Chambre s'est alors trouvée en présence d'un contre-projet présenté par M. *Gerville-Réache* et ainsi conçu : « Art. 1er. La justice est rendue au nom du peuple français : le peuple nomme lui-même ses juges. — Art. 2. Les juges sont élus pour quatre ans ; ils sont rééligibles. » Après un discours de M. *Beauquier* en faveur de l'élection des juges, M. *Gerville-Réache* déclara qu'il préférait faire porter le débat sur l'art. 2 de son contre-projet. Sur cet article, M. *de Douville-Maillefeu* avait présenté un sous-amendement ainsi rédigé : « L'inamovibilité est supprimée. Les juges de tout ordre sont élus par le suffrage universel. » L'auteur de l'amendement, après l'avoir développé, demanda le vote par division, d'abord sur la suppression de l'inamovibilité, puis sur le principe de l'élection et enfin sur l'élection par le suffrage universel. — Une discussion s'engagea sur le point de savoir si la Chambre devait se prononcer d'abord sur la suppression de l'inamovibilité ou s'il n'était pas préférable de voter avant tout sur le principe de l'élection. Après avoir entendu MM. *Camille Pelletan*, *Franck-Chauveau*, *Pierre Legrand*, rapporteur, *Georges Graux* et *Saint-Romme*, la Chambre décida qu'elle statuerait d'abord sur la suppression de l'inamovibilité, qui fut votée par 283 voix contre 192. — Restait à voter sur la seconde partie de l'amendement : « Les juges de tout ordre sont élus. » Malgré l'opposition du garde des sceaux, la Chambre, par 275 voix contre 208, se prononça en faveur de l'élection des juges, mais en supprimant les mots : « de tout ordre ». — La commission demanda alors, par l'organe de son rapporteur, que l'amendement de M. de Douville-Maillefeu, le contre-projet de M. Gerville-Réache et tous les contre-projets et amendements traitant d'un mode électoral lui fussent renvoyés, et la discussion fut ajournée jusqu'au moment où un nouveau rapport aurait été déposé. (Séance du 10 juin.)

Quelques jours après, MM. *Alfred Girard*, *de Sonnier*, *Corentin Guyho*, se fondant sur le long espace de temps qui pouvait s'écouler avant qu'on arrivât à un vote définitif sur l'ensemble de la réforme judiciaire, présentaient successivement trois propositions de loi contenant des dispositions transitoires et tendant notamment : les deux premières à suspendre l'inamovibilité de la magistrature jusqu'à la promulgation d'une loi générale sur la réorganisation judiciaire, et la troisième à conférer au garde des sceaux l'autorisation, pour une période de trois mois, de mettre d'office les magistrats à la retraite, quelle que fût la durée de leurs services, moyennant une retraite proportionnelle. — Ces propositions furent l'objet d'un rapport de M. *Pierre Legrand* concluant à la non-adoption. Dans la séance du 1er juillet, la Chambre, après avoir entendu MM. *Girard*, *Franck-Chauveau*, *de Sonnier*, *Ribot*, *Gerville-Réache*, *Varambon*, sous-secrétaire d'Etat de la justice, *Louis Guillot* et *Clémenceau*, décida, par 258 voix contre 226, qu'elle ne passerait pas à la discussion des articles.

La commission consacra plusieurs mois à l'élaboration d'un nouveau projet basé sur le principe de l'élection des juges, et c'est seulement à la date du 23 novembre 1882 que son président, M. *Lepère*, fit connaître à la Chambre la rédaction à laquelle elle s'était arrêtée : « Nous avons cru devoir, disait M. *Lepère*, placer en tête et comme premier article du projet de loi la double décision que la Chambre a prise par son vote du 10 juin : « L'inamovibilité est supprimée. Les juges sont élus. » C'est le seul vote que la Chambre ait émis sur la réforme de l'organisation judiciaire ; mais il est acquis et par cela même que la Chambre s'est prononcée, tous nouveaux développements sur la question de la suppression de l'inamovibilité et l'application des principes électifs nous paraîtraient ici superflus et hors de propos. — Quelle serait l'application du principe électif au recrutement de la magistrature ? Telle est la première question que s'est posée votre commission. — Les magistrats seraient-ils nommés directement par le suffrage universel ? Cette opinion a été soutenue au sein de la commission, mais elle a été repoussée à une très grande majorité. Il nous a semblé que, s'il était nécessaire que le suffrage universel, par lequel se manifeste la souveraineté nationale, fût la base des institutions judiciaires, son application directe à l'élection des magistrats serait aujourd'hui prématurée... — Nous avons repoussé toute idée de création d'un corps électoral spécial, qui emprunterait principalement ses éléments aux capacités professionnelles. Outre qu'un pareil mode d'élection présenterait quelque danger pour l'indépendance des juges, il serait, dans un pays de démocratie et de suffrage universel, une étrange anomalie, et ne tarderait pas à constituer la magistrature à l'état de caste. — Nous avons adopté un système d'élection qui a la plus grande analogie avec celui que la Constituante avait établi dans la loi du 16 août 1790 et

dont l'application avait donné d'excellents résultats. — Les magistrats seraient élus par des délégués élus eux-mêmes au suffrage universel, en nombre proportionnel à la population dans chaque commune, pour l'élection des juges de paix, dans chaque canton pour l'élection des juges des tribunaux... — Quant aux juges de cassation, nous vous proposons de les faire élire par un grand collège électoral national composé des membres du Sénat et de la Chambre des députés... »

Le projet déterminait également les conditions nécessaires pour pouvoir être élu juge de paix, membre des tribunaux d'arrondissement et du tribunal de cassation. — La compétence des juges de paix était étendue à 200 fr. en dernier ressort, à 500 fr. à charge d'appel; celle des tribunaux d'arrondissement était portée à 3,000 fr. en dernier ressort. Les tribunaux d'arrondissement étaient constitués juges d'appel les uns à l'égard des autres: les cours d'appel se trouvaient ainsi supprimées. — Pour le service des assises, la commission proposait la constitution, à chaque session, d'un tribunal criminel dont le tribunal du chef-lieu judiciaire prendrait en lui-même les éléments, en le composant, par voie de roulement, de trois de ses membres parmi lesquels le président serait désigné en assemblée générale. Une chambre des mises en accusation devait être constituée, dans les mêmes conditions, au chef-lieu du département. — Le tribunal de cassation devait avoir les attributions actuelles de la cour de cassation, mais la chambre des requêtes était supprimée. — Le projet établissait trois classes de tribunaux, et fixait les traitements de leurs membres. — Enfin, il spécifiait que les retenues opérées sur les traitements des magistrats qui devraient cesser leurs fonctions par l'effet de l'application des nouvelles dispositions, leur seraient intégralement restituées dans le délai de trois ans à partir du jour de la cessation de leurs fonctions par l'installation des magistrats élus.

Le projet est venu devant la Chambre dans la séance du 15 janvier 1883, et la discussion s'est immédiatement engagée sur l'art. 1er, concernant la suppression de l'inamovibilité et le principe de l'élection. Après un vif débat, qui n'a pas rempli moins de sept séances, et auquel ont pris part MM. *Alfred Naquet*, *Amagat*, *Jules Roche*, *Beauquier*, *Henri Giraud*, le *comte de Douville-Maillefeu*, *Corentin Guyho*, *Achard*, *Saint-Romme*, *Lepère*, rapporteur, *Devès*, garde des sceaux, *Clémenceau*, *Granet*, *Gerville-Réache*, *Waldeck-Rousseau* et *Georges Graux*, la rédaction proposée par la commission a été mise aux voix. La Chambre, revenant sur son vote précédent, a repoussé l'art. 1er par 274 voix contre 224. Le système de l'élection se trouvant ainsi condamné, la discussion des autres articles du projet n'avait plus de raison d'être, et M. *Lepère* est monté à la tribune pour déclarer que la commission croyait devoir donner sa démission. M. *Devès*, garde des sceaux, qui, au cours des débats, avait énergiquement combattu les propositions de la commission, a alors annoncé que le gouvernement saisirait incessamment la Chambre d'un projet de loi sur la matière. (Séance du 27 janvier.)

Ce projet fut en effet déposé dans la séance suivante. Mais quelques jours après M. Devès était remplacé au ministère de la justice par M. *Martin-Feuillée*, et, le 10 mars, le nouveau garde des sceaux soumettait à son tour à la Chambre un projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire, en même temps que deux autres projets relatifs, l'un à la compétence des juges de paix, l'autre à l'organisation des assises correctionnelles.

Les dispositions du premier de ces projets avaient trait uniquement à la réduction du personnel des cours et tribunaux, à l'augmentation des traitements et à la discipline judiciaire. Il prévoyait la suppression de 18 présidents de chambre et 245 sièges de conseillers, de 56 vice-présidents et 134 sièges de juges. M. *Martin-Feuillée* proposait également de supprimer 230 sièges de substituts de première instance, un seul membre du ministère public paraissant pouvoir suffire aux nécessités du service dans les tribunaux peu occupés. Enfin, comme conséquence de ces réductions et pour permettre de réorganiser le personnel judiciaire sur ces nouvelles bases, le projet consacrait la suspension de l'inamovibilité pendant trois mois.

Le 19 mai, la Chambre recevait communication d'un rapport de M. *Jules Roche*, concluant à l'adoption, avec quelques modifications, du projet du gouvernement sur la réforme judiciaire, et quelques jours après la délibération était de nouveau ouverte.

Après une discussion générale dans laquelle MM. *Goblet*, *Fauré*, *Ribot* et *Camille Pelletan* ont combattu, à différents points de vue, les dispositions du projet, qui a été défendu par MM. *Bernard*, *Saint-Romme*, *Martin-Feuillée*, garde des sceaux, et *Jules Roche*, rapporteur, la Chambre a décidé de passer à la lecture des articles.

L'art. 1er relatif à la diminution du nombre des conseillers nécessaires pour rendre un arrêt a été adopté sans débats. — La Chambre a également accepté sans difficulté les dispositions concernant la réduction du personnel des cours et tribunaux, en écartant divers amendements qui tendaient à relever les chiffres portés au projet. — Elle a eu à se prononcer de nouveau sur la question de la suppression des petits tribunaux. Le gouvernement et la commis-

sion s'étaient mis d'accord pour ajourner cette mesure. M. *Granet* et plusieurs de ses collègues proposaient de supprimer immédiatement les tribunaux jugeant moins de cent cinquante affaires. Après un échange d'observations entre M. *Granet* et M. *Lelièvre*, président de la commission, l'amendement a été repoussé.— En ce qui concerne les traitements des magistrats des cours et tribunaux, la Chambre a accueilli un amendement présenté par M. *Loubet* et tendant à réduire les chiffres proposés. — Le projet contenait un article fixant les conditions d'admission dans la magistrature. M. *Saint-Romme* a proposé de compléter cet article par la disposition additionnelle suivante : « Les fonctions judiciaires sont incompatibles avec toutes fonctions électives ou administratives. — Seront considérés comme démissionnaires de leurs fonctions judiciaires les magistrats qui, se trouvant dans le cas prévu par le paragraphe ci-dessus, ne se seront pas démis de leurs fonctions électives ou administratives dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi. » Malgré l'opposition de la commission, qui demandait que la question fût réservée jusqu'à la discussion de la loi sur les incompatibilités, l'amendement de M. Saint-Romme a été adopté par 416 voix contre 22. — La Chambre a écarté, au contraire, une proposition de M. *des Rotours*, ainsi conçue : « Nul ne pourra être nommé magistrat, qui, dans les dix ans ayant précédé sa nomination, aura fait partie du conseil d'administration d'une société anonyme. » — Elle a également refusé de prendre en considération une proposition de M. *Bienvenu* tendant à organiser un mode de nomination des magistrats sur des listes de présentation. Cette décision, prise à la majorité de 257 voix contre 223, avait été précédée d'un échange d'observations entre MM. *Bienvenu*, *Jules Roche*, rapporteur, *Georges Graux*, le *ministre de la justice* et *Lepère*. — La disposition du projet consacrant la suspension de l'inamovibilité pendant trois mois, pour permettre au gouvernement de procéder à la réorganisation du personnel, qui avait été déjà vivement combattue, lors de la discussion générale, par MM. Goblet, Fauré et Ribot, a rencontré une vive opposition de la part d'un certain nombre de membres de la Chambre. M. *de Soland* a demandé que la réduction du nombre des magistrats n'ait lieu que par voie d'extinction ; M. *Ferdinand Boyer*, que cette réduction fût opérée dans chaque cour et tribunal en commençant par le titulaire dont la nomination serait la plus récente, les magistrats privés de leurs sièges devant, d'ailleurs, continuer à jouir de leur traitement actuel jusqu'à ce qu'ils aient été replacés ou qu'ils aient atteint l'âge de la retraite. M. *Georges Graux* a proposé de décider que la réorganisation serait faite par le garde des sceaux, de concert avec le conseil supérieur de la magistrature. Après un échange d'observations entre MM. *de Lanessan* et *Clémenceau*, d'une part, *Jules Roche*, rapporteur, et *Martin-Feuillée*, garde des sceaux, d'autre part, la Chambre a adopté, par 329 voix contre 139, la rédaction proposée par la commission. Les autres paragraphes réglant la situation, au point de vue de la retraite, des magistrats non maintenus, ont ensuite été votés, malgré l'opposition de M. *Madier de Montjau*, qui demandait qu'aucune pension ne fût accordée à ces magistrats. — Le projet ne s'occupait pas de la cour de cassation. La Chambre a été saisie par M. *Floquet* et plusieurs de ses collègues de dispositions additionnelles tendant à faire élire les conseillers à la cour suprême par un collège électoral national, composé des membres du Sénat et de la Chambre des députés. Les conseillers devaient être élus pour dix ans et rééligibles. Le premier président et les présidents de chambre auraient été élus tous les deux ans, en assemblée générale de la cour, etc... M. *Floquet* a développé les motifs de sa proposition, qui a été combattue par le *garde des sceaux*. La Chambre l'a repoussée par 254 voix contre 227. — Elle a écarté également, sur la demande du garde des sceaux et à la majorité de 207 voix contre 194, une proposition de M. *Camille Pelletan* étendant à la cour de cassation l'application des dispositions de la nouvelle loi, c'est-à-dire la suspension de l'inamovibilité. —La Chambre a ensuite adopté, après avoir rejeté plusieurs amendements, la rédaction proposée par la commission pour l'organisation du conseil supérieur de la magistrature, ainsi que les dispositions relatives à la discipline. — Enfin, après une dernière protestation de M. *Freppel*, l'ensemble du projet a été voté par 343 voix contre 130.

Le projet a été transmis au Sénat le 6 juin. La commission chargée de l'examiner, tout en acceptant sans difficultés l'idée d'une réduction et d'une réorganisation du personnel judiciaire, a cru devoir modifier sur certains points les dispositions qui lui étaient soumises. C'est ainsi qu'elle s'est prononcée, contrairement au vote de la Chambre, pour la suppression des tribunaux qui jugent moins de cent cinquante affaires. Elle a pensé, par contre, que les réductions opérées dans certains tribunaux et dans les cours d'appel étaient excessives, et qu'il y avait lieu de rétablir un certain nombre de sièges supprimés. — L'article proposé par le gouvernement et adopté par la Chambre consacrait la suspension complète pendant trois mois du privilège de l'inamovibilité, et donnait par conséquent au garde des sceaux le droit d'éliminer un nombre indéfini de magistrats et de les remplacer par un per-

sonnel entièrement nouveau. La commission du Sénat a substitué à cet article un ensemble de dispositions aux termes desquelles le gouvernement, tout en restant libre de se mouvoir pour opérer la réduction dans tout l'ensemble du personnel, serait tenu de restreindre le nombre des éliminations à celui des sièges supprimés, et devrait, par suite, reconstituer les cours et tribunaux à l'aide d'éléments exclusivement empruntés au personnel actuel. Dans ce système, expliquait le rapporteur, l'élimination d'un certain nombre de magistrats n'est pas le but principal de la loi. Ce but, c'est la réduction du personnel, l'élimination, c'est le moyen et la conséquence. Si donc, plus tard, on veut écarter encore une fois des magistrats inamovibles, il faudra, pour rester fidèle au précédent créé par le projet de loi, supprimer de nouveau un nombre égal à celui des magistrats éliminés. Le rapporteur s'attachait, d'ailleurs, à établir que ces éliminations ne pouvaient être faites que par le gouvernement et qu'elles devaient l'être dans les conditions d'absolue liberté où les nominations elles-mêmes avaient eu lieu. « Le pays, disait M. *Tenaille-Saligny*, ne comprendrait pas, soit que l'on procédât par voie d'extinction, ce qui reporterait à vingt ans peut-être l'exécution complète de la loi de réduction, soit que l'on abandonnât au hasard la désignation des magistrats qu'il y a lieu d'évincer, soit que par une mesure générale on atteignît les plus âgés, c'est-à-dire l'élément le plus expérimenté du corps judiciaire, ou les plus jeunes, c'est-à-dire son élément le plus actif. » — La commission a également modifié, dans un sens favorable aux magistrats, les dispositions relatives aux pensions à allouer en cas d'élimination. — Enfin, elle a décidé que les attributions conférées au conseil supérieur de la magistrature seraient exercées par la cour de cassation siégeant en assemblée plénière, toutes chambres réunies.

La délibération a été ouverte dans la séance du 19 juillet. — Le Sénat a eu d'abord à statuer sur une motion préjudicielle de M. *Buffet*, tendant à prendre l'avis des barreaux des cours d'appel sur les modifications apportées par le projet à l'organisation actuelle de la magistrature. Après un échange d'observations entre MM. *Buffet* et *Tenaille-Saligny*, rapporteur, cette proposition a été repoussée par 260 voix contre 131. — La discussion générale s'est alors engagée. M. *Tenaille-Saligny* s'est attaché à justifier les dispositions proposées par la commission, qui ont été combattues avec une grande vivacité par M. *Jules Simon*. M. *Martin-Feuillée*, garde des sceaux, et M. *Allou* ont pris également la parole. Puis l'urgence, demandée par le gouvernement, a été votée par 139 voix contre 127, et le Sénat a décidé de passer à la discussion des articles.

Cette discussion a rempli neuf séances. Chaque article du projet a donné lieu à des débats très animés, et plusieurs n'ont été votés qu'avec d'importantes modifications. — En ce qui concerne les cours, le Sénat, après avoir écarté plusieurs amendements tendant à augmenter dans des proportions plus ou moins fortes les chiffres proposés, ou à rétablir les distinctions de classes, a cependant, sur la proposition de M. *Dauphin*, porté de douze à quinze le nombre des conseillers dans les cours à deux chambres. — Il a rejeté une disposition votée par la Chambre, qui modifiait la composition des cours d'assises au siège de la cour d'appel, en permettant de choisir les deux assesseurs soit parmi les conseillers, soit parmi les juges du tribunal de première instance. — Ainsi que nous l'avons déjà dit, la commission du Sénat avait admis, contrairement à la décision de la Chambre, la suppression des tribunaux jugeant moins de cent cinquante affaires. Cette suppression a été combattue par MM. *Michel*, *Laporte* et *Ninard*. M. *Tenaille-Saligny*, rapporteur, a développé les motifs qui avaient déterminé la commission, mais il n'a pas réussi à convaincre le Sénat, qui, par 171 voix contre 85, a rejeté l'article proposé. — La commission proposait aussi de supprimer toute distinction de classe entre les tribunaux, les traitements devant seulement varier d'après le chiffre de la population. Après avoir entendu MM. *Buffet* et *Batbie*, d'une part, et *Labiche*, membre de la commission, d'autre part, le Sénat a repoussé la rédaction de la commission et adopté l'article voté par la Chambre, qui reconnaissait trois classes de tribunaux en dehors de celui de la Seine. — Le Sénat a eu ensuite à se prononcer sur la question des incompatibilités. La Chambre avait décidé que les fonctions judiciaires seraient incompatibles avec toutes fonctions électives ou administratives. La commission du Sénat proposait d'établir simplement l'incompatibilité de ces mêmes fonctions avec le mandat de sénateur ou de député. Conformément à la demande de M. *Pelletan*, appuyée par le *président du conseil*, et malgré les efforts de M. *Labiche*, le Sénat a décidé de réserver la question jusqu'au vote d'une loi générale sur les incompatibilités. — La disposition relative à la réorganisation du personnel et à la suspension de l'inamovibilité a donné lieu à un débat extrêmement animé. Après un discours de M. *La Caze*, qui est entré dans des considérations générales sur le principe de l'inamovibilité, M. *Jouin* a présenté un contre-projet ainsi conçu : « Aucune réduction dans le personnel des cours et tribunaux ne pourra s'opérer que par voie d'extinction. Toutefois, sur deux places vacantes, le gouvernement pourra pourvoir à l'une

des cours d'appel sont rendus par des magistrats délibérant en nombre impair (1).

Ils sont rendus par cinq juges au moins, président compris.

Lorsque les membres d'une cour siégeant dans une affaire seront en nombre pair, le dernier des conseillers dans l'ordre du tableau devra s'abstenir.

Pour le jugement des causes qui doivent être portées aux audiences

---

des deux. » Le Sénat a entendu successivement l'auteur de l'amendement, M. *Ribière*, membre de la commission, M. *Bardoux*, M. le *garde des sceaux* et M. *Batbie*. On est passé au vote, et l'amendement a été rejeté à la majorité de 147 voix contre 125. — Le Sénat a également repoussé, par 143 voix contre 129, un amendement de MM. *Wallon, Bardoux et Batbie*, tendant à substituer à la disposition permettant de faire porter les éliminations sur l'ensemble du personnel la rédaction suivante : « Dans les cours et tribunaux où la suppression ne portera que sur un certain nombre de sièges, l'élimination ne pourra faire sortir que des magistrats d'un rang correspondant à celui des sièges supprimés. Elle portera dans chaque cour ou tribunal sur les conseillers, présidents de chambre, juges ou vice-présidents qui approcheront le plus de la limite d'âge fixée par le décret du 1er mars 1852. » — Enfin, malgré les efforts de M. *Jules Simon*, et après avoir entendu M. *Jules Ferry*, président du conseil, le Sénat, à la majorité de 133 voix contre 130; a adopté la disposition capitale du projet, autorisant les éliminations sur l'ensemble du personnel.— M. *Baragnon* a présenté ensuite sans succès une disposition additionnelle ainsi conçue : « Les sièges supprimés dans la magistrature amovible n'entreront point en compte pour fixer le nombre maximum des magistrats inamovibles à éliminer conformément au paragraphe précédent. » —Au moment du vote sur l'ensemble du projet de loi, MM. *Fresneau* et *Jules Simon* ont fait entendre une dernière protestation, et la loi a été finalement adoptée à la majorité de 144 voix contre 129.

Le projet est revenu devant la Chambre dans la séance du 1er août. La commission, par l'organe de M. *Jules Roche*, rapporteur, concluait à l'adoption pure et simple du texte voté par le Sénat, afin d'éviter de nouveaux retards. Mais M. *Clémenceau* et plusieurs de ses collègues ont cru devoir reprendre, sous forme d'amendement, la disposition précédemment adoptée par la Chambre et écartée par le Sénat, relativement aux incompatibilités. Après un échange d'observations entre MM. *Clémenceau*, le *président du conseil* et *Jules Roche*, rapporteur, cette proposition a été repoussée par 215 voix contre 197. Le vote sur l'ensemble de la loi a réuni 259 voix contre 32.

(1) L'article voté par la Chambre des députés portait seulement : « Les arrêts des cours d'appel, tant en matière civile qu'en matière criminelle, sont rendus par cinq juges au moins, président compris. » — La commission du Sénat a cru devoir compléter cette rédaction, qui ne prévoyait ni l'application du décret du 30 mars 1808 et de l'ordonnance du 24 septembre 1828 concernant la tenue des audiences solennelles, ni l'éventualité d'arrêts de partage. « En ce qui concerne les arrêts rendus en audience solennelle, la commission, d'accord avec M. le garde des sceaux, vous propose de décider qu'ils seront rendus par neuf juges. Ce nombre de neuf juges doit être considéré comme fixé d'une manière limitative. Il importe en effet que tous les arrêts de cette nature, émanant des diverses cours d'appel de France, aient une autorité égale, et pour cela il est de toute nécessité que les audiences dans lesquelles ils seront rendus soient constituées dans des conditions identiques. Les conseillers appelés à constituer l'audience solennelle seront désignés dans l'ordre du tableau. C'est là la garantie donnée aux parties, qu'aucune désignation arbitraire ne viendra, le cas échéant, changer la majorité. — Quant aux arrêts de partage prévus par l'art. 468 du Code de procédure civile, le paragraphe 1er du projet de la commission les rend désormais impossibles, en astreignant invariablement les juges d'appel à délibérer en nombre impair. S'ils se trouvent siéger en nombre pair, ce qui parfois peut, en cas de prévision de débats très prolongés, devenir nécessaire, le dernier d'entre eux dans l'ordre du tableau devra s'abstenir de prendre part au délibéré. Cette disposition est empruntée à l'art. 5 de la loi du 13 juillet 1879, relative au conseil d'Etat. » Rapport de M. Tenaille-Saligny.

Lors de la discussion au Sénat, MM. *Grandperret* et *Jouin* ont demandé que les arrêts en matière civile continuassent à être rendus par sept juges au moins, président compris, et par dix juges pour les causes portées en audience solennelle. L'amendement, combattu par le garde des sceaux et le rapporteur, a été écarté à la majorité de 174 voix contre 102.

A la suite d'un échange d'observations, la disposition proposée par la commission, relativement aux audiences solennelles, qui limitait à neuf le nombre des juges appelés à prendre part à l'arrêt, a été modifiée en ce sens que ces arrêts seront rendus par neuf juges au moins, mais qu'ils pourront

solennelles, les arrêts sont rendus par neuf juges au moins.

Le tout à peine de nullité.

2. Chaque cour d'appel comprendra le nombre de chambres déterminé au tableau A annexé à la présente loi et sera composée, outre le premier président, du nombre de présidents et de conseillers indiqué au même tableau. Outre les chambres dont le nombre est ainsi déterminé, les cours comprendront une chambre d'accusation constituée conformément au décret du 12 juin 1880 (1).

Il y aura près de chaque cour un procureur général, des avocats généraux et substituts, un greffier en chef et des commis greffiers, en nombre déterminé au même tableau.

Si les besoins du service l'exigent, il pourra être formé, par règlement d'administration publique, une chambre temporaire composée de conseillers pris dans d'autres chambres.

Il pourra, aux mêmes conditions, être nommé un deuxième substitut dans les cours qui, d'après le tableau A, n'en ont qu'un seul.

3. Toutes les cours d'appel, hors celle de Paris, sont assimilées; toute distinction de classe est supprimée (2).

Les traitements des magistrats composant les cours sont fixés ainsi qu'il suit :

A Paris : premier président, 25,000 francs; présidents, 13,750 fr.; conseillers, 11,000 fr.; procureur général, 25,000 fr.; avocats généraux, 13,200 francs; substitut, 11,000 fr.; greffier en chef, 8,000 fr.; commis greffier, 5,000 fr.

Dans les autres cours : premier président, 18,000 fr.; présidents, 10,000 francs; conseillers, 7,000 fr.; procureur général, 18,000 fr.; avocats généraux, 8,000 fr.; substituts, 6,000 francs; greffiers en chef, 4,200 fr.; commis greffiers, 3,500 fr.

4. Les jugements des tribunaux de première instance sont rendus par des magistrats délibérant en nombre impair (3).

---

l'être par un plus grand nombre de conseillers, si la composition de la cour le comporte.

(1) Cet article consacre une diminution considérable du personnel des cours de province. Dans le projet voté par la Chambre, la réduction était encore plus importante, mais la commission du Sénat, après avoir constaté que ces réductions étaient incompatibles avec les nécessités que crée, en différents cas, l'application des règles générales édictées par les codes de procédure et d'instruction criminelle, a rétabli un certain nombre de sièges supprimés. C'est ainsi, d'abord, qu'elle a maintenu, dans toutes les cours comptant plusieurs chambres, un président attaché à la première chambre. Elle a décidé, en outre, que le nombre des conseillers serait de dix (au lieu de huit) dans les cours d'Angers, de Bourges, de Limoges, d'Orléans et de Pau, de neuf dans celle de Chambéry et de huit dans celle de Bastia, et a fait remonter la cour d'Agen au nombre de celles qui doivent être composées de deux chambres. Enfin elle a ajouté à l'art. 2 une disposition portant que toutes les fois que les besoins du service l'exigeront, un règlement d'administration publique pourra nommer un treizième conseiller dans les cours qui, aux termes du tableau A, n'en comptent que douze, et un deuxième substitut dans celles auxquelles le même tableau n'en attribue qu'un seul.

La commission avait été saisie d'un certain nombre d'amendements tendant à relever, dans une mesure plus ou moins large, les chiffres du tableau A; elle avait cru devoir les écarter. Ces amendements ont été reproduits lors de la délibération. Le Sénat les a tous repoussés, à l'exception d'un amendement présenté par M. *Dauphin*, ayant pour objet de porter de douze à quinze le nombre des conseillers dans les cours à deux chambres. Par suite de ce vote, la disposition proposée par la commission pour permettre dans ces mêmes cours, en cas de besoin, la nomination d'un treizième conseiller, n'avait plus de raison d'être et elle a été supprimée. — L'article a été complété par un paragraphe relatif à la faculté de créer, si les besoins du service l'exigent, une chambre temporaire, composée de conseillers pris dans d'autres chambres.

(2) Lors de la discussion au Sénat, M. *de Malleville* a présenté un amendement tendant au maintien de l'ancien état de choses, c'est-à-dire à la division des cours d'appel en trois classes. Cet amendement fut pris en considération et renvoyé à la commission, mais, celle-ci n'ayant pas cru pouvoir l'accueillir, le Sénat, après avoir entendu MM. *Ribière*, *de Parieu*, le *garde des sceaux* et *de Malleville*, l'a rejeté par 147 voix contre 112.

(3) Cf. art. 1er ci-dessus et la note sur cet article.

Ils sont rendus par trois juges au moins. Lorsque les membres d'un tribunal siégeant dans une affaire seront en nombre pair, le dernier des juges dans l'ordre du tableau devra s'abstenir.

Le tout à peine de nullité.

5. Les tribunaux seront composés conformément aux indications du tableau B annexé à la présente loi (1).

En outre, toutes les fois que les besoins du service l'exigeront, il pourra, par un décret rendu en conseil d'Etat, être créé dans les tribunaux chefs-lieux de cours d'assises un nouvel emploi de juge. Dans tous les tribunaux, il pourra, suivant les besoins du service, être créé aux mêmes conditions un emploi de substitut.

6. Un substitut ou un juge suppléant pourra, si les besoins du service l'exigent, être délégué par le procureur général pour remplir dans le ressort de la cour, près d'un autre tribunal que celui de sa résidence, les fonctions du ministère public (2).

7. Les tribunaux, celui de la Seine excepté, sont répartis en trois classes (3).

Les traitements des magistrats des tribunaux sont fixés ainsi qu'il suit :

1° A Paris : président, 20,000 fr.; vice-présidents, 10,000 fr.; juges d'instruction, 10,000 fr.; juges, 8,000 fr.; procureur de la République, 20,000 francs; substituts, 8,000 fr.; greffier en chef, 6,000 fr.; commis greffiers, 4,000 fr.

2° Dans les villes dont la population atteint le chiffre de quatre-vingt mille habitants : présidents, 10,000 francs; vice-présidents, 7,000 fr.; juges d'instruction, 6,500 fr.; juges, 6,000 fr.; procureurs, 10,000 fr.; substituts, 5,000 fr.; greffiers, 2,400 fr.; commis greffiers, 3,000 fr.

Les tribunaux de Nice et de Versailles sont assimilés, au point de vue du traitement des magistrats, aux tribunaux siégeant dans les villes dont la population atteint quatre-vingt mille habitants.

3° Dans les villes dont la population atteint le chiffre de vingt mille habitants : présidents, 7,000 fr.; vice-présidents, 5,500 fr.; juges d'instruction, 5,000 fr.; juges, 4,000 fr.; procureurs, 7,000 fr.; substituts 3,500 francs; greffiers, 1,500 fr.; commis greffiers, 2,500 fr.

Le tribunal de Chambéry est assimilé, au point de vue du traitement des magistrats, aux tribunaux siégeant dans les villes dont la population atteint vingt mille habitants.

4° Dans les autres villes : présidents, 5,000 fr.; vice-présidents, 4,000 fr.; juges d'instruction, 3,500 francs; juges, 3,000 fr.; procureurs, 5,000 fr.; substituts, 2,800 fr.; greffiers, 1,200 fr., commis greffiers, 2,000 fr.

8. Le tribunal d'Alger est assimilé, au point de vue du traitement des magistrats, aux tribunaux siégeant dans les villes dont la population atteint quatre-vingt mille habitants.

Les membres des tribunaux de Constantine, d'Oran, de Blidah, de

---

(1) En dehors des réductions des magistrats du siège, cet article consacre la suppression de cent soixante substituts. M. *Gomot* à la Chambre, M. *de Gavardie* au Sénat, ont combattu sans succès cette suppression. — La Chambre a repoussé un amendement de M. *Bisseuil* tendant à attribuer trois juges et deux substituts, au lieu de deux juges et un substitut, à quarante-six tribunaux de troisième classe, qui sont chefs-lieux de cours d'assises sans être en même temps chefs-lieux de cours d'appel. Au Sénat, un amendement analogue présenté par M. *Jouin* a été également rejeté. — Sur la proposition de M. *Le Guen*, le Sénat a rétabli un juge et un juge suppléant aux tribunaux de Brest, Cherbourg et Toulon, à cause de la nécessité où se trouvent ces tribunaux de détacher deux de leurs membres pour concourir à la formation du tribunal maritime.

(2) Cette disposition se rattache à la suppression des substituts dans un certain nombre de tribunaux.

(3) La commission du Sénat avait cru devoir substituer à la rédaction votée par la Chambre, qui reconnaissait trois classes de tribunaux, une disposition portant assimilation de tous les tribunaux et suppression de toute distinction de classes. Elle admettait, d'ailleurs, une différence dans les traitements, basée sur le chiffre de la population de la ville, siège du tribunal. — Ce système a été combattu devant le Sénat par MM. *Batbie* et *Buffet*, et la répartition en trois classes a été maintenue.

Bône et de Tlemcen reçoivent le traitement alloué aux membres des tribunaux siégeant en France dans les villes dont la population atteint vingt mille habitants.

Les traitements des magistrats des tribunaux de Batna, Bougie, Guelma, Mascara, Mostaganem, Orléansville, Philippeville, Sétif, Sidi-bel-Abbès et Tizi-Ouzou sont fixés ainsi qu'il suit : présidents, 6,000 fr.; juges d'instruction, 4,300 fr.; juges, 3,750 francs; procureurs, 6,000 fr.; substituts, 3,500 fr.

Les dispositions des lois, décrets et ordonnances réglant le traitement des juges suppléants près les tribunaux de l'Algérie, des assesseurs musulmans ou kabyles qui font partie des juridictions algériennes et des interprètes attachés à ces juridictions, continuent à recevoir leur application.

Il n'est apporté aucune modification aux traitements actuels des greffiers près ces tribunaux; mais ceux des commis greffiers sont augmentés de cinq cents francs.

9. Les traitements des juges de paix, ceux des greffiers près les tribunaux de commerce demeurent, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, fixés aux chiffres auxquels ils s'élèvent actuellement.

10. Ne pourra, à peine de nullité, être appelé à composer la cour ou le tribunal, tout magistrat titulaire ou suppléant dont l'un des avocats ou avoués représentant l'une des parties intéressées au procès sera parent ou allié jusqu'au troisième degré inclusivement (1).

11. Dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi, il sera procédé, par application des règles ci-dessus établies, à la réduction du personnel des cours d'appel et des tribunaux (2).

Les éliminations porteront sur l'ensemble du personnel indistinctement.

Le nombre des magistrats éliminés, soit parce qu'ils n'auront pas été maintenus dans les fonctions judiciaires, soit parce qu'ils n'auront pas accepté le poste nouveau qui leur aura été offert, ne pourra dépasser le chiffre des sièges supprimés.

Ne seront pas maintenus, à quelque juridiction qu'ils appartiennent, les magistrats qui, après le 2 décembre 1851, ont fait partie des commissions mixtes (3).

12. Les magistrats qui, par application de la présente loi, n'auront pas été maintenus ou n'auront pas accepté le poste nouveau qui leur aura été offert, recevront à titre de pension de retraite, savoir :

Au-dessus de vingt ans et au-dessous de trente ans de service, la moitié; au-dessus de dix ans et au-

---

(1) Le projet soumis à la Chambre ne contenait aucune stipulation à ce sujet. Au cours de la délibération, M. *Chevandier* présenta et fit voter un amendement portant que tout juge, parent ou allié jusqu'au troisième degré de l'avocat ou avoué représentant une des parties intéressées au procès, pourrait être récusé. — La commission du Sénat a remplacé la faculté de récusation par une interdiction absolue faite aux juges de connaître des affaires dans lesquelles un de leurs parents représenterait en qualité d'avoué ou d'avocat l'une des parties en cause. — Lors de la discussion en séance publique, M. *Baragnon* a demandé le rejet de cette disposition comme étant de nature à paralyser dans certains cas le fonctionnement de la justice. M. *Barne*, au nom de la commission, a défendu l'article, qui a été adopté.

(2) Voyez, relativement aux trois premiers paragraphes de cet article, qui consacrent la suspension de l'inamovibilité, la note sur le titre de la loi.

Les sièges supprimés se répartissent ainsi : 9 sièges de présidents de chambre, 189 sièges de conseillers, 131 de juges, 11 d'avocats généraux, 5 de substituts du procureur général, 215 de substituts du procureur de la république. En tout 614 suppressions, dont 383 dans la magistrature assise et 231 dans les parquets.

(3) La disposition votée par la Chambre, sur la proposition de M. *Benjamin Raspail*, était ainsi conçue : « Les magistrats ayant fait partie des commissions mixtes après le 2 décembre 1852 seront exclus de la magistrature. » La commission du Sénat a remplacé les mots : « seront exclus » par ceux-ci : « ne seront pas maintenus ». Cette modification, expliquait le rapporteur, a pour effet de prévenir toute équivoque et de mettre à tous les points de vue les magistrats dont il s'agit dans une situation identique à celle des magistrats éliminés par application des paragraphes précédents.

dessous de vingt ans, les deux cinquièmes; au-dessus de six ans et au-dessous de dix ans, le quart du traitement moyen dont ils ont joui pendant les six dernières années.

Au-dessous de six ans de service, ils recevront le cinquième du traitement moyen dont ils ont joui depuis leur entrée en fonctions.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux magistrats qui, s'ils restaient en fonctions jusqu'à l'âge fixé par le décret du 1er mars 1852, ne pourraient ni acquérir droit à pension aux termes de l'art. 5 de la loi du 9 juin 1853, ni invoquer la disposition finale de l'article 11 de ladite loi pour être admis exceptionnellement à une pension de retraite. Il sera alloué à ces magistrats, jusqu'à cet âge, une indemnité annuelle calculée sur les bases ci-dessus.

Les magistrats qui ne seront pas maintenus auront droit, s'ils comptent plus de trente ans de service et quel que soit leur âge, à un soixantième de leur traitement moyen de retraite par année de service en sus de trente. En aucun cas, les pensions et indemnités servies en exécution des dispositions qui précèdent ne pourront excéder le maximum fixé par la loi du 9 juin 1853.

13. La cour de cassation constitue le conseil supérieur de la magistrature. Elle ne peut statuer en cette qualité que toutes chambres réunies (1).

Le procureur général près la cour de cassation représente le gouvernement devant le conseil supérieur.

14. Le conseil supérieur de la magistrature exercera à l'égard des premiers présidents, présidents de chambre, conseillers de la cour de cassation et des cours d'appel, des présidents, vice-présidents, juges, juges suppléants des tribunaux de première instance et de paix, tous les pouvoirs disciplinaires actuellement dévolus à la cour de cassation ainsi qu'aux cours et tribunaux, conformément aux dispositions de l'art. 82 du sénatus-consulte du 16 thermidor an X, du chapitre 7 de la loi du 20 avril 1810 et des art. 4 et 5 du décret du 1er mars 1852.

Toute délibération politique est interdite aux corps judiciaires.

---

(1) C'est dans le projet présenté par M. Devès qu'on voit apparaître pour la première fois l'institution d'un conseil supérieur de la magistrature. Ce conseil devait être formé de quinze membres de la cour de cassation élus chaque année par cette cour en assemblée générale. — Le projet de M. Martin-Feuillée prévoyait une organisation différente : « Il est, disait l'art. 11 de ce projet, créé un conseil supérieur composé : 1° du premier président de la cour de cassation, président; 2° de cinq conseillers d'Etat élus par les conseillers d'Etat en service ordinaire; 3° de quatre conseillers à la cour de cassation élus par leurs collègues; 4° de cinq premiers présidents élus par les premiers présidents de France et d'Algérie. » — Ce système n'a pas été accueilli par la commission de la Chambre des députés. « Il faudrait bien mal connaître les hommes, faisait observer dans son rapport l'honorable M. *Jules Roche*, pour ne pas prévoir que l'introduction de conseillers d'Etat dans le conseil supérieur serait défavorablement accueillie par les magistrats, qui n'y verraient point une garantie de leur indépendance, et qu'elle compromettrait l'impartialité des décisions de ce conseil. On peut être sûr que lorsque les cinq conseillers d'Etat auraient une opinion, les dix magistrats auraient la contraire. L'idée d'ériger les premiers présidents en un corps électoral spécial est encore plus dangereuse..... » La commission proposait en conséquence de composer le conseil supérieur uniquement de membres de la cour de cassation, désignés, savoir : quatre par leurs collègues, cinq par le Sénat et cinq par la Chambre des députés : le premier président de la cour de cassation, membre et président de droit. — Lors de la discussion en séance publique, plusieurs amendements se produisirent, mais ils furent repoussés, et la Chambre adopta la combinaison proposée par sa commission. — La commission du Sénat n'a pas admis ce système. Elle a pensé que « cette intervention périodique du Parlement dans le choix des magistrats chargés de l'exercice du pouvoir disciplinaire pourrait avoir pour effet d'introduire la politique dans un milieu d'où elle doit être rigoureusement bannie et de porter atteinte à l'unité de la cour suprême. » En présence de la difficulté de conférer les attributions du conseil supérieur à l'une des chambres de la cour plutôt qu'à l'autre, elle a décidé que ces attributions seraient exercées par la cour de cassation, siégeant en assemblée plénière, toutes chambres réunies. — Ce système a été accueilli favorablement par le Sénat et a reçu ensuite l'adhésion de la Chambre.

Toute manifestation ou démonstration d'hostilité au principe ou à la forme du gouvernement de la République est interdite aux magistrats.

L'infraction aux dispositions qui précèdent constitue une faute disciplinaire (1).

15. Après l'expiration de la période de réorganisation prévue à l'art. 11, aucun premier président, président de chambre, conseiller de cour d'appel, aucun président, vice-président, juge ou juge suppléant des tribunaux de première instance ne pourra être déplacé que sur l'avis conforme du conseil supérieur. Ce déplacement ne devra entraîner, pour le magistrat qui en sera l'objet, aucun changement de fonctions, aucune diminution de classe ni de traitement (2).

Les magistrats que des infirmités graves et permanentes mettraient hors d'état d'exercer leurs fonctions pourront être mis d'office à la retraite, sur avis conforme du conseil supérieur; cet avis sera donné dans

---

(1) Aux termes des dispositions combinées du sénatus-consulte du 16 thermidor an X, du chap. 7 de la loi du 20 avril 1810 et des art. 4 et 5 du décret-loi du 1er mars 1852, le pouvoir disciplinaire était exercé cumulativement par les tribunaux, par les cours d'appel et par la cour de cassation. L'art. 82 du sénatus-consulte de l'an X attribue à la cour de cassation le droit de censure et de discipline sur les cours d'appel et l'autorise à suspendre pour cause grave les juges de leurs fonctions; l'art. 83 du même acte donne aux cours d'appel droit de surveillance sur les tribunaux civils de leur ressort, et à ces derniers sur les juges de paix de leur arrondissement. L'application des peines disciplinaires, porte d'autre part l'art. 52 de la loi du 20 avril 1810, sera faite en chambre du conseil par les tribunaux de première instance, s'il s'agit d'un juge de ces tribunaux, ou d'un membre de justice de paix, ou d'un juge de police de leur arrondissement, et lorsqu'il s'agira d'un membre des cours d'appel, l'application sera faite par les cours elles-mêmes siégeant en la chambre du conseil. Enfin le décret du 1er mars 1852 est venu se superposer à ces dispositions en conférant au garde des sceaux la faculté de traduire directement devant la cour de cassation les magistrats de tout ordre et en investissant celle-ci du droit de les frapper de déchéance.

Désormais, le conseil supérieur exercera seul le pouvoir disciplinaire et pourra seul appliquer les peines énumérées tant par l'art. 50 de la loi de 1810 que par l'art. 4 du décret de 1852. Ces peines sont : la censure simple, la censure avec réprimande, la suspension provisoire, la déchéance.

La loi maintient, d'ailleurs, au garde des sceaux le droit d'adresser aux magistrats une simple réprimande. (Voy. ci-après, art. 17.)

Les présidents des cours d'appel et des tribunaux conservent également le droit qui leur est conféré par l'art. 49 de la loi de 1810, aux termes duquel ils peuvent avertir d'office, ou sur la réquisition du ministère public, tout magistrat qui compromettrait la dignité de son caractère.

(2) Cet article consacre une innovation assez grave en autorisant dans certains cas le déplacement d'un magistrat, sur l'avis conforme du conseil supérieur. Voici en quels termes le rapporteur de la loi au Sénat, *M. Tenaille-Saligny*, s'attachait à justifier cette disposition : « Sous l'empire de la loi actuelle, le principe de l'inamovibilité garantit au juge la possession non seulement de son grade, mais encore de son siége. En dehors des cas entraînant déchéance, il ne peut être révoqué; dans aucun cas il ne peut être déplacé contre son gré. N'est-ce pas là, vraiment, une extension excessive du principe de l'inamovibilité ? — Dans les pays qui nous avoisinent et dont l'organisation judiciaire se rapproche sensiblement de la nôtre, en Espagne, en Portugal, en Belgique, en Italie, l'inamovibilité n'entraîne pas le droit à la résidence. Le magistrat doit parfois être déplacé après un certain temps d'exercice, comme ne présentant plus, à raison des relations ou des intérêts qu'il a pu se créer, des garanties suffisantes d'impartialité. En Italie, la loi porte que les magistrats inamovibles pourront toujours être déplacés sur l'avis d'un conseil supérieur, lequel se compose de quatre conseillers et d'un membre du parquet de la cour de cassation, et est présidé par le ministre de la justice ou, à son défaut, par son secrétaire général. — Ces diverses législations ne rendent-elles pas trop précaire la situation des magistrats? Nous serions assez portés à le croire. Mais toujours est-il qu'en proclamant l'intérêt puissant qui s'attache à ce que, dans certains cas où aucune faute personnelle ne lui est imputable, un magistrat puisse être déplacé par mesure administrative, elles constatent un fait qui a semblé à la majorité de votre commission ne pouvoir être sérieusement contesté. — Il n'y a pas, en effet, que les fautes commises par le magistrat qui soient de nature à porter atteinte à la considération toute particulière dont il doit être entouré. S'il est marié et père de famille, les fautes de ceux qui lui tiennent de près rejaillissent dans une certaine mesure sur lui, l'expo-

les formes et conditions prescrites par la loi du 16 juin 1824 (1).

16. Le conseil supérieur ne pourra être saisi que par le garde des sceaux, et il ne devra statuer ou donner son avis qu'après que le magistrat aura été entendu ou dûment appelé.

17. Le garde des sceaux a sur les magistrats de toutes les juridictions civiles et commerciales un droit de surveillance (2).

Il peut leur adresser une réprimande; cette réprimande est notifiée au magistrat qui en est l'objet par le premier président pour les présidents de chambre, conseillers, présidents, juges et juges suppléants; par le procureur général, pour les officiers du ministère public.

Le garde des sceaux peut mander tout magistrat afin de recevoir ses explications sur les faits qui lui sont imputés.

18. Les dispositions ci-dessus re-

---

sent à des critiques qui lui enlèvent une partie de la respectabilité sans laquelle il ne peut pas exercer dignement et utilement sa fonction..... — Enfin, ne peut-on pas admettre l'hypothèse de deux membres d'un même tribunal se prenant réciproquement en aversion et arrivant à un degré d'antagonisme tel, qu'en dépit du désir qu'ils ont de rester justes, la rectitude de leur jugement est troublée et leur impartialité mise en péril ?— Dans toutes ces hypothèses, la chose est évidente, il n'y a, à proprement parler, aucune faute à relever à la charge du magistrat, et il ne saurait, par suite, être question d'exercer à son encontre l'action disciplinaire. Et pourtant l'intérêt manifeste de la justice commande son déplacement... — La commission a tenu d'ailleurs à entourer de sérieuses garanties l'exercice du droit nouveau conféré au gouvernement. — Voulant éviter que l'avis que le conseil supérieur sera appelé à donner en matière de déplacement pût jamais être considéré comme ayant le caractère d'une vaine formalité, elle a décidé que cet avis ne pourrait jamais être donné qu'après que le magistrat qu'il concerne aurait été appelé à fournir au conseil des explications sur sa situation. » (Voy. l'art. 16 ci-après.)

Cette disposition avait été vivement attaquée dans la commission par M. *Jules Simon*. Lors de la discussion en séance publique, l'honorable sénateur a demandé le rejet de l'article, qui a été combattu également par M. *Allou*. Mais, après avoir entendu M. *Labiche*, membre de la commission, le Sénat a émis un vote favorable, à la majorité de 149 voix contre 124.

(1) La loi du 16 juin 1824 a déterminé la procédure à suivre dans les cas où il y a lieu d'admettre à la retraite les membres des cours et tribunaux que des infirmités graves et permanentes mettent hors d'état d'exercer leurs fonctions. En fait, cette loi qui confie aux cours d'appel la délicate et pénible mission de proclamer l'incapacité physique ou la déchéance intellectuelle soit de leurs propres membres, soit des membres des tribunaux situés dans leur ressort, n'a jamais été exécutée d'une façon sérieuse. Au moment où le personnel des cours et tribunaux va se trouver ramené au nombre strictement nécessaire, il était indispensable de consacrer de nouveau le droit de mettre d'office à la retraite les magistrats que l'état de leur santé met manifestement dans l'impuissance de remplir réellement et utilement leurs fonctions, et le conseil supérieur se trouvait naturellement appelé à exercer en cette matière les attributions que la loi de 1824 avait confiées aux cours d'appel.

(2) Le garde des sceaux tient du sénatus-consulte du 16 thermidor an X un droit de haute surveillance sur les cours, les tribunaux et les justices de paix. « Le grand juge, porte l'art. 81 de ce sénatus-consulte, a sur les tribunaux (tribunal de cassation, tribunaux d'appel, tribunaux de première instance), les justices de paix et les membres qui les composent, le droit de les surveiller et de les reprendre. » Le paragraphe 1er de l'art. 17 de la présente loi confirme ce droit en l'étendant aux juridictions commerciales. Les juges consulaires, en effet, bien qu'élus, sont des magistrats, et, comme tels, ils ont des devoirs à l'accomplissement desquels le chef de la justice doit pouvoir les rappeler, le cas échéant. — Le projet voté par la Chambre portait que le garde des sceaux aurait le droit d'infliger un « blâme ». La commission du Sénat a substitué à ce mot celui de « réprimande ». Aux termes du même projet, le magistrat blâmé devait être mandé devant la cour d'appel pour y recevoir, en chambre du conseil et en assemblée générale de la cour, notification de la sentence prononcée contre lui. Etant donnée la substitution de la réprimande au blâme, cette humiliante solennité n'avait plus sa raison d'être, car la réprimande, n'ayant pas le caractère d'une peine, ne comporte pas la publicité relative qui s'attache aux actes émanant de la juridiction disciplinaire. Elle sera donc seulement portée d'une façon officielle à la connaissance du magistrat qu'elle concerne. (Rapport de M. Tenaille-Saligny.)

latives aux traitements des magistrats recevront leur application à partir du 1er janvier 1884. Les diminutions de traitement résultant des dispositions des art. 3 et 7 qui précèdent ne seront pas applicables aux magistrats et aux greffiers en fonctions au moment de la promulgation de la présente loi. Ces magistrats continueront à jouir, à titre personnel, du traitement qui leur est alloué aux termes des lois en vigueur.

19. Sont abrogés : l'art. 83 du sénatus-consulte du 16 thermidor an X ; les art. 51 à 56 de la loi du 20 avril 1810 ; les articles de la loi du 16 juin 1824 contraires aux dispositions de l'art. 13 ci-dessus ; l'art. 3 de l'ordonnance du 27 septembre 1828 ; les art. 3 à 6 de la loi du 11 avril 1838 ; et, en général, toutes les dispositions antérieures contraires aux dispositions qui précèdent.

TABLEAU A. — COURS D'APPEL.

NUMÉROS D'ORDRE.	COURS D'APPEL	CHAMBRES.	PREMIERS PRESIDENTS.	PRÉSIDENTS DE CHAMBRE	CONSEILLERS.	PROCUREURS GÉNÉRAUX.	AVOCATS GÉNÉRAUX.	SUBSTITUTS.	GREFFIERS EN CHEF.	COMMIS GREFFIERS.
1	Paris	9	1	9	62	1	7	11	1	12
2	Alger	4	1	4	24	1	4	4	1	6
3	Aix	3	1	3	19	1	3	2	1	4
4	Bordeaux	3	1	3	19	1	3	2	1	4
5	Douai	3	1	3	19	1	3	2	1	4
6	Lyon	3	1	3	19	1	3	2	1	4
7	Montpellier	3	1	3	19	1	3	2	1	4
8	Rennes	3	1	3	19	1	3	3	1	4
9	Rouen	3	1	3	19	1	3	2	1	4
10	Agen	2	1	2	15	1	2	2	1	3
11	Amiens	2	1	2	15	1	2	2	1	3
12	Besançon	2	1	2	15	1	2	2	1	3
13	Caen	2	1	2	15	1	2	2	1	3
14	Dijon	2	1	2	15	1	2	2	1	3
15	Grenoble	2	1	2	15	1	2	2	1	3
16	Nancy	2	1	2	15	1	2	2	1	3
17	Nîmes	2	1	2	15	1	2	2	1	3
18	Poitiers	2	1	2	15	1	2	2	1	3
19	Riom	2	1	2	15	1	2	2	1	3
20	Toulouse	2	1	2	15	1	2	2	1	3
21	Angers	1	1	1	10	1	1	1	1	2
22	Bastia	1	1	1	8	1	1	1	1	2
23	Bourges	1	1	1	10	1	1	1	1	2
24	Chambéry	1	1	1	9	1	1	1	1	2
25	Limoges	1	1	1	10	1	1	1	1	2
26	Orléans	1	1	1	10	1	1	1	1	2
27	Pau	1	1	1	10	1	1	1	1	2
		63	27	73	451	27	61	59	27	93
			541			147				

TABLEAU B. — TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

TRIBUNAUX	CHAMBRES.	PRÉSIDENTS.	VICE-PRÉSIDENTS.	JUGES D'INSTRUCTION.	JUGES.	JUGES SUPPLÉANTS.	PROCUREURS.	SUBSTITUTS.	GREFFIERS.	COMMIS GREFFIERS.
Paris	11	1	11	22	42	20	1	28	1	40

TRIBUNAUX	CHAMBRES.	PRÉSIDENTS.	VICE-PRÉSIDENTS.	JUGES D'INSTRUCTION.	JUGES.	JUGES SUPPLÉANTS.	PROCUREURS.	SUBSTITUTS.	GREFFIERS.	COMMIS GREFFIERS.
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE SIÉGEANT DANS LES VILLES DE 80,000 HABITANTS ET AU-DESSUS.										
Bordeaux	4	1	3	3	8	6	1	5	1	5
Havre (Le)	2	1	1	1	4	4	1	3	1	2
Lille	3	1	2	2	6	6	1	4	1	3
Lyon	4	1	3	3	8	6	1	6	1	4
Marseille	4	1	3	3	8	6	1	6	1	4
Nantes	2	1	1	1	4	4	1	3	1	3
Reims	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Rouen	3	1	2	2	6	6	1	3	1	3
Saint-Etienne	3	1	2	2	5	4	1	3	1	3
Toulouse	3	1	2	2	5	4	1	3	1	3
TOTAUX	30	10	20	20	58	49	10	38	10	32
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE SIÉGEANT DANS LES VILLES DE 20,000 A 80,000 HABITANTS.										
Agen	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Aix	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Alais	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Albi	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Alger	3	1	2	2	7	3	1	3	1	3
Amiens	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Angers	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Angoulême	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Arras	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Avignon	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Bastia	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Besançon	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Béziers	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Blidah	1	1	»	1	3	»	1	1	1	1
Blois	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Bône	1	1	»	1	3	2	1	1	1	2
Boulogne	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Bourges	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Brest	1	1	»	1	3	2	1	1	1	1
Caen	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Cambrai	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Carcassonne	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Castres	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Chalon-sur-Saône	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Châlons-sur-Marne	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Chartres	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Châteauroux	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Cherbourg	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Clermont-Ferrand	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Constantine	2	1	1	1	4	3	1	2	1	4
Dieppe	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Dijon	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Douai	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Dunkerque	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Grenoble	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Laval	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Limoges	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Lorient	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Mans (Le)	2	1	1	1	3	2	1	1	1	2
Montauban	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Montluçon	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Montpellier	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Moulins	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Nancy	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Narbonne	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Nevers	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Nice	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Nîmes	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Niort	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2

TRIBUNAUX	CHAMBRES.	PRÉSIDENTS.	VICE-PRÉSIDENTS.	JUGES D'INSTRUCTION.	JUGES.	JUGES SUPPLÉANTS.	PROCUREURS.	SUBSTITUTS.	GREFFIERS.	COMMIS GREFFIERS.
Oran	2	1	1	1	4	3	1	2	1	4
Orléans	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Pau	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Périgueux	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Perpignan	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Poitiers	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Rennes	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Roanne	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Rochefort	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Rochelle (La)	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Saint-Quentin	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Saint-Omer	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Tarbes	2	1	1	1	3	2	1	1	1	2
Tlemcen	1	1	»	1	3	»	1	1	1	1
Toulon	1	1	»	1	3	2	1	1	1	1
Tours	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Troyes	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Valenciennes	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Versailles	2	1	1	2	4	4	1	2	1	4
Vienne	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Valence	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
TOTAUX	93	70	23	72	188	157	70	91	70	113
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE SIÉGEANT DANS LES VILLES DE MOINS DE 20,000 HABITANTS										
Abbeville	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Ajaccio	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Albertville	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Alençon	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Ambert	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Ancenis	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Andelys (Les)	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Annecy	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Apt	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Arbois	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Arcis-sur-Aube	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Argentan	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Aubusson	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Auch	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Aurillac	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Autun	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Auxerre	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Avallon	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Avesnes	2	1	1	1	4	3	1	1	1	2
Avranches	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Bagnères	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Barbezieux	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Barcelonnette	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Bar-le-Duc	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Bar-sur-Aube	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Bar-sur-Seine	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Batna	1	1	»	1	3	»	1	1	1	1
Baugé	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Baume	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Bayeux	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Bayonne	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Bazas	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Beaune	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Beauvais	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Belfort	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Bellac	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Belley	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Bergerac	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Bernay	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1

TRIBUNAUX	CHAMBRES.	PRÉSIDENTS.	VICE-PRÉSIDENTS.	JUGES D'INSTRUCTION.	JUGES.	JUGES SUPPLÉANTS.	PROCUREURS.	SUBSTITUTS.	GREFFIERS.	COMMIS GREFFIERS.
Béthune	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Blanc (Le)	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Blaye	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Bonneville	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Bougie	1	1	»	1	3	»	1	1	1	1
Bourg	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Bourganeuf	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Bourgoin	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Bressuire	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Briançon	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Briey	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Brignoles	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Brioudé	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Brive	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Cahors	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Calvi	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Carpentras	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Castellane	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Castelnaudary	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Castelsarrasin	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Céret	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Chambéry	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Chambon	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Charleville	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Charolles	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Châteaubriant	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Château-Chinon	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Châteaudun	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Château-Gontier	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Châteaulin	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Château-Thierry	1	1	»	1	1	2	1	»	1	
Châtellerault	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Châtillon-sur-Seine	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Châtre (La)	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Chaumont	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Chinon	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Cholet	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Civray	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Clamecy	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Clermont (Oise)	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Cognac	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Compiègne	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Condom	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Confolens	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Corbeil	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Corte	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Cosne	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Coulommiers	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Coutances	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Cusset	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Dax	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Die	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Digne	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Dinan	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Dôle	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Domfront	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Doullens	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Draguignan	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Dreux	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Embrun	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Epernay	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Epinal	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Espalion	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Etampes	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Evreux	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Falaise	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Figeac	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1

TRIBUNAUX.	CHAMBRES.	PRÉSIDENTS.	VICE-PRÉSIDENTS.	JUGES D'INSTRUCTION.	JUGES.	JUGES SUPPLÉANTS.	PROCUREURS.	SUBSTITUTS.	GREFFIERS.	COMMIS GREFFIERS.
Flèche (La)	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Florac	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Foix	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Fontainebleau	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Fontenay-le-Comte	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Forcalquier	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Fougères	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Gaillac	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Gannat	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Gap	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Gex	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Gien	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Gourdon	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Grasse	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Gray	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Guelma	1	1	»	1	3	»	1	1	1	1
Guéret	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Guingamp	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Hazebrouck	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Issoire	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Issoudun	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Joigny	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Jonzac	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Langres	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Lannion	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Laon	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Largentière	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Lavaur	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Lectoure	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Lesparre	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Libourne	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Limoux	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Lisieux	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Loches	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Lodève	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Lombez	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Lons-le-Saunier	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Loudéac	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Loudun	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Louhans	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Lourdes	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Louviers	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Lunéville	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Lure	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Mâcon	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Mamers	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Mantes	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Marennes	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Marmande	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Marvejols	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Mascara	1	1	»	1	3	»	1	1	1	1
Mauriac	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Mayenne	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Meaux	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Melle	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Melun	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Mende	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Millau	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Mirande	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Mirecourt	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Moissac	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Montargis	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Montbéliard	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Montbrison	2	1	1	1	4	2	1	1	1	2
Mont-de-Marsan	1	1	»	1	3	2	1	1	1	2
Montdidier	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Montélimar	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1

TRIBUNAUX.	CHAMBRES.	PRÉSIDENTS.	VICE-PRÉSIDENTS.	JUGES D'INSTRUCTION.	JUGES.	JUGES SUPPLÉANTS.	PROCUREURS.	SUBSTITUTS.	GREFFIERS.	COMMIS GREFFIERS.
Montfort	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Montmédy	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Montmorillon	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Montreuil-sur-Mer	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Morlaix	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Mortagne	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Mortain	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Mostaganem	1	1	»	1	3	»	1	1	1	1
Moutiers	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Murat	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Muret	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Nantua	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Nérac	1	1	»	1	1	3	1	»	1	1
Neufchâteau	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Neufchâtel	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Nogent-le-Rotrou	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Nogent-sur-Seine	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Nontron	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Nyons	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Oloron	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Orange	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Orléansville	1	1	»	1	3	»	1	1	1	1
Orthez	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Paimbœuf	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Pamiers	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Parthenay	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Péronne	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Philippeville	1	1	»	1	3	»	1	1	1	1
Pithiviers	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Ploërmel	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Pontarlier	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Pont-Audemer	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Pontivy	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Pont-l'Evêque	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Pontoise	2	1	1	1	4	3	1	1	1	2
Prades	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Privas	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Provins	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Puy (Le)	2	1	1	1	4	3	1	2	1	2
Quimper	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Quimperlé	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Rambouillet	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Redon	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Remiremont	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Riom	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Rethel	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Ribérac	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Réole (La)	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Rochechouart	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Roche-sur-Yon (La)	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Rocroi	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Rodez	2	1	1	1	3	2	1	1	1	2
Romorantin	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Ruffec	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Sables-d'Olonne (Les)	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Affrique	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Amand	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Calais	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Claude	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Brieuc	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Saint-Dié	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Saint-Flour	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Saint-Gaudens	2	1	1	1	4	3	1	1	1	2
Saint-Girons	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Saint-Jean-d'Angely	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Jean-de-Maurienne	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Julien	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1

TRIBUNAUX	CHAMBRES.	PRÉSIDENTS.	VICE-PRÉSIDENTS.	JUGES D'INSTRUCTION.	JUGES.	JUGES SUPPLÉANTS.	PROCUREURS.	SUBSTITUTS.	GREFFIERS.	COMMIS GREFFIERS.
Saint-Lô	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Saint-Malo	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Saint-Marcellin	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Mihiel	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Saint-Nazaire	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Saint-Palais	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Pol	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Pons	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Sever	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saint-Yrieix	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Sainte-Menehould	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saintes	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Sancerre	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Sarlat	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Sartène	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Saumur	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Sedan	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Segré	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Semur	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Senlis	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Sens	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Sétif	1	1	»	1	3	»	1	1	1	1
Sidi-bel-Abbès	1	1	»	1	3	»	1	1	1	1
Sisteron	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Soissons	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Tarascon	1	1	»	1	2	2	1	1	1	1
Thiers	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Thonon	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Tizi-Ouzou	1	1	»	1	3	1	1	1	1	1
Tonnerre	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Toul	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Tournon	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Trévoux	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Tulle	2	1	1	1	4	3	1	1	1	2
Ussel	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Uzès	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Valognes	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Vannes	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Vassy	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Vendôme	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Verdun	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Vervins	1	1	»	1	1	2	1	1	1	1
Vesoul	1	1	»	1	2	2	1	1	1	2
Vigan (Le)	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Villefranche (Aveyron)	1	1	»	1	2	2	1	»	1	1
Villefranche (Haute-Garonne)	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Villefranche (Rhône)	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Villeneuve-sur-Lot	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Vire	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Vitré	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Vitry-le-François	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Vouziers	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Yssingeaux	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
Yvetot	1	1	»	1	1	2	1	»	1	1
TOTAL	304	294	10	294	393	579	294	139	294	332

9=14 JUILLET 1883. — Loi concernant l'établissement d'un câble télégraphique sous-marin entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal. (XII, B. DCCLXXXIX, n. 13,484.)

Article unique. Est approuvée la convention annexée à la présente loi, passée le 11 juin 1883, par le ministre de la marine et le ministre des postes et des télégraphes, pour la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal, et pour l'exploitation et l'entretien de ce câble pendant vingt-cinq ans. Cette convention sera enregistrée au droit fixe de trois francs.

---

9 = 14 JUILLET 1883. — Loi concernant le service postal entre Calais et Douvres. (XII, B. DCCLXXXIX, n. 13,485.)

Art. 1er. Est approuvée la stipulation financière contenue dans l'art. 2 de la convention annexée à la présente loi et conclue le 6 juillet 1882 pour le transport quotidien, par paquebots à vapeur, des dépêches postales entre Calais et Douvres.

2. Ladite convention et le cahier des charges qui s'y rapporte, lesquels seront annexés à la présente loi, seront enregistrés au droit fixé de trois francs.

28=31 JUILLET 1883. — Loi relative à l'emploi de l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac. (XII, B. DCCLXXXIX, n. 13,486.)

Art. 1er. L'art. 2 de la loi du 7 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de *Gay-Lussac*, et le soumet à une vérification officielle, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. Les alcoomètres centésimaux et les thermomètres nécessaires à leur usage ne pourront désormais être mis en vente ni employés, s'ils n'ont été soumis à une vérification préalable, et s'ils ne sont munis d'un signe constatant l'accomplissement de cette formalité. Le ministre du commerce pourra, sur l'avis conforme du bureau national des poids et mesures, prescrire une nouvelle vérification générale ou partielle des alcoomètres en circulation. »

2. Est prorogé jusqu'au 1er avril 1884 le délai fixé par la loi du 7 juillet 1882 pour la mise en vigueur de la loi du 7 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de *Gay-Lussac* et le soumet à une vérification officielle.

---

18 = 21 AOUT 1883. — Décret qui autorise l'ingénieur en chef du service maritime des ponts et chaussées du département du Pas-de-Calais à disposer, en qualité d'ordonnateur secondaire, du crédit ouvert pour le dérasement des fortifications de Calais. (XII, B. DCCLXXXIX, n. 13,487.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'ingénieur en chef du service maritime des ponts et chaussées du département du Pas-de-Calais est autorisé à disposer, en qualité d'ordonnateur secondaire, du crédit extraordinaire de six cent vingt-cinq mille francs ouvert par la loi susvisée et qui lui sera délégué par le ministre des finances.

2. La constatation et la justification des dépenses ainsi que les communications avec le ministre ordonnateur, d'une part, et le comptable chargé du paiement, de l'autre, seront établies conformément aux règlements sur la comptabilité des travaux publics.

3. Le paiement des crédits délégués conformément à l'art. 1er sera fait par le trésorier-payeur général à Arras, sur mandats signés par l'ingénieur en chef du service maritime.

4. Le ministre des finances et le ministre des travaux publics sont chargés, etc.

---

24 = 26 JUILLET 1883. — Loi portant réorganisation des troupes de l'artillerie de l'armée active, en vue de la formation d'une artillerie de forteresse (1). (XII, B. DCCXC, n. 13,490.)

Art. 1er. L'art. 5 de la loi du 13 mars 1875, relative à la constitu-

(1) Projet présenté à la Chambre des députés par MM. le général Billot, ministre de la guerre, et Tirard, ministre des finances, le 21 novembre 1882 (J. O. du 30 no-

tion des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale, est abrogé.

2. L'artillerie comprend, en France: 1° seize bataillons à pied, à six batteries chacun; 2° trente-huit régiments de campagne constituant dix-neuf brigades à deux régiments, à raison de une brigade par corps d'armée; le premier régiment de chaque brigade est à douze batteries montées; le deuxième régiment est à huit batteries montées et trois batteries à cheval; 3° deux régiments d'artillerie-pontonniers à quatorze compagnies chacun; 4° dix compagnies d'ouvriers d'artillerie chargées de la construction de la partie du matériel de l'artillerie, du génie et du train des équipages militaires dont la confection ne serait pas confiée à l'industrie civile; 5° trois compagnies d'artificiers.

3. Sont supprimées : 1° les quarante-cinq batteries à pied existant actuellement dans les régiments d'artillerie en France; 2° les cinquante-sept compagnies du train d'artillerie, qui sont rattachées actuellement aux dix-neuf brigades d'artillerie.

4. Le personnel des batteries ou compagnies supprimées sera employé à la présente réorganisation et versé soit dans l'artillerie à pied, soit dans l'artillerie de campagne. Les officiers du train d'artillerie passeront avec leur grade dans l'artillerie, où ils prendront rang d'après leur ancienneté dans ce grade.

5. La composition des cadres des divers éléments de l'artillerie en France et leur effectif en simples soldats, sur le pied de paix, sont déterminés par les tableaux annexés à la présente loi.

6. Des règlements ministériels pourvoiront à la complète exécution des dispositions contenues dans la présente loi.

7. En attendant la constitution d'une artillerie spéciale à l'armée d'Afrique, le service permanent dans la colonie sera assuré par les douze batteries qui y sont actuellement détachées, et qui continueront provisoirement à être administrées par les régiments dans lesquels elles comptaient précédemment.

8. Sont abrogées toutes les dispositions des lois, ordonnances, décrets et règlements particuliers, en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi.

---

31 JUILLET = 2 AOUT 1883. — Loi qui approuve certaines modifications à la tenue de la cavalerie. (XII, B. DCCXC, n. 13,491.)

Art. 1er. Le dolman est substitué à la tunique actuellement en usage dans les régiments de dragons. Le drap du fond de ce vêtement est bleu foncé. Comme conséquence, l'épaulette est supprimée pour les dragons.

2. La tunique des cuirassiers est modifiée au point de vue de l'ampleur, qui devra être plus grande que dans le modèle actuel. Les jupes sont plus courtes.

3. Le ceinturon des troupes de cavalerie est ramené à un type unique, qui sera porté sous le vêtement pour toutes les subdivisions de l'arme.

4. Afin d'assurer la mise en service dans un délai restreint des dolmans de dragons, les tuniques actuelles seront utilisées en remplacement des vestes. D'un autre côté, les tuniques de cuirassiers seront transformées au nouveau modèle.

5. Un crédit supplémentaire de 1,000 fr. est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de 1883, chap. 12 (*Habillement et campement*) comme conséquence de la mise en pratique de ces dernières dispositions pendant l'exercice 1883.

6. Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

vembre, n. 1400, p. 2449). Retrait de ce projet le 15 mai 1883 (J. O. du 9 juin, n. 1896, p. 777). — Projet présenté par M. le général Thibaudin, ministre de la guerre, le 15 mai 1883 (J. O. du 8 juin, n. 1898, p. 772). Rapport de M. Margaine, le 11 juin (J. O. du 28 juin, n. 1981, p. 902). Discussion et adoption, le 21 juin (J. O. du 22).

Présentation au Sénat le 23 juin (J. O. du 10 juillet, n. 260, p. 500). Rapport de M. le général Farre, le 7 juillet (J. O. du 19 octobre, n. 313, p. 944). Discussion et adoption les 12 et 18 juillet (J. O. des 13 et 19).

25 AOUT = 24 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au budget du ministère de la marine et des colonies, pour l'exercice 1881, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice. (XII, B. DCCXC, n. 13,492.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au budget du département de la marine et des colonies, pour l'exercice 1881, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice. Ce chapitre, qui portera le n° 28, prendra le titre de : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à* 1881.

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de 143,114 fr. 37 c., montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres du budget de l'exercice 1881 désignés dans le tableau annexé au présent décret et dont les résultats se répartissent comme il suit : exercice 1877, 3,862 fr. 29 c.; exercice 1878, 4,211 fr. 63 c.; exercice 1879, 16,214 fr. 42 c.; exercice 1880, 118,826 fr. 03 c.; total égal, 143,114 fr. 37 c.

3. Les crédits ouverts par la loi du 22 décembre 1880, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants, sont atténués dans les proportions ci-après : 1re section. — *Service marine.* Chap. 4. Etats-majors et équipages à terre et à la mer, 112,292 fr. 20 c.; chap. 5. Troupes, 14,397 fr. 71 c.; chap. 6. Corps entretenus et agents divers, 4,369 fr. 48 c.; chap. 7. Maistrance, gardiennage et surveillance, 242 fr. 31 c.; chap. 15. Frais de voyages par terre et par mer; missions; rapatriement des marins du commerce et frais de pilotage, 755 fr. 62 c.; chap. 16. Dépenses diverses, 194 fr. 95 c. — 2e section. — *Service colonial.* Chap. 17. Personnel des services civils aux colonies, 3,739 fr. 27 c.; chap. 19. Frais de voyages par terre et par mer, et dépenses accessoires, 1,593 fr. 67 c.; chap. 20. Hôpitaux et vivres, 288 fr. 31 c.; chap. 24. Service pénitentiaire, 5,240 fr. 85 c.; somme égale, 143,114 fr. 37 c.

4. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, etc.

6=7 JUILLET 1883. — Loi qui approuve une convention portant cession par l'Etat au sieur Boinet, cafetier à Abbeville, de trois parcelles domaniales. (XII, B. DCCXCI, n. 13,495.)

---

23 = 24 JUILLET 1883. — Loi qui élève le taux des surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi de la Fère (Aisne). (XII, B. DCCXCI, n. 13,496.)

---

31 JUILLET = 2 AOUT 1883. — Loi qui proroge des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Salins (Jura). (XII, B. DCCXCI, n. 13,497.)

---

31 JUILLET = 2 AOUT 1883. — Loi qui proroge une surtaxe sur le vin à l'octroi de Vizille (Isère). (XII, B. DCCXCI, n. 13,498.)

6=8 AOUT 1883. — Loi qui proroge des surtaxes perçues sur les vins et les alcools à l'octroi de Segré. (XII, B. DCCXCI, n. 13,499.)

---

6 = 8 AOUT 1883. — Loi qui établit des surtaxes à l'octroi de Vouziers. (XII, B. DCCXCI, n. 13,500.)

---

4 = 11 AOUT 1883. — Décret qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'exploitation provisoire de diverses lignes construites par l'Etat. (XII, B. DCCXCI, n. 13,501.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvée la convention susvisée passée, le 4 août 1883, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, pour l'exploitation provisoire des chemins de fer de Ploërmel à la Brohinière, de l'Etang-la-Ville à Saint-Cloud, de Sablé à Sillé-le-Guillaume, de Miniac à la Gouesnière, ainsi que du raccordement, à Pontorson, des lignes de Saint-Lô à Lamballe et de Fougères à la baie du Mont-Saint-Michel. Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

4 = 11 AOUT 1883. — Décret qui autorise l'administration des chemins de fer de l'Etat à exploiter l'embranchement sur Moncontour de la ligne de Niort à Montreuil-Bellay et les chemins de fer de Saint-Laurent-de-la-Prée à la Pointe-de-la-Fumée et d'Eymoutiers à Meymac. (XII, B. DCCXCI, n. 13,502.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'embranchement sur Moncontour de la ligne de Niort à Montreuil-Bellay et les chemins de fer de Saint-Laurent-de-la-Prée à la Pointe-de-la-Fumée et d'Eymoutiers à Meymac seront, à dater du jour qui sera fixé par décision ministérielle et jusqu'à nouvel ordre, exploités par l'administration des chemins de fer de l'Etat, dans les conditions déterminées par la loi du 4 août 1883. Les dispositions des décrets susvisés du 25 mai 1878 sont applicables auxdites lignes. Les comptes des dépenses et des recettes de ces lignes resteront néanmoins distincts de ceux qui se rapportent au réseau racheté en vertu de la loi du 18 mai 1878.

2. Les dispositions qui précèdent seront considérées comme nulles et non avenues pour celles des lignes énumérées dans l'art. 1er dont l'ouverture effective n'aurait pas lieu avant le 1er janvier 1884.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

4 = 11 AOUT 1883. — Décret qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans pour l'exploitation provisoire de diverses lignes construites par l'Etat. (XII, B. DCCXCI, n. 13,503.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvée la convention susvisée passée, le 4 août 1883, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, pour l'exploitation provisoire des chemins de fer d'Argent à Beaune-la-Rolande, de Blois à Romorantin, de Vierzon à Bourganeuf, de Montauban à Cahors, de Quimper à Douarnenez et de Quimper à Pont-l'Abbé. Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

17 = 18 JUILLET 1883. — Loi qui rend exécutoire en Algérie la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways. (XII, B. DCCXCII, n. 13,504.)

Article unique. La loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways est rendue exécutoire en Algérie, à l'exception de l'art. 31 et moyennant les modifications apportées aux art. 12 et 34 ci-après, savoir :

Art. 12. Les ressources créées en vertu du décret du 5 juillet 1854 et celles qui pourront être créées en vertu de lois et décrets postérieurs pour l'établissement des chemins vicinaux pourront être appliquées, en partie, à la dépense des voies ferrées, par les communes qui auront assuré l'exécution de leur réseau subventionné et l'entretien de tous les chemins classés.

Art. 34. Les concessionnaires de tramways ne sont pas soumis à l'impôt des prestations établi par l'art. 4 du décret du 5 juillet 1854, à raison des voitures et des bêtes de trait exclusivement employées à l'exploitation du tramway. Les départements ou les communes ne peuvent exiger des concessionnaires une redevance ou un droit de stationnement qui n'aurait pas été stipulé expressément dans l'acte de concession.

---

4 = 5 AOUT 1883. — Loi qui autorise le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer. (XII, B. DCCXCII, n. 13,505.)

Art. 1er. En attendant qu'il soit statué sur les bases définitives du régime auquel seront soumis les chemins de fer construits par l'Etat et non concédés, le ministre des travaux publics est autorisé à assurer l'exploitation provisoire de celles des vingt lignes ou sections de ligne ci-après désignées dont la mise en exploitation aura lieu effectivement avant le 1er janvier 1884, savoir : embranchement sur Moncontour de la ligne

de Niort à Montreuil-Bellay, 10 kil.; Vieilleville à Bourganeuf, 20; Romorantin à Blois, 47; Argent à Beaune-la-Rolande, 72; Beauvin-Provin à Armentières (section de la ligne de Lens à Armentières), 11; Eymoutiers à Meymac, 49; Ploërmel à la Brohinière, 40; Solesmes au Cateau (section de la ligne de Valenciennes au Cateau), 11; la Fère-Champenoise à Vitry-le-François, 50; l'Etang-la-Ville à Saint-Cloud, 15; Raccordement, à Pontorson, des lignes de Saint-Lô à Lamballe et de Fougères à la baie du Mont-Saint-Michel, 1; Miniac à la Gouesnière, 11; Quimper à Douarnenez, 19; Quimper à Pont-l'Abbé, 20; Saint-Laurent-de-la-Prée à la Pointe-de-la-Fumée, 7; Besançon à la frontière suisse, avec embranchement sur Lods, 98; Triguères à Clamecy, 69; Toucy-Moulin à Gien (section de la ligne d'Auxerre à Gien), 60; Montauban à Cahors (section de la ligne de Montauban à Brive), 63; Sablé à Sillé-le-Guillaume, 44; total, 717 kil. — Il pourvoira à cette exploitation à l'aide des moyens qu'il jugera le moins onéreux pour le trésor. Des décrets détermineront les conditions dans lesquelles s'effectuera cette exploitation provisoire. Dans le cas où le ministre passerait des traités pour assurer ladite exploitation, ces traités expireront nécessairement le 31 décembre 1883.

2. Il sera fait face à l'insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation à l'aide des ressources inscrites au budget du ministère des travaux publics pour l'exploitation provisoire des chemins de fer exécutés par l'Etat (chap. 53 du budget du ministère des travaux publics, deuxième section, de l'exercice 1883).

3. Les traités qui pourront être passés pour l'exploitation provisoire des lignes ou sections de ligne désignées à l'art. 1er ne donneront lieu qu'à la perception du droit fixe de 3 francs.

16=17 AOUT 1883.— Loi qui autorise la substitution à la société concessionnaire du chemin de fer d'Arles à la Tour-Saint-Louis de la compagnie nouvelle du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône. (XII, B. DCCXCII, n. 13,506.)

Art. 1er. Est approuvée la cession faite par la société anonyme de Saint-Louis-du-Rhône à la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie nouvelle du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône* de la concession qui lui a été faite par la loi du 26 juillet 1873 du chemin de fer d'Arles à la Tour-Saint-Louis.

2. Un nouveau délai de trois ans, qui courra à partir de la date de la promulgation de la présente loi, est accordé à la compagnie nouvelle du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône pour l'exécution de la ligne d'Arles à la Tour-Saint-Louis.

---

23 = 24 AOUT 1883.— Loi relative au classement et à la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon. (XII, B. DCCXCII, n. 13,507.)

Art. 1er. Est classé dans le réseau d'intérêt général et déclaré d'utilité publique le chemin de fer de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon, par Sancoins, Saint-Amand, le Châtelet et Châteaumeillant.

2. Le ministre des travaux publics est autorisé à entreprendre les travaux d'infrastructure et de superstructure de ladite ligne et à procéder, s'il y a lieu, à l'acquisition du matériel roulant, du mobilier des gares, de l'outillage et des approvisionnements nécessaires.

3. Il est pris acte : 1° de l'offre faite par le conseil général du Cher, dans sa délibération du 20 avril 1882, de payer à l'Etat une subvention égale à la moitié de la dépense d'acquisition des terrains nécessaires pour l'établissement de la ligne désignée à l'art. 1er; 2° de l'engagement pris, à la même date, par ce conseil général, de garantir l'Etat contre toutes les conséquences que pourrait entraîner le procès engagé devant le conseil d'Etat par l'ancien concessionnaire de la ligne.

4. Il sera pourvu à la dépense des travaux et des acquisitions autorisés par la présente loi au moyen des crédits inscrits chaque année au budget du ministère des travaux publics pour les études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat, et notamment, pour l'exercice 1882, sur

le chap. 12 du budget des dépenses sur ressources extraordinaires. Viendra en déduction desdites dépenses le montant des subventions, soit en terrains, soit en argent, qui ont été ou qui seraient offertes par les départements, les communes et les propriétaires intéressés.

5. Il sera statué par une loi spéciale sur les dispositions à prendre pour assurer l'exploitation de la ligne ci-dessus désignée.

6. Un compte spécial de la dépense des travaux et des acquisitions faisant l'objet de la présente loi, ainsi que des ressources qui y auront été affectées, sera annexé à la loi portant règlement de chaque exercice.

---

16 = 22 AOUT 1883. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un tramway de Mollesulaz à Annemasse (Haute-Savoie). (XII, B. DCCXCII, n. 13,508.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, pour le transport des voyageurs, d'un tramway à traction de chevaux ou de moteur mécanique, entre Mollesulaz (frontière suisse) et Annemasse, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, qui restera annexé au présent décret. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution du tramway susmentionné ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans, à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Haute-Savoie est autorisé à pourvoir à l'établissement et à l'exploitation de ce tramway, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880, mais sans subvention ni garantie d'intérêt de la part de l'Etat, conformément aux conditions de la convention passée, le 13 juin 1882, avec la compagnie générale des tramways suisses, ainsi que du cahier des charges annexé à cette convention. Des copies certifiées des convention et cahier des charges précités resteront annexées au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

17 = 19 JUILLET 1883. — Loi qui approuve le traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris, le 18 janvier 1883, entre la France et la Serbie (1). (XII, B. DCCXCIII, n. 13,510.)

Article unique. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter le traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris, le 18 janvier 1883, entre la France et la Serbie. Une copie authentique de ce traité demeurera annexée à la présente loi.

---

18 = 19 JUILLET 1883. — Décret portant promulgation du traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris, le 18 janvier 1883, entre la France et la Serbie. (XII, B. DCCXCIII, n. 13,511.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé le traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris, le 18 janvier 1883, entre la France et la Serbie, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris le 18 juillet 1883, ledit traité, suivi d'un article additionnel et de deux déclarations annexes, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de Serbie, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unis-

---

(1) Présentation à la Chambre des députés, par MM. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, et Hérisson, ministre du commerce, le 17 mars 1883 (J. O. du 19 mai, n. 1812, p. 657). Rapport de M. Drumel, le 12 juin (J. O. du 17 juillet, n. 1983, p. 1002). Adoption sans discussion, le 19 juin (J. O. du 20).

Présentation au Sénat, le 21 juin (J. O. du 10 juillet, n. 247, p. 840). Rapport de M. Teisserenc de Bort, le 28 juin (J. O. du 13 juillet, n. 281, p. 849). Adoption sans discussion, le 5 juillet (J. O. du 6).

sent les deux pays, ainsi que d'améliorer et d'étendre les rapports commerciaux existant entre les Français et les Serbes, ont décidé de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir : le Président de la République française : M. Eugène Duclerc, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et Sa Majesté le Roi de Serbie : M. Jean Marinovitch, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris, grand-croix de l'ordre royal de Takovo, grand officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc. ; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1er. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la République française et le royaume de Serbie. Les Français en Serbie et les Serbes en France auront droit aux privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce, d'industrie et de navigation, les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Les ressortissants de chacune des deux hautes parties contractantes auront réciproquement, au même titre que les nationaux et sans aucune distinction de race ou de religion, la faculté de voyager, de résider, de s'établir partout où ils le jugeront convenable pour leurs intérêts ; d'exercer toute espèce d'industrie ou de métier, de faire le commerce tant en gros qu'en détail, de louer les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires ; d'expédier et de recevoir des marchandises ou des valeurs par voie de terre ou de mer et de recevoir des consignations aussi bien de l'intérieur que de l'étranger ; le tout sans payer d'autres droits que ceux qui sont ou pourront être perçus sur les nationaux ou sur es ressortissants de la nation la plus avorisée. Ils auront le droit, dans eurs ventes et achats, d'établir le prix des marchandises et des objets quels qu'ils soient, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur du pays, soit qu'ils les destinent à l'exportation. Ils auront la faculté de faire et administrer eux-mêmes leurs affaires ou de se faire suppléer par des personnes dûment autorisées, soit dans l'achat ou la vente de leurs biens, effets ou marchandises, soit dans leurs propres déclarations en douane, soit pour le chargement, le déchargement et l'expédition de leurs navires. En usant des droits stipulés dans le présent article, ils devront, d'ailleurs, se conformer aux lois et règlements du pays applicables aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

3. Les ressortissants des deux Etats, soit qu'ils s'établissent dans les ports, villes ou lieux quelconques des pays respectifs, soit qu'ils y résident temporairement, ne seront pas soumis à des droits, taxes, impôts, contributions ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux ou les citoyens de la nation la plus favorisée. D'autre part, les Français en Serbie, comme les Serbes en France, seront exempts de toute contribution de guerre, avances de contributions, prêts et emprunts, et de toute autre contribution extraordinaire, de quelque nature qu'elle soit, qui serait établie dans l'un des deux pays par suite de circonstances exceptionnelles, en tant que ces contributions ne seraient pas imposées sur la propriété foncière. Ils seront également exempts de toute charge ou emploi municipal et de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans la garde ou milice nationale, ainsi que de toute réquisition aux services de la milice.

4. Les Français en Serbie et les Serbes en France jouiront réciproquement d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés, et auront les mêmes droits (excepté les droits politiques) et les mêmes privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, à la condition, toutefois, de se soumettre aux lois du pays. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de

justice, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, à tous les degrés de juridiction établis par les lois; ils pourront employer, dans toutes les instances, les avocats, avoués et agents de toute classe qu'ils jugeront à propos, et jouiront enfin, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages déjà accordés ou qui seront accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

5. Il ne sera exigé des Français qui auraient à poursuivre une action en Serbie, ou des Serbes qui auraient à poursuivre une action en France, aucune caution ou dépôt auquel ne seraient pas soumis en France les citoyens de la nation la plus favorisée, ni aucun droit auquel les nationaux ne seraient pas soumis d'après les lois du pays.

6. Les Français en Serbie et les Serbes en France jouiront du bénéfice de l'assistance judiciaire, en se conformant aux lois du pays dans lequel l'assistance sera réclamée. Néanmoins l'état d'indigence devra, en outre des formalités prescrites par ces lois, être établi par la production de pièces délivrées par les autorités compétentes du pays d'origine de la partie, et légalisées par l'agent diplomatique ou consulaire de l'autre pays, qui les transmettra à son gouvernement.

7. Les Français en Serbie et les Serbes en France pourront, comme les nationaux et sans distinction de race ni de religion, acquérir, posséder et transmettre par succession, testament, donation, ou de quelque autre manière que ce soit, les biens meubles et immeubles situés dans quelque lieu que ce soit des territoires respectifs, sans qu'ils puissent être tenus à acquitter des droits de succession ou de mutation autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes.

8. La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays. Les réclamations relatives au partage des successions mobilières ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par des citoyens de l'autre pays, soit qu'à l'époque de leur décès ils y fussent établis ou y fussent simplement de passage, soit qu'ils fussent décédés ailleurs, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'Etat auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de cet Etat.

9. Tout avantage que l'une des parties contractantes aurait concédé ou pourrait encore concéder à l'avenir, d'une manière quelconque, à une autre puissance, en ce qui concerne l'établissement des citoyens et l'exercice des professions industrielles, sera applicable, de la même manière et à la même époque, à l'autre partie, sans qu'il soit nécessaire de faire une convention spéciale à cet effet.

10. Les produits du sol ou de l'industrie de la France et de ses colonies qui seront importés en Serbie et les produits du sol ou de l'industrie de la Serbie qui seront importés en France et qui seront destinés soit à la consommation intérieure, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, ne seront pas soumis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les mêmes produits de la nation la plus favorisée. Il en sera de même pour l'exportation.

11. Le droit d'entrée sur les vins d'origine française de toutes sortes est fixé en Serbie à 6 francs les 100 kilogrammes pour les vins en fûts, et à 10 francs les 100 kilogrammes pour les vins en bouteilles. Il est entendu que, tant qu'il n'existera pas en Serbie de taxe intérieure générale sur la production ou le débit des vins ou des spiritueux, il ne sera perçu à l'importation desdits articles aucune taxe de débit, de consommation ou autre en dehors des droits de douane; si l'une ou l'autre de ces taxes intérieures venait à être établie, lesdits articles ne pourraient être soumis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui seraient appliqués aux vins et spiritueux d'origine serbe.

12. Les marchandises de toute na-

ture, originaires de la France ou de ses colonies ou possessions, importées en Serbie, ne pourront être assujetties à des droits d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires d'origine serbe. De même, les marchandises de toute nature originaires de Serbie, importées en France, ne seront pas assujetties à des droits d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires d'origine française.

13. Les marchandises de provenance française importées en Serbie ne seront assujetties à aucune taxe additionnelle aux droits de douane locale ou d'autre nature, autre ou plus élevée que celles qui sont perçues aujourd'hui, savoir : 1° pour le factage, 20 centimes par 100 kilogrammes, et seulement lorsque ce service sera fait par des employés de la douane; 2° pour le pesage, 8 centimes par 100 kilogrammes; 3° pour le garage, 10 centimes par 100 kilogrammes; 4° pour le magasinage, 5 centimes par 100 kilogrammes et par jour. Cette taxe sera portée à 10 centimes par 100 kilogrammes et par jour pour les marchandises inflammables ou explosibles. Ces taxes ne pourront d'ailleurs être perçues que si les services dont elles sont la rémunération ont été rendus effectivement, et conformément aux lois et règlements des douanes. Il est, en outre, convenu que toute réduction de ces taxes additionnelles qui pourra être accordée aux produits du sol ou de l'industrie de toute autre puissance sera immédiatement étendue aux mêmes articles de provenance française.

14. Les marchandises de provenance française transportées sur les chemins de fer serbes et les marchandises de provenance serbe transportées sur les chemins de fer français jouiront des mêmes tarifs et seront traitées, à tous les points de vue, de la même manière que les marchandises de la nation la plus favorisée.

15. Le gouvernement serbe s'engage à ne pas établir, pendant la durée du traité, sur les produits du sol ou de l'industrie serbe exportés en France, des droits de sortie autres ou plus élevés que ceux qui existent actuellement en Serbie sur les vins, les viandes salées, les graisses, les peaux, les fruits secs et les noix de galle.

16. Les fabricants et marchands ainsi que les voyageurs de commerce français voyageant en Serbie pour le compte d'une maison française, et réciproquement les fabricants et marchands ainsi que les voyageurs de commerce serbes voyageant en France pour le compte d'une maison serbe, pourront faire, sans y être soumis à aucun droit, des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises.

17. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons, et qui sont importés en Serbie par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce français, et en France par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce serbes, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les deux gouvernements.

18. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur pourra être soumis à l'obligation de présenter à la douane de l'autre pays soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu de l'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite, et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement. La délivrance et le visa des certificats d'origine se feront gratuitement.

19. L'importateur de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées et de toutes autres marchandises énumérées dans le présent

traité est affranchi de l'obligation de produire à la douane de l'un ou de l'autre pays tout modèle ou dessin de l'objet importé.

20. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux Etats ou y allant seront réciproquement exemptes dans l'autre Etat de tout droit de transit. Le transit de la poudre à tirer, des armes et munitions de guerre pourra être interdit ou soumis à des autorisations spéciales. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

21. Il est entendu que chacune des deux hautes parties contractantes se réserve le droit de prononcer, à l'égard des marchandises spécifiées ou non dans le présent traité, les prohibitions ou les restrictions temporaires d'entrée, de sortie ou de transit qu'elle jugerait nécessaire d'établir pour des motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

22. Les navires français et leurs cargaisons en Serbie et les navires serbes et leurs cargaisons en France, à leur arrivée d'un port quelconque et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, à l'entrée, pendant leur séjour, et à la sortie, sauf pour le cabotage, du même traitement que les navires et les cargaisons appartenant à des nationaux ou à des ressortissants de la nation la plus favorisée. Il est entendu que cette disposition s'applique au traitement local, au placement des navires, à leur chargement ou déchargement, ainsi qu'aux taxes ou charges quelconques dans les ports, bassins, docks, rades, havres et rivières des deux pays, et généralement à toutes les formalités auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons. Toute faveur ou exemption que l'une des hautes parties contractantes accordera à un autre Etat, en ce qui concerne la navigation, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre partie. Seront considérés comme français en Serbie et comme serbes en France les navires qui appartiendront aux ressortissants de l'autre pays, navigueront sous son pavillon et seront porteurs des papiers de bord ainsi que des documents exigés par les lois de ce pays pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

23. Chacune des deux hautes parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation et à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent traité, qu'une d'elles a accordés ou pourrait accorder à une tierce puissance. Les hautes parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations, sauf dans les cas prévus par l'art. 21. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des hautes parties contractantes pour tout ce qui concerne la consommation, l'entreposage, la réexportation, le transit, le transbordement de marchandises, le commerce et la navigation en général.

24. Les dispositions des articles précédents relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas aux facilités stipulées dans le traité de commerce conclu, le 6 mai 1881, entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, en vue du trafic local des districts limitrophes de ces deux Etats.

25. Les dispositions du présent traité de commerce sont applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation des marchandises.

26. Le gouvernement de la République française consent à renoncer aux privilèges et immunités dont ses nationaux ont joui jusqu'ici en vertu des capitulations existant entre la France et l'empire ottoman. Il est toutefois convenu expressément que lesdites capitulations resteront en vigueur pour toutes les affaires judiciaires intéressant les relations des nationaux français avec les nationaux

des puissances qui n'auraient pas renoncé au bénéfice des capitulations, à moins cependant qu'il ne s'agisse d'affaires judiciaires concernant des propriétés immobilières situées en Serbie.

27. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des États contractants. Il sera exécutoire pendant dix années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la période de dix ans, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé. Les hautes parties contractantes se réservent d'ailleurs la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce traité toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience. En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets. Fait à Paris, en double original, le dix-huitième jour du mois de janvier de l'an mil huit cent quatre-vingt-trois.

Signé E. DUCLERC; *signé* J. MARINOVITCH.

ARTICLE ADDITIONNEL.

Il est entendu que la stipulation qui fait l'objet de l'art. 12 du présent traité ne déroge pas aux réserves formulées au profit de la Serbie, en ce qui concerne le tabac et les cigares, le café et le sucre raffiné, dans le protocole final (*ad* art. 10) du traité de commerce conclu entre cet Etat et l'Autriche-Hongrie le 24 avril-5 mai 1881, pourvu que ces réserves soient appliquées aux provenances similaires de tous les pays sans exception. Fait en double exemplaire, à Paris, le dix-huitième jour du mois de janvier de l'an mil huit cent quatre-vingt-trois. *Signé* E. DUCLERC; *signé* J. MARINOVITCH.

DÉCLARATION.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le Roi de Serbie, ayant reconnu l'utilité de régler la situation des consuls respectifs, s'engagent à négocier, dans le plus bref délai possible, une convention consulaire. Ils sont en outre convenus qu'en attendant la conclusion de cet acte, les consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays jouiront respectivement, sous réserve de réciprocité, du traitement de la nation la plus favorisée. En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets respectifs. Fait en double, à Paris, le 18 janvier 1883. *Signé* E. DUCLERC; *signé* J. MARINOVITCH.

DÉCLARATION.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le Roi de Serbie, désirant assurer aux productions littéraires, artistiques et industrielles des deux pays une protection efficace, sont convenus des dispositions suivantes : 1° Les deux gouvernements s'engagent à négocier, dans le plus bref délai possible, une convention en matière de propriété littéraire et artistique; 2° en attendant la conclusion d'un accord définitif, et dès qu'une loi aura été promulguée en Serbie pour régler la protection de la propriété industrielle, les ressortissants de chacune des parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre du même traitement que les nationaux pour tout ce qui concerne la garantie des marques de fabrique et de commerce, des étiquettes des marchandises et de leur enveloppe ou emballage, des dessins et modèles industriels, ainsi que des noms commerciaux. Lorsque la loi préparée en Serbie pour la protection de la propriété industrielle aura été promulguée, les industriels et les commerçants français pourront, pendant le délai accordé à la nation la plus favorisée, déposer leurs marques, dessins et modèles au bureau compétent, à l'effet de s'assurer la propriété, pourvu toutefois qu'ils

soient les véritables propriétaires des marques, dessins ou modèles déposés. En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets. Fait à Paris, le 18 janvier 1883. *Signé* E. DUCLERC; *signé* J. MARINOVITCH.

2. Le ministre des affaires étrangères est chargé, etc.

---

9 = 11 AOUT 1883.— Décret concernant le roulement des cours et tribunaux pour l'année judiciaire 1883-1884. (XII, B. DCCXCIII, n. 13,512.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Par dérogation à l'art. 1er de l'ordonnance du 11 octobre 1820, et seulement pour l'année judiciaire 1883-1884, le roulement des présidents, conseillers, vice-présidents et juges qui font partie des diverses chambres des cours et tribunaux aura lieu le 3 novembre 1883.

2. La présente disposition n'est pas applicable aux cours et tribunaux de l'Algérie.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

22=24 SEPTEMBRE 1883.— Décret qui nomme M. Félix Faure sous-secrétaire d'Etat au ministère de la marine et des colonies. (XII, B. DCCXCIII, n. 13,513.)

---

18 = 19 JUILLET 1883. — Loi qui approuve la convention conclue, le 2 novembre 1882, entre la France et le Chili, pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre contre le Pérou et la Bolivie (1). (XII, B. DCCXCIV, n. 13,517.)

Article unique. Le Président de la République française est autorisé à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention conclue, le 2 novembre 1882, entre la France et le Chili, et dont une copie authentique demeure annexée à la présente loi.

---

(1) Présentation à la Chambre des députés, par M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, le 19 avril 1883 (J. O. du 19 mai, n. 1832, n. 663). Rapport de M. Dureau de Vaulcomte, le 23 juin (J. O. du 5 août, n. 840, p. 2036). Adoption sans discussion, le 28 juin (J. O. du 29).

19 = 20 SEPTEMBRE 1883. — Décret portant promulgation de la convention conclue, le 2 novembre 1882, entre la France et le Chili, pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre contre le Pérou et la Bolivie. (XII, B. DCCXCIV, n. 13,518.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention conclue, le 2 novembre 1882, entre la France et le Chili, pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre contre le Pérou et la Bolivie, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Santiago le 13 septembre 1883, ladite convention et le protocole additionnel, dont la teneur suit, recevront leur pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Président de la République française et Son Excellence le Président de la République du Chili, désirant mettre amicalement un terme aux réclamations introduites par des citoyens français, appuyées par la légation de la République française au Chili, et motivées par les actes et opérations accomplis par les forces de la République du Chili sur les territoires et côtes du Pérou et de la Bolivie durant la présente guerre, ont résolu de conclure une convention d'arbitrage, et, à cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs : le Président de la République française, le sieur Adolphe, baron d'Avril, ministre plénipotentiaire de première classe, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc.; et Son Excellence le Président de la République du Chili, le sieur Luis Aldunate, ministre des relations extérieures de la République; lesquels plénipoten-

Présentation au Sénat le 28 juin (J. O. du 23 juillet, n. 284, p. 862). Rapport de M. le comte de Saint-Vallier, le 10 juillet (J. O. du 28 juillet, n. 328, p. 875). Adoption sans discussion le 17 juillet (J. O. du 18).

tiaires, après avoir examiné et échangé leurs pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1er. Un tribunal arbitral ou commission mixte internationale jugera, en la forme et suivant les termes qui seront établis dans la présente convention, toutes les réclamations qui, motivées par les actes et opérations accomplis par les forces chiliennes de mer et de terre sur les territoires et côtes du Pérou et de la Bolivie durant la présente guerre, ont été introduites jusqu'à présent ou seront introduites ultérieurement par des citoyens français sous le patronage de la légation de la République française au Chili, dans le délai qui sera indiqué ci-après.

2. La commission se composera de trois membres : l'un nommé par le Président de la République française, un autre par le Président de la République du Chili, et le troisième par Sa Majesté l'Empereur du Brésil, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'agent diplomatique accrédité par Sa Majesté au Chili. Dans les cas de mort, absence ou incapacité pour quelque motif que ce soit, d'un ou de plusieurs des membres de la commission, il sera pourvu à son remplacement dans les formes et conditions respectivement exprimées au paragraphe précédent.

3. La commission mixte examinera et jugera les réclamations que les citoyens français ont introduites jusque aujourd'hui ou introduiront ultérieurement par leur organe diplomatique, et motivées par les actes et opérations accomplis par les armées et escadres de la République, depuis le 14 février 1879, date de l'ouverture des hostilités, jusqu'au jour que cessent de fait les hostilités entre les trois nations en guerre.

4. La commission mixte accueillera les moyens probatoires ou d'investigation qui, d'après l'appréciation et le juste discernement de ses membres, pourront le mieux conduire à l'éclaircissement des faits controversés et spécialement à la détermination d'état et du caractère neutre du réclamant. La commission recevra également les allégations verbales ou écrites des deux gouvernements ou de leurs agents ou défenseurs respectifs.

5. Chaque gouvernement pourra constituer un agent qui veille aux intérêts de ses commettants et en prenne la défense; qui présente des pétitions, documents, interrogatoires; qui pose des conclusions ou y réponde; qui appuie ses affirmations et réfute les affirmations contraires; qui en fournisse les preuves et qui, devant la commission, par lui-même ou par l'organe d'un homme de loi, verbalement ou par écrit, conformément aux règles de procédure et aux voies que la commission elle-même arrêtera en commençant ses fonctions, expose les doctrines, principes légaux ou précédents qui conviennent à sa cause.

6. La commission mixte jugera les réclamations d'après la valeur de la preuve fournie et conformément aux principes du droit international, ainsi qu'à la pratique et à la jurisprudence établies par les tribunaux récents analogues ayant le plus d'autorité et de prestige, en prenant ses résolutions, tant interlocutoires que définitives, à la majorité des votes. Dans chaque jugement définitif, la commission exposera brièvement les faits et causalités de la réclamation, les motifs allégués à l'appui ou en contradiction et les bases sur lesquelles s'appuient ses résolutions. Les résolutions et jugements de la commission seront écrits, signés par tous ses membres et revêtus de la forme authentique par son secrétaire. Les actes originaux resteront, avec leurs dossiers respectifs, au ministère des relations extérieures du Chili, où il sera délivré des copies certifiées aux parties qui le demanderont. La commission tiendra un livre d'enregistrement dans lequel on inscrira la procédure suivie, les demandes des réclamants et les jugements et décisions rendus. La commission fonctionnera à Santiago.

7. La commission aura la faculté de se pourvoir des secrétaires, rapporteurs et autres employés qu'elle estimera nécessaires pour le bon accomplissement de ses fonctions. Il appartient à la commission de pro-

poser les personnes qui auront à remplir respectivement ces emplois et de fixer les traitements et rémunérations à leur assigner. La nomination de ces divers employés sera faite par Son Excellence le Président de la République du Chili. Les jugements de la commission mixte qui devront être exécutés au Chili auront l'appui de la force publique de la même manière que ceux qui sont rendus par les tribunaux ordinaires du pays. Les jugements qui auront à être exécutés à l'étranger sortiront leur effet conformément aux règles et usages du droit international privé.

8. Les réclamations seront présentées à la commission mixte dans les six mois qui suivront la date de sa première séance, et celles qu'on présenterait après l'expiration de ce délai ne seront pas admises. Pour les effets de la disposition contenue au paragraphe précédent, la commission mixte publiera, dans le *Journal officiel* de la République du Chili, un avis par lequel elle indiquera la date de son installation.

9. La commission aura, pour terminer sa mission, à l'égard de toutes les réclamations soumises à son examen et décision, un délai de deux années comptées depuis le jour où elle se sera déclarée installée. Passé ce délai, la commission aura la faculté de proroger ses fonctions pour une nouvelle période qui ne pourra excéder six mois, dans le cas que, pour cause de maladie ou d'incapacité temporaire de quelqu'un de ses membres ou pour tout autre motif de gravité reconnue, elle ne serait pas parvenue à terminer sa mission dans le délai fixé au premier paragraphe.

10. Chacun des gouvernements contractants pourvoira aux frais de ses propres agents ou défenseurs. Les dépenses d'organisation de la commission mixte, les honoraires de ses membres, les appointements des secrétaires, rapporteurs et autres employés et tous frais et dépenses de service commun seront payés de moitié par les deux gouvernements; mais s'il y a des sommes allouées en faveur des réclamants, il en sera déduit lesdits frais et dépenses communs en tant qu'ils n'excèdent pas le six pour cent des valeurs que le trésor du Chili ait à payer pour la totalité des réclamations admises. Les sommes que la commission mixte assignera en faveur des réclamants seront versées par le gouvernement du Chili au gouvernement français, par l'entremise de sa légation à Santiago ou de la personne à ce désignée, dans le délai d'une année à compter de la date de la résolution y afférente, sans que, durant ce délai, lesdites sommes soient passibles d'aucun intérêt en faveur des réclamants.

11. Les hautes parties contractantes s'obligent à considérer les jugements de la commission mixte organisée par la présente convention comme une solution satisfaisante, parfaite et irrévocable des difficultés qu'elle a eu en vue de régler, et il est bien entendu que toutes les réclamations des citoyens français présentées ou non présentées dans les conditions signalées aux articles précédents seront tenues pour décidées et jugées définitivement et de manière que, pour aucun motif ou prétexte, elles ne puissent être l'objet d'un nouvel examen ou d'une nouvelle discussion.

12. La présente convention sera ratifiée par les hautes parties contractantes et l'échange des ratifications s'effectuera à Santiago. En foi de quoi, les plénipotentiaires de la République française et de la République du Chili ont signé la présente convention en double exemplaire et dans les langues espagnole et française, et l'ont scellée de leurs sceaux respectifs. Fait à Santiago du Chili, le deuxième jour du mois de novembre de l'année de N. S. mil huit cent quatre-vingt-deux. *Signé* A. D'AVRIL; *signé* L. ALDUNATE.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

A Valparaiso, le troisième jour du mois de mars de l'année mil huit cent quatre-vingt-trois, M. Ernest Bourgarel, chargé d'affaires de la République française, et M. Luis Aldunate, ministre des relations extérieures du Chili, se sont réunis au ministère des relations extérieures,

M. Bourgarel, au nom de son gouvernement, a exprimé le désir de voir définir le sens précis qui doit être attribué à la disposition contenue dans le premier paragraphe de l'art. 8 de la convention d'arbitrage conclue entre les deux gouvernements, le deux novembre de l'année dernière, en ce qui pourrait concerner les réclamations provenant de faits postérieurs à l'expiration du délai établi dans ledit paragraphe. M. le ministre des relations extérieures a répondu que son gouvernement attribuait à la disposition contenue dans le paragraphe précité, en ce qui touchait le point concret auquel faisait allusion M. le chargé d'affaires, le sens et la portée qui découlent du paragraphe complémentaire ajouté au premier paragraphe de l'art. 8 des conventions analogues conclues postérieurement avec les gouvernements de l'Italie et de la Grande-Bretagne, lequel paragraphe est conçu dans les termes suivants : « Cependant, si à l'expiration du délai établi dans ce paragraphe, l'état de guerre subsistait, et qu'il se produisît de nouvelles réclamations basées sur des faits qui surviendraient, la commission mixte aura faculté pour connaître de ces réclamations, pourvu toutefois qu'elles lui soient présentées six mois avant le terme fixé par l'art. 9 pour la conclusion de ses travaux. » Cette explication ayant été entendue et acceptée par M. le chargé d'affaires de la République française, le sens qui doit être donné audit art. 8 de la convention d'arbitrage du deux novembre de l'année dernière reste établi d'un commun accord, conformément aux termes du paragraphe complémentaire cité plus haut. En foi de quoi, le chargé d'affaires de la République française et le ministre des relations extérieures du Chili signent le présent protocole en double exemplaire et dans les langues française et espagnole, et le scellent de leurs sceaux respectifs. *Signé* BOURGAREL; *signé* L. ALDUNATE.

2. Le ministre des affaires étrangères est chargé, etc.

---

7 SEPTEMBRE = 8 OCTOBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges. (XII, B. DCCXCIV, n. 13,519.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, deuxième section (*Beaux-Arts*), chap. 6 (*Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 2,736 fr. 25 c., applicable aux dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

25 JUILLET = 4 AOUT 1883. — Loi qui approuve la convention conclue, le 27 septembre 1882, entre la France et la Suisse, en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents (1). (XII, B. DCCXCV, n. 13,522.)

Article unique. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention intervenue entre la France et la Suisse, en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents.

---

(1) Présentation à la Chambre des députés, par MM. Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, et Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, le 7 juin 1883 (J. O. du 17 juillet, n. 1960, p. 1002). Rapport de M. Pradon, le 26 juin (J. O. du 1er novembre, n. 2052, p. 1234). Adoption sans discussion, le 30 juin (J. O. du 1er juillet).

Présentation au Sénat, le 7 juillet (J. O. du 26 juillet, n. 314, p. 871). Rapport de M. Th. Roussel, le 17 juillet (J. O. du 8 août, n. 354, p. 886). Adoption sans discussion, le 21 juillet (J. O. du 22).

Une copie de ce traité sera annexée à la présente loi.

---

3 = 4 AOUT 1883. — Décret portant promulgation de la convention conclue, le 27 septembre 1882, entre la France et la Suisse, en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents. (XII, B. DCCXCV, n. 13,523.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant adopté la convention conclue, le 27 septembre 1882, entre la France et la Suisse, en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris le 25 juillet 1883, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le Président de la République française et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, ayant reconnu l'opportunité de conclure une convention destinée à établir le principe de l'assistance gratuite des malades et indigents respectifs, ont nommé à cet effet pour plénipotentiaires, savoir : le Président de la République française, M. Eugène Duclerc, sénateur, président du conseil, ministre des affaires étrangères; et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, M. Jean-Conrad Kern, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Paris; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1er. Chacun des deux gouvernements contractants s'engage à pourvoir à ce que, sur son territoire, les enfants abandonnés et les aliénés indigents de l'autre Etat soient assistés et traités à l'égal de ses propres ressortissants, jusqu'à ce que leur rapatriement puisse s'effectuer sans danger.

2. Le remboursement des frais résultant de ces secours et de ces soins, ainsi que des rapatriements jusqu'à la frontière ou de l'inhumation des personnes secourues, ne pourra être réclamé des caisses de l'Etat ou des communes ou des autres caisses publiques de l'Etat auxquelles ces personnes appartiennent.

3. Si la personne secourue ou d'autres personnes tenues vis-à-vis d'elle à la dette alimentaire sont en état de supporter les frais en question, le droit de leur en réclamer le remboursement est dûment réservé, et chacun des deux gouvernements contractants s'engage, sur une demande faite par la voie diplomatique, à prêter à l'autre gouvernement l'appui compatible avec la législation du pays en vue du remboursement dont il s'agit.

4. La présente convention demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à partir de la dénonciation qui en serait faite par l'un des gouvernements contractants.

5. La présente convention sera ratifiée, les ratifications en seront échangées à Paris, et la convention entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications. En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets. Fait à Paris, le 27 septembre 1882. *Signé* E. DUCLERC; *signé* KERN.

2. Le ministre des affaires étrangères est chargé, etc.

---

11 = 21 AOUT 1883. — Décret qui modifie l'ordonnance du 15 novembre 1846 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer. (XII, B. DCCXCV, n. 13,524.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre des travaux publics; vu l'art. 9 de la loi du 11 juin 1842, relative à l'établissement des grandes lignes de chemins de fer; vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer; vu l'ordonnance du 15 novembre 1846, portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, et, notamment, l'art. 63, qui contient certaines prohibitions spéciales concernant les voyageurs; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. L'art. 63 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, chap. 7 (*Des mesures concernant les voyageurs et*

les personnes étrangères au service du chemin de fer) est complété de la manière suivante :

Art. 63. Il est défendu : 1°.....; 2°.....; 3°.....; 4° de se servir, sans motif plausible, du signal d'alarme mis à la disposition des voyageurs pour faire appel aux agents de la compagnie.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

31 AOUT = 9 OCTOBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour le déplacement du quartier de Bonne à Grenoble. (XII, B. DCCXCV, n. 13,525.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883 (chapitre 20 *ter*), un crédit de la somme de 150,000 francs, représentant le montant du versement effectué par la ville de Grenoble pour le déplacement du quartier de Bonne.

2. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

31 AOUT = 9 OCTOBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la construction d'une caserne d'infanterie à Nantes. (XII, B. DCCXCV, n. 13,526.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883 (chapitre 20 *quater*), un crédit de la somme de 42,560 fr. 65 c., applicable aux travaux militaires ci-après :

EXERCICE 1883 (*Budget ordinaire*). Chap. 20 *quater*. Nantes. — Construction d'une caserne d'infanterie, 42,560 fr. 65 c.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources versées au trésor par la ville ci-dessus désignée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

31 AOUT = 9 OCTOBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par le département du Loiret et la ville de Longwy pour l'exécution de divers travaux militaires. (XII, B. DCCXCV, n. 13,527.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 (chap. 2), un crédit de la somme de 21,000 francs, applicable aux travaux militaires ci-après :

EXERCICE 1883 (*Budget sur ressources extraordinaires*). Chap. 2. — Département du Loiret (pour Orléans). — Construction d'une caserne et d'une école d'artillerie, 20,000 francs. Longwy. — Location du champ de tir de Rehoz, 1,000 fr.; total, 21,000 fr.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources versées au trésor par le département et la ville ci-dessus désignés.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

1er = 4 AOUT 1883. — Loi relative à l'acquisition d'hôtels des postes et des télégraphes à Calais, Sedan, Amiens, Menton et Hyères. (XII, B. DCCXCVI, n. 13,531.)

Art. 1er. Le ministre des postes et des télégraphes est autorisé à acquérir des villes de Calais, Sedan, Amiens, Menton et Hyères les terrains et hôtels nécessaires au service, au moyen d'annuités représentatives du loyer et de l'amortissement, conformément aux conventions annexées à la présente loi.

2. Ces annuités seront imputées sur les crédits ordinaires du ministère des postes et des télégraphes, chap. 7 (*Loyer des bureaux*).

---

4 = 5 AOUT 1883. — Loi qui ouvre des crédits supplémentaires au budget du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, exercice 1883, et annule un crédit sur le budget de l'exercice 1882. (XII, B. DCCXCVI, n. 13,532.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit

supplémentaire de 34,820 fr. 97 c., qui sera inscrit au chap. 4 (*Services généraux de l'instruction publique*).

2. Sur les crédits ouverts au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882, une somme de 200,000 francs est et demeure définitivement annulée à la première section (*Service de l'instruction publique*), chap. 14 (*Etablissements astronomiques et météorologiques*).

3. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le budget ordinaire de 1883, un crédit supplémentaire de 220,000 francs, qui sera inscrit à la première section (*Service de l'instruction publique*), chap. 14 (*Etablissements astronomiques et météorologiques*).

4. Il sera pourvu aux crédits supplémentaires ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

4 = 5 AOUT 1883.— Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts des crédits extraordinaires sur l'exercice 1883. (XII, B. DCCXCVI, n. 13,533.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, des crédits extraordinaires montant à la somme de 27,000 francs, répartie ainsi qu'il suit :

2e SECTION (*Service des beaux-arts*). Chap. 56. Expositions de Munich et de Vienne, 14,000 francs ; chap. 57. Ecole du Louvre, 13,000 francs. Total égal, 27,000 francs.

Il sera pourvu aux crédits extraordinaires ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

2. Sur le crédit extraordinaire de 100,000 francs ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts sur l'exercice 1882, par la loi du 16 mars 1882, une somme de 27,000 francs est et demeure définitivement annulée à la deuxième section (*Service des beaux-arts*), chap. 42 (*Participation de la France à l'exposition de Vienne en* 1882).

---

6 = 8 AOUT 1883. — Loi qui fixe le prix de vente de la poudre au bois pyroxylé. (XII, B. DCCXCVI, n. 13,534.)

Art. 1er. Le prix de vente, par l'administration des contributions indirectes, de la poudre au bois pyroxylé qui sera mise à la disposition des consommateurs est fixé à 28 fr. le kilogramme.

2. Le prix de vente de l'échantillon de poudre au bois pyroxylé de provenance anglaise, mis à la disposition des consommateurs à titre provisoire et exceptionnel, est fixé à 35 francs le kilogramme.

---

6 = 8 AOUT 1883. — Loi qui autorise la location à la ville de Dieppe des terrains de la plage. (XII, B. DCCXCVI, n. 13,535.)

Article unique. Est approuvée la convention du 18 juillet 1883, portant bail par l'Etat à la ville de Dieppe des terrains qui y sont désignés pour une durée de trente années, à partir du 1er octobre 1884, moyennant un prix annuel de 12,000 francs et aux conditions acceptées par délibération du conseil municipal de la ville de Dieppe, en date du 15 juillet 1883.

---

5 SEPTEMBRE = 11 OCTOBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour dépenses publiques. (XII, B. DCCXCVI, n. 13,536.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de 240 fr. 35 c. à rattacher au chap. 34 (*Instruction primaire*) du budget de l'exercice 1883.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

7 SEPTEMBRE = 11 OCTOBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours

versés au trésor pour les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché. (XII, B. DCCXCVI, n. 13,537.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, deuxième section, chap. 6 (*Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 7,500 francs, applicable aux dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national *Adrien Dubouché.*

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

S = 12 AOUT 1883.— Loi concernant les pensions de retraite du personnel non officier de la marine (1). (XII, B. DCCXCVII, n. 13,542.)

Art. 1er. Les pensions de retraite du personnel non officier de la marine sont fixées conformément au tarif annexé à la présente loi.

2. Les pensions fixées par la présente loi seront liquidées sur le grade dont les ayants droit sont titulaires depuis deux ans au moins, sauf le cas de retraite d'office. Elles se cumulent avec les traitements des emplois civils dont les titulaires pourraient être pourvus.

3. Le bénéfice de l'art. 11 de la loi du 18 avril 1831 est conservé aux officiers-mariniers, marins ou assimilés, mais sous la condition que les douze années d'activité aient été accomplies dans les grades qui figurent à la première section du tarif annexé à la présente loi.

4. Le personnel compris dans le tarif ci annexé restera, pendant cinq années après sa mise à la retraite, à la disposition du ministre de la marine pour le service de la flotte et des arsenaux.

5. Les dispositions de la présente loi sont applicables à toutes les pensions non encore liquidées au moment de sa promulgation. Néanmoins, le bénéfice de la législation antérieure reste acquis aux officiers-mariniers ou autres actuellement admis à faire valoir leurs droits à la retraite et qui ne réuniraient pas une des deux conditions exigées par la présente loi.

---

(1) Présentation à la Chambre des députés, par MM. le vice-amiral Jauréguiberry, ministre de la marine, et Léon Say, ministre des finances, le 23 février 1882 (J. O. du 5 mars, n. 451, p. 409). Rapport de M. Lavieille, le 1er juillet (J. O. du 3 août, n. 1072, p. 2093). Discussion et adoption le 16 juin 1883 (J. O. du 17).

Présentation au Sénat le 19 juin 1883 (J. O. du 10 juillet, n. 241, p. 839). Rapport de M. Barbey, le 24 juillet (J. O. du 27 octobre, n. 407, p. 968). Discussion et adoption, le 31 juillet (J. O. du 1er août).

Annexe à la loi concernant les pensions de ret

GRADES.	PENSIONS DE RETRAITE pour ancienneté de service. (Art. 9 de la loi du 18 avril 1831.) Minimum à 25 ou 30 ans de service effectif suivant le corps.	Accroissement pour chaque année de service effectif au delà de 25 ou 30 ans suivant le corps et pour chaque année résultant de la supputation des campagnes.	Maximum à 45 ou 50 ans de service, suivant le corps, campagnes comprises.	PENSIONS DE RET (Art. Amputation de deux membres ou perte totale de la vue. — PENSION FIXE, quelle que soit la durée des services, 30 p. 0/0 en sus du maximum.	Ampu m perte de l'u— d de mem PEN que la des
TARIF. 1re SECTION.					
Premier maître mécanicien . . Pilote breveté de 1re classe . . Fourrier chef de 1re classe . . . Chef pompier. . . . . Surveillant chef des établissements pénitentiaires. . . . . Surveillant principal des prisons maritimes.	1.310 fr.	30 fr.	1.910 fr.	2.483 fr.	1
Surveillant de 1re classe des établissements pénitentiaires . . Adjudant sous-officier des chiourmes (*a*).	1.200	20	1.600	2.080	1
Premier maître de toutes professions. . . . . Pilote breveté de 2e classe. . . Fourrier chef de 2e classe . . . Sous-chef de musique des divisions. . . . . Chef armurier . . . . . Sous-professeur à l'école des mousses. . . . . Capitaines d'armes de 1re et de 2e classe (*a*).	1.145	15	1.445	1.8 9	1.4
Maîtres de toutes professions. Chef de musique de bord . . . Pilote ou capitaine de rivière (Sénégal) de 1re et de 2e cl. . Surveillant de 2e classe des établissements pénitentiaires . . Surveillant chef des prisons maritimes. . . . . Garde-consigne major. . . . . Pilote côtier (*a*).	1.130	13	1.390	1.807	1.2
Sergent-major des équipages de la flotte (*a*). . . . . Premier commis aux vivres (*a*). Magasinier de 1re et 2e cl. (*a*). Infirmier chef (*a*). . . . . Sous-adjudant des chiourmes (*a*)	1.130	13	1.390	1.807	1.2

(*a*) Emplois supprimés, mais qui ont dû être maintenus en vue des pensions à accorder aux officiers

sonnel non officier de la marine.

SURES OU INFIRMITÉS GRAVES ET INCURABLES. de la loi du 18 avril 1831.)				MINIMUM ET MAXIMUM augmentés du cinquième en sus. (Art. 11 de la loi du 18 avril 1831.)			PENSIONS aux veuves. Secours annuels aux orphelins. — Moitié du maximum de la pension d'ancienneté affectée au grade du mari ou du père. (Art. 8 de la loi du 5 août 1879.)
ou infirmités graves sionnent la perte abde l'usage d'un memou qui y sont équiva-		Blessures ou infirmités moins graves qui mettent dans l'impossibilité de rester au service avant d'avoir accompli les 25 ou 30 ans exigés pour le droit à la pension d'ancienneté.				Maximum dans le cas d'amputation de deux membres ou de perte totale de la vue.	
PENSION VARIABLE.		PENSION VARIABLE.					
um augmenté de l'acment prévu pour chanée de service ou de gne jusqu'au maxi-		Minimum augmenté de l'accroissement prévu pour chaque année de service au delà de 25 ou 30 ans jusqu'au maximum. (Les services effectifs cumulés avec les campagnes formant un total de 25 ou 30 ans.)					
mum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.		
10 fr.	1.910 fr.	1.310 fr.	1.910 fr.	1.572 fr.	2.292 fr.	2.980 fr.	767 fr.
00	1.600	1.200	1.600	1.440	1.920	2.496	767
45	1.145	1.145	1.445	1.374	1.734	2.255	723
30	1.390	1.390	1.390	1.356	1.668	2.168	695
30	1.390	1.130	1.390	1.658	1.668	2.168	695

et assimilés qui peuvent encore être titulaires de ces emplois, ainsi qu'aux veuves.

GRADES.	PENSIONS DE RETRAITE pour ancienneté de service. (Art. 9 de la loi du 18 avril 1831.) Minimum à 25 ou 30 ans de service effectif suivant le corps.	Accroissement pour chaque année de service effectif au delà de 25 ou 30 ans suivant le corps et pour chaque année résultant de la supputation des campagnes.	Maximum à 45 ou 50 ans de service, suivant le corps, campagnes comprises.	PENSIONS DE RETRA (Art. 4 Amputation de deux membres ou perte totale de la vue. — PENSION FIXE, quelle que soit la durée des services, 30 p. 0/0 en sus du maximum.	Ampu d m o perte de l' de deux memb — PENSION quell soit la dur des serv
Seconds maîtres de toutes professions					
Pilote breveté de 3e classe . . .					
Second chef de musique de bord.					
Maîtres tambour, clairon, tailleur					
Pilote ou capitaine de rivière (Sénégal) de 3e et de 4e cl . .					
Sergent pompier.					
Surveillant de 3e classe des établissements pénitentiaires . .	850 fr.	13 fr.	1.110 fr.	1.443 fr.	1.110 fr.
Surveillant des prisons maritmes					
Garde-consigne.					
Contremaître mécanicien (*a*). .					
Sergent d'armes (*a*)					
Sergent fourrier (*a*)					
Forgeron et chaudronnier embarquant (*a*)					
Deuxième commis aux vivres (*a*)					
Magasinier de 3e et de 4e cl. (*a*).					
Infirmier-major de 1re cl. (*a*). .					
Quartiers-maîtres de toutes professions.					
Elève mécanicien					
Elève pilote et gourmet (Sénégal) de 1re et de 2e classe. . .					
Agent de service embarquant.					
Caporal pompier.	700	10	900	1.170	900
Garde-consigne ambulant . . .					
Caporal d'armes (*a*)					
Caporal fourrier (*a*).					
Distributeur, tonnelier, boulanger et coq embarquant (*a*).					
Infirmier-major de 2e cl. (*a*) . .					
Ouvrier mécanicien et armurier embarquant.					
Fourrier ordinaire.					
Matelots de toutes professions.					
Musicien des équipages de la flotte.	600	7 fr. 50	750	975	750
Apprenti marin, novice et mousse					
Laptot de pont.					
Pompier ordinaire.					
Ouvrier chauffeur (*a*).					
Infirmier ordinaire (*a*)					

(*a*) Emplois supprimés, etc. (Voir page précédente.)

DE BLESSURES OU INFIRMITÉS GRAVES ET INCURABLES. et 17 de la loi du 18 avril 1831.)				MINIMUM ET MAXIMUM augmentés du cinquième en sus. (Art. 11 de la loi du 18 avril 1831.)			PENSIONS aux veuves. Secours annuels aux orphelins. — Moitié du maximum de la pension d'ancienneté affectée au grade du mari ou du père. (Art. 8 de la loi du 5 août 1879.)
ou infirmités graves occasionnent la perte abde l'usage d'un meme, ou qui y sont équivantes.		Blessures ou infirmités moins graves qui mettent dans l'impossibilité de rester au service avant d'avoir accompli les 25 ou 30 ans exigés pour le droit à la pension d'ancienneté.				Maximum dans le cas d'amputation de deux membres ou de perte totale de la vue.	
PENSION VARIABLE.		PENSION VARIABLE.					
Minimum augmenté de l'accroissement prévu pour chae année de service ou de pagne jusqu'au maxi-		Minimum augmenté de l'accroissement prévu pour chaque année de service au delà de 25 ou 30 ans jusqu'au maximum. (Les services effectifs cumulés avec les campagnes formant un total de 25 ou 30 ans.)					
nimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.		
850 fr.	1.110 fr.	850 fr.	1.110 fr.	1.020 fr.	1.332 fr.	1.732 fr.	555 fr.
700	900	700	900	840	1.080	1.404	450
600	750	600	750	»	»	»	375

GRADES.	PENSIONS DE RETRAITE pour ancienneté de service. (Art. 9 de la loi du 18 avril 1831.) Minimum à 25 ou 30 ans de service effectif suivant le corps.	Accroissement pour chaque année de service effectif au delà de 25 ou 30 ans suivant le corps et pour chaque année résultant de la supputation des campagnes	Maximum à 45 ou 50 ans de service, suivant le corps, campagnes comprises.	PENSIONS DE RETRAITE PO (Art. 12, 13, Amputation de deux membres ou perte totale de la vue — PENSION FIXE, quelle que soit la durée des services, 30 p. 0/0 en sus du maximum.	Amputation d'un membre ou perte absolue de l'usage de deux membres. — PENSION FIXE, quelle que soit la durée des services.	Minim
Commis de marine (ancienne formation) Maître et conducteur entretenu de 1re, de 2e et de 3e classe. Adjudant principal des mouvements du port de 2e et de 3e classe.	1.350 fr.	30 fr.	1.950 fr.	2.535 fr.	950 fr.	1.350 fr.
2e SECTION						
Commis des divers services de 1re classe Magasinier du corps des comptables de 1re classe Jardinier botaniste de 1re et de 2e classe. Gardien chef de 1re classe (a).	1.350	30	1.950	2.535	1.950	1.350
Commis des divers services de 2e et de 3e classe. Magasinier du corps des comptables de 2e et de 3e classe. Professeur adjoint des écoles élémentaires d'apprentis. Agent de surveillance générale de 1re classe Jardinier botaniste de 3e cl. Gardien chef de 2e classe (a).	1.310	30	1.910	2.483	1.910	1.310
Chef contremaître Inspecteur des pêches. Gardien-major (a).	1.130	13	1.390	1.807	1.390	1.130
Ecrivains des divers services à 600 francs et au-dessus. Distributeur et préposé de dépôt. Directrice et sous-directrice de l'école des filles de la salle d'asile d'Indret	850	13	1.110	1.443	1.110	850
Contremaître. Agent de surveillance générale de 2e classe. Chef guetteur Syndic de 1re et de 2e classe. Gardien-concierge. Portier-consigne (a).	850	13	1.110	1.443	1.110	850

(a) Emplois supprimés, etc. (Voir page 244).

SE DE BLESSURES OU INFIRMITÉS GRAVES ET INCURABLES. (Art. 15, 16 et 17 de la loi du 18 avril 1831.)				MINIMUM ET MAXIMUM augmentés du cinquième en sus. (Art. 11 de la loi du 18 avril 1831.)			PENSIONS aux veuves. Secours annuels aux orphelins. — Moitié du maximum de la pension d'ancienneté affectée au grade du mari ou du père. (Art. 8 de la loi du 5 août 1879.)
Blessures ou infirmités graves qui occasionnent la perte absolue de l'usage d'un membre, ou qui y sont équivalentes. — PENSION VARIABLE. Minimum augmenté de l'accroissement prévu pour chaque année de service ou de campagne jusqu'au maximum.		Blessures ou infirmités moins graves qui mettent dans l'impossibilité de rester au service avant d'avoir accompli les 25 ou 30 ans exigés pour le droit à la pension d'ancienneté. — PENSION VARIABLE. Minimum augmenté de l'accroissement prévu pour chaque année de service au delà de 25 ou 30 ans jusqu'au maximum. (Les services effectifs cumulés avec les campagnes formant un total de 25 ou 30 ans.)				Maximum dans le cas d'amputation de deux membres ou de perte totale de la vue.	
Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.		
1.350 fr.	950 fr.	1.350 fr.	950 fr.	1.620 fr.	2.340 fr.	3.042 fr.	767 fr.
1.350	1.950	1.350	1.950	»	»	»	767
1.310	1.910	1.310	1.910	»	»	»	767
1.130	1.390	1.130	1.390	»	»	»	695
850	1.110	850	1.110	»	»	»	555
850	1.110	850	1.110	»	»	»	555

GRADES.	PENSIONS DE RETRAITE pour ancienneté de service. (Art. 9 de la loi du 18 avril 1831.)			PENSIONS DE RETRAITE POUR (Art. 12, 13, 14,	
	Minimum à 25 ou 30 ans de service effectif suivant le corps.	Accroissement pour chaque année de service effectif au delà de 25 ou 30 ans suivant le corps et pour chaque année résultant de la supputation des campagnes	Maximum à 45 ou 50 ans de service, suivant le corps, campagnes comprises.	Amputation de deux membres ou perte totale de la vue. — PENSION FIXE, quelle que soit la durée des services 30 p. 0[0 en sus du maximum.	Amputation d'un membre ou perte absolue de l'usage de deux membres. — PENSION FIXE, quelle que soit la durée des services.
Chef de section et chef d'escouade de gardiens de vaisseau (*a*).	850 fr.	13 fr.	1.110 fr.	1.443 fr.	1.110 fr.
Aide-contremaître et chef-ouvrier.					
Patron de canot ou d'embarcation					
Guetteur de 1re classe.					
Syndic de 3e classe.					
Garde maritime de 1re classe.	700	10	900	1.170	900
Gardien-portier					
Ecrivains au-dessous de 600 francs (*a*)					
Gardien ambulant (*a*).					
Sous-chef d'escouade et gabier de port (*a*)					
Ouvrier et chef journalier . . .					
Gardiens des divers services .					
Agents inférieurs des hôpitaux					
Guetteur de 2e classe.	600	7 fr. 50	750	975	750
Garde maritime de 2e classe. .					
Gardien de vaisseau (*a*).					
Brigadier d'embarcation, canotier (*a*).					
Chaloupier et gabarier (*a*) . . .					
Journalier et apprenti.	580	7 fr. 50	730	949	730

(*a*) Emplois supprimés, etc. (Voir page 244).

CAUSE DE BLESSURES OU INFIRMITÉS GRAVES ET INCURABLES. (Art. 15, 16 et 17 de la loi du 18 avril 1831.)				MINIMUM ET MAXIMUM augmentés du cinquième en sus. (Art. 14 de la loi du 18 avril 1831.)			PENSIONS aux veuves. Secours annuels aux orphelins. — Moitié du maximum de la pension d'ancienneté affectée au grade du mari ou du père (Art. 8 de la loi du 5 août 1879.)
Blessures ou infirmités graves qui occasionnent la perte absolue de l'usage d'un membre, ou qui y sont équivalentes.		Blessures ou infirmités moins graves qui mettent dans l'impossibilité de rester au service avant d'avoir accompli les 25 ou 30 ans exigés pour le droit à la pension d'ancienneté.				Maximum dans le cas d'amputation de deux membres ou de perte totale de la vue.	
PENSION VARIABLE. Minimum augmenté de l'accroissement prévu pour chaque année de service ou de campagne jusqu'au maximum.		PENSION VARIABLE. Minimum augmenté de l'accroissement prévu pour chaque année de service au delà de 25 ou 30 ans jusqu'au maximum. (Les services effectifs cumulés avec les campagnes formant un total de 25 ou 30 ans.)		Minimum.	Maximum.		
Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.				
850 fr.	1.110 fr.	850 fr.	1 110 fr.	»	»	»	555 fr.
700	960	700	900	»	»	»	450
600	750	600	750	»	»	»	375
580	730	580	730	»	»	»	365

7 SEPTEMBRE = 11 OCTOBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix. (XII, B. DCCXCVII, n. 13,543.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, deuxième section, chap. 6 (*Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 10,000 francs, applicable à l'école nationale des arts industriels de Roubaix.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

23 = 24 AOUT 1883. — Loi qui déclare d'utilité publique le chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou. (XII, B. DCCXCVIII, n. 13,549.)

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, à titre d'intérêt général, du chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou, par ou près Bordj-Menaïel.

2. Est approuvée la convention provisoire passée, le 23 décembre 1882, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'Etat, et la compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien, pour la concession définitive de la ligne désignée à l'art. 1er et déjà concédée à titre éventuel à ladite compagnie par la convention du 30 juin 1880, approuvée par la loi du 2 août 1880.

3. Les émissions d'obligations ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'autorisations données par le ministre des travaux publics, après avis du ministre des finances. Il est interdit aux membres du Parlement de faire partie du conseil d'administration de la société concessionnaire.

4. Le compte rendu détaillé des résultats de l'exploitation de la ligne désignée à l'art. 1er sera remis tous les trois mois au ministre des travaux publics, pour être inséré au *Journal officiel* de la République française.

5. L'enregistrement de la convention annexée à la présente loi ne donnera lieu à la perception que d'un droit fixe de 3 francs.

---

17 SEPTEMBRE = 13 OCTOBRE 1883. — Décrets portant réception des bulles d'institution canonique de M. Guilbert pour l'archevêché de Bordeaux, et de M. Blanger pour l'évêché de Limoges. (XII, B. DCCXCVIII, n. 13,550, 13,551.)

---

28 = 29 AVRIL 1883. — Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,562.)

---

11 = 12 MAI 1883. — Loi qui autorise la ville de Charleville à contracter un emprunt. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,563.)

---

15 = 16 MAI 1883. — Loi qui autorise la ville de Tourcoing à contracter un emprunt. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,564.)

---

18 = 20 MAI 1883. — Loi qui autorise le département des Vosges à contracter un emprunt. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,565.)

---

24 = 25 MAI 1883. — Lois qui autorisent les villes de Chartres et de Menton à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,566, 13,567.)

---

29 = 30 MAI 1883. — Loi qui autorise la ville de Foix à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,568.)

---

5 JUIN 1883. — Lois qui autorisent les villes de Châtellerault et de la Rochelle à contracter des emprunts. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,569.)

---

7 = 8 JUIN 1883. — Loi qui autorise la ville de Cahors à contracter un emprunt. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,571.)

---

17 = 19 JUIN 1883. — Loi qui autorise la ville de Bourges à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,572.)

---

18 = 19 JUIN 1883. — Lois qui autorisent les villes de Bourges et de Clermont-Ferrand à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,573, 13,574.)

---

6 = 7 JUILLET 1883. — Lois qui autorisent les départements des Alpes-Maritimes et de la Marne et la ville d'Aix à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,575 à 13,577.)

---

6 = 7 JUILLET 1883. — Loi qui autorise la ville de Montpellier (Hérault) à élever le taux d'intérêt d'un emprunt. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,578.)

---

9 = 10 JUILLET 1883. — Loi qui autorise le département de l'Aisne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,579.)

---

11 = 13 JUILLET 1883. — Loi qui autorise la ville de Cherbourg à contracter un emprunt. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,580.)

---

12 = 13 JUILLET 1883. — Lois qui autorisent les départements du Calvados, de la Creuse, de la Seine-Inférieure et de l'Yonne et les villes de Cherbourg et de Lille à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,581 à 13,586.)

---

23 = 24 JUILLET 1883. — Lois qui autorisent les départements du Cantal, de la Loire, du Lot-et-Garonne et des Basses-Pyrénées à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,587 à 13,590.)

---

23 = 24 JUILLET 1883. — Loi qui autorise la ville d'Avignon à changer l'affectation d'une portion d'emprunt. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,591.)

---

23 = 24 JUILLET 1883. — Loi qui autorise la ville de Marseille à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,592.)

---

22 JUILLET = 18 OCTOBRE 1883. — Décret portant organisation du régime des mines à la Nouvelle-Calédonie. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,593.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

TITRE Ier. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1er. Sont considérés comme mines, au point de vue de l'application du présent décret, les gîtes naturels des substances minérales ou fossiles susceptibles d'une utilisation spéciale, à l'exception des matériaux de construction et des amendements ou engrais pour la culture des terres, qui restent à la libre disposition du propriétaire du sol. La recherche et l'exploitation de l'or dans les alluvions de surface sont soumises aux règles spéciales édictées au titre 4.

2. La propriété d'une mine ne peut être acquise qu'en vertu d'une concession instituée dans les formes prévues au titre 3.

3. L'acte de concession donne la propriété de la mine, c'est-à-dire le droit d'exploiter, conformément aux lois et règlements, dans leurs gisements naturels et dans la projection verticale du terrain concédé, toutes les substances concessibles qui font l'objet de la concession, ainsi que le droit de disposer librement du produit de cette exploitation. Les gîtes de substances concessibles sont classés en trois catégories : 1° combustibles, pétroles et bitumes; 2° sel gemme, sels associés et sources salées; 3° toutes autres substances concessibles. La concession d'un gîte d'une substance entraîne la concession de toutes les autres substances concessibles de même catégorie; mais il peut être institué, même en faveur de personnes différentes et dans les mêmes terrains, des concessions distinctes entre elles, de chacune des catégories de substances. Le concessionnaire a le droit de disposer, pour le service de sa mine et des industries qui s'y rattachent, des substances non concessibles dont l'abatage est inséparable des travaux que comporte l'exploitation de la mine.

4. La propriété de la mine, distincte de la propriété de la surface, constitue une propriété perpétuelle, immobilière, disponible et transmissible comme tous autres biens immeubles, sous les réserves suivantes : 1° une concession ne peut être vendue par lots ou partagée, sans une autorisation donnée dans les mêmes formes que l'institution; 2° elle ne peut être transmise sans que l'administration en ait été informée et ait

donné acte de la déclaration ; 3° elle peut être retirée dans des circonstances et suivant des formes qui sont énumérées à l'art. 30.

5. Sont immeubles, outre la mine, les bâtiments, machines, puits, galeries et autres travaux établis à demeure, conformément à l'art. 524 du Code civil. Sont aussi immeubles par destination, les chevaux, agrès, outils et ustensiles servant à l'exploitation. Ne sont considérés comme chevaux attachés à l'exploitation que ceux qui sont exclusivement employés aux travaux intérieurs de la mine.

6. Les actions ou intérêts dans une société ou entreprise pour l'exploitation des mines sont réputés meubles, conformément à l'art. 529 du Code civil.

7. Sont meubles les matières extraites, les approvisionnements et autres objets mobiliers.

8. La recherche et l'exploitation des mines ne sont pas considérées comme un commerce et ne sont pas sujettes à patente.

TITRE II. DE LA RECHERCHE DES MINES.

9. Nul ne peut faire des recherches pour découvrir des mines sur un terrain aliéné par le domaine, et qui ne lui appartient pas, que du consentement du propriétaire, ou en vertu d'un permis de recherche délivré par l'administration.

10. Le propriétaire qui veut entreprendre des recherches de mines dans son terrain, ou son ayant droit, est tenu d'en faire la déclaration au directeur de l'intérieur, qui doit en donner acte immédiatement. Les fouilles peuvent être commencées sans autre formalité.

11. Le permis de recherche sur terrains aliénés par le domaine est délivré par le gouverneur, en conseil privé, sur l'avis du comité consultatif des mines, après que le propriétaire du sol aura été entendu. Le permis indiquera les limites des terrains pour lesquels il est valable. Tout individu ou toute société qui sollicite une concession de mines doit creuser sur les points qui serviront à limiter la concession des puits de 1 m. de profondeur au moins sur 1 m. de diamètre. Ces puits seront remplis de pierres, et des poteaux de 1 m. 50 c. de hauteur seront placés au centre ; sur chacun de ces poteaux sera placée une affiche datée, mentionnant les noms des demandeurs, leur intention de demander la concession du territoire limité, la surface demandée et le nom de la mine. Le placement des poteaux ne crée aucun droit sur la mine avant la délivrance de l'acte de concession. Le permissionnaire ne pourra commencer ses travaux qu'après avoir payé au propriétaire du sol l'indemnité qui lui est due pour l'occupation de la surface, conformément à l'art. 34.

12. Les recherches peuvent avoir lieu librement sur les terres du domaine. Mais des travaux ne pourront être entrepris ou poursuivis que sur une déclaration faisant connaître les nom, prénom, qualité et domicile de l'explorateur, ainsi que l'indication aussi exacte que possible de la nature du gisement et du lieu où les recherches doivent être entreprises. Il sera immédiatement donné acte de cette déclaration, qui sera enregistrée, à la date de son dépôt, sur un registre spécial tenu par l'administration des mines, et dont le public pourra prendre connaissance.

13. Tout explorateur qui a commencé des travaux de recherche, en se conformant à l'un des articles précédents, peut faire opposition à l'ouverture ultérieure de travaux de recherche, par un autre explorateur, dans des terrains voisins sur le même gisement. Il est statué sur cette opposition par le gouverneur, en conseil privé, le comité consultatif des mines entendu. Des périmètres de recherche distincts devront être attribués à chaque explorateur, si l'étendue du terrain le permet. Toutefois, l'explorateur qui aurait signalé le premier à l'administration le gisement naturel d'une substance concessible, à plus de cinq kilomètres, à vol d'oiseau, d'un gisement concédé ou régulièrement exploré, aura droit, par préférence et à l'exclusion de tous autres, à l'attribution d'un périmètre de recherche de vingt hectares au moins et de deux cents au plus. La

déclaration de découverte pourra se confondre avec les déclarations dont il est question aux art. 10, 11 et 12. Elle pourra se faire par un télégramme renfermant les mêmes indications. Mention spéciale en sera faite sur le registre des déclarations, et il en sera donné un accusé de réception. La déclaration par voie télégraphique devra toujours être confirmée par une déclaration écrite.

14. Toute attribution d'un périmètre de recherche avec droit exclusif d'y faire des travaux n'aura d'effet que pour un an à partir de la décision du gouverneur, qui pourra d'ailleurs la renouveler. Elle est annulée de plein droit pour les terrains qui viendraient à être incorporés dans une concession. Elle est subordonnée au paiement d'une redevance annuelle de un franc par hectare, dont le montant devra être préalablement consigné à la direction de l'intérieur.

15. Des recherches pourront être faites en se conformant aux prescriptions qui précèdent, dans un terrain déjà concédé, pour une substance d'une catégorie autre que celles qui font l'objet de la concession, sous réserve des mesures que l'administration croirait devoir prescrire pour la protection de la mine concédée. Toutefois, sur les terres du domaine, l'explorateur ne pourra entreprendre ses travaux qu'après avoir obtenu un permis de recherche, qui lui sera délivré, s'il y a lieu, par le gouverneur, en conseil privé, sur l'avis du commissaire des mines et du comité consultatif des mines, après que le concessionnaire dans le périmètre duquel les recherches doivent avoir lieu aura été mis en demeure de fournir ses observations. Le permis de recherche, qui sera valable pour un an, indiquera le périmètre dans lequel les travaux peuvent être entrepris, et, s'il y a lieu, les mesures à prendre pour que les travaux de l'explorateur ne nuisent pas à ceux du concessionnaire.

16. Les travaux de recherche de mines sont soumis à la surveillance administrative, dans les mêmes conditions que les travaux des mines concédées. Tous travaux de recherche qui dégénéreraient en travaux d'exploitation seront interdits administrativement, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines prévues aux art. 66 et suivants. Tout explorateur pourra disposer librement des produits concessibles provenant de ses travaux de recherche, moyennant le paiement d'une somme de 50 francs, après qu'il en aura fait à la direction de l'intérieur une déclaration de laquelle il lui sera donné immédiatement acte qui vaudra permission. Cette déclaration n'aura d'effet que pour un an et devra être renouvelée dans les mêmes formes et aux mêmes conditions. La permission pourra être retirée par décision du directeur de l'intérieur, rendue sur l'avis du commissaire des mines.

TITRE III. DES CONCESSIONS.

17. La demande en concession sera faite par voie de pétition au gouverneur. Elle indiquera les nom et prénoms du demandeur, la situation, les limites et l'étendue de la concession, la nature et les conditions du gisement. Il sera fourni, dans le délai de quatre mois, un plan de surface, à l'échelle de 1/10,000e, dressé ou vérifié par les agents de l'administration aux frais du demandeur, suivant un tarif qui sera fixé par un arrêté rendu par le gouverneur, en conseil privé, le comité consultatif des mines entendu. On indiquera sur ce plan les limites choisies, l'emplacement et les dispositions du gisement. A défaut de points fixes, naturellement et facilement reconnaissables, qui puissent servir de sommets au périmètre, il devra être déterminé par des puits avec poteaux semblables à ceux mentionnés à l'art. 11 du présent décret, creusés par les soins et aux frais des demandeurs.

18. La demande sera déposée à la direction de l'intérieur à Nouméa. Elle sera enregistrée, à la date de son dépôt, sur un registre spécial, qui sera communiqué à toute personne qui en fera la demande. Il sera délivré au demandeur un récépissé de l'enregistrement de sa demande. En déposant sa pétition, le demandeur consignera la somme jugée nécessaire pour faire face aux frais de l'instruction, lesquels sont à sa charge,

suivant un tarif qui sera arrêté par le gouverneur, en conseil privé.

19. Avis de la demande en concession sera, pendant six semaines consécutives, par les soins du directeur de l'intérieur, affiché à Nouméa et inséré deux fois, à un mois au moins d'intervalle, au *Journal officiel* de la colonie. Pendant ces six semaines, une copie de la pétition restera déposée à la direction de l'intérieur et au bureau des mines; elle sera communiquée à toute personne qui en fera la demande. Un registre spécial sera ouvert pour recevoir les observations, oppositions ou demandes en concurrence.

20. Ce registre d'observations sera transmis, dans le délai de deux mois, avec le rapport du commissaire des mines, au comité consultatif des mines, qui donnera son avis dans le délai de quinze jours. Le comité consultatif entendra toute personne qui en fera la demande, par écrit, au président, avant le jour de la séance.

21. Il sera définitivement statué par le gouverneur, en conseil privé, dans le délai de quinze jours, après l'avis du comité consultatif. La décision, qui devra être notifiée au demandeur, sera insérée au *Journal officiel* de la colonie.

22. Le gouverneur, en conseil privé, juge souverainement des motifs d'après lesquels la concession doit être accordée ou refusée, ainsi que des limites et de l'étendue de la concession. Toutefois, tout individu ou toute association d'individus qui fera constater la découverte d'un gisement exploitable à plus de cinq kilomètres, à vol d'oiseau, d'un gisement connu, aura droit à une concession gratuite de vingt-cinq hectares. La gratuité de la concession ainsi accordée consiste dans le non-paiement de la redevance due au moment de la déclaration, ainsi que de la redevance annuelle. Cette prime est personnelle, et, dès que l'inventeur aliène sa concession, le nouveau propriétaire est tenu de payer la redevance annuelle. Déclaration de la découverte sera faite à la direction de l'intérieur à Nouméa et enregistrée à sa date. La découverte sera constatée par le commissaire des mines ou son représentant. Le gouverneur, en conseil privé, statuera, sur le rapport du directeur de l'intérieur, le comité des mines entendu.

23. Le concessionnaire devra également indemniser les explorateurs évincés, en raison de l'inutilité de leurs travaux compris dans la concession qui seraient utilisés ou pourraient l'être, ou qui auraient donné des indications utiles pour l'exploitation. Il devra, en outre, leur tenir compte des matières extraites dont ils n'auraient pas disposé. Ces indemnités seront réglées, après expertise, par le conseil du contentieux administratif.

24. Les demandes en extension ou réduction de concession, ainsi que les demandes de fusion de plusieurs concessions contiguës en une seule, seront instruites dans les mêmes formes que les demandes en institution de concession.

25. Si le concessionnaire veut renoncer à tout ou partie de sa concession, il devra en faire la demande, qui sera soumise à une enquête d'un mois et insérée au *Journal officiel*. La renonciation ne pourra être refusée s'il est produit un certificat du conservateur des hypothèques constatant qu'il n'y a aucune inscription hypothécaire prise sur la concession, ou si les créanciers inscrits consentent à donner mainlevée de leur hypothèque ou à la reporter sur la concession réduite.

26. Si les limites fixées par l'acte de concession ne sont pas les mêmes que celles demandées dans la pétition, les repères relatifs à la demande seront enlevés, et des puits avec poteaux apparents devront être immédiatement creusés sur tous les points du périmètre où l'administration le jugera nécessaire. L'opération sera faite par les soins du concessionnaire et vérifiée par les agents de l'administration, qui y procéderont d'office et aux frais du concessionnaire, si elle n'a pas eu lieu dans les quatre mois de l'octroi de la concession.

27. Tout individu titulaire d'une concession de mines doit faire élection à Nouméa d'un domicile où lui seront valablement faites, par l'administration, toutes significations et

communications. L'association ou la société à laquelle appartiendrait une concession devra désigner à l'administration un directeur responsable qui la représente; ce directeur devra faire élection de domicile à Nouméa, aux mêmes fins qu'il est dit au paragraphe précédent. Toute contravention aux obligations qui précèdent donnera lieu contre l'individu ou la société titulaire de la concession à une amende de cinq cents francs recouvrable, par voie de contrainte, par le directeur de l'intérieur.

28. Toute concession devra payer annuellement à la colonie une redevance fixe de trois francs par hectare ou fraction d'hectare, pour toute mine en cours d'exploitation. Les impôts auxquels pourra être assujettie l'exploitation des mines dans la colonie, en dehors de la redevance fixe précitée, ne pourront dépasser trois pour cent de la valeur au port d'exportation des produits extraits.

29. Une mine peut toujours suspendre, sans autorisation ni excuse, son exploitation. Toute mine qui ne sera pas exploitée devra payer une redevance annuelle de dix francs par hectare ou fraction d'hectare. Une concession minière n'est considérée comme étant en cours d'exploitation que lorsqu'elle occupe réellement quatre ouvriers, au moins, par cent hectares ou fraction de cent hectares. Cependant, si plusieurs concessions de même nature se trouvaient réunies entre les mains d'un même concessionnaire, individu ou société, et que quelques-unes seulement de ces mines ou même une seule soit exploitée, de telle sorte qu'il y ait au travail un minimum d'ouvriers blancs indigènes ou autres égal au minimum exigible pour l'ensemble des concessions, c'est-à-dire autant de fois quatre ouvriers qu'il y aura de fois cent hectares ou fraction de cent hectares dans la concession, toutes les mines sont considérées comme étant en exploitation. Ne sont pas compris dans ce nombre les condamnés qui pourraient être accordés par contrats spéciaux. Le gouverneur, en conseil privé, pourra, suivant les circonstances, accorder des dégrèvements à l'égard des mines non exploitées.

30. La déchéance peut être prononcée contre tout concessionnaire qui n'aura pas acquitté les redevances annuelles fixées par les articles précédents. Après deux avertissements signifiés administrativement, à un mois d'intervalle, au domicile élu à Nouméa, et restés sans résultat, et quinze jours après le second, le gouverneur, en conseil privé, sur le vu des observations qui auront pu être produites par le concessionnaire, après avis du commissaire des mines et du comité consultatif des mines, rendra, s'il y a lieu, un arrêté de déchéance, qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel*. L'arrêté de déchéance régulièrement pris dans ces conditions ne sera susceptible d'aucun recours par la voie contentieuse. Un mois après sa notification à l'intéressé ou à son domicile élu, il pourra être procédé à l'adjudication publique de la concession. Jusqu'au jour de l'adjudication, le concessionnaire pourra arrêter les effets de la déchéance, en payant les taxes arriérées et en remboursant tous les frais exposés par l'administration pour suivre la déchéance. L'adjudication se fera à la direction de l'intérieur, à Nouméa, par voie administrative en faveur de celui des concurrents qui aura fait l'offre la plus avantageuse. Le concessionnaire déchu ne pourra prendre part à l'adjudication. Le prix, défalcation faite des frais d'adjudication avancés par l'administration et des redevances arriérées, sera remis au concessionnaire déchu, ou consigné, s'il y a opposition ou hypothèque inscrite sur la mine, pour être distribué judiciairement aux ayants droit. S'il ne se présente aucun soumissionnaire, la concession restera à la disposition du domaine, libre et franche de toutes charges provenant du fait du concessionnaire déchu. Celui-ci pourra, en ce cas, retirer les chevaux, machines et agrès qu'il aura attachés à l'exploitation, et qui pourront être séparés, sans préjudice pour la mine, à la charge de payer les frais faits pour arriver à l'adjudication, et sauf au domaine à retenir, à dire d'ex-

perts, les objets qu'il jugera utiles.

31. Nul explorateur ou concessionnaire de mines ne pourra, sans le consentement du propriétaire de la surface, faire des sondages, ouvrir des puits ou galeries, ni établir des machines, ateliers ou magasins dans les enclos murés, cours et jardins. Les puits et galeries ne peuvent être ouverts dans un rayon de cinquante mètres des habitations et des terrains compris dans les clôtures murées y attenant, sans le consentement des propriétaires de ces habitations.

32. Les explorateurs ou concessionnaires ne pourront pousser leurs travaux sous des maisons ou lieux d'habitation, ou sous des voies de communication publiques, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du directeur de l'intérieur, donnée sur l'avis du commissaire des mines, et après que les propriétaires intéressés auront été entendus. Les explorateurs ou concessionnaires devront, si les propriétaires intéressés le requièrent, donner caution de payer toutes indemnités en cas de dommages résultant des travaux; les tribunaux ordinaires connaîtront de ces questions.

33. Le concessionnaire pourra occuper gratuitement, dans le périmètre de sa concession, mais à titre précaire, les terrains du domaine nécessaires à l'exploitation de la mine, à la préparation mécanique des minerais et au lavage des combustibles, à l'établissement de rigoles, canaux et de toutes voies de communication, ainsi qu'à la plantation des bornes nécessaires pour le bornage des concessions. Le concessionnaire aura un droit de priorité pour l'acquisition de tous les terrains du domaine situés dans le périmètre de sa concession.

34. Si l'occupation doit porter sur des terrains aliénés par le domaine, elle ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par le directeur de l'intérieur, sur l'avis du commissaire des mines, le comité consultatif entendu, après que le propriétaire aura été mis en demeure de fournir ses observations. Le propriétaire du sol aura droit à une indemnité qui, à défaut d'entente amiable, sera réglée, après expertise, par les tribunaux dans les conditions suivantes : si les travaux entrepris par le concessionnaire ou par un explorateur muni d'un permis de recherche mentionné à l'art. 12, ne sont que passagers, et si le sol où ils ont eu lieu peut être mis en culture au bout d'un an comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée à une somme double du produit net du terrain endommagé. Si l'occupation prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'une année, ou si, après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, le propriétaire peut exiger du concessionnaire ou de l'explorateur l'acquisition du sol. La pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de sa surface doit être achetée en totalité si le propriétaire l'exige. Le terrain à acquérir ainsi sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation. L'occupation des terrains par le concessionnaire pourra avoir lieu avant le règlement des indemnités précitées, mais après que l'arrêté d'autorisation du directeur de l'intérieur aura été notifié au propriétaire et que la constatation de l'état des lieux à occuper aura été faite contradictoirement par deux experts nommés, l'un par le concessionnaire, et l'autre par le propriétaire du sol, ou par le juge de paix, sur requête du concessionnaire, à défaut par le propriétaire de l'avoir indiqué dans la huitaine de la notification qui lui aura été faite par le concessionnaire.

35. Si les terrains domaniaux à occuper sont loués ou occupés par permis, le concessionnaire ou l'explorateur peut prendre les terrains qui lui sont nécessaires et pour lesquels il a demandé et obtenu l'autorisation, à titre de location, à un prix annuel à fixer par le gouverneur, en conseil privé, sur le rapport de trois experts nommés, deux par chacun des intéressés et le troisième par le directeur de l'intérieur.

36. L'explorateur ou le concessionnaire sera tenu à réparer tous autres dommages que ses travaux pourraient occasionner à la propriété

superficielle. Il ne devra, dans ce cas, qu'une indemnité simple à fixer par les tribunaux après expertise.

37. Le concessionnaire pourra exécuter, en dehors du périmètre de sa concession, après autorisation donnée par le gouverneur, en conseil privé, toutes voies de communication, ainsi que tous ouvrages de secours, tels que puits ou galeries destinés à faciliter l'aérage et l'écoulement des eaux, qui seraient nécessaires pour l'exploitation de la mine. Les voies de communication créées en dehors du périmètre pourront être affectées à l'usage du public, dans les conditions qui seront établies par le cahier des charges de l'entreprise. Les indemnités dues, en ce cas, pour les terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, soit aux propriétaires de terrains aliénés, soit à ceux qui les occupent par location ou permission, seront réglées comme en matière d'exécution de travaux publics.

38. Tout concessionnaire pourra, sur l'autorisation du gouverneur, en conseil privé, se servir des sentiers et chemins de charroi établis par un concessionnaire voisin dans le périmètre et aux frais de celui-ci. Le concessionnaire qui fera usage des sentiers et chemins de charroi du concessionnaire voisin lui devra une indemnité annuelle qui, à défaut d'entente amiable, sera fixée après expertise par les tribunaux. On devra tenir compte, pour l'établissement de cette annuité, de la proportion dans laquelle les intéressés se servent de la voie de communication commune, et de l'usure ou entretien supplémentaire qui résulte pour le concessionnaire propriétaire de l'usage de ses voies de communication par les tiers.

39. Dans le cas de deux concessions de catégories différentes, superposées l'une à l'autre et appartenant à des concessionnaires différents, à défaut d'entente entre les concessionnaires, il sera statué par le directeur de l'intérieur, sur le rapport du commissaire des mines, le comité consultatif des mines entendu, sur toutes les contestations qui s'élèveraient entre eux relativement à l'ouverture ou à l'exécution des travaux, comme aussi relativement à l'usage de puits ou galeries qui pourront être rendus communs, sauf règlement de l'indemnité qui pourra être due d'une mine à l'autre et sera fixée, à défaut d'entente amiable, par les tribunaux après expertise.

40. Dans le cas où il serait reconnu nécessaire d'exécuter des travaux ayant pour but soit de mettre en communication les mines de deux concessions voisines pour l'aérage ou pour l'écoulement des eaux, soit d'ouvrir des voies d'aérage, d'asséchement ou de secours destinées au service des mines de la concession voisine, les concessionnaires seront tenus de souffrir l'exécution de ces travaux et d'y participer chacun dans la proportion de son intérêt. Ces ouvrages seront ordonnés par le directeur de l'intérieur, sur le rapport du commissaire des mines, les concessionnaires ayant été entendus.

41. Lorsque les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploitation d'une autre mine voisine ou superposée, à raison par exemple des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité, lorsque, au contraire, ces mêmes travaux tendent à évacuer tout ou partie des eaux d'une autre mine par machine ou galerie, il y aura lieu, d'une mine en faveur de l'autre, à indemnité qui sera réglée par les tribunaux, après expertise.

42. Le directeur de l'intérieur, après avis du commissaire des mines et du comité consultatif des mines, peut prescrire au concessionnaire, après qu'il aura été entendu, de laisser sur tout ou partie du périmètre de sa concession un massif de protection de largeur suffisante pour éviter que les travaux ne puissent être mis en communication avec ceux d'une concession voisine instituée ou qui pourrait être instituée. L'établissement de ce massif de protection, s'il est jugé nécessaire, ne peut donner lieu à aucune indemnité de la part d'un concessionnaire en faveur de l'autre.

43. Les concessionnaires ou explorateurs devront se soumettre aux mesures qui pourront être ordon

nées par le directeur de l'intérieur, sur le rapport du commissaire des mines, en vue de faire disparaître les causes du danger que les travaux de recherche ou d'exploitation feraient courir à la sûreté publique, à la sécurité des ouvriers mineurs, à la conservation des sources, des voies publiques et des propriétés de la surface. Au besoin, les mesures nécessaires seront exécutées d'office par le directeur de l'intérieur, aux frais des concessionnaires ou explorateurs.

44. Il devra être tenu à jour, sur chaque concession, un plan des travaux et un registre d'avancement dans lequel seront mentionnés tous les faits importants de l'exploitation. Le commissaire des mines et les agents sous ses ordres pourront se faire représenter ces plan et registre à chacune de leurs visites. Le concessionnaire sera tenu d'adresser au directeur de l'intérieur et au commissaire des mines, chaque fois qu'ils en feront la demande, tous les renseignements statistiques relatifs à la nature et aux quantités des produits extraits et au personnel occupé par la mine. Le concessionnaire remettra chaque année au commissaire des mines la copie du plan des travaux faits dans l'année précédente. Le concessionnaire est tenu de fournir au commissaire des mines et aux agents sous ses ordres les moyens de parcourir tous les travaux qui restent accessibles.

45. Tout travail d'exploration ou d'exploitation ouvert en contravention aux lois, décrets et règlements, pourra être interdit par une mesure administrative, sans préjudice des poursuites et pénalités prévues aux art. 66 et suivants.

TITRE IV. DISPOSITIONS SPÉCIALES A L'EXPLOITATION DE L'OR EN ALLUVIONS DE SURFACE.

46. Les terrains d'alluvions aurifères de surface, à l'exclusion des gisements d'or, soit en alluvions profondes, pourront être déclarés périmètres aurifères et seront alors soumis aux dispositions spéciales du présent titre.

47. L'érection de terrains ou territoires en périmètres d'alluvions aurifères de surface sera faite par un arrêté du gouverneur, en conseil privé, après avis du commissaire des mines et du comité consultatif des mines. L'arrêté, inséré au *Journal officiel* de la colonie, fera connaître les limites du périmètre déclaré.

48. Dans l'étendue de tout périmètre aurifère déclaré, l'exploitation de l'or dans les alluvions de surface aura lieu par concession acquise par prise de possession, en se conformant aux prescriptions qui suivent.

49. La concession par prise de possession doit avoir la forme d'un rectangle d'une surface de vingt à cinquante ares, dont le petit côté ne pourra être inférieur à un cinquième du grand. Cette superficie pourra être portée à un hectare, dans le cas de la découverte d'un gisement à plus de cinq kilomètres, à vol d'oiseau, d'un gisement déjà connu.

50. La prise de possession a lieu par l'érection, aux quatre angles du rectangle, de poteaux indicateurs implantés suivant les formes prescrites par l'art. 11 du présent décret et portant une affiche indiquant le nom de ceux qui prennent possession du terrain et la date de cette prise de possession.

51. Dans les quinze jours de la prise de possession, déclaration doit en être faite au directeur de l'intérieur, à Nouméa, en indiquant les noms, prénoms et qualités des demandeurs, ou, si c'est une société, le nom du représentant légal. A cette déclaration sera jointe la désignation exacte du terrain occupé et l'évaluation de sa surface. Le commissaire des mines fera immédiatement enregistrer la déclaration à sa date, sur un registre spécial déposé dans son bureau, qui pourra être consulté par toute personne en faisant la demande. Récépissé sera délivré du dépôt de cette déclaration. La déclaration pourra être faite par voie télégraphique, mais à la condition de contenir toutes les indications ci-dessus indiquées ; un accusé de réception sera envoyé par le directeur de l'intérieur.

52. En faisant le dépôt de la déclaration, il doit être versé une somme de 50 francs.

53. La propriété de la concession

n'est acquise qu'après l'accomplissement des formalités énoncées dans les trois articles qui précèdent, sous réserve de tous droits que des tiers pourraient avoir acquis antérieurement.

54. Immédiatement après le dépôt de la déclaration et le versement des 50 francs, un plan de la concession déclarée, à l'échelle de 1/1000e, devra être levé par un agent de l'administration ou vérifié par lui, s'il a été levé par les soins des intéressés. Si cette opération ou cette vérification faisait reconnaître que les demandeurs ont dépassé la limite d'étendue fixée à l'art. 49, les poteaux devraient être déplacés en conséquence. Procès-verbal de l'opération sera dressé par l'agent de l'administration, pour être enregistré par le commissaire des mines, sur un registre déposé dans son bureau et tenu à la disposition du public. Un exemplaire de ce procès-verbal, approuvé par le directeur de l'intérieur, sera délivré au concessionnaire, auquel il sera ultérieurement remis un titre de propriété émané du gouverneur, en conseil privé.

55. La concession ne donne que le droit d'exploiter l'alluvion aurifère de surface dans la projection verticale du terrain concédé et de disposer du produit provenant de ces travaux, sans aucun droit sur tous autres gisements, même d'or, qui pourraient se trouver au-dessous de l'alluvion de surface et qui peuvent faire l'objet de concessions instituées conformément au titre III.

56. Le concessionnaire d'alluvions aurifères est tenu à payer une redevance annuelle de 50 francs.

57. L'exploitation de toute concession par prise de possession d'alluvions aurifères devra être tenue en activité continue, en occupant constamment un minimum de quatre hommes.

58. En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des deux conditions qui précèdent, constatée par un procès-verbal régulier, signifié à l'intéressé, la déchéance pourra être poursuivie et prononcée en suivant les formes et d'après les conditions de l'art. 30.

59. La concession par prise de possession d'alluvions aurifères, en dehors des conditions précitées qui lui sont propres, est soumise à toutes les obligations comme elle jouit de tous les droits de la concession ordinaire, tels qu'ils résultent du titre III du présent décret, en ce qui concerne les relations avec les propriétaires superficiaires et les concessions voisines ou superposées. Toutefois, lorsqu'un périmètre aurifère d'alluvions de surface aura été déclaré et portera sur des terrains antérieurement concédés pour d'autres substances, les concessionnaires par prise de possession ne pourront faire aucune fouille dans un rayon de cinquante mètres autour des machines, édifices, espaces murés, chemins et toutes autres installations servant à l'exploitation desdites concessions, sans une autorisation formelle du concessionnaire.

60. Les périmètres d'alluvions aurifères peuvent être déclassés par une décision du gouverneur, rendue en conseil privé, après avis du commissaire des mines et du comité consultatif des mines. La décision sera insérée au *Journal officiel* de la colonie. Aucune concession ne peut plus être acquise par prise de possession postérieurement à la publication de l'arrêté de déclassement. Les concessions antérieures dont la prise de possession a été régulièrement faite restent maintenues en faveur des intéressés, à charge par eux de continuer à observer les conditions du présent titre, sous peine, le cas échéant, de la déchéance, laquelle, en pareille circonstance, sera pure et simple sans recours au conseil d'Etat et sans adjudication au profit du concessionnaire déchu. Le terrain restera franc et libre de toute charge du concessionnaire antérieur.

TITRE V. DES ANCIENNES CONCESSIONS.

61. Toutes les concessions antérieures au présent décret, qu'elles résultent de prise de possession ou d'acte de concession, sont transformées en concessions perpétuelles soumises aux droits et obligations des concessions qui font l'objet du titre III du présent décret. Ces concessions comprennent toutes les substances concessibles, sans distinction

de catégorie. Elles seront assujetties au paiement de la redevance fixe annuelle par hectare qui résulte des anciennes dispositions, sans que cette redevance puisse dépasser 10 francs par hectare.

TITRE VI. DE LA JURIDICTION ET DES PÉNALITÉS.

62. Les contestations entre particuliers, nées de l'exécution du présent décret, qui ne sont pas exceptionnellement dévolues par lui à la juridiction administrative, ressortissent à l'autorité judiciaire. Dans tout litige qui ne porte pas exclusivement sur un point de droit, des experts devront être toujours désignés, le ministère public sera toujours entendu et donnera ses conclusions sur les rapports d'expertise.

63. Il est statué par le conseil du contentieux administratif : 1° sur les indemnités qui peuvent être dues à des explorateurs évincés en vertu de l'art. 23; 2° sur toute contestation relative à l'interprétation à donner sur le sens d'une clause des actes de concession.

64. Il est statué par le gouverneur, en conseil privé, sur les contestations relatives à la classification légale des substances minérales.

65. Dans toutes les circonstances où le gouverneur aura à statuer par arrêté rendu en conseil privé, pour l'exécution ou en vertu d'une clause quelconque du présent décret, le conseil privé sera nécessairement complété de la manière suivante : 1° le commissaire des mines sera appelé de droit au conseil avec voix délibérative, ainsi que les chefs de service désignés par l'art. 153 du décret du 12 décembre 1874; 2° on appellera, en outre, avec voix consultative, deux personnes notables et expérimentées dans l'art des mines, désignées annuellement à cet effet par le gouverneur. Il sera également désigné annuellement par le gouverneur deux suppléants pour être appelés en remplacement desdites personnes, en cas d'absence ou d'empêchement.

66. Toute infraction aux prescriptions du présent décret, des arrêtés rendus par le gouverneur, en conseil privé, pour son application, ou des décisions prises par le directeur de l'intérieur pour l'application de ces décret et arrêtés, sera déférée aux tribunaux correctionnels et punie d'une amende de 50 à 500 francs. En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double, et le tribunal pourra, en outre, prononcer un emprisonnement de trois jours à un mois.

67. Lesdites infractions pourront être constatées par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, par le commissaire des mines, les agents assermentés sous ses ordres, et par tous agents de l'administration qui auront qualité pour verbaliser en matière de mines.

68. Ces procès-verbaux seront affirmés dans les formes et délais prescrits par les lois; cette affirmation aura lieu devant les juges de paix, et, à défaut, devant les chefs d'arrondissement, présidents de commissions municipales et officiers de l'état civil.

69. L'art. 463 du Code pénal est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution du présent décret.

TITRE VII. DISPOSITIONS FINALES.

70. Sont abrogés l'arrêté du 13 septembre 1873 et toutes autres dispositions des arrêtés ou décrets antérieurs contraires à celles du présent décret.

71. Les dispositions du présent décret ne seront applicables aux terrains pénitentiaires qu'avec l'autorisation de l'administration compétente, et sous la réserve des prescriptions qu'elle jugera nécessaires.

72. Le gouverneur, en conseil privé, rendra tous les arrêtés nécessaires pour l'exécution du présent décret.

73. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

20 AOUT = 18 OCTOBRE 1883. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un embranchement destiné à relier la gare de la Bédugne, sur la ligne de Dôle à Poligny, au canal du Rhône au Rhin. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,594.)

31 AOUT = 18 OCTOBRE 1883. — Décret qui affecte au département de la marine diverses parcelles de terrain nécessaires à l'établissement de la voie ferrée qui doit relier les chantiers de Caudan à la ligne de Nantes à Brest. (XII, B. DCCXCIX, n. 13,595.)

---

26 = 27 JUILLET 1883. — Lois qui autorisent les départements de l'Ain, de l'Aisne, du Cher, de la Creuse, de la Dordogne, de la Drôme, d'Indre-et-Loire, de la Mayenne et du Pas-de-Calais et les villes d'Epernay, de Mâcon et de Melun à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCC, n. 13,598 à 13,606, 13,608 à 13,610.)

---

26 = 27 JUILLET 1883. — Loi qui établit d'office, sur la commune de Châtillon (Haute-Savoie), une imposition extraordinaire. (XII, B. DCCC, n. 13,607.)

---

27 = 28 JUILLET 1883. — Lois qui autorisent les départements de l'Aveyron, du Calvados, de l'Indre, de la Loire et de Meurthe-et-Moselle, à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCC, n. 13,611 à 13,615.)

---

4 = 5 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui convoque le collège électoral de l'arrondissement d'Apt, à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCC, n. 13,616.)

1er = 2 AOUT 1883. — Lois qui autorisent les départements des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes et de Loir-et-Cher et les villes de Boulogne-sur-Mer, Grenoble, Lisieux, Périgueux et le Puy à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCCI, n. 13,617 à 13,624.)

---

2 = 8 AOUT 1883. — Lois qui autorisent les départements des Alpes-Maritimes, de l'Aveyron, de la Haute-Marne et du Nord et les villes de Boulogne-sur-Mer, Niort et Sedan à contracter des emprunts. (XII, B. DCCCI, n. 13,625 à 13,631.)

---

6 = 8 AOUT 1883. — Lois qui autorisent le département du Var et les villes d'Alais et d'Hyères à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCCI, n. 13,632 à 13,634.)

---

7 = 11 AOUT 1883. — Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCCI, n. 13,636.)

---

7 = 8 AOUT 1883. — Lois qui autorisent les départements de l'Aude et de Seine-et-Marne et la ville d'Amiens à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCCI, n. 13,635, 13,637, 13,638.)

1er SEPTEMBRE = 26 OCTOBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la construction d'un nouvel hôpital militaire à la Guadeloupe. (XII, B. DCCCI, n. 13,639.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, au titre de la deuxième section du budget (*Service colonial*), chap. 7 (*Matériel civil et militaire aux colonies*), un crédit de 150,000 fr. applicable à la construction d'un nouvel hôpital militaire à la Guadeloupe.

2. Il sera procédé à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor par le service local de la Guadeloupe, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

10 SEPTEMBBE = 26 octobre 1883. — Décret qui homologue les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de zones de servitudes de diverses places de guerre. (XII, B. DCCCI, n. 13,640.)

---

10 SEPTEMBRE = 26 OCTOBRE 1883. — Décret qui homologue les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant les zones de fortification de diverses places de guerre ou ouvrages défensifs. (XII, B. DCCCI, n. 13,641.)

---

19 SEPTEMBRE = 26 OCTOBRE 1883. — Décret qui reporte au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1882, une somme applicable à des dépenses publiques en Algérie. (XII, B. DCCCI, n. 13,642.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 86,108 fr. 44 c., ouvert au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1881, par les décrets des 20 septembre et

26 novembre 1881, 13 mars 1882, une somme de 21,920 fr. 68 c. est et demeure définitivement annulée à la troisième section (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*), sur le ch. 80 *octies* (*Liquidation des suites de l'apposition du séquestre*).

2. La somme précitée de 21,920 fr. 68 c. est reportée au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1882, au même titre de la troisième partie (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*), sur le chap. 78 *decies* (*Liquidation des suites de l'apposition du séquestre*).

3. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours provenant des recettes de rachat du séquestre, et reportées de l'exercice 1881 à l'exercice 1882 jusqu'à concurrence de ladite somme de 21,920 fr. 68 c.

4. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

21 SEPTEMBRE = 26 OCTOBRE 1883. — Décret qui réduit les zones des servitudes défensives du fort Saint-Nicolas, à Marseille. (XII, B. DCCCI, n. 13,643.)

---

22 SEPTEMBRE = 26 OCTOBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse. (XII, B. DCCCI, n. 13,644.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de 10,000 fr., applicable aux dépenses de l'observatoire de Toulouse. Cette somme sera rattachée au ch. 14 (*Etablissements astronomiques et météorologiques*) du budget de l'exercice 1883.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

22 SEPTEMBRE = 26 OCTOBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'observatoire de Bordeaux. (XII, B. DCCCI, n. 13,645.)

---

2 = 3 OCTOBRE 1883. — Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur. (XII, B. DCCCI, n. 13,646.)

---

17 JUILLET = 6 NOVEMBRE 1883. — Décret qui crée un lycée national de jeunes filles au Havre. (XII, B. DCCCII, n. 13,647.)

---

24 = 25 JUILLET 1883. — Décret concernant les cours libres dans les facultés de l'État. (XII, B. DCCCII, n. 13,648.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il peut être fait dans les facultés des cours libres par des professeurs qui n'appartiennent pas au personnel des facultés.

FACULTÉS DES LETTRES ET DES SCIENCES.

2. Tout docteur ès lettres ou ès sciences peut être autorisé à faire dans les facultés de l'État des cours libres correspondant à l'ordre d'études pour lequel il a été reçu docteur. Cette autorisation est donnée par le ministre, sur la proposition ou après avis de la faculté près de laquelle les cours seront ouverts, et sur un rapport spécial du recteur.

Sont assimilés aux docteurs les professeurs des divers établissements d'enseignement supérieur de l'Etat, les membres et les correspondants de l'Institut.

3. La même autorisation peut être accordée, après avis conforme de la faculté, à des personnes non pourvues du titre de docteur, qui justifient d'études spéciales sur les matières devant faire l'objet de leur enseignement.

4. Dans l'un et l'autre cas, l'autorisation ne peut être accordée pour plus d'une année. Elle peut être re-

nouvelée dans les conditions prescrites par les art. 2 et 3. Elle peut toujours être retirée par le ministre, après avis ou sur la proposition de la faculté.

5. Des affiches annonçant les cours libres ne peuvent être publiées que par les soins de la faculté. Les cours libres sont assimilés, au point de vue de la surveillance et de la discipline, aux cours de la faculté.

6. Les cours libres sont publics ou privés. L'admission aux cours libres publics est subordonnée aux mêmes conditions que l'admission aux cours de la faculté. Ne sont admis aux cours privés que les auditeurs agréés par le professeur. Toutefois, l'entrée des cours libres, même privés, appartient à tout membre de la faculté et de l'administration académique.

7. Les dépenses auxquelles donnent lieu les cours libres sont à la charge du professeur; elles sont arrêtées en commun par le doyen et le professeur, sous l'approbation du recteur. L'autorisation de faire un cours libre ne crée aucun droit à l'emploi des instruments, appareils, etc., ni à l'emploi du personnel et de la faculté.

8. Les cours privés peuvent donner lieu, au profit du professeur, à la perception d'une rétribution payée par les auditeurs.

9. Les cours libres peuvent être annuels, semestriels ou trimestriels. Ils doivent comprendre au moins dix leçons par trimestre.

FACULTÉS DE MÉDECINE.

10. Les cours libres à la faculté de médecine de Paris restent soumis aux prescriptions de l'arrêté du 9 février 1881. Chaque faculté de médecine et chaque école supérieure de pharmacie soumettra à l'approbation du ministre un règlement relatif aux cours libres.

FACULTÉS DE DROIT.

11. Le présent décret pourra, par arrêté ministériel, être rendu applicable aux facultés de droit, sur leur demande.

12. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, est chargé, etc.

---

24 JUILLET = 6 NOVEMBRE 1883. — Décret qui modifie celui du 23 décembre 1882, en ce qui concerne le certificat d'aptitude au professorat des écoles normales. (XII, B. DCCCII, n. 13,649.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'art. 3 du décret du 23 décembre 1882 est modifié comme suit :

« Art. 3. Pendant les trois années qui suivront la publication du présent décret, les maîtres adjoints et les maîtresses adjointes d'écoles normales, comptant au moins cinq ans d'exercice comme titulaires, ainsi que les professeurs des collèges et lycées ayant le même temps d'exercice, pourront, par décision ministérielle rendue sur le rapport du comité consultatif, être dispensés de produire le certificat d'aptitude au professorat des écoles normales. La même disposition s'applique aux candidats qui ont été déclarés admissibles à l'une des sessions d'examens postérieures au décret du 5 juin 1880, ainsi qu'aux instituteurs et institutrices qui avaient, à la date du 23 décembre 1882, plus de trente ans d'âge et cinq ans d'exercice comme titulaires. »

2. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, est chargé, etc.

---

25 = 27 JUILLET 1883. — Décret qui modifie celui du 29 juillet 1881, relatif à l'organisation des écoles normales primaires. (XII, B. DCCCII, n. 13,650.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'art. 9 du décret du 29 juillet 1881 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 9. L'enseignement est donné : 1° par des professeurs nommés par le ministre, conformément aux prescriptions du décret du 5 juin 1880; 2° par des maîtres adjoints pourvus du brevet supérieur et du certificat d'aptitude pédagogique, délégués par le ministre; 3° par des professeurs auxiliaires et des maîtres spéciaux nommés ou délégués par le ministre. »

2. L'art. 14, paragraphe 3, du même décret est modifié ainsi qu'il suit :

« Si aucun des professeurs ou maîtres adjoints ne demande à remplir

les fonctions de surveillance, un maître pourvu du brevet supérieur peut être délégué pour ce service. Il devra, dans tous les cas, être chargé d'une partie de l'enseignement suivant son aptitude.

« Il est délégué par le ministre. L'émolument qui lui est alloué, en outre du logement et de la nourriture, est soumis à retenue. »

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, est chargé, etc.

---

28 JUILLET = 2 AOUT 1883. — Décret concernant les épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial. (XII, B. DCCCII, n. 13,651.)

Le Président de la République, sur le rapport du président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ; vu l'art. 16 du décret du 17 mars 1808 ; vu la loi du 21 juin 1865 ; vu le décret du 4 août 1881, décrète :

Art. 1er. Le jury pour le jugement des épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial est composé de cinq membres désignés par le ministre, sur la proposition du recteur ; il comprend : un professeur de faculté (sciences ou lettres), président ; quatre professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement classique des lycées, pourvus de l'agrégation et choisis, deux dans l'enseignement littéraire, deux dans l'enseignement scientifique.

Les anciens professeurs, agrégés de l'enseignement secondaire spécial, peuvent également faire partie de ce jury.

Il peut, en outre, être adjoint à la commission, sur la proposition du recteur de l'académie, un examinateur pour les épreuves relatives aux langues vivantes.

Le jury est nommé pour trois ans. Ses membres peuvent être renommés.

2. Les épreuves sont les unes écrites, les autres orales.

3. Des épreuves écrites comprennent : 1° une composition de mathématiques ; 2° une composition sur une question de sciences physiques et sur une question de sciences naturelles ; 3° une composition française (pour cette composition, l'usage de tout livre et dictionnaire est interdit) ; 4° un thème de langues vivantes (allemand ou anglais). A partir de la session de juillet-août 1844, ce thème sera fait sans dictionnaire, à l'aide de lexiques ou vocabulaires mis à la disposition des candidats par les facultés.

La composition de langue vivante peut, sur la demande du candidat, être un thème italien ou espagnol à Paris et dans les académies d'Aix, de Bordeaux, de Montpellier et de Toulouse.

Les candidats qui subissent leur examen en Algérie peuvent demander que l'épreuve de langue vivante porte sur la langue arabe.

Les compositions, corrigées chacune par un membre du jury, sont jugées par le jury tout entier, qui décide quels sont les candidats admis à subir les épreuves orales.

4. Les épreuves orales consistent en explications d'auteurs et en interrogations. Les explications portent sur les textes des auteurs français, prescrits dans les lycées pour les classes de quatrième et de cinquième année de l'enseignement secondaire spécial, et sur les textes désignés dans la troisième année pour l'enseignement des langues vivantes. Les interrogations portent sur les matières de littérature, de morale, d'histoire, de géographie, de sciences mathématiques, physiques, chimiques et naturelles, de comptabilité, de législation et d'économie politique, comprises dans le cours d'enseignement spécial.

5. Toutes les parties de l'examen sont obligatoires. Soit à l'épreuve écrite, soit à l'épreuve orale, l'ajournement ne peut être prononcé qu'en vertu d'une délibération du jury.

6. Tout candidat ayant satisfait à l'épreuve de langues vivantes peut demander à subir l'examen sur une des autres langues vivantes inscrites à l'art. 3. En cas de succès, mention est faite sur le diplôme de cette partie facultative.

7. Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui

lui a été indiqué, est renvoyé à une autre session et perd le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

8. Les candidats pourvus du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial sont admis à se présenter aux examens de la licence ès sciences. Le baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial est équivalent au baccalauréat ès sciences restreint, pour les études médicales.

9. Les dispositions du présent décret seront applicables à partir de la session de juillet-août 1883.

10. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, est chargé, etc.

---

28 JUILLET = 6 NOVEMBRE 1883. — Décret qui modifie celui du 28 juillet 1882, relatif à la collation des bourses dans les lycées et collèges de jeunes filles. (XII, B. DCCCII, n. 13,652.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'art. 11 du décret du 28 juillet 1882 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le ministre, pour les boursières de l'Etat ; les conseils généraux et les conseils municipaux, pour les boursières des départements et des communes, peuvent accorder des promotions de bourse aux élèves inscrites au tableau d'honneur spécial dressé à la fin de chaque année scolaire par les directrices des lycées et collèges, après avis des professeurs. »

2. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, est chargé, etc.

---

28 JUILLET = 6 NOVEMBRE 1883. — Décrets qui créent des lycées nationaux de jeunes filles à Nantes, à Amiens, à Guéret, à Nice et à Roanne. (XII, B. DCCCII, n. 13,653 à 13,656.)

---

30 JUILLET = 2 AOUT 1883. — Décret concernant les facultés et écoles supérieures de plein exercice. (XII, B. DCCCII, n. 13,658.)

Le Président de la République, sur le rapport du président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ; vu le décret organique du 17 mars 1808 ; vu les ordonnances royales des 5 juillet, 4 octobre 1820 et 2 février 1823 ; vu les arrêtés du conseil de l'Université, de la commission et du conseil royal de l'instruction publique, en date des 30 novembre 1819, 7 mai et 10 juin 1820, 12 avril 1823 et 27 mars 1824, 9 avril 1825 et 26 octobre 1838 ; vu la loi du 15 mars 1850 et notamment l'art. 63 ; vu les décrets des 29 juillet 1850, 10 avril 1852 et 28 juin 1869 ; vu les lois des 14 juin 1854, 19 mars 1873 et 12 juillet 1875 ; vu le règlement du 24 novembre 1875 ; vu les décrets des 14 juillet et 26 décembre 1875 ; vu les décrets des 20 juin et 12 juillet 1878 ; vu les lois des 27 février et 18 mars 1880 ; vu les décrets des 11 mai, 19 et 26 juin 1880 ; vu les décrets des 28 décembre 1880, 20, 21 et 22 juillet 1882 ; vu les arrêtés des 19 juin et 20 juillet 1882 ; le conseil supérieur de l'instruction publique entendu, décrète :

Art. 1er. Les cours dans les facultés et écoles supérieures de plein exercice et préparatoires sont ouverts le 3 novembre. Un règlement préparé par la faculté ou école et approuvé par le recteur fixe le délai pendant lequel reste ouvert le registre d'inscription à chaque trimestre. Les bacheliers reçus à la session de novembre, les étudiants qui n'ont passé qu'en novembre les examens correspondant aux quatrième, huitième et douzième inscriptions, et les engagés conditionnels d'un an libérés à cette époque, sont admis à se faire inscrire après leur réception ou leur libération. Il leur est accordé, à cet effet, après leur libération ou leur réception, un délai qui ne peut dépasser huit jours. Le registre est clos par le doyen ou par le directeur et visé par le recteur de l'académie ou par son délégué.

2. La première inscription doit être prise au commencement de l'année scolaire. L'étudiant ne peut, en aucun cas, faire prendre ses inscriptions par mandataire. En cas de maladie dûment constatée ou d'empêchement légitime, le recteur peut, sur l'avis de la faculté ou de l'école, accorder l'autorisation de prendre une inscription après clôture du registre. Il peut également, sur l'avis

de la faculté, et pour raison grave, accorder à l'étudiant des facultés de théologie, de droit, des sciences et des lettres l'autorisation de prendre cumulativement plusieurs inscriptions. Pour des motifs graves, après avis conforme de la faculté ou école, le recteur peut accorder l'autorisation de prendre les deux premières inscriptions de droit, de médecine et de pharmacie avant le 15 janvier. Il n'est donné aucune suite aux demandes qui parviennent à la faculté ou école après le 1er janvier. Un rapport annuel sur les autorisations prévues au présent article est adressé par chaque doyen et chaque directeur au recteur, pour être soumis au ministre. En aucun cas, l'étudiant ne peut commencer ses études après le 15 janvier. Aucune dispense ne sera accordée.

3. Tout étudiant qui se présente pour prendre sa première inscription dans un établissement d'enseignement supérieur est tenu de déposer : 1° son acte de naissance; 2° s'il est mineur, le consentement de son père ou de son tuteur. Ce consentement doit indiquer le domicile du père ou tuteur; 3° les diplômes exigés par les règlements.

4. L'étudiant est tenu de déclarer, en s'inscrivant, sa résidence réelle et, s'il vient à en changer, de faire une nouvelle déclaration. Toute fausse déclaration de résidence peut être punie de la perte d'une ou deux inscriptions. Cette peine est prononcée sans recours par la faculté ou école.

5. Si la faculté ou école est établie dans une autre ville que le chef-lieu académique, le directeur commet un délégué pour remplir les fonctions qui lui incombent aux termes de l'art. 1er.

6. Tout étudiant convaincu d'avoir pris une inscription pour un autre encourt la perte d'une à quatre inscriptions; s'il a toutes ses inscriptions, il est ajourné pour les épreuves qui lui restent à subir pour un temps qui ne peut excéder une année. Est passible de la même peine l'étudiant convaincu d'avoir fait prendre par une autre personne une inscription à son profit. La peine, dans ces différents cas, est prononcée sans recours par la faculté ou école à laquelle appartient l'étudiant.

7. Il est délivré gratuitement à chaque étudiant inscrit dans une faculté ou école, en vue de l'obtention d'un grade, une carte d'inscription. Cette carte est renouvelée au commencement de chaque année scolaire contre la remise de la carte de l'année précédente. En cas de perte, le titulaire en fait la déclaration au secrétariat pour obtenir un duplicata s'il y a lieu.

8. Les facultés ou écoles peuvent délivrer des cartes d'admission aux personnes qui désirent suivre, à titre d'auditeurs bénévoles, les conférences, les exercices pratiques et les cours réservés par le professeur aux seuls étudiants inscrits. Ces cartes ne sont valables que pour les cours, conférences et exercices qu'elles désignent. Elles diffèrent des cartes délivrées aux étudiants inscrits.

9. Les personnes qui désirent obtenir une carte d'admission pour les cours fermés, les conférences et exercices pratiques inscrivent sur un registre spécial établi dans chaque faculté ou école leurs noms, prénoms, date et lieu de naissance et domicile. Chaque demande inscrite sur ce registre est signée du requérant et reçoit un numéro d'ordre. Le registre est coté et parafé par le doyen ou directeur.

10. Les cartes d'admission sont signées du doyen ou directeur et du secrétaire de la faculté ou école; le requérant y appose également sa signature. Elles sont timbrées du sceau de l'établissement, et portent le numéro sous lequel la demande a été enregistrée. Le professeur intéressé peut s'opposer à la remise d'une carte à un auditeur bénévole. Dans ce cas, il expose ses motifs devant la faculté ou école, qui statue.

11. Les inscriptions au registre dont il est question à l'art. 9 et la délivrance des cartes sont faites sans aucuns frais.

12. Les cartes d'admission ne sont valables que pour une année. Elles doivent être remplacées par de nouvelles cartes au commencement de chaque année scolaire, contre la remise de la carte de l'année précé-

dente. Lorsqu'une carte d'admission est perdue, le titulaire en fait la déclaration au secrétariat; il lui est délivré un duplicata s'il y a lieu.

13. Tout étudiant qui assiste à un cours doit, à la première réquisition du professeur, du doyen ou du directeur, faite soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs agents, exhiber sa carte d'inscription. Tout auditeur pourvu d'une carte d'admission doit de même exhiber cette carte.

14. En cas de trouble occasionné par le porteur d'une carte d'admission, la carte peut être annulée. La faculté ou école peut refuser la délivrance d'une nouvelle carte.

15. Tout étudiant qui a prêté sa carte d'inscription est passible des peines édictées à l'art. 6. Tout auditeur bénévole qui a prêté sa carte d'admission peut en être privé et être exclu des cours, conférences et exercices pratiques pour toute l'année scolaire. L'exclusion est prononcée sans recours par la faculté ou école.

16. Chaque faculté ou école arrête, par un règlement intérieur, sous l'approbation du recteur, en se conformant aux principes du présent décret, les moyens propres à assurer l'assiduité des étudiants. La faculté ou école peut, à la fin du trimestre, annuler l'inscription d'un étudiant dont l'assiduité n'a pas été suffisante. Sa décision est sans appel. L'inscription annulée ne peut être rendue que par délibération de la faculté ou école.

17. Il est défendu à tout autre qu'aux étudiants interrogés par les professeurs de prendre la parole dans les salles d'enseignement ou d'examen.

18. Si un cours ou un examen vient à être troublé, le professeur invite immédiatement les auteurs du désordre à sortir et les signale au chef de l'établissement, pour qu'il soit pris contre eux telle mesure que de droit. S'il ne parvient pas à les connaître et qu'un avertissement n'ait pas suffi pour établir le bon ordre, il lève la séance. Si les circonstances l'exigent, après délibération conforme de la faculté ou école, nul n'est admis au cours s'il ne présente ou ne dépose sa carte d'inscription ou d'admission ou une carte spéciale délivrée à cet effet au secrétariat de la faculté ou école. En cas d'urgence, la mesure prévue au paragraphe précédent est prise provisoirement par le doyen ou directeur.

19. L'examen dans lequel une fraude est constatée est nul. En cas de flagrant délit, le candidat quitte immédiatement la salle. La nullité est prononcée sans délai par le jury. Sa décision est définitive. Le doyen ou directeur adresse, sans délai, un rapport au recteur. Le recteur décide, après en avoir référé au ministre, s'il y a lieu de traduire le candidat devant le conseil académique. Le conseil académique peut prononcer soit l'exclusion pour un nombre déterminé de sessions, soit l'exclusion à toujours de toutes les facultés. La même peine peut être appliquée aux complices des candidats.

20. Pour chaque thèse de doctorat, le doyen ou directeur désigne un ou plusieurs professeurs de la faculté ou de l'école, qui examinent le manuscrit et le signent, après s'être assurés que ce travail mérite d'être présenté à la soutenance publique. Le doyen ou directeur soumet le manuscrit au recteur avec un rapport où sont exposés les qualités et les défauts du travail. Le recteur accorde ou refuse le permis d'imprimer. Dans le cas où le permis d'imprimer est refusé, si la faculté ou l'intéressé en font la demande, le recteur en réfère au ministre, qui, après avoir provoqué l'avis d'une commission spécialement compétente, statue en section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique. La composition des jurys reste, selon les facultés ou écoles, soumise aux décrets et règlements en vigueur.

21. Lorsqu'une thèse présentée à une faculté l'a déjà été antérieurement à une autre faculté, qui ne l'a pas acceptée, le candidat doit faire mention de cette circonstance, sous peine de nullité des épreuves, et le recteur ne peut autoriser l'impression sans en référer au ministre.

22. Il n'est rien innové en ce qui concerne les certificats d'aptitude et la délivrance des diplômes.

23. Le dossier de l'élève d'un éta-

blissement d'enseignement supérieur qui veut passer d'une faculté ou école dans une autre, en conservant le bénéfice des inscriptions qu'il a prises et des examens qu'il a subis, doit contenir : 1° son acte de naissance ; 2° un certificat de scolarité délivré par le doyen ou directeur, et visé par le recteur ; ce certificat mentionne en particulier la situation scolaire (inscriptions, examens, notes, ajournements, stage, travaux pratiques, etc.). Ce dossier est transmis d'une faculté à une autre par les soins du recteur. En cas de refus du doyen ou directeur de délivrer le certificat, le ministre statue, après enquête.

24. Un élève ajourné à un examen ne peut changer de faculté ou d'école sans une autorisation spéciale du recteur, laquelle n'est accordée que pour des motifs graves et après avis de la faculté ou école. Cette disposition n'est pas applicable aux candidats aux baccalauréats et aux licences ès sciences et ès lettres. Tout candidat convaincu de s'être fait inscrire concurremment dans deux facultés ou écoles, ou avant l'expiration du délai réglementaire pour y subir le même examen, est passible des peines prévues par l'art. 19, paragraphe 3.

25. Dans les facultés de droit, les étudiants sont tenus de subir l'examen de fin d'année devant la faculté où ils ont pris les deux dernières inscriptions de l'année courante. Les épreuves du doctorat doivent être subies devant la faculté où ont été prises les quatre inscriptions réglementaires. Les aspirants au titre d'officier de santé et de pharmacien de deuxième classe sont tenus de subir les trois examens définitifs devant la faculté ou école dans le ressort de laquelle ils doivent exercer. Il n'est dérogé à ces règles que pour des motifs graves et par décision rectorale, après avis de la faculté ou école.

26. Les doyens et directeurs adressent aux familles des bulletins constatant la situation scolaire des étudiants.

27. Tout étudiant qui, sans motifs jugés valables par la faculté ou école, néglige pendant deux ans de prendre des inscriptions et de subir aucune épreuve, perd le bénéfice des inscriptions prises depuis la dernière épreuve subie avec succès. La décision est prononcée, sans appel, par la faculté ou école. Toutefois, en ce qui concerne les candidats à la licence en droit, les règles de la péremption sont déterminées ainsi qu'il suit : les inscriptions non suivies d'épreuves ne sont valables, outre l'année courante, que pour les deux années scolaires qui suivent la session de juillet où l'examen en vue duquel elles ont été prises aurait dû être subi ; passé ce délai, elles sont périmées. Elles sont également périmées en cas d'ajournement, si l'épreuve n'a pas été renouvelée dans le même délai ; si elle est renouvelée en temps utile, les inscriptions, en cas de nouvel ajournement, restent valables pour l'année scolaire qui suit celle pendant laquelle a eu lieu le dernier ajournement. Dans tous les cas, le bénéfice des examens subis avec succès reste acquis. Le temps passé sous les drapeaux, dans l'armée active, n'est pas compté dans le délai entraînant la péremption.

28. Tout manque de respect, tout acte d'insubordination envers un membre de la faculté ou école, tous faits contraires à la discipline dont les étudiants se rendraient coupables à l'intérieur de la faculté ou de l'école et tous les faits contraires à l'ordre scolaire relèvent de la juridiction de la faculté. Les délinquants sont passibles des peines suivantes : 1° réprimande devant l'assemblée des professeurs ; 2° exclusion de la faculté ou école pendant deux ans au plus ; 3° privation du droit de prendre des inscriptions et de subir des examens dans toutes les facultés ou écoles pendant un temps qui ne peut excéder deux années, ou, si toutes les inscriptions ont été prises, ajournement à un délai qui ne peut dépasser deux années pour les épreuves restant à subir. Ces décisions ne sont pas susceptibles d'appel. Si la faculté ou école, après avoir appliqué le maximum de la peine dont elle dispose, c'est-à-dire la suspension de la scolarité durant deux années, estime, vu la gravité des faits, que

cette pénalité est insuffisante, elle en fait rapport au recteur et exprime l'avis que l'affaire soit portée devant le conseil académique. Le conseil académique peut appliquer les peines énumérées à l'art. 29.

29. Les faits délictueux et les désordres graves dont l'étudiant se rendrait coupable en dehors de l'école relèvent de la juridiction du conseil académique, qui, suivant les cas, peut prononcer : 1° la réprimande devant le conseil académique ; 2° l'exclusion de la faculté ou école pour un temps qui n'excédera pas deux années ; 3° la privation du droit de prendre des inscriptions et de subir des examens dans toutes les facultés ou écoles pendant un temps qui ne peut dépasser deux années, ou, si toutes les inscriptions ont été prises, l'ajournement de six mois à deux ans pour les épreuves qui restent à subir ; 4° l'exclusion à toujours de la faculté ou école ; 5° l'exclusion de toutes les facultés ou écoles de la République pour une période qui n'excédera pas deux ans ; 6° l'exclusion à toujours de toutes les facultés ou écoles de la République.

30. L'action disciplinaire est indépendante des peines prononcées par les tribunaux.

31. Est considéré comme étudiant au point de vue de la compétence des juridictions disciplinaires, celui qui, régulièrement sur les registres d'une faculté ou école de l'Etat, n'a pas soit terminé ses études, soit demandé sa radiation. Est également justiciable des juridictions disciplinaires tout étudiant libre qui, à l'occasion ou au cours de l'examen, se rend coupable d'une des fautes prévues par le présent règlement.

32. L'information sur les faits disciplinaires déférés aux facultés ou écoles est faite par le doyen ou directeur, qui mande devant lui l'étudiant, reçoit ses explications et informe le recteur. La faculté ou école décide, sur le rapport du doyen ou directeur, s'il y a lieu à suivre. Au jour fixé pour la délibération, l'assemblée de la faculté ou école, composée des professeurs titulaires et présidée par le doyen, entend la lecture du rapport. L'étudiant, convoqué à cet effet, est introduit, s'il le désire, et entendu ; après quoi il se retire, l'assemblée délibère et statue. La présence de la moitié plus un des professeurs titulaires de la faculté ou de l'école est nécessaire pour la validité des délibérations. La décision est prise à la majorité simple. En cas de partage, l'avis favorable à l'étudiant prévaut. Il est immédiatement donné connaissance de la décision à l'étudiant, à son domicile et à celui de ses parents. La décision est portée sans délai à la connaissance du recteur, qui informe le ministre.

33. Les conseils académiques procèdent dans leurs sessions ordinaires, et s'il y a lieu dans des sessions extraordinaires, à l'examen des faits disciplinaires relevant de leur juridiction.

34. L'information sur les faits disciplinaires déférés aux conseils académiques a lieu par les soins du recteur, qui délègue à cet effet un membre du conseil. Ce conseiller, après avoir entendu l'étudiant dans ses explications, fait un rapport. Le recteur, après en avoir référé au ministre, décide s'il y a lieu à suivre. Dans le cas de flagrant délit constaté au cours d'un examen, le rapport du doyen est transmis au recteur et constitue toute l'instruction préalable. La commission nommée suivant les prescriptions de l'art. 5 du décret du 26 juin 1880 instruit l'affaire par tous les moyens propres à l'éclairer et en fait rapport. Ce rapport et le dossier des pièces à l'appui sont mis à la disposition de l'étudiant au secrétariat de l'académie, un jour franc avant la délibération du conseil. Au jour fixé pour la délibération, la commission donne lecture de son rapport ; l'étudiant et, s'il en fait la demande, son conseil sont ensuite introduits, et entendus dans leurs observations. Après qu'ils se sont retirés, le président met l'affaire en délibéré et le conseil statue. La présence de la moitié plus un des membres est nécessaire pour la validité des délibérations. La décision du conseil défavorable à l'inculpé doit être prise aux deux tiers des suffrages exprimés. La notification du jugement est faite par les soins du recteur au do-

micile de l'étudiant et à celui de sa famille.

35. En ce qui concerne le candidat au baccalauréat qui se rend coupable de fraude au cours de l'examen, le conseil académique entend, s'il se présente, le délinquant, dûment convoqué et non assisté d'un conseil; il prononce, s'il y a lieu, une des peines prévues à l'art. 19.

36. Les délibérations des conseils académiques peuvent être attaquées par la voie de l'appel *a minima*. La faculté d'appeler appartient au recteur. En cas d'appel par l'inculpé seulement, il ne peut être prononcé contre lui une peine plus forte. En cas d'appel par l'inculpé, l'appel *a minima* peut être interjeté incidemment en tout état de cause par le recteur.

37. Sont abrogées toutes les dispositions relatives aux matières réglementées par le présent décret, sous les réserves faites aux art. 20 et 22.

38. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, est chargé, etc.

1er = 5 AOUT 1883. — Décret concernant les écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie. (XII, B. DCCCIII, n. 13,661.)

Le Président de la République, sur le rapport du président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts; vu le décret du 14 juillet 1875, portant institution des écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie; vu le décret du 20 novembre 1875; vu les décrets des 20 juin 1878 et 23 juillet 1882; le conseil supérieur de l'instruction publique entendu, décrète :

Art. 1er. Les grades à exiger des professeurs titulaires dans les écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie sont : 1° pour les professeurs de médecine, le doctorat en médecine; 2° pour les professeurs de pharmacie et de matière médicale, le diplôme supérieur de pharmacien; 3° pour les professeurs de physique, de chimie et d'histoire naturelle, le doctorat en médecine ou le diplôme supérieur de pharmacien. Un licencié ès sciences physiques peut être chargé du cours de physique et du cours de chimie. Un licencié ès sciences naturelles peut être chargé du cours d'histoire naturelle.

2. Les grades à exiger des suppléants sont : 1° pour les suppléants de médecine, le doctorat en médecine; 2° pour les suppléants des chaires de physique, de chimie et d'histoire naturelle, le doctorat en médecine, ou le diplôme de pharmacien de première classe, ou la licence ès sciences physiques ou naturelles, suivant la nature de la suppléance; 3° pour les suppléants des chaires de pharmacie et de matière médicale, le diplôme de pharmacien de première classe. Les suppléants sont nommés au concours pour une durée de neuf ans. Le concours est ouvert devant une faculté de médecine, ou devant une faculté mixte de médecine et de pharmacie ou devant une école supérieure de pharmacie. Le siège du concours est déterminé par le ministre. Peuvent être nommés sans concours : suppléants des chaires de chimie et de physique, les docteurs en médecine pourvus de la licence ès sciences physiques; suppléants de la chaire d'histoire naturelle, les docteurs en médecine pourvus de la licence ès sciences naturelles.

3. Les grades à exiger des chefs des travaux sont : 1° pour le chef des travaux anatomiques, le doctorat en médecine; 2° pour le chef des travaux chimiques, le doctorat en médecine, ou le diplôme de pharmacien de première classe, ou la licence ès sciences physiques. Les chefs des travaux sont nommés au concours pour une période de neuf ans; le concours est ouvert devant les écoles de plein exercice. Les fonctions de chef des travaux ne peuvent être cumulées avec celles de suppléant.

4. Les aspirants au doctorat en médecine, élèves des écoles de plein exercice, passent le premier examen probatoire et les deux parties du deuxième examen dans ces écoles, devant un jury composé de deux professeurs et d'un agrégé de faculté. A cet effet, deux sessions d'examens seront ouvertes dans les écoles de plein exercice : l'une au mois d'août,

pour le premier examen probatoire et la deuxième partie du second examen; l'autre au mois d'avril, pour la première partie du second examen. Toutefois, les aspirants au doctorat, élèves des écoles de plein exercice, peuvent subir ces épreuves devant les facultés de médecine, aux époques fixées par l'art. 4 du décret du 20 juin 1878 et par l'art. 1er du décret du 23 juillet 1882. Les élèves refusés au premier examen probatoire, à la session d'août, dans les écoles de plein exercice, peuvent se présenter, pour le même examen, à la session de novembre suivant, devant une faculté de médecine. Les élèves refusés à la première et à la deuxième partie du second examen peuvent se présenter, pour la même épreuve, après un délai de trois mois, devant une faculté de médecine. Pendant la durée de l'ajournement, le cours des inscriptions est suspendu.

5. Les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

6. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, est chargé, etc.

1er = 5 AOUT 1883. — Décret qui réorganise les écoles de médecine et de pharmacie. (XII, B. DCCCIII, n. 13,662.)

Le Président de la République, sur le rapport du président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts; vu l'ordonnance du 12 mars 1841, portant réorganisation des écoles préparatoires de médecine et de pharmacie; vu les décrets des 4 février 1874, 14 juillet 1875, 10 août 1877, 20 juin 1878 et 23 juillet 1882; le conseil supérieur de l'instruction publique entendu, décrète :

Art. 1er. Le personnel enseignant, dans les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie, comprend des professeurs titulaires, des suppléants, un chef des travaux anatomiques et physiologiques, un chef des travaux physiques et chimiques, des fonctionnaires et des employés auxiliaires.

2. Les professeurs titulaires sont au nombre de douze, répartis dans les chaires suivantes : anatomie descriptive; physiologie; hygiène et thérapeutique; patho ogie interne; pathologie externe et médecine opératoire; chimie et toxicologie; physique; histoire naturelle; pharmacie et matière médicale; clinique médicale; clinique chirurgicale; clinique obstétricale et gynécologie.

3. Les suppléants sont au nombre de six, répartis ainsi qu'il suit : pour les chaires d'anatomie et de physiologie, 1 suppléant; pour les chaires de pathologie et de clinique médicale, 1; pour les chaires de pathologie et de clinique chirurgicale, et de clinique obstétricale, 1; pour les chaires de physique et de chimie, 1; pour la chaire de pharmacie et matière médicale, 1; pour la chaire d'histoire naturelle, 1.

4. Les suppléants sont nommés au concours pour une durée de neuf ans. Le concours est ouvert devant une faculté de médecine, une faculté mixte de médecine et de pharmacie ou une école supérieure de pharmacie. Le siège du concours est déterminé par le ministre. Peuvent être nommés sans concours : suppléants des chaires de chimie et de physique, les docteurs en médecine pourvus de la licence ès sciences physiques; suppléants de la chaire d'histoire naturelle, les docteurs en médecine pourvus de la licence ès sciences naturelles. Après l'expiration du temps légal d'exercice, le ministre peut maintenir un suppléant en fonctions et même le rappeler temporairement à l'activité, si les besoins du service l'exigent.

5. Les chefs des travaux sont nommés au concours pour une période de neuf ans. Le concours est ouvert devant l'école où les emplois sont vacants.

5. Les suppléants et les chefs des travaux prennent une part active à l'enseignement. Ils font des cours annexes ou des conférences; ils dirigent les travaux pratiques. Chaque école soumettra au ministre un tableau des cours faits par les titulaires, les suppléants et les chefs des travaux; toutes les matières de l'enseignement devront figurer dans ce tableau. Les fonctions de chef des

travaux ne peuvent pas être cumulées avec celles de suppléant.

7. Les grades à exiger des professeurs titulaires sont : 1° pour les professeurs d'anatomie, de physiologie, d'hygiène et thérapeutique, de pathologie interne, de pathologie externe et médecine opératoire, de clinique interne, externe et obstétricale, le diplôme de docteur en médecine ; 2° pour les professeurs de physique, de chimie et d'histoire naturelle, le diplôme de docteur en médecine ou le diplôme supérieur de pharmacien ; 3° pour le professeur de pharmacie et matière médicale, le diplôme supérieur de pharmacien. Un licencié ès sciences physiques pourra être chargé du cours de physique ou du cours de chimie. Un licencié ès sciences naturelles pourra être chargé du cours d'histoire naturelle.

8. Les grades à exiger des suppléants sont : 1° pour les suppléants des chaires d'anatomie et de physiologie, de pathologie interne et externe, de clinique interne, externe et obstétricale, le diplôme de docteur en médecine ; 2° pour les suppléants des chaires de physique, de chimie et d'histoire naturelle, le diplôme de docteur en médecine, ou le diplôme de pharmacien de première classe, ou la licence ès sciences physiques ou naturelles, suivant la nature de la suppléance ; 3° pour le suppléant de la chaire de pharmacie et matière médicale, le diplôme de pharmacien de première classe. Les grades à exiger des chefs des travaux sont : 1° pour les chefs des travaux anatomiques et physiologiques, le diplôme de docteur en médecine ; 2° pour le chef des travaux physiques et chimiques, le diplôme de docteur en médecine, ou de pharmacien de première classe, ou de licencié ès sciences physiques.

9. Le personnel des fonctionnaires et employés auxiliaires de l'enseignement comprend : un prosecteur ; un aide d'anatomie et de physiologie ; des chefs de clinique ; des préparateurs pour les cours de chimie, de physique, de pharmacie et d'histoire naturelle ; un bibliothécaire.

10. Le personnel administratif se compose de : un secrétaire ; des employés et gens de service.

11. Les villes, sièges d'écoles préparatoires, contractent l'obligation : 1° d'assurer le service des trois cliniques prévues à l'art. 2 ; 2° de mettre à la disposition de l'école une ou plusieurs salles consacrées aux maladies des enfants.

12. Les mêmes villes s'engagent en outre à prendre entièrement à leur charge les traitements du personnel et à couvrir les dépenses de toute nature occasionnées par l'enseignement, les exercices pratiques, l'entretien des bâtiments, du mobilier, des collections, des laboratoires, du jardin botanique et des cliniques.

13. Les aspirants au doctorat en médecine, élèves des écoles préparatoires réorganisées, passent le premier examen probatoire et la première partie du second examen dans ces écoles, devant un jury composé de deux professeurs et d'un agrégé de faculté. A cet effet, deux sessions d'examens seront ouvertes dans les écoles préparatoires réorganisées : l'une au mois d'août, pour le premier examen ; l'autre au mois d'avril, pour la première partie du deuxième examen. Toutefois, les aspirants au doctorat, élèves des écoles préparatoires réorganisées, peuvent subir ces épreuves devant les facultés de médecine, aux époques fixées par l'art. 4 du décret du 20 juin 1878 et par l'art. 1er du décret du 23 juillet 1882. Les élèves refusés au premier examen probatoire, à la session d'août, dans les écoles préparatoires réorganisées, peuvent se présenter, pour le même examen, à la session de novembre suivant, devant une faculté de médecine. Les élèves des mêmes écoles refusés, à la session d'avril, à la première partie du deuxième examen probatoire, peuvent se présenter, pour le même examen, après un délai de trois mois, devant une faculté. Pendant la durée de l'ajournement, le cours des inscriptions est suspendu.

14. Les écoles préparatoires actuellement existantes recevront les droits établis à l'art. 13 à mesure qu'elles seront réorganisées. Jusqu'à la réorganisation, elles restent, pour le régime des examens de doctorat, sou-

mises à l'art. 4 du décret du 20 juin 1878 et à l'art. 1er du décret du 23 juillet 1882. Les droits mentionnés à l'art. 13 seront conférés à chaque école en particulier par le ministre, en section permanente, sur le rapport d'une commission établissant que la réorganisation est réalisée.

15. Les dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

16. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, est chargé, etc.

1er = 5 AOUT 1883. — Décret concernant les aspirants au titre d'officier de santé (XII, B. DCCCIII, n. 13,663.)

Le Président de la République, sur le rapport du président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ; vu les ordonnances des 18 mai 1820, 13 octobre 1840, 14 février, 12 mars 1841, et le décret du 22 août 1854 ; vu les règlements des 7 novembre 1820, 26 septembre 1837, 23 décembre 1854, 2 avril 1857 et 7 avril 1859 ; le conseil supérieur de l'instruction publique entendu, décrète :

Art. 1er. La durée des études pour obtenir le titre d'officier de santé est de quatre années pendant lesquelles le candidat doit prendre seize inscriptions trimestrielles. En prenant sa première inscription, tout candidat à ce grade doit, à défaut d'un diplôme de bachelier, justifier du certificat d'études de l'enseignement secondaire spécial ou du certificat d'examen de grammaire complété par un examen portant sur les éléments de physique, de chimie et d'histoire naturelle, conformément au programme d'études de l'enseignement secondaire spécial, Le jury, composé de trois membres. est nommé par le recteur.

2. Les aspirants au titre d'officier de santé suivent dans les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie les cours suivants : *Première année.* — Physique, chimie, histoire naturelle, ostéologie et arthrologie. *Deuxième année.* — Anatomie, physiologie et pathologie externe. *Troisième année.* — Anatomie, physiologie, pathologie interne et pathologie externe, clinique interne et clinique externe. *Quatrième année.* — Pathologie interne et pathologie externe; hygiène, thérapeutique et matière médicale ; clinique interne, clinique externe et clinique d'accouchements.

3. Les travaux pratiques sont obligatoires. Ils portent : en première année, sur la physique, la chimie et l'histoire naturelle ; en deuxième année, sur l'anatomie et la physiologie; en troisième année, sur l'anatomie, la physiologie et la médecine opératoire.

4. Le stage hospitalier, également obligatoire, commence avec la cinquième inscription ; il se continue jusqu'à la fin des études.

5. A la fin de chacune des trois premières années, les candidats subissent, devant un jury composé de professeurs de l'école, un examen sur les matières suivantes : *Examen de première année.* — Physique, chimie, histoire naturelle, premiers éléments d'anatomie (ostéologie et arthrologie). *Examen de deuxième année.* — Anatomie descriptive et physiologie. *Examen de troisième année.* — Pathologie interne et pathologie externe.

6. Le candidat ajourné à l'examen de fin d'année peut se présenter de nouveau au mois de novembre suivant. S'il échoue à cette dernière session, il est renvoyé à la fin de l'année suivante, et le cours de ses inscriptions est suspendu. Le candidat qui ne s'est pas présenté à la session d'août ne peut subir l'examen de fin d'année à la session de novembre qu'en vertu d'une autorisation spéciale accordée par le recteur, après avis de l'école.

7. Les examens définitifs ne peuvent être subis qu'après la seizième inscription. A cet effet, il est institué, dans les écoles de plein exercice et dans les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie, deux sessions d'examens : l'une au mois d'août, l'autre au mois d'avril. Cette dernière session est exclusivement réservée aux candidats ajournés au mois d'août précédent.

8. Pour les examens définitifs, le

jury est composé d'un professeur d'une faculté de médecine ou d'une faculté mixte de médecine et de pharmacie, président, et de deux professeurs de l'école de plein exercice ou de l'école préparatoire.

9. Les trois examens définitifs sont subis devant la faculté ou école dans la circonscription de laquelle l'officier de santé doit exercer.

10. Les examens définitifs pour le titre d'officier de santé comprennent : le premier, l'anatomie, la physiologie, et une épreuve pratique de dissection ; le deuxième, la pathologie interne, la pathologie externe, la thérapeutique, la matière médicale et une épreuve pratique de médecine opératoire ; le troisième, la clinique interne, la clinique externe et la clinique d'accouchements.

11. Le présent décret est applicable à partir du 1er novembre 1883 pour les aspirants au diplôme d'officier de santé qui prendront à cette époque la première inscription. Les aspirants au diplôme d'officier de santé actuellement en cours d'études restent, s'ils en font la demande, en ce qui concerne les examens, soumis au régime établi par les décrets et règlements antérieurs. Au mois de novembre 1886, le présent décret sera seul en vigueur.

12. Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret.

13. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, est chargé, etc.

---

4 AOUT = 12 NOVEMBRE 1883. — Décret qui érige le collège d'Alais en lycée national d'enseignement spécial. (XII, B. DCCCIII, n. 13,664.)

---

4 AOUT = 12 NOVEMBRE 1883. — Décret qui déclare le collège de Digne lycée national. (XII, B. DCCCIII, n. 13,665.)

---

16 AOUT = 12 NOVEMBRE 1883. — Décret qui fixe les frais d'études des élèves externes du lycée d'Alençon. (XII, B. DCCCIII, n. 13,666.)

---

27 AOUT = 12 NOVEMBRE 1883. — Décret qui crée un lycée national de jeunes filles à Charleville. (XII. B. DCCCIII, n. 13,667.)

---

4 SEPTEMBRE = 12 NOVEMBRE 1883. — Décret qui crée un collège communal de jeunes filles à Abbeville. (XII, B. DCCCIII, n. 13,668.)

---

4 SEPTEMBRE = 12 NOVEMBRE 1883. — Décrets qui créent des lycées nationaux de jeunes filles à Moulins, à Saint-Etienne et à Bourg. (XII, B. DCCCIII, n. 13,669 à 13,671.)

---

13 = 15 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui fixe les traitements des membres du personnel administratif et enseignant dans les lycées et collèges de jeunes filles. (XII, B. DCCCIII, n. 13,672.)

Le Président de la République, sur le rapport du président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ; vu la loi du 21 décembre 1880 ; vu le décret du 28 juillet 1881, décrète :

Art. 1er. Les traitements annuels des directrices, professeurs titulaires, maîtresses chargées de cours, institutrices primaires et maîtresses répétitrices des lycées de jeunes filles des départements sont fixés de la manière suivante :

		1re CLASSE.	2e CLASSE.	3e CLASSE.	4e CLASSE.
Directrices.	Agrégées	6,500 f.	6,000 f.	5,500 f.	5,000 f.
	Licenciées ou pourvues soit du certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles, soit du certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes	6,000	5,500	5,000	4,500
	Pourvues du brevet de l'enseignement primaire	5,500	5,000	4,500	4,000
Professeurs titulaires.	Agrégées	4,200	5,800	3,400	3,000

		1re CLASSE.	2e CLASSE.	3e CLASSE.	4e CLASSE.
Maîtresses chargées de cours.	Licenciées ou pourvues soit du certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles, soit du certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes	3,400 f.	3,100 f.	2,500 f.	2,500 f.
Institutrices primaires.	Pourvues d'un baccalauréat, du diplôme de fin d'études secondaires ou du brevet supérieur de l'enseignement primaire.	2,700	2,400	2,100	1,800
Maîtresses répétitrices. Logées, non nourries		2,400	2,100	1,800	1,500

2. Les traitements alloués aux membres du personnel administratif ou enseignant des lycées de jeunes filles de Paris seront, pour chaque classe et pour chaque catégorie de fonctionnaires, supérieurs de cinq cents francs aux chiffres indiqués dans le tableau ci-dessus.

3. Les traitements annuels des directrices, professeurs titulaires, maîtresses chargées de cours, institutrices primaires et maîtresses surveillantes des collèges de jeunes filles sont fixés comme ci-après :

		1re CLASSE.	2e CLASSE.	3e CLASSE.	4e CLASSE.
Directrices		4,000 f.	3,500 f.	3,000 f.	2,600 f.
Professeurs titulaires.	Licenciées ou pourvues soit du certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles, soit du certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes	3,000	3,100	2,800	2,500
Maîtresses chargées de cours.	Pourvues d'un baccalauréat, du diplôme de fin d'études secondaires ou du brevet supérieur de l'enseignement primaire.	2,700	2,400	2,100	1,800
Institutrices primaires		2,400	2,000	1,800	1,600
Maîtresses surveillantes de l'internat. Logées, non nourries.		au minimum, 1,400 fr.			

4. Des promotions à une classe supérieure pourront être accordées, en fin d'année, sur la proposition des recteurs, aux fonctionnaires qui auront passé cinq ans au moins dans la classe inférieure.

5. Les professeurs titulaires et les maîtresses chargées de cours des lycées et des collèges de jeunes filles ne seront tenues qu'à un service de seize heures de classe par semaine; ce nombre d'heures hebdomadaires sera réduit à quinze pour les fonctionnaires chargés de l'enseignement des sciences physiques et naturelles.

6. Les heures supplémentaires qui pourront être demandées aux professeurs titulaires et aux maîtresses chargées de cours, en outre du service normal mentionné à l'article 5, donneront lieu au paiement de rémunérations spéciales qui seront calculées de la manière suivante : 1° dans les lycées de Paris, 200 fr. par chaque heure supplémentaire par semaine pendant dix mois ; 2° dans les lycées de département, 150 fr. par chaque heure supplémentaire par semaine pendant dix mois; 3° dans les collèges, 125 fr. par chaque heure supplémentaire par semaine pendant dix mois.

7. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, est chargé, etc.

16 = 31 AOUT 1883. — Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Morthomiers (Cher). (XII, B. DCCCIV, n. 13,682.)

11 = 12 MAI 1883.— Loi qui distrait des portions de territoire de la commune de Larzicourt (Marne) pour les annexer à la

commune d'Arrigny. (XII, B. DCCCV, n. 13,683.)

---

15 = 16 MAI 1883. — Loi qui supprime la commune de Bricot-la-Ville (Marne) et réunit son territoire aux communes de Châtillon-sur-Morin et de la Forestière (Marne). (XII, B. DCCCV, n. 13,684.)

---

12 = 13 JUILLET 1883. — Loi qui distrait une portion du territoire de la commune de Lanouée (Morbihan) pour en former une commune distincte dont le chef-lieu sera au village des Forges et qui en portera le nom. (XII, B. DCCCV, n. 13,685.)

---

26 = 27 JUILLET 1883. — Loi qui distrait plusieurs villages de la commune de Mortroux (Creuse) pour en former une commune distincte dont le chef-lieu est fixé à *la Forêt-du-Temple*, et qui en portera le nom. (XII, B. DCCCV, n. 13,686.)

---

26 = 27 JUILLET 1883. — Loi qui distrait une section de la commune de Saint-Georges-Nigremont (Creuse) pour en former une commune distincte sous le nom de *Pontcharraud.* (XII, B. DCCCV, n. 13,687.)

---

27 = 28 JUILLET 1883. — Loi qui annexe à la ville de Lons-le-Saunier deux parcelles de territoire dépendant de la commune de Montaigu. (XII, B. DCCCV, n. 13,688.)

---

27 = 28 JUILLET 1883. — Loi portant répartition du fonds de 4 millions de francs destiné à venir en aide aux départements (*exercice* 1884). (XII, B. DCCCV, n. 13,689.)

Article unique. La répartition du fonds de subvention affecté par l'article 58 de la loi du 10 août 1871 aux dépenses des départements qui, en raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du budget, est réglée, pour l'exercice 1884, conformément à l'état annexé à la présente loi. Une somme de 20,000 francs est laissée, comme fonds de réserve, à la disposition du ministre de l'intérieur pour frais d'impressions, dépenses diverses et imprévues du service départemental.

État de répartition du fonds de subvention affecté aux dépenses du budget ordinaire des départements (exercice 1884).

Ain, 112,090 fr. Allier, 54,000 fr. Alpes (Basses-), 159,000 fr. Alpes (Hautes-), 150,000 fr. Alpes-Maritimes, 180,000 fr. Ardèche, 174,000 fr. Ariège, 131,000 fr. Aube, 30,000 fr. Aude, 15,000 fr. Aveyron, 87,000 fr. Bouches-du-Rhône, 27,000 fr. Cantal, 80,000 fr. Cher, 130,000 fr. Corrèze, 100,000 fr. Corse, 237,000 fr. Côtes-du-Nord, 33,000 fr. Creuse, 112,000 f. Dordogne, 18,000 f. Doubs, 5,000 f. Drôme, 54,000 fr. Finistère, 38,000 fr. Gers, 5,000 f. Indre, 131,000 f. Indre-et-Loire, 8,000 fr. Landes, 147,000 fr. Loir-et-Cher, 52,000 fr. Loire (Hte-), 55,000 fr. Lot, 50,000 fr. Lozère, 145,000 f. Marne (Hte-), 5,000 f. Mayenne, 40,000 f. Meurthe-et-Moselle, 4,000 fr. Meuse, 18,000 fr. Morbihan, 30,000 fr. Nièvre, 60,000 fr. Puy-de-Dôme, 10,000 f. Pyrénées (Basses-), 95,000 fr. Pyrénées (Hautes-), 82,000 fr. Pyrénées-Orientales, 94,000 fr. Rhône, 50,000 fr. Saône (Hte-), 20,000 fr. Savoie, 211,000 fr. Savoie (Hte-), 244,000 f. Sèvres (Deux-), 35,000 fr. Tarn, 25,000 fr. Var, 52,000 fr. Vaucluse, 112,000 fr. Vendée, 40,000 fr. Vienne, 75,000 fr. Vienne (Haute-), 90,000 fr. Vosges, 55,000 fr. Yonne, 7,000 fr. Territoire de Belfort, 7,000 fr. — Total, 3,980,000 fr. — Réserve, 20,000 fr. — Total, 4,000,000 de fr.

1er = 3 AOUT 1883. — Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit supplémentaire pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel.* (XII, B. DCCCV, n. 13,690.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, au delà des crédits accordés par la loi de finances du 29 juillet 1881, un crédit supplémentaire de 195,000 francs, qui sera inscrit au chapitre 10 du budget ordinaire, première section (*Dépenses d'exploitation du* Journal officiel *non susceptibles d'une évaluation fixe ; personnel et matériel*).

2. Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1882.

---

2 = 4 AOUT 1883. — Loi qui augmente la pension accordée à titre de récompense à M. *Pasteur*, de l'Académie française et de l'Académie des sciences. (XII, B. DCCCV, n. 13,691.)

Art. 1er. La pension annuelle et viagère accordée à M. Louis Pasteur, de l'Académie française et de l'Académie des sciences, par la loi du 18 juillet 1874, à titre de récompense nationale, est portée à 25,000 francs.

2. Cette pension sera inscrite au

livre des pensions civiles du trésor public, avec jouissance à partir du jour de la promulgation de la présente loi; elle ne sera pas sujette aux lois particulières du cumul; elle sera réversible en totalité sur la veuve d'abord, et ensuite sur les enfants de M. Pasteur.

1er FÉVRIER = 19 NOVEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au budget de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, exercice 1881, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos. (XII, B. DCCCV, n. 13,692.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au budget annexe de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, pour l'exercice 1881, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos. Ces chapitres seront intitulés : *Rappels de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos. Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.*

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant à 163,019 fr. 95 c., sont, en conséquence, déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice 1881 pour traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent : Rappels de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos, 120,795 fr. 49 c.; rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos, 42,224 fr. 46 c.; total, 163,019 fr. 95 c.

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances pour le service des traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire pendant l'année 1881, une somme de 163,019 fr. 95 c. est transportée aux deux chapitres ci-dessus et annulée aux chapitres suivants : chapitre 3. Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre, 120,795 fr. 49 c.; chapitre 6. Traitements de la médaille militaire, 42,224 fr. 46 c.; total, 163,019 fr. 95 c.

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi du règlement définitif de l'exercice 1881.

5. Le ministre de la justice et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

9 = 18 AOUT 1883. — Décret concernant l'alimentation du dépôt de dynamite d'Onnaing (Nord). (XII, B. DCCCV, n. 13,693.)

---

13 = 19 AOUT 1883. — Décret qui autorise la chambre de commerce d'Oran à contracter un emprunt. (XII, B. DCCCV, n. 13,694.)

---

26 AOUT = 19 NOVEMBRE 1883. — Décret qui fixe la quantité de dynamite que pourront recevoir les huit dépôts établis sur le territoire de la commune de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). (XII, B. DCCCV, n. 13,695.)

---

20 AOUT = 19 NOVEMBRE 1883. — Décret qui fixe l'imposition extraordinaire additionnelle à percevoir en 1883, destinée à concourir au service des deux emprunts contractés pour la construction de la Bourse au Havre. (XII, B. DCCCV, n. 13,696.)

---

27 AOUT = 1er SEPTEMBRE 1883. — Décret qui crée un conseil de prud'hommes à Falaise (Calvados). (XII, B. DCCCV, n. 13,697.)

---

27 AOUT = 1er SEPTEMBRE 1883. — Décret qui crée un conseil de prud'hommes à Saint-Didier-la-Séauve (Haute-Loire). (XII, B. DCCCV, n. 13,698.)

---

29 = 30 OCTOBRE 1883. — Décrets qui convoquent les collèges électoraux des arrondissements de Belley et de Lodève, à l'effet d'élire un député. (XII, B. DCCCV, n. 13,699, 13,700.)

---

13 = 17 AOUT 1883. — Décret qui approuve les statuts de la société d'assurances mutuelles sur la vie humaine, établie à Paris sous la dénomination de la *Garantie générale*, société mutuelle d'assurances sur la vie (XII, B. S. MDVI, n. 19,738.)

---

31 OCTOBRE = 26 NOVEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1879. (XII, B. DCCCVI, n. 13,708.)

---

3 = 26 NOVEMBRE 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la reconstruction de l'hôtel du consulat de France à Tien-Tsin, et la restauration de l'hôtel de la légation de France à Pékin. (XII, B. DCCCVI, n. 13,709.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sur le crédit de 28,810 fr. 95 c. affecté, sur l'exercice 1882, aux frais de reconstruction de l'hôtel du consulat de France à Tien-Tsin et de restauration de l'hôtel de la légation de France à Pékin, il est annulé une somme de 18,098 fr. 24 c., restée sans emploi.

2. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1883, pour le même objet, un crédit de 18,098 fr. 24 c. Ce crédit formera le chapitre 19 du budget de ce département.

3. Il sera pourvu à la dépense au moyen de la somme restée libre sur celle primitivement versée au trésor public à titre de fonds de concours.

4. Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

31 JUILLET = 1er AOUT 1883. — Loi qui ouvre ou annule des crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883. (XII, B. DCCCVII, n. 13,713)

TITRE Ier. EXERCICE 1881.

1° *Budget ordinaire.*

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la justice, sur l'exercice 1881, au delà des crédits alloués par la loi de finances du 28 décembre 1880, un crédit supplémentaire de 7,921 fr. 23 c., applicable au chap. 17 (*Justice musulmane en Algérie*). Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1881.

2° *Budget des dépenses sur ressources extraordinaires.*

2. Sur les crédits ouverts au ministre des arts, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, une somme de 28 fr. 08 c. est et demeure définitivement annulée au chapitre 2 (*Installation et agrandissement de divers ministères*). Une réduction de 28 fr. 08 c. est également opérée au montant du prélèvement effectué sur l'avance de 80 millions de francs faite à l'Etat par la Banque de France.

3. Sur les crédits ouverts au ministre des arts, au titre du même budget et du même exercice, une somme de 20,252 fr. 55 c. est et demeure annulée au chapitre 4 (*Réparation des monuments incendiés*). Sur les ressources provenant de la première partie du compte de liquidation, et qui ont été transportées au budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, est et demeure annulée une somme égale de 20,252 f. 55 c., qui est reportée au même budget de l'exercice 1883.

4. Sur les crédits ouverts au ministre de l'agriculture, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, une somme de 2,660,231 fr. 98 c. est et demeure annulée aux chapitres ci-après : chap. 1er. Personnel de l'administration centrale attaché au service des travaux extraordinaires, 0 fr. 34 c.; chap. 2. Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, 120 francs; chap. 3. Etudes et travaux relatifs à l'aménagement des eaux, 2,660,111 fr. 64 c.; total des crédits annulés 2,660,231 fr. 98 c. Les ressources affectées au crédit ci-dessus annulé seront reportés au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883.

TITRE II. EXERCICE 1882.

1° *Budget ordinaire.*

5. Il est alloué aux ministres, sur

l'exercice 1882, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 juillet 1881, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 643,500 francs. Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état A annexé à la présente loi. Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1882.

6. Sur les crédits ouverts au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882, deuxième section (*Service des beaux-arts*), une somme de 227,500 francs est et demeure annulée aux chapitres ci-après : chap. 16. Manufactures nationales, 22,500 francs; chap. 45. Restauration de peintures aux musées de Fontainebleau et de Versailles, 205,000 francs; total des crédits annulés, 227,500 francs.

TITRE III. EXERCICE 1883.

1° *Budget ordinaire.*

7. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 5,905,911 fr. 02 c. Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par chapitres, conformément à l'état B annexé à la présente loi. Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

8. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, en addition aux crédits votés par la loi de finances du 31 décembre 1882, un crédit extraordinaire de 4,000,000 de francs, qui sera classé au chapitre 32 (*Entretien des compagnies mixtes en Tunisie*). Il sera pourvu à ce crédit extraordinaire au moyen de l'attribution au budget ordinaire de l'exercice 1883 d'un prélèvement de pareille somme sur l'excédent disponible de recette de l'exercice 1881.

9. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 décembre 1882, un crédit extraordinaire de 160,000 fr., qui sera classé au chapitre 33 (*Construction de l'hôtel du quartier général du dix-huitième corps d'armée, à Bordeaux*). Il sera pourvu à ce crédit extraordinaire au moyen des ressources déterminées par l'art. 2 de la loi du 30 décembre 1882.

10. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit extraordinaire montant à la somme de 2,660,111 fr. 64 c., qui sera inscrit au chapitre 30 *bis* (*Reboisement des montagnes*), loi du 4 avril 1882. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

2° *Budget des dépenses sur ressources extraordinaires.*

11. L'excédent de recette de 4 millions 588,988 fr. 73 c., que présente le règlement définitif de la deuxième partie du compte de liquidation, est et demeure appliqué au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883.

TITRE IV. OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX PÉRIMÉS ET CLOS.

1° *Exercices périmés.*

12. Il est accordé aux ministres, sur l'exercice 1883, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de 27,959 fr. 61 c. Ces crédits sont répartis entre les divers ministères conformément à l'état C annexé à la présente loi. Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

2° *Exercices clos.*

13. Il est accordé aux ministres, en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1881, des crédits supplémentaires pour la somme de 99,171 fr. 67 c., montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, conformément à l'état D annexé à la présente loi. Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dé-

penses d'exercices clos au budget de l'exercice courant. conformément à l'art. 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE V. BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

14. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1883, au titre du budget annexe de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, des crédits extraordinaires montant à la somme de 29,172 fr. 35 c., applicables aux chapitres ci-après : chap. 25. Travaux extraordinaires à la maison d'Ecouen 20,900 francs; chap. 26. Travaux extraordinaires à la maison des Loges, 8,272 fr. 35 c.; total égal, 29,172 fr. 35 c.

15. Les évaluations de recettes du budget annexe de la Légion d'honneur pour l'exercice 1883 sont augmentées d'une somme de 29,172 fr. 35 c., qui sera inscrite au chap. 14, sous le titre de : *Vente d'une coupe extraordinaire de bois dans le parc d'Ecouen.*

1er SEPTEMBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Est. (XII, B. DCCCVII, n. 13,714.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Est, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Paris à Avricourt et de Paris à Belfort; de Paris à Avricourt.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 40,000,000 de fr., etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

1er SEPTEMBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Est. (XII, B. DCCCVII, n. 13,715.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Est, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Paris à Avricourt; de Paris à Vincennes; de Frouard à la frontière.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 40,000,000 de fr., etc.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

1er SEPTEMBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui approuve diverses dépenses faites ou à faire par la compagnie du chemin de fer du Nord pour l'augmentation de l'outillage et du matériel roulant. (XII, B. DCCCVII, n. 13,716.)

---

6 SEPTEMBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les travaux de défense de la route nationale n° 135 contre les crues de l'Adour, aux abords de Riscle. (XII, B. DCCCVII, n. 13,717.)

---

10 SEPTEMBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la commune de Talabort pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie (XII, B. DCCCVII, n. 13,718.)

---

25 SEPTEMBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (XII, B. DCCCVII, n. 13,719.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Paris à Lyon; de Lyon à Avignon; d'Avignon à Marseille; de Dijon à Belfort; de Mouchard aux Verrières; d'Aix-les-Bains à Annecy; de Saint-Rambert à Grenoble; d'Annonay à Saint-Rambert; de Rognac à Aix; de Malesherbes à Bourron; de Moret à Nevers; de Nevers à Saint-Germain-des-Fossés; de Bessèges à Alais; de Tarascon à Cette.

2. Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 192,000,000 de fr., etc.

3. Le ministre des travaux publics est chargé; etc.

---

25 SEPTEMBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (XII, B. DCCCVII, n. 13,720.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son ancien réseau, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Paris à Lyon; de Lyon à Avignon; d'Avignon à Marseille; de Villeneuve-Saint-Georges à Montargis par Corbeil; de Roanne à Lyon par Saint-Etienne; de Givors à la Voulte; de Dijon à Belfort; de Nevers à Chagny; de Montbéliard à Delle; d'Albertville à Saint-Pierre-d'Albigny; de Lyon à Grenoble; d'Aix à Carnoules; de Marseille à Toulon; de Toulon à Nice.

2. Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 192,000,000 de francs, etc.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

25 SEPTEMBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (XII, B. DCCCVII, n. 13,721.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Paris à Lyon; d'Avignon à Marseille; de Nevers à Saint-Germain-des-Fossés; de Nîmes au Teil; de Tarascon à Cette; de Santenay à Etang; de Lyon à Genève; de Marseille à Toulon.

2. Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 192,000,000 de francs, etc.

3. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

1er = 4 OCTOBRE 1883. — Décret portant organisation des écoles du service de santé militaire (XII, B. DCCCVII, n. 13,722.)

Le Président de la République, vu la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée; vu le décret du 12 juin 1856, relatif aux écoles préparatoires et complémentaires du corps de santé militaire; vu le décret du 27 avril 1864, portant réorganisation de l'école du service de santé militaire; vu le décret du 15 juin 1880, relatif au recrutement du corps de santé militaire; sur le rapport du ministre de la guerre, décrète :

Art. 1er. Les établissements d'instruction du service de santé militaire comprennent : 1° les écoles préparatoires du service de santé militaire; 2° l'école d'application du service de santé militaire.

TITRE Ier. ÉCOLES PRÉPARATOIRES DU SERVICE DE SANTÉ.

2. Il est créé deux écoles préparatoires du service de santé; elles ont leur siège à Nancy et à Bordeaux. Instituées près de la faculté de médecine et l'école supérieure de pharmacie de Nancy et près la faculté mixte de Bordeaux, elles ont pour objet de diriger les élèves du service de santé dans leurs études pour l'obtention des diplômes de docteur en médecine ou de pharmacie de première classe, et de les préparer à leurs fonctions ultérieures dans l'armée. Les élèves en possession de ces diplômes sont nommés aides-majors de deuxième classe au moment de leur entrée à l'école d'application.

3. La durée des études dans les écoles est de cinq ans pour les élèves médecins, et de quatre ans pour les élèves pharmaciens. Aucun élève ne peut être autorisé à passer une année de plus à l'école, à moins qu'il n'ait été forcé, pour cause de maladie, de suspendre ses études pendant

plus de deux mois consécutifs. Sauf le cas où il en aurait été exclu pour indiscipline ou inconduite, l'élève qui a cessé de faire partie de l'école peut y être admis de nouveau par voie de concours, s'il remplit encore les conditions voulues pour s'y représenter. Le temps passé par les élèves dans les écoles préparatoires leur est compté pour cinq ans de service.

CHAPITRE Ier. MODE ET CONDITIONS D'ADMISSION DES ÉLÈVES.

4. Nul n'est admis aux écoles du service de santé que par voie de concours. Le concours est public et a lieu tous les ans. Le ministre de la guerre en détermine les règles chaque année ; il en arrête le programme et en fixe l'époque. L'arrêté du ministre est rendu public avant le 1er avril.

5. Le jury d'examen se compose, pour les candidats médecins, d'un médecin professeur et d'un médecin professeur agrégé à l'école d'application du service de santé ; pour les candidats pharmaciens, le médecin professeur agrégé est remplacé par le professeur ou l'agrégé de chimie de l'école d'application. Le médecin professeur dirige les opérations du jury et en rend compte au ministre. Les examinateurs sont nommés tous les ans par le ministre.

6. Nul ne peut concourir pour l'admission aux écoles du service de santé, s'il n'a préalablement justifié : 1° qu'il est né ou naturalisé Français ; 2° qu'il a été vacciné ou qu'il a eu la petite vérole ; 3° qu'il a eu plus de dix-sept ans et moins de vingt ans au 1er janvier de l'année courante, s'il est candidat en médecine, et plus de dix-sept ans et moins de vingt et un ans à la même date, s'il est candidat en pharmacie. Aucune dispense d'âge ne peut être accordée ; 4° qu'il a été reconnu apte à servir activement dans l'armée. Cette aptitude sera certifiée par un médecin militaire du grade de major de deuxième classe au moins ; elle pourra être vérifiée par le jury d'examen ; 5° qu'il est pourvu des diplômes universitaires exigés, suivant qu'il est candidat en médecine ou en pharmacie, pour les études médicales ou pharmaceutiques. Les candidats en pharmacie doivent, en outre, avoir accompli un stage officinal de deux années au 1er novembre de l'année dans laquelle ils concourent ; mais ils sont dispensés de l'examen de validation de ce stage. Transitoirement, le ministre de la guerre pourra admettre à concourir des étudiants possédant déjà un certain nombre d'inscriptions et ayant satisfait aux examens correspondant à la période de leur scolarité. Les conditions d'âge que ces candidats devront remplir et les examens qu'ils devront subir seront déterminés chaque année par le programme du concours.

7. Avant l'ouverture des examens, et à l'époque fixée par les programmes, les candidats auront à requérir leur inscription sur une liste ouverte à cet effet dans les bureaux des directeurs du service de santé des corps d'armée dont les chefs-lieux sont compris dans l'itinéraire du jury d'examen.

8. Au terme des opérations, le jury d'examen dresse la liste par ordre de mérite des candidats admissibles. Le ministre de la guerre nomme élèves du service de santé militaire, en suivant l'ordre de cette liste, ceux de ces candidats qui remplissent les conditions voulues. Il fait connaître aux candidats reçus leur admission, ainsi que l'école à laquelle ils devront être rendus le 1er novembre suivant. Dans la répartition des élèves entre les écoles, il sera tenu compte à chacun, en suivant l'ordre de classement, et jusqu'à concurrence des places disponibles dans chaque école, du désir qu'il aura exprimé à ce sujet en requérant son inscription comme candidat. Tous les élèves pharmaciens sont réunis à Nancy.

9. Le prix de la pension est de 1,000 francs par an. Celui du trousseau est déterminé chaque année par le ministre de la guerre ; les livres et les instruments nécessaires aux études des élèves leur sont fournis par l'Etat et sont comptés dans le prix du trousseau. Des bourses et des demi-bourses peuvent être accordées aux élèves qui ont préalablement fait

constater, dans les formes prescrites, l'insuffisance des ressources de leur famille pour leur entretien à l'école. Les bourses et demi-bourses sont accordées par le ministre de la guerre, sur la proposition d'une commission présidée par le médecin inspecteur général, et composée du médecin professeur membre de ce jury et les sous-directeurs de l'école.

10. Il peut être alloué, sur la proposition de la même commission, à chaque boursier ou demi-boursier, un trousseau ou un demi-trousseau à son entrée à l'école.

11. Les frais d'inscription, de conférences, d'exercices pratiques, d'examens, de diplôme, sont payés par le ministre de la guerre à la caisse de l'enseignement supérieur. Toutefois, en cas d'ajournement à un examen, les frais de consignation pour la répétition de cet examen sont à la charge du candidat.

12. Les élèves démissionnaires ou licenciés pour retard dans leurs études, indiscipline ou inconduite, sont tenus au remboursement du montant des frais de scolarité, de pension et de trousseau avancés par l'administration de la guerre.

13. Au moment de leur entrée à l'école, s'ils sont âgés de plus de dix-huit ans, ou dès qu'ils ont atteint cet âge, tous les élèves admis sont tenus de contracter un engagement de cinq ans. Pendant la durée de leur séjour dans les écoles préparatoires, les élèves sont considérés comme ayant obtenu des sursis d'appel.

14. Les élèves démissionnaires ou licenciés sont mis à la disposition de l'autorité militaire pour accomplir leur temps de service.

CHAPITRE II.

SEC. Ire. PERSONNEL DE DIRECTION.

15. La direction de chaque école comprend : un directeur, ayant le grade de médecin principal de première classe ; un sous-directeur, médecin principal de deuxième classe; un médecin-major de deuxième classe. Il est adjoint à ce personnel, pour la surveillance des élèves, des adjudants en nombre suffisant. Le directeur et le sous-directeur sont nommés par décret. Le médecin-major ainsi que les adjudants sont nommés par le ministre de la guerre.

16. L'autorité du directeur s'étend sur tout le personnel et sur toutes les parties du service de l'école. Il a tous les droits, les prérogatives et les pouvoirs disciplinaires d'un chef de corps. Il correspond directement avec le ministre.

17. Le sous-directeur exerce, sous l'autorité du directeur, une surveillance journalière en ce qui concerne la marche des études, la police et la discipline. En cas d'absence ou de maladie du directeur, le sous-directeur le remplace dans toutes ses fonctions.

18. Les médecins-majors attachés aux directions des écoles sont nommés d'après les propositions faites à l'inspection ; ils devront avoir au moins un an de grade; leurs attributions sont déterminées par le règlement intérieur.

19. Les pouvoirs disciplinaires des officiers du corps de santé attachés aux écoles sont les mêmes que ceux qui sont attribués aux officiers dont ils ont la correspondance de grade.

20. Les adjudants sont également nommés d'après les propositions spéciales faites à l'inspection ; ils devront avoir au moins trois années de grade ; ils ont sur les élèves et sur les hommes de troupe de l'école les droits disciplinaires de leur grade.

SECT. II. PERSONNEL D'INSTRUCTION.

21. Le personnel d'instruction comprend : un répétiteur de chimie, de physique et de matière médicale ; un répétiteur d'anatomie et de pathologie externe ; un répétiteur de physiologie et de pathologie interne ; un répétiteur de médecine opératoire et d'accouchements ; un répétiteur d'hygiène, de thérapeutique et de médecine légale. L'école de Nancy comprend, de plus, un répétiteur pour les études pharmaceutiques. Les répétiteurs sont nommés pour quatre ans par le ministre de la guerre, à la suite d'un concours dont le mode est déterminé par une décision ministérielle. Ne peuvent y prendre part que les aides-majors de première

classe et les majors de deuxième classe. La nomination de répétiteur exempte le titulaire des formalités de l'examen exigé pour le passage au choix au grade supérieur. Sans préjudice de leurs fonctions dans les écoles, les sous-directeurs et les répétiteurs remplissent des emplois de leur grade dans les hôpitaux militaires des villes où siègent des écoles.

SECT. III. PERSONNEL ADMINISTRATIF.

22. Le personnel administratif comprend un officier d'administration de première ou de deuxième classe du service des hôpitaux, trésorier; plus des employés d'administration et des agents subalternes, dont le nombre ainsi que celui des sergents, caporaux et soldats infirmiers est déterminé par le ministre de la guerre, sur l'avis du conseil d'administration. Le ministre nomme, sur la présentation du directeur, les employés d'administration et les agents qu'il y a lieu d'admettre à subir les retenues et à jouir des bénéfices de la législation sur les pensions. Le directeur nomme les agents subalternes. Le traitement de ces agents est fixé par le ministre de la guerre, sur la proposition du conseil d'administration. L'officier d'administration exerce sur le personnel des infirmiers de l'école la même autorité disciplinaire que dans les hôpitaux.

SECT. IV. DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIVERS PERSONNELS DES ÉCOLES.

23. Il est affecté des logements dans les écoles au personnel de la direction et au personnel administratif. Les directeurs reçoivent une allocation spéciale fixée par décret. Les officiers du corps de santé militaire, les officiers d'administration, les sous-officiers, caporaux et soldats attachés aux écoles préparatoires du service de santé, reçoivent la solde de leur grade, augmentée du supplément attribué aux officiers des diverses armes et aux militaires employés dans les écoles militaires. Les employés non militaires sont rétribués sur les fonds du budget des écoles préparatoires du service de santé.

24. Les traitements des employés non militaires nommés par le ministre sont passibles de diverses retenues prescrites par la loi; leurs pensions de retraite sont réglées conformément aux lois.

25. Les employés d'administration et les agents subalternes des écoles ne peuvent être révoqués que par l'autorité qui les a nommés.

CHAPITRE III. INSTRUCTION.

26. Les candidats admis par ordre de mérite, et d'après la liste dressée par le jury mentionné à l'art. 5, sont nommés par le ministre de la guerre élèves du service de santé militaire. Sur le vu de leurs lettres de nomination transmises aux doyens des facultés ou au directeur de l'école supérieure de pharmacie, par les directeurs des écoles du service de santé, ils sont inscrits aux secrétariats des facultés de médecine ou de l'école supérieure de pharmacie. Ils y suivent les cours, cliniques, conférences et exercices pratiques afférents à leur année d'études et dans les mêmes conditions que les étudiants civils.

27. Les directeurs se concertent au besoin avec les recteurs, avec les doyens des facultés et le directeur de l'école supérieure de pharmacie, au sujet des heures des cours, des conférences et des exercices pratiques, pour les coordonner avec les études intérieures des élèves.

28. Les élèves subissent leurs examens probatoires dans l'ordre, dans les délais et selon le mode prescrits par les règlements universitaires.

29. Dans l'intérieur de l'école, les élèves suivent des conférences et sont soumis à des interrogations hebdomadaires dirigées par les répétiteurs et portant sur toutes les matières enseignées. Les résultats de ces interrogations donnent lieu à des classements semestriels qui, combinés à la fin de l'année avec les résultats des examens subis à la faculté ou à l'école supérieure de pharmacie, déterminent le rang de passage des élèves d'une année à l'autre. Les élèves reçoivent encore dans l'intérieur des écoles quelques notions d'administration, d'instruction militaire et d'escrime, et, pendant la dernière

année de leur scolarité, ils suivent un cours d'équitation dans un des manèges militaires ou civils de la garnison. L'instruction militaire et l'équitation font l'objet de notes dont il est tenu compte pour les classements.

30. La liste définitive des classements par ordre de mérite pour le passage d'une année à l'autre est établie dès la reprise des études; elle est dressée par un jury composé comme suit : le directeur, président; le sous-directeur; les répétiteurs des cours et conférences afférents à chaque année d'études. Les notes obtenues par les élèves à la suite des examens subis à la faculté ou à l'école de pharmacie sont communiquées à ce jury.

CHAPITRE IV. RÉGIME. — POLICE. — DISCIPLINE.

31. Les écoles sont soumises au régime militaire. Tous les élèves sont casernés pendant les trois premières années; à partir de la quatorzième inscription jusqu'à leur réception au doctorat, ils restent soumis à un système de casernement moins complet. Ils portent un uniforme spécial dont la composition sera réglée par une décision ministérielle.

32. Deux fois par an, un conseil composé des fonctionnaires suivants : le directeur de l'école, président; le sous-directeur; le médecin-major attaché à la direction; deux répétiteurs, établit pour chaque élève un bulletin résumant : les notes relatives au travail et au progrès de l'élève; les notes relatives à sa conduite et à sa tenue; les punitions encourues. Un relevé de ces notes est adressé au ministre et aux parents.

33. Les punitions à infliger aux élèves sont : la consigne à l'école; la salle de police; la prison; le blâme ministériel; le licenciement.

34. Un conseil de discipline est spécialement institué pour prononcer sur le compte des élèves qui, par des fautes graves ou par inconduite habituelle, se mettraient dans le cas d'être exclus de l'école. Le conseil de discipline est composé de cinq membres, savoir : le sous directeur, président; un médecin-major de première classe d'un des régiments de la garnison; deux répétiteurs choisis de préférence parmi ceux qui ont le grade de major de deuxième classe, renouvelés tous les ans; un médecin-major de deuxième classe et un aide-major de la garnison, renouvelés tous les ans. Les fonctions de rapporteur du conseil sont remplies par le médecin major attaché à la direction de l'école. Cet officier n'a pas voix délibérative. Le médecin-major de première classe et l'aide-major de la garnison sont nommés par le général commandant le corps d'armée, sur la proposition du directeur du service de santé du corps d'armée. Les répétiteurs membres du conseil sont nommés par le directeur de l'école. Les membres amovibles sont nommés tous les ans, à la reprise des études.

35. Le conseil s'assemble sur la convocation directe du directeur de l'école. Le conseil ne peut délibérer que lorsque tous les membres sont présents. Nul membre ne peut se dispenser d'assister au conseil sans un empêchement légitime, dont il doit, dans le plus bref délai, donner avis au directeur de l'école. Les membres absents sont remplacés par des fonctionnaires du même ordre, désignés d'avance en qualité de suppléants. Les membres titulaires siègent en tenue de service.

36. Lorsqu'un élève est traduit devant le conseil de discipline, le conseil, après s'être réuni et constitué, entend la lecture du rapport établi sur les faits qui motivent sa comparution devant le conseil, et prend connaissance de sa feuille de punition ainsi que de ses notes depuis son entrée à l'école. Le conseil peut, d'ailleurs, demander tous les renseignements écrits ou verbaux qu'il jugerait utiles dans l'intérêt de la discipline ou de l'élève inculpé. L'élève est admis à présenter sa justification.

38. Lorsque le conseil juge qu'il est suffisamment éclairé, le rapporteur, les divers témoins et l'élève inculpé se retirent, le conseil délibère et procède ensuite au vote par le mode de scrutin secret.

38. L'exclusion de l'élève ne peut

être prononcée par le conseil qu'à la majorité des deux tiers des voix. Le ministre de la guerre statue. L'élève exclu de l'école ne peut y être admis de nouveau.

30. En cas de troubles, de refus d'obéissance collectif ou de tout autre acte compromettant l'ordre de l'école et présentant un caractère d'insubordination générale, le ministre de la guerre, sur le rapport du directeur de l'école, arrête les mesures nécessaires pour ramener l'ordre et la tranquillité, et peut prononcer l'exclusion des élèves signalés.

CHAPITRE V. ADMINISTRATION ET COMPTABILITÉ.

40. L'administration de l'école est confiée à un conseil d'administration dont la composition est réglée conformément aux dispositions du décret du 30 mai 1875.

41. Cette composition est la suivante : le directeur de l'école, président; le sous-directeur; un répétiteur du grade de médecin-major; le médecin-major de deuxième classe attaché à la direction; l'officier d'administration comptable, membres. Le fonctionnement de ce conseil est déterminé par les prescriptions du règlement du 15 décembre 1875 sur l'administration et la comptabilité des écoles militaires.

42. La surveillance administrative de l'école s'exerce d'après les mêmes règles que celles déterminées pour l'administration des autres écoles militaires.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

43. Le ministre de la guerre détermine, par des règlements particuliers ayant pour bases les dispositions du présent décret, tout ce qui est relatif au service intérieur, à la discipline, à l'administration et à la comptabilité.

44. Les écoles préparatoires du service de santé sont inspectées annuellement : 1° au point de vue du service général, par le médecin inspecteur général; 2° au point de vue de l'instruction militaire, par un général de division; 3° au point de vue administratif, par un intendant général.

TITRE II. ÉCOLE D'APPLICATION DU SERVICE DE SANTÉ MILITAIRE.

45. Les élèves des écoles préparatoires du service de santé reçus docteurs en médecine ou pharmaciens de première classe passent, avec le grade d'aide-major de deuxième classe, à l'école d'application instituée à Paris près l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, sous la condition expresse de satisfaire aux épreuves d'un examen d'aptitude qui détermine leur classement d'admission à cette école. Ils y font un stage d'un an.

46. Les aides-majors stagiaires reçoivent la solde de leur grade, augmentée de l'indemnité pour résidence dans Paris; il leur est alloué une première mise d'équipement, fixée à cinq cents francs. Au moment de leur entrée à l'école, les aides-majors stagiaires s'engagent par écrit à verser au trésor tous les frais de scolarité, de pension et de trousseau avancés par l'administration de la guerre, dans le cas où ils quitteraient l'armée par démission avant d'y avoir servi pendant une période de cinq années, comptant du jour de leur sortie de l'école.

47. L'enseignement qu'ils reçoivent à l'école d'application est essentiellement pratique. Il a surtout pour but de leur donner l'instruction complémentaire en rapport avec les fonctions qu'ils auront à exercer dans l'armée, et de leur faire connaître les lois, décrets et règlements constitutifs de l'armée et du service de santé militaire.

48. La chaire d'hygiène et de médecine légale comprend, en outre, l'enseignement de l'administration et de la législation de l'armée dans ses rapports avec le service de santé.

49. Les professeurs agrégés sont employés par le directeur, suivant les besoins de l'enseignement et d'après l'avis du conseil de perfectionnement de l'école.

50. Nul ne peut être nommé professeur s'il ne possède au moins le grade de médecin ou de pharmacien-major de première classe, et s'il n'a

été professeur agrégé. En cas de vacance d'une chaire, le conseil de perfectionnement de l'école établit une liste de présentation de trois candidats. Le directeur transmet cette liste, avec ses observations, au ministre de la guerre, qui prend l'avis motivé du comité consultatif de santé et prononce en dernier ressort. La durée du professorat ne peut être de plus de dix ans.

51. Nul ne peut être nommé professeur agrégé s'il ne possède au moins le grade de médecin ou de pharmacien-major de deuxième classe, et s'il n'a satisfait aux épreuves d'un concours dont le programme est arrêté par le ministre de la guerre, sur la proposition du conseil de perfectionnement de l'école et l'avis du comité consultatif de santé. La durée de l'exercice des professeurs agrégés est de cinq ans.

52. Les diverses branches de l'enseignement font l'objet de programmes; les programmes, après avoir reçu l'approbation du ministre, sont autographiés et distribués aux professeurs, qui doivent s'y conformer, et aux stagiaires. Les interrogations et les épreuves pratiques qui s'y rattachent ont lieu de deux en deux mois et sont faites par les professeurs. Elles donnent lieu, pour les stagiaires, à des classements qui sont transmis au ministre.

53. Il est institué un conseil de perfectionnement composé des professeurs de l'école. Ce conseil est appelé, sur la convocation du directeur, à connaître de toutes les questions afférentes aux études. Les professeurs agrégés peuvent y assister, mais avec voix consultative, lorsque le directeur juge à propos de les convoquer.

54. Au terme de leur scolarité à l'école d'application, les aides-majors stagiaires subissent un examen de sortie dont le programme est arrêté par le ministre de la guerre. Les résultats de cet examen, combinés avec les notes obtenues dans les examens de deux en deux mois, déterminent, pour chaque aide-major stagiaire, son rang définitif dans le cadre des aides-majors de deuxième classe.

55. Chaque année, l'école d'application est inspectée, au point de vue spécial, par le médecin inspecteur général, d'après les mêmes règles que les autres écoles.

56. Toutes les dispositions antérieures contraires à la teneur du présent décret sont et demeurent abrogées.

57. Le ministre de la guerre est chargé, etc.

---

5 OCTOBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Maubeuge pour l'exécution de travaux militaires. (XII, B. DCCCVII, n. 13,723.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1883, ch. 20 (*Génie*), un crédit de la somme de 58,000 francs, représentant le montant du versement effectué au trésor par la ville de Maubeuge pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux militaires ci-après :

(*Exercice* 1883.) — BUDGET ORDINAIRE.

Chap. 20. Maubeuge. — Percement d'une porte dans la traversée des fortifications, 58,000 francs.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des ressources versées au trésor par la ville ci-dessus désignée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

5 OCTOBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Bruyères pour la réfection du casernement. (XII, B. DCCCVII, n. 13,724.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1883, chap. 20 (*Génie*), un crédit de la somme de 20.000 fr., représentant le montant du versement effectué au trésor par la ville de Bruyères pour concourir à l'exécution des travaux militaires ci-après :

(*Exercice* 1883.) — BUDGET ORDINAIRE.

Chap. 20. Bruyères. — Réfection du casernement, 20,000 francs.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des ressources versées au trésor par la ville ci-dessus désignée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

8 OCTOBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décrets qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Roanne (Loire) et la commune de Varennes (Tarn-et-Garonne.) (XII, B. DCCCVII, n. 13,726.)

---

14 OCTOBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger. (XII, B. DCCCVII, n. 13,727.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, deuxième section, chap. 6 (*Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 4,450 francs, applicable aux dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

19 = 20 OCTOBRE 1883. — Décret qui institue un conseil supérieur des colonies. (XII, B. DCCCVII, n. 13,728.)

Le Président de la République, sur la proposition du vice-amiral, ministre de la marine et des colonies, décrète :

Art. 1er. Un conseil supérieur des colonies est institué près du ministère de la marine et des colonies.

2. Le conseil est présidé par le ministre, et, en l'absence de celui-ci, par le sous-secrétaire d'Etat au département. Il comprend : 1° les sénateurs et les députés des colonies ; 2° quatre délégués élus pour trois ans par les colonies suivantes : un délégué pour la Nouvelle-Calédonie, un délégué pour Taïti, un délégué pour Saint-Pierre et Miquelon, un délégué pour Mayotte et Nossi-Bé ; 3° dix membres, nommés également pour trois ans, par décret du Président de la République, rendu sur la proposition du ministre de la marine et des colonies ; 4° le président de la section de législation du conseil d'Etat, le président de la section des finances du conseil d'Etat, le chef d'état-major général du ministre de la marine, le directeur de la comptabilité générale au ministère de la marine, le président de la commission de surveillance des banques coloniales, le directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de l'intérieur, le directeur du commerce extérieur au ministère du commerce, les présidents des chambres de commerce de Bordeaux, le Havre, Marseille, Nantes, Paris.

3. Le conseil a deux vice-présidents pris dans son sein et nommés par le Président de la République ; il a, en outre, un secrétaire et un secrétaire adjoint que désigne le ministre de la marine et des colonies. Les sous-directeurs du service colonial de l'administration centrale assistent aux séances du conseil, avec voix consultative.

4. Les délégués de la Nouvelle-Calédonie, de Taïti, des îles Saint-Pierre et Miquelon, de Mayotte et Nossi-Bé sont élus par les citoyens français âgés de vingt et un ans, jouissant de leurs droits civils et politiques, et résidant dans la colonie depuis six mois au moins. Ces délégués doivent être citoyens français et âgés de vingt-cinq ans ; ils doivent jouir de leurs droits civils et politiques. Le mandat de délégué ne peut se cumuler avec une fonction publique rétribuée.

5. Le conseil donne son avis sur les projets de loi, de règlements d'administration publique ou de décrets

concernant les colonies, et, en général, sur toutes les questions coloniales que le ministre soumet à son examen. Il peut être chargé par le ministre de procéder à des enquêtes sur ces questions. Il présente annuellement un rapport sur ses travaux au ministre de la marine et des colonies. Ce rapport est imprimé et distribué aux Chambres.

6. Le vice-amiral, ministre de la marine et des colonies, est chargé, etc.

---

19 = 20 OCTOBRE 1883. — Décret qui détermine la composition du conseil supérieur des colonies. (XII, B. DCCCVII, n. 13,729.)

---

3 = 6 NOVEMBRE 1883. — Décret qui modifie la classification des chapitres du budget du ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1883. (XII, B. DCCCVII, n. 13,730.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le chapitre des *Remises de cinq pour cent sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires*, ouvert au budget du ministère des affaires étrangères, pour l'exercice 1883, par la loi du 29 décembre 1882, sera dénommé, en ce qui concerne le numérotage et la classification des chapitres dudit budget : *Chapitre unique de la troisième partie du budget.*

2. Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

7 NOVEMBRE = 3 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1881. (XII, B. DCCCVII, n. 13,732.)

---

31 AOUT = 8 DÉCEMBRE 1883. — Décrets qui déterminent les conditions et le prix de traitement des militaires admis aux hospices de Meaux; de Vesoul, de Saint-Malo, de Cette et de Rodez. (XII, B. DCCCVIII, n. 13,732 à 13,736.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les conditions et le prix du traitement des militaires traités à l'hospice de Meaux, du 1er juillet 1881 au 30 juin 1886, seront déterminés conformément au règlement ci-annexé.

2. Les ministres de la guerre et de l'intérieur sont chargés, etc.

1er = 5 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un tramway entre Audincourt et Hérimoncourt (Doubs). (XII, B. DCCCVIII, n. 13,737.)

---

16 = 17 AOUT 1883. — Loi qui déclare d'utilité publique, à titre de chemin de fer d'intérêt local, l'établissement d'un embranchement destiné à relier les carrières d'Amblagnieu-Pourcieu à la gare de Montalieu-Vercieu. (XII, B. DCCCIX, n. 13,743.)

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Isère, à titre de chemin de fer d'intérêt local, d'un embranchement destiné à relier les carrières de pierre de taille d'Amblagnieu-Pourcieu à la gare de Montalieu-Vercieu, sur la ligne de Sablonnières à Montalieu.

2. Il sera pourvu à l'exécution dudit embranchement suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local, et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 21 juin 1881, entre le préfet de l'Isère, d'une part, et la compagnie des chemins de fer de l'Est de Lyon, concessionnaire de la ligne d'intérêt local de Sablonnières à Montalieu, d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à cette convention.

---

2 = 3 AOUT 1883. — Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Valmondois à Epiais-Rhus. (XII, B. DCCCX, n. 13,755.)

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, partant de la gare de Valmondois, sur la ligne de Paris à Creil par Pontoise, passant par Nesle-la-Vallée, Labbeville et Vallangoujard et se terminant à Epiais-Rhus.

2. La déclaration d'utilité publique

sera considérée comme non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin ne sont pas accomplies dans un délai de deux ans et demi à dater de la promulgation de la présente loi.

3. Le département de Seine-et-Oise est autorisé à pourvoir à l'exécution de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 21 avril 1882, entre le préfet de Seine-et-Oise, d'une part, et la société générale des chemins de fer économiques, d'autre part, ainsi que du cahier des charges joint à cette convention, lesdites clauses et conditions modifiées en conformité de la lettre du 14 mars 1883 et de la délibération du conseil général de Seine-et-Oise en date du 9 avril, par une convention supplémentaire en date du 7 mai. Des copies certifiées conformes de ces conventions, lettre, délibération et cahier des charges, resteront annexées à la présente loi.

4. Pour l'application des art. 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le capital d'établissement du chemin de fer mentionné à l'art. 1er ci-dessus est fixé, à forfait, à la somme de 1,269,830 fr., conformément à la convention précitée, dont les clauses serviront aussi de base pour la fixation des frais d'exploitation. Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au trésor, pendant vingt-cinq ans à partir de la mise en exploitation de la ligne, est fixé à 9,870 francs.

5. Aucune émission d'obligations ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par le ministre des travaux publics, sous la condition préalable des constatations prescrites par l'art. 18 (paragraphe final) de la loi du 11 juin 1880, après avis du ministre des finances.

---

4 = 5 AOUT 1883. — Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local d'Estrées-Saint-Denis à Froissy (Oise.) (XII, B. DCCCX, n. 13,756.)

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Oise, d'un chemin de fer d'intérêt local de Froissy à Estrées-Saint-Denis, passant par ou près Noyers-Saint-Martin, Campremy, Wavignies, Saint-Just-en-Chaussée, Ravenel, Léglantiers, la Neuville-Roy et Grandvilliers-au-Bois.

2. Cette déclaration sera considérée comme non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans à dater de la promulgation de la présente loi.

3. Le département de l'Oise est autorisé à pourvoir à l'exécution de la ligne dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 6 novembre 1882, entre le préfet du département de l'Oise, d'une part, et la compagnie anonyme du chemin de fer de Grandvilliers à Estrées-Saint-Denis, d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à cette convention. Des copies certifiées conformes desdits convention et cahier des charges resteront annexées à la présente loi.

4. Pour l'application des art. 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le capital d'établissement du chemin de fer mentionné à l'art. 1er est fixé, à forfait, à la somme de 4,010,000 francs, y compris les dépenses relatives à la constitution du capital-actions et à l'émission des obligations. Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au trésor est fixé à la somme de 13,300 francs.

---

20 = 22 AOUT 1883. — Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite dans le département de l'Allier. (XII, B. DCCCX, n. 13,757.)

Art. 1er. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Allier, des lignes de chemin de fer d'intérêt local à voie unique de un mètre de largeur ci-après énumérées: 1° ligne de Moulins à Cosne, sur le chemin de fer d'intérêt général projeté de Lapeyrouse à Sancoins, par ou près Marigny, Saint-Menoux, Bourbon-l'Archambault et Buxières-les-Mines; 2° ligne de Varennes-sur-Allier à Montvicq, par ou près Saint-Pour-

çain, Montord, Fonville, Chantelle, Monestier et Montmarault; 3° ligne de Commentry à Chambouchard, par ou près Marcillat; 4° ligne de Chantelle à Ebreuil, par ou près Charroux et Saint-Bonnet-de Rochefort.

2. La déclaration d'utilité publique de chacune des lignes ci-dessus énumérées sera considérée comme non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits chemins ne sont pas accomplies dans un délai de quatre ans à dater de la promulgation de la présente loi.

3. Le département de l'Allier est autorisé à pourvoir à l'exécution des lignes dont il s'agit, comme chemins de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 15 mai 1883, entre le préfet de l'Allier, d'une part, et la société des chemins de fer économiques, d'autre part, ainsi que du cahier des charges joint à cette convention. Des copies certifiées de ces convention et cahier des charges resteront annexées à la présente loi.

4. Pour l'application des art. 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement des chemins de fer mentionnés à l'art. 1er ci-dessus est fixé à la somme de 12,060,000 francs, non compris une augmentation éventuelle de 1,340,000 francs pour travaux complémentaires et incorporation, dans la ligne de Varennes-sur-Allier à Chambouchard, de la section de Montvicq à Commentry, conformément à la convention précitée, dont les clauses serviront aussi de base pour la fixation des frais d'exploitation. La dépense réelle de premier établissement sera calculée par kilomètre, d'après la longueur des lignes mesurées conformément à l'art. 1er, paragraphe dernier, du cahier des charges, à raison d'une somme, à forfait, de 59,413 francs, matériel roulant compris, et, d'autre part, jusqu'à concurrence du maximum de 10,300 francs, fixé en l'art. 3 de la convention, à raison du prix effectivement payé par le département pour l'acquisition des terrains. Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au trésor est fixé à 190,000 francs.

5. Aucune émission d'obligations ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par le ministre des travaux publics, sous la condition préalable des constatations prescrites par l'art. 18, paragraphe final de la loi du 11 juin 1880, après avis du ministre des finances, et après l'achèvement et la mise en exploitation des lignes ou sections de lignes concédées. Le capital à réaliser par l'émission d'obligations ne pourra être supérieur aux dépenses d'établissement des lignes ou sections de lignes mises en exploitation, et l'émission ne sera autorisée que sous la condition que l'annuité destinée à couvrir l'intérêt et l'amortissement des titres à émettre ne dépassera pas le montant de l'intérêt à 5 0/0 garanti sur lesdites dépenses.

---

13 = 18 OCTOBRE 1883. — Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Terrenoire (Loire). (XII, B. DCCCX, n. 13,758.)

---

12 = 17 JUILLET 1883. — Loi qui approuve la convention signée entre la France et l'Espagne le 20 juillet 1882 et relative aux services de surveillance et de douane sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du midi de la France. (XII, B. DCCCXI, n. 13,760.)

Article unique. Le Président de la République française est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention relative aux services de surveillance et de douane sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du midi de la France, signée à San-Ildefonso, le 20 juillet 1882, entre la France et l'Espagne. Une copie authentique de cette convention est annexée à la présente loi.

---

31 AOUT = 2 SEPTEMBRE 1883. — Décret portant promulgation de la convention relative aux services de surveillance et de douanes sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du midi de la France, signée entre la France et l'Espagne le 20 juillet 1882 (XII, B. DCCCXI, n. 13,761.)

Le Président de la République,

sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Le Sénat et la Chambre des députés ayant adopté la convention relative aux services de surveillance et de douane sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du midi de la France, signée à San-Ildefonso, le 20 juillet 1882, entre la France et l'Espagne, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Madrid le 13 août 1883, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne, désirant régler le service de surveillance et des douanes sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du midi de la France, ont décidé de fixer d'un commun accord et par une convention spéciale les conditions nécessaires, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir : M. le Président de la République française : M. Louis Andrieux, membre de la Chambre des députés, ambassadeur de la République auprès de Sa Majesté Catholique ; et Sa Majesté le Roi d'Espagne : don Antonio de Aguilar y Correa, marquis de la Vega de Armijo et de Mos, comte de la Bobadilla, vicomte del Pegullal, grand d'Espagne, membre de l'académie des sciences morales et politiques, grand-croix de l'ordre impérial de Léopold d'Autriche, décoré du collier de l'ordre de la Tour et l'Epée, et avec la grand'croix de la Conception de Villaviciosa de Portugal, de celle des Saints Maurice et Lazare d'Italie, du Saint-Olaf de Norvège et de la Rédemption Africaine, son ministre d'Etat; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1er. La voie ferrée entre la station de Cerbère et la station espagnole de Port-Bou, ainsi que les voies accessoires établies dans ces stations sur le type espagnol dans la station de Cerbère, et sur le type français dans la station de Port-Bou, est déclarée voie internationale ouverte pour les deux pays à l'importation, à l'exportation et au transit, sous la condition qu'entre ces stations frontières et les bureaux de destination ou de sortie les lignes de chemins de fer ne présenteront pas de solution de continuité. L'action administrative s'étendra pour chaque pays sur les voies internationales du type qui lui correspond, en ce qui concerne la surveillance des voies internationales comprises entre les stations frontières des deux Etats. Mais la compétence des tribunaux, si leur intervention est nécessitée par un accident ou par tout autre événement, aura pour limite la frontière des deux Etats.

2. Toutes marchandises venant de France à destination d'Espagne ou d'Espagne à destination de France pourront être transportées sur la voie ferrée reliant les stations de Cerbère et de Port-Bou, tant de nuit que de jour, les dimanches et jours fériés comme tout autre jour, sous les réserves et moyennant les conditions et formalités ci-après.

3. Chaque convoi portant des marchandises sera accompagné d'une feuille de route unique pour le convoi tout entier et d'un modèle uniforme pour les deux Etats. Cette feuille de route, préparée par les soins des administrations des chemins de fer, sera soumise au visa des employés des douanes de sortie. Elle servira de base à toutes les opérations ultérieures ainsi qu'à la responsabilité de la compagnie du chemin de fer chargée du transport des marchandises. La feuille de route ne sera pas exigée pour les bagages, qui seront traités comme il est dit à l'art. 11 ci-après.

4. Chaque convoi pourra être escorté par des employés de douanes, soit sur les voies internationales, soit dans le reste du trajet, sans autres frais pour les administrations des chemins de fer que l'obligation de les placer, soit à l'aller, soit au retour, dans les convois, aussi près que possible des wagons de marchandises. Les douaniers convoyeurs seront admis dans les compartiments des gardes de convois de marchandises. Il est en-

tendu que les douaniers français ne dépasseront pas dans leur service d'escorte la station de Port-Bou, et réciproquement que les agents espagnols ne dépasseront pas celle de Cerbère.

5. Les convois français de marchandises s'arrêteront à Port-Bou sur les voies françaises, où ils resteront sous la surveillance de la douane espagnole. De même, les convois espagnols de marchandises s'arrêteront à Cerbère sur les voies espagnoles, où ils resteront sous la surveillance de la douane française. Le transbordement devra avoir lieu dans le délai de vingt-quatre heures. Il s'effectuera directement de wagon à wagon quand il s'agira de marchandises destinées au transit ou dirigées sur une douane intérieure et dispensées de la visite par la douane, comme il est dit à l'art. 6 ci-après. Les compagnies se conformeront, pour les délais de transport, aux règles établies dans chaque pays.

6. Les marchandises placées, à leur point de départ, dans des wagons à coulisses dûment fermés à l'aide de plombs ou de cadenas, ou sous bâches plombées, seront dispensées de la visite par la douane aux gares de Cerbère et de Port-Bou, et les colis seront transbordés dans un nouveau wagon qui sera plombé. La dispense dont il vient d'être parlé ne s'appliquera toutefois qu'aux expéditions à destination des douanes intérieures ou bureaux de sortie qui seront ouverts, dans chaque pays, à ce genre d'opération, et dont la nomenclature se trouvera aux bureaux de Cerbère et de Port-Bou. Chacune des parties contractantes étendra nécessairement cette faculté aux autres points où viendront aboutir les voies ferrées auxquelles le régime des transports internationaux pourra être appliqué.

7. Pour faciliter aux compagnies les moyens de faire leurs déclarations en pleine connaissance de cause, les chefs de services des douanes sont autorisés à leur permettre d'examiner, avant la déclaration, les marchandises importées de l'étranger, de les décharger même, et d'en prélever des échantillons, afin d'en reconnaître la qualité ou la valeur.

8. Tout colis pesant moins de vingt-cinq kilogrammes ne pourra être admis que dans un wagon à coulisses. Toutefois, ceux de ces colis qui formeront excédent de charge pourront être placés dans des caisses ou paniers agréés par la douane du lieu et mis sous plombs ou cadenas. Il pourra de même être fait usage de paniers lorsque les colis ne seront pas en assez grand nombre pour remplir un wagon.

9. A l'arrivée des marchandises au lieu de destination, elles seront déposées dans des locaux spéciaux de la gare, agréés par l'administration des douanes et susceptibles d'être fermés. Elles y resteront sous la surveillance non interrompue des employés des douanes et en seront enlevées pour la consommation, pour l'entrepôt ou pour le transit, après l'accomplissement, dans les délais voulus, des formalités prescrites par les règlements de chaque pays. Les marchandises extraites de ces locaux pour le transit, sous le régime du présent règlement, ne seront soumises à la visite ni au moment de l'enlèvement ni à la sortie du territoire.

10. La faculté accordée par l'art. 2 aux convois de marchandises de franchir la frontière tant de nuit que de jour et les dimanches et jours fériés est étendue aux convois de voyageurs, sous les mêmes réserves. Les douaniers convoyeurs seront admis dans les voitures de deuxième classe des trains de voyageurs.

11. Les bagages seront, en général, visités aux stations frontières de Cerbère et de Port-Bou. Néanmoins, toutes les fois que la demande en sera faite, soit par les compagnies, soit par les voyageurs, cette visite pourra être réservée à une douane intérieure spécialement autorisée à cet effet. On procédera, dans ce cas, suivant les règles applicables aux convois de marchandises; et les bagages, placés dans les wagons plombés, seront accompagnés d'une feuille de route ainsi que d'une expédition de douane.

12. Les trains français de voyageurs arriveront par la voie française dans la gare de Port-Bou, en face du local que la compagnie devra mettre à la

disposition de la douane, suivant l'art. 15, et dans lequel se fera la visite des bagages et des autres effets que les voyageurs porteront avec eux, quand on ne demandera pas l'expédition en transit sur une douane intérieure. Il en sera de même pour les convois espagnols qui arriveront à la gare de Cerbère.

13. Les voyageurs ne pourront conserver avec eux dans les voitures aucun colis contenant des marchandises soumises aux droits ou prohibées.

14. Tous les objets passibles de droits transportés par les convois de voyageurs restent soumis aux conditions et formalités établies pour ceux dont le transport s'effectuera par les convois de marchandises; seulement, le transbordement devra avoir lieu dans le délai de trois heures.

15. Il pourra être établi, pour le service des escortes, un poste de douane espagnole à la gare française de Cerbère, de même qu'un poste de douane française à la gare espagnole de Port-Bou. Des locaux seront, s'il y a lieu, disposés à cet effet dans chaque gare par les compagnies, qui seront également tenues de fournir à la douane locale les installations matérielles nécessaires à leur service.

16. Les agents des douanes qui pourront être appelés à exercer leurs fonctions dans la gare étrangère seront revêtus de leurs uniformes et porteurs de leurs armes. Pendant toute la durée de leur séjour sur le territoire voisin, ils seront soumis aux lois du pays et paieront les contributions indirectes comme les autres étrangers. Mais ils ne seront, ni eux, ni leur famille, assujettis à la loi du recrutement, au service de la garde nationale, aux prestations communales, ni aux impositions directes et personnelles établies dans ce pays. Pour le service et la discipline dans l'intérieur de la gare, ils relèveront exclusivement de l'autorité de leur pays.

17. Les agents des douanes qui, en exécution de la présente convention, franchiront la frontière pour le service de l'un ou de l'autre pays, jouiront, sur la vue de leur uniforme ou la présentation de leur commission, de tous les droits ou privilèges que les lois nationales accordent respectivement à des agents officiels. Les mêmes facilités, ainsi que les immunités spécifiées à l'art. 16, seront accordées réciproquement aux agents des deux gouvernements et des deux compagnies, pour les actes de leurs fonctions sur le chemin de fer.

18. Les locaux qui pourront être occupés par la douane de chaque pays à la gare étrangère, ou par les autres services se rattachant au chemin de fer, seront désignés par l'apposition des armes dudit pays.

19. Les administrations des chemins de fer devront informer, au moins huit jours à l'avance, les administrations de douanes des changements qu'elles voudront apporter dans les heures de départ, de passage et d'arrivée des trains.

20. Les administrations de douanes des deux Etats se communiqueront réciproquement les instructions et circulaires adressées à leurs agents concernant l'exécution des présentes dispositions. Elles prendront de concert les mesures nécessaires pour que le nombre des employés des douanes respectives ainsi que leurs heures de travail soient mis, autant que possible, en rapport avec les besoins sainement appréciés du service des chemins de fer, et de manière à assurer, tant de nuit que de jour, et aussi bien les dimanches et jours fériés que les jours ordinaires : 1° la réexpédition des voyageurs et des bagages par le train correspondant, lorsqu'il devra s'écouler entre l'arrivée du train importateur et le départ du train correspondant un délai minimum d'une heure; 2° la décharge des acquits-à-caution et la vérification des marchandises pendant toute la durée du service effectif des gares, de telle sorte que le transbordement puisse, dans tous les cas, être effectué dans le délai de vingt-quatre heures prévu à l'art. 5.

21. Toutes les fois que les administrations des chemins de fer de l'un et de l'autre Etat ne parviendront pas à s'entendre, soit sur les différents points prévus dans la présente convention, soit sur les moyens d'assurer la continuité du service et faciliter le commerce de transit, les

hautes parties contractantes interviendront pour prescrire les mesures nécessaires.

22. Les hautes parties contractantes s'entendront, s'il y a lieu, sur les mesures que le nouveau mode de communication pourrait nécessiter dans le service des correspondances postales ainsi que dans celui des communications télégraphiques.

23. Il est bien entendu que, par la présente convention, il n'est dérogé en rien aux lois de chaque pays, en ce qui concerne les pénalités encourues dans le cas de fraude ou de contravention, pas plus qu'à celles qui ont prononcé des prohibitions ou des restrictions en matière d'importation, d'exportation ou de transit, et que l'administration des douanes dans chaque pays reste libre de faire procéder à la vérification des marchandises et aux autres formalités, soit aux bureaux frontières, soit à la sortie par les ports, s'il existait de graves soupçons de fraude.

24. L'administration du chemin de fer français devra fournir à l'administration du chemin de fer espagnol, dans la station de Cerbère, les locaux nécessaires à l'établissement regulier de son service ainsi qu'à l'abri de son personnel d'exploitation. L'administration du chemin de fer espagnol en agira de même, dans la station de Port-Bou, à l'égard de l'administration du chemin de fer français. A moins de stipulations contraires concertées entre les deux compagnies et approuvées par les gouvernements respectifs, chacune des compagnies tiendra compte à l'autre de l'intérêt à 6 0/0 du prix d'établissement des locaux occupés pour les besoins de la douane étrangère ou de son propre service.

25. A moins de stipulations contraires concertées entre les deux compagnies et approuvées par les gouvernements respectifs, l'exploitation de la partie internationale comprise entre les aiguilles extrêmes des gares de Cerbère et de Port-Bou se fera dans les conditions suivantes : le chemin sera, dans la partie internationale, considéré comme composé de deux lignes à simple voie, l'une à voie française, prolongeant jusqu'à l'intérieur de la station de Port-Bou le chemin de fer du Midi, et l'autre à voie espagnole, prolongeant jusqu'à l'intérieur de la station de Cerbère le chemin de fer de Tarragone à Barcelone et France. Chaque compagnie appliquera ses tarifs propres sur la ligne qui lui sera affectée dans la section internationale, sans que ces tarifs puissent, en aucun cas, excéder pour le parcours sur le territoire de l'autre pays le tarif maximum accordé à la compagnie étrangère par son acte de concession ; elle percevra les recettes à son profit et fera à ses frais les dépenses de traction et d'exploitation afférentes à cette ligne. Chaque compagnie sera chargée à ses frais de l'entretien et de la surveillance des voies internationales posées sur le territoire de la nation de laquelle elle relève.

26. Un règlement uniforme pour les signaux et les détails du service d'exploitation, comme pour les heures de départ et d'arrivée des convois entre les gares de Cerbère et de Port-Bou, sera concerté entre les administrations des deux compagnies et soumis à l'approbation des gouvernements respectifs.

27. La présente convention, rédigée en espagnol et en français, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid aussitôt que possible, après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux pays contractants.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signée et l'ont revêtue du cachet de leurs armes. Fait en double à San-Ildefonso, le 20 juillet 1882. *Signé* ANDRIEUX ; *signé* marquis DE LA VEGA DE ARMIJO.

2. Le ministre des affaires étrangères est chargé, etc.

---

17 = 18 AOUT 1883. — Décret portant promulgation de la convention conclue, le 15 novembre 1882, entre la France et le royaume de Siam, pour l'exécution d'une ligne télégraphique de la province de Battambang à Bangkok. (XII, B. DCCCXI, n. 13,762.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Une convention ayant été conclue, le 15 novembre 1882, entre la France et le Royaume de Siam, pour l'exécution d'une ligne télégraphique de la frontière de la province de Battambang à Bangkok, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Bangkok le 23 mai 1883, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Entre M. Le Myre de Vilers, gouverneur de la Cochinchine française, agissant au nom du gouvernement de la République, assisté de M. Lourme, directeur des postes et télégraphes, et Son Excellence Phya Sri Singha Thep, attaché au service de Son Altesse le prince Kroma Phra, conseiller privé de Sa Majesté, agissant au nom du gouvernement siamois et assisté de M. Denis, consul de Siam à Saïgon, il a été convenu ce qui suit :

Art. 1er. Le gouvernement français et le gouvernement siamois sont tombés d'accord au sujet de l'exécution de la ligne télégraphique de Hong-pong-prak (frontière de la province de Battambang, dépendant de Siam) à Bangkok.

2. Le gouvernement siamois demande à engager des employés français pour l'exécution complète des travaux de la ligne télégraphique de Bangkok à Battambang.

3. Le gouvernement français se charge de procurer des employés télégraphistes qui travailleront pour le gouvernement siamois, aux gages duquel ils seront jusqu'à la fin des travaux.

4. Ces employés seront payés par le gouvernement siamois, pour le travail qu'ils exécuteront sur la ligne télégraphique de Hong-pong-prak (frontière de Battambang, dépendant de Siam) à Bangkok inclusivement; le terme de leur engagement finira le jour de l'achèvement de la ligne.

5. Si, pendant la durée de l'engagement et de l'exécution des travaux, un de ces employés tombait malade ou demandait à rentrer à Saïgon, il devrait avertir soit l'officier siamois chargé de la direction des travaux, soit, en son absence, l'autorité locale ; il ne pourra quitter le chantier sans son consentement.

6. Les employés malades devront être remplacés d'urgence, pour que le travail ne soit pas interrompu.

7. Les employés qui sont aux gages du gouvernement siamois pour les travaux de la ligne recevront leurs appointements chaque mois, et devront suivre en tous points les instructions de l'officier du gouvernement siamois au sujet de l'exécution des travaux. Ils devront s'appliquer à exécuter les travaux du télégraphe dans les mêmes conditions que le gouvernement français lui-même les fait exécuter en Cochinchine.

8. Leur solde est ainsi réglée mensuellement : 1° le premier employé aura deux cents piastres mexicaines ; 2° le deuxième employé aura cent cinquante piastres mexicaines ; 3° un chef de chantier aura trente piastres mexicaines ; 4° deux surveillants auront vingt piastres mexicaines chacun.

9. Le gouverneur de la Cochinchine préviendra le personnel qu'il doit obéir aux instructions qui lui seront données par l'officier siamois.

10. Cette convention, rédigée en français et en siamois, sera dressée en double expédition et signée des deux parties contractantes, M. Le Myre de Vilers, gouverneur de la Cochinchine, et Son Excellence Phya Sri Singha Thep, conseiller privé de Sa Majesté. L'un des exemplaires sera soumis à la ratification du Président de la République, l'autre à l'approbation du prince chargé des télégraphes et à la ratification de Sa Majesté le Roi de Siam.

11. Cette convention entrera en exécution du jour où elle sera revêtue de la signature et du cachet de Son Excellence Phya Sri Singha Thep, attaché au service de Son Altesse le Roi de Siam, assisté de M. Denis, consul de Siam à Saïgon, d'une part, et de la signature et du cachet de M. Le Myre de Vilers, gouverneur de la Cochinchine, assisté de M. Lourme, directeur des postes et télégraphes, d'autre part.

Fait à Saïgon, le 15 novembre 1882, correspondant au mercredi de la cinquième lune croissante du douzième mois de l'année du Cheval 1244 du

quinzième anniversaire du règne actuel. *Signé :* LE MYRE DE VILERS, LOURME, PHYA SRI SINGHA THEP, DENIS.

2. Le ministre des affaires étrangères est chargé, etc.

---

31 AOUT = 2 SEPTEMBRE 1883. — Décret portant promulgation de la convention conclue, le 20 mars 1883, entre la France et l'Allemagne, en vue du raccordement des lignes télégraphiques qui existent le long du canal de la Marne au Rhin. (XII, B. DCCCXI, n. 13,763.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Une convention ayant été conclue, le 20 mars 1883, entre la France et l'Allemagne, en vue du raccordement des lignes télégraphiques qui existent dans les deux pays le long du canal de la Marne au Rhin, et les instruments d'approbation de cette convention par les deux gouvernements ayant été échangés à Paris, le 20 août 1883, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

PROJET D'ÉTABLISSEMENT D'UNE COMMUNICATION TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE POUR LE SERVICE DU CANAL DE LA MARNE AU RHIN.

Procès-verbal de la conférence tenue à Igney-Avricourt le 20 mars 1883.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Empire allemand s'étant mis d'accord pour soumettre à une conférence le projet de raccordement des lignes télégraphiques qui existent en France et en Allemagne le long du canal de la Marne au Rhin, les commissaires soussignés, représentant les administrations des télégraphes et des travaux publics des deux pays, savoir : du côté du gouvernement français : MM. Le Joyant, inspecteur-ingénieur des télégraphes ; Borssat, directeur des postes et télégraphes de Meurthe-et-Moselle ; Holtz, ingénieur en chef du canal de la Marne au Rhin ; Siegler, ingénieur du canal de la Marne au Rhin, tous résidant à Nancy ; du côté du gouvernement allemand : MM. Münch, inspecteur des télégraphes à Metz ; Doell, ingénieur du canal de la Marne au Rhin à Sarrebourg, se sont réunis à Igney-Avricourt, le 20 mars 1883, et, sous réserve de l'approbation de chacun des gouvernements intéressés, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1er. Il a été établi pour le service du canal de la Marne au Rhin, le long de ce canal, en France et en Allemagne, des lignes télégraphiques qui s'étendent, du côté allemand, jusqu'à l'écluse 6, près de l'étang de Réchicourt ; du côté français, jusqu'à l'écluse 14, près de Xures. L'absence d'une communication entre ces deux lignes télégraphiques présente de sérieux inconvénients, notamment pour le service de l'alimentation, qui exige une entente journalière entre les ingénieurs ou agents des deux pays. En conséquence, les lignes télégraphiques existantes seront prolongées jusqu'à la frontière et réunies entre elles.

2. Les deux gouvernements établiront, chacun sur son territoire et à ses frais, la ligne nouvelle ainsi que les installations nécessaires, dans les postes frontières, aux écluses 13 (Lagarde) et 14 (Xures). Ils mettront la nouvelle ligne en exploitation aussitôt après son achèvement et se chargeront de l'entretenir et d'en assurer l'exploitation chacun sur son territoire et à ses frais.

3. Entre les écluses 13 et 14 on se servira, pour les communications télégraphiques internationales, du système *Morse* à courant continu. Le passage du système à courant continu, en usage en Allemagne, au système à courant intermittent employé en France, se fera à l'écluse 14 (Xures). Les dépêches pourront être rédigées en français ou en allemand.

4. Les dépêches à échanger entre les agents des administrations française et allemande du canal devront être exclusivement relatives au service du canal. Celles de ces dépêches qui se rapporteront aux questions d'alimentation pourront être expédiées et reçues par les agents de tout grade des deux pays, mais les télégrammes concernant d'autres affaires de service ne pourront être envoyés et re-

çus que par les ingénieurs ou leurs délégués.

5. Les administrations française et allemande des télégraphes se réserveront le contrôle, chacune sur son propre territoire, du service télégraphique international. Ces administrations ne comptent prélever aucune taxe sur les dépêches internationales échangées pour les besoins du service des canaux. Elles se réservent cependant le droit ultérieur de taxe, à l'effet de prévenir les abus.

6. La présente convention entrera en vigueur aussitôt qu'elle aura été ratifiée par chacun des deux gouvernements. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties contractantes, à condition de prévenir l'autre une année d'avance. Le présent procès-verbal a été lu, adopté par les soussignés et expédié en quatre exemplaires identiques, dont deux ont été remis, après signature, à chacune des parties contractantes.

Ainsi fait et arrêté, à Igney-Avricourt, le 20 mars 1883. *Signé :* LE JOYANT, BORSSAT, HOLTZ, SIEGLER, MUNCH, DOELL.

2. Le ministre des affaires étrangères est chargé, etc.

---

31 AOUT = 2 SEPTEMBRE 1883. — Décret portant promulgation du traité relatif à la navigation du Danube. (XII, B. DCCCXI, n. 13,764.)

Le Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Un traité relatif à la navigation du Danube, suivi d'un règlement annexe, ayant été signé, le 10 mars 1883, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche Hongrie, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Italie, la Russie et la Turquie, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Londres le 21 août 1883, lesdits traité et règlement, dont la teneur suit, recevront leur pleine et entière exécution.

Traité de Londres du 10 mars 1883, relatif à la navigation du Danube.

Au nom de Dieu Tout-Puissant, les puissances signataires du traité de Berlin ayant jugé nécessaire de réunir leurs plénipotentiaires en conférence à Londres, afin de s'entendre sur les décisions à prendre en vertu de l'art. 54 du traité de Berlin du 13 juillet 1878 et sur l'exécution de l'art. 55 du même traité concernant la navigation du Danube depuis les Portes de Fer jusqu'à ses embouchures, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, le sieur Charles Tissot, membre de l'Institut, grand officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, ambassadeur de la République française près Sa Majesté Britannique, etc., etc.; et le sieur C. Barrère, ministre plénipotentiaire de deuxième classe, délégué français à la commission du Danube, chevalier de la Légion d'honneur, etc.;

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, le sieur George Herbert, comte de Münster, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, etc., etc.;

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie, le sieur Louis, comte Karolyi de Nagy-Karolyi, chambellan et conseiller intime actuel, chevalier de l'ordre de la Toison d'or et grand-croix de l'ordre de Léopold, son ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté Britannique, etc., etc.;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Granville (George), comte Granville, lord Leveson, pair du Royaume-Uni, chevalier du très noble ordre de la Jarretière, conseiller de Sa Majesté en son conseil privé, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangères, etc., etc.; et lord Edmond-George Petty Fitz-Maurice, membre du Parlement du Royaume-Uni, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, etc., etc.;

Sa Majesté le Roi d'Italie, le comte Constantin Nigra, chevalier grand-croix de ses ordres des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, etc., etc.;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Arthur, baron Mohrenheim, conseiller privé, chevalier des ordres de l'Aigle-Blanc de Saint-Vladimir, de deuxième classe, de Sainte-Anne, de première classe, de Saint-Stanislas, de première classe, de l'Eléphant et du Danebrog, de première classe, orné de diamants, de Danemark, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, etc., etc.;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Constantin Musurus Pacha, muchir et vizir de l'empire, grand cordon de l'ordre impérial de l'Osmanié, en brillants, décoré de l'ordre impérial du Medjidié, de première classe, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, etc., etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1er. La juridiction de la commission européenne du Danube est étendue de Galatz à Braïla.

2. Les pouvoirs de la commission européenne sont prolongés pour une période de vingt et un ans, à partir du 24 avril 1883. A l'expiration de cette période, les pouvoirs de ladite commission seront renouvelés par tacite reconduction, de trois en trois ans, sauf le cas où l'une des hautes parties contractantes notifierait, un an avant l'expiration de l'une de ces périodes triennales, l'intention de proposer des modifications dans sa constitution ou dans ses pouvoirs.

3. La commission européenne n'exercera pas de contrôle effectif sur les parties du bras de Kilia dont les deux rives appartiennent à l'un des riverains de ce bras.

4. Pour la partie du bras de Kilia qui traversera à la fois le territoire russe et le territoire roumain, et afin d'assurer l'uniformité du régime dans le bas Danube, les règlements en vigueur dans le bras de Soulina seront appliqués, sous la surveillance des délégués de Russie et de Roumanie, à la commission européenne.

5. Au cas où la Russie ou la Roumanie entreprendraient des travaux soit dans le bras mixte, soit entre les deux rives qui leur appartiennent respectivement, l'autorité compétente donnera connaissance à la commission européenne des plans de ces travaux, dans le seul but de constater qu'ils ne portent aucune atteinte à l'état de navigabilité des autres bras. Les travaux qui ont déjà été exécutés au Tchatal d'Ismaïl restent à la charge et sous le contrôle de la commission européenne du Danube. En cas de divergence entre les autorités de la Russie ou de la Roumanie et la commission européenne quant aux plans des travaux à entreprendre dans le bras de Kilia, ou de divergence au sein de cette commission quant à l'extension qu'il pourrait convenir de donner aux travaux du Tchatal d'Ismaïl, ces cas seraient soumis directement aux puissances.

6. Il est entendu qu'aucune restriction n'entravera le droit de la Russie de prélever des péages destinés à couvrir les frais des travaux entrepris par elle. Toutefois, en vue de sauvegarder les intérêts réciproques de la navigation dans le bras de Soulina et le bras de Kilia, le gouvernement russe, afin d'assurer une entente à ce sujet, saisira les gouvernements représentés dans la commission européenne des règlements de péage qu'il jugerait utile d'introduire.

7. Le règlement de navigation, de police fluviale et de surveillance élaboré le 2 juin 1882 par la commission européenne du Danube, avec l'assistance des délégués de la Serbie et de la Bulgarie, est adopté tel qu'il se trouve annexé au présent traité et déclaré applicable à la partie du Danube située entre les Portes de Fer et Braïla.

8. Tous les traités, conventions, actes et arrangements relatifs au Danube et à ses embouchures sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui précèdent.

9. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de six mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipoten-

tiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes. Fait à Londres, le 10 mars 1883. *Signé :* Tissot, Barrère, Münster, Karolyi, Granville, Fitz-Maurice, Nigra, Mohrenheim, Musurus.

ANNEXE AU TRAITÉ DE LONDRES DU 10 MARS 1883.

Règlement de navigation, de police fluviale et de surveillance applicable à la partie du Danube située entre les Portes de Fer et Braïla.

TITRE Ier. RÉGIME GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION.

Art. 1er. La navigation continuera à être entièrement libre sur toute la partie comprise entre Braïla et les Portes de Fer. Les bâtiments marchands de toutes les nations y effectueront librement comme par le passé, le transport des passagers et des marchandises ou le remorquage, sous les conditions d'une parfaite égalité stipulées par l'art. 16 du traité de Paris.

2. Il ne sera perçu sur le Danube aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises, tant qu'elles se trouveront à bord des bâtiments, transports ou radeaux.

3. Les Etats riverains ont le droit de percevoir dans leurs ports respectifs les droits de quai, grue, balance, magasinage, débarquement, pour les établissements existants ou à établir. Toutefois, ces droits devront être prélevés indistinctement, suivant des tarifs fixes et publics, sans égard à la provenance des bâtiments et de leur cargaison, et pour autant seulement que les bâtiments assujettis à ces droits auraient profité desdits établissements. Il est bien entendu que ces tarifs ne pourront être une source de revenus financiers, mais qu'ils produiront seulement la quotité nécessaire au paiement de l'intérêt et à l'amortissement du capital de premier établissement et d'entretien. L'amortissement une fois opéré, les tarifs ne représenteront plus que la quotité nécessaire à l'entretien.

4. Les ponts à établir sur le fleuve seront construits de façon à ne pas entraver la navigation, soit par des piles trop rapprochées, soit par des tabliers trop peu élevés. Les plus grandes ouvertures seront placées, autant que possible, au-dessus des plus grandes profondeurs, de façon à ne pas obstruer le chenal navigable. Les culées seront construites de manière à ménager le passage des chemins de halage, et les ponts seront établis, en général, de telle sorte que les bâtiments actuellement employés à la navigation du fleuve puissent continuer à pratiquer cette navigation sans aucun changement dans leur mâture ni dans la hauteur de leur cheminée. Les ponts qui pour donner passage aux bâtiments doivent être ouverts seront construits de manière à ne pas retarder la navigation. Les plans des ponts devront être communiqués à l'autorité commune avant la construction.

5. Les moulins fixes établis sur la voie fluviale, les moulins flottants, les pêcheries et les roues d'irrigation ne devront pas entraver la navigation. Ils seront établis sur les parties du fleuve qui ne servent pas de passage aux navires et embarcations, et leur emplacement sera choisi de façon à ne pas nuire au libre écoulement des eaux et à ne pas causer de changements préjudiciables dans le lit du fleuve.

6. Les lignes douanières suivront partout les rives du fleuve, sans jamais le traverser. Il s'ensuit que les bâtiments, transports, radeaux, etc., tant qu'ils sont en voie de navigation ou à l'ancre dans le lit du fleuve, sans faire aucune opération de commerce avec la rive, sont entièrement en dehors de toute action des douanes. En conséquence, les Etats riverains ne peuvent percevoir les taxes douanières qu'à l'égard des marchandises débarquées sur les rives, et cette interdiction s'applique même aux bâtiments, transports ou radeaux traversant les sections du fleuve dont les deux rives appartiennent au même Etat.

7. Le transit est absolument libre pour les marchandises de toutes les nations, quelles que soient leur provenance et leur destination. Lors-

qu'un bâtiment, transport ou radeau traverse une section fluviale dont les deux rives dépendent d'un seul Etat, les capitaines ou patrons ne sont pas assujettis à d'autres formalités, quant aux marchandises transportées en transit, qu'au plombage ou à la surveillance d'un agent douanier, exercée à bord jusqu'au point où les deux rives ou l'une d'elles cessent d'appartenir audit Etat. L'agent douanier, pendant son séjour à bord, a droit à la nourriture, au chauffage et à l'éclairage, sur le même pied que les hommes de l'équipage, mais sans autre rémunération quelconque. Le bâtiment sera tenu de donner passage gratuit audit agent douanier, sans nourriture ni autres frais, au moins jusqu'au dernier port national qu'il touchera dans son premier voyage de retour.

8. Les bâtiments de mer ne pourront être tenus de produire d'autres documents que leurs papiers de bord. Les bâtiments ou transports fluviaux devront être munis des documents nécessaires, délivrés par l'autorité dont ils relèvent, pour constater le nom, la nationalité et la capacité du bâtiment ou transport, et l'identité du capitaine ou patron et des hommes d'équipage. Il est bien entendu qu'aucune autre modification ne sera apportée aux conditions dans lesquelles s'exercent actuellement le grand et le petit cabotage, sans distinction de pavillon. Les petites embarcations et les barques de pêche sont dispensées de se faire délivrer les actes spécifiés dans le présent article ; les patrons et les hommes d'équipage sont simplement tenus de se munir des documents nécessaires pour constater leur identité, lorsqu'ils veulent accoster à une rive étrangère. Il est bien entendu, d'ailleurs, que cette disposition ne porte aucune atteinte aux lois et règlements ayant pour objet l'exercice de la pêche dans les eaux de chacun des Etats riverains.

9. Aucun moulin ni autre établissement, aucune construction nouvelle, aucune prise d'eau ne pourront être créés de manière à interrompre la circulation sur les chemins de halage existants, et ces chemins seront entretenus en état de viabilité. Les mêmes règles s'appliqueront aux chemins de halage nouvellement établis, ainsi qu'aux prolongements des chemins existants.

10. Les dispositions quarantenaires seront conçues de manière à concilier dans une juste mesure les garanties sanitaires et les besoins du commerce maritime et fluvial. Il est expressément entendu que ces mesures seront exclusivement applicables aux navires et aux voyageurs de provenance brute et dans les ports non contaminés, et que toute mesure exceptionnelle et restrictive sera supprimée pour l'intercourse entre les ports du fleuve, dès qu'une épidémie serait devenue générale sur ses rives. En règle générale, aussi longtemps qu'aucune épidémie dûment constatée ne régnera, soit en amont des Portes de Fer, soit en aval de Braïla, les bâtiments seront affranchis de tout contrôle sanitaire en naviguant entre Braïla et les Portes de Fer, tant à la remonte qu'à la descente. Si une épidémie vient à éclater dans un port maritime, tout bâtiment arrivant de la mer et qui aura obtenu le visa en patente nette à Soulina, à Kilia ou à Saint-Georges, sera affranchi de toute formalité autre que l'arraisonnement et de toute quarantaine d'observation, sur le parcours de son voyage en amont, jusqu'aux Portes de Fer. Dans le cas où une épidémie viendrait à éclater sur les rives du fleuve, en amont des Portes de Fer ou en aval de Braïla, le visa obtenu en patente nette, par les bâtiments en cours de navigation, dans le premier port fluvial non contaminé auquel ils auront touché, dans leur parcours entre les Portes de Fer et Braïla, suffira pour leur assurer le libre accès de tous les autres ports situés sur cette partie du fleuve. Enfin, si une épidémie vient à éclater sur les rives de cette même partie du fleuve, les bâtiments de mer, aussi bien que les bâtiments fluviaux, continueront à faire leurs opérations en toute liberté, tant qu'ils n'auront pas fait escale dans l'un des ports contaminés. Ils seront simplement tenus de présenter leur patente de santé dans les ports où ils mouilleront. Afin de fa-

ciliter, en temps d'épidémie, le maintien de la police fluviale, l'inspecteur de la navigation, les sous-inspecteurs et autres agents préposés à la police continueront à circuler librement sur le fleuve, pour les besoins de leur service, sous la seule condition de se soumettre, en cas de compromission, aux mesures réglementaires auxquelles sont soumis les agents de la santé.

TITRE II. POLICE DE LA NAVIGATION.

CHAPITRE Ier. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

11. Tout bâtiment à vapeur marchand, d'une force au-dessus de cinquante chevaux, naviguant dans le fleuve, est tenu de donner gratuitement passage à l'inspecteur et aux sous-inspecteurs agissant dans l'exercice de leurs fonctions, et de prendre leurs embarcations en remorque.

12. Les bateaux de service de l'autorité préposée à l'exécution des règlements porteront un pavillon spécial qui sera identique à celui de la commission européenne, sauf les lettres portées sur la bande bleue de ce pavillon, lesquelles seront ultérieurement déterminées.

13. Les capitaines et leurs équipages, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, sont tenus d'obtempérer aux ordres qui leur sont donnés, en vertu du présent règlement, par l'inspecteur, les sous-inspecteurs, les capitaines de port ou par les agents placés sous leurs ordres. Ils ne peuvent refuser, lorsqu'ils en sont requis, d'arborer leur pavillon, ni de déclarer leurs noms et les noms de leurs bâtiments, ni d'indiquer leur destination et leur provenance.

14. Dans tous les endroits convenables du Danube, les Etats riverains pourront établir des échelles fluviales pour mesurer la hausse et la baisse des eaux, et l'on affichera le tableau des profondeurs dans les ports principaux.

15. L'inspecteur, les sous-inspecteurs et les capitaines de port prononcent sommairement dans les différends entre les capitaines et leurs équipages, en se faisant assister par deux capitaines de la nationalité des parties litigantes, ou, à leur défaut, par deux autres capitaines. Ils n'exercent toutefois cette partie de leurs attributions qu'autant que l'un des intéressés a réclamé leur intervention, et qu'il ne se trouve pas sur les lieux une autre autorité compétente.

16. En cas d'échouement ou de naufrage, les sous-inspecteurs et les capitaines de port, chacun dans son ressort, se rendent sur le lieu du sinistre et portent les secours les plus urgents pour assurer le sauvetage de la cargaison, du navire et de ses apparaux, et pour sauvegarder l'intérêt général de la navigation. Ils constatent les faits et dressent un procès-verbal. Après quoi ils se dessaisissent de l'administration du sauvetage et remettent les actes dressés par eux à la plus proche autorité compétente.

17. Au cas où il deviendrait nécessaire de signaler éventuellement les passes difficiles et les endroits où il est défendu de jeter l'ancre, on suivra le système de signaux adopté en aval de Braïla.

18. Tout capitaine ou patron d'un bâtiment à voiles ou à vapeur ou d'un radeau, en cours de navigation ou stationnant, soit à l'ancre, soit amarré à la rive, est tenu de veiller à ce que son bâtiment ne cause ni entrave à la navigation, ni dommage soit à d'autres bâtiments, soit aux échelles, bouées, signaux, chemins de halage et autres établissements servant à la navigation, placés sur le fleuve ou sur les rives, et il doit veiller, avec le même soin, à se sauvegarder lui-même. En se conformant aux dispositions ci-après du présent règlement, les navires doivent tenir compte de tous les dangers de la navigation, et avoir égard aux circonstances particulières qui peuvent rendre nécessaire une dérogation aux règles prescrites, afin de parer à un péril immédiat.

CHAPITRE II. RÈGLES POUR LES BATIMENTS QUI SE CROISENT OU SE DÉPASSENT.

19. En règle générale, il est interdit à un bâtiment de dépasser le bâ-

ment qui suit la même route que lui, et à deux bâtiments allant en sens contraire, de se croiser sur les points où le chenal ne présente pas une largeur suffisante.

20. Aucun bâtiment ne peut se diriger par le travers de la route suivie par un autre bâtiment de façon à l'entraver dans sa course. Lorsqu'un bâtiment remontant le fleuve se trouve exposé à rencontrer un bâtiment naviguant à la descente, sur un point qui n'offre pas une largeur suffisante, il doit ralentir sa marche, et, en cas de besoin, même s'arrêter en aval du passage, jusqu'à ce que l'autre bâtiment l'ait franchi; si le bâtiment qui remonte est engagé dans le passage au moment de la rencontre, le bâtiment descendant est tenu de s'arrêter en amont jusqu'à ce que sa route soit libre. Dans les passes étroites, les bâtiments à vapeur ne peuvent s'approcher à petite distance des bâtiments qui les précèdent.

21. Lorsque deux bâtiments à vapeur ou deux bâtiments à voiles naviguant par un vent favorable se rencontrent, faisant route en sens contraire, celui qui remonte le fleuve doit appuyer vers la rive gauche et celui qui descend vers la rive droite, de telle sorte qu'ils viennent tous deux sur tribord, ainsi qu'il est d'usage à la mer. Il en est de même lorsque la rencontre a lieu entre un bâtiment à vapeur et un bâtiment à voiles naviguant par un vent favorable. Le capitaine ou patron qui s'écarte de ces règles doit prouver, en cas d'avaries, qu'il a été dans l'impossibilité de les observer; à défaut de quoi, il est responsable, devant le tribunal compétent, des accidents survenus. En cas de rencontre et sauf les prescriptions des art. 20, 22, 25, 26 et 27 du présent règlement, tout bâtiment à vapeur peut faire connaître la marche qu'il a l'intention de suivre, en donnant au bâtiment rencontré les signaux spécifiés ci-après: un coup de sifflet pour dire : Je vais sur tribord; deux coups de sifflet pour dire : Je vais sur bâbord; trois coups de sifflet pour dire : Je vais en arrière à toute vitesse. Ces signaux sont facultatifs, mais le bâtiment qui les a donnés est tenu d'y conformer sa marche. Le signal du bâtiment naviguant à la descente fait règle.

22. Lorsque deux bâtiments à vapeur allant en sens contraire arrivent dans une passe étroite, ils sont tenus de se donner les signaux prescrits par les art. 23 et 24 ci-après, et celui qui est en aval ralentit sa marche ou s'arrête, en cas de besoin, jusqu'à ce que l'autre bâtiment ait franchi le passage.

23. Lorsque, dans une passe étroite, un bâtiment à vapeur veut devancer un autre bâtiment à vapeur marchant dans le même sens, il en donne le signal avant d'être arrivé à petite distance, au moyen de cinq coups de cloche ou de sifflet et en agitant un pavillon à hampe sur le gaillard d'avant, ou en hissant à mi-mât un pavillon bleu pendant le jour ou un fanal éclairé à verre blanc pendant la nuit. Sur ces signaux, le bâtiment marchant en avant s'écarte à gauche et livre le passage à l'autre bâtiment, qui prend la droite. Aussitôt que le bâtiment qui suit se trouve à la distance d'une demi-longueur de bâtiment de celui qui précède ou de la queue du convoi remorqué par lui, ce dernier doit ralentir sa marche jusqu'à ce qu'il ait été dépassé.

24. Lorsqu'un bâtiment meilleur voilier rejoint un bâtiment à voiles et veut le dépasser, il en donne le signal en hélant à temps son devancier, lequel est tenu de lui livrer passage au vent. Lorsqu'un bâtiment à vapeur veut devancer un bâtiment à voiles marchant dans le même sens que lui, il lui donne le signal prescrit par l'article précédent avant d'être arrivé à petite distance, et il passe sous le vent du bâtiment à voiles.

25. Tout bâtiment à vapeur est tenu d'éviter les bâtiments marchant à la dérive qu'il rencontre, soit en remontant, soit en descendant le fleuve. Le bâtiment naviguant à la dérive doit, de son côté, lorsqu'il rencontre d'autres bâtiments, soit à voiles, soit à vapeur, se ranger le plus près possible de l'une des rives, afin d'opposer le moins d'obstacle possible au passage.

26. Les capitaines ou conducteurs de remorqueurs, naviguant avec ou sans convoi, sont tenus à l'observa-

tion de toutes les dispositions qui précèdent; ils doivent spécialement se conformer aux prescriptions des art. 23 et 24 ci-dessus, lorsqu'un convoi veut en dépasser un autre. Hors ce dernier cas, deux convois ne peuvent jamais se trouver l'un à côté de l'autre, soit au mouillage, soit en cours de voyage. En cas de rencontre avec des bâtiments à voiles ou à vapeur faisant route en sens contraire, le remorqueur, s'il remonte le fleuve, a la faculté de s'écarter des prescriptions de l'art. 21 ci-dessus pour se tenir en dehors du courant, s'il peut le faire sans danger pour les bâtiments rencontrés. Le remorqueur est tenu, d'ailleurs, s'il fait usage de cette faculté, de donner les signaux prescrits par les art. 23 et 24 ci-dessus.

27. En règle générale, tout bâtiment à vapeur qui ne remorque pas un convoi, de même que tout bâtiment à voiles naviguant par un vent favorable, doit livrer passage à un convoi de bâtiments remorqués. A défaut d'espace suffisant pour ce faire, les capitaines et conducteurs, tant des remorqueurs que des bâtiments remorqués, sont tenus, même dans le cas où les signaux prescrits par les art. 23 et 24 ci-dessus n'ont pas été donnés, de s'écarter conformément aux dispositions desdits articles. Les capitaines et conducteurs des remorqueurs et des bâtiments remorqués doivent, d'ailleurs, dans tous les cas de rencontre avec d'autres bâtiments, rapprocher autant que possible les uns des autres les bâtiments conduits à la remorque en convoi, de manière à livrer aux autres bâtiments un passage suffisamment large. Il est interdit, dans tous les cas, de naviguer dans le fleuve avec plus de trois bâtiments amarrés bord à bord.

CHAPITRE III. RÈGLES DU HALAGE.

28. Si deux bâtiments halés en sens contraire se rencontrent le long de la même rive, celui qui remonte s'écarte de manière à laisser passer l'autre. Si un bâtiment halé par des animaux de trait rejoint un train de halage à bras, celui-ci doit lui livrer passage. Dans le cas où un bâtiment halé en rencontre un autre amarré à la rive, le capitaine de ce dernier doit permettre aux matelots du bâtiment halé de monter sur son bord pour transporter la corde de halage.

29. Un bâtiment halé à bras ne peut entreprendre de passer un autre bâtiment halé de même, sauf le cas où il n'en résulterait aucun retard ni embarras pour ce dernier, lequel est tenu, en pareil cas, de se ranger le plus près possible contre la rive qu'il longe.

30. Il ne peut y avoir en dehors des ports plus de trois bâtiments mouillés ou amarrés bord à bord le long des chemins de halage.

CHAPITRE IV. RÈGLES POUR LA NAVIGATION PENDANT LA NUIT ET PAR UN TEMPS DE BROUILLARD.

31. Tout bâtiment à vapeur naviguant pendant la nuit (entre le coucher et le lever du soleil) doit être muni d'une lumière blanche, facilement visible à la distance de deux milles au moins, hissée en tête du mât de misaine, d'une lumière verte à tribord et d'une lumière rouge à bâbord. Les feux de côté sont pourvus, en dedans du bord, d'écrans dirigés de l'arrière à l'avant, de manière que le feu vert ne puisse pas être aperçu de bâbord avant, ni le feu rouge de tribord avant. Les bâtiments à voiles, lorsqu'ils font route à la voile ou en remorque, portent les mêmes feux que les bâtiments à vapeur en marche, à l'exception du feu blanc du mât de misaine, dont ils ne doivent jamais faire usage. Les bâtiments à vapeur remorquant un ou plusieurs autres bâtiments portent, indépendamment de leurs feux de côté, deux feux blancs placés l'un au-dessous de l'autre en tête du mât, pour servir à les distinguer des autres navires à vapeur. Pour l'application des règles prescrites par le présent article, tout navire à vapeur qui ne marche qu'avec l'aide de ses voiles est considéré comme navire à voiles, et tout navire dont la machine est en action, quelle que soit sa voilure, est considéré comme navire à vapeur. Les radeaux naviguant pendant la nuit doivent porter un feu blanc à chacun de leurs angles. Tout bâtiment, soit à voiles, soit à vapeur,

en marche pendant la nuit, qui s'aperçoit qu'il est rejoint par un autre bâtiment suivant la même route que lui, est tenu de l'avertir, en lui montrant une lumière blanche à l'arrière.

32. Les bâtiments à voiles, les convois de remorque et les radeaux ne peuvent naviguer que lorsqu'ils aperçoivent distinctement la rive qu'ils suivent.

33. Par les temps de brume, les bâtiments à vapeur ne peuvent naviguer qu'à vitesse réduite, et les capitaines sont tenus de régler leur marche, suivant l'intensité de la brume, de manière à rester toujours maîtres de leurs mouvements et à pouvoir s'arrêter à temps, en cas d'obstacle. Ils sont tenus, d'ailleurs, de faire tinter sans interruption la cloche du bord, en donnant un coup de sifflet de deux en deux minutes, et de jeter l'ancre, si la brume devient épaisse au point qu'il leur soit impossible d'apercevoir la rive sur laquelle ils appuient ou vers laquelle ils se dirigent.

CHAPITRE V. RÈGLES POUR LES BATIMENTS AU MOUILLAGE.

34. Il est expressément défendu de jeter l'ancre ou de s'amarrer dans le chenal de navigation de manière à entraver la marche des bâtiments.

35. Lorsque, par suite de brouillard, un bâtiment ou un radeau est obligé de s'arrêter ailleurs que sur un point habituel de mouillage, il est tenu, si c'est un bateau à vapeur, de faire tinter la cloche du bord, et, dans le cas contraire, de héler du porte-voix. Ces signaux sont répétés de deux en deux minutes.

36. Tout bâtiment arrêté sur le fleuve pendant la nuit doit être muni d'un fanal éclairé, qui est placé soit à l'extrémité de l'une des grandes vergues, soit sur toute autre partie apparente du bâtiment, du côté du chenal, de telle sorte qu'il puisse être aperçu aussi bien en amont qu'en aval. Les radeaux stationnant à l'ancre pendant la nuit doivent porter les feux prescrits par l'art. 31, sauf les feux des deux angles du côté de la rive, qu'ils sont tenus de supprimer.

37. Lorsqu'un bâtiment ou un radeau est obligé de placer un câble ou une chaîne en travers du chenal, ces amarres doivent être larguées promptement, aussitôt qu'un autre bâtiment se présente pour passer.

38. Les radeaux et trains de bois ne peuvent avoir qu'un tirant d'eau inférieur de deux pieds anglais, au moins, à la hauteur de l'eau sur celui des bas-fonds du fleuve offrant la moindre profondeur, dans le parcours qu'ils doivent traverser.

39. La dimension des radeaux et trains de bois ne devra pas dépasser la largeur reconnue comme étant compatible avec les conditions de la navigation et la largeur des chenaux. Tout radeau ou train de bois échoué dans le fleuve de manière à entraver la navigation, qui n'est pas remis à flot dans les quarante-huit heures, peut être allégé et démonté même, au besoin, par les agents de la police fluviale, aux frais du propriétaire.

CHAPITRE VI. RÈGLES POUR LES CAS D'ÉCHOUEMENT ET DE NAUFRAGE.

40. Tout capitaine ou patron d'un bâtiment ou d'un radeau échoué ou naufragé dans le chenal navigable est tenu de héler les bâtiments qui s'approchent, avant qu'ils soient arrivés à petite distance pour les avertir de son immobilité.

41. Si le bâtiment vient à faire naufrage, le capitaine doit faire tous ses efforts pour le haler immédiatement contre la rive, si elle est proche, et, dans le cas contraire, pour le placer dans toute autre partie du fleuve, de manière à dégager le chenal navigable. Le capitaine du bâtiment naufragé et son équipage restent à bord ou à proximité du lieu du sinistre, jusqu'à ce que le procès-verbal des agents de la police ait été dressé.

41. Aussitôt après le naufrage, le capitaine du bâtiment ou le pilote, s'il y en a un à bord, fait prévenir le plus promptement possible les agents préposés à la surveillance du fleuve.

43. Si l'inspecteur juge nécessaire de prendre des mesures immédiates dans l'intérêt de la navigation, il requiert à cet effet le capitaine du bâtiment naufragé, lequel est obligé,

soit de déclarer immédiatement qu'il fera abandon de son bâtiment, et de laisser, dans ce cas, toute latitude à l'inspecteur pour les dispositions à prendre, soit d'agir avec son équipage sous les ordres de l'inspecteur; dans ce dernier cas, celui-ci dirige le sauvetage jusqu'au point où il cesse d'être une opération d'utilité publique pour devenir une affaire d'intérêt privé.

44. Si, hors le cas de nécessité immédiate prévu par l'article précédent, l'enlèvement de la carcasse ou des débris du bâtiment naufragé est ultérieurement jugé urgent ou nécessaire, dans l'intérêt de la navigation, les propriétaires, assureurs et tous autres ayants droit sont tenus de l'effectuer et parachever dans le délai qui leur est fixé par l'inspecteur; à défaut de quoi, les travaux sont exécutés d'office par l'autorité préposée à l'exécution du présent règlement, dans la limite déterminée par le susdit art. 43.

45. Tous travaux entrepris, soit par des particuliers, soit par des compagnies, pour opérer le sauvetage de bâtiments naufragés ou de leurs cargaisons, s'effectuent sous la surveillance de l'autorité préposée à l'exécution du présent règlement. Ces travaux peuvent être interdits, s'ils sont de nature à causer une entrave à la navigation, de même qu'ils peuvent être continués ou repris d'office par l'autorité susnommée, dans le cas où ils auraient été abandonnés ou suspendus, le tout sur une simple notification faite aux ayants droit par l'inspecteur de la navigation. Le bâtiment dont le sauvetage a été opéré par les agents de l'autorité préposée à la surveillance du fleuve peut être tenu de couvrir les frais de sauvetage et d'entretien du matériel. Les ancres, chaînes et autres objets abandonnés par les navigateurs dans le fleuve, en dehors des ports, ne peuvent être retirés par qui que ce soit, sans une autorisation écrite de l'inspecteur ou des sous-inspecteurs, qui délivrent, s'il y a lieu, cette autorisation et règlent le mode d'enlèvement ainsi que la destination des objets abandonnés.

CHAPITRE VII. RÈGLE POUR LE JET DU LEST.

46. Il est interdit d'une manière absolue aux bâtiments de jeter leur lest dans le lit fluvial. Le déchargement à terre peut être opéré sur les emplacements désignés par les autorités locales comme lieu de dépôt public, ou sur les points déterminés par les agents préposés à la police de la navigation et désignés dans un avis dûment publié. Les prescriptions du présent article sont également applicables au jet des cendres et escarbilles des bâtiments à vapeur.

47. Pour assurer l'exécution de la disposition qui précède, relative au jet du lest, les capitaines ou patrons sont tenus de conserver à bord, pendant toute la durée du voyage en amont, le certificat délivré par le capitaine du port de Soulina et constatant le tirant d'eau des bâtiments naviguant sur lest, de même que tout autre document délivré au bâtiment en cours de voyage, pour constater un déchargement de lest. Ces certificats doivent être présentés à toute réquisition des agents préposés à la police.

CHAPITRE VIII. DES OPÉRATIONS D'ALLÈGE AU CABOTAGE.

48. Les opérations d'allège peuvent être faites par tous transports à vapeur, chalands de remorque, bâtiments à voiles ou allèges.

CHAPITRE IX. DU REMORQUAGE.

49. L'industrie du remorquage est entièrement libre pour les bateaux à vapeur de tout pavillon. Les opérations de remorquage peuvent être effectuées sans aucune entrave et sans aucune nouvelle formalité ni déclaration, par tous les remorqueurs qui opèrent sur la partie du fleuve située entre Braïla et Soulina. Les propriétaires ou capitaines des remorqueurs destinés à opérer exclusivement entre Braïla et les Portes de Fer sont tenus d'en faire la déclaration à l'inspecteur de la navigation et de l'informer du nom du navire, de son pavillon et de sa force en chevaux-vapeur, ainsi que de la date à partir de laquelle commence-

ront les opérations du remorquage. Sur cette notification, l'inspecteur indique sans délai au propriétaire du remorqueur un numéro d'ordre que celui-ci est tenu de faire porter par son bâtiment, en chiffres arabes, d'un pied de hauteur, peints en blanc à bâbord et à tribord, sur une partie apparente du bordage extérieur.

50. Lorsque des bâtiments ou transports conduits en remorque s'amarrent ou jettent l'ancre, les remorqueurs ne peuvent larguer les amarres de remorque avant que les bâtiments ou transports remorqués n'aient fait leur évitée au vent ou au courant, et ne se trouvent en sécurité de mouillage.

51. Lorsque le capitaine d'un remorqueur entreprend de remorquer un ou plusieurs bâtiments, transports, radeaux ou trains de bois, pour lesquels la force de son bâtiment est insuffisante, et qu'il en résulte un dommage ou une entrave pour la navigation, le capitaine est passible de l'amende prévue pour contravention à l'art. 18, sans préjudice à la responsabilité qu'il encourt devant les autorités civiles, pour les dommages qui peuvent en résulter.

52. Les dispositions des art. 50 et 51 qui précèdent sont obligatoires pour tous les bâtiments employés à en remorquer d'autres, soit habituellement, soit accidentellement. En cas d'échouement ou de naufrage d'un bâtiment, transport, radeau ou train de bois remorqué, le capitaine du remorqueur, en continuant son voyage, est tenu de donner avis de l'accident à la première embarcation du service de l'inspection qu'il rencontre. En règle générale, le remorqueur ne peut continuer son voyage avant qu'il ne soit constaté que la force de son moteur est insuffisante pour remettre à flot le bâtiment, transport, radeau ou train de bois échoué. Les dispositions du présent article sont applicables à tous bâtiments à vapeur employés au remorquage, soit habituellement, soit accidentellement.

CHAPITRE X. DE LA POLICE DES PORTS.

53. Aucun navire ne peut entrer dans un port ni en sortir sans hisser son pavillon national.

54. Les capitaines sont tenus de jeter l'ancre aux endroits qui leur sont désignés par les autorités du port, et de changer de mouillage sur la réquisition de ces autorités, lorsque cela est reconnu nécessaire.

55. Pendant toute la durée du mouillage, les vergues restent brassées de l'avant à l'arrière.

56. Une fois à l'ancre, les bâtiments s'amarrent aux poteaux établis à cet effet le long des rives ou aux bâtiments déjà mouillés. Le corps du bâtiment le plus rapproché de la rive sert de passage aux autres. Les bâtiments rentrent leur bâton de foc et leurs bouts-dehors, qui ne peuvent servir, en aucun cas, à amarrer les embarcations.

57. Les capitaines se présentent, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, au bureau du capitaine du port, pour y produire leurs papiers de bord.

58. Tout bâtiment stationnant dans un port est tenu d'avoir toujours à sa disposition assez d'hommes pour exécuter les manœuvres qui pourraient devenir nécessaires.

59. Les embarcations des ports ou des bâtiments marchands mouillés dans un port ne peuvent se déplacer pendant la nuit sans porter un fanal allumé.

60. Il n'est pas permis de chauffer, dans l'intérieur des ports, du goudron ni de la poix à bord des bâtiments. Les fumigations ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation du capitaine du port. Le capitaine de tout bâtiment arrivant avec un chargement composé, exclusivement ou en partie, de pétrole, de dynamite, poudre à canon ou de mine, ou d'autres matières explosibles ou inflammables, est tenu d'en faire immédiatement la déclaration aux agents préposés à la police du port, avant de prendre son mouillage, et de produire l'autorisation dont il doit être muni pour l'importation de ces matières.

61. Les bâtiments ayant du pétrole ou des matières explosibles ou inflammables à bord ne peuvent mouiller ou s'amarrer que dans des ports

désignés à cet effet par les capitaines de port, et ils sont tenus de porter un pavillon rouge en tête du mât de misaine.

62. Tout bâtiment mouillé dans un port est tenu de porter son nom sur une partie facilement visible. Les capitaines des bâtiments stationnant dans un port sont obligés de dénoncer sans retard aux capitaines de port tout cas d'abordage ou d'avarie dans lequel leurs bâtiments auraient été engagés, ainsi que tout cas de décès survenu à leur bord.

63. Les dispositions du présent règlement relatives aux amarres et fanaux et au remorquage sont également applicables dans les ports.

64. Avant de quitter un port, les capitaines sont tenus de se présenter au bureau du capitaine du port, pour obtenir leurs expéditions et pour payer ou consigner le montant des amendes qui leur seraient infligées en vertu du présent règlement.

65. Il est défendu de retirer, sans l'autorisation du capitaine du port, les ancres, chaînes et autres objets abandonnés dans le port.

CHAPITRE XI. DU SERVICE DU PILOTAGE DANS LE FLEUVE.

66. Le pilotage sur le fleuve est facultatif.

67. En dehors du pilotage qui s'exerce librement, il y aura un service spécial facultatif de pilotes brevetés pour les bâtiments qui naviguent entre les Portes de Fer et Braïla. Ces pilotes sont placés sous l'autorité de l'inspecteur, qui leur délivre le brevet de pilote. Ils sont tenus de faire viser ce brevet chaque année par l'inspecteur; à défaut de l'accomplissement de cette formalité, le brevet cesse d'être valable.

68. Un tarif de pilotage sera élaboré par l'autorité préposée à la surveillance des règlements pour les pilotes brevetés.

69. Les sous-inspecteurs et capitaines de port, chacun dans les limites de son ressort, prononcent sur les contestations survenues entre les pilotes et les capitaines de commerce, lorsque leur intervention est réclamée.

70. Les pilotes sont tenus de dénoncer, soit aux agents de l'inspection, soit aux capitaines de port, les contraventions commises en leur présence. Il leur est interdit de s'intéresser, soit directement, soit indirectement, dans aucune opération ou entreprise d'allège ayant pour objet de remettre à flot le bâtiment échoué qu'ils ont conduit lors de l'accident.

71. Les pilotes brevetés qui, par incapacité ou mauvaise volonté, ont été cause d'un abordage, d'un échouement ou d'un naufrage, sont destitués, sans préjudice à l'action civile que les ayants droit peuvent exercer contre eux devant les tribunaux compétents.

CHAPITRE XII. DES CONTRAVENTIONS.

SECT. A. — *Fixation des amendes.*

§ 1er. — *Contraventions au régime général de la navigation.*

72. Toute contravention à l'art. 18 est punie d'une amende de 5 à 50 fr.

§ 2. — *Contraventions à la police du fleuve.*

73. Toute contravention à l'une des dispositions des art. 28, 29, 30 du second alinéa de l'art. 41, de l'art. 42 et du quatrième alinéa de l'art. 49 est punie d'une amende de 5 à 30 fr.

74. Toute contravention à l'art. 45 est punie d'une amende de 5 à 40 fr.

75. Toute contravention à l'une des dispositions des art. 11, 13, 19, 20, 34, 36, 38, 40, 47, à la disposition du troisième alinéa de l'art. 49 ou à celle du second alinéa de l'art. 52 est punie d'une amende de 5 à 50 fr.

76. Toute contravention aux dispositions de l'art. 25 est punie d'une amende de 5 à 60 francs.

77. Toute contravention à l'art. 35 est punie d'une amende de 5 à 80 fr.

78. Toute contravention aux dispositions des art. 26 et 27 est punie d'une amende de 10 à 80 francs.

79. Toute contravention aux dispositions des art. 21, 24, 31 et 37 est punie d'une amende de 5 à 100 fr.

80. Toute contravention aux dispositions des art. 22, 23, 32, 33 et 50 est punie d'une amende de 10 à 100 francs.

§ 3. — *Contraventions à la police des ports.*

81. Toute contravention à l'une des dispositions des art. 53, 55, 56, 57, 58 et 62 est punie d'une amende de 5 à 20 francs.

82. Toute contravention à l'art. 65 est punie d'une amende de 5 à 40 fr.

83. Toute contravention à l'art. 59 est punie d'une amende de 5 à 50 fr.

84. Toute contravention à l'art. 64 est punie d'une amende de 5 à 100 francs.

85. Toute contravention aux dispositions des art. 60 et 61 est punie d'une amende de 5 à 200 francs.

§ 4. — *Contraventions commises par les pilotes brevetés.*

86. Toute contravention aux dispositions de l'art. 70 est punie d'une amende de 5 à 50 francs.

§ 5. — *Injures et voies de fait.*

87. Toute offense ou injure commise et toute menace proférée contre les agents préposés au maintien de la police de la navigation, agissant dans l'exercice de leurs fonctions, de même que toute injure ou offense dirigée contre l'autorité de laquelle lesdits agents tiennent leur pouvoir, est punie d'une amende de 5 francs au moins et de 50 francs au plus. S'il y a voie de fait commise ou tentée contre les agents de la police, à l'occasion de l'accomplissement de leurs fonctions, le maximum de l'amende peut être porté à 200 francs, sans préjudice à la poursuite devant l'autorité compétente.

SECT. B. — *Règles pour l'application des amendes.*

88. Les amendes ne sont pas applicables aux contraventions occasionnées par des cas de force majeure.

89. Le maximum des amendes peut être doublé en cas de récidive. Il y a récidive lorsqu'une contravention se renouvelle dans l'espace d'un an.

90. Indépendamment des amendes auxquelles ils sont condamnés, les contrevenants peuvent être poursuivis devant les tribunaux compétents, à raison de la réparation civile des dommages qu'ils ont causés.

91. Les capitaines et patrons sont responsables des contraventions commises par les gens de leur équipage.

92. En tout état de cause, le bâtiment, remorqueur ou allège, à bord duquel une contravention a été commise, demeure affecté par privilège au paiement de l'amende encourue, pour le recouvrement de laquelle il peut être séquestré par les agents préposés à la police du fleuve.

93. Les sous-inspecteurs de la navigation et les capitaines de port connaissent des contraventions commises, dans l'étendue de leur ressort, contre les dispositions du présent règlement, et prononcent, en première instance, l'application des amendes encourues à raison de ces contraventions. La notification de leurs sentences est faite par l'entremise du capitaine du port où le bateau se trouve, ou, hors des ports, directement par les sous-inspecteurs. La notification peut aussi être faite valablement par l'entremise de l'autorité consulaire du pavillon.

94. Le montant des amendes est versé à la caisse de l'autorité commune.

95. Les appels contre les jugements de condamnation rendus en première instance par les agents de police sont portés, dans les trois mois de la notification, devant la commission mixte. En cas d'appel, le montant de l'amende est consigné, à titre provisoire, à la caisse de la commission mixte, dans laquelle il reste en dépôt jusqu'à ce que la cause soit vidée. Les appels ne sont plus recevables après l'expiration du délai de trois mois, à partir de la notification, et le montant de l'amende demeure définitivement acquis à la commission mixte.

TITRE III. EXÉCUTION ET SURVEILLANCE DES RÈGLEMENTS.

96. L'exécution du présent règlement est placée sous l'autorité d'une commission dite *Commission mixte du Danube*, dans laquelle l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie seront chacune représentées par un délégué. La présidence de cette

commission appartiendra au délégué d'Autriche-Hongrie. Un membre de la commission européenne du Danube, désigné pour une période de six mois, par ordre alphabétique des Etats, prendra part aux travaux de la commission mixte et jouira, pendant cette participation, de tous les droits appartenant à ses autres membres. Les Etats déjà représentés à la commission mixte ne seront pas compris dans ce roulement alphabétique. Afin que le membre de la commission européenne désigné par le roulement alphabétique soit en mesure de prendre part aux délibérations de la commission mixte, celle-ci lui fera parvenir le programme de ses travaux un mois avant l'ouverture de chaque session. La commission européenne, quand elle le jugera utile, pourra demander à la commission mixte, par l'entremise de son délégué, les renseignements dont elle aurait besoin concernant celles des décisions de la commission mixte qui toucheraient à la liberté de la navigation.

97. Les pouvoirs de la commission mixte auront une durée égale à ceux de la commission européenne du Danube, et cette commission mixte subira, s'il en est besoin, les modifications qu'il pourrait devenir nécessaire d'introduire dans sa constitution et dans ses pouvoirs, sous réserve de la coexistence des deux commissions.

98. La commission mixte tiendra chaque année deux sessions ordinaires qui seront fixées de manière à éviter la réunion simultanée de la commission mixte et de la commission européenne. Ses décisions seront prises à la majorité des voix. Elle arrêtera elle-même le règlement intérieur pour l'ordre de ses travaux, ainsi que les instructions spéciales à ses agents, en vue de l'application du présent règlement, sauf les points sur la solution desquels le présent règlement a statué lui-même. La commission procédera, dans sa première session, à la nomination des agents désignés à l'art 100, sous les nos 1, 2 et 4. Toutefois le règlement intérieur et les instructions d'un caractère général et réglementaire, telles que celles dont il est question dans l'art. 9 de l'acte public du 2 novembre 1865, relatif à la navigation des embouchures du Danube, seront communiqués préalablement à la commission européenne, et ne seront appliqués qu'après que cette commission les aura trouvés conformes aux principes qui ont servi de base au présent règlement.

99. Les frais d'administration seront à la charge des Etats représentés dans la commission mixte. Ils y contribueront dans la proportion suivante : l'Autriche-Hongrie, pour quatre dixièmes ; la Roumanie, pour quatre dixièmes, et la Bulgarie et la Serbie, chacune pour un dixième. A la seconde réunion ordinaire, la commission mixte fixera son budget pour l'année suivante. Les contributions des Etats seront faites d'avance pour chaque semestre. Les amendes perçues pour contravention au présent règlement seront versées dans la caisse de la commission mixte pour être affectées aux besoins du service.

100. Les agents ci-après désignés fonctionneront, chacun dans le ressort qui lui sera assigné, sous les ordres de la commission mixte, savoir : 1° un inspecteur ; 2° des sous-inspecteurs ; 3° des capitaines de port pour autant que leur action s'exercera sur la voie fluviale ; 4° un secrétaire et des agents subalternes.

101. Les agents désignés à l'article précédent seront choisis parmi les personnes compétentes ; ils seront nommés et rétribués comme il suit : l'inspecteur sera nommé et rétribué par la commission mixte ainsi que le secrétaire et les agents subalternes. Les sous-inspecteurs et capitaines de port seront nommés et rétribués par les Etats riverains respectifs, lesquels feront part à la commission mixte de la nomination de ces agents ou de leur remplacement. Les agents ci-dessus nommés, sauf les sous-inspecteurs et les capitaines de port, pourront être révoqués par la commission mixte.

102. L'inspecteur est appelé à veiller, par voie administrative, à la stricte observation des dispositions du présent règlement et à mettre de

l'ensemble dans son application. Sous ce rapport, il est considéré comme directement préposé aux sous-inspecteurs et aux capitaines de port.

103. Le Danube, entre les Portes de Fer et Braïla, sera divisé, sur la rive gauche, en quatre sections d'inspection, dont : la première s'étendra des Portes de Fer à Beket inclusivement ; la seconde, de Beket à Simnitza inclusivement ; la troisième, de Simnitza à Calarash-Silistrie ; la quatrième comprenant les deux rives de Calarash-Silistrie jusqu'à Braïla exclusivement. Sur la rive droite, il sera divisé en trois sections, dont la première s'étendra des Portes de Fer jusqu'à l'embouchure du Timok ; la seconde, du Timok jusqu'à Nicopolis inclusivement ; la troisième, de Nicopolis jusqu'à Silistrie inclusivement. La résidence de chacun des sous-inspecteurs sera ultérieurement fixée par les Etats riverains, de concert avec la commission mixte.

104. Les Etats riverains prêteront à la commission mixte et à ses agents tout le concours dont elle pourra avoir besoin dans l'accomplissement de sa tâche.

105. Les ports ou échelles situés sur le parcours de chaque section fluviale et pour lesquels les Etats riverains auront institué des capitaines de port, conformément aux dispositions du présent règlement, ne seront pas compris dans le ressort du sous-inspecteur de la section. Les ports ou échelles seront placés sous la surveillance des capitaines de port, lesquels relèveront directement de l'inspecteur et seront tenus de suivre ses instructions pour tout ce qui concernera leur action sur la voie fluviale. On entend par la dénomination de port, au sens du présent règlement, toute la partie du fleuve comprise entre deux lignes droites, partant normalement aux rives, des limites d'amont et d'aval desdits ports ou échelles et se prolongeant jusqu'au thalweg. Si la rive opposée appartient au même Etat, le port comprend également la partie du fleuve située au delà du thalweg, entre les deux lignes prolongées jusqu'à ladite rive, à moins toutefois qu'il n'existe sur cette rive, dans les mêmes eaux, un port ou échelle muni d'un capitaine de port. Les bâtiments en cours de navigation et traversant les eaux d'un port sans s'y arrêter ne sont pas soumis à la juridiction des capitaines de port ; l'inspecteur et les sous-inspecteurs sont seuls compétents pour agir à l'égard de ces bâtiments.

106. Les attributions spéciales de la police judiciaire fluviale seront exercées par les sous-inspecteurs et les capitaines de port, par chacun dans son domaine de surveillance, et les appels seront portés devant la commission mixte, qui jugera en dernier ressort. Si, dans l'exercice de leurs fonctions, les sous-inspecteurs avaient à relever des contraventions commises en dehors de leur ressort, ils constateraient ces contraventions et les porteraient à la connaissance du sous-inspecteur compétent.

107. La commission mixte aura son siège à Giurgevo.

108. Les art. 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10, ainsi que les art. 96 à 108 inclusivement du présent règlement, ne pourront être modifiés qu'à la suite d'une entente des puissances intéressées. Les autres articles ne pourront être modifiés par la commission mixte qu'avec le concours de la commission européenne du Danube.

2. Le ministre des affaires étrangère est chargé, etc.

---

18 = 27 SEPTEMBRE 1883. — Décret concernant l'admission temporaire en franchise des fils de coton destinés à la fabrication des mousselines et des tissus de soie et coton. (XII, B. DCCCXI, n. 13,765.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances ; vu l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1836, décrète :

Art. 1er. Les fils de coton écrus, simples ou retors, des nos 50 (système métrique) et au-dessus, destinés à la fabrication des mousselines et des tissus de soie et coton, pourront être admis temporairement en franchise, sous les conditions déterminées par l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1836.

2. Les importateurs auront à déclarer l'espèce des fils, leur poids

net, leur numéro commercial, le nombre de bouts, s'il s'agit de fils retors, et, en outre, la nature du tissu à fabriquer. Ils s'engageront par une soumission dûment cautionnée à réexporter ou à constituer en entrepôt, dans un délai de six mois au plus, les tissus fabriqués avec ces fils. Un échantillon des fils restera déposé au bureau des douanes.

3. Indépendamment des vérifications ordinaires, les fils seront soumis à la vérification du laboratoire scientifique des douanes, qui déterminera leur degré de finesse effectif, après lavage et dessiccation à l'absolu.

4. Au moment de la réexportation ou de la constitution en entrepôt, les tissus fabriqués seront de même soumis aux vérifications du laboratoire des douanes, qui déterminera pour chaque espèce de fils employés leur numéro de finesse effectif, après séparation de l'apprêt et de la teinture et dessiccation à l'absolu. Les laboratoires des douanes se conformeront pour ces vérifications aux dispositions arrêtées par le comité consultatif des arts et manufactures.

5. Lorsque l'exportation des tissus ne devra pas être immédiate, les pièces recevront une étiquette dont la forme et les dispositions seront déterminées par le ministre des finances. Cette étiquette sera estampillée par la douane; elle indiquera avec le nom de l'importateur et le bureau d'importation les numéros et date de la soumission souscrite à l'entrée, les dimensions et le poids de chaque pièce, et séparément, selon qu'il y aura lieu, pour les fils de chaîne et pour les fils de trame, leur espèce, leur numéro commercial et leur poids. Le prix de l'estampille sera de un centime par pièce. Pendant le délai accordé pour l'opération, les pièces estampillées pourront circuler librement. Au moment de la sortie effective, elles seront imputées à la décharge du compte d'importation, après vérification de la régularité de l'estampille.

6. Pour la concordan e des numéros des fils, il sera accordé à la sortie une tolérance de 5 0/0 au-dessus ou en dessous du numéro constaté à l'entrée. Les réexportations auront lieu poids pour poids sans nulle allocation pour déchet.

7. Les déclarations d'entrée et de sortie seront faites au nom et sous la responsabilité des fabricants. Les opérations ne pourront s'effectuer, tant à l'entrée qu'à la sortie, que par les bureaux des douanes de Paris et de Lyon.

8. Il sera établi au bureau des douanes de Lyon un laboratoire de chimie pour la vérification des fils et des tissus auxquels s'appliquent les dispositions du présent décret. Les dépenses auxquelles cet établissement donnera lieu seront à la charge de la chambre de commerce de Lyon. La chambre de commerce de Paris aura également à prendre à sa charge le supplément de dépenses qui résultera des opérations dont il s'agit pour le laboratoire déjà existant à la douane de Paris. Les fonds nécessaires pour couvrir chaque année ces dépenses en personnel et en matériel seront versés d'avance en une seule fois par la chambre de commerce de Lyon au trésorier-payeur général du département du Rhône, et par la chambre de commerce de Paris au receveur central du trésor, à titre de fonds de concours, conformément à l'art. 13 de la loi de finances du 6 juin 1843, avec mention de retour au budget des finances (service des douanes).

9. Toute fausse déclaration constatée à l'entrée ou à la sortie entraînera pour le fabricant la déchéance du bénéfice de l'admission temporaire, indépendamment des pénalités résultant de l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1836.

10. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

20 SEPTEMBRE = 24 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de la section française de bijouterie et de joaillerie à l'exposition d'Amsterdam. (XII, B. DCCCXI, n. 13,766.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre du commerce, sur le chap. 21 (*Exposition internationale d'Amsterdam*) du budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit de 2,500 fr. à titre de participation du commerce de la bijouterie et de la joaillerie dans les frais de police de la section française à l'exposition internationale d'Amsterdam.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant du versement fait au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

20 SEPTEMBRE = 24 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de divers travaux dans l'établissement thermal de Vichy. (XII, B. DCCCXI, n. 13,767.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit de 11,000 fr., applicable aux travaux de grosses répara ions à l'établissement thermal de Vichy.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

20 SEPTEMBRE = 24 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre du commerce un crédit en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880. (XII, B. DCCCXI, n. 13,768.)

---

27 = 29 SEPTEMBRE 1883. — Décret qui crée auprès du ministère du commerce un comité consultatif des laboratoires municipaux et départementaux. (XII. B. DCCCXII, n. 13,771.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre du commerce; vu l avis du comité consultatif d'hygiène publique de France, décrète :

Art. 1er. Il est créé auprès du ministère du commerce un comité consultatif des laboratoires municipaux et départementaux.

2. Ce comité est composé de cinq membres, savoir (*Suivent les noms*).

3. Le comité consultatif des laboratoires municipaux et départementaux est chargé d'émettre des avis : 1° sur les rapports qui lui seront soumis, soit par les chefs et directeurs des laboratoires, soit par les autorités municipales et départementales; 2° sur les méthodes à employer dans les laboratoires pour l'analyse et l'examen des diverses denrées alimentaires; 3° sur les moyennes au-dessus et au-dessous desquelles lesdites denrées seraient déclarées mouillées ou falsifiées; 4° enfin, et d'une manière générale, sur toutes les questions techniques se rapportant au fonctionnement des laboratoires établis soit par les départements, soit par les communes.

4. Le ministre du commerce est chargé, etc.

1er OCTOBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce. (XII, B. DCCCXII, n. 13,772.)

---

3 = 6 OCTOBRE 1883. — Décret concernant l'exportation des biscuits sucrés à destination de l'étranger ou des colonies françaises. (XII, B. DCCCXII, n. 13,773.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les dispositions des décrets des 8 août 1878 et 18 septembre 1880, relatifs aux fruits confits, confitures et bonbons imputables à la décharge des admissions temporaires de sucres, seront appliquées, sous les conditions déterminées par ces décrets, aux biscuits sucrés exportés à destination de l'étranger ou des colonies et possessions françaises (l'Algérie comprise).

2. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

3 OCTOBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui autorise la chambre de commerce de Calais à contracter un emprunt. (XII, B. DCCCXII, n. 13,774.)

---

15 OCTOBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui approuve les délibérations du conseil général de la Martinique établissant un impôt sur le revenu des valeurs mobilières. (XII. B. DCCCXII, n. 13,775.)

---

15 OCTOBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui approuve les délibérations du conseil général de la Martinique modifiant le droit d'enregistrement et d'hypothèque. (XII, B. DCCCXII, n. 13,776.)

---

16 OCTOBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'entretien de l'établiss ment thermal de Vichy. (XII, B. DCCCXII, n. 13,777.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au département du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit de 14,451 fr. 71 c. Cette somme de 14,451 fr. 71 c. sera inscrite au chap. 9 (*Entretien des établissements thermaux appartenant à l'Etat*). Pareille somme est annulée sur les crédits ouverts par les décrets des 3 août et 7 septembre 1882 au chap. 9 du budget ordinaire de l'exercice 1882.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des sommes versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

17 = 20 OCTOBRE 1883. — Décret qui modifie l'art. 5 des statuts du bureau public de titrage des soies et autres matières textiles de Lyon. (XII, B. DCCCXII, n. 13,778.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'art. 5 des statuts du bureau public du titrage des soies et autres matières textiles de Lyon est modifié comme il suit :

« Art. 5. Le tarif des droits à per-
« cevoir pour le titrage des soies et
« autres matières textiles est établi
« de la manière suivante : pour toute
« opération de titrage d'un ballot de
« soie ouvrée portant sur quatre
« flottes prélevées sur cinq matteaux
« pris dans cinq parties différentes
« d'un ballot, 2 fr. ; pour l'opération
« de titrage d'un ballot de soie grège
« portant sur quatre flottes prélevées sur cinq matteaux pris sur cinq parties de la balle, 4 fr. ; pour la constatation du numérotage métrique des laines et autres matières textiles, 1 fr. Ces tarifs peuvent être revisés, la chambre de commerce entendue. Les frais de titrage sont à la charge de la partie ou des parties qui le requièrent, à moins de conventions contraires indiquées dans le bulletin de présentation. »

2. Le ministre du commerce est chargé, etc.

---

27 OCTOBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui approuve la délibération du conseil colonial de la Cochinchine modifiant la répartition de l'impôt de capitation. (XII, B. DCCCXII, n. 13,779.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvée la délibération susvisée du conseil colonial de la Cochinchine en date du 15 novembre 1882, réduisant à 40 centimes par homme valide l'impôt de capitation perçu au profit de la colonie et autorisant les arrondissements à percevoir pour leur propre compte, en remplacement des subventions allouées, une taxe analogue fixée à 20 centimes par tête.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

5 = 13 NOVEMBRE 1883. — Décret qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Montpellier. (XII, B. DCCCXII, n. 13,780.)

---

8 NOVEMBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la construction d'une caserne de douanes à Tente-Verte (Nord). (XII, B. DCCCXII, n. 13,781.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1883, au delà du crédit de 920,261 fr. 01 c. ouvert par la loi du 29 décembre 1882 et par les décrets des 8 février et 3 août 1883, sur le chap. 72 (*Matériel des douanes*), troisième partie du

buget (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*), un crédit de 22,000 fr. applicable à la construction d'une caserne des douanes à Tente-Verte (Nord).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources résultant du versement effectué le 22 octobre 1883, à titre de fonds de concours, par le receveur principal des douanes à Dunkerque.

3. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

8 NOVEMBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret concernant la caisse des menues dépenses du ministère des finances. (XII, B. DCCCXII, n. 13,782.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète:

Art. 1er. L'avance permanente attribuée à la caisse des menues dépenses du ministère des finances est portée de 3.000 fr. à 6,000 fr.

2. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

13 NOVEMBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce. (XII, B. DCCCXII, n. 13,783.)

---

13 NOVEMBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui modifie la convention relative à la concession du chemin de fer de Saïgon à Mytho (Cochinchine). (XII, B. DCCCXII, n. 13,784.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'art. 2 de la convention du 18 août 1881, relative à la concession du chemin de fer de Saïgon à Mytho, est modifié ainsi qu'il suit :

« Le revenu minimum net garanti « par la colonie, pendant la durée de « la concession, par kilomètre exploité de la ligne de Saïgon à Mytho, est porté de la somme de « 3,852 fr. 50 c. à la somme de « 4,025 francs, laquelle représente « l'intérêt de 5 fr. 75 c. par cent « francs du capital de premier établissement, évalué, à forfait, à « 70,000 francs. »

2. Les rails seront du poids de vingt kilogrammes le mètre courant au lieu d'être du poids de quinze kilogrammes, indiqué à l'art. 14 du cahier des charges annexé à la convention du 18 août 1881.

3. Par rectification à l'art. 9 du cahier des charges précité, le ballast, qui devait être exclusivement composé de pierres cassées et de gravier, pourra être fait en sable de yung ou d'arroyo.

4. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

19 NOVEMBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret portant nomenclature des bureaux désignés pour constater la sortie des boissons expédiées sur la Suisse en franchise des droits de circulation et de consommation. (XII, B. DCCCXII, n. 13,785.)

---

19 NOVEMBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour dépenses publiques en Algérie. (XII, B. DCCCXII, n. 13,786.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, chap. 50, art. 5 (*Colonisation en Algérie*), un crédit de 35,539 fr. 35 c., applicable aux dépenses résultant des expropriations de terres, en vue de la colonisation.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours et provenant des soultes de rachat du séquestre.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, etc.

---

20 = 21 NOVEMBRE 1883. — Décret qui nomme M. Jules Ferry ministre des affaires étrangères. (XII, B. DCCCXII, n. 13,787.)

---

20 = 21 NOVEMBRE 1883. — Décret qui nomme M. Fallières ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. (XII, B. DCCCXII, n. 13,788.)

---

26 NOVEMBRE = 27 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre,

sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Nancy pour la cession de la caserne des Prémontrés. (XII, B. DCCCXII, n. 13,789.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883 (chap. 20 *quater*), un crédit de la somme de 100,000 francs applicable aux travaux militaires ci-après :

(*Exercice* 1883.) — BUDGET ORDINAIRE. — Chap. 20 *quater*. Nancy. — Cession de la caserne des Prémontrés, 100,000 francs.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des sommes versées au trésor par la ville ci-dessus désignée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

24 = 27 OCTOBRE 1883. — Décret qui modifie les statuts de la société anonyme la *Nationale*, compagnie d'assurances sur la vie. (XII, B. S. MDXXI, n. 19,950.)

---

17 = 23 NOVEMBRE 1883. — Décret qui supprime la caisse d'épargne de Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie). (XII, B. S. MDXXI, n. 19,951.)

---

3 JUILLET 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui rapporte, en ce qui concerne le département de la Meuse, celui du 21 juin 1882 ajournant l'exécution de l'art. 12 de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,792.)

---

3 JUILLET 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui rapporte, en ce qui concerne le département de la Meuse, celui du 22 juin 1882 ajournant l'exécution de l'art. 39 de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,793.)

---

7 = 9 JUILLET 1883. — Décret qui institue un ordre du Mérite agricole. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,734.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de l'agriculture (1), décrète :

Art. 1er. Il est institué un ordre du Mérite agricole, destiné à récompenser les services rendus à l'agriculture.

2. L'ordre du Mérite agricole se compose de chevaliers.

3. Les membres de l'ordre sont à vie.

4. Le nombre des chevaliers est fixé à mille, sans que le chiffre des croix accordées puisse dépasser deux cents par année.

5. Les étrangers sont admis dans

---

(1) Ce rapport est ainsi conçu :

Paris, le 7 juillet 1883.

Monsieur le président,

L'agriculture, si justement honorée dans tous les pays et dans tous les temps, n'occupe pas encore en France, sous le rapport des distinctions honorifiques, le rang auquel elle a droit de prétendre. La part qui lui est faite dans la répartition des grades de la Légion d'honneur représente à peine un vingt-cinquième des décorations civiles disponibles ; ce contingent ne permet de récompenser qu'une infime partie des mérites qui se révèlent chaque année.

La population agricole est considérable ; plus de dix-huit millions de Français vivent de cette industrie, qu'on peut appeler la mère de toutes les autres, et contribuent puissamment par leur travail au développement de la richesse publique. En dehors, ou plutôt à côté de cette armée de travailleurs où toutes les classes sont représentées, nous trouvons des sociétés nombreuses qui travaillent au progrès agricole en vulgarisant les bonnes méthodes et en excitant le zèle des agriculteurs, un corps de vétérinaires qui compte actuellement plus de trois mille praticiens et rend de très utiles services ; enfin, un corps enseignant qui s'accroît sans cesse et qui se compose aujourd'hui d'un grand nombre d'hommes d'élite.

Dans cet immense personnel d'agriculteurs, d'agronomes, de professeurs, de savants, le labeur est incessant, les dévouements nombreux et les récompenses rares. Il appartient à la République de réparer cette injustice et de prouver à tous ceux qui, par leurs travaux, concourent au développement du progrès agricole, qu'elle s'intéresse à leurs efforts et qu'elle est résolue à les signaler à l'estime et à la reconnaissance publiques.

On ne pouvait songer à augmenter les cadres de la Légion d'honneur ; mais, tout en continuant à réserver un certain nombre de décorations de cet ordre pour les mérites les plus éclatants, j'ai pensé que le moment était venu de créer des récompenses honorifiques spéciales permettant au gouvernement d'honorer les serviteurs dévoués de l'agriculture.

Depuis 1808, c'est-à-dire postérieurement

l'ordre, mais ne figurent pas dans le cadre fixé.

6. La décoration de l'ordre du Mérite agricole consiste dans une étoile à cinq rayons doubles, surmontée d'une couronne en feuilles d'olivier; le centre de l'étoile, entouré d'épis, présente d'un côté l'effigie de la République avec la date de la fondation de l'ordre, de l'autre côté la devise *Mérite agricole*. L'étoile, émaillée de vert, est en argent; son diamètre est de quarante millimètres.

7. Les chevaliers du Mérite agricole portent la décoration attachée par un ruban moiré vert bordé d'un liséré de couleur amarante, sans rosette, sur le côté gauche de la poitrine. Le ruban peut également être porté sans la décoration.

8. Pour être admis dans l'ordre, il faut avoir rendu des services à l'agriculture, soit dans l'exercice de la pratique agricole ou des industries qui s'y rattachent, soit dans des fonctions publiques, soit dans des missions ou par des travaux scientifiques ou des publications agricoles.

9. Les nominations sont faites par arrêté du ministre de l'agriculture.

10. Le ministre de l'agriculture est chargé, etc.

---

4 AOUT 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la construction de routes forestières. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,795.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit de 100 francs, applicable aux travaux de construction de routes forestières. Le chap. 30, art. 1er, du budget dudit exercice est augmenté de pareille somme de 100 francs.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

31 AOUT 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la cession à l'Etat de l'école pratique d'agriculture d'Ecully. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,796.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit de 5,000 francs, applicable comme suit :

BUDGET ORDINAIRE. — Chap. 6. — Enseignement agricole, 5,000 francs.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen du versement effectué au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

22 SEPTEMBRE 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui autorise la chambre de commerce de Calais à établir et à administrer, 1° un outillage hydraulique pour le chargement et le déchargement des navires; 2° des hangars publics sur les

---

à la création de la Légion d'honneur, l'Université dispense des distinctions de ce genre à tous ceux qui ont rendu des services à l'enseignement public. et tout le monde reconnaît que l'émulation qu'elles ont provoquée partout a eu les meilleurs résultats.

J'ai pensé qu'une mesure analogue aurait des avantages plus considérables encore en ce qui concerne l'agriculture, et j'ai l'honneur, dans ce but, de soumettre à votre haute approbation le décret ci-joint, qui institue un ordre spécial destiné à récompenser les services exceptionnels rendus à cette importante branche de l'industrie nationale.

Cette institution, qui est conçue dans l'esprit démocratique le plus large, sera, je n'en doute pas, accueillie avec reconnaissance par l'agriculture française. Celle-ci y verra une nouvelle preuve de la sollicitude du gouvernement de la République et un encouragement à redoubler d'efforts pour conserver le rang qu'elle doit occuper dans un pays dont elle fait la richesse et la force.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le ministre de l'agriculture, J. MÉLINE.

quais du port de cette ville. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,797.)

---

26 SEPTEMBRE = 13 OCTOBRE 1883. — Décret qui rapporte, en ce qui concerne le département de l'Orne, celui du 22 juin 1882, ajournant l'exécution de l'art. 39 de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,798.)

---

3 OCTOBRE 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui rend applicables en Cochinchine les dispositions des titres préliminaire, I et III du Code civil. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,799.)

Le Président de la République, sur le rapport du vice-amiral ministre de la marine et des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice; vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, art. 18; vu le décret du 25 juillet 1864, portant organisation de la justice en Cochinchine; vu l'arrêté présidentiel du 23 août 1871, déterminant les individus de race asiatique soumis à la loi annamite; vu le décret du 16 mars 1880, rendant applicable aux Annamites et Asiatiques le Code pénal métropolitain, sous certaines modifications; vu le décret du 25 mai 1881, réorganisant la justice en Cochinchine; vu le décret de même date sur la naturalisation des indigènes, décrète :

Art. 1er. Sont rendues applicables en Cochinchine les dispositions des titres préliminaire, I et III du premier livre du Code civil métropolitain, à l'exception de l'art. 1er, qui est ainsi modifié :

« Art. 1er. Les lois sont exécutoires « dans la colonie en vertu de la pro- « mulgation qui en est faite par le « Président de la République. Les « lois, décrets et règlements promul- « gués dans les possessions françaises « de la Cochinchine sont exécutés :

« 1° Au chef-lieu, le lendemain de « leur publication dans le *Journal « officiel;*

« 2° Dans les autres localités, après « les délais qui seront fixés propor- « tionnellement aux distances par un « arrêté du gouverneur. »

2. Le titre II du même livre : *des actes de l'état civil*, est remplacé pour les indigènes et Asiatiques par les dispositions du décret rendu ce même jour.

3. Un précis rédigé par les soins du ministre de la marine et des colonies et du garde des sceaux fixera, d'après les lois et les usages annamites, les principes du droit civil sur les matières traitées dans les autres titres du premier livre du Code et recevra, par leur approbation, force exécutoire pour les indigènes et Asiatiques dans l'étendue de la colonie.

4. Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, etc.

---

3 OCTOBRE 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret concernant l'état civil des Annamites. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,800.)

Le Président de la République, sur le rapport du vice-amiral ministre de la marine et des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice; vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, art. 18; vu le décret du 25 juillet 1864, organisant la justice en Cochinchine; vu l'arrêté présidentiel du 23 août 1871, déterminant les individus de race asiatique soumis à la loi annamite; vu le décret du 16 mars 1880, rendant applicable aux Annamites et Asiatiques le Code pénal métropolitain, sous certaines modifications; vu le décret du 25 mai 1881, réorganisant la justice en Cochinchine; vu le décret du même jour sur la naturalisation des indigènes; vu l'art. 2 du décret du 3 octobre 1883, décrète :

Actes de l'état civil.

Art. 1er. Il est tenu, dans chaque commune, des registres pour constater les naissances, les mariages et les décès de tous les indigènes et Asiatiques. Les naissances, les mariages et les décès auront, dans chaque commune, un registre spécial. Ces registres seront cotés et parafés par le président du tribunal de l'arrondissement et tenus par des officiers de l'état civil désignés, pour chaque commune, par le gouverneur. Ces officiers devront s'informer de chaque naissance, mariage et décès arrivé dans la commune.

2. Les registres sont tenus en dou-

ble. Ils sont établis sur deux colonnes. L'une contient une formule imprimée en quoc n'gu, dont les blancs sont remplis par l'officier de l'état civil. L'autre colonne contient la traduction française de l'acte. La forme des registres et le texte des formules sont fixés par arrêtés du gouverneur. Dans les dix premiers jours de chaque mois, l'officier de l'état civil fera parvenir au greffe du tribunal de l'arrondissement une copie correcte, signée par lui et certifiée par deux notables, de tous les enregistrements de naissances, mariages et décès faits par lui dans le mois écoulé. Le procureur de la République devra vérifier ces copies et ordonner les rectifications qui pourraient être nécessaires. Les registres sont clos et arrêtés le 31 décembre de chaque année. L'une des expéditions est adressée dans le mois de janvier suivant au greffe du tribunal de l'arrondissement; les copies mensuelles transmises par les officiers de l'état civil y demeureront annexées. L'autre expédition est déposée à la mairie de la commune.

3. Toute personne obligée par les articles ci-après à faire une déclaration de naissance, de mariage ou de décès, et qui, sans excuse légitime, a omis ou négligé de le faire, sera punie d'une amende de 5 à 50 fr., sauf le cas d'application de l'art. 346 du Code pénal. Toute personne qui volontairement fera ou laissera faire une fausse déclaration à l'officier de l'état civil, ou qui donnera sciemment des renseignements faux, incomplets ou inexacts, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2,000 francs.

4. Tout officier de l'état civil qui, par manque de soins, aura détruit, altéré, effacé ou perdu un registre de l'état civil, qui aura négligé d'enregistrer une naissance, un mariage ou un décès dont il avait connaissance, ou qui aura souffert qu'on altère, efface ou détruise un registre dont la garde lui est confiée sera puni d'une amende de 500 à 2,000 fr. et d'un emprisonnement de six mois à deux ans, sans préjudice des peines plus graves édictées par le Code pénal (art. 145 et suivants, 192 et suivants).

5. En cas d'absence ou d'empêchement de l'officier de l'état civil, il confie la garde des registres au suppléant qui aura été désigné par le gouverneur. Ce suppléant est astreint aux mêmes obligations et encourt les mêmes peines que l'officier de l'état civil.

6. Toute déclaration concernant l'état civil sera faite en présence de deux témoins. L'acte dressé énoncera leurs noms et prénoms, âge, domicile et profession, en même temps que ceux du déclarant.

7. Les registres tenus dans les greffes font foi en justice, jusqu'à preuve contraire. Il en sera délivré des extraits à toute personne qui en fera la demande, moyennant un droit fixé par le gouverneur. Les officiers de l'état civil peuvent également délivrer des extraits des registres. Ces extraits sont signés de l'officier de l'état civil et de deux notables.

Des actes de naissance.

8. Lorsqu'une naissance surviendra dans une commune, déclaration devra en être faite dans les huit jours. L'enfant sera présenté à l'officier de l'état civil, soit au bureau de l'état civil, soit, en cas de maladie, dans la maison où il se trouvera. L'officier de l'état civil, dans ce dernier cas, se transportera avec son registre et consignera immédiatement les déclarations qui doivent lui être faites.

9. La déclaration de naissance sera faite par le père, s'il est présent. En cas d'absence du père, ou s'il en est empêché, ou si la mère n'est pas mariée, les personnes ayant assisté à l'accouchement, celles habitant la même maison que l'accouchée, ou une maison voisine, seront tenues de déclarer la naissance. En cas de naissance dans les hôpitaux, prisons ou autres établissements publics, les directeurs ou administrateurs seront tenus de faire la déclaration prescrite.

10. Toute personne qui aura trouvé un enfant nouveau-né, abandonné ou exposé, devra le remettre à l'officier de l'état civil de la commune, avec les vêtements et effets trouvés sur l'enfant, et déclarer toutes les cir-

constances de temps et de lieu où il aura été trouvé. Mention en sera faite sur le registre des naissances, avec l'indication de l'âge présumé de l'enfant, de son sexe et du nom qui lui sera donné immédiatement.

11. L'acte de naissance énoncera le jour de la naissance de l'enfant, son sexe, les prénoms qui lui seront donnés, les noms, prénoms, profession et domicile des père et mère, et indiquera s'il est né d'une union du premier rang ou du deuxième rang. Pour les enfants nés hors mariage, le nom de la mère devra seul être indiqué.

12. La déclaration de naissance d'un enfant né d'un indigène sujet français, hors du territoire français, devra être faite par le père ou par la mère dans les huit jours qui suivront le retour sur le territoire français, si ce retour a lieu dans l'année de la naissance, à l'officier de l'état civil de la commune où ils résideront. Elle sera alors inscrite au registre. La naissance d'un enfant de parents français, né hors du territoire français, sera, en dehors du cas ci-dessus prévu, inscrite sur un registre spécial tenu au tribunal de Saïgon, lorsqu'elle sera constatée par des certificats émanés des autorités compétentes du lieu de la naissance.

Des actes de mariage.

13. Lorsqu'un mariage sera projeté et que le jour de la cérémonie définitive sera arrêté, chacune des personnes chargées de procéder à ce mariage, du côté de chacun des futurs époux (*chû hon*), devra en donner avis à l'officier de l'état civil de la commune où réside celui des futurs époux auquel elle sert de *chû hon*. L'entremetteur du mariage (*mai dong*) (*mai nhon*) devra également informer l'officier de l'état civil de la commune où réside la future épouse. La déclaration devra indiquer les noms, prénoms, âge et domicile: 1° de chacun des futurs époux; 2° des père et mère de chacun des époux (dans le cas où ils seraient décédés, mention en sera faite); 3° de la personne qui procède au mariage, du côté de l'époux et du côté de l'épouse; 4° de l'entremetteur lui-même. On devra déclarer également s'il s'agit d'un mariage du premier ou du deuxième rang. Ces déclarations seront inscrites sur un registre spécial.

14. Les déclarations reçues en vertu de la disposition précédente seront immédiatement mentionnées sur un tableau affiché à la porte du bureau de l'état civil et y demeureront affichées pendant un délai de huit jours. La cérémonie définitive ne peut avoir lieu avant l'expiration de ce délai.

15. Le jour où s'accomplira la cérémonie définitive dans la famille de la future épouse ou dans les trois jours qui suivront, une nouvelle déclaration sera faite par l'époux ou par les *chû hon*. L'officier de l'état civil la transcrira avec tous les renseignements précédemment fournis sur le registre des mariages; il fera signer cette déclaration par les nouveaux époux, leurs père et mère vivants, les personnes qui ont procédé au mariage et l'entremetteur. Il signera ensuite, séance tenante, et apposera le cachet du village.

16. Dans le cas où le mariage aura lieu sans entremetteur, mention devra en être faite sur le registre d'inscription des mariages. Dans ce cas, les déclarations à faire par l'entremetteur seront faites à l'officier de l'état civil par la personne qui procède au mariage du côté de la future.

17. Les parties pourront toujours se présenter devant l'officier de l'état civil, et le requérir de procéder au mariage, conformément aux art. 75, 76 et 165 du Code civil, après la publication prescrite par la loi. Ils seront tenus, en ce cas, de se soumettre aux dispositions de l'art. 147.

18. Tout indigène qui aura contracté mariage en dehors du territoire français sera tenu, dans les trois mois de son retour, de faire la déclaration prescrite par l'art. 16 à l'officier de l'état civil de la commune où il fixera sa résidence. Cette déclaration sera inscrite sur le registre spécial et sera signée du déclarant et de sa femme.

Des actes de décès.

19. Tout décès survenu dans une commune devra, dans un délai de

trois jours, être déclaré à l'officier de l'état civil, qui dressera l'acte sur cette déclaration, faite en présence de deux témoins, autant que possible proches parents ou voisins du défunt. Les décès dans les hôpitaux, prisons, établissements publics, doivent être déclarés par les directeurs ou administrateurs.

20. Aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation délivrée sur papier libre, et sans frais, par l'officier de l'état civil, ou par un agent spécial désigné par le gouverneur. Ils ne pourront la délivrer qu'après s'être transportés auprès de la personne décédée, pour constater le décès, et douze heures après le décès, sauf les cas prévus par les règlements. Un état des permis délivrés par les agents spéciaux sera, dans les quarante-huit heures, remis à l'officier de l'état civil pour être conservé et annexé au registre.

21. Toute personne qui aura trouvé un cadavre sera tenue d'en informer immédiatement l'officier de l'état civil. Celui-ci devra se transporter sur les lieux, prendre tous les renseignements sur l'identité du défunt et en faire mention sur le registre des décès. L'officier de l'état civil devra également faire inhumer le corps. Toutefois, s'il y a des signes ou indices de mort violente, il devra prévenir immédiatement l'administrateur. L'inhumation ne pourra avoir lieu sans un permis délivré par lui.

22. L'acte de décès doit énoncer les nom, prénoms, profession, domicile du défunt, le jour du décès. On indiquera également, s'il est possible, la date et le lieu de la naissance, les noms des père et mère du défunt.

23. Le représentant du ministère public près le tribunal d'arrondissement vérifiera, chaque année, les registres déposés au greffe; il dressera un procès-verbal sommaire de la vérification, dénoncera les contraventions commises par les officiers de l'état civil, et requerra contre eux la condamnation aux amendes. Il surveillera la rédaction des actes.

24. La rectification des actes sera ordonnée par le tribunal au greffe duquel les actes sont déposés, sur la demande des parties intéressées ou du ministère public.

25. Les jugements de rectifications seront transcrits en marge sur les registres de l'état civil déposés dans les greffes.

26. Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, etc.

---

12 OCTOBRE 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les travaux d'achèvement du port d'Oran. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,801.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, chapitre 13 (*Travaux extraordinaires en Algérie, ports, phares et fanaux*), art. 1er (*Ports*), un crédit supplémentaire de 300,000 francs, applicable aux travaux d'achèvement du port d'Oran.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours par la chambre de commerce d'Oran.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

15 OCTOBRE 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour divers travaux d'amélioration agricole. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,802.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit de 506 fr. 49 c., applicable comme suit :

BUDGET ORDINAIRE. — Chap. 17. — Etudes et subventions pour travaux d'irrigation, de desséchement et de curage, et travaux d'amélioration agricole.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

16 OCTOBRE 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les travaux de desséchement de la petite plaine de Bône. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,803.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1883, chap. 24 (*Travaux hydrauliques en Algérie*), une somme de 10,214 fr. 64 c., applicable aux travaux de desséchement de la petite plaine de Bône et non employée sur le crédit ouvert à l'exercice 1882.

2. Pareille somme de 10,214 fr. 64 c. est annulée au budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1882, chap. 20 (*Travaux ordinaires en Algérie*).

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'art. 1er au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours par la ville de Bône.

4. Les ministres de l'agriculture et des finances sont chargés, etc.

---

18 OCTOBRE 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour l'exploitation provisoire des lignes de Triguères à Clamecy et de Toucy-Moulins à Gien. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,804.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvée la convention susvisée passée, le 10 octobre 1883, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour l'exploitation provisoire des chemins de fer de Triguères à Clamecy et de Toucy Moulins à Gien (section de la ligne d'Auxerre à Gien). Ladite convention restera annexée au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

18 OCTOBRE 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la construction par l'Etat de diverses lignes concédées à la compagnie des chemins de fer du Midi. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,805.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1883, chap. 8 (*Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*), une somme de 4,227,128 fr. 06 c., applicable à la construction par l'Etat de diverses lignes concédées à la compagnie des chemins de fer du Midi et non employée sur les crédits ouverts pour l'emploi de fonds de concours au chapitre correspondant de l'exercice 1882.

2. Pareille somme de 4,227,128 fr. 06 c. est et demeure annulée au budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1882, chap. 12 (*Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'art. 1er au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours par la compagnie des chemins de fer du Midi.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

23 OCTOBRE 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers pour l'exécution de divers travaux publics. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,806.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1883, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à 2 millions 063,604 fr. 79 c., et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE. 1re section (*Service ordinaire*). Chap. 10. Personnel des officiers et maîtres de port du

service maritime, 200 francs; chap. 17. Routes et ponts (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations), 184,490 fr. 96 c.; chap. 19. Entretien des chaussées de Paris, 50,000 francs; chap. 20. Navigation intérieure. — Rivières (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations), 110,349 fr. 60. c; chap. 21. Navigation intérieure. — Canaux (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations), 28,101 fr. 13 c.; chap. 22. Ports maritimes, phares et fanaux (Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations). 88,516 fr. 32 c.; chap. 23. Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales. 5,010 francs.

IIe section (*Travaux extraordinaires*). Chap. 33. Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales, 5,000 francs; chap. 35. Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés, 19,666 francs; chap, 36. Grosses réparations des chaussées et des routes nationales, 7,500 francs; chap. 39. Construction de ponts, 70,000 francs; chap. 40. Amélioration des rivières, 82,416 francs; chap. 41. Amélioration des canaux, 3,625 francs; chapitre 42. Amélioration des ports maritimes, 50,000 francs; chap. 43. Travaux de défense contre les inondations, 27,500 francs.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES. Chap. 6. Etablissement et amélioration de canaux de navigation, 13,567 fr. 83 c.; chap. 7. Amélioration et achèvement des ports maritimes, 146,575 francs; chap. 8. Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat, 1,084,567 fr. 37 c.; chap. 10. Rachat de lignes de chemins de fer, 5 000 francs; chap. 11. Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878, 1,519 fr. 58 c.; chap. 12. Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en dehors de la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'Etat par suite de déchéances définitives, 80,000 francs; ensemble comme ci-dessus, 2,063,604 fr. 79 c. Ladite somme de 2,063,604 fr. 79 c. est répartie, par entreprises, conformément à l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

24 OCTOBRE 1883 = 16 JANVIER 1884. — Décret qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer du Nord pour l'exploitation provisoire des lignes de Bauvin-Provin à Armentières et de Solesmes au Cateau. (XII, B. DCCCXIII, n. 13,807.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est approuvée la convention susvisée passée, le 18 octobre 1883, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer du Nord, pour l'exploitation provisoire des chemins de fer de Bauvin-Provin à Armentières et de Solesmes au Cateau. Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

31 OCTOBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école d'art décoratif de Limoges et du musée *Adrien Dubouchet*. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,813.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, 2e sect., chap. 6 (*Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 7,500 francs, applicable aux dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouchet.

2 Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales ré-

sultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

31 OCTOBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,814.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète:

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, 2e sect. (*Beaux-Arts*), chapitre 6 (*Ecoles spéciales des beaux-arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 2,736 fr. 25 c., applicable aux dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

31 OCTOBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville d'Annecy pour l'exécution en bronze de la statue de *Germain Sommeiller*. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,815.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, 2e sect. (*Beaux-Arts*), chap. 13 (*Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements*), un crédit de 2,500 francs, applicable aux dépenses nécessitées par l'exécution en bronze de la statue de *Germain Sommeiller*, qui doit être érigée à Annecy.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances, sont chargés, etc.

---

5 NOVEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,816.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Bordeaux à Cette ; de Bordeaux à Bayonne ; réseau.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 57,000,000 de fr., etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

5 NOVEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,817.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Bordeaux à Cette ; de Narbonne à Perpignan ; de Bordeaux à Cette, Bordeaux à Bayonne et de Narbonne à Perpignan ; Réseau.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 57,000,000 de fr., etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

5 NOVEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la com-

pagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,818.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son nouveau réseau par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes d'Agen à Tarbes ; de Dax à Puyoo-Ramons ; Réseau.

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront imputées sur le compte de 23,000,000 de fr., etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

5 NOVEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,819.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son nouveau réseau par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : gare de Bordeaux ; lignes de Toulouse à Bayonne ; de Mont-de Marsan à Tarbes.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 23,000,000 de fr., etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

5 NOVEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,820.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Sont approuvés les travaux à exécuter sur son ancien réseau par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, conformément aux projets suivants (*Suit le détail*) : lignes de Bordeaux à Cette ; de Bordeaux à Bayonne.

Les dépenses faites pour l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de 57,000,000 de fr., etc.

2. Le ministre des travaux publics est chargé, etc.

---

8 = 10 NOVEMBRE 1883. — Décret pour l'exécution de la convention signée entre la France et l'Allemagne concernant la garantie de la propriété littéraire et artistique. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,821.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de l'intérieur ; vu la convention conclue, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, et notamment les art. 1, 3, 7, et le protocole additionnel y annexé ; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Immédiatement après la mise en vigueur de la convention du 19 avril 1883, il sera procédé, par les soins du ministre de l'intérieur, chez tous les libraires, éditeurs et imprimeurs, à l'inventaire de toutes les réimpressions, reproductions ou traductions d'ouvrages allemands non tombés dans le domaine public, lesquelles ont été publiées ou étaient en cours de publication en France le 6 novembre 1883.

2. Dans un délai de trois mois à dater du jour de la publication du présent règlement, il sera apposé gratuitement, par les délégués du ministre de l'intérieur, un timbre uniforme sur tous les ouvrages inventoriés chez tous les libraires détaillants. Quant aux éditeurs, un compte leur sera ouvert au ministère de l'intérieur pour chaque ouvrage de propriété allemande reproduit par eux, avec ou sans autorisation, et qui existe dans leurs magasins. L'apposition du timbre pour chacune de ces reproductions aura lieu, sur la demande desdits éditeurs, au fur et à mesure de leurs besoins, jusqu'à concurrence du nombre d'exemplaires porté à leur compte dans l'inventaire général mentionné à l'art. 1er du présent règlement.

3. Seront poursuivis conformément aux lois : 1° les éditeurs qui, après le délai mentionné à l'art. 2 pour l'apposition du timbre, auront mis en

vente ou expédié des réimpressions, reproductions ou traductions non autorisées de livres allemands, si elles ne sont pas revêtues du timbre; 2° les détaillants trouvés détenteurs, à partir de la même époque, de réimpressions, reproductions ou traductions non autorisées et dépourvues de timbre. Il en sera de même pour ceux qui auront contrefait, falsifié ou fait un usage frauduleux du timbre prévu audit art. 2.

4. Les clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques existant en magasin, chez les éditeurs ou imprimeurs français, constituant une reproduction non autorisée de modèles allemands, seront également inventoriés et revêtus du timbre par les soins du département de l'intérieur. Ils ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la convention.

5. Les estampes, gravures ou lithographies, qu'elles soient isolées, qu'elles fassent partie de collections, ou qu'elles appartiennent à des corps d'ouvrages, qui seront produites ou tirées à l'aide de clichés, bois ou planches gravées ou pierres lithographiques spécifiés dans l'article précédent, ne pourront être mises en vente qu'après avoir été revêtues du timbre spécial. Les tirages d'épreuves nécessaires pour compléter les volumes imprimés ne donneront lieu à aucune indemnité au profit du propriétaire de l'édition originale.

6. L'importation d'Allemagne en France des ouvrages français réimprimés, reproduits ou traduits sans autorisation, qui auront été soumis à la formalité du timbre, ne pourra être effectuée qu'avec le consentement des auteurs et éditeurs français intéressés, ou lorsque l'ouvrage original sera tombé dans le domaine public.

7. Les livres en langue française d'importation licite, venant d'Allemagne, seront admis en France par les douanes d'Ajaccio, Avricourt, Bastia, Bayonne, Belfort, Bellegarde, Bordeaux, Boulogne, Calais, Cerbère, Dieppe, Dunkerque, Givet, Granville, le Havre, Heudaye, Lille, Longwy, Marseille, Modane, Nantes, Nice, Pagny-sur-Moselle, Pontarlier, Rouen, Saint-Malo, Saint-Nazaire, Valenciennes, Villers Vintimille. Les livres en toute autre langue que la langue française pourront être importés par les mêmes bureaux. Les livres étrangers déclarés à l'entrée pourront aussi être expédiés sur le ministère de l'intérieur, pour y subir les vérifications d'usage.

8. Les ministres de l'intérieur, des affaires étrangères et des finances sont chargés, etc.

---

9 NOVEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879, 1880 et 1881. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,322.)

---

12 NOVEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, le tableau de population n° 4 déclaré authentique par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,823.)

---

19 NOVEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui affecte au service des douanes une parcelle de terrain domanial située à la pointe de Saint-Ospice (Alpes-Maritimes). (XII, B. DCCCXIV, n. 13,824.)

---

19 NOVEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école des arts industriels de Roubaix. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,825.)

Le Président de la République, vu, etc., décrete :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1883, 2e sect., chap. 6 (*Ecoles spéciales des beaux arts et de dessin dans les départements*), un crédit de 10,000 francs, applicable à l'école nationale des arts industriels de Roubaix.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

22 = 24 NOVEMBRE 1883. — Décret concernant la pêche du corail en Algérie et en Tunisie. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,826.)

Le Président de la République, sur le rapport du vice-amiral, ministre de la marine et des colonies; vu la loi du 9 janvier 1852 sur la pêche côtière en France; vu le décret du 22 novembre suivant, rendant cette loi applicable et exécutoire en Algérie; vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 15 décembre 1876; vu le décret du 26 août 1881; vu les propositions du gouverneur général civil de l'Algérie; le conseil d'amirauté entendu, décrète :

Art. 1er. Les pêcheurs ne pourront employer, pour la récolte du corail sur les côtes de l'Algérie et de la Tunisie, d'autre engin que celui qui consiste en une croix de bois garnie de filets de chanvre et munie à son centre d'un poids suffisant pour la faire descendre au fond. Les bras de cette croix ne devront porter aucune armature métallique, de quelque forme qu'elle puisse être. Les instruments en fer ou autre métal, tels que grattes, dragues, casseroles, grappins, cercles, etc., sont prohibés.

2. L'emploi du scaphandre continue à être autorisé. Tout instrument nouveau pourra être permis également, en vertu d'un décret, si, après examen et essai, il est reconnu ne pas devoir nuire à la conservation des bancs de corail.

3. Les infractions à l'art. 1er du présent décret seront punies des peines prévues par l'art. 7 de la loi du 9 janvier 1852.

4. En cas de récidive, le contrevenant sera condamné au maximum de la peine de l'amende ou de l'emprisonnement; ce maximum pourra être élevé jusqu'au double. Il y a récidive lorsque, dans les deux années précédentes, il a été rendu contre le contrevenant un jugement pour contravention en matière de pêche (art. 11 de la loi).

5. Il est défendu de fabriquer et de mettre en vente des engins ou parties d'engins prohibés, sous les peines édictées par l'art. 7 de la loi. La recherche de ces engins ou parties d'engins prohibés pourra être faite à domicile chez les marchands et fabricants (art. 13 de la loi). Les engins ou parties d'engins seront saisis, le jugement en ordonnera la destruction (art. 14 de la loi).

6. Les engins employés en contravention et le corail pêché avec un instrument prohibé seront saisis (article 14 de la loi).

7. Lorsqu'un jugement aura ordonné la destruction d'engins prohibés, les parties non nuisibles seront séparées des autres et vendues comme en matière d'épaves maritimes. Lorsque les agents auront saisi des instruments prohibés ou constituant une contravention, sans pouvoir découvrir le propriétaire desdits engins, il en sera dressé procès-verbal et l'on procédera, après jugement, comme il est dit au paragraphe qui précède. L'indemnité acquise aux agents verbalisateurs sera prélevée, jusqu'à concurrence de son maximum, sur les produits de la vente. Les parties nuisibles seront anéanties (art. 14 de la loi), à moins qu'elles ne soient de nature à être déformées et mises en vente sans aucun inconvénient après avoir subi cette opération.

8. Le produit des amendes et confiscations prononcées en vertu de la loi du 9 janvier 1852, pour infractions en matière de pêche du corail, sera attribué à la caisse des invalides de la marine, sous la déduction du cinquième de ces amendes et confiscations, lequel reviendra à l'agent qui aura constaté la contravention, sans que cette allocation puisse excéder 25 fr. pour chaque infraction (art. 15 de la loi.

9. Les infractions au présent décret seront recherchées et constatées par les commissaires de l'inscription maritime, les officiers et officiers-mariniers commandant les bâtiments et les embarcations garde-pêche, les inspecteurs des pêches maritimes, les syndics des gens de mer, les prud'hommes pêcheurs, les gardes-jurés de la marine, les gardes maritimes et les gendarmes de la marine (art. 16,

paragraphe 1er de la loi), ainsi que par les agents des douanes. Les procès-verbaux dressés par les agents des douanes feront foi jusqu'à preuve contraire.

10. Les contraventions donneront lieu à l'établissement de procès-verbaux qui devront être signés et affirmés, à peine de nullité, dans les trois jours de leur clôture, par-devant le juge de paix du canton ou l'un de ses suppléants, ou par-devant le maire ou l'adjoint soit de la commune de la résidence de l'agent qui aura dressé le procès-verbal, soit de celle où le délit a été commis. Toutefois les procès-verbaux dressés par les officiers du commissariat de la marine chargés du service de l'inscription maritime, par les officiers et officiers-mariniers commandant les bâtiments et embarcations garde-pêche et les inspecteurs des pêches maritimes, ne sont point soumis à l'affirmation (article 17 de la loi).

11. Toutes les poursuites en raison des infractions commises au présent décret seront portées devant les tribunaux correctionnels. Si le délit a été commis en mer, elles seront portées devant le tribunal du port auquel appartient le bateau. Ces poursuites seront intentées dans les trois mois qui suivront le jour où la contravention aura été constatée. A défaut de poursuites intentées dans ce délai, l'action publique et les actions privées relatives aux contestations entre pêcheurs seront prescrites (art. 18 de la loi).

12. Les infractions au présent décret qui, en raison de leur peu d'importance, ne paraîtront pas devoir être déférées au ministère public, seront punies disciplinairement, en vertu de l'art. 58 du décret de la loi du 24 mars 1852. Les peines disciplinaires ne peuvent être appliquées qu'aux inscrits maritimes.

13. Les règlements et arrêtés relatifs à la pêche du corail sur les côtes de l'Algérie et de la Tunisie sont abrogés en tout ce qu'ils ont de contraire aux dispositions du présent décret.

14. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

23 NOVEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui fixe le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'exercice 1884. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,827.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations est fixé, pour l'exercice 1884, conformément à l'état A ci-annexé, à la somme de 1,602,300 francs.

2. Une somme de 77,416 fr. 97 c., restée sans emploi sur les crédits du budget de l'exercice 1882, est annulée, conformément à l'état B. ci-joint.

3. Un crédit supplémentaire de 77,279 fr. 62 c. est ouvert sur le budget de l'exercice 1883 (*Dépenses extraordinaires*), chap. 8 (*Constructions*), conformément à l'état C ci-annexé.

4. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

27 NOVEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Nancy pour l'exécution de divers travaux. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,828.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, chap. 20 (*Etablissements et matériel du génie*), un crédit de la somme de 1,800 fr., applicable aux travaux militaires ci-après :

(*Exercice* 1883.) — BUDGET ORDINAIRE. Chap. 20 (*Etablissements et matériel du génie*). — Nancy. — Travaux à exécuter sur les terrains de l'ancienne citadelle, 1,800 francs.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des ressources versées au trésor par la ville ci-dessus désignée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

3 DÉCEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui alloue une somme de 257,000 fr. aux ministres de l'instruction publique de l'intérieur et du commerce sur la portion réservée du crédit d'inscription des

pensions civiles. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,829.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est alloué sur la portion réservée du crédit d'inscription des pensions civiles, savoir : au ministère de l'instruction publique, 225,000 fr., au ministère de l'intéreur, 20,000 fr.; au ministère du commerce, 12,000 fr.; total, 257,000 francs.

2. Ne seront imputées sur ce crédit que les pensions qui auront fait l'objet de décrets de concessions antérieurs au 1er janvier 1884. Les portions de crédit demeurées sans emploi seront définitivement annulées.

3. Le ministre des finances et les ministres aux départements ci-dessus sont chargés, etc.

---

10 = 18 DÉCEMBRE 1883. — Décret portant nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1882 et l'année 1883. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,830.)

---

11 DÉCEMBRE 1883 = 17 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la construction d'une caserne des douanes à Saint-Nazaire. (XII, B. DCCCXIV, n. 13,831.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1883, au delà du crédit de 948,261 fr. 01 c. ouvert par la loi du 29 décembre 1883 et par les décrets des 8 février, 3 août et 8 novembre 1883 sur le chap. 72 (*Matériel des douanes*), troisième partie du budget (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*), un crédit de 140,000 francs, applicable à la construction d'une caserne des douanes à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources résultant des versements effectués, pendant les mois d'octobre et de novembre 1883, par les receveurs principaux des douanes de Lille, Toulon et Perpignan.

3. Le ministre des finances est chargé, etc.

---

20 = 21 NOVEMBRE 1883. — Loi portant concession de croix et de médailles militaires à l'occasion des opérations effectuées au Tonkin, à Hué et à Madagascar. (XII, B. DCCCXV, n. 13,837.)

Art. 1er. A l'occasion des affaires du Tonkin, de Hué et de Madagascar, il sera exceptionnellement dérogé aux dispositions restrictives des trois premiers paragraphes de l'art. 1er de la loi du 25 juillet 1873, relative aux récompenses nationales, ainsi qu'à celles des 25 janvier 1875 et 5 juin 1879. En conséquence, il pourra être fait, en faveur des officiers, officiers-mariniers, sous-officiers, marins, soldats et assimilés des armées de terre et de mer, et en sus de la proportion déterminée par les lois ci-dessus mentionnées, des nominations ou promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur, dont le nombre est fixé comme suit : une croix de grand officier, deux croix de commandeur, six croix d'officier, trente-cinq croix de chevalier.

2. La même disposition exceptionnelle est applicable à la médaille militaire. Le chiffre des médailles qui pourront être accordées aux officiers-mariniers, sous-officiers, marins, soldats et assimilés, est fixé à cent cinq.

3. Le ministre de la marine et des colonies pourra en outre disposer, à titre également exceptionnel et par dérogation aux prescriptions restrictives des lois qui régissent la matière, de deux croix d'officier et de six croix de chevalier de la Légion d'honneur, à titre civil, pour les civils ayant rendu des services dans les pays qui sont le théâtre des opérations militaires.

---

23 = 24 NOVEMBRE 1883. — Loi qui modifie l'art. 105 du Code forestier relatif au partage des bois d'affouage (1). (XII, B. DCCCXV, n. 13,838.)

Article unique. L'art. 105 du Code

---

(1) Proposition à la Chambre des députés par M. Lelièvre et plusieurs de ses collègues, le 28 février 1882 (J. O. du 11 mars, n. 490, p. 452). Rapport sommaire de M. J. Roche, le 1er avril (J. O. du 9 mai, n. 749, p. 1123). Prise en considération, le 11 mai

(J. O. du 12). Rapport de M. Lelièvre, le 1er juin (J. O. du 13 juin, n. 908, p. 1558). Adoption sans discussion, le 28 décembre (J. O. du 29).

Transmission au Sénat, le 15 janvier 1883 (J. O. du 23 mars, n. 3, p. 473). Rapport de M. Chaumontel, le 7 juillet (J. O. du 25 juillet, n. 309, p. 868). Discussion et adoption, avec modification, le 27 octobre (J. O. du 28).

Retour à la Chambre des députés, le 31 octobre (J. O. du 5 janvier 1884, n. 2308, p. 1913). Rapport de M. Lelièvre, le 8 novembre (J. O. du 11 janvier, n. 2339, p. 2021). Adoption sans discussion, le 3 novembre (J. O. du 14).

Les motifs et le but de cette loi se trouvent très clairement indiqués dans le rapport de M. Chaumontel, au Sénat.

« Jusqu'en 1793 la distribution des bois taillis et de futaie est restée soumise, dans toute la France, aux usages locaux basés eux-mêmes sur les principes politiques de l'époque. — Le mode variait suivant les provinces : partage par nombre de feux, partage par tête avec réserve en faveur des seigneurs, partage au marc le franc des impôts et par toisé de bâtiments pour les futaies, chacun de ces systèmes était pratiqué. Quelquefois aussi, comme en Alsace, le droit à l'affouage n'était acquis à l'habitant qu'après avoir versé une somme déterminée dans la caisse communale. Cette situation économique s'expliquait par la vie personnelle de chaque province. La Révolution de 1789, en absorbant les existences provinciales, a proclamé l'unité de la France ; elle a dû dès lors chercher à faire disparaître toutes les inégalités. — Les lois des 14 novembre 1792 et 10 juin 1793 ont soumis au partage par tête tous les terrains communaux. Par la loi du 26 nivôse an II, cette règle fut déclarée applicable aux coupes indûment faites dans les forêts communales à propos des pièces de bois gisant sur le sol. Elle fut définitivement consacrée pour le partage de l'affouage et des futaies par un arrêté des consuls du 19 frimaire an X. — Cette législation dura jusqu'en 1806, époque où le partage par feu fut prescrit par un décret du 29 juin qui ne put obtenir une exécution complète, et ne parvint pas à détruire partout les usages. Cet état dura jusqu'en 1828, époque où fut promulgué le Code forestier. — L'art. 105 du projet de ce Code présenté par le gouvernement portait : « S'il n'y a titre contraire, le partage des bois d'affouage se fera par feu, c'est-à-dire par chef de famille ayant domicile réel et fixe dans la commune, et la valeur des arbres délivrés pour constructions ou réparations sera estimée à dire d'experts et payée à la commune. » — Ce projet maintenait les titres et confirmait la législation en vigueur en supprimant les usages. Il ne pouvait convenir à une époque où l'on cherchait à revenir vers le passé, à amoindrir les conquêtes de la Révolution et à restituer aux grands propriétaires leurs anciens privilèges. Ceux-ci ne manquèrent pas de protester, et, presque sans discussion, les Chambres leur donnèrent satisfaction en rétablissant les usages soit pour le partage des bois d'affouage, soit pour les bois de construction, dans l'art. 105 définitivement adopté. — L'unité de législation fut rompue. Les anciens usages reparurent, et le partage par toisé de bâtiments fit de la futaie le privilège des gros propriétaires. Les abus ne firent que s'accroître ; les spéculations les moins avouables donnèrent lieu à des plaintes très vives. — Jusqu'en 1871, on laissa les bois de construction confondus avec ceux d'affouage, sans exiger que leur valeur en fût versée dans la caisse communale, conformément aux prescriptions de l'art. 105. Le mal continua à subsister et même à s'aggraver pour les communes qui n'avaient pas été autorisées en 1848 à supprimer les usages. Dans certaines localités très riches en bois, on voit des propriétaires, les plus favorisés de la fortune, acheter de vieilles masures impossibles à habiter, construire des baraques en briques, en planches, en terre, dans l'unique but de s'attirer dans le partage une part correspondante à leur superficie, non point pour l'utiliser en constructions ou réparations, mais pour en tirer profit par la vente, au détriment des communiers nécessiteux. — La proposition qui vous est soumise, adoptée par la Chambre des députés, a pour objet de faire disparaître ces abus et de mettre toutes les communes de France sous l'empire d'une règle uniforme. Elle respecte les titres, mais supprime tous les usages pour le partage des bois de toutes espèces. Elle admet le principe du partage par feu, soit pour le bois d'affouage que, pour plus de clarté, elle désigne sous le nom de bois de chauffage, soit pour les arbres qu'elle désigne sous le nom de bois de construction. En ce qui concerne ces derniers, elle leur réserve une double destination laissée au choix du conseil municipal, qui pourra les délivrer en totalité ou en partie en nature et par feu, ou en ordonner la vente au profit de la caisse communale. La commune acquiert ainsi une plus grande liberté dans la disposition de ses produits forestiers. — Votre commission s'est d'abord préoccupée de la question de savoir s'il convenait de maintenir le partage par feu, ou s'il ne serait pas plus équitable de revenir au partage par tête, ou encore à un partage par catégorie. Ces deux derniers systèmes ont été soigneusement examinés, et après une longue discussion votre commission a été unanime pour les repousser. — En effet, le droit d'affouage, appliqué comme un mode d'usage d'une partie des revenus

forestier est modifié ainsi qu'il suit :

« S'il n'y a titre contraire, le par-
« tage de l'affouage, en ce qui con-
« cerne les bois de chauffage, se fera
« par feu, c'est-à-dire par chef de fa-
« mille ou de maison ayant domicile
« réel et fixe dans la commune avant
« la publication du rôle. Sera consi-
« déré comme chef de famille ou de
« maison tout individu possédant un
« ménage ou une habitation à feu
« distincte, soit qu'il y prépare la
« nourriture pour lui et les siens,
« soit que, vivant avec d'autres à une
« table commune, il possède des
« propriétés divisées, qu'il exerce une
« industrie distincte ou qu'il ait des
« intérêts séparés.

« En ce qui concerne les bois de
« construction, chaque année le con-
« seil municipal, dans sa session de
« mai, décidera s'ils doivent être, en
« tout ou en partie, vendus au pro-
« fit de la caisse communale ou s'ils
« doivent être délivrés en nature.

« Dans le premier cas, la vente

---

communaux, devient un droit plus réel que personnel. Il appartient au foyer comme l'indique son étymologie, sans se préoccuper du nombre de personnes qui s'y chauffent. Le répartir par tête serait le dénaturer, le rendre injuste, en rendre la valeur illusoire par une division à l'infini. Les personnes en bas âge, les personnes qui vivent en famille autour du même feu en auraient une part, alors que les veuves et les célibataires n'auraient plus une portion suffisante pour satisfaire à leurs besoins personnels. Le partage proportionnel par catégorie ne serait qu'une source de difficultés de toutes sortes, ne serait-ce que pour en fixer le point de départ. Soumis à des variations incessantes, il prêterait trop à l'arbitraire pour n'être pas injuste.— Nous avons donc maintenu le partage par feu, qui ne paraît pas du reste avoir soulevé de critiques dans nos campagnes. — La proposition qui vous est soumise dit que le partage se fera « par feu, c'est-à-dire par chef de famille ou de maison ayant domicile réel et fixe dans la commune depuis six mois au moins avant la publication du rôle. » — En ajoutant au texte de l'art. 105 une durée de « six mois au moins » au domicile réel et fixe nécessaire pour participer à l'affouage, les auteurs de la proposition ont voulu empêcher des spéculations répréhensibles. Dans beaucoup de communes l'affouage est accordé à tout individu pouvant justifier de sa résidence au moment de la publication du rôle. Il en résulte que des gens nomades, sans domicile réel, s'établissent dans une de ces communes au moment de la publication du rôle, obtiennent une part de l'affouage, bien que leur domicile ne soit pas fixe, puis vont ailleurs mettre en usage le même moyen, et, par la vente du bois ainsi obtenu, se procurent un gain considérable.— Ces spéculations sont sans doute regrettables; mais est-il nécessaire pour les empêcher de prescrire un séjour de six mois? Votre commission ne le pense pas. Les faits signalés ne constituent que des abus imputables non à la loi, mais à la commune qui en fait une fausse application. Pour les prévenir, il suffit de veiller à ce que tout individu porté sur le rôle ait le domicile réel et fixe, c'est-à-dire le domicile légal exigé par l'art. 105. Elle estime qu'il est préférable de laisser aux tribunaux le soin d'apprécier, dans les cas particuliers qui peuvent se présenter, si le domicile invoqué présente les caractères exigés par les art. 103 et 104 du Code civil. Du reste, il ne serait pas sans inconvénients de prescrire un délai de séjour déterminé. Dans le cours d'une année le personnel d'une ferme, d'un emploi, peut être changé. Il ne serait pas juste de priver les nouveaux venus des avantages dont jouissaient leurs prédécesseurs. En conséquence, votre commission a été d'avis de supprimer ces mots: « depuis six mois au moins ». — L'art. 105 ne se prononçait pas sur la portée des mots: « chef de famille ou de maison ». La jurisprudence variait à l'infini. La proposition qui vous est soumise a cherché un texte se prêtant le moins possible à la divergence d'interprétation: « Sera considéré, dit-elle, comme chef de famille ou de maison tout individu possédant un ménage ou une habitation distincte, soit qu'il y prépare la nourriture pour lui et les siens, soit que, vivant avec d'autres à une table commune, il possède des propriétés divisées, qu'il exerce une industrie distincte ou qu'il ait des intérêts séparés. » — Cette définition a été puisée dans deux arrêts de la cour de Dijon des 22 février et 17 mai 1837. Votre commission l'approuve en y insérant une légère addition qui a pour but d'en préciser davantage le sens. Elle vous propose de dire: « Tout individu possédant un ménage ou une habitation àf eu distincte, soit... etc. »— L'énumération qui suit est dominée tout entière par l'obligation d'avoir un ménage ou une habitation à feu. Conséquemment, les craintes qui se sont manifestées dans certaines communes et qui nous ont été communiquées par un de nos honorables collègues ne sont pas fondées. « Propriétés divisées, industrie distincte, intérêts séparés », tout est subordonné au ménage ou à l'habitation à feu. — Enfin, en ce qui concerne la participation des étrangers à l'affouage, la proposition reproduit le texte de la loi du 25 juin 1874. »

« aura lieu aux enchères publiques « par les soins de l'administration « forestière ; dans le second, le par- « tage aura lieu suivant les formes « et le mode indiqués pour le partage « des bois de chauffage.

« Les usages contraires à ce mode « de partage sont et demeurent abo- « lis.

« Les étrangers qui rempliront les « conditions ci-dessus indiquées ne « pourront être appelés au partage « qu'après avoir été autorisés, con- « formément à l'art. 13 du Code civil, « à établir leur domicile en France. »

---

24 = 25 NOVEMBRE 1883. — Loi qui complète l'art. 4 de la loi relative aux conseils de prud'hommes (1). (XII, B. DCCCXV, n. 13,839.)

Article unique. L'art. 4. de la loi du 1er juin 1853 est complété de la manière suivante :

« Art. 4. Sont électeurs :

« 1° Les patrons, âgés de vingt- « cinq ans accomplis, patentés de- « puis cinq ans au moins, et depuis « trois ans dans la circonscription du « conseil ; les associés en nom col- « lectif, patentés ou non, âgés de « vingt-cinq ans accomplis, exerçant « depuis cinq ans une profession as- « sujettie à la contribution des pa- « tentes, et domiciliés depuis trois « ans dans la circonscription du con- « seil ;

« 2° Les chefs d'atelier, contre- « maîtres et ouvriers, âgés de vingt- « cinq ans accomplis, exerçant leur « industrie depuis cinq ans au moins, « et domiciliés depuis trois ans dans « la circonscription du conseil. »

---

8 = 10 DÉCEMBRE 1883. — Loi relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce (2). (XII, B. DCCCXV, n. 13,840.)

Art. 1er. Les membres des tribunaux de commerce seront élus par les citoyens français, commerçants patentés ou associés en nom collectif depuis cinq ans au moins, capitaines au long cours et maîtres de cabotage ayant commandé des bâtiments pen-

---

(1) Présentation au Sénat par MM. Hérisson, ministre du commerce, et Martin-Feuillée, ministre de la justice, le 7 juin 1883 (J. O. du 26 juin, n. 216, p. 820). Rapport de M. Millaud, le 23 juin (J. O. du 13 juillet, n. 365, p. 854). Adoption sans discussion, le 3 juillet (J. O. du 4).

Présentation à la Chambre des députés, le 9 juillet (J. O. du 17 novembre, n. 2144, p. 1426). Rapport de M. Giard, le 27 juillet (J. O. du 29 novembre, n. 2219, p. 1515). Adoption sans discussion, les 13 et 20 novembre (J. O. des 14 et 21).

Le projet de loi présenté par le gouvernement était précédé d'un exposé des motifs ainsi conçu : « La loi du 1er juin 1853, sur les conseils de prud'hommes, accorde la capacité électorale aux patrons âgés de vingt-cinq ans accomplis, patentés depuis cinq ans au moins et depuis trois ans dans la circonscription du conseil. D'autre part, la loi du 15 juillet 1880 a affranchi du droit fixe de patente les associés secondaires des sociétés en nom collectif, exerçant des professions rangées au tableau C. — Cette dernière disposition doit-elle avoir pour conséquence directe et certainement imprévue de priver ceux en faveur de qui elle a été rendue de droits électoraux dont continueraient à jouir les associés qui n'ont bénéficié d'aucune décharge? L'un des tribunaux administratifs qui ont eu à se prononcer sur ce point, le conseil de préfecture du Nord, ne l'a pas cru, et, par deux arrêtés, en date du 10 octobre 1882, il a rétabli trois associés secondaires sur la liste des électeurs patrons. D'un autre côté, le conseil de préfecture du Rhône a, par arrêté du 8 septembre 1882, annulé l'élection de cinq membres patrons, qui avaient été exemptés du droit de patente par la loi de 1880. — Le conseil d'Etat vient, par un arrêt du 16 avril, d'adopter la jurisprudence inaugurée par le conseil de préfecture du Rhône et que les termes des lois en vigueur lui ont paru commander. — Cette interprétation s'accorde sans doute avec les textes : elle paraît cependant peu conforme aux intentions du législateur de 1880. Les associés secondaires sont, d'ailleurs, presque toujours avec les ouvriers en rapports plus directs que le premier en nom, et par suite mieux placés que lui pour juger, avec une entière compétence, les différends soumis aux conseils de prud'hommes. — C'est par ces motifs, messieurs, que nous vous prions de vouloir bien donner votre sanction au projet de loi ci-joint, qui assure aux associés en nom collectif un régime commun, en consacrant pour tous les mêmes droits électoraux. »

Cette demande ne pouvait soulever aucune difficulté, et le projet a été adopté sans débat.

(2) Proposition à la Chambre des députés par M. Boysset et plusieurs de ses collègues, le 15 décembre 1877 (J. O. du 12 jan-

vier 1878, n. 227, p. 240). Rapport sommaire de M. Fallières, le 19 février 1878 (J. O. du 1er mars n. 415, p. 2217). Prise en considération, le 15 mars (J. O. du 16). Rapport de M. Boysset, le 27 février 1879 (J. O. du 22 mars, n. 1193, p. 2327). Adoption sans discussion en première délibération, le 18 mars (J. O. du 19). Deuxième délibération, discussion, le 7 juin (J O. du 8). Rapport supplémentaire de M. Boysset, le 27 juin (J. O. du 17 juillet, n. 1570, p. 6904). Projet présenté par MM. Le Royer, ministre de la justice, et Tirard, ministre de l'agriculture et du commerce, le 27 novembre (J. O. du 8 décembre, n. 1913, p. 10,788). Deuxième rapport supplémentaire de M. Boysset, le 30 janvier 1880 (J. O. du 15 février, n. 2210, p. 1771). Reprise de la deuxième délibération : discussion, les 30 novembre et 2 décembre (J. O. des 1er et 3 décembre). Adoption, le 2 décembre (J. O. du 3).

Présentation au Sénat, le 23 décembre 1880 (J. O. du 17 janvier 1881, n. 202, p. 269). Rapport de M. Le Bastard, le 28 avril 1883 (J. O. du 29 mai, n. 157, p. 754). Première délibération : discussion et adoption, les 5, 7 et 9 juin (J. O. des 6, 8 et 10). Deuxième délibération : discussion et adoption, les 28 juin et 3 juillet (J. O. des 29 juin et 4 juillet).

Retour à la Chambre des députés, le 20 juillet 1883 (J. O. du 17 novembre, n. 2178, p. 1422). Rapport de M. Boysset, le 22 novembre (J. O. du 1er février 1884, n. 2405, p. 2152). Discussion, les 3 et 4 décembre (J. O. des 4 et 5). Adoption, le 4 décembre (J. O. du 5).

Depuis 1789, deux systèmes ont été alternativement suivis en ce qui concerne la composition du corps électoral appelé à choisir les membres des tribunaux de commerce.

D'après le premier système, c'est l'ensemble des commerçants qui élit les juges de commerce ; d'après le deuxième, au contraire, c'est un nombre plus ou moins restreint de notables, préalablement choisis dans l'ensemble des commerçants, soit par l'autorité administrative, soit par une commission.

Le premier système, consacré par la loi du 16-24 août 1790, fut appliqué jusqu'en 1809, époque de la mise en vigueur du Code de commerce de 1807, qui substitua au suffrage universel des commerçants l'élection par un certain nombre de notables dont le choix était attribué aux préfets.

La Constituante de 1848 rendit aux justiciables des tribunaux de commerce le droit d'élire leurs juges (loi du 28-30 août 1848 ; — Voy. tome 48, p. 462). Mais le décret-loi du 2 mars 1852 vint bientôt remettre en vigueur les dispositions du Code de 1807.

Après le 4 septembre, la délégation du gouvernement de la défense nationale à Tours, par son décret du 17 octobre 1870, reprit les principales dispositions de la loi de 1848. Quelques mois après, l'Assemblée nationale cassait ce décret pour excès de pouvoir (loi du 3 avril 1871 ; — voy. tome 71, p. 66), et le 10 mai suivant, le garde des sceaux, M. Dufaure, présentait un projet de loi dans lequel se trouvait consacré, avec quelques restrictions, le principe de l'élection des juges consulaires par l'ensemble des commerçants. Mais la commission chargée d'examiner ce projet se prononça contre cette innovation, et l'Assemblée nationale, sur le rapport de M. Batbie, et conformément aux conclusions de M. Dufaure, qui combattit son propre projet, repoussa le suffrage universel des patentés et confia l'élection à un nombre restreint d'électeurs privilégiés choisis par une commission spéciale (loi du 21 décembre 1871. — Voy. tome 71, page 328).

Dès le 1er juin 1876 la Chambre des députés fut saisie par MM. *Boysset*, *Menier* et *Laroche-Joubert* d'une proposition tendant à substituer l'élection par le suffrage de tous les commerçants au système organisé par la loi de 1871. Cette proposition avait été prise en considération, lorsque survint la dissolution. Une nouvelle présentation eut lieu le 15 décembre 1877, et, le 27 février 1879, M. *Boysset* déposait, au nom de la commission chargée de l'examen de la proposition, un rapport concluant à l'adoption. « C'est au suffrage universel, disait le rapporteur, que votre commission, à l'unanimité, vous propose de revenir aujourd'hui. — Et, en effet, le suffrage restreint, c'est le suffrage privilégié. Or, aujourd'hui, tout privilège doit disparaître. Dès l'instant où l'élection des juges de commerce est admise, pas un négociant sérieux et honnête ne saurait être, sans injustice, exclu de l'assemblée électorale. — Quel que soit le chiffre des affaires, quel que soit le résultat de l'inventaire annuel, quelles que puissent être la nature et l'importance des opérations, tous les négociants, humbles ou forts, pauvres ou riches, ont, à cet égard, un droit égal sous la seule condition de la probité et de la dignité. Tous, en effet, ont un intérêt égal à constituer un tribunal éclairé, expérimenté, impartial, consciencieux, attentif, auquel puissent être déférées les contestations inévitables et qui sache interpréter les conventions, appliquer la loi, pratiquer les usages, démasquer la mauvaise foi et protéger de sa ferme sagesse l'activité loyale et féconde. — Constituer arbitrairement deux catégories de négociants, attribuer aux uns le droit de nommer leurs juges, refuser aux autres cette prérogative précieuse, ce n'est pas seulement semer les divisions, c'est ressusciter le régime des classes, c'est créer une prédominance offensante et inconstitutionnelle, c'est attenter directement à l'égalité des citoyens..... »

Adoptée sans débats, en première lecture, le 18 mars 1879, la proposition rencontra, lors de la deuxième délibération, une assez vive opposition. — M. *Ribot,* après avoir fait remarquer que la réforme proposée ne répondait pas à un mouvement de l'opinion, qu'elle n'avait pas été demandée par les véritables intéressés, qu'elle avait même éveillé des inquiétudes parmi les commerçants, s'est attaché à montrer les inconvénients de l'application du suffrage universel en cette matière. Il a soutenu qu'il y avait un grand péril à livrer à un corps électoral aussi vaste, à une masse d'électeurs aussi considérable, le recrutement des tribunaux de commerce et des chambres de commerce, qu'avec un corps électoral aussi étendu, il deviendrait impossible de maintenir cet esprit de suite et ces traditions sans lesquels il n'y a plus de tribunaux de commerce. — « Si vous mettez l'élection aux mains du suffrage universel, c'est-à-dire d'une masse électorale qui n'a pas cette discipline naturelle résultant de la communauté des intérêts commerciaux et des intérêts professionnels, vous allez fatalement, quand même ce ne serait pas votre volonté, introduire la politique dans les élections commerciales, vous allez livrer les élections commerciales à toutes les fluctuations de la politique. — Est-ce là ce que vous voulez ? Assurément non. Nous pouvons désirer tous que l'esprit des tribunaux et des chambres de commerce soit en harmonie avec l'esprit des institutions du pays, avec l'esprit des institutions républicaines; je le désire comme vous. Mais de là à livrer, je le répète, les élections au hasard de la politique, à donner à ceux qui voudraient imprimer à ces élections un semblable caractère, toutes les facilités de réaliser leur dessein, je ne pense pas que vous puissiez le vouloir. — Pourtant, messieurs, c'est là le résultat fatal, inévitable, du projet qu'on vous propose... » — « Sous le bénéfice de ces observations, a dit M. Ribot en terminant, je demande à la Chambre — non pas de rejeter le projet de M. Boysset, non, le rejet pur et simple pourrait impliquer qu'il n'y a rien à faire et telle n'est pas ma pensée, — mais je demande que sous la forme que la Chambre jugera bon d'adopter, de la manière que M. le ministre voudra bien indiquer, vous décidiez qu'il y a lieu à une nouvelle étude, afin de concilier des intérêts respectables et divergents. — Le jour où on nous apportera un contre-projet fondé sur le principe de l'égalité, mais dégagé des périls que je viens de signaler, je ne serai pas le dernier à l'appuyer de ma parole et de mon vote. » — M. *Le Royer,* garde des sceaux, est venu dire à son tour qu'il ne croyait pas pouvoir se rallier au système de l'élection directe par le suffrage universel des patentés. Il s'est déclaré partisan du système de l'élection à deux degrés et a demandé que la proposition fût renvoyée au conseil d'Etat. — Après avoir entendu M. *Boysset*, rapporteur, qui a répondu aux objections présentées par MM. Ribot et Le Royer, la Chambre s'est prononcée contre le renvoi au conseil d'Etat, mais, sur la demande de plusieurs de ses membres, elle a ordonné le renvoi à la commission (séance du 7 juin).

Après avoir délibéré sur différents amendements ou contre-projets dont elle avait été saisie, la commission fit connaître, le 27 juin, par l'organe de M. Boysset, rapporteur, la rédaction à laquelle elle s'était définitivement arrêtée.

De son côté, le gouvernement avait cru devoir profiter de l'ajournement résultant du renvoi à la commission pour charger le conseil d'Etat d'élaborer un projet de loi sur la matière, et le 27 novembre MM. Le Royer, garde des sceaux, et Tirard, ministre de l'agriculture et du commerce, déposaient sur le bureau de la Chambre le texte de ce projet, auquel était joint un intéressant rapport de M. Chauffour, conseiller d'Etat, indiquant les motifs qui avaient déterminé le conseil à écarter le système de l'élection par une liste d'électeurs choisis, ainsi que le système à deux degrés, pour adopter le principe du suffrage universel et direct de tous les commerçants.

La discussion a été reprise le 30 novembre 1880. Après avoir écarté plusieurs amendements, la Chambre a adopté à une grande majorité le texte proposé par la commission (séance du 2 décembre.)

Transmis quelques jours après au Sénat, le projet n'est venu en discussion qu'au mois de juin 1883. La commission chargée de l'examiner, bien que favorable en majorité au principe de l'élection par le suffrage universel, crut devoir, en effet, ouvrir une enquête dans laquelle les tribunaux de commerce, les chambres de commerce, les chambres consultatives des arts et manufactures, les conseils de prud'hommes, les chambres syndicales et les conseils généraux ont été appelés à se prononcer. Voici, d'après le rapport de M. *Le Bastard,* quels ont été les résultats de l'enquête : « 219 tribunaux de commerce ont été consultés; 162 ont répondu par 63 avis favorables, 60 défavorables et 39 propositions de modifications, dont la plus grande partie est basée sur la nécessité de réformer la loi de 1871. — 85 chambres de commerce ont été consultées: 68 ont répondu; 14 seulement sont favorables, 25 sont opposées et 29 proposent des modifications en admettant au nombre de 21 l'utilité d'une réforme. — 83 chambres consultatives ont été consultées: 15 ont donné un avis favorable, 14 un avis défavorable, 13 ont conclu à des modifica-

dant cinq ans, directeurs des compagnies françaises anonymes de finance, de commerce et d'industrie, agents de change et courtiers d'assurances maritimes, courtiers de marchandises, courtiers interprètes et conducteurs de navires institués en vertu des art. 77, 79 et 80 du Code de commerce, les uns et les autres après cinq années d'exercice, et tous, sans exception, devant être domiciliés depuis cinq ans au moins dans le ressort du tribunal (1).

Sont également électeurs, dans leur ressort, les membres anciens ou en exercice des tribunaux et des

---

tions en rejetant pour la plupart le régime actuel... — 138 chambres syndicales ont été consultées : 42 ont répondu par 31 avis favorables contre 11 défavorables... — 112 conseils de prud'hommes ont été consultés : 64 ont répondu par 57 avis favorables contre 7 défavorables et 3 contre-projets. — Enfin 89 conseils généraux consultés ont fourni : 45 réponses favorables, 5 contre-projets, et 9 réponses seulement pour le maintien de la loi de 1871... — En résumé, 726 compagnies ont été consultées : 437 ont répondu, 225 sont favorables au projet, 123 contraires et 89 présentent des contre-projets ; nous trouvons dans ces résultats la preuve que la réforme proposée répond au vœu de l'opinion publique, dont les conseils généraux surtout sont les représentants autorisés. L'adhésion résolue de ces assemblées, qu'on ne peut accuser de manquer de compétence, ni d'être disposées à admettre trop facilement des innovations téméraires, a une importance qu'il est difficile de méconnaître... »

La commission proposait en conséquence l'adoption, avec quelques modifications (Voy. les notes suivantes), du projet voté par la Chambre des députés.

Ces conclusions ont été combattues devant le Sénat par MM. *Dauphinot*, *Delsol* et *Batbie*, partisans du maintien de la loi de 1871. MM. *Le Bastard*, rapporteur, et *Martin-Feuillée*, garde des sceaux, ont répondu au nom de la commission et du gouvernement. Par 129 voix contre 116, le Sénat s'est prononcé en faveur du principe de l'élection par tous les patentés, inscrit dans l'art. 1er. Les autres articles et l'ensemble du projet ont ensuite été adoptés en première délibération.

Lors de la seconde lecture, le Sénat s'est trouvé en présence d'un contre-projet présenté par MM. *Bardoux* et *Gailly* et tendant à substituer, à l'élection directe par le suffrage universel des commerçants, l'élection à deux degrés. M. *Bardoux* a développé les motifs de sa proposition, qui a été combattue par M. *Le Bastard*, rapporteur. Après avoir paru disposé à se rallier à ce nouveau système, en adoptant à une assez forte majorité les différents articles du contre-projet, le Sénat l'a définitivement rejeté dans le vote sur l'ensemble, par 127 voix contre 126. — Il s'est ensuite prononcé de nouveau, malgré les efforts de M. *Pouyer-Quertier*, et à la majorité de 151 voix contre 121, en faveur de l'art. 1er du projet de la commission, et l'ensemble du projet a été enfin adopté par 154 voix contre 107.

Par suite des changements introduits par le Sénat, le projet a dû revenir devant la Chambre, qui l'a adopté purement et simplement, dans la nouvelle forme, conformément à l'avis de la commission. — Il convient, d'ailleurs, de signaler, la présentation, par M. *Georges Roche*, d'un amendement tendant à accorder l'électorat aux femmes commerçantes. Cet amendement avait été pris en considération par la Chambre : M. Roche l'a ensuite retiré, afin de ne pas retarder la promulgation de la nouvelle loi, mais en se réservant de déposer ultérieurement une proposition spéciale à ce sujet.

(1) Aux termes de cet article, sont admis à l'électorat tous les citoyens français commerçants ayant cinq années de domicile effectif et cinq années de patente dans le ressort, et qui ne se trouvent pas frappés d'exclusion par application des dispositions de l'article suivant.

Ainsi que le fait remarquer M. Chauffour, dans son rapport au conseil d'Etat, « cette double condition de la patente et du domicile découle de la nature même de la juridiction commerciale. Les juges de commerce doivent être les commerçants les plus recommandables, non seulement par leur probité, leur esprit d'ordre et d'économie, mais aussi par leur connaissance des usages et des habitudes du commerce ; il importe que les électeurs aient acquis eux-mêmes, par la pratique prolongée du commerce dans le ressort, une expérience des hommes et des choses qui les mette en mesure de faire de bons choix. A quoi il faut ajouter que c'est dans les cinq années de leur établissement que la plupart des commerçants, peu habiles ou peu honnêtes, consomment leur ruine. La durée de leur situation commerciale, après cette période, est donc par elle seule une forte présomption pour leur intelligence et leur honorabilité. De cette manière, la loi opère elle-même l'espèce de sélection réputée nécessaire pour assurer de bonnes élections consulaires. »

La loi de 1848 exigeait cinq ans de patente et deux ans de domicile. Le projet élaboré par le conseil d'Etat fixait, au contraire,

chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, les présidents anciens ou en exercice des conseils de prud'hommes (1).

2. Ne pourront participer à l'élection : 1° les individus condamnés soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines correctionnelles, pour faits qualifiés crimes par la loi ; 2° ceux qui ont été condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustractions commises par les dépositaires de deniers publics, attentats aux mœurs ; 3° ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement pour délit d'usure, pour infraction aux lois sur les maisons de jeu, sur les loteries et les maisons de prêt sur gages, ou par application de l'art. 1er de la loi du 27 mars 1851, de l'art. 1er de la loi du 5 mai 1855, des art. 7 et 8 de la loi du 23 juin 1857, et de l'art. 1er de la loi du 27 juillet 1867 ; 4° ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement par application des lois du 17 juillet 1857, du 23 mai 1863 et du 24 juillet 1867 sur les sociétés ; 5° les individus condamnés pour les délits prévus aux art. 400, 413, 414, 417, 418, 419, 420, 421, 423, 433, 439, 443 du Code pénal, et aux art. 594, 596 et 598 du Code de commerce ; 6° ceux qui ont été condamnés à un emprisonnement de six jours au moins ou à une amende de plus de 1,000 fr. pour infraction aux lois sur les douanes, les octrois et les contributions indirectes, et à l'art. 5 de la loi du 4 juin 1859, sur le transport, par la poste, des valeurs déclarées ; 7° les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués en vertu de décisions judiciaires ; 8° les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par des jugements rendus à l'étranger, mais exécutoires en France ; 9° et généralement tous les individus privés du droit de vote dans les élections politiques (2).

3. Tous les ans, la liste des électeurs du ressort de chaque tribunal sera dressée pour chaque commune par le maire, assisté de deux conseillers municipaux désignés par le conseil, dans la première quinzaine du mois de septembre ; elle comprendra tous les électeurs qui rempliront, au 1er septembre, les conditions exigées par les articles précédents (3).

4. Le maire enverra la liste ainsi

---

pour la patente et le ressort une même durée de cinq ans. C'est cette rédaction qui a été définitivement adoptée.

La loi accorde le droit de vote à certaines personnes qui, sans être à proprement parler des commerçants, n'en sont pas moins mêlées très activement aux affaires et parfaitement qualifiées pour être électeurs. Ce droit avait déjà été consacré pour la plupart par les lois de 1848 et de 1871. La section de législation du conseil d'Etat avait cru devoir écarter les agents de change, admis par la loi de 1871, ainsi que les courtiers, en se fondant sur ce que la loi interdit à ces personnes tout acte de commerce et qu'il importe de conserver à cette interdiction toute sa force et d'éviter tout ce qui pourrait leur donner le caractère de commerçants. Mais cette conclusion n'a pas été admise par la commission de la Chambre.

Les mots « ou associés en nom collectif » ont été ajoutés par la commission du Sénat, afin de maintenir à ces commerçants le droit de vote, alors même qu'ils sont affranchis des droits de patente en vertu de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1880.

(1) Ce paragraphe a été ajouté par la commission du Sénat.

(2) Cet article contient l'énumération de tous les faits délictueux qui entraînent l'incapacité électorale des commerçants. Le projet de loi élaboré par le conseil d'Etat édictait plusieurs autres cas d'exclusion, qui n'ont pas été admis par la commission de la Chambre. (Voy. le rapport de M. Boysset.)

(3) D'après la proposition de M. Boysset, la liste devait être dressée par le maire seul. Dans le projet élaboré par le conseil d'Etat, ce soin était confié, par analogie aux règles édictées par la loi du 7 juillet 1874, sur les élections municipales, à une commission composée du maire, d'un membre du conseil municipal délégué par le conseil et d'un commerçant désigné par le même conseil, ou par le tribunal de commerce dans les villes où il en existe un. Ce système n'avait pas été admis par la Chambre des députés, qui, conformément aux propositions de la commission, avait reconnu au maire le droit d'agir seul en cette matière. Mais la commission du Sénat a pensé, avec raison, que l'adjonction de deux conseillers municipaux désignés par le conseil était de nature à donner de nouvelles garanties pour la confection régulière de la liste électorale.

préparée au préfet ou au sous-préfet, qui fera déposer la liste générale au greffe du tribunal de commerce et la liste spéciale de chacun des cantons du ressort au greffe de chacune des justices de paix correspondantes : l'un et l'autre dépôt devant être effectués trente jours au moins avant l'élection. L'accomplissement de ces formalités sera annoncé, dans le même délai, par affiches apposées à la porte de la mairie de chaque commune du ressort du tribunal. Ces listes électorales seront communiquées sans frais à toute réquisition (1).

5. Pendant les quinze jours qui suivront le dépôt des listes, tout commerçant patenté du ressort, et en général tout ayant droit compris dans l'art. 1er pourra exercer ses réclamations, soit qu'il se plaigne d'avoir été indûment omis, soit qu'il demande la radiation d'un citoyen indûment inscrit. Ces réclamations seront portées devant le juge de paix du canton, par simple déclaration au greffe de la justice de paix du domicile de l'électeur dont la qualité sera mise en question. Cette déclaration se fera sans frais et il en sera donné récépissé.

Le juge de paix statuera sans opposition ni appel dans les dix jours, sans frais ni forme de procédure, et sur simple avertissement donné par les soins du juge de paix lui-même à toutes les parties intéressées.

La sentence sera, le jour même, transmise au maire de la commune de l'intéressé, lequel en fera audit intéressé la notification dans les vingt-quatre heures de la réception.

Toutefois, si la demande portée devant le juge de paix implique la solution préjudicielle d'une question d'état, il renverra préalablement les parties à se pourvoir devant les juges compétents, et fixera un bref délai dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra justifier de ses diligences. Il sera procédé, en ce cas, conformément aux art. 855, 857 et 858 du Code de procédure.

Les actes judiciaires auxquels l'instance devant le juge de paix donnera lieu ne seront pas soumis au timbre et seront enregistrés gratis (2).

6. La décision du juge de paix pourra être déférée à la cour de cassation dans tous les cas par ceux qui y auront été parties, et, en outre, dans le cas où le jugement ordonnerait l'inscription, sur la liste, d'une personne qui n'y figurait pas, par tout électeur inscrit sur la liste électorale.

Le pourvoi ne sera recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il ne sera pas suspensif. Il sera formé par simple requête, dénoncé aux défendeurs dans les dix jours qui suivront, et jugé d'urgence, sans frais ni consignation d'amende. L'intermédiaire d'un avocat à la cour de cassation ne sera pas obligatoire.

Les pièces et mémoires fournis par les parties seront transmis sans frais par le greffier de la justice de paix au greffier de la cour de cassation.

La chambre civile de la cour de cassation statuera définitivement sur le pourvoi.

7. La liste rectifiée, s'il y a lieu, par suite de décisions judiciaires sera close définitivement dix jours avant l'élection. Cette liste servira pour toutes les élections de l'année.

8. Sont éligibles aux fonctions de président, de juge et de juge sup-

---

(1-2) La procédure relative à la formation et à la publication de la liste électorale est une des parties de la loi de 1848 qui ont donné lieu aux plus grandes difficultés d'application. Elle était à la fois très compliquée et très coûteuse, en ce qu'elle exigeait : 1° que la liste générale fût affichée dans toutes les communes du ressort, et 2° que les réclamations fussent portées devant le tribunal civil. — Le projet présenté en 1871 par M. Dufaure corrigeait heureusement ces inconvénients, en décidant, d'une part, que la liste électorale serait simplement déposée au greffe du tribunal de commerce, et, d'autre part, que les réclamations seraient jugées par le juge de paix. — Ce système, reproduit et complété dans la proposition de M. Boysset, est consacré par la nouvelle loi.

La substitution de la juridiction de la justice de paix à celle des tribunaux est pleinement justifiée par la nécessité de juger vite et d'épargner aux commerçants les frais et les pertes de temps.

(Voy. ci-après la circulaire du ministre de la justice.)

pléant tous les électeurs inscrits sur la liste électorale, âgés de trente ans, et les anciens commerçants français ayant exercé leur profession pendant cinq ans au moins dans l'arrondissement et y résidant.

Toutefois nul ne pourra être élu président s'il n'a exercé pendant deux ans les fonctions de juge titulaire, et nul ne pourra être nommé juge s'il n'a été juge suppléant pendant un an (1).

9. Le vote aura lieu par canton à la mairie du chef-lieu. Dans les villes divisées en plusieurs cantons, le maire désignera, pour chaque canton, le local où s'effectueront les opérations électorales et déléguera, pour y présider, l'un de ses adjoints ou l'un des conseillers municipaux.

L'assemblée électorale sera convoquée par le préfet du département dans la première quinzaine de décembre au plus tard. Elle sera présidée par le maire ou son délégué, assisté de quatre électeurs, qui seront les deux plus âgés et les deux plus jeunes des membres présents. Le bureau ainsi composé nomme un secrétaire pris dans l'assemblée. Il statue sur toutes les questions qui peuvent s'élever dans le cours de l'élection.

Cette assemblée pourra être divisée en plusieurs sections par arrêté du préfet, sur l'avis conforme du conseil général, dans les localités où cette division sera jugée nécessaire.

Le préfet pourra, par arrêté pris sur l'avis conforme du conseil général, convoquer les électeurs de deux cantons au chef-lieu de l'un de ces cantons en une seule assemblée électorale, qui sera présidée par le maire de ce chef-lieu (2).

10. Le président sera élu au scrutin individuel (3).

Les juges titulaires et les juges

---

(1) Tous les électeurs sont éligibles s'ils sont âgés de trente ans; cette condition d'âge se retrouve dans toutes les lois sur la matière depuis 1790. — Sont également éligibles, bien qu'ils ne soient pas électeurs, les anciens commerçants retirés du commerce et non livrés actuellement à d'autres professions. Comme le dit M. Chauffour, dans son rapport, c'est un moyen excellent de faciliter le recrutement, toujours difficile, des juges de commerce, les anciens commerçants joignant aux loisirs nécessaires l'expérience acquise dans un exercice prolongé du commerce.

D'après le texte voté par la Chambre, deux ans de suppléance étaient nécessaires pour pouvoir être élu juge titulaire. La commission du Sénat a réduit ce délai à un an, dans le but de faciliter le recrutement.

(2) « Cet article établit le vote au canton: c'est la conséquence nécessaire de l'admission de tous les patentés à l'électorat. Si, en effet, on les obligeait à venir voter au chef-lieu du ressort, on leur retirerait en fait le droit qu'on leur accorde en apparence. La plupart reculeraient devant un déplacement pénible et onéreux, et il en résulterait une abstention fâcheuse. On objecte que, dans certains cantons, il sera quelquefois difficile de constituer le bureau; cet inconvénient se présentera rarement et ne peut contrebalancer les avantages de la mesure proposée qui, rapprochant des urnes les électeurs, leur facilitera l'exercice de leur droit. Pour y remédier cependant, nous donnons la faculté au préfet, sur l'avis conforme du conseil général, de réunir deux cantons en une seule assemblée électorale, qui se tiendrait au chef-lieu de l'un des deux, sous la présidence du maire de ce chef-lieu. » Rapport de M. Le Bastard, au Sénat.

(3) La nomination du président continuera à être faite, comme précédemment, par l'ensemble des électeurs. — C'est dans ce sens qu'était conçue la proposition soumise à la Chambre par M. Boysset. C'est également dans ce sens que s'était prononcée d'abord la commission, chargée d'examiner cette proposition, en écartant un amendement de M. Gatineau tendant à faire nommer le président par les juges composant le tribunal. Mais elle s'est ralliée ensuite à ce dernier système, qui était également celui du projet du gouvernement, et la Chambre l'avait sanctionné à son tour malgré l'opposition de M. *Choron*.

La commission du Sénat n'a pas cru devoir l'admettre. « C'est à l'unanimité, disait M. Le Bastard dans son rapport, que la commission a maintenu l'élection directe du président par les électeurs, et en cela elle est d'accord avec l'immense majorité des déposants à l'enquête. Sur ce point les tribunaux et les chambres de commerce insistent, pour ainsi dire à l'unanimité, avec la plus grande énergie, et l'avis des membres qui les composent doit assurément prévaloir; car personne ne peut apprécier comme eux les inconvénients pratiques de la nomination du président par les membres du tribunal. — La nomination directe par les électeurs a toujours été pratiquée, sans

suppléants seront nommés au scrutin de liste, mais par des bulletins distincts déposés dans des boîtes séparées.

Ces élections auront lieu simultanément (1).

Aucune élection ne sera valable au premier tour de scrutin si les candidats n'ont pas obtenu la majorité des suffrages exprimés, et si cette majorité n'est pas égale au quart des électeurs inscrits.

Si la nomination n'a pas été obtenue au premier tour, un scrutin de ballottage aura lieu quinze jours après, et la majorité relative suffira, quel que soit le nombre des suffrages.

La durée de chaque scrutin sera de six heures; il s'ouvrira à dix heures du matin et sera fermé à quatre heures du soir.

11. Le président de chaque assemblée proclame le résultat de l'élection et transmet immédiatement au préfet le procès-verbal des opérations électorales.

Dans les vingt-quatre heures de la réception des procès-verbaux, le résultat général de l'élection de chaque ressort est constaté par une commission siégeant à la préfecture et composée ainsi qu'il suit: le préfet, président; le conseiller général du chef-lieu du département, et, dans le cas où le chef-lieu est divisé en plusieurs cantons, le plus âgé des conseillers généraux du chef-lieu; en cas d'absence ou d'empêchement des conseillers généraux, le conseiller d'arrondissement ou le plus âgé des conseillers d'arrondissement du chef-lieu; le maire du chef-lieu du département ou l'un de ses adjoints en cas d'empêchement ou d'absence.

Dans les trois jours qui suivront les constatations des résultats électoraux par la commission ainsi composée, le préfet transmettra au procureur général près la cour d'appel une copie certifiée du procès-verbal de l'ensemble des constatations et une autre copie, également certifiée, à chacun des greffiers des tribunaux de commerce du département.

Le préfet transmettra également le résultat des opérations électorales à tous les maires des chefs-lieux de canton, qui devront les faire afficher à la porte de la maison commune.

Dans les cinq jours de l'élection, tout électeur aura le droit d'élever des réclamations sur la régularité et la sincérité de l'élection. Dans les cinq jours de la réception du procès-verbal, le procureur général aura le même droit.

Ces réclamations seront communiquées aux citoyens dont l'élection serait attaquée et qui auront le droit d'intervenir dans les cinq jours de la communication. Elles seront jugées sommairement et sans frais dans la quinzaine par la cour d'appel dans le ressort de laquelle l'élection a eu lieu. L'opposition ne sera pas admise contre l'arrêt rendu par défaut et qui devra être signifié.

Le pourvoi en cassation contre l'arrêt ne sera recevable que s'il est formé dans les dix jours de la signification. Il aura un effet suspensif et sera instruit suivant les formes indiquées à l'art. 7.

12. La nullité partielle ou absolue de l'élection ne pourra être prononcée que dans les cas suivants:

1° Si l'élection n'a pas été faite selon les formes prescrites par la loi;

2° Si le scrutin n'a pas été libre, ou s'il a été vicié par des manœuvres frauduleuses;

3° S'il y a incapacité légale dans

---

qu'on ait jamais eu le moindre inconvénient à signaler; pourquoi modifier un système qui a fait ses preuves? Il ne s'agit pas ici, comme pour l'extension du suffrage, de réparer une injustice et de restituer leurs droits à des citoyens qui en étaient privés. L'innovation a été introduite dans la loi au dernier moment et sans discussion approfondie; elle ne nous a pas paru appuyée par des arguments sérieux... »

(1) Ainsi que le fait remarquer le rapporteur au Sénat, la simultanéité des élections n'est pas sans inconvénients: elle empêche l'électeur de désigner comme juge celui qui aura échoué pour la présidence, ou comme juge suppléant celui qui aura échoué pour les fonctions de juge titulaire; mais il importe de prévenir, par cette simultanéité, un danger bien autrement grave, celui de l'abstention qui résulterait certainement de la gêne qu'on imposerait à l'électeur en l'obligeant à se déplacer à trois reprises pour des scrutins successifs.

la personne de l'un ou de plusieurs des élus.

Sont applicables aux élections faites en vertu du présent article les dispositions des art. 98, 99, 100, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123 de la loi du 15 mars 1849.

13. L'art. 623 du Code de commerce est maintenu ; toutefois le président, quel que soit au moment de son élection le nombre de ses années de judicature comme juge titulaire, devra toujours être élu pour deux années, à l'expiration desquelles il pourra être réélu pour une seconde période de même durée (1).

14. Dans la quinzaine de la réception du procès-verbal, s'il n'y a pas de réclamations, ou dans la huitaine de l'arrêt statuant sur les réclamations, le procureur général invite les élus à se présenter à l'audience de la cour d'appel, qui procède publiquement à leur réception et en dresse procès-

---

(1) Aux termes de l'art. 623 du Code de commerce, les membres des tribunaux de commerce, élus pour deux ans, peuvent être réélus une seconde fois pour la même durée : mais ils ne sont plus rééligibles de nouveau qu'après une année d'intervalle. Cette règle a été constamment pratiquée, et elle a été consacrée en dernier lieu par la loi de 1871. Le projet voté par la Chambre des députés, sur la proposition de sa commission, portait, au contraire, que les présidents, juges titulaires et juges suppléants seraient à l'avenir indéfiniment rééligibles. « Ce qui nous a frappés, disait à ce sujet le rapporteur, M. Boysset, c'est que, même dans les villes de 20 à 30,000 habitants et dans les arrondissements commercialement populeux, à plus forte raison dans les villes et dans les arrondissements inférieurs, le choix des juges est limité. Les conditions nécessaires pour constituer un bon juge de commerce et surtout un président ne sont remplies que par un petit nombre de négociants ; et sauf l'intervalle légalement prescrit d'une année, après les quatre années d'exercice, les mêmes juges et surtout le même président reparaissent toujours. — Durant l'intervalle il arrive souvent que le tribunal est en souffrance et que les intérêts des justiciables sont compromis... »

La commission du Sénat a pensé au contraire, d'accord avec une imposante majorité des déposants dans l'enquête, qu'il y avait lieu de maintenir la règle appliquée jusqu'ici. « La raison donnée pour cette innovation est que le recrutement souvent difficile des tribunaux est entravé par l'inéligibilité temporaire de leurs membres ; nous croyons, au contraire, que cette inéligibilité contribue à créer pour la composition des tribunaux un personnel suffisant, en obligeant à produire de temps en temps des membres nouveaux. Grâce à l'organisation actuelle, les juges suppléants arrivent promptement au titulariat, et cet honneur qu'ils ont en perspective est pour eux un puissant stimulant dans l'exercice de fonctions laborieuses et non rétribuées ; il devient une récompense très ambitionnée du zèle et du dévouement qu'ils ont montrés pendant leur stage. Avec la rééligibilité indéfinie, ils resteront pendant de longues années dans la suppléance ; les candidats, déjà rares pour ces fonctions, deviendront introuvables. — Il est fâcheux, sans doute, de priver les tribunaux des lumières et de l'expérience des juges qui ont fait leurs preuves et acquis par la pratique les connaissances nécessaires à un bon magistrat ; mais il serait plus fâcheux encore de voir se perpétuer dans leurs fonctions des juges incapables qu'on hésiterait à remplacer par crainte de leur infliger une cruelle humiliation, alors que, malgré leur insuffisance reconnue, ils n'ont cessé de mériter l'estime générale par leur honnêteté et leur droiture. La loi actuelle permet de les écarter sans qu'il se produise de regrettables froissements ; il est probable que, sans cette disposition, ils seraient souvent maintenus au grand préjudice des justiciables. — Nous vous proposons donc de conserver un état de choses qui produit de bons résultats, et dont, par conséquent, la suppression serait imprudente. — Toutefois, nous sommes d'avis de décider que le président, quel que soit au moment de son élection le nombre de ses années de judicature comme juge titulaire, pourra toujours être élu pour deux années à l'expiration desquelles il pourra être réélu pour une seconde période de même durée. Cette mesure facilitera la composition des tribunaux ; elle a pour but de ne pas écarter un président au bout d'une ou deux années, au moment même où, par l'expérience acquise, il peut rendre le plus de services. C'est le cas qui se présente aujourd'hui, lorsqu'il est élu par suite de décès ou démission du président titulaire pour le temps pendant lequel devaient durer les pouvoirs de celui-ci ; ou bien lorsqu'au moment de son élection il a déjà exercé comme juge pendant un certain temps. En lui assurant toujours quatre années d'exercice, on ne se mettra pas en contradiction avec le principe de l'inéligibilité temporaire qui sera appliqué à l'expiration de ce délai : il s'agit du reste pour lui d'une situation nouvelle. » (Rapport de M. Le Bastard.)

verbal consigné dans ses registres.

Si la cour ne siège pas dans l'arrondissement où le tribunal de commerce est établi, et si les élus le demandent, elle peut commettre, pour leur réception, le tribunal civil de l'arrondissement, qui y procédera en séance publique, à la diligence du procureur de la République.

Le procès-verbal de cette séance est transmis à la cour d'appel, qui en ordonne l'insertion dans ses registres. Le jour de l'installation publique du tribunal de commerce, il est donné lecture du procès-verbal de réception.

15. Le rang à prendre dans le tableau des juges et des suppléants sera fixé par l'ancienneté, c'est-à-dire par le nombre des années de judicature avec ou sans interruption, et, entre les juges élus pour la première fois et par le même scrutin, par le nombre de voix que chacun d'eux aura obtenu dans l'élection, et en cas d'égalité de suffrages la priorité appartiendra au plus âgé.

Les jugements seront rendus par trois juges au moins; un juge titulaire fera nécessairement partie du tribunal, à peine de nullité.

16. Lorsque, par suite de récusation ou d'empêchement, il ne restera pas un nombre suffisant de juges ou de suppléants, le président du tribunal tirera au sort, en séance publique, les noms des juges complémentaires pris dans une liste dressée annuellement par le tribunal.

Cette liste, où ne seront portés que des éligibles ayant leur résidence dans la ville, ou, en cas d'insuffisance, des électeurs ayant légalement leur résidence dans la ville où siège le tribunal, sera de cinquante noms pour Paris, de vingt-cinq noms pour les tribunaux de neuf membres, et de quinze noms pour les autres tribunaux.

Les juges complémentaires seront appelés dans l'ordre fixé par un tirage au sort, fait en séance publique, par le président du tribunal, entre tous les noms de la liste.

17. Dans les villes de Paris et de Lyon, il y aura autant de collèges électoraux qu'il y a d'arrondissements.

Le vote aura lieu dans chaque mairie d'arrondissement, sur les listes électorales dressées conformément aux dispositions de la présente loi.

Dans les circonscriptions suburbaines comprises dans les départements de la Seine et du Rhône, les élections auront lieu au chef-lieu de canton, conformément aux règles précédemment établies.

18. Il sera procédé à une élection générale dans les formes et délais prescrits par la présente loi.

A cette première élection, le président, la moitié des juges et des suppléants, dont le tribunal sera composé, seront nommés pour deux ans; — la seconde moitié des juges et des suppléants sera nommée pour un an; — aux élections postérieures, toutes les nominations seront faites pour deux ans; le tout conformément aux dispositions de l'art. 622 du Code de commerce.

Les présidents et juges en exercice au moment où aura lieu cette élection seront éligibles, sans qu'il soit tenu compte des années de judicature pendant lesquelles ils ont exercé leurs fonctions.

19. Les pouvoirs des juges actuels sont maintenus jusqu'à l'installation de ceux qui doivent les remplacer.

20. Il sera statué par une loi spéciale sur le mode d'élection des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures (1).

21. Toutes dispositions antérieures qui seraient contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

---

(1) La Chambre des députés avait voté, conformément aux propositions de sa commission, une disposition portant que les règles établies par la nouvelle loi, en matière d'élections consulaires, seraient applicables aux élections des chambres de commerce et à celles des chambres consultatives des arts et manufactures.

Le projet présenté par la commission du Sénat consacrait également cette assimilation.

Au cours de la première délibération, M. *Dauphinot* a présenté un amendement ainsi conçu : « Les membres des chambres de commerce seront élus par tous les commerçants patentés, qui se trouvent chaque

année désignés par la loi comme devant contribuer à l'entretien et aux dépenses des bourses et des chambres de commerce et qui paient l'impôt établi à cet effet proportionnellement à l'imposition de leur patente. — Sont également électeurs les associés en nom collectif des patentés désignés. — Les membres des chambres consultatives des arts et manufactures seront élus par le même corps électoral. — Les chambres de commerce et les chambres consultatives continueront à élire leur bureau comme par le passé. — Les incapacités prévues pour l'élection des membres des chambres de commerce sont applicables à l'élection des membres des chambres de commerce. » — M. *Dauphinot* a développé les motifs de sa proposition, que M. *Le Bastard*, rapporteur, a combattue au nom de la commission. M. *Ancel* a également pris la parole en faveur de l'amendement, qui a été adopté par 141 voix contre 119.

Lors de la seconde lecture, la commission a proposé de renvoyer à une loi spéciale l'organisation du mode d'élection des chambres de commerce et des chambres consultatives. Après avoir entendu MM. *Le Bastard*, rapporteur, *Dauphinot*, *Dietz-Monin*, *Hérisson*, ministre du commerce, et *Tolain*, le Sénat s'est prononcé pour l'ajournement à la majorité de 156 voix sur 275 votants.

M. le ministre de la justice a adressé, le 13 janvier 1884, à MM. les procureurs généraux et les préfets, la circulaire suivante sur l'application de la nouvelle loi :

Monsieur le procureur général,
Monsieur le préfet,

La loi du 8 décembre 1883, promulguée au *Journal officiel* du 10 du même mois, donne satisfaction à des vœux depuis longtemps exprimés ; elle consacre, pour l'élection des juges consulaires, le droit de suffrage direct de tous les patentés. La loi de 1871 avait réalisé un progrès certain sur la législation en vigueur sous l'empire, en confiant à une commission spéciale, présentant de sérieuses garanties d'impartialité, la désignation des électeurs ; cependant la division des commerçants en deux classes et l'exclusion de ceux qui n'étaient pas choisis comme notables avaient soulevé de constantes réclamations. Un tel régime n'était pas d'ailleurs en harmonie avec nos institutions démocratiques.

En organisant le suffrage universel pour les élections commerciales, sous des conditions de résidence et d'exercice professionnel égales pour tous, la loi nouvelle appelle à jouir du droit électoral spécial toute une catégorie de citoyens ; mais elle leur impose en même temps, pour l'exercice de ce droit, une condition sévère, en exigeant qu'ils justifient de cinq ans de patente et de cinq ans de résidence dans la circonscription du tribunal. La loi antérieure, moins rigoureuse, exigeait des élus seuls cinq années de patente et le domicile actuel. Le législateur de 1883 a pensé que des relations commerciales prolongées entre les électeurs et ceux sur lesquels se porteront leurs suffrages étaient les garanties les plus sûres d'un choix sérieux et éclairé.

Je vous signale particulièrement cette disposition de l'art. 1er, qui, au moment de la confection des listes, rend nécessaire une exacte vérification de la situation de chaque commerçant. Il ne vous échappera pas que les commerçants participeront seuls aux élections, et que, de même, en vertu de l'article 8, les juges consulaires ne pourront être choisis dans des catégories de patentés qui n'exerceraient pas ou n'auraient pas exercé réellement le commerce. L'impôt des patentes est en effet payé par un certain nombre de citoyens non commerçants ; il importait donc que la loi nouvelle précisât ; ces patentés ne pourront ni élire les juges des tribunaux de commerce, ni faire partie eux-mêmes de ces juridictions.

Il n'est fait à la règle générale que des exceptions limitativement énumérées, en faveur des associés en nom collectif, des capitaines de navires, des directeurs de compagnies anonymes, des agents de change, des courtiers, des membres anciens et en exercice des tribunaux de commerce, des chambres de commerce, des arts et manufactures, des présidents anciens et en exercice des conseils de prud'hommes. Cette énumération résout toutes les difficultés auxquelles la loi précédente avait donné naissance. La nature même des occupations professionnelles, ou les fonctions remplies, expliquent les adjonctions prévues à la liste des commerçants. Cette liste, en dehors des catégories ci-dessus mentionnées, ne comprendra aucun autre patenté que ceux qui, conformément à l'art. 1er du Code de commerce, font des actes de commerce leur profession habituelle.

Les conditions imposées par l'art. 1er aux commerçants ne seront pas exigées des anciens membres des tribunaux, chambres de commerce et consultatives, ainsi que des conseils de prud'hommes. Ces électeurs continueront à être portés sur la liste électorale, alors qu'ils auraient cessé de résider dans le ressort du tribunal. Cette solution avait été adoptée sous l'empire de l'article 617 ; les termes de la disposition nouvelle ne présentent aucune différence avec ceux de cet article, et doivent recevoir la même interprétation.

Les frais nécessités pour la confection des listes incombent aux départements, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1871, art. 60, §§ 3 et 4. L'administra-

tion des contributions directes pourra, sans doute, mettre les matrices des rôles des patentes à la disposition des commissions municipales et leur fournir des renseignements, mais elle ne peut être tenue de dresser elle-même la liste des patentés.

La pensée d'accroître l'autorité des juridictions commerciales a également inspiré l'art. 2. Cet article énumère les cas d'incapacité, cas plus nombreux que ceux qui étaient prévus par la législation antérieure. Les recherches nécessaires seront facilitées par l'organisation du casier spécial qui a été établi dans les sous-préfectures pour la vérification de la capacité électorale ordinaire.

C'est d'après ces prescriptions que la liste devra être dressée par le maire, assisté de deux conseillers, spécialement désignés. Les conseils municipaux doivent être mis en mesure de choisir les membres de la commission chargés de la préparer. Il importe, en effet, de ne pas retarder l'application de la loi.

Les art. 4, 5 et 6 de la loi prescrivent les formalités diverses qui ont pour but d'assurer aux listes dressées toute la publicité désirable et de procurer une solution rapide aux recours formés contre les inscriptions ou les omissions. C'est par un simple dépôt au greffe que les intéressés auront connaissance de la liste. La loi n'exige pas l'affichage, comme le fait l'art. 619 *in fine*. Les dépôts doivent comprendre non seulement les rectifications annuelles, mais la liste entière pour le greffe du tribunal de commerce et toute la liste cantonale pour le greffe de la justice de paix.

La revision annuelle comprend nécessairement la radiation de tous ceux qui, inscrits précédemment, ne rentrent plus dans les conditions exigées par la loi pour exercer le droit électoral. Je crois devoir rappeler ici que, conformément aux instructions contenues dans la circulaire du 5 janvier 1872, le droit de provoquer la radiation appartient au ministère public.

La loi définit avec une précision qui ne se trouvait pas dans la loi antérieure les voies de recours ouvertes aux intéressés contre les omissions ou les inscriptions. Cette procédure présente une grande analogie avec celle prescrite pour les élections ordinaires.

La liste, une fois dressée et contrôlée, est annuelle ; elle ne peut être modifiée avant la revision prévue pour la première quinzaine de septembre. Cette année, la première liste dressée ne durera que quelques mois ; la revision de septembre doit avoir lieu en vertu de la prescription légale, malgré l'époque tardive à laquelle il sera procédé au premier établissement.

L'expérience de la loi de 1871 avait appris combien les commerçants obligés de se rendre, pour les élections, à la ville chef-lieu du tribunal, se désintéressaient du choix des juges. L'art. 9 consacre une innovation réclamée sous l'empire de l'ancienne législation : il décide que le vote aura lieu au chef-lieu de canton, et facilite ainsi à tous les commerçants l'exercice de leur droit électoral. La même disposition s'applique dans les villes de Paris et de Lyon, qui sont divisées en arrondissements (art. 17). Les arrondissements de Paris et de Lyon forment ainsi des sections, pour lesquelles il est dressé une liste spéciale ; mais l'élection de tous les magistrats n'en est pas moins faite au scrutin de liste, dans chaque section indistinctement, et sans qu'il y ait à répartir les membres à élire.

La loi n'en fait pas une obligation rigoureuse, mais il est bon que les élections soient, en général, fixées au dimanche. L'usage suivi, sous ce rapport, est d'accord avec les convenances de la plupart des électeurs.

L'art. 10 autorise le vote simultané dans des urnes distinctes. La jurisprudence avait hésité sur ce point ; le scrutin simultané évite aux électeurs l'embarras des votes successifs, pour le président, les juges titulaires et les juges suppléants, qui, dans le cas où il y a ballottage, entraînent des pertes de temps multipliées. Les présidents des assemblées électorales devront apporter toute leur vigilance, afin qu'aucune confusion ne résulte de la présence de plusieurs urnes.

Les ballottages doivent avoir lieu quinze jours après le scrutin principal. On a parfois pensé qu'il y avait là un délai minimum qui ne devait pas être diminué, mais pouvait être dépassé. En présence des termes précis de la loi nouvelle, il sera préférable de ne pas modifier ce délai.

Au second tour de scrutin, un candidat peut être élu à la majorité relative, bien qu'il ne se soit pas présenté lors du premier tour. En cas d'égalité de suffrages, le candidat le plus âgé est alors proclamé. Dans tous les cas, l'élu doit réunir la majorité absolue ou relative ; la démission ou l'incapacité de celui qui a obtenu un nombre de voix plus considérable, ou qui est nommé par le bénéfice de l'âge, n'autorise pas la proclamation du candidat qui a obtenu, après lui, le plus grand nombre de voix, ou du candidat plus jeune qui en a obtenu un nombre égal.

Lorsqu'un membre du tribunal a été nommé à une fonction différente, président ou juge, s'il remplissait auparavant celle de juge ou suppléant, son remplacement ne peut faire l'objet d'un vote immédiat. Les électeurs ne peuvent être convoqués à cet effet que dix jours après l'élection, délai accordé pour provoquer la nullité des opérations. Cette convocation nouvelle doit précéder de quinze jours la réunion électorale. Le préfet ne pourrait, dans le premier ar-

rêté de convocation, indiquer la possibilité de ce remplacement et fixer éventuellement la réunion.

La constatation des résultats électoraux par la commission préfectorale, la transmission de ces résultats au procureur général et aux greffiers des tribunaux de commerce, les délais dans lesquels les réclamations doivent être formées et jugées, les cas de nullité des élections sont réglés et prévus par les art. 11 et 12.

D'après l'art. 11, les réclamations contre les élections consulaires sont soumises aux tribunaux ordinaires, ainsi que le décidait déjà l'art. 621. Les formes du pourvoi en cassation ont été réglées par le même article.

Plusieurs dispositions de la loi de 1849 sont déclarées applicables aux élections commerciales. Ces dispositions concernent les pénalités auxquelles s'exposent ceux qui se sont fait inscrire ou exercent le droit électoral sans droit, ainsi que ceux qui commettent des délits contre la liberté et la sincérité des élections.

Le maintien de l'art. 623 du Code de commerce (art. 13) a pour effet de conserver pour les magistrats consulaires les mêmes conditions de renouvellement. De son côté, l'art. 8, qui a trait également aux questions d'éligibilité, rappelle, en le précisant, l'ancien art. 620; il porte que nul ne peut être président s'il n'a été deux ans juge, et juge s'il n'a été un an juge suppléant. Toutefois le dernier paragraphe de l'art. 13, relatif à l'élection des présidents, consacre une solution différente de celle adoptée sous la législation antérieure. Désormais, quel que soit le nombre des années de judicature précédentes, le président pourra toujours être élu et réélu pour deux périodes consécutives de deux années.

Pour les autres points, non expressément formulés, l'interprétation donnée aux articles 620 et 623 s'appliquera aux nouveaux art. 8 et 13. — Ne peut être nommé président le magistrat nommé pour la première fois aux fonctions de juge, qui siège encore en vertu de ce premier mandat (1). — Alors même que le magistrat qui a siégé quatre années a continué à exercer ses fonctions par suite de l'annulation des élections antérieures, il peut être renommé un an après le moment où ses fonctions devaient régulièrement prendre fin (2). — L'art. 623 ne s'applique pas aux juges suppléants. Ceux-ci pourront donc être renommés juges suppléants, ou nommés juges, quel que soit le temps pendant lequel ils auront exercé leurs fonctions (3).

Pas plus que les articles du Code de commerce, la loi nouvelle ne prévoit les incompatibilités. Toutefois, il faut continuer à appliquer les dispositions du décret du 20 avril 1810, qui interdisent aux parents et alliés de faire partie du même tribunal. En cas d'élection de deux parents ou alliés, c'est le dernier élu qui doit se retirer. S'il ne donne pas sa démission, le procureur général provoque l'annulation de son élection. Il y a également incompatibilité entre le greffier et un membre du tribunal. L'élection de celui-ci devra être annulée si le greffier ne donne immédiatement sa démission.

L'installation des tribunaux et la prestation de serment des magistrats aura lieu conformément aux règles adoptées antérieurement. L'obligation de prêter serment est imposée non seulement aux nouveaux élus, mais encore aux magistrats dont le mandat est renouvelé. C'est la prestation de serment qui investit les magistrats ; ils ne reçoivent aucune autre investiture. Il en résulte que le gouvernement n'a plus à accepter la démission des magistrats consulaires; leur remplacement les décharge seul de leurs fonctions ; il s'ensuit également que des dispenses, pour parenté ou alliance, ne peuvent leur être accordées et que l'honorariat ne peut leur être conféré.

Les questions de préséance sont réglées par l'art. 15. Ces questions ont une importance particulière, à raison des fonctions de la présidence exercées en cas d'absence par le premier juge. La nouvelle disposition tranche une question antérieurement agitée : l'interruption n'empêche plus de compter les années de judicature antérieures pour apprécier l'ancienneté des magistrats.

L'art. 16 concerne les juges complémentaires ; il ne fait que reproduire les termes de la loi de 1876. Les tribunaux de commerce procèdent eux-mêmes, et sans invitation de l'autorité administrative, à la désignation des juges complémentaires. Ces juges doivent prêter serment et siéger en robe.

Pour la première élection faite en vertu de la loi nouvelle, les nominations porteront sur l'ensemble du tribunal. Les conditions fixées par l'art. 8 n'en devront pas moins être observées pour les présidents et les juges, qui devront avoir été juges et juges suppléants. Mais il ne sera pas tenu compte de l'exercice antérieur des fonctions, en ce sens que ces magistrats peuvent être élus, alors même qu'ils auraient fait partie du tribunal, sans interruption, pendant les quatre années précédentes. Le tribunal sera divisé en deux sections, dont l'une sera nommée pour deux ans, et l'autre pour un an. La première comprendra ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix et les plus âgés, en cas d'égalité de suffrages.

(1) Cass. 8 mars 1881.
(2) Cass. 2 mai 1883.
(3) Cass. 8 mai 1877.

22 = 23 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin. (XII, B. DCCCXV, n. 13,841.)

Article unique. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 9,000,000 de francs, qui sera classé à la deuxième section (*Service colonial*), chap. 9 (*Service du Tonkin*). Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

22 = 23 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1884, un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin. (XII, B. DCCCXV, n. 13,842.)

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1884, un crédit supplémentaire de 20,000,000 de francs, qui sera classé à la deuxième section (*Service colonial*), chap. 15 (*Service du Tonkin*).

2. Ce crédit supplémentaire sera employé, jusqu'à concurrence de 5,100,000 francs, au remplacement des matières délivrées en 1883, ou qui seraient délivrées dans les six premiers mois de l'exercice 1884, par le service des constructions navales et de l'artillerie.

3. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1884.

---

21 = 22 JUILLET 1883. — Décret qui supprime les limites de volume et de dimension des colis postaux échangés entre la

---

Dans un tribunal composé de titulaires en nombre impair, le premier renouvellement comprendra la moitié du nombre total, diminué d'une unité, et le second ceux qui auront conservé leur mandat.

Je crois devoir appeler spécialement votre attention sur la teneur de l'art. 18. Cet article décide qu'il sera procédé à une élection générale, dans les formes et délais prescrits par les articles précédents. Or, la liste des électeurs doit être dressée (art. 3), pour chaque commune, dans la première quinzaine du mois de septembre. La liste générale rectifiée, après les décisions à intervenir sur les réclamations, doit être close dix jours avant la réunion de l'assemblée générale, convoquée dans la première quinzaine de décembre. Ces diverses opérations se trouvent ainsi circonscrites dans des délais précis et à des dates nettement déterminées. La loi nouvelle, bien qu'adoptée au moment même où il allait être procédé au renouvellement partiel des tribunaux de commerce, si la loi de 1871 n'avait été abrogée, n'a pas prescrit formellement qu'il fût immédiatement procédé à de nouvelles élections, sur les bases qu'elle venait d'établir ; mais il n'est pas douteux que ces élections doivent intervenir dans un délai aussi rapproché que possible, et qu'il doit y être procédé aussitôt que le permettra, après le premier établissement des listes et les recherches que ce travail nécessitera, l'accomplissement des délais de dépôt, d'examen et de recours. Ce mode de procéder aura, sans doute, l'inconvénient de restreindre la durée du mandat conféré aux premiers juges élus, d'imposer aux électeurs la nécessité de se rendre deux fois, à des délais rapprochés, au chef-lieu de canton, pour y déposer leurs votes, et d'entraîner une charge plus considérable pour les budgets départementaux, qui ont à supporter les dépenses des élections consulaires; mais la loi de 1883 ne peut rester toute une année sans application ; et si l'art. 19 a pris soin de déclarer que les pouvoirs des juges actuels seraient maintenus jusqu'à l'installation de ceux qui devront les remplacer, cette situation provisoire ne peut se prolonger. Vous voudrez donc bien activer, autant que faire se pourra, les formalités préparatoires, afin que les élections aient lieu dans chaque département dès que les listes seront closes.

Telles sont, monsieur le , les principales observations auxquelles m'a paru donner lieu la loi de 1883. Elle remplace les art. 618 et suivants du Code de commerce, à l'exception de l'art. 623. Plus développées et plus précises sur certains points, les dispositions nouvelles reproduisent, sur beaucoup d'autres, celles qui sont abrogées, et j'ai cru, pour cette raison, utile de rappeler ici les principales décisions qui avaient interprété ces dernières.

L'importance de cette loi est considérable par la réforme qu'elle introduit. Je compte tout spécialement sur votre vigilance pour assurer le fonctionnement régulier du nouveau mode de suffrage, et par suite le recrutement judicieux de la magistrature consulaire.

Recevez, monsieur le , l'assurance de ma considération distinguée.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, F. MARTIN-FEUILLÉE.

Corse, la France continentale, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg. (XII, B. DCCCXV, n. 13,843.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La suppression des limites de volume et de dimension sera étendue, à partir du 1er août prochain, aux colis postaux échangés entre les ports de la Corse visités par les paquebots-poste français, ainsi qu'aux colis expédiés de ces mêmes ports à destination de la France continentale, de la Belgique, de la Suisse et du Luxembourg, et réciproquement.

2. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

21 = 22 JUILLET 1883. — Décret concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie, la Grèce et la colonie britannique de Lagos. (XII, B. DCCCXV, n. 13,444.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Des cartes postales avec réponse payée, du prix de vingt centimes, pourront être expédiées, à partir du 1er août 1883, de France et d'Algérie à destination de la Grèce et de la colonie britannique de Lagos.

2. Les cartes postales avec réponse payée, à destination de la Grèce et de Lagos, et la partie *réponse* des cartes similaires provenant des mêmes pays, pourront être soumises à la formalité de la recommandation, moyennant paiement d'un droit fixe de 25 centimes; auquel cas, elles pourront, en outre, donner lieu à l'émission d'un avis de réception du prix de 10 centimes.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

7 JUILLET 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'établissement et l'entretien de bureaux et de lignes télégraphiques. (XII, B. DCCCXV, n. 13,845.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, sur les fonds du budget de l'exercice 1882, chap. 7 (*Matériel*), un crédit de 175,000 francs, en addition à ceux qui lui ont été alloués par la loi de finances du 29 juillet 1881, pour l'établissement et l'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

31 JUILLET 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'établissement et l'entretien de bureaux et de lignes télégraphiques. (XII, B. DCCCXV, n. 13,846.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, sur les fonds du budget de l'exercice 1882, chap. 7 (*Matériel*), un crédit de 210,000 francs, en addition à ceux qui lui ont été alloués par la loi de finances du 29 juillet 1881, pour l'établissement et l'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

22 = 24 AOUT 1883. — Décret concernant les colis postaux échangés entre la France continentale et la Corse. (XII, B. DCCCXV, n. 13,847.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. A partir du 1er septembre prochain, les colis postaux circulant à l'intérieur de la Corse, ainsi que ceux échangés entre la France continentale et la Corse, pourront être grevés de remboursements dont le montant ne devra pas dépasser 100 francs par colis.

2. La taxe à payer pour l'encaisse-

ment et la transmission de toute somme perçue à titre de remboursement sur les colis précités sera égale à celle fixée pour le transport et la livraison de ces colis, et conforme aux indications des tableaux annexés au présent décret. Cette taxe sera toujours acquittée au départ, en même temps que les frais de transport du colis postal.

3. Les destinataires des sommes payables en gare, au bureau ou à l'agence d'expédition des colis, seront avisés de l'encaissement desdites sommes et devront rembourser le port de la lettre d'avis. Toute somme portée à domicile par un service de factage ou de correspondance, et qui n'aura pu être remise au destinataire pour une cause quelconque, sera conservée à la gare ou à l'agence de départ, à la disposition de l'ayant droit. Si un second transport est demandé par celui-ci, la livraison aura lieu contre un nouveau droit de factage de 25 centimes.

4. La réexpédition sur une localité de la Corse ou de la France continentale des sommes perçues à titre de remboursement sur un colis postal donnera lieu au paiement préalable d'une nouvelle taxe de transport et d'un nouveau droit de timbre de 10 centimes, sans préjudice du remboursement des droits de factage et autres frais, s'il y a lieu.

5. Sont applicables aux remboursements encaissés sur les colis postaux dont il s'agit toutes les dispositions des décrets indiqués plus haut.

6. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

29 AOUT 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 à des travaux d'établissement et d'entretien des lignes télégraphiques. (XII, B. DCCCXV, n. 13,848.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Une somme de 55,000 fr., comprise dans le crédit de 262,681 fr. 36 centimes provenant de fonds de concours ouvert au chap. 7 (*Matériel*) de l'exercice 1881, en vertu du décret du 23 mai 1882, est et demeure annulée au titre de cet exercice.

2. Un crédit égal de 55,000 francs, applicable aux frais d'établissement et d'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques, est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, au titre de l'exercice 1883, chap. 7 (*Matériel*).

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours, lesquelles sont reportées de l'exercice 1881 à l'exercice 1883.

4. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, etc.

1er = 4 SEPTEMBRE 1883. — Décret concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées entre la France, l'Algérie, la Tunisie et la Bulgarie. (XII, B. DCCCXV, n. 13,849.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il pourra être expédié des lettres contenant des valeurs déclarées, avec garantie du montant de la déclaration, de la France, de l'Algérie et de la Tunisie à destination de la Bulgarie. Le maximum du montant de la déclaration sera de 10,000 fr. par lettre.

2. Les expéditeurs de lettres portant déclaration de valeurs devront acquitter, en plus de l'affranchissement et du droit fixe de recommandation applicables aux lettres recommandées de même nature et du même poids pour la Bulgarie, un droit proportionnel d'assurance de 25 centimes par cent francs ou fraction de cent francs.

3. Sont applicables aux lettres de valeurs déclarées à destination ou provenant de la Bulgarie les dispositions des art. 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du décret susvisé du 27 mars 1879.

4. Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1er octobre 1883.

5. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

5 SEPTEMBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire

sur l'exercice 1883. (XII, B. DCCCXV, n. 13,850.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 1,089,371 francs et applicable au chap. 18 (*Remboursements sur produits des postes et des télégraphes*).

2. Il sera pourvu à cette augmentation de crédit au moyen des ressources ordinaires du budget de l'exercice 1883.

3. Le présent décret sera soumis à la sanction des Chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion, conformément à l'art. 4 de la loi susvisée du 14 décembre 1879.

4. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

7 = 12 SEPTEMBRE 1883. — Décret concernant l'échange des lettres contenant des valeurs déclarées entre les colonies françaises et la Bulgarie. (XII, B. DCCCXV, n. 13,851.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il pourra être expédié des lettres contenant des valeurs déclarées, avec garantie du montant de la déclaration, des colonies françaises de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, du Sénégal, de la Cochinchine, de Pondichéry, de la Réunion et de la Nouvelle-Calédonie en Bulgarie. Le maximum du montant de la déclaration sera de 10,000 fr. par lettre.

2. Les expéditeurs de lettres portant déclaration de valeurs devront acquitter, en plus de l'affranchissement et du droit fixe de recommandation applicables aux lettres recommandées de même nature et du même poids pour la Bulgarie, un droit proportionnel d'assurance de 35 centimes par cent francs ou fraction de cent francs.

3. Sont applicables aux lettres de valeurs déclarées à destination ou provenant de la Bulgarie les dispositions des art. 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du décret susvisé du 27 mars 1879.

4. Les dispositions du présent décret seront applicables à partir du 1er octobre 1883.

5. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, etc.

---

18 = 19 SEPTEMBRE 1883. — Décret concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie, la République de Guatemala, le royaume d'Hawaï, le Groënland et les colonies britanniques des îles Bahamas, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie et Gambie. (XII, B. DCCCXV, n. 13,852.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Des cartes postales avec réponse payée, du prix de vingt centimes, pourront être expédiées, à partir du 1er octobre prochain, de France et d'Algérie à destination de la république de Guatemala, du royaume d'Hawaï, du Groënland et des colonies britanniques des îles Bahamas, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie et de Gambie.

2. Les cartes postales avec réponse payée, à destination de Guatemala, d'Hawaï, du Groënland et des colonies britanniques des Bahamas, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie et de Gambie, et la partie *réponse* des cartes similaires provenant des mêmes pays, pourront être soumises à la formalité de la recommandation, moyennant paiement d'un droit fixe de 25 centimes; auquel cas, elles pourront, en outre, donner lieu à l'émission d'un avis de réception du prix de dix centimes.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

2 OCTOBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Gironde, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882. (XII, B. DCCCXV, n. 13,853.)

---

5 OCTOBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la location du magasin central de l'habillement et du campement à Montpellier. (XII, B. DCCCXV, n. 13,854.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1883, chap. 12 (*Habillement*), un crédit de la somme de 1,000 francs, représentant le montant du versement effectué au trésor par le département de l'Hérault pour sa part contributive dans la dépense de location, pendant l'année 1883, d'un immeuble affecté à l'usage de magasin central de l'habillement et du campement dans la place de Montpellier.

2. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

5 OCTOBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Grenoble pour le déplacement du quartier de Bonne. (XII, B. DCCCXV, n. 13,855.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, chap. 20 *ter*, un crédit de la somme de 350,000 francs, représentant le montant du versement effectué par la ville de Grenoble pour le déplacement du quartier de Bonne.

2. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

5 OCTOBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour la location du magasin central de l'habillement et du campement à Toulouse. (XII, B. DCCCXV, n. 13,856.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1883, chap. 12 (*Habillement*), un crédit de la somme de 6,000 francs, représentant le montant du versement effectué au trésor par la ville de Toulouse pour concourir, avec les fonds de l'Etat, à la dépense de location d'un immeuble affecté à l'usage de magasin central de l'habillement et du campement dans cette place.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée en vertu de l'art. 1er du présent décret au moyen des fonds versés au trésor par la ville ci-dessus désignée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

9 OCTOBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret portant extension au polygone exceptionnel de la marine sur la rive droite de l'Adour. (XII, B. DCCCXV, n. 13,857.)

---

10 OCTOBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour dépenses publiques. (XII, B. DCCCXV, n. 13,858.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de 925 fr. 30 c., à rattacher au chap. 34 (*Instruction primaire*) du budget de l'exercice 1883.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au trésor public à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

13 OCTOBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui réaffecte au service du département de la guerre trois parcelles de terrain situées au nord du fort de Romainville. (XII, B. DCCCXV, n. 13,859.)

---

13 OCTOBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui affecte au service du département de la guerre un terrain dépendant de la forêt domaniale de Rouvray (Seine-Inférieure). (XII, B. DCCCXV, n. 13,860.)

---

15 = 16 OCTOBRE 1883. — Décret concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie et les colonies britanniques de la Guyane et de Tabago. (XII, B. DCCCXV, n. 13,861.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Des cartes postales avec réponse payée, du prix de vingt centimes, pourront être expédiées, à

partir du 1er novembre prochain, de France et d'Algérie à destination des colonies britanniques de la Guyane et de Tabago.

2. Les cartes postales avec réponse payée, à destination de la Guyane et de Tabago, et la partie *réponse* des cartes similaires provenant des mêmes pays, pourront être soumises à la formalité de la recommandation, moyennant paiement d'un droit fixe de 25 centimes, auquel cas, elles pourront, en outre, donner lieu à l'émission d'un avis de réception au prix de 10 centimes.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

18 OCTOBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui affecte au service du département de la Guerre divers immeubles provenant des fortifications déclassées de la place de Seyne (Basses-Alpes). (XII, B. DCCCXV, n. 13,863.)

Le Président de la République, etc., décrète ainsi qu'il suit :

Art. 1er. Une somme de 101,322 fr. 60 c., provenant de fonds de concours affectés au budget de l'exercice 1882 en vertu des décrets des 6 et 8 décembre 1882, savoir : chap. 6, 70,822 fr. 60 c.; chap. 24, 30,500 fr., total égal : 101,322 fr. 60 c., sera définitivement annulée au titre de l'exercice 1882 et ajoutée aux crédits de ce cadre qui seront déterminés par le décret du 25 janvier 1883, concernant les services du ministère des finances.

2. Un crédit égal de 101,322 fr. 60 c. sera ouvert au ministre des postes et des télégraphes sur l'exercice 1882 et applicable aux frais d'exploitation du service postal et télégraphique, savoir : chap. 2, Personnel de l'administration centrale, 60,500 fr.; chap. 4, personnel (départements), 70,822 fr. 60 c.; total égal, 101,322 fr. 60 c.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1er du présent décret au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours, dans lesquelles elles sont reportées de l'exercice 1882 à l'exercice 1883.

4. Le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, etc.

26 DÉCEMBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée sur 1882 sur les fonds provenant des soultes de rachat du réseau de l'Ouest en Algérie. (XII, B. DCCCXV, n. 13,864.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La somme de 200,905 fr. 97 c. restée disponible, à la clôture de l'exercice 1882, sur les crédits spéciaux ouverts au chap. 58 du budget du ministère des finances, est et demeure annulée au titre dudit exercice.

2. Cette somme de 200,905 fr. 97 c. est reportée au chap. 62 *bis* du même budget de l'exercice 1883 et viendra en augmentation des crédits ouverts à ce chapitre par le décret du 2 mars 1883.

3. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur ce chapitre au moyen des ressources versées au trésor à titre de fonds de concours provenant des soultes de rachat du réseau, et qui sont reportées de l'exercice 1882 à l'exercice 1883, jusqu'à concurrence de ladite somme de 200,905 fr. 97 centimes.

4. Le ministre des finances est chargé, etc.

5 AOÛT = 22 JANVIER 1884. — Décret qui reconnaît l'établissement d'utilité publique dit Asile des vieillards, fondé à Bordeaux. (XII, B. DCCCXXIV, n. 20,012.)

Art. 1er. Le service de l'interieur

3 DÉCEMBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret relatif aux dettes de la ville de Clermont-Ferrand. (XII, B. DCCCXXIV, n. 20,017.)

10 DECEMBRE 1883 = 22 JANVIER 1884. — Décret relatif à la caisse de retraite des prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Poitiers. (XII, B. DCCCXXIV, n. 20,018.)

23 OCTOBRE — 8 NOVEMBRE 1883. — Décret portant règlement sur le service dans les places de guerre et les villes de garnison. (XII, B. DCCCXV, n. 13,871.)

22 = 23 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui approuve une convention relative à la pose

d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haïphong. (XII, B. DCCCXVII, n. 13,872.)

Article unique. Est approuvée la convention annexée à la présente loi, passée, le 29 novembre 1883, entre le ministre de la marine et des colonies et l'*Eastern Extension Company*, pour la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haïphong, et pour l'entretien de ce câble pendant vingt ans. Cette convention sera enregistrée au droit fixe de 3 fr.

---

20 = 21 DÉCEMBRE 1883. — Décrets qui convoquent les collèges électoraux des arrondissements de Barbezieux, de la 1re circonscription de l'arrondissement de Dieppe, et de la circonscription de Sartène, à l'effet d'élire un député, (XII, B. DCCCXVII, n. 13,873 à 13,875.)

---

13 SEPTEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret portant organisation du service de l'intérieur à Mayotte. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,887.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de la marine et des colonies; vu le décret du 3 octobre 1882, portant suppression des ordonnateurs aux colonies; vu le décret du 20 novembre 1882, créant un chef du service de l'intérieur à Mayotte; vu le décret du 25 janvier 1883, concernant l'organisation du personnel des directions de l'intérieur aux colonies; vu le vote du conseil d'administration de Mayotte du 19 mai 1883, décrète :

Art. 1er. Le service de l'intérieur est constitué à Mayotte ainsi qu'il suit : 1° bureau du secrétariat et du personnel; 2° bureau du matériel et des finances.

2. Les attributions de ces bureaux sont ainsi réglées :

Bureau du secrétariat et du personnel. — Administration générale. — Centralisation du travail. — Préparation de la correspondance générale. — Affaires à présenter au conseil d'administration. — Légalisations, ordres et décisions. — Elections. — Personnel des divers services. — Police générale. — Cultes. — Instruction publique. — Assistance publique. — Colonisation. — Agriculture. — Commerce. — Industrie. — Contentieux. — Matricules et contrôles.

Bureau du matériel et des finances. — Liquidation, mandatement et ordonnancement des dépenses du personnel et du matériel des divers services de la colonie. — Administration de l'hôpital. — Magasins, chantiers et ateliers. — Adjudications. — Marchés. — Baux. — Commission de recettes du matériel et des vivres — Réception des travaux. — Inventaires du mobilier des hôtels et bureaux. — Récolement des bibliothèques. — Préparation des budgets et comptes du service local. — Contributions. — Etablissement des rôles d'impôts. — Enregistrement. — Curatelle aux successions et biens vacants. — Poste aux lettres. — Immigration. — Affermage et vente des terrains domaniaux. — Forêts. — Cadastre. — Navigation. — Francisation. — Rapports avec le trésor. — Recettes et dépenses faites pour d'autres colonies. — Mêmes attributions en ce qui concerne les services civils compris dans le budget de l'Etat.

3. La hiérarchie dans le personnel du service de l'intérieur est réglée ainsi qu'il suit : un chef du service; deux sous-chefs de bureau, dont un de première et un de deuxième classe; deux commis, dont un de première et un de deuxième classe; deux écrivains, dont un de première et un de deuxième classe. Conformément à l'art. 3, § 2, du décret du 25 janvier 1883, les modifications à apporter à ce cadre seront déterminées par arrêté ministériel.

4. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

13 SEPTEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret portant organisation du service de l'intérieur à Nossi-Bé. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,888.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de la marine et des colonies; vu le décret du 3 octobre 1882, portant suppression des ordonnateurs aux colonies; vu le décret du 20 novembre 1882, créant un chef du service de l'intérieur à Nossi-Bé; vu le décret du 25 janvier 1883, concernant l'organisation du person-

nel des directions de l'intérieur aux colonies; vu le vote du conseil d'administration de Nossi-Bé du 12 juin 1883, décrète :

Art. 1er. Le service de l'intérieur est constitué à Nossi-Bé ainsi qu'il suit : 1° bureau du secrétariat et du personnel; 2° bureau du matériel et des finances.

2. Les attributions de ces bureaux sont ainsi réglées :

Bureau du secrétariat et du personnel. — Administration générale. — Centralisation du travail. — Préparation de la correspondance générale. — Affaires à présenter au conseil d'administration. — Légalisations, ordres et décisions. — Elections. — Personnel des divers services. — Police générale. — Cultes. — Instruction publique. — Assistance publique. — Colonisation. — Agriculture. — Commerce. — Industrie. — Contentieux. — Matricules et contrôles.

Bureau du matériel et des finances. — Liquidation, mandatement et ordonnancement des dépenses du personnel et du matériel des divers services de la colonie. — Administration de l'hôpital. — Magasins. — Chantiers et ateliers. — Adjudications. — Marchés. — Baux. — Commission de recettes du matériel et des vivres. — Réception des travaux. — Inventaires du mobilier des hôtels et bureaux. — Récolement des bibliothèques. — Préparation des budgets et comptes du service local. — Contributions. — Etablissement des rôles d'impôts. — Enregistrement. — Curatelle aux successions et biens vacants. — Poste aux lettres. — Immigration. — Affermage et vente des terrains domaniaux. — Forêts. — Cadastre. — Navigation. — Francisation. — Rapports avec le trésor. — Recettes et dépenses faites pour d'autres colonies. — Mêmes attributions en ce qui concerne les services civils compris dans le budget de l'Etat.

3. La hiérarchie dans le personnel du service de l'intérieur est réglée ainsi qu'il suit : un chef du service; un sous-chef de bureau de première classe; un commis de première classe; deux écrivains, dont un de première classe. Conformément à l'art. 3, § 2, du décret du 25 janvier 1883, les modifications à apporter à ce cadre seront déterminées par arrêté ministériel.

4. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret portant organisation de la direction de l'intérieur de la Martinique. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,889.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de la marine et des colonies; vu l'art. 7 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866 sur la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion; vu le décret du 25 janvier 1883, portant réorganisation des directions de l'intérieur aux colonies; vu la délibération du conseil privé de la Martinique en date du 2 août 1883, décrète :

Art. 1er. Les bureaux de la direction de l'intérieur de la Martinique sont constitués ainsi qu'il suit : premier bureau, secrétariat général et affaires politiques; deuxième bureau, administration et contentieux; troisième bureau, agriculture, commerce, culte, instruction publique, police, etc.; quatrième bureau, travaux et approvisionnements; cinquième bureau, finances.

2. Des arrêtés du gouverneur, rendus en conseil privé, sur la proposition du directeur de l'intérieur, détermineront la répartition de détail des attributions de chaque bureau. Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

3. Les chefs de bureau sont responsables envers l'administration de tous les faits qui ressortissent aux attributions de leurs bureaux. Ils peuvent recevoir délégation du directeur de l'intérieur pour ce qui concerne les détails du service dont la direction ou le contrôle leur est confié.

4. La répartition du personnel entre les divers bureaux est faite par le directeur de l'intérieur.

5. Toutes les dispositions résultant d'actes antérieurs et contraires au présent décret sont abrogées.

6. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur de la Martinique. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,890.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le minimum des frais de personnel et de matériel de la direction de l'intérieur à la Martinique est fixé ainsi qu'il suit : personnel, 130,000 fr.; matériel, 6,000 fr. Total, 136,000 francs.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret portant organisation de la direction de l'intérieur de la Guadeloupe. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,891.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les bureaux de la direction de l'intérieur de la Guadeloupe sont constitués ainsi qu'il suit : 1° secrétariat général; 2° bureau de l'administration générale et du contentieux; 3° bureau de l'administration communale; 4° bureau de l'instruction publique, des cultes et de la police; 5° bureau des finances, travaux et approvisionnements.

2. Des arrêtés du gouverneur, rendus en conseil privé, sur la proposition du directeur de l'intérieur, détermineront la répartition de détail des attributions de chaque bureau. Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

3. Le secrétaire général et les chefs de bureau sont responsables vis-à-vis de l'administration de tous les faits qui ressortissent aux attributions de leurs bureaux. Ils peuvent recevoir délégation du directeur de l'intérieur pour ce qui concerne les détails du service dont la direction ou le contrôle leur est confié.

4. La répartition du personnel entre les divers bureaux est faite par le directeur de l'intérieur.

5. Toutes les dispositions résultant d'actes antérieurs contraires au présent décret sont abrogées.

---

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur de la Guadeloupe. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,892.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le minimum des dépenses du personnel et du matériel de la direction de l'intérieur de la Guadeloupe est fixé ainsi qu'il suit : personnel, 154,000 fr.; matériel, 15,000 francs. Total, 169,000 francs.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret portant organisation de la direction de l'intérieur de la Guyane. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,893.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les bureaux de la direction de l'intérieur de la Guyane française sont constitués ainsi qu'il suit : 1° secrétariat général; 2° bureau de l'administration communale, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie; 3° bureau des finances, des travaux et des approvisionnements.

2. Des arrêtés du gouverneur, rendus en conseil privé, sur la proposition du directeur de l'intérieur, détermineront les attributions de détail de chaque bureau. Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

3. Le secrétaire général et les chefs de bureau sont responsables envers l'administration de tous les faits qui ressortissent aux attributions de leurs bureaux. Ils peuvent recevoir délégation du directeur de l'intérieur pour ce qui concerne les détails du service dont la direction ou le contrôle leur est confié.

4. Le directeur de l'intérieur est remplacé, quand il est absent ou empêché, par le secrétaire général, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le chef de bureau désigné, sur sa proposition, par le gouverneur.

5. La répartition du personnel en-

tre les divers bureaux est faite par le directeur de l'intérieur.

6. Toutes les dispositions résultant d'actes antérieurs contraires au présent décret sont abrogées.

7. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur de la Guyane française. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,894.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le minimum des frais de personnel et de matériel de la direction de l'intérieur de la Guyane française est fixé ainsi qu'il suit : personnel, 104,100 fr. ; matériel, 7,800 fr. ; total, 111,900 fr.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret portant organisation de la direction de l'intérieur du Sénégal. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,895.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les bureaux de la direction de l'intérieur du Sénégal sont constitués ainsi qu'il suit : 1° secrétariat général ; 2° bureau d'administration commerciale et du contentieux ; 3° bureau des finances et approvisionnements ; 4° délégation à Dakar.

2. Des arrêtés du gouverneur, rendus en conseil d'administration, sur la proposition du directeur de l'intérieur, détermineront les attributions de détail de chaque bureau. Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

3. Le secrétaire général et les chefs de bureau sont responsables envers l'administration de tous les faits qui ressortissent aux attributions de leurs bureaux. Ils peuvent recevoir délégation du directeur de l'intérieur pour ce qui concerne les détails du service dont la direction ou le contrôle leur est confié.

4. Le directeur de l'intérieur est remplacé, quand il est absent ou empêché, par le secrétaire général, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le chef de bureau désigné, sur sa proposition, par le gouverneur.

5. La répartition du personnel entre les divers bureaux est faite par le directeur de l'intérieur.

6. Toutes les dispositions résultant d'actes antérieurs contraires au présent décret sont abrogées.

7. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur du Sénégal. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,896.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le minimum des frais de personnel et de matériel de la direction de l'intérieur du Sénégal est fixé ainsi qu'il suit : personnel, 84,400 fr. ; matériel, 7,400 fr. ; total, 91,800 fr.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret portant organisation de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Inde. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,897.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les bureaux de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Inde sont constitués ainsi qu'il suit : 1° secrétariat général ; 2° administration communale et contentieux ; 3° travaux, approvisionnements et finances.

2. Des arrêtés du gouverneur, rendus en conseil privé, sur la proposition du directeur de l'intérieur, détermineront les attributions de détail de chaque bureau. Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

3. Le secrétaire général et les chefs de bureau sont responsables envers l'administration de tous les faits qui ressortissent aux attributions de leurs bureaux. Ils peuvent recevoir délégation du directeur de l'intérieur pour ce qui concerne les détails du service dont la direction ou le contrôle leur est confié.

4. Le directeur de l'intérieur est remplacé, quand il est absent ou em-

pêchés par le secrétaire général, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le chef de bureau désigné sur sa proposition par le gouverneur.

5. La répartition du personnel entre les divers bureaux est faite par le directeur de l'intérieur.

6. Toutes les dispositions résultant d'actes antérieurs contraires au présent décret sont abrogées.

7. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Inde. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,898.)

Le Président de la République,

Vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le minimum des frais de personnel et de matériel de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Inde est fixé ainsi qu'il suit : personnel, 82,000 fr.; matériel, ,000 fr.; total, 87,000 fr.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret portant organisation de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Océanie. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,899.)

Le Président de la République,

Vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les bureaux de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Océanie sont constitués ainsi qu'il suit : 1° secrétariat; 2° bureau de l'administration coloniale; 3° bureau des finances et approvisionnements.

2. Des arrêtés du gouverneur, rendus en conseil d'administration, sur la proposition du directeur de l'intérieur, détermineront des attributions de détail de chaque bureau. Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

3. Les chefs de bureau sont responsables envers l'administration de tous les faits qui se rattachent à leurs attributions et de leurs bureaux. Ils peuvent recevoir délégation du directeur de l'intérieur pour tout ce qui concerne les détails du service dont la direction ou le contrôle leur est confié.

4. Le directeur de l'intérieur est remplacé, quand il est absent ou empêché, par le chef de bureau de première classe, secrétaire, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui ci, par le chef de bureau désigné, sur sa proposition, par le gouverneur.

4. La répartition du personnel entre les divers bureaux est faite par le directeur de l'intérieur.

6. Des commis principaux, des commis et des écrivains peuvent être détachés hors cadre au secrétariat du gouvernement ou dans les résidences. Ils concourent pour l'avancement avec le personnel des directions de l'intérieur. Le nombre des emplois hors cadre est fixé par arrêté du gouverneur, suivant les besoins du service.

7. Toutes les dispositions résultant d'actes antérieurs contraires au présent décret sont abrogées.

8. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Océanie. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,900.)

Le Président de la République,

Vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le minimum des frais de personnel et de matériel de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Océanie est fixé à 88,000 francs.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret portant organisation du service de l'intérieur des îles Saint-Pierre et Miquelon. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,901.)

Le Président de la République,

Vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les bureaux du service de l'intérieur des îles Saint-Pierre et Miquelon sont constitués ainsi qu'il suit : premier bureau, secrétariat, finances, approvisionnements et tra-

vaux; deuxième bureau, administration et contentieux.

2. Des arrêtés du commandant, rendus en conseil d'administration, sur la proposition du chef du service de l'intérieur, détermineront les attributions de détail de chaque bureau. Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre de la marine et des colonies.

3. Les sous-chefs dirigeant les bureaux sont responsables envers l'administration de tous les faits qui ressortissent aux attributions de leurs bureaux. Ils peuvent recevoir délégation du chef du service de l'intérieur pour ce qui concerne les détails du service dont la direction ou le contrôle leur est confié.

4. Le chef du service de l'intérieur est remplacé, quand il est absent ou empêché, par le sous-chef de bureau désigné, sur sa proposition, par le commandant.

5. La répartition du personnel entre les bureaux est faite par le chef du service de l'intérieur.

6. Toutes les dispositions résultant d'actes antérieurs contraires au présent décret sont abrogées.

7. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

9 NOVEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui fixe le minimum des dépenses du service de l'intérieur des îles Saint-Pierre et Miquelon. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,902.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le minimum des frais de personnel du service de l'intérieur des îles Saint-Pierre et Miquelon est fixé au chiffre de 30,000 fr.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé, etc.

---

29 NOVEMBRE = 1er DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour le service des chemins de fer de l'Etat. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,903.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est ouvert au ministre des travaux publics, pour l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de la somme de 800,000 francs, réparti comme suit: chap. 2. Secrétariat général et caisse générale, 20,000 fr.; chap. 3. Direction, 80,000 fr.; chapitre 5. Matériel et traction, 700,000 francs. Total des crédits ouverts, 800,000 fr.

2. Le crédit ci-dessus sera soumis à la sanction du Parlement, conformément aux dispositions de l'art. 7 de la loi du 29 décembre 1882 ci-dessus visée.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

3 DÉCEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui annule une somme de 1,893,613 francs 24 cent. sur le chap. XII du budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1882. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,904.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. L'annulation de 22,419,532 francs 02 c. prononcée par décret du 27 juin 1883 sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1882, chap. 12 (*Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*), est réduite de 1,893,613 francs 24 c., et ramenée à 20,525,918 francs 78 c.

2. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, chap. 15 du budget des dépenses sur ressources extraordinaires, exercice 1882 (*Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878*), pareille somme de 1,893,613 fr. 24 c. est et demeure définitivement annulée.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

---

12 DÉCEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui ouvre au budget du ministère de la guerre, pour l'exercice 1881, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,905.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au budget du ministère de la guerre, pour l'exercice 1881, un chapitre spécialement destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice. Ce chapitre prendra le titre de : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à* 1881, *et non passibles de déchéance.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par compte de virement, de la somme de 334,076 fr. 93 c., montant des rappels de solde et autres assimilés, provisoirement acquittés sur les fonds des chap. 4, 5, 6, 23 et 24, pour l'exercice 1884, suivant le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit : exercice 1877, 809 fr. 87 c.; exercice 1878, 2,114 fr. 16 c.; exercice 1879, 8,005 fr. 13 c.; exercice 1880, 323,147 fr. 77 c. Total égal, 334,076 fr. 93 c.

3. Les dépenses imputées sur les crédits ouverts par la loi de finances du 22 décembre 1880 aux chapitres désignés à l'art. 2 ci-dessus sont atténuées dans les proportions ci-après: chap. 4. Etats-majors, 17,925 fr. 36 c.; chap. 5. Gendarmerie, 26,539 fr. 27 c.; chap. 6. Solde, 269,947 fr. 18 c.; chap. 23. Solde de non-activité, solde et traitement de réforme, 9,643 fr. 12 c.; chap. 24. Secours, 10,022 fr. Total égal, 334,076 fr. 93 cent.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

17 DÉCEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret portant homologation des procès-verbaux de bornage de zones de servitudes et de polygones exceptionnels de diverses places de guerre. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,906)

---

17 DÉCEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret portant homologation des procès-verbaux de bornage des zones de fortification de diverses places de guerre. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,907.)

---

19 DÉCEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Rouen pour la réorganisation du casernement. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,908.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, chap. 2, un crédit total de la somme de 200,000 fr., applicable aux travaux ci-après :

(*Exercice* 1883.) — BUDGET SUR RESSOURCES EXTRAORDINAIRES. — Chapitre 2 (*Génie*). Rouen. — Réorganisation du casernement, 200,000 fr.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources versées au trésor par la ville ci-dessus désignée.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, etc.

---

20 DÉCEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée en 1881 sur les crédits ouverts au ministre de l'intérieur pour des travaux de colonisation en Algérie. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,909.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au chap. 51, art. 5 (*Colonisation en Algérie*) du budget du ministère de l'intérieur, exercice 1882, une somme de 37,925 fr. 51 c., restée disponible sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au budget de l'exercice 1881. Pareille somme de 37,925 fr. 51 c. est annulée au chap. 57, article 5 (*Colonisation de l'Algérie*) du budget du ministère de l'intérieur, exercice 1881.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le paragraphe 1er de l'article précédent au moyen des sommes versées au trésor, à titre de fonds de concours, provenant des soultes de rachat du séquestre et destinées aux dépenses d'achat de terre pour la colonisation.

3. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

21 DÉCEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret concernant l'avancement dans les corps expéditionnaires du Tonkin et de

Madagascar (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,910.)

Le Président de la République, etc., décrète :

Art. 1er. Les dispositions des articles 18, 19 et 20 de la loi du 14 avril 1832 sont applicables, à dater du 1er janvier 1884, à tous les officiers et assimilés, sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats de l'armée de terre et des troupes de la marine faisant partie des corps expéditionnaires du Tonkin et de Madagascar.

2. Les dispositions de l'art. 22 de la loi du 20 avril 1832 seront également applicables, à compter du 1er janvier 1884, aux officiers de marine, aux officiers-mariniers, quartiers maîtres et marins des équipages de la flotte appartenant aux corps expéditionnaires du Tonkin et de Madagascar, ou embarqués à bord des bâtiments de la division navale des côtes du Tonkin et de la division navale de la mer des Indes. A dater de la même époque, les officiers, assimilés et agents du département de la marine, dont le mode d'avancement est réglé par les décrets d'organisation des corps auxquels ils appartiennent, bénéficieront des mêmes avantages lorsqu'ils feront partie de ces corps expéditionnaires ou divisions navales.

3. Le ministre de la guerre et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, etc.

29 DÉCEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui ouvre au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1881, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,911.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1881, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres seront intitulés : *Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos. Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.*

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant, d'après le tableau ci-annexé, à la somme de 674,724 fr. 32 c., sont en conséquence déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice 1881 pour des rentes viagères et les pensions, et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos, 195,420 fr. 36 c. ; rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos, 479,303 fr. 96 c. Total, 674,724 fr. 32 c.

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances pour le service des rentes viagères et des pensions pendant l'année 1881, une somme de 674,724 fr. 32 c. est transportée aux deux chapitres ci-dessus et annulée aux chapitres suivants : rentes viagères d'ancienne origine, 210 fr. ; rentes viagères pour la vieillesse, 195,210 fr. 36 c. ; pensions civiles (loi du 22 août 1790), 13,576 fr. 59 c. ; pensions à titre de récompense nationale, 846 fr. 10 c. ; pensions militaires, 162,054 fr. 98 fr. ; pensions de donataires dépossédés, 7,127 fr. 82 c. ; pensions civiles (loi du 9 juin 1853), 293,056 fr. 05 c. ; pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du roi *Louis-Philippe*, 946 fr. 05 c. ; anciens dotataires du Mont-de-Milan (décret du 18 décembre 1861), 1,696 fr. 37 c. Total, 674,724 fr. 32 c.

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1881.

5. Le ministre des finances est chargé, etc.

31 DÉCEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 à des dépenses publiques en Algérie. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,912.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est reportée au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1883, chap. 60 (*Emploi de la contribution de guerre imposée aux tribus*

de l'Aube), une somme de 23,003 fr. 64 c., restée disponible sur le crédit spécial ouvert au budget de l'exercice 1882. Pareille somme de 23,003 fr. 64 c. est annulée au chap. 62 (*Emploi de la contribution de guerre imposée aux tribus de l'Aurès*) du budget du ministère de l'intérieur, exercice 1882.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par le paragraphe 1er de l'article précédent au moyen des ressources correspondantes reportées de l'exercice 1882 à l'exercice 1883.

3. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, etc.

31 DÉCEMBRE 1883 = 1er JANVIER 1884. — Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, des crédits supplementaires pour le service des chemins de fer de l'Etat. (XII, B. DCCCXVIII, n. 13,913.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'Etat, pour l'exercice 1883, des crédits supplémentaires montant à la somme de 1,405,336 fr. 48 c., répartie par chapitres ainsi qu'il suit : chap. 2. Secrétariat général et caisse générale, 6,700 fr. ; chap. 3. Direction, 18,566 fr. ; chap. 4. Exploitation, 629,500 fr. ; chap. 5. Matériel et traction, 240,000 fr. ; chap. 7. Gratifications, secours, indemnités, 296,520 fr. ; chap. 8. Impôts et assurances, 29,200 fr. ; chap. 10. Exercices clos, 184,850 fr. 48 c. Total égal, 1,405,336 fr. 48 c.

Il sera pourvu aux crédits supplémentaires ci-dessus au moyen des produits de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat pour l'exercice 1883.

2. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, etc.

31 DÉCEMBRE 1883 = 7 FÉVRIER 1884. — Décret qui fixe la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises, pour la perception, pendant l'année 1884, du droit de timbre établi sur des titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers. (XII, B. DCCCXVII, n. 13,914.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. La valeur des monnaies étrangères, en monnaies françaises, pour la perception, pendant l'année 1884, du droit de timbre établi par l'art. 1er de la loi du 23 mai 1872, est fixée comme il suit : Allemagne, marc, 1 fr. 22 c. 1/4 ; Angleterre, livre sterling, 25 fr. 20 c. ; Autriche-Hongrie, florin, 2 fr. 50 c. ; Brésil, Canada, Cap, République argentine, livre sterling, 25 fr. 20 c. ; Buenos-Ayres, obligations de la banque hypothécaire, série E, piastre forte, 5 fr. 10 c. ; Espagne, piastre, 4 fr. 86 c. 3/4 ; dette extérieure 4 0/0, peseta, 1 fr. ; dette extérieure 2 0/0, piastre, 5 fr. 40 c. ; dette extérieure 4 0/0, peseta, 1 fr. ; Etats-Unis, dollar, 5 fr. 17 c. ; consolidés 4 1/2 0/0, 4 0/0, dollar, 5 fr. ; Hollande, florin, 2 fr. 06 c. 5/8, emprunts 4 0/0, 3 0/0 et 2 1/2 0/0, G. H. florin, 2 fr. 40 c. ; Inde, 4 0/0 1878, Livre sterling, 25 fr. 20 c. ; 4 1/2 0/0 1880, Roupie, 2 fr. 50 c. ; Norvège, livre sterling, 25 fr. 20 c. ; Portugal, livre sterling, 25 fr. 25 c. ; Russie, rouble, 2 fr. 45 c. 1/2 ; emprunts d'Orient 5 0/0, Rouble, 4 fr. ; emprunts extérieurs, Livre sterling, 25 fr. 20 c. ; emprunts 1850. Livre sterling, 25 fr. 50 c. ; Suède, 1878, 4 0/0, Livre sterling, 25 fr. 10 ; Turquie, dette extérieure, Livre sterling, 25 fr.

2. Le ministre des finances est chargé, etc.

29 = 30 DÉCEMBRE 1883. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884 (1). (XII, B. DCCCXIX, n. 13,922.)

TITRE UNIQUE. BUDGET ORDINAIRE.

§ 1er. *Crédits accordés.*

Art. 1er. Des crédits sont ouverts

(1) Présentation à la Chambre des députés par M. Tirard, ministre des finances, le 3 mai 1883 (J. O. du 15 mars, n. 1749, p. 286). Projet modificatif le 23 octobre (J. O. du 15 décembre, n. 2270, p. 1683). Rapport général de M. Rouvier, le 15 no-

vembre (J. O. du 5 janvier 1884, n. 2379, p. 1936).

Rapport sur les dépenses des différents ministères. — *Affaires étrangères.* Rapport de M. Spuller, le 12 novembre (J. O. du 9 décembre, n. 2364, p. 1622). — *Agriculture.* Rapport de M. Royer, le 1er août (J. O. du 18 novembre, n. 2235, p. 1437). — *Algérie.* Rapport de M. Letellier, le 15 novembre (J. O. du 13 décembre, n. 2380, p. 1671). — *Beaux-arts.* Rapport de M. A. Proust, le 12 novembre (J. O. du 2 janvier 1884, n. 2372, p. 1873). — *Colonies.* Rapport de M. A. Leroy, le 17 novembre (J. O. du 8 décembre, n. 2393, p. 1600). — *Commerce.* Rapport de M. F. Faure, le 25 juillet (J. O. du 3 novembre, n. 2210, p. 1241). — *Cultes.* Rapport de M. A. Proust, le 31 octobre (J. O. du 22 décembre, n. 2313, p. 1756). — *Finances.* Rapport de M. Sarrien, le 10 novembre (J. O. du 2 janvier, n. 2361, p. 1849). — *Guerre.* Rapport de M. C. Périer, le 8 novembre (J. O. du 9 décembre, n. 2340, p. 1627). Rapport supplémentaire de M. Margaine, le 8 novembre (J. O. du 11 janvier 1884, n. 2341, p. 2022). — *Instruction publique.* Rapport de M. J. Roche, le 10 novembre (J. O. du 22 décembre, n. 2359, p. 1760). — *Intérieur.* Rapport de M. Thomson, le 13 novembre (J. O. du 12 décembre, n. 2371, p. 1651). — *Justice.* Rapport de M. Loubet, le 5 novembre (J. O. du 5 janvier 1884, n. 2325, p. 1927). — *Marine.* Rapport de M. de la Porte, le 8 novembre (J. O. du 8 décembre, n. 2345, p. 1589). — *Postes et télégraphes.* Rapport de M. C. Ferry, le 29 octobre (J. O. du 20 décembre, n. 2301, p. 1748). — *Travaux publics.* Rapport de M. Hérault, le 10 novembre (J. O. du 1er janvier 1884, n. 2360, p. 1831).

Discussion. — Discussion générale, les 26, 27, 28, 29 et 30 novembre (J. O. des 27, 28, 29, 30 novembre et 1er décembre). — Agriculture, le 19 novembre (J. O. du 20). — Commerce, le 20 novembre (J. O. du 21). — Justice, le 22 novembre (J. O. du 23). — Légion d'honneur, le 22 novembre (J. O. du 23). — Cultes, les 22 et 23 novembre (J. O. des 23 et 24). — Finances, les 30 novembre, 1er et 5 décembre (J. O. des 1er, 2 et 6 décembre). — Instruction publique, les 3 et 4 décembre (J. O. des 4 et 5). — Beaux-arts, les 4, 5 et 12 décembre (J. O. des 5, 6 et 13). — Travaux publics, le 5 décembre (J. O. du 6). — Guerre, les 6 et 7 décembre (J. O. des 7 et 8). — Marine, le 12 décembre (J. O. du 13). — Colonies, le 12 décembre (J. O. du 13). — Intérieur, le 13 décembre (J. O. du 14). — Algérie, les 13 et 14 décembre (J. O. des 14 et 15). — Affaires étrangères, le 14 décembre (J. O. du 15). — Recettes, le 15 décembre (J. O. du 16). — Vote de l'ensemble du projet, le 15 décembre (J. O. du 16).

SÉNAT.

Présentation au Sénat, 17 décembre (J. O. du 22 décembre, n. 118, p. 1051). Rapport de M. Dauphin, le 22 décembre (J. O. du 17 janvier 1884, n. 148, p. 1143). — Discussion, les 26, 27 et 28 décembre (J. O. des 27, 28 et 29). — Adoption, le 28 décembre (J. O. du 29).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Retour à la Chambre des députés, le 28 décembre (J. O. du 16 février 1884, n. 2525, p. 2226). Rapport de M. Sadi-Carnot, le 29 décembre (J. O. du 30, et du 19 février 1884, n. 2531, p. 2235). — Discussion et adoption, le 29 décembre (J. O. du 30).

Le projet présenté par M. Tirard, le 3 mars 1883, ne contenait que des propositions relatives au budget ordinaire, au budget sur ressources ordinaires et aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général. Le budget sur ressources extraordinaires ne pouvait être dressé à cette époque, parce qu'il dépendait des conventions à passer avec les compagnies de chemins de fer (il a été déposé le 31 juillet).

Dans ce premier projet les recettes s'élevaient à 3,103,700,843 francs et les dépenses à 3,103,441,193, avec un excédent de recettes de 259,650 francs, et une augmentation, par rapport au budget de 1883, de 53,619,533 fr., pour les recettes, et de 53,648,169 francs pour les dépenses.

« La première question qui se présente pour l'établissement du budget de 1884, disait M. *Tirard*, dans l'exposé des motifs du projet, est celle du mode d'évaluation des recettes. Doit-on revenir à l'ancienne méthode, c'est-à-dire prendre purement et simplement le chiffre des recettes réalisées dans le dernier exercice? Doit-on, au contraire, continuer le système proposé par M. Léon Say et adopté par le Parlement pour le budget de 1883? — Ce système, on le sait, consiste à ajouter aux recettes des impôts et revenus indirects du dernier exercice la moyenne des augmentations réalisées au cours des derniers exercices. Par ce moyen, les évaluations de recettes pour 1883 ont été augmentées d'une somme de 109,827,000 fr., ce qui a permis d'équilibrer le budget malgré l'augmentation considérable des dépenses. — Sans discuter le mérite ou les inconvénients de ces deux méthodes, nous ferons simplement remarquer que les recettes de toute nature, réalisées en 1882, ne s'élèvent qu'à 2,955,095,751 francs, tandis que les crédits votés pour 1883 montent à à 3,044,366,860 francs, d'où il résulte que, si l'on prenait pour base des prévisions de 1884 les recettes réalisées en 1882, il faudrait, pour avoir un budget en équilibre, que les dépenses de ce même exercice 1884 fussent inférieures, de plus de 89 millions, aux crédits votés pour 1883. Or, s'il est déjà

bien difficile, pour ne pas dire impossible, de maintenir les dépenses d'un exercice aux chiffres prévus pour l'exercice précédent, il serait chimérique de songer à les ramener à des chiffres inférieurs. Les résolutions les plus énergiques viendraient échouer devant des nécessités résultant le plus souvent d'engagements antérieurs et auxquels l'Etat, pas plus que les particuliers, ne peut se soustraire... — A quelque point de vue que l'on se place, il est donc indispensable de poursuivre l'expérience du système adopté l'année dernière, système qui, d'après les vues de M. Léon Say, doit nous rapprocher davantage de la vérité budgétaire... — Il est bon de remarquer, d'ailleurs, que l'écart entre les prévisions de recettes de 1884, par rapport à 1883, sera beaucoup moins considérable que celui qui est résulté de la première application du système nouveau. En effet, pour ne parler que des impôts indirects et en faisant abstraction des sucres et des vins pour lesquels on a adopté un mode spécial d'évaluation, la majoration calculée d'après la moyenne des cinq derniers exercices connus (1877 à 1881) a été, en 1883, de 83,934,500 francs. — Dans le budget de 1884, les impôts indirects sont également majorés d'après la moyenne des cinq derniers exercices (1878 à 1882), ce qui a donné seulement 80,157,000 francs. Le budget de 1884 est donc, de ce chef, inférieur à celui de 1883 de 3,777,500 francs. — Cette diminution s'explique par ce fait que le budget de 1884 a été basé sur la moyenne des augmentations de recettes des années 1878 à 1882, tandis que le budget de 1883 repose sur l'augmentation moyenne des années 1877 à 1881. — On voit donc que, conformément aux assurances données par M. Léon Say dans son exposé des motifs, la nouvelle méthode d'évaluation des revenus indirects n'a été sensible qu'à sa première application. Tandis que le budget de 1883 a eu le bénéfice de deux plus-values, celles de 1881 et de 1882, le budget de 1884 ne profite que d'une seule plus-value, celle de 1883. — Malheureusement les recettes relativement faibles de 1882, qui forment la base des évaluations de 1884, sont de beaucoup insuffisantes pour couvrir les besoins nouveaux qui s'imposent dans cet exercice. — Aux augmentations de dépense de 1883, qui ont eu pour objet principal le transport au budget ordinaire de 60 millions environ de dépenses imputées jusqu'alors au budget extraordinaire, viennent s'ajouter en 1884 d'autres dépenses considérables qui ne peuvent être évitées. Il importe tout d'abord d'inscrire au budget les crédits nécessaires à l'occupation de la Tunisie, qui jusqu'ici ont fait l'objet de crédits supplémentaires, soit 20,177,000 francs. Puis nous avons à pourvoir au service des intérêts et de l'amortissement des 600 millions formant la seconde partie de la consolidation en 3 0/0 amortissable des 1,200 millions de dépenses extraordinaires imputées provisoirement sur les ressources de la dette flottante, soit 25,200,000 francs. Voilà donc une somme de plus de 45 millions de dépenses inévitables à inscrire au budget de 1884, et à laquelle ne correspondent pas les augmentations de recettes à prévoir pour cet exercice. — Il est donc indispensable de mettre un terme aux entraînements auxquels on n'a que trop cédé depuis quelques années, et de n'inscrire dans ce budget aucune disposition entraînant des dépenses nouvelles. Sans doute, bien des améliorations sont encore nécessaires dans les services des divers ministères, bien des travaux utiles restent à exécuter, de même que l'intervention de l'Etat serait, à coup sûr, efficace dans bien des œuvres de bienfaisance et de prévoyance, mais le premier devoir qui s'impose aux pouvoirs publics est de subordonner les dépenses de l'Etat aux ressources dont il dispose. Les énormes plus-values réalisées pendant plusieurs années consécutives n'ont que trop favorisé le double courant qui nous poussait, d'une part, aux dégrèvements et, d'autre part, à des augmentations de dépenses, très justifiées à coup sûr, mais qui eussent pu s'ajouter les unes aux autres avec moins de précipitation. — Un avertissement nous a été donné l'année dernière, et nous en devons faire notre profit. Les impôts et revenus indirects qui, en 1881, avaient donné une augmentation de 106 millions 754,000 francs par rapport à 1880, ne présentent plus en 1882, par rapport à 1881, qu'une augmentation de 4,024,000 francs. — Nous avons lieu d'espérer que ce n'est là qu'un état momentané et que nos recettes ne tarderont pas à reprendre une marche ascendante, ainsi que le fait supposer le rendement de l'impôt des deux premiers mois de 1883. Mais il n'en est pas moins nécessaire de tenir compte du changement imprévu qui a signalé la seconde moitié de l'année 1882. C'est donc dans un esprit de stricte économie que le présent budget a été préparé. Les augmentations que nous avons admises ont été examinées avec le soin le plus attentif ; toutes celles qui n'ont pas paru s'imposer avec un caractère d'impérieuse nécessité ont été rigoureusement écartées. — Les augmentations de dépenses ne s'en élèvent pas moins encore à la somme de 53,648,169 francs, se répartissant ainsi : dette publique et dotations, 6,984,292 francs ; services généraux des ministères, 27,260,852 francs ; frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts, 20,102,025 francs. Total, 54,347,169 francs. Remboursements et restitutions (à déduire); 699,000 francs. Total net des augmentations de dépenses, 53,648,169 francs. — Les explications fournies dans les développements du budget de

chacun des départements ministériels justifieront ces augmentations. En regard des augmentations de dépenses, il convient de placer les augmentations de recettes. Elles s'élèvent, pour 1884, à 53,619,533 francs. Dans ce chiffre figure une somme de 34,900,000 francs provenant du remboursement, pour 1884, des avances faites par l'Etat aux compagnies de chemins de fer à titre de garantie d'intérêt. C'est grâce à cette ressource nouvelle que nous pouvons équilibrer le budget ordinaire de 1884. Conformément aux prévisions de la loi du 19 juillet 1880, nous n'avons plus emprunté aux excédents des exercices antérieurs qu'une somme de 16,628,000 francs pour parer à l'insuffisance du rendement des sucres, au lieu de 34,888,500 francs, soit une différence en moins de 15,260,500 francs, qu'on retrouve en augmentation aux prévisions du produit des sucres. La marche régulièrement ascensionnelle du rendement de cet impôt nous fait espérer qu'en 1885 il aura recouvré le chiffre de 105,864,000 francs auquel il s'élevait avant le dégrèvement de 1880. — La nouvelle ressource provenant du remboursement des garanties d'intérêts des chemins de fer dont nous venons de parler n'aurait pas suffi à faire face aux augmentations des dépenses du budget de 1884, si nous avions dû maintenir au chapitre 5 du ministère des finances la somme de 133 millions 439,200 francs affectée en 1883 au remboursement du capital des obligations à court terme, et en même temps si nous n'étions pas dans la nécessité d'inscrire à ce même chapitre la dotation nécessaire pour faire face aux intérêts et à l'amortissement de la deuxième partie de la consolidation en 3 0/0 amortissable des emprunts faits à la dette flottante pour les dépenses du budget extraordinaire, aux intérêts et à l'amortissement des nouvelles ressources à créer en vue des dépenses à effectuer en 1884. — L'impossibilité d'augmenter le crédit du chapitre 5 nous impose donc l'obligation de répartir comme suit le crédit de 240 millions : Art. 1er. Intérêts des obligations du Trésor à court terme, 14,734,966 francs. Art. 2. Rentes 3 0/0 amortissables, par annuités, 125,265,934 francs. Art. 3. Remboursement des obligations à court terme, 100 millions de francs. Total égal, 240 millions de francs. — Remarquons en passant que cette dernière somme de 100 millions, ajoutée à celle de même nature votée l'année dernière, on arrive d'autre part à ce que, ne tenant compte des 25,200,000 francs, consacrés aux arrérages de la deuxième partie de la consolidation des 1,200 millions, il ne reste disponible, pour arrérages de la rente à émettre en vue des dépenses extraordinaires en 1884, que la somme de 13,316,893 francs, et d'autre part, que la somme affectée au remboursement du capital des obligations à court terme est réduite à 100 millions. — Cette réduction, assurément regrettable, nous est commandée par l'exiguïté des ressources que nous avons à opposer aux dépenses nouvelles dont nous n'avons pu éviter l'inscription au budget de 1884. — Les obligations remboursables en 1884 étant de 170 millions, comme en 1883, il y aura à pourvoir à la différence de 70 millions, soit par des excédents de recettes en fin d'exercice, il soit, en cas d'insuffisance, par une nouvelle émission d'obligations, ainsi que cela a été prévu dans toutes les lois annuelles de finances. Il ne faudrait pas déduire de cette éventualité de renouvellement que le budget festien déficit et que l'Etat manque à ses engagements. On se trouve, en effet, en présence de deux opérations bien distinctes, d'une part, le remboursement matériel des obligations à leur échéance, c'est-à-dire une opération de caisse, que le Trésor, banquier de l'Etat, effectue avec des ressources de trésorerie. Ce remboursement est bien assuré. D'autre part, l'opération budgétaire consistant dans le remboursement, sur les ressources normales du budget, des avances faites par le Trésor pour acquitter les obligations à leur échéance. — Il serait évidemment désirable que le Trésor pût être intégralement remboursé du montant de ses avances annuelles par le budget de la même année, ce qui est ce qui a eu lieu pour les avances de 1880 et 1881, grâce aux plus-values considérables des deux exercices. Mais, de ce qu'on ne pourra pas atteindre ce résultat pour l'année 1884, il ne s'ensuit pas que le gouvernement ne tient pas ses engagements, ni que le budget soit en déficit, puisqu'il aura au contraire amorti en 1884 une dette de 100 millions. Nous devons même ajouter que cet amortissement, ainsi réduit, est encore supérieur aux prévisions énoncées dans l'exposé des motifs du projet de loi relatif à la création des rentes 3 0/0 amortissables. — En ce qui concerne les 13,316,893 francs restant disponibles sur le chapitre 5 pour les aménagements des prêts à émettre en vue des dépenses du budget ordinaire, il est certain que cette somme ne permettra pas d'ouvrir des crédits aussi considérables que ceux de l'année précédente. Mais ici encore, nous subissons la loi que nous impose l'insuffisance des ressources du budget ordinaire. — La commission extra-parlementaire instituée au ministère des travaux publics pour résoudre les questions relatives au régime et à l'exécution des chemins de fer fonctionne avec activité, mais sa mission n'est pas encore entièrement déterminée. Il ne nous est donc pas possible à présent de faire connaître dans quelle mesure l'industrie privée pourra être associée à l'exécution des travaux du programme de 1878, et comme d'un autre côté le budget sur ressources extraordinaires est subordonné aux résultats des négociations qui

seront sans doute la conséquence des travaux de cette commission, il ne nous est pas davantage possible de vous présenter ce budget en même temps que le budget ordinaire. Ce retard est évidemment fâcheux; mais n'est-il pas préférable de ne rien précipiter et d'attendre que des pouvoirs publics aient définitivement arrêté une marche méthodique et régulière pour l'exécution et l'achèvement des chemins de fer, des canaux, des ports et des travaux intéressant la défense nationale? — Quelle que soit d'ailleurs la méthode adoptée et quel que soit notre désir de doter promptement le pays des instruments qui doivent en développer la prospérité et la richesse, nous devons prendre dès aujourd'hui la sage résolution de ne pas lui imposer de sacrifices supérieurs à ses forces contributives. Sans doute la France est riche, et pourrait aisément fournir chaque année des sommes nécessaires à l'exécution des travaux de notre grand programme; mais nous ne devons pas oublier que chaque année également il faudra demander aux ressources du budget ordinaire, c'est-à-dire à l'impôt, les compléments de crédits nécessaires aux arrérages des titres à émettre pour l'exécution de ces mêmes travaux. — Il ne faut se faire aucune illusion. Les dépenses extraordinaires nécessitent des ressources extraordinaires, et l'Etat ne peut se les procurer, sous une forme ou sous une autre, qu'à l'aide d'emprunts. Nous avons pu, à la vérité, doter en grande partie le budget extraordinaire de 1883 à l'aide de crédits reportés des exercices antérieurs; mais ces reports seront vraisemblablement épuisés à la fin de 1883. — Il ne faut donc pas compter, pour 1884, ni sur des reliquats de crédits disponibles ni sur des expédients plus ou moins ingénieux: l'emprunt sera le seul moyen que nous pourrons employer pour la dotation de nos futurs grands travaux. Il importe dès lors de ne porter en dépense dans les budgets extraordinaires que des sommes en parfaite corrélation avec les ressources dont les budgets ordinaires disposent pour le service des emprunts à contracter. — Or le budget de 1884 ne dispose, comme nous venons de le voir, que de 13,316,893 fr. En supposant de futur emprunt émis comme le précédent au taux de 4 25.0/0, il ne pourra pas être supérieur à 313 millions. — Nous ne devons pas oublier non plus que, en dehors des dépenses du budget extraordinaire, l'Etat doit faire face à des engagements considérables, tant pour la caisse des lycées, collèges et écoles que pour celle des chemins vicinaux, et ces charges qui pèsent et pèseront longtemps encore sur le Trésor doivent être pour les pouvoirs publics un motif de plus de s'opposer à l'admission, soit au budget ordinaire, soit au budget extraordinaire, de toute nouvelle dépense qui ne serait pas absolument indispensable. — La situation de la dette flottante, qui sera prochainement ramenée au-dessous d'un milliard par une première application aux fonds non employés des caisses d'épargne des mesures de consolidation autorisées par la loi du 20 décembre 1882, a fait l'objet d'une étude approfondie au moment de la discussion du budget de 1883; nous nous bornerons donc à constater que depuis cette époque elle est restée à un niveau à peu près stationnaire, sauf en ce qui concerne les fonds disponibles des caisses d'épargne, dont l'accroissement a suivi la marche normale que nous avions prévue. — L'émission des bons du Trésor a pu être maintenue jusqu'ici à un chiffre insignifiant; mais il n'est plus permis de compter pour l'avenir sur un afflux spontané de capitaux semblable à celui qui est résulté, dans le premier semestre de l'année dernière, de l'élévation du maximum des dépôts aux caisses d'épargne. — La dette flottante n'a pas, en principe, pour but d'avancer les fonds destinés à être consolidés sous forme de dette perpétuelle. Si des charges du budget extraordinaire l'exigent, elle peut fournir les moyens de trésorerie nécessaires pour permettre au gouvernement de choisir, avec une complète liberté d'action, les circonstances et les moyens les plus favorables pour la réalisation définitive des capitaux affectés à ce budget. Mais c'est à des besoins temporaires, et non permanents, que la dette flottante a mission de subvenir. — Nous nous trouverons donc obligé de vous demander, en même temps que l'ouverture des crédits du budget sur ressources extraordinaires de 1884, l'autorisation de nous procurer par un appel au crédit les sommes que nous pouvons consacrer pendant cet exercice aux dépenses extraordinaires des divers ministères.

Différents faits, survenus postérieurement au dépôt de ce premier projet, ont rendu nécessaire la présentation d'un projet rectificatif, à la date du 23 octobre. Il y a eu d'abord la conversion des rentes 5 0/0 en rentes 4 1/2 qui est venue alléger le service de la dette publique d'une annuité de 34 millions environ. D'un autre côté, les conventions passées entre l'Etat et les grandes compagnies de chemins de fer ont eu pour premier effet de diminuer les ressources portées aux prévisions de recettes d'une somme de 34,900,000 fr., représentant le remboursement, en 1884, des avances faites par l'Etat à ces compagnies à titre de garantie d'intérêt. Dans leurs effets sur le budget ordinaire de 1884, ces deux opérations s'équilibraient. Les conventions supprimaient une ressource de 34 millions, la conversion avait réduit les charges de la dette d'une somme égale.

Il n'y avait donc pas, de ce chef, à modifier l'économie générale du projet de budget dont la Chambre était saisie.

Mais si, au mois de mars, au début de l'exercice, en s'appuyant sur les résultats des deux premiers mois de l'année, on avait pu espérer un moment que les faits sanctionneraient la méthode adoptée pour l'évaluation des recettes de l'exercice 1884, l'expérience plus décisive faite pendant les mois qui ont suivi ne permettait pas de garder d'illusions à cet égard. Bien que supérieurs de 23 millions aux recettes de la période correspondante de 1882, les produits des revenus indirects des neuf premiers mois de 1883 représentaient une diminution de 47 millions et demi sur les évaluations.

En présence de ce résultat, le gouvernement a pensé qu'il y avait lieu de soumettre à un nouvel examen l'évaluation du produit des impôts et revenus indirects portés en prévision aux recettes de l'exercice 1884. Il est arrivé ainsi à opérer des réductions s'élevant au total à 43,762,500 fr., et portant sur les produits de l'enregistrement, du timbre, des douanes et des sucres. L'équilibre du budget était obtenu par des retranchements sur les crédits proposés primitivement pour les dépenses des différents ministères jusqu'à concurrence de 29,517,235 francs, et par une économie de 15,623,878 fr. devant résulter des modifications apportées dans le fonctionnement de la caisse de retraites pour la vieillesse. (Voy, l'exposé des motifs.)

La commission du budget n'a pas cru pouvoir accueillir les propositions du gouvernement, en ce qui concerne le mode d'évaluation des recettes. Elle a décidé de ne faire état d'aucune chance de plus-value dans les recettes de 1884, comparées à celles de 1883, et d'arrêter les prévisions sur la base des recettes réalisées pendant les douze derniers mois connus, c'est-à-dire du 1er novembre 1882 au 31 octobre 1883. Ce système aboutissait à une diminution de 43,637,725 fr. par rapport au projet de budget rectifié présenté par le gouvernement.

Pour couvrir cette nouvelle insuffisance, la commission a commencé par opérer de nouvelles réductions sur les services ministériels jusqu'à concurrence de la somme de 4,442,975 fr. Puis, elle a proposé de diminuer de 40 millions l'amortissement des obligations à court terme prévu pour 100 millions au chap. 5 du ministère des finances.

« Cette décision, disait M. *Rouvier*, dans son rapport, n'a pas été prise sans une longue et vive discussion. Elle a été combattue par M. le ministre des finances et par plusieurs membres de la commission, qui voyaient dans cette mesure une restriction de l'amortissement — Ce n'est point là, aux yeux de la majorité de votre commission, le véritable caractère de la mesure qu'elle vous propose. Il s'agit simplement de modifier un article d'écriture du budget, de façon à rapprocher davantage les prévisions de la réalité des faits, sans que cette modification change rien au fond même des choses. — En effet, dans le projet de budget présenté par M. le ministre des finances, les évaluations de recettes sont majorées de plus de 40 millions et une somme égale est attribuée au crédit destiné au remboursement des obligations à court terme. De ce que les recettes probables sont estimées dans le projet du gouvernement à un chiffre supérieur à celui des évaluations admises par la commission, s'ensuit-il qu'il rentrera dans les caisses de l'Etat une somme supérieure? Assurément non. Qu'on adopte le système de M. le ministre des finances ou celui de la commission, le résultat sera toujours le même. — Ce premier point établi (et il est hors de contestation), si les ressources demeurent identiquement les mêmes dans les deux cas, comment pourrait-on concevoir que dans l'un on amortira une somme plus élevée que dans l'autre? — La vérité est que, quel que soit le chiffre inscrit en prévision pour le remboursement des obligations à court terme, on n'aura, en réalité, remboursé, au vrai sens du mot, c'est-à-dire amorti, qu'une somme égale à l'excédent rendu libre par le règlement du budget. — Si l'on suppose, en effet (supposition qui n'a rien d'invraisemblable), que le maintien de la majoration des recettes ait pour résultat de mettre le budget de 1884 en déficit de 40 millions, quelles en seront les conséquences de fait? Dans le système de M. le ministre des finances on aura, il est vrai, remboursé 100 millions d'obligations, mais il n'en faudra pas moins couvrir le déficit du budget annuel, soit en augmentant de 40 millions le chiffre de l'emprunt suivant, soit en imputant la même somme à la dette flottante, ce qui n'est qu'une autre manière d'emprunter. — On aura d'un côté remboursé 100 millions, mais, d'un autre côté, on aura augmenté de 40 millions le chiffre de la dette inscrite de celui de la dette flottante : n'est-il pas vrai de dire qu'on n'aura, en fait, amorti que 60 millions? — Si l'on fait l'hypothèse inverse et si l'on admet que les recettes réalisées seront égales aux chiffres des prévisions admises par M. le ministre des finances, le résultat est encore le même dans les deux systèmes. En effet, ou les plus-values seront absorbées par les crédits supplémentaires, ce qui est probable, et les choses se passeront comme il vient d'être dit plus haut; ou, au contraire, les plus-values s'élèveront à un chiffre tel que, même après avoir pourvu aux crédits supplémentaires, il restera un excédent libre. Dans ce dernier cas, à

l'exemple de ce qui s'est fait au cours des exercices 1880 et 1881, M. le ministre appliquera, en vertu de l'article inscrit dans la loi de finances, le montant de ces plus-values au remboursement des obligations échues, et ce, sans autre limite que le montant même de l'échéance. — Il est donc vrai de dire que toute la différence entre le système de M. le ministre des finances et celui proposé par la commission est de pure forme ; c'est une question d'écriture et rien de plus. — Mais, en pareille matière, une question d'écriture peut avoir, et c'est le cas, une grande importance. En effet, le système de M. le ministre des finances, sans créer aucune ressource réelle ni sans consacrer, en fait, une somme supérieure à l'amortissement, a l'inconvénient grave de donner à notre situation budgétaire l'apparence d'un déficit qui n'existe pas en réalité. La solution que nous avons l'honneur de vous proposer ne crée pas non plus de ressource nouvelle, mais elle ne réduit pas davantage la réalité de l'amortissement ; elle n'a d'autre mérite que de rendre les écritures du budget plus conformes à la réalité des faits, et, par là, à la fois plus sincères et plus intelligibles pour tout le monde. »

Le gouvernement et la commission n'ayant pu se mettre d'accord, la Chambre a été appelée à trancher le différend. Après une intéressante discussion à laquelle ont pris part MM. *Ribot*, *Rouvier*, rapporteur, *Daynaud*, *Tirard*, ministre des finances, *de Soubeyran*, *Wilson*, *Haentjens*, *Germain* et le baron de *Mackau*, la Chambre a repoussé par 287 voix contre 183 les propositions de la commission et adopté le chiffre demandé par le gouvernement pour la dotation du chap. 5 du ministère des finances (séance du 1er décembre). Elle a également admis le mode d'évaluation de recettes du projet de budget rectifié.

Quatorze séances ont été consacrées à l'examen des dépenses des différents ministères. — Le budget des cultes a donné lieu surtout à une discussion très animée. Le premier chapitre de ce budget, à propos duquel les adversaires et les partisans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat étaient convenus de se compter, a été voté par 360 voix contre 146, après un débat dans lequel MM. *Lockroy*, *Jules Ferry*, président du conseil, *Goblet*, *Freppel*, *Jules Roche*, *Martin-Feuillée*, ministre de la justice et des cultes, *Floquet*, *Bernard-Lavergne*, *Clémenceau* et *Paul Bert* ont successivement pris la parole. — Mais la Chambre a adopté, malgré l'opposition du gouvernement, deux amendements de M. *Jules Roche* tendant, l'un à ramener de 45,000 à 15,000 fr. le traitement de l'archevêque de Paris, l'autre à supprimer le crédit inscrit au budget pour les bourses des séminaires catholiques. — Les budgets des autres ministères ont donné lieu à des échanges d'observations de diverse nature entre les différents membres de la Chambre et du gouvernement et ont été votés avec de très légères modifications.

Les propositions du gouvernement, en ce qui concerne le budget des recettes, ont été également sanctionnées par la Chambre, qui a écarté tous les amendements présentés, entre autres un amendement de M. *Laroche-Joubert*, portant suppression de l'impôt sur le papier.

Aussitôt après l'adoption par la Chambre du titre 1er de la loi de finances, comprenant les trois articles relatifs à l'ouverture des crédits accordés aux départements ministériels pour les dépenses ordinaires, à l'autorisation de percevoir les divers droits, produits et revenus, autres que les contributions directes qui avaient été l'objet d'une loi précédente (Voy. ci-dessus la loi du 31 juillet 1883), et enfin l'évaluation des voies et moyens ordinaires applicables aux dépenses ordinaires, le gouvernement a porté au Sénat cette partie du projet, sans attendre le vote des autres articles.

Le 22 décembre, M. Dauphin déposait son rapport, au nom de la commission des finances. « Il n'appartenait pas à la commission, disait M. *Dauphin*, au début de ce rapport, de se refuser à l'étude de cette partie détachée de la loi du budget. Le Sénat décidera s'il consent à séparer le budget ordinaire non plus seulement du budget sur ressources extraordinaires, mais du budget des dépenses sur ressources spéciales, des budgets annexes et des moyens de service et dispositions diverses qui, faisant corps avec lui, complètent, réglementent ou formulent les décisions budgétaires. — Ces expédients qui chaque année s'ajoutent les uns aux autres pour parer à la tardiveté du dépôt de la loi de finances au Sénat, nuisent à l'examen qu'il a le droit d'en faire, à la cohésion du travail de la commission des finances, qui ne peut étudier les réagissements des diverses parties du budget les unes sur les autres, et à la discussion publique dont les éléments se trouvent indûment séparés. — Protester contre cette situation faite au Sénat risquerait de devenir une vaine formule annuelle. Il suffit de dégager sa responsabilité de la mesure des douzièmes provisoires dans le cas où, sans aucune faute de sa part, il serait dans l'impossibilité matérielle de voter même le titre isolé qui lui est soumis avant le 29 décembre, jour où la loi doit être promulguée pour devenir exécutoire le 1er janvier dans toute la France... »

Le rapport faisait connaître ensuite les différentes modifications que la commission des finances avait cru devoir apporter aux chiffres fixés par la Chambre. Ces modifica-

aux ministres, pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1884, conformément à l'état A annexé à la présente loi. Ces crédits s'appliquent : à la dette publique, aux dotations et aux dépenses des pouvoirs législatifs, pour 1,314,907,480 fr.; aux services généraux des ministères, pour 1,355,622,380 fr.; aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour 334,386,646 fr.; aux remboursements et restitutions, non-valeurs et primes, pour 20,456.500 fr.; total général conforme à l'état A annexé à la présente loi, 3,025,373,006 francs.

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

2. Continuera d'être faite, pour 1884, au profit de l'Etat, conformément aux lois existantes, la perception des divers droits, produits et revenus énoncés dans l'état B annexé à la présente loi.

§ 3. — *Evaluation des voies et moyens.*

3. Les voies et moyens ordinaires applicables aux dépenses ordinaires du budget de l'exercice 1884 sont évalués, conformément à l'état C annexé à la présente loi, à la somme totale de 3,026,524,517 fr.

---

tions concernaient principalement le budget des cultes. Ainsi qu'il a été dit plus haut, la Chambre, se fondant sur les dispositions de la loi organique du 18 germinal an 10, avait décidé la réduction à 15,000 francs du traitement de l'archevêque de Paris qui figurait au projet de budget pour 45,000 fr. La commission, estimant qu'il était à la fois contraire à la pensée des législateurs de l'an 9 et de l'an 10 et à la justice distributive entre les divers fonctionnaires de l'Etat, de soumettre l'archevêque de Paris à une loi qui n'a pas été faite pour lui et de ne pas lui conserver la situation particulière que lui ont faite toutes les lois de finances depuis le Concordat, a rétabli le chiffre de 45,000 fr. — La Chambre avait supprimé, sur la proposition de M. Jules Roche, le crédit relatif aux bourses des séminaires catholiques, fixé à 816,000 fr. dans le projet du gouvernement et sur lequel la commission du budget s'était bornée à demander une réduction de 272,000 fr. La commission des finances, s'appuyant sur le principe que les lois qui organisent un service public ne peuvent être abrogées ou modifiées que suivant les formes et avec les garanties exigées par la constitution, et que cette abrogation ou cette modification ne saurait être opérée d'une manière indirecte par la voie budgétaire, a rétabli au budget le chapitre des bourses des séminaires catholiques, et l'a doté d'un crédit de 616,200 fr., soit une réduction de 200,000 fr., consentie par le gouvernement, sur le crédit demandé au projet de budget primitif. — Pour les mêmes raisons et aussi par des considérations de fait développées dans le rapport de M. Dauphin, la commission des finances a également rétabli dans leur intégralité les crédits alloués en 1883 aux séminaires protestants et israélites, soit une augmentation de 29,700 fr. pour les deux chapitres.

La délibération s'est ouverte au Sénat le 26 décembre. Après une déclaration de M. *Bocher*, portant que, dans les conditions où le budget était présenté, il renonçait, ainsi que ses collègues (de la droite), à prendre part à la discussion, le Sénat a abordé immédiatement l'examen des dépenses des différents ministères. Les crédits ont été votés presque sans discussion, avec les modifications proposées par la commission. Deux amendements ont cependant été adoptés, l'un tendant à rétablir au chap. 49 du budget de l'instruction publique le crédit de 574,000 fr., relatif aux bourses de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire, voté par la Chambre et supprimé par la commission ; l'autre ayant pour objet de rétablir au budget un crédit de 4 millions, à titre de subvention exceptionnelle aux communes pour alléger les charges de la gratuité de l'instruction primaire, dont la commission proposait également la suppression. — A l'occasion de la discussion du budget du ministère de la justice, M. *Dénormandie* a critiqué avec une grande vivacité la manière dont le gouvernement avait exécuté la loi sur la réforme judiciaire. M. *Martin-Feuillée*, garde des sceaux, lui a répondu.

Le projet a dû être porté de nouveau devant la Chambre, en raison des modifications qui y avaient été introduites. Conformément aux conclusions de la commission du budget, la Chambre, après avoir entendu M. *Jules Ferry*, président du conseil, et malgré l'opposition de M. *Jules Roche*, a accepté le rétablissement des crédits opérés par le Sénat.

ÉTAT A. — BUDGET ORDINAIRE DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1884.

Tableau, par chapitres, des dépenses ordinaires.

MINISTÈRE DES FINANCES.

1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE, DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.

DETTE CONSOLIDÉE.

Chap. 1er. Rentes 4 1/2 p. 100 (nouveau fonds), 305,399,097 fr. Chap. 2. Rentes 4 1/2 p. 100 (ancien fonds), 37,433,503 f. Chap. 3. Rentes 4 p. 100, 446,098 fr. Chap. 4. Rentes 3 p. 100, 362,697,685 fr. Total, 705,976,983 fr.

CAPITAUX REMBOURSABLES A DIVERS TITRES.

Chap. 5. Intérêts et amortissement des capitaux du budget sur ressources extraordinaires, 251,000,000 fr. Chap. 6. Rachat de concessions de canaux, 3,068,635 fr. Chap. 7. Annuité à la Société générale algérienne, 4,997,765 fr. Chap. 8. Intérêts et amortissement des obligations trentenaires, 6,653,000 fr. Chap. 9. Annuité de conversion de l'emprunt *Morgan*, 17,300,000 fr. Chap. 10. Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est, 20,500,000 fr. Chap. 11. Annuités aux départements, aux villes et aux communes, pour remboursement d'une partie des contributions extraordinaires et réparation des dommages résultant de la guerre, 17,399,000 f. Chap. 12. Annuités pour réparation des dommages causés par le génie militaire, 1,821,500 f. Ch. 13. Annuité de remboursement aux communes et aux départements des avances faites pour casernement, 8,963,000 fr. Chap. 14. Intérêts de capitaux de cautionnements, 9,590,000 fr. Ch. 15. Intérêts de la dette flottante du trésor, 28,000,000 fr. Chap. 16. Redevance envers l'Espagne pour la dotation de la frontière des Pyrénées, 20,000 fr. Chap. 17. Annuités aux compagnies de chemins de fer, 28,231,801 fr. Chap. 18. Intérêts et amortissement de l'emprunt contracté par le gouvernement sarde pour l'amélioration de l'établissement thermal d'Aix, 95,350 fr.

Total, 397,089,751 fr.

DETTE VIAGÈRE.

Chap. 19. Rentes viagères d'ancienne origine, [illegible] fr. Chap. 20. Pensions des grands fonctionnaires (loi du 17 juillet 1856), 140,000 fr. Chap. 21. Pensions de la pairie et de l'ancien Sénat, 100,000 fr. Chap. 22. Pensions civiles (loi du 22 août 1790), 1,410,000 fr. Chap. 23. Pensions à titre de récompense nationale, 23,000 fr. Chap. 24. Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, 8,310,000 fr. Ch. 25. Pensions militaires, 84,500,000 fr. Chap. 26. Pensions ecclésiastiques, 27,000 f. Chap. 27. Pensions de donataires dépossédés, 588,000 fr. Chap. 28. Pensions civiles (loi du 9 juin 1853), 56,300,000 fr. Chap. 29. Pensions et indemnités de réforme de la magistrature (loi du 30 août 1883), 1,400,000 fr. Chap. 30. Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X, 29,000 f. Chap. 31. Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe, 92,000 fr. Chap. 32. Anciens dotataires du Mont-de-Milan (décret du 18 décembre 1861), 295,000 fr. Chap. 33. Annuité à la caisse des dépôts et consignations pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire (loi du 5 mai 1869), 3,008,000 fr. Chap. 34. Annuité à la caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pension aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves, 9,820,000 fr.

Total, 166,388,355 fr.

DOTATIONS.

Chap. 35. Traitement du Président de la République, 600,000 fr. Chap. 36. Frais de maison du Président de la République, 300,000 fr. Chap. 37. Frais de voyages, de déplacement et de représentation du Président de la République, 300,000 fr. Chap. 38. Supplément à la dotation de la Légion d'honneur, 10,327,~~744 fr. Chap. 39.~~ Subvention à la caisse des invalides de la marine, 21,663,900 fr.

Total, 33,191,611 fr.

DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.

Chap. 40. Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs, 4,600,000 fr. Ch. 41. Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés, 7,160,780 fr.
Total, 11,760,780 fr.
Total général de la 1re partie, 1,314,907,480 fr.

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Chap. 42. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 4,028,970 f. Chap. 43. Traitements et frais de tournées des agents de l'inspection générale, 759,800 fr. Ch. 44. Personnel central des administrations financières, 1,529,950 fr. Chap. 45. Indemnités diverses, 100,200 fr Ch. 46. Matériel de l'administration centrale, 906,850 fr. Ch. 47. Impressions, 2,719,500 fr. Chap. 48. Dépenses diverses de l'administration centrale, 69,000 fr. Chap. 49. Personnel de l'administration des monnaies et médailles, 88,600 fr. Chap. 50. Matériel de l'administration des monnaies et médailles, 72,400 fr. Chap. 51. Dépenses diverses de l'administration des monnaies et médailles, 26,100 fr. Chap. 52. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance, 341,000 fr. Chap. 53. Dépenses des exercices clos (Mémoire). Chap. 54. Personnel de la cour des comptes, 1,522,100 fr. Chap. 55. Matériel et dépenses diverses de la cour des comptes, 79,800 fr. Chap. 56. Frais de trésorerie, 1,145,000 fr. Chap. 57. Traitements et émoluments des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs des finances, 6,816,700 fr.
Total pour le service général du ministère des finances, 20,205,970 fr.

3e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPOTS ET REVENUS PUBLICS.

Chap. 58. Personnel de l'administration des contributions directes, 3,778,000 f. Chap. 59. Dépenses diverses de l'administration des contributions directes, 1,393,030 fr. Chap. 60. Frais d'impression et de confection des rôles, 101,900 fr Chap. 61. Frais d'arpentage et d'expertise (Dépense à la charge du budget de l'Etat), 150,000 fr. Chap. 62. Mutations cadastrales, 576,000 fr. Chap. 63. Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie, 330,100 fr. Chap. 64. Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie, 422,620 f. Ch. 65. Personnel de la topographie en Algérie, 436,300 fr. Chap 66. Matériel de la topographie en Algérie, 308,100 fr. Chap. 67. Subvention au service de la propriété individuelle en Algérie, 519,725 fr. Chap 68. Remises aux percepteurs, et frais divers, 12,215,782 fr. Chap. 69. Indemnités et secours aux porteurs de contraintes, 469,000 fr. Chap. 70. Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires, 471,400 fr. Chap. 71. Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs, 200,000 fr. Chap. 72. Personnel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 15,723,900 fr. Chap. 73. Matériel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 1,090,000 fr. Chap. 74. Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 1,788,800 fr. Chap. 75. Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie, 720,700 fr. Chap. 76. Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie, 429,250 fr. Chap. 77. Personnel de l'administration des douanes, 28,377,370 fr. Chap. 78. Matériel de l'administration des douanes, 446,596 fr. Chap. 79. Dépenses diverses de l'administration des douanes, 1,369,395 fr. Chap. 80. Personnel des douanes en Algérie, 1,129,573 fr. Chap. 81. Matériel des douanes en Algérie, 108,347 fr. Chap. 82. Dépenses diverses des douanes en Algérie, 85,620. Chap. 83. Personnel de l'administration des contributions indirectes, 29,277,400 fr. Chap. 84. Matériel de l'administration des contributions indirectes, 450,000 fr. Chap. 85. Frais de loyer et indemnités de l'administration des contributions indirectes, 5,794,700 fr. Chap. 86. Dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes, 514,400 fr. Chap. 87. Achats de tabacs, primes et transports de l'administration des contributions indirectes, 1,290,000 fr. Chap. 88. Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes, 650,000 fr. Chap. 89. Personnel des contributions diverses en Algérie, 867,975 fr. Chap. 90 Matériel des contributions diverses en Algérie, 406,640 fr. Chap. 91. Personnel de l'administration des manufactures de l'Etat, 2,004,650 fr. Chap. 92. Gages et salaires de l'administration des manufactures de l'Etat, 17,600,000 fr. Chap. 93. Matériel de l'administration des manufactures de l'Etat, 3,125,000 fr. Chap. 94. Aménagement, entretien et réparation des bâtiments des manufactures de l'Etat, 350,000 fr. Chap. 95. Constructions nouvelles des manufactures de l'Etat, 1,125,000 fr. Chap. 96. Dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'Etat, 407,600 fr. Chap. 97. Indemnités et secours viagers à des ouvriers blessés ou infirmes, 55,000 fr. Chap. 98. Avances recouvrables par l'administration des manufactures de l'Etat, 160,000 fr. Chap. 99. Achats et transports de tabacs, 46,090,000 fr.
Total des frais de régie et de perception, 182,809,873 fr.

4e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.

Ch. 100. Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes spéciales assimilées aux contributions directes, 200,000 fr. Chap. 101. Remboursements sur produits indirects et divers, 5,175,000 f. Ch. 102. Remboursement de droits indûment perçus en Algérie, 43,000 fr. Chap. 103. Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers, 7,142,700 fr. Chap. 104. Attributions du service des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie, 365,800 fr. Chap. 105. Primes à l'exportation de marchandises, 380,000 fr. Chap. 106. Liquidation des dépenses d'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques, 10,000 fr.
Total des remboursements et restitutions, 13,316,500 fr.

RÉCAPITULATION.

1re partie. Dette publique, dotations et dépenses des pouvoirs législatifs, 1,314,907,480 fr. — 2e partie. Service général, 20,205,970 fr. — 3e partie. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, 182,809,873 f. — 4e partie. Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes, 13,316,500 f.
Total général pour le ministère des finances, 1,531,239,823 f.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES

1re SECTION. — *Service de la justice.*

Chap. 1er. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 578,800 fr. Chap. 2. Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale, 130,000 fr. Chap. 3. Personnel du conseil d'Etat, 1.055,300 fr Chap. 4. Matériel du conseil d'Etat, 83,800 fr. Chap. 5. Personnel de la Cour de cassation, 1,150,600 fr. Chap. 6. Menues dépenses de la Cour de cassation, 40,000 fr. Chap. 7. Cours d'appel, 6,188,750 fr. Chap. 8. Cours d'assises, 119,200 fr. Chap. 9. Tribunaux de première instance, 11,285,800 fr. Chap. 10. Tribunaux de commerce, 178,200 fr. Chap. 11. Tribunaux de police, 93,100 fr. Chap. 12. Justices de paix, 8,406,200 fr. Chap. 13. Personnel de la justice française en Algérie, 1,836,300 fr. Chap. 14. Matériel et menues dépenses de la cour d'appel d'Alger et frais de passage gratuit, 30,000 fr. Chap. 15. Personnel de la justice française en Tunisie, 168,000 fr. Chap. 16. Frais de justice criminelle, 5,725,000 fr. Chap. 17. Frais d'impression des statistiques, 25,000 fr. Chap. 18. Secours et dépenses imprévues, 85,000 fr. Chap. 19. Collection des lois étrangères, 20,000 fr. Chap. 20. Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements, 70,000 fr. Chap. 21. Personnel de la justice musulmane en Algérie, 95,100 fr. Chap. 22. Matériel de la justice musulmane en Algérie, 8,050 fr. Chap. 23. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (Mémoire.) Chap. 24. Dépenses des exercices clos. (Mémoire.)
Total pour le service de la justice, 37,372,200 fr.

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

2e SECTION. — *Service des cultes.*

Chap. 1er. Personnel des bureaux des cultes, 236,800 f. Chap. 2. Matériel des bureaux des cultes, 27,700 f. Chap. 3. Impressions, 8,300 fr. Chap. 4. Secours et dépenses diverses, 2,000 fr. Chap. 5. Traitements des archevêques et évêques, 999,000 fr. Chap. 6. Traitements des curés, 4,423,400 fr. Chap. 7. Allocations aux vicaires généraux, chanoines, desservants et vicaires, 34,752,743 fr. Chap. 8. Chapitre de St-Denis, 132,000 fr. Chap. 8 *bis*. Bourses des séminaires catholiques, 616,200 fr. Chap. 9. Pensions et secours ecclésiastiques, 897,000. Chap. 10. Secours annuels à divers établissements religieux, 5,900 fr. Chap. 11. Loyers pour évêchés, séminaires et dépendances des cathédrales, 112,423 fr. Chap. 12. Mobilier des archevêchés et évêchés et entretien des édifices diocésains, 790,000 fr. Chap. 13. Constructions et grosses réparations des édifices diosésains, 2,000,000 de fr. Chap. 14. Construction de la cathédrale de Gap, 131,000 fr. Chap. 15. Construction de la cathédrale de Marseille, 300,000 fr. Ch. 16. Achèvement de la cathédrale de Clermont, 100,000 fr. Chap. 17. Restauration de la cathédrale de Séez, 75,000 fr. Chap. 18. Restauration de la cathédrale de Nevers, 75,000 fr. Ch. 19. Restauration de la cathédrale d'Evreux, 80,000 fr. Chap 20 Restauration de la cathédrale de Reims, 200,000 fr Chap. 21. Restauration de la cathédrale de Bourges, 50,000 fr. Ch. 22. Restauration de la cathédrale d'Amiens, 100,000 fr. Chap. 23. Secours pour les églises et presbytères, 3,150,000 fr. Chap. 24. Personnel des cultes protestants, 1,533,400 fr. Ch. 25.

Dépenses des séminaires protestants, 56,900 fr. Chap. 26. Frais d'administration de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg, 10,000 fr. Chap. 27. Personnel du culte israélite, 170,900 fr. Chap. 28. Dépenses du séminaire israélite, 32,000 fr. Chap. 29. Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite, 100,000 fr. Chap. 30. Personnel du culte musulman, 166,490 f. Chap. 31. Matériel du culte musulman, 49,850 fr. Chap. 32. Frais de passages, 23,000 fr. Chap. 33. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (Mémoire.) Chap. 34. Dépenses des exercices clos (Mémoire.)

Total pour le service des cultes, 51,407,006 fr.

RÉCAPITULATION.

1re section. — Service de la justice, 37,372,200 fr.
2e section. — Service des cultes, 51,407,006 fr.
Total général pour le ministère de la justice et des cultes, 88,779,206 fr.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Chap. 1er. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 827,600 fr. Chap. 2. Matériel de l'administration centrale, 200,000 fr. Chap. 3. Impressions et fournitures de bureau, 25,000 fr. Chap. 4. Traitements des agents politiques, 3,121,300 fr. Ch. 5. Traitements des agents consulaires, 5,227,400 fr. Chap. 6. Traitements des agents en disponibilité, 140,000 fr. Ch. 7. Frais d'établissement des agents politiques et consulaires, 400,000 f. Chap. 8. Frais de voyages, 630,000 fr. Chap. 9. Frais de courriers, 170,000 fr. Chap. 10. Entretien des hôtels appartenant à la France à l'étranger, 200,000 fr. Chap. 11. Allocations aux établissements français en Orient ; secours aux écoles et frais divers de culte, 580,000 fr. Chap. 12. Indemnités du personnel auxiliaire des résidences, 395,000 fr. Chap. 13. Dépenses matérielles de service des résidences, 1,218,100 fr. Chap. 14. Présents diplomatiques, 40,000 f. Chap. 15. Indemnités et secours, 205,500 fr. Chap. 16. Dépenses secrètes, 500,000 fr. Chap. 17. Missions et dépenses extraordinaires, dépenses imprévues, 350,000 fr. Chap. 18. Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane, 52,000 fr. Chap. 19. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Mémoire). Chap. 20. Dépenses des exercices clos (Mémoire).

Total du service général, 14,281,900 fr.

3e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION.

Chap. unique. Remise de cinq pour cent sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires, 75,500 fr.

Total pour le ministère des affaires étrangères, 14,356,900 fr.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1re SECTION. — *Service du ministère de l'intérieur.*

Chap. 1er. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 1,456,800 fr. Chap. 2. Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, 300,000 fr. Chap. 3. Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements, 5,131,000 fr. Chap. 4. Personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures, 4,881,600 fr. Chap. 5. Frais matériels d'administration des préfectures et sous-préfectures, 1,353,800 francs. Chap. 6. Inspections générales administratives, 230,000 fr. Chap. 7. Subvention pour organisation et l'entretien des corps de sapeurs-pompiers, 10,000 fr. Chap. 8. Frais des élections sénatoriales (Mémoire). Chap. 9. Dépenses fixes du personnel d'administration et d'exploitation du *Journal officiel*, 74,300 fr. Chap. 10. Dépenses fixes du matériel d'administration et d'exploitation du *Journal officiel*, 28,100 fr. Chap. 11. Dépenses d'exploitation du *Journal officiel* non susceptibles d'une évaluation fixe (Personnel), 645,900 fr. Chap. 12. Dépenses d'exploitation du *Journal officiel* non susceptibles d'une évaluation fixe (Matériel), 309,000 fr. Chap. 13. Frais de rédaction du *Bulletin officiel des communes*, 6,000 f. Chap. 14. Traitements des commissaires et agents de l'émigration, 25,000 fr. Chap. 15. Dépenses diverses des commissariats de l'émigration, 11,000 fr. Chap. 16. Traitements des

commissaires de police, 2,078,720 fr. Chap. 17. Indemnités de déplacements et autres, 132,000 fr. Chap. 18. Subvention à la ville de Paris pour la police municipale, 7,693,825 fr. Chap. 19. Frais de police de l'agglomération lyonnaise, 1,469,266 fr. Chap. 20. Dépenses secrètes de sûreté publique, 2,000,000 fr. Chap. 21. Personnel du service pénitentiaire, 6,029,818 fr. Chap. 22. Entretien des détenus, 12,309,495 fr. Chap. 23. Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires, 43,075 fr. Chap. 24. Transport des détenus et des libérés, 520,000 fr. Chap. 25. Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (Services à l'entreprise), 220,000 fr. Chap. 26. Mobilier du service pénitentiaire (Services à l'entreprise), 96,396 fr. Chap. 27. Travaux ordinaires aux bâtiments (Service en régie), 349,900 fr. Chap. 28. Exploitations agricoles, 363,977 fr. Chap. 29. Dépenses accessoires du service pénitentiaire, 381,948 fr. Chap. 30. Subventions aux institutions de patronage, 60,000 fr. Chap. 31. Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire, 860,000 fr. Chap. 32. Acquisition de la colonie pénitentiaire du Val-d'Yèvre (cinquième annuité), 70,149 fr. Chap. 33. Subventions aux départements pour la transformation des prisons (loi du 5 juin 1875), 800,000 fr. Chap. 34. Subventions aux départements (loi du 10 août 1871), 4,000,000 fr. Chap. 35. Subventions à l'hospice des Quinze-Vingts, 250,000 f. Chap. 36. Subvention à la maison nationale de Charenton, 66,410 fr. Chap. 37. Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet, 120,000 fr. Chap. 38. Subvention à l'hospice national du Mont-Genèvre, 6,000 fr. Chap. 39. Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry, 50,000 fr. Chap. 40. Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris, 226,163 fr. Chap. 41. Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux, 100,000 fr. Chap. 42. Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles, 170,000 fr. Chap. 43. Subvention à la clinique nationale ophtalmologique, 50,000 fr. Chap. 44. Dépenses intérieures et frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés, 1,000,000 fr. Chap. 45. Frais de protection des enfants du premier âge, 800,000 fr. Chap. 46. Secours aux hospices, bureaux de charité et institutions de bienfaisance, 530,000 fr. Chap. 47. Service de la médecine gratuite dans les départements, 50,000 f. Chap. 48. Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches, 176,000 fr. Chap. 49. Secours personnels à divers titres, 881,000 fr. Chap. 50. Secours aux étrangers réfugiés, 290,000 fr. Chap. 51. Frais de rapatriement, 60,000 fr. Chap. 52. Remboursement de frais occasionnés par des individus sans domicile de secours, 150,000 fr. Chap. 53. Sociétés de secours mutuels, 160,000 fr. Chap. 54. Tombes militaires (loi du 4 avril 1873), 10,000 fr. Chap. 55. Matériel des cours d'appel, 530,000 fr. Chap. 56. Célébration de la fête nationale du 14 juillet, 500,000 fr. Chap. 57. Impressions et frais accessoires pour l'exécution des lois des 11 juillet 1868 et 25 juillet 1873 sur les chemins vicinaux, 10,000 fr. Chap. 58. Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français, 6,000 fr. Chap. 59. Travaux du palais de justice de Rennes, 72,000 fr. Chap. 60. Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales (loi du 30 juillet 1880), 200,000 fr. Chap. 61. Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux (loi du 30 juillet 1880), 450,000 fr. Chap. 62. Reconstruction de la cour d'appel de Paris, 500,000 fr. Chap. 63. Acquisition des bâtiments de la préfecture de police, 400,000 fr. Chap. 64. Impression de documents relatifs aux associations ouvrières, 25,000 fr. Chap. 65. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (Mémoire.) Chap. 66. Dépenses des exercices clos. (Mémoire.)

Total du service général, 61,739,639 fr.

4e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.

Chap. unique. Remboursements sur le produit du travail des détenus, 4,130,000 fr.

Total pour le service du ministère de l'intérieur, 65,869,639 fr.

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

2e SECTION. — *Service du gouvernement général de l'Algérie.*

Chap. 1er. Personnel de l'administration centrale en Algérie, 554,250 fr. Chap. 2. Matériel de l'administration centrale en Algérie, 62,000 fr. Chap. 3. Publications et impressions diverses, 50,000 fr. Chap. 4. Subsides, secours et récompenses en Algérie, 128,950 fr. Chap. 5. Personnel de l'administration civile en Algérie, 1,600,100 fr. Chap. 6. Matériel de l'administration civile en Algérie, 538,700 fr. Chap. 7. Personnel des polices centrales et force publique en Algérie, 436,427 fr. Chap. 8. Matériel des polices centrales en Algérie, 19,820. Chap. 9. Subvention au service de l'assistance publique en Algérie, 540,420 fr. Chap. 10. Personnel de l'administration militaire en Algérie, 337,818 fr. Chap. 11. Matériel de l'administration militaire en Algérie, 66,063 fr. Chap. 12. Colonisation en Algérie (frais généraux, secours aux colons, dessages gratuits), 525,109 fr. Chap. 13. Dépenses secrètes de l'Algérie, 80,000 fr. Chap. 14. Subventions aux chemins vicinaux de l'Algérie, 558,000 fr. Chap. 15. Dépenses de colonisation en Algérie, 2,470,000 fr. Chap. 16. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Mémoire). Chap. 17. Dépenses des exercices clos (Mémoire).

Total pour le service du gouvernement général de l'Algérie, 7,957,550 fr.

RÉCAPITULATION

1re section. — Service du ministère de l'intérieur, 65,869,639 fr.
2e section. — Service du gouvernement général de l'Algérie, 7,957,550 fr.
Total général pour le ministère de l'intérieur, 73,827,189 fr.

MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Chap. 1er. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 1,803,110. Ch. 2. Matériel de l'administration centrale, 453,450 fr. Chap. 3. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Mémoire). Chap. 4. Dépenses des exercices clos (Mémoire).
Total du service général, 2,256,560 fr.

3e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION.

Chap. 5. Traitement du personnel et indemnités à titre de traitements, 62,848,352 fr. Chap. 6. Indemnités diverses et secours, 8,352,790 fr. Chap. 7. Matériel des bureaux de la distribution, 14,581,545 fr. Chap. 8. Transport des dépêches postales, 10,683,709 fr. Chap. 9. Construction et entretien des lignes télégraphiques, 4,923,780 fr. Chap. 10. Dépenses diverses, 1,660,186 fr. Chap. 11. Subventions pour le service maritime entre le continent et la Corse, 355,000 fr. Chap. 12. Subventions pour les lignes de la Méditerranée, du Brésil et de la Plata, 4,382,263 fr. Chap. 13. Subvention pour le service de Calais à Douvres, 100,000 fr. Chap. 14. Subvention pour les lignes de New-York et des Antilles, 9,958,606 fr. Chap. 15. Subvention pour les lignes de l'Indo-Chine, 7,736,544 f. Chap. 16. Subvention pour les lignes de l'Algérie, 880,000 fr. Chap. 17. Subvention au service entre la France et l'Australie, 3,297,216 fr. Chap. 18. Personnel de l'Algérie, 2,337,189 fr. Chap. 19. Matériel de l'Algérie, 1,459,166 fr. Chap. 20. Dépenses diverses de l'Algérie, 53,379 fr.
Total des frais de régie, 133,609,725 fr.

4e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.

Chap. 21. Remboursements sur produits des postes et des télégraphes, 2,940,000 fr. Chap. 22. Répartition de produits d'amendes, 20,000 fr.
Total des remboursements et restitutions, 2,960,000 fr.

RÉCAPITULATION.

2e partie. — Service général, 2,256,560 fr. 3e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation, 133,609,725 fr. 4e partie. — Remboursements et restitutions, 2,960,000 fr.
Total général pour le ministère des postes et des télégraphes, 138,826,285 fr.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Chap. 1er. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 3,958,000 fr. Chap. 2. Matériel de l'administration centrale, 341,000 fr. Chap. 3. Frais généraux d'impressions, 650,000 fr. Chap. 4. Dépôt général de la guerre, 1,315,000 fr. Chap 5. Carte du nivellement général de la France (Mémoire). Chap. 6. Etats-majors, 23,656,280 fr. Chap. 7. Ecoles militaires (Personnel), 7,496,450 f. Chap. 8. Personnels hors cadres ou non classés dans les corps de troupes, 12,970,000 fr. Chap. 9. Solde des corps de troupes, 178,024,600 fr. Chap. 10. Gendarmerie départementale, bataillon mobile et légion d'Afrique, 36,121,400 fr. Chap. 11. Garde républicaine, 5,009,530 fr. Chap. 12. Vivres, 90,204,140 fr. Chap. 13. Chauffage et éclairage, 3,868,600 fr. Chap. 14. Fourrages, 74,440,050 fr. Chap. 15. Hôpitaux militaires, 11,292,590 fr. Chap. 16. Service de marche, 10,612,330 fr. Chap. 17. Habillement et campement, 38,039,900 fr. Chap. 18. Lits militaires, 6,688,620 fr. Chap. 19. Transports généraux, 3,236,610 fr. Chap. 20. Recrutement, 729,390 fr. Chap. 21. Réserve et armée territoriale, 395,690 fr. Chap. 22. Justice militaire (Prisons), 786,000 fr. Chap. 23. Ateliers et pénitenciers militaires, 182,600 fr. Chap. 24. Remonte générale, 12,994,000 fr Chap. 25. Recensement des chevaux et mulets, 60,000 fr. Ch. 26. Harnachement, 1,754,000 fr. Chap. 27. Artillerie et équipages militaires (Etablissements et matériel), 20,627,570 fr. Chap. 28. Poudres et salpêtres. (Personnel), 1,040,000 fr. Chap. 29. Poudres et salpêtres (Matériel), 5,478,850

fr. Chap. 30. Génie (Etablissements et matériel), 16,880,060 fr. Chap. 31. Ecoles militaires (Matériel), 4,531,700 fr. Chap. 32. Invalides de la guerre (Personnel), 74,000 fr. Chap. 33. Invalides de la guerre (Matériel), 555,620 fr. Chap. 34. Solde de non-activité, solde et traitement de réforme, 1,055,000 fr Chap. 35. Secours, 3,523,000 fr. Chap. 36. Dépenses secrètes, 550,000 fr. Chap. 37. Corps expéditionnaire de Tunisie, 12,702,000 fr. Chap. 38. Compagnies mixtes en Tunisie, 4,474,000 fr. Chap. 39. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Mémoire). Chap. 40. Dépenses des exercices clos (Mémoire). Ch. 41. Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1884 et non passibles de déchéance (Mémoire).

Total pour le ministère de la guerre, 596,318,580 fr.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

1re PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1re SECTION. — *Service marine.*

Chap. 1er. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 1,067,840 f. Chap. 2. Matériel de l'administration centrale, 190,990 f. Ch. 3. Dépôt des cartes et plans de la marine (Personnel), 108,000 fr. Chap. 4. Dépôt des cartes et plans (Matériel), 398,626 fr. Chap. 5. Etats-majors et équipages à terre et à la mer (Solde et entretien), 46,086,495 fr. Chap. 6. Casernement et objets divers relatifs aux équipages, 201,806 fr. Chap. 7. Ecole navale, 254,393 fr Chap. 8. Troupes et employés militaires, 13,621,553 fr. Chap. 9. Gendarmerie maritime, 958,315 fr. Chap. 10. Casernement et objets divers relatifs aux troupes, 983,493 fr. Chap. 11. Corps entretenus et agents divers, 4,965,133 fr. Chap. 12. Maistrance, gardiennage et surveillance, 3,303,496 fr. Chap. 13. Vivres, 20,619,075 fr. Chap. 14. Hôpitaux, 3,010,670 fr. Ch. 15. Constructions navales. — Salaires pour confections d'objets destinés aux magasins et réparation d'objets confectionnés, 2,916,371 fr. Chap. 16. Constructions navales. — Salaires pour constructions neuves, 8,628,500 fr. Ch. 17. Constructions navales. — Salaires pour réparations, 3,939,633 fr. Chap. 18. Constructions navales. — Salaires pour le service général, 6,549,688 fr. Chap. 19. Constructions navales. — Approvisionnements généraux et achats de bâtiments construits par l'industrie, 40,081,116 fr. Chap. 20. Artillerie. — Salaires pour confections, 1,571,545 fr. Chap. 21. Artillerie. — Salaires pour le service direct de la flotte, 75,200 fr. Chap. 22. Artillerie. — Salaires pour le service général, 954,940 fr. Chap. 23. Artillerie. — Approvisionnements généraux, achat de matériel, 13,731,934 fr. Chap. 24. Travaux hydrauliques, 9,193,390 fr. Chap. 25. Justice maritime, 225,063 fr. Chap. 26. Frais généraux d'impressions et achats de livres, 643,130 fr. Chap. 27. Frais de voyages du personnel, 3,629,000 fr. Chap. 28. Dépenses diverses, 719,000 fr. Ch. 29. Dépenses secrètes, 65,000 fr. Chap. 30 Inscription maritime, police de la navigation, surveillance de la pêche et service intérieur des ports en Algérie, 87,296 fr. Chap. 31. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Mémoire). Chap. 32. Dépenses des exercices clos (Mémoire). Chap. 33. Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1884 (Mémoire).

Total du service marine, 197,780,696 fr.

2e SECTION. — *Service colonial.*

Chap. 1er. Personnel de l'administration centrale, 248,360 fr. Chap. 2. Personnel des services civils aux colonies, 915,560 fr. Chap. 3. Personnel de la justice aux colonies, 1,634,293 fr. Chap. 4. Personnel des cultes aux colonies, 843,130 fr. Chap. 5. Personnel des services militaires aux colonies, 6,291,342 fr. Chap. 6. Personnel du Haut-Fleuve (Sénégal), 388,906 fr. Chap. 7. Frais de voyages par terre et par mer, 962,200 fr. Chap. 8. Missions coloniales, 100,000 fr. Chap. 9. Vivres, 5,936,830 fr. Chap. 10. Hôpitaux, 2,437,612 fr. Chap. 11. Matériel (Services civils), 98,700 fr. Chap. 12. Matériel (Services militaires), 2,400,050 fr. Ch. 13. Dépenses diverses et d'intérêt général, 449,015 fr. Chap. 14. Subvention au service local des colonies, 1,008,255 fr. Ch. 15. Service du Tonkin, 614,900 fr. Chap. 16. Avances dues à la compagnie des chemins de fer et du port de la Réunion, 750,000 fr. Chap. 17. Service pénitentiaire (Personnel), 5,974,420 fr. Chap. 18. Service pénitentiaire (Matériel), 1,465,926 fr. Chap. 19. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (Mémoire.) Chap. 20. Dépenses des exercices clos. (Mémoire.) Chap. 21. Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1884 (Mémoire).

Total du service colonial, 32,619,499 fr.

RÉCAPITULATION.

1re section. — Service marine, 197,780,696 fr. 2e section. — Service colonial, 32,619,499 fr.
Total général pour le ministère de la marine et des colonies, 230,400,195 fr.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1re SECTION. — *Service de l'instruction publique.*

Chap. 1er. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 729,100 fr. Chap. 2. Matériel de l'administration centrale, 172,900 f. Chap. 3. Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique, 425,700 fr. Chap. 4. Services généraux de l'instruction publique, 409,000 fr. Chap. 5. Administration académique, 1,851,650 fr. Chap. 6. Facultés. — Professeurs suppléants. — Chargés de cours. — Administration, 5,662,725 fr. Chap. 7. Facultés. — Matériel. — Personnel auxiliaire. — Dépenses diverses et bibliothèques universitaires, 2,720,875 fr. Chap. 8. Dépenses communes à toutes les facultés, 2,069,005 fr. Chap. 9. Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes, 1,099,750 fr. Chap. 10. Ecole des hautes études, 300,000 fr. Chap. 11. Ecole normale supérieure, 500,010 fr. Ch. 12. Collége de France, 490,280 fr. Chap. 13. Enseignement des langues orientales vivantes, 157,616 fr. Chap. 14. Ecole des chartes, 71,300 fr. Chap. 15. Ecole française d'Athènes, 79,400 fr. Chap. 16. Ecole française de Rome, 73,640 fr. Chap. 17. Muséum d'histoire naturelle (Personnel), 300,000 fr. Chap. 18. Muséum d'histoire naturelle (Matériel), 618,442 fr. Chap. 19. Institut national de France, 720,262 fr. Chap. 20. Académie de médecine, 75,500 fr. Chap. 21. Bureau des longitudes, 170,000 fr. Chap. 22. Observatoire de Paris, 317,700 fr. Chap. 23. Bureau central météorologique, 182,500 fr. Chap. 24. Observatoire d'astronomie physique de Meudon, 80,000 fr. Chap. 25. Observatoires de Marseille, Toulouse, Bordeaux et Lyon, 68,100 fr. Chap. 26. Observatoire météorologique de Montsouris, 40,000 fr. Chap. 27. Observatoires de Besançon, de Clermont, du Pic du Midi. — Ecole d'astronomie. — Dépenses communes à tous les observatoires, 119,300 fr. Ch. 28 Bibliothèque nationale (Personnel), 397,050 fr. Chap. 29. Bibliothèque nationale (Matériel), 277,023. Chap. 30. Bibliothèque nationale. — Dépenses extraordinaires. — Catalogues, 50,000 fr. Chap. 31. Bibliothèques publiques de Paris, 224,160 fr. Chap. 32. Bibliothèques publiques des départements, 33,900 fr. Chap. 34. Bibliothèques publiques. — Dépenses extraordinaires. — Catalogues des manuscrits, 30,000 fr. Chap. 35. Archives nationales, 210,000 fr. Chap. 36. Sociétés savantes et échanges internationaux, 176,000 fr. Chap. 37. Journal des savants, 24,00 fr. Chap. 38. Souscriptions scientifiques et littéraires, 140,000 fr. Chap. 39. Bibliothèques scolaires et populaires, 306,500 fr. Chap. 40. Encouragements aux savants et gens de lettres, 200,000 fr. Ch. 41. Voyages et missions. — Musée ethnographique, 222,100 fr. Chap. 42. Recueil et publication de documents inédits de l'histoire de France, 165,000 fr. Ch. 43. Encouragements aux membres du corps enseignant et souscriptions aux ouvrages classiques, 50,000 fr. Chap. 44. Voyages et missions scientifique en Algérie, 5,000 fr. Chap. 45. Frais généraux de l'instruction secondaire, 208,000 fr. Chap. 46. Lycées nationaux, 7,780,800 fr. Chap. 47. Collèges communaux, 2,860,000 fr. Chap. 48. Enseignement secondaire des jeunes filles, 850,000 fr. Chap. 49. Bourses nationales et dégrèvements, 2,700,000 fr. Chap. 50. Enseignement primaire. — Inspecteurs primaires, 2,180,097 fr. Chap. 51. Enseignement primaire. — Inspectrices, 85,200 fr. Chap. 52. Ecoles normales primaires. — Ecoles normales supérieures d'enseignement primaire, 736,200 fr. Chap. 53 Enseignement primaire. — Ecoles de garçons et écoles mixtes. — Cours d'adultes. — Personnel, 51,610,200 fr. Chap. 54. Enseignement primaire. — Ecoles de filles et écoles maternelles. — Cours d'adultes — Personnel, 24 millions 455,600 fr. Chap. 54 bis. Subvention exceptionnelle aux communes pour alléger des charges de la gratuité de l'instruction primaire, 4,000,000 de fr. Chap. 55. Enseignement primaire. — Matériel, 5,723,400 fr. Chap. 56. Enseignement primaire. — Encouragements, 200,000 fr. Chap. 57. Enseignement primaire. — Secours et allocations, 2,803,616 fr. Ch. 58. Instruction publique musulmane, 49,000 fr. Chap. 59. Remboursement par annuités à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, 9,856,000 fr. Chap. 60. Reconstruction et agrandissement des bâtiments de la Sorbonne, 1,400,000 fr. Chap. 61. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (Mémoire.) Chap. 62. Dépenses des exercices clos. (Mémoire.)

Total pour la 1re section, 139,571,201 fr.

2e SECTION. — *Service des Beaux-Arts.*

Chap. 1er. Personnel de l'administration des beaux-arts, 441,000 fr. Chap. 2. Traitements des inspecteurs, 406,500 fr. Chap. 3. Frais divers des inspections et frais de missions, 36,500 fr. Chap. 4. Matériel de l'administration des beaux-arts, 65,100 fr. Chap. 5. Académie de France à Rome (Personnel), 21,960 fr. Chap. 6. Académie de France à Rome (Matériel), 130,240 fr. Chap. 7. Ecole nationale et spéciale des beaux-arts à Paris, 358,210 fr. Chap. 8. Ecole nationale des arts décoratifs à Paris (Personnel), 84,315 fr. Chap. 9. Ecole nationale des arts décoratifs (Matériel), 15,685 fr. Chap. 10. Ecole nationale de dessin pour les jeunes filles à Paris (Personnel), 24,500 fr. Chap. 11. Ecole nationale de dessin pour les jeunes filles à Paris (Matériel), 15,700 fr. Chap. 12. Ecole spéciale d'architecture à Paris et écoles des beaux-arts dans les départements, 63,000 fr. Chap. 13. Ecoles spéciales des beaux-arts et de

dessin dans les départements, 333,450 fr. Chap. 14. Conservatoire national de musique et de déclamation, 256,300 fr. Chap. 15. Succursales du conservatoire et écoles de musique dans les départements, 222,000 fr. Chap. 16. Théâtres nationaux, 1,480,000 fr. Chap. 17. Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements, 78,000 fr. Chap. 18. Indemnités et secours. — Théâtres, 130,000 fr. Chap. 19. Beaux-arts et théâtres en Algérie, 51,000 fr. Chap. 20. Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements, 1,130,890 fr. Chap. 21. Indemnités et secours. — Beaux-arts, 140,000 fr. Chap. 22, Manufacture nationale de Sèvres, 689,450 fr. Chap. 23. Manufacture nationale des Gobelins, 236,520 fr. Chap. 24. Manufacture nationale de Beauvais, 116,350 fr. Chap. 25. Atelier national de mosaïque, 25,000 f. Chap. 26. Musées nationaux, 844,565 f. Chap. 27. Musées départementaux et municipaux, 15,000 fr. Chap. 28. Souscriptions aux ouvrages d'art et publications, 127,450 fr. Chap. 29. Exposition à Paris et dans les départements, 25,000 fr. Chap. 30. Monuments historiques et mégalithiques, 1,575,200 fr. Chap. 31. Service du mobilier national. — Personnel, 158,700 fr. Chap. 32. Service du mobilier national. — Matériel, 163,400 fr. Chap. 33. Service des régies des palais nationaux — Personnel, 318,425 fr. Chap. 34. Service des régies des palais nationaux. — Matériel, 337,975 fr. Chap. 35. Personnel des bâtiments civils, 111,160 fr. Chap. 36. Entretien des bâtiments civils, 858,600 fr. Chap. 37. Réfections et grosses réparations des bâtiments civils, 885,900 fr. Chap. 38. Entretien des palais nationaux. — Personnel, 125,000 fr. Chap. 39. Entretien des palais nationaux. — Matériel, 888,550 fr. Chap. 40. Réfections et grosses réparations des palais nationaux, 450,000 fr Chap. 41 Entretien et grosses réparations des eaux de Versailles et de Marly. — Personnel, 105,000 fr. Chap. 42. Entretien et grosses réparations des eaux de Versailles et de Marly. — Matériel, 245,000 fr. Chap. 43. Maison de santé de Charenton, 300,000 fr. Chap. 44. Château de Pierrefonds, 50,000 fr. Chap. 45. Institution des sourds-muets de Chambéry, 151,000 fr. Chap. 46. Palais du Louvre, 311,000 fr. Chap. 47. Construction de nouvelles serres et de nouvelles galeries au Muséum d'histoire naturelle, 800,000 fr. Chap. 48. Reconstruction et agrandissement des bâtiments de dépôts d'étalons, 50,000 fr. Chap. 49. Réparations et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles, 100,000 fr. Chap. 50. Travaux ordinaires en Algérie, 310,000 fr. Chap. 51. Institution des sourds-muets, 171,000 fr. Chap. 52. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (Mémoire.) Chap. 53. Dépenses des exercices clos. (Mémoire.)

Total pour la 2e section, 15,680,193 fr.

RÉCAPITULATION.

1re section. — Service de l'instruction publique, 139,571,201 fr. — 2e section. — Service des beaux-arts, 15,680,193 fr.

Total général pour le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, 155,251,396 fr.

MINISTÈRE DU COMMERCE.

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Chap. 1er. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 547,350 fr. Chap. 2. Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, 141,000 fr. Chap. 3. Impressions, 285,080 fr. Chap. 4. Conservatoire des arts et métiers, 441,450 fr. Chap. 5. Ecoles nationales d'arts et métiers, 1,304,100 fr. Chap. 6. École nationale d'horlogerie de Cluses, 36,000 fr. Chap. 7. Bourses à l'école centrale des arts et manufactures, 30,000 fr. Chap. 8. Enseignement commercial, 64,350 fr. Chap. 9. Subventions à des établissements d'enseignement technique, 115,000 fr. Chap. 10. Inspection du travail des enfants dans les manufactures, 125,600 fr. Chap. 11. Frais de surveillance de sociétés et établissements divers, 29,000 fr. Chap. 12. Encouragements aux manufactures et au commerce. — Comité consultatif des arts et manufactures, 40,000 fr. Chap. 13. Propriété industrielle, 36,000 fr. Chap. 14. Commerce extérieur, expertises, valeurs de douanes, 48,000 fr. Chap. 15. Encouragements aux pêches maritimes, 2,000,000 de fr. Chap. 16. Subvention à la marine marchande, 11,000,000 de fr. Chap. 17. Personnel des poids et mesures, 1,102,800 fr. Chap. 18. Matériel des poids et mesures et dépenses diverses, 114,500 fr. Chap. 19. Vérification des alcoomètres, 65,000 fr. Chap. 20. Personnel des établissements thermaux, 137,500 fr. Chap. 21. Matériel des établissements thermaux et dépenses diverses, 126,300 fr. Chap. 22. Personnel du service sanitaire, 317,800 fr. Chap. 23. Matériel du service sanitaire et dépenses diverses, 107,300 fr. Chap. 24. Visite annuelle des pharmacies et magasins de droguéries, 270,000 fr. Chap. 25. Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada, 90,000 fr. Chap. 26. École d'apprentissage de Dellys (Algérie), 96,850 fr. Chap. 27. Service des poids et mesures en Algérie, 68,300 fr. Chap. 28. Subventions aux établissements thermaux d'Algérie, 3,000 fr. Chap. 29. Service sanitaire maritime en Algérie, 36,100 fr. Ch. 30. Visite des pharmacies en Algérie, 12,000 fr. Chap. 31. Construction et installation de l'école

centrale des arts et manufactures, 806,584 fr. Chap. 32. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (Mémoire.) Chap. 33. Dépenses des exercices clos. (Mémoire.)
Total du ministère du commerce, 19,586,764 fr.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES

Chap. 1er. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 755,000 fr. Ch. 2. Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, 136,700 fr. Chap. 3. Impressions, 158,760 fr. Chap. 4. Personnel des écoles vétérinaires, 418,800 fr. Chap. 5. Matériel des acoles vétérinaires, 581,000 fr. Chap. 6. Service des épizooties, 194,180 fr. Chap. 7. Indemnité pour abatage d'animaux, 600,000 fr. Chap. 8. Personnel de l'enseignement agricole, 729,270 fr. Chap. 9. Matériel de l'enseignement agricole, 984,605 fr. Chap. 10. Subventions à diverses institutions agricoles, 817,400 fr. Chap. 11. Inspection de l'agriculture et de la sériciculture, 160,000 fr. Ch. 12. Encouragements à l'agriculture et au drainage, 1,974,900 fr. Ch. 13. Statistique agricole décennale de 1882, 35,000 fr. Chap. 14. Phylloxera, doryphora et autres parasites, 1,250,000 f. Ch. 15. Primes pour la destruction des loups, 100,000 f. Ch. 16. Personnel des haras et dépôts d'étalons, 1,621,230 fr. Chap. 17. Matériel des haras et dépôts d'étalons, 2,667,635 fr. Chap. 18 Remonte des haras, 1,459,000 fr. Chap. 15. Encouragements à l'industrie chevaline, 2,249,000 fr. Chap. 20. Personnel des ingénieurs, conducteurs et agents secondaires des ponts et chaussées attachés au service de l'hydraulique agricole, 305,000 fr. Chap. 21. Etudes et subventions pour travaux ordinaires d'irrigation, de desséchement, de curage et d'amélioration agricole, 1,798,500 fr. Chap. 22. Travaux de routes agricoles et salicoles, 20,000 fr. Chap. 23. Assainissement des marais communaux, 10,000 fr. Chap. 24. Prêts pour irrigations et desséchements, 5,000 fr. Chap. 25. Garanties d'intérêts aux compagnies concessionnaires des grandes entreprises d'amélioration agricole, 316,000 fr. Chap. 26. Etudes et travaux relatifs à l'aménagement des eaux, 4,540,000 fr. Ch. 27. Surveillance de sociétés et établissements divers, 14,000 fr. Chap. 28. En couragements à l'agriculture en Algérie, 144,000 fr. Chap. 29. Encouragements à l'industrie chevaline en Algérie, 69,000 fr. Chap. 30. Travaux hydrauliques en Algérie, 920,300 fr. Chap. 31. Dépenses des exercices périmés non frappées de décheance (Mémoire). Chap. 32. Dépenses des exercices clos (Mémoire).
Total du service général, 25,034,280 fr.

3e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPOTS ET REVENUS PUBLICS.

Chap. 33. Personnel du service des forêts, 6,223,192 fr. Chap. 34. Personnel de l'enseignement forestier, 161,700 fr. Ch. 35. Matériel de l'enseignement forestier, 33,685 fr. Ch. 36. Amélioration des forêts domaniales, 2,010,000 fr. Chap. 37 Entretien des forêts domaniales, 815,000 fr. Chap. 38. Reboisement et gazonnement, 3,404,000 fr. Chap. 39. Fixation des dunes, 450,000 fr. Chap 40. Dépenses diverses du service des forêts, 218,258 fr. Chap. 41. Contributions des forêts domaniales, 1,722,000 fr. Chap. 42. Avances recouvrables, 733,000 francs. Chap. 43. Personnel du service des forêts en Algérie, 1,516,263 fr. Chap. 44. Matériel du service des forêts en Algérie, 522,000 fr. Chap. 45. Dépenses diverses du service des forêts en Algérie, 83,950 fr.
Total des frais de régie, 17,892,048 fr

4e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.

Chap. 46. Remboursements sur produits divers des forêts, 50,000 fr.
Total des remboursements et restitutions, 50,000 fr.

RÉCAPITULATION.

2e partie. — Service général, 25,034,280 fr. 3e partie. — Frais de régie, de perception, etc., 17,892,048 fr. 4e partie — Remboursements et restitutions, 50,000 fr.
Total général pour le ministère de l'agriculture, 42,976,328 fr.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

2e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1re SECTION. — *Service ordinaire.*

Chap. 1er. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 1,038,400 fr. Chap. 2. Personnel de l'administration centrale attaché au service des grands travaux publics, 277,100 f. Chap. 3. Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, 219,000 f. Chap. 4. Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale pour le service des grands travaux publics, 119,200 fr. Chap. 5. Personnel du corps des ponts et chaussées. — Enseignement et école des ponts et chaussées, 4,210,600 fr. Chap. 6. Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées, 121,000 fr. Chap. 7. Personnel des conducteurs des ponts et chaussées, 3,536,600 fr. Chap. 8. Personnel du corps des mines; enseignement et écoles, 1,050,000 fr. Chap. 9. Personnel des gardes-mines, 456,000 fr. Chap. 10. Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime, 316,500 fr. Chap. 11. Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées, 1,966,600 fr. Chap. 12. Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce, 1,920,300 fr. Chap. 13. Personnel des maîtres et gardiens des phares et fanaux, 453,700 fr. Chap. 14. Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale, 359,200 fr. Chap. 15. Personnel des inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer, 255,000 fr. Chap. 16. Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer, 912,000 fr. Chap. 17. Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer concédés, 358,600 fr. Chap. 18. Contrôle et surveillance des tramways, 29,726 f. Chap. 19. Secours, 250,000 fr. Ch. 20. Etablissements thermaux appartenant à l'Etat, 18,000 fr. Chap. 21. Routes et ponts (Travaux ordinaires, entretien et grosses réparations), 29,327,000 fr. Chap. 22. Routes forestières de la Corse, 150,000 fr. Chap. 23. Entretien des chaussées de Paris, 3,700,000 fr. Chap. 24. Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales, 1,000,000 f. Ch. 25. Navigation intérieure. — Rivières (Travaux ordinaires, entretien et grosses réparations), 5,250,000 fr. Chap. 26. Navigation intérieure. Canaux (Travaux ordinaires, entretien et grosses réparations), 5,650,000 fr. Chap. 27. Ports maritimes, phares et fanaux (Travaux ordinaires, entretien et grosses réparations), 7,200,000 fr. Chap. 28. Matériel des mines, 53,000 fr. Chap. 29. Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer, 18,392,989 fr. Chap. 30. Personnel des travaux publics en Algérie, 1,312,013 fr. Chap. 31. Travaux ordinaires en Algérie. — Routes nationales et ponts. — Grande voirie. — Subventions aux routes départementales. — Chemins non classés, 4,038,700 fr. Chap. 32. Travaux ordinaires en Algérie (Ports maritimes, phares, fanaux et balises), 501,442 fr. Chap. 33. Travaux ordinaires en Algérie (Etudes et dépenses diverses relatives aux ponts et chaussées), 79,430 f. Chap. 34. Travaux ordinaires en Algérie (Mines et forages. — Matériel et travaux), 100,000 fr. Chap. 35. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (Mémoire.) Chap. 36. Dépenses des exercices clos. (Mémoire.)

Total de la première section, 96,622,100 fr.

2e SECTION. — *Travaux extraordinaires.*

Chap. 37. Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales, 2,500,000 fr. Ch. 38. Routes forestières de la Corse, 150,000 f. Chap. 39. Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés, 1,800,000 de fr. Chap. 40. Grosses réparations des chaussées des routes nationales, 4,000,000 de fr. Chap. 41. Remboursement d'avances affectées aux travaux de rectification des routes nationales, 122,167 fr. Chap. 42. Garanties d'intérêts aux concessionnaires de tramways, 19,500 fr. Chap. 43. Construction de ponts, 1,800,000 fr. Chap. 44. Amélioration des rivières, 1,570,000 fr. Chap. 45 Amélioration des canaux, 875,000 fr. Chap. 46. Amélioration des ports, 1,415,000 fr. Chap. 47. Travaux de défense contre les inondations, 1,100,000 fr. Chap. 48. Nivellement général de la France (opérations et représentation graphique), 50,000 fr. Chap. 49. Exécution de la carte géologique détaillée de la France, 80,000 fr. Chap. 50. Subventions pour chemins de fer d'intérêt local, 720,906 fr. Chap. 51. Garanties d'intérêts aux concessionnaires de chemins de fer d'intérêt local, 200,000 fr. Chap. 52. Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer, 5,000,000 f. Chap. 53. Annuités pour paiement aux compagnies de chemins de fer des garanties d'intérêts afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872, 2,500,000 fr. Chap. 54. Travaux à exécuter d'office sur les lignes concédées sauf règlement ultérieur, 50,000 fr. Chap. 55. Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer rachetés par l'Etat depuis la loi du 18 mai 1878 (lois diverses) et des lignes revenues à l'Etat par suite de déchéances définitives, 30,000 francs. Chap. 56. Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif, 1,000 fr. Chap. 57. Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'Etat,

50,000 fr. Chap. 58. Travaux extraordinaires en Algérie (Routes nationales, subventions aux routes départementales, chemins non classés), 632,667 fr. Chap. 59. Garanties d'intérêts aux chemins de fer algériens et tunisiens, 12,522,000 fr.
Total de la 2e section, 37,188,240 fr.

RÉCAPITULATION.

1re section. — Service ordinaire, 96,622,100 fr. — 2e section. — Travaux extraordinaires, 37,188,240 fr.
Total général pour le ministère des travaux publics, 133,810,340 fr.

RÉCAPITULATION
DU BUDGET ORDINAIRE DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1884.

1re PARTIE. — *Dette publique, dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.*

Ministère des finances, 1,314,907,480 fr.

2e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*

Ministère de la justice et des cultes. Première section, service de la justice, 37,372,200 fr. Deuxième section, service des cultes, 51,407,006 fr. Ministère des affaires étrangères, 14 millions 281,900 fr. Ministère de l'intérieur. Service de l'intérieur, 61,739,639 fr. Service du gouvernement général de l'Algérie, 7,957,550 fr. Ministère des finances, 20,205,970 fr. Ministère des postes et télégraphes, 2,256,560 f. Ministère de la guerre, 696,318,560 fr. Ministère de la marine et des colonies, 1re section, service marine, 197,780,696 fr. 2e section, service colonial, 32,619,499 fr. Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. 1re section, service de l'instruction publique, 139,571,201 f. 2e sect., service des beaux-arts, 15 millions 680,195 f. Ministère du commerce, 19,586,764 f. Ministère de l'agriculture, 25,034,280 f. Ministère des travaux publics. 1re section, service ordinaire, 96,622,100 fr. 2e section, travaux extraordinaires, 37,188,240 fr.

3e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*

Ministère des finances, 182,809,873 fr. Ministère des affaires étrangères, 75,000 fr. Ministère des postes et des télégraphes, 133,609,725 fr. Ministère de l'agriculture, 17,892,048 fr.

4e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*

Ministère des finances, 13,316,500 f. Ministère de l'intérieur, 4,130,000 fr. Ministère des postes et des télégraphes, 2,960,000 fr. Ministère de l'agriculture, 50,000 fr.
Total général des dépenses ordinaires de l'exercice 1884, 3,025,373,006 fr.

ETAT B. *Tableau des droits, produits et revenus au profit de l'Etat dont la perception est autorisée pour 1884, conformément aux lois existantes.*

Produits du domaine autre que le domaine forestier.

France :

Revenus et produits de toute nature du domaine public, fluvial, maritime et terrestre; revenus et produits de toute nature des biens de l'Etat, reliés et créances, produits des aliénations d'objets mobiliers et d'immeubles, successions en déshérence, épaves et biens vacants (lois des 22 octobre, 6 novembre 1790, 22 novembre-1er décembre 1790, 8 juillet 1791, 14 frimaire an 7, 9 germinal an 11, 1er juin 1864 et 20 décembre 1872):

Algérie :

Revenus et produits de toute nature du domaine autre que le domaine forestier; produits des biens des corporations; rentes et créances; produits des aliénations d'objets mobiliers et d'immeubles; successions en déshérence, épaves et biens vacants.

Produits des forêts.

France :

Produits des coupes de bois, frais d'adjudication des coupes de bois de l'État; produits de toutes adjudications concernant les forêts, autres que les adjudications des coupes; prix de vente de bois provenant des exploitations accidentelles; fermage du droit de chasse dans les forêts de l'Etat; autres menus produits; frais d'administration des bois des communes et établissements publics (loi des 25 juin 1841; art. 5; 19 juillet 1845, art. 6; 14 juillet 1856, art. 14). Valeur des bois cédés aux arsenaux; prix de cession de terrains pour cause d'utilité publique.

Algérie :

Produits des coupes de bois; produits accessoires des forêts, frais d'administration des bois des communes et établissements publics; valeur des bois cédés aux arsenaux. (Mêmes lois que ci-dessus et ordonnance du 22 juillet 1834.) Vente des anciennes concessions de chênes-lièges. (Décret des 2 février-22 mars 1870.)

Impôts et revenus indirects.

Produits de l'enregistrement et du timbre en France. — Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, amendes de consignation, de condamnation, de contravention; décimes et demi-décime (lois des 6 prairial an 7, 23 août 1871 et 30 décembre 1873). Droits de chancellerie pour légalisation d'actes et visa de passeports; droits de sceau attribués au trésor (lois des 17 août 1838, 29 janvier 1831 et 20 février 1849). Perceptions diverses. Droits de timbre; décimes, droits d'affichage; passeports; permis de chasse.

Produits de l'enregistrement et du timbre en Algérie. — Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques; amendes de consignation, de contravention et de condamnation. Perceptions diverses. Droits de timbre; double décime.

Produits des douanes en France. — Droits de douane à l'importation sur les marchandises diverses (loi du 7 mai 1881 et traités de commerce; loi du 19 juillet 1880; lois et décrets cités au tarif officiel de 1882). Sur les sucres coloniaux (lois des 19 juillet 1880 et 7 mai 1881). Sur les sucres étrangers (lois des 19 juillet 1880, 7 mai 1881 et traités de commerce). Droit de statistique (loi du 22 janvier 1872). Droits de navigation (lois des 27 vendémiaire an 2 et 30 janvier 1872; loi de finances du 29 juillet 1881; lois et décrets désignés dans les observations préliminaires du tarif officiel de 1877, nos 507 à 535). Droits et produits divers, y compris les intérêts de retard pour crédits de droits (lois des 28 avril 1816, 2 juillet 1836, 22 janvier 1872 et 15 février 1875; lois et décrets cités dans les observations préliminaires du tarif officiel de 1877, nos 536 à 562). Taxe de consommation des sels (loi du 28 décembre 1848).

Produits des douanes en Algérie. — Produits des douanes (lois et décrets cités dans le tarif officiel de 1882, traités de commerce). Droits de navigation (lois et décrets cités dans les observations préliminaires du tarif officiel de 1877, nos 507 à 535). Droits et produits divers (ordonnance du 21 décembre 1844 sur l'octroi de mer et décrets des 18 juillet 1864 et 25 septembre 1880; lois des 26 avril 1816, 2 juillet 1836; lois et décrets cités dans les observations préliminaires du tarif officiel de 1877, nos 536 à 562).

Produits des contributions indirectes. — Impôt sur les boissons (lois des 28 avril 1816, 8 mai 1869, 1er septembre 1871, 26 mars 1872, 31 décembre 1873 et 19 juillet 1880). Impôt sur les vinaigres et l'acide acétique (loi du 17 juillet 1875) Taxe de consommation sur les sels (loi du 28 décembre 1848). Droit sur le sucre indigène (lois des 31 mai 1846, 30 décembre 1875 et 19 juillet 1880). Droit sur les allumettes (lois des 4 septembre 1871, 22 janvier et 2 août 1872, 15 mars 1873 et 28 janvier 1875). Droit sur les papiers (lois des 4 septembre 1871, 21 juin et 30 décembre 1873). Droit sur les huiles minérales (lois des 16 septembre 1871 et 29 décembre 1878). Droit d'entrée sur les huiles autres que les huiles minérales (lois des 31 décembre 1873 et 22 décembre 1878). Droit sur la stéarine et les bougies (loi du 30 décembre 1873). Droit de fabrication sur la dynamite et la nitro-glycérine (loi du 8 mars 1875; décrets des 5 juillet 1875, 24 août 1875 et 17 mai 1876). Produit des deux dixièmes sur le prix des places de voyageurs et des bagages et messageries transportés en grande vitesse par les chemins de fer (lois des 2 juillet 1838, 14 juillet 1855 et 10 septembre 1871). Droit sur les voitures publiques de terre et d'eau (lois des 9 vendémiaire an 6, 5 ventôse an 12, 25 mars 1817, 20 juillet 1837 et 11 juillet 1879).

Droits divers :

Licences autres que celles des voitures publiques (lois des 28 avril 1816, 10 mars 1819, 1er et 4 septembre 1871, 30 et 31 décembre 1873 et 17 juillet 1875). Licences annuelles des voitures publiques (loi du 25 mars 1817). Droits de tonnage (décrets des 28 avril 1866, 13 avril 1870 et 21 juin 1878; loi du 27 juillet 1871). Péages sur les ponts (loi du 14 floréal an 10).

Bacs et passages d'eau (loi du 6 frimaire an 7). Pêche, francs-bords, prises d'eau (lois des 18-27 mai, 19 août et 12 septembre 1791, 28 messidor an 2 et 16 juillet 1840; décrets des 23 décembre 1810 et 25 mars 1863). Garantie des matières d'or et d'argent (lois des 19 brumaire an 6, 5 ventôse an 12 et 30 mars 1872). Droit de garantie des marques de fabrique et de commerce (loi du 26 novembre 1873 et décret du 25 juin 1874). Droit de dénaturation sur l'alcool (loi du 2 août 1872). Timbres (loi du 28 avril 1816). Cartes à jouer (lois des 9 vendémiaire an 6, 5 ventôse an 12, 1er septembre 1871 et 21 juin 1873). Prélèvement sur les communes pour frais de casernement (loi du 15 mai 1818). Portion du trésor dans la valeur des tabacs et poudres saisis (lois des 13 fructidor an 5 et 28 avril 1816). Amendes et confiscations, contributions indirectes, culture des tabacs (lois des 13 fructidor an 5, 19 brumaire an 6, 9 brumaire an 7, 23 pluviôse an 13, 24 avril 1806, 28 avril 1816, 25 mars 1817, 24 juin 1824, 19 juin 1840, 25 juin 1841, 4 et 16 septembre 1871, 28 février, 26 mars et 2 août 1872, 15 mars, 21 juin, 30 et 31 décembre 1873, 28 janvier, 8 mars, 17 et 28 juillet 1875, et décret du 4 prairial an 13). Simples, doubles, quadruples et sextuples droits sur acquits non rentrés (décret du 22 août 1791, ordonnance du 11 juin 1816; lois des 28 avril 1816, 21 juin et 30 décembre 1873). Indemnité pour frais d'exercice dans l'intérieur des villes (ordonnance du 9 décembre 1814). Recouvrements d'avances (ordonnance du 9 décembre 1814; loi du 28 avril 1816). Prix des plombs apposés pour les sels, les sucres, les allumettes et les bougies (lois des 26 juin 1841 et 31 mai 1846; décrets des 11 août 1851, 1er septembre 1852, 29 novembre 1871 et 8 janvier 1874; arrêté ministériel du 15 novembre 1879). Indemnités pour frais de surveillance des entrepôts de sucres (loi du 31 mai 1846). Indemnités pour frais de surveillance des fabriques de soude (loi du 2 juillet 1862). Intérêts de retard pour crédits de droits (loi du 15 février 1875). Recettes accidentelles. Retenues sur la livraison des tabacs pour le paiement des experts (loi du 24 décembre 1814). Double décime et demi (lois des 6 prairial an 7, 11 novembre 1813, 28 avril 1816, 25 mars 1817, 14 juillet 1855 et 30 décembre 1873).

Produit de la vente des tabacs (lois des 28 avril 1816, 3 mars 1820, 4 septembre 1871, 29 février, 21 décembre 1872 et 1er décembre 1875; décrets des 29 juin et 10 août 1853, 14 juillet 1860, 16 août 1862, 29 juin 1863, 22 décembre 1871, 11 juin 1872, 25 avril 1876, 28 août 1877, 19 décembre 1878, 28 mai 1879 et 26 juillet 1882). Produit de la vente des poudres à feu (lois des 13 fructidor an 5, 16 mars 1819, 7 août 1850 et 23 juillet 1873; décrets des 29 septembre 1850, 8 octobre 1864, 10 mai 1872, 31 mai et 27 septembre 1873 et 6 août 1875).

Produits des contributions diverses de l'Algérie. — Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons (ordonnance du 31 janvier 1847). Droit de licence sur la fabrication et la vente des tabacs (ordonnance des 31 janvier 1847 et 1er janvier 1848).

Droits divers et recettes à différents titres :

Droits de garantie des matières d'or et d'argent (décrets des 24 juillet 1857 et 6 août 1859; lois des 30 mars 1872 et 30 décembre 1873; décrets de promulgation des 11 juin 1872 et 11 septembre 1874). Droits de garantie des marques de fabrique et de commerce (décrets des 25 juin et 7 août 1874). Droits des estampilles délivrées aux entrepreneurs de voitures publiques (décret du 5 novembre 1855 et arrêté ministériel du 18 décembre 1856). Timbre des expéditions et quittances (loi du 28 avril 1816). Frais de poursuites (arrêté ministériel du 20 septembre 1850). Prix des estampilles perdues par les assujettis à la licence (ordonnance du 31 janvier 1847). Produit des matières, estampilles, etc., manquant chez les comptables (lois des 28 avril 1816 et 25 mars 1817; ordonnance du 31 janvier 1847). Amendes et confiscations (produits à répartir) (ordonnances des 4 septembre 1844, 31 janvier 1847; loi du 18 brumaire an 6).

Tabacs des manufactures de France :

Produit de la vente des tabacs (décrets des 31 mai 1854 et 11 mars 1873). Recettes accessoires (décrets des 31 mai 1854 et 11 mars 1873).

Poudres à feu :

Produit de la vente des poudres (ordonnance du 4 novembre 1844). Recettes accessoires (décret du 21 février 1851).

Produit des postes et des télégraphes en France et en Algérie. — Taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature et droit de transport des valeurs déclarées. — Lettres et boîtes (lois des 25 janvier 1873, 6 avril, 19 et 26 décembre 1878, 7 avril 1879 et 20 avril 1882; décrets des 14 janvier, 27 mars, 10 mai et 10 juin 1879, 7 septembre 1881, 10 août, 7 et 18 novembre 1882). Droits perçus sur les envois d'argent (lois des 20 décembre 1872, 19 décembre 1878, 18 mars, 7 avril 1879, 17 juillet 1880 et 28 juillet 1882; décrets des 27 mars, 5 et 10 mai 1879, 15 février et 14 juin 1881). Droits perçus sur les bons de poste (loi du 29 juin 1882; règlement d'administration publique du 28 novembre 1882; décrets des 15 novembre et 9 décembre 1882). Taxes perçues par l'Etat pour transport de colis postaux (lois des 3 mars et 25 juillet 1881; décrets des 19 et 21 avril, 24 juillet, 24 août, 19 et 24 septembre, 25 novembre 1881, 6 mars, 14 et 18 juillet et 10 août 1882). Taxes de la télégraphie privée française et internationale (lois des 21 mars 1878, 26 février 1880 et 29 juillet 1881; décrets des 22 mars, 22 mai et 10 juillet 1880, 26 mai et 26 juin 1882). Remboursement, par les compagnies de chemins de fer, des frais de surveillance de leur service télégraphique (cahiers des charges homologués par décrets des 19, 26 juin et 1er août 1857 et 11 juin

1859). Remboursement par divers établissements du traitement des agents du service postal et télégraphique détachés auprès de ces établissements.

Divers revenus.

Impôt de 3 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières (lois des 29 juin 1872 et 21 juin 1875; loi du 28 décembre 1880, art. 3 et 4, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1881).

Produits universitaires.

Rétributions imposées sur les élèves des établissements d'enseignement supérieur et sur les candidats qui se présentent pour y obtenir des grades, ainsi que sur les candidats au diplôme et au brevet de capacité de l'enseignement secondaire spécial (lois des 14 juin 1854 et 31 juillet 1867; décrets des 22 août 1854 et 12 août 1867; arrêté du gouvernement du 20 prairial an 11, concernant les droits d'examen proprement dits pour les officiers de santé ; arrêté du gouvernement du 25 thermidor an 11, concernant les droits d'examen proprement dits pour les herboristes de 2e classe ; règlement d'administration publique du 23 août 1858, concernant le baccalauréat ès sciences restreint exigé des étudiants en médecine; arrêté du 15 février 1859, imposant aux chirurgiens embarqués à bord des navires expédiés pour la pêche à la morue un droit de certificat d'aptitude et de visa d'examen dans une école préparatoire ; loi de finances du 29 décembre 1873, art. 9, instituant un droit de bibliothèque; règlement d'administration publique du 25 juillet 1874, relatif au baccalauréat ès lettres; règlement d'administration publique du 15 juillet 1875, concernant les aspirants au titre de pharmacien de 2e classe; loi de finances du 31 déc. 1882, réglant à nouveau le mode de perception du droit de bibliothèque; règlement d'administration publique du 20 juin 1878, concernant les aspirants au doctorat en médecine ; règlement d'administration publique du 12 juillet 1878, concernant les aspirants au titre de pharmacien de 1re classe ; décret du 14 octobre 1879, relatif au mode de paiement des droits de travaux pratiques imposés aux élèves en médecine et en pharmacie par les règlements d'administration publique susvisés; règlement d'administration publique du 3 août 1880, concernant l'examen de validation de stage des pharmaciens ; règlement d'administration publique du 8 janvier 1881, réglant à nouveau le mode de perception des droits exigés des aspirants à la licence en droit). Règlement d'administration publique du 9 mai 1882, concernant les aspirants au brevet et au diplôme de langue arabe délivrés par l'école préparatoire à l'enseignement supérieur des lettres d'Alger. Règlement d'administration publique du 14 septembre 1882, réglant à nouveau le mode de perception des droits exigés des aspirants au doctorat en droit. Règlements d'administration publique du 8 janvier 1881 et du 14 septembre 1882, réglant le mode de perception des droits à percevoir pour l'obtention, devant l'école préparatoire à l'enseignement supérieur du droit à Alger, du certificat d'études du droit administratif et de coutumes indigènes et du certificat supérieur d'études de législation algérienne et de coutumes indigènes.

Produit des amendes et condamnations pécuniaires. — En France (loi du 29 décembre 1873; décrets des 21 avril et 22 octobre 1880). En Algérie (décrets des 17 octobre 1874 et 24 novembre 1881).

Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles (loi du 9 juin 1853 et décret du 9 novembre suivant).

Produits divers du budget.

Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et des médailles, et produit net de l'émission des monnaies de bronze (5 dixièmes) (loi du 31 juillet 1879 et décrets des 31 octobre et 20 novembre 1879, loi du 22 décembre 1880, art. 8).

Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale (1 dixième) (ordonnances des 26 novembre 1823 et 11 octobre 1838, décret du 2 juillet 1862; loi du 21 décembre 1879, art. 8).

Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations (loi du 24 mai 1834).

Excédent des recettes sur les dépenses de la caisse d'épargne postale (loi du 9 avril 1881).

Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat (loi du 18 mai 1878 et décret du 25 du même mois).

Produits de l'exploitation en régie du Journal officiel (loi du 28 décembre 1880 et décret du 30 du même mois).

Produit de la rente de l'Inde (loi du 21 avril 1832).

Contingent à verser au trésor par les colonies dont les budgets se règlent en excédent de recettes (sénatus-consulte du 3 mai 1854, art. 15).

Droits de chancellerie et de consulat perçus en vertu des tarifs existants et autres produits des chancelleries diplomatiques et consulaires (loi du 29 décembre 1876, art. 6, et décret du 14 août 1880).

Taxe des brevets d'invention (loi du 5 juillet 1844).

Pensions et trousseaux des élèves des écoles du gouvernement. — Ecoles militaires (lois des 21 avril 1832 et 24 mai 1834). Ecole navale (lois des 21 avril 1832 et 24 mai 1834). Ecole de Saumur (loi du 16 juillet 1840). Autres établissements (loi du 20 juillet 1837 et règlement du

28 novembre 1837). Remboursement du montant de la première mise d'équipement par les vétérinaires quittant le service avant d'avoir accompli leur engagement d'honneur (décret du 14 janvier 1860 et décision ministérielle du 20 juillet 1881). Frais de nourriture du personnel civil employé dans les écoles militaires (décret du 30 mai 1873 et règlement du 15 décembre suivant).

Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démissionnaires (décision présidentielle du 5 octobre 1872 et lois de finances du 28 décembre 1880). Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre (loi du 21 avril 1832).

Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'Etat. — Ecoles nationales vétérinaires, d'agriculture, d'horticulture de Versailles, des arts et métiers, d'horlogerie de Cluses. Bergeries. Vacherie d'expériences. Haras et dépôts d'étalons. Etablissements thermaux (lois des 20 juillet 1837, 8 juillet 1865, 3 août 1875 et règlement du 28 novembre 1837). Revenus des lazarets et établissements sanitaires (loi du 3 mars 1822 et décret du 22 février 1876, titre 10).

Droits de visite du bétail importé en France (lois des 26 mars et 9 avril 1878).

Taxes perçues en vertu de conventions littéraires avec les puissances étrangères (décision ministérielle du 6 juillet 1854 et loi de finances du 28 décembre 1880).

Retenue de 5 0/0 sur la solde des officiers de l'armée de terre (décret du 25 décembre 1875 et loi du 22 juin 1878).

Retenue de 5 0/0 sur la solde des officiers des sapeurs-pompiers de la ville de Paris (décret du 25 décembre 1875 et loi du 22 juin 1878).

Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés (loi du 16 février 1872).

Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'Etat par la ville de Paris (loi du 2 avril 1849).

Versements des engagés conditionnels d'un an (loi du 27 juillet 1872, art. 55).

Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise (loi du 19 juin 1851 et décret du 4 septembre 1851, art. 9; lois des 12 mars 1873 et 8 janvier 1881).

Remboursement, par les communes du département de la Seine, des dépenses faites pour leur police municipale (loi du 10 juin 1853; décrets des 17 septembre 1859 et 17 novembre 1862; lois des 2 juillet 1874 et 26 décembre 1879).

Produit de la vente des publications du gouvernement (ordonnance du 14 septembre 1822).

Produit du concours général d'animaux de boucherie (loi du 3 août 1875).

Produit de la vente des plâtres et estampes provenant des musées (décret du 26 septembre 1872).

Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres (décrets des 5 septembre 1870 et 2 janvier 1871).

Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome (loi de finances du 28 décembre 1880).

Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires (loi du 25 juin 1841).

Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés (Code pénal, art. 15, 21 et 40; loi de finances du 19 juillet 1845, art. 10; décret du 25 février 1852).

Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie (loi de finances du 3 août 1875).

Intérêts de sommes avancées à la compagnie des services des messageries maritimes (lois des 3 juillet 1861 et 6 juillet 1862).

Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan (protocoles signés à Zurich les 9 et 10 novembre 1859).

Restitutions au trésor (décision ministérielle du 6 mars 1880 et loi de finances du 28 décembre suivant).

Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes (loi des 31 janvier 1833 et 29 juin 1882).

Valeurs du trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans (décision du ministre des finances du 11 juillet 1870 et loi de finances du 28 décembre 1880).

Redevance de la vallée d'Andorre (décret du 27 mars 1806).

Reversements de fonds sur les dépenses des ministères (décret du 31 mai 1862, art. 44 à 47).

Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du trésor. — Recouvrements sur prêts faits en 1830 au commerce et à l'industrie (loi du 17 octobre 1830). Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances (lois du 13 frimaire an 8; arrêtés des 18 ventôse an 8 et 28 floréal an 11; décret du 31 juin 1806). Remboursements de prêts aux associations ouvrières (décret du 5 juillet 1848). Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie (loi du 1er août 1860).

Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie. — Produits des confiscations opérées au préjudice des tribus rebelles (ordonnance du 27 janvier 1846). Produit des prises sur l'ennemi (arrêté ministériel du 26 avril 1841, art. 2). Contributions extraordinaires de guerre (ordonnance du 2 janvier 1846). Frais de perception de la contribution des chambres de commerce (décret du 20 janvier 1851). Recettes accidentelles à divers titres. Part du trésor sur amendes collectives frappées en vertu du principe de la responsabilité des tribus (loi du 17 juillet 1874). Recettes accidentelles à différents titres (lois annuelles de finances). Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public (loi du 6 juin 1843, art. 13). Produits accessoires du service de trésorerie (décret du 31 décembre 1881, art. 2). Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France et en Algérie (loi sur le budget des recettes de 1842, du 25 juin 1841). Remboursement des frais de contrôle et de surveillance

des tramways. Remboursement des frais de contrôle et de surveillance de divers établissements et sociétés dépendant des ministères du commerce, de l'agriculture et des travaux publics. (Avis du conseil d'Etat approuvé par l'empereur le 1er avril 1809; loi des recettes de 1843 et article 66 de la loi du 24 juillet 1867.) Remboursement des frais de surveillance par l'Etat de la fabrication et de l'emballage des dynamites dans les établissements privés (loi du 8 mars 1875, art. 4; règlement du 18 juin 1879 et décret du 28 octobre 1882). Remboursement par la direction de la société anonyme de publications périodiques pour frais de rédaction et d'administration du Bulletin officiel des communes (traité du 3 juillet 1874).

ETAT C. BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1884.

Tableau des voies et moyens.

§ 1er. IMPOTS DIRECTS.

Contributions directes. (Fonds généraux.)

Contribution foncière. Propriétés non bâties, 118,620,000 fr. Propriétés bâties, 57,700,000 francs. Contribution personnelle-mobilière, 65,403,000 fr. Contribution des portes et fenêtres, 45,162,400 fr. Contribution des patentes, 98,618,600 fr. Taxe de premier avertissement (Portion imputable sur les fonds généraux), 604,500 fr.
Total, 386,108,100 fr.

Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)

Taxe des biens de mainmorte, 5,795,000 fr. Redevances des mines, 2,700,000 fr. Droit de vérification des poids et mesures, 4,320,000 f. Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries, 291 000 fr. Contribution sur les voitures et les chevaux, mules et mulets, 10,186,460 fr. Taxe sur les billards publics et privés, 1,037,700 fr. Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion, 1,474,800 fr.
Total, 25,804,960 f.

Contributions et taxes spéciales en Algérie.

Contributions directes. — Contributions arabes, 6,317,300 fr. Patentes, 1,315,000 fr.
Total, 7,632,300 fr.
Taxes spéciales. — Redevances des mines, 103,500 fr. Droits de vérification des poids et mesures, 98,900 fr. Droits de visite des pharmacies et magasins de drogueries, 11,300 fr.
Total, 213,700 fr.

§ 2. PRODUITS DOMANIAUX.

Produits du domaine autre que le domaine forestier.

France :

Revenus du domaine autre que le domaine forestier, 2,256,000 f. Recouvrements de rentes et créances, 140,000 fr. Aliénation d'objets mobiliers, 9,608,000 fr. Aliénation d'immeubles, 4,500,000 f. Successions en déshérence, épaves et biens vacants, 1,190,000 f.
Total, 17,694,000 f.

Algérie :

Produits du domaine autre que les forêts, 1,117,549 fr. Produit des biens des corporations, 52,162 fr. Recouvrements de rentes et créances, 353,667 fr. Redevances pour concessions de chutes d'eau, 26,971 fr. Aliénations d'objets mobiliers, 447,545 fr. Aliénations d'immeubles, 260,839 fr. Successions en déshérence, épaves et biens vacants, 181,759 fr.
Total, 2,440,492 fr.

Produits des forêts.

France.

Produit des coupes de bois, 29,757,900 f. Produits accessoires, 4,039,100 fr. Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois, 4,071,800 fr. Produit des bois cédés directement aux arsenaux de la guerre et de la marine, 216,800 fr.
Total, 38,085,600 f.

Algérie :

Produit des coupes de bois, 139,479 fr. Produits accessoires, 139,045 fr. Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois. Mémoire. Valeur des bois cédés aux arsenaux de la guerre. Mémoire. Valeur des anciennes concessions de chênes-lièges, 71,690 fr.
Total, 350,214 fr.

§ 3. IMPOTS ET REVENUS INDIRECTS

Enregistrement et timbre.

France :

Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, et perceptions diverses, 557,029,000 f. Droits de timbre, 156,072,000 f.
Total, 713,101,000 f.

Algérie :

Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, et perceptions diverses, 3,658,000 fr. Droits de timbre, 3,560,000 fr.
Total, 7,218,000 fr.

Douanes.

France :

Droits de douanes à l'importation. Marchandises diverses, 273,436,000 fr. Droits de statistique, 6,789,000 f. Droits de navigation, 7,800,000 f. Droits et produits divers de douanes, 3,636,000 f. Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes, 21,323,000 fr.
Total, 314,984,000 fr.

Algérie :

Droits de douanes, 7,064,000 fr. Droits de navigation, 142,000 fr. Droits et produits divers de douanes, 454,000 fr. Droits sanitaires et de port, 94,000 fr.
Total, 7,754,000 fr.

Contributions indirectes.

France :

Droits sur les boissons. Droits sur les alcools, 242,176,000 f. Droits sur les bières, 26,509,000 f. Droit de 40 centimes par expédition, 4,519,000 f. Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes, 12,166,000 fr. Droit sur les allumettes, 16,065,000 fr. Droit sur le papier, 15,895,000 fr. Droit sur l'huile minérale, 8,400 fr. Droit d'entrée sur les huiles autres que les huiles minérales, 3,100,000 fr. Droit sur la stéarine et les bougies, 9,012,000 fr. Droit de consommation des vinaigres et de l'acide acétique, 2,833,000 f. Droit de fabrication sur la dynamite, 2,282,000 fr. Produit des deux dixièmes du prix de transport des voyageurs et des marchandises par chemins de fer en grande vitesse, 92,304,000 fr. Produit des deux dixièmes du prix de transport des voyageurs et des marchandises par autres voitures publiques, 4 millions 560,000 fr. Droits divers et recettes à différents titres, 41,664,000 fr. Produit de la vente des tabacs, 373,590,000 fr. Produit de la vente des poudres à feu, 14,914,000 fr.
Total, 861,597,400 fr.

Contributions diverses de l'Algérie.

Algérie :

Licences (Boissons et tabacs), 1,170,000 fr. Produit de la vente des tabacs des manufactures de France, 569,000 fr. Produit de la vente des poudres à feu, 942,000 fr. Droit de garantie des matières d'or et d'argent, 103,000 fr. Produits divers, 51,000 fr.
Total, 2,835,000 fr.

Sucres.

Sucres coloniaux (douanes), 21,085,400 fr. Sucres étrangers (douanes), 50,832,100 fr. Sucres indigènes (contributions indirectes), 92,050,000 fr.
Total, 163,975,500 fr.

Vins.

Droit sur les vins, cidres, poirés et hydromels (contributions indirectes), 152,549,000 fr.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Produits des postes.

France :

Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. Produit du droit de transport des valeurs déclarées. Lettres et boîtes. Solde des comptes avec les offices étrangers, 129,510,000 f. Droits perçus sur les envois d'argent, 5,939,000 f. Droits perçus sur les bons de poste, 164,000 fr. Recettes diverses et accidentelles, 45,000 fr.
Total, 135,687,000 f.

Produits des télégraphes.

Recettes des bureaux télégraphiques en France, 27,772,000 f. Recettes encaissées pour le compte de la France par divers offices étrangers, 881,000 fr. Remboursement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur service télégraphique, 684,000 fr. Remboursement par divers établissements de traitements d'agents du service postal et télégraphique, 40,000 fr. Recettes diverses et accidentelles, 1,353,000 fr.
Total, 30,730,000 fr.

Produits des postes.

Algérie :

Produit de la taxe des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute nature. — Produit du droit de transport des valeurs déclarées. — Lettres et boîtes, 1,571,000 fr. Droits perçus sur les envois d'argent, 201,000 fr. Recettes diverses et accidentelles, Mémoire.
Total, 1,772,000 fr.

Produits des télégraphes.

Recettes des bureaux télégraphiques en Algérie, 1,172,000 fr. Recettes diverses et accidentelles, Mémoire.
Total, 1,172,000 fr.

§ 4. DIVERS REVENUS.

Impôt de 3 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières. France, 49,945,000 fr. Algérie, 179,000 francs. Produits universitaires, 3,812,587 fr.
Produits des amendes et condamnations pécuniaires. France, 7,726,895 fr. Algérie, 336,279 fr. Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles, 21,546,000 fr.
Total, 83,515,761 fr.

§ 5. PRODUITS DIVERS.

Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et des médailles (5/10es), 132,029 f. Produit net de l'émission des monnaies de bronze (5/10es), 56,500 f. Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale, 266,690 fr. Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations, 4,700,000 fr. Excédent des recettes sur les dépenses de la caisse d'épargne postale, 25,950 fr. Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat, 6,265,000 fr. Produits de l'exploitation en régie du *Journal officiel*, 940,000 f. Produit de la rente de l'Inde, 920,000 f. Contingent à verser au trésor par la Cochinchine, 1,924,000 f. Produit des chancelleries diplomatiques et consulaires, 1,500,000 f. Taxe des brevets d'invention, 1,940,235 f. Pensions et trousseaux des écoles du gouvernement, 2,453,926 f. Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démissionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires, 18,294 f. Pensions de marins admis à l'hôtel des Invalides de la guerre, 38,943 f. Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'Etat, 2,489,150 f. Revenus des lazarets et établissements sanitaires, 1,185,100 f. Droit de visite du bétail importé en France, 170,000 f. Taxes perçues en vertu de conventions littéraires avec les puissances étrangères, 352 f. Retenue de 5 0/0 sur la solde des officiers de l'armée de terre, 5,040,000 f. Retenue de 5 0/0 sur la solde des officiers des sapeurs-pompiers de la ville de Paris, 10,645 f. Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés, 117,000 f. Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'Etat par la ville de Paris, 2,911,000 f. Versements des engagés conditionnels d'un an, 7,125,000 f. Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise, 440,780 f. Remboursement, par les communes du département de la Seine, des dépenses faites pour leur police municipale, 524,700 f. Produit de la vente des publications du gouvernement, 230,800 f. Produit du concours général d'animaux de boucherie, 48,500 f. Produit de la vente des plâtres et estampes provenant des musées, 44,298 f. Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres, 109,878 f. Revenus ordinaires de l'académie de France à Rome, 3,226 fr. Reversement de l'excédent du produit du contrôle des chemins de fer et tramways, 1,432,175 fr. Produit de la vérification des alcoomètres, 150,000 fr. Produit des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies, 100,000 fr. Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires, 438,000 fr. Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés, 5,500,000 fr. Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie (20 0/0), 60,000 fr. Intérêts de sommes avancées à la compagnie des services des messageries maritimes, 24,170 fr. Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan, 250,000 fr. Restitutions au trésor, 29,696 fr. Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes, 103,000 f. Valeurs du trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans, 246,006 f. Redevance de la vallée d'Andorre, 960 fr. Reversements de fonds sur les dépenses des ministères, 2,796,705 f. Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du trésor. Recouvrements sur prêts faits, en 1830, au commerce et à l'industrie, 6,000 fr. Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances, 315,000 fr. Remboursement de prêts aux associations ouvrières, 15,000 fr. Intérêts et frais provenant des prêts faits à l'industrie, 250,000 f. Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie, 43,000 fr. Recettes accidentelles à différents titres, 841,952 f. Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public

(Mémoire). Produits accessoires du service de la trésorerie (Mémoire). Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France, 3,200,000 fr. Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie, 173,000 fr. Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways, 29,726 fr. Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères. De la guerre, 4,600 fr. Du commerce, 29,000 fr. De l'agriculture, 14,000 fr. Des travaux publics, 14,800 fr. Versement par la direction de la société anonyme de publications périodiques pour frais de rédaction et d'administration du *Bulletin officiel des communes*, 6,000 fr. Dégrèvement sur les sucres. Prélèvement sur l'excédent de recettes de l'exercice 1881, 16,628,000 fr. Total général des voies et moyens ordinaires de l'exercice 1883, 3,026,524,517 fr.

---

30 DÉCEMBRE 1883. — Loi portant fixation du budget des dépenses sur ressources spéciales et des budgets annexes pour l'exercice 1884 (1). (XII, B. DCCCXIX, n. 13,923.)

TITRE Ier. BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

Art. 1er. Continuera d'être faite, pour l'exercice 1884, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus énoncés dans l'état E annexé à la présente loi.

2. Les voies et moyens affectés aux dépenses départementales et spéciales, qui se règlent d'après le montant des recettes des mêmes services, sont évalués, pour l'exercice 1884, à

(1) Projet présenté à la Chambre des députés par M. Tirard, ministre des finances, le 3 mars 1883 (J. O. du 15 mars, n. 1749, p. 286). Projet rectificatif, le 23 octobre (J. O. du 15 décembre, n. 2270, p. 1683). Rapport général de M. Rouvier, le 15 novembre (J. O. du 5 janvier 1884, n. 2379, p. 1956). — Rapports sur les budgets des différents ministères, Voy. les indications en tête de la note sur la loi du 29 décembre, ci-dessus. — Rapport de M. Buyat sur le budget de l'Imprimerie nationale, le 13 novembre (J. O. du 19 janvier 1884, n. 2370, p. 2077). — Rapport de M. Silhol sur le budget de la Légion d'honneur, le 2 août (J. O. du 29 novembre, n. 2238, p. 1512). — Rapport de M. Barbedette sur la caisse des invalides de la marine, le 5 novembre (J. O. du 1er janvier 1884, n. 2328, p. 1828). — Rapport de M. Hervé-Mangon, sur les chemins de fer de l'Etat, le 3 décembre (J. O. du 31 janvier, n. 2447, p. 2124).

Discussion les 17, 18, 19 et 20 décembre (J. O. des 18, 19, 20 et 21). Adoption, le 20 décembre (J. O. du 21).

Présentation au Sénat, le 20 décembre (J. O. du 25 décembre, n. 147, p. 1070). Rapport de M. Dauphin, le 27 décembre (J. O. du 12 janvier 1884, n. 182, p. 1126). Discussion et adoption, le 28 décembre (J. O. du 29).

Retour à la Chambre des députés, le 28 décembre (J. O. du 16 février, n. 2526, p. 2232). Rapport de M. Rouvier, le 29 décembre (J. O. du 30, et du 19 février, n. 2532, p. 2235). Discussion et adoption, le 29 décembre (J. O. du 30).

J'ai indiqué, dans mes notes sur la loi portant fixation du budget ordinaire, comment on avait été amené à diviser la loi de finances de l'exercice 1884 en plusieurs lois distinctes. La loi ci-dessus complète celle qui précède en fixant le chiffre du budget sur ressources spéciales, et des budgets annexes. Quant au budget sur ressources extraordinaires, il n'a pu être voté avant la fin de l'année, et il a fait l'objet de la loi du 29 janvier 1884.

Le budget sur ressources spéciales était évalué, en recettes et en dépenses, dans le projet primitif du 3 mars 1883, à 454,725,336 francs, et dans le budget rectifié du 23 octobre à 456,810,681 fr., soit une augmentation de 2,085,855 fr. Cette différence provient de ce que dans le projet primitif le gouvernement avait proposé d'imputer au budget ordinaire les services de la propriété indigène et de l'assistance hospitalière en Algérie. La commission du budget a pensé que ces dépenses avaient conservé leur caractère départemental, et M. le ministre des finances, faisant droit à cette observation, a, dans le budget rectifié, restitué au budget sur ressources spéciales la recette et la dépense, en maintenant seulement au budget ordinaire les subventions.

Le budget sur ressources spéciales a été voté tel qu'il figurait dans le projet rectifié.

Les budgets annexes rattachés au budget général étaient jusqu'à présent au nombre de 6, savoir : administration des monnaies et médailles, Imprimerie nationale, Légion d'honneur, caisse des invalides de la marine, Ecole centrale des arts et manufacture, chemins de fer de l'Etat. On y a ajouté cette année la caisse d'épargne postale.

la somme de 456,810,681 francs, conformément à l'état F annexé à la présente loi.

3. Les crédits affectés aux dépenses départementales et spéciales, qui se règlent d'après le montant des recettes des mêmes services, sont fixés provisoirement, pour l'exercice 1884, à la même somme de 456,810,681 fr., conformément à l'état G annexé à la présente loi.

TITRE II. BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

4. A partir du 1er janvier 1884, le budget annexe de la caisse d'épargne postale sera rattaché pour ordre au budget général de l'Etat.

Les budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'Etat sont fixés, en recettes et en dépenses, pour l'exercice 1884, à la somme de 93,848,723 fr., conformément à l'état H annexé à la présente loi.

TITRE III. MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

5. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la Banque de France, des bons du trésor portant intérêt et payables à une échéance qui ne pourra pas excéder une année. Les bons du trésor en circulation ne pourront excéder 400,000,000 de francs. Ne sont pas compris dans cette limite les bons déposés en garantie à la Banque de France, les bons créés spécialement pour prêts à l'industrie, ni les obligations à court terme dûment autorisées.

6. La ville de Paris est autorisée à mettre en circulation, pendant l'année 1884, des bons de la caisse municipale pour une somme qui ne pourra exceder 20,000,000 de francs.

7. Toutes contributions directes et indirectes autres que celles autorisées par les lois de finances de l'exercice 1884, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception.

ETAT E. BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1884.

Tableau des droits, produits et revenus dont la perception est autorisée pour 1884, conformément aux lois existantes, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Droits de péage qui seraient établis, conformément à la loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802), pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'Etat, des départements ou des communes, et pour correction de rampes sur les routes nationales ou départementales;

Allocations accordées aux officiers et maîtres de port en vertu des règlements particuliers des ports homologués par le ministre des travaux publics (art. 8 du décret du 15 juillet 1854);

Taxes imposées pour subvenir aux dépenses intéressant les communautés de marchands de bois et dont les tarifs sont fixés chaque année par des décrets spéciaux;

Droits d'examen et de réception imposés par l'arrêté du gouvernement du 20 prairial an 11 (9 juin 1803) et le décret du 22 août 1854, sur les candidats qui se présentent devant les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie pour obtenir le diplôme d'officier de santé ou de pharmacien de seconde classe;

Rétributions pour frais de visite des aliénés placés volontairement dans les établissements privés art. 9 de la loi du 30 juin 1838 et 29 de la loi du 25 juin 1841;

Droits d'octroi, droits de pesage, mesurage et jaugeage ;

Droits de voirie dont les tarifs ont été approuvés par le gouvernement, sur la demande et au profit des communes (loi du 18 juillet 1837);

Dixième des billets d'entrée dans les spectacles et les concerts quotidiens (loi du 7 frimaire an 5 [27 novembre 1796]);

Cinq pour cent sur la recette brute des concerts non quotidiens (loi de finances du 3 août 1875, art. 23);

Quart de la recette brute dans les lieux de réunion ou de fête où l'on est admis en payant (loi du 8 thermidor an 5 [26 juillet 1797]);

Droits de conditionnement et de titrage des soies et des laines, perçus en vertu des décrets qui autorisent l'établissement de bureaux publics pour ces opérations;

Taxes perçues au profit des communes pour les dépôts des dessins et modèles de fabrique;

Droits d'épreuve des armes à feu destinées au commerce, perçus en vertu des actes qui réglementent ces opérations;

Droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés (loi du 18 juillet 1837);

Droits de stationnement et de location sur la voie publique, sur les ports et rivières et autres lieux publics (loi du 18 juillet 1837) ;

Prix de la vente exclusive, au profit de la caisse des invalides de la marine, des feuilles de rôle d'équipage des bâtiments de commerce, d'après le tarif du 8 messidor an 11 (27 juin 1803) et le décret du 2 novembre 1880.

Droits d'inhumation et de concession de terrains dans les cimetières (décrets organiques du 23 prairial an 12 (12 juin 1804) et du 18 août 1811).

Centimes additionnels à l'impôt arabe et autres produits affectés au service de l'assistance hospitalière en Algérie (décret du 23 décembre 1874, art. 14; loi du 3 août 1875). Décime au principal des impôts et produits dont le recouvrement est confié à l'administration de l'enregistrement et du timbre, et qui, en France, sont passibles de décimes (loi du 29 juillet 1882). Recouvrement de la contribution de guerre de 1871 (loi du 12 avril 1880).

Remboursement par les tribus des dépenses résultant de la constitution de la propriété individuelle indigène en Algérie et taxe de premier avertissement (loi du 26 juillet 1873).

ETAT F. BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1884.

Tableau des voies et moyens.

CONTRIBUTIONS DIRECTES (FONDS SPÉCIAUX).

Fonds pour dépenses départementales, 160,690,600 fr. Fonds pour dépenses communales, 158,728,457 f. Fonds pour rachat des offices de courtiers de marchandises, 1,220,000 f. Fonds pour secours spéciaux à l'agriculture, 2,322,200 fr. Fonds de non-valeurs, 13,026,189 fr. Fonds de réimpositions, 1,469,800 f. Fonds pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires, 39,700 f. Portion de la taxe de premier avertissement imputable sur les fonds spéciaux, 423,000 f.

TAXES SPÉCIALES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES (FONDS SPÉCIAUX).

Fonds spéciaux pour frais de premier avertissement de la taxe des biens de mainmorte, 5,760 f. Frais de premier avertissement des redevances des mines, 70 f. Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution, 534,500 fr. Fonds de non-valeurs (5 c. par franc du principal), 534,500 fr. Portion de la taxe de premier avertissement, 2/5, 20,640 fr. Frais de premier avertissement de la taxe sur les billards, 4,140 fr. Frais de premier avertissement de la taxe sur les abonnés des cercles, sociétés, et lieux de réunion, 270 fr.

PRODUITS ÉVENTUELS DÉPARTEMENTAUX.

Recettes ordinaires, 62,143,000 fr. Recettes extraordinaires, 52,000,000 de fr.

PRODUITS DIVERS SPÉCIAUX.

Ressources spéciales pour dépenses des écoles normales primaires, 250,000 f. Produits divers spéciaux applicables à l'instruction publique, 222,500 f. Dixième du principal des impôts arabes attribué aux chefs collecteurs, 850,000 fr. Remboursement, par les tribus, des dépenses résultant de la constatation et de la constitution de la propriété individuelle indigène et taxe de premier avertissement, 680,275 fr. Produits affectés au service de l'assistance hospitalière en Algérie, 1,405,080 fr. Transportation. Produit du travail des condamnés, 240,000 fr.
Total des ressources spéciales de l'exercice 1884, 456,810,681 fr.

ETAT G. BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES DE L'EXERCICE 1884.

Tableau, par chapitres, des dépenses spéciales.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Chap. 1er. Rôles spéciaux. Impression et confection, 39,700 fr. Chap. 2. Avertissements. Impression et expédition, 18,144 f. Ch. 3. Frais de distribution du premier avertissement, 435,736 fr. Chap. 4. Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre), 70,000 fr. Chap. 5. Attribution aux chefs collecteurs du dixième du principal de l'impôt arabe, 850,000 fr. Chap. 6. Service de la propriété individuelle en Algérie, 680,275 fr. Chap. 7. Restitutioon et non-valeurs (contributions directes), 175,513,446 fr.
Total, 177,607,301 fr.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

1re SECTION. — *Service du ministère de l'intérieur.*

Chap. 1er. Dépenses ordinaires, 148,783,200 f. Chap. 2. Dépenses extraordinaires, 111,460,200 f.
Total, 260,243,400 fr.

2e SECTION. — *Service du gouvernement général de l'Algérie.*

Chap. unique. Service de l'assistance hospitalière en Algérie, 1,405,080 fr.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

Chap. unique. Transportation. Travail des condamnés. Salaires, 240,000 fr.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

Chap. 1er. Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les fonds départementaux, 14,742,700 f. Chap. 2. Dépenses de l'instruction primaire imputables sur les produits spéciaux des écoles normales primaires, 250,000 fr.
Total, 14,992,700 fr.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Chap. unique. Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux, 2,322,200 fr.
Total général des dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1884, 456,810,681 fr.

ÉTAT H. BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1884.

Tableau des recettes et des dépenses.

RECETTES.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Fabrication des monnaies et médailles.

Chap. 1er. Prélèvement pour frais de fabrication des monnaies, 432,258 fr. Chap. 2. Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies, 10,000 f. Chap. 3. Produit de la vente des médailles.— Prix de la matière, 1,000,000 fr. Chap. 4. Frais de fabrication des médailles d'or et d'argent, 166,000 fr. Chap. 5. Jetons et médailles de bronze, 100,000 fr. Chap. 6. Recettes accessoires, 44,000 fr. Chap. 7. Produit des poinçons de garantie remboursés par l'administration des contributions indirectes, 22,000 fr. Chap. 8. Droits d'essai, 100 fr. Chap. 9. Droit sur les certificats délivrés aux essayeurs de commerce, 1,000 fr. Chap. 10. Produit brut de l'émission des monnaies de bronze, 200,000 f. Chap. 11. Recettes accidentelles (Mémoire). Total, 1,975,358 fr.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Imprimerie nationale.

Chap. 1er. Produit des impressions diverses, 9,223,500 fr. Chap. 2. Produit du *Bulletin des lois*, des codes et ouvrages, 39,000 fr. Chap. 3. Produit du *Bulletin de la cour de cassation*, 1,000 francs. Chap. 4. Produit des fournitures de journaux à souche, 83,000 fr. Chap. 5. Produit de la retenue de un pour cent sur fournitures diverses, 36,000 fr. Chap. 6. Produits des recettes diverses, 125,000 fr. Total, 9,507,500 fr.

Légion d'honneur.

Ch. 1er. Arrérages des rentes 4 1/2 0/0 sur le grand-livre de la dette publique, 6,217,151 f. Ch. 2. Supplément à la dotation, 10,327,711 f. Chap. 3. Intérêts des actions sur les canaux d'embranchement du canal du Midi, 900 fr. Chap. 4. Remboursement, par les membres de la Légion d'honneur touchant le traitement et par les médaillés militaires, du prix de leurs décorations et médailles, 60,000 fr. Chap. 5. Produit des brevets de nomination et de promotion dans l'ordre. Droits de chancellerie pour port de décorations étrangères, 140,000 f. Chap. 6. Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de cohorte, 14,843 fr. Chap. 7. Versements par les titulaires de majorats, 3,000 f. Chap. 8. Domaine d'Ecouen, 7,000 f. Chap. 9. Pensions des élèves pensionnaires de la maison de Saint-Denis et des trousseaux des élèves pensionnaires et des élèves gratuites, 96,000 fr. Chap. 10. Pensions et trousseaux des élèves des succursales, 30,000 fr. Chap. 11. Versements faits dans la caisse de l'ordre à charge de restitution, 10,000 fr. Chap. 12. Produits divers, 6,000 fr. Chap. 13. Avances à faire à la Légion d'honneur par la caisse des dépôts et consignations pour le paiement des pensions viagères, en vertu de la loi du 5 mai 1869, 377,500 fr. Total, 17,290,105 fr.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

Caisse des invalides de la marine.

Chap. 1er. Retenues de 5 0/0 et 3 0/0 sur la solde et les accessoires de solde du personnel du département de la marine et des colonies, 4,186,940 f. Ch. 2. Retenue de 3 0/0 sur les dépenses à la charge des revenus locaux des colonies, 1,305,800 fr. Chap. 3. Retenues sur la solde des officiers militaires et agents de tous grades en congé, tant de la marine que des colonies, 123,000 fr. Chap. 4. Retenues sur les salaires des marins du commerce, 1,620,000 fr. Ch. 5. Décomptes des déserteurs, 20,000 fr. Chap. 6. Dépôts provenant de solde, de parts de prises, etc., 160,000 fr. Chap. 7. Dépôts provenant de naufrage, 100,000 fr. Chap. 8. Droits sur les prises, 1,000 f. Ch. 9. Arrérages des inscriptions de rentes sur l'Etat appartenant à la caisse des invalides, 4,638,140 fr. Chap. 10. Plus-value des feuilles de rôles d'équipage des bâtiments de commerce, 40,000 f. Chap. 11. Recettes diverses, 81,341 fr. Chap. 12. Report de l'excédents des recettes de l'exercice 1881, 209,279 fr. Chap. 13. Subvention du trésor public, 21,603,900 fr. Total, 34,169,400 fr.

MINISTÈRE DU COMMERCE.

École centrale des arts et manufactures.

Chap. 1er. Produit des bourses accordées par l'Etat, 30,000 fr. Chap. 2. Produit des bourses accordées par les départements et les communes, 19,000 fr. Chap. 3. Produit des pensions, 424,000 fr. Chap. 4. Recettes éventuelles. Produits des détériorations imputables aux élèves, 12,000 fr. Chap. 5. Legs et donations (Mémoire). Chap. 6. Recettes extraordinaires. Rentes 3 p. 0/0 sur l'Etat, 9,000 fr. Intérêts servis par la caisse des dépôts et consignations, 6,000 fr. Produits divers, 8,000 fr. Chap. 7. Prélèvement sur les fonds de réserve pour la construction de la nouvelle école, 227,000 fr. Chap. 8. Recettes sur exercices clos. (Mémoire.)
Total, 503,000 fr.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Chemins de fer de l'État.

Chap. 1er. Grande vitesse, 12,126,300 fr. Chap. 2. Petite vitesse, 14,323,060 fr. Chap. 3. Recettes en dehors du trafic, 500,000 fr.
Total, 26.949,360 fr.

MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Caisse d'épargne postale.

Chap. 1er. Arrérages des valeurs de l'Etat achetées par la caisse des dépôts et consignations pour le compte de la caisse d'épargne postale, 2,662,000 fr. Chap. 2. Intérêts du fonds de réserve conservé en compte courant par la caisse des dépôts et consignations, 560,000 fr. Chap. 3. Recettes diverses et accidentelles, dons, legs, etc., en faveur de la caisse d'épargne postale, (Mémoire).
Total général des recettes, 93,848,723 fr.

DÉPENSES.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Fabrication des monnaies et médailles.

Chap. 1er. Dépenses fixes d'administration et d'exploitation, 273,050 fr. Chap. 2. Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe, 227,750 fr. Chap. 3. Dépenses éventuelles, 10,500 fr. Chap. 4. Dépenses d'ordre (achat d'or et d'argent pour la fabrication des médailles), 1,000,000 fr. Chap. 5. Service des monnaies de bronze, 87,000 fr. Chap. 6. Application au trésor (excédent de recettes sur la fabrication des monnaies et médailles, et produit net de l'émission des monnaies de bronze) :
5/10es au compte des produits divers du budget, 188,529 fr. — 5/10es au compte du fonds capital de l'administration des monnaies, 188,529 fr. Total, 1,975,358 fr.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Imprimerie nationale.

Chap. 1er. Dépenses fixes d'administration et d'exploitation, 632,310 fr. Chap. 2. Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe, 8,598,500 fr. Chap. 3. Dépenses éventuelles, 10,000 fr. Chap. 4. Excédent des recettes sur les dépenses à verser au trésor, 266,690 fr. Total, 9,507,500 fr.

Légion d'honneur.

Chap. 1er. Grande chancellerie (Personnel), 253,800 f. Chap. 2. Grande chancellerie (Matériel), 61,000 f. Ch. 3. Traitements et suppléments de traitement des membres de l'ordre, 10,162,150 f. Chap. 4. Décorations aux membres de l'ordre sans traitement, 20,000 f. Ch. 5. Secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins, 51,000 fr. Ch. 6. Traitements des médaillés militaires, 4,979,100 fr. Ch. 7. Maison d'éducation de St-Denis (Personnel), 184,030 f. Ch. 8. Maison d'éducation de Saint-Denis (Matériel), 200,000 fr. Chap. 9. Succursale d'Ecouen (Personnel), 66,925 fr. Chap. 10. Succursale d'Ecouen (Matériel), 423,000 fr. Chap. 11. Succursale des Loges (Personnel), 56,600 fr. Chap. 12. Succursale des Loges (Matériel), 176,000 f. Chap. 13. Indemnité à l'inspecteur général de l'Université chargé de la direction des études, 6,000 fr. Chap. 14. Secours aux élèves, 4,000 fr. Chap. 15. Commissions aux trésoriers-payeurs généraux, 30,500 fr. Chap. 16. Frais relatifs au domaine d'Ecouen, 5,500 fr. Chap. 17. Travaux extraordinaires, gratifications aux employés et dépenses diverses, 13,000 fr. Ch. 18. Frais de décorations et médailles militaires, 60,000 f. Ch. 19. Prix de brevets et ampliations de

décrets relatifs au port de décorations étrangères. Distribution, à titre de secours, aux membres de l'ordre et à leurs orphelines, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie, 140,000 fr. Chap. 20. Subventions supplémentaires aux anciens militaires de l'armée de terre mis à la retraite de 1814 à 1861, 10,000 fr. Chap. 21. Remboursements de sommes versées à charge de restitution, 10,000 fr. Chap. 22. Pensions viagères accordées en vertu de la loi du 5 mai 1869, 377,500 fr. Chap. 23. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Mémoire). Chap. 24. Dépenses des exercices clos (Mémoire).
Total, 17,290,105 fr.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

Caisse des invalides de la marine.

Chap. 1er. Pensions commerciales (demi-soldes et pensions de veuves) réglées d'après les lois des 13 mai 1791 et 11 avril 1881, 9,170,000 fr. Chap. 2. Pensions de l'Etat réglées d'après les lois des 11 et 18 avril 1831, 21 juin 1856, 25 et 26 juin 1861, 28 juin 1862, 10 avril 1869, 20 et 22 juin 1878, 5, 17 et 18 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883, 23,325,000 fr. Chap. 3. Fonds annuel de secours et gratifications renouvelables, 785,000 fr Chap. 4. Remboursements sur anciens dépôts provenant de parts de prises, etc., 180,000 fr. Chap. 5. Remboursements sur anciens dépôts provenant de naufrages, 68,000 fr. Chap. 6. Dépenses diverses et remboursements de trop-perçus, 118,400 fr. Chap. 7. Frais d'administration et de trésorerie pour les trois services composant l'établissement des invalides, 523,000 fr.
Total, 34,169,400 fr.

MINISTÈRE DU COMMERCE.

Ecole centrale des arts et manufactures.

Chap. 1er. Personnel, 341,000. Chap. 2. Matériel, 104,000 fr. Chap. 3. Construction de la nouvelle école, 227,000 fr. Chap. 4. Dépenses des exercices clos et versement à la réserve, 63,000 fr. Total, 735,000 fr.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Chemins de fer de l'État.

Chap. 1er. Conseil d'administration, 75,000 fr. Chap. 2. Secrétariat général et caisse générale, 128,700 fr. Chap. 3. Direction, 509,216 fr. Chap. 4. Exploitation 6,145,100 fr. Chap. 5. Matériel et traction, 6,152,300 fr. Chap. 6. Voie et bâtiments, 5,586,350 fr. Chap. 7. Gratifications, secours et indemnités, 873,300 fr. Chap. 8. Impôts et assurances, 517,440 fr. Ch. 9. Gares communes, dépenses diverses, 696,550 fr. Chap. 10. Exercices clos (Mémoire). Chap. 11. Excédent des recettes sur les dépenses à verser au trésor, 6,265,404 fr.
Total, 26,949,360 fr.

MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Caisse d'épargne postale.

Chap. 1er. Intérêts à servir aux déposants, 2,585,000 fr. Chap. 2. Dépenses de personnel, 435,850 francs. Chap. 3. Dépenses de matériel, 170,200 fr. Chap. 4. Dépenses accidentelles, 5,000 f. Chap. 5. Excédent des recettes sur les dépenses à verser au trésor, 25,950 fr. Chap. 6. Dépenses d'exercices clos (Mémoire). Total, 3,222,000 fr.
Total général des dépenses, 93,848,723 fr.

---

26 = 27 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui prorogent des surtaxes aux octrois de Hanvec et de Port-Launay. (XII, B. DCCCXX, n. 13,932, 13,933.)

---

27 = 28 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui prorogent des surtaxes aux octrois de Laon, du Quesnoy et de Steenwoorde. (XII, B. DCCCXX, n. 13,934 à 13,936.)

---

28 = 30 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire applicable au service des manufactures de l'Etat. (XII, B. DCCCXX, n. 13,937.)

---

29 = 30 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui proroge la perception du droit d'octroi établi dans la banlieue de Paris sur l'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie. (XII, B. DCCCXX, n. 13,938.)

---

29 = 30 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui établit des surtaxes à l'octroi de Biarritz. (XII, B. DCCCXX, n. 13,939.)

---

29 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui prorogent des surtaxes aux octrois de Péronne, de Saint-Claude et de Saint-Quentin. (XII, B. DCCCXX, n. 13,940 à 13,942.)

31 DÉCEMBRE 1883 = 5 JANVIER 1884. — Décret portant promulgation de la convention conclue, le 10 septembre 1883, entre la Cochinchine et le Cambodge, et d'une convention annexe signée, entre les deux pays, le 9 octobre 1883. (XII, B. DCCCXX, n. 13,943.)

Le Président de la République, sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères, décrète :

Art. 1er. Une convention ayant été conclue, le 10 septembre 1883, entre la Cochinchine et le Cambodge, suivie d'une convention annexe, en date du 9 octobre 1883, lesdites conventions, dont la teneur suit, sont approuvées et recevront leur pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Entre M. Charles Thomson, gouverneur de la Cochinchine, d'une part; et Sa Majesté Norodom Ier, roi du Cambodge, d'autre part.

Art. 1er. A compter du 1er janvier 1884, et par application de l'art. 5 du contrat du 7 octobre 1881, la perception des droits sur l'opium et les alcools dans tout le royaume du Cambodge sera effectuée par les soins de l'administration de la Cochinchine, qui restera redevable au trésor royal de la somme annuelle de onze mille barres d'argent et du montant des frais détaillés dans les *tratang* actuellement en vigueur. Cette somme sera payée par fractions de deux mois échus, de manière à former la somme de onze mille barres en une année complète d'exploitation. Un arrangement spécial à intervenir entre l'administration de la Cochinchine et Sa Majesté le second Roi déterminera le chiffre de la somme qui lui sera due pour l'exploitation des fermes d'opium et d'alcool des cinq provinces constituant son apanage, et qui ne pourra être moindre que la somme perçue actuellement.

2. Sa Majesté s'engage à exécuter les clauses et conditions de la convention du 20 novembre 1881 relatives aux dépenses du protectorat, qui restent fixées à la somme annuelle de soixante mille piastres. Cette somme sera retenue mensuellement, par fractions de cinq mille cinq cents piastres, sur les versements que l'administration française devra opérer au trésor royal pour la cession des fermes d'opium et des alcools. Dans le cas où l'administration française croirait devoir renoncer dans l'avenir à l'exploitation des fermes d'opium et des alcools, Sa Majesté s'engage à faire payer mensuellement au protectorat, par les nouveaux fermiers qu'elle choisirait, et avant tout versement au trésor royal, la somme de cinq mille cinq cents piastres. Fait en français et en cambodgien, les deux versions ayant même teneur et même sens. Pnom-Penh, le 10 septembre 1883. *Signé :* CH. THOMSON. NORODOM.

CONVENTION.

M. Charles Thomson, gouverneur de la Cochinchine française, d'une part ; et Sa Majesté l'Obbaréach, second roi du Cambodge, d'autre part; vu la convention du 10 septembre 1883, entre M. Charles Thomson, gouverneur de la Cochinchine française, et Sa Majesté le Roi du Cambodge, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1er. Sa Majesté l'Obbaréach cède à l'administration de la Cochinchine, à compter du 1er janvier 1884, la perception des droits sur l'opium et des alcools dans les cinq provinces faisant partie de son apanage, et qui sont : Lovea-Em, Peârang, Khsach-Kandal, Kâ-Thôm, Kong-Pisey.

2. En échange de cette cession, l'administration de la Cochinchine s'engage à verser annuellement au trésor de Sa Majesté le second Roi la somme de six mille piastres. Cette somme sera payée par fractions de deux mois échus. Fait à Pnom-Penh, le 9 octobre 1883. *Signé :* CH. THOMSON. SOMDACH PRÉA MAHA OBBARÉACH.

2. Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, est chargé, etc.

---

13 DÉCEMBRE 1881 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui crée un tribunal de commerce à Tarare (Rhône). (XII, B. DCCCXX, n. 13,944.)

Le Président de la République, sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Un tribunal de commerce

est créé dans la ville de Tarare. Sa juridiction comprendra les cantons de Tarare, d'Amplepuis, de la Mure et de Thizy.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé, etc.

4 AVRIL 1882 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui fixe la composition du tribunal de commerce de Tarare (Rhône). (XII, B. DCCCXX, n. 13,945.)

Le Président de la République, sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes; vu l'art. 617 du Code de commerce; vu le décret du 13 décembre 1881; le conseil d'Etat entendu, décrète:

Art. 1er. Le tribunal de commerce de Tarare comprend un président, deux juges et deux juges suppléants.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé, etc.

18 SEPTEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui crée un lycée national de jeunes filles à Paris sous le nom de *Lycée Fenelon*. (XII, B. DCCCXX, n. 13,946.)

20 SEPTEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui élève le lycée d'Amiens à la première catégorie. (XII, B. DCCCXX, n. 13,947.)

24 SEPTEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui crée un collège communal de jeunes filles à Arimentières. (XII, B. DCCCXX, n. 13,948.)

24 SEPTEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui crée un collège communal de jeunes filles à Cambrai. (XII, B. DCCCXX, n. 13,949.)

29 SEPTEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret concernant le remboursement des emprunts faits à la caisse des lycées, collèges et écoles par les communes algériennes. (XII, B. DCCCXX, n. 13,950.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les sommes affectées par les communes algériennes au remboursement de leurs emprunts à la caisse des lycées, collèges et écoles seront prises sur les ressources ordinaires des communes, et, dans le cas où ces ressources viendraient à manquer, les communes seront imposées d'office sur la part de l'octroi de mer leur revenant. La quotité de ce prélèvement sera fixée pour chaque emprunt par le traité passé entre la caisse et la commune.

2. Dans le cas où le paiement des annuités pour remboursement d'emprunt à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires ne serait pas effectué aux échéances fixées, le montant en sera prélevé d'office sur la part du produit de l'octroi de mer revenant à la commune qui aura contracté ledit emprunt.

3. Le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, est chargé, etc.

10 NOVEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui crée un lycée national de jeunes filles à Bordeaux. (XII, B. DCCCXX, n. 13,951.)

15 = 29 NOVEMBRE 1883. — Décret qui fixe la taxe à percevoir en France pour les télégrammes à destination des bureaux de la Tripolitaine autres que Tripoli. (XII, B. DCCCXX, n. 13,952.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est fixée à 1 fr. 45 c. par mot, sans taxe additionnelle ni minimum de mots, la taxe à percevoir en France pour les télégrammes à destination des bureaux de la Tripolitaine autres que Tripoli, acheminés par les voies normales.

2. La taxe à percevoir en Algérie et en Tunisie, pour les télégrammes à destination des bureaux de la Tripolitaine autres que Tripoli est fixée par mot sans taxe additionnelle ni minimum de nombre de mots, à : 1 fr. 30 c., voie de Bône-Malte; 1 fr. 60 c., voie de Marseille-Italie-Malte.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

19 = 22 NOVEMBRE 1883. — Décret concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie et le Canada. (XII, B. DCCCXX, n. 13,953.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Des cartes postales avec réponse payée, du prix de vingt cen-

limes, pourront être expédiées, à partir du 1er décembre prochain, de France et d'Algérie à destination du Canada.

2. Les cartes postales avec réponse payée, à destination du Canada, et la partie *réponse* des cartes similaires provenant du même pays, pourront être soumises à la formalité de la recommandation, moyennant paiement d'un droit fixe de vingt-cinq centimes; auquel cas, elles pourront, en outre, donner lieu à l'émission d'un avis de réception du prix de dix centimes.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

24 NOVEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui autorise la chambre de commerce de Bordeaux à acquérir deux parcelles de terrain. (XII, B. DCCCXX, n. 13,954.)

---

27 = 28 NOVEMBRE 1883. — Décret qui rapporte celui du 18 février 1881, interdisant l'importation en France des viandes de porc salées provenant des Etats-Unis d'Amérique. (XII, B. DCCCXX, n. 13,955.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Est et demeure rapporté le décret, en date du 18 février 1881, qui interdit, sur le territoire de la République française, l'importation des viandes de porc salées provenant des Etats-Unis d'Amérique.

2. Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, etc.

---

3 DÉCEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui crée un second lycée national à Lille. (XII, B. DCCCXX, n. 13,956.)

---

3 DÉCEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce. (XII, B. DCCCXX, n. 13,957.)

---

8 = 9 DÉCEMBRE 1883. — Décret concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie et l'Inde britannique. (XII, B. DCCCXX, n. 13,958.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Des cartes postales avec réponse payée, du prix de vingt centimes, pourront être expédiées, à partir du 1er janvier 1884, de France et d'Algérie à destination de l'Inde britannique.

2. Les cartes postales avec réponse payée, à destination de l'Inde britannique, et la partie *réponse* des cartes similaires provenant des mêmes pays, pourront être soumises à la formalité de la recommandation, moyennant paiement d'un droit fixe de vingt-cinq centimes; auquel cas, elles pourront, en outre, donner lieu à l'émission d'un avis de réception du prix de dix centimes.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

15 = 19 DÉCEMBRE 1883. — Décret concernant le recouvrement par la poste, en Algérie, des effets de commerce soumis au protêt. (XII, B. DCCCXX, n. 13,959.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Le service du recouvrement par la poste des effets de commerce soumis au protêt, dans les conditions prévues par la loi du 17 juillet 1880 et par le décret du 15 février 1881, est étendu à tous les chefs-lieux des communes des trois départements de l'Algérie qui sont le siège d'un bureau de poste et où réside un huissier.

2. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

15 DÉCEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce. (XII, B. DCCCXX, n. 13,960.)

---

19 DÉCEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui ouvre le port de Cette à l'importation des chiffons et drilles de provenance maritime. (XII, B. DCCCXX, n. 13,961.)

---

22 DÉCEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui établit une imposition additionnelle sur les patentes du département de la Marne pour les dépenses de la chambre et de la bourse de commerce de Reims. (XII, B. DCCCXX, n. 13,962.)

22 DÉCEMBRE 1883 = 20 FÉVRIER 1884. — Décret qui érige le collège communal de jeunes filles de Montauban en lycée national. (XII, B. DCCCXX, n. 13,963.)

---

22 = 24 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui ouvre les bureaux de poste de plein exercice de l'Algérie et de la Tunisie au service de la caisse nationale d'épargne. (XII, B. DCCCXX, n. 13,964.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. A partir du 1er avril 1884, tous les bureaux de poste de plein exercice de l'Algérie et de la Tunisie seront ouverts au service de la caisse nationale d'épargne.

2. Le service de la caisse nationale d'épargne sera exécuté en Algérie et en Tunisie conformément aux dispositions du décret du 31 août 1881, sauf en ce qui concerne les délais prévus par les art. 14 et 18 de ce décret. Les sommes encaissées à titre de premier versement donneront lieu à la délivrance d'une quittance à souche échangeable contre le livret dans un délai de trois jours, non compris les dimanches et jours fériés, augmenté du nombre de jours nécessaire pour l'échange des correspondances, aller et retour, entre le chef-lieu du département et le bureau où a lieu le versement. Les remboursements partiels ou intégraux des sommes déposées à la caisse nationale d'épargne auront lieu en Algérie et en Tunisie dans le plus bref délai.

3. Le ministre des postes et des télégraphes est chargé, etc.

---

28 = 29 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui suspend l'exécution de celui du 27 novembre 1883, relatif à l'importation en France des viandes de porc salées provenant des États-Unis d'Amérique. (XII, B. DCCCXX, n. 13,965.)

Le Président de la République, sur le rapport du ministre du commerce, décrète :

Art. 1er. Il est sursis à l'exécution du décret du 27 novembre 1883. Est en conséquence suspendue, jusqu'à ce qu'il ait été statué par une loi sur l'introduction en France des viandes de porc, l'importation desdites viandes salées provenant des États-Unis d'Amérique.

2. Toutefois, pour les marchés déjà conclus, ces viandes pourront être admises exceptionnellement jusqu'au 20 janvier 1884 par les ports du Havre, de Bordeaux et de Marseille, et à la condition qu'il sera constaté qu'elles répondent au type connu dans le commerce sous le nom de *fully cured*, qu'elles sont saines, qu'elles sont dans un parfait état de conservation et que la salaison en est complète. Cette constatation sera faite par des experts spéciaux désignés par les préfets. Les importateurs seront tenus de déclarer, avant tout déchargement, qu'ils consentent à acquitter les frais que la visite des experts pourra entraîner. Le maximum du tarif de ces frais sera fixé par les chambres de commerce.

3. Les ministres du commerce et des finances sont chargés, etc.

---

29 DÉCEMBRE 1883 = 10 JANVIER 1884. — Décret qui ouvre le bureau de douane de Bachy (Nord) à l'importation et au transit de certaines marchandises. (XII, B. DCCCXX, n. 13,966.)

---

29 DÉCEMBRE 1883 = 10 JANVIER 1884. — Décret qui rend applicables à l'école préparatoire à l'enseignement du droit d'Alger les dispositions du décret du 27 décembre 1881, relatif aux concours annuels dans les facultés de droit. (XII, B. DCCCXX, n. 13,967.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les dispositions du décret du 27 décembre 1881, relatif aux concours annuels dans les facultés de droit, sont applicables à l'école préparatoire à l'enseignement du droit d'Alger, en ce qui concerne les élèves de première et de deuxième année, à dater du 1er janvier 1884.

2. Les lauréats de cette école qui continueront leurs études dans les facultés jouiront des indemnités accordées par ledit décret. Les mêmes immunités seront attribuées, en ce qui concerne les droits revenant à l'État, aux lauréats qui continueront leurs études dans l'école d'Alger.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé, etc.

30 DÉCEMBRE 1883 = 10 JANVIER 1884. — Décret qui établit des concours entre les élèves de l'école préparatoire à l'enseignement du droit, à Alger. (XII, B. DCCCXX, n. 13,968.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Des concours sont ouverts à la fin de l'année scolaire : 1° entre les élèves de chacune des deux années d'études préparatoires au certificat d'études de droit administratif et de coutumes indigènes; 2° entre les élèves qui aspirent au certificat supérieur d'études de législation algérienne et de coutumes indigènes.

2. Deux premiers et deux seconds prix sont attribués aux élèves de première année pour le certificat d'études de droit administratif et de coutumes indigènes. Ils sont décernés sur deux compositions écrites. L'une porte sur les éléments du droit français civil et pénal, l'autre sur un sujet emprunté à l'une des deux autres matières enseignées pendant l'année. Cette matière est déterminée par tirage au sort, et portée à la connaissance des élèves quinze jours avant l'ouverture du concours.

3. Un premier et un second prix sont attribués aux élèves de deuxième année. Ils sont décernés sur une composition écrite portant soit sur la législation algérienne, soit sur les coutumes indigènes, au choix de l'école; les élèves sont informés quinze jours avant l'ouverture du concours de la matière qui a été désignée.

4. Les dispositions du précédent article sont applicables au concours entre les étudiants qui aspirent au certificat supérieur d'études de la législation algérienne et de coutumes indigènes.

5. Le nombre des mentions honorables n'est pas limité. Les sujets de composition sont choisis par l'école; ils ne peuvent l'être que dans les programmes de l'année.

6. Les élèves de première année qui obtiennent un premier ou un second prix sont dispensés des droits revenant à l'Etat, pour l'examen de l'année suivante. Les élèves de deuxième année qui obtiennent un premier ou un second prix sont dispensés des mêmes droits, pour l'examen du certificat supérieur d'études de législation algérienne et de coutumes indigènes. L'exemption de droits est limitée à une épreuve; tout lauréat qui subit un ajournement en perd le bénéfice.

7. Les conseils généraux de la circonscription académique et le conseil municipal d'Alger seront invités, conformément à l'art. 6 du décret du 27 décembre 1881, à participer aux dépenses résultant des dispositions qui précèdent.

8. Un règlement délibéré en conseil supérieur de l'instruction publique déterminera la nature des prix, les conditions d'admission aux divers concours, le mode des épreuves et de proclamation des résultats.

9. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé, etc.

---

31 DÉCEMBRE 1883 = 20 JANVIER 1884. — Décret relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce. (XII, B. DCCCXX, n. 13,969.)

---

6 = 7 NOVEMBRE 1883. — Loi qui ouvre au budget du ministère de l'intérieur, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour les traitements des fonctionnaires administratifs des départements. (XII, B. DCCCXXI, n. 13,982.)

Article unique. Il est ouvert au budget du ministère de l'intérieur, chap. 3 (*Traitements des fonctionnaires administratifs des départements*), exercice 1883, un crédit supplémentaire de 100,000 fr. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1883.

---

15 = 16 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui autorise un échange de terrains entre l'Etat et la ville de Sedan. (XII, B. DCCCXXI, n. 13,982.)

---

15 = 16 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui autorise un échange de terrains entre l'Etat et la commune de Taillette (Ardennes). (XII, B. DCCCXXI, n. 13,984.)

---

17 = 18 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour la célébration aux frais de l'Etat des funé-

railles d'*Henri Martin*. (XII, B. DCCCXXI, n. 13,985.)

Art. 1er. Les funérailles d'Henri Martin seront célébrées aux frais de l'Etat.

2. Un crédit extraordinaire de 10,000 fr. est ouvert au ministre de l'intérieur, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, chap. 61 (*Funérailles d'Henri Martin*). Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1883.

---

22 = 23 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui autorisent les départements de l'Ain et des Deux-Sèvres à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCCXXI, n. 13,986, 13,987.)

---

31 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui ouvre des crédits provisoires au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1884(1). (XII, B. DCCCXXI, n. 13,988.)

Article unique. Il est ouvert aux ministres, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884. pour assurer les dépenses du mois de janvier 1884, des crédits provisoires montant à la somme de 21,420,641 fr., répartie par ministères ainsi qu'il suit : ministère des postes et des télégraphes, 248,334 fr.; ministère de la guerre, 9,166,668 fr.; ministère de la marine et des colonies, 609,751 fr.; ministère des travaux publics, 11 millions 395,888 fr.; total égal, 21 millions 420,641 fr.

Ces crédits seront répartis par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République. Il sera pourvu aux crédits provisoires ci-dessus au moyen des ressources de la dette flottante.

---

31 DÉCEMBRE 1883. — Décret qui répartit par ministères et par chapitres les crédits provisoires ouverts au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884. (XII, B. DCCCXXI, n. 13,989.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les crédits provisoires montant à 21,420,641 fr. ouverts aux ministres par la loi du 31 décembre 1883, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884, sont répartis par ministères et par chapitres ainsi qu'il suit :

MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — Chap. 1er. Personnel des lignes souterraines, 10,725 fr.; chap. 2. Matériel des lignes souterraines, 237,609 fr.

MINISTÈRE DE LA GUERRE. — Chap. 1er. Artillerie, 4,666,667 fr.; chap. 2. Génie, 3,750,000 fr.; chap. 6. Habillement, 416,667 fr.; chap. 7. Transports généraux, 333,334 fr.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. — Chap. 1er. Avances à la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, 609,751 fr.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — Chap. 1er. Personnel des ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires, 73.500 fr.; chap. 2. Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires, 2,284 fr.; chap. 3. Personnel des conducteurs des ponts et chaussées attachés aux services des

---

(1) Présentation à la Chambre des députés par M. Tirard, ministre des finances, le 28 décembre 1883 (J. O. du 16 février 1884, n. 2527, p. 2232). Rapport de M. Rouvier, le 29 décembre (J. O. du 30, et du 19 février, n. 2530, p. 2234). Discussion et adoption, le 29 décembre (J. O. du 30).

Présentation au Sénat, le 29 décembre (J. O. du 26 janvier 1884, n. 195, p. 1212). Rapport de M. Dauphin, le 29 décembre (J. O. du 30, et du 31 janvier 1884, n. 198, p. 1215). Adoption sans discussion, le 29 décembre (J. O. du 30).

La loi de finances de l'exercice 1884 n'ayant pu comprendre les crédits relatifs au budget des dépenses sur ressources extraordinaires, le gouvernement a saisi la Chambre d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit provisoire de 21,420,641 fr., nécessaire pour assurer pendant le mois de janvier 1884 les dépenses de ce budget qui ne pouvaient être interrompues.

Ce projet a été voté sans modification par la Chambre dans la séance du 29 décembre et par le Sénat dans la séance du 30 décembre.

Voy. ci-après le décret du 31 décembre portant répartition de ces crédits provisoires par ministères et par chapitres.

travaux extraordinaires, 159,084 fr.; chap. 4. Personnel des employés secondaires des ponts et chaussées attachés aux services des travaux extraordinaires, 98,750 fr.; chap. 5. Amélioration des rivières, un million 416,667 fr.; chap. 6. Etablissement et amélioration des canaux de navigation, 1,833,334 fr.; chap. 7. Amélioration et achèvement des ports maritimes, 2,708,334 fr.; chap. 8. Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat, 3,125,000 fr.; chap. 9. Subventions aux compagnies concessionnaires de chemins de fer, 41,667 fr.; chap. 10. Rachat de lignes de chemins de fer, 83,334 fr.; chap. 11. Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en vertu de la loi du 18 mai 1878, 1,456,250 fr.; chap. 12. Travaux d'achèvement par l'Etat des lignes rachetées en dehors de la loi du 18 mai 1878 et des lignes revenues à l'Etat par suite de déchéances définitives, 168,750 fr.; chap. 13. Travaux extraordinaires en Algérie (ports, phares et fanaux), 228,934 fr.; total égal, 21,420,641 fr.

2. Le ministre des finances et les ministres des autres départements sont chargés, etc.

---

12 = 13 NOVEMBRE 1883. — Loi qui autorise la ville du Havre à contracter un emprunt. (XII, B. DCCCXXII, n. 13,990.)

---

27 = 28 NOVEMBRE 1883. — Lois qui autorisent la commune de Levallois-Perret et la ville de Marseille à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCCXXII, n. 13,991, 13,992.)

1er = 2 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui autorise le département des Vosges à contracter un emprunt. (XII, B. DCCCXXII, n. 13,993.)

---

15 = 16 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui autorise la ville de Menton (Alpes-Maritimes) à contracter un emprunt. (XII, B. DCCCXXII, n. 13,994.)

---

15 = 16 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui prorogent des surtaxes aux octrois de Grandcamp (Calvados), de Pontoise et du Tréport. (XII, B. DCCCXXII, n. 13,995, 13,998, 14,001.)

---

15 = 16 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui établissent des surtaxes aux octrois de Guéret, de Pont-de-Vaux (Ain), de Saint-Dié et de Saint-Marcellin. (XII, B. DCCCXXII, n. 13,996, 13,997, 13,999, 14,000.)

---

19 = 20 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui établissent des surtaxes aux octrois de Cannes, de Civray, de Montmorillon, d'Oloron Sainte-Marie, du Palais (Morbihan), de Rouen et de Saint-Julien. (XII, B. DCCCXXII, n. 14,002 à 14,008.)

---

20 = 21 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui autorisent le département de la Marne et les villes d'Armentières, Châtellerault, le Havre et Toulouse à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCCXXII, n. 14,009 à 14,013.)

---

20 = 21 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui établit une imposition extraordinaire sur la commune de Blaise-sous-Hauteville (Marne). (XII, B. DCCCXXII, n. 14,014.)

---

22 = 23 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui autorisent les départements de la Charente-Inférieure, de la Corse et des Landes, et la ville de Montauban à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement. (XII, B. DCCCXXII, n. 14,015 à 14,018.)

---

22 = 23 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui établissent des surtaxes aux octrois d'Aix-les-Bains (Savoie), de Chambéry, d'Evian-les-Bains (Haute-Savoie), de Plabennec (Finistère) et de Saint-Jean-de-Maurienne. (XII, B. DCCCXXII, n. 14,019 à 14,023.)

---

29 = 30 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui établissent des surtaxes aux octrois de Castellane, de Crozon (Finistère) et de Saint-Yrieix. (XII, B. DCCCXXII, n. 14,026, 14,032.)

---

29 = 30 DÉCEMBRE 1883. — Lois qui prorogent des surtaxes aux octrois de Condé (Nord), de Dirinon, Lampaul-Guimiliau, Plouvien et Runrengol (Finistère) et de Villefranche (Alpes-Maritimes). (XII, B. DCCCXXII, n. 14,025, 14,027 à 14,031.)

---

19 = 20 DÉCEMBRE 1883. — Loi qui approuve une convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie de

chemins de fer départementaux, pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de fer de la Corse. (XII, B. DCCCXXIII, n. 14,034.)

Art. 1er. Est approuvée la convention passée, le 21 février 1883, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'Etat, et la compagnie de chemins de fer départementaux, pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de fer de la Corse.

2. Aucune émission d'obligations ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par le ministre des travaux publics, après avis du ministre des finances et après l'achèvement et la mise en exploitation des lignes ou sections de lignes concédées. Le capital à réaliser par l'émission d'obligations ne pourra être supérieur aux dépenses des lignes concédées, et l'émission ne sera autorisée que sous la condition que l'annuité destinée à couvrir l'intérêt et l'amortissement des titres à émettre ne dépassera pas le montant des sommes garanties sur lesdites dépenses.

3. La convention et le cahier des charges annexés à la présente loi ne donneront lieu qu'à la perception du droit fixe d'enregistrement de 3 fr.

---

16 DÉCEMBRE 1883 = 10 MARS 1884. — Décret portant organisation des établissements français du golfe de Guinée. (XII, B. DCCCXXIII, n. 14,035.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les établissements français de la côte d'Or sont placés sous l'autorité du commandant du Gabon, qui prendra le titre de commandant supérieur des établissements français du golfe de Guinée.

2. Un commandant particulier exerce, à l'égard des établissements de la côte d'Or, les attributions dévolues au lieutenant-gouverneur du Sénégal par le décret du 12 octobre 1882. Il est nommé par le ministre de la marine et des colonies. Le traitement colonial du commandant particulier est fixé à 12,000 fr. et son traitement d'Europe à 6,000 fr.

3. Les recettes et les dépenses des établissements de la côte d'Or sont rattachés au budget local du Gabon.

4. Les décrets des 1er juin 1878 et 29 août 1879, portant réorganisation de la justice au Gabon, sont rendus applicables dans les établissements français de la côte d'Or sous les réserves ci-après : le commandant particulier remplit les fonctions de juge de paix à compétence étendue. Il aura son siège à Assinie. Il tiendra des audiences foraines à Grand-Bassam et à Dabon une fois par mois. Ces audiences peuvent être modifiées par des arrêts rendus en conseil d'administration par le commandant supérieur des établissements français du golfe de Guinée. Le juge de paix à compétence étendue connaît, en matière civile et commerciale : 1° en premier et dernier ressort, de toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 500 fr. inclus et des demandes immobilières jusqu'à 20 fr. inclus de revenu déterminé soit en rentes, soit par le prix du bail; 2° en premier ressort seulement et à charge d'appel devant le tribunal du Gabon, de toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1,500 fr. et des demandes immobilières jusqu'à 60 fr. de revenu déterminé soit en rentes, soit par le prix du bail. Les autres actions seront portées devant le tribunal du Gabon, conformément à l'art. 3, n° 3, du décret du 1er juin 1878. En matière de simple police et de police correctionnelle, il aura la même compétence que le juge du tribunal du Gabon. Les attributions dévolues au commandant du Gabon sont conférées au commandant particulier. A défaut de commissaire de police, les fonctions du ministère public sont remplies par un agent désigné par le commandant particulier.

5. Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, son chargés, etc.

---

29 DÉCEMBRE 1883 = 11 MARS 1884. — Décret concernant le port des armes de

poche à la Martinique. (XII, B. DCCCXXIV, n. 14,038.)

Le Président de la République, vu, etc., décrète :

Art. 1er. Les décrets du 2 nivôse an 14, du 12 mars 1806 et l'ordonnance du 23 février 1837 sont déclarés applicables à la colonie de la Martinique.

2. Le ministre de la marine et des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, etc.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT, CIRCULAIRES, ETC.

Insérés dans le volume de 1883 et dans le Bulletin des Lois, année 1883, depuis le Bulletin 754 jusqu'au Bulletin 824, première partie, et depuis le Bulletin 1427 jusqu'au Bulletin 1526, partie supplémentaire.

Les actes à la suite desquels se trouve l'indication du Bulletin sont ceux que nous n'avons pas cru devoir insérer dans notre Collection, et ceux qui ne sont insérés que par extrait, même dans le Bulletin.

Quant aux actes qui sont insérés dans notre Collection, on les trouve avec l'indication de la page.

TABLE CHRONOLOGIQUE. — DU 10 MARS 1873 AU 25 MARS 1882.

1873.

10 *mars*. — Déc. Domicile en France, B. 18,413.

1875.

11 *décembre*. — Déc. Réintégration dans la qualité de Français, B. 18,414.

1876.

27 *décembre*. — Déc. Droits de citoyen français, B. 18,415.

1877.

12 *février*. — Déc. Domicile en France, B. 18,882.

1878.

12 *mars*. — Déc. relatif au remploi du montant de l'indemnité provenant de l'expropriation de parcelles de terrain appartenant à M. le baron de Kergolay, B. 19,117.

9 *novembre*. — Déc. Domicile, B. 18,883.

1879.

15 *janvier*. — Déc. Domicile, B. 20,040.

26 *juillet*. — Déc. Domicile, B. 18,416.

22 *novembre*. — Déc. Domicile, B. 18,417.

1880.

29 *juillet*. — Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société fondée à Paris pour la propagation de l'allaitement maternel, 11.

14 *août*. — Déc. Domicile, B. 19,058.

23 *septembre*. — Déc. Domicile, B. 18,418.

1881.

23 *février*. — Déc. Domicile, B. 19,666.

14 *mai*. — Déc. Domicile, B. 18,419.

28 *mai*. — Déc. Réintégration, B. 18,737.

7 *juin*. — Déc. Domicile, B. 19,059.

17 *août*. — Déc. Domicile, B. 18,738.

12 *octobre*. — Déc. qui autorise la société le Progrès national, compagnie d'assurances sur la vie, 166.

15 *octobre*. — Déc. qui autorise les nouveaux statuts de la société l'Abeille, compagnie d'assurances sur la vie, 166.

17 *octobre*. — Déc. Domicile. B. 18,420.

31 *octobre*. — Déc. Domicile, B. 18,884.

5 *décembre*. — Déc. Domicile, B. 19,752.

12 *décembre*. — Déc. Domicile, B. 18,885.

13 *décembre*. — Déc. qui crée un tribunal de commerce à Tarare, 395.

19 *décembre*. — Déc. Domicile, B. 18,739.

1882.

4 *février*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, — naturalisation, B. 18,421 à 18,427, 18,609.

11 *février*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 18,428 à 18,430.

18 *février*. — Déc. Réintégration, — domicile, — acceptation de fonctions à l'étranger, B. 18,431 à 18,434.

25 *février*. — Déc. Réintégration, — domicile, B. 18,435, 18,436.

27 *février*. — Déc. qui approuve des modifications aux statuts de la société mutuelle de prévoyance pour la retraite de Reims, 11.

4 *mars*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 18,610 à 18,613, 18,740.

11 *mars*. — Déc. Réintégration, B. 18,614.

18 *mars*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 18,615 à 18,617.

25 *mars*. — Déc. Brevets d'invention, B. 13,045. — Réintégration, droits de citoyen

français, — domicile, — service à l'étranger, B. 18,618 à 18,622, 18,886.

28 *mars*. — Déc. Brevets d'invention, B. 13,046.

1er *avril*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 18,741 à 18,743.

4 *avril*. — Déc. qui fixe la composition du tribunal de commerce de Tarare, 396.

8 *avril*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 18,744 à 18,747.

15 *avril*. — Déc. Réintégration, — domicile, — B. 18,748, 18,749, 19,060. — Légion d'honneur, nomination, B. 19,311.

22 *avril*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, — naturalisation à l'étranger, B. 18,750 à 18,754.

29 *avril*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 18,755 à 18,759.

6 *mai*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — naturalisation, — domicile, B. 18,887 à 18,892.

13 *mai*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 18,893 à 18,895, 19,753.

20 *mai*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, — fonctions à l'étranger, B. 18,896 à 18,899.

27 *mai*. — Réintégration, — domicile, — service et naturalisation à l'étranger, B. 18,900 à 18,904.

3 *juin* — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 18,973 à 18,976, 19,667.

7 *juin*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,476.

9 *juin*. — Déc. Bois, B. 18,402 à 18,405, 18,437 à 18,439, 18,552.

10 *juin*. — Déc. Brevets d'invention, B. 13,258. — Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 18,977 à 18,979.

14 *juin*. — Déc. Droits de citoyen français, B. 18,980.

17 *juin*. — Déc. Bois, B. 18,454, 18,455. — Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, — service et naturalisation à l'étranger, B. 18,981 à 18,985, 19,668.

18 *juin*. — Déc. Bois, B. 18,587.

20 *juin*. — Déc. Bois, B. 18,456.

24 *juin*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 18,986 à 18 988, 19,061.

27 *juin*. — Déc. Bois, B. 18,407, 18,441.

29 *juin*. — Déc. Bois, B. 18,442, 18,457 à 18,463, 18,533 à 18,540, 18,553 à 18,559. 18,568 à 18.571. — Légion d'honneur, nomination, B. 18,665.

1er *juillet*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 19,062 à 19,064.

5 *juillet*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,477 à 18,481.

6 *juillet*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B 18,482 — Bois, B. 18,572 à 18,578, 18,588, 18,589, 18,591 à 18,594, 18,629.

8 *juillet*. — Déc. Brevets d'invention, B. 13,359. — Bois, B. 18,595, 18,596, 18,641. — Réintégration, — domicile, B. 19,065, 19,066.

11 *juillet*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,483 à 18,489. — Bois, B. 18,642.

12 *juillet*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,490, 18,491.

13 *juillet*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,492, 18,493.

15 *juillet*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, — service à l'étranger, B. 19,067 à 19,070.

17 *juillet*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,494, 18,495.

18 *juillet*. — Déc. Création de deux nouvelles conservations forestières à Foix et à Annecy, B. 12,952. — Bois, B. 18,651 à 18,653, 18,662.

22 *juillet*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 19,071 à 19,074, 19,669.

28 *juillet*. — Loi relative à l'agrandissement des bâtiments du poste central des télégraphes, 115.

29 *juillet*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 19,075 à 19,077.

31 *juillet*. — Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,496. — Bois, B. 18,672 à 18,675.

1er *août*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,496 à 18,499.

2 *août*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,500, 18,501.

5 *août*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 19,191 à 19,195.

8 *août*. — Déc. Bois, B. 18,624, 18,683 à 18,686, 18,720, 18,721.

11 *août*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,502.

12 *août*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — fonctions à l'étranger, B. 19,196 à 19,201, 19,670.

17 *août*. — Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,503.

18 *août*. — Déc. Bois, B. 18,722.

19 *août*. — Déc. Bois, B. 18,723. — Réintégration, B. 19,202 à 19,206.

22 *août*. — Déc. Bois, B. 18,724.

25 *août*. — Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,504.

26 *août*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,505, 18,506. — Réintégration, — droits de citoyen français, — naturalisation, — domicile, B. 19,207 à 19,211.

28 *août*. — Déc. Bois, B. 18,782.

3 *septembre*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 19,227 à 19,229.

4 *septembre*. — Déc. Bois, B. 18,725, 18,726, 18,783.

6 *septembre*. — Déc. Ponts, B. 18,727.

10 *septembre*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — naturalisation, — domicile, B. 19,230 à 19,234, 19,671.

12 *septembre*. — Déc. Bois, B. 18,728, 18,729, 18,784 à 18,788, 18,793 à 18,797.

16 *septembre*. — Déc. Bois, B. 18,798.

17 *septembre*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français,— domicile, B. 19,232 à 19,237.

18 *septembre*. — Déc. Brevets d'invention, B. 13,368.

20 *septembre*. — Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,507.

21 *septembre*. — Déc. Travaux à Bourbonne-les-Bains, B. 12,953.

24 *septembre*. — Déc. Réintégration, — domicile, B. 19,238, 19,239.

3 *octobre*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 19,672 à 19,674.

4 *octobre*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,507.

5 *octobre*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,508.

6 *octobre*. — Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,509.

7 *octobre*. — Déc. Réintégration, — domicile, B. 19,674, 19,675.

9 *octobre*. — Déc. Pensions, B. 18,409. — Bois, B. 18,799, 18,800, 18,817 à 18,820.

11 *octobre*. — Déc. Brevets d'invention, B. 13,269.

14 *octobre*. — Déc. Travaux au port de Saint-Gilles, B. 12,865. — Pensions, B. 18,410. — Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, — naturalisation à l'étranger, B. 19,677 à 19,680.

16 *octobre*. — Déc. Travaux à la gare de Lyon-Perrache, B. 12,866.

17 *octobre*. — Déc. Pensions, B. 18,411.

18 *octobre*. — Déc. Bois, B. 18,821.

21 *octobre*. — Déc. Bois, B. 18,822. — Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, — naturalisation à l'étranger, B. 19,681 à 19,687.

26 *octobre*. — Déc. Bois, B. 18,789, 18,823 à 18,826.

27 *octobre*. — Déc. qui autorise la caisse d'épargne du Havre à aliéner 3,575 fr. de rente, 11. — Déc. Pensions, B. 18,412, 18,579. — Bois, B. 18,827, 18,828.

28 *octobre*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 19,688 à 19,690.

3 *novembre*. — Déc. Bois, B. 18,790, 18,849.

4 *novembre*. — Déc. Bois, B. 18,850, 18,851. — Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, — fonctions et naturalisation à l'étranger, B. 19,703 à 19,707.

6 *novembre*. — Déc. Pensions, B. 18,580, 18,581.

7 *novembre*. — Déc. Travaux aux ports de Saint-Légué-Saint-Brieuc et d'Isigny, B. 12,867, 12,931. — Légion d'honneur, nominations, B. 18,510 à 18,513.

8 *novembre*. — Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,514.

9 *novembre*. — Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,515.

10 *novembre*. — Déc. qui supprime la caisse d'épargne d'Aix-les-Bains, 11. — Déc. qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne d'Etampes, 11. — Déc. qui autorise la compagnie du jardin zoologique à se transformer en compagnie anonyme, 11.

11 *novembre*. — Déc. Rectification de la route nationale n° 188. B. 12,978. — Bois, B. 18,852, 18,853. — Réintégration, — domicile, — service et naturalisation à l'étranger, B. 19,708 à 19,711.

14 *novembre*. — Déc. qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne de Foix, 11.

Déc. Bois, B. 18,854 à 18,858.

15 *novembre*. — Déc. Bois, B. 18,905.

17 *novembre*. — Déc. Droits à percevoir par la chambre de commerce de Dieppe, B. 12,979.

18 *novembre*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, — naturalisation à l'étranger, B. 18,712 à 18,715.

21 *novembre* — Déc. qui abroge celui du 21 décembre 1878, relatif aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées, B. 12,980.

22 *novembre*. — Déc. Bois, B. 18,935.

24 *novembre*. — Déc. Concession de lais de mer à Cagnes. B. 12,982. — Bois, B 18,936 à 18,943.

25 *novembre*. — Déc. Travaux à la rivière la Lawe, — au chenal navigable du Rhône, B. 12,982, 12,983. — Déc. qui autorise mademoiselle Tripotin à substituer à son nom celui de Géraldy, B. 13,403. — Déc. Eaux minérales, B. 18,778. — Réintégration, — domicile, B. 19,716, 19,717.

27 *novembre*. — Déc. Travaux au canal de Bourbourg, B. 12,984. — Polygones, B. 13,008. — Déc. qui crée une commune à Chanat-les-Monteyre, B. 13,047. — Déc. portant que la commune de Tassin (Rhône) prendra le nom de Tassin-la-Demi-Lune, B. 13,048. — Ponts, B. 13,049. — Travaux au port du Havre, B. 13,050.

Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,516

28 *novembre*. — Déc. Pensions, B. 18,582, 18,583.

1er *décembre*. — Déc. qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne de Meulan, 11.

2 *décembre*. — Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 19,754 à 19,756.

4 *décembre*. — Déc. qui approuve des modifications aux statuts de la société de Notre-Dame de Bon-Secours, à Dieppe, 11.

Déc. portant que la commune de Pierrepont (Vosges) prendra le nom de Pierrepont-sur-l'Arantèle, B. 13,051.

Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,517. — Bois, B. 18,955, 18,989, 19,003.

5 *décembre*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,518. — Pensions, B. 18,643, 18,644. — Bois, B. 18,956 à 18,965, 19,004 à 19,006.

7 *décembre*. — Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'association des anciens élèves du collège de l'Arc, à Dôle, 11.

Déc. portant que la commune de Millencourt (Somme) prendra le nom de Millencourt-en-Ponthieu, B. 13,052. — Brevets d'invention, B. 13,680.

9 *décembre*. — Déc. Bois, B. 18,966, 19,032, 19,042 à 19,044. — Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 19,757 à 19,759.

10 *décembre*. — Déc. Bois, B. 19,018.

12 *décembre*. — Déc. qui approuve l'arrangement pour l'établissement de lignes télégraphiques le long des cours d'eau, signé entre la France et la Belgique, le 30 novembre 1882, 57.

Déc. Bois, B. 18,991, 19,019.

14 *décembre*. — Déc. Limites de la mer à l'embouchure de la rivière de Morlaix, B. 13,053. — Eaux, B. 18,760, 18,761. — Bois, B. 19,020, 19,045, 19,046, 19,080.

15 *décembre*. — Déc. Pensions, B. 18,645, 18,646.

16 *décembre*. — Déc. Travaux au canal de la Marne au Rhin, B. 13,054. — Eaux, B. 18,762, 18,763. — Réintégration, — domicile, — fonctions à l'étranger, B. 18,760 à 18,762.

19 *décembre*. — Déc. relatif à la concession de tramways à la ville de Valenciennes, 44.

20 *décembre*. — Loi qui approuve une convention conclue le 19 juillet 1882 avec les Etats-Unis d'Amérique, concernant le règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre, 186.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'œuvre de l'orphelinat des Arts, 11.

Déc. Droits à percevoir pour location de grue au port de Dieppe, B. 13,115. — Mines, B. 18,764. — Bois, B. 19,047.

22 *décembre*. — Déc. Rectification de la route nationale n° 167, B. 13,058, 13,059. — Octrois de diverses villes, B. 18,698 à 18,704. — Eaux, B. 18,765.

23 *décembre*. — Déc. Eaux, B. 18,766. — Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 18,763 à 18,765.

25 *décembre*. — Déc. Bois, B. 18,990.

26 *décembre*. — Déc. concession d'un immeuble à la colonie de la Guadeloupe, B. 13,060. — Octroi de Lille, B. 18,705. — Pensions, B. 19,528.

27 *décembre*. — Loi qui approuve la convention relative à l'échange, des mandats de poste entre la France et la Grande-Bretagne, 18.

Loi qui approuve le tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et l'Autriche-Hongrie, 21.

Loi qui approuve le tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et la Roumanie, 21.

Déc. Travaux à la gare de Villerupt, B. 13,061.

28 *décembre*. — Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,519 à 18,523, 19,313. — Pensions, B. 18,647, 18,648.

29 *décembre*. — Déc. Paroisse de Montaigules-Bois, B. 18,443. — Légion d'honneur, nominations, B. 18,524 à 18,529, 19,303. — Octrois, B. 18,706, 18,707. — Erection de chapelles, B. 18,913, 18,914.

30 *décembre*. — Déc. Faculté de médecine de Bordeaux, B. 12,899. — Pensions, B. 18,464. — Légion d'honneur, nominations, B. 18,530 à 18,532. — Octroi de Corbeil, B. 18,708. — Réintégration, B. 18,766.

31 *décembre*. — Déc. qui crée des tribunaux de première instance à Batna, Guelma et Sidi-bel-Abbès, 143.

1883.

1er *janvier*. — Déc. Création de chaires aux facultés d'Aix, de Grenoble, de Besançon, de Caen, de Dijon et de Clermont, B. 13,062 à 13,067, 13,090, 13,091.

2 *janvier*. — Déc. relatif aux funérailles de M. Gambetta, 5.

Déc. qui approuve divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Nord, 23.

Déc. qui modifie celui du 24 décembre 1851, relatif à l'organisation du corps des mines, 23.

Déc. concernant l'émission des bons de poste de 1 franc et de 10 francs, 37.

Déc. concernant l'émission des bons de poste de 2 francs, 37.

3 *janvier*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit extraordinaire pour les funérailles de M. Gambetta, 5.

Déc. portant que la commune de Montgriffon prendra le nom de Nivollet-Montgriffon, B. 13,116.

4 *janvier*. — Loi relative au déclassement de la batterie des Lions, à Marseille, 1.

Lois qui autorisent les départements de Meurthe-et-Moselle et de Tarn-et-Garonne à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 24.

Loi qui distrait une portion de territoire de la commune de Longecombes et la rattache à la commune de Chaley (Ain), 25.

Déc. qui annule divers crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires des exercices 1880 et 1881, 13.

Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1883, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce, 24.

Déc. Mines, B. 19,014 à 19,016. — Bois, B. 19,081, 19,124 à 19,126.

5 *janvier*. — Loi qui modifie l'art. 1734 du Code civil, relatif aux risques locatifs, 1.

Lois qui autorisent les départements de la Charente-Inférieure, d'Ille-et Vilaine, de la Haute-Loire et de Tarn-et-Garonne, et la ville de Boulogne-sur-Mer à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 25.

Déc. portant que les funérailles de M. le général Chanzy seront célébrées par les soins de l'Etat et aux frais du trésor public, 6.

Déc. Bois, B. 19,127.

6 *janvier*. — Déc. portant que le collège de Laon est déclaré lycée national, 23.

Déc. qui autorise : 1° M. de Clausade à ajouter à son nom patronymique celui de Saint-Amarand ; 2° M. Perrier à ajouter à son nom patronymique celui de Ducarne ; 3° M. Michel à ajouter à son nom patronymique celui de Jaffard, B. 12,932.

Déc. Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 20,041 à 20,044.

7 *janvier*. — Déc. qui crée vingt-deux nouvelles justices de paix en Algérie, 144.

8 *janvier*. — Déc. qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée pour la cons-

truction de la conduite d'eau de Bou-Filaine (Algérie), 6.

Déc. qui fixe les frais d'administration de la préfecture du Rhône, 14.

Déc. portant que la commune de Loures (Hautes-Pyrénées) prendra le nom de Loures-Barousse, B. 13,129.

9 *janvier*. — Déc. qui fixe la composition des commissions d'examen des aspirants et aspirantes au brevet de capacité, 6.

Déc. qui modifie celui du 29 juillet 1881, relatif à l'organisation des écoles normales, 23.

Déc. qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de tramways à traction de locomotives dans la ville de Saumur et sa banlieue, 44.

10 *janvier*. — Loi qui ouvre un crédit extraordinaire sur l'exercice 1882 pour les dépenses de l'exposition d'Amsterdam et annule sur le même exercice un crédit affèrent à l'exposition de Melbourne, 5.

Loi qui ouvre, sur l'exercice 1883, des crédits extraordinaires destinés à la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain, 12.

Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée en 1880 pour l'installation et l'agrandissement de divers ministères, 14.

Déc. qui crée un lycée national de jeunes filles à Lyon, 24.

Déc. qui prescrit la promulgation de la convention conclue le 19 juillet 1882 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, concernant le règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre, 186.

Déc. Pensions, B. 18,398. — Mines, B. 18,767. — Legs Brunet, B. 18,768. — Légion d'honneur, nomination, B. 19,314.

11 *janvier*. — Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département des Pyrénées-Orientales, le tableau de population no 3 déclaré authentique par le décret du 7 août 1882, 6.

Déc. qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Clermont-Ferraud, 14.

Déc. portant que la commune de Verrières (Aveyron) prendra le nom de Sébrazac, B. 13,130.

Déc. portant que la commune de Laché-Assarts (Nièvre) prendra le nom de Vitry-Laché, B. 13,260.

Déc. portant que les communes de Tauxières et de Mutry (Marne) seront réunies en une seule municipalité qui portera le nom de Tauxières-Mutry, B. 13,261.

Déc. Pensions, B. 18,399 à 18,401. — Bois, B. 19,021.

12 *janvier*. — Déc. portant promulgation de la convention pour l'échange des mandats de poste conclue, le 8 décembre 1882, entre la France et la Grande-Bretagne, 19.

Déc. portant ouverture du bureau des douanes de Tourcoing à l'importation des fils de lin, 74.

13 *janvier*. — Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour améliorer la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure, 11.

Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du compte de liquidation de l'exercice 1880, 6.

Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880, 7.

Déc. qui ouvre au budget ordinaire du ministre de la guerre un nouveau chapitre destiné à recevoir l'inscription du crédit extraordinaire accordé pour l'entretien de compagnies mixtes en Tunisie, 7.

Déc. qui crée un polygone exceptionnel dans la zone des servitudes de la place de Perpignan, 14.

Déc. relatif aux carrières du département du Loiret, 19.

Déc. qui modifie, en ce qui concerne les gardes-jurés, les décrets sur la pêche côtière dans les 1er, 2e, 3e et 4e arrondissements maritimes, 36.

Déc. Pensions, B. 18,444 à 18,451. — Mines, B. 18,801. — Réintégration, — droits de citoyen français, — naturalisation, — domicile, B. 20,045 à 20,050.

15 *janvier*. — Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée pour la construction de l'école d'apprentissage de Dellys (Algérie), 7.

Déc. portant que l'État est substitué au département d'Oran en ce qui concerne la garantie d'intérêt du chemin de fer de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès, 24.

Déc. Création d'une chaire à la faculté des lettres de Paris, B. 13,263.

Déc. relatif à la faculté des lettres de Douai, B. 13,701.

Déc. Pensions, B. 18,465, 18,466. — Églises, B. 18,915. — Bois, B. 19,140, 19,153, 19,156.

16 *janvier* — Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,315.

17 *janvier*. — Déc. Brevets d'invention, B. 13,681.

Déc. Légion d'honneur, médaille militaire, radiation, suspension, B. 18,710 à 18,719.

18 *janvier*. — Loi qui dispense temporairement les candidats à l'engagement volontaire dans l'armée de terre de l'obligation de savoir lire et écrire, 5.

Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Marans à Surgères, 12.

Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Trilport à la Ferté-Milon, 12.

Loi qui classe dans le département des Basses-Alpes, sous le no 208, une nouvelle route nationale d'Entrevaux à Barcelonnette, 12.

Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Loire, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par décret du 7 août 1882, 24.

Déc. Travaux sur l'ancien réseau de la compagnie de l'Est, B. 13,251.

Déc. Donations Francœur, B. 13,264.

Déc. Pensions, B. 18,406, 18,649, 18,650. — Eaux, B. 18,802, 18,803.

19 *janvier*. — Déc. Pensions, B. 18,467, 18,468. — Eglises, B. 18,916, 18,917.

20 *janvier*. — Déc. qui crée à Fort-de-France une école préparatoire à l'enseignement du droit, 50.

Déc. Constructions à usage de quai, hangar et magasins, rue de Château-Landon, en bordure du chemin de fer de Paris à Avricourt, B. 13,265.

Déc. Pensions, B. 18,469. — Réintégration, — droits de citoyen français, — domicile, B. 20,051 à 20,053.

22 *janvier*. — Déc. qui fixe le traitement de certains juges de paix, 7.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée sur les crédits ouverts au ministre de l'intérieur et des cultes à titre de fonds de concours, exercice 1882, 14.

Déc. qui fixe le traitement du juge de paix de Saint-Pierre, canton du Fort (Martinique), 24.

Déc. qui rend applicable à la Guadeloupe la loi des 8 mars, 12 avril et 24 juin 1851 concernant les monts-de-piété, 24.

Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour l'exploitation provisoire de la ligne de Bonson à Saint-Bonnet-le-Château, 25.

Déc. concernant le service des colis postaux entre la France, la Corse, l'Algérie, la Tunisie, les bureaux français établis dans les ports ottomans, Sainte-Marie, Madagascar, Mayotte et Nossi-Bé, 37.

Déc. Pensions, B. 18,470 à 18,472. — Bois, B. 19,082, 19,141.

23 *janvier*. — Déc. qui convoque le collége électoral de l'arrondissement de Rochechouart, à l'effet d'élire un député, 8.

Déc. qui convoque le collége électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Grenoble, à l'effet d'élire un député, 8.

Déc. qui fixe les prix de vente des cigarettes dites Medianas, 8.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Rouen pour des travaux de casernement, 8.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'exécution de travaux militaires en Algérie, 8.

Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du compte de liquidation de l'exercice 1880, 9.

Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880, 9.

Déc. qui annule divers crédits ouverts au ministre de la guerre sur la seconde partie du compte de liquidation et sur les budgets extraordinaires des exercices 1881 et 1882, 9.

Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département du Nord, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882, 24.

Déc. qui crée un polygone exceptionnel dans les zones de servitudes de la citadelle de Langres, 28.

Déc. qui retire provisoirement à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie d'Arras le droit de délivrer des inscriptions et de faire subir des examens, 37.

Déc. Pensions, B. 18,473, 18,547, 18,548, 18,560 à 18,567. — Eglises, B. 18,918.

24 *janvier*. — Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée en 1880 pour les études et travaux relatifs à l'aménagement des eaux, 10.

Déc. portant promulgation de la déclaration relative au tarif télégraphique entre la France et l'Autriche-Hongrie, signée à Paris le 3 novembre 1882, 21.

Déc. portant promulgation de la déclaration relative au tarif télégraphique entre la France et la Roumanie, signée à Paris le 3 novembre 1882, 22.

Déc. qui autorise la ville de Bagnères-de-Bigorre à créer un collége communal, 37.

Déc. qui autorise la ville de Longwy à créer un collége communal, 37.

Déc. qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'installation et l'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques en France et en Algérie, 38.

Déc. qui fixe la taxe à percevoir en France, en Algérie et en Tunisie sur les télégrammes à destination de la Roumanie, 38.

Déc. portant promulgation de la déclaration relative au tarif télégraphique entre la France et la Grèce, signée à Paris le 13 juillet 1882, 58.

25 *janvier*. — Déc. qui détermine le mode d'approvisionnement des tabacs exotiques employés dans les manufactures de l'Etat, 15.

Déc. qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage ou charronnage flottés pendant l'exercice 1883, 24.

Déc. Legs Berrier, B. 13,252.

Déc. Mines, B. 18,804. — Bois, B. 19,128, 19,142, 19,157 à 19,159, 19,167.

26 *janvier*. — Déc. qui étend au dix-septième, au dix-huitième et à une portion du dix-neuvième arrondissement de Paris le service des dépêches télégraphiques circulant par le réseau pneumatique, 38.

Déc. qui nomme un membre de la commission chargée de vérifier les comptes des ministres, B. 13,092.

Déc. Pension, B. 18,474, 18,475.

27 *janvier*. — Déc. concernant le mariage des Français en Cochinchine, 38.

Déc. concernant l'échange des colis postaux entre Sainte-Marie-de-Madagascar, Mayotte, Nossi-Bé, la France, l'Algérie, la Tunisie, les bureaux français établis dans les ports ottomans, les colonies françaises et divers pays étrangers, 39.

Déc. portant que dans les cercles de Ghardaïa, d'Aïn-Sefra et dans le poste de Mécheria,

des officiers de l'armée pourront être investis provisoirement des attributions conférées aux juges de paix, 67.

Déc. qui nomme des membres de la commission de vérification des comptes des ministres pour l'exercice 1877 et l'année 1878, B. 13,165.

Déc. Droits de citoyen français, — réintégration, — domicile, — naturalisation à l'étranger, B. 18,452, 20,054 à 20,057.

28 *janvier*. — Déc. concernant les menues dépenses des cours et tribunaux, 10.

29 *janvier*. — Déc. qui rectifient, en ce qui concerne des départements de la Loire et du Nord, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882, 10.

Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département du Pas-de-Calais, le tableau de population no 4 déclaré authentique par le décret du 7 août 1882, 17.

Déc. portant homologation des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage de terrains militaires formant les zones de fortification de diverses places de guerre, 17.

Déc. portant homologation des plans de délimitation et des procès-verbaux de zones de servitudes et de polygones exceptionnels de diverses places de guerre, 17.

Déc. qui approuve divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi et du canal latéral à la Garonne, 25.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit pour le déplacement du quartier de Bonne à Grenoble, 28.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit pour la location du magasin d'habillement et de campement à Montpellier, 28.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit pour la réorganisation du casernement à Rouen, 29.

Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880, 29.

Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur les exercices antérieurs du compte de liquidation, 29.

Déc qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la défense de la rive droite de la Garonne, au lieu dit la Pomme, 30.

Déc. qui autorise la société des docks et entrepôts d'Orléans à ouvrir et à exploiter une salle de ventes publiques de marchandises en gros, 85.

Déc. relatif à la rivière de Bienne, B. 13,166.

Déc. Etablissement d'une voie de garage à la gare de Pezens, sur le chemin de fer de Bordeaux à Cette, B. 13,266.

Déc. Pensions, B. 18,549, 18,601 à 18,607. — Eaux, B. 18,805. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,316.

30 *janvier*. — Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit sur le budget extraordinaire de 1882 et annule une somme égale sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881, 5.

Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1882, un crédit supplémentaire et annule une somme égale sur l'exercice 1881, 5.

Déc. portant nomination des membres de la commission de vérification des frais de service et de négociation du trésor public pour l'exercice 1882, B. 12,857.

Déc. Pensions, B. 18,550.

31 *janvier*. — Déc. qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée en 1881, pour la reconstruction du pont au Double, à Paris, 25.

Déc. Mines, B. 18,806. — Eaux, B, 18,829 à 18,831.

1er *février*. — Déc. qui ouvre au budget de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, exercice 1881, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements pour rappels d'arrérages de traitements, etc., qui se rapportent à des exercices clos, 279.

Déc. Pensions, B. 18,590.

2 *février*. — Déc. relatif aux lettres contenant des valeurs-papiers déclarées expédiées des bureaux de poste français établis en Tunisie à destination des colonies françaises et de divers pays étrangers, 39.

Déc. Pensions, B. 18,551, 18,625.

3 *février*. — Déc. qui approuve la cession faite à la compagnie de chemins de fer départementaux de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Valognes-Montebourg à Saint-Vaast et Barfleur, 55.

Déc. Pensions, B. 18,598, 18,526 à 18,628. — Mines, B. 18,832, 18,834, 18,835. — Eaux, B. 18,833.

4 *février*. — Déc. Pensions, B. 18,629.

5 *février*. — Déc. Pensions, B. 18,630.

6 *février*. — Déc. Pensions, B. 18,599, 18,631.

7 *février*. — Déc. qui autorise la cession faite par les sieurs Mundet et Ce à la société des chemins de fer à voie étroite de Saint-Etienne à Firminy, Rive-de-Gier et extensions, des deux réseaux de tramways de Rive-de-Gier à Saint-Etienne et de Saint Etienne à Firminy, 30.

Déc Pensions, B. 18,600, 18,632.

8 *février*. — Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la construction d'une caserne de douane à Saint-Nazaire, 17.

Déc. qui réduit à une zone unique les servitudes de la place de Concarneau, 25.

Déc. portant que l'école nationale des mines prendra à l'avenir le titre d'Ecole nationale supérieure des mines, 30.

Déc. Prix des frères Homberg en faveur du régiment des sapeurs-pompiers de la ville de Paris, B. 12,933.

Déc. Rectification de la route nationale no 117, B. 13,185.

Déc. Rectification de la route nationale no 73, B. 13,186.

Déc. Rectification de la route nationale no 130, B 13,187.

Déc. Pensions, B. 18 633, 18,634. — Bois, B. 19,143, 19,168, 19,169.

9 *février*. — Déc. qui convoque le collège électoral de la Martinique, à l'effet d'élire un sénateur, 25.

Déc. concernant les intérimaires appelés à remplacer des magistrats aux colonies, 25.

Déc. Pensions, B 18,780, 18,781. — Mines, B. 18,836.

10 *février*. — Déc. qui transfère à Canala le siège de la justice de paix de Bourail, 26.

Déc. qui autorise l'établissement et l'exploitation d'une jetée-promenade à l'est du port de Trouville, 40.

Déc. qui autorise MM. Couillandeau à substituer à leur nom patronymique celui de Buffet, B. 13,009.

Déc. Pensions, B, 18,635. — Syndicat de la Durance, emprunt, B. 18,837. — Légion d'honneur, nominations, B. 18,317.

11 *février*. — Loi qui incorpore dans le réseau d'intérêt général le chemin de fer d'intérêt local de Bazancourt à Béthéniville, et déclare d'utilité publique le chemin de fer de Béthéniville à Challerange, 13.

12 *février*. — Loi qui modifie l'art. 18 de la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles, 13.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs de Limoges et du musée national Adrien Dubouché, 17.

Déc. qui ouvre au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1880, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos, 18.

Déc. qui rectifient, en ce qui concerne les départements de l'Ardèche, du Nord et de Seine-et-Oise, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882, 26.

Déc. qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Chagny (Saône-et-Loire), 26.

Déc qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la maison Saint-Louis à Commentry, 124.

Déc. Octrois, B. 18,873. — Légion d'honneur, médaille militaire, médaille de Crimée, suspension, radiation, nomination, B. 19,094 à 19,096, 19,318.

13 *février*. — Déc. qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Ardèche, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur, 18.

Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription du vingtième arrondissement de la ville de Paris, à l'effet d'élire un député, 18.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la Société dunkerquoise pour l'avancement des lettres, etc., 44.

Déc. qui affecte au département de l'agriculture différents terrains à Compiègne, B. 13,188.

14 *février*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Ecully, 30.

Déc. Pensions, B. 12,636, 18,654. — Bois, B. 19,170.

15 *février*. — Lois qui autorisent les départements de l'Ariège, de l'Aube, des Landes, de la Loire, de la Manche et de la Marne, et la ville d'Angoulême à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 73.

Déc. qui autorise la caisse d'épargne de Bayonne à acquérir un immeuble et à aliéner des rentes, 80.

Déc. Legs Gatteaux, B. 13,326.

Déc. Résidence à l'étranger, B. 18,666.

16 *février*. — Loi relative à l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail, 13.

Déc. qui ouvre à Montbéliard un bureau de garantie pour l'essai et la marque des ouvrages d'or et d'argent, 18.

Déc. qui rejette le recours pour abus formé par les sieurs Poggi et consorts, 26.

Déc qui ouvre au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1882, un crédit pour secours aux victimes des inondations, 26.

Déc. qui nomme un membre de la commission chargée de préparer le travail de revision du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique et des règlements ministériels à l'appui, B. 12,934.

Déc. Limites de la mer à l'étang salé de Salces et de la Tourette (Pyrénées-Orientales), B. 13,327.

Déc. relatif à la limite du rivage de la mer sur le littoral de la commune de Biarritz, le 20 mars 1882, B. 13,267.

Déc. Mines, B. 18,838. — Octroi du Havre, B. 18,874. — Chapelles, B. 18,919.

17 *février*. — Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce, 74.

Déc qui autorise la société de la manufacture d'Annecy et Pont à se transformer en société anonyme, 80.

Déc. Pensions, B. 18,637, 18,655. — Bois, B. 19,144, 19,154, 19,160, 19,171, 19,215, 19,333.

18 *février*. — Loi qui autorise la ville de Périgueux à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, 73.

Déc relatif à la construction d'un quai en maçonnerie au port de Dives, 40.

Déc. qui substitue la ville de Bourges aux droits de l'Etat pour les alignements de la route nationale nº 76, dans la traverse de la ville, B. 13,268.

Déc. qui substitue la ville de Saint-Lô aux droits de l'Etat pour les alignements de la route nationale nº 172, de Granville à Bayeux, dans la traverse de Saint-Lô, B. 13,269.

Déc. Pensions. B. 18,638.

19 *février*. — Déc. qui convoquent les collèges électoraux des arrondissements de Figeac et de Nogent-sur-Seine, à l'effet d'élire des députés, 18.

Déc. qui rectifient, en ce qui concerne le département des Ardennes et le département de l'Aisne, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882, 40.

Déc. portant que la commune de Faymo-

reau-Puy-de-Serre (Vendée) est divisée en deux communes distinctes, B. 13,270.

Déc. Pensions, B. 18,656, 18,676. — Mines, B. 18,839.

20 *février*. — Déc. qui crée un conseil de prud'hommes à Alger, 74.

Déc. Legs Petit d'Ormoy, B. 13,271.

Déc. Pensions, B. 18,639, 18,640. — Bois, B. 19,216, 19,334, 19,335.

21 *février*. — Déc. qui nomment M. Jules Ferry ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et président du conseil des ministres, M. Challemel-Lacour ministre des affaires étrangères, M. Martin Feuillée garde des sceaux, ministre de la justice, M. Waldeck-Rousseau ministre de l'intérieur et des cultes, M. Tirard ministre des finances, M. le général de division Thibaudin ministre de la guerre, M. Charles Brun ministre de la marine et des colonies, M. David Raynal ministre des travaux publics, M. Hérisson ministre du commerce, M. Cochery ministre des postes et des télégraphes, M. Méline ministre de l'agriculture, 1.

Déc. qui étend aux îles du littoral le service du recouvrement par la poste des effets de commerce soumis au protêt, 40.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour les frais d'alimentation d'eau de l'orphelinat Saint-Philippe, 27.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges, 30.

Déc. qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de la douane de Collioure, 74.

Déc. Bois, B. 19,243, 19,529.

24 *février*. — Déc. relatif à l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les mines de sel de Montmoret avec le chemin de fer d'intérêt local de Chalon-sur-Saône à Lons-le-Saunier, 52.

Déc. qui autorise M. Casimir à ajouter à son nom patronymique celui de Dinant, B. 13,010.

Déc. qui autorise M. Labat à ajouter à son nom patronymique celui de Martinelli, B. 13,011.

Déc. qui suspend l'exécution d'une délibération du conseil général de la Seine, B. 13,212.

Déc. Pensions, B. 18,657, 18,658.

26 *février*. — Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Marne, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882, 40.

Déc. qui distrait une section cadastrale de la commune de Ghyvelde (Nord) pour en former une municipalité distincte sous le nom de Bray-Dunes, B. 13,213.

Déc. qui distrait les sections de Francilly et de Sélency de la commune de Fayet (Aisne) pour en former une municipalité distincte sous le nom de Francilly-Sélency, B. 13,214.

Déc. Pensions, B. 18,659, 18,660. — Octroi de Vannes, B. 18,709. — Mines, B. 18,840.

27 *février*. — Déc. qui détache l'administration des cultes du ministère de l'intérieur, la réunit au ministère de la justice, et nomme M. Martin Feuillée ministre de la justice et des cultes, 11.

Déc. qui nomment M. Noirot sous-secrétaire d'Etat au ministère de la justice et des cultes, M. Margue sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, M. Labuze sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances, M. Durand sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, et M. Baïhaut sous-secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics, 18.

Déc. qui ouvre, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'exécution de divers travaux publics, 52.

Déc. Legs Perron, B. 13,253.

Déc. Résidence à l'étranger, B. 18,667.

28 *février*. — Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires à Vernon, 41.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'association des anciens élèves du collège d'Autun, 44.

Déc. Pensions, B. 18,663, 18,687.

Déc. relatif à un contrat d'échange avec soulte d'un terrain dépendant de la citadelle de Bayonne contre un terrain d'égale étendue sis également à Bayonne, B. 13,254.

1er *mars*. — Déc. Pensions, B. 18,677, 18,688. — Bois, B. 19,402.

2 *mars*. — Déc. qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie, 27.

Déc. qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1882, un crédit pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie, 27.

Déc. Pensions, B. 18,661, 18,689, 18,690.

3 *mars*. — Brevets d'invention, B. 13,706.

Déc. Pensions, B. 18,608, 18,691.

5 *mars*. — Déc. qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune d'Hurigny (Saône-et-Loire) et dans la ville de Vendôme, 41.

Déc. Travaux au port du Havre, B. 13,328.

Déc. Hospice de Varès, B. 18,878.

6 *mars*. — Lois qui autorisent les départements de la Gironde et de la Sarthe à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 73.

Déc. qui rend applicable aux colonies la loi du 2 août 1882 pour la répression des outrages aux bonnes mœurs, 31.

Déc. qui approuve divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, 31.

Déc. qui approuve divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi et du canal latéral à la Garonne, 31.

Déc. qui approuvent divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, 41.

Déc. Travaux par la compagnie des chemins de fer du Midi, B. 13,349.

Déc. Construction d'un bâtiment de voyageurs et modification des voies à la gare de Gendrey, B. 13,350.

Déc. Pensions, B. 18,678, 18.692. — Légion d'honneur, nominations, B. 18,319.

7 *mars*. — Déc. portant extension du polygone exceptionnel de la place de Prats-de-Mollo, 31.

Déc. Pensions, B. 18,730 à 18,736. — Églises, B. 18,920.

8 *mars*. — Déc. qui affecte au service du département de la guerre un terrain domanial nécessaire pour l'agrandissement de la manutention militaire à Avignon, 31.

Déc. Pensions, B. 18.679, 18,880, 18,881.

9 *mars*. — Loi qui modifie celle du 10 janvier 1883 concernant les crédits extraordinaires ouverts sur l'exercice 1883 pour subvenir aux dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza, 27.

Loi qui annule des crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies, sur les exercices 1881 et 1882 et ouvre, sur l'exercice 1883, un crédit applicable à la construction d'un chemin de fer au Sénégal, 27.

Déc. concernant les drogmans et les interprètes, 31.

Déc. relatif à l'organisation des commissariats de police du département de la Seine (Paris excepté), 41.

Déc. Octrois, B. 18,875 à 18,877. — Légion d'honneur, médaille militaire, ordres étrangers, radiation, suspension, nomination, B. 19,097 à 19,100, 19.320.

10 *mars*. — Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Philippeville pour l'établissement de trottoirs, 32.

Déc. portant qu'il sera fait usage, à partir du 1er avril 1883, des timbres-épargne créés par la loi du 3 août 1882, 42.

Déc. qui autorisent l'établissement de dépôts de dynamite sur le territoire des communes de Vialas (Lozère), Saint-Chéron (Seine-et-Oise) et de Saint-Florent (Gard), 74.

Déc. Travaux au port de Trouville, B. 13,351. — Déc. Rectification, à Lyon, de la route nationale n° 6, B. 13,370. — Déc. Travaux sur le nouveau réseau de la compagnie du Midi, 13,371. — Déc. Travaux aux dunes près Saint-Malo, B. 13,385. — Déc. Rectification de la route nationale n° 203 et de la route nationale n° 21, B. 13,386, 13,387. — Déc. Travaux à la gare de Creil, B. 13,388.

Déc. Pensions, B. 18,680 à 18,682.

12 *mars*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour les dépenses de l'instruction primaire, 92.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour dépenses publiques en Algérie, 43.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la Société maternelle de Darnetal, 44.

Déc. Pensions, B. 18,693, 18,694. — Bureau de bienfaisance de Talmont, B. 18,879.

13 *mars*. — Lois qui autorisent les départements d'Eure-et-Loir, de la Nièvre, de la Savoie et des Vosges et la ville de Roanne à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 73.

Déc. portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 23 mars 1882 relative à la constitution de l'état civil des indigènes musulmans en Algérie, 32.

Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour les travaux d'achèvement du port d'Oran, 36.

Déc. qui institue une commission chargée de l'examen de diverses questions techniques se rattachant à la ligne maritime postale du Havre à New-York, B. 13,255.

Déc. Pensions, B. 18,769. — Bois, B. 19,350, 19,351, 19,358, 19,361, 19,414.

14 *mars*. — Lois qui autorisent les départements du Finistère et de la Lozère à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 73.

Déc. qui alloue au département du Pas-de-Calais une subvention pour la construction des maisons d'arrêt et de correction de Béthune, de Boulogne et de Montreuil, en vue de la mise en vigueur du régime de l'emprisonnement individuel, 43.

Déc. qui alloue au département de la Loire une subvention pour l'appropriation et l'agrandissement de la maison d'arrêt, de justice et de correction de Saint-Etienne, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel, 43.

Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Clermont-Ferrand, à l'effet d'élire un député, 44.

Déc. Pensions, B. 18,695. — Bois, B. 19,415.

15 *mars*. — Déc. qui approuve le deuxième supplément au tableau général des distances de port à port, 44.

Déc. qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit pour secours aux victimes des inondations, 44.

Déc. portant que la commune de Galluis-la-Queue (Seine-et-Oise) formera deux municipalités distinctes, B. 13,292.

Déc. Travaux par la compagnie du Midi, B. 13,404.

Déc. Pensions, B. 18,770, 18,771. — Hospice de Courpière, B. 19,089. — Bureau de bienfaisance d'Englebelmer, B. 19,090.

16 *mars*. — Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit extraordinaire pour l'acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux, 28.

Déc. qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne de Beaufort, 80.

Déc. Pensions, B. 18,696, 18,697, 18,772, 18,773. — Eglises, B. 18,921. — Bois, B. 19,352 à 19,354, 19,362.

17 *mars*. — Lois qui autorisent les départements de la Manche et de Seine-et-Oise à contracter des emprunts, 73.

Déc. qui étend à la Corse et à l'île d'Yeu

(Vendée) le service du recouvrement par la poste des effets de commerce soumis au protêt, 44.

Déc. qui autorise M. Cochon à substituer à son nom patronymique celui de Créton, B. 13,131.

Déc. qui nomme un membre de la commission chargée de vérifier les comptes des ministres pour l'exercice 1876 et l'année 1877, B. 13,293.

Déc. Pensions, B. 18,841 à 18,848.

18 *mars*. — Déc. qui nomme un membre de la commission de vérification des comptes des ministres pour l'exercice 1877 et l'année 1878, B. 13,294.

19 *mars*. — Déc. qui déclare d'utilité publique divers travaux à exécuter pour améliorer la navigation du lac Léman, 91.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882, pour l'exécution de divers travaux, 97.

Déc. qui nomme deux membres de la commission chargée de la vérification des comptes des ministres pour l'exercice 1878 et l'année 1879, B. 13,329.

Déc. Travaux sur le canal de Nantes à Brest, B. 13,405. — Travaux au port de la Rochelle, B. 13,406. — Travaux au port de Granville, B. 13,419. — Travaux au cap de Port-Breton, B. 13,420.

Déc. Pensions, B. 18,774. — Paroisses, B. 18,922. — Eaux, B. 19,113.

20 *mars*. — Loi qui augmente le fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires, 44.

Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour l'agrandissement de l'école normale supérieure, 46.

Loi relative à l'acquisition d'hôtels des postes et des télégraphes à Grenoble et à Montpellier, 95.

Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Bourg, à l'effet d'élire un député, 44.

Déc. Eaux, B. 19,114, 19,115. — Bois, B. 19,363 à 19,365.

21 *mars*. — Loi relative au phylloxera en Algérie, 46.

Déc. portant que le collège de Tulle est déclaré lycée national, 114.

Déc. qui affecte au département de la guerre une parcelle de terrain domanial dépendant de la forêt de Fontainebleau, B. 13,331.

Déc. Pensions, B. 18,807.

22 *mars*. — Loi qui reporte diverses sommes de l'exercice 1881 à l'exercice 1882 et de l'exercice 1881 à l'exercice 1882 au budget des dépenses sur ressources extraordinaires, 47.

Loi qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1883, un crédit pour la participation de la France à l'exposition internationale d'électricité de Vienne, 47.

Lois qui autorisent le département de l'Allier et les villes de Brest, de Mâcon et de Tourcoing à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 73.

24 *mars*. — Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit et annule une somme sur l'exercice 1881, 47.

Déc. qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880, 53.

26 *mars*. — Déc. Pensions, B. 18,775, 18,808.

27 *mars*. — Loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie, 62.

Loi qui ouvre des crédits extraordinaires, sur l'exercice 1883, pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie, 67.

Déc. qui ouvre le bureau des douanes de Feignies (Nord) à l'importation des huiles minérales et de leurs essences, 74.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux, 85.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux, 85.

Déc. qui approuve divers travaux sur le réseau de la compagnie du Midi, 92.

Déc. qui approuvent divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, 92, 93.

Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Chambéry, à l'effet d'élire un député, B. 13,082.

Déc. Rachat des ponts de Chalonnes, B. 13,421. — Rectification de la route départementale n° 14 (Var), B. 13,422. — Travaux à la gare de Saint-Chamond, B. 13,423. — Travaux par la compagnie de Paris à Lyon, B. 13,424. — Travaux sur la route nationale n° 199, B. 13,425.

Déc. Pensions, B. 18,776, 18,809. — Chapelles, B. 18,923. — Eaux, B. 19,116. — Bois, B. 19,355, 19,359.

28 *mars*. — Loi qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour les funérailles du général Chanzy, 49.

Loi qui ouvre au ministre de la guerre un crédit sur l'exercice 1883, 49.

Loi qui autorise le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer, 49.

Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt, 73.

Déc. qui proroge le délai accordé pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer de Naix-Menaucourt à Gué-Ancerville, 93.

Déc. qui remplace par une commission unique les diverses commissions instituées pour la vérification des comptes des compagnies de chemins de fer, 93.

Déc. Pensions, B. 18,777.

29 *mars*. — Déc. qui rectifient, en ce qui concerne les départements du Doubs et d'Indre-et-Loire, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882, 59.

Déc. qui affecte au département des postes et des télégraphes une parcelle de terrain sise à Calais, B. 13,330.

Déc. Pensions, B. 18,791, 18,862. — Bois, B. 19,366.

30 *mars*. — Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit pour la location du magasin central d'habillement à Montpellier, 53.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit pour l'exécution de divers travaux militaires, 53.

Déc. qui affecte au service du département de la guerre l'emplacement de l'ancien fortin du Mont-de-Couple dans les dépendances de la place de Boulogne, 53.

Déc. Pensions, B. 18,810. — Bois, B. 19,366.

31 *mars*. — Déc. qui organise l'inspection générale des services administratifs du ministère de l'intérieur, 53.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger, 55.

Déc. Pensions, B. 18,863. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,321, 19,322.

1er *avril*. — Déc. Création de la commune du Thuel (Aisne), B. 13,449.

Déc. Pensions, B. 18,811.

2 *avril*. — Loi qui augmente les fonds d'avances et de subventions mis à la disposition de la caisse des chemins vicinaux, 55.

Lois qui autorisent les départements de la Loire-Inférieure et du Var, et la ville d'Aurillac à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 74.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux publics, 85.

Déc. qui ouvre, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'exécution de divers travaux publics, 97.

Déc qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les travaux de canalisation du Moron, 98.

Déc. Pensions, B. 18,812 à 18,816. — Bois, B. 19,367, 19,416, 19,454, 19,463, 19,472, 19,478.

3 *avril*. — Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Neufchâtel à Barizey-la-Côte, 56.

Déc. qui autorise la Société nationale des antiquaires de France à modifier ses statuts, 124.

Déc. Pensions, B. 18,793.

4 *avril*. — Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la crèche de Vincennes, 108.

Déc. Eglises, B. 19,078. — Légion d'honneur, médaille militaire, médaille du Mexique, suspension, radiation, B. 19,101 à 19,105.

5 *avril*. — Loi relative à l'établissement d'une forme de radoub au port de Brest, 50.

Lois qui autorisent les départements du Calvados, de Loir-et-Cher et du Puy-de-Dôme, et les villes de Grenoble et de Montpellier à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 74.

Déc. qui constitue en entrepôt réel de douanes les locaux affectés à l'exposition géographique de Douai, 74.

Déc. qui affecte au service du département de la guerre une parcelle de terrain dépendant de la forêt de Sommedieue (Meuse), 93.

Déc. qui approuve l'arrêté du gouverneur de la Cochinchine, en date du 14 décembre 1882, sur l'assiette de l'impôt des salines en Cochinchine, 94.

Déc. portant qu'il n'y a lieu d'accorder aucun dédommagement au département de la Meuse à raison de l'incorporation du chemin de fer de Nançois-le-Petit à Gondrecourt dans le réseau d'intérêt général, 94.

Déc. qui autorise l'exploitation provisoire par l'administration des chemins de fer de l'Etat de diverses lignes de chemins de fer, 94.

Déc. Concession de lais de mer à Cagnes, B. 13,332.

Déc. Concession à la commune de Martigues, d'une parcelle de lais de mer située au même lieu, B. 13,333.

Déc. Concession d'un lais de mer situé à Berck, B. 13,334.

Déc. concession de lais de mer à Etaples (Pas-de-Calais), B. 13,367.

Déc. Concession de lais de mer à Cannes, B. 13,372.

Déc. Pensions, B. 18,864, 18,865, 18,906, 18,907, 18,996, 18,997. — Bois, B. 19,417, 19,437 à 19,439, 19,455, 19,456, 19,463 à 19,467, 19,479.

6 *avril*. — Déc. qui modifie la zone des fortifications du fort de Joux, 55.

Déc. Octroi de Nontron, B. 19,088.

8 *avril*. — Loi relative à un crédit extraordinaire ouvert sur l'exercice 1883 et applicable aux funérailles de M. Gambetta, 56.

9 *avril*. — Déc. concernant les écoles primaires au Gabon, 94.

Déc. concernant les bateaux à vapeur qui naviguent sur les fleuves, rivières, canaux, lacs ou étangs d'eau douce, 98.

Déc. qui approuve la convention passée avec la compagnie des chemins de fer du Midi pour l'exploitation provisoire du chemin de fer de Buzy à Laruns, 107.

Déc. Etablissement du chemin de fer de Colombes à Frenelle-la-Grande, B. 13,450.

Déc. Pensions, B. 18,866, 18,908, 19,079. — Bois, B. 19,440.

10 *avril*. — Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Coutances, à l'effet d'élire un député, B. 13,100.

Déc. qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Saint-Julien (Haute-Savoie) à l'effet d'élire un député, B. 13,101.

Déc. qui modifie le tableau de répartition des conseillers d'arrondissement, 59.

Déc. qui fixe le cadre du personnel affecté aux services de police de la ville du Mans, 107.

Déc. Pensions, B. 18,867 à 18,870, 18,909, 18,925 à 18,933. — Chapelles, B. 18,924.

11 *avril*. — Déc. qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'effet

de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur, B. 13,103.

12 *avril*. — Déc. qui ouvre au ministre du commerce un crédit en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1870 et 1880, 74.

Déc. qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit pour compléter le traitement des vérificateurs des poids et mesures du département du Nord, 74.

Déc. Pensions, B. 18,871, 18,872, 18,934. — Bois, B. 19,368, 19,441, 19,480, 19,488. — Légion d'honneur, nomination, B. 19,873.

13 *avril*. — Déc. qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Lot, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur, B. 13,104.

Déc. qui convoque le collège électoral du seizième arrondissement de Paris, à l'effet d'élire un député, B. 13,105.

Déc. qui autorise la société de l'Ecole nationale des chartes à modifier ses statuts, 124.

Déc. Résidence à l'étranger, B. 19,093. — Pensions, B. 19,130, 19,131.

14 *avril*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour l'agrandissement du dépôt d'étalons de Saint-Lô, 60.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix, 60.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour les dépenses de l'école des beaux-arts de Bourges, 60.

Déc. concernant le service des colis postaux entre la France, la Corse, l'Algérie, la Tunisie, les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans, les colonies danoises et le Luxembourg, 60.

Déc. qui fixe les taxes à percevoir en France, en Algérie et dans les bureaux français à l'étranger sur les correspondances à destination ou provenant de Madagascar, 61.

Déc. qui délimite les circonscriptions des justices de paix établies en Tunisie, 67.

Déc. relatif aux conditions dans lesquelles seront désignés les assesseurs du tribunal de Tunis statuant en matière criminelle, 67.

15 *avril*. — Déc. Pensions, B. 18,910.

16 *avril*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit pour secours aux victimes des inondations, 61.

Déc. qui affecte au service du département de la guerre une parcelle de terrain située dans la forêt domaniale d'Arques (Seine-Inférieure), 86.

Déc. qui fixe les taxes à percevoir au profit de la caisse des invalides de la marine sur les salaires des marins appartenant à l'inscription maritime à la Nouvelle-Calédonie, 94.

Déc. qui suppriment les caisses d'épargne de Calvi, l'Ile-Rousse, Muret et Morlaix, 107.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société protestante du travail, à Paris, 108.

Déc. portant modification du décret du 27 juillet 1882 sur l'administration et la comptabilité des écoles normales primaires, 119.

Déc. Prix Plumet, B. 13,451.

Déc. Pensions, B. 18,944, 18,967. — Bois, B. 19,468, 19,469.

17 *avril*. — Déc. Pensions, B. 18,945.

18 *avril*. — Déc. qui ouvre au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1882, un crédit pour la reconstitution des actes de l'état civil de l'arrondissement des Andelys, 69.

Déc. Pensions, B. 18,946.

19 *avril*. — Déc. qui fixe le cautionnement de l'agent comptable de la caisse d'épargne postale, 61.

Déc. concernant le service des colis postaux entre les colonies françaises et les colonies danoises, 61.

Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de deux chambres et d'une bourse de commerce, 75.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 aux travaux à exécuter par suite du déclassement de l'enceinte de Sedan, 86.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux militaires, 86.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux militaires, 86.

Déc. qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée aux travaux de casernement des villes de Nevers et de Saintes, 87.

Déc. Pensions, B 18,911, 18,912, 18,947. — Mines, B. 19,294, 19,295.

20 *avril*. — Déc. qui dissout le conseil d'administration de la caisse de secours des prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Châlons, 108.

Déc. Pensions, B. 19,007.

21 *avril*. — Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité pubilque l'œuvre des crèches de Limoges, 108.

Déc. Pensions, B. 18,948, 18,968, 18,969. — Octrois de diverses villes, B. 19,029 à 19,031. — Bois, B. 19,505.

23 *avril*. — Déc. qui organise les services extérieurs du ministère des postes et des télégraphes, 75.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la construction d'un quai à Bercy, 108.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société de secours mutuels et la caisse de retraite des ouvriers en soie de Lyon, 108.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'association des dames françaises, 124.

Déc. Tramways de Reims, B. 13,463.

Déc. Pensions, B. 18,949 à 18,951.

24 *avril*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'instruction primaire dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, 62.

Déc. qui crée une école normale primaire à Saint-Denis (Réunion), 108.

Déc. Travaux au port de Boulogne, B. 13,552.

Déc. Pensions, B. 18,952 à 18,954. — Eaux, B. 18,296. — Légion d'honneur, nomination, B. 19,323.

25 *avril*. — Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées du département de Constantine, 112.

Déc. qui approuvent les nouveaux statuts de la société protectrice des animaux, 124.

Déc. Legs, B. 19,178 à 19,181. — Eaux, B. 19,297 à 19,299. — Bois, B. 19,505 à 19,508.

26 *avril*. — Déc. qui autorise la chambre de commerce de Rouen à contracter un emprunt, 79.

Déc. qui rectifient, en ce qui concerne les départements de la Charente-Inférieure et de la Somme, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882, 107.

Déc. qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les communes d'Antibes (Alpes-Maritimes), de Saint-Gervais, de Florensac, de Caussiniojouls (Hérault), 107.

Déc. Travaux à la gare de Falaise, B. 13,553.

Déc. Hospice de Foëcy, B. 19,091. — Bureau de bienfaisance de Saint-Germain-des-Bois, B. 19,092. — Eaux, B. 19,300.

27 *avril*. — Loi relative au remboursement ou à la conversion des rentes cinq pour cent en quatre et demi pour cent, 80.

Déc. qui convoque le collége électoral de la sixième circonscription de Lyon, à l'effet d'élire un député, 69.

Déc. pour l'exécution de la loi du 27 avril 1883 qui autorise la conversion des rentes cinq pour cent en rentes quatre et demi pour cent, 87.

Déc. Brevets d'invention, B. 13,707.

Déc. Pensions, B. 19,190. — Bois, B. 19,509, 19,510.

28 *avril*. — Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt, 252.

Déc. qui déclare qu'il y a abus dans l'instruction pastorale de l'évêque d'Annecy en date du 21 janvier 1883 et dans la lettre en date du 27 février 1883, 69.

Déc. qui déclare qu'il y a abus dans la lettre pastorale et mandement de l'évêque de Langres en date du 14 janvier 1883, 70.

Déc. qui déclare qu'il y a abus dans la lettre circulaire de l'évêque de Viviers, en date du 9 février 1883, 71.

Déc. qui déclare qu'il y a abus dans la lettre pastorale de l'archevêque d'Albi, en date du 24 février 1883, 71.

Déc. qui déclare qu'il y a abus dans les instructions pastorales de l'évêque de Valence en date des 14 septembre 1882 et 22 janvier 1883, et dans la circulaire en date du 24 février 1883, 72.

Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de la bourse de commerce du Havre, 79.

Déc. qui établit un entrepôt réel et général des sels à Portbail (Manche), 79.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds concours versés au trésor pour dépenses publiques, 88.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour les dépenses des écoles préparatoires de l'enseignement supérieur en Algérie, 88.

Déc. qui établit une caisse de secours pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Sécz, 108.

Déc. relatif à la composition du conseil d'administration des chemins de fer de l'Etat, 112.

Déc. qui autorise M. Thévenin à ajouter à son nom patronymique celui de Auzanet de Beauvais, B. 13,132.

Déc. qui autorise M. Bazaine à ajouter à son nom patronymique celui de Hayter, B. 13,189.

Déc. Travaux à Saint-Ismier, B. 13,464.

Déc. Legs, B. 19,182.

30 *avril*. — Déc. qui ouvre au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1882, un crédit pour travaux à des édifices diocésains, 79.

Déc. qui répartit en huit séries le nouveau fonds de rentes quatre et demi pour cent, 88.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour la restauration de la tour d'Oudon (Loire-Inférieure), 88.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs de Limoges et du musée national Adrien Dubouché, 89.

Déc. qui dissout le conseil d'administration de la caisse de secours pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Luçon, 108. — Id. id. du diocèse de Lyon, 108.

Déc. Rattachement du hameau de la Sengle à la commune de Moureaux, B. 13,477.

Déc. Legs, B. 19,183. — Bois, B. 19,511, 19,512, 19,523 à 19,525, 19,580.

1er *mai*. — Loi qui ouvre ou annule des crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883, 95.

Déc. Legs veuve Louis, B. 13,478.

Déc. Pensions, B. 19,048.

2 *mai*. — Déc. qui approuve la convention passée avec la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'exploitation provisoire de la ligne de Morlaix à Roscoff, 121.

Déc. Travaux sur le reseau de la compagnie du Midi, B. 13,479, 13,480.

Déc. Pensions, B. 19,049. — Legs, B. 19,184. — Mines, B. 19,301, 19,302. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,324 à 19,327.

3 *mai*. — Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie du Midi pour l'exécution de diverses lignes, 137.

Déc. Pensions, B. 18,970, 19,050.

4 *mai*. — Loi qui ouvre un crédit extraordinaire, sur l'exercice 1883, pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de l'empereur de Russie, 91.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre,

sur l'exercice 1882, un crédit pour la location du magasin central d'habillement à Nantes, 98.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit pour l'exécution de divers travaux militaires, 98.

Déc. Pensions, B. 18,971, 18,972, 19,033 à 19,041, 19,188. — Légion d'honneur, nomination, B. 19,328.

5 *mai*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour les dépenses de l'instruction primaire dans le département de la Seine, 89.

Déc. Pensions, B. 19,051, 19,119, 19,481.

7 *mai*. — Déc. qui fixe le cadre du personnel affecté au service de police de la ville de Dijon, 107.

Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit pour travaux d'amélioration agricole, 121.

Déc. Echange de terrains avec la ville de Sedan, B. 12,256.

Déc. portant que la commune de Thouels prendra le nom de Lestrade-et-Thouels, B. 13,481.

8 *mai*. — Déc. qui constitue en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition alimentaire à Paris, B. 13,482.

Déc. Pensions, 19,008 à 19,010, 19,022, 19,023.

9 *mai*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit pour l'entretien de l'école pratique d'Ecully, 122.

Déc. Pensions, B. 19,011, 19,012. — Légion d'honneur, nomination, B. 19,329. — Bois, B. 19,526, 19,527, 19,540.

10 *mai*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction du palais de justice d'Alger, 89.

Déc. qui approuve la convention passée avec la compagnie des chemins de fer d'Orléans pour l'exploitation provisoire de la ligne de Concarneau à Rosporden, 122.

Déc. Travaux sur la Seine, à Duclair, B. 13,483.

Déc. Pensions, B. 19,025 à 19,027. — Légion d'honneur, médaille militaire, radiation, suspension, nomination, B. 19,106 à 19,112, 19,330. — Paroisses, B. 19,212.

11 *mai*. — Loi qui accorde une pension viagère à la veuve du général Chanzy, 91.

Loi qui autorise la ville de Charleville à contracter un emprunt, 252.

Loi qui distrait des portions de la commune de Larzicourt pour les annexer à la commune d'Arrigny, 277.

Déc. qui fixe pour l'année 1883 le crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853, 89.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société des artistes français, 108.

Déc. qui approuve divers travaux à exécuter à Orléans pour le service des lignes d'Orléans à Châlons et d'Orléans à Rouen, 122.

Déc. qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier le puits d'extraction des mines de Drocourt à la gare de Hénin-Liétard, 145.

Déc. Annulation de délibérations des conseils généraux de la Vienne et du Var, B. 13,452.

Déc. Etablissement du chemin de fer de Mazamet à Bédarieux, B. 13,453.

Déc. Travaux sur la ligne de Paris à Saint-Germain, B. 13,454.

Déc. Pensions, B. 19,013, 19,028, 19,052.

12 *mai*. — Loi qui ouvre au ministre du commerce un crédit supplémentaire sur l'exercice 1882, 91.

Déc. qui fixe la date du remboursement du capital des rentes cinq pour cent non converties, 90.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Vernon pour l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires, 112.

Déc. qui nomme deux membres de la commission de vérification des comptes des ministres pour l'exercice 1877 et l'année 1878, B. 13,257.

Déc. qui autorise M. Guasco à ajouter à son nom patronymique celui de Ciccarelli, B. 13,315.

Déc. qui distrait le canton de Cagnes du ressort du tribunal de commerce de Grasse et le rattache à celui du tribunal de commerce d'Antibes, B. 13,455.

Déc. qui autorise MM. Storello, dits Storelli, à substituer à leur nom celui de Storelli, B. 13,744.

13 *mai*. — Déc. qui établit en Cochinchine un droit de douane sur les liqueurs alcoolisées ou parfumées venant de Chine, 112.

14 *mai*. — Déc. qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Chabeuil (Drôme), 107.

Déc. qui modifie les statuts de la société philanthropique de Paris, 108.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la formation à Irigny (Rhône) d'une providence pour les enfants et d'un hospice pour les vieillards, 140.

Déc. Hospice de la Capelle, B. 19,223. — Bureau de bienfaisance du Néant, B. 19,224.

15 *mai*. — Loi qui autorise la ville de Tourcoing à contracter un emprunt, 252.

Loi qui supprime la commune de Bricot-la-Ville, 278.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix, 90.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école des beaux-arts de Bourges, 91.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 sur le crédit ouvert au ministre des finances pour les dépenses relatives à la séparation sur les matrices des revenus cadastraux des propriétés bâties et des propriétés non bâties, 93.

Déc. qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé Estève, 113.

Déc. qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé Martin, 113.

Déc. qui autorise le ministre de l'agriculture à décerner des médailles d'honneur aux préposés forestiers qui se sont signalés par leurs services, 122.

Déc. Prix Delesse, B. 13,456.

Déc. Pensions, B. 19,120. — Chapelles, églises, B. 19,213, 19,214, 19,240.

16 *mai*. — Déc. qui autorise le caissier-payeur central du trésor public à faire des avances au secrétaire de la section française de l'exposition d'Amsterdam, 122.

Déc. qui constitue en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition internationale de Nice, 182.

Déc. Pensions, B. 19,121.

17 *mai*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Paris pour les dépenses de l'instruction primaire, 114.

Déc. qui affecte la maison d'arrêt et de correction de Pontoise à l'emprisonnement individuel, 114.

Déc. qui affecte la maison d'arrêt et de correction de Corbeil à l'emprisonnement individuel, 114.

Déc. qui crée un lycée à la Guadeloupe, 125.

Déc. Pensions, B. 19,122.

18 *mai*. — Loi qui autorise le département des Vosges à contracter un emprunt, 252.

Déc. Legs Cazaux, B. 13,488. — Travaux par la compagnie du Midi, B. 13,554 à 13,556.

Déc. Pensions, B. 19,053. — Légion d'honneur, nomination, B. 19,334. — Eaux, B. 19,403. — Bois, B. 19,489, 19,513, 19,514, 19,541, 19,542, 19,558.

19 *mai*. — Déc. Pensions, B. 18,482. — Bois, B. 18,543, 18,559, 18,560.

20 *mai*. — Loi qui approuve l'arrangement signé à Paris, le 28 avril 1883, entre la France et l'Autriche-Hongrie, en vue de proroger la convention de commerce du 7 novembre 1881, 124.

Déc. qui fixe le traitement du juge de paix de Corbie (Somme), 114.

Déc. Résidence à l'étranger, B. 19,225.

21 *mai*. — Loi qui approuve la convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et l'Inde britannique, 135.

Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département des Alpes-Maritimes, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882, 123.

Déc. qui approuve l'arrangement signé à Paris, le 28 avril 1883, entre la France et l'Autriche-Hongrie, pour proroger la convention de commerce du 7 novembre 1881, 124.

Déc. qui autorise le gouverneur général de l'Algérie à disposer directement, par délégation du ministre des travaux publics, des crédits inscrits au budget pour l'entretien des ports maritimes et des phares et balises, 137.

Déc. Droits de péage au bac de Coiselet sur l'Ain, commune de Montagnieu, B. 13,373.

Déc. Concession d'un terrain conquis sur le lit du Loir, à la Flèche, B. 13,489.

Déc. Pensions, B. 19,054 à 19,057, 19,083, 19,145 à 19,152, 19,161. — Paroisses, B. 19,241. — Eaux, B. 19,404.

22 *mai*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par le département de l'Orne pour la construction de routes forestières, 123.

Déc. Eaux, B. 19,405. — Pensions, B. 19,483.

23 *mai*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'intérieur un crédit pour secours aux victimes des inondations, 114.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement professionnel d'Armentières, 114.

Déc. concernant l'importation en Algérie de sucres bruts ou raffinés pour la fabrication de chocolats destinés à être exportés en France, 123.

Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi pour la construction de diverses lignes, 137.

Déc. Pensions, B. 19,084 à 19,086, 19,162, 19,172.

24 *mai*. — Lois qui autorisent les villes de Chartres et de Menton à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 252.

Déc. Pensions, B. 19,087.

25 *mai*. — Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction des lignes de Vichy à Thiers, de Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse, 137.

26 *mai*. — Déc. qui maintient, sans limite d'âge dans la première section du cadre d'état-major général de l'armée, M. le général de division Faidherbe, grand chancelier de la Légion d'honneur, 114.

Déc. qui élève le lycée du Havre à la première catégorie, 123.

Déc. Brevets d'invention, B. 14,036.

Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,332. — Bois, B. 19,532, 19,541, 19,561 à 19,566, 19,623 à 19,625.

27 *mai*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger, 115.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1880, 115.

28 *mai*. — Loi relative à l'établissement et à l'exercice du protectorat au Tonkin, 116.

Déc. Pensions, B. 19,123, 19,163, 19,164. — Résidence à l'étranger, B. 19,226.

29 *mai*. — Loi qui autorise l'exécution de

travaux pour la réfection des digues de la basse Seine, 118.

Loi qui autorise la ville de Foix à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, 252.

Déc. qui convoque le collége électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Privas, à l'effet d'élire un député, 115.

30 *mai*. — Déc. qui annule divers crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881, 138.

Déc. Pensions, B. 19,165.

31 *mai*. — Loi qui reporte sur la tête de mademoiselle de Sabrit la pension de mille cinq cents francs dont était titulaire sa mère, madame de Sabrit, sœur de l'enseigne de vaisseau Bisson, 118.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1877 et 1880, 115.

Déc. Pensions, B. 19,155.

1er *juin*. — Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 sur le crédit ouvert au ministre des finances pour les dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, 128.

Déc. Pensions, B. 19,166. — Legs, B. 19,244 à 19,246.

2 *juin*. — Déc. qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Vaucluse, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur, 115.

Déc. relatif à l'organisation du corps des chasseurs forestiers et aux assimilations de grades dans l'armée, 128.

Déc. Remise à M. Legoff d'une somme dont il était débiteur envers le trésor, B. 13,557.

Déc. Pensions, B. 19,217 à 19,222. — Octrois, B. 19,263, 19,264.

4 *juin*. — Loi qui ratifie la cession de matériel de guerre à la mission Savorgnan de Brazza, 119.

Loi qui approuve un traité passé entre le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et M. Janssen, armurier à Liége, 119.

Déc. Rectification de la route nationale n° 119, B. 13,558.

Déc. Bois, B. 19,913, 20,000 à 20,004.

5 *juin*. — Lois qui autorisent les villes de Chatellerault et de la Rochelle à contracter des emprunts, 252.

Déc. transférant le chef-lieu de la commune de Villette-lez-Saint-Amour (Jura) au village de l'Aubépin, B. 13,493.

Déc. Pensions, B. 19,173. — Nîmes, B. 19,606. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,874.

6 *juin*. — Déc. concernant les ventes et achats de rentes et valeurs du trésor public opérés par le caissier-payeur central à Paris pour le compte des habitants du département de la Seine, 124.

Déc. Médaille militaire, radiation, suspension, B. 19,290 à 19,292.

7 *juin*. — Loi qui autorise la ville de Cahors à contracter un emprunt, 252.

Déc. qui modifie le cadre du personnel affecté aux services de la police de Marseille, 129.

Déc. Pensions, B. 19,247. — Eaux, B. 19,607 à 19,610. — Bois, B. 20,005.

8 *juin*. — Déc. qui approuve la déclaration signée entre la France et la Russie, le 29 avril-11 mai 1883, pour régler le mode de jaugeage des navires français, russes et finlandais, et leur entrée dans les ports respectifs de chaque pays, 125.

9 *juin*. — Déc. qui déclare qu'il y a abus dans les lettres pastorales de l'évêque de Langres en date du 19 mars 1883 et supprime ladite lettre, 129.

Déc. qui autorise M. Delaunay à ajouter à son nom patronymique celui de Belleville, B. 13,235.

Déc. qui autorise M. Gochon à substituer à son nom patronymique celui de Desenclos, B. 13,336.

Déc. qui autorise M. Samuel (Marx) et son fils Samuel dit Alexandre à ajouter à leur nom patronymique celui d'Alexandre, B. 13,352.

Déc. Legs, B. 13,494, 19,730, 19,731.

Déc. Pensions, B. 19,174.

10 *juin*. — Déc. Pensions, B. 19,617.

11 *juin*. — Déc. Pensions, B. 19,175, 19,248, 19,249.

12 *juin*. — Déc. qui fixe le traitement du juge de paix de Sospel (Alpes-Maritimes), 130.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'asile Emilie, commune d'Arvert, 140.

Déc. qui rend applicables dans les établissements français de l'Inde les dispositions du Code d'instruction criminelle, 146.

Déc. Octrois, B. 19,265 à 19,282. — Pensions, B. 19,336, 19,337.

13 *juin*. — Déc. portant promulgation de la convention relative à l'échange des mandats de poste conclue le 8 mars 1883, entre la France et l'Inde britannique, 135.

Déc. qui dissolvent les conseils d'administration des maisons de retraite et caisses de secours pour les prêtres âgés ou infirmes des diocèses de Pamiers, d'Angers et de Tarbes, 135.

Déc. qui approuve une modification aux statuts de la compagnie d'assurances sur la vie l'Ouest, 140.

Déc. Pensions, B. 19,250. — Bois, B. 19,923, 19,945, 20,006.

14 *juin*. — Déc. Pensions, B. 19,176, 19,938, 19,618, 19,619.

15 *juin*. — Déc. Annulation des délibérations du conseil général du Tarn, B. 13,559. — Rectification de la route nationale n° 19, B. 13,673.

Déc. Pensions, B. 19,177, 19,242, 19,251 à 19,253.

16 *juin*. — Déc. concernant les correspondances à l'adresse ou provenant des militaires ou marins faisant partie du corps d'occupation en Tunisie, 132.

Déc. concernant les correspondances à l'a-

dresse ou provenant des militaires ou marins faisant partie du corps expéditionnaire du Tonkin, 133.

Déc. qui désigne un membre de droit du conseil supérieur des prisons, 138.

Déc. qui autorise MM. Leplus et M. Toustain à ajouter à leur nom patronymique celui de Habeneck, B 13,353.

Déc. Affectation au ministre de l'instruction publique d'un terrain sis à Marseille, B. 13,702.

Déc. Pensions, B. 19,254, 19,255, 19,339. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,875.

17 *juin*. — Loi qui autorise la ville de Bourges à contracter un emprunt, 252.

18 *juin*. — Loi qui autorise la ville de Clermont-Ferrand à contracter un emprunt, 253.

Déc. qui étend à la Tunisie le service du recouvrement des effets de commerce payables sans frais, 133.

Déc. Legs, B. 13,509.

Déc. Pensions, B. 19,256 à 19,259, 19,340.

19 *juin*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les travaux de réparation à l'église de Saint-Gildas-de-Rhuis, 130.

Déc. qui autorise la société des hauts fourneaux de Maubeuge à se transformer en société anonyme, 140.

Déc. Travaux sur la ligne de Paris à Lyon et à la Méditerranée, B. 13,514 à 13,516.

Déc. Pensions, B. 19,341.

20 *juin*. — Loi qui approuve la convention conclue, le 8 février 1883, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre, 187.

Déc. qui complète et modifie la nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes, 138.

Déc. Annulation d'une délibération du conseil général de Constantine, B. 13,560.

Déc. Pensions, B. 19,260, 19,286, 19,342. — Octrois, B. 19 384 à 19,388. — Légion d'honneur, nomination, B. 19,876.

21 *juin*. — Déc. Pensions, B. 19,261, 19,620.

22 *juin*. — Loi qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire sur l'exercice 1883, 130.

Déc. Pensions, B. 19,287, 19,288, 19,343. — Eglises, B. 19,293. — Bois, B. 20,007, 20,008.

23 *juin*. — Déc. concernant les cartes postales échangées entre la France, l'Algérie, le Danemark, l'Islande, les Antilles danoises et la république de Costa-Rica, 133.

Déc. qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramways entre le Grand-Lucé et la Chartre (Sarthe), 185.

Déc. qui autorise M. Voisin à ajouter à son nom patronymique celui de Roux, B. 13,354.

Déc. Pensions, B 19,262.

24 *juin*. — Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,877.

25 *juin*. — Déc. qui approuve des modifications aux statuts de la société de secours mutuels dite des Vrais amis de la Boucherie de Paris, 140.

Déc. portant autorisation de la caisse d'épargne établie à Fort-de-France (Martinique), 145.

Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Est pour l'exploitation provisoire des lignes de Favières à Frenelle et de Bas-Evette à Giromagny, 186.

Déc. qui maintient jusqu'au 30 juin 1884 le second décime par franc établi par l'arrêté du 17 juin 1848 sur les taxes principales de l'octroi de Paris, B. 13,561.

Déc. qui approuve une délibération du conseil général de la Guadeloupe du 11 décembre 1882, B. 13,596.

Déc. qui approuvent les délibérations du conseil général de la Guadeloupe, B. 13,597, 13,659.

Déc. Octrois, B. 19,389 à 19,394.

26 *juin*. — Déc. portant extension du polygone exceptionnel créé dans la première et la deuxième zone des servitudes de la place de Grenoble, 133.

Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses des chambres et bourse de commerce de l'Algérie, 140.

Déc. qui approuvent les nouveaux statuts des caisses d'épargne de la Réole, Laval, la Flèche et Poissy, 140.

Déc. Pensions, B. 19,303 à 19,310, 19,377, — Legs, B. 19,732. — Bois, B. 19,924, 19,943, 19,986, 20,009, 20,020 à 20,023.

27 *juin*. — Déc. relatif à la conversion en rentes 4 1/2 0/0 des rentes 5 0/0 inscrites au grand-livre de la dette publique, 13.

Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour l'établissement de caniveaux avec bordure de trottoirs le long de la route nationale n° 5, dans la traverse de Rouïba, 169.

Déc. pour la réglementation de la pêche dans les eaux du lac Léman, 169.

Déc. qui annule divers crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, 170.

Déc. Pensions, B. 19,344.

28 *juin*. — Loi concernant les services maritimes postaux : 1° entre le Havre et New-York ; 2° entre la France, les Antilles et le Mexique, 131.

Loi relative aux enfants mineurs nés en France d'une femme française mariée avec un étranger, 132.

Déc. qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Narbonne, à l'effet d'élire un député, 134.

Déc. portant réorganisation du service des commissaires-priseurs à la Nouvelle-Calédonie, 162.

Déc. Pensions, B. 19,345.

29 *juin*. — Déc. qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les communes de Poilhes et d'Hérépian (Hérault), 140.

Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département des Alpes-Maritimes, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882, 140.

Déc. qui prescrit la promulgation de la convention conclue, le 8 février 1883, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre, 187.

Déc. Brevets d'invention, B. 14,037.

Déc. Pensions, B. 19,289, 19,346 à 19,348. — Octrois, B. 19,396. — Bureaux de bienfaisance de Lusigny et Montbeugny, B. 19,497. — Mines, B. 19,612.

30 *juin*. — Déc. qui autorise la colonie de la Nouvelle-Calédonie à contracter un emprunt, 135.

Déc. concernant l'exercice de la pêche du corail sur les côtes de l'Algérie, 135.

Déc. qui modifie le règlement général du pilotage dans le premier arrondissement maritime, en ce qui concerne le port de Dunkerque, 145.

Déc. Legs, B. 13,660, 19,733.

Déc. Pensions, B. 19,349. — Octrois, B. 19,397 à 19,401, 19,413, 19,436.

1er *juillet*. — Déc. Pensions, B. 19,418.

2 *juillet*. — Déc. Pensions, B. 19,360, 19,419 à 19,423. — Octrois, B. 19,498. — Bois, B. 19,946, 20,010.

3 *juillet*. — Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres de commerce, 163.

Déc. qui modifie les statuts des associations syndicales de défense des rives du Rhône dans diverses communes, 186.

Déc. qui rapporte, en ce qui concerne le département de la Meuse, celui du 22 juin 1882 ajournant l'exécution de l'art. 12 de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux, 318.

Déc. qui rapporte, en ce qui concerne le département de la Meuse, celui du 22 juin 1882 ajournant l'exécution de l'art. 39 de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux, 318.

Déc. Etablissement d'une voie de garage à la gare de Montlaur, B. 13,320.

Déc. Travaux d'amélioration de l'Achenau, B. 13,321.

Déc. qui annule une délibération du 15 juin 1883 du conseil général du département de la Seine, B. 13,528.

Déc. qui autorise la commune de Pouques (Nièvre) à porter le nom de Pouques-Lormes, B. 13,529.

Déc. Dépenses d'entretien des ouvrages de la retenue du bief n° 3 de Signan (Morbihan), B. 13,674.

Déc. Travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi, B. 13,675.

Déc. Pensions, B. 19,424. — Chapelles, B. 19,503. — Ponts, B. 19,613. — Eaux, B. 19,614.

4 *juillet*. — Loi portant cession par l'Etat à la ville de Brest d'une partie des terrains et bâtiments de la caserne du Petit-Couvent, et abandon de la jouissance du corps de garde de la rue d'Aiguillon, 140.

Déc. Pensions, B. 19,378, 19,425.

5 *juillet*. — Déc. Pensions, B. 19,356, 19,357, 19,379, 19,380. — Octrois, B. 19,499. — Médaille militaire, Légion d'honneur, suspension, radiation, nominations, B. 19,605, 19,648, 19,878.

6 *juillet*. — Loi qui autorise la caisse des dépôts et consignations à faire des avances à certaines caisses d'épargne, 140.

Loi qui approuve une convention portant cession par l'Etat au sieur Boinet, cafetier à Abbeville, de trois parcelles domaniales, 227.

Lois qui autorisent les départements des Alpes-Maritimes et de la Marne, et la ville d'Aix à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 253.

Loi qui autorise la ville de Montpellier à élever le taux d'intérêt d'un emprunt, 253.

Déc. qui autorise la chambre de commerce de Marseille à établir et à exploiter un outillage hydraulique pour le chargement et le déchargement des navires, 171.

Déc. Pensions, B. 19,406 à 19,412. — Octrois, B. 19,501, 19,502. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,879. — Bois, B. 20,011, 20,024, 20,025, 20,058, 20,068, 20,069.

7 *juillet*. — Loi portant approbation de la convention signée à Berlin, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne, pour la garantie de la propriété des œuvres littéraires et d'art, 189.

Déc. qui institue un ordre du Mérite agricole, 318.

Déc. Pensions, B. 19,381, 19,382. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,880 à 19,882.

9 *juillet*. — Loi concernant l'établissement d'un câble télégraphique sous-marin entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal, 225.

Loi concernant le service postal entre Calais et Douvres, 225.

Loi qui autorise le département de l'Aisne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, 253.

Déc. qui autorise la caisse d'épargne de Poissy à aliéner une inscription de rente, 145.

Déc. qui organise l'école d'apprentissage de Dellys (Alger), 163.

Déc. qui fixe le taux d'intérêt d'un emprunt que la chambre de commerce de Dunkerque a été autorisée à contracter, 163.

Déc. qui déclare qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours formé par le préfet de l'Hérault contre les sieurs Alquier, 163.

Déc. qui distrait la section de Neuve-Eglise de la commune de Menat (Puy-de-Dôme) pour en former une commune distincte, B. 13,530.

Déc. Pensions, B. 19,383. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,883 à 19,889.

10 *juillet*. — Loi qui annule un crédit sur l'exercice 1882 et ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit de pareille somme sur l'exercice 1883, 140.

Déc. Délimitation des paroisses de Saint-Maurice et de Notre-Dame à Besançon, B. 13,538.

Déc. Pensions, B. 19,426. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,890.

11 *juillet*. — Loi qui autorise la ville de Cherbourg à contracter un emprunt, 253.

Déc. Legs de madame veuve Ten-Brocke-Hockstra, B. 13,539.

12 *juillet*. — Lois qui autorisent les départements du Calvados, de la Creuse, de la Seine-Inférieure et de l'Yonne, et les villes de Cherbourg et de Lille à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 253.

Loi qui distrait une portion du territoire de la commune de Lanouée (Morbihan) pour en former une commune distincte dont le chef-lieu sera au village des Forges, et qui en portera le nom, 278.

Loi qui approuve la convention signée, entre la France et l'Espagne, le 20 juillet 1882, et relative aux services de surveillance et de douane sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France, et du Midi de la France, 293.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société de l'école d'horlogerie de Paris, 145.

Déc. concernant les transferts des inscriptions nominatives du nouveau fonds quatre et demi pour cent dans les départements, 164.

Déc. relatif à la faculté des sciences de Montpellier, B. 13,703.

Déc. Pensions, B. 19,427, 19,428. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,891, 19,892.

13 *juillet*. — Déc. qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1879 à 1881, 141.

Déc. qui créent des conseils de prud'hommes à Darnetal et à Pavilly (Seine-Inférieure), 164.

Déc. Pensions, B. 19,429 à 19,432. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,893 à 19,895.

14 *juillet*. — Déc. qui autorise M. Lecomte à ajouter à son nom patronymique celui de Dunouy, B. 13,389.

Déc. qui autorise MM. Courtois à ajouter à leur nom celui de Suffit, B. 14,390.

16 *juillet*. — Déc. qui distrait une partie du territoire de la commune de Gravelines (Nord) pour en former une commune distincte sous le nom du Grand-Fort-Philippe, B. 13,540.

Déc. qui affecte au ministère de l'agriculture une parcelle de terrains située en bordure du boulevard de Châtillon, à Boulogne-sur-Mer, B. 13,876.

Déc. Pensions, B. 19,433.

17 *juillet*. — Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour le dérasement des fortifications déclassées de Calais, 141.

Loi qui rend exécutoire en Algérie la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, 228.

Loi qui approuve le traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris, le 18 janvier 1883, entre la France et la Serbie, 230.

Déc. qui crée un lycée national de jeunes filles au Havre, 264.

Déc. Pensions, B. 19,443. — Legs, B. 19,734.

18 *juillet*. — Loi qui ouvre ou annule des crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883, 171.

Loi qui approuve la convention conclue, le 2 novembre 1882, entre la France et le Chili pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre contre le Pérou et la Bolivie, 236.

Déc. portant promulgation du traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris, le 18 janvier 1883, entre la France et la Serbie, 230.

Déc. Pensions, B. 19,434, 19,435. — Legs, B. 19,735.

19 *juillet*. — Déc. Concession d'un terrain à conquérir sur la mer à Rochebonne, B. 13,541.

Déc. Pensions, B. 19,444, 19,621, 19,622. — Bois, B. 20,070 à 20,072.

20 *juillet*. — Déc. qui fixe la date des élections pour le renouvellement partiel des conseils généraux et des conseils d'arrondissement dans les départements autres que celui de la Seine, 142.

Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,896. — Bois, B. 20,059.

21 *juillet*. — Déc. qui interdit l'importation en France des drilles et chiffons par la frontière d'Italie, 142.

Déc. qui supprime les limites de volume et de dimensions des colis postaux échangés entre la Corse, la France continentale, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg, 347.

Déc. concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie, la Grèce et la colonie britannique de Lagos, 348.

22 *juillet*. — Loi portant organisation du régime des mines à la Nouvelle-Calédonie, 253.

Déc. qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit supplémentaire, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879, 1880 et 1881, 165.

23 *juillet*. — Loi qui élève le taux des surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi de la Fère (Aisne), 227.

Lois qui autorisent les départements du Cantal, de la Loire, de Lot-et-Garonne et des Basses-Pyrénées, et les villes d'Avignon et de Marseille à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 253.

Déc. qui fixe la quantité de sel que l'administration des douanes est autorisée à délivrer en franchise pour la salaison des harengs de pêche française, 165.

Déc. Concession d'un lais de mer situé Deauville, B. 13,544.

Déc. qui distrait un polygone de la commune de Ville-la-Grand (Haute-Savoie) pour l'annexer à la commune d'Annemasse, B. 13,545.

Déc. Pensions, B. 19,445 à 19,452. — Eaux, B. 19,616.

24 *juillet*. — Loi portant réorganisation des troupes de l'artillerie de l'armée active en vue de la formation d'une artillerie de forteresse, 225.

Déc. concernant les cours libres dans les facultés de l'Etat, 264.

Déc. qui modifie celui du 23 décembre 1882 en ce qui concerne le certificat d'aptitude au professorat des écoles normales, 265.

Déc. Chapelles, B. 19,504.

25 *juillet*. — Loi qui approuve la convention conclue, le 27 septembre 1882, entre la France et la Suisse en vue d'établir la réciprocité

d'assistance, en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents, 239.

Déc. qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'entretien d'élèves à l'école d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie), 165.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880, 171.

Déc. qui modifie celui du 29 juillet 1881, relatif à l'organisation des écoles primaires, 265.

26 *juillet*. — Lois qui autorisent les départements de l'Ain, de l'Aisne, du Cher, de la Creuse, de la Dordogne, de la Drôme, d'Indre-et-Loire, de la Mayenne et du Pas-de-Calais, et les villes d'Epernay, de Mâcon et de Melun à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 263.

Loi qui établit d'office sur la commune de Châtillon (Haute-Savoie) une imposition extraordinaire, 263.

Loi qui distrait plusieurs villages de la commune de Mortroux (Creuse), pour en former une commune distincte dont le chef-lieu est fixé à la Forêt-du-Temple et qui en portera le nom, 278.

Loi qui distrait une section de la commune de Saint-Georges-Nigremont (Creuse) pour en former une commune distincte sous le nom de Pontcharraud, 278.

Déc. Pensions, B. 19,457.

27 *juillet*. — Lois qui autorisent les départements de l'Aveyron, du Calvados, de l'Indre, de la Loire, et de Meurthe-et-Moselle à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 263.

Loi qui annexe à la ville de Lons-le-Saunier deux parcelles de territoire dépendant de la commune de Montaigu, 278.

Loi portant répartition du fonds destiné à venir en aide aux départements, exercice 1884, 278.

Déc. qui autorise la chambre de commerce de Marseille à contracter un emprunt, 171.

Déc. qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'établissement et l'entretien de bureaux et de lignes télégraphiques, 348.

Déc. Pensions, B. 19,453, 19,470, 19,471.

28 *juillet*. — Loi relative à l'emploi de l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac, 225.

Déc. concernant les épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial, 266.

Déc. qui modifie celui du 28 juillet 1882 relatif à la collation des bourses dans les lycées et collèges de jeunes filles, 267.

Déc. qui créent des lycées nationaux de jeunes filles à Nantes, à Amiens, à Guéret, à Nice et à Roanne, 267.

Déc. qui autorise M. Brun à ajouter à son nom celui de Dartes, B. 13,391.

Déc. qui autorise M. de Mauléon Narbonne de Nébias à substituer le nom de Bruyères à ceux de Narbonne de Nébias, B. 13,392.

Déc. Agrandissement du parc de l'établissement thermal de Bourbon-l'Archambault, B. 13,546.

Déc. Prix Léon Macler, B. 13,704.

Déc. Pensions, B. 19,473. — Octrois, B. 19,594.

30 *juillet*. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1884, 173.

Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de la chambre de commerce de Marseille, 165.

Déc. qui fixe l'imposition additionnelle à percevoir en 1883 pour les dépenses de la bourse de Marseille, 165.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour secours aux victimes des inondations, 165.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les dépenses de colonisation en Algérie, 166.

Déc. qui ouvre, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'exécution de divers travaux publics, 186.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les travaux de rectification de la route nationale n° 103, de la Voulte au Puy, 194.

Déc. concernant les facultés et écoles supérieures de plein exercice, 267.

Déc. Pensions, B. 13,458, 13,474. — Hospices, B. 13,588.

31 *juillet*. — Loi qui approuve certaines modifications à la tenue de la cavalerie, 226.

Loi qui ouvre ou annule des crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883, 280.

Loi qui proroge des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Salins, 227.

Loi qui proroge une surtaxe sur le vin à l'octroi de Vizille, 227.

Déc. qui soumet à la retenue pour pension civile le traitement du secrétaire comptable de l'académie de France à Rome, 166.

Déc. qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de l'arrondissement de Nancy, à l'effet d'élire un député, 171.

Déc. qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'établissement et l'entretien de bureaux et de lignes télégraphiques, 348.

Déc. Mines, B. 19,626, 19,628. — Eaux, B. 19,627. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,697.

1er *août*. — Loi qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire sur l'exercice 1883, 141.

Loi relative à l'acquisition d'hôtels des postes et des télégraphes à Calais, Sedan, Amiens, Menton et Hyères, 241.

Lois qui autorisent les départements des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes et de Loir-et-Cher, et les villes de Boulogne-sur-Mer, de Grenoble, de Lisieux, de Périgueux et du Puy à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 263.

Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit supplémentaire pour les dépenses d'exploitation du Journal officiel, 278.

Déc. concernant les écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie, 270.

Déc. qui réorganise les écoles de médecine et de pharmacie, 273.

Déc. concernant les aspirants au titre d'officier de santé, 275.

Déc. Pensions, B. 19,515.

2 *août.* — Lois qui autorisent les départements des Alpes-Maritimes, de l'Aveyron, de la Haute-Marne et du Nord, et les villes de Boulogne-sur-Mer, de Niort et de Sedan à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 263.

Loi qui augmente la pension accordée à titre de récompense nationale à M. Pasteur, de l'Académie française et de l'Académie des sciences, 278.

Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Valmondois à Epiais-Rhus, 291.

Déc. Pensions, B. 19,459, 19,516. — Hospices, B. 19,589. — Mines, B. 19,629.

3 *août.* — Loi qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour frais de voyage des ouvriers délégués à l'exposition d'Amsterdam, 166.

Déc. qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction d'une caserne de douanes à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), 142.

Déc. portant promulgation de la convention conclue, le 27 septembre 1882, entre la France et la Suisse, en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents, 240.

Déc. Pensions, B. 19,460 à 19,462, 19,517. — Légion d'honneur, nomination, B. 19,898.

4 *août.* — Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit pour la continuation du chemin de fer et des forts du Sénégal, 141.

Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire sur l'exercice 1883, 166.

Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883, 167.

Loi qui autorise le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer.

Loi qui ouvre des crédits supplémentaires au budget du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts exercice 1883, et annule un crédit sur le budget de l'exercice 1882, 241.

Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts des crédits extraordinaires sur l'exercice 1883, 242.

Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local d'Estrées-Saint-Denis à Froissy (Oise), 292.

Déc. qui rend exécutoire dans les colonies l'ordonnance du 29 mai 1844, concernant les loteries de bienfaisance, 189.

Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'exploitation provisoire de diverses lignes construites par l'Etat, 227.

Déc. qui autorise l'administration des chemins de fer de l'Etat à exploiter l'embranchement sur Moncontour de la ligne de Niort à Montreuil-Bellay et les chemins de fer de Saint-Laurent-de-la-Prée à la Pointe-de-la-Fumée et d'Eymoutiers à Meymac, 228.

Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans pour l'exploitation provisoire de diverses lignes construites par l'Etat, 228.

Déc. qui érige le collège d'Alais en lycée national d'enseignement spécial, 276.

Déc. qui déclare le collège de Digne lycée national, 276.

Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction de routes forestières, 319.

Déc. Limite de la mer à Enez-ar-Bara, B. 13,738.

Déc. Pensions, B. 19,518, 19,736, 19,737. — Octrois, B. 19,595. — Légion d'honneur, nomination, B. 19,899.

5 *août.* — Loi qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour les dépenses d'une mission sanitaire en Egypte, 167.

Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'asile des vieillards protestants fondé à Bordeaux, 352.

Déc. Pensions, B. 19,519. — Hospices, B. 19,590.

6 *août.* — Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour achats et transports de tabacs, 167.

Loi qui proroge des surtaxes perçues sur les vins et les alcools à l'octroi de Segré, 227.

Loi qui établit des surtaxes à l'octroi de Vouziers, 227.

Loi qui fixe le prix de vente de la poudre au bois pyroxylé, 242.

Loi qui autorise la location à la ville de Dieppe des terrains de la plage, 242.

Lois qui autorisent le département du Var, les villes d'Alais et d'Hyères à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 263.

Déc. Prix Pontécoulant, B. 13,547.

Déc. Travaux de dragage au port des Sables (Vendée), B. 13,676.

Déc. Travaux de construction sur la Lys, B. 13,677.

Déc. Rectification de la route nationale n° 9, de Paris à Perpignan, B. 13,678, 13,679.

Déc. Travaux pour l'augmentation du tirant d'eau de la Marne entre Dizy et Meaux, B. 13,739.

Déc. Pensions, B. 19,475 à 19,477. — Eaux, B. 19,630 à 19,632. — Mines, B. 19,656.

7 *août.* — Lois qui autorisent les départements de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, de Seine-et-Marne et la ville d'Amiens à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 263.

8 *août.* — Loi qui ouvre au ministre de la

marine et des colonies un crédit sur l'exercice 1883 et annule une somme pareille sur l'exercice 1882, 167.

Loi concernant les pensions de retraite du personnel non officier de la marine, 243.

Déc. qui convoque les membres citoyens français des conseils municipaux des communes comprises dans le département de Constantine, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur, 171.

9 *août*. — Déc. concernant les magistrats mis à la disposition du gouvernement égyptien, 142.

Déc. qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Villemagne (Hérault), 194.

Déc. concernant le roulement des cours et tribunaux pour l'année judiciaire 1883-1884, 236.

Déc. concernant l'alimentation du dépôt de dynamite d'Onnaing (Nord), 279.

Déc. Legs, B. 19,837.

10 *août*. — Loi qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour subvention éventuelle à l'exposition de Nice, 167.

Loi relative aux récompenses à décerner à l'exposition d'Amsterdam, 168.

Déc. Pensions, B. 19,490 à 19,494, 19,748. — Chapelles, B. 19,641.

11 *août*. — Déc. qui modifie l'ordonnance du 15 novembre 1848 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, 240.

Déc. Pensions, B. 19,495. — Mines, B. 19,807.

12 *août*. — Déc. Pensions, B. 19,649 à 19,651.

13 *août*. — Déc. qui convoquent les collèges électoraux du 1er arrondissement de Paris et de la deuxième circonscription de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône, à l'effet d'élire un député, 166.

Déc. concernant les conditions d'élection des maires et des adjoints dans les établissements français de l'Inde, 194.

Déc. qui autorise la chambre de commerce d'Oran à contracter un emprunt, 279.

Déc. qui approuve les statuts de la société d'assurances mutuelles sur la vie, la Garantie générale, 280.

Déc. Pensions, B. 19,496, 19,520. — Eaux, B. 19,657 à 19,659. — Legs, B. 19,693.

14 *août*. — Loi qui ouvre au ministère de la justice et des cultes, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire au titre du budget annexe de l'Imprimerie nationale, 168.

Déc. Pensions, B. 19,521, 19,522.

15 *août*. — Déc. qui autorise le sieur Audemard à ajouter à son nom celui de d'Alençon, B. 13,457.

16 *août*. — Loi qui autorise la substitution à la société concessionnaire du chemin de fer d'Arles à la Tour-Saint-Louis de la compagnie nouvelle du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône, 220.

Loi qui déclare d'utilité publique, à titre de chemin de fer d'intérêt local, l'établissement d'un embranchement destiné à relier les carrières d'Amblagnieu-Pourcieu à la gare de Montalieu-Vercieu, 291.

Déc. qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un tramway de Mollesulaz à Annemasse (Haute-Savoie), 230.

Déc. qui fixe les frais d'étude des élèves externes du lycée d'Alençon, 276.

Déc. qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Morthomiers (Cher), 277.

Déc. qui annule une délibération du conseil général de la Loire-Inférieure, B. 13,546.

Déc. Travaux pour l'assainissement des barthes ou marais traversés par la ligne de Toulouse à Bayonne, B. 13,808.

Déc. Rectification de la route départementale de l'Ain n° 5, B. 13,809.

Déc. Rectification de la route nationale n° 162, B. 13,832.

Déc. Pensions, B. 19,533. — Hospices, B. 19,591, 19,592. — Eaux, 19,660 à 19,662. — Legs, B. 19,691. — Mines, B. 19,809.

17 *août*. — Déc. portant promulgation de la convention conclue le 15 novembre 1882 entre la France et le royaume de Siam pour l'exécution d'une ligne télégraphique de la province de Battambang à Bangkok, 297.

Déc. Pensions, B. 19,545 à 19,553. — Résidence à l'étranger, B. 19,596.

18 *août*. — Déc. qui autorise l'ingénieur en chef du service maritime des ponts et chaussées du département du Pas-de-Calais à disposer, en qualité d'ordonnateur secondaire, du crédit ouvert pour le dérasement des fortifications de Calais, 225.

Déc. Pensions, B. 19,534. — Hospices, B. 19,593.

20 *août*. — Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de chemin de fer d'intérêt local à voie étroite dans le département de l'Allier, 292.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre pour la réorganisation des défenses de Calais, 171.

Déc. qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un embranchement destiné à relier la gare de la Bédugne, sur la ligne de Dôle à Poligny, au canal du Rhône au Rhin, 262.

Déc. qui fixe l'imposition extraordinaire additionnelle, à percevoir en 1883, destinée à concourir au service des deux emprunts contractés pour la construction de la bourse du Havre, 279.

Déc. Reconstruction du pont de Saint-Julien, route nationale n° 75, B. 13,740.

Déc. Affectation au service des ponts et chaussées des terrains de la batterie déclassée de la Beaumette, B. 13,741.

Déc. Pensions, B. 19,535, 19,536. — Chapelles, B. 19,692.

21 *août*. — Déc. qui prescrit la promulgation de la convention signée à Berlin le 19 avril 1883 entre la France et l'Allemagne pour la garantie de la propriété des œuvres de littérature et d'art, 189.

Déc. Legs, B. 19,768.

22 *août*. — Déc. concernant les colis postaux échangés entre la France continentale et la Corse, 348.

Déc. Achat de terrain à Bordeaux, B. 19,769.

23 *août*. — Loi qui annule une somme sur le budget extraordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1882, et qui ouvre au même ministère, sur le budget de l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de pareille somme, 168.

Loi relative au classement et à la déclaration d'utilité publique des chemins de fer de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon, 229.

Loi qui déclare d'utilité publique le chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou, 252.

Déc. Pensions, B. 19,537. — Eaux, B. 19,810 à 19,815, 19,838 à 19,840. — Mines, B. 19,816.

25 *août*. — Déc. qui ouvre au budget du ministère de la marine et des colonies, pour l'exercice 1884, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, 227.

Déc. Pensions, B. 19,538.

26 *août*. — Déc. qui fixe la quantité de dynamite que pourront recevoir les huit dépôts établis sur le territoire de la commune de Montceau-les-Mines, 279.

Déc. Limite de la mer sur le littoral des communes de Saint-Raphaël et de Fréjus (Var), B. 13,745.

27 *août*. — Déc. qui crée un lycée national de jeunes filles à Charleville, 276.

Déc. qui crée des conseils de prud'hommes à Falaise (Calvados) et à Saint-Didier-la-Séauve (Haute-Loire), 279.

Déc. portant que la commune de Colombier-sous-Uxelles portera le nom de Champagny (Saône-et-Loire), B. 13,746.

Déc. Pensions, B. 19,539, 19,567. — Eaux, B. 19,817 ab 19,824, 19,826. — Mines, B. 19,825.

29 *août*. — Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 à des travaux d'établissement et d'entretien de lignes télégraphiques, 344.

30 *août*. — Loi sur la réforme de l'organisation judiciaire, 193.

31 *août*. — Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit pour le déplacement du quartier de Bonne à Grenoble, 241.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit pour la construction d'une caserne d'infanterie à Nantes, 241.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, un crédit pour l'exécution de divers travaux militaires, 241.

Déc. qui affecte au département de la marine diverses parcelles de terrains nécessaires à l'établissement de la voie ferrée qui doit relier les chantiers de Caudan à la ligne de Nantes à Brest, 263.

Déc. qui déterminent les conditions et le prix de traitement des militaires admis aux hospices de Meaux, de Vesoul, de Saint-Malo, de Cette et de Rodez, 291.

Déc. portant promulgation de la convention relative aux services de surveillance et de douane sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du midi de la France, signée entre la France et l'Espagne, le 20 juillet 1882, 293.

Déc. portant promulgation de la convention conclue, le 20 mars 1883, entre la France et l'Allemagne, en vue du raccordement des lignes télégraphiques qui existent le long du canal de la Marne au Rhin, 299.

Déc. portant promulgation du traité relatif à la navigation du Danube, 300.

Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit pour la cession à l'Etat de l'école pratique d'agriculture d'Ecully, 314.

1er *septembre*. — Déc. qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction d'un nouvel hôpital militaire à la Guadeloupe, 263.

Déc. qui approuvent divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie de l'Est, 282.

Déc. qui approuve diverses dépenses faites ou à faire par la compagnie du Nord pour l'augmentation de l'outillage et du matériel roulant, 282.

Déc. qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un tramway entre Audincourt et Hérimoncourt (Doubs), 291.

Déc. concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées entre la France, l'Algérie, la Tunisie et la Bulgarie, 349.

Déc. Pensions, B. 19,568, 19,582, 19,583. — Mines, B. 19,832, 19,833.

3 *septembre*. — Déc. qui annulent des délibérations des conseils d'arrondissement des Sables-d'Olonne et de Clamecy, B. 13,747, 13,748.

Déc. Pensions, B. 19,555 à 19,557, 19,633. — Légion d'honneur, nomination, B. 19,900.

4 *septembre*. — Déc. qui convoque le collège électoral de l'arrondissement d'Apt, à l'effet d'élire un député, 263.

Déc. qui crée un collège communal de jeunes filles à Abbeville, 276.

Déc. qui créent des lycées nationaux de jeunes filles à Moulins, à Saint-Etienne et à Bourg, 276.

Déc. Concession d'un terrain maritime à la baie de la Cornerie, B. 13,705.

Déc. qui affecte au service du département de la guerre, à Chartres, une parcelle de terrain domanial, B. 13,710.

Déc. qui affecte au service du département de la guerre une parcelle de terrain dépendant du port de Villefranche, B. 13,711.

Déc. Légion d'honneur, B. 19,901.

5 *septembre*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour dépenses publiques, 242.

Déc. qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire sur l'exercice 1883, 349.

Déc. Pensions, B. 19,934.

6 *septembre*. — Déc. qui ouvre au ministre

des travaux publics, exercice 1883, un crédit pour les travaux de défense de la route nationale nº 185, contre les crues de l'Adour, 282.

7 *septembre*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges, 239.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché, 242.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix, 282.

Déc. concernant l'échange des lettres contenant des valeurs déclarées entre les colonies françaises et la Bulgarie, 350.

Déc. Pensions, B. 19,569, 19,947 à 19,949. — Legs, B. 19,768, 19,795.

8 *septembre*. — Déc. Pensions, B. 19,570.

9 *septembre*. — Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,902.

10 *septembre*. — Déc. qui homologue les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de zones de servitudes de diverses places de guerre, 263.

Déc. qui homologue les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant les zones de fortification de diverses places de guerre ou ouvrages défensifs, 263.

Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie, 282.

Déc. qui affecte au département des travaux publics des terrains provenant d'une portion du canal de la Somme abandonnée sur le territoire de Ham, B. 13,833.

Déc. Pensions, B. 19,751 à 19,754, 19,584, 19,597 à 19,604, 19,652. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,903, 19,904.

11 *septembre*. — Déc. Pensions, B. 19,575 à 19,577.

12 *septembre*. — Déc. portant que la commune de Noyant (Maine-et-Loire) prendra le nom de Noyant-la-Plaine, B. 13,749.

Déc. qui autorise M. Klein à substituer à son nom celui de Petit, B. 13,750.

Déc. Pensions, B. 19,581.

13 *septembre*. — Déc. qui fixe les traitements des membres du personnel administratif et enseignant dans les lycées et collèges de jeunes filles, 276.

Déc. portant organisation du service de l'intérieur à Mayotte, 353.

Déc. portant organisation du service de l'intérieur à Nossi-Bé, 353.

Déc. Pensions, B. 19,578, 19,579. — Legs, B. 19,796.

15 *septembre*. — Déc. Ouverture d'un chemin d'accès à la gare de Mantes-embranchement (chemin de fer de Paris à Rouen), B. 13,834.

Déc. Pensions, B. 19,635.

17 *septembre*. — Déc. portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Guilbert pour l'archevêché de Bordeaux et de M. Blanger pour l'évêché de Limoges, 252.

Déc. Pensions, B. 19,585 à 19,587.

18 *septembre*. — Déc. concernant l'admission temporaire en franchise des fils de coton destinés à la fabrication des mousselines et des tissus de soie et coton, 313.

Déc. concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie, la République de Guatemala, le royaume d'Hawaï, le Groënland et les colonies britanniques des îles Bahamas, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie et de Gambie, 330.

Déc. qui crée un lycée national de jeunes filles à Paris, sous le nom de lycée Fénelon, 396.

19 *septembre*. — Déc. portant promulgation de la convention conclue le 2 novembre 1882, entre la France et le Chili, pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre contre le Pérou et la Bolivie, 236.

Déc. qui reporte au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1882, une somme applicable à des dépenses publiques en Algérie, 263.

Déc. Rectification de la route nationale nº 10, B. 13,835.

Déc. Rectification de la route nationale nº 21, B. 13,836.

Déc. Pensions, B. 19,636.

20 *septembre*. — Déc. qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de la section française de bijouterie et de joaillerie à l'exposition d'Amsterdam, 314.

Déc. qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit pour l'exécution de divers travaux dans l'établissement thermal de Vichy, 315.

Déc. qui ouvre au ministre du commerce un crédit en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880, 315.

Déc. qui élève le lycée d'Amiens à la première catégorie, 396.

Déc. qui affecte provisoirement au ministère de l'instruction publique, pour l'installation de l'institut de chimie de la faculté des sciences de Paris pendant la durée des travaux de reconstruction de la Sorbonne, un terrain appartenant à l'Etat, à Paris, B. 13,742.

21 *septembre*. — Déc. qui réduit des zones des servitudes défensives du fort Saint-Nicolas, à Marseille, 264.

Déc. Résidence à l'étranger, B. 19,723.

22 *septembre*. — Déc. qui nomme M. Félix Faure sous-secrétaire d'Etat au ministère de la marine et des colonies, 236.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse, 264.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'observatoire de Bordeaux, 264.

Déc. qui autorise la chambre de commerce de Calais à établir et à administrer : 1° un outillage hydraulique pour le chargement et le déchargement des navires; 2° des hangars publics sur les quais du port de cette ville, 319.

Déc. qui annule une délibération du conseil d'arrondissement de Marmande, B. 13,751.

Déc. Pensions, B. 16,637.

24 *septembre.* — Déc. qui créent des collèges communaux de jeunes filles à Arménlières et à Cambrai, 396.

25 *septembre.* — Déc. qui approuvent divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, 282, 283.

Déc. Travaux exécutés sur son ancien réseau par la compagnie de Lyon, B. 13,865.

Déc. Pensions, B. 19,638 à 19,640.

26 *septembre.* — Déc. qui rapporte, en ce qui concerne le département de l'Orne, celui du 22 juin 1882, ajournant l'exécution de l'art. 39 de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux, 320.

27 *septembre.* — Déc. qui crée auprès du ministère du commerce un comité consultatif des laboratoires municipaux et départementaux, 315.

Déc. concernant le remboursement des emprunts faits à la caisse des lycées, collèges et écoles par les communes algériennes, 396.

29 *septembre.* — Déc. qui annule une délibération du conseil d'arrondissement de Fontenay-le-Comte, B. 13,752.

Déc. qui annule une délibération du conseil général d'Alger, B. 13,759.

Déc. Pensions, B. 19,642.

1er *octobre.* — Déc. portant organisation des écoles du service de santé militaire, 283.

Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce, 315.

Déc. Pensions, B. 19,643 à 19,647.

2 *octobre.* — Déc. qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur, 264.

Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Gironde, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882, 350.

Déc. qui annule une délibération du conseil général de la Nièvre, B. 13,769.

3 *octobre.* — Déc. concernant l'exportation des biscuits sucrés à destination de l'étranger ou des colonies françaises, 315.

Déc. qui autorise la chambre de commerce de Calais à contracter un emprunt, 315.

Déc. qui rend applicables en Cochinchine les dispositions des titres préliminaire, Ier et III du Code civil, 320.

Déc. concernant l'état civil des Annamites, 320.

Déc. Pensions, B. 19,663 à 19,665.

5 *octobre.* — Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Maubeuge pour l'exécution de travaux militaires, 289.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Bruyères pour la réfection du casernement, 289.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit pour la location du magasin central de l'habillement et du campement à Montpellier, 350.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Grenoble pour le déplacement du quartier de Bonne, 351.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit pour la location du magasin central de l'habillement et du campement à Toulouse, 351.

8 *octobre.* — Déc. qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Roanne (Loire) et dans la commune de Varennes (Tarn-et-Garonne), 290.

Déc. Hospices, B. 19,778. — Pensions, B. 20,013, 20,014.

9 *octobre.* — Déc. portant extension du polygone exceptionnel de la marine, sur la rive droite de l'Adour, 351.

Déc. Pensions, B. 19,653.

10 *octobre.* — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour dépenses publiques, 351.

Déc. Mines, B. 19,987. — Eaux, B. 19,988, 19,989.

11 *octobre.* — Déc. Légion d'honneur, médaille militaire, radiation, suspension, B. 19,739 à 19,747.

12 *octobre.* — Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour les travaux d'achèvement du port d'Oran, 323.

Déc. Rachat du pont suspendu de Beauchastel, sur l'Erieux (Ardèche), route nationale no 86, B. 13,877.

Déc. Rectification de la route nationale no 21, B. 13,878.

Déc. Pensions, B. 19,654, 19,655, 20,005. — Chapelles, B. 19,792. — Légion d'honneur, nominations, B. 19,905. — Eaux, B. 19,990.

13 *octobre.* — Déc. qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Terrenoire (Loire), 293.

Déc. qui réaffecte au service du département de la guerre trois parcelles de terrain situées au nord du fort de Romainville, 351.

Déc. qui affecte au service du département de la guerre un terrain dépendant de la forêt domaniale de Rouvray (Seine-Inférieure), 351.

Déc. Pensions, B. 19,694, 19,695.

14 *octobre* — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger, 290.

15 *octobre.* — Déc. qui approuve les délibérations du conseil général de la Martinique

établissant un impôt sur le revenu des valeurs mobilières, 316.

Déc. qui approuve les délibérations du conseil général de la Martinique modifiant le droit d'enregistrement et d'hypothèque, 316.

Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture; sur l'exercice 1883, un crédit pour divers travaux d'amélioration agricole, 323.

Déc. concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie et les colonies britanniques de la Guyane et de Tabago, 351.

Déc. qui crée une chaire d'astronomie à la faculté des sciences de Besançon, B. 13,970.

Déc. Pensions, B. 19,696 à 19,700.

16 *octobre*. — Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'entretien de l'établissement thermal de Vichy, 316.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les travaux de desséchement de la petite plaine de Bône, 324.

Déc. qui annule une délibération du conseil d'arrondissement de Château-Gontier, B. 13,770.

Déc. Pensions, B. 19,701, 19,702, 19,718, 19,719.

17 *octobre*. — Déc. qui modifie l'art. 5 des statuts du bureau public de titrage des soies et autres matières textiles de Lyon, 316.

Déc. Pensions, B. 19,720.

18 *octobre*. — Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie de Lyon pour l'exploitation provisoire des lignes de Triguères à Clamecy et de Toucy-Moulins à Gien, 324.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la construction par l'Etat de diverses lignes concédées à la compagnie des chemins de fer du Midi, 324.

Déc. qui réaffecte au service du département de la guerre divers immeubles provenant des fortifications déclassées de la place de Seyne (Basses-Alpes), 352.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour le service des postes et des télégraphes, 352.

Déc. qui affecte au département des travaux publics un îlot situé à l'aval du barrage de l'écluse d'Arzac, dans la rivière d'Isle (Gironde), B. 13,879.

Déc. Pensions, B. 19,721, 19,722, 19,725.

19 *octobre*. — Déc. qui institue un conseil supérieur des colonies, 290.

Déc. qui détermine la composition du conseil supérieur des colonies, 291.

23 *octobre*. — Déc. qui ouvre sur l'exercice 1883 un crédit pour l'exécution de divers travaux publics, 324.

Déc. portant règlement sur le service dans les places de guerre et les villes de garnison, 352.

24 *octobre*. — Déc. qui modifie les statuts de la société anonyme la Nationale, compagnie d'assurances sur la vie, 318.

Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer du Nord, pour l'exploitation provisoire des lignes de Bauvin-Provin à Armentières et de Solesmes au Cateau, 325.

Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,906.

26 *octobre*. — Déc. Résidence à l'étranger, B. 19,793. — Pensions, B. 20,016.

27 *octobre*. — Déc. qui approuve la délibération du conseil colonial de la Cochinchine modifiant la répartition de l'impôt de capitation, 316.

Déc. qui affecte au service des ponts et chaussées les terrains et bâtiments de l'ancienne batterie déclassée de Réville (Manche), B. 13,880.

Déc. relatif aux alignements des quais du port du Conquet (Finistère), B. 13,882.

Déc. portant prorogation, jusqu'au 18 août 1884, du délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'exécution de la ligne de tramway de Cambrai à Catillon, B. 13,881.

Déc. qui affecte à titre définitif à l'académie de médecine un terrain appartenant à l'Etat, sis à Paris, B. 13,971.

Déc. Octrois, B. 19,779. — Pensions, B. 19,907.

27 *octobre*. — Déc. qui convoquent les collèges électoraux des arrondissements de Belley et de Lodève à l'effet d'élire des députés, 279.

Déc. qui distrait des portions de territoire de la commune de Breuillet (Charente-Inférieure) pour les annexer à la commune de Mornac, B. 13,866.

Déc. Octrois, B. 19,780 à 19,784.

30 *octobre*. — Déc. Droits de péage au bac de Regneville sur la Meuse, B. 13,742.

Déc. Droit de péage au passage d'eau du gué de la Rochette, sur l'Arroux, commune de Digoin (Saône-et-Loire), B. 13,867.

Déc. Pensions, B. 19,726, 19,727.

31 *octobre*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1879, 280.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école d'art décoratif de Limoges et du musée Adrien Dubouché, 325.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges, 326.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours, versés au trésor par la ville d'Annecy pour l'exécution en bronze de la statue de Germain Sommeiller, 326.

Déc. Pensions, B. 19,728, 19,729.

2 *novembre*. — Déc. Légion d'honneur, B. 19,908.

3 *novembre*. — Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la reconstruction de l'hôtel du consulat de France à Tien-Tsin et la restauration de l'hôtel de la légation de France à Pékin, 280.

Déc. qui modifie la classification des chapitres du budget du ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1883, 291.

5 *novembre*. — Déc. qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Montpellier, 316.

Déc. qui approuvent divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi, 326, 327.

Déc. portant que la maison du bac de Méréville, sur la Moselle, cessera d'être affecté au service des ponts et chaussées et sera remise aux domaines, B. 13,888.

Déc. Travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi, B. 14,039.

Déc. Travaux sur le nouveau réseau de la compagnie du Midi, B. 14,040 à 14,042.

6 *novembre*. — Loi qui ouvre au budget du ministère de l'intérieur, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour les traitements des fonctionnaires administratifs des départements, 399.

7 *novembre*. — Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1881, 291.

Déc. Pensions, B. 19,771 à 19,777.

8 *novembre*. — Déc. qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction d'une caserne de douane à Tente-Verte (Nord), 316.

Déc. concernant la caisse des menues dépenses du ministre des finances, 317.

Déc. pour l'exécution de la convention signée entre la France et l'Allemagne, concernant la garantie de la propriété littéraire et artistique, 327.

Déc. qui distrait de la commune de Vanves une portion de territoire pour en former une commune distincte dont le chef-lieu est fixé au village de Malakoff, B. 13,868.

Déc. portant que la commune de la Boissière-Saint-Florent prendra le nom de la Boissière-sur-Evre (Maine-et-Loire), B. 13,869.

Déc. portant que la commune de Marolles (Seine-et-Oise) prendra le nom de Marolles-en Beauce, B. 13,870.

Déc. Pensions, B. 19,749 à 19,751. — Légion d'honneur, médaille militaire, suspension, radiation, B. 19,785 à 19,791. — Médaille du Mexique, radiation, B. 19,792.

9 *novembre*. — Déc. qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879, 1880 et 1881, 328.

Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur de la Martinique, 354.

Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur de la Martinique, 355.

Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur de la Guadeloupe, 355.

Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur de la Guadeloupe, 355.

Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur de la Guyane, 355.

Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur de la Guyane française, 356.

Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur du Sénégal, 356.

Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur du Sénégal, 356.

Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Inde, 356.

Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Inde, 357.

Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Océanie, 357.

Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Océanie, 357.

Déc. portant organisation du service de l'intérieur des îles Saint-Pierre et Miquelon, 357.

Déc. qui fixe le minimum des dépenses du service de l'intérieur des îles Saint-Pierre et Miquelon, 358.

10 *novembre*. — Déc. qui crée un lycée de jeunes filles à Bordeaux, 396.

Déc. qui affecte au département de la marine, pour l'établissement de magasins à fulmicoton, un terrain faisant partie de la batterie déclassée des Flamands, à Cherbourg, B. 13,790.

12 *novembre*. — Loi qui autorise la ville du Havre à contracter un emprunt, 401.

Déc. qui autorise M. Chich à ajouter à son nom celui de Mantout, B. 13,753.

Déc. qui autorise : 1° M. Nicolas à ajouter à son nom patronymique celui de Missarel; 2° M. Petri à ajouter à son nom patronymique celui de Guasco, B. 13,810.

Déc. qui autorise MM. Croizé à ajouter à leur nom celui de Pourcelet, B. 13,811.

Déc. Rectification de la route nationale n° 89, B. 13,884.

Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, le tableau de population n° 4 déclaré authentique par le décret du 7 août 1882, 328.

Déc. Eglises, B. 19,805. — Hospices, B. 19,837.

13 *novembre*. — Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, 317.

Déc. Echange de diverses parcelles à détacher de la forêt domaniale de Montemberi contre plusieurs parcelles faisant saillie dans ladite forêt, et appartenant au sieur de Pomereu, B. 13,885.

Déc. Echange de deux parcelles appartenant à la société des forges et chantiers de Mohon et Salvadieu, enclavées dans la forêt domaniale de Château-Regnault, contre une parcelle à distraire du périmètre de cette forêt, dans la série d'Auton, B. 13,886.

Déc. Echange d'une parcelle de terrain domanial, sise à Nancy, B. 13,924.

Déc Echange d'un bâtiment communal

contigu au quartier de cavalerie contre une parcelle de terrain domanial provenant des fortifications déclassées de Calais, B. 13,925.

Déc. Echange d'une bande de terrain et d'un talus appartenant à l'Etat contre un immeuble appartenant au sieur Goffard, B. 13,926.

Déc. Echange de partie du chemin d'accès au fort Sainte-Marguerite, contre un nouveau chemin établi sur des terrains appartenant à des particuliers, B. 13,927.

14 *novembre*. — Déc. Pensions, B. 19,797 à 19,814.

15 *novembre*. — Déc. qui fixe la taxe à percevoir en France pour les télégrammes à destination des bureaux de la Tripolitaine autres que Tripoli, 396.

Déc. Pensions, B. 19,767, 19,827, 19,828.

16 *novembre*. — Déc. Pensions, B. 19,829. — Octrois, B. 19,848.

17 *novembre*. — Déc. qui modifie la convention relative à la concession du chemin de fer de Saïgon à Mytho (Cochinchine), 317.

Déc. qui supprime la caisse d'épargne de Saint-Gervais (Haute-Savoie), 318.

Déc. Pensions, B. 19,811, 19,812. — Octrois, B. 19,849 à 19,855.

19 *novembre*. — Déc. portant nomenclature des bureaux désignés pour constater la sortie des boissons expédiées sur la Suisse, en franchise des droits de circulation et de consommation, 317.

Déc. qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1883, un crédit pour dépenses publiques en Algérie, 317.

Déc. qui autorise : 1° M. Mercerон et Mlle Rivoire, à ajouter à leur nom celui de Vicat; 2° M. Jeancourt à ajouter à son nom celui de Galignani, B. 13,754.

Déc. qui affecte au service des douanes une parcelle de terrain domanial située à la pointe de Saint-Ospice (Alpes-Maritimes), 328.

Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école des arts industriels de Roubaix, 328.

Déc. concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie et le Canada, 396.

Déc. qui autorise M. de Harambure à ajouter à son nom patronymique celui de Saint-Bois, B. 13,812.

Déc. Eglises, B. 19,806.

20 *novembre*. — Loi portant concession de croix et de médailles militaires à l'occasion des opérations effectuées au Tonkin, à Hué et à Madagascar, 334.

Déc. qui nomme M. Jules Ferry ministre des affaires étrangères, et M. Fallières ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, 317.

21 *novembre*. — Déc. Eglises, B. 19,985.

22 *novembre*. — Déc. concernant la pêche du corail en Algérie et en Tunisie, 329.

Déc. portant concession par l'Etat, moyennant soulte, d'un groupe de parcelles de lais de mer provenant de l'étang de Thau (Hérault), B. 13,794.

Déc. Pensions, B. 19,834. — Octrois, B. 19,910, 19,911.

23 *novembre*. — Loi qui modifie l'art. 105 du Code forestier, relatif au partage des bois d'affouage, 331.

Déc. qui fixe le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'exercice 1884, 330.

Déc. Pensions, B. 19,835. — Octrois, B. 19,912.

24 *novembre*. — Loi qui complète l'art. 4 de la loi relative aux conseils de prud'hommes, 334.

Déc. qui autorise la chambre de commerce de Bordeaux à acquérir deux parcelles de terrains, 397.

Déc. relatif à l'établissement d'une nouvelle station à voyageurs et à marchandises à Aubervilliers-la-Courneuve (Nord), B. 13,915.

Déc. Pensions, B. 19,836, 19,856. — Octrois, B. 19,952 à 19,969.

25 *novembre*. — Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Nancy pour la cession de la caserne des Prémontrés, 317.

27 *novembre*. — Lois qui autorisent la commune de Levallois-Perret et la ville de Marseille à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 401.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Nancy pour l'exécution de divers travaux militaires, 330.

Déc. qui rapporte celui du 18 février 1881, interdisant l'importation en France des viandes de porc salées provenant des Etats-Unis d'Amérique, 397.

Déc. Pensions, B. 19,830.

28 *novembre*. — Déc. qui affecte au service de la marine un terrain faisant partie des terre-pleins de l'arrière-port des Sables-d'Olonne, B. 13,928.

29 *novembre*. — Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour le service des chemins de fer de l'Etat, 358.

Déc. Pensions, B. 19,831. — Octrois, B. 19,974 à 19,980.

30 *novembre*. — Déc. Pensions, B. 19,843 à 19,845.

1er *décembre*. — Loi qui autorise le département des Vosges à contracter un emprunt, 401.

3 *décembre*. — Déc. qui alloue un crédit aux ministres de l'instruction publique, de l'intérieur et du commerce, sur la portion d'inscription des pensions civiles, 330.

Déc. relatif aux rues de la ville de Clermont-Ferrand, 353.

Déc. qui annule une somme sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1882, 358.

Déc. qui crée un second lycée national à Lille, 397.

Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, 397.

Déc. Travaux sur le canal de Bergues, B. 13,916.

Déc. Pensions, B. 19,857, 19,925.

4 décembre. — Déc. qui affecte au ministre de l'instruction publique une parcelle du domaine de Meudon, B. 13,972.

Déc. Pensions, B. 19,836, 19,926.

5 décembre. — Déc. Pensions, B. 19,914 à 19,922, 19,928. — Chapelles, B. 20,019.

6 décembre. — Déc. Pensions, B. 19,858, 19,927.

7 décembre. — Déc. Echange d'une parcelle à prendre sur un terrain affecté au département des postes et des télégraphes à Calais contre une parcelle de terrain communal, B. 13,929.

Déc. Pensions, B. 19,846, 19,847, 19,859, 19,929.

8 décembre. — Loi relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce, 335.

Déc. concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie et l'Inde britannique, 397.

Déc. qui affecte au département de la guerre, pour le service de la poudrerie nationale de Sevran-Livry, une portion de la route nationale n° 3 (Seine-et-Oise), B. 13,930.

Déc. Pensions, B. 19,930. — Légion d'honneur, médaille militaire, suspension, radiation, B. 19,981 à 19,984.

9 décembre. — Déc. Pensions, B. 19,931.

10 décembre. — Déc. portant nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1882 et l'année 1883, 331.

Déc. relatif à la caisse de retraite des prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Poitiers, 352.

Déc. Travaux sur le chemin de fer de Bordeaux à Cette, B. 13,917.

Déc. qui distrait les hameaux de Pont-Niveaux, Portavaux et des Rochettes de la commune de Luceau (Sarthe) pour les rattacher à la commune de Château-du-Loir, B. 13,918.

Déc. qui porte que la commune de Noyers-et-Thélonne (Ardennes) formera deux communes distinctes, B. 13,919.

Déc. portant que la commune de la Queue (Seine-et-Oise) prendra le nom de la Queue-lez-Yvelines, B. 13,920.

Déc. Travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi, B. 14,033.

Déc. Pensions, B. 19,860 à 19,864, 19,932, 19,933, 20,026.

11 décembre. — Déc. qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction d'une caserne des douanes à Saint-Nazaire, 331.

Déc. Rachat du pont de Fleuryille, sur la Saône, route nationale n° 6, B. 13,921.

Déc. Pensions, B. 19,865, 19,866, 20,027.

12 décembre. — Déc. qui ouvre au budget du ministère de la guerre, sur l'exercice 1881, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, 358.

Déc. Pensions, B. 19,867 à 19,869, 19,934, 20,028.

13 décembre. — Déc. Pensions, B. 19,870 à 19,872, 20,029.

14 décembre. — Déc. Pensions, B. 20,030.

15 décembre. — Loi qui autorise un échange de terrains entre l'Etat et la ville de Sedan, 399.

Loi qui autorise un échange de terrains entre l'Etat et la commune de Taillette (Ardennes), 399.

Loi qui autorise la ville de Menton à contracter un emprunt, 401.

Lois qui prorogent ou établissent des surtaxes aux octrois de Grandcamp, Guéret, Pont-de-Vaux, Pontoise, Saint-Dié, Saint-Marcellin et le Tréport, 401.

Déc. concernant le recouvrement par la poste en Algérie des effets de commerce soumis au protêt, 397.

Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, 397.

Déc. Travaux pour l'amélioration de la rivière de Vendée, B. 13,973.

Déc. Pensions, B. 19,909, 19,935, 19,936, 19,991 à 19,999, 20,031.

16 décembre. — Déc. portant organisation des établissements français du golfe de Guinée, 402.

Déc. qui reporte à la hauteur du village de Rosconnec les limites de la salure des eaux sur la rivière l'Aulne, B. 13,931.

Déc. Pensions, B. 20,032.

17 décembre. — Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour la célébration aux frais de l'Etat des funérailles d'Henri Martin, 399.

Déc. portant homologation des procès-verbaux de bornage des zones de servitudes et de polygones exceptionnels de diverses places de guerre, 359.

Déc. portant homologation des procès-verbaux de bornage des zones de fortification de diverses places de guerre, 359.

Déc. Concession d'une superficie à prendre dans un marais domanial situé aux abords de la gare des Sables-d'Olonne, sur la ligne de Tours aux Sables, B. 13,974.

Déc. portant que la commune de Pouilly (Aisne) prendra le nom de Pouilly-sur-Serre, B. 13,975.

Déc. Pensions, B. 19,937 à 19,940, 20,033.

18 décembre. — Déc. Elargissement du pont d'Austerlitz à Paris, B. 13,976.

Déc. Pensions, B. 20,034.

19 décembre. — Lois qui établissent ou prorogent des surtaxes aux octrois de Cannes, Civray, Montmorillon, Oloron-Sainte-Marie, le Palais, Rouen et Saint-Julien (Haute-Savoie), 401.

Loi qui approuve une convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie de chemins de fer départementaux pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de fer de la Corse, 401.

Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur

l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Rouen pour la réorganisation du casernement, 359.

Déc. qui ouvre le port de Cette à l'importation des chiffons et drilles de provenance maritime, 397.

Déc. Pensions, B. 19,944, 19,970, 20,035.

20 *décembre*. — Lois qui autorisent les départements de la Marne et les villes d'Armentières, de Châtellerault, du Hâvre et de Toulouse à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 401.

Loi qui établit une imposition extraordinaire sur la commune de Blaise-sous-Hauteville (Marne), 401.

Déc. qui convoquent les collèges électoraux de l'arrondissement de Barbezieux, de la première circonscription de l'arrondissement de Dieppe et de l'arrondissement de Sartène à l'effet d'élire des députés, 353.

Déc. qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée en 1881 sur les crédits ouverts au ministre de l'intérieur pour des travaux de colonisation en Algérie, 359.

Déc. Concession à la commune de Saint-Laurent-du-Var d'une parcelle de lais de mer, B. 13,977.

Déc. Pensions, B. 19,941, 19,943, 20,036.

21 *décembre*. — Déc. concernant l'avancement dans les corps expéditionnaires du Tonkin et de Madagascar, 359.

Déc. Pensions, B. 19,971.

22 *décembre*. — Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin, 347.

Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1884, un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin, 347.

Loi qui approuve une convention relative à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haïphong, 352.

Lois qui autorisent les départements de l'Ain et des Deux-Sèvres à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 400.

Lois qui autorisent les départements de la Charente-Inférieure, de la Corse et des Landes à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, 401.

Loi qui autorise la ville de Montauban à contracter un emprunt, 401.

Lois qui établissent des surtaxes aux octrois d'Aix-les-Bains, de Chambéry, d'Evian-les-Bains, de Plabennec (Finistère) et de Saint-Jean-de-Maurienne, 401.

Déc. qui établit une imposition additionnelle sur les patentes du département de la Marne pour les dépenses de la chambre et de la bourse de commerce de Reims, 397.

Déc. qui érige le collège communal de jeunes filles de Montauban en lycée national, 398.

Déc. qui ouvre les bureaux de poste de plein exercice de l'Algérie et de la Tunisie au service de la caisse nationale d'épargne, 398.

Déc. Pensions, B. 20,037.

24 *décembre*. — Déc. Pensions, B. 20,038.

25 *décembre*. — Déc. relatif à des changements de rues de la commune du Carbet (Martinique), B. 13,978.

26 *décembre*. — Lois qui prorogent les surtaxes aux octrois de Hanvec et de Port-Launay, 394.

Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 sur les fonds provenant des soultes de rachat du séquestre en Algérie, 352.

Déc. relatif aux travaux à exécuter pour l'agrandissement de la station de Villenave-d'Ornon, sur le chemin de fer de Bordeaux à Cette, B. 13,979.

Déc. Pensions, B. 19,971, 19,972.

27 *décembre*. — Lois qui prorogent des surtaxes aux octrois de Laon, du Quesnoy et de Steenwoorde, 394.

28 *décembre*. — Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire applicable au service des manufactures de l'Etat, 394.

Déc. qui suspend l'exécution de celui du 27 novembre 1883, relatif à l'importation en France des viandes de porc salées provenant des Etats-Unis d'Amérique, 398.

Déc. relatif à la perception, à l'octroi municipal de mer de l'Algérie, des taxes approuvées par le décret du 25 septembre 1880, B. 13,980.

29 *décembre*. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884, 361.

Loi qui proroge la perception du droit d'octroi établi dans la banlieue de Paris sur l'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, 394.

Lois qui établissent ou prorogent des surtaxes aux octrois de Biarritz, Péronne, Saint-Claude, Saint-Quentin, Castellane, Condé (Nord), Crozon (Finistère), Dirinon (Finistère), Lampaul-Guimiliau (Finistère), Plouvien (Finistère), Rumengol (Finistère), Villefranche (Alpes-Maritimes) et Saint-Yrieix, 401.

Déc. qui ouvre au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1881, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos, 360.

Déc. qui ouvre le bureau de douane de Bachy à l'importation et au transit de certaines marchandises, 398.

Déc. qui rend applicables à l'école préparatoire à l'enseignement du droit d'Alger les dispositions du décret du 27 décembre 1881, relatif aux concours annuels dans les facultés de droit, 398.

Déc. concernant le port des armes de poche à la Martinique, 402.

30 *décembre*. — Loi portant fixation du budget des dépenses sur ressources spéciales et des budgets annexes pour l'exercice 1884, 388.

Déc. qui établit des concours entre les élèves de l'école préparatoire à l'enseignement du droit à Alger, 399.

Déc. Pensions, B. 20,039, 20,060 à 20,067.
31 *décembre*. — Loi qui ouvre des crédits provisoires au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1884, 430.
Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 à des dépenses publiques en Algérie, 360.
Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, des crédits supplémentaires pour le service des chemins de fer de l'Etat, 361.
Déc. qui fixe la valeur des monnaies étrangères pour la perception, pendant l'année 1884, du droit de timbre établi sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics de gouvernements étrangers, 361.
Déc. portant promulgation de la convention conclue, le 10 septembre 1883, entre la Cochinchine et le Cambodge, et d'une convention annexe signée entre les deux pays le 9 octobre 1883, 395.
Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce, 396.
Déc. qui répartit, par ministères et par chapitres, les crédits provisoires ouverts au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires pour l'exercice 1884, 400.

BIBLIOTECA

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET RAISONNÉE

des matières sur lesquelles disposent les Lois, Décrets et Règlements publiés en 1883.

A.

ABUS.

— *Déclaration* d'abus dans les instructions et lettres pastorales des évêques d'Annecy, de Langres, de Viviers, d'Albi et de Valence (28 avril 1883, déc.), 69, 70, 71, 72. — Id. de l'évêque de Langres (9 juin 1883, déc.), 129.

— *Rejet* du recours pour abus formé par les sieurs Poggi et consorts (16 février 1883, déc.), 26. — Id., id. par l'abbé Estève et par l'abbé Martin (15 mars 1883, déc.), 113. — Id., id. par le préfet de l'Hérault contre les sieurs Alquier (9 juillet 1883, déc.), 163.

ACADÉMIE DE FRANCE A ROME.

— Secrétaire comptable. Pension (31 juillet 1883, déc.), 166.

AGENTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES.

— Drogmans et interprètes. Cadres (9 mars 1883, déc.), 31.

ALCOOMÈTRE DE GAY-LUSSAC.

— Modification de l'art. 2 de la loi du 7 juillet 1882 (28 juillet 1883, loi), 225.

ALGÉRIE.

— *Budget*. Pouvoir du gouverneur général de disposer directement de certains crédits (21 mai 1883, déc.), 137.

— *Chemins de fer d'intérêt local*. Application de la loi du 11 juin 1880 (17 juillet 1883, loi), 228.

— *Douanes*. Importation des sucres pour la fabrication des chocolats (23 mai 1883, déc.), 123.

— *Ecole d'apprentissage de Dellys*. Organisation (9 juillet 1883, déc.), 163.

— *Ecole préparatoire à l'enseignement du droit*. Application du décret du 27 décembre 1881, relatif aux concours annuels dans les facultés de droit (29 décembre 1883, déc.), 398. — Concours entre les élèves de l'école (30 décembre 1883, déc.), 399.

— *Indigènes musulmans*. Etat civil. Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 23 mars 1882 (13 mars 1883, déc.), 32.

— *Octroi de mer*. Taxes (28 décembre 1883, déc.), B. 13,980.

— *Organisation judiciaire*. Création de tribunaux de première instance à Batna, Guelma et Sidi-bel Abbès (31 décembre 1882, déc.), 143. — Création de vingt-deux nouvelles justices de paix (7 janvier 1883, déc.), 144. — Délégation provisoire dans certains postes à des officiers de l'armée des attributions conférées aux juges de paix (27 janvier 1883, déc.), 67.

— *Pêche du corail*. Règlement (30 juin 1883, déc.), 135. — (22 novembre 1883, déc.), 329.

— *Phylloxera*. Règlement (21 mars 1883, loi), 46.

— *Tramways*. Application de la loi du 11 juin 1880 (17 juillet 1883, loi), 228.

— Voy. Chemins de fer.

ANIMAUX.

— Voy. Police sanitaire.

ALIÉNÉS.

— Voy. Traités (Suisse).

ARCHEVÊQUES ET EVÊQUES.

— *Bulles d'institution*. Voy. Table chronologique, 17 septembre 1883.

ARMÉE.

— *Artillerie*. Réorganisation des troupes de l'artillerie en vue de la formation d'une artillerie de forteresse (24 juillet 1883, loi), 225.

— *Cavalerie*. Modifications à la tenue (31 juillet 1883, loi), 226.

— *Corps expéditionnaires* du Tonkin et de Madagascar. Avancement (21 décembre 1883, déc.), 359.

— *Ecoles du service de santé militaire*. Organisation (1er octobre 1883, déc.), 283.

— *Engagements volontaires*. Dispense temporaire de l'obligation de savoir lire et écrire (18 janvier 1883, loi), 5.
— *Généraux*. Maintien du général Faidherbe dans la première section du cadre d'état-major général (26 mai 1883, déc.), 114.
— *Règlement* sur le service dans les places de guerre et les villes de garnison (23 octobre 1883, déc.), 352.
— Voy. Hospices.

ARMÉE DE MER.
— Pensions du personnel non officier de la marine (8 août 1883, loi), 243.

B

BACCALAURÉAT.
— Voy. Enseignement secondaire.

BACS.
— *Tarifs, péages*. Voy. Table chronologique, 21 mai, 30 octobre 1883.

BATEAUX A VAPEUR.
— Navigation sur les fleuves, rivières, etc. (9 avril 1883, déc.), 98.

BATIMENTS DE L'ETAT.
— *Affectation. Logements d'agents*. Voy. Domaine de l'Etat.

BOIS ET FORÊTS.
— *Chasseurs forestiers*. Organisation. Assimilations de grade dans l'armée (2 juin 1883, déc.), 128.
— *Préposés forestiers*. Médailles d'honneur (15 mai 1883, déc.), 122.
— *Création* de deux nouvelles conservations forestières à Foix et à Annecy (18 juillet 1882, déc.), R. 12,952.
— *Aménagements. Coupes. Délivrance. Exploitation. Vente*. Voy. Table chronologique, 9, 10, 17, 18, 20, 27, 29 juin, 6, 8, 11, 18, 31 juillet, 8, 18, 19, 22, 28 août, 4, 12, 16 septembre, 18, 21, 26, 27 octobre, 3, 11, 14, 15, 22, 24 novembre, 4, 9, 11, 12, 14, 20, 25 décembre 1882; 4, 5, 11, 15, 22, 25 janvier, 8, 14, 17, 20, 21 février, 1er, 13, 14, 16, 20, 27, 29, 30 mars, 1er, 5, 9, 12, 16, 21, 25, 27, 30 avril, 9, 17, 19, 26 mai, 7, 13, 26 juin, 2, 6, 19, 20 juillet 1883.
— Voy. Code forestier.

BONS DE POSTE.
— Voy. Postes.

BREVETS D'INVENTION.
— *Cession. Proclamation*. Voy. Table chronologique, 25, 28 mars, 10 juin, 8 juillet, 18 septembre, 11 octobre, 7 décembre 1882; 17 janvier, 3 mars, 27 avril, 26 mai, 29 juin 1883.

BUDGET.
— *Affaires étrangères*. Modification de la classification des chapitres pour 1883 (3 novembre 1883, déc.), 291.
— *Finances*. Ouverture, exercice 1880, de deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères, etc. (12 février 1883, déc.), 18. — Id. id., exercice 1881 (29 décembre 1883, déc.), 360.
— *Guerre*. Ouverture d'un nouveau chapitre destiné à recevoir l'inscription du crédit extraordinaire accordé pour l'entretien des compagnies mixtes en Tunisie (18 janvier 1883, déc.), 7. — Id., exercice 1881, d'un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice (12 décembre 1883, déc.), 358.
— *Légion d'honneur*. Ouverture, exercice 1881, de deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements pour rappels d'arrérages de traitements, etc., qui se rapportent à des exercices clos (1er février 1883, déc.), 279.
— *Marine et Colonies*. Ouverture, exercice 1881, d'un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice (25 août 1883, déc.), 227.

BUDGET DE 1884.
— *Dépenses et recettes ordinaires*. Fixation (29 décembre 1883, loi), 361.
— *Dépenses sur ressources spéciales et budgets annexes*. Fixation (30 décembre 1883, loi), 388.
— *Ouverture* de crédits provisoires au titre du budget extraordinaire (31 décembre 1883, loi), 400. — Répartition de ces crédits par ministères et par chapitres (31 décembre 1883, déc.), 400.

BULLES.
— Voy. Archevêques et évêques.

BUREAUX DE BIENFAISANCE.
— *Création*. Voy. Table chronologique, 12, 15 mars, 26 avril, 14 mai, 29 juin 1883.

C

CAISSE D'AMORTISSEMENT.
— Budget pour 1884. Fixation (23 novembre 1883, déc.), 330.

CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE.
— *Agent comptable*. Cautionnement (19 avril 1883, déc.), 61.
— *Timbres-épargne*. Mise en vigueur de la loi du 3 août 1882 (10 mars 1883, déc.), 42.
— *Ouverture* des bureaux de poste de plein exercice de l'Algérie et de la Tunisie au service de la caisse d'épargne postale (22 décembre 1883, déc.), 398.

CAISSE DES CHEMINS VICINAUX.
— Augmentation des fonds d'avances et de subventions (2 avril 1883, loi), 55.

CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS.
— Budget pour l'exercice 1884. Fixation (23 novembre 1883, déc.), 330.

CAISSE DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES PRIMAIRES.
— *Augmentation* du fonds de subventions et d'avances (20 mars 1883, loi), 44.
— *Remboursement* des emprunts faits par les communes algériennes (29 septembre 1883, déc.), 396.

CAISSES D'ÉPARGNE.
— *Avances* par la caisse des dépôts et consignations (6 juillet 1883, loi), 140.
— *d'Aix-les-Bains*. Suppression (10 novembre 1882, déc.), 11.
— *de Bayonne*. Acquisition d'immeuble et aliénation de rentes (15 février 1883, déc.), 80.
— *de Calvi*. Suppression (16 avril 1883, déc.), 107

— *d'Etampes*. Nouveaux statuts (10 novembre 1882, déc.), 11.
— *de Foix*. Nouveaux statuts (14 novembre 1882, déc.), 11.
— *du Havre*. Aliénation de rentes (27 octobre 1882, déc.), 11.
— *de l'Ile-Rousse*. Suppression (16 avril 1883, déc.), 107.
— *de la Flèche*. Nouveaux statuts (26 juin 1883, déc.), 140.
— *de la Réole*. Nouveaux statuts (26 juin 1883, déc.), 140.
— *de Laval*. Nouveaux statuts (26 juin 1883, déc.), 140.
— *de Meulan*. Nouveaux statuts (1er décembre 1882, déc.), 11.
— *de Morlaix*. Suppression (16 avril 1883, déc.), 107.
— *de Muret*. Suppression (16 avril 1883, déc.), 107.
— *de Poissy*. Nouveaux statuts (26 juin 1883, déc.), 140. — Aliénation de rentes (9 juillet 1883, déc.), 145.
— *de Saint-Gervais-les-Bains*. Suppression (19 novembre 1883, déc.), 318.

CAISSES DE SECOURS.

— Prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Châlons. Dissolution du conseil d'administration (20 avril 1883, déc.), 108. — Id. du diocèse de Séez. Création (28 avril 1883, déc.), 108. — Id. des diocèses de Luçon et de Lyon. Dissolution du conseil d'administration (30 avril 1883, déc.), 108. — Id. des diocèses de Pamiers, Angers et Tarbes. Dissolution du conseil d'administration (13 juin 1883, déc.), 135. — Id. du diocèse de Poitiers (10 décembre 1883, déc.), 352.

CANAUX.

— *Travaux divers*. Voy. Table chronologique, 27 novembre, 16 décembre 1882; 19 mars, 3 décembre 1883.

CARRIÈRES.

— du Loiret. Règlement (13 janvier 1833, déc.), 19.

CARTES POSTALES.

— Voy. Postes.

CHAIRES.

— *Création, Transformation*. Voy. Facultés.

CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE.

— *Contribution spéciale* à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce (4 janvier 1883, déc.), 24. — Id. (17 février 1883, déc.), 74. — Id. (19 avril 1883, déc.), 75. — Id. du Havre (28 avril 1883, déc.), 79. — Id. de l'Algérie (26 juin 1883, déc.), 140. — Id. de diverses (3 juillet 1883, déc.), 163. — Id. de Marseille (30 juillet 1883, déc.), 165. — Id. de diverses (1er octobre 1883, déc.), 315. — (13 novembre 1883, déc.), 317. — (3 décembre 1883, déc.), 397. — (15 décembre 1883, déc.), 397. — (31 décembre 1883, déc.), 399.
— *Election des membres* (8 déc. 1883, loi, art. 20), 343.
— *de Bordeaux*. Acquisition de terrain (24 novembre 1883, déc.), 397.
— *de Calais*. Etablissement d'appareils et de hangars (22 septembre 1883, déc.), 319. — Emprunt (3 octobre 1883, déc.), 315.
— *de Dieppe*. Droits à percevoir pour location de grues (17 novembre 1882, déc.), B. 12,979. — Id. (20 décembre 1882, déc.), B. 13,115.
— *de Dunkerque*. Emprunt (9 juillet 1883, déc.), 163.
— *du Havre*. Imposition extraordinaire (20 août 1883, déc.), 279.
— *de Marseille*. Etablissement d'appareils pour le chargement et le déchargement des navires (6 juillet 1883, déc.), 171. — Emprunt (27 juillet 1883, déc.), 171.
— *d'Oran*. Emprunt (13 août 1883, déc.), 279.
— *de Rouen*. Emprunt (26 avril 1883, déc.), 79.

CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES.

— Election des membres (8 décembre 1883, loi, art. 20), 343.

CHAPELLES.

— *Erection. Autorisation*. Voy. Table chronologique, 29 décembre 1882; 16 février, 27 mars, 10 avril, 15 mai, 3, 24 juillet, 10, 20 août, 12 octobre, 5 décembre 1883.

CHEMINS DE FER.

§ 1er. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

— *Police*. Modification de l'ordonnance du 15 novembre 1848 (11 août 1883, déc.), 240.

§ 2. CHEMINS DIVERS.

— *Allier*. Chemins de fer d'intérêt local. Utilité publique (20 août 1883, loi), 292.
— *Amblagnieu-Pourcieu à la gare de Montalieu-Vercieu*. Utilité publique (16 août 1883, loi), 291.
— *Arles à la Tour Saint-Louis*. Substitution à la société concessionnaire d'une compagnie nouvelle (16 août 1883, loi), 229.
— *Bas-Evette à Giromagny*. Exploitation provisoire (25 juin 1883, déc.), 186.
— *Bauvin-Provin à Armentières*. Exploitation provisoire (24 octobre 1883, déc.), 325.
— *Bazancourt à Béthéniville*. Incorporation dans le réseau d'intérêt général (11 février 1883, loi), 13.
— *Béthéniville à Challerange*. Utilité publique (11 février 1883, loi), 13.
— *Bonson à Saint-Bonnet-le-Château*. Exploitation provisoire (22 janvier 1883, déc.), 25.
— *Buzy à Laran*. Exploitation provisoire (9 avril 1883, déc.), 107.
— *Concarneau à Rosporden*. Exploitation provisoire (10 mai 1883, déc.), 122.
— *de la Corse*. Approbation d'une convention passée avec la compagnie des chemins de fer départementaux (19 déc. 1883, loi), 401.
— *Divers*. Exploitation provisoire (28 mars 1883, loi), 49. — Id. (5 avril 1883, déc.), 94. — Id. (4 août 1883, loi), 228. — Id. (14 août 1883, déc.), 227, 228.
— *Dôle à Poligny*. Embranchement de la gare de la Béduque au canal du Rhône au Rhin (20 août 1883, déc.), 262.

— *Est*. Travaux autorisés (1er septembre 1883, déc.), 282.

— *Convention* pour l'exploitation provisoire des lignes de Favières à Frenelle et de Bas-Evette à Giromagny (25 juin 1883, déc.), 186.

— *Estrée-Saint-Denis à Froissy*. Utilité publique (4 août 1883, loi), 292.

— *de l'Etat*. Composition du conseil d'administration (28 avril 1883, déc.), 112.

— — Exploitation provisoire de diverses lignes (5 juin 1883, déc.), 94. — Id. (4 août 1883, déc.), 228.

— *Favières à Frenelle*. Exploitation provisoire (25 juin 1883, déc.), 186.

— *La Guerche à la ligne de Tours à Montlaçon*. Utilité publique (23 août 1883, déc.), 229.

— *Lyon-Méditerranée*. Travaux autorisés (6 mars 1883, déc.), 31, 41. — (27 mars 1883, déc.), 92, 93. — (25 septembre 1883, déc.), 282, 283.

— Convention pour l'exploitation provisoire de la ligne de Bonson à Saint-Bonnet-le-Château (22 janvier 1883, déc.), 25. — Id. de Triguères à Clamecy et de Toucy-Moulins à Gien (18 octobre 1883, déc.), 324.

— *Marans à Surgères*. Utilité publique (18 janvier 1883, loi), 12.

— *Ménerville à Tizi-Ouzou*. Utilité publique (23 août 1883, loi), 252.

— *Midi*. Travaux autorisés (29 janvier 1883, déc.), 25. — (6 mars 1883, déc.), 31. — (27 mars 1883, déc.), 92. — (5 novembre 1883, déc.), 326, 327.

— *Mines de Drocourt à la gare de Hénin-Liétard*. Utilité publique (11 mai 1883, déc.), 145.

— *Montmorot au chemin de fer de Chalon-sur-Saône à Lons-le-Saunier*. Etablissement (24 février 1883, déc.), 52.

— *Morlaix à Roscoff*. Exploitations provisoire. (2 mai 1883, déc.), 121.

— *Naix-Menaucourt à Gaë-Ancerville*. Prorogation du délai pour les expropriations (28 mars 1883, déc.), 93.

— *Nançois-le-Petit à Gondrecourt*. Incorporation (15 avril 1883, déc.), 94.

— *Neufchâteau à Barizey-la-Côte*. Utilité publique (3 avril 1883, loi), 56.

— *Nord*. Travaux autorisés (2 janvier 1883, déc.), 23.

— — Dépenses autorisées (1er septembre 1883, déc.), 282.

— — Convention pour l'exploitation provisoire des lignes de Bauvin-Provin à Armentières et de Solesmes au Cateau (24 octobre 1883, déc.), 325.

— *Orléans*. Convention pour l'exploitation provisoire de la ligne de Concarneau à Rosporden (10 mai 1883, déc.), 122. — Id. de diverses lignes (4 août 1883, déc.), 228.

— *Orléans à Châlons et Orléans à Rouen*. Travaux autorisés (11 mai 1883, déc.), 122.

— *Ouest*. Convention pour l'exploitation provisoire de la ligne de Morlaix à Roscoff (2 mai 1883, déc.), 121. — Id. de diverses lignes (4 août 1883, déc.), 227.

— *Sainte-Barbe du Tlélat à Sidi-bel-Abbès*. Garantie d'intérêt (15 janvier 1883, déc.), 24.

— *Solesmes au Cateau*. Exploitation provisoire (24 octobre 1883, déc.), 328.

— *Toucy-Moulins à Gien*. Exploitation provisoire (18 octobre 1883, déc.), 324.

— *Triguères à Clamecy*. Exploitation provisoire (18 octobre 1883, déc.), 324.

— *Trilport à la Ferté-Milon*. Utilité publique (18 janvier 1883, loi), 12.

— *Valmondois à Epiais-Rhus*. Utilité publique (2 août 1883, loi), 294.

— *Valognes-Montebourg à Saint-Vaast et Barfleur*. Cession à la compagnie des chemins de fer départementaux (3 février 1883, déc.), 55.

— *Travaux divers. Etablissement*. Voy. Table chronologique, 16 octobre, 27 décembre 1882 ; 18, 20, 29 janvier, 6, 10, 15, 27 mars, 9, 26 avril, 2, 11, 18 mai, 19 juin, 3 juillet, 15, 25 septembre, 5, 24 novembre, 10, 26 décembre 1883.

— Voy. Algérie, Colonies (Cochinchine). Traités.

CHIENS.

— *Taxe* dans diverses communes. Voy. Table chronologique, 11 janvier, 2 février, 5 mars, 26 avril, 29 juin, 9 août, 8 octobre 1883.

CODE CIVIL.

— Modification de l'art. 1734, relatif aux risques locatifs (5 janvier 1883, loi), 1.

— Voy. Colonies (Cochinchine).

CODE FORESTIER.

— Modification de l'art. 105, relatif au partage du bois d'affouage (23 novembre 1883, loi), 331.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

— Voy. Colonies (Inde).

COLIS POSTAUX.

— Voy. Postes.

COLLÉGES COMMUNAUX.

— *Création* à Bagnères-de-Bigorre (24 janvier 1883, déc.), 37. — Id. à Longwy (24 janvier 1883, déc.), 37.

COLLÉGES DE JEUNES FILLES.

— *Bourses*. Modification du décret du 28 juillet 1882 (28 juillet 1883, déc.), 267.

— *Création* à Abbeville (4 septembre 1883, déc.), 276. — A Armentières et à Cambrai (24 septembre 1883, déc.), 396.

— *Traitements* du personnel administratif et enseignant (13 septembre 1883, déc.), 276.

COLLÉGES ÉLECTORAUX.

— *Convocation*. Voy. Table chronologique, 23 janvier, 13, 19 février, 14, 20, 27 mars, 10, 13, 27 avril, 29 mai, 13 août, 4 septembre, 29 octobre, 20 décembre 1883.

COLONIES.

§ 1er. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

— *Conseil supérieur*. Institution. Composition (19 octobre 1883, déc.), 290, 291.

— *Loteries de bienfaisance*. Application de l'ordonnance du 29 mai 1844 (4 août 1883, déc.), 189.

— *Organisation judiciaire*. Intérimaires appelés à remplacer les magistrats (9 février 1883, déc.), 25

— *Outrages aux bonnes mœurs.* Application de la loi du 2 août 1882 (6 mars 1883, déc.), 31.

§ 2. COLONIES DIVERSES.

— *Cochinchine.* — Annamites. Etat civil (3 octobre 1883, déc.), 320.

— Chemin de fer de Saïgon à My-tho. Modification de la convention de concession (17 novembre 1883, déc.), 317.

— Code civil. Application (3 octobre 1883, déc.), 320.

— Douanes. Droits sur les liqueurs alcoolisées ou parfumées venant de Chine (13 mai 1883, déc.), 112.

— Impôt des salines (5 avril 1883, déc.), 94.

— Impôt de capitation, nouvelle répartition (27 octobre 1883, déc.), 316.

— Mariage des Français (27 janvier 1883, déc.), 38.

— Voy. Traités (Cambodge).

Guinée. — Organisation des établissements français (16 décembre 1883, déc.), 402.

Gabon. — Ecoles primaires (9 avril 1883, déc.), 94.

Guadeloupe. — Conseil général. Délibérations approuvées (25 juin 1883, déc.), B. 13,597, 13,659.

— Lycée. Création (17 mai 1883, déc.), 125.

— Monts-de-Piété. Application de la loi des 8 mars, 12 avril, 24 juin 1851 (22 janvier 1883, déc.), 24.

— Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (3 novembre 1883, déc.), 355.

Guyane. — Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (9 novembre 1883, déc.), 355, 356.

Inde française. — Code d'instruction criminelle. Application (12 juin 1883, déc.), 146.

— Maires et adjoints. Conditions d'élection (13 août 1883, déc.), 194.

— Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (9 novembre 1883, déc.), 356, 357.

Martinique. — Armes de poche. Port. Règlement (29 décembre 1883, déc.), 402.

— Droit d'enregistrement et d'hypothèque. Modifications (15 octobre 1883, déc.), 316.

— Enseignement du droit. Création d'une école préparatoire à Fort-de-France (20 janvier 1883, déc.), 50.

— Impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Etablissement (15 octobre 1883, déc.), 316.

— Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (3 novembre 1883, déc.), 354, 355.

— Organisation judiciaire. Fixation du traitement du juge de paix de Saint-Pierre (22 janvier 1883, déc.), 24.

— Voirie. Rues de la commune du Carbet (25 décembre 1883, déc.), B. 13,978.

Mayotte. — Organisation administrative. Service de l'intérieur (13 septembre 1883, déc.), 353.

Nossi-Bé. — Organisation administrative. Service de l'intérieur (13 septembre 1883, déc.), 353.

Nouvelle-Calédonie. — Commissaires-priseurs. Réorganisation (28 juin 1883, déc.), 162.

— Emprunt. Autorisation (30 juin 1883, déc.), 135.

— Marins. Taxe sur les salaires au profit de la caisse des Invalides de la marine (16 avril 1883, déc.), 44.

— Mines. Règlement (22 juillet 1883, loi), 253.

— Organisation judiciaire. Transfert à Canala du siége de la justice de paix de Bourail (10 février 1883, déc.), 26.

Océanie (Etablissements français de l'). — Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (9 novembre 1883, déc.), 357.

Réunion. — Ecole normale primaire à Saint-Denis (24 avril 1883, déc.), 108.

Saint-Pierre et Miquelon. — Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (9 novembre 1883, déc.), 357, 358.

Sénégal. — Etablissement d'un câble télégraphique sous-marin entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis (9 juillet 1883, loi), 225.

— Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (9 novembre 1883, déc.), 356.

COMMISSAIRES-PRISEURS.

Voy. Colonies (Nouvelle-Calédonie).

COMMISSIONS.

— Commission chargée de vérifier les comptes des ministres. Nomination de membres (26 janvier 1883, déc.), B. 12,092. — (27 janvier 1883, déc.), B. 13,165. — (17 mars 1883, déc.), B. 13,293. — (18 mars 1883, déc.), B. 13,294. — (19 mars 1883, déc.), B. 13,329. — (18 décembre 1883, déc.), 1331.

— Commission de vérification des frais de service et de négociation du trésor public. Nomination de membres (30 janvier 1883, déc.), B. 12,857.

— Commission chargée de la revision du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique. Nomination de membres (16 février 1883, déc.), B. 12,934.

— Commission chargée de l'examen de diverses questions techniques se rattachant à la ligne maritime postale du Havre à New-York. Institution (13 mars 1882, déc.), B. 13,255.

— Commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer (28 mars 1883, déc.), 93.

COMMUNES.

— *Création. Changements de nom. Distraction. Réunion.* Voy. Table chronologique, 27 novembre, 4, 7 décembre 1882; 3, 4, 8, 11 janvier, 15, 26 février, 15 mars, 1er, 30 avril, 7, 11, 15 mai, 5 juin, 3, 9, 12, 16, 26, 27 juillet, 27 août, 12 septembre, 29 octobre, 8 novembre, 10, 17 décembre 1883.

— *Impositions extraordinaires.* Voy. Table chronologique, 26 juillet, 22 décembre 1883.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

— *Renouvellement partiel* (20 juillet 1883, déc.), 142.

— *Tableaux de répartition* des conseillers. Modifications (10 avril 1883, déc.), 59.
— *Délibérations annulées.* Voy. Table chronologique, 3, 22, 29 septembre, 16 octobre 1883.
CONSEILS GÉNÉRAUX.
— *Renouvellement partiel* (20 juillet 1883, déc.), 142.
— *Délibérations annulées ou suspendues.* Voy. Table chronologique, 24 février, 11 mai, 15, 20 juin, 3 juillet 16 août, 29 septembre 1883.
CONSEILS MUNICIPAUX.
— *Convocation* pour l'élection de sénateurs. Voy. Table chronologique, 9, 13 février, 11, 13 avril, 8 août, 2 octobre 1883.
CONSEILS DE PRUD'HOMMES.
— *Modification* de l'art. 4 de la loi du 1er juin 1853 (24 novembre 1883, loi), 334.
— *Création à Alger* (20 février 1883, déc.), 74. — à Darnetal et à Pavilly (Seine-Inférieure) (13 juillet 1883, déc.), 164. — à Falaise et à Didier-la-Seauve (Haute-Loire) (27 août 1883, déc.), 279.
— *de Montpellier.* Modification (5 novembre 1883, déc.), 316.
CONSERVATIONS FORESTIÈRES.
— Voy. Bois et Forêts.
CONTRIBUTIONS DIRECTES.
— Fixation pour 1884 (30 juillet 1883, loi), 173.
CONVENTIONS.
— Voy. Traités.
COURS ET TRIBUNAUX.
— *Menues dépenses* (28 janvier 1883, déc.), 10.
— *Roulement* pour l'année judiciaire 1883-1884 (9 août 1883, déc.), 236.
— Voy. Algérie, Colonies, Magistrats, Organisation judiciaire, Tunisie.
CRÉDITS.
— *Annulation* de divers crédits ouverts au ministre de la guerre sur la seconde partie du compte de liquidation et sur les budgets extraordinaires des exercices 1881 et 1882 (23 janvier 1883, déc.), 9. — Id. au ministre des travaux publics au titre des dépenses sur ressources extraordinaires des exercices 1880 et 1881 (4 janvier 1883, déc.), 13. — Id. id. de l'exercice 1881 (30 mai 1883, déc.), 138. — Id. id. de l'exercice 1882, (27 juin 1883, déc.), 170. — Id. id. id. (3 décembre 1883, déc.), 358.
— *Ouverture* ou *annulation* de crédits au ministère de la marine, exercice 1882 (30 janvier 1883, loi), 5. — Id. id. id. exercices 1881 et 1882 (9 mars 1883, déc.), 27. — Id. id. de divers crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883 (5 mai 1883, loi), 95. — Id. id. (18 juillet 1883, loi), 171. — Id. id. (31 juillet 1883, loi), 280.
— *Ouverture au ministre de l'agriculture,* exercice 1882, pour l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Ecully (14 février 1883, déc.), 30. — Exercice 1883, pour travaux d'amélioration agricole (7 mai 1883, déc.), 121. — Id. pour l'entretien de l'école pratique d'Ecully (9 mai 1883, déc.), 122. — Id. pour la construction de routes forestières dans l'Orne (22 mai 1883, déc.), 123. — Id. id. (4 août 1883, déc.), 319. — Id. pour la cession à l'État de l'école pratique d'agriculture d'Ecully (31 août 1883, déc.), 319. — Id. pour divers travaux d'amélioration agricole (15 octobre 1883, déc.), 323.
— — *au ministre du commerce,* exercice 1883, pour compléter le traitement des vérificateurs des poids et mesures du département du Nord (12 avril 1883, déc.), 74. — Id. pour l'entretien d'élèves à l'école d'horlogerie de Cluses (25 juillet 1883, déc.), 165. — Id. pour les dépenses de la section française de bijouterie et de joaillerie à l'exposition d'Amsterdam (20 septembre 1883, déc.), 314. — Id. pour l'exécution de divers travaux dans l'établissement thermal de Vichy (20 septembre 1883, déc.), 315.
— — *au ministre des finances,* exercice 1883, pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie (1er mars 1883, déc.), 27. — Exercice 1882 (1er mars 1883, déc.), 27. — Exercice 1883, pour la construction d'une caserne des douanes à Saint-Nazaire (3 août 1883, déc.), 142. — Id. pour la construction d'une caserne de douane à Tente-Verte (8 novembre 1883, déc.), 316.
— — *au ministre de la guerre,* exercice 1882, pour des travaux de casernement à Rouen (23 janvier 1883, déc.), 8. — Id. pour l'exécution de travaux militaires en Algérie (23 janvier 1883, déc.), 8. — Exercice 1883, pour le déplacement du quartier de Bonne, à Grenoble (29 janvier 1883, déc.), 28. — Id. pour la location du magasin de l'habillement et du campement à Montpellier (29 janvier 1883, déc.), 29. — Id. pour la réorganisation du casernement à Rouen (29 janvier 1883, déc.), 29. — Id. pour l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires à Vernon (28 février 1883, déc.), 41. — Exercice 1883, (28 mars 1883, loi), 49. — Exercice 1882, pour la location du magasin central d'habillement à Montpellier (30 mars 1883, déc.), 53. — Exercice 1883, pour l'exécution de divers travaux militaires (30 mars 1883, déc.), 53. — Exercice 1882, pour la location d'un magasin central d'habillement à Nantes (4 mars 1883, déc.), 98. — Exercice 1883, pour l'exécution de divers travaux militaires (4 mai 1883, déc.), 98. — Id. pour l'entretien d'un chemin vicinal à Vernon (12 mai 1883, déc.), 112. — Id. pour le déplacement du quartier de Bonne à Grenoble (31 août 1883, déc.), 241. — Id. pour la construction d'une caserne d'infanterie à Nantes (31 août 1883, déc.), 241. — Id. pour l'exécution de divers travaux militaires (13 août 1883, déc.), 241. — Id. id. à Maubeuge (5 octobre 1883, déc.), 289. — Id. pour la réfection du casernement à Bruyères (5 octobre 1883, déc.), 289. — Id. pour la location du magasin central de l'habillement et du campement à Montpellier (5 octobre 1883, déc.), 350. — Id. pour le déplacement du quartier de Bonne à Grenoble (5 octobre 1883, déc.), 351. — Id. pour la location du magasin central de

l'habillement et du campement à Toulouse (5 octobre 1883, déc.), 351. — Id. à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Nancy pour la cession de la caserne des Prémontrés (26 novembre 1883, déc.), 317. — Id. pour l'exécution de divers travaux militaires à Nancy (27 novembre 1883, déc.), 330. — Id. pour la réorganisation du casernement à Rouen (19 décembre 1883, déc.), 359.

— — *au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts*, exercice 1883, pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs de Limoges et du musée national Adrien Dubouché (12 février 1883, déc.), 17. — Exercice 1882, pour les frais d'alimentation d'eau de l'orphelinat Saint-Philippe (21 février 1883, déc.), 27. — Exercice 1883, pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges (21 février 1883, déc.), 30. Exercice 1882, pour les dépenses de l'instruction primaire (12 mars 1883, déc.), 42. — Id. pour dépenses publiques en Algérie (12 mars 1883, déc.), 43 — Exercice 1883, pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger (31 mars 1883, déc.), 55. — Id. pour l'agrandissement du dépôt d'étalons de Saint-Lô (14 avril 1883, déc.), 60. — Id. pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix (14 avril 1883, déc.), 60, — Exercice 1882, pour les dépenses de l'école des beaux-arts de Bourges (14 avril 1883. déc.), 60. — Exercice 1883, pour les dépenses de l'instruction primaire dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis (24 avril 1883, déc.), 62. — Exercice 1882, pour dépenses publiques (28 avril 1883, déc.), 88. — Id. pour les dépenses des écoles préparatoires de l'enseignement supérieur en Algérie (28 avril 1883, déc.), 88. — Id. pour la restauration de la tour d'Oudon (30 avril 1883, déc.), 88. — Exercice 1883, pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs de Limoges (30 avril 1883, déc.), 89. — Exercice 1882, pour les dépenses de l'instruction primaire dans le département de la Seine (5 mai 1883, déc.), 89. — Exercice 1883, pour la construction du palais de justice d'Alger (10 mai 1883, déc.), 89. — Id. pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix (15 mai 1883, déc.), 90. — Id. pour les dépenses de l'école des beaux-arts de Bourges (15 mai 1883, déc.), 91. — Id. pour les dépenses de l'instruction primaire à Paris (17 mai 1883, déc.), 114. — Id. pour les dépenses de l'école d'enseignement primaire supérieur d'Armentières (23 mai 1883, déc.), 114. — Id. pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger (27 mai 1883, déc.), 115. — Id. pour les travaux de réparation à l'église de Saint-Gildas de Rhuis (19 juin 1883, déc.), 130. — Exercice 1883 (10 juillet 1883, loi), 140. — Id. pour dépenses publiques (5 septembre 1883, déc.), 242. — Id. pour les dépenses de l'école des beaux-arts de Bourges (7 septembre 1883, déc.), 239. — Id. pour les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Limoges (7 septembre 1883, déc.), 242. — Id. pour les dépenses de l'école des arts industriels de Roubaix (7 septembre 1883, déc.), 252. — Id pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse (22 septembre 1883, déc.), 264. — Id. id. de Bordeaux (22 septembre 1883, déc.), 264. — Id. pour dépenses publiques (10 octobre 1883, déc.), 351. — Id. pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger (14 octobre 1883, déc.), 290. — Id. pour les dépenses de l'école d'art décoratif de Limoges (31 octobre 1883, déc.), 325. — Id. pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges (31 octobre 1883, déc.), 326. — Id. pour l'exécution en bronze de la statue de Germain Sommeiller, à Annecy (31 octobre 1883, déc.), 326. — Id. pour les dépenses de l'école des arts industriels de Roubaix (19 novembre 1883, déc.), 328.

— — *au ministre de l'intérieur*, pour secours aux victimes des inondations (16 février 1883, déc.), 26. — Id. id. (15 mars 1883, déc.), 44. — Id id. (16 avril 1883, déc.), 61. — Id. id. (23 mai 1883, déc.), 114. — pour dépenses publiques en Algérie (19 novembre 1883, déc.), 317.

— — *au ministre de la justice et des cultes*, exercice 1882, pour la reconstitution des actes de l'état civil de l'arrondissement des Andelys (18 avril 1883, déc.), 69. — Id. pour travaux à des édifices diocésains (30 avril 1883, déc.), 79.

— — *au ministre de la marine et des colonies*, exercice 1883, pour la construction d'un chemin de fer au Sénégal (9 mars 1883, loi), 27. — Exercice 1883 (24 mars 1883, loi), 47. — Exercice 1883, pour la continuation du chemin de fer et des forts du Sénégal (4 août 1883, loi), 141. — Exercice 1883 (8 août 1883, loi), 167. — Exercice 1883, pour la construction d'un nouvel hôpital militaire à la Guadeloupe (1er septembre 1883, déc.), 263.

— — *au ministre des postes et des télégraphes*, pour l'installation et l'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques en France et en Algérie (24 janvier 1883, déc.), 38 — Exercice 1883, pour la participation de la France à l'exposition internationale d'électricité de Vienne (22 mars 1883, loi), 47. — Exercice 1882, pour l'établissement et l'entretien de bureaux et de lignes télégraphiques (27 juillet 1883, déc.), 348. — Id. id. (31 juillet 1883, déc.), 348.

— — *au ministre des travaux publics*, exercice 1882, pour l'exécution de divers travaux publics (27 février 1883, déc.), 52. — Exercice 1883, pour l'établissement de trottoirs à Philippeville (10 mars 1883, déc.), 32. — Id. pour les travaux d'achèvement du port d'Oran (13 mars 1883, déc.), 36. — Exercice 1882, pour l'exécution de divers travaux publics (2 avril 1883, déc.), 97. Exercice 1883, pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées du département de Constantine (25 avril 1883, déc.), 112. — Id. pour l'exécution de diverses lignes (3 mai 1883, déc.), 137. — Id. id. (23 mai 1883, déc.), 137. — Id. pour l'exécution des lignes de Vichy à Thiers, de

Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse (25 mai 1883, déc.), 137. — Id. pour travaux sur la route nationale n° 5, dans la traverse de Rouïba (27 juin 1883, déc.), 169. — Exercice 1882, pour l'exécution de divers travaux publics (30 juillet 1883, déc.), 186. — Id. pour les travaux de défense de la route nationale n° 135, contre les crues de l'Adour (6 septembre 1883, déc.), 282. — Id. pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie (10 septembre 1883, déc.), 282. — Id. pour les travaux d'achèvement du port d'Oran (12 octobre 1883, déc.), 323. — Id. pour l'exécution de divers travaux publics (23 octobre 1883, déc.), 324. — *Report* à l'exercice 1882 d'une somme non employée pour la construction de la conduite d'eau de Bou-Filaïne (Algérie) (8 janvier 1883, déc.), 6. — Exercice 1881, d'une somme non employée pour l'installation et l'agrandissement de divers ministères (10 janvier 1883, déc.), 14. — Id. id. sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du compte de liquidation de l'exercice 1880 (13 janvier 1883, déc.), 6. — Id. id. id. au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880 (13 janvier 1883, déc.), 7. — Id. id. pour la construction de l'école d'apprentissage de Dellys (15 janvier 1883, déc.), 7. — Exercice 1883, d'une somme non employée sur les crédits ouverts au ministre de l'intérieur à titre de fonds de concours (22 janvier 1883, déc.), 14. — Exercice 1881, d'une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du compte de liquidation de l'exercice 1880 (23 janvier 1883, déc.), 9. — Id. id. au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880 (23 janvier 1883, déc.), 9. — Id. id. pour les études et travaux relatifs à l'aménagement des eaux (24 janvier 1883, déc.), 10. — Id. id. sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880 (29 janvier 1883, déc.), 29. — Id. id. sur les exercices antérieurs du compte de liquidation (29 janvier 1883, déc.), 29. — Id. id. pour la reconstruction du pont au Double, à Paris (31 janvier 1883, déc.), 25. — Exercice 1883, d'une somme non employée pour la construction d'une caserne de douane à Saint-Nazaire (8 février 1883, déc.), 17. — Id. id. pour l'exécution de divers travaux (19 mars 1883, déc.), 97. — de diverses sommes de l'exercice 1881 aux exercices 1882 et 1883 au budget des dépenses sur ressources extraordinaires (22 mars 1883, loi), 47. — Exercice 1883, de sommes non employées pour différents travaux publics (27 mars 1883, déc.), 35. — Id. id. (2 avril 1883, déc.), 85. — Id. id. pour les travaux de canalisation du Moron (2 avril 1883, déc.), 98. — Id. id. aux travaux à exécuter par suite du déclassement de l'enceinte de Sedan (19 avril 1883, déc.), 86. — Id. id. pour l'exécution de divers travaux militaires (19 avril 1883, déc.), 86, 87. — Id. id. pour la construction d'un quai à Bercy (23 avril 1883, déc.), 108. — Id. id. sur le crédit ouvert au ministre des finances pour dépenses relatives à la séparation sur les matrices des revenus cadastraux des propriétés bâties et non bâties (15 mai 1883, déc.), 95. — Id. id. id. (1er juin 1883, déc.), 128. — Id. id. pour secours aux victimes des inondations (30 juillet 1883, déc.), 165. — Id. id. pour les dépenses de colonisation en Algérie (30 juillet 1883, déc.), 166. — Id. id. pour les travaux de rectification de la route nationale n° 103 (30 juillet 1883, déc.), 194. — Id. id. pour la réorganisation des dépenses de Calais (20 août 1883, déc.), 171. — Id. id. à des travaux d'entretien de lignes télégraphiques (29 août 1883, déc.), 344. — Exercice 1882, d'une somme applicable à des dépenses publiques en Algérie (19 septembre 1883, déc.), 263. — Exercice 1883, d'une somme non employée pour l'entretien de l'établissement thermal de Vichy (16 octobre 1883, déc.), 316. — Id. id. pour les travaux de dessèchement de la petite plaine de Bône (16 octobre 1883, déc.), 324. — Id. id. pour la construction par l'État de diverses lignes concédées à la compagnie du Midi (18 octobre 1883, déc.), 324. — Id. id. pour le service des postes et des télégraphes (18 octobre 1883, déc.), 352. — Id. id. pour la reconstruction du consulat de France à Tsien-Tsin et la restauration de l'hôtel de la légation de France à Pékin (3 novembre 1883, déc.), 280. — Id. id. sur les crédits ouverts au ministère de l'intérieur pour des travaux de colonisation en Algérie (20 décembre 1883, déc.), 359. — Id. id. sur les fonds provenant des soultes de rachat du séquestre en Algérie (26 décembre 1883, déc.), 352. — Id. id. à des dépenses publiques en Algérie (31 décembre 1883, déc.), 360.

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES.

— *Ouverture*, exercice 1882, pour les dépenses de l'exposition d'Amsterdam et annulation d'un crédit afférent à l'exposition de Melbourne (10 janvier 1883, loi), 5. — Id., exercice 1883, pour la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain (10 janvier 1883, loi), 11. — Modification de la loi précédente (9 mars 1883, loi), 27.

— *Ouverture au ministre des affaires étrangères*, exercice 1883, pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de l'empereur de Russie (4 mai 1883, loi), 91.

— — *au ministre du commerce*, exercice 1883, pour les frais de voyage des ouvriers délégués à l'exposition d'Amsterdam (3 août 1883, loi), 166. — Id. pour les dépenses d'une mission sanitaire en Egypte (5 août 1883, loi), 167. — Id. pour subvention éventuelle à l'exposition de Nice (10 août 1883, loi), 167.

— — *au ministre des finances*, exercice 1883, pour le dérasement des fortifications déclassées de Calais (17 juillet 1883, loi), 141.

— — *au ministre de la guerre*, exercice 1883, pour les funérailles du général Chanzy (28 mars 1883, loi), 49.

— — *au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts*, exercice 1882, pour l'acqui-

sition d'objets d'art destinés aux musées nationaux (16 mars 1883, loi), 28. — Exercice 1883, pour l'agrandissement de l'école normale supérieure (20 mars 1883, loi), 46. — Id. pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883 (4 août 1883, loi), 167. — (4 août 1883, loi), 242.

— — *au ministre de l'intérieur* pour les funérailles de M. Gambetta (3 janvier 1883, loi), 56. — pour les funérailles d'Henri Martin (17 décembre 1883, loi), 399.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES. — *Ouverture au ministre du commerce*, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880 (12 avril 1883, déc.), 74. — (20 septembre 1883, déc.), 315. — Exercice 1882 (12 mai 1883, loi), 91.

— — *au ministre des finances*, exercice 1883, pour achats et transports de tabacs (6 août 1883, loi), 167. — Id. pour le service des manufactures de l'Etat (28 décembre 1883, loi), 394.

— — *au ministre de la guerre*, exercice 1883, (22 juin 1883, loi), 130.

— — *au ministre de l'intérieur*, exercice 1882, pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel* (1er août 1882, loi), 278. — Exercice 1883, pour les traitements des fonctionnaires administratifs des départements (6 novembre 1883, déc.), 399.

— — *au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts*, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1880 (27 mai 1883, déc.), 115. — Id. id. des exercices 1877 et 1880 (31 mars 1883, déc.), 115. — Id. id. des exercices 1879 et 1880 (25 juillet 1883, déc.), 171. — (4 août 1883, loi), 241. — Id. sur l'exercice 1879 (31 octobre 1883, déc.), 280. — Id. sur l'exercice 1881 (6 novembre 1883, déc.), 291.

— — *au ministre de la justice et des cultes*, en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1879 et 1881 (13 juillet 1883, déc.), 141. — Exercice 1883, au titre du budget annexe de l'imprimerie nationale (14 août 1883, loi), 168.

— — *au ministre de la marine et des colonies*, exercice 1882 (30 janvier 1883, loi), 5. — en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880 (24 mars 1883, déc.), 53. — Id. id. des exercices 1879, 1880 et 1881 (22 juillet 1883, déc.), 165. — Id. id. (9 novembre 1883, déc.), 328. — Exercices 1883 et 1884, pour le service du Tonkin (22 décembre 1883, lois), 347.

— — *au ministre des postes et des télégraphes*, exercice 1883 (1er avril 1883, loi), 141. — (5 septembre 1883, déc.), 349.

— — *au ministre des travaux publics*, exercice 1883 (23 août 1883, loi), 158. — Id. pour le service des chemins de fer de l'Etat (28 novembre 1883, déc.), 338. — Id. id. (31 décembre 1883, déc.), 361.

CULTES (ADMINISTRATION DES). — Voy. Ministères.

D.

DÉPARTEMENTS. — *Répartition* de fonds destinés à leur venir en aide, exercice 1884 (27 juillet 1883, loi), 278.

— *Emprunts* et *impositions extraordinaires*. Voy. Table chronologique, 4, 5 janvier, 15 février, 6, 13, 14, 17, 22, 28 mars, 2, 5, 28 avril, 18 mai, 6, 9, 12, 23, 26, 27 juillet, 1er, 2, 6, 7 août, 1er, 20, 22 décembre 1883.

DOMAINE DE L'ETAT. — *Affectation* de terrains ou de bâtiments à divers départements ministériels ou services publics. Voy. Table chronologique, 13 février, 8, 21, 29, 30 mars, 5, avril, 16 juin, 28, 22, 31 août, 4, 18, 20 septembre, 13, 18, 27 octobre, 6, 10, 19, 28 novembre, 4, 8 décembre 1883.

— *Cession* à la ville de Brest de divers terrains et bâtiments (4 septembre 1883, déc.), 140.

— *Concession*. Voy. Table chronologique, 26 décembre 1882; 21 mai, 4, 6 juillet, 17 décembre 1883.

— *Echange*. Voy. Table chronologique, 29 février, 7 mai, 13 novembre, 7, 15 décembre 1883.

— *Remploi*. Voy. Table chronologique, 12 mars 1878.

DOMAINE MARITIME. — *Concession*. Voy. Table chronologique. 24 novembre 1882; 5 avril, 19, 23 juillet, 4 septembre, 22 novembre, 20 décembre 1883.

DONS ET LEGS. — *Acceptation, Autorisation*. Voy. Table chronologique, 10, 18, 25 janvier, 8, 15, 20, 27 février, 16, 25, 28, 30 avril, 1er, 2, 15, 18 mai, 1er, 9, 18, 26, 30 juin, 11, 17, 18, 28 juillet, 9, 13, 21 août, 7 septembre 1883.

DOUANES. — *Admission temporaire* en franchise des fils de coton destinés à la fabrication des mousselines et des tissus de soie et coton (18 septembre 1883, déc.), 313.

— *Création* d'un entrepôt réel et général des sels à Portbail (28 avril 1883, déc.), 79.

— *Entrepôts réels*. Voy. Table chronologique, 5 avril, 7, 16 mai 1883.

— *Exportation* des biscuits sucrés (3 octobre 1883, déc.), 315.

— *Heures d'ouverture* et de fermeture de la douane de Collioure (21 février 1883, déc.), 74.

— *Interdiction* de l'importation en France des drilles et chiffons par la frontière d'Italie (21 juillet 1883, déc.), 142.

— *Nomenclature* des bureaux désignés pour constater la sortie des boissons expédiées sur la Suisse en franchise des droits de circulation et de consommation (18 novembre 1883, déc.), 317.

— *Ouverture* du bureau de Tourcoing à l'importation des fils de lin (12 janvier 1883,

déc.), 74. — du bureau de Feignies à l'importation des huiles minérales (27 mars 1883, déc.), 74. — du port de Cette à l'importation des chiffons et drilles de provenance maritime (19 décembre 1883, déc.), 397. — du bureau de Bachy à l'importation et au transit de certaines marchandises (29 décembre 1883, déc.), 397.
— Voy. Algérie.

DROGMANS.
— Voy. Agents diplomatiques et consulaires.

E.

EAUX.
— *Prises d'eaux. Irrigations. Usines.* Voy. Table chronologique, 14, 16, 23 décembre 1882; 18, 29, 31 janvier, 3 février, 18, 20, 27 mars, 24, 25, 26 avril, 17, 21, 22 mai, 7 juin, 3, 23, 31 juillet, 6, 13, 16, 23, 27 août, 10, 12 octobre 1883.

EAUX MINÉRALES.
— *Etablissements.* Modification de l'art. 18 de la loi du 14 juillet 1856 (12 février 1883, loi), 13.
— *de Bourbon-l'Archambault.* Travaux (28 juillet 1882, déc.), B. 13,546.
— *de Bourbonne-les-Bains.* Travaux (21 septembre 1883, déc.), B. 12,953.
— Voy. Table chronologique, 25 novembre 1882.

ECOLE NATIONALE DES MINES.
— *Dénomination nouvelle* (8 février 1883, déc.), 30.
— *Organisation.* Modification du décret du 29 juillet 1881 (9 janvier 1883, déc.), 23.
— *Professeurs.* Certificat d'aptitude. Modification du décret du 23 décembre 1883 (24 juillet 1883, déc.), 205.

ECOLES DE PHARMACIE.
— Voy. Ecoles de médecine et de pharmacie.

ECOLES DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE.
— Ecoles de plein exercice. Règlement (1er août 1883, déc.), 272. — Ecoles préparatoires. Règlement (1er août 1883, déc.), 273.
— — *d'Arras.* Retrait provisoire du droit de délivrer des inscriptions et de faire subir des examens (29 janv. 1883, déc.), 37.

ECOLES NORMALES PRIMAIRES.
— Administration et comptabilité. Modification du décret du 27 juillet 1882 (16 avril 1883, déc.), 119.
— Voy. Colonies (Réunion).

ECOLES PRIMAIRES.
— Organisation. Modification du décret du 29 juillet 1881 (25 juil. 1883, déc.), 265.
— Voy. Colonies (Gabon).

EFFETS DE COMMERCE.
— Voy. Postes.

EGLISES.
— *Elections de chapelles. Cures. Succursales.* Voy. Table chronologique, 15, 18, 23 janvier, 7, 16 mars, 4 avril, 15 mai, 22 juin, 12, 19, 21 novembre 1883.

ÉLECTIONS.
— Voy. Collèges électoraux, conseils municipaux.

EMPRUNTS.
— Voy. Chambres de commerce, Colonies, Communes, Départements, Villes.

ENFANTS.
— Voy. Traités (Suisse).

ENGAGEMENTS VOLONTAIRES.
— Voy. Armée.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.
— Brevets de capacité. Composition des commissions d'examen (9 janvier 1883, déc.), 6.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPÉCIAL.
— Baccalauréat. Epreuves (28 juillet 1883, déc.), 266.

ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INCOMMODES ET INSALUBRES.
— Nomenclature. Modifications (20 juin 1883 déc.), 138.

ETAT CIVIL.
— Voy. Algérie.

ETRANGERS.
— *Domicile en France. Droits de citoyen français. Naturalisation. Qualité de Français.* Voy. Table chronologique, 10 mars 1873; 27 décembre 1876; 12 février 1877; 9 novembre 1878; 15 janvier, 26 juillet, 22 novembre 1879; 14 août, 23 septembre 1880; 23 février, 14 mai, 7 juin, 17 août, 17, 31 octobre, 5, 12, 19 décembre 1881; 4, 11, 18, 25 février, 4, 18, 25 mars, 1er, 8, 15, 22, 29 avril, 6, 13, 20, 27 mai, 3, 10, 14, 17, 24 juin, 1er, 8, 15, 22, 29 juillet, 5, 12, 26 août, 3, 10, 17, 24 septembre, 3, 7, 14, 21, 28 octobre, 4, 11, 18, 25 novembre, 2, 9, 16, 23 décembre 1882; 6, 13, 20, 27 janvier 1883.

EVÊQUES.
— Voy. Archevêques et Evêques.

EXPOSITION D'AMSTERDAM.
— *Avances* au secrétaire de la section française par le caissier-payeur central du trésor (16 mai 1883, déc.), 122.
— *Récompenses* (10 août 1883, loi), 168.

F.

FACULTÉS.
— Cours libres (24 juillet 1883, déc.), 264.

FACULTÉS ET ÉCOLES SUPÉRIEURES DE PLEIN EXERCICE.
— Règlement (30 juil. 1883, déc.), 267.

FACULTÉS DE DROIT.
— *Aix.* Chaires, B. 13,062.
— *Dijon.* Chaires, B. 13,067.

FACULTÉS DE MÉDECINE.
— *Bordeaux.* Cours (30 décembre 1882, déc.), B. 12,899.

FACULTÉS DES LETTRES.
— *Aix.* Chaires, B. 13,063.
— *Besançon.* Chaires, B. 13,065.
— *Douai.* Chaires, B. 13,701.
— *Grenoble.* Chaires, B. 13,064.
— *Paris.* Chaires, B. 13,981.

FACULTÉS DES SCIENCES.
— *Besançon.* Chaires, B. 13,970.
— *Caen.* Chaires, B. 13,066.
— *Montpellier.* Chaires, B. 13,703.

FRANÇAIS.
— *Fonctions, naturalisation, résidence à l'étranger.* Voy. Table chronologique, 18 février, 25 mars, 22 avril, 20, 27 mai, 17 juin, 15 juillet, 12 août, 14, 21 octobre, 4, 11, 18 novembre, 16 décembre 1882 ; 27 janvier, 15, 27 février, 13 avril, 20, 28 mai, 17 août, 21 septembre, 26 octobre 1883.
— *Réintégration dans la qualité de Français.* Voy. Table chronologique, 11 décembre 1875 ; 4, 11, 18, 25 février, 4, 11, 25 mars, 8, 15, 22, 29 avril, 6, 13, 20, 27 mai, 3, 10, 17, 24 juin, 1er, 8, 15, 22, 29 juillet, 5, 12, 19, 26 août, 3, 10, 17, 24 septembre, 3, 7, 14, 21, 28 octobre, 4, 11, 18, 25 novembre, 2, 9, 16, 23, 30 décembre 1882 ; 6, 13, 20, 27 janvier 1883.
FUNÉRAILLES.
— M. Gambetta. Funérailles aux frais de l'Etat (2 janvier 1883, déc.), 5.
— Général Chanzy. Funérailles aux frais de l'Etat (5 janvier 1883, déc.), 6.

H.

HOSPICES.
— *Militaires.* Conditions et prix de traitement des militaires admis aux hospices de Meaux, Vesoul, Saint-Malo, Cette et Rodez (31 août 1883, déc.), 291.
— *Création.* Voy. Table chronologique, 5, 15 mars, 26 avril, 14 mai, 30 juillet, 2, 5, 16 août, 8 octobre, 12 novembre 1883.

I.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES.
— Voy. Chambres de commerce, Départements, Villes.
INDUSTRIE.
— Manufactures. Heures de travail. Application de la loi du 6 septembre 1848 (16 février 1883, loi), 13.
INTERPRÈTES.
— Voy. Agents diplomatiques et consulaires.
IRRIGATIONS.
— Voy. Eaux.

J.

JUGES DE PAIX.
— Traitements. Fixation (22 janvier 1883, déc.), 7. — Id. pour le juge de paix de Corbie (20 mai 1883, déc.), 114. — Id., id. de Sospel (12 juin 1883, déc.), 130.
— Voy. Algérie, Colonies, Tunisie.

L.

LABORATOIRES.
— Création d'un comité consultatif des laboratoires municipaux et départementaux (27 septembre 1883, déc.), 315.
LAC LÉMAN.
— *Navigation.* Travaux. Utilité publique (19 mars 1883, déc.), 91.
— *Pêche.* Réglementation (27 juin 1883, déc.), 169.
LÉGION D'HONNEUR.
— *Concession de croix* et de médailles militaires à l'occasion des opérations effectuées au Tonkin, à Huê et à Madagascar (20 novembre 1883, loi), 331.
— *Exposition* d'Amsterdam. Récompenses (10 août 1883, loi), 168.
— *Nominations, suspensions, radiations.* Voy. Table chronologique, 15 avril, 7, 29 juin, 5, 6, 11, 12, 13, 17, 31 juillet, 1er, 2, 11, 17, 25, 26 août, 20 septembre, 4, 6 octobre, 7, 8, 9, 27 novembre, 4, 5, 28, 29, 30 décembre 1882 ; 10, 16, 17, 29 janvier, 10, 12 février, 6, 9, 31 mars, 4, 12, 24 avril, 2, 4, 9, 10, 17, 26 mai, 5, 16, 20, 24 juin, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 20, 31 juillet, 3, 4, 9, 10 septembre, 11, 12, 24 octobre, 2, 8 novembre, 8 décembre 1883.
LOTERIES.
— Voy. Colonies.
LYCÉES.
— *d'Alençon.* Frais d'étude (16 août 1883, déc.), 276.
— *d'Amiens.* Elévation à la première catégorie (20 septembre 1883, déc.), 396.
— *de Digne.* Erection du collège en lycée (4 août 1883, déc.), 276.
— *du Havre.* Elévation à la première catégorie (26 mai 1883, déc.), 123.
— *de Laon.* Erection du collège en lycée (6 janvier 1883, déc.), 23.
— *de Lille.* Création d'un nouveau lycée (3 décembre 1883, déc.), 397.
— *de Tulle.* Erection du collège en lycée (21 mars 1883, déc.), 119.
— Voy. Colonies (Guadeloupe).
LYCÉES D'ENSEIGNEMENT SPÉCIAL.
— *Alais.* Erection du collège en lycée (4 août 1883, déc.), 276.
LYCÉES DE JEUNES FILLES.
— *Bourges.* Modification du décret du 28 juillet 1882 (28 juillet 1883, déc.), 267.
— *Création* à Lyon (10 janvier 1883, déc.), 24. — au Havre (17 juillet 1883, déc.), 264. — à Nantes, Amiens, Guéret, Nice et Roanne (28 juillet 1883, déc.), 267. — à Charleville (27 août 1883, déc.), 276. — à Moulins, à Saint-Etienne et à Bourg (4 septembre 1883, déc.), 276. — à Paris, sous le nom de lycée Fénelon (18 septembre 1883, déc.), 396. — à Bordeaux (10 novembre 1883, déc.), 396.
— *Traitements* des membres du personnel administratif et enseignant (13 septembre 1883, déc.), 276.
LYON.
— Bureau du titrage des soies. Modification des statuts (17 octobre 1883, déc.), 316.

M.

MAGISTRATS.
— Mis à la disposition du gouvernement égyptien. Assimilation, etc. (9 août 1883, déc.), 142.
MAIRES ET ADJOINTS.
— Voy. Colonies (Inde).
MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE ET DE CORRECTION.
— *Affectation* de celles de Pontoise et de Corbeil à l'emprisonnement individuel (17 mai 1883, déc.), 114.
— *Subvention* aux départements du Pas-de-Calais et de la Loire pour la construction ou l'agrandissement des maisons d'arrêt et de correction de Béthune, Boulogne et Montreuil et de Saint-Etienne, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprison-

nement individuel (14 mars 1883, déc.), 43.

MARAIS.

— Travaux d'assainissement. Voy. Table chronologique, 16 août 1883.

MARINS.

— Voy. Colonies (Nouvelle-Calédonie).

MÉDECINE.

— Officiers de santé (1er août 1883, déc.), 275.

— Voy. Ecoles de médecine, Facultés de médecine.

MÉDAILLE MILITAIRE.

— *Nominations, suspensions, radiations.* Voy. Table chronologique, 17 janvier, 12 février, 9 mars, 4 avril, 16 mai, 6 juin, 5 juillet, 11 octobre, 8 novembre, 8 décembre 1883.

MER.

— Limites dans diverses communes. Voy. Table chronologique, 14 décembre 1882; 16 février, 4, 26 août 1883.

MILITAIRES.

— Voy. Postes.

MINES.

— Modification du décret du 24 décembre 1851 relatif à l'organisation du corps des mines (2 janvier 1883, déc.), 23.

— *Concessions.* Voy. Table chronologique, 20 décembre 1882; 4, 10, 13, 25, 31 janvier, 3, 9, 16, 19, 26 mars, 19 avril, 2 mai, 6, 29 juin, 31 juillet, 2, 6, 11, 16, 23, 27 août, 3 septembre, 10 octobre 1883.

— Voy. Colonies (Nouvelle-Calédonie).

MINISTÈRES.

— *Finances.* Caisse des menues dépenses (8 novembre 1883, déc.), 317.

— *Instruction publique et beaux-arts.* Approbation d'un traité passé avec M. Janssen, armurier à Liége (4 juin 1883, loi), 119.

— *Intérieur.* Organisation de l'inspection générale des services administratifs (31 mars 1883, déc.), 53.

— *Justice.* Rattachement de l'administration des cultes (27 février 1883, déc.), 4.

MINISTRES.

— *Nominations.* Instruction publique et beaux-arts et présidence du conseil, M. Jules Ferry; Affaires étrangères, M. Challemel-Lacour; Justice, M. Martin-Feuillée; Intérieur et cultes, M. Waldeck-Rousseau; Finances, M. Tirard; Guerre, M. le général Thibaudin; Marine et colonies, M. Charles Brun; Travaux publics, M. De Raynal; Commerce, M. Hérisson; Postes et télégraphes, M. Cochery; Agriculture, M. Méline (21 février 1883, déc.), 1. — Justice et cultes, M. Martin-Feuillée (27 février 1883, déc.), 4. — Affaires étrangères, M. Jules Ferry; Instruction publique et beaux-arts, M. Fallières (20 novembre 1883, déc.), 317.

MISSIONS.

— Savorgnan de Brazza. Cession de matériel de guerre (4 juin 1883, loi), 119.

MONNAIES.

— Fixation de la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour l'année 1884 (31 décembre 1883, déc.), 361.

MONTS-DE-PIÉTÉ.

— Voy. Colonies (Guadeloupe).

N.

NATIONALITÉ.

— Enfants mineurs nés en France d'une femme française mariée avec un étranger (28 juin 1883, loi), 134.

NAVIGATION.

— Primes. Distances de port à port. Deuxième supplément au tableau général (15 mars 1883, déc.), 44.

— Voy. Traités.

NAVIRES.

— Voy. Traités (Russie).

NOMS.

— *Additions. Substitutions.* Voy. Table chronologique, 25 novembre 1882; 6 janvier, 10, 24 février, 17 mars, 28 avril, 12 mai, 9, 16, 23 juin, 14, 28 juillet, 15 août, 12 septembre, 12, 19 novembre 1883.

O.

OCTROIS.

— *Surtaxes* à la Fère (23 juil. 1883, loi), 227. — à Salins et à Vizille (31 juil. 1883, lois), 227. — à Segré et Vouziers (6 août 1883, lois), 227. — à Grandcamp, Guéret, Pont-de-Vaux, Pontoise, Saint-Dié, Saint-Marcellin et Tréport (15 déc. 1883, lois), 401. — à Cannes, Civray, Montmorillon, Oloron-Sainte-Marie, le Palais, Rouen, Saint-Julien (Haute-Savoie) (19 déc. 1883, lois), 401. — à Aix-les-Bains, Chambéry, Evian-les-Bains, Plabennec et Saint-Jean de Maurienne (22 déc. 1883, lois), 401. — à Hanvec et Port-Launay (26 déc. 1883, lois), 394. — à Laon, le Quesnoy et Steenwoorde (27 déc. 1883, lois), 394. — à Paris, Biarritz, Péronne, Saint-Claude, Saint-Quentin (29 déc. 1883, lois), 394. — à Castellane, Condé, Crozon, Dirinon, Lampaul-Guimiliau, Plouvieu, Rumengol, Villefranche et Saint-Yrieix (29 déc. 1883, loi), 401.

— *Création. Réglementation.* Voy. Table chronologique, 22, 26, 29, 30 décembre 1882; 12, 16, 26 février, 9 mars, 21 avril, 2, 12, 20, 25, 29, 30 juin, 2, 5, 6, 28 juillet, 2, 29 octobre, 16, 17, 22, 24, 29 novembre 1883.

OR ET ARGENT.

— Bureau de garantie de Montbéliard pour l'essai et la marque (16 février 1883, déc.), 18.

ORDRE DU MÉRITE AGRICOLE.

— Institution (7 juillet 1883, déc.), 318.

ORGANISATION JUDICIAIRE.

— Réforme. Réduction du nombre des magistrats, admission à la retraite, etc. (30 août 1883, loi), 195.

— Voy. Algérie, Colonies.

P.

PARIS.

— Bois flottés. Cotisation à percevoir pendant l'exercice 1883 (25 janvier 1883, déc.), 24.

PAROISSES.

— *Circonscription.* Voy. Table chronologique, 29 décembre 1882; 19 mars, 10, 21 mai 1883.

PÊCHE DU CORAIL.

— Voy. Algérie.

PÊCHE MARITIME.

— *Gardes jurés.* Modification des décrets sur

la pêche côtière dans les 1er, 2e, 3e et 4e arrondissements maritimes (13 janvier 1883, déc.), 36.
— *Harengs*. Fixation de la quantité de sel délivrée en franchise pour la salaison (23 juillet 1883, déc.), 165.

PENSIONS.
— Demoiselle de Sabrit (31 mai 1883, loi), 91.
— Veuve du général Chanzy (11 mai 1883, loi), 91.
— Pasteur. Augmentation (2 août 1883, loi), 278.
— Voy. Académie de France à Rome, Armée de mer.

PENSIONS CIVILES.
— Crédit pour l'année 1883 (11 mai 1883, déc.), 89. — Allocation d'un crédit aux ministres de l'instruction publique, de l'intérieur et du commerce (3 déc. 1883, déc.), 330.

PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES.
— *Concession. Inscription au trésor*. Voy. Table chronologique, 9, 14, 17, 27 octobre, 6, 28 novembre, 5, 15, 26, 28, 30 décembre 1882; 10, 11, 13, 15, 18, 19, 20, 22, 23, 26, 29, 30 janvier, 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 14, 17, 18, 19, 20, 24, 26, 28 février, 1er, 2, 3, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 21, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mars, 1er, 2, 3, 5, 9, 10, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 27 avril, 1er, 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 28, 30, 31 mai, 1er, 2, 4, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29, 30 juin, 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 23, 26, 27, 28, 30 juillet, 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 20, 23, 25, 26 août, 1er, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 15, 17, 19, 22, 25, 29 septembre, 1er, 3, 8, 9, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 26, 27, 30, 31 octobre, 7, 8, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 24, 27, 29, 30 novembre, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 26, 30 décembre 1883.

PHYLLOXERA.
— Voy. Algérie.

PILOTAGE.
— Modification du règlement dans le 1er arrondissement maritime, en ce qui concerne le port de Dunkerque (30 juin 1883, déc.), 145.

PLACES DE GUERRE.
— *Bornage* de diverses places (29 janvier 1883, déc.), 17. — (10 septembre 1883, déc.), 263. — (17 décembre 1883, déc.), 359.
— *Création* d'un polygone exceptionnel à Perpignan (13 janvier 1883, déc.), 14. — Id. à Langres (23 janvier 1883, déc.). 28.
— *Déclassement* de la batterie des Lions à Marseille (4 janvier 1883, loi), 1.
— *Extension* du polygone exceptionnel de Prats de Mollo (7 mars 1883, déc.), 31. — Id. de Grenoble (26 juin 1883, déc.), 133. — id. du polygone de la marine sur l'Adour (9 octobre 1883, déc.), 351.
— *Modification* de la zone des servitudes au fort de Joux (6 avril 1883, déc.), 55.
— *Réduction* à une zone unique des servitudes de la place de Concarneau (8 février 1883, déc.), 25. — Réduction des zones des servitudes du fort Saint-Nicolas à Marseille (21 septembre 1883, déc.), 264.
— Voy. Table chronologique, 27 novembre 1882; 23 juillet, 8 novembre 1883.
— Voy. Armée.

POLICE.
— *Commissariats* de police du département de la Seine (9 mars 1883, déc.), 41.
— *Fixation* du cadre du personnel dans la ville du Mans (10 avril 1883, déc.), 107. — Id. dans la ville de Dijon (7 mai 1883, déc.), 107. — dans la ville de Marseille (7 juin 1883, déc.), 129.

POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX.
— Exécution de la loi du 21 juillet 1881 dans le département de la Meuse (3 juillet 1883, déc.), 318. — Id. dans le département de l'Orne (26 septembre 1883, déc.), 320.

PONTS.
— *Construction. Travaux*. Voy. Table chronologique, 6 septembre, 27 novembre 1882; 3 juillet, 20 août, 18 décembre 1883.
— *Péage. Tarifs. Rachat*. Voy. Table chronologique, 27 mars, 12 octobre, 11 décembre 1883.

PONTS ET CHAUSSÉES.
— *Ingénieurs*. Abrogation du décret du 21 décembre 1878 (21 novembre 1882, déc.), B. 12,980.
— *Pas-de-Calais*. Ingénieur en chef autorisé à disposer du crédit ouvert pour le dérasement des fortifications de Calais (18 août 1883, déc.), 225.

POPULATION.
— Tableaux. Rectification (11 janv. 1883, déc.). 6. — (18 janv. 1883, déc.), 84. — (23 janv. 1883, déc.), 24. — (29 janv. 1883, déc.), 10, 17. — (12 févr. 1883, déc.), 26. — (19 fév, 1883, déc.), 40. — (26 févr. 1883, déc.), 40. — (29 mars 1883, déc.), 59. — (26 avril 1883, déc.), 107. — (21 mai 1883, déc.), 123. — (29 juin 1883, déc.), 140. — (2 oct. 1883, déc.), 350. — (12 nov. 1883, déc.), 328.

PORTS.
— *de Brest*. Etablissement d'une forme de radoub (5 avril 1883, loi), 50.
— *de Dives*. Construction d'un quai (18 février 1883, déc.), 40.
— *de Trouville*. Etablissement d'une jetée-promenade (10 février 1883, déc.), 40.
— *Travaux divers*. Voy. Table chronologique, 14 octobre, 7, 27 novembre 1882; 5, 10, 19 mars, 24 avril, 6 août, 27 octobre 1883.

POUDRE.
— Fixation du prix de vente de la poudre au bois pyroxylé (6 août 1883, loi), 242.

POUDRE DYNAMITE.
— *Dépôts* dans les communes de Saint-Chéron (Seine-et-Oise) et de Saint-Florent (Gard) (10 mars 1883, déc.), 74. — de Morthomiers (Cher) (16 août 1883, déc.), 277. — de Terrenoire (Loire) (13 octobre 1883, déc.), 293.
— *Règlement* pour le dépôt d'Onnaing (Nord) (9 août 1883, déc.), 279. — Id. de

Montceau-les-Mines (26 août 1883, déc.), 279.

PRÉFECTURES.

— du Rhône. Frais d'administration (8 janvier 1883, déc.), 14.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

— *Bâtiments* du poste central des télégraphes. Agrandissement (28 juillet 1882, loi), 115.

— *Hôtels* des postes et télégraphes. Acquisition à Grenoble et à Montpellier (20 mars 1883, loi), 93. — Id. à Calais, Sedan, Amiens, Menton et Hyères (1er août 1883, loi), 241.

— *Organisation* des services extérieurs (23 avril 1883, déc.), 75.

§ 1er. POSTES.

— *Bons de poste.* Emission de bons de poste de un franc et de dix francs (2 janvier 1883, déc.), 37. — Id. de deux francs (2 janvier 1883, déc.), 37.

— *Cartes postales.* Echange entre la France, l'Algérie, le Danemark, l'Islande, les Antilles danoises et la république de Costa-Rica (23 juin 1883, déc.), 183. — Id. entre la France, l'Algérie, la Grèce et la colonie britannique de Lagos (21 juillet 1883, déc.), 348. — Id. entre la France, l'Algérie, la république de Guatemala, le Groënland et les colonies britanniques des îles Bahamas, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie et de Gambie (18 septembre 1883, déc.), 350. — Id. entre la France, l'Algérie et les colonies britanniques de la Guyane et de Tabago (15 octobre 1883, déc.), 351. — Id. entre la France, l'Algérie et le Canada (19 novembre 1883, déc.), 396. — Id., id. et l'Inde britannique (8 décembre 1883, déc.), 397.

— *Colis postaux.* Service entre la France, la Corse, l'Algérie, la Tunisie, les bureaux français des ports ottomans, Sainte-Marie de Madagascar, Mayotte et Nossi-Bé (22 janvier 1883, déc.), 37. — Id. avec divers pays étrangers (27 janvier 1883, déc.), 39. — entre la France, etc., les colonies danoises et le Luxembourg (14 avril 1883, déc.), 60. — entre les colonies françaises et les colonies danoises (19 avril 1883, déc.), 61. — Suppression des limites de volume et de dimension des colis postaux échangés entre la Corse, la France, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg (21 juillet 1883, déc.), 341. — Service entre la France et la Corse (22 août 1883, déc.), 348.

— *Effets de commerce.* Recouvrement. Extension aux îles du littoral (21 février 1883, déc.), 40. — Extension à la Corse et à l'île d'Yeu (17 mars 1883, déc.), 44. — Extension à la Tunisie (18 juin 1883, déc.), 133. — Règlement en Algérie (15 décembre 1883, déc.), 397.

— *Lettres avec valeurs déclarées.* Envoi des bureaux de poste français en Tunisie à destination des colonies françaises et de divers pays trangers (2 février 1883, déc.), 39. — Echange entre la France, l'Algérie, la Tunisie et la Bulgarie (1er septembre 1883, déc.), 349. — Id. entre les colonies françaises et la Bulgarie (7 septembre 1883, déc.), 350.

— *Militaires.* Correspondances à l'adresse ou provenant des militaires ou marins faisant partie du corps d'occupation en Tunisie (16 juin 1883, déc.), 132. — Id., id. du corps expéditionnaire du Tonkin (16 juin 1883, déc.), 133.

— *Services maritimes postaux.* Entre 1° le Havre et New-York ; 2° la France, les Antilles et le Mexique (28 juin 1883, loi), 131, — entre Calais et Douvres (9 juillet 1883, loi), 225.

— *Taxes* sur les correspondances à destination ou provenant de Madagascar (14 avril 1883, déc.), 61.

— Voy. Caisse d'épargne postale, Traités.

§ 2. TÉLÉGRAPHES.

— *Pneumatiques.* Extension aux 17e, 18e et à une portion du 19e arrondissement de Paris du service des dépêches circulant par le réseau pneumatique (26 janvier 1883, déc.), 38.

— *Sous-marins.* Approbation d'une convention relative à la pose d'un câble entre le cap Saint-Jacques et Haïphong (22 décembre 1883, loi), 352.

— *Taxe* sur les télégrammes à destination de la Roumanie (24 janvier 1884, déc.), 38. — à destination des bureaux de la Tripolitaine autres que Tripoli (15 novembre 1883, déc.), 396.

— Voy. Colonies (Sénégal), Traités.

PRISONS.

— Conseil supérieur. Désignation d'un membre de droit (16 juin 1883, déc.), 138.

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE OU INDUSTRIELLE.

— Voy. Traités.

R.

RENTES SUR L'ETAT.

— *Conversion* des rentes 5 0/0 en 4 1/2 0/0 (27 avril 1883, loi), 80. — Exécution de la loi précédente (27 avril 1883, déc.), 87. — Remboursement du capital des rentes non converties (12 mai 1883, déc.), 90. — (27 juin 1883, déc.), 133.

— *Répartition* en huit séries du nouveau fonds 4 1/2 0/0 (30 avril 1883, déc.), 88.

— *Transfert* des inscriptions nominatives du nouveau fonds 4 1/2 0/0 dans les départements (12 juillet 1883, déc.), 164.

RIVIÈRES.

— *Amélioration* de la Charente (13 janvier 1883, loi), 11.

— *Digues* de la basse Seine. Réfection (29 mai 1883, loi), 118.

— *Travaux divers.* Voy. Table chronologique, 25 novembre 1882 ; 29 janvier, 10 mai, 3 juillet, 6 août, 15 décembre 1883.

ROUTES NATIONALES ET DÉPARTEMENTALES

— *Classement* d'une nouvelle route nationale dans le département des Basses-Alpes (18 janvier 1883, loi), 12.

— *Prolongement. Rectification. Travaux divers.* Voy. Table chronologique, 11 novembre, 22 décembre 1882 ; 8, 18 février, 10, 27 mars, 4, 15 juin, 6, 16 août, 19 septembre, 12 octobre, 12 novembre 1883.

S.

SALLES DE VENTES PUBLIQUES.

— Ouverture à Orléans (29 janvier 1883, déc.), 85.

SOCIÉTÉS ANONYMES.

— Société le Progrès national. Autorisation (12 octobre 1881, déc.), 166.

— Société l'Abeille. Nouveaux statuts (15 octobre 1881, déc.), 166.
— Compagnie du Jardin zoologique d'acclimatation. Autorisation de se transformer (10 novembre 1882, déc.), 11.
— Société de la manufacture d'Annecy et Pont Autorisation de se transformer (17 février 1883, déc.), 80.
— Compagnie d'assurances sur la vie l'Ouest. Modification des statuts (13 juin 1883, déc.), 140.
— Société des hauts fourneaux de Maubeuge. Autorisation de se transformer (19 juin 1883, déc.), 140.
— Société d'assurances mutuelles sur la vie, la Garantie générale. Approbation des statuts (13 août 1883, déc.), 280.
— Société la Nationale, compagnie d'assurances sur la vie. Modification des statuts (24 octobre 1883, déc.), 318.

Sociétés reconnues d'utilité publique.

— Société fondée à Paris pour la propagation de l'allaitement maternel. Reconnaissance (29 juillet 1880, déc.), 11.
— Société mutuelle de prévoyance pour la retraite de Reims. Modifications aux statuts (27 février 1882, déc.), 11.
— Société Notre-Dame de Bon-Secours à Dieppe. Modifications aux statuts (4 décembre 1882, déc.), 11.
— Association des anciens élèves du collège de l'Arc à Dôle. Reconnaissance (7 décembre 1882, déc.), 11.
— Œuvre de l'orphelinat des arts. Reconnaissance (20 décembre 1882, déc.), 11.
— Maison Saint-Louis à Commentry. Reconnaissance (12 février 1883, déc.), 124.
— Société dunkerquoise pour l'avancement des lettres, etc... Reconnaissance (13 février 1883, déc.), 44.
— Association des anciens élèves du collège d'Autun. Reconnaissance (12 février 1883, déc.), 44.
— Société de charité maternelle de Darnetal. Reconnaissance (12 mars 1883, déc.), 44.
— Société nationale des antiquaires de France. Modification des statuts (3 avril 1883, déc.), 124.
— Crèche de Vincennes. Reconnaissance (4 avril 1883, déc.), 108.
— Ecole nationale des chartes. Modification des statuts (13 avril 1883, déc.), 124.
— Société protestante du travail à Paris. Reconnaissance (10 avril 1883, déc.), 108.
— Œuvre des crèches de Limoges. Reconnaissance (21 avril 1883, déc.), 108.
— Société de secours mutuels et de la caisse de retraite des ouvriers en soie de Lyon. Reconnaissance (23 avril 1883, déc.), 108.
— Association des dames françaises. Reconnaissance (23 avril 1883, déc.), 124.
— Société protectrice des animaux. Nouveaux statuts (25 avril 1883, déc.), 124.
— Société des artistes français. Reconnaissance (11 mai 1883, déc.), 108.
— Société philanthropique de Paris. Modification des statuts (14 mai 1883, déc.), 108.
— Fondation à Irigny d'une Providence pour les enfants et d'un hospice pour les vieillards (14 mai 1883, déc.), 140.
— Asile Emilie, commune d'Arvert. Reconnaissance (12 juin 1883, déc.), 140.
— Société de secours mutuels dite des Vrais amis de la boucherie de Paris. Reconnaissance (25 juin 1883, déc.), 140.
— Société de l'école d'horlogerie de Paris. Reconnaissance (12 juillet 1883, déc.), 145.
— Asile des vieillards protestants fondé à Bordeaux (5 août 1883, déc.), 352.

Sous-secrétaires d'Etat.

— *Nominations*. Justice et cultes, M. Noirot; Intérieur, M. Margue; Finances, M. Labuze; Instruction publique et beaux-arts, M. Durand; Travaux publics, M. Baïhaut (27 février 1883, déc.), 18. — Marine et colonies, M. Félix Faure (22 septembre 1883, déc.), 236.

Syndicats.

— de défense des rives du Rhône. Modification des statuts (3 juillet 1883, déc.), 186.
— de la Durance. Emprunt (10 février 1883, déc.), B. 18,837.

T.

Tabacs.

— Approvisionnements des tabacs exotiques employés dans les manufactures de l'Etat (25 janvier 1883, déc.), 15.
— Cigarettes dites Medlanas. Prix de vente (23 janvier 1883, déc.), 8.

Télégraphes.

— Voy. Postes et télégraphes.

Tonkin.

— Protectorat (28 mai 1883, loi), 116.

Traités.

— *Allemagne*. Approbation de la convention signée à Berlin le 19 avril 1883 pour la garantie de la propriété des œuvres de littérature et d'art (7 juillet 1883, loi), 189. — Promulgation (21 août 1883, déc.), 189. — Promulgation de la convention conclue le 20 mars 1883, en vue du raccordement des lignes télégraphiques le long du canal de la Marne au Rhin (31 août 1883, déc.), 299. — Exécution de la convention concernant la garantie de la propriété littéraire et artistique (8 novembre 1883, déc.), 327.
— *Autriche-Hongrie*. Approbation du tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu le 3 novembre 1882 (27 décembre 1882, loi), 21. — Promulgation (24 janvier 1883, déc.), 21. — Approbation de l'arrangement signé à Paris le 28 avril 1883, en vue de proroger la convention de commerce du 7 novembre 1881 (19 mai 1883, loi), 124. — Promulgation (21 mai 1883, déc.), 124.
— *Belgique*. Approbation de l'arrangement pour l'établissement de lignes télégraphiques le long des cours d'eau, signé le 30 novembre 1882 (12 décembre 1882, déc.), 57.
— *Cambodge*. Promulgation de la convention conclue le 10 septembre 1883 entre la Cochinchine et le Cambodge et d'une convention signée le 9 octobre 1883 (31 décembre 1883, déc.), 395.

— *Chili*. Approbation de la convention conclue le 2 novembre 1882 pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes contre le Pérou et la Bolivie (18 juillet 1883, déc.), 236. — Promulgation (19 septembre 1883, déc.), 236.

— *Danube*. Promulgation du traité relatif à la navigation du Danube (31 août 1883, déc.), 300.

— *Espagne*. Approbation de la convention signée le 20 juillet 1882 et relative aux services de surveillance et de douane sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone en France et du Midi de la France (12 juillet 1883, loi), 293. — Promulgation (31 août 1883, déc.), 293.

— *Etats-Unis*. Approbation d'une convention conclue le 19 juillet 1882 concernant le règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre (20 décembre 1882, loi), 186. — Promulgation (10 janvier 1883, déc.), 186. — Approbation d'une convention conclue le 8 février 1883 et relative au même objet (20 juin 1883, loi), 187. — Promulgation (29 juin 1883, déc.), 187.

— *Grande-Bretagne*. Approbation de la convention relative à l'échange des mandats de poste (27 décembre 1882, loi), 15. — Promulgation (12 janvier 1883, déc.), 29. — Approbation de la convention relative à l'échange des mandats de poste avec l'Inde britannique (21 mai 1883, loi), 135. — Promulgation (13 juin 1883, déc.), 135.

— *Grèce*. Promulgation de la déclaration relative au tarif télégraphique signée le 13 juillet 1882 (24 janvier 1883, déc.), 58.

— *Roumanie*. Approbation du tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu le 3 novembre 1882 (27 décembre 1882, loi), 21. — Promulgation (24 janvier 1883, déc.), 22.

— *Russie*. Approbation de la déclaration signée le 29 avril-11 mai 1883, pour régler le mode de jaugeage des navires français, russes et finlandais et leur entrée dans les ports respectifs de chaque pays (8 juin 1883, déc.), 125.

— *Serbie*. Approbation du traité d'amitié, de commerce et de navigation signé le 18 janvier 1883 (17 juillet 1883, loi), 230. — Promulgation (18 juillet 1883, déc.), 230.

— *Siam*. Promulgation de la convention conclue le 15 novembre 1882 pour l'exécution d'une ligne télégraphique de Pattambang à Bangkok (17 août 1883, déc.), 297.

— *Suisse*. Approbation de la convention conclue le 27 septembre 1882 en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents (25 juillet 1883, déc.), 239. — Promulgation (3 août 1883, déc.), 240.

TRAITÉS DE COMMERCE.

— Voy. Traités (Autriche, Serbie).

TRAMWAYS.

— *d'Audaincourt à Hérimoncourt*. Utilité publique (1er septembre 1883, déc.), 291.

— *de Cambrai à Catillon*. Etablissement (27 octobre 1883, déc.), B. 13,881.

— *du Grand-Lucé à la Chartre*. Utilité publique (23 juin 1883, déc.), 185.

— *de Mollesulaz à Annemasse*. Utilité publique (16 août 1883, déc.), 230.

— *de Reims* (23 avril 1883, déc.), B. 13,463.

— *de Saint-Etienne à Rive-de-Gier et Firminy*. (7 février 1883, déc.), 30.

— *de Saumur*. Utilité publique (9 janvier 1883, déc.), 44.

— *de Valenciennes*. Concession (19 décembre 1883, déc.), 44.

— Voy. Algérie.

TRÉSOR PUBLIC.

— Ventes et achats de rentes et valeurs par le caissier-payeur central à Paris pour le compte des habitants du département de la Seine (6 juin 1883, déc.), 124.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

— *Election des membres* (8 décembre 1883, loi), 335.

— *Rattachement* à celui d'Antibes du canton de Cagnes (12 mai 1883, déc.), B. 13,455.

— *Tarare*. Création (13 décembre 1881, déc.), 395. — Composition (4 avril 1882, déc.), 396.

TUNISIE.

— Organisation de la juridiction française (27 mars 1883, loi), 62. — Crédits (27 mars 1883, loi), 67. — Délimitation des circonscriptions des justices de paix (14 avril 1883, déc.), 67. — Mode de désignation des assesseurs en matière criminelle (14 avril 1883, déc.), 67.

U.

USINES.

— Voy. Eaux.

V.

VIANDES DE PORC SALÉES.

— Importation de celles provenant des Etats-Unis d'Amérique. Suppression de l'interdiction (27 novembre 1883, déc.), 397. — Suspension de l'exécution du décret du 27 novembre (28 décembre 1883, déc.), 398.

VILLES

— *Emprunts* et *impositions extraordinaires*. Voy. Table chronologique, 5 janvier, 15, 18 février, 13, 22 mars, 2, 5 avril, 11, 15, 24, 29 mai, 5, 7, 17, 18 juin, 6, 11, 12, 23, 26 juillet, 1er, 2, 6, 7 août, 12, 27 novembre, 15, 20, 22 décembre 1883.

VOIRIE.

— Rues de la ville de Clermont-Ferrand (3 décembre 1883, déc.), 353.

FIN DU TOME QUATRE-VINGT-TROISIÈME.

Paris. — Imprimé par Charles Noblet, rue Cujas, 13.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DECRETS ET REGLEMENTS AVIS DU CONSEIL D'ETAT, CIRCULAIRES, ETC. Insérés dans le volume de 1883 et dans le Bulletin des Lois, année 1883, depuis le Bulletin 754 jusqu'au Bulletin 824, première partie, et depuis le Bulletin 1427 jusqu'au Bulletin 1526, partie supplémentaire.

Les actes à la suite desquels se trouve l'indication du Bulletin sont ceux que nous n'avons pas cru devoir insérer dans notre Collection, et ceux qui ne sont insérés que par extrait, même dans le Bulletin.

Quant aux actes qui sont insérés dans notre Collection, on les trouve avec l'indication de la page.

TABLE CHRONOLOGIQUE. - DU 10 MARS 1873 AU 25 MARS 1882.

1873.

10 *mars.* - Déc. Domicile en France, B. 18,413.

1875.

11 *décembre.* - Déc. Réintégration dans la qualité de Français, B. 18,414.

1876.

27 *décembre.* - Déc. Droits de citoyen français, B. 18,415.

1877.

12 *février.* - Déc. Domicile en France, B. 18,882.

1878.

12 *mars.* - Déc. relatif au remploi du montant de l'indemnité provenant de l'expropriation de parcelles de terrain appartenant à M. le baron de Kergolay, B. 19,117.

9 *novembre.* - Déc. Domicile, B. 18,883.

1879.

15 *janvier.* - Déc. Domicile, B. 20,040.

26 *juillet.* - Déc. Domicile, B. 18,416.

22 *novembre.* - Déc. Domicile, B. 18,417.

1880.

29 *juillet.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société fondée à Paris pour la propagation de l'allaitement maternel,

14 *août.* - Déc. Domicile, B. 19,058.

23 *septembre.* - Déc. Domicile, B. 18,418.

1881.

23 *février.* - Déc. Domicile, B. 19,666.

14 *mai.* - Déc. Domicile, B. 18,419.

28 *mai.* - Déc. Réintégration, B. 18,737.

7 *juin.* - Déc. Domicile, B. 19,059.

17 *août.* - Déc. Domicile, B, 18,738.

12 *octobre*. - Déc. qui autorise la société le Progrès national, compagnie d'assurances sur la vie,

15 *octobre.* - Déc. qui autorise les nouveaux statuts de la société l'Abeille, compagnie d'assurances sur la vie,

17 *octobre.* - Déc. Domicile. B. 18,420.

31 *octobre.* - Déc. Domicile, B. 18,884.

5 *décembre.* - Déc. Domicile, B. 19,752.

12 *décembre.* - Déc. Domicile, B. 18,885.

13 *décembre.* - Déc. qui crée un tribunal de commerce à Tarare,

19 *décembre.* - Déc. Domicile, B. 18,739.

1882.

4 *février.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile. - naturalisation, B. 18,421 à 18,427, 18,609.

11 *février.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 18,428 à 18,430.

18 *février.* - Déc. Réintégration, - domicile, - acceptation de fonctions à l'étranger, B. 18,431 à 18,434.

25 *février.* - Déc. Réintégration, - domicile, B. 18,435, 18,436.

27 *février.* - Déc. qui approuve des modifications aux statuts de la société mutuelle de prévoyance pour la retraite de Reims,

4 *mars.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 18,610 à 18,613, 18,740.

11 *mars.* - Déc. Réintégration, B. 18,614.

18 *mars.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 18,615 à 18,617.

25 *mars.* - Déc. Brevets d'Invention, B. 13,045. - Réintégration, droits de citoyen français, - domicile, - service à l'étranger, B. 18,618 à 18,622, 18,886.

28 *mars.* - Déc. Brevets d'invention, B. 13,046.

1 *er avril.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 18,741 à 18,743.

4 *avril.* - Déc. qui fixe la composition du tribunal de commerce de Tarare,

8 *avril.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 18,744 à 18,747.

15 *avril.* - Déc. Réintégration, - domicile, - B. 18,748, 18,749, 19,060. - Légion d'honneur, nomination, B. 19,311.

22 *avril.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, - naturalisation à l'étranger, B. 18,750 à 18,754.

29 *avril.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 18,755 à 18,759.

6 *mai.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - naturalisation, - domicile, B. 18,887 à 18,892.

13 *mai.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 18,893 à 18,895, 19,753.

20 *mai.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, - fonctions à l'étranger, B. 18,896 à 18,899.

27 *mai.* - Réintégration, - domicile, - service et naturalisation à l'étranger, B. 18,900 à 18,904.

3 *juin* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 18,973 à 18,976, 19,667.

7 *juin.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,476.

9 *juin.* - Déc. Bois, B. 18,402 à 18,405, 18,437 à 18,439, 18,552.

10 *juin.* - Déc. Brevets d'invention, B. 13,258. - Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 18,977 à 18,979.

14 *juin.* - Déc. Droits de citoyen français, B. 18,980.

17 *juin* . - Déc. Bois, B. 18,454, 18,455. - Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, - service et naturalisation à l'étranger, B. 18,981 à 18,985, 19,668.

18 *juin.* - Déc. Bois, B. 18,587.

20 *juin.* - Déc. Bois, B. 18,456.

24 *juin.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 18,986 à 18 988, 19,061.

27 *juin.* - Déc. Bois, B, 18,407, 18,441.

29 *juin.* - Déc. Bois, B. 18,442, 18,457 à 18,463, 18,533 à 18,540, 18,553 à 18,559. 18,568 à 18.571. - Légion d'honneur, nomination, B. 18,665.

1 er *juillet.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 19,062 à 19,064.

5 *juillet.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,477 à 18,481.

6 *juillet.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B 18,482 - Bois, B. 18,572 à 18,578, 18,588, 18,589, 18,591 à 18,594, 18,629.

8 *juillet.* - Déc. Brevets d'invention, B. 13,359. - Bois, B. 18,595, 18,596, 18,641. - Réintégration, - domicile, B. 19,065, 19,066.

11 *juillet.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,483 à 18,489. - Bois, B. 18,642.

12 *juillet.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,490, 18,491.

13 *juillet.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,492, 18,493.

15 *juillet.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, - service à l'étranger, B. 19,067 à 19,070.

17 *juillet.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,494, 18,495.

18 *juillet.* - Déc. Création de deux nouvelles conservations forestières à Foix et à Annecy, B. 12,952. - Bois, B. 18,651 à 18,653, 18,662.

22 *juillet.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 19,071 à 19,074, 19,669.

28 *juillet.* - Loi relative à l'agrandissement des bâtiments du poste central des télégraphes,

29 *juillet.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 19,075 à 19,077.

31 *juillet.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,496. - Bois, B. 18,672 à 18,675.

1 er *août.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,496 à 18,499.

2 *août.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,500, 18,501.

5 *août.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 19,191 à 19,195.

8 *août.* - Déc. Bois, B. 18,624, 18,683 à 18,686, 18,720, 18,721.

11 *août.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,502.

12 *août.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - fonctions à l'étranger, B. 19,196 à 19,201, 19,670.

17 *août.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,503.

18 *août.* - Déc. Bois, B. 18,722.

19 *août.* - Déc. Bois, B. 18,723. - Réintégration, B. 19,202 à 19,206.

22 *août.* - Déc. Bois, B. 18,724.

25 *août.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,504.

26 *août.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,505, 18,506. - Réintégration, - droits de citoyen français, - naturalisation, - domicile, B. 19,207 à 19,211.

28 *août.* - Déc. Bois, B. 18,782.

3 *septembre.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 19,227 à 19,229.

4 *septembre.* - Déc. Bois, B. 18,725, 18,726, 18,783.

6 *septembre.* - Déc. Ponts, B. 18,727.

10 *septembre.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - naturalisation, - domicile, B. 19,230 à 19,234, 19,671.

12 *septembre.* - Déc. Bois, B. 18,728, 18,729, 18,784 à 18,788, 18,793 à 18,797.

16 *septembre.* - Déc. Bois, B. 18,798.
17 *septembre.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 19,235 à 19,237.
18 *septembre.* - Déc. Brevets d'invention, B. 13,368.
20 *septembre.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,507.
21 *septembre.* - Déc. Travaux à Bourbonne-les-Bains, B. 12,953.
24 *septembre.* - Déc. Réintégration, - domicile, B. 19,238, 19,239.
3 *octobre.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 19,672 à 19,674.
4 *octobre.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,507.
5 *octobre.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,508.
6 *octobre.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,509.
7 *octobre.* - Déc. Réintégration, - domicile, B. 19,674, 19,675.
9 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 18,409. - Bois, B. 18,799, 18,800, 18,817 à 18,820.
11 *octobre.* - Déc. Brevets d'invention, B. 13,369.
14 *octobre.* - Déc. Travaux au port de Saint-Gilles, B. 12,865. - Pensions, B. 18,410. - Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, - naturalisation à l'étranger, B. 19,677 à 19,680.
16 *octobre.* - Déc. Travaux à la gare de Lyon-Perrache, B. 12,866.
17 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 18,411.
18 *octobre.* - Déc. Bois, B. 18,821.
21 *octobre.* - Déc. Bois, B. 18,822. - Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, - naturalisation à l'étranger, B. 19,681 à 19,687.
26 *octobre.* - Déc. Bois, B. 18,789, 18,823 à 18,826.
27 *octobre.* - Déc. qui autorise la caisse d'épargne du Havre à aliéner 3,575 fr. de rente,
27 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 18,412, 18,579. - Bois, B. 18,827, 18,828.
28 *octobre.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 19,688 à 19,690.
3 *novembre.* - Déc. Bois, B. 18,790, 18,849.
4 *novembre.* - Déc. Bois, B. 18,850, 18,851. - Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, - fonctions et naturalisation à l'étranger, B. 19,703 à 19,707.
6 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 18,580, 18,581.
7 *novembre.* - Déc. Travaux aux ports de Saint-Légué-Saint-Brieuc et d'Isigny, B. 12,867, 12,931. - Légion d'honneur, nominations, B. 18,510 à 18,513.
8 *novembre.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,514.
9 *novembre.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,515.
10 *novembre.* - Déc. qui supprime la caisse d'épargne d'Aix-les-Bains,
10 *novembre.* - Déc. qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne d'Etampes,
10 *novembre.* - Déc. qui autorise la compagnie du jardin zoologique à se transformer en compagnie anonyme,
11 *novembre.* - Déc. Rectification de la route nationale n° 188. B. 12,978. - Bois, B. 18,852, 18,853. - Réintégration, - domicile, - service et naturalisation à l'étranger, B. 19,708 à 19,711.
14 *novembre.* - Déc. qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne de Foix,
14 *novembre.* - Déc. Bois, B. 18,854 à 18,858.
15 *novembre.* - Déc. Bois, B. 18,905.
17 *novembre.* - Déc. Droits à percevoir par la chambre de commerce de Dieppe, B. 12,979.
18 *novembre.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, - naturalisation à l'étranger, B. 18,712 à 18,715.
21 *novembre* - Déc. qui abroge celui du 21 décembre 1878, relatif aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées, B. 12,980.
22 *novembre.* - Déc. Bois, B. 18,935.
24 *novembre.* - Déc. Concession de lais de mer à Cagnes. B. 12,982. - Bois, B 18,936 à 18,943.
25 *novembre.* - Déc. Travaux à la rivière la Lawe, - au chenal navigable du Rhône, B. 12,982, 12,983. - Déc. qui autorise mademoiselle Tripotin à substituer à son nom celui de Géraldy, B. 13,403. - Déc. Eaux minérales, B. 18,778. - Réintégration, - domicile, B. 19,716, 19,717.
27 *novembre.* - Déc. Travaux au canal de Bourbourg, B. 12,984. - Polygones, B. 13,008. - Déc. qui crée une commune à Chanat-les-Monteyre, B. 13,047. - Déc. portant que la commune de Tassin (Rhône) prendra le nom de Tassin-la-Demi-Lune, B. 13,048. - Ponts, B. 13,049. - Travaux au port du Havre, B. 13,050.
27 *novembre.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,516
28 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 18,582, 18,583.
1er *décembre.* - Déc. qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne de Meulan,
2 *décembre.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 19,754 à 19,756.
4 *décembre.* - Déc. qui approuve des modifications aux statuts de la société de Notre-Dame de Bon-Secours, à Dieppe,
4 *décembre.* - Déc. portant que la commune de Pierrepont (Vosges) prendra le nom de Pierrepont-sur-l'Arantèle, B. 13,051.
4 *décembre.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 18,517. - Bois, B. 18,955, 18,989, 19,003.
5 *décembre.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,518. - Pensions, B. 18,643, 18,644. - Bois, B. 18,956 à 18,965, 19,004 à 19,006.
7 *décembre.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'association des anciens élèves du collège de l'Arc, à Dôle,
7 *décembre.* - Déc. portant que la commune de Millencourt (Somme) prendra le nom de Millencourt-en-Ponthieu, B. 13,052. - Brevets d'invention, B. 13,680.
9 *décembre.* - Déc. Bois, B. 18,966, 19,032, 19,042 à 19,044. - Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 19,757 à 19,759.
10 *décembre.* - Déc. Bois, B. 19,018.
12 *décembre.* - Déc. qui approuve l'arrangement pour l'établissement de lignes télégraphiques le long des cours d'eau, signé entre la France et la Belgique, le 30 novembre 1882,
12 *décembre.* - Déc. Bois, B. 18,991, 19,019.
14 *décembre.* - Déc. Limites de la mer à l'embouchure de la rivière de Morlaix, B. 13,053. - Eaux, B. 18,760, 18,761. - Bois, B. 19,020, 19,045, 19,046, 19,080.
15 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 18,645, 18,646.
16 *décembre.* - Déc. Travaux au canal de la Marne au Rhin, B. 13,054. - Eaux, B. 18,762, 18,763. - Réintégration, - domicile, - fonctions à l'étranger, B. 18,760 à 18,762.
19 *décembre.* - Déc. relatif à la concession de tramways à la ville de Valenciennes,
20 *décembre.* - Loi qui approuve une convention conclue le 19 juillet 1882 avec les Etats-Unis d'Amérique, concernant le règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre,
20 *décembre.* - Déc qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'oeuvre de l'orphelinat des Arts,
20 *décembre.* - Déc. Droits à percevoir pour location de grue au port de Dieppe, B. 13,115. - Mines, B. 18,764. - Bois, B. 19,047.
22 *décembre.* - Déc. Rectification de la route nationale n° 167, B. 13,058, 13,059. - Octrois de diverses villes, B. 18,698 à 18,704. - Eaux, B. 18,765.
23 *décembre.* - Déc. Eaux, B. 18,766. - Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 18,763 à 18,765.
25 *décembre.* - Déc. Bois, B. 18,990.
26 *décembre.* - Déc. concession d'un immeuble à la colonie de la Guadeloupe, B. 13,060. - Octroi de Lille, B. 18,705. - Pensions, B. 19,528.
27 *décembre.* - Loi qui approuve la convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et la Grande-Bretagne,
27 *décembre.* - Loi qui approuve le tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et l'Autriche-Hongrie,
27 *décembre.* - Loi qui approuve le tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et la Roumanie,
27 *décembre.* - Déc. Travaux à la gare de Villerupt, B. 13,061.
28 *décembre.* - Déc. Légion d'honneur, nominations, B. 18,519 à 18,523, 19,313. - Pensions, B. 18,647, 18,648.
29 *décembre.* - Déc. Paroisse de Montaigules-Bois, B. 18,443. - Légion d'honneur, nominations, B. 18,524 à 18,529, 19,303. - Octrois, B. 18,706, 18,707. - Erection de chapelles, B. 18,913, 18,914.
30 *décembre.* - Déc. Faculté de médecine de Bordeaux, B. 12,899. - Pensions, B. 18,464. - Légion d'honneur, nominations, B. 18,530 à 18,532. - Octroi de Corbeil, B. 18,708. - Réintégration, B. 18,766.
31 *décembre.* - Déc. qui crée des tribunaux de première instance à Batna, Guelma et Sidibel-Abbès,

1883.

1er *janvier.* - Déc. Création de chaires aux facultés d'Aix, de Grenoble, de Besançon, de Caen, de Dijon et de Clermont, B. 13,062 à 13,067, 13,090, 13,091.
2 *janvier.* - Déc. relatif aux funérailles de M. Gambetta,
2 *janvier.* - Déc. qui approuve divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Nord,
2 *janvier.* - Déc. qui modifie celui du 24 décembre 1851, relatif à l'organisation du corps des mines,
2 *janvier.* - Déc. concernant l'émission des bons de poste de 1 franc et de 10 francs,
2 *janvier.* - Déc. concernant l'émission des bons de poste de 2 francs,
3 *janvier.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit extraordinaire pour les funérailles de M. Gambetta,
3 *janvier.* - Déc. portant que la commune de Montgriffon prendra le nom de Nivollet-Montgriffon, B. 13,116.
4 *janvier.* - Loi relative au déclassement de la batterie des Lions, à Marseille,
4 *janvier.* - Lois qui autorisent les départements de Meurthe-et-Moselle et de Tarn-et-Garonne à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
4 *janvier.* - Loi qui distrait une portion de territoire de la commune de Longecombes et la rattache à la commune de Chaley (Ain),
4 *janvier.* - Déc. qui annule divers crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires des exercices 1880 et 1881,
4 *janvier.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1883, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce,
4 *janvier.* - Déc. Mines, B. 19,014 à 19,016. - Bois, B. 19,081, 19,124 à 19,126.
5 *janvier.* - Loi qui modifie l'art. 1734 du Code civil, relatif aux risques locatifs,
5 *janvier.* - Lois qui autorisent les départements de la Charente-Inférieure, d'Ille-et Vilaine, de la Haute-Loire et de Tarn-et-Garonne, et la ville de Boulogne-sur-Mer à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,

5 *janvier.* - Déc. portant que les funérailles de M. le général Chanzy seront célébrées par les soins de l'Etat et aux frais du trésor public,
5 *janvier.* - Déc. Bois, B. 19,127.
6 *janvier.* - Déc. portant que le collège de Laon est déclaré lycée national,
6 *janvier.* - Déc. qui autorise: 1° M. de Clausade à ajouter à son nom patronymique celui de Saint-Amarand; 2° M. Perrier à ajouter à son nom patronymique celui de Ducarne; 3° M. Michel à ajouter à son nom patronymique celui de Jaffard, B. 12 932.
6 *janvier.* - Déc. Réintégration, - droits de citoyen français, - domicile, B. 20,041 à 20,044.
7 *janvier.* - Déc. qui crée vingt-deux nouvelles justices de paix en Algérie,
8 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée pour la construction de la conduite d'eau de Bou-Filaine (Algérie),
8 *janvier.* - Déc. qui fixe les frais d'administration de la préfecture du Rhône,
8 *janvier.* - Déc. portant que la commune de Loures (Hautes-Pyrénées) prendra le nom de Loures-Barousse, B. 13,129.
9 *janvier.* - Déc. qui fixe la composition des commissions d'examen des aspirants et aspirantes au brevet de capacité,
9 *janvier.* - Déc. qui modifie celui du 29 juillet 1881, relatif à l'organisation des écoles normales,
9 *janvier.* - Déc. qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de tramways à traction de locomotives dans la ville de Saumur et sa banlieue,
10 *janvier.* - Loi qui ouvre un crédit extraordinaire sur l'exercice 1882 pour les dépenses de l'exposition d'Amsterdam et annule sur le même exercice un crédit affèrent à l'exposition de Melbourne,
10 *janvier.* - Loi qui ouvre, sur l'exercice 1883, des crédits extraordinaires destinés à la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain,
10 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée en 1880 pour l'installation et l'agrandissement de divers ministères,
10 *janvier.* - Déc. qui crée un lycée national de jeunes filles à Lyon,
10 *janvier.* - Déc. qui prescrit la promulgation de la convention conclue le 19 juillet 1882 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, concernant le règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre,
10 *janvier.* - Déc. Pensions, B. 18,398. - Mines, B. 18,767. - Legs Brunet, B. 18,768. - Légion d'honneur, nomination, B. 19,314.
11 *janvier.* - Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département des Pyrénées-Orientales, le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 7 août 1882,
11 *janvier.* - Déc. qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Clermont-Ferraud,
11 *janvier.* - Déc. portant que la commune de Verrières (Aveyron) prendra le nom de Sébrazac, B. 13,130.
11 *janvier.* - Déc. portant que la commune de Laché-Assarts (Nièvre) prendra le nom de Vitry-Laché, B. 13,260.
11 *janvier.* - Déc. portant que les communes de Tauxières et de Mutry (Marne) seront réunies en une seule municipalité qui portera le nom de Tauxières-Mutry, B. 13,261.
11 *janvier.* - Déc. Pensions, B. 18,399 à 18,401. - Bois, B. 19,021.
12 *janvier.* - Déc. portant promulgation de la convention pour l'échange des mandats de poste conclue, le 8 décembre 1882, entre la France et la Grande-Bretagne,
12 *janvier.* - Déc. portant ouverture du bureau des douanes de Tourcoing à l'importation des fils de lin,
13 *janvier.* - Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour améliorer la navigation de la Charente entre Angoulème et la limite du département de la Charente-Inférieure,
13 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du compte de liquidation de l'exercice 1880,
13 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880,
13 *janvier.* - Déc. qui ouvre au budget ordinaire du ministre de la guerre un nouveau chapitre destiné à recevoir l'inscription du crédit extraordinaire accordé pour l'entretien de compagnies mixtes en Tunisie,
13 *janvier.* - Déc. qui crée un polygone exceptionnel dans la zone des servitudes de la place de Perpignan,
13 *janvier.* - Déc. relatif aux carrières du département du Loiret,
13 *janvier.* - Déc. qui modifie, en ce qui concerne les gardes-jurés, les décrets sur la pêche côtière dans les 1er, 2^{e}, 3^{e} et 4^{e} arrondissements maritimes,
13 *janvier.* - Déc. Pensions, B. 18,444 à 18,451. - Mines, B. 18,801. - Réintégration, - droits de citoyen français, - naturalisation, - domicile, B. 20,045 à 20,050.
15 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée pour la construction de l'école d'apprentissage de Dellys (Algérie),
15 *janvier.* - Déc. portant que l'Etat est substitué au département d'Oran en ce qui concerne la garantie d'intérêt du chemin de fer de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès,
15 *janvier.* - Déc. Création d'une chaire à la faculté des lettres de Paris, B. 13,263.
15 *janvier.* - Déc. relatif à la faculté des lettres de Douai, B. 13,701.
15 *janvier.* - Déc. Pensions, B. 18,465, 18,466. - Eglises, B. 18,915. - Bois, B. 19,140, 19,153, 19,156.
16 *janvier* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,315.
17 *janvier.* - Déc. Brevets d'invention, B. 13,681.
17 *janvier.* - Déc. Légion d'honneur, médaille militaire, radiation, suspension, B. 18,710 à 18,719.
18 *janvier.* - Loi qui dispense temporairement les candidats à l'engagement volontaire dans l'armée de terre de l'obligation de savoir lire et écrire,
18 *janvier.* - Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Marans à Surgères,
18 *janvier.* - Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Trilport à la Ferté-Milon,
18 *janvier.* - Loi qui classe dans le département des Basses-Alpes, sous le n° 208, une nouvelle route nationale d'Entrevaux à Barcelonnette,
18 *janvier.* - Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Loire, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par décret du 7 août 1882,
18 *janvier.* - Déc. Travaux sur l'ancien réseau de la compagnie de l'Est, B. 13,251.
18 *janvier.* - Déc. Donations Francoeur, B. 13,264.
18 *janvier.* - Déc. Pensions, B. 18,406, 18,649, 18,650.
18 *janvier.* - Eaux, B. 18,802, 18,803.
19 *janvier.* - Déc. Pensions, B. 18,467, 18,468.
19 *janvier.* - Eglises, B. 18,916, 18,917.
20 *janvier.* - Déc. qui crée à Fort-de-France une école préparatoire à l'enseignement du droit,
20 *janvier.* - Déc. Constructions à usage de quai, hangar et magasins, rue de Château-Landon, en bordure du chemin de fer de Paris à Avricourt, B. 13,265.
20 *janvier.* - Déc. Pensions, B. 18,469.
20 *janvier.* - Réintégration,
20 *janvier.* - droits de citoyen français,
20 *janvier.* - domicile, B. 20,051 à 20,053.
22 *janvier.* - Déc. qui fixe le traitement de certains juges de paix,
22 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée sur les crédits ouverts au ministre de l'intérieur et des cultes à titre de fonds de concours, exercice 1882,
22 *janvier.* - Déc. qui fixe le traitement du juge de paix de Saint-Pierre, canton du Fort (Martinique),
22 *janvier.* - Déc. qui rend applicable à la Guadeloupe la loi des 8 mars, 12 avril et 24 juin 1851 concernant les monts-de-piété,
22 *janvier.* - Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour l'exploitation provisoire de la ligne de Bonson à Saint-Bonnet-le-Château,
22 *janvier.* - Déc. concernant le service des colis postaux entre la France, la Corse, l'Algérie, la Tunisie, les bureaux français établis dans les ports ottomans, Sainte-Marie, Madagascar, Mayotte et Nossi-Bé,
22 *janvier.* - Déc. Pensions, B. 18,470 à 18,472.
22 *janvier.* - Bois, B. 19,082, 19,141.
23 *janvier.* - Déc. qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Rochechouart, à l'effet d'élire un député,
23 *janvier.* - Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Grenoble, à l'effet d'élire un député,
23 *janvier.* - Déc. qui fixe les prix de vente des cigarettes dites Medianas,
23 *janvier.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Rouen pour des travaux de casernement,
23 *janvier.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'exécution de travaux militaires en Algérie,
23 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du compte de liquidation de l'exercice 1880,
23 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880,
23 *janvier.* - Déc. qui annule divers crédits ouverts au ministre de la guerre sur la seconde partie du compte de liquidation et sur les budgets extraordinaires des exercices 1881 et 1882,
23 *janvier.* - Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département du Nord, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1887,
23 *janvier.* - Déc. qui crée un polygone exceptionnel dans les zones de servitudes de la citadelle de Langres,
23 *janvier.* - Déc. qui retire provisoirement à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie d'Arras le droit de délivrer des inscriptions et de faire subir des examens,
23 *janvier.* - Déc. Pensions, B. 18,473, 18,547, 18,548, 18,560 à 18,567.
23 *janvier.* - Eglises, B. 18,918.
24 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée en 1880 pour les études et travaux relatifs à l'aménagement des eaux,
24 *janvier.* - Déc. portant promulgation de la déclaration relative au tarif télégraphique entre la France et l'Autriche-Hongrie, signée à Paris le 3 novembre 1882,
24 *janvier.* - Déc. portant promulgation de la déclaration relative au tarif télégraphique entre la France et la Roumanie, signée à Paris le 3 novembre 1882,
24 *janvier.* - Déc. qui autorise la ville de Bagnères-de-Bigorre à créer un collège communal,
24 *janvier.* - Déc. qui autorise la ville de Longwy à créer un collège communal,
24 *janvier.* - Déc. qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'installation et l'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques en France et en Algérie,

24 *janvier.* - Déc. qui fixe la taxe à percevoir en France, en Algérie et en Tunisie sur les télégrammes à destination de la Roumanie,
24 *janvier.* - Déc. portant promulgation de la déclaration relative au tarif télégraphique entre la France et la Grèce, signée à Paris le 13 juillet 1882,
25 *janvier.* - Déc. qui détermine le mode d'approvisionnement des tabacs exotiques employés dans les manufactures de l'Etat,
25 *janvier.* - Déc. qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage ou charronnage flottés pendant l'exercice 1883,
25 *janvier.* - Déc. Legs Berrier, B. 13,252.
25 *janvier.* - Déc. Mines, B. 18,804.
25 *janvier.* - Bois, B. 19,128, 19,142, 19,157 à 19,159, 19,167.
26 *janvier.* - Déc. qui étend au dix-septième, au dix-huitième et à une portion du dix-neuvième arrondissement de Paris le service des dépêches télégraphiques circulant par le réseau pneumatique,
26 *janvier.* - Déc. qui nomme un membre de la commission chargée de vérifier les comptes des ministres, B. 13,092.
26 *janvier.* - Déc. Pension, B. 18,474, 18,475.
27 *janvier.* - Déc. concernant le mariage des Français en Cochinchine,
27 *janvier.* - Déc. concernant l'échange des colis postaux entre Sainte-Marie-de-Madagascar, Mayotte, Nossi-Bé, la France, l'Algérie, la Tunisie, les bureaux français établis dans les ports ottomans, les colonies françaises et divers pays étrangers,
27 *janvier.* - Déc. portant que dans les cercles de Ghardaia, d'Aïn-Sefra et dans le poste de Mécheria, des officiers de l'armée pourront être investis provisoirement des attributions conférées aux juges de paix,
27 *janvier.* - Déc. qui nomme des membres de la commission de vérification des comptes des ministres pour l'exercice 1877 et l'année 1878, B. 13,165.
27 *janvier.* - Déc. Droits de citoyen français, - réintégration, - domicile, - naturalisation à l'étranger, B. 18,452, 20,054 à 20,057.
28 *janvier.* - Déc. concernant les menues dépenses des cours et tribunaux,
29 *janvier.* - Déc. qui rectifient, en ce qui concerne des départements de la Loire et du Nord, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882,
29 *janvier.* - Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département du Pas-de-Calais, le tableau de population n° 4 déclaré authentique par le décret du 7 août 1882,
29 *janvier.* - Déc. portant homologation des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage de terrains militaires formant les zones de fortification de diverses places de guerre,
29 *janvier.* - Déc. portant homologation des plans de délimitation et des procès-verbaux de zones de servitudes et de polygones exceptionnels de diverses places de guerre,
29 *janvier.* - Déc. qui approuve divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi et du canal latéral à la Garonne,
29 *janvier.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit pour le déplacement du quartier de Bonne à Grenoble,
29 *janvier.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit pour la location du magasin d'habillement et de campement à Montpellier,
29 *janvier.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit pour la réorganisation du casernement à Rouen,
29 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880,
29 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1881 une somme non employée sur les exercices antérieurs du compte de liquidation,
29 *janvier.* - Déc qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la défense de la rive droite de la Garonne, au lieu dit la Pomme,
29 *janvier.* - Déc. qui autorise la société des docks et entrepôts d'Orléans à ouvrir et à exploiter une salle de ventes publiques de marchandises en gros,
29 *janvier.* - Déc. relatif à la rivière de Bienne, B. 13,166.
29 *janvier.* - Déc. Etablissement d'une voie de garage à la gare de Pezens, sur le chemin de fer de Bordeaux à Ce te, B. 13,266.
29 *janvier.* - Déc. Pensions, B. 18,549, 18,601 à 18,607. - Eaux, B. 18,805. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,316.
30 *janvier.* - Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit sur le budget extraordinaire de 1882 et annule une somme égale sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881,
30 *janvier.* - Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1882, un crédit supplémentaire et annule une somme égale sur l'exercice 1881,
30 *janvier.* - Déc. portant nomination des membres de la commission de vérification des frais de service et de négociation du trésor public pour l'exercice 1882, B. 12,857.
30 *janvier.* - Déc. Pensions, B. 18,550.
31 *janvier.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée en 1881, pour la reconstruction du pont au Double, à Paris,
31 *janvier.* - Déc. Mines, B. 18,806. - Eaux, B, 18,829 à 18,831.
1er *février.* - Déc. qui ouvre au budget de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, exercice 1881, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements pour rappels d'arrérages de traitements, etc., qui se rapportent à des exercices clos,
1 er *février.* - Déc. Pensions, B. 18,590.
2 *février.* - Déc. relatif aux lettres contenant des valeurs-papiers déclarées expédiées des bureaux de poste français établis en Tunisie à destination des colonies françaises et de divers pays étrangers,
2 *février.* - Déc. Pensions, B. 18,551, 18,625.
3 *février.* - Déc. qui approuve la cession faite à la compagnie de chemins de fer départementaux de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Valognes-Montebourg à Saint-Vaast et Barfleur,
3 *février.* - Déc. Pensions, B. 18,598, 18,526 à 18,628. - Mines, B. 18,832, 18,834, 18,835. - Eaux, B. 18,833.
4 *février.* - Déc. Pensions, B. 18,629.
5 *février.* - Déc. Pensions, B. 18,630.
6 *février.* - Déc. Pensions, B. 18,599, 18,631.
7 *février.* - Déc. qui autorise la cession faite par les sieurs Mundet et Ce à la société des chemins de fer à voie étroite de Saint-Etienne à Firminy, Rive-de-Gier et extensions, des deux réseaux de tramways de Rive-de-Gier à Saint-Etienne et de Saint Etienne à Firminy,
7 *février.* - Déc Pensions, B. 18,600, 18,632.
8 *février.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la construction d'une caserne de douane à Saint-Nazaire,
8 *février.* - Déc. qui réduit à une zone unique les servitudes de la place de Concarneau,
8 *février.* - Déc. portant que l'école nationale des mines prendra à l'avenir le titre d'Ecole nationale supérieure des mines,
8 *février.* - Déc. Prix des frères Homberg en faveur du rég ment des sapeurs-pompiers de la ville de Paris, B. 12,933.
8 *février.* - Déc. Rectification de la route nationale n° 117, B. 13,185.
8 *février.* - Déc. Rectification de la route nationale n° 73, B. 13,186.
8 *février.* - Déc. Rectification de la route nationale n° 130, B 13,187.
8 *février.* - Déc. Pensions, B. 18 633, 18,634. - Bois, B. 19,143, 19,168, 19,169.
9 *février.* - Déc. qui convoque le collège électoral de la Martinique, à l'effet d'élire un sénateur,
9 *février.* - Déc. concernant les intérimaires appelés à remplacer des magistrats aux colonies,
9 *février.* - Déc. Pensions, B 18,780, 18,781.
9 *février.* - Mines, B. 18,836.
10 *février.* - Déc. qui transfère à Canala le siège de la justice de paix de Bourail,
10 *février.* - Déc. qui autorise l'établissement et l'exploitation d'une jetée-promenade à l'est du port de Trouville,
10 *février.* - Déc. qui autorise MM. Couillandeau à substituer à leur nom patronymique celui de Buffet, B. 13,009.
10 *février.* - Déc. Pensions, B, 18,635.
10 *février.* - Syndicat de la Durance, emprunt, B. 18,837.
10 *février.* - Légion d'honneur, nominations, B. 18,317.
11 *février.* - Loi qui incorpore dans le réseau d'intérêt général le chemin de fer d'intérêt local de Bazancourt à Béthéniville, et déclare d'utilité publique le chemin de fer de Béthéniville à Challerange,
12 *février.* - Loi qui modifie l'art. 18 de la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles,
12 *février.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs de Limoges et du musée national Adrien Dubouché,
12 *février.* - Déc. qui ouvre au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1880, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos,
12 *février.* - Déc. qui rectifient, en ce qui concerne les départements de l'Ardèche, du Nord et de Seine-et-Oise, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882,
12 *février.* - Déc. qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Chagny (Saône-et-Loire),
12 *février.* - Déc qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la maison Saint-Louis à Commentry,
12 *février.* - Déc. Octrois, B. 18,873.
12 *février.* - Légion d'honneur, médaille militaire, médaille de Crimée, suspension, radiation, nomination, B. 19,094 à 19,096, 19,318.
13 *février.* - Déc. qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Ardèche, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur,
13 *février.* - Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription du vingtième arrondissement de la ville de Paris, à l'effet d'élire un député,
13 *février.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la Société dunkerquoise pour l'avancement des lettres, etc.,
13 *février.* - Déc. qui affecte au département de l'agriculture différents terrains à Compiègne, B. 13,188.
14 *février.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Ecolly,
14 *février.* - Déc. Pensions, B. 12,636, 18,654.
14 *février.* - Bois, B. 19,170.
15 *février.* - Lois qui autorisent les départements de l'Ariège, de l'Aube, des Landes, de la Loire, de la Manche et de la Marne, et la ville d'Angoulême à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
15 *février.* - Déc. qui autorise la caisse d'épargne de Bayonne à acquérir un immeuble et à aliéner des rentes,

15 *février.* - Déc. Legs Gatteaux, B. 13,326.
15 *février.* - Déc. Résidence à l'étranger, B. 18,666.
16 *février.* - Loi relative à l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail,
16 *février.* - Déc. qui ouvre à Montbéliard un bureau de garantie pour l'essai et la marque des ouvrages d'or et d'argent,
16 *février.* - Déc. qui rejette le recours pour abus formé par les sieurs Poggi et consorts,
16 *février.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1882, un crédit pour secours aux victimes des inondations,
16 *février.* - Déc. qui nomme un membre de la commission chargée de préparer le travail de revision du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique et des règlements ministériels à l'appui, B. 12,934.
16 *février.* - Déc. Limites de la mer à l'étang salé de Salces et de la Tourette (Pyrénées-Orientales), B. 13,327.
16 *février.* - Déc. relatif à la limite du rivage de la mer sur le littoral de la commune de Biarritz, le 20 mars 1882, B. 13,267.
16 *février.* - Déc. Mines, B. 18,838. - Octroi du Havre, B. 18,874. - Chapelles, B. 18,919.
17 *février.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce,
17 *février.* - Déc qui autorise la société de la manufacture d'Annecy et Pont à se transformer en société anonyme,
17 *février.* - Déc. Pensions, B. 18,637, 18,655. - Bois, B. 19,144, 19,154, 19,160, 19,171, 19,215, 19,333.
18 *février.* - Loi qui autorise la ville de Périgueux à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement,
18 *février.* - Déc relatif à la construction d'un quai en maçonnerie au port de Dives,
18 *février.* - Déc. qui substitue la ville de Bourges aux droits de l'Etat pour les alignements de la route nationale n° 76, dans la traverse de la ville, B. 13,268.
18 *février.* - Déc. qui substitue la ville de Saint-Lô aux droits de l'Etat pour les alignements de la route nationale n° 172, de Granville à Bayeux, dans la traverse de Saint-Lô, B. 13,269.
18 *février.* - Déc. Pensions. B. 18,638.
19 *février.* - Déc. qui convoquent les collèges électoraux des arrondissements de Figeac et de Nogent-sur-Seine, à l'effet d'élire des députés,
19 *février.* - Déc. qui rectifient, en ce qui concerne le département des Ardennes et le département de l'Aisne, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882,
19 *février.* - Déc. portant que la commune de Faymoreau-Puy-de-Serre (Vendée) est divisée en deux communes distinctes, B. 13,270.
19 *février.* - Déc. Pensions, B. 18,656, 18,676. - Mines, B. 18,839.
20 *février.* - Déc. qui crée un conseil de prud'hommes à Alger,
20 *février.* - Déc. Legs Petit d'Ormoy, B. 13,271.
20 *février.* - Déc. Pensions, B. 18,639, 18,640. - Bois, B. 19,216, 19,334, 19,335.
21 *février.* - Déc. qui nomment M. Jules Ferry ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et président du conseil des ministres, M. Challemel-Lacour ministre des affaires étrangères, M. Martin Feuillée garde des sceaux, ministre de la justice, M. Waldeck-Rousseau ministre de l'intérieur et des cultes, M. Tirard ministre des finances, M. le général de division Thibaudin ministre de la guerre, M. Charles Brun ministre de la marine et des colonies, M. David Raynal ministre des travaux publics, M. Hérisson ministre du commerce, M. Cochery ministre des postes et des télégraphes, M. Méline ministre de l'agriculture,
21 *février.* - Déc. qui étend aux îles du littoral le service du recouvrement par la poste des effets de commerce soumis au protêt,
21 *février.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour les frais d'alimentation d'eau de l'orphelinat Saint-Philippe,
21 *février.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges,
21 *février.* - Déc. qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de la douane de Collioure,
21 *février.* - Déc. Bois, B. 19,243, 19,529.
24 *février.* - Déc. relatif à l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les mines de sel de Montmoret avec le chemin de fer d'intérêt local de Chalon-sur-Saône à Lons-le-Saunier,
24 *février.* - Déc. qui autorise M. Casimir à ajouter à son nom patronymique celul de Dinant, B. 13,010.
24 *février.* - Déc. qui autorise M. Labat à ajouter à son nom patronymique celui de Martinelli, B. 13,011.
24 *février.* - Déc. qui suspend l'exécution d'une délibération du conseil général de la Seine, B. 13,212.
24 *février.* - Déc. Pensions, B. 18,657, 18,658.
26 *février.* - Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Marne, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882,
26 *février.* - Déc. qui distrait une section cadastrale de la commune de Ghyvelde (Nord) pour en former une municipalité distincte sous le nom de Bray-Dunes, B. 13,213.
26 *février.* - Déc. qui distrait les sections de Francilly et de Selency de la commune de Fayet (Aisne) pour en former une municipalité distincte sous le nom de Francilly-Sélency, B. 13,214.
26 *février.* - Déc. Pensions, B. 18,659, 18,660. - Octroi de Vannes, B. 18,709. - Mines, B. 18,840.
27 *février.* - Déc. qui détache l'administration des cultes du ministère de l'intérieur, la réunit au ministère de la justice, et nomme M. Martin Feuillée ministre de la justice et des cultes,
27 *février.* - Déc. qui nomment M. Noirot sous-secrétaire d'Etat au ministère de la justice et des cultes, M. Margue sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, M. Labuze sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances, M. Durand sous-secrétaire d'Etat au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et M. Baïhaut sous-secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics,
27 *février.* - Déc. qui ouvre, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'exécution de divers travaux publics,
27 *février.* - Déc. Legs Perron, B. 13,253.
27 *février.* - Déc. Résidence à l'étranger, B. 18,667.
28 *février.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires à Vernon,
28 *février.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'association des anciens élèves du collège d'Autun,
28 *février.* - Déc. Pensions, B. 18,663, 18,687.
28 *février.* - Déc. relatif à un contrat d'échange avec soulte d'un terrain dépendant de la citadelle de Bayonne contre un terrain d'égale étendue sis également à Bayonne, B. 13,254.
1 er *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,677, 18,688. - Bois, B. 19,402.
2 *mars.* - Déc. qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie,
2 *mars.* - Déc. qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1882, un crédit pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie,
2 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,661, 18,689, 18,690.
3 *mars.* - Brevets d'invention, B. 13,706.
3 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,608, 18,691.
5 *mars.* - Déc. qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune d'Hurigny (Saône-et-Loire) et dans la ville de Vendôme,
5 *mars.* - Déc. Travaux au port du Havre, B. 13,328.
5 *mars.* - Déc. Hospice de Varès, B. 18,878.
6 *mars.* - Lois qui autorisent les départements de la Gironde et de la Sarthe à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
6 *mars.* - Déc. qui rend applicable aux colonies la loi du 2 août 1882 pour la répression des outrages aux bonnes moeurs,
6 *mars.* - Déc. qui approuve divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée,
6 *mars.* - Déc. qui approuve divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi et du canal latéral à la Garonne,
6 *mars.* - Déc. qui approuvent divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée,
6 *mars.* - Déc. Travaux par la compagnie des chemins de fer du Midi, B. 13,349.
6 *mars.* - Déc. Construction d'un bâtiment de voyageurs et modification des voies à la gare de Gendrey, B. 13,350.
6 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,678, 18,692. - Légion d'honneur, nominations, B. 18,319.
7 *mars.* - Déc. portant extension du polygone exceptionnel de la place de Prats-de-Mollo,
7 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,730 à 18,736. - Eglises, B. 18,920.
8 *mars.* - Déc. qui affecte au service du département de la guerre un terrain domanial nécessaire pour l'agrandissement de la manutention militaire à Avignon,
8 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,679, 18,880, 18,881.
9 *mars.* - Loi qui modifie celle du 10 janvier 1883 concernant les crédits extraordinaires ouverts sur l'exercice 1883 pour subvenir aux dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza,
9 *mars.* - Loi qui annule des crédits ouverts au ministre de la marine et des colonies, sur les exercices 1881 et 1882 et ouvre, sur l'exercice 1883, un crédit applicable à la construction d'un chemin de fer au Sénégal,
9 *mars.* - Déc. concernant les drogmans et les interprètes,
9 *mars.* - Déc. relatif à l'organisation des commissariats de police du département de la Seine (Paris excepté),
9 *mars.* - Déc. Octrois, B. 18,875 à 18,877. - Légion d'honneur, médaille militaire, ordres étrangers, radiation, suspension, nomination, B. 19,097 à 19,100, 19,320.
10 *mars.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Philippeville pour l'établissement de trottoirs,
10 *mars.* - Déc. portant qu'il sera fait usage, à partir du 1er avril 1883, des timbres-épargne créés par la loi du 3 août 1882,
10 *mars.* - Déc. qui autorisent l'établissement de dépôts de dynamite sur le territoire des communes de Vialas (Lozère), Saint-Chéron (Seine-et-Oise) et de Saint-Florent (Gard),
10 *mars.* - Déc. Travaux au port de Trouville, B. 13,351. - Déc. Rectification, à Lyon, de la route nationale n° 6, B. 13,370. - Déc. Travaux sur le nouveau réseau de la compagnie du Midi, 13,371. - Déc. Travaux aux dunes près Saint-Malo, B. 13,385. - Déc. Rectification de la route nationale n° 203 et de la route nationale n° 21, B. 13,386, 13,387. - Déc. Travaux à la gare de Creil, B. 13,388.
10 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,680 à 18,682.
12 *mars.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour les dépenses de l'instruction primaire,

12 *mars.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour dépenses publiques en Algérie,
12 *mars.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la Société maternelle de Darnetal,
12 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,693, 18,694. - Bureau de bienfaisance de Talmont, B. 18,879.
13 *mars.* - Lois qui autorisent les départements d'Eure-et-Loir, de la Nièvre, de la Savoie et des Vosges et la ville de Roanne à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
13 *mars.* - Déc. portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 23 mars 1882 relative à la constitution de l'état civil des indigènes musulmans en Algérie,
13 *mars.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour les travaux d'achèvement du port d'Oran,
13 *mars.* - Déc. qui institue une commission chargée de l'examen de diverses questions techniques se rattachant à la ligne maritime postale du Havre à New-York, B. 13,255.
13 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,769. - Bois, B. 19,350, 19,351, 19,358, 19,361, 19,414.
14 *mars.* - Lois qui autorisent les départements du Finistère et de la Lozère à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
14 *mars.* - Déc. qui alloue au département du Pas-de-Calais une subvention pour la construction des maisons d'arrêt et de correction de Béthune, de Boulogne et de Montreuil, en vue de la mise en vigueur du régime de l'emprisonnement individuel,
14 *mars.* - Déc. qui alloue au département de la Loire une subvention pour l'appropriation et l'agrandissement de la maison d'arrêt, de justice et de correction de Saint-Etienne, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel,
14 *mars.* - Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Clermont-Ferrand, à l'effet d'élire un député,
14 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,695. - Bois, B. 19,415.
15 *mars.* - Déc. qui approuve le deuxième supplément au tableau général des distances de port à port,
15 *mars.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit pour secours aux victimes des inondations,
15 *mars.* - Déc. portant que la commune de Galluis-la-Queue (Seine-et-Oise) formera deux municipalités distinctes, B. 13,292.
15 *mars.* - Déc. Travaux par la compagnie du Midi, B. 13,404.
15 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,770, 18,771. - Hospice de Courpière, B. 19,089. - Bureau de bienfaisance d'Englebelmer, B. 19,090.
16 *mars.* - Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit extraordinaire pour l'acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux,
16 *mars.* - Déc. qui approuve les nouveaux statuts de la caisse d'épargne de Beaufort,
16 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,696, 18,697, 18,772, 18,773. - Eglises, B. 18,921. - Bois, B. 19,352 à 19,354, 19,362.
17 *mars.* - Lois qui autorisent les départements de la Manche et de Seine-et-Oise à contracter des emprunts,
17 *mars.* - Déc. qui étend à la Corse et à l'île d'Yeu (Vendée) le service du recouvrement par la poste des effets de commerce soumis au protêt,
17 *mars.* - Déc. qui autorise M. Cochon à substituer à son nom patronymique celui de Créton, B. 13,131.
17 *mars.* - Déc. qui nomme un membre de la commission chargée de vérifier les comptes des ministres pour l'exercice 1876 et l'année 1877, B. 13,293.
17 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,841 à 18,848.
18 *mars.* - Déc. qui nomme un membre de la commission de vérification des comptes des ministres pour l'exercice 1877 et l'année 1878, B. 13,294.
19 *mars.* - Déc. qui déclare d'utilité publique divers travaux à exécuter pour améliorer la navigation du lac Léman,
19 *mars.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882, pour l'exécution de divers travaux,
19 *mars.* - Déc. qui nomme deux membres de la commission chargée de la vérification des comptes des ministres pour l'exercice 1878 et l'année 1879, B. 13,329.
19 *mars.* - Déc. Travaux sur le canal de Nantes à Brest, B. 13,405. - Travaux au port de la Rochelle, B. 13,406. - Travaux au port de Granville, B. 13,419. - Travaux au cap de Port-Breton, B. 13,420.
19 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,774. - Paroisses, B. 18,922. - Eaux, B. 19,113.
20 *mars.* - Loi qui augmente le fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la caisse des lycées, collèges et écoles primaires,
20 *mars.* - Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour l'agrandissement de l'école normale supérieure,
20 *mars.* - Loi relative à l'acquisition d'hôtels des postes et des télégraphes à Grenoble et à Montpellier,
20 *mars.* - Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Bourg, à l'effet d'élire un député,
20 *mars.* - Déc. Eaux, B. 19,114, 19,115. - Bois, B. 19,363 à 19,365.
21 *mars.* - Loi relative au phylloxera en Algérie,
21 *mars.* - Déc. portant que le collège de Tulle est déclaré lycée national,
21 *mars.* - Déc. qui affecte au département de la guerre une parcelle de terrain domanial dépendant de la forêt de Fontainebleau, B. 13,331.
21 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,807.
22 *mars.* - Loi qui reporte diverses sommes de l'exercice 1881 à l'exercice 1882 et de l'exercice 1881 à l'exercice 1883 au budget des dépenses sur ressources extraordinaires,
22 *mars.* - Loi qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1883, un crédit pour la participation de la France à l'exposition internationale d'électricité de Vienne, 47.
22 *mars.* - Lois qui autorisent le département de l'Allier et les villes de Brest, de Mâcon et de Tourcoing à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
24 *mars.* - Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit et annule une somme sur l'exercice 1881,
24 *mars.* - Déc. qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880,
26 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,775, 18,808.
27 *mars.* - Loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie,
27 *mars.* - Loi qui ouvre des crédits extraordinaires, sur l'exercice 1883, pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie,
27 *mars.* - Déc. qui ouvre le bureau des douanes de Feignies (Nord) à l'importation des huiles minérales et de leurs essences,
27 *mars.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux,
27 *mars.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux,
27 *mars.* - Déc. qui approuve divers travaux sur le réseau de la compagnie du Midi,
27 *mars.* - Déc. qui approuvent divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée,
27 *mars.* - Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Chambéry, à l'effet d'élire un député, B. 13,082.
27 *mars.* - Déc. Rachat des ponts de Chalonnes, B. 13,421. - Rectification de la route départementale n° 14 (Var), B. 13,422. - Travaux à la gare de Saint-Chamond, B. 13,423. - Travaux par la compagnie de Paris à Lyon, B. 13,424. - Travaux sur la route nationale n° 199, B. 13,425.
27 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,776, 18,809. - Chapelles, B. 18,923. - Eaux, B. 19,116. - Bois, B. 19,355, 19,359.
28 *mars.* - Loi qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour les funérailles du général Chanzy,
28 *mars.* - Loi qui ouvre au ministre de la guerre un crédit sur l'exercice 1883,
28 *mars.* - Loi qui autorise le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer,
28 *mars.* - Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt,
28 *mars.* - Déc. qui proroge le délai accordé pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer de Naix-Menaucourt à Guë-Ancerville,
28 *mars.* - Déc. qui remplace par une commission unique les diverses commissions instituées pour la vérification des comptes des compagnies de chemins de fer,
28 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,777.
29 *mars.* - Déc. qui rectifient, en ce qui concerne les départements du Doubs et d'Indre-et-Loire, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882,
29 *mars.* - Déc. qui affecte au département des postes et des télégraphes une parcelle de terrain sise à Calais, B. 13,330.
29 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,791, 18,862. - Bois, B. 19,366.
30 *mars.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit pour la location du magasin central d'habillement à Montpellier,
30 *mars.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur le budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit pour l'exécution de divers travaux militaires,
30 *mars.* - Déc. qui affecte au service du département de la guerre l'emplacement de l'ancien fortin du Mont-de-Couple dans les dépendances de la place de Boulogne,
30 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,810. - Bois, B. 19,366.
31 *mars.* - Déc. qui organise l'inspection générale des services administratifs du ministère de l'intérieur,
31 *mars.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger,
31 *mars.* - Déc. Pensions, B. 18,863. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,321, 19,322.
1 er *avril.* - Déc. Création de la commune du Thuel (Aisne), B. 13,449.
1 er *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,811.
2 *avril.* - Loi qui augmente les fonds d'avances et de subventions mis à la disposition de la caisse des chemins vicinaux,
2 *avril.* - Lois qui autorisent les départements de la Loire-Inférieure et du Var, et la ville d'Aurillac à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
2 *avril.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux publics,
2 *avril.* - Déc. qui ouvre, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'exécution de divers travaux publics,
2 *avril.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les travaux de canalisation du Moron,
2 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,812 à 18,816. - Bois, B. 19,367, 19,416, 19,454, 19,463, 19,472, 19,478.
3 *avril.* - Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Neufchâteau à Barizey-la-Côte,
3 *avril.* - Déc. qui autorise la Société nationale des antiquatres de France à modifier ses statuts,
3 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,793.
4 *avril.* - Déc. qui reconnaît comme élablissement d'utilité publique la crèche de Vincennes,
4 *avril.* - Déc. Eglises, B. 19,078. - Légion d'honneur, médaille militaire, médaille du Mexique, suspension, radiation, B. 19,101 à 19,105.
5 *avril.* - Loi relative à l'établissement d'une forme de radoub au port de Brest,

5 *avril.* - Lois qui autorisent les départements du Calvados de Loir-et-Cher et du Puy-de-Dôme, et les villes de Grenoble et de Montpellier à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
5 *avril.* - Déc. qui constitue en entrepôt réel de douanes les locaux affectés à l'exposition géographique de Douai,
5 *avril.* - Déc. qui affecte au service du département de la guerre une parcelle de terrain dépendant de la forêt de Sommedieue (Meuse),
5 *avril.* - Déc. qui approuve l'arrêté du gouverneur de la Cochinchine, en date du 14 décembre 1882, sur l'assiette de l'impôt des salines en Cochinchine,
5 *avril.* - Déc. portant qu'il n'y a lieu d'accorder aucun dédommagement au département de la Meuse à raison de l'incorporation du chemin de fer de Nançois-le-Petit à Gondrecourt dans le réseau d'intérêt général,
5 *avril.* - Déc. qui autorise l'exploitation provisoire par l'administration des chemins de fer de l'Etat de diverses lignes de chemins de fer,
5 *avril.* - Déc. Concession de laïs de mer à Cagnes, B. 13,332.
5 *avril.* - Déc. Concession à la commune de Martigues, d'une parcelle de laïs de mer située au même lieu, B. 13,333.
5 *avril.* - Déc. Concession d'un laïs de mer situé à Berck, B. 13,334.
5 *avril.* - Déc. concession de laïs de mer à Etaples (Pas-de-Calais), B. 13,367.
5 *avril.* - Déc. Concession de laïs de mer à Cannes, B. 13,372.
5 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,864, 18,865, 18,906, 18,907, 18,996, 18,997. - Bois, B. 19,417, 19,437 à 19,439, 19,455, 19,456, 19,463 à 19,467, 19,479.
6 *avril.* - Déc. qui modifie la zone des fortifications du fort de Joux,
6 *avril.* - Déc. Octroi de Nontron, B. 19,088.
8 *avril.* - Loi relative à un crédit extraordinaire ouvert sur l'exercice 1883 et applicable aux funérailles de M. Gambetta,
9 *avril.* - Déc. concernant les écoles primaires au Gabon,
9 *avril.* - Déc. concernant les bateaux à vapeur qui naviguent sur les fleuves, rivières, canaux, lacs ou étangs d'eau douce,
9 *avril.* - Déc. qui approuve la convention passée avec la compagnie des chemins de fer du Midi pour l'exploitation provisoire du chemin de fer de Buzy à Laruns,
9 *avril.* - Déc. Etablissement du chemin de fer de Colombes à Frenelle-la-Grande, B. 13,450.
9 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,866, 18,908, 19,079. - Bois, B. 19,440.
10 *avril.* - Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Coutances, à l'effet d'élire un député, B. 13,100.
10 *avril.* - Déc. qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Saint-Julien (Haute-Savoie), à l'effet d'élire un député, B. 13,101.
10 *avril.* - Déc. qui modifie le tableau de répartition des conseillers d'arrondissement,
10 *avril.* - Déc. qui fixe le cadre du personnel affecté aux services de police de la ville du Mans,
10 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,867 à 18,870, 18,909, 18,925 à 18,933. - Chapelles, B. 18,924.
11 *avril.* - Déc. qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur, B. 13,103.
12 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre du commerce un crédit en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1870 et 1880,
12 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit pour compléter le traitement des vérificateurs des poids et mesures du département du Nord,
12 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,871, 18,872, 18,934. - Bois, B. 19,368, 19,441, 19,480, 19,488. - Légion d'honneur, nomination, B. 19,873.
13 *avril.* - Déc. qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Lot, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur, B. 13,104.
13 *avril.* - Déc. qui convoque le collège électoral du seizième arrondissement de Paris, à l'effet d'élire un député, B. 13,105.
13 *avril.* - Déc. qui autorise la société de l'Ecole nationale des chartes à modifier ses statuts,
13 *avril.* - Déc. Résidence à l'étranger, B. 19,093. - Pensions, B. 19,130, 19,131.
14 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour l'agrandissement du dépôt d'étalons de Saint-Lô,
14 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix,
14 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour les dépenses de l'école des beaux-arts de Bourges,
14 *avril.* - Déc. concernant le service des colis postaux entre la France, la Corse, l'Algérie, la Tunisie, les bureaux de poste français établis dans les ports ottomans, les colonies danoises et le Luxembourg,
14 *avril.* - Déc. qui fixe les taxes à percevoir en France, en Algérie et dans les bureaux français à l'étranger sur les correspondances à destination ou provenant de Madagascar,
14 *avril.* - Déc. qui délimite les circonscriptions des justices de paix établies en Tunisie,
14 *avril.* - Déc. relatif aux conditions dans lesquelles seront désignés les assesseurs du tribunal de Tunis statuant en matière criminelle,
15 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,910.
16 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit pour secours aux victimes des inondations,
16 *avril.* - Déc. qui affecte au service du département de la guerre une parcelle de terrain située dans la forêt domaniale d'Arques (Seine-Inférieure),
16 *avril.* - Déc. qui fixe les taxes à percevoir au profit de la caisse des invalides de la marine sur les salaires des marins appartenant à l'inscription maritime à la Nouvelle-Calédonie,
16 *avril.* - Déc. qui suppriment les caisses d'épargne de Calvi, l'Ile-Rousse, Muret et Morlaix,
16 *avril.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société protestante du travail, à Paris,
16 *avril.* - Déc. portant modification du décret du 27 juillet 1882 sur l'administration et la comptabilité des écoles normales primaires,
16 *avril.* - Déc. Prix Plumet, B. 13,451.
16 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,944, 18,967. - Bois, B. 19,468, 19,469.
17 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,945.
18 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1882, un crédit pour la reconstitution des actes de l'état civil de l'arrondissement des Andelys,
18 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,946.
19 *avril.* - Déc. qui fixe le cautionnement de l'agent comptable de la caisse d'épargne postale,
19 *avril.* - Déc. concernant le service des colis postaux entre les colonies françaises et les colonies danoises,
19 *avril.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de deux chambres et d'une bourse de commerce,
19 *avril.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 aux travaux à exécuter par suite du déclassement de l'enceinte de Sedan,
19 *avril.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux militaires,
19 *avril.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'exécution de divers travaux militaires,
19 *avril.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée aux travaux de casernement des villes de Nevers et de Saintes,
19 *avril.* - Déc. Pensions, B 18,911, 18,912, 18,947. - Mines, B. 19,294, 19,295.
20 *avril.* - Déc. qui dissout le conseil d'administration de la caisse de secours des prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Châlons,
20 *avril.* - Déc. Pensions, B. 19,007.
21 *avril.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'oeuvre des crèches de Limoges,
21 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,948, 18,968, 18,969. - Octrois de diverses villes, B. 19,029 à 19,031. - Bois, B. 19,505.
23 *avril.* - Déc. qui organise les services extérieurs du ministère des postes et des télégraphes,
23 *avril.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la construction d'un quai à Bercy,
23 *avril.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société de secours mutuels et la caisse de retraite des ouvriers en soie de Lyon,
23 *avril.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'association des dames françaises,
23 *avril.* - Déc. Tramways de Reims, B. 13,463.
23 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,949 à 18,951.
24 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'instruction primaire dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis,
24 *avril.* - Déc. qui crée une école normale primaire à Saint-Denis (Réunion),
24 *avril.* - Déc. Travaux au port de Boulogne, B. 13,552.
24 *avril.* - Déc. Pensions, B. 18,952 à 18,954.
24 *avril.* - Eaux, B. 18,296.
24 *avril.* - Légion d'honneur, nomination, B. 19,323.
25 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées du département de Constantine,
25 *avril.* - Déc. qui approuvent les nouveaux statuts de la société protectrice des animaux,
25 *avril.* - Déc. Legs, B. 19,178 à 19,181.
25 *avril.* - Eaux, B. 19,297 à 19,299.
25 *avril.* - Bois, B. 19,505 à 19,508.
26 *avril.* - Déc. qui autorise la chambre de commerce de Rouen à contracter un emprunt,
26 *avril.* - Déc. qui rectifient, en ce qui concerne les départements de la Charente-Inférieure et de la Somme, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882,
26 *avril.* - Déc. qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les communes d'Antibes (Alpes-Maritimes), de Saint-Gervais, de Florensac, de Caussiniojouls (Hérault),
26 *avril.* - Déc. Travaux à la gare de Falaise, B. 13,553.
26 *avril.* - Déc. Hospice de Foëcy, B. 19,091.
26 *avril.* - Bureau de bienfaisance de Saint-Germain-des-Bois, B. 19,092.
26 *avril.* - Eaux, B. 19,300.
27 *avril.* - Loi relative au remboursement ou à la conversion des rentes cinq pour cent en quatre et demi pour cent,
27 *avril.* - Déc. qui convoque le collège électoral de la sixième circonscription de Lyon, à l'effet d'élire un député,

27 *avril.* - Déc. pour l'exécution de la loi du 27 avril 1883 qui autorise la conversion des rentes cinq pour cent en rentes quatre et demi pour cent,
27 *avril.* - Déc. Brevets d'invention, B. 13,707.
27 *avril.* - Déc. Pensions, B. 19,190.
27 *avril.* - Bois, B. 19,509, 19,510.
28 *avril.* - Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt,
28 *avril.* - Déc. qui déclare qu'il y a abus dans l'instruction pastorale de l'évêque d'Annecy en date du 21 janvier 1883 et dans la lettre en date du 27 février 1883,
28 *avril.* - Déc. qui déclare qu'il y a abus dans la lettre pastorale et mandement de l'évêque de Langres en date du 14 janvier 1883,
28 *avril.* - Déc. qui déclare qu'il y a abus dans la lettre circulaire de l'évêque de Viviers, en date du 9 février 1883,
28 *avril.* - Déc. qui déclare qu'il y a abus dans la lettre pastorale de l'archevêque d'Albi, en date du 24 février 1883,
28 *avril.* - Déc. qui déclare qu'il y a abus dans les instructions pastorales de l'évêque de Valence en date des 14 septembre 1882 et 22 janvier 1883, et dans la circulaire en date du 24 février 1883,
28 *avril.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de la bourse de commerce du Havre,
28 *avril.* - Déc. qui établit un entrepôt réel et général des sels à Portbail (Manche),
28 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des Beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit à titre de fonds concours versés au trésor pour dépenses publiques,
28 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour les dépenses des écoles préparatoires de l'enseignement supérieur en Algérie,
28 *avril.* - Déc. qui établit une caisse de secours pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Séez,
28 *avril.* - Déc. relatif à la composition du conseil d'administration des chemins de fer de l'Etat,
28 *avril.* - Déc. qui autorise M. Thévenin à ajouter à son nom patronymique celui de Auzanet de Beauvais, B. 13,132.
28 *avril.* - Déc. qui autorise M. Bazaine à ajouter à son nom patronymique celui de Hayter, B. 13,189.
28 *avril.* - Déc. Travaux à Saint-Ismier, B. 13,464.
28 *avril.* - Déc. Legs, B. 19,182.
30 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1882, un crédit pour travaux à des édifices diocésains,
30 *avril.* - Déc. qui répartit en huit séries le nouveau fonds de rentes quatre et demi pour cent,
30 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour la restauration de la tour d'Oudon (Loire-Inférieure),
30 *avril.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs de Limoges et du musée national Adrien Dubouché,
30 *avril.* - Déc. qui dissout le conseil d'administration de la caisse de secours pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Luçon,
30 *avril.* - - Déc. qui dissout le conseil d'administration de la caisse de secours pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Lyon,
30 *avril.* - Déc. Rattachement du hameau de la Sengle à la commune de Moureaux, B. 13,477.
30 *avril.* - Déc. Legs, B. 19,183.
30 *avril.* - Bois, B. 19,511, 19,512, 19,523 à 19,525, 19,580.
1er *mai.* - Loi qui ouvre ou annule des crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883,
1 er *mai.* - Déc. Legs veuve Louis, B. 13,478.
1 er *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,048.
2 *mai.* - Déc. qui approuve la convention passée avec la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'exploitation provisoire de la ligne de Mortaix à Roscoff,
2 *mai.* - Déc. Travaux sur le reseau de la compagnie du Midi, B. 13,479, 13,480.
2 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,049.
2 *mai.* - Legs, B. 19,184.
2 *mai.* - Mines, B. 19,301, 19,302.
2 *mai.* - Légion d'honneur, nominations, B. 19,324 à 19,327.
3 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie du Midi pour l'exécution de diverses lignes,
3 *mai.* - Déc. Pensions, B. 18,970, 19,050.
4 *mai.* - Loi qui ouvre un crédit extraordinaire, sur l'exercice 1883, pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de l'empereur de Russie,
4 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1882, un crédit pour la location du magasin central d'habillement à Nantes,
4 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit pour l'exécution de divers travaux militaires,
4 *mai.* - Déc. Pensions, B. 18,971, 18,972, 19,033 à 19,041, 19,188. - Légion d'honneur, nomination, B. 19,328.
5 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, un crédit pour les dépenses de l'instruction primaire dans le département de la Seine,
5 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,051, 19,119, 19,481.
7 *mai.* - Déc. qui fixe le cadre du personnel affecté au service de police de la ville de Dijon,
7 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit pour travaux d'amélioration agricole,
7 *mai.* - Déc. Echange de terrains avec la ville de Sedan, B. 12,256.
7 *mai.* - Déc. portant que la commune de Thonels prendra le nom de Lestrade-et-Thouels, B. 13,481.
8 *mai.* - Déc. qui constitue en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition alimentaire à Paris, B. 13,482.
8 *mai.* - Déc. Pensions, 19,008 à 19,010, 19,022, 19,023.
9 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit pour l'entretien de l'école pratique d'Ecully,
9 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,011, 19,012. - Légion d'honneur, nomination, B. 19,329. - Bois, B. 19,526, 19,527, 19,540.
10 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction du palais de justice d'Alger,
10 *mai.* - Déc. qui approuve la convention passée avec la compagnie des chemins de fer d'Orléans pour l'exploitation provisoire de la ligne de Concarneau à Rosporden,
10 *mai.* - Déc. Travaux sur la Seine à Duclair, B. 13,483.
10 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,025 à 19,027. - Légion d'honneur, médaille militaire, radiation, suspension, nomination, B. 19,106 à 19,112, 19,330. - Paroisses, B. 19,212.
11 *mai.* - Loi qui accorde une pension viagère à la veuve du général Chanzy,
11 *mai.* - Loi qui autorise la ville de Charleville à contracter un emprunt,
11 *mai.* - Loi qui distrait des portions de la commune de Larzicourt pour les annexer à la commune d'Arrigny,
11 *mai.* - Déc. qui fixe pour l'année 1883 le crédit d'inscription des pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853,
11 *mai.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société des artistes français,
11 *mai.* - Déc. qui approuve divers travaux à exécuter à Orléans pour le service des lignes d'Orléans à Châlons et d'Orléans à Rouen,
11 *mai.* - Déc. qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier le puits d'extraction des mines de Drocourt à la gare de Hénin-Liétard,
11 *mai.* - Déc. Annulation de délibérations des conseils généraux de la Vienne et du Var, B. 13,452.
11 *mai.* - Déc. Etablissement du chemin de fer de Mazamet à Bédarieux, B. 13,453.
11 *mai.* - Déc. Travaux sur la ligne de Paris à Saint-Germain, B. 13,454.
11 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,013, 19,028, 19,052.
12 *mai.* - Loi qui ouvre au ministre du commerce un crédit supplémentaire sur l'exercice 1882,
12 *mai.* - Déc. qui fixe la date du remboursement du capital des rentes cinq pour cent non converties,
12 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Vernon pour l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires,
12 *mai.* - Déc. qui nomme deux membres de la commission de vérification des comptes des ministres pour l'exercice 1877 et l'année 1878, B. 13,257.
12 *mai.* - Déc. qui autorise M. Guasco à ajouter à son nom patronymique celui de Ciccarelli, B. 13,315.
12 *mai.* - Déc. qui distrait le canton de Cagnes du ressort du tribunal de commerce de Grasselet le rattache à celui du tribunal de commerce d'Antibes, B. 13,455.
12 *mai.* - Déc. qui autorise MM. Storello, dits Storelli, à substituer à leur nom celui de Storelli, B. 13,744.
13 *mai.* - Déc. qui établit en Cochinchine un droit de douane sur les liqueurs alcoolisées ou parfumées venant de Chine,
14 *mai.* - Déc. qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Chabeuil (Drôme),
14 *mai.* - Déc. qui modifie les statuts de la société philanthropique de Paris,
14 *mai.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la formation à Irigny (Rhône) d'une providence pour les enfants et d'un hospice pour les vieillards,
14 *mai.* - Déc. Hospice de la Capelle, B. 19,223. - Bureau de bienfaisance du Néant, B. 19,224.
15 *mai.* - Loi qui autorise la ville de Tourcoing à contracter un emprunt,
15 *mai.* - Loi qui supprime la commune de Bricot-la-Ville,
15 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix,
15 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école des beaux-arts de Bourges,
15 *mai.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 sur le crédit ouvert au ministre des finances pour les dépenses relatives à la séparation sur les matrices des revenus cadastraux des propriétés bâties et des propriétés non bâties,
15 *mai.* - Déc. qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé Estève,
15 *mai.* - Déc. qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé Martin,
15 *mai.* - Déc. qui autorise le ministre de l'agriculture à décerner des médailles d'honneur aux préposés forestiers qui se sont signalés par leurs services,
15 *mai.* - Déc. Prix Delesse, B. 13,456.
15 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,120.
15 *mai.* - Chapelles, églises, B. 19,213, 19,214, 19,240.

16 *mai.* - Déc. qui autorise le caissier-payeur central du trésor public à faire des avances au secrétaire de la section française de l'exposition d'Amsterdam,
6 *mai.* - Déc. qui constitue en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition internationale de Nice,
6 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,121.
17 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Paris pour les dépenses de l'instruction primaire,
17 *mai.* - Déc. qui affecte la maison d'arrêt et de correction de Pontoise à l'emprisonnement individuel,
17 *mai.* - Déc. qui affecte la maison d'arrêt et de correction de Corbeil à l'emprisonnement individuel,
17 *mai.* - Déc. qui crée un lycée à la Guadeloupe,
17 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,122.
18 *mai.* - Loi qui autorise le département des Vosges à contracter un emprunt,
18 *mai.* - Déc. Legs Cazaux, B. 13,488.
18 *mai.* - Travaux par la compagnie du Midi, B. 13,554 à 13,556.
18 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,053.
18 *mai.* - Légion d'honneur, nomination, B. 19,331.
18 *mai.* - Eaux, B. 19,403.
18 *mai.* - Bois, B. 19,489, 19,513, 19,514, 19,541, 19,542, 19,558.
19 *mai.* - Déc. Pensions, B. 18,482.
19 *mai.* - Bois, B. 18,543, 18,559, 18,560.
20 *mai.* - Loi qui approuve l'arrangement signé à Paris, le 28 avril 1883, entre la France et l'Autriche-Hongrie, en vue de proroger la convention de commerce du 7 novembre 1881,
20 *mai.* - Déc. qui fixe le traitement du juge de paix de Corbie (Somme),
20 *mai.* - Déc. Résidence à l'étranger, B. 19,225.
21 *mai.* - Loi qui approuve la convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et l'Inde britannique,
21 *mai.* - Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le departement des Alpes-Maritimés, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882,
21 *mai.* - Déc. qui approuve l'arrangement signé à Paris, le 28 avril 1883, entre la France et l'Autriche-Hongrie, pour proroger la convention de commerce du 7 novembre 1881,
21 *mai.* - Déc. qui autorise le gouverneur général de l'Algérie à disposer directement, par délégation du ministre des travaux publics, des crédits inscrits au budget pour l'entretien des ports maritimes et des phares et balises,
21 *mai.* - Déc. Droits de péage au bac de Coiselet sur l'Ain, commune de Montafelon, B. 13,373
21 *mai.* - Déc. Concession d'un terrain conquis sur le lit du Loir, à la Flèche, B. 13,489.
21 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,054 à 19,057, 19,083, 19,145 à 19,152, 19,161. - Paroisses, B. 19,241. - Eaux, B. 19,404.
22 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par le département de l'Orne pour la construction de routes forestières,
22 *mai.* - Déc. Eaux, B. 19,405. - Pensions, B. 19,483.
23 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'Intérieur un crédit pour secours aux victimes des inondations,
23 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement professionnel d'Armentières,
23 *mai.* - Déc. concernant l'importation en Algérie de sucres bruts ou raffinés pour la fabrication de chocolats destinés à être exportés en France,
23 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi pour la construction de diverses lignes,
23 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,084 à 19,086, 19,162, 19,172.
24 *mai.* - Lois qui autorisent les villes de Chartres et de Menton à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
24 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,087.
25 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction des lignes de Vichy à Thiers, de Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse,
26 *mai.* - Déc. qui maintient, sans limite d'âge dans la première section du cadre d'état-major général de l'armée, M. le général de division Faidherbe, grand chancelier de la Légion d'honneur,
26 *mai.* - Déc. qui élève le lycée du Havre à la première catégorie,
26 *mai.* - Déc. Brevets d'invention, B. 14,036.
26 *mai.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,332. - Bois, B. 19,532, 19,544, 19,561 à 19,566, 19,623 à 19,625.
27 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger,
27 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1880,
28 *mai.* - Loi relative à l'établissement et à l'exercice du protectorat au Tonkin,
28 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,123, 19,163, 19,164. - Résidence à l'étranger, B. 19,226.
29 *mai.* - Loi qui autorise l'exécution de travaux pour la réfection des digues de la basse Seine,
28 *mai.* - Loi qui autorise la ville de Foix à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement,
28 *mai.* - Déc. qui convoque le collège électoral de la première circonscription de l'arrondissement de Privas, à l'effet d'élire un député,
30 *mai.* - Déc. qui annule divers crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881,
30 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,165.
31 *mai.* - Loi qui reporte sur la tête de mademoiselle de Sabrit la pension de mille cinq cents francs dont état titulaire sa mère, madame de Sabrit, soeur de l'enseigne de vaisseau Bisson,
31 *mai.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1877 et 1880,
31 *mai.* - Déc. Pensions, B. 19,155.
1er *juin.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 sur le crédit ouvert au ministre des finances pour les dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties,
1 er *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,166. - Legs. B. 19,244 à 19,246.
2 *juin.* - Déc. qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Vaucluse, à l'effet de non mer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur,
2 *juin.* - Déc. relatif à l'organisation du corps des chasseurs forestiers et aux assimilations de grades dans l'armée,
2 *juin.* - Déc. Remise à M. Legoff d'une somme dont il était débiteur envers le trésor, B. 13,557.
2 *juin.* - Déc. Pensions, B 19,217 à 19,222. - Octrois, B. 19,263, 19,264.
4 *juin.* - Loi qui ratifie la cession de matériel de guerre à la mission Savorgnan de Brazza,
4 *juin.* - Loi qui approuve un traité passé entre le président du conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et M. Janssen, armurler à Liège,
4 *juin.* - Déc. Rectification de la route nationale n° 119, B. 13,558.
4 *juin.* - Déc. Bois, B. 19,913, 20,000 à 20,004.
5 *juin.* Lois qui autorisent les villes de Châtellerault et de la Rochelle à contracter des emprunts,
5 *juin.* Déc. transférant le chef-lieu de la commune de Villette-lez-Saint-Amour (Jura) au village de l'Aubépin, B. 13,493.
5 *juin.* Déc. Pensions, B. 19,173. - Mines, B. 19,606. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,874.
6 *juin.* - Déc. concernant les ventes et achats de rentes et valeurs du trésor public opérés, par le caissier-payeur central à Paris pour le compte des habitants du département de la Seine,
6 *juin.* - Déc. Médaille militaire, radiation, suspension, B. 19,290 à 19,292.
7 *juin.* - Loi qui autorise la ville de Cahors à contracter un emprunt,
7 *juin.* - Déc. qui modifie le cadre du personnel affecté aux services de la police de Marseille,
7 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,247. - Eaux, B. 19,607 à 19,610. - Bois, B. 20,005.
8 *juin.* - Déc. qui approuve la déclaration signée entre la France et la Russie, le 29 avril 11 mai 1883, pour régler le mode de jaugeage des navires français, russes et finlandais, et leur entrée dans les ports respectifs de chaque pays,
9 *juin.* - Déc. qui déclare qu'il y a abus dans les lettres pastorales de l'évêque de Langres en date du 19 mars 1883 et supprime ladite lettre,
9 *juin.* - Déc. qui autorise M. Delaunay à ajouter à son nom patronymique celui de Belleville, B. 13,335.
9 *juin.* - Déc. qui autorise M. Gochon à substituer à son nom patronymique celui de Desenclos, B. 13,336.
9 *juin.* - Déc. qui autorise M. Samuel (Morx) et son fils Samuel dit Alexandre à ajouter à leur nom patronymique celui d'Alexandre, B. 13,352.
9 *juin.* - Déc. Legs, B. 13,494, 19,730, 19,731.
9 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,174.
10 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,617.
11 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,175, 19,248, 19,249.
12 *juin.* - Déc. qui fixe le traitement du juge de paix de Sospel (Alpes-Maritimes),
12 *juin.* - Déc. qui reconnait comme établissement d'utilité publique l'asile Emilie, commune d'Arvert,
12 *juin.* - Déc. qui rend applicables dans les établissements français de l'Inde les dispositions du Code d'instruction criminelle,
12 *juin.* - Déc. Octrois, B. 19,265 à 19,282. - Pensions, B. 19,336, 19,337.
13 *juin.* - Déc. portant promulgation de la convention relative à l'échange des mandats de poste conclue, le 8 mars 1883, entre la France et l'Inde britannique,

13 *juin.* - Déc. qui dissolvent les conseils d'administration des maisons de retraite et caisses de secours pour les prêtres âgés ou infirmes des diocèses de Pamiers, d'Angers et de Tarbes,
13 *juin.* - Déc. qui approuve une modification aux statuts de la compagnie d'assurances sur la vie l'Ouest,
13 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,250. - Bois, B. 19,923, 19,945, 20,006.
14 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,176, 19,338, 19,618, 19,619.
15 *juin.* - Déc. Annulation des délibérations du conseil général du Tarn, B. 13,559. - Rectification de la route nationale n° 79, B. 13,673.
15 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,177, 19,242, 19,251 à 19,253.
16 *juin.* - Déc. concernant les correspondances à l'adresse ou provenant des militaires ou marins faisant partie du corps d'occupation en Tunisie,
16 *juin.* - Déc. concernant les correspondances à l'adresse ou provenant des militaires ou marins faisant partie du corps expéditionnaire du Tonkin,
16 *juin.* - Déc. qui désigne un membre de droit du conseil supérieur des prisons,
16 *juin.* - Déc. qui autorise MM. Leplus et M. Toustain à ajouter à leur nom patronymique celui de Habeneck, B 13,353.
16 *juin.* - Déc. Affectation au ministre de l'instruction publique d'un terrain sis à Marseille, B. 13,702.
16 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,254, 19,255, 19,339. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,875.
17 *juin.* - Loi qui autorise la ville de Bourges à contracter un emprunt,
18 *juin.* - Loi qui autorise la ville de Clermont-Ferrand à contracter un emprunt,
18 *juin.* - Déc. qui étend à la Tunisie le service du recouvrement des effets de commerce payables sans frais,
18 *juin.* - Déc. Legs, B. 13,509.
18 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,256 à 19,259, 19,340.
19 *juin.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les travaux de réparation à l'église de Saint-Gildas-de-Rhuts, 130.
19 *juin.* - Déc. qui autorise la société des hauts fourneaux de Maubeuge à se transformer en société anonyme,
19 *juin.* - Déc. Travaux sur la ligne de Paris à Lyon et à la Méditerranée, B. 13,514 à 13,516.
19 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,341.
20 *juin.* - Loi qui approuve la convention conclue, le 8 février 1883, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre,
20 *juin.* - Déc. qui complète et modifie la nomenclature des établissements insalubres, dangereux et incommodes,
20 *juin.* Déc. Annulation d'une délibération du conseil général de Constantine, B. 13,560.
20 *juin.* Déc. Pensions, B. 19,260, 19,286, 19,342. - Octrois, B. 19,384 à 19,388. - Légion d'honneur, nomination, B. 19,876.
21 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,261, 19,620.
22 *juin.* - Loi qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire sur l'exercice 1883,
22 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,287, 19,288, 19,343. - Eglises, B. 19,293. - Bois, B. 20,007, 20,008.
23 *juin.* - Déc. concernant les cartes postales échangées entre la France, l'Algérie, le Danemark, l'Islande, les Antilles danoises et la république de Costa-Rica,
23 *juin.* - Déc. qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramways entre le Grand-Lucé et la Chartre (Sarthe),
23 *juin.* - Déc. qui autorise M. Voisin à ajouter à son nom patronymique celui de Roux, B. 13,354.
23 *juin.* - Déc. Pensions, B 19,262.
24 *juin.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,877.
25 *juin.* - Déc. qui approuve des modifications aux statuts de la société de secours mutuels dite des Vrais amis de la Boucherie de Paris,
25 *juin.* - Déc. portant autorisation de la caisse d'épargne établie à Fort-de-France (Martinique),
25 *juin.* - Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Est pour l'exploitation provisoire des lignes de Favières à Frenelle et de Bas-Evette à Giromagny,
25 *juin.* - Déc. qui maintient jusqu'au 30 juin 1884 le second décime par franc établi par l'arrêté du 17 juin 1848 sur les taxes principales de l'octroi de Paris, B. 13,561.
25 *juin.* - Déc. qui approuve une délibération du conseil général de la Guadeloupe du 11 décembre 1882, B. 13,596.
25 *juin.* - Déc. qui approuvent les délibérations du conseil général de la Guadeloupe, B. 13,597, 13,659.
25 *juin.* - Déc. Octrois, B. 19,389 à 19,394.
26 *juin.* - Déc. portant extension du polygone exceptionnel créé dans la première et la deuxième zone des servitudes de la place de Grenoble,
26 *juin.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses des chambres et bourse de commerce de l'Algérie,
26 *juin.* - Déc. qui approuvent les nouveaux statuts des caisses d'épargne de la Réole, Laval, la Flèche et Poissy,
26 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,303 à 19,310, 19,377, - Legs, B. 19,732. - Bois, B. 19,924, 19,943, 19,986, 20,009, 20,020 à 20,023.
27 *juin.* - Déc. relatif à la conversion en rentes 4 1/2 0/0 des rentes 5 0/0 inscrites au grand-livre de la dette publique,
27 *juin.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour l'établissement de caniveaux avec bordure de trottoirs le long de la route nationale n° 5, dans la traverse de Rouïba,
27 *juin.* - Déc. pour la réglementation de la pêche dans les eaux du lac Léman,
27 *juin.* - Déc. qui annule divers crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882,
27 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,344.
28 *juin.* - Loi concernant les services maritimes postaux: 1° entre le Havre et New-York; 2° entre la France, les Antilles et le Mexique,
28 *juin.* - Loi relative aux enfants mineurs nés en France d'une femme française mariée avec un étranger,
28 *juin.* - Déc. qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Narbonne, à l'effet d'élire un député,
28 *juin.* - Déc. portant réorganisation du service des commissaires-priseurs à la Nouvelle-Calédonie,
28 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,345.
29 *juin.* - Déc. qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans les communes de Poilhes et d'Hérépian (Hérault),
29 *juin.* - Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département des Alpes-Maritimes, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882,
29 *juin.* - Déc. qui prescrit la promulgation de la convention conclue, le 8 février 1883, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre,
29 *juin.* - Déc. Brevets d'invention, B. 14,037.
29 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,289, 19,346 à 19,348.
29 *juin.* - Octrois, B. 19,396. - Bureaux de bienfaisance de Lusigny et Montbeugny, B. 19,497. - Mines, B. 19,612.
30 *juin.* - Déc. qui autorise la colonie de la Nouvelle-Calédonie à contracter un emprunt,
30 *juin.* - Déc. concernant l'exercice de la pêche du corail sur les côtes de l'Algérie,
30 *juin.* - Déc. qui modifie le règlement général du pilotage dans le premier arrondissement maritime, en ce qui concerne le port de Dunkerque,
30 *juin.* - Déc. Legs, B. 13,660, 19,733.
30 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,349. - Octrois, B. 19,397 à 19,401, 19,413, 19,436.
1 er *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,418.
2 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,360, 19,419 à 19,423. - Octrois, B. 19,498. - Bois, B. 19,946, 20,010.
3 *juillet.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres de commerce,
30 *juin.* - Déc. qui modifie les statuts des associations syndicales de défense des rives du Rhône dans diverses communes,
30 *juin.* - Déc. qui rapporte, en ce qui concerne le département de la Meuse, celui du 22 juin 1882 ajournant l'exécution de l'art. 12 de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux,
30 *juin.* - Déc. qui rapporte, en ce qui concerne le département de la Meuse, celui du 22 juin 1882 ajournant l'exécution de l'art. 39 de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux,
30 *juin.* - Déc. Etablissement d'une voie de garage à la gare de Montlaur, B. 13,320.
30 *juin.* - Déc. Travaux d'amélioration de l'Achenau, B. 13,321.
30 *juin.* - Déc. qui annule une délibération du 15 juin 1883 du conseil général du département de la Seine, B. 13,528.
30 *juin.* - Déc. qui autorise la commune de Pouques (Nièvre) à porter le nom de Pouques-Lormes, B. 13,529.
30 *juin.* - Déc. Dépenses d'entretien des ouvrages de la retenue du bief n° 3 de Signan (Morbihan), B. 13,674.
30 *juin.* - Déc. Travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi, B. 13,675.
30 *juin.* - Déc. Pensions, B. 19,424. - Chapelles, B. 19,503. - Ponts, B. 19,613. - Eaux, B. 19,614.
4 *juillet.* - Loi portant cession par l'Etat à la ville de Brest d'une partie des terrains et bâtiments de la caserne du Petit-Couvent, et abandon de la jouissance du corps de garde de la rue d'Aiguillon,
4 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,378, 19,425.
5 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,356, 19,357, 19,379, 19,380. - Octrois, B. 19,499. - Médaille militaire, Légion d'honneur, suspension, radiation, nominations, B. 19,605, 19,648, 19,878.
6 *juillet.* - Loi qui autorise la caisse des dépôts et consignations à faire des avances à certaines caisses d'épargne,
6 *juillet.* - Loi qui approuve une convention portant cession par l'Etat au sieur Boinet, cafetier à Abbeville, de trois parcelles domaniales,
6 *juillet.* - Lois qui autorisent les départements des Alpes-Maritimes et de la Marne, et la ville d'Aix à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
6 *juillet.* - Loi qui autorise la ville de Montpellier à élever le taux d'intérêt d'un emprunt,
6 *juillet.* - Déc. qui autorise la chambre de commerce de Marseille à établir et à exploiter un outillage hydraulique pour le chargement et le déchargement des navires,
6 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,406 à 19,412. - Octrois, B. 19,501, 19,502. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,879. - Bois, B. 20,011, 20,024, 20,025, 20,058, 20,068, 20,069.
7 *juillet.* - Loi portant approbation de la convention signée à Berlin, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne, pour la garantie de la propriété des oeuvres littéraires et d'art,
7 *juillet.* - Déc. qui institue un ordre du Mérite agricole,
7 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,381, 19,382. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,880 à 19,882.

9 *juillet.* - Loi concernant l'établissement d'un câble télégraphique sous-marin entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal,
9 *juillet.* - Loi concernant le service postal entre Calais et Douvres,
9 *juillet.* - Loi qui autorise le département de l'Aisne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement,
9 *juillet.* - Déc. qui autorise la caisse d'épargne de Poissy à aliéner une inscription de rente,
9 *juillet.* - Déc. qui organise l'école d'apprentissage de Dellys (Alger),
9 *juillet.* - Déc. qui fixe le taux d'intérêt d'un emprunt que la chambre de commerce de Dunkerque a été autorisée à contracter,
9 *juillet.* - Déc. qui déclare qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours formé par le préfet de l'Hérault contre les sieurs Alquier,
9 *juillet.* - Déc. qui distrait la section de Neuve-Eglise de la commune de Menat (Puy-de-Dôme) pour en former une commune distincte, B. 13,530.
9 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,383. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,883 à 19,888.
10 *juillet.* - Loi qui annule un crédit sur l'exercice 1882 et ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit de pareille somme sur l'exercice 1883,
10 *juillet.* - Déc. Délimitation des paroisses de Saint-Maurice et de Notre-Dame à Besançon, B. 13,538.
10 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,426. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,890.
11 *juillet.* - Loi qui autorise la ville de Cherbourg à contracter un emprunt,
11 *juillet.* - Déc. Legs de madame veuve Ten-Brocke-Hockstra, B. 13,539.
12 *juillet.* - Lois qui autorisent les départements du Calvados, de la Creuse, de la Seine-Inférieure et de l'Yonne, et les villes de Cherbourg et de Lille à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
12 *juillet.* - Loi qui distrait une portion du territoire de la commune de Lanouée (Morbihan) pour en former une commune distincte dont le chef-lieu sera au village des Forges, et qui en portera de nom,
12 *juillet.* - Loi qui approuve la convention signée, entre la France et l'Espagne, le 20 juillet 1882, et relative aux services de surveillance et de douane sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France, et du Midi de la France,
12 *juillet.* - Déc. qui reconnait comme établissement d'utilité publique la société de l'école d'horlogerie de Paris,
12 *juillet.* - Déc. concernant les transferts des inscriptions nominatives du nouveau fonds quatre et demi pour cent dans les départements,
12 *juillet.* - Déc. relatif à la faculté des sciences de Montpellier, B. 13,703.
12 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,427, 19,428. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,891, 19,892.
13 *juillet.* - Déc. qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1879 à 1881,
13 *juillet.* - Déc. qui créent des conseils de prud'hommes à Darnetal et à Pavilly (Seine-Inférieure),
13 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,429 à 19,432. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,893 à 19,895.
14 *juillet.* - Déc. qui autorise M. Lecomte à ajouter à son nom patronymique celui de Dunouy, B. 13,389.
14 *juillet.* - Déc. qui autorise MM. Courtois à ajouter à leur nom celui de Suffit, B. 14,390.
16 *juillet.* - Déc. qui distrait une partie du territoire de la commune de Gravelines (Nord) pour en former une commune distincte sous le nom du Grand-Fort-Philippe, B. 13,540.
16 *juillet.* - Déc. qui affecte au ministère de l'agriculture une parcelle de terrains située en bordure du boulevard de Châtillon, à Boulogne-sur-Mer, B. 13,876.
16 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,433.
17 *juillet.* - Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour le dérasement des fortifications déclassées de Calais,
17 *juillet.* - Loi qui rend exécutoire en Algérie la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways,
17 *juillet.* - Loi qui approuve le traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris, le 18 janvier 1883, entre la France et la Serbie,
17 *juillet.* - Déc. qui crée un lycée national de jeunes filles au Havre,
17 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,413. - Legs, B. 19,734.
18 *juillet.* - Loi qui ouvre ou annule des crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883,
18 *juillet.* - Loi qui approuve la convention conclue, le 2 novembre 1882, entre la France et le Chili pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre contre le Pérou et la Bolivie,
18 *juillet.* - Déc. portant promulgation du traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris, le 18 janvier 1883, entre la France et la Serbie,
18 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,434, 19,435. - Legs, B. 19,735.
19 *juillet.* - Déc. Concession d'un terrain à conquérir sur la mer à Rochebonne, B. 13,541.
19 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,444, 19,621, 19,622. - Bois, B. 20,070 à 20,072.
20 *juillet.* - Déc. qui fixe la date des élections pour le renouvellement partiel des conseils généraux et des conseils d'arrondissement dans les départements autres que celui de la Seine,
20 *juillet.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,896. - Bois, B. 20,059.
21 *juillet.* - Déc. qui interdit l'importation en France des drilles et chiffons par la frontière d'Italie,
21 *juillet.* - Déc. qui supprime les limites de volume et de dimensions des colis postaux échangés entre la Corse, la France continentale, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg,
21 *juillet.* - Déc. concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie, la Grèce et la colonie britanique de Lagos,
22 *juillet.* - Loi portant organisation du regime des mines à la Nouvelle-Calédonie,
22 *juillet.* - Déc. qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879, 1880 et 1881,
23 *juillet.* - Loi qui élève le taux des surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi de la Fère (Aisne),
23 *juillet.* - Lois qui autorisent les départements du Cantal, de la Loire, de Lot-et-Garonne et des Basses-Pyrénées, et les villes d'Avignon et de Marseille à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
23 *juillet.* - Déc. qui fixe la quantité de sel que l'administration des douanes est autorisée à délivrer en franchise pour la salaison des harengs de pêche française,
23 *juillet.* - Déc. Concession d'un lais de mer situé Deauville, B. 13,544.
23 *juillet.* - Déc. qui distrait un polygone de la commune de Ville-la-Grand (Haute-Savoie) pour l'annexer à la commune d'Annemasse, B. 13,545.
23 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,445 à 19,452. - Eaux, B. 19,616.
24 *juillet.* - Loi portant réorganisation des troupes de l'artillerie de l'armée active en vue de la formation d'une artillerie de forteresse,
24 *juillet.* - Déc. concernant les cours libres dans les facultés de l'Etat,
24 *juillet.* - Déc. qui modifie celui du 23 décembre 1882 en ce qui concerne le certificat d'aptitude au professorat des écoles normales,
24 *juillet.* - Déc. Chapelles, B. 19,504.
25 *juillet.* - Loi qui approuve la convention conclue, le 27 septembre 1882, entre la France et la Suisse en vue d'établir la réciprocité d'assistance, en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents,
25 *juillet.* - Déc. qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'entretien d'élèves à l'école d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie),
25 *juillet.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880,
25 *juillet.* - Déc. qui modifie celui du 29 juillet 1881, relatif à l'organisation des écoles primaires,
26 *juillet.* - Lois qui autorisent les départements de l'Ain, de l'Aisne, du Cher, de la Creuse, de la Dordogne, de la Drôme, d'Indre-et-Loire, de la Mayenne et du Pas-de-Calais, et les villes d'Epernay, de Mâcon et de Melun à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
26 *juillet.* - Loi qui établit d'office sur la commune de Châtillon (Haute-Savoie) une imposition extraordinaire,
26 *juillet.* - Loi qui distrait plusieurs villages de la commune de Mortroux (Creuse), pour en former une commune distincte dont le chef-lieu est fixé à la Forêt-du-Temple et qui en portera le nom,
26 *juillet.* - Loi qui distrait une section de la commune de Saint-Georges-Nigremont (Creuse) pour en former une commune distincte sous le nom de Pontcharraud,
26 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,457.
27 *juillet.* - Lois qui autorisent les départements de l'Aveyron, du Calvados, de l'Indre, de la Loire et de Meurthe et-Moselle à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
27 *juillet.* - Loi qui annexe à la ville de Lons-le-Saunier deux parcelles de territoire dépendant de la commune de Montaigu,
27 *juillet.* - Loi portant répartition du fonds destiné à venir en aide aux départements, exercice 1884,
27 *juillet.* - Déc. qui autorise la chambre de commerce de Marseille à contracter un emprunt,
27 *juillet.* - Déc. qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'établissement et l'entretien de bureaux et de lignes télégraphiques,
27 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 19,453, 19,470, 19,471.
28 *juillet.* - Loi relative à l'emploi de l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac,
28 *juillet.* - Déc. concernant les épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial,
28 *juillet.* - Déc. qui modifie celui du 28 juillet 1882 relatif à la collation des bourses dans les lycées et collèges de jeunes filles,
28 *juillet.* - Déc. qui créent des lycées nationaux de jeunes filles à Nantes, à Amiens, à Guéret, à Nice et à Roanne,
28 *juillet.* - Déc. qui autorise M. Brun à ajouter à son nom celui de Dartés, B. 13,391.
28 *juillet.* - Déc. qui autorise M. de Mauléon Narbonne de Nobias à substituer le nom de Bruyères à ceux de Narbonne de Néblas, B. 13,392.
28 *juillet.* - Déc. Agrandissement du parc de l'établissement thermal de Bourbon-l'Archambault, B. 13,546.
28 *juillet.* - Déc. Prix Léon Macler, B. 13,704.
28 *juillet.* - Déc. Pensions, B 19,473. - Octrois, B. 19,594.
30 *juillet.* - Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1884,
30 *juillet.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1883 pour les dépenses de la chambre de commerce de Marseille,
30 *juillet.* - Déc. qui fixe l'imposition additionnelle à percevoir en 1883 pour les dépenses de la bourse de Marseille,
30 *juillet.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour secours aux victimes des inondations,
30 *juillet.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les dépenses de colonisation en Algérie,
30 *juillet.* - Déc. qui ouvre, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'exécution de divers travaux publics,
30 *juillet.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les travaux de rectification de la route nationale n° 103, de la Voulte au Puy,

30 *juillet.* - Déc. concernant les facultés et écoles supérieures de plein exercice,
30 *juillet.* - Déc. Pensions, B. 13,458, 13,474. - Hospices, B. 13,588.
31 *juillet.* - Loi qui approuve certaines modifications à la tenue de la cavalerie,
31 *juillet.* - Loi qui ouvre ou annule des crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883,
31 *juillet.* - Loi qui proroge des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Salins,
31 *juillet.* - Loi qui proroge une surtaxe sur le vin à l'octroi de Vizille,
31 *juillet.* - Déc. qui soumet à la retenue pour pension civile le traitement du secrétaire comptable de l'académie de France à Rome,
31 *juillet.* - Déc. qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de l'arrondissement de Nancy, à l'effet d'élire un député,
31 *juillet.* - Déc. qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1882, un crédit pour l'établissement et l'entretien de bureaux et de lignes télégraphiques,
31 *juillet.* - Déc. Mines, B. 19,626, 19,628. - Eaux, B. 19,627. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,697.
1er *août.* - Loi qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire sur l'exercice 1883,
1er *août.* - Loi relative à l'acquisition d'hôtels des postes et des télégraphes à Calais, Sedan, Amiens, Menton et Hyères,
1er *août.* - Lois qui autorisent les départements des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes et de Loir-et-Cher, et les villes de Boulogne-sur-Mer, de Grenoble, de Lisieux, de Périgueux et du Puy à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
1er *août.* - Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit supplémentaire pour les dépenses d'exploitation du Journal officiel,
1er *août.* - Déc. concernant les écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie,
1er *août.* - Déc. qui réorganise les écoles de médecine et de pharmacie,
1er *août.* - Déc. concernant les aspirants au titre d'officier de santé,
1er *août.* - Déc. Pensions, B. 19,515.
2 *août.* - Lois qui autorisent les départements des Alpes-Maritimes, de l'Aveyron, de la Haute-Marne et du Nord, et les villes de Boulogne-sur-Mer, de Niort et de Sedan à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
2 *août.* - Loi qui augmente la pension accordée à titre de récompense nationale à M. Pasteur, de l'Académie française et de l'Académie des sciences,
2 *août.* - Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Valmondois à Epiais-Rhus,
2 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,459, 19,516. - Hospices, B. 19,589. - Mines, B. 19,629.
3 *août.* - Loi qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour frais de voyage des ouvriers délégués à l'exposition d'Amsterdam,
3 *août.* - Déc. qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction d'une caserne de douanes à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure),
3 *août.* - Déc. portant promulgation de la convention conclue, le 27 septembre 1882, entre la France et la Suisse, en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents,
3 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,460 à 19,462, 19,517.
3 *août.* - Légion d'honneur, nomination, B. 19,898. 4 août. - Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit pour la continuation du chemin de fer et des forts du Sénégal,
3 *août.* - Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire sur l'exercice 1883,
3 *août.* - Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883,
3 *août.* - Loi qui autorise le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer.
3 *août.* - Loi qui ouvre des crédits supplémentaires au budget du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts exercice 1883, et annule un crédit sur le budget de l'exercice 1882,
3 *août.* - Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts des crédits extraordinaires sur l'exercice 1883,
3 *août.* - Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local d'Estrées-Saint-Denis à Froissy (Oise),
3 *août.* - Déc. qui rend exécutoire dans les colonies l'ordonnance du 29 mai 1844, concernant les loteries de bienfaisance,
3 *août.* - Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'exploitation provisoire de diverses lignes construites par l'Etat,
3 *août.* - Déc. qui autorise l'administration des chemins de fer de l'Etat à exploiter l'embranchement sur Moncontour de la ligne de Niort à Montreuil-Bellay et les chemins de fer de Saint-Laurent-de-la-Prée à la Pointe-de-la-Fumée et d'Eymoutiers à Meymac,
3 *août.* - Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans pour l'exploitation provisoire de diverses lignes construites par l'Etat,
3 *août.* - Déc. qui érige le collège d'Alais en lycée national d'enseignement spécial,
3 *août.* - Déc. qui déclare le collège de Digne lycée national,
3 *août.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction de routes forestières,
3 *août.* - Déc. Limite de la mer à Enez-ar-Bara, B. 13,738.
3 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,518, 19,736, 19,737. - Octrois, B. 19,595. - Légion d'honneur, nomination, B. 19,899.
5 *août.* - Loi qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour les dépenses d'une mission sanitaire en Egypte,
5 *août.* - Déc. qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'asile des vieillards protestants fondé à Bordeaux,
5 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,519. - Hospices, B. 19,590.
6 *août.* - Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour achats et transports de tabacs,
6 *août.* - Loi qui proroge des surtaxes perçues sur les vins et les alcools à l'octroi de Segré,
6 *août.* - Loi qui établit des surtaxes à l'octroi de Vouziers,
6 *août.* - Loi qui fixe le prix de vente de la poudre au bois pyroxylé,
6 *août.* - Loi qui autorise la location à la ville de Dieppe des terrains de la plage,
6 *août.* - Lois qui autorisent le département du Var, les villes d'Alais et d'Hyères à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
6 *août.* - Déc. Prix Pontécoulant, B. 13,547.
6 *août.* - Déc. Travaux de dragage au port des Sables (Vendée), B. 13,676.
6 *août.* - Déc. Travaux de construction sur la Lys, B. 13,677.
6 *août.* - Déc. Rectification de la route nationale n° 9, de Paris à Perpignan, B. 13,678, 13,679.
6 *août.* - Déc. Travaux pour l'augmentation du tirant d'eau de la Marne entre Dizy et Meaux, B. 13,739.
6 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,475 à 19,477. - Eaux, B. 19,630 à 19,632. - Mines, B. 19,656.
7 *août.* - Lois qui autorisent les départements de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, de Seine-et-Marne et la ville d'Amiens à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
8 *août.* - Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit sur l'exercice 1883 et annule une somme pareille sur l'exercice 1882,
8 *août.* - Loi concernant les pensions de retraite du personnel non officier de la marine,
8 *août.* - Déc. qui convoque les membres citoyens français des conseils municipaux des communes comprises dans le département de Constantine, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur,
9 *août.* - Déc. concernant les magistrats mis à la disposition du gouvernement égyptien,
9 *août.* - Déc. qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Villemagne (Hérault),
9 *août.* - Déc. concernant le roulement des cours et tribunaux pour l'année judiciaire 1883-1884,
9 *août.* - Déc. concernant l'alimentation du dépôt de dynamite d'Onnaing (Nord),
9 *août.* - Déc. Legs, B. 19,837.
10 *août.* - Loi qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour subvention éventuelle à l'exposition de Nice,
10 *août.* - Loi relative aux récompenses à décerner à l'exposition d'Amsterdam,
10 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,490 à 19,494, 19,748. - Chapelles, B. 19,641.
11 *août.* - Déc. qui modifie l'ordonnance du 15 novembre 1848 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer,
11 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,495. - Mines, B. 19,807.
12 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,649 à 19,651.
13 *août.* - Déc. qui convoquent les collèges électoraux du 1er arrondissement de Paris et de la deuxième circonscription de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône, à l'effet d'élire un député,
13 *août.* - Déc. concernant les conditions d'élection des maires et des adjoints dans les établissements français de l'Inde,
13 *août.* - Déc. qui autorise la chambre de commerce d'Oran à contracter un emprunt,
13 *août.* - Déc. qui approuve les statuts de la société d'assurances mutuelles sur la vie, la Garantie générale,
13 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,496, 19,520. - Eaux, B. 19,657 à 19,659. - Legs, B. 19,693.
14 *août.* - Loi qui ouvre au ministère de la justice et des cultes, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire au titre du budget annexe de l'Imprimerie nationale,
14 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,521, 19,522.
15 *août.* - Déc. qui autorise le sieur Audemard à ajouter à son nom celui de d'Alençon, B. 13,457.
16 *août.* - Loi qui autorise la substitution à la société concessionnaire du chemin de fer d'Arles à la Tour-Saint-Louis de la compagnie nouvelle du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône,
16 *août.* - Loi qui déclare d'utilité publique, à titre de chemin de fer d'intérêt local, l'établissement d'un embranchement destiné à relier les carrières d'Amblagnien-Pourcieu à la gare de Montalieu-Vercieu,
16 *août.* - Dèc qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un tramway de Mollesulaz à Annemasse (Haute-Savoie),
16 *août.* - Déc. qui fixe les frais d'étude des élèves externes du lycée d'Alençon,
16 *août.* - Déc. qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Morthomiers (Cher),
16 *août.* - Déc. qui annule une délibération du conseil général de la Loire-Inférieure, B. 13,548.
16 *août.* - Déc. Travaux pour l'assainissement des barthes ou marais traversés par la ligne de Toulouse à Bayonne, B. 13,808.

16 *août.* - Déc. Rectification de la route départementale de l'Ain n° 5, B. 13,809.
16 *août.* - Déc. Rectification de la route nationale n° 162, B. 13,832.
16 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,533. - Hospices, B. 19,591, 19,592. - Eaux, 19,660 à 19,662. - Legs, B. 19,691. - Mines, B. 19,809.
17 *août.* - Déc. portant promulgation de la convention conclue le 15 novembre 1882 entre la France et le royaume de Siam pour l'exécution d'une ligne télégraphique de la province de Battambang à Bangkok,
17 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,545 à 19,553. - Résidence à l'étranger, B. 19,596.
18 *août.* - Déc. qui autorise l'ingénieur en chef du service maritime des ponts et chaussées du département du Pas-de-Calais à disposer, en qualité d'ordonnateur secondaire, du crédit ouvert pour le dérasement des fortifications de Calais,
18 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,534. - Hospices, B. 19,593.
20 *août.* - Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de chemin de fer d'intérêt local à vote étroite dans le département de l'Allier,
20 *août.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre pour la réorganisation des défenses de Calais,
20 *août.* - Déc. qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un embranchement destiné à relier la gare de la Bédugne, sur la ligne de Dole à Potigny, au canal du Rhône au Rhin,
20 *août.* - Déc. qui fixe l'imposition extraordinaire additionnelle, à percevoir en 1883, destinée à concourir au service des deux emprunts contractés pour la construction de la bourse du Havre,
20 *août.* - Déc. Reconstruction du pont de Saint-Julien, route nationale n° 75, B. 13,740.
20 *août.* - Déc. Affectation au service des ponts et chaussées des terrains de la batterie déclassée de la Beaumette, B. 13,741.
20 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,535, 19,536. - Chapelles, B. 19,692.
21 *août.* - Déc. qui prescrit la promulgation de la convention signée à Berlin le 19 avril 1883 entre la France et l'Allemagne pour la garantie de la propriété des oeuvres de littérature et d'art,
21 *août.* - Déc. Legs, B. 19,768.
22 *août.* - Déc. concernant les colis postaux échangés entre la France continentale et la Corse,
22 *août.* - Déc. Achat de terrain à Bordeaux, B. 19,769.
23 *août.* - Loi qui annule une somme sur le budget extraordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1882, et qui ouvre au même ministère, sur le budget de l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de pareille somme,
23 *août.* - Loi relative au classement et à la déclaration d'utilité publique des chemins de fer de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon,
23 *août.* - Loi qui déclare d'utilité, publique le chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou,
23 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,537. - Eaux, B. 19,810 à 19,815, 19,838 à 19,840. - Mines, B. 19,816.
25 *août.* - Déc. qui ouvre au budget du ministère de la marine et des colonies, pour l'exercice 1881, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice,
25 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,538.
26 *août.* - Déc. qui fixe la quantité de dynamite que pourront recevoir les huit dépôts établis sur le territoire de la commune de Montceau-les-Mines,
26 *août.* - Déc. Limite de la mer sur le littoral des communes de Saint-Raphaël et de Frèjus (Var), B. 13,745.
27 *août.* - Déc. qui crée un lycée national de jeunes filles à Charleville,
27 *août.* - Déc. qui créent des conseils de prud'hommes à Falaise (Calvades) et à Saint-Didier-la-Séauve (Haute-Loire),
27 *août.* - Déc. portant que la commune de Colombier-sous-Uxelles portera le nom de Champagny (Saône-et-Loir), B. 13,746.
27 *août.* - Déc. Pensions, B. 19,539, 19,567. - Eaux, B. 19,817 à 19,824, 19,826. - Mines, B. 19,825.
29 *août.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 à des travaux d'établissement et d'entretien de lignes télégraphiques,
30 *août.* - Loi sur la réforme de l'organisation judiciaire,
31 *août.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit pour le deplacement du quartier de Bonne à Grenoble,
31 *août.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1883, un crédit pour la construction d'une caserne d'infanterie à Nantes,
31 *août.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, au titre du budget et sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, un crédit pour l'exécution de divers travaux militaires,
31 *août.* - Déc. qui affecte au département de la marine diverses parcelles de terrains nécessaires à l'établissement de la voie ferrée qui doit relier les chantiers de Caudan à la ligne de Nantes à Brest,
31 *août.* - Déc. qui déterminent les conditions et le prix de traitement des militaires admis aux hospices de Meaux, de Vesoul, de Saint-Malo, de Cette et de Rodez,
31 *août.* - Déc. portant promulgation de la convention relative aux services de surveillance et de douane sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du midi de la France signée entre la France et l'Espagne, le 20 juillet 1882,
31 *août.* - Déc. portant promulgation de la convention conclue, le 20 mars 1883, entre la France et l'Allemagne, en vue du raccordement des lignes télégraphiques qui existent le long du canal de la Marne au Rhin,
31 *août.* - Déc. portant promulgation du traité relatif à la navigation du Danube,
31 *août.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1883, un crédit pour la cession à l'Etat de l'école pratique d'agriculture d'Ecully;
1er *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction d'un nouvel hôpital militaire à la Guadeloupe,
1er *septembre.* - Déc. qui approuvent divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie de l'Est,
1er *septembre.* - Déc. qui approuve diverses dépenses faites ou à faire par la compagnie du Nord pour l'augmentation de l'outillage et du matériel roulant,
1er *septembre.* - Déc. qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un tramway entre Audincourt et Hérimoncourt (Doubs),
1er *septembre.* - Déc. concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées entre la France, l'Algérie, la Tunisie et la Bulgarie,
1 er *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,568, 19,582, 19,583. - Mines, B. 19,832, 19,833.
3 *septembre.* - Déc. qui annulent des délibérations des conseils d'arrondissement des Sables-d'Olonne et de Clamecy, B. 13,747, 13,748.
3 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,555 à 19,557; 19,633. - Légion d'honneur, nomination, B. 19,900.
4 *septembre.* - Déc. qui convoque le collège électoral de l'arrondissement d'A [...] t, à l'effet d'élire un député,
4 *septembre.* - Déc. qui crée un collège communal de jeunes filles à Abbeville,
4 *septembre.* - Déc. qui créent des lycées nationaux de jeunes filles à Moulins, à Saint-Etienne et à Bourg,
4 *septembre.* - Déc. Concession d'un terrain maritime à la baie de la Cornerie, B. 13,705.
4 *septembre.* - Déc. qui affecte au service du département de la guerre à Chartres une parcelle de terrain domanial, B. 13,710.
4 *septembre.* - Déc. qui affecte au service du département de la guerre une parcelle de terrain dépendant du port de Villefranche, B. 13,711.
4 *septembre.* - Déc. Légion d'honneur B. 19,901.
5 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour dépenses publiques,
5 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire sur l'exercice 1883,
5 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,934.
6 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, exercice 1883, un crédit pour les travaux de défense de la route nationale n° 135, contre les crues de l'Adour,
7 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges,
7 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché,
7 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix,
7 *septembre.* - Déc. concernant l'échange des lettres contenant des valeurs déclarées entre les colonies françaises et la Bulgarie,
7 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,569, 19,947 à 19,949. - Legs, B. 19,768, 19,795.
8 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,570.
9 *septembre.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,902.
10 *septembre.* - Déc. qui homologue les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de zones de servitudes de diverses places de guerre,
10 *septembre.* - Déc. qui homologue les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant les zones de fortification de diverses places de guerre ou ouvrages défensifs,
10 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie,
10 *septembre.* - Déc. qui affecte au département des travaux publics des terrains provenant d'une portion du canal de la Somme abandonnée sur le territoire de Ham, B. 13,833.
10 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,751 à 19,754, 19,584, 19,597 à 19,604, 19,652. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,903, 19,904.
11 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,575 à 19,577.
12 *septembre.* - Déc. portant que la commune de Noyant (Maine-et-Loire) prendre le nom de Noyant-la-Plaine, B. 13,749.
12 *septembre.* - Déc. qui autorise M. Klein à substituer à son nom celui de Petit, B. 13,750.
12 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,581.
13 *septembre.* - Déc. qui fixe les traitements des membres du personnel administratif et enseignant dans les lycées et collèges de jeunes filles,
13 *septembre.* - Déc. portant organisation du service de l'intérieur à Mayotte,
13 *septembre.* - Déc. portant organisation du service de l'intérieur à Nossi-Be,
13 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,578, 19,579. - Legs, B. 19,796.
15 *septembre.* - Déc. Ouverture d'un chemin d'accès à la gare de Mantes embranchement (chemin de fer de Paris à Rouen), B. 13,834.
15 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,635.
17 *septembre.* - Déc. portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Guilbert pour l'archevêché de Bordeaux et de M. Blanger pour l'évêché de Limoges,
17 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,585 à 19,587.
18 *septembre.* - Déc. concernant l'admission temporaire en franchise des fils de coton destinés à la fabrication des mousselines et des tissus de soie et coton,

18 *septembre.* - Déc. concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie, la République de Guatemala, le royaume d'Hawaï, le Groënland et les colonies britanniques des îles Bahamas, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie et de Gambie,
18 *septembre.* - Déc. qui crée un lycée national de jeunes filles à Paris, sous le nom de lycée Fénelon,
19 *septembre.* - Déc. portant promulgation de la convention conclue le 2 novembre 1882, entre la France et le Chili, pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chillennes durant la guerre contre le Pérou et la Bolivie,
19 *septembre.* - Déc. qui reporte au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1882, une somme applicable à des dépenses publiques en Algérie,
19 *septembre.* - Déc. Rectification de la route nationale n° 10, B. 13,835.
19 *septembre.* - Déc. Rectification de la route nationale n° 21, B. 13,836.
19 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,636.
20 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de la section française de bijouterie et de joaillerie à l'exposition d'Amsterdam,
20 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre du commerce, sur l'exercice 1883, un crédit pour l'exécution de divers travaux dans l'établissement thermal de Vichy,
20 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre du commerce un crédit en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880,
20 *septembre.* - Déc. qui élève le lycée d'Amiens à la première catégorie,
20 *septembre.* - Déc. qui affecte provisoirement au ministère de l'instruction publique, pour l'installation de l'institut de chimie de la faculté des sciences de Paris pendant la durée des travaux de reconstruction de la Sorbonne, un terrain appartenant à l'Etat, à Paris, B. 13,712.
21 *septembre.* - Déc. qui réduit les zones des servitudes défensives du fort Saint-Nicolas, à Marseille,
21 *septembre.* - Déc. Résidence à l'étranger, B. 19,723.
22 *septembre.* - Déc. qui nomme M. Félix Faure sous-secrétaire d'Etat au ministère de la mariné et des colonies,
22 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse,
22 *septembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'observatoire de Bordeaux,
22 *septembre.* - Déc. qui autorise la chambre de commerce de Calais à établir et à administrer: 1° un outillage hydraulique pour le chargement et le déchargement des navires; 2° des hangars publics sur les quais du port de cette ville,
22 *septembre.* - Déc. qui annule une délibération du conseil d'arrondissement de Marmande, B. 13,751.
22 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 16,637.
24 *septembre.* - Déc. qui créent des collèges communaux de jeunes filles à Armentières et à Cambral,
25 *septembre.* - Déc. qui approuvent divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée,
25 *septembre.* - Déc. Travaux exécutés sur son ancien réseau par la compagnie de Lyon, B. 13,865.
25 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,638 à 19,640.
26 *septembre.* - Déc. qui rapporte, en ce qui concerne le département de l'Orne, celui du 22 juin 1882, ajournant l'exécution de l'art. 39 de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux,
27 *septembre.* - Déc. qui crée auprès du ministère du commerce un comité consultatif des laboratoires municipaux et départementaux,
27 *septembre.* - Déc. concernant le remboursement des emprunts faits à la caisse des lycées, colléges et écoles par les communes algériennes,
29 *septembre.* - Déc. qui annule une délibération du conseil d'arrondissement de Fontenay-le-Comte, B. 13,752.
29 *septembre.* - Déc. qui annule une délibération du conseil général d'Alger, B. 13,759.
29 *septembre.* - Déc. Pensions, B. 19,642.
1er *octobre.* - Déc. portant organisation des écoles du service de santé militaire,
1er *octobre.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce,
1 er *octobre.* - Déc. Pensions, B. 19,643 à 19,647.
2 *octobre.* - Déc. qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur,
2 *octobre.* - Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Gironde, les tableaux de population nos 3 et 4 déclarés authentiques par le décret du 7 août 1882,
2 *octobre.* - Déc. qui annule une délibération du conseil général de la Nièvre, B. 13,769.
3 *octobre.* - Déc. concernant l'exportation des biscuits sucrés à destination de l'étranger ou des colonies françaises,
3 *octobre.* - Déc. qui autorise la chambre de commerce de Calais à contracter un emprunt,
3 *octobre.* - Déc. qui rend applicables en Cochinchine les dispositions des titres préliminaire, Ier et III du Code civil,
3 *octobre.* - Déc. concernant l'état civil des Annamites,
3 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 19,663 à 19,665.
5 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Maubeuge pour l'exécution de travaux militaires,
5 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Bruyères pour la réfection du casernement,
5 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit pour la location du magasin central de l'habillement et du campement à Montpellier,
5 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Grenoble pour le déplacement du quartier de Bonne,
5 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit pour la location du magasin central de l'habillement et du campement à Toulouse,
8 *octobre.* - Déc. qui fixent la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Roanne (Loire) et dans la commune de Varennes (Tarn-et-Garonne),
8 *octobre.* - Déc. Hospices, B. 19,778. - Pensions, B. 20,013, 20,014.
9 *octobre.* - Déc. portant extension du polygone exceptionnel de la marine, sur la rive droite de l'Adour,
9 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 19,653.
10 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour dépenses publiques,
10 *octobre.* - Déc. Mines, B. 19,987. - Eaux, B. 19,988, 19,989.
11 *octobre.* - Déc. Légion d'honneur, médaille militaire, radiation, suspension, B. 19,739 à 19,747.
12 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit pour les travaux d'achèvement du port d'Oran,
12 *octobre.* - Déc. Rachat du pont suspendu de Beauchastel, sur l'Erieux (Ardèche), route nationale n° 36, B. 13,877.
12 *octobre.* - Déc. Rectification de la route nationale n° 21, B. 13,878.
12 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 19,654, 19,655, 20,005. - Chapelles, B. 19,792. - Légion d'honneur, nominations, B. 19,905. - Eaux, B. 19,990.
13 *octobre.* - Déc. qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Terrenoire (Loire),
13 *octobre.* - Déc. qui réaffecte au service du département de la guerre trois parcelles de terrain situées au nord du fort de Romainville,
13 *octobre.* - Déc. qui affecte au service du département de la guerre un terrain dépendant de la forêt domaniale de Rouvray (Seine-Inférieure),
13 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 19,694, 19,695.
14 *octobre* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger,
15 *octobre.* - Déc. qui approuve les délibérations du conseil général de la Martinique établissant un impôt sur le revenu des valeurs mobilières,
15 *octobre.* - Déc. qui approuve les délibérations du conseil général de la Martinique modifiant le droit d'enregistrement et d'hypothèque,
15 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'agriculture; sur l'exercice 1883, un crédit pour divers travaux d'amélioration agricole,
15 *octobre.* - Déc. concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie et les colonies britanniques de la Guyane et de Tabago,
15 *octobre.* - Déc. qui crée une chaire d'astronomie à la faculté des sciences de Besançon, B. 13,970.
15 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 19,696 à 19,700.
16 *octobre.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour l'entretien de l'établissement thermal de Vichy,
16 *octobre.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour les travaux de desséchement de la petite plaine de Rône,
16 *octobre.* - Déc. qui annule une délibération du conseil d'arrondissement de Château-Gontier, B. 13,770.
16 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 19,701, 19,702, 19,718, 19,719.
17 *octobre.* - Déc. qui modifie l'art. 5 des statuts du bureau public de titrage des soies et autres matières textiles de Lyon,
17 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 19,720.
18 *octobre.* - Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie de Lyon pour l'exploitation provisoire des lignes de Triguères à Clamecy et de Toucy-Moulins à Gien,
18 *octobre.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la construction par l'Etat de diverses lignes concédées à la compagnie des chemins de fer du Midi,
18 *octobre.* - Déc. qui réaffecte au service du département de la guerre divers immeubles provenant des fortifications déclassées de la place de Scyne (Basses-Alpes),
18 *octobre.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour le service des postes et des télégraphes,
18 *octobre.* - Déc. qui affecte au département des travaux publics un îlot situé à l'aval du barrage de l'écluse d'Abzac, dans la rivière d'Isle (Gironde), B. 13,879.
18 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 19,721, 19,722, 19,725.
19 *octobre.* - Déc. qui institue un conseil supérieur des colonies,
19 *octobre.* - Déc. qui détermine la composition du conseil supérieur des colonies,
23 *octobre.* - Déc. qui ouvre sur l'exercice 1883 un crédit pour l'exécution de divers travaux publics,
23 *octobre.* - Déc. portant règlement sur le service dans les places de guerre et les villes de garnison,
24 *octobre.* - Déc. qui modifie les statuts de la société anonyme la Nationale, compagnie d'assurances sur la vie,
24 *octobre.* - Déc. qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer du Nord, pour l'exploitation provisoire des lignes de Bauvin-Provin à Armentières et de Solesmes au Cateau,
24 *octobre.* - Déc. Légion d'honneur, nomination, B. 19,906.
26 *octobre.* - Déc. Résidence à l'étranger, B. 19,793. - Pensions, B. 20,016.

27 *octobre.* - Déc. qui approuve la délibération du conseil colonial de la Cochinchine modifiant la répartition de l'impôt de capitation,
27 *octobre.* - Déc. qui affecte au service des ponts et chaussées les terrains et bâtiments de l'ancienne batterie déclassée de Reville (Manche), B. 13,880.
27 *octobre.* - Déc. relatif aux alignements des quais du port du Conquet (Finistère), B. 13,882.
27 *octobre.* - Déc. portant prorogation, jusqu'au 18 août 1884, du délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'exécution de la ligne de tramway de Cambrai à Catillon, B. 13,881.
27 *octobre.* - Déc. qui affecte à titre définitif à l'académie de médecine un terrain appartenant à l'Etat, sis à Paris, B. 13,971.
27 *octobre.* - Déc. Octrois, B. 19,779. - Pensions, B. 19,907.
27 *octobre.* - Déc. qui convoquent les collèges électoraux des arrondissements de Belley et de Lodève à l'effet d'élire des députés,
27 *octobre.* - Déc. qui distrait des portions de territoire de la commune de Breuillet (Charente-Inférieure) pour les annexer à la commune de Mornac, B. 13,866.
27 *octobre.* - Déc. Octrois, B. 19,780 à 19,784.
30 *octobre.* - Déc. Droits de péage au bac de R gneville sur la Meuse, B. 13,742.
30 *octobre.* - Déc. Droit de péage au passage d'eau du gué de la Rochette, sur l'Arroux, commune de Digoin (Saône-et-Loire), B. 13,867.
30 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 19,726, 19,727.
31 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1879,
31 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école d'art décoratif de Limoges et du musée Adrien Dubouché,
31 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges,
31 *octobre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours, versés au trésor par la ville d'Annecy pour l'exécution en bronze de la statue de Germain Somme [...] ier,
31 *octobre.* - Déc. Pensions, B. 19,728, 19,729.
2 *novembre.* - Déc. Légion d'honneur, B. 19,908.
3 *novembre.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 pour la reconstruction de l'hôtel du consulat de France à Tien-Tsin et la restauration de l'hôtel de la légation de France à Pékin,
3 *novembre.* - Déc. qui modifie la classification des chapitres du budget du ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1883,
5 *novembre.* - Déc. qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Montpellier,
5 *novembre.* - Déc. qui approuvent divers travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi,
5 *novembre.* - Déc. portant que la maison du bac de Méréville, sur la Moselle, cessera d'être affecté au service des ponts et chaussées et sera remise aux domaines, B. 13,883.
5 *novembre.* - Déc. Travaux sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi, B. 14,039.
5 *novembre.* - Déc. Travaux sur le nouveau réseau de la compagnie du Midi, B. 14,040 à 14,042.
6 *novembre.* - Loi qui ouvre au budget du ministère de l'intérieur, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour les traitements des fonctionnaires administratifs des départements,
7 *novembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés sur l'exercice 1881,
7 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,771 à 19,777.
8 *novembre.* - Déc. qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction d'une caserne de douane à Tente-Verte (Nord),
8 *novembre.* - Déc. concernant la caisse des menues dépenses du ministre des finances,
8 *novembre.* - Déc. pour l'exécution de la convention signée entre la France et l'Allemagne, concernant la garantie de la propriété littéraire et artistique,
8 *novembre.* - Déc. qui distrait de la commune de Vanves une portion de territoire pour en former une commune distincte dont le chef-lieu est fixé au village de Malakoff, B. 13,868.
8 *novembre.* - Déc. portant que la commune de la Boissière-Saint-Florent prendra le nom de la Boissière-sur-Evre (Maine-et-Loire), B. 13,869.
8 *novembre.* - Déc. portant que la commune de Marolles (Seine-et-Oise) prendra le nom de Marolles-en Beauce, B. 13,870.
8 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,749 à 19,751. - Légion d'honneur, médaille militaire, suspension, radiation, B. 19,785 à 19,791. - Médaille du Mexique, radiation, B. 19,792.
9 *novembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879, 1880 et 1881,
9 *novembre.* - Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur de la Martinique,
9 *novembre.* - Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur de la Martinique,
9 *novembre.* - Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur de la Guadeloupe,
9 *novembre.* - Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur de la Guadeloupe,
9 *novembre.* - Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur de la Guyane,
9 *novembre.* - Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur de la Guyane française,
9 *novembre.* - Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur du Sénégal,
9 *novembre.* - Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur du Sénégal,
9 *novembre.* - Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Inde,
9 *novembre.* - Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Inde,
9 *novembre.* - Déc. portant organisation de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Océanie,
9 *novembre.* - Déc. qui fixe le minimum des dépenses de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Océanie,
9 *novembre.* - Déc. portant organisation du service de l'intérieur des îles Saint-Pierre et Miquelon,
9 *novembre.* - Déc. qui fixe le minimum des dépenses du service de l'intérieur des îles Saint-Pierre et Miquelon,
10 *novembre.* - Déc. qui crée un lycée de jeunes filles à Bordeaux,
10 *novembre.* - Déc. qui affecte au département de la marine, pour l'établissement de magasins à fulmicoton, un terrain faisant partie de la batterie déclassée des Flamands, à Cherbourg, B. 13,790.
12 *novembre.* - Loi qui autorise la ville du Havre à contracter un emprunt,
12 *novembre.* - Déc. qui autorise M. Chich à ajouter à son nom celui de Mantout, B. 13,753.
12 *novembre.* - Déc. qui autorise: 1° M. Nicolas à ajouter à son nom patronymique celui de Missarel; 2° M. Petri à ajouter à son nom patronymique celui de Guasco, B. 13,810.
12 *novembre.* - Déc. qui autorise MM. Croize à ajouter à leur nom celui de Pourcelet, B. 13,811.
12 *novembre.* - Déc. Réctification de la route nationale n° 89, B. 13,884.
12 *novembre.* - Déc. qui rectifie, en ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, le tableau de population n° 4 déclare authentique par le décret du 7 août 1882,
12 *novembre.* - Déc. Eglises, B. 19,805. - Hospices, B. 19,837.
13 *novembre.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce,
13 *novembre.* - Déc. Echange de diverses parcelles à détaher de la forêt domaniale de Montembert ontre plusieurs parcelles faisant saillie dans ladite forêt, et appartenant au sieur de Pomereu, B. 13,885.
13 *novembre.* - Déc. Echange de deux parcelles appartenant à la société des forges et chantiers de Mohon et Salvadieu, enclavées dans la forêt domaniale de Château-Regnault, contre une parcelle à distraire du périmètre de cette forêt, dans la série d'Auton, B. 13,886.
13 *novembre.* - Déc. Echange d'une parcelle de terrain domanial, sise à Nancy, B. 13,924.
13 *novembre.* - Déc Echange d'un bâtiment communal contigu au quartier de cavalerie contre une parcelle de terrain domanial provenant des fortifications déclassées de Calais, B. 13,925.
13 *novembre.* - Déc. Echange d'une bande de terrain et d'un talus appartenant à l'Etat contre un immeuble appartenant au sieur Goffard, B. 13,926.
13 *novembre.* - Déc. Echange de partie du chemin d'accès au fort Sainte-Marguerite, contre un nouveau chemin établi sur des terrains appartenant à des particuliers, B. 13,927.
14 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,797 à 19,814.
15 *novembre.* - Déc. qui fixe la taxe à percevoir en France pour les télégrammes à destination des bureaux de la Tripolitaine autres que Tripoli,
15 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,767, 19,827, 19,828.
16 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,829. - Octrois, B. 19,848.
17 *novembre.* - Déc. qui modifie la convention relative à la concession du chemin de fer de Saïgon à Mytho (Cochinchine),
17 *novembre.* - Déc. qui supprime la caisse d'épargne de Saint-Gervais (Haute-Savoie),
17 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,811, 19,812. - Octrois, B. 19,849 à 19,855.
19 *novembre.* - Déc. portant nomenclature des bureaux désignés pour constater la sortie des boissons expédiées sur la Suisse, en franchise des droits de circulation et de consommation,
19 *novembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1883, un crédit pour dépenses publiques en Algérie,
19 *novembre.* - Déc. qui autorise: 1° M. Merceron et M. voire à ajouter à leur nom celui de Vica; 2° M. Jeancourt à ajouter à son nom celui de Galignani, B. 13,754.
19 *novembre.* - Déc. qui affecte au service des douanes une parcelle de terrain domanial située à la pointe de Saint-Ospice (Alpes-Maritimes),
19 *novembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1883, un crédit pour les dépenses de l'école des arts industriels de Roubaix,
19 *novembre.* - Déc. concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie et le Canada,
19 *novembre.* - Déc. qui autorise M. de Harambure à ajouter à son nom patronymique celui de Saint-Bois, B. 13,812.
19 *novembre.* - Déc. Eglises, B. 19,806.
20 *novembre.* - Loi portant concession de croix et de médailles militaires à l'occasion des opérations effectuées au Tonkin, à Hué et à Madagascar,

20 *novembre.* - Déc. qui nomme M. Jules Ferry, ministre des affaires étrangères, et M. Faillières ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,
21 *novembre.* - Déc. Eglises, B. 19,985.
22 *novembre.* - Déc. concernant la [...] du co [...] en Algérie et en Tunisie,
22 *novembre.* - Déc. portant concession par l'Etat, moyennant , d'un groupe de parcelles de de mer provenant de l'étang de Thau (Hérault), B. 13,791.
22 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,834. - Octrois, B. 19,910, 19,911.
23 *novembre.* - Loi qui modifie l'art. 105 du Code forestier, relatif au partage des bois d'affouage,
23 *novembre.* - Déc. qui fixe le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'exercice 1884,
23 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,835. - Octrois, B. 19,912.
24 *novembre.* - Loi qui complète l'art. 4 de la loi relative aux conseils de prud'hommes,
24 *novembre.* - Déc. qui autorise la chambre de commerce de Bordeaux à acquérir deux parcelles de terrains,
24 *novembre.* - Déc. relatif à l'établissement d'une nouvelle station à voyageurs et à marchandises à Aubervilliers-la-Courneuve (Nord); B. 13,915.
24 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,836, 19,856. - Octrois, B. 19,952 à 19,969.
26 *novembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Nancy pour la cession de la caserne des Prémontrés,
27 *novembre.* - Lois qui autorisent la commune de Levallois-Perret et la ville de Marseille à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
27 *novembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours verses au trésor par la ville de Nancy pour l'exécution de divers travaux militaires,
27 *novembre.* - Déc. qui rapporte celui du 18 février 1881, interdisant l'importation en France des viandes de porc salées provenant des Etats-Unis d'Amérique,
27 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,830.
28 *novembre.* - Déc. qui affecte au service de la marine un terrain faisant partie des terre-pleins de l'arrière-port des Sables-d'Olonne, B. 13,928.
29 *novembre.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour le service des chemins de fer de l'Etat,
29 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,831. - Octrois, B. 19,974 à 19,980.
30 *novembre.* - Déc. Pensions, B. 19,843 à 19,845.
1er *décembre.* - Loi qui autorise le département des Vosges à contracter un emprunt,
3 *décembre.* - Déc. qui alloue un crédit aux ministres de l'instruction publique, de l'intérieur et du commerce, sur la portion d'inscription des pensions civiles,
3 *décembre.* - Déc. relatif aux rues de la ville de Clermont-Ferrand,
3 *décembre.* - Déc. qui annule une somme sur le budget des dépenses sur ressources extraordinaires du ministère des travaux publics, exercice 1882,
3 *décembre.* - Déc. qui crée un second lycée national à Lille,
3 *décembre.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce,
3 *décembre.* - Déc. Travaux sur le canal de Bergues, B. 13,916.
3 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,857, 19,925.
4 *décembre.* - Déc. qui affecte au ministre de l'instruction publique une parcelle du domaine de Mendon, B. 13,972.
4 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,836, 19,926.
5 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,914 à 19,922, 19,928. - Chapelles, B. 20,019.
6 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,858, 19,927.
7 *décembre.* - Déc. Echange d'une parcelle à prendre sur un terrain affecté au département des postes et des télégraphes à Calais contre une parcelle de terrain communal, B. 13,929.
7 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,846, 19,847, 19,859, 19,929.
8 *décembre.* - Loi relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce,
8 *décembre.* - Déc. concernant l'échange des cartes postales entre la France, l'Algérie et l'Inde britannique,
8 *décembre.* - Déc. qui affecte au département de la guerre, pour le service de la poudrerie nationale de Sevran-Livry, une portion de la route nationale n° 3 (Seine-et-Oise), B. 13,930.
8 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,930. - Légion d'honneur, médaille militaire, suspension, radiation, B. 19,981 à 19,984.
9 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,931.
10 *décembre.* - Déc. portant nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1882 et l'année 1883,
10 *décembre.* - Déc. relatif à la caisse de retraite des prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Poitiers,
10 *décembre.* - Déc. Travaux sur le chemin de fer de Bordeaux à Cette, B. 13,917.
10 *décembre.* - Déc. qui distrait les hameaux de Pont-Niveaux, Portavaux et des Rochettes de la commune de Luceau (Sarthe) pour les rattacher à la commune de Château-du-Loir, B. 13,918.
10 *décembre.* - Déc. qui porte que la commune de Noyers-et-Thélonne (Ardennes) formera deux communes distinctes, B. 13,919.
10 *décembre.* - Déc. portant que la commune de la Queue (Seine-et-Oise) prendra le nom de la Queue-lez-Yvelines, B. 13,920.
10 *décembre.* - Déc. Travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du Midi, B. 14,033.
10 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,860 à 19,864, 19,932, 19,933, 20,026.
11 *décembre.* - Déc. qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit pour la construction d'une caserne des douanes à Saint-Nazaire,
11 *décembre.* - Déc. Rachat du pont de Fleurville, sur la Saône, route nationale n° 6, B. 13,921.
11 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,865, 19,866, 20,027.
12 *décembre.* - Déc. qui ouvre au budget du ministère de la guerre, sur l'exercice 1881, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice,
12 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,867 à 19,869, 19,934, 20,028.
13 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,870 à 19,872, 20,029.
14 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 20,030.
15 *décembre.* - Loi qui autorise un échange de terrains entre l'Etat et la ville de Sedan,
15 *décembre.* - Loi qui autorise un échange de terrains entre l'Etat et la commune de Taillette (Ardennes),
15 *décembre.* - Loi qui autorise la ville de Menton à contracter un emprunt,
15 *décembre.* - Lois qui prorogent ou établissent des surtaxes aux octrois de Grandcamp, Guéret, Pont-de-Vaux, Pontoise, Saint-Dié, Saint-Marcellin et le Tréport,
15 *décembre.* - Déc. concernant le recouvrement par la poste en Algérie des effets de commerce soumis au protet,
15 *décembre.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce,
15 *décembre.* - Déc. Travaux pour l'amélioration de la rivière de Vendée, B. 13,973.
15 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,909, 19,935, 19,936, 19,991 à 19,999, 20,031.
16 *décembre.* - Déc. portant organisation des établissements français du golfe de Guinée,
16 *décembre.* - Déc. qui reporte à la hauteur du village de Rosconnec les limites de la salure des eaux sur la rivière l'Aulne, B. 13,931.
16 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 20,032.
17 *décembre.* - Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire pour la célébration aux frais de l'Etat des funérailles d'Henri Martin,
17 *décembre.* - Déc. portant homologation des procès-verbaux de bornage des zones de servitudes et de polygones exceptionnels de diverses places de guerre,
17 *décembre.* - Déc. portant homologation des procès-verbaux de bornage des zones de fortification de diverses places de guerre,
17 *décembre.* - Déc. Concession d'une superficie à prendre dans un marais domanial situé aux abords de la gare des Sables-d'Olonne, sur la ligne de Tours aux Sables, B. 13,974.
17 *décembre.* - Déc. portant que la commune de Pouilly (Aisne) prendra le nom de Pouilly-sur-Serre, B. 13,975.
17 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,937 à 19,940, 20,033.
18 *décembre.* - Déc. Elargissement du pont d'Austerlitz à Paris, B. 13,976.
18 décembre. - Déc. Pensions, B. 20,034.
19 *décembre.* - Lois qui établissent ou prorogent des surtaxes aux octrois de Cannes, Civray, Montmorillon, Oloron-Sainte-Marie, le Palais, Rouen et Saint-Julien (Haute-Sayoie),
19 *décembre.* - Loi qui approuve une convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie de chemins de fer départementaux pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de fer de la Corse,
19 *décembre.* - Déc. qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1883, un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Rouen pour la réorganisation du casernement,
19 *décembre.* - Déc. qui ouvre le port de Cette à l'importation des chiffons et drilles de provenance maritime,
19 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,944, 19,970, 20,035.
20 *décembre.* - Lois qui autorisent les départements de la Marne et les villes d'Armentières, de Châtellerault, du Havre et de Toulouse à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
20 *décembre.* - Loi qui établit une imposition extraordinaire sur la commune de Blaise-sous-Hauteville (Marne),
20 *décembre.* - Déc. qui convoquent les collèges électoraux de l'arrondissement de Barbezieux, de la première circonscription de l'arrondissement de Dieppe et de l'arrondissement de Sartène à l'effet d'élire des députés,
20 *décembre.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1882 une somme non employée en 1881 sur les crédits ouverts au ministre de l'intérieur pour des travaux de colonisation en Algérie,
20 *décembre.* - Déc. Concession à la commune de Saint-Laurent-du-Var d'une parcelle de lais de mer, B. 13,977.
20 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,941, 19,943, 20,036.
21 *décembre* - Déc. concernant l'avancement dans les corps expéditionnaires du Tonkin et de Madagascar,
21 *décembre* - Déc. Pensions, B. 19,971.
22 *décembre.* - Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin,
22 *décembre.* - Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1884, un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin,

22 *décembre.* - Loi qui approuve une convention relative à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haïphong,
22 *décembre.* - Lois qui autorisent les départements de l'Ain et des Deux-Sèvres à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
22 *décembre.* - Lois qui autorisent les départements de la Charente-Inférieure, de la Corse et des Landes à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement,
22 *décembre.* - Loi qui autorise la ville de Montauban à contracter un emprunt,
22 *décembre.* - Lois qui établissent des surtaxes aux octrois d'Aix-les-Bains, de Chambéry, d'Evian-les-Bains, de Plabennec (Finistère) et de Saint-Jean-de-Maurienne,
22 *décembre.* - Déc. qui établit une imposition additionnelle sur les patentes du département de la Marne pour les dépenses de la chambre et de la bourse de commerce de Reims,
22 *décembre.* - Déc. qui érige le collège communal de jeunes filles de Montauban en lycée national,
22 *décembre.* - Déc. qui ouvre les bureaux de poste de plein exercice de l'Algérie et de la Tunisie au service de la caisse nationale d'épargne,
22 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 20,037.
24 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 20,038.
25 *décembre.* - Déc. relatif à des changements de rues de la commune du Carbet (Martinique), B. 13,978.
26 *décembre.* - Lois qui prorogent les surtaxes aux octrois de Hanvec et de Port-Launay,
26 *décembre.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 sur les fonds provenant des soultes de rachat du séquestre en Algérie,
26 *décembre.* - Déc. relatif aux travaux à exécuter pour l'agrandissement de la station de Villenave-d'Ornon, sur le chemin de fer de Bordeaux à Cette, B. 13,979.
26 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 19,971, 19,972.
27 *décembre.* - Lois qui prorogent des surtaxes aux octrois de Laon, du Quesnoy et de Steenwoorde,
28 *décembre.* - Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire applicable au service des manufactures de l'Etat,
28 *décembre.* - Déc. qui suspend l'exécution de celui du 27 novembre 1883, relatif à l'importation en France des viandes de porc salées provenant des Etats-Unis d'Amérique,
28 *décembre.* - Déc. relatif à la perception. à l'octroi municipal de mer de l'Algérie, des taxes approuvées par le décret du 25 septembre 1880, B. 13,980.
29 *décembre.* - Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884,
29 *décembre.* - Loi qui proroge la perception du droit d'octroi établi dans la banlieue de Paris sur l'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie,
29 *décembre.* - Lois qui établissent ou prorogent des surtaxes aux octrois de Biarritz, Péronne, Saint-Claude, Saint-Quentin, Castellane, Condé (Nord), Crozon (Finistère), Dirinon (Finistère), Lampaul-Guimillau (Finistère), Plouvien (Finistère), Rumengol (Finistère), Villefranche (Alpes-Maritimes) et Saint-Yrieix,
29 *décembre.* - Déc. qui ouvre au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1881, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos,
29 *décembre.* - Déc. qui ouvre le bureau de douane de Bachy à l'importation et au transit de certaines marchandises,
29 *décembre.* - Déc. qui rend applicables à l'école préparatoire à l'enseignement du droit d'Alger les dispositions du décret du 27 décembre 1881, relatif aux concours annuels dans les facultés de droit,
29 *décembre.* - Déc. concernant le port des armes de poche à la Martinique,
30 *décembre.* - Loi portant fixation du budget des dépenses sur ressources spéciales et des budgets annexes pour l'exercice 1884,
30 *décembre.* - Déc. qui établit des concours entre les élève de l'école préparatoire à l'enseignement du droit à Alger,
30 *décembre.* - Déc. Pensions, B. 20,039, 20,060 à 20,067. 31 décembre. - Loi qui ouvre des crédits
30 *décembre.* - provisoires au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1884,
30 *décembre.* - Déc. qui reporte à l'exercice 1883 une somme non employée en 1882 à des dépenses publiques en Algérie,
30 *décembre.* - Déc. qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1883, des crédits supplémentaires pour le service des chemins de fer de l'Etat,
30 *décembre.* - Déc. qui fixe la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1884, du droit de timbre établi sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics de gouvernements étrangers,
30 *décembre.* - Déc. portant promulgation de la convention conclue, le 10 septembre 1883, entre la Cochinchine et le Cambodge, et d'une convention annexe signée entre les deux pays le 9 octobre 1883,
30 *décembre.* - Déc. relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1884 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce,
30 *décembre.* - Déc. qui répartit, par ministères et par chapitres, les crédits provisoires ouverts au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1884,
30 *décembre.* - Déc. portant création d'une chaire d'histoire contemporaine à la faculté des lettres de Paris, B. 13,981.
FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.

TABLE ALPHABETIQUE ET RAISONNEE des matières sur lesquelles disposent les Lois, Décrets et Règlements publiés en 1883.

A.

ABUS. - *Déclaration* d'abus dans les instructions et lettres pastorales des évêques d'Annecy, de Langres, de Viviers, d'Albi et de Valence (28 avril 1883, déc.),
ABUS. - *Déclaration* d'abus dans les instructions et lettres pastorales de l'évêque de Langres (9 juin 1883, déc.),
ABUS. - *Rejet* du recours pour abus formé par les sieurs Poggi et consorts (16 février 1883, déc.),
ABUS. - *Rejet*, du recours pour abus formé par l'abbé Estève et par l'abbé Martin (15 mars 1883, déc.),
ABUS. - *Rejet*, du recours pour abus formé par le préfet de l'Hérault contre les sieurs Alquier (9 juillet 1883, déc.),
ACADEMIE DE FRANCE A ROME. - Secrétaire comptable. Pension (31 juillet 1883, déc.),
AGENTS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES. - Drogmans et interprètes. Cadres (9 mars 1883, déc.),
ALCOOMETRE DE GAY-LUSSAC. - Modification de l'art. 2 de la loi du 7 juillet 1882 (28 juillet 1883, loi),
ALGERIE. - *Budget.* Pouvoir du gouverneur général de disposer directement de certains crédits (21 mai 1883, déc.),
ALGERIE. - *Chemins de fer d'intérêt local.* Application de la loi du 11 juin 1880 (17 juillet 1883, loi),
ALGERIE. - *Douanes.* Importation des sucres pour la fabrication des chocolats (23 mai 1883, déc.),
ALGERIE. - *Ecole d'apprentissage de Dellys.* Organisation (9 juillet 1883, déc.),
ALGERIE. - *Ecole préparatoire à l'enseignement du droit.* Application du décret du 27 décembre 1881, relatif aux concours annuels dans les facultés de droit (29 décembre 1883, déc.),
ALGERIE. - *Ecole préparatoire à l'enseignement du droit.* Concours entre les élèves de l'école (30 décembre 1883, déc.),
ALGERIE. - I*ndigènes musulmans.* Etat civil. Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 23 mars 1882 (13 mars 1883, déc.),
ALGERIE. - *Octroi de mer.* Taxes (28 décembre 1883, déc.), B. 13,980.
ALGERIE. - *Organisation judiciaire.* Création de tribunaux de première instance à Batna, Guelma et Sidi-bel Abbès (31 décembre 1882, déc.),
ALGERIE. - *Organisation judiciaire.* Création de vingt-deux nouvelles justices de paix (7 janvier 1883, déc.),
ALGERIE. - *Organisation judiciaire.* Délégation provisoire dans certains postes à des officiers de l'armée des attributions conférées aux juges de paix (27 janvier 1883, déc.),
ALGERIE. - *Pêche du corail.* Règlement (30 juin 1883, déc.),
ALGERIE. - *Pêche du corail.* (22 novembre 1883, déc.),
ALGERIE. - *Phylloxera.* Règlement (21 mars 1883, loi),
ALGERIE. - *Tramways.* Application de la loi du 11 juin 1880 (17 juillet 1883, loi),
ALGERIE. - Voy. Chemins de fer.
ANIMAUX. - Voy. Police sanitaire.
ALIENES. - Voy. Traités (Suisse).
ARCHEVEQUES ET EVEQUES. - *Bulles d'institution.* Voy. Table chronologique, 17 septembre 1883.
ARMEE. - *Artillerie.* Réorganisation des troupes de l'artillerie en vue de la formation d'une artillerie de forteresse (24 juillet 1883, loi),
ARMEE. - *Cavalerie.* Modifications à la tenue (31 juillet 1883, loi),
ARMEE. - *Corps expéditionnaires* du Tonkin et de Madagascar. Avancement (21 décembre 1883, déc.),
ARMEE. - *Ecoles du service de santé militaire.* Organisation (1er octobre 1883, déc.),
ARMEE. - *Engagements volontaires.* Dispense temporaire de l'obligation de savoir lire et écrire (18 janvier 1883, loi),
ARMEE. - *Généraux.* Maintien du général Faldherbe dans la première section du cadre d'état-major général (26 mai 1883, déc.),
ARMEE. - *Règlement* sur le service dans les places de guerre et les villes de garnison (23 octobre 1883, déc.),
ARMEE. - Voy. Hospices.
ARMEE DE MER. - Pensions du personnel non officier de la marine (8 août 1883, loi),

B

BACCALAUREAT. - Voy. Enseignement secondaire.
BACS. - *Tarifs, péages.* Voy. Table chronologique, 21 mai, 30 octobre 1883.
BATEAUX A VAPEUR. - Navigation sur les fleuves, rivières, etc. (9 avril 1883, déc.),
BATIMENTS DE L'ETAT. - *Affectation. Logements d'agents.* Voy. Domaine de l'Etat.
BOIS ET FORETS. - *Chasseurs forestiers.* Organisation. Assimilations de grade dans l'armée (2 juin 1883, déc.),
BOIS ET FORETS. - *Préposés forestiers.* Médailles d'honneur (15 mai 1883, déc.),
BOIS ET FORETS. - *Création* de deux nouvelles conservations forestières à Foix et à Annecy (18 juillet 1882, déc.), B. 12,952,
BOIS ET FORETS. - *Aménagements. Coupes. Délivrance. Exploitation. Vente.* Voy. Table chronologique, 9, 10, 17, 18, 20, 27, 29 juin, 6, 8, 11, 18, 31 juillet, 8, 18, 19, 22, 28 août, 4, 12, 16 septembre, 18, 21, 26, 27 octobre, 3, 11, 14, 15, 22, 24 novembre, 4, 9, 11, 12, 14, 20, 25 décembre 1882; 4, 5, 11, 15, 22, 25 janvier, 8, 14, 17, 20, 21 février, 1er, 13, 14, 16, 20, 27, 29, 30 mars, 1er, 5, 9, 12, 16, 21, 25, 27, 30 avril, 9, 17, 19, 26 mai, 7, 13, 26 juin, 2, 6, 19, 20 juillet 1883. - Voy. Code forestier.
BONS DE POSTE. - Voy. Postes.
BREVETS D'INVENTION. - *Cession. Proclamation.* Voy. Table chronologique, 25, 28 mars, 10 juin, 8 juillet, 18 septembre, 11 octobre, 7 décembre 1882; 17 janvier, 3 mars, 27 avril, 26 mai, 29 juin 1883.
BUDGET. - *Affaires étrangères.* Modification de la classification des chapitres pour 1883 (3 novembre 1883, déc.),
BUDGET. - *Finances.* Ouverture, exercice 1880, de deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères, etc. (12 février 1883, déc.),

BUDGET. - *Finances.* Ouverture, exercice 1881 (29 décembre 1883, déc.),
BUDGET. - *Guerre.* Ouverture d'un nouveau chapitre destiné à recevoir l'inscription du crédit extraordinaire accordé pour l'entretien des compagnies mixtes en Tunisie (13 janvier 1883, déc.),
BUDGET. - *Guerre*, exercice 1881, d'un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice (12 décembre 1883, déc.),
BUDGET. - Légion d'honneur. Ouverture, exercice 1881, de deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements pour rappels d'arrérages de traitements, etc., qui se rapportent à des exercices clos (1er février 1883, déc.),
BUDGET. - *Marine et Colonies.* Ouverture, exercice 1881, d'un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice (25 août 1883, déc.),
BUDGET DE 1884. - Dépenses et recettes ordinaires. Fixation (29 décembre 1883, loi),
BUDGET DE 1884. - *Dépenses sur ressources spéciales et budgets annexes.* Fixation (30 décembre 1883, loi),
BUDGET DE 1884. - *Ouverture* de crédits provisoires au titre du budget extraordinaire (31 décembre 1883, loi),
BUDGET DE 1884. - *Ouverture* Répartition de ces crédits par ministères et par chapitres (31 décembre 1883, déc.),
BULLES. - Voy. Archevêques et évêques.
BUREAUX DE BIENFAISANCE. - Création. Voy. Table chronologique, 12, 15 mars, 26 avril, 14 mai, 29 juin 1883.

C

CAISSE D'AMORTISSEMENT. - Budget pour 1884. Fixation (23 novembre 1883, déc.),
CAISSE D'EPARGNE POSTALE. - *Agent comptable.* Cautionnement (19 avril 1883, déc.),
CAISSE D'EPARGNE POSTALE. - *Timbres-épargne.* Mise en vigueur de la loi du 3 août 1882 (10 mars 1883, déc.),
CAISSE D'EPARGNE POSTALE. - *Ouverture* des bureaux de poste de plein exercice de l'Algérie et de la Tunisie au service de la caisse d'épargne postale (22 décembre 1883, déc.),
CAISSE DES CHEMINS VICINAUX. - Augmentation des fonds d'avances et de subventions (2 avril 1883, loi),
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. - Budget pour l'exercice 1884. Fixation (23 novembre 1883, déc.),
CAISSE DES LYCEES, COLLEGES ET ECOLES PRIMAIRES. - *Augmentation* du fonds de subventions et d'avances (20 mars 1883, loi),
CAISSE DES LYCEES, COLLEGES ET ECOLES PRIMAIRES. - *Remboursement* des emprunts faits par les communes algériennes (29 septembre 1883, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *Avances* par la caisse des dépôts et consignations (6 juillet 1883, loi),
CAISSES D'EPARGNE. - *d'Aix-les-Bains.* Suppression (10 novembre 1882, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de Bayonne.* Acquisition d'immeuble et aliénation de rentes (15 février 1883, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de Calvi.* Suppression (16 avril 1883, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *d'Etampes.* Nouveaux statuts (10 novembre 1882, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de Foix.* Nouveaux statuts (14 novembre 1882, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *du Havre.* Aliénation de rentes (27 octobre 1882, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de l'Ile-Rousse.* Suppression (16 avril 1883, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de la Flèche.* Nouveaux statuts (26 juin 1883, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de la Réole.* Nouveaux statuts (26 juin 1883, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de Laval.* Nouveaux statuts (26 juin 1883, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de Meulan.* Nouveaux statuts (1er décembre 1882, déc),
CAISSES D'EPARGNE. - *de Morlaix.* Suppression (16 avril 1883, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de Muret.* Suppression (16 avril 1883, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de Poissy.* Nouveaux statuts (26 juin 1883, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de Poissy.* Aliénation de rentes (9 juillet 1883, déc.),
CAISSES D'EPARGNE. - *de Saint-Gervais-les-Bains.* Suppression (19 novembre 1883, déc.),
CAISSES DE SECOURS. - Prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Châlons. Dissolution du conseil d'administration (20 avril 1883, déc.),
CAISSES DE SECOURS. - Prêtres du diocèse de Séez. Création (28 avril 1883, déc.),
CAISSES DE SECOURS. - Prêtres des diocèses de Luçon et de Lyon. Dissolution du conseil d'administration (30 avril 1883, déc.),
CAISSES DE SECOURS. - Prêtres des diocèses de Pamiers, Angers et Tarbes. Dissolution du conseil d'administration (13 juin 1883, déc.),
CAISSES DE SECOURS. - Prêtres du diocèse de Poitiers (10 décembre 1883, déc.),
CANAUX. - *Travaux divers.* Voy. Table chronologique, 27 novembre, 16 décembre 1882; 19 mars, 3 décembre 1883.
CARRIERES. - du Loiret. Règlement (13 janvier 1883, déc.),
CARTES POSTALES. - Voy. Postes.
CHAIRES. - Création. Transformation. Voy. Facultés.
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce (4 janvier 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce (17 février 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce(19 avril 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce du Havre (28 avril 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce de l'Algérie (26 juin 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce de diverses (3 juillet 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce de Marseille (30 juillet 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* à percevoir en 1883 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce de diverses (1er octobre 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* (13 novembre 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* (3 décembre 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* (15 décembre 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Contribution spéciale* (31 décembre 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *Election des membres* (8 déc. 1883, loi, art. 20),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *de Bordeaux.* Acquisition de terrain (24 novembre 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *de Calais.* Etablissement d'appareils et de hangars (22 septembre 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *de Calais.* Emprunt (3 octobre 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *de Dieppe.* Droits à percevoir pour location de grues (17 novembre 1882, déc.), B. 12,979.
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *de Dieppe.* Droits à percevoir pour location de grues. (20 décembre 1882, déc.), B. 13,115.
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *de Dunkerque.* Emprunt (9 juillet 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *du Havre.* Imposition extraordinaire (20 août 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *de Marseille.* Etablissement d'appareils pour le chargement et le déchargement des navires (6 juillet 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *de Marseille.* Emprunt (27 juillet 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *d'Oran.* Emprunt (13 août 1883, déc.),
CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE. - *de Rouen.* Emprunt (26 avril 1883, déc.),
CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES. - Election des membres (8 décembre 1883, loi, art. 20),
CHAPELLES. - *Erection. Autorisation.* Voy. Table chronologique, 29 décembre 1882; 16 février, 27 mars, 10 avril, 15 mai, 3, 24 juillet, 10, 20 août, 12 octobre, 5 décembre 1883.
CHEMINS DE FER.
§ 1er. DISPOSITIONS GENERALES.
- *Police.* Modification de l'ordonnance du 15 novembre 1848 (11 août 1883, déc.),
§ 2. CHEMINS DIVERS.
- *Allier.* Chemins de fer d'intérêt local. Utilité publique (20 août 1883, loi),
- *Amblagnieu-Pourcieu à la gare de Montalieu-Vercieu.* Utilité publique (16 août 1883, loi),
- *Arles à la Tour Saint-Louis.* Substitution à la société concessionnaire d'une compagnie nouvelle (16 août 1883, loi),
- *Bas-Evette à Giromagny.* Exploitation provisoire (25 juin 1883, déc.),
- *Bauvin-Provin à Armentières.* Exploitation provisoire (24 octobre 1883, déc.),
- *Bazancourt à Béthéniville.* Incorporation dans le réseau d'intérêt général (11 février 1883, loi),
- *Béthéniville à Challerange.* Utilité publique (11 février 1883, loi),
- *Bonson à Saint-Bonnet-le-Château.* Exploitation provisoire (22 janvier 1883, déc.),
- *Buzy à Laran.* Exploitation provisoire (9 avril 1883, déc.),
- *Concarneau à Rosporden.* Exploitation provisoire (10 mai 1883, déc.),
- *de la Corse.* Approbation d'une convention passée avec la compagnie des chemins de fer départementaux (19 déc. 1883, loi),
- *Divers.* Exploitation provisoire (28 mars 1883, loi),
- *Divers.* Exploitation provisoire (5 avril 1883, déc.),
- *Divers.* Exploitation provisoire (4 août 1883, loi),

- *Divers.* Exploitation provisoire (14 août 1883, déc.),
- *Dôle à Poligny.* Embrachement de la gare de la Béduque au canal du Rhône au Rhin (20 août 1883, déc.),
- *Est.* Travaux autorisés (1er septembre 1883, déc.),
- *Est. Convention* pour l'exploitation provisoire des lignes de Favières à Frenelle et de Bas-Evette à Giromagny (25 juin 1883, déc.),
- *Estrée-Saint-Denis à Froissy.* Utilité publique (4 août 1883, loi),
- *de l'Etat.* Composition du conseil d'administration (28 avril 1883, déc),
- *de l'Etat.* Exploitation provisoire de diverses lignes (5 juin 1883, déc.),
- *de l'Etat.* Exploitation provisoire de diverses lignes (4 août 1883, déc.),
- *Favières à Frenelle.* Exploitation provisoire (25 juin 1883, déc.),
- *La Guerche à la ligne de Tours à Montlaçon.* Utilité publique (23 août 1883, déc.),
- *Lyon-Méditerranée.* Travaux autorisés (6 mars 1883, déc.),
- *Lyon-Méditerranée.* (27 mars 1883, déc.),
- *Lyon-Méditerranée.* (25 septembre 1883, déc.),
- *Lyon-Méditerranée.* Convention pour l'exploitation provisoire de la ligne de Bonson à Saint-Bonnet-le-Château (22 janvier 1883, déc.),
- *Lyon-Méditerranée.* Convetion pour l'exploitation provisoire de Triguères à Clamecy et de Toucy-Moulins à Glen (18 octobre 1883, déc.),
- *Marans à Surgères.* Utilité publique (18 janvier 1883, loi),
- *Ménerville à Tizi-Ouzou.* Utilité publique (23 août 1883, loi),
- *Midi.* Travaux-autorisés (29 janvier 1883, déc.),
- *Midi.* Travaux-autorisés (6 mars 1883, déc.),
- *Midi.* Travaux-autorisés (27 mars 1883, déc.),
- *Midi.* Travaux-autorisés (5 novembre 1883, déc.),
- *Mines de Drocourt à la gare de Hénin-Liétard.* Utilité-publique (11 mai 1883, déc.),
- *Montmoret au chemin de fer de Chalon-sur-Saône à Lons-le-Saunier.* Etablissement (24 février 1883, déc.),
- *Morlaix à Roscoff.* Exploitation provisoire. (2 mai 1883, déc.),
- *Naix-Menaucourt à Guë-Ancerville.* Prorogation du delai pour les expropriations (28 mars 1883, déc.),
- *Nançois-le-Petit à Gondrecourt* Incorporation (15 avril 1883, déc.)
- *Neufchâteau à Barizey-la-Côte.* Utilité publique (3 avril 1883, loi),
- *Nord.* Travaux autorisés (2 janvier 1883, déc.),
- *Nord.* Dépenses autorisées (1er septembre 1883, déc.),
- *Nord.* Convention pour l'exploitation provisoire des lignes de Bauvin-Provin à Armentières et de Solesmes au Cateau (24 octobre 1883, déc.),
- *Orléans.* Convention pour l'exploitation provisoire de la ligne de Concarneau à Rosporden (10 mai 1883, déc.),
- *Orléans.* Convention pour l'exploitation provisoire de diverses lignes (4 août 1883, déc.),
- *Orléans à Châlons et Orléans à Rouen* Travaux autorisés (11 mai 1883, déc.),
- *Ouest.* Convention pour l'exploitation provisoire de la ligne de Morlaix à Roscoff (2 mai 1883, déc.),
- *Ouest.* Convention pour l'exploitation provisoire de diverses lignes (4 août 1883, déc.),
- *Sainte-Barbe du T [...] etat à Sidi-bel-Abbès.* Garantie d'intérêt (15 janvier 1883, déc.),
- *Solesmes au Cateau.* Exploitation provisoire (24 octobre 1883, déc.),
- *Toucy-Moulins à Gien.* Exploitation provisoire (18 octobre 1883, déc.),
- *Triguéres, à Clamecy,* Exploitation provisoire (18 octobre 1883, déc.),
- *Trilport à la Ferté-Milon* Utilité publique (18 janvier 1883, loi),
- *Valmondois à Epiais-Rhus.* Utilité publique (2 août 1883, loi),
- *Valognes-Montebourg à Saint-Vaast et Barfleur.* Cession à la compagnie des chemins de fer départementaux (3 février 1883, déc.),
- *Travaux divers Etablissement.* Voy. Table chronologique, 16 octobre, 27 décembre 1882; 18, 20, 29 janvier, 6, 10, 15, 27 mars, 9, 26 avril, 2, (11, 18 mai, 19 juin, 3 juillet, 15, 25 septembre, 5, 24 novembre, 10, 26 décembre 1883.
- *Travaux divers Etablissement.* Voy. Algérie, Colonies (Cochinchine). Traités.

CHIENS. - *Taxe* dans diverses communes. Voy. Table chronologique, 11 janvier 12 février, 5 mars, 26 avril, 29 juin, 9 août, 8 octobre 1883.
CODE CIVIL. - Modification de l'art. 1734, relatif aux risques locatifs (5 janvier 1883, loi),
CODE CIVIL. - Voy. Colonies (Cochinchine).
CODE FORESTIER. - Modification de l'art. 105, relatif au partage du bois d'affouage (23 novembre 1883, loi),
CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. - Voy. Colonies (Inde).
COLIS POSTAUX. - Voy. Postes.
COLLEGES COMMUNAUX. - *Création* à Bagnères-de-Bigorre (24 janvier 1883, déc.),
- ICOLLEGES COMMUNAUX. *Création* à Longwy (24 janvier 1883, déc.),
COLLEGES DE JEUNES FILLES. - *Bourses.* (Modification du décret du 28 juillet 1882 (28 juillet 1883, déc.),
COLLEGES DE JEUNES FILLES. - *Création* à Abbeville (4 septembre 1883, déc.),
COLLEGES DE JEUNES FILLES. - - *Création* A Armentières et à Combrai (24 septembre 1883, déc.),
COLLEGES DE JEUNES FILLES. - *Traitements* du personnel administratif et enseignant (13 septembre 1883, déc.),
COLLEGES ELECTORAUX. - *Convocation.* Voy. Table chronologique, 23 janvier, 13, 19 février, 14, 20, 27 mars, 10, 13, 27 avril, 29 mai, 13 août, 4 septembre, 29 octobre, 20 décembre 1883.
COLONIES.
§ 1er. DISPOSITIONS GENERALES.
- *Conseil supérieur.* Institution. Composition (19 octobre 1883, déc.),
- *Loteries de bienfaisance.* Application de l'ordonnance du 29 mai 1844 (4 août 1883, déc.),
- *Organisation judiciaire.* Intérimaires appelés à remplacer les magistrats (9 février 1883, déc.),
- *Outrages aux bonnes moeurs.* Application de la loi du 2 août 1882 (6 mars 1883, déc.),

§ 2. COLONIES DIVERSES.
- *Cochinchine.* - Annamites. Etat civil (3 octobre 1883, déc.),
- Chemin de fer de Saïgon à Mytho. Modification de la convention de concession (17 novembre 1883, déc.),
- Code civil. Application (3 octobre 1883, déc.),
- Douanes. Droits sur les liqueurs alcoolisées on parfumées venant de Chine (13 mai 1883, déc.),
- Impôt des salines (5 avril 1883, déc.),
- Impôt de cap [...] ation, nouvelle répartition (27 octobre 1883, déc.),
- Mariage des Français (27 janvier 1883, déc.),
- Mariage des Français Voy. Traités (Cambodge).
- *Cuinée.* - Organisation des établissements français (16 décembre 1883, déc.).
Gabon. - Ecoles primaires (9 avril 1883, déc.),
Guadeloupe. - Conseil général. Délibérations approuvées (25 juin 1883, déc.), B. 13,597, 13,659.
Guadeloupe. - Lycée. Création (17 mai 1883, déc.),
Guadeloupe. - Monts-de-Piété. Application de la loi des 8 mars, 12 avril, 24 juin 1851 (22 janvier 1883, déc.)
Guadeloupe. - Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (3 novembre 1883, déc.),
Gayane. - Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (9 novembre 1883, déc.)
Inde française. - Code d'instruction criminelle. Application (12 juin 1883, déc.)
Inde française. - Maires et adjoints. Conditions d'élection (13 août 1883, déc.),
Inde française. - Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (9 novembre 1883, déc.),
Martinique. - Armes de poche. Port. Règlement (29 décembre 1883, déc.).
Martinique. - Droit d'enregistrement et d'hypothèque. Modification (15 octobre 1883, déc.),
Martinique. - Enseignement du droit. - Création d'une école préparatoire à Fort-de-France (20 janvier 1883, déc.),
Martinique. - Impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Etablissement (15 octobre 1883, déc.),
Martinique. - Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (3 novembre 1883, déc.),
Martinique. - Organisation judiciaire. Fixation du traitement du juge de paix de Saint-Pierre (22 janvier 1883, déc.),
Martinique. - Voirie. Rues de la commune du Carbet (25 décembre 1883, déc.), B. 13,978.
Mayotte. - Organisation administrative. Service de l'intérieur (13 septembre 1883, déc.),
Nossi-Bé. - Organisation administrative. Service de l'intérieur (13 septembre 1883, déc.),
Nouvelle-Calédonie. - Commissaires-priseurs. Réorganisation (28 juin 1883, déc.),
Nouvelle-Calédonie. - Emprunt. Autorisation (30 juin 1883, déc.),
Nouvelle-Calédonie. - Marins. Taxe sur les salaires au profit de la caisse des Invalides de la marine (16 avril 1883, déc.),
Nouvelle-Calédonie. - Mines. Règlement (22 juillet 1883, loi),
Nouvelle-Calédonie. - Organisation judiciaire. Transfert à Canala du siège de la justice de paix de Bourail (10 février 1883, déc.),
Océanie (Etablissements français de l'). - Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (9 novembre 1883, déc.),
Réunion. - Ecole normale primaire à Saint-Denis (24 avril 1883, déc.),
Saint-Pierre et Miquelon. - Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (9 novembre 1883, déc.),
Sénégal. - Etablissement d'un câble télégraphique sous-marin entre l'île de Téneriffe et Saint-Louis (9 juillet 1883, loi),
Sénégal. - Organisation administrative. Direction de l'intérieur. Organisation. Dépenses (9 novembre 1883, dec.),

COMMISSAIRES-PRISEURS. - Voy. Colonie (Nouvelle-Calédonie).
COMMISSIONS. - Commission chargée de vérifier les comptes des ministres. Nomination de membres (26 janvier 1883, déc.), B. 13,092.
COMMISSIONS. - Commission chargée de vérifier les comptes des ministres. Nomination de membres (27 janvier 1883, déc), B. 13,165
COMMISSIONS. - Commission chargée de vérifier les comptes des ministres. Nomination de membres (17 mars 1883, déc.), B. 13,293.
COMMISSIONS. - Commission chargée de vérifier les comptes des ministres. Nomination de membres (18 mars 1883, déc.), B. 13,294.
COMMISSIONS. - Commission chargée de vérifier les comptes des ministres. Nomination de membres (19 mars 1883, déc.), B. 13,329.
COMMISSIONS. - Commission chargée de vérifier les comptes des ministres. Nomination de membres (18 décembre 1883, déc.),
COMMISSIONS. - Commission de (vérification des frais) de service et de négociation du trésor public. Nomination de membres (30 janvier 1883, déc), B. 12,857.
COMMISSIONS. - Commission changée de la revision du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique. Nomination de membres (16 février 1883, déc.), B. 12,934
COMMISSIONS. - Commission chargée de l'examen de diverses questions techniques se rattachant à la ligne maritime postale du Havre à New-York. Institution (13 mars 1882, déc.), B. 13,255.
COMMISSIONS. - Commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer (28 mars 1883, déc.),
COMMUNES. - *Création. Changements de nom. Distraction. Réunion.* Voy. Table chronologique, 27 novembre, 4, 7 décembre 1882; 3, 4, 8, 11 janvier, 15, 26 février, 15 mars, 1er, 30 avril, 7, 11, 15 mai, 5 juin, 3, 9, 12, 16, 26, 27 juillet, 27 août, 12 septembre, 29 octobre, 8 novembre, 10, 17 décembre 1883.
COMMUNES. *Impositions extraordinaires.* Voy. Table chronologique, 26 juillet, 22 décembre 1883.
CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. - *Renouvellement partiel* (20 juillet 1883, déc.),
CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. - *Tableaux de répartition des conseillers. Modifications* (10 avril 1883, déc.),
CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. - *Délibérations annulées.* Voy. Table chronologique, 3, 22, 29 septembre, 16 octobre 1883.
CONSEILS GENERAUX. - *Renouvellement partiel* (20 juillet 1883, déc.),
CONSEILS GENERAUX. - *Délibérations annulées ou suspendues.* Voy, Table chronologique, 24 février, 11 mai, 15, 20 juin, 3 juillet 16 août, 29 septembre 1883.
CONSEILS MUNICIPAUX. - *Convocation pour l'élection de sénateurs.* Voy, Table chronologique, 9, 13 février, 11, 13 avril, 8 août, 2 octobre 1883.
CONSEILS DE PRUD'HOMMES.- *Modification* de l'art. 4 de la loi du 1er juin 1853 (24 novembre 1883, loi),
CONSEILS DE PRUD'HOMMES. - *Création à Alger* (20 février 1883, déc.),
CONSEILS DE PRUD'HOMMES. - *Création à Alger* à Darnetal et à Pavilly (Seine-Inférieure) (13 juillet 1883, déc.),
- CONSEILS DE PRUD'HOMMES. - *Création à Alger* à Falaise et à Didier-la-Seauve (Haute-Loire) (27 août 1883, déc.),
CONSEILS DE PRUD'HOMMES. - *de Montpellier.* Modification (5 novembre 1883, déc.),
CONSERVATIONS FORESTIERES. - Voy. Bois et Forêts.
CONTRIBUTIONS DIRECTES. - Fixation pour 1884 (30 juillet 1883, loi),
CONVENTIONS. - Voy. Traités.
COURS ET TRIBUNAUX. - *Menues dépenses* (28 janvier 1883, déc.),
COURS ET TRIBUNAUX. - *Roulement* pour l'année judiciaire 1883-1884 (9 août 1883, déc.),
COURS ET TRIBUNAUX. - Voy. Algérie, Colonies, Magistrats, Organisation judiciaire, Tunisie.
CREDITS. - *Annulation* de divers crédits ouverts au ministre de la guerre sur la seconde partie du compte de liquidation et sur les budgets extraordinaires des exercices 1881 et 1882 (23 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Annulation* de divers crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre des dépenses sur ressources extraordinaires des exercices 1880 et 1881 (4 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Annulation* de divers crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1881 (30 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Annulation* de divers crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, (27 juin 1883, déc.),
CREDITS. - *Annulation* de divers crédits ouverts au ministre des travaux publics au titre des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, (3 décembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture* ou *annulation* de crédits au ministère de la marine, exercice 1882 (30 janvier 1883, loi),
CREDITS. - *Ouverture* ou *annulation* de crédits au ministère de la marine, exercices 1881 et 1882 (9 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture* ou *annulation* de divers crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883 (5 mai 1883, loi),
CREDITS. - *Ouverture* ou *annulation* de divers crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883 (18 juillet 1883, loi),
CREDITS. - *Ouverture* ou *annulation* de divers crédits sur les exercices 1881, 1882 et 1883(31 juillet 1883, loi),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'agriculture,* exercice 1882, pour l'entretien de l'école pratique d'agriculture d'Ecully (14 février 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'agriculture,* Exercice 1883, pour travaux d'amélioration agricole (7 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'agriculture,* Exercice 1883, pour l'entretien de l'école pratique d'Ecully (9 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'agriculture,* Exercice 1883, pour la construction de routes forestières dans l'Orne (22 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'agriculture,* Exercice 1883, pour la construction de routes forestières dans l'Orne (4 août 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'agriculture,* Exercice 1883, pour la cession à l'Etat de l'école pratique d'agriculture d'Ecully (31 août 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'agriculture,* Exercice 1883, pour divers travaux d'amélioration agricole (15 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre du commerce,* exercice 1883, pour compléter le traitement des vérificateurs des poids et mesures du département du Nord (12 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre du commerce,* exercice 1883, pour l'entretien d'élèves à l'école d'horlogerie de Cluses (25 juillet 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre du commerce,* exercice 1883, pour les dépenses de la section française de bijouterie et de joaillerie à l'exposition d'Amsterdam (20 septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre du commerce,* exercice 1883, pour l'exécution de divers travaux dans l'établissement thermal de Vichy (20 septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des finances,* exercice 1883, pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre en Algérie (1er mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des finances,* Exercice 1882 (1er mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des finances,* Exercice 1883, pour la construction d'une caserne des douanes à Saint-Nazaire (3 août 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des finances,* Exercice 1883, pour la construction d'une caserne de douane à Tente-Verte (8 novembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* exercice 1882, pour des travaux de casernement à Rouen (23 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* exercice 1882,. pour l'exécution de travaux militaires en Algérie (23 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour le déplacement du quartier de Bonne, à Grenoble (29 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour la location du magasin de l'habillement et du campement à Montpellier (29 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour la réorganisation du casernement à Rouen (29 janvier 1883. déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour l'entretien d'un chemin vicinal longeant le parc des équipages militaires à Vernon (28 février 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, (28 mars 1883, loi),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1882, pour la location du magasin central d'habillement à Montpellier (30 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour l'exécution de divers travaux militaires (30 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1882, pour la location d'un magasin central d'habillement à Nantes (4 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour l'exécution de divers travaux militaires (4 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour l'entretien d'un chemin vicinal à Vernon (12 mai 1883, déc.)
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour le déplacement du quartier de Bonne à Grenoble (31 août 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour la construction d'une caserne d'infanterie à Nantes (31 août 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour l'exécution de divers travaux militaires (13 août 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour l'exécution de divers travaux militaires à Maubeuge (5 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour la réfection du casernement à Bruyères (5 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour la location du magasin central de l'habillement et du campement à Montpellier (5 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour le déplacement du quartier de Bonne à Grenoble (5 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour la location du magasin central de l'habillement et du campement à Toulouse (5 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Nancy pour la cession de la caserne des Prémontrés (26 novembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour l'exécution de divers travaux militaires à Nancy (27 novembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la guerre,* Exercice 1883, pour la réorganisation du casernement à Rouen (19 décembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* exercice 1883, pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs de Limoges et du musée national Adrien Dubouché (12 février 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1882, pour les frais d'alimentation d'eau de l'orphelinat Saint-Philippe (21 février 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges (21 février 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1882 pour les dépenses de l'instruction primaire (12 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1882 pour dépenses publiques en Algérie (12 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger (31 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour l'agrandissement du dépôt d'étalons de Saint-Lô (14 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix (14 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1882, pour les dépenses de l'école des beaux-arts de Bourges (14 avril 1883, déc.),

CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour les dépenses de l'instruction primaire dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis (24 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1882, pour dépenses publiques (28 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1882, pour les dépenses des écoles préparatoires de l'enseignement supérieur en Algérie (28 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1882, pour la restauration de la tour d'Oudon (30 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1882, Exercice 1883, pour les dépenses de l'école nationale des arts décoratifs de Limoges (30 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1882, pour les dépenses de l'instruction primaire dans le département de la Seine (5 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour la construction du palais de justice d'Alger (10 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour les dépenses de l'école nationale des arts industriels de Roubaix (15 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour les dépenses de l'école des beaux-arts de Bourges (15 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour les dépenses de l'instruction primaire à Paris (17 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour les dépenses de l'école d'enseignement primaire supérieur d'Armentières (23 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger (27 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour les travaux de réparation à l'église de Saint-Gildas de Rhuis (19 juin 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 (10 juillet 1883, loi),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour dépenses publiques (5 septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour les dépenses de l'école des beaux-arts de Bourges (7 septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Limoges (7 septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour les dépenses de l'école des arts industriels de Roubaix (7 septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse (22 septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour les dépenses de l'observatoire de Bordeaux (22 septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour dépenses publiques (10 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts de la ville d'Alger (14 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour les dépenses de l'école d'art décoratif de Limoges (31 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour les dépenses de l'école des beaux-arts de la ville de Bourges (31 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour l'exécution en bronze de la statue de Germain Sommeiller, à Annecy (31 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883 pour les dépenses de l'école des arts industriels de Roubaix (19 novembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverutre au ministre de l'intérieur,* pour secours aux victimes des inondations (16 février 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverutre au ministre de l'intérieur,* pour secours aux victimes des inondations (15 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverutre au ministre de l'intérieur,* pour secours aux victimes des inondations (16 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverutre au ministre de l'intérieur,* pour secours aux victimes des inondations (23 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverutre au ministre de l'intérieur,* pour dépenses publiques en Algérie (19 novembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la justice et des cultes,* exercice 1882, pour la reconstitution des actes de l'état civil de l'arrondissement des Andelys (18 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la justice et des cultes,* exercice 1882, pour travaux à des édifices diocésains (30 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la marine et des colonies,* exercice 1883, pour la construction d'un chemin de fer au Sénégal (9 mars 1883, loi),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la marine et des colonies,* Exercice 1883 (24 mars 1883, loi),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la marine et des colonies,* Exercice 1883, pour la continuation du chemin de fer et des forts du Sénégal (4 août 1883, loi),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la marine et des colonies,* Exercice 1883 (8 août 1883, loi),
CREDITS. - *Ouverture au ministre de la marine et des colonies,* Exercice 1883, pour la construction d'un nouvel hôpital militaire à la Guadeloupe (1er septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des postes et des télégraphes,* pour l'installation et l'entretien des bureaux et des lignes télégraphiques en France et en Algérie (24 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des postes et des télégraphes,* Exercice 1883, pour la participation de la France à l'exposition internationale d'électricité de Vienne (22 mars 1883, loi),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des postes et des télégraphes,* Exercice 1882, pour l'établissement et l'entretien de bureaux et de lignes télégraphiques (27 juillet 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des postes et des télégraphes, pour l'établissement et l'entretien de bureaux et de lignes télégraphiques* (31 juillet 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* exercice 1882, pour l'exécution de divers travaux publics (27 février 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour l'établissement de trottoirs à Philippeville (10 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour les travaux d'achèvement du port d'Oran (13 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1882, pour l'exécution de divers travaux publics (2 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées du département de Constantine (25 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883 pour l'exécution de diverses lignes (3 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883 pour l'exécution de diverses lignes. (23 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883 pour l'exécution des lignes de Vichy à Thiers, de Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse (25 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883 pour travaux sur la route nationale n°5, dans la traverse de Rouïba (27 juin 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1882, pour l'exécution de divers travaux publics (30 juillet 1883. déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1882, pour les travaux de défense de la route nationale n° 135, contre les crues de l'Adour (6 septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1882, pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie (10 septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1882, pour les travaux d'achèvement du port d'Oran (12 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1882, pour l'exécution de divers travaux publics (23 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Report à l'exercice 1882 d'une somme non employée pour la construction de la conduite d'eau de Bou-Filaine (Algérie) (8 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1881, d'une somme non employée pour l'installation et l'agrandissement de divers ministères (10 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1881, sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du compte de liquidation de l'exercice 1880 (13 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1881, au titre du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880 (13 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1881, pour la construction de l'école d'apprentissage de Dellys (15 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, d'une somme non employée sur les crédits ouverts au ministre de l'intérieur à titre de fonds de concours (22 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1881, d'une somme non employée sur le crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du compte de liquidation de l'exercice 1880 (23 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1881, au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880 (23 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1881, pour les études et travaux relatifs à l'aménagement des eaux (24 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1881, sur un crédit ouvert au ministre de la guerre au titre du budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1880 (29 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1881, sur les exercices antérieurs du compte de liquidation (29 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1881, pour la reconstruction du pont au Double, à Paris (31 janvier 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, d'une somme non employée pour la construction d'une caserne de douane à Saint-Nazaire (8 février 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour l'exécution de divers travaux (19 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, de diverses sommes de l'exercice 1881 aux exercices 1882 et 1883 au budget des dépenses sur ressources extraordinaires (22 mars 1883, loi),

CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, de sommes non employées pour différents travaux publics (27 mars 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, de sommes non employées pour différents travaux publics (2 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883,. pour les travaux de canalisation du Moron (2 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, aux travaux à exécuter par suite du déclassement de l'enceinte de Sedan (19 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour l'exécution de divers travaux militaires (19 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour la construction d'un quai à Bercy (23 avril 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, sur le crédit ouvert au ministre des finances pour dépenses relatives à la séparation sur les matrices des revenus cadastraux des propriétés bâties et non bâties (15 mai 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, sur le crédit ouvert au ministre des finances pour dépenses relatives à la séparation sur les matrices des revenus cadastraux des propriétés bâties et non bâties (1er juin 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour secours aux victimes des inondations (30 juillet 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour les dépenses de colonisation en Algérie (30 juillet 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour les travaux de rectification de la route nationale n° 103 (30 juillet 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour la réorganisation des dépenses de Calais (20 août 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, à des travaux d'entretien de lignes télégraphiques (29 août 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1882, d'une somme applicable à des dépenses publiques en Algérie (19 septembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, d'une somme non employée pour l'entretien de l'établissement thermal de Vichy (16 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour les travaux de desséchement de la petite plaine de Bône (16 octobre 1883, déc.),
-CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour la construction par l'Etat de diverses lignes concédées à la compagnie du Midi (18 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour le service des postes et des télégraphes (18 octobre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, pour la reconstruction du consulat de France à Tsien-Tsin et la restauration de l'hôtel de la légation de France à Pékin (3 novembre 1883, déc.),
- CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, sur les crédits ouverts au ministère de l'intérieur pour des travaux de colonisation en Algérie (20 décembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, sur les fonds provenant des soultes de rachat du séquestre en Algérie (26 décembre 1883, déc.),
CREDITS. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* Exercice 1883, à des dépenses publiques en Algérie (31 décembre 1883, déc.),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture,* exercice 1882, pour les dépenses de l'exposition d'Amsterdam et annulation d'un crédit afférent à l'exposition de Melbourne (10 janvier 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture,* exercice 1883, pour la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain (10 janvier 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture,* exercice 1883, Modification de la loi précédente (9 mars 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES *Ouverture au ministre des affaires étrangères,* exercice 1883, pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de l'empereur de Russie (4 mai 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture au ministre du commerce,* exercice 1883, pour les frais de voyage des ouvriers délégués à l'exposition d'Amsterdam (3 août 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture au ministre du commerce,* exercice 1883, pour les dépenses d'une mission sanitaire en Egypte (5 août 1883, loi),
-CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture au ministre du commerce,* exercice 1883, pour subvention éventuelle à l'exposition de Nice (10 août 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture au ministre des finances,* exercice 1883, pour le dérasement des fortifications déclassées de Calais (17 juillet 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture au ministre de la guerre,* exercice 1883, pour les funérailles du général Chanzy (28 mars 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* exercice 1882, pour l'acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux (16 mars 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour l'agrandissement de l'école normale supérieure (20 mars 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883 (4 août 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* Exercice 1883, pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883 (4 août 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture au ministre de l'intérieur* pour les funérailles de M. Gambetta (3 janvier 1883, loi),
CREDITS EXTRAORDINAIRES - *Ouverture au ministre de l'intérieur* pour les funérailles d'Henri Martin (17 décembre 1883, loi),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre du commerce,* en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880 (12 avril 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre du commerce,* en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879 et 1880 (20 septembre 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre du commerce,* en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs Exercice 1882 (12 mai 1883, loi),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre des finances,* exercice 1883, pour achats et transports de tabacs (6 août 1883, loi),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre des finances,* exercice 1883, pour le service des manufactures de l'Etat (28 décembre 1883, loi),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de la guerre,* exercice 1883, (22 juin 1883, loi),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de l'intérieur,* exercice 1882, pour les dépenses d'exploitation du Journal officiel (1er août 1882, loi),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de l'intérieur,* Exercice 1883, pour les traitements des fonctionnaires administratifs des départements (6 novembre 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1880 (27 mai 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1877 et 1880 (31 mars 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1879 et 1880 (25 juillet 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1879 et 1880 (4 août 1883, loi),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif sur l'exercice 1879 (31 octobre 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,* en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif sur l'exercice 1881 (6 novembre 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de la justice et des cultes,* en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1879 et 1881 (13 juillet 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de la justice et des cultes,* en augmentation des restes à payer constatés Exercice 1883, au titre du budget annexe de l'imprimerie nationale (14 août 1883, loi),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de la marine et des colonies,* exercice 1882 (30 janvier 1883, loi),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de la marine et des colonies,* en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercicices 1879 et 1880 (24 mars 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de la marine et des colonies,* en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879, 1880 et 1881 (22 juillet 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de la marine et des colonies,* en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1879, 1880 et 1881 (9 novembre 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre de la marine et des colonies,* en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs Exercices 1883 et 1884, pour le service du Tonkin (22 décembre 1883, lois),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre des postes et des télégraphes,* exercice 1883 (1er avril 1883, loi),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre des postes et des télégraphes,* exercice 1883 (5 septembre 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* exercice 1883 (23 août 1883, loi),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* exercice 1883 pour le service des chemins de fer de l'Etat (28 novembre 1883, déc.),
CREDITS SUPPLEMENTAIRES. - *Ouverture au ministre des travaux publics,* exercice 1883 pour le service des chemins de fer de l'Etat (31 décembre 1883, déc.),
CULTES (ADMINISTRATION DES). - Voy. Ministères.

D.

DEPARTEMENTS. - Répartition de fonds destinés à leur venir en aide, exercice 1884 (27 juillet 1883, loi),
DEPARTEMENTS. - *Emprunts et impositions extraordinaires.* Voy. Table chronologique, 4, 5 janvier. 15 février, 6, 13, 14, 17, 22, 28 mars, 2, 5, 28 avril, 18 mai, 6, 9, 12, 23, 26, 27 juillet, 1er, 2, 6, 7 août, 1er, 20, 22 décembre 1883.
DOMAINE DE L'ETAT. - *Affectation* de terrains ou de bâtiments à divers départements ministériels ou services publics. Voy. Table chronologique, 13 février, 8, 21, 29, 30 mars, 5 avril, 16 juin, 28, 22, 31 août 1, 18, 20 septembre, 13, 18, 27 octobre, 6, 10, 19, 28 novembre, 4, 8 décembre 1883.
DOMAINE DE L'ETAT. - *Cession* à la ville de Brest de divers terrains et bâtiments (4 septembre 1883, déc.),
DOMAINE DE L'ETAT. - *Concession.* Voy. Table chronologique, 26 décembre 1882; 21 mai, 4, 6 juillet, 17 décembre 1883.
DOMAINE DE L'ETAT. - *Echange.* Voy. Table chronologique, 29 février, 7 mai, 13 novembre, 7, 15 décembre 1883.
DOMAINE DE L'ETAT. - *Remploi.* Voy. Table chronologique, 12 mars 1878.

DOMAINE MARITIME. - *Concession.* Voy. Table chronologique. 24 novembre 1882; 5 avril, 19, 23 juillet, 4 septembre, 22 novembre, 20 décembre 1883.
DONS ET LEGS. - *Acceptation. Autorisation.* Voy. Table chronologique, 10, 18, 25 janvier, 8, 15, 20, 27 février, 16, 25, 28, 30 avril, 1er, 2, 15, 18 mai, 1er, 9, 18, 26, 30 juin, 11, 17, 18, 28 juillet, 9, 13, 21 août, 7 septembre 1883.
DOUANES. - *Admission temporaire* en franchise des fils de coton destinés à la fabrication des mousselines et des tissus de soie et coton (18 septembre 1883, déc.),
DOUANES. - *Création* d'un entrepôt réel et général des sels à Portbail (28 avril 1883, déc.),
DOUANES. - *Entrepôts réels.* Voy. Table chronologique, 5 avril, 7, 16 mai 1883.
DOUANES. - *Exportation* des biscuits sucrés (3 octobre 1883, déc.),
DOUANES. - *Heures d'ouverture* et de fermeture de la douane de Collioure (21 février 1883, déc.),
DOUANES. - *Interdiction* de l'importation en France des drilles et chiffons par la frontière d'Italie (21 juillet 1883, déc.),
DOUANES. - *Nomenclature* des bureaux, désignés pour constater la sortie des boissons expédiées sur la Suisse en franchise des droits de circulation et de consommation (18 novembre 1883, déc.),
DOUANES. - *Ouverture* du bureau de Tourcoing à l'importation des fils de lin (12 janvier 1883, déc.),
DOUANES. - *Ouverture* du bureau de Feignies à l'importation des huiles minérales (27 mars 1883, déc.),
DOUANES. - *Ouverture* du port de Cette à l'importation des chiffons et drilles de provenance maritime (19 décembre 1883, déc.),
DOUANES. - *Ouverture* du bureau de Bachy à l'importation et au transit de certaines marchandises (29 décembre 1883, déc.),
DOUANES. - Voy. Algérie.
DROGMANS. - Voy. Agents diplomatiques et consulaires.

E.

EAUX. - *Prises d'eaux. Irrigations. Usines.* Voy. Table chronologique, 14, 16, 23 décembre 1882; 18, 29, 31 janvier, 3 février, 18, 20, 27 mars, 24, 25, 26 avril, 17, 21, 22 mai, 7 juin, 3, 23, 31 juillet, 6, 13, 16, 23, 27 août, 10, 12 octobre 1883.
EAUX MINERALES. - *Etablissements.* Modification de l'art. 18 de la loi du 14 juillet 1856 (12 février 1883, loi),
EAUX MINERALES. - *de Bourbon-l'Archambault.* Travaux (28 juillet 1882, déc.), B. 13,546.
EAUX MINERALES. - *de Bourbonne-les-Bains.* Travaux (21 septembre 1883, déc.), B. 12,953.
EAUX MINERALES. - Voy. Table chronologique, 25 novembre 1882.
ECOLE NATIONALE DES MINES. - *Dénomination nouvelle* (8 février 1883, déc.),
ECOLE NATIONALE DES MINES. - *Organisation.* Modification du décret du 29 juillet 1881 (9 janvier 1883, déc.),
ECOLE NATIONALE DES MINES. - *Professeurs.* Certificat d'aptitude. Modification du décret du 23 décembre 1883 (24 juillet 1883, déc.),
ECOLES DE PHARMACIE. - Voy. Ecoles de médecine et de pharmacie.
ECOLES DE MEDECINE ET DE PHARMACIE. - Ecoles de plein exercice. Règlement (1er août 1883, déc.), 272. - Ecoles préparatoires. Règlement (1er août 1883, déc.),
ECOLES DE MEDECINE ET DE PHARMACIE. - Ecoles *d'Arras.* Retrait provisoire du droit de délivrer des inscriptions et de faire subir des examens (29 janv. 1883, déc.),
ECOLES NORMALES PRIMAIRES. - Administration et comptabilité. Modification du décret du 27 juillet 1882 (16 avril 1883, déc.),
ECOLES NORMALES PRIMAIRES. - Voy. Colonies (Réunion).
ECOLES PRIMAIRES. - Organisation. Modification du décret du 29 juillet 1881 (25 juil. 1883, déc.),
ECOLES PRIMAIRES. - Voy. Colonies (Gabon).
EFFETS DE COMMERCE. - Voy. Postes.
EGLISES. - Elections de chapelles. Cures. Succursales. Voy. Table chronologique, 15, 18, 23 janvier, 7, 16 mars, 4 avril, 15 mai, 22 juin, 12, 19, 21 novembre 1883.
ELECTIONS. - Voy. Collèges électoraux, conseils municipaux.
EMPRUNTS. - Voy. Chambres de commerce, Colonies, Communes, Départements, Villes.
ENFANTS. - Voy. Traités (Suisse).
ENGAGEMENTS VOLONTAIRES. - Voy. Armée.
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. - Brevets de capacité. Composition des commissions d'examen (9 janvier 1883, déc.),
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIAL. - Baccalauréat. Epreuves (28 juillet 1883, déc.),
ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INCOMMODES ET INSALUBRES. - Nomenclature. Modifications (20 juin 1883 déc.),
ETAT CIVIL. - Voy. Algérie.
ETRANGERS. - Domicile en France. Droits de citoyen français. Naturalisation. Qualité de Français. Voy. Table chronologique, 10 mars 1873; 27 décembre 1876; 12 février 1877; 9 novembre 1878; 15 janvier, 26 juillet, 22 novembre 1879; 14 août, 23 septembre 1880; 23 février, 14 mai, 7 juin, 17 août, 17, 31 octobre, 5, 12, 19 décembre 1881; 4, 11, 18, 25 février, 4, 18, 25 mars, 1er, 8, 15, 22, 29 avril, 6, 13, 20, 27 mai, 3, 10, 14, 17, 24 juin, 1er, 8, 15, 22, 29 juillet, 5, 12, 26 août, 3, 10, 17, 24 septembre, 3, 7, 14, 21, 28 octobre, 4, 11, 18, 25 novembre, 2, 9, 16, 23 décembre 1882; 6, 13, 20, 27 janvier 1883.
EVEQUES. - Voy. Archevêques et Evêques.
EXPOSITION D'AMSTERDAM. - Avances au secrétaire de la section française par le caissier-payeur central du trésor (16 mai 1883, déc.),
EXPOSITION D'AMSTERDAM. - *Récompenses* (10 août 1883, loi),

F.

FACULTES. - Cours libres (24 juillet 1883, déc.),
FACULTES ET ECOLES SUPERIEURES DE PLEIN EXERCICE. - Règlement (30 juil. 1883, déc.),
FACULTES DE DROIT. - Aix. Chaires, B. 13,062.
FACULTES DE DROIT. - *Dijon.* Chaires, B. 13,067.
FACULTES DE MEDECINE. - *Bordeaux.* Cours (30 décembre 1882, déc.), B. 12,899.
FACULTES DES LETTRES. - *Aix.* Chaires, B. 13,063.
FACULTES DES LETTRES. - Besançon. Chaires, B. 13,065.
FACULTES DES LETTRES. - *Douai.* Chaires, B. 13,701.
FACULTES DES LETTRES. - *Grenoble.* Chaires, B. 13,064.
FACULTES DES LETTRES. - *Paris.* Ghaires, B. 13,981.
FACULTES DES SCIENCES. - *Besançon.* Ghaires, B. 13,970.
FACULTES DES SCIENCES. - *Caen.* Chaires, B. 13,066.
FACULTES DES SCIENCES. - *Montpellier.* Chaires, B. 13,703.
FRANCAIS. - Fonctions, naturalisation, résidence à l'étranger. Voy. Table chronologique, 18 février, 25 mars, 22 avril, 20, 27 mai, 17 juin, 15 juillet, 12 août, 14, 21 octobre, 4, 11, 18 novembre, 16 décembre 1882; 27 janvier, 15, 27 février, 13 avril, 20, 28 mai, 17 août, 21 septembre, 26 octobre 1883.
FRANCAIS. - *Réintégration dans la qualité de Français.* Voy. Table chronologique, 11 décembre 1875; 4, 11, 18, 25 février, 4, 11, 25 mars, 8, 15, 22, 29 avril, 6, 13, 20, 27 mai, 3, 10, 17, 24 juin, 1er, 8, 15, 22, 29 juillet, 5, 12, 19, 26 août, 3, 10, 17, 24 septembre, 3, 7, 14, 21, 28 octobre, 4, 11, 18, 25 novembre, 2, 9, 16, 23, 30 décembre 1882; 6, 13, 20, 27 janvier 1883.
FUNERAILLES. - M. Gambetta. Funérailles aux frais de l'Etat (2 janvier 1883, déc.),
FUNERAILLES. - Général Chanzy. Funérailles aux frais de l'Etat (5 janvier 1883, déc.),

H.

HOSPICES. - Militaires. Conditions et prix de traitement des militaires admis aux hospices de Meaux, Vesoul, Saint-Malo, Cette et Rodez (31 août 1883, déc.),
HOSPICES. - Création. Voy. Table chronologique, 5, 15 mars, 26 avril, 14 mai, 30 juillet, 2, 5, 16 août, 8 octobre, 12 novembre 1883.

I.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. - Voy. Chambres de commerce, Départements, Villes.
INDUSTRIE. - Manufactures. Heures de travail. Application de la loi du 6 septembre 1848 (16 février 1883, loi),
INTERPRETES. - Voy. Agents diplomatiques et consulaires.
IRRIGATIONS. - Voy. Eaux.

J.

JUGES DE PAIX. - Traitements. Fixation (22 janvier 1883, déc.),
JUGES DE PAIX. - Traitements pour le juge de paix de Corbie (20 mai 1883, déc.),
JUGES DE PAIX. - Traitements, pour le juge de paix de Sospel (12 juin 1883, déc.),
JUGES DE PAIX. - Voy. Algérie, Colonies, Tunisie.

L.

LABORATOIRES. - Création d'un comité consultatif des laboratoires municipaux et départementaux (27 septembre 1883, déc.),
LAC LEMAN. - Navigation. Travaux. Utilité publique (19 mars 1883, déc.),
LAC LEMAN. - Pêche. Réglementation (27 juin 1883, déc.),
LEGION D'HONNEUR. - *Concession de croix* et de médailles militaires à l'occasion des opérations effectuées au Tonkin, à Hué et à Madagascar (20 novembre 1883, loi),
LEGION D'HONNEUR. - *Exposition* d'Amsterdam. Récompenses (10 août 1883, loi),
LEGION D'HONNEUR. - *Nominations, suspensions, radiations.* Voy. Table chronologique, 15 avril, 7, 29 juin, 5, 6, 11, 12, 13, 17, 31 juillet, 1er, 2, 11, 17, 25, 26 août, 20 septembre, 4, 6 octobre, 7, 8, 9, 27 novembre, 4, 5, 28, 29, 30 décembre 1882; 10, 16, 17, 29 janvier, 10, 12 février, 6, 9, 31 mars, 4, 12, 24 avril, 2, 4, 9, 10, 17, 26 mai, 5, 16, 20, 24 juin, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 20, 31 juillet, 3, 4, 9, 10 septembre, 11, 12, 24 octobre, 2, 8 novembre, 8 décembre 1883.
LOTERIES. - Voy. Colonies.
LYCEES. - *d'Alençon.* Frais d'étude (16 août 1883, déc.),
LYCEES. - *d'Amiens*. Elévation à la première catégorie (20 septembre 1883, déc.),
LYCEES. - *de Digne.* Erection du collège en lycée (4 août 1883, déc.),
LYCEES. - *du Havre.* Elévation à la première catégorie (26 mai 1883, déc.),
LYCEES. - *de Laon.* Erection du collège en lycée (6 janvier 1883, déc.),
LYCEES. - *de Lille.* Création d'un nouveau lycée (3 décembre 1883, déc.),
LYCEES. - *de Tulle.* Erection du collège en lycée (21 mars 1883, déc),
LYCEES. - Voy. Colonies (Guadeloupe).

LYCEES D'ENSEIGNEMENT SPECIAL. - *Alais.* Erection du collège en lycée (4 août 1883, déc.),
LYCEES DE JEUNES FILLES. - *Bourges.* Modification du décret du 28 juillet 1882 (28 juillet 1883, déc.),
LYCEES DE JEUNES FILLES. - *Création* à Lyon (10 janvier 1883, déc.),
LYCEES DE JEUNES FILLES. - *Création* au Havre (17 juillet 1883, déc.),
LYCEES DE JEUNES FILLES. - *Création* à Nantes, Amiens, Guéret, Nice et Roanne (28 juillet 1883, déc.),
LYCEES DE JEUNES FILLES. - *Création* à Charleville (27 août 1883, déc.),
LYCEES DE JEUNES FILLES. - *Création* à Moulins, à Saint-Etienne et à Bourg (4 septembre 1883, déc.),
LYCEES DE JEUNES FILLES. - *Création* à Paris, sous le nom de lycée Fénelon (18 septembre 1883, déc.),
LYCEES DE JEUNES FILLES. - *Création* à Bordeaux (10 novembre 1833, déc.),
LYCEES DE JEUNES FILLES. - *Traitements* des membres du personnel administratif et enseignant (13 septembre 1883, déc.),
LYON. - Bureau du titrage des soies. Modification des statuts (17 octobre 1883, déc.),

M.

MAGISTRATS. - Mis à la disposition du gouvernement égyptien. Assimilation, etc. 19 août 1883, déc.),
MAIRES ET ADJOINTS. - Voy. Colonies (Inde).
MAISONS D'ARRET, DE JUSTICE ET DE CORRECTION. - *Affectation* de celles de Pontoise et de Corbeil à l'emprisonnement individuel (17 mai 1883, déc.),
MAISONS D'ARRET, DE JUSTICE ET DE CORRECTION. - *Subvention* aux départements du Pas-de-Calais et de la Loire pour la construction ou l'agrandissement des maisons d'arrêt et de correction de Béthune, Boulogne et Montreuil et de Saint-Etienne, en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel (14 mars 1883, déc.),
MARAIS. - Travaux d'assainissement. Voy. Table chronologique, 16 août 1883.
MARINS. - Voy. Colonies (Nouvelle-Calédonie).
MEDECINE. - Officiers de santé (1er août 1883, déc.),
MEDECINE. - Voy. Ecoles de médecine, Facultés de médecine.
MEDAILLE MILITAIRE. - *Nominations, suspensions, radiations.* Voy. Table chronologique, 17 janvier, 12 février, 9 mars, 4 avril, 16 mai, 6 juin, 5 juillet, 11 octobre, 8 novembre, 8 décembre 1883.
MER. - Limites dans diverses communes. Voy. Table chronologique, 14 décembre 1882; 16 février, 4, 26 août 1883.
MILITAIRES. - Voy. Postes.
MINES. - Modification du décret du 24 décembre 1851 relatif à l'organisation du corps des mines (2 janvier 1883, déc.),
MINES. - *Concessions.* Voy. Table chronologique, 20 décembre 1882; 4, 10, 13, 25, 31 janvier, 3, 9, 16, 19, 26 mars, 19 avril, 2 mai, 6, 29 juin, 31 juillet, 2, 6, 11, 16, 23, 27 août, 3 septembre, 10 octobre 1883.
MINES. - Voy. Colonies (Nouvelle-Calédonie).
MINISTERES. - *Finances.* Caisse des menues dépenses (8 novembre 1883, déc),
MINISTERES. - *Instruction publique et beaux-arts.* Approbation d'un traité passé avec M. Janssen, armurier à Liège (4 juin 1883, loi),
MINISTERES. - *Intérieur.* Organisation de l'inspection générale des services administratifs (31 mars 1883, déc.),
MINISTERES. - *Justice.* Rattachement de l'administration des cultes (27 février 1883, déc.),
MINISTRES. - *Nominations.* Instruction publique e beaux-arts et présidence du conseil, M. Jut les Ferry; Affaires étrangères, M. Challemel-Lacour; Justice, M. Martin-Feuillée; Intérieur et cultes, M. Waldeck-Rousseau; Finances, M. Tirard; Guerre, M. le général Thibaudin; Marine et colonies, M. Charles Brun; Travaux publics, M. D. Raynal; Commerce, M. Hérisson; Postes et télégraphes, M. Cochery; Agriculture, M. Méline (21 février 1883, déc.),
MINISTRES. - Justice et cultes, M. Martin-Feuillée (27 février 1883, déc.),
MINISTRES. - Affaires étrangères, M. Jules Ferry; Instruction publique et beaux-arts, M. Fallières (20 novembre 1883, déc.),
MISSIONS. - Savorgnan de Brazza. Cession de matériel de guerre (4 juin 1883, loi),
MONNAIES. - Fixation de la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour l'année 1884 (31 décembre 1883, déc.),
MONTS-DE-PIETE. - Voy. Colonies (Guadeloupe).

N.

NATIONALITE. - Enfants mineurs nés en France d'une femme française mariée avec un étranger (28 juin 1883, loi),
NAVIGATION. - Primes. Distances de port à port. Deuxième supplément au tableau général (15 mars 1883, déc.),
NAVIGATION. - Voy. Traités.
NAVIRES. - Voy. Traités (Russie).
NOMS. - *Additions. Substitutions.* Voy. Table chronologique, 25 novembre 1882; 6 janvier, 10, 24 février, 17 mars, 28 avril, 12 mai, 9, 16, 23 juin, 14, 28 juillet, 15 août, 12 septembre, 12, 19 novembre 1883.

O.

OCTROIS. - *Surtaxes* à la Fère (23 juil. 1883, loi),
OCTROIS. - *Surtaxes* à Salins et à Vizille (31 juil. 1883, lois),
OCTROIS. - *Surtaxes* à Segré et Vouziers (6 août 1883, lois),
OCTROIS. - *Surtaxes* à Grandcamp, Guêret, Pont-de-Vaux, Pontoise, Saint-Dié, Saint-Marcellin et Tréport (15 déc. 1883, lois),
OCTROIS. - *Surtaxes* à Cannes, Civray, Montmorillon, Oloron-Sainte-Marie, le Palais, Rouen, Saint-Julien (Haute-Savoie) (19 déc. 1883, lois),
OCTROIS. - *Surtaxes* à Aix-les-Bains, Chambéry, Evian-les-Bains, Plabennec et Saint-Jean de Maurienne (22 déc. 1883, lois),
OCTROIS. - *Surtaxes* à Hanvec et Port-Launay (26 déc. 1883, lois),
OCTROIS. - *Surtaxes* à Laon, le Quesnoy et Steenwoorde (27 déc. 1883, lois),
OCTROIS. - *Surtaxes* à Paris, Biarritz, Péronne, Saint-Claude, Saint-Quentin (29 déc. 1883, lois),
OCTROIS. - *Surtaxes* à Castellane, Condé, Crozon, Dirinon, Lampaul-Guimiliau, Plouvieu, Rumengol, Villefranche et Saint-Yrieix (29 déc. 1883, loi),
OCTROIS. - *Création.* Réglementation. Voy. Table chronologique, 22, 26, 29, 30 décembre 1882; 12, 16, 26 février, 9 mars, 21 avril, 2, 12, 20, 25, 29, 30 juin, 2, 5, 6, 28 juillet, 2, 29 octobre, 16, 17, 22, 24, 29 novembre 1883.
OR ET ARGENT. - Bureau de garantie de Montbéliard pour l'essai et la marque (16 février 1883, déc.),
ORDRE DU MERITE AGRICOLE. - Institution (7 juillet 1883, déc.),
ORGANISATION JUDICIAIRE. - Réforme. Réduction du nombre des magistrats, admission à la retraite, etc. (30 août 1883, loi),
ORGANISATION JUDICIAIRE. - Voy. Algérie, Colonies.

P.

PARIS. - Bois flottés. Cotisation à percevoir pendant l'exercice 1883 (25 janvier 1883, déc.),
PAROISSES. - Circonscription. Voy. Table chronologique, 29 décembre 1882; 19 mars, 10, 21 mai 1883.
PECHE DU CORAIL. - Voy. Algérie.
PECHE MARITIME. - Gardes jurés. Modification des décrets sur la pêche côtière dans les 1er, 2e, 3e et 4e arrondissements maritimes (13 janvier 1883, déc.),
PECHE MARITIME. - *Harengs.* Fixation de la quantité de sel délivrée en franchise pour la salaison (23 juillet 1883, déc.),
PENSIONS. - Demoiselle de Sabrit (31 mai 1883, loi),
PENSIONS. - Veuve du général Chanzy (11 mai 1883, loi),
PENSIONS. - Pasteur. Augmentation (2 août 1883, loi),
PENSIONS. - Voy. Académie de France à Rome, Armée de mer.
PENSIONS CIVILES. - Crédit pour l'année 1883 (11 mai 1883, déc.),
PENSIONS CIVILES. - Allocation d'un crédit aux ministres de l'instruction publique, de l'intérieur et du commerce (3 déc. 1883, déc.),
PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES. - *Concession. Inscription au trésor.* Voy. Table chronologique, 9, 14, 17, 27 octobre, 6, 28 novembre, 5, 15, 26, 28, 30 décembre 1882, 10, 11, 13, 15, 18, 19, 20, 22, 23, 26, 29, 30 janvier, 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 14, 17, 18, 19, 20, 24, 26, 28 février, 1er, 2, 3, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 21, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mars, 1er, 2, 3, 5, 9, 10, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 27 avril, 1er, 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 28, 30, 31 mai, 1er, 2, 4, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29, 30 juin, 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 23, 26, 27, 28, 30 juillet, 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 20, 23, 25, 26 août, 1er, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 15, 17, 19, 22, 25, 29 septembre, 1er, 3, 8, 9, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 26, 27, 30, 31 octobre, 7, 8, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 24, 29, 30 novembre, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 26, 30 décembre 1883.
PHYLLOXERA. - Voy. Algérie.
PILOTAGE. - Modification du règlement dans le 1er arrondissement maritime, en ce qui concerne le port de Dunkerque (30 juin 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - *Bornage* de diverses places (29 janvier 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - *Bornage* de diverses places (10 septembre 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - *Bornage* de diverses places (17 décembre 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - *Création* d'un polygone exceptionnel à Perpignan (13 janvier 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - *Création* à Langres (23 janvier 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - *Déclassement* de la batterie des Lions à Marseille (4 janvier 1883, loi),
PLACES DE GUERRE. - *Extension* du polygone exceptionnel de Prats de Mollo (7 mars 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - *Extension* de Grenoble (26 juin 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - *Extension* du polygone de la marine sur l'Adour (9 octobre 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - *Modification* de la zone des servitudes au fort de Joux (6 avril 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - *Réduction* à une zone unique des servitudes de la place de Concarneau (8 février 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - *Réduction* Réduction des zones des servitudes du fort Saint-Nicolas à Marseille (21 septembre 1883, déc.),
PLACES DE GUERRE. - - Voy. Table chronologique, 27 novembre 1882; 23 juillet, 8 novembre 1883.
PLACES DE GUERRE. - Voy. Armée.
POLICE. - *Commissariats* de police du département, de la Seine (9 mars 1883, déc.),
POLICE. - *Fixation* du cadre du personnel dans la ville du Mans (10 avril 1883, déc.),

POLICE. - *Fixation* dans la ville de Dijon (7 mai 1883, déc.).
POLICE. - *Fixation* dans la ville de Marseille (7 juin 1883, déc.),
POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX. - Exécution de la loi du 21 juillet 1881 dans le département de la Meuse (3 juillet 1883, déc.),
POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX. - Exécution de la loi du 21 juillet 1881 dans le département de l'Orne (26 septembre 1883, déc.),
PONTS. - *Construction. Travaux.* Voy. Table chronologique, 6 septembre, 27 novembre 1882; 3 juillet, 20 août, 18 décembre 1883.
PONTS - *Péage. Tarifs. Rachat.* Voy. Table chronologique, 27 mars, 12 octobre, 11 décembre 1883.
PONTS ET CHAUSSEES. - *Ingénieurs.* Abrogation du décret du 21 décembre 1878 (21 novembre 1882, déc.), B. 12,980.
PONTS ET CHAUSSEES. - *Pas-de-Calais.* Ingénieur en chef autorisé à disposer du crédit ouvert pour le dérasement des fortifications de Calais (18 août 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (11 janv. 1883, déc.), 6. - (18 janv. 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (23 janv. 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (29 janv. 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (12 févr. 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (19 fév, 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (26 févr. 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (29 mars 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (26 avril 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (21 mai 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (29 juin 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (2 oct. 1883, déc.),
POPULATION. - Tableaux. Rectification (12 nov. 1883, déc.),
PORTS. - *de Brest.* Etablissement d'une forme de radoub (5 avril 1883, loi),
PORTS. - *de Dives.* Construction d'un quai (18 février 1883, déc.),
PORTS. - *de Trouvillé.* Etablissement d'une jetée-promenade (10 février 1883, déc.),
PORTS. - *Travaux divers.* Voy. Table chronologique, 14 octobre, 7, 27 novembre 1882; 5, 10, 19 mars, 24 avril, 6 août, 27 octobre 1883.
POUDRE. - Fixation du prix de vente de la poudre au bois pyroxylé (6 août 1883, loi),
POUDRE DYNAMITE. - *Dépôts* dans les communes de Saint-Chéron (Seine-et-Oise) et de Saint-Florent (Gard) (10 mars 1883, déc.),
POUDRE DYNAMITE. - *Dépôts* de Morthomiers (Cher) (16 août 1883, déc.),
POUDRE DYNAMITE. - *Dépôts* de Terrenoire (Loire) (13 octobre 1883, déc.),
POUDRE DYNAMITE. - *Règlement* pour le dépôt d'Onnaing (Nord) (9 août 1883, déc.),
POUDRE DYNAMITE. - *Règlement* de Montceau-les-Mines (26 août 1883, déc.),
POUDRE DYNAMITE. - du Rhône. Frais d'administration (8 janvier 1883, déc.),
POSTES ET TELEGRAPHES. - *Bâtiments* du poste central des télégraphes. Agrandissement (28 juillet 1882, loi),
POSTES ET TELEGRAPHES. - *Hôtels* des postes et télégraphes. Acquisition à Grenoble et à Montpellier (20 mars 1883, loi),
POSTES ET TELEGRAPHES. - *Hôtels* à Calais, Sedan, Amiens, Menton et Hyères (1er août 1883, loi),
POSTES ET TELEGRAPHES. - *Organisation* des services extérieurs (23 avril 1883, déc.),
§ 1er. POSTES.
- *Bons de poste.* Emission de bons de poste de un franc et de dix francs (2 janvier 1883, déc.),
- *Bons de poste.* Emission de bons de poste de deux francs (2 janvier 1883, déc.),
- *Cartes postales.* Echange entre la France, l'Algérie, le Danemark, l'Islande, les Antilles danoises et la république de Costa-Rica (23 juin 1883, déc.),
- *Cartes postales.* Echange entre la France, l'Algérie, la Grèce et la colonie britannique de Lagos (21 juillet 1883, déc.),
- *Cartes postales.* Echange entre la France, l'Algérie, la république de Guatemala, le Groënland et les colonies britanniques des îles Bahamas, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie et de Gambie (18 septembre 1883, déc.),
- *Cartes postales.* Echange entre la France, l'Algérie et les colonies britanniques de la Guyane et de Tabago (15 octobre 1883, déc.),
- *Cartes postales.* Echange. entre la France, l'Algérie et le Canada (19 novembre 1883, déc.),
- *Cartes postales.* Echange, entre la France, l'Algérie et l'Inde britannique (8 décembre 1883, déc.),
- *Colis postaux.* Service entre la France, la Corse, l'Algérie, la Tunisie, les bureaux français des ports ottomans, Sainte-Marie de Madagascar, Mayotte et Nossi-Bé (22 janvier 1883, déc.),
- *Colis postaux* avec divers pays étrangers (27 janvier 1883, déc.),
Colis postaux entre la France, etc., les colonies danoises et le Luxembourg (14 avril 1883, déc.),
- *Colis postaux* entre les colonies françaises et les colonies danoises (19 avril 1883, déc.),
- *Colis postaux* Suppression des limites de volume et de dismension des colis postaux échangés entre la Corse, la France, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg (21 juillet 1883, déc.),
- *Colis postaux* Service entre la France et la Corse (22 août 1883, déc.),
- *Effets de commerce.* Recouvrement. Extension aux îles du littoral (21 février 1883, déc.),
- *Effets de commerce.* Extension à la Corse et à l'île d'Yeu (17 mars 1883, déc.),
- *Effets de commerce.* Extension à la Tunisie (18 juin 1883, déc),
- *Effets de commerce.* Règlement en Algérie (15 décembre 1883, déc.),
- *Lettres avec valeurs déclarées.* Envoi des bureaux de poste français en Tunisie à destination des colonies françaises et de divers pays trangers (2 février 1883, déc.),
- *Lettres avec valeurs déclarées.* Echange entre la France, l'Algérie, la Tunisie et la Bulgarie (1er septembre 1883, déc.),
- *Lettres avec valeurs déclarées.* Echange entre les colonies françaises et la Bulgarie (7 septembre 1883, déc.),
- *Militaires.* Correspondances à l'adresse ou provenant des militaires ou marins faisant partie du corps d'occupation en Tunisie (16 juin 1883, déc.),
- *Militaires.* Correspondances à l'adresse ou provenant des militaires ou marins faisant partie du corps expéditionnaire du Tonkin (16 juin 1883, déc.),
- *Services maritimes postaux.* Entre 1° le Havre et New-York; 2° la France, les Antilles et le Mexique (28 juin 1883, loi),
- *Services maritimes postaux* entre Calais et Douvres (9 juillet 1883. loi),
- *Taxes* sur les correspondances à destination ou provenant de Madagascar (14 avril 1883, déc.),
- *Taxes* Voy. Caisse d'épargne postale, Traités.
§ 2. TELEGRAPHES.
- *Pneumatiques.* Extension aux 17e, 18e et à une portion du 19e arrondissement de Paris du service des dépêches circulant par le réseau pneumatique (26 janvier 1883, déc.),
- *Sous-marins.* Approbation d'une convention relative à la pose d'un câble entre le cap Saint-Jacques et Haïphong (22 décembre 1883, loi),
- *Taxe* sur les télégrammes à destination de la Roumanie (24 janvier 1884, déc.),
- *Taxe* à destination des bureaux de la Tripolitaine autres que Tripoli (15 novembre 1883, déc.),
- *Taxe* Voy. Colonies (Sénégal), Traités.
PRISONS. - Conseil supérieur. Désignation d'un membre de droit (16 juin 1883, déc.),
PROPRIETE ARTISTIQUE OU INDUSTRIELLE. - Voy. Traités.

R.

RENTES SUR L'ETAT. - Conversion des rentes 5 0/0 en 4 1/2 0/0 (27 avril 1883, loi), 80. - Exécution de la loi précédente (27 avril 1883, déc.),
RENTES SUR L'ETAT. - Remboursement du capital des rentes non converties (12 mai 1883, déc.),
RENTES SUR L'ETAT. - Remboursement du capital des rentes non converties (27 juin 1883, déc.),
RENTES SUR L'ETAT. - *Répartition* en huit séries du nouveau fonds 4 1/2 0/0 (30 avril 1883, déc.),
RENTES SUR L'ETAT. - *Transfert* des inscriptions nominatives du nouveau fonds 4 1/2 0/0 dans les départements (12 juillet 1883, déc.),
RIVIERES. - *Amélioration* de la Charente (13 janvier 1883, loi),
RIVIERES. - *Dignes* de la basse Seine. Réfection (29 mai 1883, loi),
RIVIERES. - *Travaux divers.* Voy. Table chronologique, 25 novembre 1882; 29 janvier, 10 mai, 3 juillet, 6 août, 15 décembre 1883.
ROUTES NATIONALES ET DEPARTEMENTALES - *Classement* d'une nouvelle route nationale dans le département des Basses-Alpes (18 janvier 1883, loi),
ROUTES NATIONALES ET DEPARTEMENTALES - *Prolongement. Rectification. Travaux divers.* Voy. Table chronologique, 11 novembre, 22 décembre 1882;
ROUTES NATIONALES ET DEPARTEMENTALES - *Prolongement. Rectification. Travaux divers.* 18 février, 10, 27 mars, 4, 15 juin, 6, 16 août, 19 septembre, 12 octobre, 12 novembre 1883.

S.

SALLES DE VENTES PUBLIQUES. - Ouverture à Orléans (29 janvier 1883, déc.),
SOCIETES ANONYMES. - Société le Progrès national. Autorisation (12 octobre 1881, déc.),
SOCIETES ANONYMES. - Société l'Abeille. Nouveaux statuts (15 octobre 1881, déc.),
SOCIETES ANONYMES. - Compagnie du Jardin zoologique d'acclimatation. Autorisation de se transformer (10 novembre 1882, déc.),
SOCIETES ANONYMES. - Société de la manufacture d'Annecy et Pont Autorisation de se transformer (17 février 1883, déc.),
SOCIETES ANONYMES. - Compagnie d'assurances sur la vie l'Ouest. Modification des statuts (13 juin 1883, déc.),
SOCIETES ANONYMES. - Société des hauts fourneaux de Maubeuge. Autorisation de se transformer (19 juin 1883, déc.),
SOCIETES ANONYMES. - Société d'assurances mutuelles sur la vie, la Garantie générale. Approbation des statuts (13 août 1883, déc.),
SOCIETES ANONYMES. - Société la Nationale, compagnie d'assurances sur la vie. Modification des statuts (24 octobre 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société fondée à Paris pour la propagation de l'allaitement maternel. Reconnaissance (29 juillet 1880, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société mutuelle de prévoyance pour la retraite de Reims. Modifications aux statuts (27 février 1882, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société Notre-Dame de Bon-Secours à Dieppe. Modifications aux statuts (4 décembre 1882, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Association des anciens élèves du collège de l'Arc à Dôle. Reconnaissance (7 décembre 1882, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Oeuvre de l'orphelinat des arts. Reconnaissance (20 décembre 1882, déc.),

SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Maison Saint-Louis à Commentry. Reconnaissance (12 février 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société dunkerquoise pour l'avancement des lettres, etc... Reconnaissance (13 février 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Association des anciens élèves du collège d'Autun. Reconnaissance (12 février 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société de charité maternelle de Darnetal. Reconnaissance (12 mars 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société nationale des antiquaires de France. Modification des statuts (3 avril 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Crèche de Vincennes. Reconnaissance (4 avril 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Ecole nationale des chartes. Modification des statuts (13 avril 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société protestante du travail à Paris. Reconnaissance (10 avril 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Oeuvre des crèches de Limoges. Reconnaissance (21 avril 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société de secours mutuels et de la caisse de retraite des ouvriers en soie de Lyon. Reconnaissance (23 avril 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Association des dames françaises. Reconnaissance (23 avril 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société protectrice des animaux. Nouveaux statuts (25 avril 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société des artistes français. Reconnaissance (11 mai 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société philanthropique de Paris. Modification des statuts (14 mai 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Fondation à Irigny d'une Providence pour les enfants et d'un hospice pour les vieillards (14 mai 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Asile Emilie, commune d'Arvert. Reconnaissance (12 juin 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société de secours mutuels dite des Vrais amis de la boucherie de Paris. Reconnaissance (25 juin 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Société de l'école d'horlogerie de Paris. Reconnaissance (12 juillet 1883, déc.),
SOCIETES RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. - Asile des vieillards protestants fondé à Bordeaux (5 août 1883, déc.),
SOUS-SECRETAIRES D'ETAT. - Nominations. Justice et cultes, M. Noirot; Intérieur, M. Margue; Finances, M. Labuze; Instruction publique et beaux-arts, M. Durand; Travaux publics, M. Baïhaut (27 février 1883, déc.),
SOUS-SECRETAIRES D'ETAT. Marine et colonies, M. Félix Faure (22 septembre 1883, déc.),
SYNDICATS. - de défense des rives du Rhône. Modification des statuts (3 juillet 1883, déc.),
SYNDICATS. - de la Durance. Emprunt (10 février 1883, déc.), B. 18,837.

T.

TABACS. - Approvisionnements des tabacs exotiques employés dans les manufactures de l'Etat (25 janvier 1883, déc.),
TABACS. - Cigarettes dites Medlanas. Prix de vente (23 janvier 1883, déc.),
TELEGRAPHES. - Voy. Postes et télégraphes.
TONKIN. - Protectorat (28 mai 1883, loi),
TRAITES. - *Allemagne.* Approbation de la convention signée à Berlin le 19 avril 1883 pour la garantie de la propriété des oeuvres de littérature et d'art (7 juillet 1883, loi),
TRAITES. - *Allemagne.* Promulgation (21 août 1883, déc.),
TRAITES. - Promulgation de la convention conclue le 20 mars 1883, en vue du raccordement des lignes télégraphiques le long du canal de la Marne au Rhin (31 août 1883, déc.),
TRAITES. - *Allemagne.* Exécution de la convention concernant la garantie de la propriété littéraire et artistique (8 novembre 1883, déc.),
TRAITES. - *Autriche-Hongrie.* Approbation du tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu le 3 novembre 1882 (27 décembre 1882, loi),
TRAITES. - *Autriche-Hongrie.* Promulgation (24 janvier 1883, déc.),
TRAITES. - *Autriche-Hongrie.* Approbation de l'arrangement signé à Paris le 28 avril 1883, en vue de proroger la convention de commerce du 7 novembre 1881 (19 mai 1883, loi),
TRAITES. - Promulgation (21 mai 1883, déc.),
TRAITES. - *Belgique.* Approbation de l'arrangement pour l'établissement de lignes télégraphiques le long des cours d'eau, signé le 30 novembre 1882 (12 décembre 1882, déc.),
TRAITES. - *Cambodge.* Promulgation de la convention conclue le 10 septembre 1883 entre la Cochinchine et le Cambodge et d'une convention signée le 9 octobre 1883 (31 décembre 1883, déc.),
TRAITES. - *Chili.* Approbation de la convention conclue le 2 novembre 1882 pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes contre le Pérou et la Bolivie (18 juillet 1883, déc.),
TRAITES. - *Chili.* Promulgation (19 septembre 1883, déc.),
TRAITES. - *Danube.* Promulgation du traité relatif à la navigation du Danube (31 août 1883, déc.),
TRAITES. - *Espagne.* Approbation de la convention signée le 20 juillet 1882 et relative aux services de surveillance et de douane sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone en France et du Midi de la France (12 juillet 1883, loi),
TRAITES. - *Espagne.* Promulgation (31 août 1883, déc.),
TRAITES. - *Etats-Unis.* Approbation d'une convention conclue le 19 juillet 1882 concernant le règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre (20 décembre 1882, loi),
TRAITES. - *Etats-Unis.* Promulgation (10 janvier 1883, déc.),
TRAITES. - *Etats-Unis.* Approbation d'une convention conclue le 8 février 1883 et relative au même objet (20 juin 1883, loi),
TRAITES. - *Etats-Unis.* Promulgation (29 juin 1883, déc.),
TRAITES. - *Grande-Bretagne.* Approbation de la convention relative à l'échange des mandats de poste (27 décembre 1882, loi),
TRAITES. - *Grande-Bretagne.* Promulgation (12 janvier 1883, déc.),
TRAITES. - *Grande-Bretagne.* Approbation de la convention relative à l'échange des mandats de poste avec l'Inde britannique (21 mai 1883, loi),
TRAITES. - *Grande-Bretagne.* Promulgation (13 juin 1883, déc.),
TRAITES. - *Grèce.* Promulgation de la déclaration relative au tarif télégraphique signée le 13 juillet 1882 (24 janvier 1883, déc.),
TRAITES. - *Roumanie.* Approbation du tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu le 3 novembre 1882 (27 décembre 1882, loi),
TRAITES. - *Roumanie.* Promulgation (24 janvier 1883, déc.),
TRAITES. - *Russie.* Approbation de la déclaration signée le 29 avril-11 mai 1883, pour régler le mode de jaugeage des navires français, russes et finlandais et leur entrée dans les ports respectifs de chaque pays (8 juin 1883, déc.),
TRAITES. - *Serbie.* Approbation du traité d'amitié, de commerce et de navigation signé le 18 janvier 1883 (17 juillet 1883, loi),
TRAITES. - *Serbie.* Promulgation (18 juillet 1883, déc.),
TRAITES. - *Siam.* Promulgation de la convention conclue le 15 novembre 1882 pour l'exécution d'une ligne télégraphique de Pattambang à Bangkok (17 août 1883, déc.),
TRAITES. - *Suisse.* Approbation de la convention conclue le 27 septembre 1882 en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents (25 juillet 1883, déc.),
TRAITES. - *Suisse.* Promulgation (3 août 1883, déc.),
TRAITES DE COMMERCE. - Voy. Traités (Autriche, Serbie).
TRAMWAYS. - *d'Audaincourt à Hérimoncourt.* Utilité publique (1er septembre 1883, déc.),
TRAMWAYS. - *de Cambrai à Catillon.* Etablissement (27 octobre 1883, déc.), B. 13,881.
TRAMWAYS. - *du Grand-Lucé à la Chartre.* Utilité publique (23 juin 1883, déc.),
TRAMWAYS. - *de Mollesulaz à Annemasse.* Utilité publique (16 août 1883, déc.),
TRAMWAYS. - *de Reims* (23 avril 1883, déc.), B. 13,463.
TRAMWAYS. - *de Saint-Etienne à Rive-de-Gier et Firminy.* (7 février 1883, déc.),
TRAMWAYS. - *de Saumur.* Utilité publique (9 janvier 1883, déc.),
TRAMWAYS. - *de Valenciennes.* Concession (19 décembre 1883, déc.),
TRAMWAYS. - Voy. Algérie.
TRESOR PUBLIC. - Ventes et achats de renies et valeurs par le caissier-payeur central à Paris pour le compte des habitants du département de la Seine (6 juin 1883, déc.),
TRIBUNAUX DE COMMERCE. - *Election des membres* (8 décembre 1883, loi),
TRIBUNAUX DE COMMERCE. - *Rattachement* à celui d'Antibes du canton de Cagnes (12 mai 1883, déc.), B. 13,455.
TRIBUNAUX DE COMMERCE. - *Tarare.* Création (13 décembre 1881, déc.),
TRIBUNAUX DE COMMERCE. - *Tarare.* Composition (4 avril 1882, déc.),
TUNISIE. - Organisation de la juridiction française (27 mars 1883, loi),
TUNISIE. - Crédits (27 mars 1883, loi),
TUNISIE. - Délimitation des circonscriptions des justices de paix (14 avril 1883, déc.),
TUNISIE. - Mode de désignation des assesseurs en matière criminelle (14 avril 1883, déc.),

U.

USINES. - Voy. Eaux.

V.

VIANDES DE PORC SALEES. - Importation de celles provenant des Etats-Unis d'Amérique. Suppression de l'interdiction (27 novembre 1883, déc.),
VIANDES DE PORC SALEES. - Suspension de l'exécution du décret du 27 novembre (28 décembre 1883, déc.),
VILLES - *Emprunts* et *impositions extraordinaires.* Voy. Table chronologique, 5 janvier, 15, 18 février, 13, 22 mars, 2, 5 avril, 11, 15, 24, 29 mai, 5, 7, 17, 18 juin, 6, 11, 12, 23, 26 juillet, 1er, 2, 6, 7 août, 12, 27 novembre, 15, 20, 22 décembre 1883.
VOIRIE. - Rues de la ville de Clermont-Ferrand (3 décembre 1883, déc.),
FIN DU TOME QUATRE-VINGT-TROISIEME.